Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1923unse_4

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME XVIII. — 1er NOVEMBRE 1923. 16

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCIII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME DIX-HUITIÈME

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1923

THE GETTY CENTER
LIBRARY

SOUVENIRS

II [1]

1869-1871

ROUHER

ROUHER fut la figure dominante des dernières années du second Empire. Je n'ai pas eu l'occasion d'entretenir des relations directes avec lui ; nous n'avons jamais causé ensemble, mais il a été mon collègue à l'Assemblée nationale où je l'ai entendu parler. J'ai fait partie d'une commission où il fut appelé à venir déposer. J'ai donc pu avoir de lui une impression personnelle.

En Rouher, je distinguerai deux hommes : l'homme d'affaires et l'homme politique. L'homme d'affaires était de qualité supérieure. Cerveau très bien organisé, il avait conservé la mémoire présente de toutes les opérations auxquelles il avait été mêlé. Dans cette commission dont je viens de parler et qui était chargée de la liquidation de la liste civile de la famille impériale, à toutes les questions qu'on lui posait, et sans bienveillance, il répondait, après avoir demandé la permission de réfléchir un instant, avec une précision que rien n'est venu démentir. Sous l'Empire, il avait été le champion de la politique libre-échangiste contre le protectionnisme étroit de M. Thiers, et l'avenir lui a donné raison.

Comme homme politique, je ne saurais faire de lui le même

Copyright by comte d'Haussonville, 1923.

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

éloge. Laissant de côté le fond du débat entre l'opposition libérale et l'Empire, je me bornerai à dire qu'il plaidait, plus qu'il n'était, suivant moi, convaincu. Lorsqu'au fameux discours où M. Thiers, après avoir signalé le péril de l'unité de l'Allemagne, disait en terminant : « Il n'y a plus une faute à commettre, » il répondait en faisant valoir la sécurité qu'assurait à la France la division de l'Allemagne *en trois tronçons*, j'ai peine à croire qu'il fût très sincère. Il plaidait pour la politique du Maître, comme il aurait plaidé pour une autre, mais la conviction n'y était guère. Cette métaphore des *trois tronçons* est demeurée fameuse et lui fut, quelques années plus tard, à l'Assemblée nationale, jetée à la tête. Comme il avait soutenu que trois comités bonapartistes dont l'existence avait été constatée, étaient sans relations les uns avec les autres, un orateur du centre gauche, Ricard (1), qui eut une célébrité éphémère, répliqua : « C'est la théorie des trois tronçons appliquée aux comités. » A l'Assemblée nationale, où, après avoir été battu dans la Charente-Inférieure, — Supérieure disait triomphalement Bethmont, député de ce département, — il fut envoyé par la Corse, son attitude fut digne et mesurée.

Il s'attira cependant une terrible réplique de Gambetta un jour où il avait contesté le pouvoir constituant de l'Assemblée. Gambetta trouva moyen de rappeler les souvenirs de l'expédition du Mexique et, après avoir parlé de la « justice immanente qui sort à la longue des choses mauvaises, » il termina en disant : « Cette justice a successivement atteint tous ceux qui ont été mêlés à cette détestable équipée. Elle a déjà frappé Morny, Maximilien, Jecker; elle tient Bazaine (2), elle vous attend. » La prédiction ne s'est pas réalisée, et Gambetta est mort avant Rouher, mais l'effet de séance fut grand.

Les débats du Corps législatif étaient suivis avec passion par la jeunesse libérale. Obtenir un billet pour l'une des tribunes réservées était une faveur très enviée. Une des premières séances auxquelles j'aie assisté était présidée par le duc

(1) Ne pas confondre ce Ricard avec le maire de Rouen qui eut aussi son heure de notoriété et qu'on avait surnommé, je ne sais pourquoi : *la Belle Fatma*.

(2) Le procès de Bazaine était alors en cours. Quant à Jecker, qui fut fusillé par la Commune en 1871, c'était pour obtenir le remboursement de ses bons qu'à l'origine l'expédition du Mexique aurait été, suivant l'opposition, décidée.

de Morny. Il exerçait ses fonctions avec beaucoup de courtoisie, sachant faire respecter les droits de la petite opposition libérale par une majorité qui aurait été volontiers intolérante. Il avait des mots adroits et heureux. Un jour, Eugène Pelletan, le père de ce Camille Pelletan que les nouvelles générations ont plus particulièrement connu et qui a travaillé si efficacement à désorganiser notre marine, était à la tribune. Au lendemain d'élections où la ville de Paris avait nommé en majorité des députés de l'opposition, Pelletan avait appelé Paris : la tête de la France : « Prenez garde, monsieur Pelletan, lui dit Morny, car on pourrait être tenté de dire : mauvaise tête, mais bon cœur. » Morny fut un des serviteurs les plus fidèles, et un des conseillers les plus écoutés de l'Empire. Il était, disait-on, le frère naturel de Napoléon III, né d'une liaison bien connue entre la reine Hortense et le comte de Flahaut. Il représentait l'Empire élégant ; son écurie de courses (dont la casaque était rose) connut de grands succès. Assisté d'une femme charmante, Russe d'origine, il donnait des réceptions auxquelles se pressaient tous les députés qui ne se piquaient pas d'appartenir à l'opposition irréconciliable. A sa mort, un décret ordonna pour lui des funérailles peut-être un peu trop solennelles. La vie de Paris fut comme suspendue ce jour-là, et, la semaine suivante, une vieille femme, appelée à déposer devant le tribunal de police correctionnelle à l'occasion d'une bagarre dont elle avait été témoin, dit en commençant sa déposition et sans malice aucune: « J'étais sortie comme tout le monde pour aller voir la fête. » Morny fut remplacé à la présidence du Corps législatif, auquel le droit d'élire son bureau n'avait pas été encore rendu par le comte Walewski, qui passait pour être le fils de Napoléon Ier et d'une grande dame polonaise. On aurait réussi à persuader à cette pauvre grande dame, qui aurait été une très honnête femme, de s'abandonner au vainqueur de l'Europe pour obtenir de lui l'érection en royaume indépendant de la Pologne.

Walewski avait la main plus lourde que Morny, moins cependant qu'un des vice-présidents, le baron Jérôme David, fils, disait-on, du roi Jérôme, auquel la gauche reprochait ses brutalités. A sa mort, il fut remplacé par M. Schneider, le grand métallurgiste du Creusot, d'abord nommé par l'Empereur, puis, quand le Corps législatif eut recouvré le droit de choisir

son bureau, par ses collègues eux-mêmes. M. Schneider présidait, avec une impartialité très suffisante, des séances qui n'étaient pas tumultueuses. Elles le devinrent cependant peu après lorsqu'à la fin de décembre 1869, l'Empereur, converti peut-être sincèrement à la nécessité de rétablir en France le régime constitutionnel, eut fait choix d'un ministère auquel on donna la qualification, peu flatteuse pour les précédents, de *Ministère des honnêtes gens*. Ce fut le 2 janvier 1870 que ce ministère entra en fonctions et de ce jour date la courte période de ce qu'on a appelé l'Empire libéral. Le principal ministre, bien qu'il n'eût pas le titre de Président du Conseil, était Émile Ollivier.

L'EMPIRE LIBÉRAL

Si j'ai peu connu et jamais fréquenté Rouher, il n'en est pas de même d'Émile Ollivier. Il avait été un des *cinq* que la jeunesse libérale admirait. Il se distinguait de ses quatre autres collègues par ce fait qu'il était un jurisconsulte consommé. Avant d'entrer dans la politique, il avait publié, sur une question de droit très spéciale, *la Transcription*, un ouvrage qui aujourd'hui encore fait autorité. Il était doué d'une facilité de parole qui s'élevait jusqu'à l'éloquence et qu'à la fin de sa vie il avait peine à contenir. Il ne pouvait en quelque sorte s'empêcher de parler, et il fallait l'arrêter pour le rappeler aux nécessités terre à terre de la vie. Je me souviens d'un déjeuner que, bien des années après la chute de l'Empire, je fis chez lui en Savoie, dans un site de montagnes, et qui précéda, de quelques mois seulement, sa mort. Il parla depuis le commencement du déjeuner jusqu'à la fin. Je n'ai connu d'aussi infatigable parleur que Sardou qui, à table, lorsqu'il avait la bouche pleine, faisait un petit geste de la main pour empêcher qu'un autre profitât de ce silence momentané pour prendre la parole. Mais la conversation très brillante de Sardou n'était qu'une enfilade d'anecdotes, celle d'Ollivier était un continuel discours, auquel il mêlait cependant des souvenirs. Ainsi je lui ai entendu raconter la fin de La Mennais à laquelle il avait assisté, et contester la légende d'après laquelle on aurait empêché la nièce de l'ancien fondateur de *l'Avenir* d'amener un prêtre au chevet de son oncle moribond. Mais il était rare

qu'Ollivier racontât. Il dissertait plutôt, et sur tous les sujets, car il avait des connaissances très variées et aimait tous les arts, particulièrement la musique. La dernière fois que je l'ai vu, c'était aux environs de Chamonix. Il m'avait promis de venir à Coppet, mais il ne put malheureusement tenir sa promesse. Je l'ai beaucoup regretté, car j'aurais aimé savoir comment il jugeait Mme de Staël. Je me figure qu'il devait être bienveillant pour elle. Mme de Staël, quoi qu'on puisse penser d'elle au point de vue littéraire, était assurément d'une nature noble et généreuse et poussait en conversation, — tous les témoignages contemporains sont unanimes sur ce point, — l'esprit jusqu'à l'éloquence. Quoi qu'on puisse penser d'Ollivier au point de vue politique, il était, lui aussi, noble et généreux, et quant à l'éloquence, personne au Corps législatif ne pouvait lui être comparé. Auprès de lui, Jules Favre n'était qu'un rhéteur.

Pour en revenir à l'Empire libéral, son histoire fut courte. Avant nos malheurs, l'Empire avait déjà rompu avec l'opposition, je ne parle pas seulement de l'opposition républicaine qui était demeurée irréconciliable, mais avec cette opinion plus modérée qui constituait le tiers parti et qui, représentée dans le ministère par MM. Buffet et Daru, paraissait être arrivée au pouvoir. Le plébiscite brouilla tout. Qui eut l'idée de soumettre à un plébiscite les modifications constitutionnelles apportées au texte et surtout à l'esprit de la constitution de 1852? Je ne saurais le dire positivement. On a beaucoup dit que c'était le comte Daru. Je n'en serais pas étonné. Très galant homme, mais de prévision un peu courte, il est fort possible qu'un scrupule constitutionnel soit né dans son esprit et qu'il ait cru consciencieusement qu'il était correct de soumettre à la ratification populaire les modifications apportées à la constitution de 1852. Mais, par la force des choses, ce n'était pas seulement sur ces modifications, c'était sur le régime en lui-même, sur son origine, sur sa légitimité qu'on appelait le peuple à se prononcer. Partisans et adversaires de la dynastie le comprirent ainsi, les uns estimant qu'une nouvelle consécration populaire rendrait au régime impérial la force dont il était investi au lendemain du 2 Décembre, les autres que la constatation d'un grand nombre de suffrages opposés à ce régime l'affaiblirait. Ni M. Daru, ni M. Buffet ne l'avaient entendu ainsi, et ils furent amenés à donner leur démission,

tandis que, parmi leurs collègues, la majorité restait au pouvoir.

Un des membres de l'ancien tiers parti qui montra le plus de zèle pour faire triompher le plébiscite fut M. Chevandier de Valdrôme, député, comme M. Buffet, d'un des départements de l'Est et ministre de l'Intérieur qui, dans une circulaire adressée aux préfets, les engagea à déployer pour assurer au plébiscite le plus grand nombre de voix possible, une activité *dévorante*. L'épithète, qui tranchait un peu sur le ton ordinaire des documents administratifs, fit sourire et une caricature représenta les restes de M. Chevandier dévorés par son activité. L'opposition libérale se divisa. Une partie représentée par M. Laboulaye, qui n'appartenait point au Parlement, conseilla aux électeurs un vote favorable. Sa lettre aux électeurs de Seine-et-Oise eut beaucoup de retentissement. Les partisans du plébiscite, en témoignage de reconnaissance, lui firent don d'un encrier. Quelques années plus tard, le même Laboulaye, membre de l'Assemblée nationale, s'étant chargé d'un rapport qui concluait à la consécration de la République, et le dépôt de ce rapport se faisant attendre, M. Numa Baragnon, un député de la droite, qui avait beaucoup d'esprit, dit à la tribune : « Le rapport de M. Laboulaye est encore dans son encrier, » ce qui fit rire tout le monde et Laboulaye lui-même.

La partie modérée de l'opposition libérale n'osa point se prononcer contre le plébiscite qui, le jour du scrutin, recueillit 7358 786 suffrages affirmatifs contre 1 571 939 suffrages négatifs. On avait convié l'armée et la marine à voter, ce qui était un précédent dangereux. Mais la proportion des suffrages y fut la même. L'Empire triomphait donc et paraissait plus solide que jamais.

Ce fut à cette époque du printemps de 1870 que j'entrai pour la première fois en contact avec le suffrage universel. Des élections au Conseil général eurent lieu au mois de mai. Gurcy, la terre de mon père, était située dans le canton de Donnemarie en Montois, arrondissement de Provins, que mon père avait autrefois représenté à la Chambre des députés. Le conseiller sortant, qui était maire de Donnemarie, ne se représentait pas. J'avais vingt-six ans, un an à peine de plus que l'âge légal pour être candidat. Je n'hésitai pas à me présenter. J'eus comme concurrent quelqu'un qui aurait fait un beaucoup meilleur conseiller général que moi. Il était avocat à la Cour

impériale où il avait peu de clientèle, ne plaidait guère que de petites affaires d'expropriation. Mais il était très entendu dans les questions d'agriculture et en passe de devenir président du Comice agricole de l'arrondissement de Provins. Il possédait, dans le canton, un très vieux et pittoresque château, entouré d'eau, qu'on appelait Sigy, où il passait la plus grande partie de son année avec deux vieilles sœurs, fort pieuses. Il passait pour clérical, épithète funeste en Seine-et-Marne. La lutte entre nous fut très vive, mais cependant toujours convenable de part et d'autre. Je passais, avec raison, pour libéral. Je tins toutes les communes du canton, parlant avec une certaine facilité dans de petites réunions sur la convocation desquelles l'administration fermait les yeux, car elles n'étaient précédées d'aucune des formalités légales indispensables. Ma jeunesse y plut. J'avais pour moi l'appui de grosses familles paysannes, depuis longtemps attachées à la mienne, et dont l'une avait caché mon arrière-grand père au moment de la Terreur. J'avais aussi les groupes d'opposition avancée, à cause de l'attitude d'opposition déterminée que mon père avait prise vis à vis de l'Empire. Je fus nommé à une écrasante majorité. Le lendemain de l'élection, une véritable foule se porta au château pour me faire compliment. Le parc fut envahi; il fallut donner à boire et à manger à tout ce monde. Je fus acclamé : j'ai connu ce soir-là les ivresses de la popularité... cantonale.

LA GUERRE

Cette popularité ne devait pas être de longue durée, mais les jours de juin 1870 que je passai à Gurcy avec mes parents, ma femme et deux petites filles encore tout à fait enfants, ont été les derniers d'un bonheur sans mélange dans ma vie. Au mois de juillet, la guerre éclatait.

J'appartenais par mon âge à la classe 1843, comme on disait alors. Légalement, je n'étais tenu d'aucune obligation militaire. Lorsqu'en 1869 on avait vaguement organisé sur le papier les cadres de la garde nationale mobile qui n'avait jamais été réunie, comme cette organisation s'effectuait par canton, j'avais souhaité un grade dans la compagnie du canton de Donnemarie à la tête de laquelle on comptait mettre, fort

justement, un lieutenant d'infanterie retraité. Le préfet, sur les indications duquel s'effectuaient les nominations, proposa le fils d'un gros épicier qui fut nommé lieutenant. J'aurais donc été en droit de me confiner dans mes fonctions de conseiller général et de rester tout simplement à Gurcy. C'est ce que j'avais cru devoir faire au début de la guerre; mais quand nos malheurs survinrent, je trouvai que cette attitude passive ne convenait pas à mon âge et je cherchai à mieux faire. Le hasard me servit. J'avais un ami, le capitaine de Champlouis, dans les bureaux de la place de Paris. J'allai lui demander conseil et, dans les bureaux de la place, je rencontrai le général Princeteau, qui était proche parent de la duchesse douairière Decazes, demi-sœur de ma belle-mère, la marquise d'Harcourt. Je le connaissais un peu. Je lui contai mon cas. Immédiatement il me proposa de me prendre dans son état-major. Naturellement j'acceptai et quelques jours après paraissait un arrêté ministériel qui me nommait lieutenant au premier régiment d'artillerie de la garde nationale mobile de la Seine. Ce régiment ne fut jamais constitué, ce qui n'empêcha pas qu'à l'issue du siège de Paris, je fus décoré sous cette qualification, sur la proposition de mon général. La décoration que je porte est une décoration militaire; je n'ai jamais voulu en accepter d'autre.

Cependant nos malheurs se précipitaient, et la nécessité de prendre certaines déterminations s'imposait. On en vint assez vite à prévoir l'investissement de Paris. J'envoyai mes deux filles, encore en bas âge, chez ma belle-mère, au château de Saint-Eusoge dans le département de l'Yonne. Ma femme les y conduisit; j'aurais dû lui intimer d'y rester, mais il n'était pas dans sa nature de consentir à s'éloigner d'un endroit où il pouvait y avoir quelque danger à courir. Elle revint à Paris où elle passa tout le temps du siège, comme infirmière à l'ambulance installée au Grand Hôtel sous la direction du docteur Guyon, dans des conditions, soit dit en passant, déplorables au point de vue de l'hygiène. On ne se doutait pas à cette époque de ce qu'était l'hygiène d'un hôpital. Aussi la santé de ma femme s'en est-elle quelque temps ressentie, mais elle y fit son apprentissage, et cet apprentissage la prépara à devenir plus tard présidente du Comité central des dames de la Société de secours aux blessés.

Mon père s'enferma également à Paris et fit ménage avec ma femme, tandis que je vivais à l'état-major du général Princeteau. Bien qu'il eût plus de soixante ans, mon père s'engagea dans ce qu'on appelait les vétérans de la garde nationale. Gurcy fut donc abandonné par lui comme par moi. Au point de vue d'un patriotisme supérieur, je crois que nous n'avons pas eu tort, mais, au fond, la population du canton qui m'avait nommé quelques mois auparavant Conseiller général m'en voulut secrètement ; je devais m'en apercevoir l'année suivante.

LA CHUTE DE L'EMPIRE

Tout le mois d'août se passa ainsi. Le général Princetea avait ses bureaux place Saint-Thomas d'Aquin, au Musée d'artillerie. J'y allais tous les matins au rapport. J'étais libre les après-midi, que j'employais à me promener curieusement, — la curiosité est mon vice, — sur les boulevards ou dans les faubourgs. L'aspect de Paris était tristement intéressant à étudier. On sentait la ville frémissante, résolue à continuer la guerre, mais toute prête à faire une révolution. Le 3 septembre, la nouvelle du désastre de Sedan, de la blessure du maréchal de Mac-Mahon et de la captivité de l'Empereur commença de circuler. J'allai le soir chez la maréchale de Mac-Mahon, cousine germaine de ma femme, pour savoir des nouvelles précises. Les bruits qui se répandaient peu à peu dans le public n'étaient que trop fondés. Nous en eûmes la confirmation par le capitaine, depuis général d'Espeuilles qui, dans la confusion de Sedan, avait trouvé moyen de s'échapper par la frontière belge et était rentré à Paris. De chez la Maréchale, j'allai chez M. Thiers, toujours, aux nouvelles. On a beaucoup parlé de la joie indécente de l'opposition. Je dois avouer que, dans l'après-midi, ayant rencontré Jules Ferry et lui ayant demandé ce qu'il savait, il me répondit : « Oui, l'Empereur et le Prince impérial sont prisonniers et nous espérons bien que demain l'Impératrice ira rejoindre son mari et son fils. » Il semblait tout à la joie. Le propos me choqua, mais chez M. Thiers, où j'allai encore le soir, on n'était pas à la joie ; les préoccupations publiques dominaient. M'en revenant à pied, car, depuis la réquisition des chevaux, les voitures devenaient très rares, et longeant le Palais-Bourbon, je m'aperçus que la salle des séances était éclairée.

J'interrogeai un sergent de ville qui faisait les cent pas sur le trottoir de la rue de Bourgogne. « Il y a donc séance cette nuit, » lui dis-je. « Oui, Monsieur, » répliqua-t-il et, sans que je lui fisse aucune question, il ajouta : « Il paraît qu'ils sont en train de changer le Gouvernement. » Cette réponse m'est toujours restée dans l'esprit et je l'ai souvent opposée en discussion à ceux par qui j'entendais soutenir qu'il n'y avait au lendemain de Sedan qu'une chose à faire : se serrer autour de l'Impératrice. Pour qu'un sergent de ville, — et on sait combien la police de l'Empire était disciplinée, — fît une telle réponse à un passant, il fallait que tout le monde eût le sentiment que l'Empire était fini, et bien fini.

Ce qu'il aurait fallu faire dans cette triste nuit, pour éviter un mouvement désordonné de la population parisienne, c'était de voter non pas la déchéance, sans générosité demandée par Jules Favre, mais la proposition de M. Thiers qui était conçue en ces termes : « Vu les circonstances (le projet primitif portait : *Vu la vacance du pouvoir;* mais on avait substitué cette seconde formule à la première pour faciliter le vote des députés de la majorité), la Chambre nomme une commission de Gouvernement chargée de pourvoir à la défense nationale. » Quant à « se serrer autour de l'Impératrice, » c'est-à-dire autour d'une femme, si Française de cœur qu'elle fût devenue, si digne et courageuse qu'ait été son attitude, mais dont la pensée dominante ne pouvait être que d'acheter en négociant la liberté de son mari et de son fils, c'est une conception à laquelle peuvent se complaire après coup les imaginations romanesques, mais qui n'aurait pas supporté le choc de la réalité. Je ne crois pas qu'en réalité l'Impératrice elle-même ait rêvé le rôle de Marie-Thérèse : *Moriamur pro rege nostro Mariâ Theresâ,* disaient les Hongrois. Mais, comme le fait observer avec raison mon éminent confrère, M. de La Gorce, dans sa belle et impartiale *Histoire du Second Empire,* « il n'y a guère de Marie-Thérèse que dans les longues lignées de rois. »

La nuit dans Paris fut tranquille. L'affiche annonçant le désastre ne fut apposée sur les murs qu'à la première heure du jour. C'était un dimanche. J'allai ce jour-là à la messe de dix heures à Sainte-Clotilde, messe basse qui coïncidait avec la fin de la grand messe. L'église était comble, comme toujours en cas de grand malheur public. Quand arriva le moment où la

liturgie place le *Domine salvum*, il y eut chez les fidèles un mouvement à la fois d'émoi et de curiosité, chez les chantres qui devaient l'entonner un imperceptible mouvement d'hésitation. Ils l'entonnèrent cependant, et ce nom de Napoléon, si souvent victorieux, retentit ce jour-là à Sainte-Clotilde, comme dans les autres églises de France, pour la dernière fois.

Aussitôt après déjeuner, je sortis pour aller aux nouvelles. La foule se pressait aux abords du Corps législatif dont l'accès était interdit. Un très mince cordon de troupes barrait le pont de la Concorde. Comme je demeurais rue Saint-Dominique, en face du ministère de la Guerre, je pus, grâce à mon uniforme, arriver à la grille d'entrée qui était fermée. Je fus aperçu par Estancelin, un député de la Seine-Inférieure, orléaniste notoire. Il me fit signe de venir lui parler. « Nous risquons d'être envahis, me dit-il; tâchez d'arriver chez Trochu (Trochu était alors gouverneur de Paris) et de lui dire qu'il prenne les mesures nécessaires pour nous défendre contre l'invasion. » Je trouvai qu'il avait raison et me faufilant à travers la foule dans les rangs de laquelle je distinguai le duc Decazes, en uniforme de la garde nationale, je franchis le pont de la Concorde, et remontai le quai qui longe les Tuileries.

Arrivé à la hauteur du palais, je vis que la populace l'avait déjà envahi. Je croisai un peloton de grenadiers de la garde qui l'avait évacué. Un aigle en cuivre doré, aux ailes éployées, ornait le fronton de leurs grands bonnets à poil. « A bas les aigles! Enlevez les aigles! » crièrent quelques voix dans la foule. L'officier qui commandait le peloton avait son épée à la main. Sa figure se contracta et je crus un instant que j'allais assister à quelque scène sanglante. Mais le respect du soldat l'emporta dans la foule. « Non, non, » crièrent un grand nombre et les grenadiers purent continuer leur route sans encombre. Je traversai la place du Carrousel. Je fus arrêté par une dame et sa fille. J'ai su depuis que c'était Mme de Saulcy, dame d'honneur de l'Impératrice. Mon uniforme lui ayant inspiré confiance, elle m'arrêta et me dit : « Savez-vous, lieutenant, si l'Impératrice a pu quitter les Tuileries. — Je l'espère, Madame, lui répondis-je, mais je ne puis absolument rien vous dire (1). » Continuant ma route,

(1) On sait que la souveraine française, par les galeries du Louvre, gagna la place Saint-Germain l'Auxerrois où elle prit un fiacre d'où elle débarqua chez son

j'arrivai chez le général Trochu, dont l'état-major était au Louvre, rue de Rivoli, entre les Tuileries et les guichets du Carrousel. Je demandai à le voir. On m'introduisit auprès du général Schmitt (1), qui était son chef d'état-major. Je lui transmis la pressante demande des députés menacés d'être envahis. J'eus le sentiment que je m'adressais à un homme très perplexe et que sa perplexité reflétait celle de son chef. J'ai dit que je serais dans ces *Souvenirs* très sobre de jugements. Cependant l'attitude du général Trochu ayant été, dès ce jour-là et davantage encore par la suite, vivement attaquée, il m'est impossible de ne pas dire ce qu'il m'en semble.

Sa situation était difficile. Il était de ceux qui, les années précédentes, avaient déjà signalé les défectuosités de notre organisation militaire. Il était donc populaire dans l'opposition et sa nomination au gouvernement de Paris fut une des premières concessions que le régime ébranlé sentit la nécessité de faire à l'opposition. Ainsi en fut-il, soit dit en passant, de la nomination au commandement en chef de l'armée de Metz de celui que Jules Favre appela en cette occurrence « notre glorieux Bazaine. » Mais on se méfiait de Trochu aux Tuileries. Il y avait donc double raison pour lui de faire à l'Impératrice, dès sa nomination, une visite officielle. Qu'il ait ou non, au cours de cette visite, prononcé les fameuses paroles qu'on lui a prêtées : « Madame, je suis Breton, catholique et soldat, » cela importe peu ; ce qui est hors de doute, c'est qu'il dut faire des promesses de fidélité, et il n'aurait pu s'en abstenir sans justifier les méfiances. Je suis persuadé qu'il était sincère, et qu'aucune pensée de défection ne le traversait alors. Mais lorsqu'il aperçut la possibilité de jouer un grand rôle, non seulement militaire, mais politique, je crois également que la tentation lui vint. Il y aurait peut-être résisté, si une grosse faute n'eût été commise à son endroit. On sait que les instructions nécessaires à la défense militaire du Corps législatif

dentiste, Evans, escortée de Nigra, ambassadeur d'Italie, et de Metternich, ambassadeur d'Autriche. Aucun chambellan ne l'accompagnait.

(1) Le général Schmitt, qui avait fait campagne en Chine, demeura le chef d'état-major du gouverneur de Paris, pendant toute la durée du siège. Il signait les communiqués en faisant précéder sa signature de la formule : P. O. par ordre. D'où le sobriquet Paul Oscar, qui, moitié ignorance, moitié raillerie, lui fut donné.

furent données par-dessus sa tête à son subordonné, le général Soumain qui commandait la division militaire, tandis que lui, Trochu, était gouverneur de Paris, et investi en conséquence de l'autorité supérieure. Cette irrégularité était une injure. Trochu la ressentit. Il aurait dû l'oublier le lendemain. Il s'en donna l'apparence en allant à neuf heures du matin voir l'Impératrice. Elle ne lui demanda rien, il ne lui proposa rien, et il s'enferma chez lui. A deux heures, sur les instances d'un des questeurs de la Chambre des députés, il monta à cheval avec ses aides de camp, et alla jusqu'au pont de Solférino. Arrivé au pont, il se laissa arrêter par la foule toujours grossissante et prit son parti de retourner au Louvre. Est-ce après ou avant cette sortie que j'ai été reçu par le général Schmitt? Je crois plutôt que c'est après. Tout ce que je peux dire, c'est que, quand je revins, la Chambre était envahie. Trochu devait bien ressortir du Louvre une seconde fois, mais, cette fois, en habits civils et pour se rendre à l'Hôtel de Ville où il se laissa proclamer Président du Gouvernement de la Défense nationale. S'il s'était borné à conserver ses fonctions militaires, son attitude eût été sans reproches, et les plus sévères ne seraient pas en droit de dire qu'il ait manqué à l'honneur.

Je trouvai donc la Chambre envahie quand je revins par le pont de la Concorde. Le cordon de troupes qui le barrait avait disparu. Je passai place du Palais-Bourbon, ayant l'intention de rentrer un instant chez moi pour savoir ce qu'était devenue ma femme. Sur cette place a été érigée, je ne sais à quelle date, une statue de la Loi. Dans la main de cette statue on avait mis depuis un aigle. Un émeutier avait escaladé la grille qui préservait la statue et, un marteau à la main, il s'occupait, aux applaudissements de la foule, à briser l'aigle. Arrivé chez moi, j'appris sans surprise que ma femme, toujours courageuse et curieuse, était sortie. Elle m'a raconté depuis que, place Vendôme, où est le siège du ministère de la Justice, elle avait vu, à son grand dégoût, une bande de jeunes gens installer dans l'hôtel du Ministère le vieil avocat Crémieux. Les plus hautes fonctions passaient ainsi aux mains des premiers occupants : Gambetta à l'Intérieur, Jules Favre aux Affaires étrangères, etc., etc.

Pour moi, qui n'aspirais à aucune place et n'éprouvais aucun sentiment de joie, si opposé que je fusse à l'Empire,

mais chez qui la tristesse patriotique n'avait pas amorti la curiosité, j'employai mon temps libre à me promener et à m'offrir, si j'ose ainsi parler, le spectacle de Paris. Il n'y a qu'un mot qui serve : ce spectacle était honteux. Paris semblait en fête. Le temps qui était magnifique, la journée du dimanche qui, de toute façon, aurait suspendu partout le travail, tout concourait à pousser la population dans les rues. Les boulevards, la rue de Rivoli surtout étaient encombrés. On voyait passer des victorias garnies de filles en cheveux, avec des soldats juchés, jambes pendantes, dans les capotes. Toute police, — car aucun gardien de la paix n'aurait osé se montrer, — était supprimée. Les murs, signe infaillible du laisser-aller populaire, étaient souillés. On se serait cru au Mardi gras. Ce spectacle m'indigna fort et j'étais encore sous l'impression de cette indignation lorsque, le soir, j'allai chez M. Thiers, comme c'était devenu ma coutume. On y était fort animé, on y parlait de la répartition des portefeuilles que s'étaient distribués entre eux les députés de Paris et on discutait cette répartition. Quelqu'un dit : « Dorian va aux Travaux publics. — Et qui va aux Travaux forcés ? » ne pus-je m'empêcher de dire. Le mot n'eut aucun succès.

Le lendemain, Paris reprit son aspect accoutumé, sauf que les rues étaient sillonnées par des bataillons de garde nationale, les uns ayant une très bonne tenue et prêts à remplir simplement leur devoir, quel qu'il fût, sans bien savoir en quoi il consisterait, les autres braillant, et hurlant *la Marseillaise* dont le fameux vers :

Qu'un sang impur abreuve nos sillons,

paraissait leur plaire tout particulièrement. Aussi les avait-on baptisés les *Sang Impurs*. Il n'y avait pas de troupes dans Paris, le général Vinoy n'ayant pas encore rejoint la capitale avec son corps d'armée qui avait échappé à la capitulation de Sedan. Plus de police, comme je viens de le dire, et il est remarquable, qu'il n'y eût durant ces premiers jours aucune atteinte à la propriété, ni vol avec effraction. Les cambrioleurs de profession sentaient que la populace, s'ils tombaient entre ses mains, ferait immédiatement justice d'eux et que la loi de Lynch leur serait appliquée sans merci.

LE SIÈGE DE PARIS

Cependant, la Ville de Paris se préparait au siège. Les femmes donnaient l'exemple de la résolution et de la bonne humeur. Les défaillants, on ne disait pas encore alors les *défaitistes*, n'auraient pas trouvé grâce devant elles. C'est ainsi qu'un petit détachement de zouaves, échappés probablement du camp de Châlons, ayant pénétré, par je ne sais quelle porte, en débandade, des femmes les assaillirent, leur reprochèrent leur lâcheté et voulaient leur faire un mauvais parti. Je dirai à cette occasion et pour n'y pas revenir, que durant tout le siège, l'attitude des femmes du peuple (1) fut admirable, non seulement de résignation, mais de gaieté. Lorsque commença le régime des cartes, d'abord de viande de cheval, puis de pain, elles faisaient la queue à la porte des boucheries et des boulangeries, en échangeant des lazzis avec les passantes. Il ne faut défier les Parisiennes de rien (2).

Paris, au point de vue de la défense, avait été divisé en secteurs. Chaque secteur avait sa division d'artillerie. Le général Princeteau commandait l'artillerie du secteur qui comprenait Belleville, appelé un peu pompeusement, alors, le Mont Aventin de la démocratie, parce que la circonscription avait pour représentant Gambetta. Le quartier-général avait été installé dans le voisinage d'une petite place fleurie, appelée la Place des Fêtes, que je suis retourné voir récemment, dans une maison abandonnée par ses propriétaires et démeublée. Je fus chargé par mon général de réquisitionner chez un tapissier du quartier, avec lequel je m'étais mis préalablement d'accord, les quelques meubles indispensables. Sur cette liste figurait une commode-toilette. Mais lorsque je soumis cette liste au maire de l'arrondissement, dont le contre-seing était nécessaire, cette désignation l'offusqua. Il voulut se faire remettre par moi la

(1) Je n'entends pas dire que celles d'une condition aisée n'aient pas fait aussi bonne figure, mais il y avait moins de mérite.

(2) A la fin du siège, en janvier 1871, le pain était devenu très mauvais, et, à la longue, la viande de cheval, qui ne semble d'abord que du bœuf dur, devient très indigeste. Je dois à l'Intendance impériale, si souvent et assez justement critiquée, la justice de dire que le pain fourni à l'armée était excellent. Il m'a été dit aussi par des experts en l'art culinaire, que la graisse de cheval était une excellente graisse de cuisine.

liste elle-même, sans doute avec le dessein de dénoncer à cette occasion le luxe dont s'environnaient les officiers d'état-major. Naturellement je me refusai à la lui livrer. Il insista sur un ton impératif, ce qui me fit enfouir la liste en question dans la poche intérieure de mon veston boutonné d'uniforme, et me camper, les bras croisés, dans un coin de la salle de la Mairie, en lui disant fièrement : « Venez la prendre. » Il n'insista pas et, pour sortir d'affaire, je lui proposai d'aller ensemble chez le général. Nous nous y rendîmes et là il entama un long discours patriotique, où il dit, entre autres choses, « que Paris avait fait un pacte avec la mort et, comme autrefois Saragosse, s'ensevelissait sous les ruines plutôt que de capituler. » Cet orateur de réunion publique était au fond un très brave homme et, quand on se fut expliqué avec lui, il signa tout ce qu'on voulut. Si j'ai rapporté ce mince épisode, c'est pour montrer à quel point les esprits se montaient facilement.

Les mois de septembre et d'octobre se passèrent sans incidents. Ce fut le 31 octobre seulement que les choses faillirent se gâter. Ce jour-là, on afficha sur les murs une proclamation de Gambetta qui commençait ainsi : « Français, élevez vos âmes à la hauteur... » et qui continuait en annonçant, sans information précise et suffisante, la trahison de Bazaine. Ce mot de *trahison* était singulièrement imprudent à prononcer dans un moment où la populace n'était que trop portée à voir des traîtres partout. Aussi se souleva-t-elle. Belleville était en ébullition. J'eus le sentiment que des choses graves allaient se passer et j'obtins du général Princeteau à la fin de la journée la permission d'aller dîner et coucher à Paris. Je me souviens, en descendant à cheval la rue du Faubourg du Temple, d'avoir dépassé une bande à la tête de laquelle était Flourens, celui qui devait plus tard jouer un rôle dans la Commune, et je n'eus nul doute qu'il ne se proposât de provoquer un mouvement populaire.

En effet, quelques heures après, Trochu, qui s'était rendu à l'Hôtel de Ville avec d'autres membres du Gouvernement, entre autres je crois avec Le Flô, le ministre de la Guerre, y était retenu prisonnier. Picard, ministre des Finances, plus avisé, ne s'y était pas laissé prendre ou avait trouvé moyen de s'échapper. Ce fut chez lui que nous allâmes après dîner, mon père et moi. Il n'avait le droit de donner aucun ordre. « Allez chez Trochu,

nous dit-il. Je crains qu'il ne soit encore prisonnier à l'Hôtel de Ville, mais peut-être, pourrez-vous obtenir qu'on s'occupe de le délivrer. » Nous suivîmes ce conseil et nous allâmes au Louvre. En entrant, la première personne que nous aperçûmes, ce fut Trochu lui-même ! « Ah ! général, comme je suis heureux de vous voir ! » dit mon père, et il continua par quelques paroles fort vives contre ceux qui avaient séquestré ainsi quelques heures le chef du Gouvernement de la Défense nationale, en exprimant l'espoir que quelques mesures vigoureuses seraient prises contre eux. A sa grande surprise et à la mienne, Trochu répondit à peine, en quelques paroles lénifiantes par lesquelles il cherchait à excuser ceux aux mains desquels il venait d'échapper. « Ce sont des égarés, » disait-il, et, en effet, aucune poursuite ne fut dirigée contre eux. Il faut reconnaître qu'un Gouvernement issu d'une révolution manquait peut-être un peu de titres juridiques pour poursuivre des émeutiers. Mais je crois que le Parquet, saisi d'une dénonciation, aurait bien trouvé le moyen de dresser une inculpation. Il ne fut pas mis aux prises avec cet embarras. Trochu continuait à vouloir s'appuyer uniquement sur la force morale, ainsi qu'il le disait dans une longue lettre au *Temps*, par laquelle il inaugura ses fonctions. Ceux qu'il aurait fallu poursuivre devaient, quelques mois plus tard, se retrouver dans les rangs de la Commune. C'eût été d'une politique prévoyante d'en coffrer à l'avance quelques-uns.

Je n'ai pas l'intention de refaire ici l'histoire du siège de Paris. Je voudrais cependant parler de deux ou trois épisodes que j'ai vus de près.

L'opinion publique exigeait ce qu'on appelait *la sortie torrentielle*, et, pour être juste, il faut reconnaître qu'il était difficile de conserver inactives dans Paris les forces militaires considérables, — corps d'armée de Vinoy, garde nationale mobile de Paris et des départements environnants, régiments de marche de la garde nationale, — qu'on y avait concentrées. Une sortie fut donc résolue en principe, et la date en fut prise sur la nouvelle arrivée par ballon, de la victoire, la seule qui ait marqué cette triste guerre, remportée en octobre à Coulmiers par le général d'Aurelles de Paladine.

Le corps d'armée du général d'Exéa, vieux divisionnaire rappelé à l'activité, auquel était attaché le détachement d'artil-

lerie du général Princeteau, fut alerté, comme on dit aujourd'hui, la veille. Il reçut l'ordre de prendre les armes dans la nuit, et, à la pointe du jour, de descendre par la route qui longe le fort de Nogent jusqu'à la Marne où un pont devait être jeté. L'équipage de pont n'avait pas été mis sous les ordres du général Princeteau. Nous passâmes la nuit presque tout entière debout. Après avoir envoyé aux batteries qui composaient la division d'artillerie l'ordre de se tenir prêtes à marcher, nous nous mîmes en route un peu avant le jour. Nous partîmes du fort de Vincennes, où nous étions à ce moment casernés. En arrivant au fort de Nogent et au moment de nous engager sur la route qui descend du fort de Nogent à la Marne, nous aperçûmes avec étonnement une batterie dont les tentes n'avaient pas été levées et dont les soldats dormaient encore. Je fus laissé en arrière pour la mettre en mouvement. J'allai droit à la tente du capitaine dont je soulevai la porte d'entrée; sautant à bas de son lit de camp, il vint à moi en bonnet de coton. Aucun ordre ne lui avait été transmis. La négligence fut vite réparée, mais l'image d'un capitaine d'artillerie en bonnet de coton a été mon premier souvenir de guerre.

Je repris ma route et piquai un temps de galop pour rejoindre mon général. Au tournant de la route du fort, j'eus comme une réminiscence de chasse à courre, et pour un peu, j'aurais fredonné une fanfare. Je n'avais jamais vu le feu, et, — pourquoi m'en cacherais-je? — j'avais peur d'avoir peur. A partir de ce moment, je me suis senti rassuré. Poursuivant toujours ma route, je rejoignis, à ma grande surprise, l'équipage de pont que je croyais déjà jeté ou en train d'être jeté sur la Marne : « Quoi, vous êtes encore là? » dis-je au capitaine. — « Mais je n'ai pas d'ordres, » me répondit-il. Je lui en fis envoyer aussitôt, mais le pont de bateaux ne fut jeté que dans l'après-midi, d'où une journée perdue. Qui aurait dû donner l'ordre? Trochu, Ducrot, d'Exéa, Princeteau lui-même incontestablement, si l'équipage de pont avait été placé sous ses ordres; mais aucune instruction, aucune information concernant cet équipage ne lui avait été transmise. Si j'insiste sur ce point, c'est pour montrer que l'incertitude du commandement supérieur explique bien des choses.

Le pont fut donc jeté, opération toujours un peu longue, et le lendemain, de grand matin, nos troupes commencèrent à

passer, mais l'ennemi avait eu le temps de rassembler des forces. Ce fut avec des Wurtembergeois que nos soldats se trouvèrent aux prises. Leur passage était protégé par une batterie de mitrailleuses, arme nouvelle alors, dont on attribuait l'invention à l'Empereur, et dont on espérait beaucoup, à la fois à raison et à tort. J'ai pu le constater de mes yeux ce jour-là. De près, le projectile ne produisait guère plus d'effet qu'un boulet ordinaire; à une assez grande distance, les balles qu'il contenait devenaient très meurtrières en se dispersant, mais elles perdaient rapidement leur force et devenaient des balles mortes. Ce jour-là, elles produisirent tout leur effet sur les malheureux Wurtembergeois qu'on voyait littéralement fauchés et tomber par rangs. Ils ne reculèrent pas cependant; bien peu durent survivre et c'est avec justice que, durant l'armistice, l'autorité militaire allemande éleva sur l'emplacement où ils étaient tombés une pierre funèbre sur laquelle étaient gravés ces mots : « *Fidèles à Dieu et à leur Roi, ils sont tombés pour la grande patrie allemande.* » Dieu, le Roi, la Patrie, c'est une belle épitaphe pour des soldats.

On sait la suite : la sortie échoua, il fallut faire rentrer les troupes dans Paris. La déception y fut grande, mais on ne renonça pas à la sortie torrentielle, ni dans le commandement qui, au fond, n'y croyait pas, ni dans la population qui y croyait encore. Puis-je rapporter ici un incident personnel presque ridicule dont je devins l'occasion? Pendant vingt-quatre heures, je fus placé au Jockey Club, dont je faisais partie, parmi les morts. Le lendemain de la rentrée des troupes, j'avais rencontré de bon matin un de mes amis, le baron Hottinguer, qui était attaché à une ambulance. Il m'avait serré les mains et témoigné sa joie de me voir avec une effusion qui, un moment, me surprit un peu. Voici l'explication. Il me croyait mort. Un certain capitaine Dassonville avait été ramassé mourant sur le champ de bataille par l'ambulance américaine. Il avait donné son nom. Le chef de cette ambulance, qui me connaissait de nom sans me connaître personnellement, avait cru que c'était moi. Il avait fait transporter ce pauvre garçon à l'ambulance que les Américains avaient établie sous des tentes, en bordure de l'ex-avenue de l'Impératrice (1) et rencontrant deux de mes amis,

(1) Le mobilier de ces tentes était des plus sommaires. Il n'y avait pas de

le duc de Fitzjames et le comte de Ludre, il leur annonça ma mort ou à peu près. Embarras de mes deux amis. Aller porter cette nouvelle à ma femme et à mon père, c'était une mission peu agréable; la leur laisser ignorer était pire. Fitzjames et de Ludre se dirent : « Allons d'abord voir si c'est vrai qu'il est mourant; » et ils se rendirent à l'ambulance américaine. Ils me demandèrent; on les conduisit au lit de mon quasi-homonyme. « Ah monsieur, quel bonheur que ce soit vous! » faillit lui dire le duc de Fitzjames qui était un impulsif, — lui-même me l'a raconté, — mais comme il était plein de bonté, il s'assit au chevet du moribond, y passa la nuit et lui ferma les yeux pendant que de Ludre allait prévenir les miens et les rassurer à l'avance contre tout faux bruit qui pourrait leur parvenir. Une seconde sortie fut tentée par la garnison de Paris. Elle fut tout simplement pitoyable, et je n'en parlerais même pas, si le trait d'un brave soldat alsacien ne m'était resté dans la mémoire.

Cette sortie eut lieu dans le courant de décembre. Nos troupes s'emparèrent sans difficulté, après être sorties par la porte du Bourget, d'une petite éminence, surmontée d'un plateau qu'on appelait le plateau d'Avron. Plusieurs batteries d'artillerie y avaient été installées La journée, qui fut marquée par une baisse sensible et brusque de la température, — il gela à glace pendant la nuit, — s'écoula, sans qu'il fût donné suite, je ne sais pourquoi, à ce mince avantage. Le soir ou le lendemain, ordre survint de faire retirer les batteries d'artillerie, déjà installées sur le plateau. L'ordre fut exécuté et les batteries se retirèrent sans emporter leurs munitions, sans doute faute de prolonges. Un brave sous-officier, Alsacien de naissance, s'en aperçut. Sans instructions précises, il retourna les chercher et vint ensuite, en s'excusant presque, rendre compte au général Princeteau de son expédition. Son récit était un peu confus et incorrect : « J'ai-t-été une première fois, » dit-il, « puis j'ai-t-été une seconde fois, puis j'ai-t-été une troisième. J'ai tout rapporté. » Le général ne savait que faire pour le récompenser; ce maréchal des logis était déjà décoré et son ignorance manifeste avait empêché sans doute de le nommer officier. Le général eut une inspiration du cœur. Il l'embrassa : « Merci, mon géné-

rideaux aux lits, pas d'autre tapis que la terre gelée. Sans qu'alors on s'expliquât scientifiquement pourquoi, on y perdit très peu de blessés.

ral, merci ! » dit le vieux soldat profondément ému, et il s'en alla les larmes aux yeux, se croyant suffisamment récompensé.

Une troisième sortie *torrentielle* dont j'aimerais mieux ne pas parler, mais il faut être véridique, eut lieu en janvier. Elle fut pitoyable. Que se proposait le commandement supérieur? Je n'en sais rien. Ce que je sais, c'est que je passai toute la journée à attendre, à la porte des fortifications par laquelle on gagne Neuilly-sur-Seine, des batteries que je devais conduire à leur cantonnement et qui n'arrivaient pas. En revanche, plusieurs régiments d'infanterie, dont l'un commandé par le colonel Boulanger, le futur général au cheval noir, et un nombre plus grand encore de régiments de garde nationale franchirent la porte et se déployèrent dans les plaines qui s'étendent aux alentours du rond-point de Courbevoie. C'était pour complaire à la garde nationale qui se plaignait de n'avoir pas été employée auparavant, que cette sortie fut tentée. Mon futur confrère, M. Camille Rousset, l'historien de Louvois, faisait partie de l'un de ces régiments, ainsi que le vieux marquis de Coriolis, un ami de mon père, qui fut tué. Le capitaine de Montbrison, père d'un de mes amis, fut tué également. La journée ne fut cependant pas très meurtrière ; l'ennemi était dissimulé derrière un mur et ne se souciait pas de quitter cet abri, car il aurait risqué d'être écrasé par les feux du Mont Valérien, et du côté français l'autorité militaire ne se souciait pas de faire tuer du monde sans un profit bien déterminé. Ce jour est le seul où j'aie échappé à un danger personnel. Comme nous formions, assez imprudemment, généraux, officiers supérieurs et aides de camp, un petit groupe un peu chamarré, l'ennemi s'en aperçut et tira directement sur nous. L'obus qui était à fusée percutante tomba à deux ou trois mètres de notre groupe. Heureusement, il avait plu le matin. Le projectile s'enfonça dans la terre humide. S'il avait éclaté, je doute qu'aucun de nous y aurait échappé. Nous en fûmes quittes pour essuyer de gros éclats de boue. C'est la seule blessure que je puisse me vanter d'avoir reçue.

La nuit étant tombée, on sonna la retraite. Elle s'opéra dans un ordre suffisant, mais très lentement, dans l'obscurité. Je me suis dit parfois que si les Prussiens avaient lancé contre nous, à l'improviste, un escadron de uhlans, cette retraite se serait changée en déroute. Mais nous rentrâmes paisiblement dans

Paris par la porte même par où nous étions sortis, et nous couchâmes sur le parquet, dans une maison inhabitée de l'avenue de la Grande-Armée.

Quelques jours après, Paris capitulait; je ne dirai rien de l'effet que produisit sur nous, défenseurs de Paris, cette capitulation. Trochu qui avait déclaré pompeusement : « Le Gouverneur de Paris ne capitulera pas, » crut sans doute se tirer d'affaire au point de vue de l'histoire en ne la signant pas, et en laissant cette pénible tâche au général Vinoy. L'effet de cette capitulation attendue ne fut pas grand dans Paris fatigué. Pour moi, je me souviens que, de rage, j'en pleurai.

Les quelques jours qui suivirent furent particulièrement pénibles. L'autorité militaire allemande avait stipulé que les soldats français seraient désarmés, et ce fut un humiliant spectacle que d'en voir un grand nombre baguenauder, les bras ballants, dans les rues. Mais la garde nationale conserva ses fusils, dont un certain nombre furent tournés contre l'armée française, lorsqu'éclata la Commune. Jules Favre qui avait déclaré, avant le siège, que pas un pouce, pas une pierre... on connaît la phrase... oublia, lorsqu'il signa la capitulation nécessaire, d'y comprendre l'armée de l'Est qui manœuvrait sous les ordres de Bourbaki, sur la frontière suisse. Cette armée, où servait comme lieutenant mon beau-frère, le futur colonel comte Amédée d'Harcourt, dut se réfugier en Suisse. Elle y fut désarmée. L'armée de Chanzy avait succombé au Mans. La lutte que la République avait eu l'honneur de prolonger jusqu'à l'extrême limite était bien finie. Pour moi, j'ai toujours su gré au Gouvernement de la Défense nationale de n'avoir pas laissé la France sous l'humiliation de Sedan.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Que pourrais-je ajouter à ces souvenirs, que j'ose à peine appeler militaires? Immédiatement, et par la force des choses, les préoccupations politiques reprirent le dessus dans les esprits, et, je le confesse, dans le mien. L'armistice stipulait qu'une Assemblée serait convoquée dans le plus bref délai possible à Bordeaux pour statuer définitivement sur la question de la guerre ou de la paix. Pour obtenir la permission de sortir de Paris et de se rendre chacun dans son département, en vue de

prendre part aux élections, en traversant les lignes prussiennes, une permission était nécessaire, et il fallait donner une raison. « Für Candidatur » portait celle que j'obtins de l'État-major prussien, et je partis en phaéton avec le comte Horace de Choiseul, qui avait cru comme moi que le devoir patriotique l'emportait sur le devoir départemental et qui était venu s'enfermer dans Paris. Nous gagnâmes ainsi Melun; je couchai au château de Vaux-Praslin et le lendemain, toujours en voiture, j'arrivai à Gurcy. Je me demandais si je n'allais pas trouver le château en ruines. Il était intact, et avait été gardé par un personnel fidèle.

Quelques jours plus tard, une assemblée de délégués des cinq arrondissements de Seine-et-Marne se tenait à Rosay, chef-lieu de canton voisin, soit dit en passant, du château de Lagrange, où La Fayette, suivant sa fière expression, « se tint debout » pendant toute la durée du premier Empire, en attendant qu'il se compromît sous la Restauration avec des conspirateurs de bas étage. La réunion se tint dans la salle de danse d'un cabaret. Tous les candidats parlèrent les uns après les autres debout sur un banc. L'un d'eux, riche industriel, essaya de lire. « On ne lit pas ici, faut parler, » cria une grosse voix. Il lâcha son papier et parla fort mal. Je prononçai quelques paroles chaleureuses et patriotiques qui plurent et je fus porté sur la liste qu'arrêta la réunion à la majorité des voix. Le riche industriel n'y fut pas inscrit, et ce fut une faute, car il mit sa fortune dans le département au service du parti radical et occasionna ainsi beaucoup de dégâts politiques. La liste était des plus bigarrées ; en tête figurait un descendant de La Fayette dont personne ne connaissait les opinions personnelles ; puis venaient, pêle-mêle, un républicain notoire, Jozon, qui joua un certain rôle à l'Assemblée nationale, Choiseul, député sortant, puis quelques, je ne dirai pas monarchistes, car la question de la forme du Gouvernement n'avait pas été soulevée, mais conservateurs notoires, Jules de Lasteyrie, Louis de Ségur, et moi-même, plus l'ancien procureur impérial à Melun, Félix Voisin, que les Prussiens avaient emmené en captivité et qu'on porta sur la liste pour le faire libérer (1).

(1) Félix Voisin, avec qui je me suis beaucoup occupé de questions pénitentiaires, a été ensuite préfet de police, puis conseiller à la Cour de cassation. Il est mort membre de l'Académie des sciences morales.

Toute la liste passa. Le lendemain du scrutin, je partis pour Saint-Eusope pour rejoindre ma femme et revoir mes enfants. Je passai la nuit, assis sur ma valise, dans un des wagons de marchandises dont se composait un train de ravitaillement envoyé en province pour ramener des vivres à Paris. Un officier prussien accompagnait le train. Je descendis à la station de Gien, d'où, quarante-huit heures après, je repartais de nuit pour rejoindre Bordeaux. Arrivé de grand matin à Saincaize, station de la ligne du Bourbonnais d'où partait le train qui rejoignait la ligne d'Orléans, je fus étonné de rencontrer sur le quai de la gare plusieurs amis ou connaissances. « Où allez-vous ? » demandai-je à chacun. « A Bordeaux, car j'ai été nommé député, » me répondirent-ils tous, à ma grande surprise, car je m'étais imaginé que l'Assemblée convoquée à Bordeaux serait radicale en majorité. Lorsque j'y arrivai moi-même, le lendemain au matin, car on voyageait lentement, en train presque omnibus, j'appris à la fois que l'Assemblée était en grande majorité conservatrice et même monarchique, mais que, sous l'influence de M. Thiers, elle avait déjà nommé Président celui qu'on appelait alors l'austère Grévy. M. Thiers, nommé dans un grand nombre de départements, était alors tout-puissant. Aussi, dès que la vérification des pouvoirs eut permis la constitution d'une majorité légale, fut-il, à l'unanimité ou à peu près, nommé, non pas Président, mais Chef du pouvoir exécutif de la République française. Dès le lendemain, il commença de jouer son jeu personnel, mais il se trahit aussitôt.

Le prince de Joinville et le Duc d'Aumale avaient été nommés tous les deux, le premier par les départements de la Manche, comme ancien marin, et de la Haute-Marne comme propriétaire de l'important chateau d'Arc, le second à cause de Chantilly. Leur nomination mit M. Thiers de mauvaise humeur, et un soir, chez lui, un Orléaniste dévoué, mais naïf, ayant dit qu'on pourrait peut-être faire nommer le Duc de Nemours dans je ne sais quel département, M. Thiers s'emporta et s'exprima sur le compte des princes d'Orléans d'une façon peu obligeante. Il fit plus : à la nouvelle que le prince de Joinville et le Duc d'Aumale étaient en route pour venir à Bordeaux, il envoya au-devant d'eux un de leurs amis les plus dévoués, M. T..., pour leur demander de suspendre leur arrivée. « A la

place des princes d'Orléans, dit spirituellement plus tard M. Saint-Marc Girardin, j'aurais tué M. T... et j'aurais passé sur son corps. » Les princes d'Orléans ne se rendirent point coupables de cet assassinat, mais, toujours patriotes, ils se sacrifièrent et après avoir passé quelques jours à Dreux (1), ils acceptèrent l'hospitalité que le duc d'Audiffret-Pasquier leur offrit dans son château de Sassy. A leur point de vue, ils eurent peut-être tort.

Ce fut quelques jours après que M. Thiers, à propos du transfert de l'Assemblée nationale à Versailles, prononça le célèbre discours qu'on appela le pacte de Bordeaux, discours où il s'engageait à ne favoriser le rétablissement d'aucune forme de Gouvernement et où il proclamait que la France appartiendrait au plus sage. Il comptait bien que le plus sage serait lui.

La réunion provisoire de l'Assemblée nationale à Bordeaux ayant été la dernière conséquence de la guerre, j'arrête ici mes souvenirs militaires, ou soi disant tels. La suite ne serait que des souvenirs politiques. Les reprendrai-je ? Je ne m'engage à rien. Mais pour cela il faudrait que Dieu me prêtât vie un temps suffisant, et c'est là un espoir dont ne peut guère se flatter un homme de quatre-vingts ans.

HAUSSONVILLE.

(1) Dreux est la sépulture de la maison d'Orléans. Attenant au caveau où repose la dépouille d'un grand nombre d'entre eux et où j'ai eu la tristesse de conduire Robert Lefort (c'est le Duc de Chartres que je veux dire), est un assez grand bâtiment appelé Évêché. Les princes d'Orléans y passèrent d'abord quelques jours.

UNE ENQUÊTE

AUX

PAYS DU LEVANT

XII [1]

LE CÉNOTAPHE D'ALEXANDRE

XIX. — DANS LE TEMPLE DE LA SAGESSE DIVINE

Au début de juillet, j'étais à Constantinople. O splendeur! Quand je suis gorgé du butin et des fatigues de ma route, voici le Bosphore, Sainte-Sophie, les deux rivages d'Asie et d'Europe. Je ne vais pas me plonger dans cette mer de beautés et de tragédies, dans ces paysages, les plus profonds qu'il y ait au monde, et dans cette épaisseur d'histoire. Cette couleur grave du ciel, des collines, de la mer et des eaux, ce grand caractère immobile, cette magnificence du détroit, ce bleu sombre des flots resserrés entre des côtes boisées et semées de palais, de masures brillantes, de villages innocents (ou qui cachent leur cruauté), d'ombrages et de tombes, je n'y toucherai pas. Que tout cela, cette grâce sérieuse et presque funéraire, demeure comme une réserve d'angoisses et de plaisirs!

C'est une haute fortune pourtant que Sainte-Sophie marque la dernière étape de mon voyage. Je ne sais comment exprimer le sentiment majestueux de la douleur universelle que l'on respire en pénétrant dans cette haute maison. Les chrétiens ne l'avaient pas dédiée à une sainte, comme son nom le laisserait croire, mais à la Sagesse divine. *Agia Sophia*, la sainte Sagesse!

Copyright by Maurice Barrès, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 15 février, 1er et 15 mars, 1er avril, 15 mai, 1er et 15 juin, 1er juillet, 15 septembre, 1er et 15 octobre.

Le grand art de la Grèce s'y fait encore sentir. Quand le Christ est entré ici, Jupiter venait d'en sortir, a dit magnifiquement Théophile Gautier. Et aujourd'hui, Allah! C'est la maison mère du divin occidental-oriental.

Et quel enseignement! Rien n'a réparé le désastre. Voilà encore les traces du sang et les entailles du glaive. Au lendemain de 1453, la végétation n'a pas repris. L'hellénisme s'est arrêté net. Une jeune fille française voulait bien me guider dans cette maison de la mort, où elle allait vivement, comme une image de l'espérance. Elle me montra, dès l'entrée, sur la porte de bronze, l'empreinte de la croix. Les mosaïques byzantines, me disait-elle, subsistent intactes, sous une couche de badigeon, et attendent leur délivrance. Et même elle me fit distinguer, au fond du sanctuaire, les lignes d'une figure colossale, l'*Agia Sophia*, patronne de la basilique, qui préside sous ce voile de chaux aux cérémonies du culte musulman. Ah! le parfait symbole! De quelle lumière soudain mon enquête s'éclaire!

Je viens de me promener parmi des peuples qui, dépouillés et piétinés depuis des siècles, et leurs figures noyées sous les sables venus du désert, continuent à se reproduire sur l'emplacement de leurs cités débaptisées. Je n'y avais pour programme que de visiter les maisons d'enseignement et de charité ouvertes par nos missionnaires sur cette terre des morts, en respirant les parfums qui embaument ses sépulcres. Mais voici que partout les pierres de ces sépulcres étaient à demi soulevées, et que j'ai cru voir des influences d'Europe en train de dégager et de nourrir ces âmes obscurcies. Partout, dans ces pays du Levant, c'est un réveil des nationalités qui réclament leur place au grand jour. Les vieilles races indigènes se font reconnaître. La mosaïque byzantine réapparaît sous le badigeon unitif que les conquérants avaient cru lui imposer à jamais. Est-il interdit d'espérer que ces résurrections nous avanceront dans la plus haute connaissance? Sur cette terre d'Asie, je distingue bien autre chose que la source originaire de mes plaisirs de Venise, de Grenade et du Caire; j'y pressens un trésor de richesses spirituelles. Je crois retrouver avec vénération la figure voilée de l'*Agia Sophia*.

Le cœur déchiré de jalousie, les Turcs assistent à ce réveil de leurs captives au milieu des convoitises de tous les peuples.

Indéfiniment, j'ai causé avec l'un d'eux, que j'aime beaucoup et qui justifie ce que disait Bismarck, que « le Turc est le gentilhomme de l'Orient. » Nul mieux que mon ami ne convenait, par sa haute culture et sa situation, pour que je prisse une idée de l'état d'esprit des patriotes et des dirigeants de l'Empire. Je me rappelle tous les détails de cette journée, sous un voile de tristesse qu'alors, en juillet 1914, je ne savais pas nommer, et que je reconnais maintenant comme un pressentiment de la guerre imminente.

Le matin, mon ami est venu me chercher :

— Vous êtes mon prisonnier pour la journée, me dit-il.

Nous allons au bazar, chez divers marchands, puis dans le jardin sous le vieux sérail. Pourquoi dans le premier moment sommes-nous gênés? Je pouvais bien prévoir ses questions. « Êtes-vous content de votre voyage? Quel effet vous a fait la Syrie? Ai-je eu raison de vous presser de voir l'Anatolie? » Nous sentons l'un et l'autre qu'il ne s'agit pas d'art, ni de pittoresque. Je cause avec un patriote turc et qui sait que mon point de vue est d'un patriote français.

— Nous étions tenus au courant de votre voyage, me dit-il, au jour le jour, par les valis.

En face de nous se dresse la haute gare allemande. Le vaisseau amiral anglais, d'où s'élève une puissante musique, entre, au milieu d'un calme solennel, lentement dans le port.

Mon ami me dit ce qu'il pense de nos congrégations :

— Où elles s'installent, les sentiments de respect et la notion de liberté se développent. Nous le reconnaissons. A travers toutes nos guerres, aucun de vos religieux n'a jamais été molesté ; cela fait leur éloge et le nôtre. Mais quand on a des privilèges, on tend à vouloir encore les accroître... Nous leur savons gré de ne pas chercher à convertir les Musulmans ; ils savent que c'est impossible ; mais, à cause de cette impossibilité, ils préfèrent les Grecs, les Arméniens, les Syriens. Voici notre reproche : ils ont le tort de se désintéresser des enfants turcs parce qu'on ne peut pas les convertir.

— Comment pouvez-vous croire cela? C'est trop injuste et inexact.

— Je sais, vous avez maintenant quelques-uns de nos enfants dans vos collèges. Mais d'une manière générale nous reprochons à vos missionnaires de faire progresser les popula-

tions chrétiennes plutôt que les musulmanes. Vous favorisez et développez dans l'Empire les éléments inférieurs.

Je passe cent propos qui aujourd'hui ont épuisé leur intérêt, pour retenir encore cette plainte :

— Pourquoi l'effort français semble-t-il se systématiser sur la Syrie, comme si vous entreteniez là des visées politiques particulières? C'est dans tout l'Empire que vous avez des intérêts matériels et moraux, et vous pourriez encore les développer ; pourquoi laissez-vous la place aux Allemands, aux Américains, aux Italiens ?

— Les Français désirent l'intégrité de l'Empire ottoman et souhaitent vous apporter ce qui vous est utile d'esprit occidental, en même temps qu'ils sont curieux de prélever chez vous des parcelles d'esprit oriental. Ainsi moi, j'aime à me figurer que vous possédez encore quelque chose des vieilles recettes mystérieuses qui permettent de rendre l'inspiration plus intense, l'art de contraindre l'Esprit qui tarde à venir, bref, les secrets de l'entraînement mystique...

— Nous pourrions faire de beaux échanges. Je ne vous suis pas suspect ; je suis l'élève de vos collèges et vous savez tout ce que mon esprit reçoit journellement de la France ; laissez-moi vous le demander : pourquoi nous envoyez-vous des hommes inférieurs ? Le Kaiser, pour composer la mission allemande, a choisi dans une liste de deux cents officiers les quarante meilleurs.

— Nous avons beaucoup de monde en Indo-Chine, à Madagascar, au Maroc ; c'est pourquoi nous ne sommes pas plus nombreux chez vous. Mais ce qu'il y a d'esprit français dans la culture de la Turquie prouve assez que vous appréciez notre apport ! Je crois qu'en imaginant une supériorité allemande, qui n'existe pas, vous cédez au prestige de Sedan.

Nous allons au Selamlik. Tasse de café dans un des kiosques d'Yldiz-Kiosk. Aimable message du Sultan. Je cause avec Djemal, avec Djavid. Le programme des Jeunes-Turcs, je crois bien le distinguer, c'est essentiellement de mettre en valeur les richesses de l'Empire pour avoir les ressources nécessaires à une transformation. Mais rien, ni personne, ici, ne respire la sécurité.

— Nous n'avons jamais eu une minute de repos, me dit mon ami. Depuis que je vis, toujours quelque chose. Mon père est mort à la guerre contre les Grecs, mon grand père encore du fait des Grecs, et deux cousins dans la dernière guerre, et

demain ce sera la Russie en Arménie, et l'Angleterre sur l'Euphrate et en Mésopotamie. Et l'on essayera de se servir du nom de la France en Syrie.

Vous entendez la plainte sourde, l'inquiétude vague et constante... Ce pressentiment indéterminé ne cessa de se trahir tout le jour, tandis que nous errions sur le Bosphore, jusqu'aux forteresses de la Mer-Noire, et puis le long de la côte d'Asie. Cette angoisse harmonisée avec cette mer si froide, épanouie dans ce ciel grandiose, recevait de tant de beautés une sorte de musicalité déchirante. Bien des villes et des rivages émeuvent nos désirs et semblent contenir un secret sacré, mais si peuplés d'incantation, je n'en connais pas. Jadis j'ai voulu dégager les chants qui dorment dans Venise et Tolède. D'un bond je me retourne vers ces amours dépassées et les précipite à la mer. Les instants les plus romanesques de ma vie, aujourd'hui, me semblent mesquins. Rien ne vaut, de par le monde, cette double rive somptueuse, mélange d'héroïsme et de mélancolie, crépuscule d'une civilisation qui voit descendre la nuit barbare, magie toute chargée d'une multitude de détails tragiques et familiers. Mon ami m'a montré le palais d'Abdul-Hamid : une petite berge où circulent des factionnaires ; des cuisines remplies de soldats ; et lui-même, qui se tient à une fenêtre et regarde glisser les barques. Il n'est pas plus prisonnier qu'à Yldiz-Kiosk et il est enfin tranquille ! Il aime à dire du Gouvernement actuel : « Ce sont mes idées, ce furent toujours mes idées. J'attendais la circonstance favorable pour les faire triompher. » A côté de son palais, la demeure d'un Français qui s'est fait musulman pour épouser trois femmes. O joyeuse simplicité, maison pleine de fantaisie ! Mais vais-je dénombrer les rêves du Bosphore et chercher des motifs distincts dans cette reine des polyphonies ? Nous glissions entre l'Europe et l'Asie, à la lisière de deux mondes, au milieu des palais, des cabanes coloriées, des minarets légers, des cyprès et des tombes battues par le flot, tout plongés dans un enchantement de beautés fragiles, d'ombrages, d'azur et de mystère. Au soir, à l'heure où de grandes ombres étendent leur sérénité sur le vif argent de la mer, quand nous revînmes à la ville qui silhouettait sur le ciel nocturne ses dômes, ses coupoles, ses minarets, ses maisons entrecoupées de jardins, il me dit avec une voix que l'émotion faisait trembler :

— Avouez que les Bulgares n'étaient pas dignes d'entrer ici. Ah ! ce canon de Tchataldja, comme je l'entendais ! C'était autre chose que le siège de Paris. Une civilisation en péril de mort ! Ceux que nous traitons comme des palefreniers voulaient mettre la main sur ces splendeurs et sur nous. Plutôt l'écroulement du monde. Je me suis senti alors une âme d'anarchiste.

Un vaste sentiment de grandeur et de tristesse, partout, à Constantinople, flotte sur la mer et s'exhale du sol. Chacun le nomme selon son cœur. Pour moi, ces cyprès immobiles et noirs, ce sont les dieux de la Grèce et de Rome qui, sans prétendre revivre, réclament qu'on emploie leur substance. J'aime mieux l'hellénisme, à mesure que j'éprouve la difficulté de saisir l'Orient et de boire entre les cailloux de son lit de rivière desséchée. Ma bonne volonté d'admirer, déçue par le désert, se ranime sur ces grands vestiges. Si j'étais un fils du Prophète, sans doute je voudrais étouffer leur plainte, mais je n'appartiens pas à l'Islam, et cet appel des civilisations ensevelies me bouleverse.

Cependant, fidèle à mon programme, j'ai visité le lycée impérial ottoman de Galata-Seraï, le lycée de jeunes filles de Mme Devaux, les Dames de Sion à Pancaldi, l'école laïque à Chichli, les Frères Maristes de Scutari, les Assomptionnistes de Haïdar-Pacha, les Frères des Écoles chrétiennes à Kadi-Keuy, le collège Saint-Benoît des Lazaristes où j'ai assisté à une représentation des *Érinnyes* de Leconte de Lisle. Enfin j'ai causé longuement avec le Père Lobry.

Nul, ayant pour si peu approché des choses d'Orient, qui ne connaisse ce grand Français. Il a le génie de l'organisation. Sous son impulsion, que d'établissements ont été créés ! Il a développé Saint-Benoît de Constantinople, fondé Sainte-Pulchérie et Beleck, organisé la mission de Macédoine, multiplié les écoles à Monastir et à Cavalla, appelé en Turquie les Frères Maristes qui, n'étant pas prêtres, se trouvent un peu sous l'autorité de ses Lazaristes. Et comme il use sagement de son expérience ! C'est le Nestor de toutes les délibérations où s'agitent ici les intérêts français. Il me disait :

— Un religieux coûte 4 000 francs par an. Une robe dure quinze mois ; une paire de souliers, un an. Et c'est tout de même une belle vie. Calculez si la France peut trouver mieux...

« Vous voulez du laïcisme pour atteindre plus sûrement les Musulmans? Dirigez votre effort sur le lycée impérial ottoman de Galata-Seraï, qu'a fondé en 1868 Victor Duruy, et d'où sont sortis les quelques fonctionnaires et diplomates de la Turquie...

« Il y a soixante ans, l'Italie régnait ici. Nous nous sommes substitués à elle. Est-il exact de dire que, dans son effort pour regagner du terrain, elle soit soutenue, poussée par le Vatican? Écoutez cette haute parole authentique : « Rien ne peut nous faire oublier ni à aucun de nos successeurs ce que la France a fait et ce qu'elle fera pour l'Église. Tout ce que vous perdrez par la faute de vos agents restera perdu, mais nous ne ferons rien pour favoriser qui que ce soit contre la France. » C'est terrible. Il faut s'entendre avec le Vatican...

« Prenez en note que les Allemands cherchent à utiliser les clergés orientaux, et, à cet effet, feraient volontiers des sacrifices... »

Ainsi parlait le Père Lobry, et il me citait avec satisfaction un mot de Constans, l'ancien ministre, qui acheva sa carrière comme ambassadeur de France à Constantinople : « Voilà cinquante-quatre ans que je suis maçon, mais je serais un fou de m'en souvenir ici. »

C'est quelque chose qui me frappe, la sympathie de ce vieux religieux pour ce vieux cynique. Une sympathie que j'ai retrouvée chez beaucoup de missionnaires de la grande espèce. Comment l'expliquer ? C'est que ces religieux sont sensibles au réalisme d'un Constans et à son bon sens. Ils ont en commun avec lui le mépris de la nature humaine... Qu'ai-je dit là ? C'est écrire trop vite et trop grossièrement. Je n'ai pas le droit de penser cela, moi qui ai vu nos missionnaires se mettre au service des petits Orientaux et, en considération de leurs âmes, les traiter comme des fils de rois. Ces nobles prêtres ne méprisent pas la nature humaine, mais enfin ils la connaissent, tout comme le vieux Constans.

Que la dernière image de notre enquête nous ramène où la supériorité de l'Occident est invincible, auprès des petites Sœurs des pauvres et de leur joie paisible. Elles vivent en allant tout le jour, à travers la ville, solliciter pour leurs vieillards

— Les bons Turcs ! me disent-elles. Quand nous quêtons d'un côté de la rue, ils préparent leur argent de l'autre côté.

Pour rapporter les cadeaux qu'on leur fait en nature, elles circulent en compagnie d'un cheval, auprès de qui elles vont à pied. L'autre jour, elles sont arrivées à l'ambassade de France.

— Monsieur l'Ambassadeur, un malheur ! notre cheval est mort.

— Et moi, ma Sœur, il m'a été fait une restitution. Je dispose d'une mule.

— Une mule ! Juste ciel ! La mule est moins dépensière que le cheval.

— Je vous la donne.

— Ah ! Dieu est bon, monsieur l'Ambassadeur.

— Mais, ma Sœur, moi aussi !

Et de rire.

Tandis que nous visitons leurs salles, elles me disent :

— La plaie, c'est les mouches. Les vieillards attirent les mouches...

La paix, la lumière qui baignent leur visage, tandis que moi, indigne, je fais effort pour surmonter ma répugnance, me rappelle ce que disait à leurs premières fondatrices une demoiselle qui les avait accompagnées dans leur visite aux prisonniers, aux malades et aux enfants : « On voit bien que vous êtes à la joie de votre cœur parmi eux. Vous paraissez deux fois plus belles en leur parlant. » C'est ce que je pense, sans me permettre de le dire, tandis que la petite Sœur de chez nous chasse les mouches de dessus les vieux Orientaux.

Nous sommes redescendus par le jardin dont les allées sont faites d'un affreux gravat de démolition. Ah ! ce n'est pas un lieu de volupté, un rendez-vous de rossignols, mais il y a des planches de légumes.

— En France, me dit avec simplicité la Sœur, les vieillards peuvent aider. Ils travaillent au jardin, ils se rendent utiles dans la maison, mais ici ils sont plus faibles.

— Mais vous aussi, ma Sœur, vous êtes faible.

— Et puis, ils ne savent pas. Même nos Européens ici ne savent pas. Ainsi parmi nos vieillards nous avons un ancien consul.

— Un ancien consul ! Est-ce possible ?

Elle se trouble, craint qu'un consul à l'asile, cela ne blesse un homme qui tient au Gouvernement.

— Je me trompe peut-être, murmure-t-elle.

Au sortir de leur maison, j'ai croisé deux d'entre elles qui rentraient à pied. Je ne puis pas rencontrer leur regard pour les saluer. Elles sont trop humbles et trop exténuées. Saintes filles de la France et de Dieu, extrémité de la générosité humaine, vous passez en mystère tous les cultes de l'Orient, et en beauté la splendeur du soleil que, ce dernier soir, je regarde descendre sur l'Asie.

J'étais l'hôte à Thérapia de notre ambassadeur, M. Bompard, et après avoir pris conseil de sa haute expérience, qui approuva sans restriction mon projet, un matin, je soumis aux Français de Constantinople une pétition que je voulais répandre dans tout l'Orient. Cette assemblée se tint au siège de l'*Union française* que présidait M. Alexis Rey; l'ambassadeur me faisait l'honneur de m'y accompagner. Je proposai à nos compatriotes le texte que voici, où mes lecteurs reconnaîtront un dessein qu'ils ont vu se former étape par étape, et qui me paraissait la moralité pratique la plus immédiate de cette longue enquête :

Les congrégations enseignantes françaises rendent à la propagation de la langue française des services dont nous tous, Français, qui résidons en Orient ou bien y possédons des intérêts, nous sommes les bénéficiaires en même temps que les témoins. Leurs écoles, payantes pour les riches ou gratuites pour les pauvres, primaires, secondaires, supérieures et aussi pratiques et professionnelles, sont répandues à travers tous les pays situés au delà du Danube (États balkaniques, Empire ottoman, Égypte). Elles y vivent sur des points où les œuvres laïques ne songent pas à s'installer, et dans des conditions de bon marché que celles-ci ne sauraient égaler. Grâce à elles, cent mille enfants de toutes les classes et de toutes les nationalités apprennent à parler notre langue. C'est un grand service moral et économique que nous rendent là les congrégations enseignantes. Elles assurent le prestige de notre esprit, créent une clientèle à notre industrie et fournissent des collaborateurs à nos entreprises.

A côté de ces écoles, des dispensaires, des hôpitaux, des asiles pour les vieillards et pour les infirmes, des crèches pour les enfants abandonnés et les orphelins, contribuent puissamment à inspirer des sentiments d'amitié et d'admiration à l'égard de notre patrie.

Or voici qu'un grand danger menace ces maisons d'enseignement et d'assistance. Elles sont quasi dans l'impossibilité de recruter désormais un personnel en France. Le législateur de 1901 n'avait pas voulu cette conséquence, mais le fait est là, chaque jour plus menaçant. Dans nos maisons d'Orient, les plus utiles et les plus florissantes, on voit le personnel français vieillir sans être remplacé et s'acheminer rapidement vers la disparition.

Est-ce à dire que ces maisons vont mourir? Non pas. Un grand nombre survivront, mais, créées avec l'argent de la France, et par l'effort de nos compatriotes, pour l'honneur et le profit de notre patrie, elles cesseront d'être françaises. Là où battait le cœur de la France, où flottait le drapeau tricolore, d'autres que nous, nos rivaux peut-être, s'installeront et travailleront pour eux-mêmes avec les instruments que nous avons forgés.

Parmi nos compatriotes est-il quelqu'un qui veuille accepter ce désastre?

Nous nous sommes réunis, tous Français résidant au delà du Danube, de toutes religions et de tous partis politiques, sans préoccupation confessionnelle, sans intention de polémique, pour exposer la situation au Gouvernement et au Parlement. D'accord avec les représentants de la France en Orient, nous demandons à MM. les Sénateurs et à MM. les Députés d'autoriser du point de vue national, en vue des œuvres scolaires et hospitalières d'Orient, le recrutement et la formation en France de ces propagateurs de notre langue et de notre influence, et de ne pas nous désarmer dans la lutte des nations.

Je puis dire que des approbations unanimes accueillirent ce texte et m'encouragèrent.« Il s'agit là d'une œuvre nationale et patriotique, conclut le président de l'*Union française*; il est du devoir de tous d'aider M. Barrès à l'accomplir. »

Peu de jours après, j'étais à Paris.

XX. — LA RENTRÉE A PARIS ET CONCLUSION

Aussitôt arrivé, en dépit des événements qui s'amassaient sur l'horizon avec une rapidité tragique, je me préoccupai de trouver des appuis à la Chambre et dans l'opinion.

Un banquet qui me fut offert par le *Comité de l'Orient*, sous la présidence de Louis Barthou, assisté d'Albert de Mun, réunissait le plus grand nombre des hommes qui, en France, s'intéressent aux questions d'Asie, et parmi eux beaucoup de politiques. Louis Barthou déclara : « Je ne crois pas qu'il se trouvera un homme d'esprit assez bas pour faire intervenir ici nos querelles et ne pas voir qu'en sacrifiant l'avenir de ces œuvres, admirables pour le résultat qu'elles obtiennent, c'est la défense même de l'expansion française qui sera compromise. Ce que Barrès nous demande de faire, c'est une œuvre de défense nationale. Quelles que soient nos opinions, quels que soient nos partis pris, nous devons l'y aider. »

De telles paroles, un tel auditoire, m'ouvraient toutes les espérances. A la Chambre, j'abordai Jaurès.

Depuis vingt ans nous nous connaissions, et à de longs intervalles, il nous arrivait d'échanger des idées. Je n'étais pas de ses amis, mais que d'après-midi j'ai passés à le regarder dans ses grands exercices de la tribune, au milieu d'une assemblée au grand complet fascinée ! C'était vraiment le monstre oratoire, prédestiné animalement pour la parole. J'aimais la belle manière puissante dont il construisait une leçon, dont il débrouillait une question. C'était un grand normalien, trouvant parfois de fort belles images. Fâcheux qu'il y eût trop de physique dans son activité spirituelle. Eh ! quoi, me disais-je, faut-il ainsi se mettre en nage pour penser ? Et soudain, la figure congestionnée, le cou et la poitrine tendus à se rompre, les bras courts, le voici qui s'élance hors du plan rationnel, loin des réalités, dans le monde indéterminé de la musique et des espérances. C'est alors qu'il était lui-même ! C'est alors qu'il me plaisait supérieurement ! Il délirait. Dans ces minutes de sa parfaite réussite, il relevait du cycle des curiosités que j'ai été satisfaire en Orient. Il m'attirait un peu de la même manière que les bacchantes du Liban et les derviches tourneurs de Konia ; comme le Vieux de la Montagne, il ouvrait à ses séides les Jardins d'Alamout ; et derrière lui, c'était une contagion, quelque chose comme la fameuse procession dansante d'Echternach.

Quand Jaurès était descendu de son trépied et sorti de l'océan des mots, et qu'épongé, apaisé, il avait repris pied dans les couloirs, il apparaissait honnête homme, fort courtois, et

d'un esprit très fin, un peu gêné par l'excès de sa force et toujours prêt à passer de la conversation à la harangue, mais gardant de ses extases une espèce de magnanimité qui le tenait au-dessus des mesquineries de la polémique. Elles comptent peu les objections de quelques individus aux yeux d'une intelligence cosmique, associée au rythme de l'univers ! A peine si les flèches les plus aiguës peuvent un instant faire frissonner le cuir de l'Éléphant sacré qui supporte les Mondes.

Jaurès m'intéressait comme le lieu d'un grand phénomène. Sous son rôle de tribun, je lui voyais les mœurs et le tour d'esprit de nos grands universitaires. Là-dessous, apparaissait une nature de paysan latin, très fin et même rusé. Et plus profondément encore, c'était une puissante bête terrienne, un gros mangeur apoplectique. Qu'un personnage si clair, si normal, pût entrer en transe, c'était à mes yeux la merveille. Que de moines de cette sorte a dû compter l'histoire de l'Église! Je cherchais à distinguer son mécanisme psychique, les attaches de son être quotidien et de son génie dionysiaque; j'aurais payé cher pour voir les conditions du jaillissement de l'étincelle qui le mettait en flammes.

Ce que nous avons dit à Konia, que l'étincelle vaut selon les matériaux qu'elle trouve amassés dans un esprit, se vérifie dans cet homme extraordinaire. Sa mémoire tenait du prodige, au point que ce qu'il avait lu une fois s'y trouvait immédiatement imprimé. Il possédait la plus vaste érudition, rafraîchie chaque matin par des lectures qui, je crois, nuançaient ses opinions de la journée. Ce sont ces immenses provisions de philosophie et de poésie que le choc électrique mettait en mouvement. Dans quelle mesure les beautés incontestables d'images et de rythmes, qui donnaient à ses extases les plus absurdes un caractère fort élevé, jaillissaient-elles de son invention propre ou des réserves de sa belle culture? Était-il une source ou une citerne? Je me le demande encore. Mais c'était une force, une grande nature primitive, chargée des bagues et des bracelets de la tribu....

Je détestais la profonde corruption que le germanisme et l'orgueil de la tribune avaient introduite dans ce Latin. Je sentais que, né pour être un écho sonore au cœur de la France, il trouvait ce rôle trop étroit et qu'il courait toujours se placer au centre de l'Europe. Mais j'avais à plusieurs reprises, de plu-

sieurs points de vue, reconnu en lui une nature supérieure, un de ces êtres qui ne sont pas simplement de la terre de cimetière, et il m'est difficile de n'éprouver pas secrètement quelque chose qui ressemble à de l'amitié pour ce que j'ai une fois admiré. J'avais de l'espoir dans sa générosité d'âme.

— Monsieur Jaurès, lui dis-je, je viens d'aller par terre de Beyrouth à Constantinople, après un arrêt à Alexandrie. Précédemment, j'avais visité la Grèce et l'Égypte. Savez-vous à quel point, dans tous ces pays, c'est notre esprit qui domine? Dans les cantons les plus perdus, à tous les rangs de la société, on y trouve des gens qui parlent français. C'est par nos écoles, nos livres et nos journaux que ces populations prennent le contact de l'Occident. Vous, monsieur Jaurès, vous êtes entendu et discuté à Athènes, à Alexandrie, à Constantinople, comme à Paris. Et il en va de même à Damas, à Alep. Les Jeunes-Turcs sont souvent vos disciples; les Arméniens, les Grecs, tous les chrétiens d'Orient, vous comptent parmi leurs protecteurs. Il y a là-bas, autour de la France, un sentiment d'un caractère si religieux et si fort qu'on y accepte et réconcilie toutes nos aspirations les plus diverses. En Orient, nous représentons une spiritualité, la justice, la catégorie de l'idéal. L'Angleterre y est puissante; l'Allemagne, toute puissante; mais nous possédons les âmes. Les chrétiens d'Orient sont groupés autour de nos prêtres, et les Turcs cultivés sortent de nos collèges. Un exemple bien significatif : le chemin de fer de Bagdad est l'épine dorsale de la Turquie, et il sert à l'Allemagne pour coloniser tout le long de la ligne; chaque gare possède un dépôt de machines agricoles et d'échantillons de toute sorte; les marchandises allemandes arrivent avec un tarif qui ne permet à personne de les concurrencer; les chefs de gare sont autant de commissionnaires qui, passée l'heure des trains, font l'article aux paysans, disposés eux-mêmes à leur acheter plutôt qu'aux commerçants anglais ou français, à cause du bon marché et à cause des facilités que leur donne la Deutsche Bank. Et il va en être ainsi jusqu'à Bagdad. Je me suis arrêté à Konia; la Deutsche Bank, après avoir fait le chemin de fer, a irrigué soixante mille hectares qui sont entre les mains du Gouvernement ottoman et des villages; elle a obtenu pour quinze ans l'exploitation de cette irrigation, plus une hypothèque légale; passé ce délai, si les Allemands ne sont pas payés, ils se paieront en nature sur les

terrains qui appartiennent à l'État. Maintenant ils vont irriguer Adana comme ils ont fait de Konia. Eh bien ! dans cette Cilicie, comme à Konia, quelle qu'y soit la situation des Allemands, c'est le français que l'on parle. Tout le long de ce chemin de fer, notre langue est la langue officielle. Il a bien fallu que les Allemands en décidassent ainsi : les gens du pays ne savent de langue occidentale que le français, et les employés ne peuvent se recruter que dans nos écoles françaises.

« Ah ! ces écoles, Jaurès ! Les petits Orientaux, catholiques ou musulmans, s'y entassent, parce que le français peut leur être utile. En deux ans, les meilleurs arrivent à le parler et à l'écrire à peu près ; aux autres, il faut trois ou quatre ans. Ils s'expriment avec solennité ; ils sont naturellement pompeux et atteignent difficilement au style simple, mais enfin les voilà devenus de notre clientèle, de notre parenté. Dans plusieurs gares d'Anatolie, à Ismid par exemple, qui est l'ancienne Nicomédie, où les missionnaires étaient venus au passage du train avec leurs élèves, drapeau en tête, m'apporter leurs amitiés, j'ai vu tous les employés saluer les Pères et saluer le drapeau français. C'étaient d'anciens élèves. Une précieuse conquête de l'Occident, ces hommes qui, tout en restant dans leur cadre héréditaire, lient avec nous cette sorte de cousinage. Et vous, Jaurès, vous ne pourriez pas voir ce beau travail sans en être ému, car ces religieux et ces religieuses ne sont pas seulement d'habiles professeurs, mais des modèles de fermeté et de générosité. Ils font la classe et sont eux-mêmes de parfaits exemplaires, des leçons vivantes, non pas seulement de français, mais d'humanité.

« Dans la gare d'Eski-Chehir, j'ai vu un docteur grec qui installait dans le train sa femme et son petit garçon âgé de huit ans. Il craignait les massacres et les envoyait à Constantinople ; et se tournant vers le directeur du collège avec qui je causais : « Au premier trouble, je me réfugie chez vous. Me recevrez-vous ? — Je vous envelopperai dans le drapeau. » C'est dit, sur le ton de la plaisanterie, devant de beaux wagons, sous un soleil de paradis, au milieu d'une foule vivante, gaie, bariolée, plus qu'à demi européenne, où l'on voit les vêtements et les mœurs de nos petites villes françaises, où les femmes voilées, qui vont monter dans le compartiment du harem, portent à la main des petits sacs des Galeries Lafayette, mais

le contraste de cette civilisation avec l'angoisse des massacres n'en est que plus fort. Dans toute cette Asie, où la peur serre les cœurs, la France et l'humanité occidentale sont noblement et utilement représentées par ces religieux hardis et ouverts...

« Alors, je me tourne vers vous, Jaurès. Nous n'avons pas pu nous entendre pour les petites églises. Vous m'avez dit : « Tout ce que je puis faire, c'est de ne pas intervenir contre vous. » Sembat, lui, m'a appuyé. Cette fois, c'est sur vous que je compte. Le péril est tragique. Ces écoles ouvertes par centaines, et jusque dans les plus petits villages, par nos missionnaires, et qui ont donné une situation éminente à notre esprit et à notre langue, eh bien ! faute de recrutement en France, elles commencent à disparaître. Je vous montrerai les chiffres, c'est terrifiant. Encore quelques années, et nous serons remplacés là-bas par des Italiens, par des Allemands. C'est notre esprit et notre langue qui disparaîtront, et pis encore, car je me place à votre point de vue, c'est quelque chose de généreux, un aspect cordial et enthousiaste de l'humanité qui ne sera pas remplacé. Notre Michelet, à moins que ce ne soit vous, Jaurès, l'a bien dit : « La France est un génie de propagande. » L'Occident sera moins accessible à ces Orientaux, s'il ne leur arrive plus par nous. Marchons ensemble, Jaurès, comme vous avez marché pour la défense des chrétiens d'Orient avec Buisson, avec Clemenceau, avec Denys Cochin. Qu'est-ce que je vous propose que nous demandions? Seulement la liberté d'ouvrir en France des noviciats en vue d'y former des missionnaires français pour l'enseignement à l'étranger. Je suis partisan de la liberté d'association. Possible que là-dessus nous soyons en désaccord. Mais ce débat ne sera pas ouvert. Il ne s'agit que de former quelques centaines de missionnaires, chaque année, pour maintenir le génie français à l'étranger, et pour donner des écoles à des races qui n'en ont pas.

Et Jaurès me répondit :

— Monsieur Barrès, vous venez de me dire que la situation économique de l'Allemagne était très importante dans l'Empire ottoman...

— Très importante.

— Et qu'elle se développait encore...

— Le Bagdad est d'immense avenir.

— Eh bien! il est fatal et légitime que la prépondérance intellectuelle appartienne à celui qui possède la prépondérance économique. Je ne m'associerai pas à votre campagne.

Que veut donc un Jaurès? A quel point de vue se place-t-il pour sacrifier ainsi la France à l'Allemagne?

Il croit à une loi du monde matériel suivant laquelle seules sont génératrices d'actions spirituelles les emprises économiques, les prestiges du négociant et de l'ingénieur? Mais nous voyons qu'au Canada, aux Philippines, un commerce intense avec les États-Unis n'a guère entamé les manières d'être morales. Il se pique d'être bon Européen, il prétend servir la civilisation, l'humanité future telle qu'il la perçoit, déterminée avant tout par un marxisme triomphant? Dans cet Orient voué à l'anarchie, dans cette multitude de races et de religions si diverses et si enchevêtrées les unes dans les autres que, livrées à elles-mêmes, elles seraient pour l'instant bien incapables de vivre en paix et d'exécuter des travaux d'intérêt général, il reconnaît la nécessité de créer un ordre. Eh bien! n'y a-t-il pas au moins deux variétés d'ordre? L'une qui est faite d'organisation matérielle, de trafics intenses, de barrages régularisant les cours d'eau, de commodités de transit et d'échange; l'autre qui implique plutôt un sentiment de la dignité individuelle, de l'autonomie des personnes, de la courtoisie des mœurs. La France, dans ses meilleures époques, a toujours mené de front les deux choses; les routes tracées par les administrateurs de Napoléon apportaient le Code civil; et les musulmans du Caire, les petits Arabes de Syrie que Chateaubriand entendait crier en français : « En avant marche! » se souvenaient de la cordialité et de l'allant des grenadiers, en même temps que du pas cadencé des tambours. Mais l'Allemagne? Jaurès n'admire-t-il pas à l'excès les vertus de l'économie politique qu'un marxisme impénitent lui fait à toute force découvrir sous les faits, et ne croit-il pas à l'aveugle au bienfait moral qui résulterait d'une juste répartition de la richesse humaine? Alors même que l'Allemagne achèverait la construction du Bagdad, jetterait les plus beaux ponts sur l'Euphrate, aménagerait le golfe d'Alexandrette, multiplierait les ports et les estacades, tendrait de fils télégraphiques et téléphoniques tout l'Empire ottoman, développerait-elle par là le sentiment de la dignité humaine

que les meilleurs Orientaux voudraient généraliser dans leurs races?

L'Allemand n'est pas apprécié comme porteur de vraie civilisation. Tous les voyageurs savent que, dans les pays où ses expansions semblent réussir le plus brillamment, son génie organisateur contente peu, dès qu'il s'agit de facteurs humains, et qu'au contraire les Français de tous ordres, animateurs affables, laissent surtout le regret qu'ils soient trop peu nombreux, trop peu cohérents, trop divisés, trop délaissés par leurs pouvoirs publics. Cela se rattache à une mystérieuse caractéristique de l'être éminemment sociable qu'est le Français. Aussitôt qu'un de nous est en présence d'un noir, d'un jaune, d'un Peau Rouge, il prend le contact. Force de sympathie bien touchante! D'instinct, spontanément, à toutes les époques, sous tous les climats, nous avons apporté avec notre personne l'initiation à la conscience du droit et la cordialité pour les autres races.

Et ces ferments, que j'ai vu nos missionnaires déposer dans l'esprit de leurs jeunes élèves, peuvent fort bien, le moment venu, à l'heure propice, se développer en collaboration économique. Il saute aux yeux qu'un médecin, un légiste formés à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, une Smyrniote, une Alexandrine, une Byzantine élevées dans les couvents de Notre-Dame de Sion, un commerçant, un banquier instruits chez les Frères, et les plus simples enfants chrétiens ou musulmans qui ont appris notre langue sont désormais inclinés à la consommation des produits de chez nous.

En tout cas, à cette heure, le débat est éclairé et tranché par la guerre. De ces deux variétés de discipline, l'une de force, l'autre de sympathie, la victoire a démontré que l'Allemagne ne peut concevoir que la première; cependant que l'effondrement de sa prépondérance économique, qui jusqu'à cette heure n'a été remplacée par nulle autre, laisse le champ libre à notre action plus spirituelle.

Et c'est fini, n'est-ce pas, que personne puisse nous parler d'une Allemagne rempart de la civilisation contre la barbarie asiatique!

Hier, sous son apparence de modernité et d'activité pratique, ce n'était pas la vraie doctrine de l'Occident que l'Allemagne réalisait; son européanisme était entaché d'une foi néfaste dans

le pouvoir de deux notions, le nombre et la force, qui n'appartiennent pas à la meilleure définition de l'Europe ; mais aujourd'hui, tandis qu'elle laisse jouer avec prédilection ses affinités asiatiques et qu'elle reporte ainsi plus à l'Ouest la vraie frontière de l'Europe, tandis que son communisme prend figure de soviétisme et ses aspirations monarchiques de tsarisme, qui donc pourrait s'entêter dans l'erreur de croire qu'elle incarne l'esprit européen? Alors que son élan et ses déclarations retentissantes la détournent de l'Occident « démocratique, parlementaire, progressiste, » et l'orientent vers les prestiges d'Asie, n'avoue-t-elle pas que ses forces vives plongent dans un terrain de sentiments et d'idées qui n'est pas cet esprit de bon Européen que glorifiait son prophète Nietzsche?

Le meurtre politique confié à des volontaires fanatisés, le mystère des sociétés secrètes, les assemblées naturistes jetant leurs appels sur la prairie nocturne, voilà les faits qui donnent actuellement sa caractéristique la plus inquiétante à l'activité allemande. Transportées dans le Levant, où elles retrouveraient un terrain si favorable, ces habitudes néfastes ne viendraient-elles pas envenimer ce qu'il s'agit d'apaiser : l'éternelle rivalité armée des partis, la décomposition des mysticismes devenus de pures mécaniques, le séidisme des vassaux conjurés, comme jadis autour du Vieux de la Montagne, pour soutenir même le pire des chefs?

Il est passé le temps où Gœthe enseignait que « l'individu est la plus haute conquête de l'espèce humaine. » Les Allemands ont renié le véritable esprit de Weimar. Ils se détournent d'un Occident dont la maîtrise leur échappe. Ils disent : « Nous n'avons plus à être occidentaux, puisque Occident signifie mercantilisme anglais, machinisme américain, quiétude française de petits rentiers, molle satisfaction italienne. Ne vivons que dans le respect du nombre, de la grande masse, de l'inconscient, ciment inférieur et le plus puissant pour relier les collectivités innombrables et amorphes. » Sous nos yeux, ils viennent de retrouver en eux et s'ingénient à faire passer dans le réel, des aspirations et des rêves que leur musique, leur philosophie, leur romantisme avaient esquissés à maintes reprises. Jadis Schlegel avait écrit une *Sagesse des Hindous* quand Napoléon était tout-puissant. Quel est le livre auquel ils ont fait le plus grand accueil depuis l'armistice? *Le Crépuscule de l'Occident*. Et

ce livre fameux de Spengler a aussitôt trouvé sa contre-partie, *l'Ascension de l'Orient*. Quelle est la confession de vie intérieure dont ils se sont le plus inquiétés? *Le Journal de Voyage* du comte Keyserling aux Indes. Quel est l'étranger de marque qu'ils ont salué comme l'annonciateur d'une prochaine religion? Rabindranath Tagore avec son *Message de la forêt* et ses balbutiements de fakir. Du même coup, l'Université que cet Hindou avait fondée à Santiniketan s'est trouvée le point de mire des offres de services et des visites de nombreux intellectuels allemands. Dans le domaine de l'art littéraire, la jeune Allemagne, rejetant les maîtres de l'expérience consciente et de la plastique psychologique, a acclamé en Dostoievsky le Messie d'une nouvelle religion d'instabilité et d'abandon. A côté de ces indices expressifs, le foisonnement de la théosophie, l'attention donnée aux exagérations de Sigmund Freud et de sa psychoanalyse, tout un repliement sur les fonctions inférieures de la vie, semblent réaliser, mettre en pratique ce qui, chez un Schelling, il y a cent ans, n'était qu'une variation sur un thème panthéiste. « La nature, disait Schelling, dort dans la pierre, sommeille dans la plante, rêve dans l'animal et pense dans l'homme. » Et maintenant on s'ingénie à tenter le mouvement inverse. Puisque la nature a fait cette ascension, l'homme est invité à descendre jusqu'à l'échelon élémentaire. Quelques-uns disent que, pour la pensée, rien n'est plus facile que d'avoir la notion d'une existence antérieure. Ces existences sont multiples autant que nos aïeux. Continuons notre contention, et nous arriverons à retrouver les états de semi-conscience qui appartiennent non seulement aux antécédents animés de l'être humain, mais à la plante, voire au minéral. Continuons, nous atteindrons, dans la mesure où ils sont pensables, aux états de la toute première cellule. Et là, dans le primitif, le primordial, le non-évolué, il doit y avoir un délice incomparable, la béatitude d'un contact avec l'éternel.

Il y a dans l'âme allemande une haine de ce qui est trop défini, une sorte de ferveur musicale plutôt que plastique, qui trouve sa correspondance dans l'indéterminé plutôt que dans le compartimenté, et qui conseille l'abandon des normes et des mesures concordant de trop près avec le réel. De ces dispositions, c'est en Orient que l'Allemagne trouve à cette heure l'affermissement, alors qu'à d'autres époques le royaume des

sons, la métaphysique pure et la préhistoire nordique y donnaient satisfaction. Mais jadis ce vague à l'âme semblait dénué d'application pratique. En va-t-il de même aujourd'hui?

L'Allemagne n'a pas goûté sans résultat à trente ans et plus de réalisme dans tous les domaines. Beaucoup de ces curiosités, loin de se résoudre en nirvana, pourraient bien n'être que des moyens nouveaux de domination et de conquête. Ajouter des forces indéterminées aux acquisitions de la science ne déplairait pas à une génération héritière, malgré tout, d'une forte époque de réalisation. Un désir de puissance, d'utilisation positive, de discipline en vue d'un résultat, s'emmêle aux divagations. Ces Allemands de la dernière équipe ont toujours l'idée de se faire une arme. Rêvent-ils pas qu'une Allemagne menacée de blocus puisse braver la famine en entrant en léthargie, que, cernée, elle puisse devenir insensible à la douleur? Il y a, chez ces orgueilleux désespérés, une telle alliance de passivité de fakir et d'activisme hostile à leurs vainqueurs! Quand Tagore faisait au milieu d'eux sa tournée triomphale, leur loyalisme guerrier trouvait parfaitement moyen de s'allier à la délicieuse primitivité qu'il recommandait. On a vu un prince de Hesse déchu suivre au pas gymastique la voiture qui ramenait le poète hindou d'une conférence en plein bois; et les journalistes ont félicité leur chef héréditaire d'avoir si bien compris la nouvelle aspiration de son peuple. Mélange savoureux de dévotion féodale, qui ne se privait pas d'admirer un souverain déposé, et d'hypnotisme collectif trouvant l'Évangile de demain dans le message d'abandon et de non résistance au mal! Il suivait à pied un missionnaire d'idéalisme, et ses anciens vassaux l'admiraient dans cette attitude, tout comme s'ils l'avaient vu chevauchant à leur tête.

Et ce n'est là que l'aspect humain européen de la question! Il faut l'étudier sous l'angle mondial. En face des fidélités que la France a trouvées en Afrique, et des *dominions* qui sont la vraie substance de l'Empire britannique, l'Allemagne se ménage, suivant le vieil axe Hambourg-Bagdad, une clientèle de proche Asie qui n'est pas faite pour des fins purement spirituelles. Elle fabrique à force des missionnaires, qu'elle met hâtivement au courant des choses médicales, pédagogiques, géographiques, en même temps que des choses religieuses, pour

qu'ils lui recrutent des alliés militaires aussi bien que des clients commerciaux et des amis intellectuels.

Eh bien ! cet Asiatisme *ad usum Germanorum* ne correspond pas à la meilleure notion de la civilisation occidentale. Ni à l'intérêt de l'Europe, certes ! C'est mettre trop peu d'Occident véritable en Orient, c'est s'annexer trop d'Orient dangereux que de pratiquer ainsi le mariage entre l'Europe et l'Asie. Nous n'acceptons pas que le prestige indirect de l'Asie la plus troublée commence ainsi d'opérer sur l'Europe à la faveur du désespoir allemand. Une légende bretonne nous montre la mer qui recule devant la volonté d'un moine et qui ne dépasse pas les petits cailloux qu'il a posés sur le sable. Ces petits cailloux, ce sont nos collèges d'Orient, où les Asiatiques apprennent nos notions du droit et du devoir, le respect des personnes considérées comme autre chose qu'un matériel humain, et l'abstention des sévices corporels. Voilà ce qu'enseignent nos missionnaires à l'Orient, tandis que l'Allemagne, elle, déclare se nourrir des pires ferments asiatiques. Nous vaccinons l'Asie contre ses propres défauts, et cependant l'élément occidental que nous lui apportons tend de moins en moins à détruire ce qu'elle contient de bon. La méthode des Dupleix et des Montcalm, des Faidherbe et des Gallieni, des Père Joseph et des Lavigerie, émancipe au lieu d'assujettir, éveille les consciences au lieu de les endormir, cherche des sympathies et non des soumissions, et voudrait occidentaliser les Orientaux en leur gardant leur meilleur génie. Persévérons dans cette voie qu'au terme de cette enquête je sens être la meilleure.

PERSÉVÉRONS

Les vieilles conditions qui réglaient notre vie dans le Levant viennent d'être modifiées ; ces pays obéissent à de nouvelles gravitations ; de nombreuses nationalités y ont réapparu ; les rivalités y sont mieux armées : n'empêche que le problème de fond reste le même, et le contact avec l'élément musulman n'a pas changé parce que les zones d'influences se sont précisées. Dans ce monde de l'Islam où les répercussions sont si vives, toute insuffisance que nous montrerions en Asie nous affaiblirait en Afrique. Nous devons maintenir nos positions, et par

conséquent garder nos maîtresses pièces, à savoir nos congrégations enseignantes et charitables.

Cependant notre travail doit être plus clairvoyant, mieux raisonné que jamais; et les résultats que nous avons obtenus grâce à des efforts peu systématiques, il nous faut les affermir par une meilleure coordination de nos desseins.

Que faisons-nous à cette heure en Syrie? Ce n'est pas un pays riche; simplement, un pays qui peut vivre et légèrement exporter sous une administration très sage; mais c'est une tête de pont importante, la seule que nous possédions, pour toutes les pénétrations, possibles ultérieurement, par terre, vers la Perse et les Indes; et si nous n'y sommes pas, d'autres s'y précipiteront à notre grand dam. Comment de cet observatoire concevons-nous les problèmes de l'Asie et de l'Islam? Le général Gouraud a convoqué successivement à Beyrouth des séries d'écrivains, les Raymond Recouly, les Lichtenberger, les Tharaud, et des députés, les Wetterlé, les Lenail, les Leboucq, les Édouard Soulier, pour qu'ils signalent à l'opinion publique comment nous pourrions trouver, après les premières erreurs, notre « chemin de Damas. » Pierre Lyautey, hier le chef de son cabinet civil, nous expose *le Drame Oriental*, le rôle de la France au milieu de ces nationalités de tous ordres, Égyptienne, Palestinienne, Arabe, Transjordanienne, Syrienne, Maronite, Turque, Grecque d'Asie, Arménienne, Assyro-Chaldéenne qui se sont mises à remuer quasi irrésistiblement, quand sont venus jusqu'à elles les mots d'ordre avec lesquels les Alliés exaltaient, durant la grande guerre, leurs peuples et leurs soldats. Et voici que Henry Bordeaux va nous montrer cette nouvelle Syrie libérée par la France, renaissant après la famine et l'oppression germano-turque, et formée par nous à s'administrer elle-même sous notre garde. *L'Orient en marche* qu'annonce le romancier de *Yamilé sous les Cèdres* sera l'histoire de notre intervention d'aujourd'hui venant se placer à la suite des nombreuses interventions qui, de siècle en siècle, ont créé sur cette terre nos titres et notre influence, Cette magnifique tâche d'annaliste des plus récents services de la France ne pouvait être la mienne. Mon enquête avait un objet bien délimité, essentiellement spirituel, d'actualité constante, quoi qu'il advienne!

« A nous, toujours et quand même, l'amitié des âmes, »

cette pensée, ce contact de mes premières songeries sur le bateau du départ pourrait être l'exergue de cette médaille dédiée à nos missionnaires. J'allais voir ce que valent à cette heure nos congrégations, considérées comme instruments de la haute civilisation occidentale. Nous avons une primauté intellectuelle qu'il serait coupable d'abdiquer; nous devons l'entretenir par des acquêts et par des dons. Je ne cessais de me demander : Que pouvons-nous recevoir de l'Asie ? Que pouvons-nous lui donner ?

Je sens que d'une meilleure utilisation du génie asiatique résulterait en France une simplification de la vie matérielle, un moindre goût de l'accumulation mercantile. Après tout, ce n'est pas la peine de tant amasser de provisions pour une vie qui dépasse rarement cent ans ! Les cabanes du Liban confirment, soulignent la leçon de mesure et de modération que nous donne la petite maison du poète de Maillane. Celle-ci et celles-là nous ramènent à un sens plus simple des nécessités primordiales. Je sens que l'Orient inopérant peut aider à assouplir notre existence prise dans des glissières trop rigides. Et ses poisons eux-mêmes, filtrés convenablement, bien dosés, peuvent devenir un tonique.

Nos missionnaires, qui si souvent déjà ont renseigné nos officiers, nos voyageurs et nos archéologues, sauraient, dans bien des cas, être plus largement nos informateurs et comme des arbitres entre deux civilisations... Inversement, rien ne vaut l'expérience et l'action de ces religieux enseignants, attachés à leurs vœux, sûrs de leur communauté et s'adressant à l'âge le plus tendre, pour distribuer en doses sages ce que notre civilisation peut procurer de bienfaits aux peuples de l'Asie. Ils ont des forces incomparables : le dévouement, l'abnégation, la persistance dans le dessein qui les anime et dans l'ordre qui les encadre. Nul qui soit mieux placé pour favoriser puissamment au sein des masses orientales l'émancipation de l'individu, en lui enseignant, sur le plan même de ses occupations nécessaires et héréditaires d'agriculteur et de commerçant, le sens de l'initiative, le point d'honneur du bon travail, l'ingéniosité. Et dans leurs dispensaires, ils peuvent faire concourir la diffusion de l'hygiène à une meilleure entente de la dignité personnelle.

Ainsi toujours, aux conclusions de ce voyage, comme à cha-

cune de ses étapes, je suis ramené à la question qui m'obsède et qui fait tout l'inextricable de l'énigme orientale-occidentale : la question de l'enseignement. Quel est le dessein des Jésuites, qui détiennent la haute place intellectuelle de Beyrouth, le dessein de toutes ces congrégations, ou mieux, quelle est la politique catholique en Orient? Quelle est la politique scolaire de la France en Syrie? Quelle emprise pouvons-nous prendre sur les nationalités et les civilisations différentes de la nôtre?

Un grand Français, qui vit dans ce problème depuis trente ans, d'Extrême-Orient au Maroc, et qui s'est passionné à le résoudre avec des angoisses de conscience, des tâtonnements, des variations, qui en prouvent assez l'extrême difficulté, le maréchal Lyautey, me dit : « Je crois avoir trouvé la bonne formule pour ce qui concerne le Maroc seul, mais il y en a certes cinquante autres pour les cas différents, car il n'y a en rien et nulle part de formule uniforme et rigide. Le danger saute aux yeux, c'est de créer une espèce de jeunes gens déclassés, incompris, mécontents, mégalomanes d'ailleurs et se croyant capables de tout avaler, recrues assurées pour les mouvements de récrimination, d'opposition, voire de révolution... »

Comment approprierons-nous l'enseignement occidental à nos élèves orientaux, de telle manière qu'au sortir de nos collèges ils restent commerçants, propriétaires, fonctionnaires, au milieu des leurs, pareils aux leurs et, grâce à la langue et à la culture, de moins en moins séparés de nous? Comment formerons-nous une élite intellectuelle avec qui nous puissions travailler, des Orientaux qui ne soient pas déracinés, qui continuent d'évoluer dans leur norme, qui restent pénétrés de leurs traditions familiales, et qui forment ainsi un trait d'union entre nous et la masse indigène? Comment créerons-nous des parentés en vue de préparer les accords et les ententes qui sont la forme souhaitable de notre future politique? Il s'agit de susciter dans ces peuples étrangers le goût de maintenir, *quoi qu'il advienne un jour de leurs destinées nationales*, le contact avec notre intelligence.

Au moment où j'achève de publier cette étude, neuf années après mon retour à Paris, deux images de mon voyage se présentent à mon esprit avec une force singulière, deux images distinctes et qui pourtant s'appareillent...

Je me rappelle qu'un matin, au musée de Constantinople, au milieu d'admirables beautés émouvantes de jeunesse que surpassait encore sa signification magnanime, j'ai vu le grand sarcophage d'Alexandre, ce fameux monument funéraire qu'il y a vingt-deux siècles un principicule de Sidon, désireux de s'ensevelir avec gloire pour l'éternité, s'en est allé acheter à Athènes dans quelque atelier où se conservaient les traditions des Lysippe et des Scopas. On ne peut pas imaginer d'œuvre plus somptueusement chargée de haute intelligence. Sur une face, c'est la bataille d'Issus : Alexandre, en pleine action de s'assurer l'empire de l'Asie, déploie toutes les violences abritées sous son grand air de mélancolie. Et ce qui donne son entière portée à cet épisode de guerre, c'est, sur l'autre face, la représentation d'une grande chasse à laquelle prennent part les vainqueurs et les vaincus. Là encore, voilà le héros avec son caractère terrible et quelque chose de fou dans le regard; mais cette fois il s'est imposé de pacifier l'empire qu'il a conquis: ceux qui viennent de s'entre-détruire, il les rassemble et les entraîne pour une nouvelle destinée, dans une grande scène d'activité joyeuse. Toujours forcené de nature, mais sachant que le propre de la force est de faire le calme, il les rapproche et les oblige de se reconnaître des parentés... Quelles savantes compositions, compliquées et si claires! Cette plénitude, cette netteté, c'est du plus grand art et surtout du plus beau génie politique. On ne se lasse pas de travailler à s'approprier le contenu intellectuel d'un tel diptyque, devant lequel eût médité le Premier Consul, quand il réconcilia les Français.

Et par une singulière rencontre, deux heures plus tard, après déjeuner, M. Maurice Bompard me conduisit chez ses voisins les Capucins français de Saint-Louis, qui tiennent dans une maison attenante à notre ambassade le séminaire oriental de Constantinople, pareil aux séminaires de Mossoul, de Jérusalem, de Beyrouth. Ces quatre maisons capitales, dirigées par des communautés religieuses françaises, ont pour objet de former à la romaine les jeunes clercs des rites orientaux, en les pénétrant de l'unité de l'Église catholique à laquelle leurs Églises sont reliées par un fil si ténu. Elles donnent à ces adolescents un enseignement français et latin calqué sur celui de nos établissements d'enseignement secondaire. C'est grâce à elles que les prêtres indigènes des rites orientaux, qui exercent leur

ministère jusque dans les confins les plus reculés de la Mésopotamie, de l'Arménie et du Kurdistan, y répandent ou mieux y répandaient la culture française, au moins élémentaire, et en tout cas notre langue. Je vis dans la grande cour des Capucins toutes les variétés ethniques : des enfants venus de Diarbékir, de Mossoul, de Bulgarie, un étonnant bariolage. On leur avait remis leurs vêtements d'arrivée pour les photographier avec moi. Ils riaient de se voir ainsi costumés et ne se reconnaissaient plus, car ils avaient le sentiment d'être montés d'un grade depuis qu'ils étudiaient et vivaient à la manière occidentale. J'admirai leur gaîté, leur joyeuse entente. « Au début, me dit le Père Supérieur, ils refusaient de jouer et disaient : nous ne sommes pas venus ici pour cela. » L'Oriental ne joue pas. Quelques mois après, ils étaient tels que je les vois, mêlés dans cette vive et saine camaraderie des cours de récréation de nos collèges français. .. Que subsiste-t-il là-dessous? Et que subsistait-il dans les sujets du Roi des Rois, auxquels Alexandre apportait l'hellénisme?

A toutes les époques, cette diversité infinie et profonde des nations de l'Asie, vraie mosaïque de races et de religions, a eu besoin qu'une pensée supérieure y vînt établir l'unité. La chasse du sarcophage d'Alexandre, les jeux du Séminaire oriental, deux images qui expriment une même besogne de réunion accomplie par l'Occident. Alexandre, c'est l'imprévu qui apparaît dans le monde. Il a la beauté de l'éclair. Ces missionnaires, quelle patience! Leur œuvre détruite, ils la recommenceront.

MAURICE BARRÈS.

LES DERNIERS JOURS
DU GRAND-DUC
MICHEL ALEXANDROVITCH
1917-1918

I. — L'ABDICATION

La fin tragique de l'empereur Nicolas II, de l'Impératrice et de leurs enfants ont été l'objet de plusieurs récits dans la presse européenne. Le drame d'Ekaterinbourg a été plus ou moins reconstitué dans tous ses affreux détails, dans toute sa féroce atrocité. La mort des grands-ducs Paul Alexandrovitch, Dmitri Constantinovitch, Nicolas, Georges et Serge-Michaelovitch et de la grande-duchesse Élisabeth, sœur de l'Impératrice, — tous victimes de la terreur bolchéviste, — est aussi connue, ne permet aucun doute et complète, pour ainsi dire, le martyrologe de la famille des Romanov.

Seul, le sort du grand-duc Michel-Alexandrovitch, fils cadet d'Alexandre III, ancien héritier présomptif de la couronne de Russie et, de fait, dernier tsar de la branche aînée des Romanov (en vertu de l'acte d'abdication de l'empereur Nicolas II), est resté jusqu'à présent presque inconnu ; il circule à son sujet les bruits les plus divers, les légendes les plus contradictoires.

Je connaissais personnellement le grand-duc Michel; j'avais le bonheur d'être honorée de l'amitié de cet homme admirable; je fus témoin oculaire de son abdication, qui a eu lieu dans mon hôtel à Saint-Pétersbourg, où Son Altesse avait bien voulu me demander l'hospitalité pendant les journées désormais histo-

riques de mars 1917; j'ai enfin suivi toutes les péripéties de son arrestation à Smolnoï, où je le visitai plusieurs fois, et je fus une de celles qui l'ont vu quelques heures avant son départ pour son exil de Perm, dernier voyage dont il ne revint plus.

Voilà les titres qui m'encouragent à livrer à la publicité ces souvenirs personnels, tâche tant soit peu téméraire pour ma faible plume, mais dont j'espère bien m'acquitter avec zèle et sincérité. J'ai pensé qu'il était de mon devoir de retracer ici les détails de ce drame émouvant, dont je fus témoin oculaire, que je revis encore, que je revivrai toujours et qui restera à jamais gravé dans ma mémoire.

AVANT LA RÉVOLUTION

Ma première connaissance avec le grand-duc Michel Alexandrovitch, date de l'année 1912. Son Altesse commandait, à cette époque, le régiment des chevaliers-gardes, dans lequel servait mon mari; et moi, comme sa femme, j'eus l'honneur d'être présentée au Grand-Duc, qui venait d'être nommé commandant de ce régiment, dont le chef était son auguste mère, l'impératrice douairière Marie Feodorovna.

Le régiment des chevaliers-gardes, dont l'origine remonte au temps de Catherine la Grande, se composait alors d'un corps d'officiers appartenant aux plus illustres familles de Russie, choisis parmi les gardes du corps. La grande Impératrice se nommait elle-même le colonel du « Corps des chevaliers-gardes, » ainsi qu'on les appelait alors. Ce fut plus tard, sous le règne de l'empereur Paul Ier, que ce corps fut transformé en régiment, composé de plusieurs escadrons et fut réuni à la cavalerie de la Garde sous le titre de régiment des chevaliers-gardes, de la Garde impériale. En 1911, l'empereur Nicolas II, voulant témoigner sa haute bienveillance à cet excellent régiment, lui donna comme commandant son auguste frère, le grand-duc Michel Alexandrovitch, qui commandait à cette époque le régiment de hussards de Tchernigov.

Je me souviens parfaitement, que c'était pendant un grand carrousel qui se donnait en carême au manège des chevaliers-gardes, que j'eus l'honneur d'être présentée à Son Altesse. Ces carrousels étaient fréquentés par la plus haute société de Saint-Pétersbourg; toute la Cour, tout le corps diplomatique y assis-

taient. Le spectacle qu'offraient ces réunions était vraiment grandiose. On y voyait se dérouler une belle cavalcade composée de brillants officiers qui accompagnaient leurs partenaires choisies parmi les meilleures amazones du régiment; caracolant par paires et venant se ranger devant la loge impériale en face de l'entrée principale. A la fin du carrousel, Son Altesse me fit la gracieuseté de s'approcher et de me demander, avec son affabilité habituelle, des nouvelles de mon mari, qui, blessé à la tête à la suite d'une chute de cheval qu'il avait faite à une chasse à courre, était en traitement à l'Institut orthopédique du Dr Vreden.

Le Grand-Duc était alors dans sa trente-quatrième année : d'une haute stature, svelte, bien proportionné, d'un aspect juvénile, il personnifiait le type du sportsman chevalier, vaillant et robuste; mais aux premières paroles qu'il vous adressait, on sentait en lui quelque chose d'aimable, de tendre, et de confiant. D'une parfaite simplicité, il gagnait tout de suite l'interlocuteur, tant par le charme naturel qui se dégageait de toute sa personne que par le regard caressant et limpide de ses beaux yeux. Il était réputé pour son tact et sa délicatesse où se mêlait une sorte de timidité. Le grand-duc Michel était né à Saint-Pétersbourg le 22 novembre 1878; c'était le troisième fils de l'empereur Alexandre III. Sa mère, l'impératrice Marie Feodorovna, lui témoignait une tendresse particulière comme au cadet de ses fils. Parmi les maîtres à qui il fut confié, nous devons citer un personnage qui eut sur lui une influence extrêmement bienfaisante, et qui, malgré le rôle modeste qu'il exerçait, fut très aimé des trois Grands-Ducs et très estimé de leurs augustes parents. C'était un Anglais, Mr Charles Heath, ancien professeur de langue anglaise au lycée impérial Alexandre, excellent éducateur, mais surtout homme foncièrement honnête et d'une grande noblesse d'âme, un vrai gentilhomme dans toute l'acception du mot. Il était tout blanc, avec une belle chevelure qui ondulait naturellement; ses yeux étaient spirituels et pénétrants, mais en même temps d'une bonté infinie.

Charles Ocipovitch, — c'est ainsi que le nommait l'empereur Alexandre III, — était un de ces hommes rares dont on peut dire « que jamais un mensonge n'a souillé leurs lèvres. » Incapable

de flatterie, il ne craignait pas d'exprimer son opinion devant un homme aussi autoritaire qu'était l'empereur Alexandre III. Celui-ci l'estimait beaucoup pour sa droiture, voyant en lui un homme doué des meilleures qualités pour l'éducation de ses fils, auquels il inculquait des principes de morale et le sentiment du devoir. Comme un véritable Anglais, Charles Ocipovitch était un grand amateur de sports : il transmit ce goût à son élève, qui, doué d'une grande force physique, devint un écuyer habile et un sportsman accompli. Après avoir reçu une excellente instruction primaire à la maison, le Grand-Duc suivit les cours de l'école d'artillerie, à la fin desquels il subit les examens et, promu au premier grade d'officier, entra dans l'artillerie de la Garde où il servit plusieurs années.

Le 20 octobre 1894, mourut l'empereur Alexandre III, et le Césarévitch Nicolas Alexandrovitch monta sur le trône. Son frère, le grand-duc Georges Alexandrovitch, par droit d'aînesse, fut déclaré héritier du trône de Russie, avec le titre de Césarévitch ; mais hélas ! une lente et cruelle maladie, qui le minait, l'emporta à la fleur de l'âge et il mourut dans sa résidence favorite d'Abas-Touman, au Caucase, en 1899.

D'après l'ordre de primogéniture, le grand-duc Michel Alexandrovitch devait lui succéder ; c'est alors que, par un manifeste impérial, il fut déclaré héritier de la couronne de Russie : « Jusqu'à ce que Dieu nous accorde la grâce de nous donner un fils. » En sa qualité d'héritier du trône, le grand-duc Michel Alexandrovitch reçut en patrimoine tous les biens de son frère défunt et, en raison de son rang, il fut pourvu de toute une cour à la tête de laquelle fut placé le colonel du régiment des chevaliers-gardes Dmitri Yakovlevitch Dachkov.

A cette époque, le Grand-Duc se passionna pour l'histoire de la guerre patriotique de 1812, qui enthousiasmait en ce temps-là, non seulement des spécialistes de la littérature militaire, mais aussi tous les cercles littéraires : il publia une série de documents relatifs à l'année 1812 qui parurent dans les *Travaux de la Société impériale russe d'histoire* (journal rédigé par K.-A. Voyensky).

Cependant il venait d'être nommé chef d'escadron du régiment des cuirassiers de Sa Majesté l'Impératrice, qui stationnait à Gatchina. C'est là que, pour la première fois, il vit la

femme qui allait jouer un si grand rôle dans son existence : si profonde avait été l'impression reçue que, pour cette femme, il n'hésita pas à renoncer à tous ses droits héréditaires, à sa haute position, à tout ce que lui promettait sa proche parenté avec l'Empereur et, plus tard, même au trône. Il faut dire qu'elle était vraiment douée de tous les attraits que peuvent donner la beauté, la grâce et l'élégance ; un esprit fin et distingué s'ajoutait pour captiver ceux qu'avait frappés sa beauté éblouissante.

Cette enchanteresse était Nathalie Sergueyevna Voulfert, femme d'un des officiers de ce régiment, de son premier mariage Mme Mamontov, la future comtesse Brassov.

Séduit par les charmes fascinateurs de Nathalie Sergueyevna, le Grand-Duc en devint follement épris ; il l'aima avec toute l'ardeur d'un premier amour junévile et candide, qui devint plus tard un profond et sérieux attachement. Lorsqu'il fut convaincu que son sentiment était partagé, il fut résolu que Nathalie Sergueyevna demanderait le divorce. Et en 1913, remettant au prince Dolgorouky le commandement du régiment des chevaliers-gardes, qu'il avait exercé pendant deux ans, le Grand-Duc partit à l'étranger pour se marier.

Leurs noces furent célébrées à Vienne à l'église russe sans aucun apparat et seulement devant quelques intimes.

Après son mariage, le Grand-Duc écrivit une lettre à l'Empereur, informant son auguste frère qu'il renonçait à tous les droits provenant de sa primogéniture et que son désir était de vivre au sein de sa nouvelle famille comme un simple particulier. Cette lettre eut pour résultat un manifeste de l'Empereur fondé sur les lois concernant la famille impériale, et qui privait le grand-duc Michel de toutes ses prérogatives, l'excluait de la liste de l'armée et mettait tous ses biens sous tutelle, lui assignant une somme des plus modestes pour ses dépenses personnelles.

Après leur mariage, le grand-duc Michel Alexandrovitch et son épouse se rendirent en Suisse, où ils séjournèrent pendant quelques mois; puis ils partirent pour l'Angleterre, et s'installèrent aux environs de Londres dans le château de Knebworth, appartenant à un des membres de la famille royale d'Angleterre.

Le Grand-Duc n'avait plus auprès de lui pour mener toutes ses affaires que M. Johnson, qui fut pour lui, non seulement

un secrétaire capable et intelligent, mais aussi le plus fidèle et le plus dévoué des amis. Linguiste distingué, écrivant irréprochablement trois langues étrangères, M. Johnson devint bien vite pour le Grand-Duc et sa femme l'homme indispensable. C'est pour nous tous un devoir de dire que le souvenir de Nicolas Nicolaevitch Johnson restera inséparablement lié à celui du Grand-Duc, qu'il ne le quitta pas d'une minute, pendant les cruelles épreuves de 1917-1918.

Le Grand-Duc séjourna en Angleterre pendant tout le courant de l'année 1913, jusqu'au mois d'août 1914. Dès qu'il apprit la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, il adressa une lettre très émouvante à l'Empereur, dans laquelle, comme à un frère, il mit à nu toute son âme et le pria comme son souverain de lui permettre de revenir immédiatement en Russie, et de prendre place dans les rangs de l'armée, acceptant d'avance tout service que Sa Majesté Impériale aurait bien voulu lui assigner.

Cette lettre toucha profondément l'empereur Nicolas, qui lui donna sur-le-champ la permission qu'il avait sollicitée.

Réintégré dans l'armée par un ukase impérial, le Grand-Duc quitta l'Angleterre avec toute sa famille pour se rendre à Pétersbourg où il s'installa provisoirement à l'hôtel d'Europe; peu après, il déménagea pour Gatchina, où il acheta une villa, petite, mais confortable, située dans la rue Nicolas, et qu'il habita jusqu'à ce qu'il eût reçu un commandement dans l'armée.

C'est à cette époque-là que je fis la connaissance de la comtesse Brassov; je la rencontrai à un déjeuner à l'hôtel Astoria, et je fus tout de suite conquise par sa beauté si fine et sa grâce.

Sur ces entrefaites, le Grand-Duc fut nommé commandant de la division des Indigènes Caucasiens, baptisée « la division sauvage, » et qui se composait de six régiments choisis dans l'élite de la cavalerie musulmane. Cette division, formée au Caucase, faisait partie des armées du Sud-Est et se couvrit bientôt de gloire. Le Grand-Duc la conduisit presque toujours lui-même au feu et dans des incursions hardies, émerveillant tout le monde par son sang-froid et sa bravoure : aussi fut-il décoré de la croix de Saint-Georges.

C'est pendant ces pénibles journées de séparation d'avec son

mari, que Nathalie Sergueyevna se lia plus étroitement avec moi. J'allais souvent la visiter à Gatchina, et nos longues causeries du soir, dans le silence du coin du feu, me convainquirent du grand amour qu'elle ressentait pour son mari. Ce qui l'inquiétait surtout, c'était la santé du Grand-Duc qui, malgré sa bonne mine et son air vigoureux, souffrait d'un ulcère à l'estomac, maladie qu'il cachait soigneusement ; mais dès qu'il se permettait d'enfreindre, en quoi que ce fût, la diète prescrite par les docteurs, elle lui occasionnait des crises très douloureuses.

Pendant l'été de 1916, le Grand-Duc tomba malade de diphtérie et fut traité par le Dr Coton, médecin du palais de Gatchina, et par un spécialiste des maladies de la gorge, le Dr Poliakov. Après sa guérison, ils l'envoyèrent en Crimée, où il partit accompagné de Nathalie Sergueyevna. Ayant séjourné en Tauride jusqu'à la mi-décembre, ils quittèrent les côtes pittoresques de la Crimée pour les belles forêts de leur magnifique propriété de Brassov dans le gouvernement d'Orel, où ils se proposaient de passer les fêtes de Noël et de la nouvelle année.

Dans les premiers jours de décembre, je reçus une lettre de Nathalie Sergueyevna, qui m'invitait gracieusement à venir passer ces fêtes à Brassov, où devaient la rejoindre ses enfants, restés à Gatchina avec leurs institutrices : sa fille née de son premier mariage et son fils le petit comte Georges. Il fut convenu que nous partirions tous ensemhle. Le 17 décembre, je me rendis à Gatchina, d'où nous partîmes en grande compagnie ; car, outre les enfants et leurs institutrices, il y avait encore avec nous Nicolas Nicolaevitch Johnson et le chargé d'affaires du Grand-Duc, Serge Alexievitch Matviev, homme de confiance, très estimé de Son Altesse à qui il était profondément dévoué.

C'est en quittant la gare de Pétrograde, que nous apprîmes l'assassinat de Raspoutine, qui avait eu lieu cette même nuit ; cette nouvelle se répandit dans la capitale avec une rapidité vertigineuse. Nous apprîmes plus tard à Brassov les détails du meurtre, en même temps que la nouvelle de l'arrestation du grand-duc Dmitri Pavlovitch, qui devait être un de nos hôtes et passer Noël avec nous à la campagne.

La propriété de Brassov, située dans le gouvernement d'Orel, avait appartenu jadis au comte Apraxine. C'était un château

à deux étages, construit dans le style russe et d'aspect disgracieux. Nathalie Sergueyevna, grâce à son goût artistique, avait réussi à en faire une habitation élégante en même temps qu'un home commode ; créant ainsi pour le Grand-Duc un foyer, où il trouvait le confort, la paix et le bonheur.

Je n'oublierai jamais ce dernier Noël que je passai à Brassov, dans l'intimité de la famille du Grand-Duc. Le matin, nous faisions une promenade en traîneau très en avant dans la forêt. Le soir, on allumait un magnifique arbre de Noël. Le premier jour, il fut allumé pour les enfants du Grand-Duc et pour tous les hôtes du château ; le second jour, pour tous les employés de sa maison seigneuriale.

Il était tombé cette année-là une grandre quantité de neige. Nous autres Pétersbourgeois, habitués au climat humide et triste de Pétrograde, nous étions ravis de voir un véritable hiver russe avec cette masse de neige immaculée. La propriété de Brassov, entourée de ces immenses forêts qui font la renommée d'Orel, offre un spectacle vraiment féerique en hiver. Un panorama merveilleux se déroulait à nos yeux des fenêtres du château : un manteau de neige éclatant de blancheur, et étincelant au soleil en myriades de diamants, s'étendait à perte de vue. « Quelle splendeur ! pensais-je en admirant ce tableau. Quelle superbe et grandiose nature ! Ni les Alpes, ni la Suisse avec ses glaciers, ne peuvent être comparées au spectacle qu'offre notre hiver russe ; avec la majestueuse beauté de nos forêts feuillues et épaisses, pleines d'un charme mystérieux ; de nos pins centenaires s'élevant sur des tertres sablonneux, dont les récits fabuleux firent la joie de notre plus tendre enfance, où, selon le grand Pouchkine, « rôdent le farfadet, et l'ogre, où erre l'âme russe, où tout est russe. » Et c'est cette même âme russe, pensais-je, qui hantait aussi la maison seigneuriale de Brassov et qui la rendait si chère au Grand-Duc.

Hélas ! nous dûmes bientôt quitter le toit si hospitalier de Brassov, avant le terme fixé pour notre départ pour Pétersbourg, où son poste de général inspecteur de la cavalerie appelait d'urgence le Grand-Duc. C'est le cœur plein d'amertume et de noirs pressentiments que, vers la fin du mois de décembre, nous quittâmes tous ensemble les lieux où nous avions passé des journées si heureuses.

A Moscou, les esprits étaient très surexcités; l'opinion publique n'hésitait pas à accuser le Gouvernement de la mort de Raspoutine. A Pétrograde tout paraissait calme, mais nous nous convainquîmes bien vite que les incidents mûrissaient avec une effroyable rapidité. La disposition des esprits devenait de jour en jour plus alarmante et partout on apercevait les indices de la terrible tempête qui s'approchait.

La veille du nouvel an 1917, le premier ministre Trepov, homme loyal et franc, profondément dévoué à l'Empereur, jouissant d'une grande considération dans tous les milieux de Pétrograde, dut quitter ses fonctions de Président du conseil des ministres; il fut inopinément remplacé par le prince N. D. Galitzine, homme très sincèrement attaché à son souverain et à sa patrie, mais, hélas ! n'étant déjà plus jeune, bureaucrate au sens complet du mot et n'ayant pas l'énergie nécessaire pour le haut poste qui lui était confié.

Le bruit s'était alors répandu dans tout Pétrograde que, sur l'initiative du grand-duc Nicolas Michaelovitch, tous les membres de la famille impériale s'étaient réunis au palais de la grande-duchesse Marie Pavlovna, et qu'ils avaient très respectueusement résolu d'adresser une lettre à l'Empereur, pour exposer à Sa Majesté, qu'une grande fermentation des esprits se manifestait dans les diverses classes de la société; que l'opinion publique était très hostile aux principaux dirigeants de la politique intérieure du Gouvernement et qu'en présence de cette fermentation si grande, les signataires de la lettre se faisaient un devoir d'indiquer à Sa Majesté l'immense danger qui menacait la Russie et toute la dynastie. La lettre se terminait par un appel à la clémence envers le grand-duc Dmitri Pavlovitch, qui avait encouru la disgrâce de Sa Majesté et avait été mis en état d'arrestation. On ajoutait que l'Empereur avait été inflexible et qu'en marge de la lettre Sa Majesté avait inscrit cette remarque : « Je ne tolérerai jamais que les membres de ma famille se permettent de me dicter ma ligne de conduite. » Le jour du nouvel an 1917, le promoteur de cette réunion, qui était en même temps un des auteurs de la lettre collective adressée à l'Empereur, le grand-duc Nicolas Michaelovitch, fut par ordre de Sa Majesté exilé dans une de ses terres, Grouchovka, dans le gouvernement de Kerson; il partit le soir même.

Pendant tout le mois de janvier 1917, nous fûmes oppressés par le souvenir de ces tristes événements. Les nouvelles de la guerre étaient pareillement désastreuses. Le cœur se serrait dans l'attente de quelque chose de fatal et d'inévitable. Dans tous les rangs de la société, surtout dans l'administration, régnaient la confusion et le découragement. Seuls, les partis révolutionnaires ne chômaient pas; ils travaillaient clandestinement, et faisaient une propagande incessante parmi les troupes de la garnison de Pétrograde qui, déjà contaminées, prêtaient une oreille facile aux discours des orateurs révolutionnaires. Car peut-être vous demandez-vous de qui se composaient les premiers cadres du fameux « Soviet des députés des soldats et des ouvriers, » qui joua un rôle si piteux pendant les premiers jours de la révolution, et qui aida si efficacement au triomphe de l'anarchie? Était-ce les régiments de la Garde, comme par exemple de Volinsky, de Litovky, de Keksgolmsky et autres, dont le passé historique est glorieux? Nullement. Ils étaient tous à ce moment engagés au front, combattant l'ennemi et se couvrant de gloire : ce n'était donc que les bataillons de réserve des régiments de la Garde, composés de recrues et d'officiers de nouvelle formation et non des officiers de cadre; ces derniers étaient presque tous à la guerre, où la plupart périrent au champ d'honneur et d'autres furent tués par leurs propres soldats, après le fameux ordre n° 1 qui fomenta l'insubordination dans l'armée et contribua puissamment à la détruire.

Vers la fin de février commencèrent, à Pétrograde, « les sorties » organisées par les révolutionnaires, prouvant clairement que les autorités civiles et militaires ne se rendaient aucun compte de l'importance des événements et ne prévoyaient pas les dangers qui menaçaient l'Empire. Le fameux ministre de l'Intérieur Protopopov, homme dépourvu de toute compétence et persuadé que les mesures prises par la police pour la tranquillité de la capitale étaient bien suffisantes, répondait avec assurance aux personnes qui manifestaient leur inquiétude qu'il s'agissait de simples émeutes dont il viendrait facilement à bout, qu'au pis-aller il inonderait de sang tout Pétrograde, mais qu'il ne tolérerait jamais une révolution.

LA RÉVOLUTION

Le 27 février, presque tous les ministres étaient déjà arrêtés et internés au palais de Tauride, où, sous la présidence de Rodzianko, se forma le Comité provisoire du pouvoir exécutif de la Douma, qui se composait des membres suivants : Milioukov, Choulgine, Konovalov, Tsheidze et Kerensky. Ce comité s'empara du pouvoir, et s'efforça de rétablir l'ordre. Mais l'anarchie se faisait partout sentir. Le palais était plein de soldats armés et les séances du comité étaient fréquemment interrompues par les cris d'une populace furibonde. Des autobus et des automobiles, volés dans les garages, parcouraient les rues, pleines de soldats et de matelots ivres qui, tirant à tout propos, rendaient les communications en ville excessivement dangereuses.

C'est dans cette soirée du 27 février que M. Johnson vint chez moi, pour m'annoncer que le grand-duc Michel Alexandrovitch se trouvait actuellement à Pétrograde au Palais Marie (édifice ou siégeait autrefois le Conseil de l'Empire), où il avait été appelé en hâte par le Président de la Douma, Rodzianko, pour entamer des pourparlers immédiats par fil direct avec l'Empereur. Dans ce moment même, le Grand-Duc s'entretenait avec Sa Majesté.

L'entretien avec l'Empereur se prolongea fort avant dans la nuit. Son Altesse, en informant l'Empereur de la périlleuse situation où se trouvait la capitale, lui conseillait de rester à la Stavka (1) au milieu de ses fidèles armées; mais l'Empereur lui répondit qu'il avait résolu de rentrer à Pétrograde, ne doutant pas que sa présence ne dût ramener l'ordre et le calme. Durant ces pourparlers, le ministre de la Guerre, le général Bieliaiev, exposa à Son Altesse que sa présence au Palais Marie, abandonné à ses propres moyens de défense, offrirait de graves périls; il lui conseillait de se rendre à l'état-major général, où il pourrait en toute sécurité continuer à communiquer avec l'Empereur. Le Grand-Duc suivit ce conseil, et, accompagné de son secrétaire particulier, M. Johnson, se rendit en automobile au Palais de l'état-major où il continua à faire son rapport à l'Empereur.

(1) Grand quartier général de l'Empereur à Mohilef.

Il était déjà très tard quand Son Altesse quitta le Palais de l'état-major général et résolut de se rendre chez lui à Gatchina, toujours accompagné de M. Johnson. Rue Morskaya, leur automobile fut entouré par une troupe de matelots, qui essaya de l'arrêter ; à cette vue, le chauffeur du Grand-Duc, Barounov, se troubla, mais le Grand-Duc, conservant tout son sang-froid, lança l'automobile à toute vitesse, tourna dans une ruelle et disparut dans l'obscurité. Les matelots déchargèrent leurs armes, mais heureusement n'atteignirent personne.

Arrivés sur le quai, ils décidèrent d'aller passer la nuit au Palais d'Hiver, d'où le lendemain matin de bonne heure ils regagneraient Gatchina. Ils n'y restèrent que deux heures, Son Altesse ayant été avertie que le Palais n'était pas gardé et qu'à chaque instant il pouvait être envahi par la populace.

Il était quatre heures du matin : où aller ? Le Grand-Duc se souvint à propos que mon hôtel se trouvait dans le voisinage du Palais d'Hiver, rue Milionaya n° 12, et décida de venir nous demander l'hospitalité. A cette époque, je demeurais seule avec ma fille Nathalie, mon mari se trouvant au front.

A cinq heures, je fus réveillée en sursaut par de violents coups frappés à la porte de ma chambre à coucher. Au bruit, je m'éveillai, saisie d'effroi. Je m'imaginais que des soldats armés s'étaient introduits dans mon appartement, ou qu'il était arrivé quelque malheur. Je fus bientôt rassurée, en entendant la voix, bien connue, de M. Johnson : il me dit, à travers la porte, que le grand-duc Michel Alexandrovitch était chez moi et qu'il me demandait l'hospitalité.

Je m'habillai à la hâte et me dirigeai vers le cabinet de travail de mon mari où Son Altesse était entrée. Le Grand-Duc avait l'air très fatigué et semblait très agité ! Il m'aborda en s'excusant et, avec sa bonne grâce de toujours, me demanda : « Ne craignez-vous pas, princesse, de vous exposer, vous et votre fille, en recevant chez vous un hôte si dangereux ? » Je fus si troublée que je ne me souviens pas exactement quelle fut ma réponse ; je dis en substance combien j'étais heureuse et honorée que, dans un tel moment, Son Altesse eût bien voulu se souvenir de ma maison.

Après avoir mis mon appartement à sa disposition, je donnai des ordres pour qu'on préparât le café. Quand nous fûmes tous réunis dans la salle à manger, nous entendîmes tout à coup

un grand bruit de voix. Il venait de l'étage supérieur où demeurait le chambellan de Sa Majesté, Nicolas Nicolaevitch Stolypine, parent du feu premier ministre Stolypine assassiné à Kiev. Une troupe de soldats complètement ivres avait forcé la porte de son appartement et y opérait une perquisition : plusieurs d'entre eux se conduisirent d'une manière si brutale envers la maîtresse du logis Mme Stolypine (née Arapov), qu'elle eut une crise de nerfs. Plus tard seulement, à Malte, je devais apprendre la fin du pauvre M. Stolypine, qui, demeuré à Pétrograde, y était mort de misère et de faim.

Durant les deux premières journées de son séjour dans ma maison (28 février et 1er mars 1917), le Grand-Duc évita de sortir : à l'exception de sa femme (à qui j'avais fait savoir à Gatchina le domicile de Son Altesse), personne ne savait où il se trouvait.

Le troisième jour, 2 mars, Son Altesse chargea son secrétaire particulier d'avertir le président de la Douma qu'il se trouvait à Pétrograde, dans la maison du prince Poutiatine. A cette nouvelle, le président de la Douma se hâta de lui envoyer une escorte composée de quarante élèves de l'École militaire et de huit officiers, qu'on installa dans un des appartements vides situés à l'étage inférieur. A notre porte d'entrée ainsi qu'à la porte de service, on plaça des sentinelles, mesure d'autant plus urgente, que, depuis le 27 février, le désordre redoublait d'intensité. Dans les rues, on était assourdi par les détonations des fusils et le grésillement continu des mitrailleuses. Des bandes de matelots et de soldats ivres violaient les domiciles sous prétexte de perquisitions. C'est ainsi que, dans la maison même où nous habitions, fut arrêté le ministre des Cultes, Raiev, dont l'appartement fut complètement pillé et saccagé.

A ce propos, je me souviens d'un épisode tragique qui eut pour théâtre la maison contiguë à la nôtre. Cet incident, qui fit grand bruit alors, prouve qu'en ces temps de trouble et de panique, il existait encore des hommes capables de bravoure et d'héroïsme, qui ne voulaient pas se soumettre à la force brutale et préféraient aller à la mort sans broncher, donnant ainsi l'exemple d'une vaillance digne des héros des anciens temps. Telle fut la mort du vieux général, baron de Stakelberg, et de son fidèle ordonnance. Pendant quelques heures, ces

deux braves se défendirent contre une foule furieuse de matelots et de soldats qui voulaient pénétrer de force dans la maison. Ils furent tous deux victimes de leur courage : l'ordonnance fut lynché; quant au général, il fut tué et traîné par la populace jusqu'à la Néva, où son corps fut jeté.

Nous vivions dans des transes continuelles à cause des perquisitions. Nous dûmes notre salut à l'intelligence de notre concierge : quand on lui demandait qui habitait notre appartement, elle répondait invariablement que la princesse Poutiatine y vivait seule avec sa fille, son mari le prince Paul étant au front. Ce qui, au surplus, était la vérité : mon mari était depuis longtemps à la retraite avec le titre d'écuyer de Sa Majesté; mais, à la déclaration de la guerre, il avait repris du service, et se trouvait au front depuis deux ans.

Depuis que le Grand-Duc était placé sous la protection des élèves de l'École militaire et de leurs officiers, nous fûmes plus tranquilles. Son Altesse recevait tous les jours la visite de M. Matviev, son administrateur, du comte Vorontzov, son aide de camp, du général Wrangel, du colonel Arapov, et du comte Kapniste. Je me rappelle aussi que la femme du général Wrangel, née baronne Hune, venait chez nous déguisée en femme du peuple, un mouchoir sur la tête, car il aurait été extrêmement dangereux pour elle de s'aventurer dans les rues autrement vêtue. Nous eûmes aussi plusieurs fois la visite du Président de la Douma, M. Rodzianko, qui venait rendre compte au Grand-Duc de tout ce qui se passait en ville et en causait longuement avec Son Altesse.

Le 2 mars 1917, jour de l'abdication de l'Empereur, le grand-duc Michel Alexandrovitch reçut une dépêche de M. Rodzianko, qui lui faisait part de tout ce qui était arrivé à Pskov et lui annonçait que le lendemain les membres du Gouvernement provisoire et ceux du Comité exécutif de la Douma viendraient chez Son Altesse, pour lui proposer, selon la volonté de l'Empereur, d'accepter la succession au trône.

Connaissant la manière de penser du Grand-Duc, le Président de la Douma supplia Son Altesse de se sacrifier pour sauver sa patrie de l'anarchie, et d'accepter sur-le-champ les lourdes charges du pouvoir suprême.

Le Grand-Duc, qui avait suivi avec une grande perplexité les événements qui se déroulaient avec une rapidité étonnante,

fut excessivement ému par la lecture de cette lettre. Il était évident qu'il ne s'attendait pas à une pareille issue, étant persuadé qu'au pis aller il devrait accepter la Régence jusqu'à la majorité de l'héritier présomptif du trône, le Césarévitch Alexis Nicolaevitch. La résolution subite prise par l'Empereur de remettre la couronne à son frère en passant par-dessus les droits de son héritier légitime, bouleversa le Grand-Duc, et déchaîna en lui une terrible lutte intérieure. Visiblement accablé par la lourde responsabilité qui tombait sur lui, il lut et relut, plusieurs fois, avec une attention soutenue, la lettre qu'il avait reçue, arpentant la chambre avec agitation et nervosité.

A ce moment survint inopinément le grand-duc Nicolas Michaelovitch, qui venait d'arriver de ses propriétés. Son palais était situé en face de notre hôtel, et, ayant appris que le grand-duc Michel Alexandrovitch demeurait chez nous, il se hâtait de venir le voir : il était au courant de tout et savait déjà que l'Empereur avait abdiqué. L'entrevue fut des plus émouvantes. Le grand-duc Nicolas Michaelovitch embrassa tendrement son neveu et lui dit :

— Je suis très heureux de te saluer comme souverain, puisque, en fait, tu es déjà le Tsar ! Sois vaillant et fort : de cette manière, tu sauveras non seulement la dynastie, mais aussi l'avenir de la Russie !

Il ajouta :

— Où donc vas-tu apparaître comme Tsar?

— Je sortirai comme Tsar de la même maison où j'ai été recueilli comme Grand-Duc, répondit le grand-duc Michel.

En apprenant que tous les ministres, ainsi que le Gouvernement provisoire, s'assembleraient dans mon hôtel, je m'empressai de donner les ordres nécessaires pour qu'on fît tous les préparatifs pour recevoir ces messieurs.

UNE JOURNÉE HISTORIQUE

Le lendemain, 3 mars, à 6 heures du matin, je fus réveillée par un violent coup de téléphone. Je courus à l'appareil, et j'entendis une voix saccadée, de moi inconnue :

— C'est Kerensky, le ministre de la Justice, qui est au téléphone : il désire parler immédiatement au grand-duc Michel Alexandrovitch.

Je lui fis savoir que Son Altesse dormait encore. A quoi je reçus cette réponse impérative :

— Réveillez-le : il faut absolument que je l'entretienne d'une affaire de la dernière gravité.

A ce moment, la porte de la chambre de M. Johnson s'entr'ouvrit, et s'étant enquis de quoi il s'agissait, il alla tout de suite annoncer à Son Altesse qu'on le demandait au téléphone.

Lorsque, quelques instants après, arriva le Grand-Duc, Kerensky lui communiqua officiellement, en sa qualité de ministre de la Justice, l'abdication de Sa Majesté l'Empereur, signée le 2/15 mars, et par laquelle le Tsar remettait à lui, Michel Alexandrovich, le pouvoir suprême. Kerensky ajouta que tous les membres du Gouvernement provisoire se réuniraient chez Son Altesse à la Milionaya, dans une demi-heure, pour en délibérer. Bien que Kerensky eût annoncé qu'il arrivait immédiatement avec ses collègues, ils se firent longtemps attendre. Rodzianko arriva le premier, en avance d'une heure sur les autres. Il employa ce temps à causer avec le Grand-Duc. Comme il le voyait hésitant, il le conjura de faire ce grand sacrifice à la patrie en prenant sur-le-champ les rênes du Gouvernement, sans tenir aucun compte des diverses opinions qu'émettraient les ministres : il ajoutait qu'au palais de Tauride la situation devenait de plus en plus menaçante et que le Gouvernement provisoire ne tenait plus qu'à un fil. « Nous tous, dit-il, nous risquons à chaque instant d'être arrêtés, ou même être lynchés par une populace qu'excitent les meneurs de l'extrême gauche. Il faut sauver l'Empire d'une anarchie imminente. » Influencé par ces discours et aussi par le dernier entretien qu'il avait eu avec son oncle, le grand-duc Nicolas Michaelovitch. Son Altesse, contre sa conviction personnelle, parut disposée à accepter ce sacrifice, seul moyen de sauver le pays des horreurs de l'anarchie.

Enfin, vers les onze heures, les ministres arrivèrent dans deux automobiles. C'étaient le prince Lvov, Kerensky, Milioukov, Nabokov, Terestchenko, Chingarev, Nekrassov, le baron Nolde et d'autres dont le nom m'échappe. Ils furent reçus par le secrétaire du Grand-Duc, M. Johnson, et par le gérant des affaires de Son Altesse, M. Matviev, qui les introduisirent dans le grand salon où, peu de temps après, le Grand-Duc vint les rejoindre.

Puis ce fut l'arrivée de Goutchkov et de Choulgine qui venaient directement de Pskov et qui apportaient l'acte authentique de l'abdication de l'Empereur. Reçus la veille à 10 heures du soir, par l'Empereur, ils étaient repartis, dans la nuit, de Pskov pour Pétrograde. Sur leur visage était inscrite la fatigue d'une nuit blanche. Ils demandèrent à réparer un peu le désordre de leur toilette, et, au bout de quelques instants, rentrèrent dans le salon, où tout le monde était déjà réuni. Seuls, le Grand-Duc, les ministres et les membres du Comité exécutif de la Douma, assistèrent à cette conférence. C'est du Grand-Duc lui-même que je tiens le détail de tout ce qui se passa dans cette entrevue, désormais historique. Il voulut bien m'en faire part le soir même, peu après le départ des membres du Gouvernement provisoire.

La délibération fut très longue; les ministres restèrent chez nous depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi. La conférence fut ouverte par le discours de Goutchkov : il fit part au Grand-Duc de la mission qui leur avait été confiée à son collègue Choulgine et à lui, de se rendre à Pskov auprès de l'Empereur afin de l'entretenir des graves événements qui mettaient le trouble dans la capitale et de lui exposer que l'unique moyen de salut était l'abdication de Sa Majesté en faveur de l'héritier présomptif du trône. Après s'être étendu sur tous les détails de cette nuit qui avait abouti à l'abdication de l'empereur Nicolas II en faveur de son frère, le grand-duc Michel, M. Goutchkov présenta solennellement à Son Altesse l'acte authentique signé de la main de Sa Majesté : il fut lu à haute voix et écouté debout par toute l'assemblée.

La lecture de cet acte fut suivie d'un profond silence, qui prouvait clairement que toute l'assistance sentait la gravité de l'heure. Tous se rendaient parfaitement compte que, dans ce salon, parmi ces quelques personnes, s'accomplissait quelque chose de grandiose, d'extraordinaire, et en même temps de fatal et d'inévitable d'où dépendait l'avenir de la Russie.

Le Grand-Duc s'affaissa dans un fauteuil et tous les autres s'assirent après lui... Goutchkov demanda de nouveau la parole. D'une voix forte et claire, en termes chaleureux, il exhortait le Grand-Duc à assumer le lourd fardeau qui s'imposait à lui; il disait qu'en qualité d'enfant fidèle de la Russie, Son Altesse avait le devoir d'accepter cette charge. Le discours de Goutchkov

fut appuyé par Choulgine et Milioukov, qui parlèrent dans le même sens et firent preuve d'un grand patriotisme.

Puis, ce fut au tour des autres ministres. Le Grand-Duc m'a seulement rapporté le sens général de leurs discours ; l'impression qu'il en reçut fut que la majorité prenait parti contre les arguments qui venaient d'être exposés. La plupart prétendaient que l'avènement d'un nouveau souverain, loin de calmer les esprits, ne servirait qu'à exciter les passions révolutionnaires déjà déchaînées et pourrait provoquer une guerre civile et une grande effusion de sang.

La majorité de l'assemblée se déclara en faveur d'une Assemblée constituante, qui seule aurait le droit, comme organe représentant le peuple, de choisir la forme du Gouvernement. Cette assemblée devrait être convoquée dans le plus bref délai.

Ce fut surtout Kerensky qui de toutes ses forces s'attacha à soutenir cette proposition. Son discours produisit une profonde impression. Il parlait avec une extrême violence. Dans sa voix perçaient des notes criardes et je dirais presque hystériques. Il termina en disant que, si le Grand-Duc consentait à accepter le trône, lui Kerensky ne répondrait plus de sa sécurité : il prétendait savoir pertinemment, en sa qualité de vice-président du Soviet des députés des soldats et des ouvriers, que 300 000 ouvriers de la capitale et 200 000 soldats étaient résolus à en finir avec la dynastie des Romanov. Pour sa part, il répudiait toute responsabilité de l'effusion de sang qui suivrait inévitablement.

Alors, le Grand-Duc se leva et, avec beaucoup de calme et de dignité, déclara qu'en raison de l'extrême importance de tout ce qu'il venait d'entendre, il désirait être seul quelques instants, afin de pouvoir se recueillir et examiner à fond les arguments en présence; après quoi, il ferait connaître sa décision.

Il allait se retirer dans la chambre voisine, quand Kerensky, en proie à la plus vive excitation, lui dit :

— Altesse, promettez-nous que la résolution que vous allez prendre, dans ce moment suprême, sera le résultat de votre conviction personnelle et que vous ne laisserez aucune influence étrangère agir sur vous.

Le Grand-Duc s'arrêta une minute, fixa sur Kerensky des

yeux étonnés, puis, promenant son regard franc et limpide sur tous les assistants, il répondit simplement :

— Messieurs, je serai tout à fait seul dans cette pièce.

Et faisant une petite inclination de tête, il sortit du salon.

Il demeura dans la pièce voisine à peu près un quart d'heure, plongé dans de profondes réflexions. Rentré au salon et s'adressant aux membres du Gouvernement provisoire qui se levèrent respectueusement à son entrée, d'une voix forte et calme, le Grand-Duc fit cette déclaration solennelle :

— Prenant en considération la diversité d'avis qui règne parmi les membres du Gouvernement provisoire, je refuse pour le moment d'accepter la Couronne, me remettant entièrement à la volonté du peuple, représenté par l'Assemblée constituante. Si cette dernière se prononce en ma faveur, je me consacrerai entièrement à mon peuple et à ma patrie.

Le Grand-Duc eut à peine le temps de terminer ce discours que Kerensky, débordant de joie, se précipita vers Son Altesse, les yeux flamboyants, et dans un transport enthousiaste, s'écria :

— Altesse! vous êtes le plus noble de tous les hommes!

Sur presque tous les autres auditeurs l'impression produite par la réponse du Grand-Duc fut navrante. Ils ne cachaient pas le découragement et le désespoir dont ils se sentaient accablés : plusieurs avaient les yeux pleins de larmes.

Cependant Kerensky tâchait de se contenir; mais dans ses yeux, dans sa tenue, dans toute sa personne, éclatait la satisfaction de son triomphe. Pour lui et pour son parti, l'abdication du Grand-Duc était d'une importance capitale. Il se hâta de consigner par écrit l'abdication de Son Altesse, et avec le secours de Nabokov, procéda à la rédaction de ce document historique, que le Grand-Duc, après l'avoir relu et y avoir apporté quelques corrections, écrivit de sa propre main et signa (1).

L'acte d'abdication de Son Altesse fut remis à Kerensky, lequel, en sa qualité de ministre de la Justice, devait le déposer au Sénat.

Bientôt après, tous les membres du Gouvernement provisoire prirent congé du Grand-Duc et se disposèrent à partir. Comme la séance avait été très longue, et qu'il était tard, j'offris à ces messieurs, avec le consentement de Son Altesse,

(1) La plume et le porte-plume, en argent oxydé du Caucase, se trouvent en ma possession.

de les retenir à déjeuner. Le prince Lvov, MM. Nabokov, Choulgine et Kerensky furent seuls à accepter cette invitation.

J'avais à mon côté M. Choulgine, qui nous raconta dans le plus grand détail l'entrevue de Pskov.

— Comment était l'Empereur? lui demanda le Grand-Duc.

— Sa Majesté, répondit Choulgine, était très pâle, mais en même temps très calme et résignée. Elle écouta, très maîtresse d'elle-même, le discours de Goutchkov, et fit connaître que, dès la veille, Elle avait pris la résolution d'abdiquer. Le ministre de la maison impériale nous présenta aussitôt l'acte d'abdication. Pendant la lecture de cet acte, l'Empereur resta absorbé dans ses pensées, sans regarder personne.

Après le déjeuner, tous les ministres partirent, et nous passâmes au salon où on nous servit le thé.

Ainsi se termina cette mémorable journée du 3 mars 1917, marquée par un acte qui devait avoir des suites si déplorables pour la Russie. Ce fut le coup de grâce porté à l'autocratie russe, avec laquelle s'écroulèrent toutes les traditions historiques qui avaient duré pendant des siècles et sur les bases desquelles reposait la Russie millénaire.

Cette journée restera à jamais gravée dans ma mémoire pour la douleur qu'elle me causa. Tout s'écroulait de ce qui nous était si cher, et sur quoi nous avions édifié toutes nos croyances inébranlables. Maintenant, assis à cette table, en présence du Grand-Duc, tous ces ministres, pour la plupart hier encore des inconnus, critiquaient sans mesure les faits et gestes de Sa Majesté l'Empereur, devant lequel naguère ils tremblaient. Les sanglots m'étouffaient, des spasmes nerveux me serraient la gorge, j'avais peine à refouler mes larmes.

Quand tous nos hôtes nous eurent quittés, j'admirai le sang-froid du Grand-Duc qui, après toutes les agitations à travers lesquelles il venait de passer, gardait un si grand empire sur lui-même. Nous voyant tous les larmes aux yeux, il tâchait de nous consoler, et de nous persuader que son abdication calmerait les passions populaires, qu'elle ferait entendre raison aux ouvriers et aux soldats révoltés en rétablissant dans l'armée la discipline ébranlée.

Hélas! il se trompait cruellement. A Pétrograde, il n'existait déjà plus de discipline dans l'armée. L'idée du devoir, de la fidélité au serment et de l'honneur militaire était tellement

ébranlée, que même la garnison de Tsarskoié-Sélo (qui était la plus proche du trône, et dont le devoir sacré était de garder et de défendre le monarque, ce même monarque qui ne cessait de les combler de ses faveurs), dès les premiers jours de la révolution, s'était jointe aux bandes révolutionnaires.

Je me hâte d'ajouter que la plupart des vrais officiers, c'est-à-dire ceux qui n'étaient pas de la dernière promotion, ainsi que ceux qui étaient sortis des écoles militaires, restèrent fidèles à leur serment et firent tout leur possible pour retenir leurs hommes dans le devoir. Ces officiers étaient arrêtés dans leur quartier par leurs propres soldats : bientôt toutes les prisons en regorgèrent. Ceux qui tentaient de résister étaient impitoyablement massacrés. Des groupes de matelots et de soldats, armés jusqu'aux dents, parcouraient les rues, entraient dans les maisons, enfonçaient les portes, à la recherche des « épaulettes dorées » et des « valets du Tsar. » C'est ainsi qu'ils nommaient les officiers restés fidèles à l'honneur.

Les 8 officiers et les 40 cadets de l'école militaire de Vladimir qui s'étaient offerts pour garder la personne du frère de l'Empereur, étaient de ce nombre. Ils risquaient leur vie. Aussi le Grand-Duc donna-t-il un ordre d'après lequel les élèves de l'école militaire, qui n'étaient pas de service, ne devaient, par mesure de précaution, ni se montrer dans la rue, ni même quitter leur appartement.

Nous étions encore réunis au salon quand on annonça au Grand-Duc l'arrivée de la grande-duchesse Xénia, sa sœur. Ayant appris où se trouvait son frère, elle avait demandé à le voir. Dès qu'elle l'aperçut, la Grande-Duchesse, les yeux pleins de larmes, tint son frère embrassé. Le Grand-Duc lui raconta en détail tout ce qui s'était passé et tout ce qu'il avait dû endurer pendant cette journée. Ayant conversé encore quelque temps avec son frère, la Grande-Duchesse prit congé de nous tous et rentra dans son palais, accompagnée du grand-duc Nicolas Michaelovitch.

Le lendemain 4-17 mars, de grand matin, M. Johnson fit part au Grand-Duc d'une communication téléphonique de Kerensky. Son Altesse avait entière liberté de regagner sa résidence de Gatchina ; Kerensky avait déjà donné tous les ordres nécessaires en cette occurrence, entre autres celui de lui envoyer une escorte à Gatchina.

A cette nouvelle, le Grand-Duc décida de passer cette journée avec nous et de partir le lendemain matin pour Gatchina. Son Altesse se mit sur-le-champ à écrire une lettre à sa femme pour la rassurer et la prévenir de sa prochaine arrivée. Cette lettre fut envoyée immédiatement à destination par un courrier.

Le 5-18 mars était un dimanche; la journée s'annonçait claire et belle; le Grand-Duc était en possession de tout son calme ; il me remercia chaleureusement et me dit qu'il n'oublierait jamais ce que j'avais fait pour lui, dans un moment où, alors que tout le monde tremblait pour son existence, je n'avais pas hésité à lui offrir une si cordiale hospitalité, malgré le risque que ma fille et moi nous avions couru. Il termina en m'assurant qu'il se considérerait toujours comme mon meilleur ami.

Nous accompagnâmes tous notre cher Grand-Duc jusqu'à l'escalier, où il s'arrêta étonné et agréablement surpris du spectacle inattendu qui s'offrit à sa vue : des deux côtés de l'escalier était rangée la garde d'honneur, composée des quarante jeunes gens qui composaient son escorte. Dès que Son Altesse parut, retentit le commandement de porter les armes : officiers et soldats s'alignèrent et firent le salut militaire. Ils étaient comme cloués sur place, suivant des yeux Son Altesse à mesure qu'Elle passait. Le Grand-Duc leur rendit leur salut, répondit par un regard affectueux à cette résolution de sacrifice qui se lisait sur leurs visages. L'attitude de cette jeunesse attestait un si sincère et si absolu dévouement, que le Grand-Duc s'arrêta quelques instants, étreint par l'émotion : mais il se maîtrisa bien vite et remercia avec effusion les officiers et les cadets de leur attachement. « Vive Son Altesse! Vive la Russie! » s'écrièrent-ils avec exaltation, en suivant du regard dans une sorte d'extase le Grand-Duc qui se dirigeait vers la porte où l'attendait un automobile.

Cette scène produisit sur moi une impression inoubliable.

Ces derniers honneurs militaires, rendus au dernier représentant de la dynastie des Romanov, évoquaient pour moi le souvenir d'un autre temps. Je songeais à un autre exilé royal, l'infortuné Louis XVIII, qui, après avoir longtemps erré par toute l'Europe, chassé successivement d'Angleterre, de la Hollande et de l'Allemagne sous le modeste titre de comte de

Lille, en appela à la magnanimité de l'empereur chevalier Paul Ier et lui demanda asile et protection.

L'empereur Paul Ier ne se contenta pas de lui donner l'hospitalité : il mit à sa disposition le palais de Mittau en Courlande, qu'il fit orner et meubler avec un luxe vraiment royal. En 1799, comme le royal fugitif s'approchait de sa nouvelle résidence, il fut soudain accueilli par les cris de « Vive le Roi ! » cris si chers à son cœur et que depuis si longtemps il n'avait entendus. Ces mots, prononcés en sa langue maternelle par des gardes royales françaises, qui abaissèrent solennellement devant lui l'étendard blanc parsemé de lys, produisirent sur son esprit l'effet le plus touchant.

C'était une surprise préparée par l'empereur Paul Ier à son frère très chrétien Louis XVIII. Le Roi sortit de sa voiture, s'arrêta, voulut parler; mais les larmes l'étouffaient; il ne put que serrer dans ses bras le duc de la Rochefoucauld qui lui souhaitait la bienvenue et qui, en sanglotant, lui baisa la main avec transport.

Voilà le tableau qui se présenta à mon esprit quand le Grand-Duc quitta ma maison, salué par une valeureuse jeunesse, du cri de : « Vive la Russie ! »

Princesse Olga Poutiatine.

(A suivre.)

CHEZ LES
LATINS D'AMÉRIQUE
ARGENTINE ET URUGUAY

I

Il n'est guère de pire imprudence, quand on a rempli une mission en quelque pays étranger, que d'en livrer le récit au public. Avec la meilleure volonté du monde, on risque fort d'en compromettre les résultats. A tout louer, vous passez pour flatteur aux yeux des uns, pour dupe aux yeux des autres, heureux quand ce n'est pas pour vendu. Insinuez-vous quelque critique, ou simplement la plus légère réserve, vous voici qualifié d'ingrat par ceux qui vous accueillirent à bras ouverts et de contempteur du pays qui vous fit fête. La moindre de vos paroles est passée au crible ; sous l'une ou l'autre, n'auriez-vous pas caché quelque serpent? Telle agence subventionnée par l'ennemi est aux aguets et s'empressera de rendre votre pensée suspecte ; au besoin, des traducteurs malhabiles, ou de mauvaise foi, y aideront. D'autres que moi-même, et moi-même, nous en avons fait la fâcheuse expérience depuis notre retour d'Amérique.

Encore nos vieilles nations d'Europe sur lesquelles, depuis tant de siècles, s'escriment les jugements des hommes, n'y attachent-elles plus qu'une importance très relative; l'opinion de ceux qui passent, elles l'écoutent d'une oreille distraite et la laissent aisément tomber de leur mémoire. Mais les jeunes nations, celles qui n'ont point encore tout à fait conquis leur place dans le monde et qui tiennent à y faire bonne figure, ah! celles-là, leur sensibilité est à fleur de peau, leur susceptibilité toujours à vif.

Et pourtant, contre mon habitude, je vais commettre l'imprudence et parler, parler sincèrement de ce que j'ai vu. Il y a pour la France un intérêt majeur à bien connaître l'Amérique du Sud, dont le rôle va grandissant sur l'échiquier mondial. Il importe à tous de ne pas vivre sur des légendes, ou des opinions de convention. Au surplus, mon cœur a été assez conquis par les pays que j'ai visités pour qu'ils sentent dans mon langage, leur parût-il, çà et là, empreint de quelque sévérité, l'estime et l'affection que je leur porte. La part du bien est d'ailleurs si large que quelques ombres n'en obscurciront pas la rayonnante lumière. De mon récit, j'en suis sûr, naîtra la sympathie et d'une sympathie raisonnée peuvent résulter entre nos pays des relations plus étroites et plus solidement fondées.

*
* *

— Vous découvrez l'Amérique, ne manquait pas de me dire, chaque fois qu'il me rencontrait en un salon de Buenos-Ayres, le respectable représentant d'une Puissance voisine.

— Non, monsieur, je vous assure ; certes, c'est la première fois que j'aborde aux rives de la Plata ; mais, sans me flatter, j'ai quelque lecture ; j'ai enseigné l'histoire et la géographie ; je lis journaux et revues ; il m'est arrivé, il m'arrive encore de fréquenter le monde à Paris et d'y rencontrer de vos aimables compatriotes ; je sais, bien que parfois on nous soupçonne de supposer le contraire, qu'ils ne portent point, comme vous dites, de plumes sur la tête.

— Si, monsieur ! vous découvrez l'Amérique !...

Je n'ai pas découvert l'Amérique et je n'ai pas la prétention de la faire découvrir à personne. S'attendre à ce qu'un voyageur apporte de là-bas des « révélations, » c'est s'exposer à la plus complète déception. Même, à moins qu'il n'arrive des régions les plus reculées et les plus rarement explorées de l'intérieur, lui sera-t-il fort malaisé de piquer la curiosité du lecteur par des descriptions et des traits de mœurs originaux et pittoresques.

Le Français qui débarque à New-York se sent dans un monde nouveau. La langue, le tempérament, les habitudes religieuses, la façon de traiter hommes et affaires, l'aspect même des maisons et des rues, tout contribue à le dépayser, mais aussi tout attire et amuse son attention. Sans doute, l'Amérique du

Nord sait ce qu'elle doit à la vieille Europe; mais elle ne tient pas à lui ressembler; l'Europe, c'est une aïeule digne de respect, mais ployant sous le faix des ans, des traditions et des préjugés.

L'Amérique du Sud, au contraire, se glorifie d'être tenue pour authentique et bonne Européenne.

En fait, elle y a droit. L'Européen, de race latine, qui débarque à Buenos-Ayres, non seulement rencontre un fraternel accueil, — j'en puis personnellement rendre témoignage, — mais il a l'impression de se retrouver chez lui. L'illustre général Caviglia, l'un des vainqueurs des Autrichiens, disait au ministre de France : « Je me sens ici en Italie ; » et il ajoutait : « D'ailleurs, les trois quarts des gens sont de mon pays. » Sauf cette proportion, l'Espagnol et le Français peuvent tenir un langage analogue. L'Amérique latine, et plus particulièrement l'Argentine et l'Uruguay, c'est, à quelques différences près, notre Europe occidentale et méridionale.

Entre leurs habitants et nous-mêmes existent en effet les liens les plus forts qui puissent unir les hommes : communauté de race, communauté de culture, communauté de religion et donc, pour une large part, d'habitudes sociales, enfin influences actuelles et permanentes. Autant de points que je voudrais mettre en lumière.

COMMUNAUTÉ DE RACE ; L'ARGENTINE ET L'URUGUAY PAYS LATINS

Les races qui, abstraction faite d'une forte colonie syrienne et d'une colonie juive grandissante (1), constituent aujourd'hui le fond de la population de l'Argentine et de l'Uruguay sont européennes.

Et d'abord qu'on ne s'étonne pas de me voir rapprocher les deux républiques, de dimensions si inégales, qui bordent les rives inférieures de la Plata. L'Uruguay a conquis son indépendance en 1828, et tient énergiquement à la conserver; l'Argentine ne s'est pas consolée d'avoir perdu ce beau joyau qu'était la *banda oriental* de la vice-royauté de Buenos-Ayres, devenue la République orientale. « Êtes-vous Argentine ? demandais-je un jour à une jeune religieuse. — Non, me répondit-elle d'une voix chantante, je suis *orientale*. » Je n'en conclus

(1) Depuis un certain temps, on transporte régulièrement en Argentine des convois de Juifs de l'Europe centrale ou orientale.

pas qu'elle était Syrienne. Bien que séparé de l'Argentine et protégé par la rivalité de cette grande république et du Brésil, l'Uruguay ne diffère guère en son fond de sa puissante voisine. Montevideo et Buenos-Ayres, en dépit d'un chiffre de population fort différent, sont deux capitales latines de premier ordre.

Quatre éléments principaux ont contribué, depuis le XVIe siècle, mais en des proportions très diverses, suivant les temps, à peupler l'Argentine et l'Uruguay : les Espagnols, les Basques, les Italiens et les Français.

Dans le passé, les deux premiers dominèrent; dans le présent, le troisième l'emporte et de beaucoup. Au surplus, voici les chiffres que le statisticien Alberto Martinez donne pour l'Argentine dans la période normale de 1854 à 1912, c'est-à-dire entre la fin de la dictature de celui qu'on appelle le tyran Rosas et la grande guerre européenne : colons italiens, 2 133 738; Espagnols, 1 297 892; Français, 206 912; Austro-Hongrois, 80 736; Allemands, 55 068; Anglais, 51 660; Suisses, 31 624; Belges, 22 186; autres nationalités, 568 529. La colonie syrienne s'élève aujourd'hui à 120 000 habitants, dont 50 000 musulmans. Il est à remarquer que, dans cette statistique, les Basques, élément cependant *sui generis*, figurent suivant leur nationalité politique, soit parmi les Espagnols, soit parmi des Français; ils sont au moins 250 000; de même les Polonais sont comptés avec les Austro-Hongrois ou les Allemands (1).

La race espagnole conserve la suprématie. Grâce à sa trempe vigoureuse, je l'ai montré ailleurs (2), elle a transmis et elle transmet encore aujourd'hui tous ses traits essentiels, son sang, sa langue et son esprit, au monde nouveau qu'elle a créé. Du Mississipi à la Terre de Feu, dominant, « informant » les autres éléments sans les détruire, elle a constitué des nations qui sont encore la Castille, l'Aragon, la Navarre, le Pays basque, le Portugal, en un mot, la vieille, l'identique Ibérie. Et pourtant, aujourd'hui, l'apport des classes supérieures de l'Espagne à l'Argentine ou à l'Uruguay, est, quant au nombre, de médiocre importance. Ne débarquent guère à présent aux

(1) Nicke Alberto Martinez, ancien sous-secrétaire d'État au ministère des Finances, et Maurice Lewandowski, docteur en droit, ont publié, à la librairie Colin, en 1906, un volume : *l'Argentine au XXe siècle*, avec une introduction par Carlos Pellegrini, ancien président de la République argentine.

(2) Dans l'*Éloge de Garcia Moreno;* Bloud et Gay, 1922.

bords de la Plata que de pauvres gens du Sud, d'Andalousie et de Murcie, ou des Gallegos, de la Galice, dont la plupart, dénués du sens de l'indépendance, ne chercheront qu'à se mettre en service et à y couler des jours tranquilles; des Catalans aussi, très actifs, eux, et très indépendants, mais qui refusent de se considérer comme Espagnols. Dans leurs cercles, ils me firent, à moi Français, un accueil enthousiaste.

N'importe! Le passé est là. L'Espagnol, c'est le maître d'autrefois, c'est souvent l'héritier des plus vieilles familles; donc, c'est l'aristocratie. Il est flatteur de passer pour Espagnol. L'Italien le sait, lui qui est arrivé dans l'entrepont d'un bateau, pauvre immigrant, humble paysan, modeste artisan, simple ouvrier, sorti de quelque village de son pays surpeuplé. Aujourd'hui, il est le nombre en Argentine; mais, quand il monte, il tend à fusionner avec l'Espagnol; quelques jours lui suffisent pour apprendre une langue si proche de la sienne; quelques années pour transformer son nom; un Bianchi deviendra Blanco. Très facilement, les enfants renieront leurs pères. En sera-t-il toujours ainsi? J'en doute, si les éléments populaires, groupés dans leurs écoles, sous des maîtres très italiens, prennent conscience de leur propre force et du rayonnement grandissant de leur patrie d'origine.

L'admirable race basque est une des maîtresses pièces de l'édifice ethnique que je décris, Basques français et Basques espagnols qui, là-bas, ne font qu'un, tout comme les Catalans des deux côtés des Pyrénées. L'Argentine leur doit infiniment; ils lui ont apporté l'amour passionné du troupeau qui est une de leurs caractéristiques; ils y ont introduit l'élevage, la tonte régulière des moutons, en vue du commerce de la laine, la vente aussi des peaux d'animaux, enfin la conservation de la viande pour l'exportation; d'où les fortunes proverbiales de quelques-uns d'entre eux. Certaines familles basques ne le cèdent en noblesse à aucune des plus antiques familles castillanes; j'en pourrais citer les noms, si je ne craignais, par d'involontaires oublis, de faire des jaloux (1).

(1) Le R. P. Lhande, dans son livre *l'Émigration basque*, Paris, 1910, donne à ce sujet de curieux détails. Dans la préface, M. Carlos Pellegrini, ancien président de la République argentine, s'amuse à relever les noms qu'il lut sur les cabines roulantes de la plage de Saint-Sébastien; ce sont les mêmes qu'il avait pu lire aux célèbres bains de mer argentins de Mar del Plata : les Irigoyen, les Anchorena, les Urquiza, les Iriondo, les Unzue, les Casares, les Azcuenaga,

Comme importance numérique, les Français tiennent le quatrième rang, Français de toutes provinces, mais surtout Français des Pyrénées et de quelques régions des Alpes. Peu d'entre eux se sont élevés aux premiers rangs, comme il est advenu cependant des Portalis, descendants de l'illustre homme d'État, et de quelques autres tels que les Hilleret ou les Nouguès. La plupart demeurent dans des situations moyennes; mais, j'ai plaisir à le déclarer, ils représentent en général honorablement notre pays et conservent, malgré l'éloignement et les années, les qualités essentielles de notre race. La visite de représentants de notre France leur est douce et salutaire; elle les aide à secouer certains préjugés qui parfois leur restent de l'époque où ils quittèrent la mère-patrie, ainsi que le souvenir trop présent de querelles qui, naguère, nous mirent aux prises entre Français.

Donc, l'immense majorité des habitants est, non seulement de race européenne, mais européenne du Midi. Les Anglais ne dépassent guère 50 000; à part quelques familles devenues tout à fait argentines, ils ont la réputation de ne se fondre que très difficilement avec le reste de la population et leur accent indélébile les fait toujours reconnaître. Les Allemands sont plus souples; bien qu'assez groupés dans quelques régions, au Sud par exemple, ou entre Rosario et Santa-Fé, et formant volontiers des *vereine*, ils ne constituent pas jusqu'à présent un corps hétérogène en Argentine, et ils sont loin, bien que laborieux et organisateurs, d'y exercer une influence analogue à celle qu'ils possèdent au Chili ou au Brésil.

Quelques hommes d'État, et parmi eux l'un de ceux qui exercent présentement le pouvoir, aimeraient, pour corriger certains excès de tempérament, fortifier dans l'immigration l'élément septentrional. J'en vois bien les raisons, mais je ne sais si l'avantage ne serait pas compensé par des inconvénients supérieurs.

Actuellement, malgré tant d'apports divers, il y a, et l'étranger en est frappé, une incontestable unité dans le peuple argentin : d'abord unité du type physique et qui, je le dis sans flatterie, m'apparaît comme un des plus beaux du monde. Les Espagnols, les Italiens, les Basques, les Français du Midi l'em-

les Udaondo, les Olazabal, les Madariaga, etc., presque tous les grands noms de l'Argentine.

portent, on n'en saurait douter, par la noblesse et la régularité des traits, par l'élégance et par la souplesse du corps, sur des races plus tourmentées, je suppose, par la rudesse du climat. De leur mélange s'est formé un type homogène et sur lequel le regard se repose sans déplaisir. Il m'est arrivé de donner la première communion à des enfants d'écoles et d'asiles de faubourgs; on eût dit de petits anges descendus du ciel; et après tout, ce n'est pas merveille, puisque leurs frères et sœurs d'Espagne et surtout d'Italie furent les modèles des artistes qui conçurent le type idéal de la créature angélique.

Mais, m'objectera-t-on, et l'élément indigène, et l'élément noir, qui ont tant influé sur d'autres peuples, le Brésil, par exemple, qu'en faites-vous? L'élément noir a été totalement éliminé. Le Rio de la Plata comptait des nègres à l'époque coloniale, il en comptait même beaucoup; dans les luttes de l'indépendance, ils ont combattu à côté des blancs et versé leur sang sur les mêmes champs de bataille; depuis lors, ils ont disparu. Quant aux Indiens, il n'en reste que fort peu; ils habitent les régions distantes des provinces maritimes, les confins du Brésil, de la Bolivie, du Chili, certaines hautes vallées des montagnes. A l'intérieur, je n'en ai vu de mes yeux que dans la province de Tucuman, occupés aux travaux agricoles ou malades dans les hôpitaux. La tuberculose les décime. Ce sont de braves gens, malgré certains vices qu'atténue le catholicisme qu'ils ont adopté; ceux que j'ai rencontrés témoignaient à l'évêque une touchante déférence et imploraient sa bénédiction, qu'ils recevaient les mains jointes.

Dans les campagnes, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la province de Buenos-Ayres, ainsi que dans les villes de l'intérieur, Cordoba, San Luis, San Juan, Mendoza, Rioja, Catamarca, Santiago del Estero, Tucuman, Salta, Jujuy, Corrientes, vit une population créole assez dense. Sous ce nom, on désigne les descendants des anciens colons espagnols de la Plata, nés dans le pays. La plupart sont de sang purement espagnol, non pas tous cependant. « Le péché originel des Espagnols des premiers temps, dit-on volontiers en ces pays, est d'être venus sans femmes » Je voudrais bien savoir comment les hardis soldats qui s'élancèrent à travers des espaces inconnus, immenses et sauvages, pour conquérir des empires, ou même les premiers chercheurs d'or et d'argent qui découvrirent et exploitèrent les

mines, eussent pu amener des femmes avec eux. Donc ils épousèrent des femmes indigènes et ce n'est point un crime; ainsi se forma une population métissée d'Espagnols et d'Indiens qui, avec des variantes et des atténuations, a conservé jusqu'à nos jours certaines caractéristiques des tribus indiennes. Malgré la méprisante antipathie des purs Espagnols pour les sangs mêlés, des individus ou même des familles de cette origine ont réussi à s'élever et à prendre place dans la société. Mais c'est le petit nombre. L'immense majorité des grandes familles argentines est de sang aussi pur et de peau aussi blanche qu'Espagnols, Italiens et Français d'Europe.

Une telle parenté d'origine entraîne naturellement des affinités de caractère et une sympathie naturelle qui prennent leur source dans les profondeurs ; l'unité de type physique a pour corollaire une certaine unité du type moral ; et ceci importe grandement à l'homogénéité d'une nation. Même dans notre vieille France, on remarque que les Italiens et les Espagnols qui s'établissent chez nous se fondent en très peu d'années avec la population d'origine française. A plus forte raison ceux qui se trouvent jetés dans le creuset où se forme une nation nouvelle. Là, en effet, ils sont loin de la mère-patrie et il leur est plus facile d'oublier les traditionnelles rivalités.

Ainsi se crée une race européenne qui est et que nous sentons très voisine de la nôtre. Évidemment, certaines différences naissent des conditions mêmes où cette race se développe ; le sol et le climat exercent leur influence sur notre être physique et moral ; il n'est pas non plus sans conséquence d'appartenir à des pays où tout est à créer, où l'esprit d'indépendance et d'initiative est nécessaire à quiconque veut arriver ; de là certaines allures qui semblent parfois rapprocher les Américains du Sud des Américains du Nord, encore que, tout compte fait, ils diffèrent autant d'eux qu'ils nous ressemblent.

COMMUNAUTÉ DE CULTURE; LA CIVILISATION LATINE LA CRISE DES ÉTUDES ET DES UNIVERSITÉS

Communauté de race, communauté de culture. Des peuples de l'Amérique du Sud, on dit qu'ils sont latins, non seulement par le sang, mais par la civilisation et par l'éducation qu'ils reçoivent. Et ce disant, on dit vrai.

Pendant longtemps, les classes supérieures ont, tout comme les nôtres, puisé directement à la source de la civilisation latine et pris contact avec l'antiquité romaine et grecque. Cependant, par le fait des nécessités de la vie coloniale et ensuite des occupations qui incombaient à ces hommes obligés de mettre en culture des terres qu'il fallait défricher, ou de créer de toutes pièces usines, maisons de commerce, banques, la culture classique n'a jamais pu tenir en ces pays la place si large qu'elle a occupée et qu'elle garde encore dans la vieille Europe. Au surplus, la plupart des immigrants n'étaient pas des lettrés.

Si donc les pays dont je parle sont réellement latins dans leur culture, c'est surtout par l'intermédiaire de l'Espagne, de l'Italie, de la France, autrement dit des trois pays qui ont infusé dans leurs littératures nationales la quintessence des littératures antiques. La forme espagnole a naturellement prédominé, en même temps que la langue, forme oratoire, poétique, imagée, au coloris chaud comme les fleurs des arbres et le plumage des oiseaux de la zone intertropicale.

Aujourd'hui, c'est exclusivement par le canal des trois littératures néo-latines et par l'action bienfaisante des œuvres originales d'écrivains nationaux d'une haute valeur que continue à couler en Argentine et en Uruguay le fleuve civilisateur de la culture latine. En effet, depuis une vingtaine d'années, l'enseignement du latin a été aboli dans les collèges. Il en résulte qu'à part les jeunes gens élevés à l'étranger, notamment en France, la haute société elle-même ne tardera pas à l'ignorer complètement. Les candidats ecclésiastiques se trouvent dans la fâcheuse situation des « vocations tardives » de chez nous, obligés qu'ils sont de se mettre au latin avant de pouvoir entreprendre leurs études théologiques.

Il convient d'entrer ici dans quelques détails sur l'organisation de l'enseignement.

Là-bas, comme en Europe, l'enseignement est à trois degrés, primaire, secondaire, supérieur; mais la distinction entre les deux premiers degrés est beaucoup moins que chez nous marquée par la différence des matières enseignées.

Obligatoirement, l'enfant de six à quatorze ans doit poursuivre le cycle des études primaires. A quatorze ans, il peut, si bon lui semble, considérer son instruction comme achevée, ou entrer soit au collège national, soit dans quelque établissement

libre d'enseignement secondaire. C'est seulement au cours des classes que des examens de passage, d'ailleurs faciles, élimineront ceux qui se révèlent manifestement incapables de monter plus haut. La grande majorité des élèves continuera jusqu'à dix-huit ans. Pas de sections différentes comme en France. Tous les élèves suivent le même programme et ce programme est presque uniquement technique et scientifique, en d'autres termes primaire supérieur. On n'enseigne point l'histoire générale au collège, mais seulement l'histoire du pays. Une vue rapide des siècles passés jusqu'à la découverte du Nouveau-Monde; Christophe Colomb, les explorateurs et les conquérants de l'Amérique du Sud attirent quelque temps l'attention; un chapitre résume l'histoire coloniale à laquelle, suivant la tradition révolutionnaire, est réservée la même tendresse que naguère encore nos manuels officiels accordaient à l'ancien Régime; en 1810, avec le soulèvement contre les autorités de légitimité douteuse établies dans l'Espagne envahie, avec les longues guerres de l'Indépendance, commence vraiment l'histoire nationale, la seule qu'il importe d'étudier à fond; on n'y manque point; on ne fait grâce à l'enfant d'aucun détail politique ou militaire. Outre cette histoire, quelques éléments de philosophie morale et un exposé succinct des principales littératures étrangères seront le véhicule des idées générales.

Au terme des études, point d'examen d'ensemble analogue à notre baccalauréat, mais seulement un certificat sur lequel sont inscrites les notes obtenues par l'élève dans les examens de fin d'année. Toutes les matières sont réputées égales; en toutes, le candidat doit obtenir la moyenne; fût-il doué du plus brillant talent littéraire, il échouera s'il lui manque un point en mathématiques, en physique, en histoire naturelle; c'est le triomphe de la seule mémoire et de l'impersonnalité.

Existe-t-il vraiment un enseignement libre et cet enseignement a-t-il pu ou voulu réagir contre les programmes de l'enseignement d'État?

Oui, la loi admet une certaine liberté d'enseignement et les congréganistes en usent largement; dans toutes les villes, ils tiennent de nombreuses écoles primaires et de grands collèges secondaires. Ces maisons sont très appréciées. La preuve en est que, bien que la gratuité soit absolue (même pour les fournitures) dans les établissements publics de tous degrés, tandis

que les établissements religieux exigent des droits de scolarité de 15, 20 et 30 piastres par mois pour les externes, de 50 à 60 piastres pour les demi-pensionnaires, de 70 à 90 piastres pour les pensionnaires, plus du tiers des enfants de la République argentine fréquentent ces derniers établissements, réputés supérieurs aux autres pour la discipline, la moralité et le bon esprit. A Buenos-Ayres, tandis que j'étais en Argentine, vingt-cinq mille garçons et filles des écoles libres de la capitale ont déroulé leur imposant cortège sous les yeux ravis du cardinal Gasquet.

Toutefois, la liberté n'est pas complète et elle paraît, sur quelques points, assez précaire. Les établissements libres, pour jouir de certains droits essentiels, doivent être plus ou moins affiliés aux établissements nationaux, collèges et écoles normales. Supprimer les incorporations, comme il en a été question récemment, équivaudrait à la mort des maisons libres. Il leur faut encore se conformer aux mêmes méthodes et aux mêmes programmes. C'est chose curieuse que l'uniformité extérieure des écoles : mêmes exercices, même pas cadencé, en musique ; de charmantes petites filles défilent au pas de l'oie, ou peu s'en faut. Quant aux programmes, il n'est possible de les modifier que par voie d'addition ; ajouter des matières, c'est ajouter nécessairement des heures de travail ; or, comment l'obtenir en un pays où les mœurs imposent déjà plus de jours de congé que de jours de classe, où la pluie suffit à dispenser les enfants de se rendre au collège ?

Même les Jésuites du grand collège du Salvador, les Jésuites, les plus fervents champions des études classiques dans le monde entier, n'ont pas cru pouvoir l'obtenir. Ils ont cédé au courant. Les autres ont fait comme eux. Mais aussi, peu à peu, les *frères* qui sont les vrais maîtres du primaire, supplantent les *prêtres*, même dans l'éducation des classes moyennes et supérieures. A Buenos-Ayres, au Collège Champagnat, tenu par les Frères maristes, m'ont été présentés des enfants des plus aristocratiques familles.

Les hommes, dit-on, importent plus que les programmes ; aux lacunes de ceux-ci, ils peuvent suppléer par l'étendue et la hauteur de leurs vues. En ces pays où l'activité économique prédomine, il se rencontre peu de professeurs de carrière. Nul métier n'est plus mal payé. Depuis 1905 seulement, ont été

fondés une École normale et un Institut secondaire de professeurs. Beaucoup de cours dans les collèges sont faits par des avocats, des médecins, des ingénieurs; la politique intervient souvent dans les nominations; les politiciens les plus ignares, brusquement introduits dans le corps enseignant, passent par-dessus les professeurs les mieux munis de grades, les plus instruits, les plus expérimentés.

Que peut devenir, en de telles conditions, la culture littéraire et classique? Les hommes les plus éminents se posent la question avec inquiétude. Le même jour, à la même heure, sans s'être donné le mot, un représentant distingué entre tous de l'aristocratie argentine et chilienne, puis l'un de nos compatriotes, naturalisé Argentin et devenu l'une des gloires de la littérature sud-américaine, venaient en entretenir mon compagnon de voyage, M. Le Goffic, et moi-même. Pour parer au mal, l'un proposait la création d'un lycée classique français; l'autre, d'un collège français, ou anglais, établi en pleine campagne et dirigé par des religieux. Ce dernier avait même fait une démarche auprès du cardinal Gasquet pour obtenir un personnel anglais : « Nous n'en avons pas, avait répondu le cardinal. — Eh bien ! si vous n'avez point de personnel catholique, vous verrez un jour les Y. M. C. A. fonder un collège protestant et les catholiques y enverront leurs fils, disant qu'après tout l'éducation religieuse se donne à la maison paternelle. — Ou bien, ajoutait mon interlocuteur, que la France se hâte de nous envoyer un personnel de haute valeur! Nous ne pouvons compter sur les Espagnols. Que le Saint-Siège le comprenne! Il faut un effort et des sacrifices sérieux pour l'Amérique du Sud; sinon, elle se décatholicisera et se délatinisera, au profit du *yankeesme*, qui est déjà un danger pour notre culture. »

Je fis part de cette conversation à tels de nos religieux français qui dirigent un grand collège de Buenos-Ayres et ils m'ont laissé l'espoir qu'à tout le moins une section supérieure d'enseignement classique serait adjointe à leur maison. Plaise à Dieu que ce projet se réalise! L'intérêt général du monde latin y est engagé, celui de notre pays également. Que la littérature française ne soit plus cultivée, que la langue française, aujourd'hui déjà réduite à deux heures de classe par semaine, ne soit plus enseignée que comme une langue commerciale, moins nécessaire que l'anglais, à quel niveau tombera notre influence?

Mais laissons de côté tout point de vue national. Quel risque ne court pas une société dont le gouvernement tout entier est entre les mains de primaires ? L'Argentine elle-même ne descendra-t-elle pas dans l'échelle des nations civilisées, elle qui se glorifie d'être au confluent des trois nobles cultures espagnole, italienne et française? Je me suis permis d'exposer ce point de vue au nouveau président, M. de Alvear, qui avait daigné m'interroger et il y a prêté attention.

On me dira : il y a les Universités. Ne peuvent-elles jouer dans l'Amérique du Sud le rôle que telle ou telle Université joue dans le monde anglo-saxon et combler, au moins pour une élite, les lacunes de l'enseignement secondaire? Oui, l'Argentine compte des Universités, celles de Buenos-Ayres, de la Plata, de Córdoba, du Littoral, cette dernière répartie en quatre ou cinq villes le long du Parana; et il en est dont le rôle dans le passé a été glorieux et civilisateur; celle de Córdoba, notamment, fut longtemps le conservatoire des études désintéressées. Aujourd'hui encore, le Collège national de l'Université de Buenos-Ayres consacre deux années à l'étude du latin.

C'est vrai; mais les étudiants se recrutent parmi les élèves sortant des collèges; on leur impose bien un léger examen d'entrée avant de les inscrire dans une Faculté; cela ne fait pas qu'ils soient préparés à des études classiques supérieures. Que demandent-ils aux Facultés? La connaissance du droit, de la médecine, ou des applications des sciences. Des professeurs souvent excellents, — quand la politique n'a pas eu trop de part à leur nomination, — la leur donnent. Ils forment pour le pays de bons avocats, de bons juges, de bons médecins, de bons ingénieurs, et c'est un très grand service; mais ce n'est point de la culture spécifiquement classique.

Là encore, la rigueur excessive des programmes et l'intérêt immédiat des candidats aux diverses carrières pèsent sur l'enseignement, en ruinant l'émulation et la liberté. L'Université libre catholique de Buenos-Ayres, malgré la valeur des hommes qui l'ont fondée, a, de fait, à peu près succombé, faute d'avoir pu se débarrasser des entraves qui la ligotent.

Me permettrai-je d'ajouter, — oui, puisque, grâce à Dieu, le président Alvear et son remarquable ministre de l'Instruction publique, M. Marco, réagissent aujourd'hui contre le mal, — que les Universités argentines viennent de traverser une crise

des plus graves? Un ministre primaire et démagogue les avait littéralement livrées à des soviets d'étudiants. Dans les conseils mixtes de professeurs et d'étudiants qui les gouvernaient en fait, les étudiants se trouvaient maîtres, une partie des professeurs se refusant à siéger dans des conditions pour eux humiliantes, une partie de ceux qui restaient recherchant la popularité par des concessions; les étudiants correspondaient directement par lettres ou par télégrammes avec le ministre et le Président de la République ; après des grèves prolongées, ils obtenaient que leurs diplômes, même ceux de médecine, leur fussent décernés sans examen. A Córdoba, ils réussissaient à chasser à peu près tous les professeurs ; le recteur ayant à nommer un portier venait humblement demander au conseil des étudiants si tel candidat leur agréait. Un autre disait aux étudiants : « Quand vous voulez un congé, ce n'est pas la peine de vous agiter; demandez-le, vous l'aurez. » Et ces mœurs commençaient à gagner les hautes classes des collèges.

Encore une fois, grâce à de sages réformes qui, nous l'espérons, s'accompliront sans porter atteinte à la liberté d'enseignement, tout cela sera bientôt du passé; mais n'y a-t-il pas, dans cet exemple, de quoi faire réfléchir ceux qui, chez nous, préconisent certaines réformes soi-disant démocratiques?

Étant donné cet ensemble de circonstances, n'est-ce pas se leurrer d'un vain espoir que de penser que la culture classique connaîtra de nouveau de beaux jours en Argentine?

Très sincèrement, je crois possible ce réveil.

D'abord en Amérique, comme chez nous, les femmes ont tendance à recueillir le flambeau des études littéraires que les hommes laissent tomber. « Toute la supériorité de l'éducation des femmes, me disait-on à Buenos-Ayres, vient des deux couvents du Sacré-Cœur et des deux couvents de la Sainte-Union. » L'un de ces couvents, celui de la rue Esmeralda, est dirigé, depuis fort longtemps, par une femme hors ligne, la mère Marie-Louise, qui a formé quelques-unes des femmes les plus éminentes de la société argentine. La conversation de ces dames révèle non seulement la connaissance des langues vivantes, — presque toutes parlent couramment, outre l'espagnol, le français, l'italien et l'anglais, — mais des lectures étendues et un goût littéraire très raffiné; ce n'est pas mince entreprise pour un conférencier que de satisfaire le public

féminin qui constitue la majeure part de son auditoire ; les cours suivis par les jeunes filles ne leur ont-ils pas donné des clartés de tout, et sur tout auteur classique, ou contemporain ?

Mais, en reconnaissant la supériorité que mon interlocuteur attribuait à certains couvents, je ne leur accorderais pas un monopole. D'autres établissements, sans compter des institutrices privées, remarquablement instruites et honorablement traitées, partagent avec eux. Comment pourrais-je ne pas mentionner ici cette *Bibliothèque du Conseil national des femmes*, qui donna en notre honneur une délicieuse matinée littéraire et musicale, où les jeunes filles qui y parachèvent leur éducation nous ravirent par un prestigieux talent ? Elle soutient l'*Université des Arts*, fondée et dirigée par une de nos compatriotes, Mme Cestier, afin de répandre la culture intellectuelle et artistique française. « Le féminisme modéré et judicieux que représente le Conseil national des femmes, a dit notre ministre M. Clausse, participe à la conception du progrès social tel que la France le comprend aussi : raisonnable, sage, pondéré, œuvre latine par excellence. »

Jusque vers 1900, les collèges nationaux étaient communs aux garçons et aux filles ; maintenant, on compte de nombreux collèges et aussi des écoles normales de jeunes filles. Les tendances n'y diffèrent malheureusement point de celles qui prévalent dans l'enseignement officiel de notre pays ; peut-être même l'enseignement y est-il plus complètement matérialiste. Mais en face de cet enseignement, se dresse l'enseignement chrétien. A Rosario, il nous a été donné d'admirer une *École normale catholique de jeunes filles*, couronnée par une *chaire de culture intellectuelle ;* là, sous la direction des Sœurs de la Miséricorde et la haute protection d'un prêtre d'une rare valeur, descendant d'une famille française, l'abbé Grenon, archiprêtre de l'église principale, se forme une élite féminine dont nous avons pu, comme à Buenos-Ayres, apprécier le remarquable talent ; une exquise jeune fille, dont le père est un magistrat de la ville, prononça, avec un feu extraordinaire, une allocution pleine de nobles pensées et d'une forme achevée.

A Montevideo, la culture et le goût littéraires des femmes se sont manifestés d'une manière originale : en un ouvrage collectif, *Pro arte dramático*, quelques-unes d'entre elles ont

formulé leur jugement, surtout au point de vue moral, sur les pièces du répertoire théâtral de tout pays.

Donc nous comptons sur les femmes, mais pas sur elles seulement. Comment désespérer de la restauration classique dans un pays où brillent des écrivains tels que Enrique Larreta, l'auteur de *La gloire de Don Ramire* et de *Lampe d'argile*, l'orateur dont la langue riche, souple et variée fait les délices de ceux qui l'écoutent ; Leopoldo Lugones, poète, essayiste, critique, historien, dont l'œuvre infiniment diverse et de forme et d'inspiration demeure l'une des plus belles de l'Amérique latine ; Groussac, ce Français de naissance et de culture, devenu le plus consommé des artistes dans le maniement de la langue castillane ; et le critique M. A. Barroetavena, et le poète Almafuerta, et cet autre poète, aussi exquis en français qu'en espagnol, Garcia Mansilla, représentant de l'Argentine près le Saint-Siège, et le littérateur Juan Mas y Pi, et le journaliste Manuel Lainez et d'autres encore que je devrais peut-être nommer ?

Et s'il s'agit de l'Uruguay, un Hugo Barbagelata, historien savant que Paris a récemment applaudi et de qui l'autorité grandit chaque jour ; un Paul de Mendilhazu, un Pedro Figari, un V. Lapido, un Zorrilla de San Martin, orateur et poète de haut vol, un Eugenio Garzon, devenu presque notre compatriote, mais toujours fidèle aux plus splendides hérédités de sa race.

Non, de tels hommes ne peuvent pas permettre que la culture des nations dont ils sont la gloire sombre finalement dans le vulgaire utilitarisme. Ils ne toléreront pas que les Latins d'Amérique cessent d'être ce qu'ils sont encore : les frères par l'esprit des Latins d'Europe.

Au surplus, je ne crois pas me tromper en affirmant que la haute société de Buenos-Ayres et de Montevideo garde comme une certaine nostalgie de la culture et de l'antiquité classiques. Avec quelle avidité n'y a-t-on pas suivi, non seulement les conférences les plus exclusivement littéraires de Charles Le Goffic, mais, ce qui est autrement caractéristique, celles que le très distingué professeur de la Sorbonne, M. Fougères, a consacrées, trois mois durant, à l'archéologie grecque ? Certes, le talent du maître était pour beaucoup dans le succès : qu'eût-il obtenu cependant, s'il se fût heurté à une indifférence générale pour la matière qu'il avait osé aborder ? Donc espérons !

COMMUNAUTÉ DE RELIGION ; LE CATHOLICISME ; PASSÉ ET PRÉSENT LES CRISES RELIGIEUSES DE L'ARGENTINE ET DE L'URUGUAY

De tous les liens qui unissent les hommes, le plus puissant et de toutes les similitudes qui les rapprochent la plus forte, c'est une même religion. Chacun sait en effet combien la religion, même quand elle est imparfaitement respectée, marque de son empreinte les mœurs, les coutumes, la vie tout entière d'un peuple. Quelles que soient aux États-Unis la liberté religieuse et la force présente du catholicisme, la nation n'en est pas moins frappée au coin du protestantisme. « En France, me disait un cardinal romain, grattez le radical, vous trouverez le catholique. » Comme l'Espagne, comme l'Italie, comme la France, l'Amérique du Sud est marquée au coin du catholicisme.

Même en dehors de toute question de vérité, c'est un bien pour elle, car le farouche individualisme du caractère espagnol, encore exaspéré par la vie américaine, ne peut être limité, contenu, réglé, que par la rigoureuse discipline du dogme et de la hiérarchie catholiques. Plus l'Américain du Sud s'éloigne de cette discipline, plus il risque de verser dans l'anarchie doctrinale et politique.

Quelle erreur ne serait-ce pas que de s'imaginer que l'Argentin ou l'Urugayen ne s'intéresse qu'à l'élevage, au commerce, ou à la finance! Les mêmes problèmes qui attirent l'attention de l'Européen cultivé le préoccupent et, à bien peu d'années près, il en suit la courbe et l'évolution. Un homme qui a longtemps vécu en Argentine, qui a beaucoup observé, beaucoup réfléchi, le commandant Deuil, ancien attaché militaire à Buenos-Ayres, l'a démontré par les faits, l'an dernier, en une fort remarquable conférence publiée dans la revue des *Amitiés catholiques françaises* et sur laquelle je m'appuierai : elle porte précisément ce titre : l'*Évolution spirituelle de l'Argentine*.

Lorsque, vers 1910, M. Clemenceau et M. Jules Huret visitèrent l'Argentine, on ne paraît pas avoir attiré leur attention sur la vie religieuse du pays et sur les institutions catholiques. Ils estimèrent la première très superficielle et passèrent les secondes sous silence. Comme il arrive à la plupart des voyageurs, M. Clemenceau ne vit qu'une catégorie de personnes, celles de son parti, et n'entendit guère qu'un son de cloche. Vers la même

époque, un Dominicain français, établi à Buenos-Ayres, le R. P. Sisson, puis un Jésuite des plus avertis, le R. P. Burnichon, poursuivaient une enquête sur ce sujet qui leur tenait naturellement beaucoup plus à cœur, et ils aboutissaient à des conclusions passablement attristantes. Aujourd'hui, ni cette indifférence, ni ce pessimisme ne se justifieraient (1).

Mais il est impossible de comprendre l'état religieux, très complexe, de l'Argentine, ou de l'Uruguay, en 1923, sans remonter assez loin dans le passé. Le présent y est impliqué en effet extraordinairement.

Lorsque, le 25 mai 1810, date sacrée dans les annales de ces peuples, les créoles du Rio de la Plata, soulevés contre le vice-roi Cisneros, prirent en mains, tout en prêtant serment d'obéissance à Ferdinand VII, la direction des affaires publiques à Buenos-Ayres, deux influences contraires d'ordre spirituel s'exerçaient sur eux : d'une part, le cadre traditionnel et rigoureux du catholicisme espagnol ; de l'autre, les principes libéraux qui avaient présidé à la constitution des États-Unis et les idées philosophiques d'où était sortie la Révolution française, révolution dont ils haïssaient les excès, sans en maudire les causes les plus profondes (2).

L'armature du pays était catholique ; de Córdoba, la Rome de l'Amérique du Sud, rayonnait la doctrine, grâce à l'enseignement que donnaient l'Université et les nombreux collèges qui lui étaient affiliés. Le Gouvernement veillait à ce que la religion fût respectée ; mais il la tenait étroitement en tutelle, réprimant au besoin par des mesures violentes toute velléité d'indépendance. Grâce au *patronat*, il était le maître de la nomination des évêques et l'intermédiaire obligé entre les églises locales et le Saint-Siège. En trois siècles, pas un rapport n'avait pu être adressé directement à Rome par un évêque de la Plata, de sorte qu'à la fin du XVIIIe siècle presque tous les liens avaient été coupés entre le clergé créole et le centre de l'unité catho-

(1) G. Clemenceau, *Notes de voyage dans l'Amérique du Sud*, Paris, Hachette, 1911. — Jules Huret, *En Argentine*, 2 vol. Paris, Charpentier, 1912-1913. — H.-D. Sisson, *La République argentine*, Paris, Plon-Nourrit, 1910. — Le R. P. Burnichon s'est surtout occupé du Brésil.

(2) José-P. Otero, docteur ès Lettres : *La Révolution argentine, 1810-1816*, Paris, Bossard, 1917. Voir notamment l'*Introduction* et le chapitre intitulé : *le Clergé et la Liberté*. Cf. Marius André, *La fin de l'Empire espagnol d'Amérique*. Nouvelle librairie nationale, 1922.

lique. Ce système était enseigné aux candidats ecclésiastiques comme juste et normal; beaucoup avaient fini par le croire. Un tel état d'esprit et de tels usages ne devaient pas demeurer sans conséquences, lorsque le régime de l'indépendance se serait établi et que des États nouveaux auraient succédé à la vieille monarchie castillane.

L'expulsion des Jésuites, énergiquement voulue et impitoyablement exécutée en 1767 par Charles III, n'avait pas eu seulement pour effet la destruction de leurs civilisatrices missions et le rapide retour des populations indigènes à la vie sauvage; l'Université de Córdoba et tout l'enseignement catholique avaient été frappés d'une douloureuse déchéance. Les idées nouvelles ne devaient rencontrer que de médiocres contradicteurs.

Ces idées, en partie propagées par des étrangers, notamment par quelques Français, avaient pénétré dans l'empire d'outre-Mer par l'intermédiaire d'un Espagnol de la péninsule, Jovellanos, l'ardent disciple de Quesnay et des physiocrates. L'autorité métropolitaine, l'Inquisition elle-même, surveillaient de moins près les pays alors moins appréciés de la Plata que les riches pays de mines du Pérou ou du Chili. Successivement, Montesquieu, Voltaire, les Encyclopédistes et Rousseau s'insinuaient dans les villes, dans les presbytères, dans les couvents eux-mêmes et prenaient possession de beaucoup d'esprits.

C'est à un homme fort religieux, sincère, doux et tenace, Mariano Moreno, qu'était réservé le rôle de donner leur forme originale et définitive aux idées de libération partout répandues dans les dernières années du XVIIIe siècle. En Espagne, où il avait longtemps vécu, il s'était familiarisé avec les maîtres de la pensée révolutionnaire, surtout avec Rousseau, pour qui il professait une admiration presque sans limites; seul Rousseau et le *Contrat social* avaient pleinement réalisé la devise de la Genève réformée, *post tenebras lux*. Par quelle inconséquence logique, par quelle étrange illusion Moreno, qui pourtant avait reconnu dans sa préface de la traduction du *Contrat social* que Rousseau *délirait* en matière religieuse, ne découvrit-il pas la contradiction foncière qui existe entre la foi chrétienne et une doctrine qui livre à la volonté du César populaire les droits mêmes de Dieu et de la conscience humaine? Le clergé créole, dans sa majorité, quelques évêques mis à part, ne paraît pas l'avoir perçue davantage.

La plupart de ses membres accueillirent avec enthousiasme des principes qui leur paraissaient favorables à la conquête de l'indépendance nationale et au progrès de l'humanité. Sur ce *credo*, clercs et laïques fraternisèrent et travaillèrent ensemble à la cause commune. Des vingt-neuf signataires de l'Acte d'Indépendance, voté en 1816 par le Congrès de Tucuman, seize étaient des curés ou des moines. Grâce à ce concours, la révolution qui libéra les États de l'Amérique méridionale n'eut pas l'allure anti-religieuse de la Révolution française. Les nouveaux Gouvernements ne déclaraient-ils pas le catholicisme religion d'État? Ne voyait-on pas, à telles heures critiques, les généraux de la guerre de l'Indépendance, les Belgrano et les San Martin, distribuer des scapulaires à leurs troupes et proclamer généralissime la Vierge Marie, remettant entre les mains d'une de ses statues vénérées leur bâton de commandement? « Souvenez-vous que vous êtes un général chrétien, apostolique et romain, » écrivait Belgrano à San Martin.

Mais, si les conséquences immédiates d'un aussi extraordinaire libéralisme doctrinal se trouvèrent présenter quelques avantages, il en fut tout autrement des conséquences lointaines. Ces prêtres et ces moines participèrent, non pas toujours sans scrupules, il est vrai, à l'œuvre du Congrès de 1813 qui, s'inspirant des principes mêmes de Rousseau, s'arrogea le droit de trancher en matière de doctrine et régla l'ordre ecclésiastique sur les bases étatistes du vieux patronat espagnol (1).

Ainsi furent semés les germes de luttes redoutables entre la conscience chrétienne, l'Église catholique et l'État, et posés les principes dissolvants dont l'action faillit amener la déchristianisation du peuple argentin dans le dernier quart du XIXe siècle.

En attendant, les têtes s'enivraient de mots sonores: Liberté, Démocratie, Souveraineté du peuple, sous lesquels, étant donné l'état des populations, ne reposait aucune réalité. Un homme autoritaire et fort, dont le commandant Deuil n'a pas craint de rapprocher le nom de celui de Bonaparte, Rivadavia, disciple et correspondant de l'Anglais Bentham, essaya, entre 1821 et 1827,

(1) M. Otero ne craint pas de le reconnaître : « En ce qui touche à la religion, les lois promulguées par l'Assemblée sont franchement schismatiques. » *Op. cit.*, p. 234. — Le Congrès légifère en matière religieuse (l'habitude ne s'en est pas perdue); sous prétexte d'hygiène, il décide qu'on ne pourra baptiser les enfants qu'avec de l'eau tiède, et après le septième jour, etc.

de fixer l'ordre nouveau, en appliquant, avec les idées de son maître, la maxime fameuse de Benjamin Constant : *révolution par en haut*. Lui aussi était un catholique, et en même temps un régaliste endurci. On le voyait suivre humblement les processions un cierge à la main, mais cette main signait les *Réformes ecclésiastiques* qui enchaînaient l'Église à l'État. C'en était trop : l'Église se débattit pour briser des liens trop serrés. Du même coup fut scellée l'alliance des partisans forcenés des droits de l'État avec les anticléricaux et les libres penseurs ; les congrégations religieuses se virent, suivant l'usage, frappées les premières ; les relations avec le Saint-Siège, suspendues par la révolution de 1810, ne furent pas rétablies ; le recrutement du clergé fut entravé ; le séminaire de Buenos-Ayres devint une section de l'Université, à tout instant réglementée et modifiée par les ministres. Bref, dès 1830, la fraternité qui, vingt ans plus tôt, avait rapproché dans un même élan clercs et laïques ne subsistait plus.

Le gouvernement du dictateur Rosas marqua un retour vers la tradition. A l'image du gouvernement français de la Restauration, il protégea l'Église, mais en la solidarisant outre mesure avec le régime politique. Bien plus que Louis XVIII et Charles X, ce président prétendit être l'évêque du dehors. S'il eut le mérite de faire nommer par le Saint-Siège l'austère docteur Medrano vicaire apostolique et bientôt évêque de Buenos-Ayres, il exerça fort arbitrairement un pouvoir supérieur à celui du pontife, ordonnant lui-même des prières, changeant les patrons des églises et des villes, nommant les curés, modifiant les limites des diocèses et annulant à son gré les actes du Saint-Siège. Lorsqu'en 1852, Rosas fut renversé par le général Urquiza, l'Église était plus esclave qu'au temps de Rivadavia et elle partageait l'impopularité du régime déchu, comme il lui est advenu chez nous après la chute de Charles X et de Napoléon III.

De 1853 à 1880, trois hommes d'État, Alberdi, Mitre, Sarmiento, allaient incarner la politique argentine ; leur but était noble : donner à l'État une constitution régulière et le soustraire aux révolutions périodiques, *européaniser* la nation et la faire entrer hardiment dans la voie des nations modernes ; malheureusement, à leurs yeux, une nation moderne était de nécessité ce qu'on appela plus tard une nation laïque ; le progrès

n'était pas compatible avec la croyance religieuse ; attachés eux-mêmes à la doctrine positiviste, ils prétendaient ignorer la religion ; en fait, ils tendaient à l'évincer.

Le grand réformateur de l'enseignement, celui dont nombre d'importantes écoles portent le nom, Sarmiento, faisait venir des États-Unis des institutrices, sous la condition formelle qu'elles ne fussent pas catholiques ; il livrait les écoles publiques aux protestants, en un pays où la presque totalité des enfants appartenait à la religion de Rome ; ce n'était d'ailleurs qu'un acheminement vers l'école purement laïque ; à partir de 1870, on y marcha à pas de géant.

Au surplus, dans tous les ordres, la même impulsion était donnée ; la presse était déchaînée contre l'Église et ses doctrines ; on inventait des scandales.

Afin de mettre l'Église hors d'état de se défendre, les gouvernants, comme devait le faire chez nous un Dumay chargé de la direction des cultes, interprétaient et exerçaient de plus en plus strictement les droits de patronat, jadis concédés à l'État : n'avait-on pas, en 1855, délégué aux gouverneurs de province un *vice-patronat* qui leur donnait la haute main sur les nominations ecclésiastiques ? N'avait-on pas décidé, en 1863, que tous les brefs du Saint-Siège, adressés au délégué apostolique, seraient soumis à l'examen et au visa de la Cour suprême ?

Cette fois encore, les limites étaient franchies ; les catholiques poussés à bout allaient réagir. L'un d'entre eux, l'intelligent et noble Félix Frias, naguère chassé par le despotisme de Rosas, avait trouvé un refuge en Europe ; il s'y était lié avec les plus illustres des écrivains qui rajeunissaient dans nos pays occidentaux l'idée catholique et plus particulièrement avec Montalembert, son vrai maître. Lui enfin avait saisi et hardiment dénoncé l'antinomie qui existe entre les principes du christianisme et ceux du *Contrat social*, puis du socialisme moderne. De retour en Argentine, il avait réussi à grouper autour de lui des jeunes gens lassés d'entendre répéter par leurs maîtres de creuses formules ; ils avaient formé la première *Association catholique* (1).

(1) L. Juan Alberdi. *Étude politique*. Examen des idées de F. Frias sur l'influence de la France, de l'Angleterre et du catholicisme dans les Républiques sud-américaines, suivi d'une lettre de F. Frias à M. Guizot et de la réponse de M. Guizot. Cité par Otero, p. 2.

De son côté, le clergé secouait le joug dans l'ordre de l'enseignement. Déjà, en 1858, le pape Pie IX avait ouvert, à Rome, aux clercs de l'Amérique latine, le collège Pio-Latino, qui devait leur donner une formation toute romaine. En 1865, l'évêque de Buenos-Ayres, promu à la dignité archiépiscopale, prenait le courageux parti de rouvrir un séminaire dans la capitale, en dehors de tout concours officiel, et d'en confier la direction aux Pères de la Compagnie de Jésus qui l'exercent encore à présent. Dès lors, l'esprit changea ; nul clergé n'est aujourd'hui plus docile et plus fidèle au Saint-Siège que le clergé argentin.

Mais la moisson devait être lente à mûrir. En attendant, c'était l'éducation positiviste qui portait ses fruits et ils ne se révélaient pas beaux : scepticisme, mercantilisme, soif de jouissances, en ces trois mots n'a-t-on pas cru pouvoir donner la dominante de l'époque? La franc-maçonnerie se multipliait, recrutait les hautes personnalités politiques et faisait partout sentir son influence. Les Universités étaient animées de l'esprit le plus antireligieux : nul, disait-on, ne pouvait être à la hauteur de son temps, s'il s'affirmait catholique, ou même spiritualiste.

D'ailleurs, on sortait déjà du terrain de la pure spéculation pour passer aux actes ; en 1875, des fanatiques mettaient le feu au collège du Salvador, tenu par des Jésuites ; en 1880, d'autres lapidaient Mgr Gelabert et assassinaient l'abbé Perez. En face de tels crimes, les autorités affectaient de se tenir sur la réserve.

En 1882, le docteur Pizarro, ministre catholique, était mis dans l'obligation de démissionner ; le président Roca le remplaçait par un anticatholique militant. De même qu'en France, la lutte se concentrait sur le terrain scolaire ; les catholiques étaient exclus de leurs chaires universitaires ; l'enseignement du catéchisme était supprimé dans les écoles ; défense était intimée aux maîtres de mener leurs élèves à l'église ; un congrès pédagogique, tenu en grande pompe, accusait l'Église de faire œuvre néfaste en matière d'éducation ; une fête très solennelle se donnait au théâtre en l'honneur de Darwin, « pour démontrer au peuple l'irréductible opposition de la science et de la foi. » Par un geste grossier, le général Roca, président de la République, assistait, un Vendredi-Saint, à une *Carne concuero*, repas où se consomment des pièces de bétail, rôties dans leur cuir,

en plein air, à la mode campagnarde des *Gauchos*. Pour la plus respectueuse des protestations, le légat apostolique était expulsé dans les vingt-quatre heures.

Les catholiques commençaient à lutter, mais, il faut l'avouer, avec un médiocre succès. En 1882, des hommes vaillants et généreux, Estrada, Goyena, Lamarca, consacraient leur argent et leurs forces à fonder, puis à faire vivre deux journaux : l'*Union* et la *Voix de l'Église*. On essayait de galvaniser l'*Association catholique*, jadis fondée par Frias, et depuis tombée en sommeil. En 1884 enfin, on réunissait un grand congrès catholique, dont on attendait beaucoup. Ce congrès commit une faute de tactique : il décida en effet de porter l'action des catholiques sur le terrain politique. Or, aux élections de 1886, leur échec fut complet et entraîna, comme il arrive toujours en pareil cas, de lamentables dissensions entre les vaincus. C'était le désastre.

Cependant l'opinion publique s'agitait ; les honnêtes gens de tous les partis voyaient avec douleur se succéder des crises de spéculation et d'immoralité, qui révélaient une corruption de plus en plus menaçante. Ils étaient dégoûtés des répugnants procédés qui, truquant sans scrupule les suffrages populaires, maintenaient au pouvoir la même caste de politiciens, conservateurs surtout de leurs situations personnelles. Enfin, ils s'effrayaient des progrès que, favorisés par tant de scandales, réalisaient de jour en jour les partis révolutionnaires.

En 1889, tous les mécontentements se cristallisèrent ; des chefs jeunes et entreprenants, décidés à jouer même leur vie, les Marcello Alvear, les Thomas Lebreton, d'autres encore, se présentaient avec un programme honnête et fondaient le parti radical qui allait conquérir le pouvoir et qui le détient encore en ce moment. Dès 1890, il avait jeté à terre le président Celman, créature de Roca.

Moraliser le suffrage universel et en assurer l'exercice sincère et libre, réagir politiquement, socialement, contre les abus de toute sorte qui troublaient la République et risquaient de la déshonorer ; considérer l'Église comme une force sociale, puissante et utile, en conséquence cesser la guerre, plus ou moins âprement menée contre elle depuis près de quarante ans, tel était le programme. Il a été partiellement réalisé.

En 1900, le général Roca, au cours de sa seconde présidence, rappelait lui-même le légat pontifical. En 1903, d'un geste

unique dans l'histoire, dit le commandant Deuil, geste chrétien, geste sublime, l'Argentine, par la main de ses chefs, dressait sur la cime des Andes, à la frontière du Chili, et comme gage d'une paix évangélique, la colossale statue du Christ Rédempteur, de ce Christ à qui Colomb avait voulu donner le monde nouveau découvert par son génie (1). Il y a deux ans, le président Irigoyen tenait à honneur de choisir comme ambassadeur extraordinaire, pour représenter l'Argentine aux fêtes du centenaire de l'émancipation péruvienne, un prélat, Mgr Duprat, « gouverneur ecclésiastique du diocèse de Buenos-Ayres. »

Quelle revanche au moins extérieure pour le catholicisme!

Mais qu'en est-il au fond? Où en est vraiment l'Argentine contemporaine au point de vue de la croyance et de la pratique religieuses? Ne peut-on se demander à son sujet, comme on l'a fait de la France, si elle est encore une nation catholique?

Oui, répondrai-je, bien que ce grand pays porte, tout comme le nôtre, la trace des crises diverses par lesquelles il a passé depuis cent ans.

Mon premier entretien avec l'un des ministres m'avait laissé rêveur : « Nous devons tout, m'avait-il dit de prime abord, à la France de Montesquieu, de Voltaire, de Diderot, de Rousseau. » De chacun de ces hauts seigneurs de la pensée, il avait esquissé l'éloge. Et que voilà donc, pensais-je à part moi, un grand libéral! Mais, sans transition, il ajoutait : « Maintenant, parlons de notre religion, de notre sainte religion catholique; est-elle présentement plus respectée en France? » Au bout de quelques jours, je ne m'étonnais plus. Beaucoup de mes interlocuteurs et de ceux qui me saluaient publiquement m'avaient accoutumé à des rapprochements analogues; mon nom était même sans cesse associé, dans une éclectique sympathie, aux noms d'autres Français dont les idées sont assurément fort éloignées de celles d'un évêque catholique. Survivance des temps héroïques de la libération.

Autre survivance! le régalisme, ou, si l'on veut, l'étatisme en matière ecclésiastique. Ceux qu'étonnerait la concession d'un certain « droit de regard » au Gouvernement français sur la nomination des évêques pourraient méditer sur ce que le Saint-Siège tolère depuis l'origine en Argentine et en plusieurs autres

(1) L'inauguration eut lieu le 13 mars 1904; elle est contée dans le livre du R. P. Sisson, chapitre IV : Le « Christ Rédempteur » des Andes.

républiques de l'Amérique du Sud, dont les présidents, je l'ai dit, se tiennent pour les héritiers légitimes de Leurs Majestés catholiques, alors même qu'ils sont libres penseurs, ou athées. A Buenos-Ayres, un siège épiscopal vient-il à vaquer, le Sénat dresse une liste de trois noms; le Président de la République en choisit un et le fait connaître; il ne reste au Pape qu'à approuver, ou à entrer en conflit avec le Gouvernement, courant en outre le risque de jeter le discrédit sur un ecclésiastique honorable, mais qui, pour une cause ou pour une autre, ne lui paraît pas apte aux fonctions épiscopales. Jusqu'à présent, malgré les résistances du Saint-Siège, aucun président n'a consenti à négocier un concordat.

Il faut avouer que les conséquences de ce régime sont fâcheuses. Là comme partout, le pouvoir civil ne demande au pouvoir religieux que de ne pas lui créer d'embarras; il ne redoute rien tant que le zèle; *quieta non movere*, c'est sa devise, devise souvent sage, à condition que le repos ne soit pas le sommeil. Depuis longtemps, en dépit de l'accroissement de la population, l'immense Argentine demeure partagée entre dix diocèses; en vain, M. Irigoyen, puis M. de Alvear, ont-ils promis d'en créer de nouveaux et même en assez grand nombre; la réforme ne s'accomplit pas. Bien plus, des évêchés vacants sont indéfiniment laissés sans titulaires; des évêques, rendus totalement incapables par leurs infirmités de remplir leurs fonctions, sont maintenus à leur poste, sans même qu'il leur soit donné un coadjuteur; on leur adjoint ou des évêques auxiliaires, ou des gouverneurs ecclésiastiques, qui forcément ne jouissent pas d'une autorité suffisante. J'ai constaté cette demi-carence du pouvoir ecclésiastique, pour l'un ou l'autre motif, dans six diocèses sur dix. Faut-il être surpris que plusieurs évêques, les prêtres les plus éminents et les meilleurs des fidèles aspirent à la séparation de l'Église et de l'État?

Que peut-il en effet résulter d'un pareil état de choses pour la discipline du clergé?

De très grands efforts cependant ont été faits pour réformer ce qui devait l'être et il serait souverainement injuste d'étendre au clergé sud-américain d'aujourd'hui les jugements sévères qui ont pu jadis être fondés. J'ai rencontré, et en bon nombre, d'excellents prêtres, tout à leur devoir. Il subsiste cependant de graves lacunes.

La première, c'est l'insuffisance du recrutement national. Fort peu d'Argentins entrent dans les ordres, et la plupart sont des fils d'Espagnols, surtout d'Italiens, à la première génération. De cent enfants admis au petit séminaire, vingt poursuivent jusqu'au grand, sur lesquels dix ou douze seulement parviendront au sacerdoce. Il faut donc des prêtres étrangers; on en reçoit, surtout d'Espagne et d'Italie; sauf exceptions, ils ne représentent pas l'élite du clergé de ces pays; combien ne viennent que pour un temps limité, avec l'arrière-pensée d'amasser un petit pécule, dont ils jouiront plus tard dans la mère-patrie? Ils apportent naturellement les coutumes de chez eux et prétendent les imposer; en tout cas, ils se bornent aux cérémonies du culte et ne vont guère au-devant des fidèles.

Or les paroisses sont immenses par la population, ou par l'étendue; celles de Buenos-Ayres égalent souvent celles de Paris; celles de la campagne atteignent parfois cent kilomètres de rayon; les contrées perdues de certaines frontières comptent à peine quelques prêtres; là, point d'offices religieux, pas de prédications, pas de sacrements; en quelques régions, le nombre des non-baptisés atteint 70 pour 100, le nombre des enfants nés hors mariage 80 et 90 pour 100.

Dans les villes, les congrégations religieuses à qui sont confiées quelques paroisses obtiennent d'excellents résultats; les congrégations françaises en particulier se distinguent par leur zèle apostolique. Aussi, de bons esprits souhaiteraient la création d'un ordre religieux pour les cures de campagne; Buenos-Ayres et les villes principales seraient les centres d'où les prêtres rayonneraient; on les enverrait deux par deux, pour six mois, en telle ou telle localité, puis ils viendraient se retremper dans la vie religieuse à la maison-mère, pour repartir ensuite en un autre endroit. A poste fixe, le prêtre médiocre et désœuvré perd l'estime des populations laborieuses qui l'entourent et laisse dépérir la foi; les missionnaires de passage l'entretiennent, ou la réveillent; ils sont accueillis, non comme des fonctionnaires médiocrement utiles, mais comme des apôtres.

Est-ce encore la suite de certaines laïcisations opérées aux époques de lutte, ou simplement de quelques usages espagnols différents des nôtres? Toujours est-il qu'en dépit du préjugé contraire, la vie argentine paraît moins marquée que la vie française par un ensemble de coutumes catholiques qui mettent

sur toute l'existence un certain sceau religieux. L'Argentine, en vertu des vieux privilèges de l'Espagne, ne connaît pas le maigre du vendredi, ce maigre que conservent tant de familles françaises, celles mêmes dont le chef n'est guère catholique que de nom. Quel Français catholique, hors de cas exceptionnels, consentirait à être marié sans messe ? Même dans les mariages entre catholiques et protestants, que l'on doit célébrer à la sacristie, la messe est réclamée. Dans les villes argentines, le mariage, qu'il se célèbre, ce qui n'est pas rare, à la maison, ou à l'église, n'apparaît guère que comme une cérémonie mondaine; j'en ai vu quelques-uns; entre deux morceaux de musique, au milieu des fleurs et des toilettes, en cinq minutes, sans même un mot d'exhortation, le consentement des époux est reçu par le prêtre ou par l'évêque, et la bénédiction nuptiale donnée; s'il s'agit de pauvres gens, même spectacle, moins les fleurs et la musique.

Chez nous, à part quelques francs-maçons ridicules qui restent à la porte, ou stationnent chez le marchand de vins, les services funèbres amènent à l'église tous les parents et les amis du défunt; les murs du temple paroissial réveillent les souvenirs d'une pieuse enfance, des joies et des deuils de la famille; le corps présent de celui qui n'est plus suggère de salutaires réflexions et la pensée des fins dernières. De l'église au cimetière, le cortège s'avance gravement; sur le passage du mort, tous les hommes se découvrent, toutes les femmes se signent, même dans les faubourgs réputés les plus révolutionnaires de Paris. Là-bas, nul corps n'entre à l'église; sauf dans de très exceptionnelles et pompeuses cérémonies, tous sont conduits au grand trot des chevaux, ou de toute la vitesse d'un char automobile, de la maison mortuaire jusqu'au champ du repos; pas une marque de respect, pas un signe de religion. Le lendemain ou le surlendemain, les familles pieuses feront célébrer une messe dans une église de leur choix, un sanctuaire à la mode, qui ne suscitera ni chez elles, ni chez leurs invités, les saines émotions de nos services paroissiaux. Pendant mon séjour à Buenos-Ayres, je n'ai vu se dérouler avec majesté qu'un seul convoi; le corps était traîné par douze chevaux caparaçonnés et suivis de chars portant des monceaux de fleurs: c'était le corps d'un suicidé.

Ces observations posées, et sans vouloir en tirer des consé-

quences exagérées, je serre de plus près la question : où en est la religion parmi les laïques ?

Il importe, je crois, de distinguer d'abord entre les provinces et la capitale. Il y a plus de foi dans les provinces ; à Santa Fé, à Córdoba, à Tucuman, combien de vieilles familles fermement attachées à toutes les traditions ! Quelques-unes m'ont ouvert leurs portes et, à constater leur vie si profondément chrétienne, j'ai été saisi de vénération ; c'était l'antique foyer de la plus catholique Espagne.

A Buenos-Ayres, aujourd'hui comme au temps de la visite de M. Clemenceau, et malgré d'incontestables progrès, la plupart des hommes se tiennent dans l'ignorance du dogme et à l'écart de la pratique. Non seulement les élèves des collèges nationaux, mais, au grand désespoir de leurs maîtres, la majorité de ceux qui sortent des collèges religieux perdent la foi avant leur dix-huitième année. La légèreté des mœurs en est certainement une cause principale. L'anticléricalisme et le matérialisme de l'enseignement universitaire en sont une autre.

Pour un certain nombre, la religion n'est rien de plus qu'une mode que tout homme de bonne société doit respecter, un frein utile contre les appétits révolutionnaires, d'aucuns disent avec cynisme « un mal nécessaire. »

Reste une minorité d'élite qui, en Argentine comme en France, tend à s'accroître : elle compte d'admirables catholiques, dont beaucoup appartiennent au tiers-ordre de saint François : je les ai vus à l'œuvre et je me suis incliné devant leur vie austère, pieuse, active et charitable ; on en rencontre de tels dans toutes les professions et dans toutes les classes de la société.

Les femmes sont sérieusement chrétiennes et de plus en plus préoccupées de l'être avec autant de science que de foi et de piété. M. Jules Huret et quelques autres écrivains nous ont dépeint les femmes de la société argentine causant uniquement entre elles de leurs madones et de leurs saintes préférées, de leurs dévotions, des congrégations ou associations pieuses auxquelles elles appartiennent, et toujours avec mesquinerie et petitesse d'esprit. Mon impression est tout autre. Il m'a été donné souvent de m'entretenir avec des femmes d'une haute intelligence et d'une haute piété ; je n'ai pu qu'admirer leurs initiatives ; sous la conduite de quelques prêtres séculiers ou

congréganistes, elles ont fondé des *centres d'études religieuses*, qu'elles fréquentent assidûment ; elles y suivent, en prenant des notes, des cours fort sérieux de philosophie, de dogme, d'histoire ecclésiastique, de littérature religieuse, qui deviennent, à côté de la littérature proprement dite, l'élément solide de beaucoup de conversations ; par la Société de San-José, elles ont assuré, pour le grand public, une série annuelle de conférences spirituelles que ramène chaque saison d'hiver ; est-il une seule capitale européenne où les femmes aient poussé plus loin le souci d'une culture religieuse supérieure? Je ne le crois pas.

Or, ceci est de conséquence, lorsqu'on considère l'influence de la femme sur la société.

Quant à la masse populaire, abandonnée à elle-même ou aux influences socialistes, elle tourne aisément à l'irréligion et au matérialisme le plus brutal; cela est vrai même des Italiens qui, une fois dépaysés, ne demeurent malheureusement pas plus fidèles que nos Bretons aux habitudes traditionnelles de leur pays natal. En revanche, elle se laisse, pour une grande part du moins, assez facilement ressaisir, dès qu'elle se sent en présence de vrais apôtres. C'est ainsi que deux vastes faubourgs de Buenos-Ayres ont été réévangélisés, l'un par les Pères de Bétharram, l'autre par les Capucins. J'ai assisté, devant l'église de ceux-ci, la paroisse dite de Nueva Pompeya, à une des plus belles manifestations religieuses qu'il m'ait jamais été donné de contempler. Plus de cent mille personnes, massées sur la place immense et les larges avenues, acclamaient avec enthousiasme la Vierge Marie, dont le nonce apostolique, assisté de tout l'épiscopat argentin, couronnait une image vénérée.

Malgré les analogies que j'ai signalées entre l'Argentine et l'Uruguay, des différences trop importantes cependant se sont peu à peu manifestées au cours de l'évolution des deux pays pour que l'on puisse appliquer purement et simplement à la République orientale tout ce que je viens de dire de sa puissante voisine. Dans un article que la *Revue des Deux Mondes* a publié l'an dernier, l'observateur très averti qu'est M. Henry Bidou comparait l'Uruguay à une immense ferme; la société demeure, dans sa très grande majorité, une société rurale. La vie intellectuelle et la vie politique qui sont d'ailleurs fort actives se concentrent, ou à peu près, dans la capitale, Monte-

video, dont la population représente le quart de la population totale du pays : 350 000 sur un peu plus d'un million d'habitants.

Dans la campagne, les tendances sont naturellement conservatrices en politique et en religion, grâce à quoi se trouve souvent contrebalancée dans les mœurs l'action tout opposée qu'exerce la grande ville et qui se traduit par des lois fort avancées, au sens révolutionnaire de ce mot.

Un Français ne peut parler des divers partis politiques urugayens, même les plus éloignés de ses convictions personnelles, qu'avec un sentiment de profonde gratitude, car tous, sans exception, se sont montrés et se montrent encore nos ardents et fidèles amis. Nul d'entre nous ne se croirait en droit d'oublier que le parti au pouvoir jusqu'au 1er mars dernier, non seulement a rangé l'Uruguay au nombre des alliés de la France, mais nous a en outre, depuis l'armistice, généreusement accordé les arrangements financiers dont nous avions besoin.

Ce parti, c'était le parti rouge, ou *colorado*; son chef, M. Battle, qui, même depuis qu'il n'occupait plus ni la présidence de la République, ni aucun ministère, demeurait le vrai maître de la politique. Il était arrivé au pouvoir dans les premières années de ce siècle, à la suite de la victoire qu'il avait remportée sur le dernier des *caudillos*, ou chefs de bandes qui, depuis si longtemps, au nom du parti campagnard, entretenaient la guerre civile. Le parti citadin triomphait. Battle était un homme de volonté énergique, d'intelligence étroite, mais précise. Il cherchait un modèle parmi les hommes d'État français et il avait trouvé son idéal en la personne de M. Émile Combes.

C'est assez dire ce que les catholiques eurent à souffrir et le peu de gré qu'ils surent à la France d'avoir fourni pareil modèle. A vrai dire, la lutte contre l'idée chrétienne fut poussée plus loin que par le ministre français. Les fêtes religieuses furent officiellement supprimées et, par un habile raffinement, on leur substitua, sans en changer le jour, des fêtes civiles; la fête de Noël se trouva remplacée par la fête de l'Enfant, celle de l'Épiphanie par la fête de la Famille, la fête de Pâques par celle de l'Humanité. On vit naître la fête des Plages et celle des Montagnes. On se flattait, en ne changeant pas les habitudes du peuple, de modifier insensiblement son esprit, en quoi les

modernes révolutionnaires se montraient fort supérieurs aux inventeurs du décadi. Les croix étaient interdites en tout lieu public, même sur les tombes des particuliers. Nulle procession n'était permise; l'archevêque fut acculé à supprimer l'eau bénite dans les églises pour prévenir une série de mesures vexatoires, auxquelles l'hygiène servait de prétexte. Les noms des villes étaient laïcisés; plus de noms de saints, ou de noms rappelant les mystères de la vie du Christ et de la Vierge Marie. Le divorce était adopté et pratiqué si largement qu'il ouvrait la voie à l'union libre; au surplus, nulle distinction n'était désormais admise entre les enfants légitimes et les enfants naturels. Pendant plusieurs années, les violences populaires, tolérées, ou même suscitées, accompagnèrent les mesures légales; un prêtre ne pouvait sortir dans la rue en costume ecclésiastique sans être insulté, ou frappé. Je ne prétends pas lier cet acte abominable aux précédents, mais comment ne pas rappeler que, l'an dernier encore, la fureur d'un fanatique s'acharnait contre le pieux et charitable archevêque, Mgr Aragone ? Tandis qu'il prêchait à l'autel, l'assassin le criblait de balles qui le blessèrent grièvement et mirent pendant plusieurs mois sa vie en grand péril.

Par une heureuse contradiction, le même homme qui poursuivait ainsi la religion accomplissait plus honnêtement qu'on ne le fit en France la séparation de l'Église et de l'État. La hiérarchie fut respectée et l'Église garda tous ses biens.

Forts de leur indépendance, clercs et fidèles se ressaisirent et s'organisèrent. Chaque parti compta et compte encore aujourd'hui un certain nombre de catholiques, mais en outre, sous le nom d'*Union civique*, un parti catholique proprement dit se forma. Ces catholiques trouvèrent, non seulement dans le clergé, mais parmi les laïques, des chefs éminents, tels que Zorrilla de San Martin, les frères Gallinal, M. de Jeregui. Ils surent fonder et soutenir des journaux pleins de vie, comme *El Pais*, *El bien publico*, qu'ils opposèrent, non sans succès, à la feuille de Battle, *El Dia*. Une association de la jeunesse catholique et des associations catholiques ouvrières se constituèrent : aujourd'hui, plus de quatre cents étudiants catholiques forment un groupe compact à l'Université de Montevideo et ils vont porter la bonne parole dans les provinces. En quelques années, la doctrine catholique eut regagné beaucoup de terrain ; des

conversions éclatantes, celle par exemple du docteur Morelli, se produisirent et en provoquèrent d'autres. Bref, quand je quittai Montevideo au mois d'octobre 1922, je laissai les catholiques pleins d'espoir et escomptant d'importants succès aux prochaines élections ; l'événement leur a partiellement donné raison. L'élection de M. Serrato à la présidence de la République et la formation d'un nouveau ministère ont atténué l'omnipotence du chef du parti rouge. Mais quel effort ne faudra-t-il pas pour ramener dans les lois un peu d'esprit chrétien ?

Ainsi en Uruguay, comme en Argentine, le catholicisme est en progrès ; et de ceci, pour le dire en passant, nos gouvernants feront bien de tenir compte. Mais l'évolution de l'Uruguay a été plus violente et plus rapide que celle de sa grande voisine. Est-il chimérique de supposer que l'Argentine n'échappera pas à une crise de même nature ? Vraisemblablement, la séparation de l'Église et de l'État s'accomplira dans un délai plus ou moins long, et je le crois aussi, la séparation plus tranchée des croyants et des incroyants. On ne verra plus des idées presque contradictoires cohabiter dans le même esprit ; la libre pensée des uns s'accentuera, ainsi que la foi des autres. Affermis dans leurs convictions, fût-ce au prix de certaines souffrances, les croyants agiront davantage. Telle est du moins l'espérance que manifestent les chefs les plus éclairés des catholiques, prêtres ou laïques, et que d'ores et déjà un certain nombre d'entre eux travaillent à réaliser. D'où l'intéressante expérience que poursuivent en Argentine ceux que, là comme ailleurs, on désigne sous le nom de catholiques sociaux, expérience que je demande la permission d'exposer avec quelque détail.

ALFRED BAUDRILLART.

(A suivre.)

UN FILS AU FRONT

DERNIÈRE PARTIE (1)

XXX

Ces pensées continuaient à peser sur l'esprit de Campton. Pour les chasser, il résolut, par une de ces décisions soudaines qui lui étaient habituelles, de se remettre au travail. Il savait que George l'approuverait; peut-être sentirait-il ainsi son fils plus près de lui. Sir Cyril Jorgenstein avait laissé entendre qu'il voudrait voir achever son portrait, — avec la Légion d'honneur à la boutonnière, sans doute! Et Harvey Mayhew, rougissant et confus, était entré un jour pour demander si Campton ne pourrait pas trouver le temps de faire un croquis, — pas davantage! — de la tête du génial musicien à la carrière duquel s'intéressait tant Mme de Dolmetsch... Campton avait coupé court à ces deux requêtes : il ne travaillait pas, il n'avait pas de projets pour le moment. Et de fait, il n'avait même pas pensé à essayer un portrait de George. Il en avait eu le désir pendant qu'il veillait au chevet de son fils; mais il ne comprenait plus ce visage; il lui aurait fallu d'abord apprendre et désapprendre trop de choses...

Enfin, un jour, l'idée lui vint de faire une étude au fusain d'après Mme Lebel : sa douleur simple et résignée avait donné à son visage quelque chose de sculptural. Campton se préparait à appeler son modèle du haut de l'escalier, lorsqu'on sonna. En ouvrant la porte, il se trouva face à face avec Mrs Talkett.

Copyright by Edith Wharton, 1923.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre, 1er et 15 octobre.

— Ah! vous êtes là, commença-t-elle sans prendre le temps de respirer, selon sa coutume. La concierge n'en était pas sûre, et je ne pouvais lui confier tout cet argent. Alors je suis montée.

— De l'argent? quel argent?

Elle était vêtue très simplement; une longue voilette retombant autour de son chapeau mettait sur son visage une ombre de sérénité juvénile.

— Je peux entrer? demanda-t-elle presque timidement; — et, tandis que Campton s'effaçait pour la laisser passer, elle expliqua : — C'est l'argent du concert; il y en a beaucoup! Je tenais à vous le remettre moi-même.

Elle tira de son manchon un sac bourré, pendant que Campton continuait de la considérer fixement.

— Je ne savais pas que vous sortiez d'aussi bonne heure, dit-il, en essayant de glisser un journal sur les restes épars de son déjeuner.

— Ça veut dire que je vous dérange?...

— Non. Mais pourquoi apporter cet argent ici?

— Pourquoi pas? N'est-ce pas vous qui dirigez effectivement le comité? Et n'est-ce pas chez moi qu'a été donné le concert?... Ma présence vous est désagréable?

— Désagréable? Certes non!

Il s'arrêta, de plus en plus embarrassé. Qu'attendait-elle de lui? Qu'il la remerciât de lui avoir envoyé la lettre de l'ordonnance? Il paraissait impossible à Campton d'aborder ce sujet sans y être invité.

— Eh bien! non, dit-elle tout à coup. Je n'ai jamais essayé de feindre avec vous. L'argent n'est qu'un prétexte. Je voulais vous voir ici, seule, sans risquer d'être dérangée.

Campton éprouva une vague agitation faite de soulagement et de crainte. Il était partagé entre son habitude de se dérober devant les scènes, les émotions, tout ce qui pouvait ébranler son équilibre toujours chancelant, et le désir passionné de savoir ce que la jeune femme allait lui dire.

— Je vous remercie d'avoir pensé à nous envoyer cette lettre, bégaya-t-il.

Elle prit sa petite mine inquiète.

— Après, j'ai eu peur que vous ne fussiez fâché.

— Fâché? Comment l'aurais-je été?... Mais surpris, oui. Je ne savais rien... rien sur vous et...

— Même pas que c'était moi qui avais acheté ce portrait de lui, celui que Léonce Black a vendu pour votre compte l'an dernier?

Campton sentit le sang lui monter au visage.

— Vous? C'est vous qui avez ce portrait?

Cette pensée, sans qu'il sût au juste pourquoi, lui était intolérable.

— Ah! maintenant vous êtes fâché, murmura Mrs Talkett.

— Non, mais l'idée ne m'était jamais venue...

— C'est bien cela qui m'effrayait...

Elle regarda autour d'elle, se laissa tomber sur le divan, et enleva son chapeau avec le même geste qu'elle avait eu jadis.

— Puis-je vous parler?

Campton fit signe que oui.

— Alors, je vous en prie, allumez votre pipe et asseyez-vous. — Il prit sa pipe, frotta une allumette et s'installa à côté d'elle. — Vous fumez toujours une pipe le matin, il me l'a raconté, poursuivit-elle. — Puis elle s'arrêta de nouveau et poussa un long soupir anxieux. — Il est tellement changé! Je ne le reconnais plus, et vous?

Campton la considéra avec étonnement. Il était encore plus surpris de l'entendre parler ainsi qu'il ne l'avait été d'apprendre qu'elle possédait le portrait : il n'avait pas prévu qu'ils allaient se parler cœur à cœur.

— Je ne suis pas bien sûr de le reconnaître, avoua-t-il.

Le regard inquiet de Mrs Talkett devint plus profond et plus calme.

— Je me sens moins seule depuis que vous m'avez dit cela... Mais il ne vous a rien raconté depuis qu'il est revenu, vraiment rien?

— Rien. Comment le pouvait-il d'ailleurs, sans indiscrétion?

— Indiscrétion!... — Elle écarta le mot avec un demi-sourire, comme si des considérations de cet ordre appartenaient à une époque disparue. — Alors, il ne vous a même pas dit qu'il veut que je divorce?

— Que vous divorciez! s'exclama Campton.

George voulait donc l'épouser! Son amour était assez profond pour cela!... Trop profond, pensait Campton, pour cette petite créature éphémère qui lui faisait l'effet d'un papillon transpercé d'une épingle.

— Racontez-moi tout, voulez-vous ? dit-il enfin.

Et soudain la confession jaillit en phrases brèves et décousues. George s'était passionnément épris d'elle pendant cet hiver passé à New-York où ils se voyaient si souvent. Il lui avait demandé « tout, » et sur-le-champ. Une période de tension et de désaccord s'ensuivit : elle était retenue par des scrupules qu'elle avouait ne plus comprendre, — préjugés héréditaires, probablement... — et ses hésitations lui donnaient l'air d'être coquette, tandis qu'en réalité c'était simplement qu'elle ne pouvait pas... Les choses continuèrent ainsi, avec les alternances de sentiments habituels en pareil cas, jusqu'au jour où George partit rejoindre son père. Lorsqu'ils se séparèrent, elle lui fit presque la promesse que, s'ils se rencontraient en Europe, elle consentirait.

Survint la guerre. George avait passé auprès d'elle ses dernières heures à Paris, avait dîné avec elle et son mari la veille de son départ (Campton le lui avait-il pardonné ?) Quand George fut parti, elle comprit que seuls la timidité, la vanité, l'obstacle illusoire des vieilles craintes et des traditions l'avaient empêchée d'être à lui comme il le désirait...

Elle s'arrêta brusquement, prononça quelques paroles banales de « femme incomprise » sur son mariage mal assorti, et puis, comme si elle sentait qu'elle faisait fausse route, se leva soudain, marcha jusqu'à l'autre bout de l'atelier et revint vers Campton le visage inondé de larmes.

— Et maintenant,... maintenant... il ne veut plus de moi ! gémit-elle.

— Il ne veut plus ? Mais vous dites qu'il vous demande de divorcer.

Elle fit signe que oui, essuya ses larmes, et jeta un coup d'œil furtif à la glace accrochée au-dessus du divan. Puis, voyant que ce coup d'œil avait été surpris, elle éclata d'un rire mêlé de sanglots :

— Mon nez devient si rouge quand je pleure ! — Elle reprit :

— Il me demande de divorcer, mais, si je ne divorce pas, si je ne consens pas à l'épouser... il veut que nous ne soyons jamais l'un pour l'autre que des amis.

Elle prit une bourse en or et s'arrangea le visage, comme l'avait fait un jour Mrs Brant à la même place.

Campton demeurait assis sans bouger. Il réfléchissait. Ce

qu'il venait d'entendre était à mille lieues de ce qu'il prévoyait, et sa perplexité n'était guère moindre que celle de Mrs Talkett. Certes, les jeunes gens ne se conduisaient pas ainsi de son temps, — ni George, sans aucun doute, avant la guerre.

En fin de compte il se décida à demander :

— Et Talkett ?

Elle éclata tout de suite :

— Ah ! voilà ! c'est bien ce que je dis ! Ce n'est pas si simple !

— Qu'est-ce qui n'est pas si simple ?

— De rompre avec toute sa vie. — Elle s'interrompit, de plus en plus gênée. — Évidemment, mon mari m'a rendue très malheureuse, mais il ne l'a pas fait exprès... Et George veut que nous soyons d'une franchise absolue envers lui... Il dit qu'il voit tout sous un autre jour maintenant, que l'amour n'est plus pour lui le même sentiment qu'avant. Il y a une certaine phrase de Meredith qu'il m'a citée,... je voudrais me la rappeler...

— Bon Dieu ! gémit Campton, en pensant moins à la vanité de tout conseil qu'à la vanité de citer du Meredith à Mrs Talkett. Un instant après, il reprit : — Pardonnez-moi de vous poser la question, mais croyez-vous que mon fils vous aime toujours autant ?

Elle parut réfléchir en toute impartialité.

— Parfois, je crois qu'il m'aime davantage. Au début, c'était une chose passagère ; mais maintenant, puisqu'il veut m'épouser ?... Oh ! je voudrais tant savoir ce qu'il faut faire !

Campton restait pensif.

— Encore une question : Que sait votre mari de tout ceci ?

Elle eut l'air effrayé.

— Oh ! rien, il ne sait rien !

— Et vous ne vous doutez pas de la manière dont il prendrait la chose ?

Elle fronça des sourcils angoissés ; et enfin, à la stupéfaction de Campton, elle sortit ce mot :

— Magnifiquement...

— Vous voulez dire qu'il se montrerait généreux, mais qu'il en souffrirait ?

— Affreusement !

Elle semblait avoir besoin de cette assurance pour remonter dans sa propre estime. Campton se leva, ému de pitié, et lui posa la main sur l'épaule.

— Ma chère enfant, si votre mari tient à vous, renoncez à mon fils.

Elle changea de visage et eut un mouvement de recul.

— Mais vous ne comprenez pas, absolument pas! Ce n'est pas possible, ce n'est pas moral. Vous savez que j'en tiens pour la morale nouvelle. Plus d'hypocrisie... — Elle se tut, puis déclara : — Vous me dites de renoncer à lui parce que vous croyez qu'il est las de moi. Mais il ne l'est pas, je le sais! C'est sa mentalité nouvelle que vous ne comprenez pas. Il n'a plus envie que de choses qui durent. Il lui semble parfois qu'il est emporté par un fleuve débordé et qu'il essaie de s'accrocher à n'importe quoi, tandis qu'il est entraîné dans les flots... Il veut du calme, de la monotonie... Il veut être sûr que les mêmes choses se reproduiront chaque jour. Lorsque nous sortons ensemble, il lui arrive de rester un quart d'heure à regarder la même maison, ou la Seine qui coule sous les ponts. Il est heureux, j'en suis sûre... Seulement, c'est d'une manière que je ne puis comprendre...

— Ah! mon enfant, moi non plus, je ne suis pas sûr de comprendre. Pas assez sûr, du moins, pour vous aider.

Elle le regarda, désolée.

— Alors, vous ne voulez pas lui parler ?

— Pas avant qu'il ne m'en parle lui-même.

— Je vois qu'il vous effraie, tout comme moi!

Elle enfonça son chapeau sur son front soucieux, s'enveloppa dans sa fourrure et jeta de nouveau un coup d'œil au miroir. Puis elle se dirigea vers la porte. Sur le seuil, elle se retourna.

— Vous ne vous rendez donc pas compte, cria-t-elle, que si je renonçais à George, il se ferait immédiatement renvoyer au front ?

Le cœur de Campton eut un sursaut de colère. Pendant une seconde, il eut envie de la battre, de la prendre par les épaules et de la jeter dehors. Au prix d'un grand effort il se maîtrisa, et ouvrit la porte.

— Vous ne comprenez pas, vous ne voulez pas comprendre! lui lança-t-elle du palier.

Elle lui avait demandé de parler à George ; comme il n'avait pas consenti, elle s'était vengée par ce trait empoisonné. Mais pourquoi parler de vengeance ? Elle avait sans doute dit simple-

ment la vérité, dans l'intention de l'éclairer. Si George voulait l'épouser, c'est vraisemblablement qu'il l'aimait, car la nature humaine a beau changer de vocabulaire, ses instincts demeurent. En ce cas, le refus de Madge le ferait souffrir. Qu'y aurait-il d'étonnant à ce qu'il se fît envoyer loin de Paris ?... Loin de Paris, soit; mais pas nécessairement au front. Après d'aussi graves blessures, il n'avait qu'à choisir : on lui trouverait un poste d'état-major; ou bien il pourrait, s'il le préférait, obtenir une mission militaire en Amérique. Mais Campton se rendait compte que George se lasserait bientôt de tout service sédentaire, et tâcherait de retourner aux tranchées. Au lieu qu'à Paris, Madge Talkett pouvait le retenir.

Campton se débattit toute la matinée avec ce problème. Après déjeuner, il mit dans sa poche le sac d'argent de Mrs Talkett et s'en fut au Palais-Royal. Il y trouva Harvey Mayhew, s'entretenant avec Mme Beausite, qui continuait de traîner à travers les bureaux sa beauté inutile. Le peintre crut discerner un léger embarras dans leur accueil.

— Vous voilà, Campton! Vous cherchez notre bon ami Boylston? Il s'est donné congé cet après-midi, m'a dit Mme Beausite; cela lui arrive assez souvent en ce moment... En fait, le bureau a été passablement abandonné ces derniers temps. Cette excellente Miss Anthony est absorbée par ses réfugiés, et ne nous est qu'à demi fidèle. Quant à Boylston, mon Dieu! les jeunes gens, vous savez! C'est un peu monotone pour lui à la longue. A propos, cher ami, continua Mr Mayhew, comme Campton se disposait à partir, je viens d'aller voir Mrs Talkett au sujet de la recette du concert, une jolie somme, à ce qu'il paraît, et elle m'a dit vous avoir remis l'argent. L'avez-vous apporté? Si oui, Mme Beausite le prendrait en dépôt...

Mme Beausite tourna vers le peintre ses grands yeux résignés.

— Mr Campton sait que j'ai de l'ordre. Je mettrai l'argent sous clé jusqu'au retour de son ami.

Campton remercia, mais il n'eut aucune hésitation : — La somme étant assez considérable, il me paraît préférable de la déposer en banque.

Le teint de Mr Mayhew passa d'un rose bienveillant à un rouge courroucé. Un moment, Campton crut qu'il allait dire

quelque sottise. Mais il se borna à incliner sèchement la tête, murmura une phrase confuse sur « l'irrégularité du procédé » et reprit sa place auprès du bureau de Mme Beausite.

Quant à Campton, sa décision était prise : il porterait sur-le-champ l'argent chez Bullard et Brant et profiterait de l'occasion pour voir le banquier. Mr Brant était la seule personne, à laquelle il eût envie de parler de George.

XXXI

Le bureau particulier de Mr Brant était aussi soigneusement rangé que le jour où Campton, y entrant pour la première fois, avait vu le fatal télégramme concernant Benny Upsher traîner sur la table.

Cette fois, le peintre franchissait le seuil avec de tout autres sentiments. Il n'éprouvait que le soulagement de se trouver avec la seule personne qui eût chance de le comprendre.

— C'est au sujet de George... commença-t-il.

— Tiens ! dit vivement Mr Brant, j'allais justement passer chez vous. C'est son anniversaire mardi prochain.

Le père fut légèrement déconcerté. Il n'était pas venu pour parler d'anniversaires et n'avait pas besoin que Mr Brant lui rappelât celui de son fils.

— Nous avions pensé fêter ce jour par une réception intime : un dîner, suivi peut-être d'une petite sauterie, ou tout simplement un bridge... oui, plutôt un bridge, ajouta le banquier, comme s'il tâtait le terrain. Mais, bien entendu, en tenue de ville. Nous espérions que vous consentiriez à venir. Notre seul but est de le distraire, de détourner son esprit de cette malheureuse affaire.

Il était peu probable que Mr Brant eût jamais tenu un aussi long discours, sauf dans un conseil d'administration, et seulement lorsqu'il avait à lire le rapport annuel. Il rougit et regarda fixement, par-dessus l'épaule de Campton, la boiserie blanche où était accroché un faux Reynolds.

Campton réfléchit. C'était bien la rougeur de Mr Brant, mais c'était la voix de Julia. Toutefois, ils ne savaient probablement ni l'un ni l'autre à quel point en était l'affaire de George et de Mrs Talkett.

— George est plus engagé que vous ne pensez, dit-il.

— Comment l'entendez-vous?

— Il a l'intention de l'épouser. Il insiste pour qu'elle demande le divorce.

— Le divorce ! — Il tournait et retournait un coupe-papier de jade, dont il essayait d'un air distrait le tranchant sur son ongle. — Est-ce que Julia?... demanda-t-il enfin.

Campton secoua la tête.

— Non. Je voulais d'abord vous parler à vous.

Mr Brant fit son bref salut habituel. Il était visiblement flatté et ce sentiment le stimula, comme le jour où il s'était aperçu que Campton ne lui en voulait plus de sa présence à l'hôpital. Il prit l'air alerte de l'homme d'affaires.

— C'est par George que vous l'avez appris ? demanda-t-il.

— Non, par Mrs Talkett. Elle ne tient pas à divorcer. Elle l'aime à sa manière, mais elle a peur.

— Et il n'en est que plus désireux de l'épouser ?

— Plus décidé, en tout cas.

Mr Brant parut saisir la nuance.

— George a une grande force de volonté.

— Oui. Je crois qu'on devrait faire comprendre à sa mère qu'insister trop sur « cette malheureuse affaire » n'est pas le moyen de l'ébranler.

— Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, la chose pourrait rester entre nous pour le moment, proposa Mr Brant.

— Certainement. Ce que je désire, continua Campton, c'est le tirer de là. Ils ne seraient pas heureux, ils ne pourraient pas l'être. Elle ressemble trop... — Il s'interrompit, effrayé de ce qu'il allait dire. — Elle ressemble trop, se reprit-il, à la petite sotte que les garçons de l'âge de George s'imaginent aimer pour la seule raison qu'ils ne peuvent l'avoir.

— Et vous dites qu'elle est venue vous demander conseil ?

— Elle est venue pour que je convainque George de renoncer à l'idée de divorce. Apparemment elle est prête à tout, excepté à ça. C'est une singulière histoire. Elle a l'air de plaindre Talkett malgré tout.

Mr Brant témoigna par une série de hochements de tête attentifs qu'il saisissait toute l'importance de ce fait. Il enfonça ses mains dans ses poches, se laissa aller dans son fauteuil, et posa le bout de ses chaussures luisantes contre la corbeille à papier en treillis doré. Cette attitude sembla transformer le

décor Louis XIV de la pièce en celui d'un bureau moderne de Wall Street.

— Ne se contenterait-il pas de... du reste, si l'on peut dire, puisqu'elle l'offre ?

— Non. Là est la difficulté. Il veut en faire sa femme.

— Ce qu'elle demande, c'est que vous le convainquiez d'accepter... moins ?

— Ma foi ! à peu près.

Mr Brant se redressa, et laissa retomber ses talons sur le parquet.

— Eh bien ! alors, ne le faites pas, dit-il d'un ton bref. Engagez-la au contraire à le laisser espérer, à lui laisser croire qu'elle l'épousera... Vous ne comprenez donc pas ? s'exclama Mr Brant, presque avec impatience, vous ne comprenez donc pas que, si elle le repousse définitivement, il tâchera de retourner au front dès l'expiration de son congé ? Dites cela à Mrs Talkett, insistez auprès d'elle dans ce sens. Décidez-la. Nous, nous ne pouvons pas empêcher George de repartir. Il ne tient déjà plus en place ici, je le sais. Il parle tout le temps de ses hommes. Le moyen de le retenir, c'est cette femme !

Il débita tout cela par phrases sèches et brèves, comme un homme d'affaires qui essaierait d'inculquer à un client dénué de sens pratique les avantages d'un placement. Campton sentit le sang lui monter au visage, moins par colère que par un sentiment de secrète complicité.

— Il n'y a aucune raison au monde pour que George retourne jamais au front, dit-il lentement.

— Aucune. Sa mère a déjà la promesse d'un poste au Ministère. Mais vous verrez, vous verrez ! Nous ne pourrons pas le retenir. Il n'y a que cette femme qui le puisse.

Campton regarda par-dessus la tête du banquier le reflet du faux Reynolds dans la glace : qu'on ait jamais pu acheter très cher cette contrefaçon flagrante, lui paraissait aussi incompréhensible qu'au banquier sa propre stupidité. L'adroite facture du faux tableau l'hypnotisait ; il s'approcha de la toile. Mr Brant le suivit d'un regard satisfait.

— Vous admirez mon Reynolds. Je l'ai payé un prix énorme, mais c'est mon principe : payer cher, et avoir ce qu'il y a de mieux. C'est un meilleur placement.

Campton sentit tout à coup entre Mr Brant et lui toute la dis-

tance qui séparait cette croûte d'un vrai Reynolds. Il prit congé.

— Pensez-y! pensez-y! lui cria Mr Brant, tandis que le peintre traversait la somptueuse enfilade des bureaux, dont des médaillés de guerre lui ouvraient chaque porte.

Ce ne fut qu'à son retour à Montmartre, en enlevant son veston pour endosser ses vieux vêtements d'atelier, que Campton sentit dans sa poche le poids de l'argent du concert qu'il avait complètement oublié. L'heure était trop avancée pour que le peintre retournât à la banque, même s'il en avait eu le courage : il décida de remettre le sac à Boylston avec lequel il devait dîner ce soir-là, en compagnie de Paul Dastrey qui venait d'arriver en permission.

« Pensez-y! » L'adjuration de Mr Brant continuait de retentir aux oreilles de Campton. Comme s'il était nécessaire de lui dire d'y penser ! Il ne voyait que George, et la sécurité de George. Son fils avait acquis le droit d'être libre. Brant était dans le vrai : à tout prix, il fallait l'empêcher de se précipiter à nouveau dans cet enfer.

Que Madge Talkett fût la seule à pouvoir le tenir à l'abri, c'était déjà suffisamment pénible. Il semblait à Campton voir une parodie de sa propre jeunesse. Mais Julia, après tout, n'était qu'une jeune fille sans expérience et encore malléable : un homme moins absorbé dans son art, moins oublieux des détails matériels de la vie quotidienne, aurait pu faire d'elle quelque chose. Tandis que cette petite femme, avec son fatras d'idées fausses, sa vanité, son agitation, son désir non dissimulé de conserver George sans sacrifier sa vie mondaine, continuerait sans doute à vivre dans une éternelle enfance faite de caprices et de toquades.

Heureusement, comme disait Mr Brant, on pouvait se servir d'elle pour le moment, et mieux, sans doute, que si elle avait eu une nature plus élevée. Campton réfléchissait encore à tout cela en partant retrouver Boylston et Dastrey au restaurant. Sous sa porte cochère, il eut la surprise de se heurter à Boylston. Ils échangèrent un rapide regard interrogateur, comme tous les hommes, à cette époque, quand ils se rencontraient inopinément.

— Qu'est-ce qui est arrivé?... Ah! l'argent, vous êtes venu chercher l'argent! s'écria Campton, qui se souvint d'avoir encore chez lui le sac de Mrs Talkett.

— L'argent?.. Vous ne savez donc pas? Louis Dastrey a été tué.

Ils restèrent sous la voûte, incapables de parler ; l'âme assombrie de Campton se débattait de nouveau avec le mystère de la destinée. Chaque jour, il fallait se livrer au même affreux travail de remaniement, se représenter un nouveau vide dans les rangs, faire appel pour le combler aux êtres qui restaient. Et aujourd'hui il s'agissait du meilleur ami de George, l'unique raison de vivre du vieux Dastrey ! Peu de jours auparavant, le jeune homme avait passé par Paris à son retour d'Amérique, rejoignant en hâte son régiment, plein de vie et d'ardeur, frémissant d'enthousiasme, de courage, de gaîté, — exactement le type du jeune Français qu'il fallait au pays pour relever ses ruines et lui donner des fils! Et voilà qu'il était tombé comme George, et, lui, pour ne pas se relever...

Une fois encore la voix intérieure de Campton lui demanda : « Pourrais-tu le supporter? » et de nouveau il répondit : « Moins que jamais... »

Le soir, lorsqu'il rentra, il s'assit à sa table, et avec le secours de plusieurs pipes, écrivit un mot à Mrs Talkett, lui demandant quand elle pourrait le recevoir.

Campton essaya de se remettre à la peinture, de continuer son service quotidien au Palais-Royal. Mais, pour l'instant, rien ne lui réussissait. Il abandonna son étude de Mme Lebel ; il traîna au bureau, oisif, désorienté, avec le sentiment de plus en plus net que là aussi les choses se désagrégeaient.

Son fils et lui ne s'étaient pas vus depuis quelque temps, mais non par la faute de George : le peintre se rendait compte de l'avoir volontairement évité. Il se disait : « Tant qu'il est en sûreté, pourquoi l'ennuyer ? » Mais en réalité, il ne se sentait pas en état de voir qui que ce fût.

Enfin, un après-midi, George entra. En voyant son uniforme bleu se détacher sur les tentures fanées de l'atelier, les traits de son jeune visage modelés par la lumière du Nord, le père eut un mouvement d'orgueil. Jamais son fils ne lui avait paru si vivant, si fort.

George lui serra longuement la main.

— Écoute, papa, Madge m'a tout raconté. C'est hier soir seulement qu'elle a pu le faire. Je ne voulais pas te parler d'elle

avant de pouvoir te dire : « Voilà ma femme. » Maintenant, j'ai sa promesse.

— Tu as sa promesse ?

— Grâce à toi. Ta visite l'a décidée. Tu lui as dit des choses si justes ! Tu as été parfait. Pauvre enfant ! Si tu savais le bien que tu lui as fait !

Ils s'étaient assis à la table encombrée. Campton, accoudé, regarda son fils, qui faisait face au jour.

— A toi aussi ?

George sourit, de ce même sourire détaché avec lequel il recevait naguère la petite infirmière qui lui apportait son cacao.

— Bien sûr. A présent, je peux repartir l'esprit tranquille.

Il avait laissé tomber ces mots négligemment.

Campton le considéra avec stupeur. Avait-il bien entendu ? Le bruit d'un camion qui passait gronda à ses oreilles comme le canon du front.

— Tu as dit : *repartir ?*

George ouvrit tout grands ses yeux bleus.

— Naturellement, dès que je serai retapé. Tu ne pensais pas ?...

— Je pensais que tu serais assez raisonnable pour comprendre que ton devoir accompli d'une manière, tu as maintenant à l'accomplir d'une autre.

George sourit.

— Mais s'il n'y a qu'une manière qui soit dans mes moyens ?

— Allons donc ! Tu sais parfaitement qu'on ne pense pas ainsi au Ministère.

— Le Ministère ne fermera pas si je m'en vais.

— Le bel argument ! On dirait... — Campton s'interrompit, la respiration coupée, et ferma un instant les yeux. Il venait de plonger trop longtemps dans ceux de George, et maintenant il comprenait enfin la signification de leur mystérieux regard. C'était celui de Benny Upsher, à n'en pas douter : un regard inaccessible à la raison, appartenant à un autre monde, sans commune mesure avec celui-ci, en quelque sorte au delà des limites de l'univers tangible et calculable...

— Un homme ne peut faire plus que son devoir, et tu l'as fait, grommela-t-il.

Mais George, avec sa douce obstination, reprit :

— Tu penseras autrement quand l'Amérique interviendra... Quand nous en serons, tu ne voudrais pas que je reste là en simple spectateur ? Et puis, il y a mes hommes : il faut que j'aille les rejoindre !

— Mais tu n'as pas le droit de partir maintenant ; tu ne le dois pas ! interrompit violemment son père. Décider cette pauvre fille à briser sa vie, pour l'abandonner, la planter là avec son passé détruit... George, tu ne peux pas !

Ses longs mois de maladie avaient fait perdre à George sa fraîcheur de teint. A cette adjuration, on n'en vit que mieux rougir ses joues encore creuses et son front pâle : le coup avait évidemment porté.

— Tu la tueras,... et ta mère avec ! cria Campton.

— Oh ! ce n'est pas pour demain. Pas avant longtemps peut-être. Mon épaule est encore trop raide. Je me suis mal expliqué, ajouta le jeune homme en hésitant. Il est clair que je dois penser à Madge désormais, ainsi qu'à mère.

Le sang reflua lentement au cœur de Campton.

— C'est une simple question de bon sens. Ton devoir maintenant est de rester éloigné du front, comme ce l'était autrefois, — eh bien ! oui, j'en conviens, — d'y aller. Tu as fait exactement ce que je désirais que tu fisses, jusqu'à présent...

George posa la main sur celle de son père.

— Alors, continue à me faire confiance.

— Je continue... à voir que j'ai raison ! Si je ne peux pas te convaincre, demande à Boylston, demande à Adèle !

George demeurait assis, regardant fixement la table. Pour la première fois depuis Doulleus, Campton avait conscience d'atteindre au plus profond de l'esprit de son fils et d'agir sur lui.

— Je me demande si tu l'aimes vraiment ? risqua-t-il soudain.

Cette question ne parut pas blesser George, à peine le surprendre.

— Oui, je l'aime, dit-il simplement. Mais, maintenant, tout est si différent ! Tant d'idées anciennes sont devenues tellement incompréhensibles ! Je voudrais la dégager de tous ces sots préjugés qui l'étouffent !... Mais il est encore trop tôt pour parler de tout cela. Plus tard, tu comprendras. Elle te le fera voir, nous te le ferons voir tous les deux. Pour l'instant, je te

demande de ne rien dire à personne, même pas à mère. Madge trouve qu'il faut attendre. Là-dessus, naturellement, je ne suis pas d'accord avec elle ; mais je dois patienter. Moi, j'ai horreur des dissimulations, des cachotteries ; pour elle, cela fait partie de tous ces préjugés intangibles.

Quand George fut parti, Campton poussa un profond soupir. Oui, son fils resterait à Paris : c'était presque certain, pour l'instant tout au moins. Et l'on continuait de prédire qu'il y aurait au printemps une grande attaque sur tout le front; après cela, ce cauchemar finirait peut-être. Campton se réjouissait d'être allé voir Madge Talkett, et aussi, qu'à la demande de celle-ci, personne ne dût savoir ce qui s'était passé entre eux. En dépit de ce qu'il avait dit à George, il éprouvait un grand soulagement de n'avoir pas à soumettre le cas à Adèle Anthony non plus qu'à Boylston.

Quelques jours plus tard, George acceptait un poste à Paris.

XXXII

Lourdement les semaines passaient.

Le monde continuait de rouler à travers la flamme et la fumée. Cette course furieuse faisait contraste à la lenteur traînante avec laquelle s'écoulaient les heures et les jours pour ceux qui devaient attendre les événements dans l'inaction.

La première fois que Campton rencontra Dastrey après que celui-ci eut perdu son neveu, les deux hommes échangèrent un long serrement de main, puis s'assirent, silencieux. Si de jeunes hommes comme Louis Dastrey devaient continuer à être sacrifiés pour le salut de leur pays, à qui ce salut profiterait-il ? Était-ce à des hommes vieillissants, comme Dastrey et Campton, qui ne pouvaient rien que rester assis face à face, avec entre eux les spectres de ceux qui étaient morts ? Était-ce aux tristes adolescents à taille de guêpe, en uniformes de fantaisie, qu'entre deux voyages rapides aux ambulances de l'arrière, on rencontrait dans les bars et les restaurants de Paris ?

— Si nous donnons tout ce qui nous est cher à seule fin que ces petits morveux rouvrent leurs dancings sur les ruines, que restera-t-il, grand Dieu ? demanda Campton.

Dastrey demeurait courbé, la tête entre les mains, le regard fixé sur le sol.

— La France, dit-il.

— Que sera la France, si pas un homme ne lui reste ?

— Une idée.

Campton se leva péniblement. Une idée : il fallait se raccrocher à cela. Si Dastrey, dans la profondeur de son dénuement, pouvait encore en sentir la puissance et y puiser le courage de vivre, pourquoi n'apportait-elle pas plus de réconfort à Campton ? Une idée : voilà ce que la France, depuis qu'elle existait, avait toujours représenté dans l'histoire de la civilisation ; un point lumineux autour duquel pouvaient se rallier toutes les aspirations, tous les efforts vers l'idéal. Aux penseurs, aux artistes, à tous les créateurs, elle avait toujours servi de seconde patrie. Si la France disparaissait, la civilisation occidentale disparaîtrait avec elle ; et alors, tout ce en quoi ils avaient cru, tout ce qui les avait guidés périssait. C'était le sentiment qu'avait éprouvé George, et qui l'avait entraîné de l'Argonne sur l'Aisne. Campton l'éprouvait aussi, mais sourdement, à travers un brouillard. Son fils était sauf, mais les fils d'autres hommes mouraient chaque jour trop nombreux. Pas un point où il pût reposer sa pensée : à certains moments, la vision de George, intact, rayonnant, — le bras enfin dégagé de son écharpe, — se dressait devant lui comme un reproche. C'était absurde, mais il n'y pouvait rien. Chaque fois que le jeune homme entrait, Campton le voyait escorté de la troupe invisible de ses camarades, les fiévreux, les mutilés, les mourants. Les Allemands venaient d'attaquer à Verdun : les détails de la lutte affluaient chaque jour. Pendant les premiers mois de la guerre, personne à l'arrière n'avait connu, sinon par lueurs rapides et fugitives, les souffrances endurées; maintenant, des renseignements à ce sujet étaient quotidiennement répandus d'une main impartiale et froide. Et chaque nuit, quand on étendait ses vieux os dans son lit, on les imaginait, ces autres, les jeunes, se couchant par milliers dans la boue sanglante des tranchées pour ne jamais se relever peut-être.

Même le *Preparedness* de Boylston commençait à agacer Campton. Il essayait de se figurer sa joie le jour où, enfin, l'Amérique entrerait en guerre ; mais il ne réussissait qu'à se représenter son humiliation dans le cas où elle resterait à l'écart. Ce lui fut presque un soulagement d'avoir l'esprit occupé par les dissensions qui éclataient au sein des « Amis de

l'Art français. » Au cours d'une séance orageuse, Harvey Mayhew demanda compte de l'argent produit par le concert de Mrs Talkett. A la fin de la représentation, le trésorier Mr Boylston aurait dû en prendre possession, mais il ne l'avait pas fait. L'argent, passant de main en main, Mrs Talkett avait fini par le remettre elle-même à Mr Campton. Celui-ci, prié de le confier à Mr Mayhew, avait refusé, sous prétexte qu'il l'avait déjà déposé en banque ; mais, plusieurs jours après, on sut qu'il le détenait encore. Et Mr Boylston, trésorier et président de la Commission des finances, paraissait trouver tout naturel un procédé aussi irrégulier.

Mr Mayhew prononça son réquisitoire au milieu d'un silence embarrassé. Il semblait à Campton que les protestations allaient immédiatement jaillir. Mais après qu'il se fut excusé d'avoir négligé de déposer l'argent, et que Boylston eut dégagé sa responsabilité avec calme, il y eut un nouveau silence. Alors Mr Mayhew proposa tout à coup de réorganiser l'œuvre. Il trouva des critiques à faire dans chaque service. Lui qui paraissait si rarement au bureau, il apportait maintenant une liste de négligences et de fautes à laquelle les membres actifs vinrent opposer, l'un après l'autre, de faibles démentis. Une personne qui faisait son jeu lui avait évidemment fourni une série d'accusations adroitement falsifiées.

Campton n'y tint plus. Il se leva, et retrouvant soudain la parole, servit à son cousin quelques vérités bien senties qu'il espérait voir ternir un peu le brillant vernis du personnage. Mais Mr Mayhew soutint l'attaque avec urbanité. Il ne lui convenait pas de relever les reproches que lui adressait le plus distingué des membres du Comité, parce que, dit-il, s'il est une circonstance où un grand artiste se trouve en état d'infériorité, c'est quand il essaie de parler affaires avec un homme d'affaires. Lui, Mayhew, n'était que cela, mais il l'était bien. Il ne contestait pas le dévouement de certaines dames du Comité, ni les loyaux efforts de leur sympathique trésorier pour acquérir, en dépit d'occupations multiples, quelque notion des affaires ; mais, enfin, Miss Anthony n'avait cessé de partager son temps entre deux œuvres entièrement différentes, et Mr Boylston, comme son éminent défenseur, était avant tout un artiste, plus accoutumé à l'atelier qu'au bureau...

Campton se dressa de nouveau d'un bond. Il sentait que,

s'il restait une minute de plus, il giflerait son cousin. Enfonçant son chapeau sur sa tête, il cria : « Je donne ma démission ! » et sortit de la pièce en trébuchant.

C'était toujours ainsi quand il se trouvait aux prises avec des difficultés pratiques. La conscience de son infériorité, qui le prenait devant des faits incompréhensibles étalés tout d'un coup par des gens à la parole facile, le sentiment de rester court et de voir, impuissant, s'écrouler son univers de rêve dans un chaos de mobiles ignobles, — tout cela lui donnait l'impression qu'il se noyait, et qu'il lui fallait à toute force regagner la surface avant qu'on réussît à le couler.

Une fois rentré, le remords le couvrit d'une sueur froide. Il savait que les accusations de négligence portées contre Adèle, Anthony et Boylston étaient forgées de toutes pièces. Il savait qu'on pouvait y répondre et que c'était à lui de le faire. Des larmes de rage et de honte lui vinrent aux yeux. Mais bientôt il reprit courage en songeant à la finesse de Boylston et à l'énergie de miss Anthony : ils ne se tiendraient pas pour battus; même ils mèneraient assurément le combat mieux que lui. S'efforçant de couvrir ainsi sa retraite, il fit monter Mme Lebel et se replongea dans l'étude qu'il faisait d'elle. Il travaillait dans une sorte de félicité surnaturelle : il lui semblait que *là* était sa réponse victorieuse à toutes les calomnies et les intrigues...

Mais le parti Mayhew avait été victorieux lui aussi. Mr Mayhew avait, paraît-il, laissé entendre que, grâce aux bons offices de Mmes de Dolmetsch et Beausite, Sir Cyril Jorgenstein ferait don d'une somme très importante, si l'on apportait à l'organisation du Comité certains changements; là-dessus, plusieurs membres du Comité avaient retrouvé la parole pour affirmer la nécessité de ne pas laisser perdre un pareil don. Désormais, la voie était libre. On offrit à Adèle Anthony et à Boylston des sinécures qu'ils refusèrent; en moins d'une semaine, ils avaient quitté tous deux le Palais-Royal.

De cet épisode il resta une grande amertume dans l'âme de Campton. Les arguments spécieux de Mr Mayhew, le tour de passe-passe par lequel il avait délogé les vrais travailleurs pour les remplacer par ses créatures, le faisaient penser à ces neutres qui déclaraient maintenant que toute question présente deux faces, que la guerre est toujours cruelle et qu'il y

aurait bien un mot à dire des atrocités russes en Silésie. A mesure que les mois s'écoulaient, un souffle de tiédeur passait sur le monde, amollissant les cœurs, brouillant la netteté des faits, jetant un doute sur la valeur de toutes choses.

Un jour, en traversant les Tuileries, il se souvint du tressaillement de vie qui, un an plus tôt, avait soudain réveillé en lui la sève. Oui, près d'un an s'était écoulé depuis le jour où il avait remarqué que les marronniers fleurissaient, le jour où Mme Lebel lui avait rappelé qu'il devrait acheter des chemises neuves. Aujourd'hui les arbres, bien que sans feuilles, s'embrumaient déjà de bourgeons, et les grands nuages blancs au-dessus d'eux étaient lourds d'averses printanières. Le printemps revenait, le printemps avec ses promesses trompeuses, sa lumière d'or sur les pierres usées et les eaux frissonnantes, le mystère de ses lointains, la précision et l'éclat de ses premiers plans. Malgré lui, Campton sentait passer dans ses veines l'élixir vivifiant. Au même moment, de l'autre côté du jardin désert, il aperçut, par delà un carré de gazon, deux personnes immobiles qui semblaient boire à la même coupe que lui. Il reconnut son fils et Mrs Talkett.

Ils lui tournaient le dos et regardaient un Apollon touché d'un rayon de soleil se détachant sur un fond de verdure. Puis, ils se remirent en route, lentement, serrés l'un contre l'autre. De temps en temps, George désignait à sa compagne la beauté d'une statue ou la patine d'un vase couvert de mousse. A un moment, ils se retournèrent pour emplir leur regard de la perspective montant jusqu'à l'Arc de Triomphe, l'Arc au flanc duquel la Ménade hurlante de Rude continuait d'entraîner ses bataillons vers la mort.

XXXIII

Lorsque Campton eut achevé l'étude au fusain de Mme Lebel, il entreprit son portrait à l'huile. Maintenant qu'il n'avait plus rien à faire au Palais-Royal, la peinture redevenait son seul réconfort. Adèle Anthony était retournée à ses réfugiés; Boylston, pâle et opiniâtre, travaillait à sa « Préparation. » Mais Campton ne trouvait pas le cœur de reprendre son activité charitable : son courage était à bout. Il ne pouvait que s'enfermer pendant de longues heures dans le temple de son art, vide et plein d'échos.

George l'approuvait vigoureusement; autant que Mrs Brant, il insistait sur la nécessité de « travailler comme si de rien n'était. » Mais dans la bouche du jeune homme cette phrase prenait un autre sens : elle s'accordait avec cette perspective nouvelle dans laquelle Campton voyait les choses quand il essayait désormais de les considérer de la même façon que son fils. George n'était ni indifférent ni endurci; on eût dit qu'il se sentait mystérieusement réservé pour quelque autre tâche qu'il attendait avec tranquillité. Même la scission qui s'était produite chez les « Amis de l'Art français » le laissait, malgré son admiration pour Boylston, singulièrement calme. Il paraissait avoir pris la mesure de ces agitations éphémères, et les considérer avec une indulgente pitié qui était pire que la froideur.

— Il a l'impression que tout ce que nous faisons est tellement inutile, dit Campton à Dastrey. Il me fait l'effet d'un jardinier qui regarde des fourmis rebâtir leur monticule et qui sait que monticule et sentier vont disparaître sous la pioche.

— Oui, ils sont tous comme ça, murmura Dastrey.

Mme Lebel montait à l'atelier tous les après-midi. Le fusain n'était qu'une étude de tête; mais pour le portrait à l'huile, Campton l'avait assise dans le fauteuil où elle se mettait toujours, sa lampe fumeuse à côté d'elle, et son ouvrage sur les genoux. Plus que jamais, il voyait, dans ce vieux visage plein d'expérience, une expression typique de sa race et de sa classe : il y lisait ce don bien français de l'opiniâtreté, cette faculté de fournir, comme quelqu'un l'a dit, « encore un effort après qu'on a fait le dernier. » La brave femme n'arrivait pas à comprendre pour quelle raison Campton voulait la peindre; quand il lui dit un jour que c'était pour ses petits-fils, ses yeux se mouillèrent et elle répondit :

— Pour lequel, monsieur? Ils sont tous les deux à Verdun.

Par un après-midi d'automne, l'artiste rentrait en retard à l'atelier où il savait qu'elle l'attendait; il ouvrit la porte et la vit écroulée sur la table, dans l'attitude où il l'avait une fois déjà surprise, le bonnet de travers, les mains crispées sur son ouvrage. George était à genoux auprès d'elle. Il la soutenait de son bras, appuyant sa jeune tête sur le sein de la vieille femme. A terre gisait la lettre, — la lettre fatale, où se trouvait toujours, maintenant, l'explication de scènes pareilles.

Ni George, ni Mme Lebel n'avaient entendu entrer Campton. Il resta immobile à les observer. La figure de George, qui se détachait blonde et fraîche sur le noir fané de la robe, avait une expression de pitié juvénile que Campton ne lui connaissait pas. Mme Lebel se laissait soutenir par lui comme si elle y trouvait un apaisement, un adoucissement à sa peine. Campton se dit en lui-même : « Ces deux êtres sont plus près l'un de l'autre que nous ne le sommes George et moi, parce que tous deux ont vu l'horreur face à face. Il sait les mots qu'il faut lui dire, beaucoup mieux qu'il ne sait nous parler à sa mère et à moi. »

Point n'était besoin, apparemment, de dire grand chose. George restait à genoux en silence. Bientôt il se pencha et mit un baiser sur la joue ridée de la vieille femme. Puis, s'étant mis debout, il vit son père.

— C'est le chasseur alpin, dit-il simplement en ramassant la lettre pour la tendre à Campton, celui de ses petits-fils sur lequel elle comptait le plus.

Mme Lebel aperçut Campton à son tour; elle se rajusta et se leva.

— Je lui avais trouvé une femme, une belle fille bien saine avec une bonne dot. Voilà mon dernier espoir d'avoir des arrière-petits-enfants qui s'en va. Car l'autre aussi sera tué...

Elle essaya machinalement de mettre de l'ordre sur la table, mais ses mains battirent l'air et George dut la reconduire dans sa loge.

Ce jour-là, Campton se dit : « Nous ne le garderons plus bien longtemps à Paris. » Pourtant, les lourdes semaines du printemps et de l'été passaient, la lutte sans issue continuait sur le front, accompagnée de son glas quotidien, et George ne quittait pas son poste. Campton, durant cette période, avait évité les Brant le plus possible. La conversation de Mrs Brant lui était intolérable; son optimisme obtus, maintenant qu'elle avait retrouvé son fils, était encore plus pénible à supporter que le regard fuyant et comme coupable, de Mr Brant. Leur dernier entretien avait laissé entre lui et Campton une ombre de complicité qui ne s'effaçait pas.

Mais, par-dessus tout, Campton redoutait de rencontrer les Talkett : la femme avec ses pommettes fiévreuses et son regard fixe, le mari toujours prêt à dénoncer de sa voix douce et mono-

tone les vertus bourgeoises. Un après-midi, le peintre tomba sur eux, en train de prendre le thé avec George dans le petit appartement de Boylston. Talkett et Boylston avaient repris l'éternelle discussion sur le pacifisme. Pendant ce temps, George, le visage ironique et fermé, restait sans parler, éclatant de temps en temps d'un rire sec. Combien ce George-là était différent de celui que son père avait trouvé, silencieux aussi, à genoux auprès de Mme Lebel!

Il fut donné à Campton, une autre fois encore, d'entrevoir ce George secret. Il était rentré à pied avec son fils, en sortant de la messe qu'on avait dite pour le jeune Lebel. Dans la loge de l'avenue Marigny, ils trouvèrent un soldat qui attendait, — un jeune garçon trapu avec une épaisse chevelure couleur de paille et une honnête figure hâlée de paysan. George se précipita et saisit le jeune homme par les deux épaules en l'appelant par son nom. C'était celui de l'ordonnance qui lui avait sauvé la vie. Campton surprit le regard qu'échangèrent les deux hommes : ce ne fut qu'un éclair. Un instant après, officier et soldat riaient comme deux gamins, et l'ordonnance se laissait amener à Campton pour lui serrer la main. Ce regard fugitif fut une révélation pour Campton : il venait tout droit de ce pays lointain, le pays de Benny Upsher, que le peintre redoudait tant de voir apparaître dans les yeux de son fils.

L'ordonnance revenait d'une visite à ses parents, réfugiés des pays envahis, recueillis dans une colonie de la banlieue. Il avait obtenu l'autorisation de s'arrêter à Paris avant de retourner au front; pendant deux jours de bonheur parfait il fut logé et fêté avenue Marigny. George et Mrs Brant l'emmenèrent au théâtre et au cinéma, et, le dernier jour de sa permission, Adèle Anthony l'invita à goûter avec Campton, Mr Brant et Boylston. En sortant de chez elle, Mr Brant retint Campton sur l'escalier pour lui dire à mi-voix :

— Le nécessaire a été fait pour la famille de ce jeune homme. J'ai prié George de le lui dire; mais seulement quand il partira.

Campton fit un signe d'assentiment. A cause de George, il était content; il ne put cependant réprimer un mouvement de sa vieille jalousie. Brant serait donc toujours le premier à penser aux choses qui pouvaient faire plaisir à George? le seul à avoir le moyen de les réaliser? « Mais il ne peut empêcher

que ce pauvre garçon ne soit tué demain, » pensa Campton avec une froide ironie, tandis que, du taxi, le jeune soldat leur adressait un dernier sourire épanoui.

Peu de jours après, George entra un matin de bonne heure dans l'atelier de son père. Campton prenait son café, en lisant le communiqué. Les nouvelles de Verdun étaient mauvaises; de l'Orient à l'Occident l'atmosphère était assombrie de présages tragiques; mais sur le visage de George brillait la même expression que le jour où il avait accueilli son ordonnance.

— Papa, dit-il, je pars.

Et, s'asseyant à la table, il se versa sans façon du café dans la tasse vide de son père. Il continua :

— Mon bataillon est rappelé. Je m'en vais ce soir. Déjeunons ensemble quelque part, veux-tu?

Son regard était clair, son sourire confiant : il paraissait soulagé d'un grand poids et ressemblait au petit garçon qui, jadis, lisait *Lavengro* assis dans son lit.

— Après dix mois de Paris..., ajouta-t-il en s'étirant avec un grand bâillement.

— Oui... la routine..., balbutia Campton, sans savoir ce qu'il disait. Pourtant, il était content lui aussi. Dans le tréfonds de son cœur, il savait qu'il était content; mais, comme toujours, son émotion l'étreignait à la gorge et l'empêchait de rien dire.

— Je viendrai bien plus souvent en permission maintenant, reprit George avec animation. Tout est tellement mieux organisé, la correspondance et le reste! Tu n'auras plus l'impression que je suis si loin.

Campton continuait à le regarder, sans trouver une parole. Leurs mains se joignirent. Campton dit, ou crut dire : « Je comprends, je comprends déjà..., » bien qu'après, en y pensant, il ne fût même pas sûr d'avoir ouvert la bouche. Ce qu'il voyait, avec une clarté presque aveuglante, c'était à quel point, sans qu'il s'en rendît compte, ses propres sentiments avaient évolué au cours de ces longs mois : maintenant que le coup était porté, son secret penchant le poussait non pas à y résister, mais à l'accepter, puisqu'ainsi il ne ferait, de nouveau, plus qu'un avec son fils.

Il aurait voulu exprimer ce qu'il sentait; mais il en était incapable. Après tout, cela n'avait peut-être pas d'importance: George comprenait; leur serrement de main en donnait à son

père la certitude. Quelques heures plus tard ils déjeunaient ensemble presque gaîment.

Boylston vint les rejoindre, et ils allèrent tous les trois dire au revoir à Adèle Anthony. Pour une fois, Adèle se trouva prise au dépourvu : Campton en éprouva presque un soulagement, car il redoutait d'avance son attitude belliqueuse. La pauvre femme n'avait rien de belliqueux : ses yeux pâles s'attachaient sur George avec une fixité apeurée, tandis que ses lèvres, un peu crispées, répétaient des phrases d'encouragement : « Quel soulagement !... A ta place, je n'aurais pu supporter Paris une minute de plus... les seuls gens optimistes sont ceux du front... » C'était la formule consacrée qui accompagnait tous les soldats quand ils repartaient.

La journée passa. Les heures paraissaient à Campton interminables et rapides à la fois, comme celles qui avaient précédé le premier départ de son fils. George lui avait demandé de venir dans la soirée chez les Brant, où il dînait. Campton acquiesça : pendant le séjour de George à Paris, bien des angles s'étaient adoucis. De plus, il aurait à ce moment fait n'importe quoi pour son fils, — pour son fils enfin retrouvé ! Dans leur serrement de main, ce matin-là, le George d'autrefois lui était réapparu, simple, jeune, tel qu'il était jadis. Le sombre avenir s'éclaira pour Campton d'une grande lueur de fierté.

Avenue Marigny, les Brant et George prenaient le café. La table était ornée d'argenterie et de porcelaines délicates. Pas de fleurs : Julia, toujours correcte, les avait depuis longtemps bannies. Mais il y avait du champagne en l'honneur de George, et les restes d'un menu de choix qu'on desservait.

Mr Brant se leva pour recevoir le peintre. Ses traits nets étaient tirés par l'anxiété et l'effort qu'il faisait pour la dissimuler. Sa femme, au contraire, paraissait très calme. Les adieux furent moins pénibles que Campton ne l'avait craint.

L'automobile de Mr Brant devait conduire George et son père à la gare. En y montant, Campton revit avec un frisson le jour où, avant l'aube, cette même voiture avait stationné devant la porte de l'atelier pour l'emmener à Doullens. Entre son fils et lui, se dressa le petit profil douloureux de Mr Brant.

Pour chasser ce souvenir, il dit :

— Ta mère est étonnamment bien. J'ai été heureux de la voir si peu nerveuse.

George se mit à rire.

— Oui. Madge l'a rencontrée ce matin chez la voyante. Ça leur fait à toutes un bien énorme, ajouta-t-il avec son indulgence universelle.

Campton frissonna de nouveau. Cette compréhension souriante de toutes choses rendait George plus lointain que jamais. « Cela lui donne l'air si vieux, mille fois plus vieux que moi... » Mais il se força à rire en manière d'approbation, et George continua :

— A propos de Madge,... si j'y reste, tu seras très gentil pour elle, n'est-ce pas?

— Mon cher petit!

Il y eut un nouveau silence, puis Campton demanda :

— Où en sont les choses, au juste? Je suis si peu au courant!

George parut hésiter :

— Je sais, je ne t'ai jamais très bien expliqué. J'ai essayé; mais je n'étais pas sûr de te faire comprendre. — Il ajouta tranquillement : — J'ai maintenant la certitude qu'elle ne divorcera pas.

Campton éprouva un grand soulagement.

— Elle croit qu'elle le fera ; mais je vois que l'idée l'effraie encore. Si j'ai continué à me servir de l'argument du divorce, c'est seulement comme prétexte.

Ces mots plongèrent Campton dans une nouvelle perplexité.

— Comme prétexte ? répéta-t-il.

— Tu ne devines pas, mon vieux papa ? Elle en est venue à m'aimer infiniment ; si elle avait été ma maîtresse et qu'après ça j'eusse été tué, que lui serait-il resté ? Je n'avais pas le droit, tu comprends.... Naturellement, si je reviens et qu'elle se décide à rompre avec Talkett, nous nous marierons. Mais, si les choses tournent mal, j'aime mieux la laisser comme elle est, tranquille dans son ornière. Tant de gens ont peine à en sortir, et elle est de ceux-là, la pauvre petite, bien qu'elle soit si convaincue du contraire !

Campton restait glacé et muet, tandis que l'auto les emportait à travers les rues silencieuses. La pensée que, dans quelques minutes, ils seraient à la gare paralysait toutes ses facultés.

— C'est très beau ton idée, balbutia-t-il enfin, très noble...

Mais il sentait toujours passer en lui le même frisson.

Ils arrivaient à la gare. Père et fils descendirent et se dirigèrent vers le train. Campton posa ses deux mains sur les épaules de George.

— Écoute, dit George, il y a encore une chose. Je veux te dire que je sais tout ce que je vous dois, à toi et à Adèle. Vous m'avez les premiers fait sentir un tas de choses que je n'avais jamais senties. Et tu sais, ma place est bien là où je vais : je n'en ai jamais été plus sûr qu'en ce moment.

Ils se serrèrent la main en silence, chacun emplissant son regard du visage de l'autre ; puis la foule les sépara. Fixant, de ses yeux brouillés de larmes, le train qui s'ébranlait, Campton entrevit à une portière le sourire de son fils, le sourire insouciant du petit garçon d'autrefois. Pendant une seconde, le père eut l'illusion que c'était le regard d'adieu du petit George rentrant au collège après les vacances.

En sortant de la gare, il tomba, à sa grande surprise, sur Mr Brant. Le petit homme rougit, pâlit et chercha, selon sa coutume, le secours de son lorgnon.

— Je vous ai suivi dans l'autre voiture, dit-il en détournant les yeux.

Campton fit un effort :

— Vous ne voulez pas que nous rentrions ensemble ?

Mr Brant fit un signe négatif.

— Merci. Il est tard et vous devez avoir envie de rentrer chez vous. Vous me ferez plaisir d'user de ma voiture.

Ils traversèrent la cour jusqu'à l'endroit où stationnaient les voitures de maîtres. Là Campton tendit la main.

— Vous êtes bien aimable, mais j'aime mieux marcher un peu.

Mr Brant inclina la tête ; puis il dit brusquement :

— Ces histoires de voyante, croyez-vous que cela signifie quelque chose ? Vous avez remarqué combien... euh... Julia était calme tout à l'heure : elle m'a prié de vous dire que cette Espagnole chez qui elle va, — elle s'appelle Olida, je crois, — l'a entièrement rassurée. Cette femme affirme que George reviendra bientôt et ne repartira jamais plus pour le front. Ce sont ses propres paroles : *Il ne repartira jamais plus pour le front.* Julia lui a posé toute sorte de questions : elle n'a jamais pu tirer d'elle autre chose. Elle tenait à ce que je vous le dise. Il est certain que... En tout cas, c'est un réconfort pour les mères

XXXIV

Le lendemain, Campton se dit : « Je peux, en m'y mettant tout de suite, fixer ce regard d'adieu sur la toile. » Et il sortit une toile neuve, avant que Mme Lebel apportât son café.

Ainsi qu'il l'avait parfois éprouvé, les émotions violentes de ces dernières vingt-quatre heures s'étaient presque immédiatement clarifiées et transposées en images. Il lui semblait qu'il penserait à George sans tristesse, s'il pouvait se mettre tout de suite à son chevalet pour le peindre.

Le visage naissait sous ses doigts fiévreux, — fiévreux et pourtant si bien assurés ! C'était pour lui un sujet d'étonnement toujours renouvelé de voir, en pareil cas, le feu intérieur dégager une clarté lumineuse qui le guidait. Il voyait, et le seul fait de voir suffisait à isoler George, à le tenir loin de tout danger. Son fils était véritablement là et posait pour lui : le George d'autrefois, qu'il connaissait, qu'il comprenait, lui apparaissait dans son essence, dans sa réalité, face à face.

Il fut interrompu par un coup de sonnette. Mme Lebel, qui venait d'apporter le café, ouvrit la porte et s'effaça devant une silhouette emmitouflée, dont s'exhalait un lourd parfum. Campton, furieux d'être dérangé, se retourna et aperçut Mme Olida. Ses pensées étaient tellement ailleurs qu'il l'aurait à peine reconnue, si elle n'avait murmuré avec l'accent guttural d'autrefois :

— Juanito !

Il était moins encore surpris de son intrusion qu'irrité d'être arraché à son travail.

— Vous n'avez donc pas vu le papier sur la porte « Sorti jusqu'à midi » ? grogna-t-il.

— Justement, dit-elle, c'est comme ça que j'ai su que tu y étais.

— Mais je n'y suis pas ; je travaille, je n'admets pas...

L'opulente poitrine de Mme Olida se souleva :

— Je sais, mon cœur ! Je me rappelle comme tu étais, — le travail, — le travail, — mon travail ! C'était toujours comme ça, même dans les premiers jours. Mais je me jette à tes pieds : Juanito, tu m'y vois ! — Elle esquissa un plongeon de son

vaste corps, qu'elle arrêta à temps en s'appuyant sur la table, et rejeta la tête en arrière d'un air suppliant, de sorte que Campton entrevit l'éclat d'un collier de perles enfoui dans un pli de son cou. Il s'aperçut que ses yeux étaient rouges d'avoir pleuré.

— Qu'est-ce que je peux faire pour toi? Tu es dans la peine? demanda-t-il.

— Et quelle peine, mon cœur, quelle peine! — Elle saisit les mains du peintre dans l'étreinte musculeuse et grasse des siennes. — Il me faut des nouvelles de mon fils, il m'en faut! Ce jeune homme, tu sais bien, tu l'as vu le jour où tu es venu avec ta femme; il a entr'ouvert la porte : beau comme un dieu, n'est-ce pas? C'était mon fils Pepito!

Avec un profond soupir elle commença son histoire. Deux ou trois ans après le départ de Campton, elle avait épousé un coiffeur français des Pyrénées. Il la ramena en France et ils fondèrent à Biarritz un Institut de Beauté qui prospéra. C'était là qu'elle avait mis au monde Pepito. Peu de temps après, hélas! son mari avait déclaré qu'il ne pouvait souffrir la graisse ni dans la cuisine ni chez les femmes (« Après la naissance de mon Pepito, je suis devenue telle que tu me vois ») et il avait filé avec la manucure, en emportant leurs économies. Mme Olida avait eu à lutter pour élever son fils; mais elle avait conservé l'Institut de Beauté et l'avait rendu florissant. Peu de temps avant la guerre, elle avait adjoint la chiromancie à la coiffure et au massage.

— Et mon fils, Juanito, je te demande un peu s'il n'était pas une vivante réclame pour un Institut de Beauté? Il était encore en robe qu'il m'amenait des clientes, et il n'avait pas seize ans que les dames qui venaient chez moi se faisaient des scènes à cause de lui. Ah! il y a des moments où il m'a fait cruellement souffrir... mais, depuis quelque temps, il était plus raisonnable; nous étions redevenus bons amis, amis et associés. A la déclaration de guerre, je suis venue à Paris; je savais que toutes les mères voudraient des nouvelles de leur fils. J'ai gagné beaucoup d'argent ; et j'ai eu des résultats merveilleux. Je pourrais te citer des cas, — des noms que tu connais, — où j'ai tout prédit! Ah! j'ai le don, mon cœur, je l'ai bien!

Elle lui pressa les mains avec un sourire triomphant ; puis son visage s'assombrit de nouveau.

— Mais, il y a six mois, mon chéri a été mobilisé et depuis

trois mois je n'ai aucune nouvelle de lui! — Elle sanglotait, et les larmes laissaient des traînées sombres sur sa poudre violacée. — Pas un mot, pas un signe de vie,... à moi, sa mère, qui n'ai pas cessé de trimer pour lui, qui lui ai amassé une fortune!

Elle expliqua qu'ayant entendu dire que Campton était « tout puissant, » connaissait des ministres et des généraux, et de grands financiers comme Jorgenstein (bien plus influents que les ministres et les généraux), elle avait pensé qu'avec son appui, elle pourrait avoir des nouvelles de son fils.

Campton la regarda, stupéfait.

— Mais le don, comme tu dis... ce pouvoir... tu ne peux donc pas t'en servir pour toi-même?

Elle le regarda à son tour, avec une naïveté éplorée :

— Ce que je veux, ce sont de vraies nouvelles de mon fils! Je veux une lettre ; je veux voir quelqu'un qui l'ait vu, toucher une main qui l'ait touché! Tu ne comprends donc pas?

— Si, je comprends, répondit le peintre.

Et elle reprit sa litanie désespérée, s'attachant à lui avec des paumes molles comme des tentacules de méduse. A grand renfort de promesses, il parvint enfin à se dégager et à la diriger doucement vers la porte. Sur le seuil, elle se retourna une dernière fois.

— Et ton fils à toi, Juanito, je sais qu'il est reparti au front. Sa mère est venue l'autre jour : elle vient souvent. Je peux te promettre des miracles, si tu veux m'aider... Même si tu ne m'aides pas, je le ferai en souvenir du passé! Je connais des secrets... des secrets magiques qui le protégeront. Il y a un onguent mauresque infaillible contre les balles... La recette vient du roi Salomon... Je peux l'avoir...

Revenu à son chevalet, Campton se tint immobile, en contemplation devant l'esquisse de George. Mais le charme était rompu : le George d'autrefois avait disparu. La guerre l'avait englouti de nouveau dans son affreux tourbillon ; une fois encore, il n'était plus que cette énigme obscure, un fils au front...

Au cours des pénibles semaines qui suivirent, Campton apprit un jour que Boylston n'ignorait pas qu'il y eût « quelque chose » entre George et Madge Talkett.

— Ce n'est pas qu'elle en ait jamais parlé, ni qu'elle m'ait

encouragé à rien deviner. Mais elle a un visage transparent, la pauvre petite. J'imagine que tout le monde sait, — sauf peut-être Talkett, — qu'elle est sérieusement prise.

— Et George?

La figure de Boylston prit une expression lointaine et mystérieuse.

— Nous ne pouvons vraiment savoir, n'est-ce pas? ce qu'aucun d'eux ressent. Pas plus que s'ils étaient...

Il s'arrêta court devant le mot, mais Campton eut le courage de l'affronter.

— Que s'ils étaient morts?

— Disons transfigurés; non, trans... quelle est donc l'expression théologique? Une substance nouvelle enfin...

— Ah! vous avez aussi cette impression? s'écria le père.

— Oui. Et pourtant ils ne se rendent pas compte eux-mêmes combien ils sont loin de nous. Du moins, je ne le crois pas.

— Mais George, au début, était indifférent à la guerre, n'est-ce pas? dit Campton.

— Intellectuellement, oui. C'est en voyant pour la première fois des hommes rentrant du front couverts de boue, il avait senti que sa place était là d'où ils venaient. C'est la pensée de leurs hommes qui les ramène tous là-bas. On lit quelque chose dans leurs yeux, je ne sais quoi, *Dulce et decorum*, peut-être...

Mrs Brant continuait à envisager la vie avec sérénité. Elle était retournée plusieurs fois chez Mme Olida et en avait toujours rapporté la même formule rassurante.

Tout donnait à penser que le régiment de George avait été envoyé à Verdun, et comme les nouvelles de Verdun étaient de jour en jour meilleures, Mrs Brant y voyait une éclatante confirmation de la prophétie d'Olida. Il ne lui venait apparemment point à l'esprit, qu'en ce qui concerne les vies humaines, la victoire peut coûter aussi cher que la défaite.

Cependant Campton commençait à redouter que sa femme n'eût vent des craintes de Mme Olida pour son propre fils. Toutes les tentatives pour obtenir des nouvelles de Pepito étaient demeurées vaines. Le peintre reçut une seconde visite de la voyante, au cours de laquelle il la supplia (sans nommer Julia) de prendre garde à ne pas trahir son inquiétude personnelle devant les mères qui venaient lui demander des

consolations. Elle fixa sur lui le regard douloureux de ses yeux de velours.

— Comment peux-tu penser cela de moi, Juanito? L'argent que je gagne est pour mon fils. Cela me donne la force d'inventer un nouveau mensonge tous les matins.

Il prit sa main trompeuse et la baisa.

Le lendemain, il rencontra Mrs Brant qui descendait les Champs-Élysées d'un pas léger. Elle leva sur lui un visage radieux.

— Une lettre de George ce matin! Et figurez-vous qu'Olida me l'avait annoncée. J'y suis retournée hier : elle m'a dit qu'il reviendrait bientôt et qu'à ce moment même elle le voyait m'écrire. Vous conviendrez que c'est extraordinaire! Tant de mères ont besoin d'elle! — Je ne pourrais pas vivre sans elle. Et les messages qu'elle reçoit de son propre fils sont si beaux!...

— De son propre fils?

— Oui : je ne vous ai pas raconté? Il lui dit des choses admirables. Elle m'a avoué, la pauvre femme, qu'avant la guerre, il n'avait pas toujours été gentil pour elle : il lui prenait son argent et se conduisait mal. Mais maintenant, chaque jour, il lui envoie un message mental. Des choses merveilleuses! Elle assure qu'elle n'aurait pas le courage de nous soutenir toutes, si elle n'était pas soutenue ainsi. Et maintenant, ajouta gaîment Julia, je vais commander des gâteaux pour mon thé-bridge. Vous savez que j'ai promis à George de ne pas renoncer à mes thés-bridges.

De temps à autre, Campton reprenait le dernier portrait de son fils. Mais, en dépit des lettres fréquentes de George, en dépit du rapprochement soudain qui s'était produit entre le père et le fils au moment du départ, l'image du George adolescent, du George heureux, insouciant, qui avait tourné en ridicule l'idée d'une guerre et poursuivi ses rêves chimériques d'une humanité meilleure, — cette image s'était évanouie. Parfois il semblait à Campton que les lettres mêmes de son fils augmentaient cette impression d'éloignement. Elles étaient nécessairement plus réservées que les missives expédiées, avant la blessure de George, d'un quartier général imaginaire; mais cela ne suffisait pas à expliquer la différence. En dernière analyse, Campton ne pouvait dire qu'une chose, c'est qu'il n'arrivait jamais à mettre l'image de son fils tout à fait « au point. » Tantôt, — quand il

se rappelait George consolant Mme Lebel, ou faisant accueil à son ordonnance, ou prononçant ces quelques mots décousus à la gare, — le jeune homme lui apparaissait plus proche que jamais, semblait faire partie de sa propre substance; tantôt il reprenait la forme de cet être beau et lointain qui lui était jadis apparu, « la sentinelle ailée » montant la garde devant l'inconnu.

Les semaines ainsi jalonnées par les préoccupations individuelles se déroulaient lourdes de menaces. Enfin, en décembre, arriva la victoire de Verdun. On l'accueillit avec une joie profonde, mais avec calme. Elle était payée trop cher pour qu'on la fêtât, et l'horizon était trop menaçant par ailleurs. Campton avait espéré que le Nouvel An lui ramènerait son fils; mais George ne parlait toujours pas de permission. Pendant ce temps, le visage de Boylston s'arrondissait et s'épanouissait : enfin, l'Amérique sortait de sa torpeur. « Ah! si George était là-bas! » s'écriait souvent Boylston, comme si son ami était à lui seul une armée. Il avait dans le don de persuasion de George une foi presque mystique. Et, peu de temps après, Campton eut la surprise de recevoir une visite qui sembla confirmer cette opinion de la manière la plus imprévue. En entrant un après-midi dans son atelier, il y trouva Roger Talkett.

Le jeune homme, tiré à quatre épingles selon sa coutume, mais pâle d'émotion, saisit la main du peintre.

— Mon cher maître, j'avais besoin de vous voir, de vous voir seul, et tout de suite.

Campton le regarda avec appréhension. Que signifiait ce « seul »? Mrs Talkett aurait-elle perdu la tête et trahi son secret? Ou bien aurait-elle commis quelque imprudence dont le bruit était venu jusqu'à son mari?

— Asseyez-vous, je vous en prie, dit le peintre d'une voix faible.

Mais Talkett resta debout, droit et sévère, et jetant un coup d'œil à son bracelet-montre :

— Mes moments sont comptés, à la lettre; je n'ai que le temps de vous supplier de veiller sur ma femme. Il tira un mouchoir de sa manchette glacée et essuya son lorgnon.

— Votre femme? répéta Campton avec effroi.

— Cher maître, vous n'avez pas deviné? Je suis l'admirable exemple de George... J'ai été converti! Nous autres intellec-

tuels, nous ne pouvons rester à l'écart pendant que les ignorants, les illettrés, meurent pour nous : laissons cette attitude aux Barbares. Notre devoir est de donner l'exemple. Je pars cette nuit pour l'Amérique, pour le camp de Plattsburg.

— Oh !... fit Campton suffoqué, en lui serrant la main.

Le lendemain, Boylston entra comme une bombe dans l'atelier. — Qu'est-ce que je vous disais? L'influence de George, elle réveille tout le monde! Mais Talkett! du diable si je m'y attendais! Et avez-vous vu sa femme? C'est Bellone! Je les ai accompagnés à la gare : leurs adieux ont été déchirants. A cette minute-là, je crois qu'elle avait oublié jusqu'à l'existence de George.

— Dieu merci! s'écria Campton.

— Oui. Ne sentez-vous pas comme nous y sommes tous entraînés? continua Boylston haletant. — Son visage s'illuminait. — Nous sommes rivés à cette guerre, comme dit George, tous tant que nous sommes! Même moi, j'en ai le sentiment, moi qui reste emprisonné ici, loin de l'air libre...

Ses yeux s'emplirent de larmes.

— Nous y viendrons, vous savez; l'Amérique y viendra, et dans quelques semaines, j'en suis sûr! George en avait la même certitude que moi. Et, si la guerre continue, notre armée sera bien forcée de prendre des officiers myopes, n'est-ce pas? comme l'Angleterre et la France l'ont fait dès le début. Ils auront besoin d'hommes; ils auront besoin de nous tous.

— Ils auront besoin de *vous*, mon ami, et ils vous auront, tout entier, quelque besogne que vous fassiez. — Campton sourit; et Boylston, refoulant un sanglot, repartit en coup de vent.

Oui, ils y étaient tous entraînés, entraînés dans le gouffre béant. Campton le sentait aussi nettement que Bolyston; il sentait la vanité, la complète insignifiance de tous les intérêts particuliers devant cette immense ruée vers le sacrifice. Il comprenait que, pour des jeunes gens tels que George et Boylston, rien, — fût-ce les choses qui leur tenaient le plus au cœur, — ne compterait, tant que cette guerre ne serait pas terminée. « Même pour ce pauvre Talkett! » se prit-il à songer.

Cet après-midi-là, singulièrement apaisé, il se remit au portrait de son fils. Il l'avait représenté penché à la portière du wagon, souriant, faisant des signes d'adieu, tandis que sa destinée l'emportait dans les ténèbres. En travaillant, Campton

parvint à ressaisir le rayonnement perdu : il était là sur le front, dans les yeux, il s'étendait, par touches assurées, sous le travail joyeux de la brosse.

Un jour que le tableau s'avançait, la mémoire du père hésita sur un petit détail du visage. Il alla chercher un vieux carton dans lequel il mettait ses études inachevées de George. Il fouilla dans le tas et des George de tout âge lui apparurent : bébé joufflu, collégien criblé de taches de rousseur, puis un adolescent au long visage pensif (le George délicat de Saint-Moritz) ; mais aucun ne lui fournissait ce dont il avait besoin. Fourrageant encore, il finit par tomber sur une page arrachée d'un carnet. C'était l'étude au crayon qu'il avait faite de George la veille de sa mobilisation, pendant que le jeune homme dormait.

Campton jeta le croquis sur la table ; en le considérant, il repassait par toutes les émotions d'où le dessin était sorti. Comme il était ignorant de tout en ce temps-là ! Comme il comprenait mal ! Il était capable maintenant de regarder ce dessin, de se rappeler même les pensées qui le lui avaient fait écarter jadis en frissonnant. Était-ce parce que l'atmosphère s'emplissait d'une espérance grandissante ? Parce que la victoire de Verdun venait témoigner de la force impérissable de la France ? Parce que chez chacun s'affermissait la certitude que l'Amérique s'éveillait ?... Était-ce simplement parce qu'après un trop long et trop dur effort, la nature humaine cherche instinctivement la bouffée d'oxygène moral dont elle a besoin ? Ou bien l'influence de George l'avait-elle véritablement pénétré ? Ce singulier renouveau de confiance dans la vie et dans l'idéal, n'était-ce pas un message de son fils envoyé pour le rassurer ?

Oui, le George d'autrefois était auprès de lui, ce matin-là ; tandis qu'ailleurs, le George d'aujourd'hui dispensait, en ce même moment, la force, la jeunesse et l'espérance à ceux qui l'entouraient. « Je ne pourrais pas faire son portrait, si je n'étais pas arrivé à comprendre, » pensa Campton en revenant à son chevalet. Le petit croquis au crayon lui avait donné exactement l'indication qu'il cherchait, et il reprit sa palette avec un soupir satisfait.

Un coup frappé à la porte le tira du travail qui l'absorbait.

— Qui est là ? cria-t-il sans se retourner. Vous ne pouvez donc pas lire l'écriteau ? *Sorti !*

La porte s'ouvrit et Mr Brant entra.

Il ne parut pas avoir entendu l'apostrophe du peintre. Du seuil, ses yeux se portèrent sur le portrait et y restèrent fixés. Longtemps après, Campton se souvint d'avoir pensé, en suivant ce regard : « Celui-là aussi, il va vouloir l'acheter ! »

Mr Brant humecta ses lèvres sèches. Ses yeux, se détachant lentement du visage de George, se tournèrent vers celui de Campton, avec le même regard absent. Campton se leva précipitamment.

— Ce n'est pas... ce n'est pas ?...

Mr Brant essaya en vain de parler, et cet effort inutile contracta pitoyablement sa bouche.

— Mon fils ? cria Campton, en le saisissant par le bras.

Le petit homme s'effondra sur une chaise.

— Pas mort... pas mort... Il y a de l'espoir..., de l'espoir.

Ces quelques mots lui échappèrent par secousses douloureuses.

Une poussée brusque ouvrit de nouveau la porte et Boylston s'avança radieux. Il brandissait une poignée de journaux.

— L'Amérique ! Vous avez vu ? Ils ont mis Bernstorff à la porte, rompu les relations diplomatiques...

Son visage blêmit. S'arrêtant net, il considéra successivement d'un œil incrédule les deux hommes accablés.

XXXV

De nouveau, Campton était accoudé à la fenêtre d'un hôpital parisien.

En face de lui s'étendaient les grands espaces de la place de la Concorde qu'il avait contemplés du Crillon la veille de la mobilisation. Derrière lui, dans un lit blanc, George dormait, posé de la même façon que la nuit où son père l'avait dessiné du seuil de sa chambre.

Toute la journée, Campton avait eu dans la tête la promesse de la voyante : « Votre fils reviendra bientôt et ne repartira plus jamais pour le front. »

Cette fois, c'était vrai : jamais, non jamais plus, il ne repartirait pour le front ! Ils le garderaient maintenant : voilà la seule chose qui fût certaine. Ils le garderaient, mais comment ? Pendant plus de quinze jours après son retour, les

chirurgiens avaient hésité. Enfin, la jeunesse ayant paru prendre le dessus, on avait fait espérer aux parents qu'après une longue période d'immobilité, le corps fracassé de George se ressouderait lentement et qu'il pourrait marcher, tant bien que mal. Un mois avait passé depuis lors, et Campton osait se remémorer les jours écoulés, si pareils par leurs angoisses à ceux de Doullens, et pourtant si différents par tout ce que l'aide matérielle et l'organisation y avaient apporté.

L'évacuation des dépôts sanitaires sur l'arrière, désormais systématique et rapide, se pratiquait dans tous les cas, sauf les plus graves. Même l'autorisation de faire venir George à Paris, au lieu qu'on l'envoyât dans un hôpital voisin du front, avait été obtenue sur une simple démarche de Mr Brant auprès de l'autorité compétente.

Dès le début, Campton s'était montré hostile à l'idée d'amener George à Paris. Il sentait que, dans un hôpital tranquille de la zone des armées, il aurait son fils tout à lui, et, en tout cas, le voyage eût été plus court. Cette opposition de Campton avait arrêté net les progrès de ses rapports amicaux avec les Brant : aux heures où ceux-ci venaient voir George, il s'arrangeait le plus souvent pour être absent.

George était vivant. Il était là sous les yeux de son père, il vivrait : à présent, cela semblait sûr. Campton avait cru qu'il allait pouvoir penser à l'avenir avec calme. Mais lorsqu'il essayait de se convaincre que c'était vraiment son fils qui était couché près de lui, une sensation d'irréalité l'enveloppait de nouveau. « George... George... George... » Il répétait le nom, indéfiniment, à voix basse, tandis qu'il veillait au chevet de son fils. Mais le nom rendait un son creux et lointain, comme l'appel d'un spectre à un autre spectre.

Quittant la fenêtre, le père revint auprès du lit interroger encore le visage du jeune homme. Mais George avait les yeux fermés; le sommeil le recouvrait d'un voile impénétrable. Le sommeil des hommes ordinaires ne ressemblait pas à celui-là : la lumière de leurs habitudes journalières filtrait à travers leurs visages clos. Mais chez ceux qui étaient descendus dans les derniers cercles de l'abîme, il n'en était pas de même : le sommeil les réaspirait immédiatement, totalement, dans l'inconnu. Par moments, lorsque Campton veillait ainsi près de son fils, il se disait : « S'il était mort, il ne serait pas

plus loin de moi..., » tant George paraissait plongé profondément dans un mystérieux commerce avec l'inconnu.

De temps en temps, Campton cherchait à entrevoir quelque chose de ces ténèbres souterraines; mais, au bout d'un instant, il en revenait l'âme frissonnante, écrasé par la faiblesse de la chair et l'impossibilité de dépasser les limites de ses sensations accoutumées. Plus tard, peut-être, quand George serait guéri et la guerre terminée, le père pourrait pénétrer dans l'esprit de son fils et y trouver un nouveau terrain où communier avec lui; pour le moment, la chose était inconcevable. Il se ressouvint qu'au retour de Doullens, quand Adèle Anthony lui avait demandé : « Qu'est-ce que vous avez éprouvé d'abord? » il avait répondu : « Rien. » Eh bien! il en était de même à présent : toute vibration avait cessé. Les épreuves que son fils avait traversées le séparaient de lui comme un abîme impossible à franchir.

La porte s'entrebâilla doucement et le visage de Boylston apparut, entouré de rayons comme un ostensoir. Campton se glissa dans le couloir, et Boylston lui mit silencieusement un journal dans les mains. Le peintre se pencha, les yeux éblouis par la lumière, tâchant à saisir le sens de la manchette en gros caractères, mais il ne put déchiffrer que ces mots : « L'Amérique..., l'Amérique..., l'Amérique... »

Une infirmière s'approcha d'un pas léger : des larmes coulaient sur ses joues. « Oui, je sais, je sais! » répéta-t-elle rayonnante. Par le vaste escalier, à travers le dédale des longs corridors blancs, s'élevait une rumeur inaccoutumée : assourdie, réprimée, elle renaissait comme le bruit du flot sur la grève. De tous côtés, internes, infirmières, passaient rapidement de chambre en chambre, propageant la nouvelle : « L'Amérique a déclaré la guerre à l'Allemagne! »

Campton et Boylston rentrèrent sans bruit dans la chambre de George. Le blessé ouvrit les yeux et leur sourit : il avait compris.

— Le 6 avril! Rappelez-vous cette date! s'écria joyeusement Boylston en se penchant sur le lit.

George, emprisonné dans sa gouttière, parvint à soulever un peu la tête. Du regard, il rendit à Boylston son rire heureux.

— Vous serez en uniforme dans huit jours! dit-il.

Et Boylston devint cramoisi.

Campton se remit à la fenêtre. Le jour était arrivé! Il était arrivé, et son fils avait vécu pour le voir. Tant des camarades de George étaient descendus dans la mort sans espérance! Encore quelques mois, et de cette même fenêtre, ou bien peut-être de la terrasse des Tuileries, George regarderait les premiers bataillons américains défiler sur cette place de la Concorde où, au début de la guerre, ils avaient vu tous deux les jeunes recrues de la Légion étrangère marcher sous les plis de drapeaux improvisés.

A cette pensée, Campton sentit son cœur serré se détendre. Quelque chose qui, dans cette longue angoisse, avait toujours donné à ses sentiments une sorte d'incertitude et de confusion venait soudain de disparaître, lui laissant la même impression d'animation joyeuse qui riait dans les yeux de Boylston. Enfin ils semblaient tous, atomes errant au hasard, avoir été d'une secousse mis à leur place, introduits dans l'immense et mystérieux dessein qui infléchissait lentement un firmament nouveau sur une terre nouvelle...

Une infirmière parut, apportant un immense bouquet de lilas noué d'un ruban aux couleurs américaines. Campton, en passant les fleurs à son fils, reconnut sur une enveloppe l'écriture verticale de Mrs Talkett. George, toujours silencieux, souriait, les lilas contre son oreiller; de sa main libre, il jouait avec l'enveloppe, mais il ne la décacheta pas.

Au bout d'un certain temps, la porte se rouvrit pour laisser paraître, cette fois, le regard timide de Mr Brant. Il eût un léger mouvement de recul en apercevant Campton; mais Boylston, sautant de sa chaise, passa près du peintre pour lui murmurer :

— Pour aujourd'hui, au moins pour aujourd'hui, je vous en prie!

Campton se dirigea vers la porte et fit signe à Mr Brant d'entrer. Julia Brant était dehors, essoufflée, éplorée, portant autant d'orchidées que Mrs Talkett avait envoyé de lilas. Campton lui tendit la main; elle balbutia d'un air embarrassé :

— Nous n'avons pas pu attendre...

Derrière elle, il vit Adèle Anthony monter rapidement l'escalier.

Groupés autour du lit de George, ils commencèrent à parler bas, puis ils élevèrent malgré eux la voix, s'interrompant

mutuellement par des rires et des larmes. Mr Brant et Boylston débordaient tous deux de nouvelles, et George, bien qu'il écoutât plus qu'il ne parlât, posait de temps à autre une question qui faisait jaillir de nouveaux récits. Soudain, Campton remarqua que le visage du blessé, tout à l'heure trop rouge, pâlissait; mais il continuait à sourire, et son regard, allant de l'un à l'autre, répondait à la joie de chacun. Bientôt Campton, voyant que les autres ne manifestaient aucune intention de partir, se leva et sortit. Il traversa la rue de Rivoli et gagna la terrasse déserte des Tuileries. Là il resta longtemps assis, les yeux fixés sur la vaste étendue miroitante de la place, évoquant, avec sa faculté de créer des images vivantes et précises, la vision future de bataillons khakis défilant en masses innombrables.

Quand il retourna à l'hôpital après dîner, il fut reçu par l'infirmière de nuit. Elle n'était pas, ce soir, tout à fait aussi contente de son malade : n'avait-il pas reçu trop de visites? Oh ! bien sûr, elle savait que c'était un grand jour, un jour de réjouissance internationale, par-dessus tout un jour béni pour la France. Mais les médecins avaient dû, dès le début, avertir Mr Campton qu'il fallait à son fils du calme, le plus grand calme. La dernière opération avait fortement éprouvé le cœur. Oui, certainement, Mr Campton pouvait entrer ; le blessé l'avait réclamé. Il n'y avait pas de danger, aucune raison de s'inquiéter. Seulement, la visite devait être courte : il fallait que son fils essayât de dormir.

Campton acquiesça de la tête et entra sans bruit.

George était étendu immobile sous la lampe voilée : ses yeux étaient ouverts, mais ils semblèrent refléter l'image de son père sans changer d'expression, comme des miroirs plutôt que des yeux. La chambre paraissait doublement silencieuse après le joyeux brouhaha de l'après-midi. L'infirmière avait placé les orchidées et les lilas de façon que George pût les voir. Mais était-ce sur les fleurs que se posait si tranquillement son regard? Voyait-il à leur place les visages de celles qui les avaient données? Ou bien était-il reparti pour cette contrée lointaine où nul ne pouvait le suivre ?

Campton reprit son poste habituel auprès du lit.

Le père et le fils se regardèrent et, pendant l'espace d'une seconde, le George d'autrefois apparut dans les prunelles du blessé.

— On a trop bavardé aujourd'hui, grommela Campton.

— Tu crois ? Je n'ai pas remarqué, répondit George en souriant.

Non, il n'avait pas remarqué, il ne remarquait rien. Il était de nouveau à des millions de lieues, emporté vers la place assignée dans le mystérieux dessein du firmament nouveau...

— Fatigué, mon pauvre vieux ? demanda Campton à mi-voix.

— Non, content, dit George d'un ton satisfait.

Son père mit une main sur la sienne et resta silencieux à son chevet, tandis que la nuit printanière, entrant par la fenêtre ouverte, venait les baigner doucement de son souffle. Les rues tranquilles se firent plus tranquilles encore : la paix de leurs cœurs semblait gagner peu à peu la ville endormie. Campton se répétait sans cesse « Il faut que je m'en aille, » et il ne bougeait pas ; l'infirmière ne tarderait sûrement pas à revenir : pourquoi ne pas attendre qu'elle le renvoyât ?

Au bout d'un certain temps, voyant que George avait fermé les yeux, Campton se leva et traversa la chambre pour mettre un journal sur la lampe. Ce mouvement dut éveiller son fils, car il entendit derrière lui le bruit d'un léger effort et un cri étouffé :

— Père !

Campton se retourna et d'une enjambée atteignit le lit. George, livide, était parvenu à se soulever sur un coude.

— Ça ne va pas ? cria le père.

— Si. Tout va bien, dit George.

Il retomba sur l'oreiller, refermant les paupières; un court tressaillement agita la main que Campton avait saisie. Et il ne bougea plus.

XXXVI

La prédiction de George s'était réalisée. A son enterrement, trois jours plus tard, Boylston, qui venait d'être attaché à la Mission militaire américaine, était déjà en uniforme.

Par quelle perversion de ses facultés d'attention, Campton remarqua-t-il ce détail, tandis qu'il se tenait, réduit à l'état d'automate insensible, au premier rang, derrière le cercueil couvert du drapeau et entouré de cierges ? Pourquoi certaines

choses plutôt que d'autres atteignaient-elles son cerveau engourdi, et particulièrement des choses sans importance, comme le fait que Boylston portât déjà l'uniforme, que le nez sans poudre de Mrs Brant parût violacé sous le dur voile de crêpe, ou que l'aumônier demandât : « O mort, où est donc ta victoire? » du ton maussade d'un maître d'école réprimandant un élève qui a égaré ses cahiers ? Campton l'avait éprouvé déjà : quand le chagrin le frappait, il demeurait insensible et muet. C'était seulement longtemps après qu'il commençait à souffrir.

Il se rendit compte de sa souffrance pour la première fois un matin ensoleillé de juillet, assis sur la terrasse des Tuileries. La plus grande partie de son temps, durant les mois qui avaient suivi la mort de George, il l'avait passée à faire dans Paris de longues promenades sans but. Ce jour-là, descendant de très bonne heure des hauteurs de Montmartre, il avait remarqué, sans y prêter autrement attention, qu'à toutes les fenêtres flottaient des drapeaux américains. Il se rappela que ce devait être le 4 juillet. Mais l'idée de la fête nationale américaine lui arriva au travers du même brouillard d'indifférence, comme un souvenir puéril et lointain de pétards tirés en cachette et de doigts brûlés. Il continua sa promenade vers les Tuileries, où il avait pris l'habitude de s'asseoir pendant des heures, à regarder de l'autre côté de la place la fenêtre qui avait été celle de George.

Il fut surpris de trouver la rue de Rivoli emplie d'une foule compacte. Son premier mouvement fut de l'éviter; il rebroussa chemin vers le Louvre. Puis, à un coin de rue, il s'arrêta de nouveau et se retourna vers la place de la Concorde. Dieu sait que ce n'était pas par curiosité, — rien ne pourrait jamais plus exciter sa curiosité, — mais il se rappela soudain le jour, où trois mois auparavant, penché à la fenêtre de George, à l'hôpital, il s'était dit : « Quand nos premiers régiments arriveront, il sera debout à les regarder défiler d'ici, ou bien assis avec moi là-bas sur la terrasse. » Cette pensée le décida à revenir sur ses pas. C'était comme s'il avait senti la main de George s'appuyer sur son bras. Malgré l'heure matinale, il eut quelque peine à se frayer un passage. Tous les sièges sur la terrasse étaient occupés, mais il parvint à se glisser dans un coin près de la balustrade; et là, au milieu du bourdonnement joyeux des voix, il regarda et attendit.

Quelle radieuse matinée d'été! Quelle étrange et grave beauté était répandue sur la place! Campton comprit pour la première fois, — lui qui avait servi la beauté toute sa vie, — combien, à certains moments, elle peut avoir de puissance symbolique. Ces nobles perspectives, ces lointains lumineux, témoins de tant de scènes mémorables, paraissaient n'exister que pour encadrer le spectacle de quelques bataillons khakis passant dans ce décor grandiose comme une mince procession d'insectes.

Campton, vaguement intéressé, regardait autour de lui, observant les visages dans la foule. Jeunes et vieux, infirmes et valides, civils et soldats, tous étaient heureux, confiants, vivants. Vivants! Ce mot prenait maintenant pour lui un sens nouveau, un sens si étrange, si irréel que son esprit ne pouvait s'en détacher et y rêvait toujours. A présent que George était mort, en vertu de quelle force acquise ces milliers d'êtres humains continuaient-ils mécaniquement à vivre?

Le peintre s'aperçut qu'un gamin, penché par-dessus les épaules de ses voisins, essayait de lui glisser un papier dans la main. C'était un mot au crayon, de l'écriture de Mr Brant : « Il va falloir attendre longtemps. Voulez-vous accepter la chaise que j'ai gardée près de la mienne? » Campton, parcourant du regard la terrasse, vit le petit homme assis à l'autre extrémité; il fit de la tête un signe de refus. Puis une impulsion contraire le décida à se lever : de son pas boiteux, il se fraya péniblement un passage à travers la foule et s'inséra à côté de Mr Brant. Les deux hommes se saluèrent, puis ils restèrent assis en silence, les yeux fixés sur la place déserte. Campton remarqua que Mr Brant portait un de ses complets gris habituels, mais avec un brassard de deuil à la manche gauche. La vue de cette petite bande noire l'irrita...

Comme l'avait prédit Mr Brant, l'attente fut longue. Enfin on entendit s'élever au loin une immense rumeur d'acclamation qui, gagnant en profondeur et en ampleur, arriva retentissante, écumante, jusqu'à l'endroit où ils étaient assis. Elle envahissait la place, les Champs-Élysées, les lointains verdoyants : on eût dit que la voix de Paris sortait de toutes ses pierres comme des fontaines jaillissantes. Puis une marche militaire éclata stridente par-dessus le tumulte, et l'on vit paraître les Américains en une ligne étroite au balancement

rythmé, si peu nombreux, si frais, si neufs, — si peu de chose, en comparaison des assemblées immenses qu'avait connues cette place, si grands, impressionnants par tout ce qu'ils représentaient, par tout ce qu'ils annonçaient.

« Comme ils marchent mal ! On n'a même pas eu le temps de les instruire convenablement, » se dit Campton. A cette pensée, il sentit sa gorge se serrer, et son chagrin éclata en lui comme une source bienfaisante.

C'est à partir de ce jour-là qu'il se remit à travailler. Il n'avait pas touché un pinceau depuis la mort de George ; maintenant il sentait que l'inspiration et la puissance lui revenaient. Il prit l'habitude de passer ses journées au milieu des jeunes Américains, officiers et soldats ; il les étudiait, leur parlait, se promenait avec eux et rentrait ensuite précipitamment pour jeter ses impressions sur le papier. Il n'avait pas jusqu'alors ressorti sa dernière étude de George, ni rouvert le carton aux croquis ; si on lui en avait parlé, il aurait probablement répondu que cela ne l'intéressait plus. Toutes ses facultés créatrices étaient absorbées, d'une façon singulière et mystérieuse, par l'effort de fixer l'image de ces jeunes figures dont George avait tant désiré la venue.

Campton voyait assez peu Boylston. Tout le temps du jeune homme était pris par son travail à la mission militaire où manquaient l'expérience et la direction. Il venait cependant de temps en temps, à l'atelier; harassé par un continuel surmenage et de lourdes responsabilités, il avait perdu son expression insatisfaite, et toute sa personne affairée rayonnait d'espérance. Campton était content de l'avoir près de lui.

Un soir d'août, il était arrivé à l'improviste, s'invitant à dîner et à fumer un cigare dans le cadre paisible de la fenêtre d'où l'on dominait Paris. Ils bavardèrent tranquillement dans la nuit tombante jusqu'au moment où le jeune homme se leva en disant qu'il lui fallait partir.

Campton le regarda d'un air pensif.

— Je voudrais faire votre portrait un de ces jours.

— Oh ! s'écria Boylston, le visage écarlate, et il ajouta en riant : — C'est pour mon uniforme, pas pour moi.

— Mais votre uniforme, c'est vous, c'est vous tous, jeune combattants.

Boylston, appuyé au chambranle de la fenêtre, tournait sa

casquette entre ses mains d'un air incertain. — Écoutez, monsieur, maintenant que vous vous êtes remis au travail... Il hésita un instant, puis il débita tout d'un trait : — Sa mère est si désireuse qu'on prenne une décision au sujet du monument!

— Le monument! Quel monument? Je ne veux pas que mon fils ait un monument! éclata Campton, furieux.

— Mrs Brant sera au désespoir. Voilà cinq mois qu'elle attend. Mr Brant et elle reconnaissent naturellement que c'est à vous de décider...

— Je me moque de ce qu'ils reconnaissent! C'est eux qui ont ramené mon fils à Paris. Ils lui ont fait faire le voyage quand il n'était pas en état de le supporter. Ce sont eux qui l'ont tué.

— Admettons que vous ayez raison : pensez combien davantage ils doivent souffrir.

— Eh bien! qu'ils souffrent! C'est mon fils, mon fils, entendez-vous? Ce n'est pas celui de Brant.

— Miss Anthony pense...

— Ce n'est pas son fils à elle non plus, que je sache!

Boylston parut hésiter.

— C'est justement à cause de cela. Vous seul l'avez eu tout entier. Chaque heure de sa vie vous a appartenu. Mais ces deux autres, Mr Brant et Miss Anthony, n'ont jamais rien eu de lui qu'un reflet. Alors ils attachent plus d'importance à ce qui peut rappeler son souvenir. Je m'explique mal...

Campton lui tendit la main.

— Mieux vaut ne rien expliquer du tout, dit-il. Bonsoir.

Et du seuil, il cria d'une voix sarcastique au jeune homme qui descendait l'escalier :

— Et qui donc le paiera ce monument? Voilà ce que je voudrais bien savoir!

Un monument! Ils voulaient un monument! Ils voulaient que lui Campton en décidât, qu'il en dessinât les plans peut-être... Seigneur Dieu, tout était possible! Évidemment, ils trouvaient que rien n'était plus simple, comme tout ce qui se fait à coup d'argent... Alors que lui, il n'avait pas encore trouvé le courage de retourner ce portrait inachevé de George, ni même d'ouvrir le vieux carton de croquis... Souffrir, souffrir! Est-ce qu'ils savaient seulement, les uns ou les autres, ce que c'était que souffrir? Reprendre d'anciennes photogra-

phies, compulser des études, discuter avec un sculpteur indifférent la forme des paupières du jeune homme, l'attache de son cou, la façon dont étaient plantés ses cheveux, le geste de ses mains, mais c'était le tirer de la tombe où il reposait enfin dans ce paisible cimetière de Neuilly, c'était le rejeter de nouveau dans l'inquiétude et la fièvre, dans le grondement insensé du canon qui continuait encore sans relâche!

Et puis, comme il l'avait dit à Boylston, qui paierait leur monument? Même s'il avait eu le sentiment qu'en l'exécutant il se rapprocherait de son fils, et non qu'il élèverait entre eux une barrière de marbre, — même si ce projet l'avait tenté, il n'avait pas un sou à dépenser pour une pareille folie. D'abord, il ne voulait plus jamais peindre pour de l'argent; il ne peindrait plus rien que ces jeunes visages américains, maigres et graves, ou bien ronds et puérils au-dessus de leur col raide d'uniforme; et, ces portraits une fois terminés, il les enfermerait pour les regarder quand il lui plairait. Ce qu'il avait gagné au cours des dernières années, il le consacrerait en partie aux jeunes soldats, à leurs bibliothèques, à leurs cercles, à tout ce qui pourrait leur procurer un repos et un bien-être momentanés pendant les durs mois à venir; le reste irait aux protégés des « Amis de l'art français, » privés de secours depuis le changement de direction. Derrière ces raisons plus ou moins valables, il y en avait une autre : la vieille crainte instinctive de dépenser son argent. Elle avait reparu, sans qu'il sût comment, peut-être par une vague opposition aux prodigalités des Brant : leurs hôpitaux, leurs autos, leurs dons, leurs orchidées, maintenant leur monument, — *leur* monument!

Campton chercha à se distraire de ses pensées auprès de ses jeunes compatriotes; il passait des heures chaque jour dans les Cercles de soldats et de marins nouvellement fondés. Adèle Anthony y avait déjà trouvé un poste. Elle avait vieilli de vingt ans depuis la mort de George; mais elle se donnait à son travail avec le même dévouement. Par ses façons cordiales et cérémonieuses à la fois, par la drôlerie de son vocabulaire, par son art de répondre aux questions les plus déconcertantes sur Paris et la France (y compris Montmartre), elle éclipsait sans peine, auprès des soldats, les jeunes filles attendries qui faisaient vibrer chez ces exilés le souvenir de leur ville natale.

Les soldats paraissaient rendre à Campton son amitié.

On eût dit qu'ils devinaient combien l'artiste avait besoin d'eux. Il discernait dans leur attitude quelque chose de protecteur : il n'était à leurs yeux qu'un être anonyme, « le vieux monsieur » qui se montrait gentil pour eux, mais cela ne le froissait pas. Il lui suffisait de rester assis à les écouter, de leur rendre le plus de services possible, et, entre temps, de prendre des croquis hâtifs de leurs visages, — leurs visages si profondément émouvants. Tantôt, en causant avec eux, Campton avait l'impression d'être avec le petit George, dans sa *nursery*, au milieu des soldats de plomb ; tantôt de causer avec de jeunes archanges dans un ciel vide et frais; mais toujours il retrouvait cette sensation d'être parmi les siens qu'il n'avait jamais éprouvée depuis la mort de son fils.

A mesure que les semaines s'écoulaient, les premiers de ses nouveaux amis, officiers ou soldats, se dispersaient dans les camps d'instruction, et d'autres figures succédaient à celles qu'il avait essayé de fixer sur ses toiles : une longue file de Bennys Upshers, de Georges enfants, de Boylstons collégiens. Campton voyait s'en aller chacun d'eux avec un nouveau serrement de cœur, sachant que tout déplacement les rapprochait du front, du front inexorable et dévorant. Ils partaient toujours avec joie, ce qui ne faisait qu'augmenter sa peine. De temps en temps, il s'attachait plus particulièrement à l'un d'eux, à cause d'un regard, d'une tournure d'esprit qui lui rappelaient George, et, alors, la séparation devenait une véritable souffrance.

Un jour, à l'atelier, un sous-lieutenant vint lui faire ses adieux. Il avait été des premières recrues de Plattsburg, et il comptait faire partie du premier contingent d'officiers envoyé au front. Très jeune, le teint frais, ses cheveux blonds se dressaient en crête hardie.

— Nous sommes si peu nombreux et il y a si peu de temps à perdre qu'ils ne peuvent pas se montrer trop difficiles, dit-il en riant.

C'était tout à fait le genre de choses que George aurait pu dire, et ce rire sonna comme le sien. En l'entendant, Campton soudain fondit en larmes; son visiteur le regarda d'un air consterné et compatissant.

— Oh ! je vous en prie, monsieur, je vous en prie...

Il serra la main du peintre et s'échappa aussi vite que la politesse le lui permit.

Campton, resté seul, se remit à son chevalet. Il reprit une toile sur laquelle il avait ébauché un groupe de soldats jouant aux cartes dans leur Cercle; mais après avoir posé quelques touches de couleurs, il jeta sa brosse et laissa tomber sa tête dans ses mains, vieillard solitaire et las. Il avait trouvé la force de sourire au départ de son fils, et maintenant il ne pouvait prendre congé d'un de ces garçons sans pleurer ! Une solitude comme la sienne enlevait à un homme toute énergie.

Un coup de sonnette retentit. Il ne bougea pas. On sonna de nouveau. La porte s'ouvrit timidement, et Mrs Talkett entra. Il ne l'avait pas revue depuis l'enterrement de George, où il croyait l'avoir reconnue dans une petite silhouette voilée de noir qui défilait rapidement au milieu des indifférents.

Elle commença sans préambule selon sa coutume :

— Je suis venue vous dire adieu. Je pars pour l'Amérique.

Il la regarda distraitement, entendant à peine ce qu'elle disait.

— Oui, rejoindre mon mari.

Il continuait de la considérer en silence. Elle fronça le sourcil avec cet air de perplexité et de tristesse qui lui était particulier.

— Il est à Plattsburg, vous savez... Que voulez-vous que je fasse maintenant, ici ou ailleurs? Alors je m'embarque demain; je compte m'installer dans une maison près de lui. Il n'est pas bien et m'écrit que je lui manque. Cette vie de camp lui convient si peu !...

Campton écoutait toujours sans grande attention.

— Vous faites bien de partir, dit-il enfin, pensant que c'était ce qu'elle attendait de lui.

— Vous croyez? — Elle eut un demi-sourire. — Qu'est-ce qui est bien? Qu'est-ce qui est mal? Je ne sais plus. J'essaie simplement de faire ce que George eût désiré. — Elle restait hésitante en face de Campton. — Tout ce que je sais, s'écria-t-elle d'une voix soudain brisée, c'est que jamais, de toute ma vie, je n'ai été assez heureuse pour être aussi malheureuse! Et elle se jeta sur le divan en sanglotant désespérément.

Après qu'il l'eut réconfortée de son mieux et qu'elle fut partie, Campton continua d'arpenter l'atelier; il se sentait affreusement seul. Le cri qu'elle avait poussé résonnait encore à ses oreilles : « Jamais, de toute ma vie, je n'ai été assez heu-

reuse pour être aussi malheureuse ! » Il le rapprocha tout à coup d'une phrase de Boylston à laquelle il n'avait prêté aucune attention : « Vous avez eu votre fils tout entier. Les autres n'ont jamais rien eu. »

C'était vrai, Campton le comprenait à présent. C'était vrai pour cette pauvre Madge Talkett, comme pour Adèle Anthony et Mr Brant, et même dans une certaine mesure, pour Julia. Aucun d'eux, — pas même la mère de George, — n'avait rien eu, dans le sens intime, inexprimable, où Campton avait eu son fils. Maintenant, à l'heure où lui-même était dépossédé, il comprenait à quel point leur misère avait été plus profonde que la sienne. Il se souvint du regard effrayé et embarrassé du jeune lieutenant qu'il avait déconcerté par ses larmes, et se dit : « Notre seul réconfort, c'est de pouvoir être utile aux autres. Voilà sans doute pourquoi Brant essaie tout le temps. »

Et Julia? Pourquoi pensait-il à elle avec une pitié toute particulière? Ce n'était pas parce que l'enfant était né de sa chair. Campton ne la voyait plus, comme il l'avait fait dans un mouvement de pitié fugitive, en jeune mère penchant sur son bébé un visage illuminé. Il la voyait comme une vieille femme au cœur vide et se demandait comment le chagrin remplirait le néant de sa vie.

Les gens comme Julia, que faisaient-ils de leur chagrin? Comment pouvaient-ils se lever chaque jour avec son amertume sur les lèvres? Dans une souffrance comme celle-là, il semble que la terre est emportée vers l'abîme, que le temps s'écroule, que les espaces infinis s'ouvrent béants pour vous engloutir... Cette épouvante des premières heures, Campton s'y était fait, il en tirait même une joie étrange, mais Julia ne connaîtrait jamais de tels apaisements.

Sa religion? Oui, elle y trouverait, sans doute, un certain secours ; elle en trouverait dans la conversation du pasteur ; elle consacrerait plus de temps à ses œuvres pieuses, à ses soldats, s'imaginant acquitter ainsi une sorte d'impôt sur sa douleur. Mais les soirées à la maison, en tête à tête avec Brant! Depuis longtemps Campton avait discerné que le seul lien qui unissait ces deux êtres, c'était leur commune tendresse pour George. Et si Julia découvrait, — ce qui arriverait fatalement, — que l'affection de Brant pour son fils était plus profonde que la sienne, elle sentirait grandir son isolement. Alors, petit

à petit, inconsciemment, par pur instinct de conservation, elle s'efforcerait de remplir le vide de son existence par les occupations d'autrefois, les bridges, les visites, les conciliabules secrets chez la couturière au sujet de la largeur du crêpe à mettre sur ses robes. Et pendant ce temps, sans s'en apercevoir, elle aurait perdu toute raison de vivre.

Il plaignait aussi Mr Brant. Peut-être, en un sens, était-ce lui qui souffrait le plus. Car les espaces infinis n'étaient pas précisément le séjour naturel de Mr Brant... et pourtant, de là-haut, des voix l'appelleraient et il les entendrait sans comprendre.

A certains moments, Campton, regardant autour de lui, s'étonnait de ce qu'il possédait encore. Tantôt George était là dans les couchers de soleil, dans les éclats de voix des jeunes gens, dans une plaisanterie banale dont père et fils se seraient ensemble amusés; tantôt il était anéanti totalement, perdu sans retour; tantôt enfin, la seule chose capable de stimuler le morne effort de vivre eût été de le voir pousser la porte de l'atelier, entrer, se verser du café et répandre dans l'air, avec la chaude sensation de sa présence physique, l'odeur fraîche de ses vêtements, de ses cheveux, de sa peau. Mais, à travers ces impressions diverses, Campton sentait passer la puissance régénératrice d'une réalité comprise et consentie. George avait été, George était encore; aussi longtemps que durerait la conscience de son père, George en ferait partie au même titre que les plus intimes, les plus actuelles de ses données immédiates. Il n'avait rien laissé perdre de George, et voici qu'il récoltait les fruits de son amour, les fruits merveilleux.

Pareil état d'esprit n'était pas constant chez Campton. Mais de plus en plus souvent, quand il se produisait, il l'emportait comme sur des ailes d'aigle, par delà le prochain désert jusqu'à l'oasis prochaine. Et ainsi, peu à peu, entre les jours dénués de sens, un lien s'établissait, intelligible.

Boylston, après la conversation qui avait tellement agité Campton, cessa pendant plusieurs jours ses visites à l'atelier. Lorsqu'il reparut, le peintre, prenant à peine le temps de lui dire bonjour, commença brusquement, comme s'ils s'étaient quittés la veille :

— A propos, le monument dont vous parliez l'autre jour... — Boylston le regarda avec surprise. — S'ils veulent que je le fasse, je le ferai.

La phrase lâchée, il se dirigea vers la fenêtre. Il ne savait pas qu'il allait dire cela, ni la peine qu'il aurait à le dire ; et il resta un moment, immobile, luttant contre cette irritabilité instinctive et rebelle qui contrariait si souvent ses bons mouvements. Enfin il se retourna, les mains dans les poches, faisant tinter ses clés comme la première fois que Boylston était venu lui demander son concours.

— De la façon dont j'envisage la chose, poursuivit-il d'une voix rauque et saccadée, ça coûtera certainement beaucoup d'argent. De tels travaux reviennent très cher maintenant, surtout en marbre. C'est déjà difficile de trouver quelqu'un pour les exécuter. Et les prix ont presque triplé.

Les yeux de Boylston s'emplirent de larmes ; il fit un signe de tête sans parler.

— D'ailleurs, ça fera plaisir à Brant, n'est-ce pas ? continua Campton avec une intonation d'ironie qu'il ne put réprimer.

Il vit Boylston détourner les yeux. Lui-même sentit le rouge lui monter au visage et il s'arrêta honteux : il venait tout à coup de revoir Mr Brant s'effaçant au pied de l'escalier à l'hôpital de Doullens, Mr Brant tirant de sa poche la copie de la lettre de l'ordonnance dans le cloître enveloppé de brouillard, Mr Brant cédant toujours, se tenant toujours au second plan, et pensant, malgré tout, à faire ou à dire l'unique chose que l'âme déchirée du père pourrait supporter.

« Et il n'a rien eu, rien, rien ! » songea Campton.

Il se retourna vers Boylston, les lèvres tremblantes.

— Dites-leur, dites à Brant que je ferai la maquette du monument et que c'est lui qui le paiera. Il y tiendra, je le comprends. Mais pour l'amour de Dieu, empêchez-le de venir me remercier... du moins pas tout de suite !

Boylston inclina de nouveau la tête et se dirigea vers la porte en silence. Quand il fut parti, le peintre s'approcha de sa grande table. Ayant toujours eu le goût de modeler, il conservait habituellement des mottes de terre glaise à portée de sa main. Il tira de son vieux carton tous les croquis de son fils, les étala devant lui sur la table et commença.

EDITH WHARTON.

LETTRES INÉDITES

DE

LAMENNAIS A SAINT-VICTOR

I. — LAMENNAIS ET J.-B. DE SAINT-VICTOR

Il se fait depuis quelques années autour de « l'âme errante » de Lamennais, comme l'a qualifiée Renan, un apaisement où il n'est pas excessif de trouver une réparation, sinon même une réhabilitation. Le temps a travaillé pour lui. Ses doctrines sociales, qui avaient scandalisé l'Église il y a près d'un siècle, ont trouvé leur expression la plus haute et la plus libérale dans l'encyclique de Léon XIII sur la *Condition des ouvriers*, tandis que l'avènement de la démocratie dans le monde entier a réalisé sa prophétie politique la plus constante.

Mais il y a plus d'un Lamennais. Aucune vie ne fut plus agitée, plus passionnée et plus diverse que la sienne et le « croyant, » au verbe éloquent et enflammé, consacra ses « paroles, » toujours ardentes, aux théories les plus contradictoires. Ainsi il est à tous par quelque côté sans être exclusivement à personne. Son talent fait sa durée, mais sa sincérité désintéressée fait sa force. Quoi qu'on pense de ses opinions et des actes qu'elles lui inspirèrent, on ne peut pas se défendre d'un grand respect pour sa personne : il ne fut jamais heureux, et il n'eut jamais d'autre souci que celui de la vérité. Ainsi, tandis que son œuvre a péri par tant de côtés, son caractère grandit devant la postérité et aucune voix impartiale ne lui refuse son hommage. C'est du clergé, séculier ou régulier, ou

d'écrivains catholiques que lui sont venus, depuis le livre de Spuller, ses meilleurs biographes et il faut reconnaître que le Père Laveille et le Père Roussel, l'abbé Boutard et l'abbé Duine, M. Christian Maréchal et M. Pierre Harispe, pour ne parler que des derniers, ont consacré à sa vie des ouvrages sincères, où domine le ton de la plus profonde sympathie.

Le Père Laveille, en publiant les lettres à Benoît d'Azy, qui s'étendent sur une période de dix-huit ans, de 1818 à 1836, écrivait que Lamennais avait désiré laisser après lui, comme unique apologie, le recueil complet des pages intimes où il s'était peint à différentes époques de son existence tourmentée. Je ne pense pas autrement. La défense de Lamennais est dans sa correspondance : là il se donne tout entier. Qu'il écrive à son frère, à Blaize, à Vitrolles, à Montalembert, à Mme Cottu, à Dessolière ou à Benoît d'Azy, il livre son âme à nu, comme dans une confession. Seules ses lettres permettent de le connaître ; sans elles, sa vie offre le spectacle d'une sorte de désordre intellectuel et d'une énigme impénétrable ; avec elles, elle affirme, sous tant de contradictions passionnées, l'unité d'une conscience indépendante, anxieuse du bien et irréprochable.

Aucune lettre de Lamennais n'est indifférente, puisqu'il s'est peint dans toutes avec la même franchise loyale et presque farouche. A plus forte raison, une correspondance longue et suivie peut-elle être un document de premier ordre. Il s'en faut que toutes les archives aient livré leurs secrets. Tant que tout n'aura pas été donné, la biographie de Lamennais sera incomplète. Afin de hâter l'heure où un portrait définitif et nécessaire (1) rassemblera les traits dispersés de cette physionomie si attachante et si complexe, je crois devoir publier dans leurs parties intéressantes celles des lettres qui me sont parvenues de Lamennais à Saint-Victor. Elles vont de 1820 à 1824. Ce sont quatre années d'une intimité presque fraternelle, où l'auteur de *l'Essai sur l'Indifférence* s'abandonne sur tout, sur tous et sur lui-même aux confidences les plus expansives, dont aucun embarras ne gêne le ton et n'atténue la liberté.

(1) « On demande, on attend, on guette le biographe définitif de Lamennais. » (Henri Bremond.)

* * *

Saint-Victor (Jacques, Benjamin, Maximilien, Bins de) était plus âgé que Lamennais de dix ans. Il était né à Saint-Domingue le 14 janvier 1772. Orphelin de son père dès son bas âge, il fut ramené en France par sa mère et élevé à La Flèche. Sous l'influence des traditions de sa famille, il était catholique et royaliste. Son éducation fut étendue et soignée. Il avait le goût des lettres et du théâtre, de la poésie et de l'histoire, qui se retrouve dans son fils Paul, l'auteur d'*Hommes et Dieux* et des *Deux Masques*. A l'âge de 28 ans, il publia son premier opéra-comique *l'Habit du Chevalier de Gramont*, suivi d'*Amour et Galanterie*, et Méhul mit en musique son *Uthal*, imité d'Ossian. L'un des premiers, il pressentit la gloire d'André Chénier, et Anacréon trouva en lui un traducteur, dont Sainte-Beuve disait plus tard que l'Académie lui eût été ouverte s'il avait persévéré dans cette voie. Mais la politique le détourna de la littérature.

J.-B. de Saint-Victor conspira contre l'Empire. Condamné et emprisonné, il se réfugia pendant quelque temps, à la sortie de prison, dans la critique littéraire, au *Journal des Débats*.

Ses campagnes l'avaient désigné à la gratitude du gouvernement de la Restauration, mais il en refusa les offres. Son royalisme intransigeant n'acceptait pas les concessions que la monarchie des Bourbons avait dû faire aux temps nouveaux. Pour lui, la Révolution ne comptait pas : elle avait rompu une chaîne, dont il fallait simplement ressouder les anneaux. Il n'était pas, comme catholique, moins irréductible que comme royaliste. Dans sa doctrine, tout se tient et il tenait à tout avec une foi égale. *Le Conservateur* traduisait, en partie, son idéal. Lamennais y collaborait en 1818, dès sa fondation, avec Genoude, qui devait jouer entre eux un rôle important. Est-ce là qu'ils se rencontrèrent ? C'est probable, mais leurs opinions devaient inévitablement les rapprocher. En janvier 1820, ils étaient intimes. Avec Lamennais, la confiance ou la méfiance allaient vite. A peine connaît-il Benoît d'Azy, plus jeune il est vrai que lui de quatorze ans, qu'il le tutoie. J'ai dit que Saint-Victor était son aîné. La première des lettres de Lamennais est datée du 24 janvier 1820. Il aime Saint-Victor « du fond du cœur : » il l'appelle son « très bon et très cher ami. » A ce moment une collaboration s'édifie sur cette amitié.

Saint-Victor avait entrepris de publier, à l'usage des *Dames chrétiennes*, une bibliothèque de livres catholiques, faite de recueils anciens, souvent mis au point, et d'ouvrages nouveaux. Il demanda son concours à Lamennais, dont le premier volume de l'*Essai sur l'Indifférence* avait établi avec éclat la réputation. Lamennais se mit à l'œuvre avec une ardeur qui, pendant trois ans, au milieu de tant d'autres travaux, ne se lassa pas. Il se fit compilateur et traducteur. Sa prodigieuse érudition le servait et la *Bibliothèque des Dames chrétiennes* profita des études qu'il avait accumulées pour ses autres écrits. Cette collaboration resserra son intimité avec Saint-Victor, dont il prit la famille en affection, et chez lequel il accepta, à plusieurs reprises, l'hospitalité. Mais il se produisit en 1823 un événement nouveau qui fut, dès l'année suivante, l'occasion d'une rupture définitive.

Saint-Victor avait créé, avec de Rainneville, une *Librairie classique élémentaire*. Il fit appel au crédit de Lamennais, qui lui apporta sa garantie par une lettre adressée à la banque Cor le 17 octobre 1823. Quand il fallut, moins d'un an après, liquider l'affaire, Lamennais, peu compétent en matière d'argent, se trouva engagé fort au delà de ce qu'il avait prévu. Ce fut un effondrement, où il laissa, avec la plus grande partie de ce qu'il possédait, son amitié pour Saint-Victor, que leur action commune au *Drapeau blanc* avait encore rendue plus étroite. M. A. Blaize a publié une note documentée sur cette douloureuse affaire (1). Elle suffit. Je me risque d'autant moins à y ajouter que mon dossier s'arrête au 10 avril 1824 : c'est la dernière lettre de Lamennais à Saint-Victor que je possède, mais ce n'est certainement pas la dernière qu'il lui ait écrite. Au mois de juillet 1824, une recommandation faite par Lamennais à son frère Jean montre qu'ils étaient encore en relations. Sept mois après, la rupture était accomplie. « Je te renvoie la note de M. de Saint-Victor avec ma réponse. Je ne conçois absolument rien aux prétentions de cet homme. Les arbitres décideront » (18 février 1825). Entre le « bien cher ami » que Lamennais « embrassait tendrement » le 10 avril 1824 et « cet homme » qu'il rejetait avec un mépris significatif le 18 février suivant, la différence était grande. Comment

(1) *Œuvres inédites de Lamennais*, II, pages 129-133.

s'était faite la rupture? Il est probable qu'il y avait eu une période de transition, au cours de laquelle les nœuds de cette relation fraternelle s'étaient peu à peu déliés. Mais les lettres manquent. Quoi qu'elles soient devenues, il n'y a pas trop lieu d'en regretter l'absence. Elles liquidaient en effet une question d'affaires et elles ne présentaient pas l'intérêt, soit de portée générale, soit de psychologie personnelle, qui me paraît faire le prix des autres lettres de Lamennais.

Je tiens à dire pourtant qu'une étude complète des embarras d'argent de Lamennais ne serait pas indifférente à la connaissance approfondie de son caractère et à l'explication de certaines de ses attitudes. Il n'y avait pas d'homme plus dévoué, plus serviable, plus désintéressé que lui. Mais la vie de l'esprit exige la satisfaction des besoins de la vie matérielle et la certitude que ces besoins seront satisfaits. Les difficultés financières de Lamennais venaient en très grande partie de sa générosité trop crédule. Ses éditeurs l'exploitaient. Les traités qu'il avait signés lui créaient toute sorte d'ennuis, contre lesquels il se débattait avec l'impuissance d'un homme peu apte à les comprendre et mal disposé à les subir. Comment son humeur, méfiante et irascible par nature, ne s'en serait-elle pas ressentie?

Son affaire avec Saint-Victor lui prit un temps qui nuisit à ses travaux: il s'en plaignait à Benoît d'Azy en mai 1826, et, trois mois plus tard, il paraissait découragé par « les inquiétudes, les soucis et les embarras extrêmes » que lui laissait un règlement difficile. Ce règlement n'intervint qu'en octobre 1827 sous la forme d'un arbitrage où Berryer, dont Lamennais avait reçu la visite à la Chenaie en juillet 1824, représentait ses intérêts. Cet arbitrage fut désastreux. Berryer avait fait des sacrifices pour en finir avec cette affaire. Il n'en fut rien. Non seulement Lamennais, détourné de ses travaux, dut refaire des ouvrages dont la propriété avait été abandonnée à Saint-Victor, mais imagine-t-on que, en 1833, au milieu des événements qui avaient abouti à la condamnation de *l'Avenir* par l'encyclique *Mirari vos*, il luttait encore contre les conséquences pécuniaires de la garantie qu'il avait accordée en 1824 à Saint-Victor? « Mon droit m'effraie, écrivait-il à l'occasion d'un procès inachevé. Si j'avais le bonheur d'avoir quelque bonne petite iniquité de mon côté, alors je compterais

sur la justice telle que j'ai appris à la connaître depuis dix ans. » Il y a des passages des *Paroles d'un croyant* qui sont le terrible écho de cette ironie désabusée et amère !

*
* *

Des relations qui unirent, pendant une longue période d'intimité confiante et féconde, Lamennais et Saint-Victor, il est resté une traduction, assez bizarrement contestée, de l'*Imitation* et une correspondance, jusqu'ici inédite : la correspondance confirme la paternité de la traduction.

Aucun des livres que Lamennais avait fournis à la *Bibliothèque des Dames chrétiennes* n'a survécu, ni la *Journée du chrétien*, ni le *Guide du Premier âge*. Il n'en est pas de même de la traduction de l'*Imitation*, parue en 1824. « Le succès fut immense. Le sublime inconnu du XIVe siècle avait enfin trouvé un traducteur de génie. Tous les recueils littéraires du temps rivalisèrent d'éloges. » (Laveille.) Ce succès s'est continué : la traduction de Lamennais, augmentée des *Réflexions* admirables qu'il y ajouta dans l'édition de 1828, est la meilleure que l'on ait faite du livre unique. Qu'elle soit de lui, ses lettres le prouvent, celles qu'il écrivait à Benoît d'Azy et, avec une précision plus décisive encore, celles que je publie. Le chanoine Auber a émis des doutes, qu'il a appuyés sur une conversation, mal comprise, de Lamennais. Les lettres à Saint-Victor n'en laissent rien subsister : elles nous tiennent au courant de la marche du travail et de sa durée. Il est désormais impossible d'enlever à Lamennais l'un de ses titres de gloire les plus durables.

Quant au reste, les lettres écrites par Lamennais à Saint-Victor se suffisent à elles-mêmes : à peine y ajouterai-je de loin en loin une note brève pour fixer le souvenir d'un personnage ou d'un événement oubliés. Royaliste intransigeant, Lamennais ne ménage à la royauté restaurée ni la dureté de ses critiques, ni la sévérité terrifiante de ses prophéties. Aucun historien libéral, ou même républicain, n'a parlé du *système* politique de la Restauration avec cette indignation véhémente, qui dénonce partout l'ambition, la cupidité et la vénalité. J'accorde sans peine que Lamennais exagère et que M. de Villèle, pour prendre sa victime la plus qualifiée, n'est pas un grand criminel. Ne se rendait-il pas compte lui-même de ses

exagérations? La solitude dans laquelle il vivait à la Chenaie, loin des événements et des hommes, excitait sa sensibilité et troublait en lui la juste mesure et le sens exact des proportions. Son imagination travaillait et, comme il le disait, il voyait « gros. »

Il s'est trompé souvent, mais, s'il n'est pas infaillible, il est toujours désintéressé et convaincu. Il ne pense jamais à lui pour tirer d'un événement un profit ou un honneur. Il défend la religion contre les périls qui la menacent ou contre les compromis qui la rabaissent. Sa piété ombrageuse et farouche méprise les concessions. Tel il est dans ces lettres de 1820 à 1824, tel il sera toujours : sensible et passionné, autoritaire et pessimiste, mais loyal, honnête et sincère. Son âme n'a pas de replis. Quand il se donne, il se donne tout entier, et, quand il renonce, soit à un régime, soit à une idée, soit à un homme, c'est tout entier qu'il se reprend. D'ailleurs, sous cette âpreté d'un esprit inquiet, il y a un cœur tendre, inquiet aussi, mais avide de justice et d'amitié. Rien n'est touchant comme la sollicitude dont Lamennais, âgé de quarante ans et déjà si célèbre, entoure, auprès de Saint-Victor, la gloire naissante du jeune Hugo, qu'il protège. Si je ne me trompe pas sur la portée de ces lettres révélatrices, elles feront mieux comprendre et mieux aimer son « âme errante. »

LOUIS BARTHOU.

II. — LETTRES A J.-B. DE SAINT-VICTOR

A la Chenaie, le 24 janvier 1820.

Voici, mon cher ami, non pas *de petits vers*, mais une petite préface, que je vous propose de faire figurer au commencement de l'*Eucologe;* à moins que vous ne jugiez qu'elle y ferait une trop triste figure. Je vous ai envoyé dernièrement la préface pour l'*Introduction à la vie dévote*, et une prière qui pourra, je crois, trouver sa place dans la *Journée du chrétien*. Mon frère désire qu'on fasse ou qu'on refasse pour ce volume les prières suivantes: *Pour demander à Dieu la victoire sur ses passions; — la grâce de la pureté; — la conservation de la foi en France; — la conversion d'une personne chère; — la patience dans les afflictions; — Pour demander la foi; — Pour offrir ses actions à Dieu; — Pour le choix d'un état de vie; — Pour un moribond; — Prière à saint Louis de Gonzague*; — *Amende honorable au Saint-Sacrement; — Amende honorable au Sacré-Cœur. — Consécration à la Sainte Vierge* (outre celle des Congrégations qu'il faudra mettre en français et en latin.)

Je me chargerai volontiers d'une bonne partie de tout cela, si cela vous arrange.

Il serait à souhaiter qu'on trouvât dans l'*Eucologe* les différences entre le romain et le parisien. Pour ne pas trop grossir les volumes, on pourrait mettre en latin seulement les hymnes du romain.

Je ne reçois point de lettres de M. Genoude. Je lui ai envoyé un article et une lettre pour *le Conservateur*. Il serait important que je susse au moins s'il les a reçus. Je ne lui demande qu'un mot, oui ou non.

Nous avons donc encore changé de *chefs*. C'est maintenant Laîné et Villèle, ou Villèle et Laîné, comme ou voudra. Le *Journal des Débats* l'assure; ainsi point de doute (1). Quoi qu'il en soit, nous approchons de ce ministère *royaliste* que j'attendais, et que nous aurons certainement si une crise prochaine ne vient pas déranger la marche *régulière* des choses. Il faut que toute leçon soit donnée, et celle-là nous manque. Au reste, je m'occupe bien peu de politique. A quoi revient-il de s'en tracasser? Tout ce

(1) M. Decazes, président du Conseil, avait, en effet, tenté un accord avec M. de Villèle, mais la combinaison n'aboutit pas.

qu'on apprend n'apprend rien de nouveau. *Conturbatae sunt gentes, et inclinata sunt regna.* Voilà le *fond des choses.* Le reste est de forme. Ce n'est pas pour la forme, mais bien du fond du cœur que je vous aime, mon très bon et très cher ami.

février 1820.

Vous cherchez de nouveaux collaborateurs. Je vais vous indiquer quelqu'un dont vous pourriez peut-être tirer parti pour des traductions. Mais où pensez-vous qu'il soit? Hélas! à Bicêtre. La misère l'a forcé de se retirer là. Il mourait de faim à la lettre. C'est un vieillard de mon pays, bon gentilhomme, et qui ne manquait pas d'une sorte de talent. Il a fait prose et vers; il a écrit pour les journaux; et ce serait une bien bonne œuvre que de lui procurer le moyen de gagner quelque chose. Je vous envoie une lettre que je viens de recevoir de lui. Vous pourriez, ce me semble, l'essayer. En tout cas, je le recommande à ceux de vos amis qui, par leur position, pourraient lui être utiles. Quand vous aurez occasion de voir le vicomte de M..., dites-lui, s'il vous plaît, que je suis reconnaissant de ce qu'il a fait pour ce pauvre homme.

Enfin donc ce n'est pas un crime aux yeux de Mgr de Trajanopolis d'avoir engagé les chrétiens à lire l'*Imitation de Jésus-Christ.* Cela est heureux. C'est à peine si j'attendais cet excès de condescendance...

Les petites fautes d'impression dans la préface ne signifient rien. En vous en parlant, je ressemblais au président Renault, avec son O, dont Marmontel fait, dans ses *Mémoires,* un récit si plaisant.

Ce que je vous ai dit de vos *Réflexions,* je le pense; comptez sur ma franchise, je ne saurais en demander moins, après vous avoir donné des preuves de sévérité. J'en sollicite autant de vous à mon égard...

Je ne saurais trop vous remercier de la peine que vous prenez pour mes *Mélanges,* et cela au milieu de tant de travaux.

Vos réflexions sur la politique sont frappantes de vérité. Il faut que tout ce qu'il y a d'humain soit détruit. Nous ne nous sauverons qu'en passant comme à travers le feu : *quasi per ignem,* dit saint Paul.

M. Genoude me demande un article pour ses petits prophètes, et pour les *Méditations* de M. de la Martine; M. de

Senfft m'en demande un autre; M. de Maistre en attend probablement un aussi sur son dernier ouvrage, qu'il m'a envoyé ; et tout le monde me dit : « Finissez donc votre deuxième volume ; » et l'on m'écrit de toutes parts, et il faut que je réponde, et j'ai la fièvre tous les jours, et je passe une partie des nuits ! Voilà ma vie, mon très cher, telle que les hommes peuvent la voir; mais mes plus grandes douleurs sont au-dedans, et Dieu seul les connaît. Demandez-lui pour moi la grâce de les supporter dans un véritable esprit d'abandon et de sacrifice. *Tristis est anima mea usque ad mortem.* Je comprends ce mot.

Il y a dans Louis de Blois un traité sous ce titre *Institutio spiritualis* (1). C'est tout ce qu'il y a de plus élevé dans la vie spirituelle ; ce traité me plaît. Peut-être y trouve-t-on un peu moins d'onction que dans le *Guide spirituel,* mais c'est plus pour tout le monde. Si vous pensiez que cela pût entrer convenablement dans la collection, je le traduirais pour me délasser. Avec quelques prières qui y font suite, l'ouvrage serait d'un tiers ou d'un quart plus étendu que le *Guide spirituel.* Répondez-moi là-dessus. Il me faudrait cinq ou six mois pour finir ce travail.

Adieu, cher ami ; il est bien tard, et je n'en puis plus. Mais je trouverai toujours des forces pour vous dire combien je vous aime, combien je vous suis dévoué, à vous et à votre si bonne et si aimable famille. Mille respects, je vous prie, à Mme de Saint-Victor. Veuillez embrasser à mon intention la charmante petite Alix. J'espère que cela ne vous coûtera pas trop. Adieu, adieu. Bientôt nous dirons : à l'Éternité. Heureux moment !

A la Chenaie, le 4 février 1820.

Pour aller plus vite et pour ne rien oublier, je vais répondre, mon bien cher ami, à votre si bonne lettre du 30, à mesure que je la relis. Si je n'avais pas mon deuxième volume (qui, par parenthèse, avance peu et mal, ne pouvant pas y travailler de suite), je ferais de mon mieux pour vous soulager

(1) Lamennais et son frère Jean avaient traduit et publié en 1809 ce *Guide spirituel,* dont Feli disait dans la préface : « Nous ne connaissons aucun autre ouvrage, sans excepter même l'*Imitation de J.-C.*, si supérieure à d'autres égards, qui réunisse au même degré la douceur, la tendresse, la vivacité du sentiment, et la naïveté de l'expression. »

Louis de Blois, moine bénédictin, vivait au seizième siècle.

davantage. Mon cœur serait tout entier à ce travail. Celui que vous avez achevé en si peu de temps sera digne de vous et de sainte Thérèse; elle vous aura sans doute obtenu des grâces pour cela; car je vous dirai que je sais, par ma propre expérience, qu'on ne saurait écrire seulement deux lignes pour le Bon Dieu s'il ne vient aider notre impuissance. A lui donc la gloire. J'ai bien envie de voir votre traduction. J'ai faim de tout ce que vous écrivez. L'ouvrage est parfaitement choisi, et je ne vois rien à ajouter au volume qui le contiendra.

Journée du chrétien. Je viens de relire les *Jours* de Fénelon. Je n'y ai pas remarqué un mot dont le théologien le plus scrupuleux pût s'alarmer. Quand ce ne serait que pour la nouveauté, vous avez raison, je crois, de les substituer à ceux du P. Bouhours. D'ailleurs ce nom de Fénelon a quelque chose qui sonne agréablement aux oreilles des gens de ce siècle, et ce n'est pas, certes, toujours à tort. On pourrait faire usage enfin de ses *Prières du matin et du soir.* Les Litanies me semblent fort belles.

Les prières dont je vous ai envoyé la liste me paraissent devoir être placées à la fin du volume. Je ferai les suivantes pour le 20 de ce mois. *Pour demander à Dieu la victoire de ses passions, — la grâce de la pureté, — la foi, — la conversion d'une personne chère, — la patience dans les afflictions.*

Quant à la prière pour un moribond, il y en a une de saint Jérôme dans le *Paradisus animæ christianæ,* p. 665, de l'édit. in-8, *Cologne, 1732.* Il faudra seulement y ajouter une courte invocation à la Sainte Vierge et aux Saints Anges. Je tâcherai de faire une préface, pour la même époque du 20. Ce n'est pas trop la peine de changer celle de l'*Eucologe,* puisque vous la trouvez passable (1).

Vos idées sur le plan général sont très bonnes et très justes. Le choix de l'*Apologétique* est excellent. Je crois l'abbé Le T... (2) capable de la bien traduire; ce ne sera pas chose facile, car c'est un terrible homme que cet Africain. Il me

(1) Outre une consécration plus longue à la Sainte Vierge, il est nécessaire qu'on trouve dans la *Journée du Chrétien* celle des Congréganistes en latin et en français. La voilà en latin, pour que vous n'ayez pas la peine de la chercher. (Note de Lamennais.)

(2) L'abbé Le Tourneur.

paraît essentiel de s'attacher à ne lui rien ôter de son énergie; ce qui arriverait, si on recherchait trop notre élégance moderne.

Il faut que M. Genoude n'ait jamais jeté les yeux sur le livre de saint Augustin, *De doctrina christiana*, qu'il vous a proposé de traduire. C'est une espèce d'introduction à l'étude de l'Écriture Sainte, divisée en quatre livres.

Je ne connais, dans saint Augustin, que la *Cité de Dieu* qui pût faire suite à l'*Apologétique;* non pas traduite en entier, à beaucoup près, mais analysée rapidement, et en intercalant les plus beaux morceaux dans cette analyse. Mais ce serait un travail très difficile. Pourquoi ne pas puiser plutôt dans les anciens apologistes de la religion, Athénagore et les autres? Il y a de fort belles choses. Fabricius en a donné un recueil; c'est le plus complet. On le trouverait à la Bibliothèque du Roi.

Quant aux traités modernes qu'on pourrait y joindre, je me bornerais, je crois, aux Sermons de Massillon sur la Résurrection de Jésus-Christ, et sur l'incrédulité (je ne me rappelle pas exactement le titre de ce dernier), et à des morceaux choisis de Bossuet : on en trouverait dans ses sermons, dans ses oraisons funèbres, et, ici et là, dans ses autres ouvrages. Je pense en ce moment au discours du P. Guenard sur l'*esprit philosophique*. Il me semble qu'on pourrait l'employer. Relisez-le.

Mon frère n'estime pas beaucoup, en somme, l'*Introduction à la vie dévote*. Après en avoir relu quelque chose, je suis assez de son avis. Le mieux serait peut-être de supprimer tout à fait cet ouvrage, qui ne convient presque à personne. Il n'en manquera pas d'autres de même genre pour le remplacer. Vous avez toute raison pour ma préface, à cela près que vous faites *le Sermon trop beau*. Gardez-le, je vous prie; en changeant et en retranchant, peut-être pourrais-je plus tard en tirer quelque chose pour mes *Mélanges*.

Je ne puis guère vous indiquer rien de bien particulier pour les prières de la *Journée du chrétien*. Il y en a de très belles partout, dans Bossuet en assez grand nombre, dans saint Augustin, saint Anselme (parcourez celles-ci), saint Bernard, et tous les auteurs ascétiques. Le seul embarras est de chercher, mais les tables aident beaucoup. Je me trompe, le plus grand embarras est celui du choix.

Je reviens à notre plan. Il y a, sous le nom de saint Augustin,

deux recueils de Soliloques; aucun n'est de lui. Sur tous les sujets que vous indiquez, il y a des choses admirables dans les Pères. On les trouverait en deux heures, à l'aide des tables.

A la Chenaie, 9 février 1820.

Voilà, mon très cher ami, une préface et trois prières. Je me hâte de vous les envoyer, parce que je crains bien que tout cela ne puisse vous servir, et il faut que vous ayez le temps de suppléer à ce que je n'ai pu mieux faire. Coupez, tranchez, supprimez, ne me ménagez point, traitez-moi comme le P. Bouhours. Je ne regretterai que le temps que vous aurez perdu en comptant sur moi. Afin de tenir ma parole autant que je pourrai, je vais m'occuper des deux autres prières. Vous en ferez, comme de celles-ci, ce qui vous plaira. Je reconnais tous les jours à combien peu de chose je suis propre, si tant est que je suis propre à quelque chose...

Vous avez lu sans doute notre 71e livraison, et vous avez vu comment *los liberales*, aussi *fidèles* que les autres sujets, ont *malheureusement* levé l'étendard de la rébellion (1); et comment le Roi des Espagnes aurait peut-être bien fait de se *constitutionner* conformément à l'esprit du siècle, etc. etc. Il n'y a pas jusqu'à Frenilly qui ne se jette dans ce système. Je crois en deviner la raison ; mais il ne serait pas charitable de la dire. Nous touchons à la dernière expérience, un ministère *royaliste*. Après cela, la crise, et après, la vie ou la mort ! Oh ! qu'il fait bon être loin de tout cela ! Jamais, à aucune époque, même de notre Révolution, la déraison humaine n'atteignit un si haut degré; on la croirait presque montée sur les épaules de l'orgueil. On se tromperait certainement; celui-ci garde encore la première place. Il faut qu'il soit bien puissant, puisque la sottise même ne peut le détrôner.

Adieu, cher ami, je n'ai que le temps de fermer ce paquet. Je veux pourtant vous dire encore auparavant combien je vous aime.

(1) Le roi d'Espagne, Ferdinand VII, avait voulu étouffer les mouvements d'indépendance qui agitaient le Mexique et l'Amérique du Sud. Mais un corps d'armée se souleva à Cadix au nom des principes libéraux. Cette révolte fut le point de départ de graves événements où la politique française se trouva engagée jusqu'à la guerre.

A la Chenaie, 20 février 1820.

Quelle catastrophe (1), mon cher ami, et où en sommes-nous? Cet avertissement de Dieu, cette leçon terrible sera-t-elle perdue comme les autres? Hélas! oui; malheureusement on n'en saurait douter. On fera des phrases, on criera, et, sauf peut-être quelques lois d'exception, dont l'existence sera bien courte, et le changement de quelques hommes, on marchera comme auparavant et par le même chemin vers la crise finale, la dernière révolution. *Digitus Dei est hic.* Il faut baisser la tête et se soumettre à une force plus haute que la nôtre et à une raison supérieure dont nous ne connaissons pas les pensées. *Ita, Pater, quoniam sic fuit placitum ante te* (2).

Il y a huit jours que je suis sur mon lit. Je me suis levé un moment aujourd'hui, et j'en profite pour vous écrire, car mon cœur me presse de vous dire combien je suis touché des marques d'amitié que je reçois de vous et de notre bon abbé Le T... Je n'accepte cependant pas encore votre proposition; mais je ne la rejette pas non plus absolument. On ne peut guère prendre de parti dans les circonstances actuelles. Qu'allons-nous devenir? Serait-il sage de faire un nouvel établissement (3)? Celui-ci est tout fait, et me coûte beaucoup. La belle saison s'approche, et j'en attends un peu de force et de santé. A tout prendre, j'aurai encore plus de loisir ici que là. Il est vrai que je pourrais voir ce petit nombre de vrais amis dont vous me parlez, et c'est certainement un grand point; mais dois-je sacrifier à ce plaisir ce qui, dans ma position, ressemble beaucoup à un devoir, l'avantage de travailler un peu plus peut-être? Tout cela demande d'être mûri. Réfléchissez-y de votre côté, et nous tâcherons plus tard de faire ce qui paraîtra le plus dans l'ordre de Dieu.

Je n'ai que des approbations à donner à tout ce que vous avez réglé pour la *Journée du chrétien*; cela me semble excellent, parfait. Il y a quinze jours que, parcourant les œuvres de sainte Thérèse, je tombai comme vous sur les courts avertissements qu'elle donnait à ses religieuses; j'eus un moment l'envie

(1) L'assassinat du duc de Berry.

(2) Cette citation de Matth. XI, 26 était à cette époque très familière à Lamennais : on la trouve dans plusieurs de ses lettres.

(3) Il s'agissait de la fondation d'un journal.

de les traduire. Je suis ravi que ce soit chose faite, et faite par vous. J'ai grande impatience de lire votre *Chemin de la perfection*. Si cela pouvait me donner envie d'y marcher! Ce serait une nouvelle et immense obligation que je vous aurais. Il se peut qu'il n'y ait rien de bon dans ce que je vous ai envoyé ; changez, retranchez, supprimez sans aucun scrupule :

Thésée à tes rigueurs connaîtra tes bontés.

Je crois le livre *de Catechizandis rudibus* susceptible d'entrer dans la collection. Il y a des choses charmantes dans le 16e chapitre, et l'ouvrage renferme une sorte d'abrégé de la doctrine chrétienne. Quant à ce qu'on pourrait joindre à l'*Institutio spiritualis* de Louis de Blois, je ne vois guère rien de mieux que les lettres de saint Jérôme indiquées par Feletz dans son article. On y pourrait ajouter la lettre du même Père *Ad Heliodorum*, qui est fort belle d'un bout à l'autre, sauf peut-être un peu de déclamation en quelques endroits.

Je ferai l'article sur M. de Maistre, et je le ferai en présence de Dieu, sans m'inquiéter de ce que pourront dire ou penser les hommes d'aujourd'hui qui ne seront pas les hommes de demain, car le temps les emporte, et plus vite qu'ils ne pensent, avec leurs *maximes* qui ont fait et font encore tant de mal. Le moment est venu de dire la vérité, de la dire tout entière. Ce n'est pas trop de tout son éclat pour dissiper les ténèbres qui s'accumulent autour de nous.

Adieu, cher et bien cher ami; je suis obligé de me remettre au lit; mais partout où je suis, mon cœur est avec vous.

A la Chenaie, le 25 février.

Cette lettre est pour vous seul, mon cher ami. J'ai reçu celle que M. G... (1) avait dit devoir m'écrire. Elle est, d'un bout à l'autre, toute vide de sens. Je ne saurais pas, sans vous, de quoi il s'agit. Avec les meilleures qualités du monde et beaucoup de talent, l'esprit de ce pauvre garçon manque d'une certaine assiette, d'une certaine netteté, et même d'une certaine justesse, qu'apparemment on n'acquiert pas, mais que par malheur rien ne supplée.

J'ai beaucoup pensé ces deux derniers jours au projet que

(1) M. Genoude.

vous me communiquez, et j'ai hésité longtemps avant de prendre une détermination. Je conçois la force de vos motifs; ils me frappent comme vous. Mais voici le revers de la médaille. Quels que soient nos efforts, nous n'arrêterons pas le mouvement qui emporte tout. Nul ne peut soutenir un Gouvernement qui s'abandonne lui-même; nul ne peut le sauver quand il veut se perdre. Le sort de notre pauvre France est arrêté là-haut. A qui voulez-vous appeler de ce jugement? Tous les délais sont écoulés, la sentence est irrévocable, l'ange exécuteur est déjà parti. Je vous entends; sauvons au moins les doctrines, direz-vous. Eh! mon ami, est-ce par un journal que nous les sauverons? Je crois, pour moi, que c'est l'erreur qui sauvera la vérité, et le crime qui sauvera la justice, si la justice et la vérité doivent être sauvées. Je crois que Dieu a résolu que l'homme ne sera pour rien dans tout ceci. D'ailleurs, que pourrons-nous dire? Combien de temps avons-nous? Quelle mesure de liberté nous laissera-t-on? Si nous avons la liberté, le temps nous manquera; et si nous avons le temps, c'est qu'on nous ôtera la liberté. Je ne vois donc aucune espérance humaine de réussite: et, dans cette position, il me semble que je dois plus que jamais m'attacher à finir mon deuxième volume, que de nouvelles occupations rejetteraient dans un avenir indéfini. Laissons tous ces animaux moitié niais, moitié féroces, s'entre-dévorer entre eux. Quand ils auront fini, ce sera peut-être le moment d'élever la voix. Au reste, vous avez raison de me juger déplacé au *Conservateur*. Je pense entièrement comme vous à cet égard, et, en conséquence, j'ai résolu de n'y plus paraître désormais. On ne tardera probablement pas à me demander des articles, et c'est le moment que je choisirai pour faire ma déclaration. Jusque là, je vous prie de n'en parler à qui que ce soit. Je ne regrette qu'une chose, c'est de ne pouvoir rendre compte de l'ouvrage de M. de Maistre; mais, d'un autre côté, il est vraisemblable que mon article eût été rejeté.

Le livre que vous traduisez n'est pas de saint Bernard; mais ce sera toujours en faire sentir le mérite, que de dire qu'on l'a, pendant longtemps, attribué à ce Père. Je vous engage seulement à ne pas craindre d'abréger ni même de changer. Ne prenez que la fleur. Il suffit que le fond soit d'un écrivain ecclésiastique approuvé. Je préférerais, je crois, les

Lettres de saint Jérôme; mais l'un n'empêchera pas l'autre.

Ce que vous dites de mes Prières est parfaitement vrai; peut-être auriez-vous mieux fait de les supprimer. Adieu, très cher ami, je vous embrasse bien tendrement.

Je n'ai point reçu de lettre d'avis pour l'Oraison funèbre ; ainsi j'espère que la Providence m'a délivré de ce fardeau (1).

A la Chenaie, le 27 février 1820.

... Plus j'y pense, plus je me confirme dans l'opinion que ce n'est pas le moment de créer un journal. *Il est trop tard.* Ma raison, quoique convaincue de l'inévitable nécessité d'une crise, ne la regarde pas encore absolument comme imminente. Je vois diverses chances plus ou moins probables qui peuvent en retarder l'époque. Cependant quelque chose de plus fort que ma raison, une sorte de pressentiment que je ne puis vaincre, me fait croire à une catastrophe prochaine. Le sang, versé le 13, a irrité la soif de sang. Les factieux disent hautement que c'est un exemple qu'il faut appliquer aux prêtres et aux nobles, et ils le feront comme ils le disent. A Rennes, on a levé la canne sur un prêtre, et on en a insulté plusieurs autres. Ce n'est pas là ce qu'il y a de plus effrayant. Écoutez ceci. A Quintin, pays excellent, des calvaires ont été abattus, sans doute par des gens envoyés exprès. La légion des Côtes-du-Nord a *sabré*, à Saint-Brieuc même, la croix qu'on appelle *de santé*. Que voulez-vous attendre désormais qu'une grande, une épouvantable justice? Et ne se manifeste-t-elle pas déjà par un redoublement de vertige? Ce ministère qu'on nous donne, n'est-ce pas encore de C..., et de C... d'autant plus puissant qu'il ne répond plus de rien qu'à sa haine et à son ambition? (2) Les faibles obstacles qu'on pouvait, il y a deux ans, opposer au mal, n'existent plus. Où est le côté droit? Y en a-t-il? Je ne le vois que dans un seul homme (3). Raison, courage, union, tout a disparu.

(1) Lamennais avait cru, comme en témoignent d'autres lettres, qu'on le chargerait de prononcer l'oraison funèbre du Duc de Berry, mais ce projet, s'il exista réellement, n'eut pas de suite. Il ne faut pas le regretter : Lamennais, si grand écrivain, n'avait pas les dons de l'orateur.

(2) M. Decazes, débordé par les événements et incapable de constituer une majorité, dut passer la présidence du Conseil au duc de Richelieu.

(3) Lamennais avait mis toute sa confiance dans M. de Vitrolles, homme de tête et d'énergie, qui était prêt à pratiquer une politique de droite extrême au profit du Comte d'Artois et contre Louis XVIII lui-même : la tentative n'aboutit pas.

Les honnêtes gens, comme ils s'appellent, ressemblent à des condamnés qui attendent le bourreau; et encore, dans l'espoir apparemment d'un supplice plus doux, semblent-ils craindre de l'irriter. Hélas! Il n'abattra que de bien pauvres têtes. Voyez-les s'agiter dans les salons, et puis se calmer sur leur banc de député, véritable trône de la sottise et de la peur. On vient leur dire : j'ai envie de te tuer, toi et tes parents et tes amis, et ils se taisent pour ne pas manquer aux égards dus aux braves gens qui ont ce genre d'envie-là. Ce que c'est que d'avoir été bien élevé!

J'ai écrit à G... selon vos désirs. Pressez-le de votre côté. L'abbé Le T... a besoin aussi qu'on le tienne un peu en haleine. J'espère que tout marchera, au moyen de ces petites précautions. Ils doivent voir, mon cher ami, que vous ne vous épargnez pas, et ce sera sans doute le meilleur aiguillon pour leur délicatesse. Tout à vous du fond du cœur.

Saint-Brieuc, 10 juin 1820.

J'ai été, mon cher ami, un peu fatigué de mon voyage, ayant passé trois nuits sans me coucher, et quatre sans dormir. Il paraît qu'à Paris l'on ne dormait guère non plus; le parti du moins ne s'endormait guère, et je ne sais si les scènes du samedi et du lundi réveilleront enfin le Gouvernement. J'en doute, ou plutôt je ne le crois pas du tout. Ce qui s'est passé doit nous conduire à la dernière expérience, qui ne sera que la dernière leçon, je veux dire à un ministère tel, ou à peu près, que le désirent nos fortes têtes constitutionnelles et ce sera sûrement un curieux spectacle. Vous ne vous faites pas d'idée de la multitude de brochures incendiaires qu'on envoie dans ce pays-ci. On dirait que les malle-postes n'ont été élargies que pour les contenir, et ne voyagent que pour les porter. C'est véritablement une belle chose que la liberté de la presse, cette indispensable condition du gouvernement représentatif, comme la fièvre est une indispensable condition de la santé. *O Coridon, Coridon, quæ te dementia capit ?* Mais on aura beau dire et beau faire, nos Coridons politiques n'en démordront pas.

J'ai fini ma préface (1), et je vais m'occuper de l'ouvrage de M. de Maistre. Il me fournira, je crois, quatre articles, un

(1) Il s'agissait du 2e volume de *l'Essai sur l'Indifférence.*

pour chaque livre. Si la censure me tracasse, cela fera un pamphlet de 40 à 50 pages...

Saint-Brieuc, 25 juin 1820.

Je suis plein de joie, mon bien cher ami, de recevoir de vos nouvelles. Je regrette absolument que vous ne me parliez point de la santé de Mme de Saint-Victor et de la chère petite Alix. Vous savez combien est vif l'intérêt que j'y prends. Ménagez la vôtre, mon ami ; et ne vous tuez point pour le *Défenseur*. Il deviendra ce qu'il pourra. Que voulez-vous faire ? Tous les jours nos dernières espérances s'en vont. M. Genoude a dû recevoir hier mon premier article sur M. de Maistre. Je calcule qu'il pourra paraître dans la première livraison du deuxième trimestre. Je vais m'occuper des suivants ; mais je vous avoue que je suis bien faible, sans parler de la fièvre qui me tracasse. Je ne laisserai pas de faire ce que je pourrai.

Ce que je désirerais de votre amitié, c'est que vous voulussiez bien, s'il est encore temps, lire ma préface, et noter les fautes. On les corrigera dans un *errata*, à la fin du volume. Je ne sais où tout cela en est. Ni M. Genoude ni le libraire ne m'écrivent. Cependant c'est pour moi assez important...

Je désire beaucoup qu'on puisse louer mon appartement de Passy et vendre le vin que j'y ai laissé. Il est très douteux que je retourne à Paris au mois d'août. Je suis en marché d'une petite terre (environ 3 000 francs de rente) située à une lieue de Saint-Brieuc. Si je l'achète il faudra que j'y mette toute ma fortune, et même que mon frère m'avance quelques fonds, ce qui m'obligera à une très grande économie. Je désire d'autant plus que cette affaire réussisse qu'elle favoriserait l'exécution du projet que nous avons conçu. Il y a un ancien château, grand et bien réparé. La mer baigne ses murs. C'est une situation magnifique. De beaux jardins, un bois de huit arpents sur un coteau, le long de la mer. Nous passerions là en famille la vie la plus douce et la plus tranquille. Je suis persuadé que Mme de Saint-Victor s'y plairait. L'air est excellent. Rien ne nous manquerait. Vous auriez des livres tant que vous voudriez. Et quand l'idée nous en prendrait, nous irions en sept ou huit heures, dans une bonne calèche, à la Chenaie, qui est aussi fort agréable. Partout de bonnes gens, et parfaitement sûrs. Oh !

tâchez que vos affaires ne soient pas un obstacle. Dans huit ou dix jours cette acquisition sera faite ou manquée (1).

J'avais remarqué les paroles de Lainé. Cet homme ne se dément pas, et, en vérité, ils se ressemblent tous. Un seul, du côté droit, parle sur l'Université, et c'est pour dire qu'on ne peut s'en passer. Tant de faiblesse ne les mène pas loin. Ils n'en sont pas moins l'objet de la haine des libéraux. Le soir de son arrivée à Rennes, Corbière en a reçu la preuve; il fut régalé d'un charivari. Au reste, je ne partage pas l'opinion de B... sur la loi nouvelle (2). Je ne doute nullement qu'il n'en résulte, au plus tard dans trois ans, une majorité démocratique. C'est aussi l'opinion des révolutionnaires, car c'est celle du Préfet de ce département, M. de Saint-Aignan, arrivé ici depuis quelques jours pour préparer les élections, conformément aux intérêts de son parti. Il fait de Villèle de grands éloges. Il dit qu'il a présidé non seulement avec impartialité, mais avec une faveur marquée pour le côté gauche. Cela est faux sans doute, mais enfin ces messieurs sont contents.

Je finirai en vous avouant que je n'espère rien de l'avenir. Il y a une voix qui crie au monde : *finis super te !* Le monde ne l'entend pas, ou s'en rit ; et il faut bien qu'il en soit ainsi, autrement la prophétie ne s'accomplirait pas. Je vous embrasse, mon bien cher et bien tendre ami, de tout mon cœur.

Saint-Brieuc, 6 juillet 1820.

Je suis désolé, mon cher ami, de vous envoyer un si long article sur un sujet fort sec ; mais je n'ai pu l'abréger, et je laisse encore mille choses importantes à dire. Quand j'aurai fini avec M. de Maistre, je chercherai des sujets moins fatigants pour l'esprit de nos lecteurs. Veuillez revoir vous-même l'épreuve ; car c'est assez de répondre de moi dans un article de cette nature que certaines gens ne liront certainement pas avec bienveillance. On se prendra à tout pour me chicaner...

(1) Ce « délicieux ermitage, » comme l'appelait Lamennais dans une lettre à Benoît d'Azy, se nommait *Le Rosaire*. L'affaire fut manquée. La terre était couverte d'hypothèques pour une somme double de sa valeur et le propriétaire, un ouvrier couvreur, « homme de la Révolution, » en voulait un prix excessif sous prétexte qu'il avait pour elle un attachement affectueux. « J'aurais volontiers fait un sacrifice, écrivait Lamennais, et payé l'attachement ; mais l'affection, c'est trop aussi. » Laveille, *Un Lamennais inconnu*, p. 100, 104, 106.

(2) Il s'agissait de la loi électorale et de M. de Bonald qui prit part aux débats.

Pensez-vous que M. de Bonald parle bientôt de mon deuxième volume ? Il me tarde de savoir s'il approuve mes idées, ou en quoi elles lui paraissent défectueuses. Je crois que le public ne me comprendra guère. Vous me rendrez service de m'avertir, à l'occasion, de ce qu'il dit. Je suis, grâce à Dieu, toujours prêt à revenir sur les erreurs qui pourraient m'être échappées. Errer est de l'homme, comme dit le proverbe ; s'obstiner est d'un sot.

Je voudrais bien m'occuper de mon troisième volume ; dites-moi si vous pensez que cela me soit bientôt possible. Il n'y a d'obstacle que le *Défeseur*. Il me semble que nos chers royalistes nous aident bien peu. Ils étaient tout de feu pour se *conserver*, ils sont tout de glace pour se *défendre*. Ce n'est pas par le courage qu'ils brillent généralement, ni par la reconnaissance. Peut-être s'en croient-ils plus royalistes ; c'est une opinion qui pourrait se défendre.

Saint-Brieuc, 13 juillet.

Je vous écris de mon lit, où un malheureux clou me détient depuis quelques jours. Ainsi, mon bien cher ami, ma lettre sera courte, mais je me dédommagerai incessamment. Sans cette indisposition, vous auriez déjà reçu la suite de mon article sur M. de Maistre. Le second et le troisième, importants en soi, seront peut-être un peu ennuyeux pour un journal : qui s'intéresse aujourd'hui à la théologie ? Il ne faut cependant pas céder à cette mauvaise crainte d'ennuyer quelques esprits frivoles. Les erreurs que j'attaquerai ont fait beaucoup de mal ; elles en peuvent faire encore, à l'abri du nom de Bossuet, qui certainement a été plus grand par son éloquence que par sa prévoyance.

Vous m'expliquez une page de votre lettre sur Paris, que je n'avais pas bien entendue. La leçon est aussi forte que juste. Bon Dieu, que l'orgueil rend les hommes petits ! et que l'Évangile est divin ! *Beati pauperes spiritu. Quand vous serez invité à un festin, asseyez-vous à la dernière place, etc.* Ce n'est pas François-Auguste ni aucun autre homme, qui eût trouvé cela. Au reste, quoi qu'ait pu vous dire M. de B..., vous avez très bien fait. Nous sommes dans le siècle des petits égards, des petites considérations et des petites coteries, et je ne sais, en vérité, si nos honnêtes gens oseraient nommer Dieu devant un

homme, *bien pensant d'ailleurs*, qui serait connu pour ne pas l'aimer. Tout cela dégoûte extrêmement du monde ; *totus positus in maligno.*

Le Défenseur est le meilleur ouvrage de ce genre qui ait encore été fait ; mais fût-il dix fois au-dessus de ce qu'il est, il vaudrait infiniment mieux le laisser là (comme M. de Frenilly, à ce qu'il paraît) que de ruiner votre santé ! Prenez-en soin avant toute chose. Vous vous épuisez de travail, et pourquoi cela ? pour soutenir une monarchie qui croule. Hélas ! mon ami, nous ne la sauverons pas ; son jour est venu. Songez à ménager les vôtres pour les personnes à qui vous êtes cher. Je veux toujours espérer que nos projets se réaliseront. Votre grand ouvrage doit être, m'avez-vous dit, terminé cette année. Après cela il ne s'agira plus que d'arranger vos affaires de façon que, pendant quelques mois, elles puissent se passer de votre présence, ce qui ne me semble pas devoir être fort difficile. J'userai à l'avenir, et peut-être bientôt, de la permission que vous me donnez de vous importuner des miennes. Il est possible que j'aie avant peu des difficultés avec mes libraires, qui ont avec moi des procédés très différents de ceux auxquels j'avais lieu de m'attendre de leur part. Je vous en parlerai plus au long, s'ils me forcent de rompre avec eux. Ils m'ont envoyé mon deuxième volume. Genoude avait raison : la préface est bien imprimée. Avez-vous reçu vos exemplaires ? M. Genoude s'était chargé de faire faire la distribution. Je vous recommande toujours mon logement de Passy, en cas que l'occasion se présente de le louer.

M. Genoude m'avait marqué qu'il partait pour un voyage dans le Midi, ce qui fait que je ne lui écris pas. Si par hasard, il était encore à Paris, veuillez lui dire que je le prie de remettre à M. Cor (1) ce qui me reviendra du cautionnement du *Conservateur*, dont la répartition a dû se faire dans les premiers jours de juillet, selon ce qu'il m'a mandé.

Mille tendres respects à Mme de Saint-Victor. Dites, je vous prie, à notre aimable petite Alix, que l'abbé *Laméné* l'embrasse de tout son cœur. A jamais tout à vous, mon bien bon et bien cher ami.

(1) Banquier à Paris.

Saint-Brieuc, 28 juillet 1828.

Je partage bien sincèrement, mon cher ami, la peine que vous a causée le malheureux événement que vous m'annoncez. Il faut voir en cela, comme en tout le reste, la volonté de Dieu. S'il vous refuse d'autres enfants, il a sans doute ses desseins, et notre aimable petite Alix ne nous en sera que plus chère. Je dis *nous*, parce que vous me permettez, j'espère, de me mettre de moitié dans toutes vos affections. Oh! mon ami, que j'aimerais à passer près de vous ma vie, dans cette confiance intime dont vous m'avez donné la douce habitude. Je ne renonce pas à cet espoir; mais, en ce moment, mes affaires, plus encore que ma santé, me forcent à rester ici. Afin de m'assurer du pain pour mes vieux jours, si j'ai le malheur de faire de vieux jours, je persiste dans le dessein d'acheter une petite terre, et j'en ai une en vue, que je réussirai probablement à acquérir; mais il faudra pour cela que j'emprunte une somme assez forte de mon beau-frère, et par conséquent que je travaille et que j'économise pour m'acquitter; deux choses que je ferai beaucoup mieux à la campagne que partout ailleurs.

Je vous envoie un troisième article sur l'ouvrage de M. de Maistre. Je sens combien cette théologie est peu à sa place dans un journal; mais je me trouve engagé, et je crois la chose importante en soi. Passez-moi donc encore cet article. Le quatrième et dernier sera d'un genre différent.

Je ferai, mon ami, ce que vous me demandez pour l'*Eucologe* et la *Semaine sainte*, après quoi je m'occuperai de mon troisième volume. Je m'attendais bien à rencontrer beaucoup d'opposition. La plus vive et la plus tenace sera certainement dans le clergé. Je doute cependant qu'on essaie de me réfuter d'une manière sérieuse. Autre chose est bavarder, autre chose est écrire. Au reste, comme vous êtes forcé de lire beaucoup de journaux, faites-moi le plaisir de mettre à part tout ce qui pourra me concerner. Je désire qu'on me mette à même d'éclaircir ce qu'il peut y avoir d'obscur dans mon deuxième volume; mais je ne me presserai pas. Quand on aura tout dit, je répondrai et j'espère réussir à faire lire ma réponse, aux dépens de qui il appartiendra. Je ne me gênerai avec personne.

Il ne faut pas songer à réimprimer le *Missel;* on en fait une édition nouvelle à Avignon.

Quant au bréviaire, c'est tout simplement celui de Paris qu'il convient de réimprimer. Les conseils de l'abbé Caron, de Saint-Sulpice, pourraient être utiles pour cela.

Quant à *l'Imitation*, on a généralement désapprouvé que nous eussions joint des réflexions au texte; vous verrez, mon cher ami, s'il convient de les supprimer...

Saint-Brieuc, 1er août 1820.

Enfin, mon cher ami, me voilà quitte de M. de Maistre. Je vous envoie mon dernier article, et je vais m'occuper maintenant de l'*Eucologe* et de la *Semaine sainte*, après quoi je commencerai mon troisième volume.

Il y a dans le clergé de Paris un déchaînement incroyable contre moi (1). L'abbé Clausel (2) m'a écrit trois grandes pages des plus pauvres objections, et d'un ton si décisif que je n'en reviens pas. « Vos idées absolument inouïes ne peuvent en vérité se soutenir un seul instant... Il n'y aura qu'un cri contre cette doctrine qui renverse et perd tout... » Voilà des passages de sa lettre. J'ai répondu comme un homme qui ne craint pas le combat, ou plutôt qui le désire vivement. Je voudrais pour tout au monde qu'ils m'attaquassent publiquement, car je ne peux pas me défendre dans les cercles. Ils n'entendent pas un mot de ce que j'ai dit et, s'ils essaient de me réfuter, ils diront eux-mêmes infailliblement des sottises sans nombre que je mettrai dans leur plus beau jour; je crois pouvoir en répondre. Mais encore une fois, qu'ils écrivent. Ma position est très fâcheuse; car, tandis qu'ils s'en tiendront à la parole, je n'aurai, moi, que le silence...

M. Genoude a définitivement rompu avec moi. Pour quelle raison? Je l'ignore. Je ne lui en veux nullement, mais je le plains beaucoup. Quel dommage qu'un si bon cœur soit conduit par une si faible tête!

Vous me ferez un grand plaisir et me rendrez un vrai service, en continuant de m'apprendre où j'en suis avec le public.

(1) Le premier volume de l'*Essai sur l'Indifférence* avait eu un succès prodigieux et universel. Mais le second fut âprement discuté.

(2) L'abbé Clausel de Coussergues était membre du Conseil royal de l'Instruction publique. Cette fonction ajoutait à son autorité. La critique qu'il fit du deuxième volume de l'*Essai* fut le commencement de ses retentissantes polémiques avec Lamennais.

Grâce à Dieu, pour ce qui me concerne, cela m'est bien indifférent ; mais cela ne l'est pas pour la vérité et pour la religion. Je serais bien aise, entre autres choses, de savoir ce que dit et pense l'abbé Le Tourneur. Ceci est de pure curiosité.

Si vous connaissez l'abbé Nicolle, vous pourrez apparemment me faire comprendre comment un prêtre qui se respecte et qui a l'idée de ses devoirs consent à faire partie de l'Université et à prêter l'appui de son nom à ce que la Révolution a produit peut-être de plus détestable et de plus funeste. Les admirations du *Journal des Débats*, à ce sujet, ne sont pas moins extraordinaires, mais elles m'étonnent moins. Oh ! mon ami, que ce monde est plat, et qu'il est triste de l'habiter ! Mais, si l'on en croit le sage Astolfe, on n'est guère mieux dans la lune. Je voudrais que nos ministres y allassent voir ; ce serait le moyen d'être ici plus supportablement...

Pourriez-vous découvrir quelle espèce d'homme est ce M. de Murat, qui vient préfet à Saint-Brieuc ? Il serait important de le savoir...

Royer-Collard et Camille Jordan ont écrit à Saint-Aignan, notre préfet destitué, de belles lettres de condoléances. Ils lui recommandent de ne point s'affliger, cela ne sera pas long, il suffit d'attendre un peu ; bientôt il n'aura que l'embarras du choix entre toutes les places que le parti pourra lui offrir. Et ces misérables sont encore payés par le Gouvernement !

Je reçois à l'instant la dix-huitième livraison du *Défenseur*. Qu'est-ce qui a donc choqué la censure dans la lettre sur Paris ? O pauvre vérité !

Saint-Brieuc, 7 août 1820.

Je pars demain pour Saint-Malo, mon bien cher ami. J'y passerai quelques jours ; après quoi je me rendrai à la Chenaie. J'avais toujours oublié de vous dire que vous restiez parfaitement le maître d'adopter ou de rejeter les corrections que j'ai faites à la *Journée du chrétien*. Je crois que des traductions littérales valent beaucoup mieux que des paraphrases ; mais il ne s'ensuit pas que les miennes soient bonnes. Quant à l'*Examen de conscience*, mon frère sait par expérience qu'il est impossible de se servir de celui qu'a choisi le bon abbé ; rien de plus long, de plus embrouillé et de moins pratique. Si cependant vous le préférez à celui que j'ai arrangé, ne faites aucune difficulté de

l'employer. Seulement je désirerais que vous le missiez, autant que possible, en français.

J'ai commencé le petit écrit sur les *Fondements de la foi catholique*. Cela est plus difficile que je ne pensais. J'aimerais mieux faire un livre. Je tâcherai néanmoins de m'en tirer comme je pourrai ; puis vous y ferez tous les changements que vous jugerez à propos, s'il vaut la peine d'être corrigé.

Le parti royaliste devient chaque jour plus pauvre et plus sot. Il a été outrageusement bafoué par le ministère, et il n'a pas l'air de s'en douter. En laissant de côté les sentiments personnels de tel ou tel homme, je ne crois pas que le Gouvernement ait jamais été aussi libéral qu'aujourd'hui. Cela paraîtra clairement lors des élections, qui seront généralement mauvaises. Le jacobinisme, secondé par l'administration, fait des progrès rapides. Il se recrute surtout dans la classe des électeurs. Après cela établissez des calculs sur des tableaux, et faites des lois sur vos calculs ! On s'imagine que les hommes sont toujours les mêmes hommes, qu'ils ne changent pas plus que les plantes et les animaux, que leurs opinions de l'année dernière sont leurs opinions de cette année, que leur esprit résiste à l'action de toutes les causes morales. En fait de stupidité, je ne sache rien qui approche de ce matérialisme politique. Averti cent fois par l'expérience, sans jamais être corrigé, il y a dans le Gouvernement une obstination à se perdre véritablement effrayante. Mais il ne se perd pas seul, il nous entraîne, nous fort innocents de ses fautes, et l'Europe entière dans sa chute. Combien cela dégoûte de cette triste vie, et qu'il est dur, pour les gens de bien, de voir l'autorité établie pour conserver l'ordre livrer leur repos à la merci de quelques douzaines d'imbéciles et de scélérats !

On dit que l'Autriche va s'opposer à la révolution de Naples (1). Je compte peu sur le résultat d'efforts partiels pour arrêter l'esprit révolutionnaire. Il me semble voir des gens qui s'épuisent à souffler sur les bluettes qui s'échappent du foyer d'un vaste incendie. Encore cependant est-ce quelque chose, et plus que les souverains ne nous avaient habitués à attendre d'eux.

(1) L'absolutisme de Ferdinand IV souleva contre lui les *Carbonari*, organisés autrefois contre Murat, et qui, appuyés par l'armée, obtinrent la protection espagnole. L'opposition de l'Autriche aboutit au Congrès de Troppau, qui fut un échec pour la France.

Saint-Malo, le 10 août 1820.

On m'a renvoyé de Saint-Brieuc, mon bien cher ami, votre lettre du 4 août. Je suis extrêmement peiné que Mme de Saint-Victor n'ait pas occupé de suite mon appartement de Passy. Ne savez-vous pas que rien ne me pouvait faire du plaisir? et qu'était-il besoin de m'écrire pour cela? Voilà l'autorisation que vous me demandez, et qui n'était pas nécessaire, même à l'égard du propriétaire, puisque vous voulez bien, mon cher ami, me représenter.

Je reçois une lettre de M. Genoude datée de Saint-Aubin. Il va, me dit-il, dans les Pyrénées, et ne paraît nullement fâché; ainsi je me trompais. Mais d'où vient donc ce silence de près de deux mois? Au reste, il faut le prendre tel qu'il est, et le juger sur son cœur, qui est véritablement très bon.

Quoi qu'on m'ait dit de l'*Examen de conscience*, je ne puis croire cependant que le bon abbé n'ait pas fait quelques changements à celui qui se trouve dans la *Journée du chrétien* de l'abbé de Sambucy. Je n'ai pu encore le vérifier, mais cela me paraît certain d'après ce que notre abbé vous avait dit.

Je viens de causer avec mon frère de ce que vous marquez relativement à la *Semaine sainte*. Il n'est pas d'avis de cette explication des cérémonies de la Semaine sainte. Personne ne les lira, car cela ne peut être qu'extrêmement sec, à moins d'allonger par des considérations, qui formeraient comme un ouvrage dans un autre ouvrage. Ce petit traité, car c'en serait un, serait long et difficile à bien faire. Pour une explication pure et simple, on n'aurait qu'à copier le catéchisme de Montpellier qui est entre les mains de tout le monde. Réfléchissez-y de nouveau, mon cher ami. Je crois que nous n'avons pas besoin de cela. Les traductions seules feront de notre *Semaine sainte* un ouvrage tout nouveau.

Vous êtes charmant de me demander si vous m'avez bien compris. Eh! sans doute; aurais-je sans cela publié mon livre? Si j'avais nié *la faculté de connaître*, j'aurais nié l'intelligence humaine. Il ne faudrait pas me réfuter, il faudrait m'enfermer à Charenton. Mais supposons qu'un homme, séparé tout à coup des autres hommes, oublie qu'il y ait au monde des êtres semblables à lui, ou, ce qui revient au même dans notre question, rejette entièrement leur témoignage; comment parviendra-t-il

à la certitude? Je défie qu'on réponde rien de raisonnable à cette question, et même qu'on réponde du tout, si l'on ne confond l'impuissance de douter avec la certitude rationnelle. Si l'on m'oblige à me défendre, j'espère le faire de sorte que je n'aurai pas besoin d'y revenir une seconde fois. Mais j'attendrai que tous mes adversaires aient dit chacun leur mot. F... a infiniment d'esprit. Il ne voulait cependant pas comprendre que les protestants et les déistes sont des indifférents en matière de religion. Il croyait être *certain* du contraire. Je suis enchanté que M. de Bonald ne parle qu'après lui; son article en aura plus de force.

Je viens de recevoir une très aimable lettre de M. de Maistre. Il est content de ce que j'ai dit de lui, à l'exception de l'endroit où je dis que la France est *sa patrie d'affection*. Je comprends pourquoi, mais en écrivant je n'y avais pas pensé.

Je voudrais vous dire encore mille choses, mais le papier et le temps me manquent. Ce serait surtout des choses du cœur, mais, mon ami, ce n'est pas la peine; vous les trouverez dans le vôtre.

A la Chenaie, le 20 août 1820.

Je commence, mon bien cher ami, par vous remercier de ce que vous avez dit de moi dans votre excellente Lettre sur Paris, qui termine la vingtième livraison; et comme cette lettre ne se trouve point dans l'exemplaire que mon frère a reçu, je vous prie de lui en faire adresser un autre, afin que sa collection soit complète. Vous avez parfaitement jugé de mes sentiments, vous les avez exprimés avec un tact parfait, et beaucoup mieux que je n'aurais pu faire. M. Laurentie a continué dans la *Quotidienne* l'attaque commencée dans le *Journal des Débats*. Je vois d'où vient ce déchaînement général. On cherchait un prétexte, on l'a saisi. Tout part du clergé, et d'une certaine classe de royalistes. Ils m'ont appris ce que j'ignorais, que j'ai des ennemis nombreux. N'ayant jamais haï personne, je n'aurais jamais non plus inspiré de haine, si j'étais resté toujours dans ma chère obscurité. On devrait me pardonner d'en être sorti, car ce n'est certainement pas de mon gré, et je puis dire avec la sincérité la plus entière que jamais la célébrité

(1) L'abbé de Féletz exerçait au *Journal des Débats* une grande autorité.

ne m'a séduit. Si l'on connaissait l'histoire de ma vie, on ne pourrait pas douter qu'en écrivant j'ai cédé à une force supérieure qui m'entraînait malgré moi et domptait ma volonté même. J'ai eu toutes les charges attachées à l'état d'auteur, sans aucune des compensations qu'y cherchent la plupart d'entre eux; car pour trouver ces compensations, il faut les goûter, et je ne l'ai pu jamais. Vous voyez bien, mon cher ami, que cette lettre est pour vous seul.

Voici la résolution que j'ai prise. Je crois devoir encore à la vérité un dernier effort. Je vais m'occuper d'écrire ma défense. Elle sera vraisemblablement assez longue. Je crois pouvoir porter jusqu'à l'évidence la démonstration de ce qu'on appelle mon *système*, et je montrerai de plus que, si on le rejette, il faut renoncer, dans l'état actuel des esprits, à défendre la religion. Cela fait, j'attendrai en paix l'effet de ces éclaircissements. Si l'on s'obstine à fermer les yeux, je regarderai cette obstination comme un avis de la Providence, et pas une ligne de moi, supposé que j'écrive encore, ne paraîtra de mon vivant. Il me faut environ deux mois pour le travail que j'ai en vue, et jusqu'à ce qu'il soit achevé je ne saurais m'occuper d'autre chose. Je vous demande donc ce temps de relâche. Quoi qu'il arrive, je ne regretterai point d'avoir écrit, puisque c'est à mes ouvrages que je dois une des choses qui me sont les plus précieuses, votre amitié.....

Je décachette ma lettre pour vous prier : 1° de ne parler à personne de ce qu'elle contient; 2° de ne témoigner aucune humeur, quelque chose qu'on puisse dire ou écrire contre moi; 3° de m'envoyer, dès qu'il paraîtra, le 2me article de la *Quotidienne*, et tout ce qui sera publié sur le même sujet. Ou j'ai tout à fait perdu la raison, ou l'on n'a pas fait encore une objection, je ne dis pas solide, mais sensée, contre ce que je soutiens véritablement. Ils m'ont mis dans la nécessité de prouver une chose bien délicate, c'est qu'il est impossible d'établir la vérité du Christianisme par leur méthode. Je vois clairement que ceci est un combat à mort entre les anciens préjugés d'école et les principes que le temps a développés et mûris. Le choc sera rude, et j'aurai cruellement à souffrir, peut-être pendant toute ma vie, pour avoir voulu donner aux preuves de la religion une force qu'elles n'ont pas eue jusqu'ici. Mais les hommes passeront et la vérité restera.

31 août.

Cher ami, comment vous remercier de vos lettres, si pleines de confiance et de véritable amitié? En vous aimant toujours davantage. Je ne sais que ce moyen-là.

Vos arrangements pour le *Défenseur* sont parfaits à tous égards. J'espère que désormais il marchera, sans que vous soyez chargé d'un fardeau qu'aucun homme ne pourrait supporter longtemps. Dès que j'aurai un peu de loisir, je ferai de mon mieux pour vous aider...

Vous ne vous imaginez pas combien de sottes lettres je reçois tous les jours. Vous en avez vu une, mais ce n'est rien. Un brave chevalier de Saint-Louis me propose aussi ses objections et m'offre, comme *fondement* de la certitude, *le plaisir et la douleur*. Il y a de quoi faire tourner la tête, car ils ont tous les meilleures raisons du monde pour demander qu'on leur réponde.

Je ne conçois rien à notre bon abbé, ou plutôt je conçois très bien cette belle passion du *far niente*, qui désormais sera toujours la sienne. Mais comme vous n'êtes assurément pas obligé d'en faire les frais, il me paraît bien naturel que vous vous *détourneurisiez* le plus tôt possible. Il me semble qu'il suffit pour la *Semaine sainte* de substituer de nouvelles traductions aux anciennes, en réunissant, comme dans l'*Eucologe*, l'*usage* de Paris et celui de Rome. Ajoutez à cela une Préface, et tout sera fini. Quant à l'*Eucologe*, mandez-moi à quelle époque le petit écrit sur les *Fondements de la foi catholique* vous sera nécessaire. Je sens tout ce qu'il y a de délicatesse dans ce que vous me dites sur la partie financière de cette affaire, et je vous supplie, mon cher ami, de ne point songer à cela en ce moment. Si votre spéculation réussit, à la bonne heure; autrement j'aurai eu le plaisir, au-dessus de tout pour moi, de vous donner une légère preuve de mon dévouement, sur lequel vous pouvez compter à jamais...

Dès que ma *Défense* sera en train, cela ira vite. Le fond ne m'embarrasse pas, mais j'hésite un peu sur la forme. Le ton en doit être ferme, grave, modeste. Plaise à Dieu que je ne blesse aucune convenance! Au reste, sans vous, mon cher ami, pas une voix ne se serait élevée en ma faveur. Ceux même qui

(1) L'abbé Le Tourneur.

pensent comme moi trouvent plus commode de se taire. Que l'homme est une plate créature! Il faut l'aimer cependant, et même réprimer le mépris qu'il inspire si naturellement. Hélas! tous tant que nous sommes, hommes, n'avons-nous pas été pétris de la même boue? Je crois que vous aurez été content de la lettre de mon vicaire. Il n'y a pas en France un évêque capable d'en faire autant.

Je vous avoue que je tremble sur les suites de la dernière conspiration (1). Il faut bien se garder de la croire étouffée. Notre Gouvernement est une complication de miracles permanents. Celui qui existe en est un, sa stupidité un autre, etc., etc. Dieu a étendu sa main devant la lumière, et les peuples et les rois chancellent dans les ténèbres. Je souris et je geins de voir, au milieu de tout cela, l'intérêt que certaines gens attachent aux élections, comme si notre salut en dépendait. Ils ressemblent à un condamné qui s'occuperait sérieusement du choix d'un médecin, la veille de son exécution. Que deviendrons-nous? Que deviendra l'Europe? Détournons l'esprit de ces pensées, et reportons-les tout entières dans une autre région. *Sursum corda!* Adieu, cher et bon ami, je vous embrasse tendrement.

A la Chenaie, le 22 septembre.

Je réponds, mon bien cher ami, à vos deux lettres du 10 et du 18. La dernière m'est parvenue le jour même de mon arrivée ici, c'est-à-dire hier. Ce que vous me dites de M. de Bonald me fait grand plaisir. Cet article, s'il le donne, fera taire bien des gens. Il y en a déjà beaucoup qui reviennent; il y en a aussi beaucoup qui ne reviendront jamais. Vos réponses ont soutenu l'opinion en ma faveur. Ce que vous avez le projet d'insérer dans *le Drapeau Blanc* et *la Gazette de France* produira un excellent effet. Mais je crois qu'il faut en demeurer là. J'hésite même à faire ma *Défense;* de très bons esprits m'en détournent, entre autres M. de Senfft et M. de Maistre. Celui-ci m'écrit : *Allez votre chemin sans faire attention aux cigales.* Je ne suis cependant pas encore décidé, car ces *cigales* empêchent

(1) Il s'agissait de la conjuration du 19 août, organisée par des officiers, auxquels s'étaient joints des élèves des écoles et des jeunes gens du commerce. Ce complot militaire, envisagé avec bienveillance par les libéraux, échoua à la suite de délations.

un grand nombre de personnes *d'aller leur chemin*. Ce que vous me mandez de l'abbé Fr... (1) est incroyable. *Oh! que nous ne sommes rien!...*

Je vous avoue, mon cher ami, qu'en voyant approcher la catastrophe inévitable, je regrette quelquefois que le bon M. de R. soit compromis dans le *Déf.* pour une somme si considérable. Vous êtes au centre et vous pouvez juger mieux que moi du degré de risque qu'il court. Si nous touchons à la crise, comme je le crois, et s'il y a lieu de craindre en ce cas la confiscation du cautionnement, ne vaudrait-il pas mieux en finir un peu plus tôt? Je vous soumets cette réflexion, qu'au reste vous avez déjà sans doute faite comme moi.

Depuis trois mois la conspiration est devenue toute militaire. Les *civils* ont perdu l'espoir de réussir *légalement*. L'armée ne saurait résister longtemps aux moyens qu'on emploie pour la corrompre. Mon opinion, à cet égard, se fonde sur une multitude de faits. Oh! que de choses, mon ami, nous aurions à nous dire, si vous veniez prendre un peu de repos dans ma petite solitude! Venez, nous arrangerons ensemble vos éditions stéréotypes, et vous pourrez dire : « J'ai fait un heureux. »

A la Chenaie, 16 octobre.

J'espère que l'excellent article de M. de Bonald désabusera au moins quelques-uns de mes adversaires. Il serait à désirer, comme vous en avez eu la pensée, que M. O'Mahony parlât de cet article dans le *Drapeau Blanc*, en y ajoutant ses propres réflexions. Ce ne serait pas le premier service qu'il m'aurait rendu, et je serais très touché de cette nouvelle marque de sa bienveillance.

Vous êtes si accablé d'occupations que je n'ose vous presser de m'écrire plus souvent. Vos lettres me sont pourtant une bien douce consolation et j'ai grand besoin d'être consolé ces temps-ci. Il y a dans le Gouvernement je ne sais quelle morne apathie, qui m'effraie plus que les folies et les fureurs de M. Decazes, car au moins on se défendait contre celui-ci, et cette guerre soutenait un peu l'énergie défaillante des amis royalistes. Aujourd'hui, ils sont tous comme les Grecs en Aulide :

Tout dormait, et l'armée, et les vents, et Neptune.

(1) M. de Frayssinous.

Je crains qu'il ne faille encore du sang, quelque affreux sacrifice, pour les tirer de ce sommeil.

Je me creuse l'esprit tous les jours pour vous envoyer quelque article; les sujets ne manquent pas, mais je n'en trouve point qui puissent passer à la censure. Je crois, mon cher ami, qu'il est impossible d'aller avec elle. Vous luttez avec un rare talent contre les difficultés de notre position. Je ne conçois pas comment vous suffisez à tout ce que vous faites; c'est un vrai tour de force, mais qui ne peut pas durer; votre santé n'y tiendrait pas. Et puis qu'est-ce qu'un journal religieux et politique où l'on ne peut ni défendre la religion, ni discuter les actes du Gouvernement et de l'administration? C'est une espèce de prodige que nous ayons subsisté six mois. Dites-moi, je vous prie, vos idées là-dessus. Dans le cas où vous jugeriez à propos de continuer, ne vaudrait-il pas mieux devenir quotidien? On aurait au moins l'avantage de donner les nouvelles. Ceci est une idée très en l'air, et qui ne me plaît pas beaucoup à moi-même. Tout à vous du fond de mon cœur, mon bien cher ami.

Saint-Brieuc, 28 novembre.

Oui, mon bien cher ami, j'accepte de tout mon cœur les offres de votre amitié, et je n'y mets pas plus de réserve que je n'en mettrais avec mon frère. Cette manière de vous répondre me paraît la plus conforme à votre manière de proposer. Je n'ai plus de meubles à Paris, et je vous prie très instamment de meubler à mes frais la chambre que vous me destinez. Il ne me sera pas possible de l'occuper avant deux mois. Je passerai ici le mois prochain. J'irai ensuite passer quinze jours à la Chenaie avec mon frère; après quoi, je partirai pour vous aller voir. Veuillez, s'il vous plaît, payer les 250 francs que je dois à mon propriétaire de Passy. Je vous rembourserai cette somme avec ce que je vous devrai pour les meubles de la chambre que vous me permettez d'occuper...

Avez-vous entendu parler d'un mot qu'on prête à un grand personnage? On dit qu'en apprenant la nomination du général Donnadieu, il dit que c'était le Grégoire de 1820. Je crois le ministère sur les épines. Il y a toute apparence qu'il s'éloignera de la droite, dans la même proportion que la droite s'est fortifiée. Mais que feront les royalistes? Voudront-ils être dupes une dixième fois? Les événements vont devenir curieux. *Le*

chef-d'œuvre de la raison sociale est terriblement menacé en ce moment. Une femme perdue (1) a ébranlé cette monarchie dont nos hommes d'État nous vantent si ingénument la solidité. Mais quel pays que celui où se passent de telles scènes! Quelle effroyable corruption dans toutes les classes! Le monde, depuis les empereurs romains, n'avait rien vu de semblable Mon ami, il faut aller voir pour se consoler.

Saint-Brieuc, 19 décembre.

J'ai pensé, mon cher ami, que je devais mes étrennes au *Défenseur;* les voilà. Ce n'est pas grand chose; mais à celui qui a peu, on demande peu, et l'on tient compte de l'intention.

Croyez-vous qu'on accorde de nouveau la censure au ministère? Les royalistes, après l'expérience, feront-ils une nouvelle folie? Hélas! je n'en doute presque point, et ils croiront faire merveille. Dans cette supposition de la censure, présumez-vous que *le Défenseur* se puisse soutenir (2)? Il est généralement trop sérieux pour les lecteurs d'aujourd'hui. *Le Conservateur* n'était pas plus gai, mais il attaquait les hommes, et c'est à cela qu'il a dû, non pas son mérite, mais sa vogue. Vous aviez pensé à Colnet. Il a de l'esprit et une sorte d'originalité piquante. Il serait à désirer aussi que Nodier parle... plus souvent.

Vous connaîtrez ce soir le discours du Roi. Les libéraux, cette fois, n'y seront pas grondés, mais il y aura probablement de bonnes leçons de sagesse et de modération pour les royalistes. Au reste, avant quinze jours, le résultat de la session sera décidé...

Saint-Brieuc, 5 janvier 1821.

Vous ne doutez sûrement pas, mon bien cher ami, de la sincérité des vœux que mon cœur a formés pour vous et pour tout ce qui vous est cher au commencement d'une année, qui, je le crains bien, ne sera pas encore pour la France celle du salut. L'espèce de rapprochement dont s'applaudissent tous nos

(1) Quelle est cette femme? Malgré les calomnies auxquelles son accouchement avait donné lieu en juin, il ne peut pas être question de la Duchesse de Berry. S'agit-il alors la comtesse du Cayla, qui exerça sur Louis XVIII une déplorable influence?

(2) Les appréhensions de Lamennais ne le trompaient pas. La censure interdit, quelques jours après, un « petit article, » où il avait relevé « un principe de schisme et d'hérésie » enseigné par le ministre de l'Intérieur aux élèves de Saint-Sulpice. (Lettre à Benoît d'Azy. Laveille, p. 114.)

badauds politiques n'est, à mon avis, qu'une dernière leçon que nos sottises avaient rendue nécessaire. On demandait dans le Gouvernement des hommes de la droite (qui n'est pas la *droite du Très-haut*) ; en voilà ; on s'imaginait que c'était tout, et l'on verra que ce n'est rien. Seulement deux hommes se seront perdus (1), et perdus pour toujours, car il y a des fautes dont l'impression ne s'efface jamais. On leur demandera compte de tout ce qu'on attendait, de toutes les espérances, et même de toutes les illusions : qu'auront-ils à répondre ? Je les plains, et surtout C... qui n'est point ambitieux, et que son mauvais génie a associé, on ne sait comment, aux destinées d'un personnage qui lui est inférieur à tous égards, et qui le domine néanmoins...

Depuis ma dernière lettre, j'ai passé une semaine sur mon lit. Je suis mieux, sans être encore bien. Lundi prochain, 8 janvier, je partirai pour la Chenaie avec mon frère. Nous y passerons quinze jours ensemble ; après quoi, je partirai pour Paris. Ainsi, selon toute apparence, j'aurai le plaisir de vous embrasser à la fin du mois. Que de choses nous aurons à nous dire, mon cher ami ! Je conçois vos occupations. Vous avez très bien fait de prendre quelque relâche du côté du *Défenseur*. Il me semble qu'il y a longtemps qu'on n'y a vu le nom de M. de Bonald. Je n'en suis point surpris : c'est un long voyage que de venir de Rodez à Paris.

Il paraît certain que mon frère va être obligé de quitter Saint-Brieuc. L'évêque ne peut le souffrir, il étouffe de jalousie. Il y a quinze jours, mon frère établit à Guingamp une école chrétienne, pour l'opposer à une école d'enseignement mutuel dont les élèves ont tué dernièrement un de leurs camarades; il établit de plus une *Providence*, c'est-à-dire une Société de Dames qui prennent soin des malades, et apprennent aux pauvres petites filles leur religion et un état : que croyez-vous que l'évêque ait dit de cela ? Il a menacé mon frère de l'interdire. Vous croyez avoir mal lu ; non; de l'interdire ! Quel siècle ! mon cher ami, et à quels gens nous sommes livrés! Enfin Dieu l'a voulu , il a ses desseins ; bénissons-les sans les connaître (2). Tout à vous du fond du cœur.

(1) Villèle et Corbière étaient entrés dans le ministère.

(2) Le frère de Lamennais, l'abbé Jean-Marie, était vicaire général du diocèse de Saint-Brieuc, où Mgr Le Groing de la Romagère fut appelé comme évêque.

A la Chenaie, le 15 janvier.

J'ai reçu, mon cher ami, les deux lettres de Nancy que vous m'avez envoyées, ainsi que la livraison du *Défenseur*, où se trouve l'article de M. R... J'en ai été parfaitement satisfait. A mon arrivée à Paris, je verrai les deux gros livres qu'on vient de publier contre moi, et nous examinerons ensemble s'il est à propos que j'y réponde. Mon frère restant ici huit jours de plus qu'il n'avait compté d'abord, je ne partirai que le 30 janvier. Je m'arrêterai à Rennes un ou deux jours pour prendre la malle-poste, et à moins que je n'y trouve pas de place, je vous embrasserai le 3 ou le 4 février. Ce sera un bien bon jour pour moi.

Je viens de lire la discussion sur les six douzièmes. Quel étrange rôle jouent là C... et V... ! qu'ils doivent être humiliés de leur position ! Ce sont deux hommes perdus; je regrette le dernier. Un seul homme fait ce qu'aurait dû faire le côté droit tout entier. On ne se lasse donc point d'être dupe ! C'est vraiment un spectacle curieux que de voir nos fiers royalistes, enrôlés sous la bannière ministérielle, obéir docilement à la voix d'un Pasquier, d'un de Serre et de leurs dignes collègues. Quelle sottise et quelle ignominie ! Encore s'il y avait un changement réel dans l'esprit et dans le système du Gouvernement; mais on n'en aperçoit pas l'ombre. Tout va comme auparavant, et depuis l'entrée de C... à l'Université (1), les écoles ecclésiastiques sont plus menacées que jamais. Je l'ai pensé il y a longtemps, il nous fallait cette dernière leçon; il fallait qu'on vît enfin ces grands hommes à l'œuvre, et qu'on se désabusât d'eux comme de tout le reste. Que dites-vous des inepties débitées par M. de Vaublanc ? Et voilà cependant les *Dieux* vers lesquels nos dévots constitutionnels jetaient depuis trois ans des regards d'espérance et d'admiration ! J'ai vu avec peine *le Défenseur*, dans la lettre sur Paris de la 40e livraison, honorer aussi ces

L'abbé Jean, soutenu par ses bonnes œuvres, était adoré. L'évêque ne tarda pas à étonner ses diocésains par sa « bizarrerie extraordinaire » (Laveille). L'abbé Frayssinous avait démêlé en lui un homme vertueux, mais un « original fieffé; » ses bizarreries, dépassant ce qu'on en pouvait redouter, le rendirent ridicule. Loin de le toucher, les conseils de l'abbé Jean l'irritèrent, au grand désappointement du diocèse, il le destitua le 31 janvier 1821. Vers la fin de cette même année l'ancien vicaire général fut nommé à la Grande Aumônerie de France auprès du prince de Croÿs, évêque de Strasbourg (Laveille, I, ch. XVIII et XX).

(1) Corbière avait été appelé à la présidence du Conseil royal de l'Instruction publique.

Dieux, et même ceux du vieil olympe ministériel, ce qui est aussi par trop fort. Adieu, bien cher ami, à bientôt; je vous embrasse tendrement.

15 mars.

Mon cher ami, le bon M. Carron est allé ce matin à 4 heures recevoir sa récompense. Vous jugez de la désolation de tous ses amis; et pourtant de quoi s'affligent-ils ? Du bonheur du juste. Puissions-nous le rejoindre un jour !

A la Chenaie, 29 décembre.

Je vous écris seulement deux mots, mon cher ami, pour vous annoncer mon arrivée...

Plus je pense à ce qu'on avait dit par rapport à moi, plus cela me paraît un rêve. Je voudrais bien que la pension comme homme de lettres n'en fût pas un. Elle me serait bien nécessaire en ce moment. J'espère que Fr... y pourra beaucoup, et peut-être tout. Adieu, mon cher ami, je vous embrasse tendrement.

F. M.

A la Chenaie, 21 janvier 1822.

... Il me semble que la majorité ministérielle a quelque peine à devenir imposante. A force de corrompre les hommes, ils deviennent incorruptibles. Dans toute la conduite des ministres on sent je ne sais quelle faiblesse, qui ne leur annonce pas de longues destinées. Ils ne veulent que deux choses, des votes et du silence; mais on ne fait pas taire si aisément les hommes assemblés. L'homme *nécessaire*, qui s'est cru capable de gouverner par les Chambres, commence à jouer déjà un assez pauvre rôle. M. de Peyronnet n'effacera jamais le ridicule dont il s'est couvert dès le premier jour. Les autres se taisent, et font très bien, si l'on en juge par ceux qui parlent. En tout cela, je ne vois guère, jusqu'à présent, de place que pour la pitié. Avez-vous vu M. de Bonald, et que dit-il? Je suis ravi de la justice qu'on lui a enfin rendue.

A la Chenaie, le 1er février.

Je n'approuve point, mon cher ami, l'ordre que vous avez fixé, *moi* d'abord, et *vous* ensuite. Vous avez des titres plus anciens et plus nombreux que moi, et votre amitié vous fait illusion à cet égard. Quel que soit le besoin que j'aie en ce

moment de la pension que vous sollicitez, vos droits marchent avant les miens, et il me serait pénible de penser que j'ai retardé le moment de la justice qui vous est due. Rétablissez donc l'ordre à cet égard, je vous le demande en grâce, et avec les plus vives instances...

Je n'avais encore rien vu de semblable à la déclaration de Ch... dont vous me parlez. Il y est dit positivement que nous n'avons pas besoin de Dieu, et il paraît que le ministère et la Chambre en sont tout aussi persuadés que le noble Père. Quoiqu'en ait dit M. de Marcellin, la loi est toujours athée (1), puisqu'on a refusé d'établir la plus légère distinction entre la religion catholique et les sectes protestantes, et que dès lors la loi est indifférente à toutes les religions, ou n'est d'aucune religion. Au moment où tout le côté droit professait cette doctrine, les *Débats* insultaient M. Duplessis-Gremdan, et le comparaient insolemment au jacobin Coraler; et les *Débats* sont aujourd'hui le journal du ministère. Dites-moi si les ministres précédents auraient fait plus? Dites-moi en quoi le système du Gouvernement a changé? Il est possible que, grâce à la nouvelle police, on soit plus à l'abri d'une tentative à force ouverte; mais, politiquement parlant, notre situation est pire, le mal est plus grand. Remarquez que d'engagements pris avec la révolution. Que ne lui a-t-on pas cédé? et aussi à quels excès ne faut-il pas que le côté gauche porte maintenant ses prétentions avouées, pour continuer d'être en opposition avec le ministère et son système? Sans doute, les gens de la gauche sont plus forts, et ils le deviendront toujours davantage, parce qu'ils sont, comme vous le dites fort bien, plus conséquents. Les autres, pour la même raison, s'affaiblissent en proportion de ce qu'ils cèdent; ils ne peuvent que déraisonner et se contredire à chaque parole. Pauvre France!

Il y a certaines injustices que je m'imaginais qu'on eût réparées, parce que mille motifs semblaient en faire une nécessité personnelle autant qu'un devoir. Je croyais, par exemple, qu'on aurait rendu à M. de Vitrolles sa place de ministre d'État. Mais pas du tout. On trouvait bon de s'aider de lui au *Conservateur*. A présent, l'on trouve bon de le laisser de côté. Que ne trouve-t-on pas bon dans ce genre-là?

(1) Il s'agissait de la loi *sur la Presse*.

A la Chenaie, le 13 février.

Ce qu'il y a de plus certain, mon cher ami, sur le Symbole de saint Athanase, c'est qu'il n'est point de saint Athanase. Antelmi l'attribue à Vincent de Lérins, Quemel et plusieurs autres à Vigile de Tapse avec plus de vraisemblance. Il fut rédigé en latin dans le ve siècle, voilà ce qu'il y a de plus sûr...

Pour ce qui regarde la pension, je vois bien qu'il faut laisser agir votre amitié, toujours si activement bonne et dévouée. La Providence arrangera cette affaire pour le mieux. Si elle réussit, cela m'ôtera d'un assez grand embarras. Si elle échoue, Dieu soit béni, il sait mieux que nous ce qui nous est bon. Il paraît qu'il y a eu un projet d'insurrection à Brest et à Nantes. Des officiers ont été arrêtés dans cette dernière ville, d'autres sont en fuite et poursuivis, dit-on, par la police. Ces complots sont des fruits de la grande conspiration, fruits trop précoces et qui pourrissent avant de mûrir. Mais l'arbre croît et se fortifie ; ses racines s'étendent partout. Le côté gauche, le côté droit et le ministère veulent également la révolution, mais ceux-ci la veulent avec les Bourbons, que ceux-là rejettent ; je n'y vois pas d'autre différence. Tous travaillent de concert à la dissolution de la société. Je suis plus effrayé des discours des royalistes (si bêtes d'ailleurs) que des discours des libéraux. L'opinion publique se formant sur ces discours dont le fond, quoi qu'ils en disent, est l'athéisme politique et la souveraineté des Chambres ou du peuple, je vois se répandre, même parmi les bons, un esprit général d'indépendance qui sera le plus grand obstacle au rétablissement de l'ordre, si jamais l'on s'occupe sérieusement de le rétablir. Nous ne sommes ni assez instruits, ni assez châtiés ; c'est malheureusement toujours la dernière conclusion de tout ce que l'on peut dire de raisonnable sur la politique.

F. DE LAMENNAIS.

(A suivre.)

LA QUESTION

DES

NAVIRES DE SURFACE

On a mis en doute l'utilité des navires de surface, qui représenteraient aux yeux de quelques auteurs un type périmé destiné à disparaître, comme des spécimens d'un autre âge, devant les attaques de l'aviation et surtout du sous-marin. La question vaut la peine d'être discutée au moment du dépôt du programme naval, qui prévoit une flotte très importante de bâtiments légers, et engage la France pour cet objet dans une dépense de plusieurs milliards. Comme tout l'effort naval de notre pays est sur le point d'être orienté vers une reconstitution harmonieuse des trois éléments composant les flottes moderne de combat : sous-marins, aéronautique maritime et flotte de surface, il est essentiel d'élucider ce grave problème de la valeur militaire des navires de surface, avant de lancer notre pays dans une telle impasse financière. Ceci est d'autant plus opportun que certains parlementaires, ayant prêté une oreille complaisante à ces théories qui jettent le discrédit sur les navires de surface, s'apprêtent à combattre le programme ministériel et à retarder ainsi le vote d'une loi cependant indispensable pour permettre à la France de jouer dans le monde un rôle en rapport avec sa situation internationale.

Il importe tout d'abord de faire observer que, non seulement l'État-major général de la Marine, le Conseil supérieur de ce département, ainsi que le Conseil de la Défense nationale, mais les trois ministres de la Marine qui se sont succédé rue

Royale, MM. Leygues, — à qui nous devons être reconnaissants du dépôt du projet de loi, — Landry et Guist'hau, ont approuvé les plans de l'Amirauté, auxquels M. Raiberti reste fidèle. Tous les parlementaires qui ont été amenés à étudier la question de très près, notamment MM. Henry Bérenger, de Chappedelaine et Lemery se sont rangés à cet avis. Ce dernier, dans son très intéressant rapport au Sénat, a donné, de l'emploi des bâtiments de surface, une définition des plus précises et des plus convaincantes. Enfin, la controverse ayant été soulevée à une Commission de la Ligue maritime et coloniale à laquelle assistaient, outre d'anciens officiers généraux de la Marine, des publicistes notoires; cette commission a fait à l'unanimité les déclarations suivantes : « La constitution d'une force navale repose essentiellement sur une flotte comprenant tous les éléments stratégiques et tactiques, satisfaisant aux diverses fonctions de la guerre navale : reconnaissance, recherche, combat. — Aucun fait nouveau de la dernière guerre n'est venu infirmer ces principes. — Ce serait une dangereuse utopie que de confier aux seules forces sous-marines et aériennes le soin de défendre nos frontières maritimes, de protéger les relations vitales entre la France et son empire d'outre-mer et de défendre ses possessions coloniales. » La Ligue maritime et coloniale a émis en conséquence le vœu : « Que le département de la Marine ne renonce pas aux navires de surface, sous peine d'aboutir à un *véritable désarmement naval.* » On ne saurait en termes plus expressifs résumer la thèse que nous nous proposons de soutenir. Celle-ci a d'ailleurs été approuvée par l'ensemble de la Presse : citons notamment le *Journal des Débats*, *le Temps*, *le Figaro*, *l'Écho de Paris.*

L'Amirauté française n'est pas la seule à croire à la nécessité des navires de surface. Toutes les marines étrangères partagent cette opinion, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre. La marine britannique possède 50 croiseurs âgés de moins de dix ans, dont 3 *Raleigh* et 2 croiseurs de la classe E. Cependant, elle s'émeut déjà des plans des États-Unis et du Japon. Les États-Unis sont sur le point d'achever leurs 10 croiseurs type *Omaha*, et les experts navals viennent de dresser un nouveau programme qui comporte la mise en chantier de 20 nouveaux croiseurs, de 10 000 tonnes, marchant à 35 nœuds, dont 8 seront inclus au programme présenté au prochain

Congrès, ce qui porterait à 30 unités modernes le total des croiseurs de l'Union. Le Japon a pu achever 8 croiseurs légers depuis l'automne 1918. Il en a 4 en état de montage plus ou moins avancé, et 6 autres sont au début de leur construction. Les nouveaux croiseurs auront 10 000 tonnes, leur vitesse sera égale ou supérieure à 34 nœuds. Cette nation attache une importance particulièrement grande à la construction des croiseurs, qu'elle poursuit avec une rapidité étonnante. Le *Kiso*, le *Kitakami* et le *Oi*, commencés dans la seconde moitié de 1919, étaient tous en service avant octobre 1921. Le *Izuzu* et le *Nagara* ont été achevés en vingt mois (1). L'Italie, dont la flotte légère est déjà sensiblement supérieure à la nôtre, vient d'autoriser la mise en chantier de 2 croiseurs légers et 4 contre-torpilleurs. De 1924 à 1927, elle prévoit 3 croiseurs légers et 12 contre-torpilleurs. L'Espagne elle-même vient, le 3 mars, de lancer le *Mendez Nunez*, qui doit filer 29 nœuds et déplacera 4725 tonnes; elle achève de Don-Blas-Lezo et va commencer deux nouveaux croiseurs de 8000 tonnes du type *Raleigh*, donnant 33 nœuds, ainsi que trois destroyers de 1145 tonnes filant 39 nœuds. Ne serait-ce que pour répondre à ces constructions, la France a l'impérieux devoir d'entreprendre des navires rapides de même type que ceux qu'elle peut éventuellement rencontrer sur sa route. Il serait vain d'espérer combattre en effet avec des sous-marins et des avions des unités légères, dont la vitesse dépassera 30 nœuds et qui porteront une puissante artillerie dont une batterie anti-aérienne. Rappelons-nous la doctrine de Falerne : *similia similibus*. Les unités de surface ne peuvent être réellement neutralisées que par des unités de même nature. Comme l'a fort bien dit la Commission compétente de la Ligue maritime et coloniale, ce serait souscrire à un désarmement naval que de laisser toutes les nations du monde répandre sur les mers leurs corsaires à grand rayon d'action, et de dédaigner cet instrument de combat, qui peut être appelé à jouer éventuellement un rôle très important.

A ce point de vue, le principal objectif de notre Marine sera d'assurer le passage des troupes d'Afrique à travers la Méditerranée. Cette mobilisation ne pourra s'opérer que sur des bâtiments de surface, de préférence, sur des paquebots de

(1) Nous ignorons encore dans quelle mesure la catastrophe de Yokohama est susceptible de retarder l'exécution de ce programme.

commerce. Toute autre façon de comprendre la mobilisation est purement chimérique. L'amiral Darrieus faisait observer tout dernièrement qu'un transport sous-marin de 2500 tonnes ne peut porter que 170 hommes. Pour transporter un bataillon, il serait nécessaire d'employer 10 000 tonnes; encore ce tonnage devrait-il être exclusivement affecté au transport et ne réserver aucune place aux approvisionnements de torpilles. Par la voie des airs, un avion de 470 HP sur 800 kilomètres ne peut prendre que 20 hommes. Il est donc absurbe de prétendre que l'évacuation d'une grande masse de troupes peut s'effectuer autrement qu'à l'aide d'une flotte de surface. Or, celle-ci nécessite des convoyeurs. Ces convoyeurs ne peuvent être eux-mêmes que des navires de surface, non seulement dans le dessein de repousser des attaques de bâtiments de même type (il suffirait d'un contre-torpilleur pour jeter le désarroi dans toute une flotte de transports), mais encore pour s'opposer aux attaques des sous-marins et des avions ennemis. Le rideau d'une batterie anti-aérienne n'est-il pas la meilleure sauvegarde d'un convoi contre le bombardement de flottilles aériennes ! Il est donc indispensable de concentrer dans la Méditerranée des forces navales nombreuses pour assurer la mobilisation des troupes d'Afrique, qui est vitale pour la sécurité de la France. Ces croiseurs, ces contre-torpilleurs contribueront à la défense du territoire, en prolongeant en quelque sorte la sécurité de la route du Rhin à la Méditerranée, jusque sur les rives d'Afrique. Les événements qui viennent de se dérouler dans les deux Péninsules flanquant cette route, soulignent la nécessité pour notre pays de rétablir l'équilibre naval dans le bassin occidental de la Méditerranée. Il n'est pas douteux que le fascisme italien ou le nationalisme espagnol n'orientent la politique de ces deux nations dans le sens d'un développement de leurs forces maritimes. Notre programme, en cours de réalisation, ne comprend que 3 croiseurs et 6 contre-torpilleurs, alors que le programme combiné de l'Italie et de l'Espagne comporte 6 croiseurs et 7 contre-torpilleurs. Il est donc supérieur au nôtre, alors qu'il devrait lui être inférieur. L'axe de la politique navale se déplace vers la Méditerranée où l'Angleterre rassemble ses flottilles les plus modernes. Nos projets, sans porter ombrage à personne, doivent s'adapter cependant à ces nouvelles circonstances.

La nécessité d'une flotte légère n'est pas moins démontrée

quand il s'agit d'assurer la liaison entre la France et ses colonies. Ce type de bâtiment a prouvé, en outre, qu'il n'avait rien perdu de son importance dans la dernière guerre. Les croiseurs légers que les Allemands ont lancés en enfants perdus à travers le globe ont littéralement semé la terreur partout où ils ont passé. Leur rapidité leur a permis d'échapper pendant très longtemps à la poursuite des escadres anglaises envoyées à leurs trousses, et ceci bien que l'Allemagne fût démunie de points d'appui. On se souvient que la politique de la France, au commencement de ce siècle, consistait justement à construire des croiseurs et à se ménager des bases navales pour ravitailler nos croiseurs, destinés, dans notre esprit, à renouveler les exploits des anciens corsaires. Nous avons poussé cette politique jusqu'à l'exagération ; il n'est pas moins vrai qu'elle contient une grande part de vérité, la situation de nos colonies se prêtant admirablement à ce genre de guerre.

Il est bon d'ajouter que les progrès techniques de la torpille tendent à redonner une sérieuse actualité au bâtiment de surface. Lorsqu'on devait lancer la torpille automobile à moins de 800 mètres du but, le croiseur qui tentait une telle manœuvre, dans des conditions de visibilité normales, avait bien peu de chances de parvenir en position de lancement, d'où la nécessité de recourir au sous-marin, qui peut en plongée braver l'artillerie la plus redoutable. Mais avec nos torpilles de 550 millimètres on lancera bientôt à plus de 15 000 mètres. A cette distance, un bâtiment rapide est généralement peu vulnérable. L'utilisation des torpilles en gerbe contre un tel objectif ne manque pas d'une réelle efficacité. Compte tenu de leur vitesse initiale relative, il apparaît que l'emploi tactique de l'obus et de la torpille tend à présenter des analogies de plus en plus grandes. On a donc prétendu bien à tort que la présence du sous-marin et de l'avion transformerait les méthodes de combat et rendrait inutile ce qu'on appelle les éclaireurs d'escadre. Cette façon de concevoir le problème est beaucoup trop étroite. Les avions ne pourront pas opérer par tous les temps, ni sur tous les théâtres d'hostilités. Tout le monde reconnaît que l'avion est un merveilleux instrument de reconnaissance ou de défense des côtes, mais ce n'est point un moyen de domination navale. Quant au sous-marin, il est facile de démontrer qu'il n'est point apte à amener une décision.

* * *

Examinons son rôle dans la poursuite des deux objectifs fondamentaux de la guerre navale : maintenir l'intégrité de nos communications maritimes; rompre celles de l'adversaire. Le moyen radical d'obtenir le premier résultat est évidemment de détruire les forces navales ennemies en une ou plusieurs batailles ou de les bloquer si elles évitent le combat. Peut-on compter sur les sous-marins pour détruire les forces de surface ennemies?

Sur ce point, l'expérience de la dernière guerre est décisive, et l'on doit, sans hésiter, répondre négativement. La « Grand Fleet » britannique a pu balayer la mer du Nord pendant toute la durée des hostilités, en ne subissant, du fait des sous-marins allemands, que des pertes insignifiantes. Tous les marins sont d'accord pour estimer que des forces de surface rapides, bien manœuvrées et couvertes par un nombre convenable de grands torpilleurs, n'ont pas grand chose à craindre des sous-marins. Nous avons vu que, pour les mêmes raisons, des sous-marins escortant des convois de navires marchands seraient incapables d'assurer seuls la protection de ces convois contre les attaques des groupes légers de surface (croiseurs et destroyers) et ils seraient évidemment plus incapables encore de protéger ces mêmes convois contre les entreprises des sous-marins ennemis attaquant en plongée. Ainsi, une flotte composée exclusivement de sous-marins ne saurait garantir la sécurité de nos communications maritimes, car elle ne pourrait y parvenir ni indirectement par la destruction des forces navales ennemies, ni directement, par la protection immédiate de nos convois.

Les sous-marins livrés à eux-mêmes sont-ils du moins capables de réaliser la rupture des communications maritimes ennemies? Les succès obtenus par les sous-marins allemands ont eu pour effet de troubler beaucoup d'esprits. On oublie trop souvent que l'efficacité du procédé allemand fut le résultat de deux causes exceptionnelles : la surprise causée par l'apparition d'une méthode nouvelle de guerre commerciale, et le fait que la conflagration, étant presque universelle, ne laissait subsister que quelques neutres incapables de réagir ou décidés à tout supporter. La surprise ne pourra plus désormais être escomptée. D'autre part, rien ne permet d'affirmer que toutes

les guerres auront désormais pour effet de mettre aux prises la totalité des grandes Puissances mondiales.

Si une Puissance quelconque, pourvue d'une nombreuse flotte sous-marine, se trouvait demain seule en lutte avec les États-Unis, par exemple, elle serait manifestement contrainte de n'utiliser ses sous-marins contre le commerce ennemi qu'avec la plus grande prudence, et, en tout cas, d'arraisonner et visiter tous les bâtiments rencontrés, car, si ses submersibles entreprenaient de couler sans examen tout ce qui passerait à portée de leur vue, elle aurait bientôt soulevé le monde entier contre elle. Or, le fait seul d'être contraint d'arraisonner et de visiter les navires marchands suffirait pour paralyser rapidement l'action du sous-marin. Il aurait même pour effet d'entraîner leur destruction progressive en permettant de les attirer dans des pièges faciles à imaginer.

Il serait donc tout à fait inexact de croire qu'une Puissance continentale, obligée de se contenter d'une marine faible, pourrait menacer gravement les communications d'une grande Puissance maritime par le seul fait d'une nombreuse flotte sous-marine, même en s'affranchissant de toutes les règles du droit des gens. La question se trouverait d'ailleurs juridiquement résolue, au bénéfice des grandes Puissances maritimes, par l'adoption des résolutions du sénateur Lodge. La deuxième résolution interdit, purement et simplement, l'emploi des sous-marins comme instrument de guerre commerciale. Cette exclusion paraît même inutile, dès lors qu'on accepte l'obligation pour les sous-marins de se conformer aux règles du droit des gens, qui peuvent tout aussi bien être violées par des croiseurs de surface. Bref, pour des raisons d'ordre technique et juridique, une flotte sous-marine, agissant seule, sera désormais hors d'état d'interrompre les communications maritimes de l'ennemi.

* * *

Une dernière considération confirme la thèse que nous venons de soutenir. Ce qui a fait jusqu'ici la grande force du sous-marin, c'est la faculté qu'il possédait de s'approcher de son objectif à portée de torpille sans être repéré, et d'attaquer son ennemi en restant invisible. En dehors de cet avantage, le sous-marin en possède-t-il d'autres? Sa vitesse est très limitée et

même en surface, elle est de 50 pour 100 inférieure à celle d'un torpilleur ordinaire. Son rayon d'action est beaucoup plus réduit, du moins en plongée. Son habitabilité est fort précaire à cause de l'encombrement. Quant à l'armement d'un sous-marin, il se compose presque exclusivement de torpilles automobiles, l'artillerie qui existe sur le pont ayant surtout pour but la défense contre les navires marchands. Au contraire, un torpilleur de 1 400 tonnes possède non seulement un approvisionnement de torpilles, mais 4 pièces de 13 centimètres et 2 de 75 millimètres. Le sous-marin est en outre beaucoup plus vulnérable qu'un bâtiment de surface, étant donné que son coefficient de flottabilité est sensiblement moins grand. En plongée, la moindre avarie devient mortelle pour lui.

Si donc le sous-marin perd le bénéfice de son invisibilité, il cesse par le fait même de devenir l'arme perfide et dangereuse qui pouvait en quelque sorte annihiler l'action des navires de surface et leur rendre les mers inhabitables. Cette détection du sous-marin à laquelle on s'est appliquée au cours de la dernière guerre sans grand succès est sur le point de passer du domaine de l'hypothèse dans celui de la réalité. On conçoit en effet l'intérêt qui s'attache pour un navire à révéler l'arrivée d'un sous-marin. Il semble qu'on n'ait d'autre moyen pour y parvenir que l'écoute des sons. Rien, en effet, ne permet de traverser le milieu sous-marin. Ni la lumière, qui ne se propage pas à des distances importantes, ni les ondes hertziennes. La vue à travers une couche liquide dans le sens horizontal est en effet extrêmement limitée. Dans la Méditerranée où l'eau est la plus pure, à trente mètres de profondeur en plein midi il n'y a qu'une lueur blafarde. Au delà, c'est l'obscurité complète. Il est tout à fait illusoire d'espérer percer cette obscurité avec des foyers lumineux tels que les projecteurs électriques. Le son reste donc le seul moyen de propagation des signaux à travers la mer. Mais comment écouter le bruit fait par l'approche du sous-marin ?

En admettant même que nous possédions des appareils assez sensibles pour percevoir les sons à une certaine distance, le problème ne serait pas complètement résolu, car le sous-marin trouverait le moyen de se rendre silencieux, soit en stoppant, soit en amortissant le bruit de l'hélice. Les appareils qui existaient à la fin de la guerre, et qui étaient établis sur

l'écoute directe, ont cependant rendu des services considérables. Ils ont contribué à la destruction des sous-marins allemands; au point que leur odieuse campagne avait en grande partie perdu son efficacité quand l'armistice a été signé. Mais les découvertes récentes d'un savant français, le professeur Langevin, vont peut-être révolutionner la science de la réception et de la transmission sous-marine. Il a fallu sortir du domaine sonore proprement dit pour passer dans le domaine des ondes ultra-sonores. C'est en utilisant les ondes de vibrations des ultrasons de fréquence comprises entre trente mille et cent mille par seconde, qu'on a pu percer le mystère du milieu liquide. Bien des tentatives avaient été faites pour produire l'émission de ces ondes. Aucun des procédés adoptés n'avait donné satisfaction. On fait actuellement appel à la transmission d'ondes élastiques de compression de haute fréquence, qui permettent l'échange de signaux par voie de vibration et la détection qui profite de l'écho produit par l'objet que l'on veut déterminer. La masse sur laquelle frappent les ondes de compression revient ene quelque sorte à son point de départ, comme la voix humaine jetée dans une vallée sonore. La transmission et la réception des ondes est opérée par un appareil qui transforme l'énergie électro-magnétique, en énergie élastique, par déformation des oscillations électriques en oscillations élastiques. Les progrès de la science nous bouleversent. Il n'y a pas vingt-cinq ans que l'on considérait le sous-marin comme une troublante innovation, et voilà qu'aujourd'hui deux de ces étranges squales d'acier peuvent correspondre entre eux au sein des océans, et servir d'écho à de singulières vibrations, se propageant dans la masse liquide, comme les ondes hertziennes traversent l'espace aérien. La solution pratique du problème n'a, en effet, été possible que grâce au développement récent des procédés de T. S. F. : car il a fallu découvrir une véritable antenne sous-marine à émission et réception dirigées.

Le principe étant connu, il restait à réaliser d'une façon claire la signalisation et la détection. Après de laborieuses recherches, le professeur Langevin est sur le point de résoudre la difficulté; cette découverte aurait dû rester uniquement française, et nous aurait placés, au point de vue militaire, dans une situation exceptionnelle, puisque nos sous-marins eussent pu s'approcher de l'ennemi sans être découverts, tandis que

nous eussions décelé la présence de nos adversaires. Mais les directives mêmes des travaux de M. Langevin sont connues de nos alliés auxquels nous les avons communiquées pendant les hostilités. Il n'en reste pas moins vrai qu'ils ignorent le parti que nous avons tiré des ondes ultra-sonores, ou plutôt de l'application de ces ondes. Nous ne décrirons donc point l'ingénieux appareil qui vient d'arracher à la mer le secret de son écho. Nous ne donnerons pas davantage de précisions sur les résultats pratiques, ni sur les progrès de la détection sous-marine. Ainsi l'avenir de la détection sous-marine est fondé sur la réflexion d'une énergie émise par le bateau de surface. Par conséquent, rien ne permet de supposer que le sous-marin puisse échapper aux conséquences de cette réflexion, puisqu'il faudrait qu'il supprimât sa masse elle-même, où vient se heurter l'écho des ondes de compression. Dès maintenant, on peut donc prévoir, bien que les résultats pratiques du procédé Langevin ne soient pas encore parfaits, qu'il deviendra bientôt possible de déterminer la distance et le gisement d'un sous-marin à une distance suffisamment lointaine pour qu'on tente de le détruire avant qu'il ait pu lancer sa torpille. Cette œuvre de destruction est relativement aisée à un bateau de surface rapide, qui peut foncer sur le sous-marin et lui lancer des bombes qui ne tarderont pas à lui être fatales.

Ceux qui, prétendant que le bâtiment de surface est une arme périmée, mettent toute leur foi dans le sous-marin, risquent de se tromper et d'égarer l'opinion publique. Ils ne comprennent point que la science, en forgeant de nouveaux instruments de destruction, invente en même temps des remèdes pour conjurer le mal. En l'espèce, la téléphonie sous-marine, la T. S. M., pour employer une abréviation moderne, devait nécessairement suivre de près la science de la navigation sous-marine.

Ainsi que l'expose le professeur Langevin : « Comme un phare d'automobile permet d'explorer la route par retour vers l'observateur de la lumière que diffusent les obstacles, l'appareil ultra-sonore rend le même service au navire avec cette différence qu'il sert aussi bien à émettre qu'à recevoir des ondes, jouant ainsi à la fois le rôle du phare et celui de l'œil. » Voilà donc que, sous le faisceau indiscret des ondes ultra-sonores, le sous-marin perdrait un de ses grands mérites militaires ;

l'invisibilité. Est-ce à dire qu'il ait cessé d'être dangereux? Loin de là! L'expérience acquise au cours des siècles nous enseigne que les armes nouvelles sorties du cerveau de l'homme s'ajoutent aux anciennes, mais ne les suppriment que très exceptionnellement. N'avons-nous pas vu reparaître l'éperon, au cours de la dernière guerre, comme moyen de lutte entre deux petits bâtiments? Les vedettes chargées d'explosifs et dirigées à distance, imaginées par les Allemands, ne rappellent-elles pas, dans le principe, ces brûlots qu'on croyait à jamais disparus?

Agissant isolément, les différentes armes sont impuissantes, aussi bien sur mer que sur terre, à atteindre par leurs seuls moyens les fins de la guerre. L'expérience et la raison sont d'accord pour montrer la nécessité de les associer étroitement, de les faire concourir harmonieusement à l'obtention du résultat final. C'est cette nécessité, aujourd'hui reconnue, de la *liaison des armes* qui domine toute la tactique moderne. Impuissant à résoudre l'angoissant problème de la guerre navale, le sous-marin n'en reste pas moins une arme de haute valeur, appelé à jouer un rôle essentiel dans le concert de toutes les autres armes. Il sera seul capable, en particulier, d'exercer une surveillance continue au large des grands ports de guerre ennemis ou dans les passages resserrés, seul capable de mouiller discrètement des mines aux mêmes points. En outre, c'est un excellent chasseur de submersibles, et nul n'est plus apte à paralyser l'action sous-marine que le sous-marin lui-même. Enfin, si les Allemands n'ont pas réussi à faire intervenir les sous-marins dans une bataille entre flottes de surface, tout laisse supposer que cette intervention est possible. Agissant en liaison avec des croiseurs légers, des torpilleurs, des dirigeables et des avions, le sous-marin pourra rendre encore de multiples services et participer utilement à un grand nombre d'opérations dirigées contre la navigation commerciale.

Ce serait donc méconnaître le but même de cet article que de s'imaginer qu'il tend à paralyser la reconstitution de nos forces sous-marines. Bien au contraire, nous sommes les premiers à regretter l'insuffisance de ces forces. Du premier rang que nous occupions en 1902, en matière de navigation sous-marine, nous étions passés au second en 1914 avec 77 unités contre 89 à la Grande-Bretagne. Au 1er avril 1921, nous n'occu-

pions plus que le quatrième rang, après les États-Unis (133 unités), la Grande-Bretagne (120), l'Italie (57). Les 54 sous-marins que nous possédions avaient même moins de valeur que les 50 du Japon, en raison de leur ancienneté. Cette situation n'a fait que s'aggraver. M. Lemery, qui a eu la curiosité de calculer la valeur des bâtiments, en tenant compte de leur coefficient de dépérissement, vient de découvrir que notre flottille sous-marine ne valait plus que 60 millions! Un tel chiffre se passe de commentaires. Cette constatation est d'autant plus navrante que le premier sous-marin autonome doué de qualités militaires réelles fut présenté par un ingénieur français, M. Laubeuf, actuellement en service chez MM. Schneider et Cie. Notre décadence est due en grande partie à ce que nos services des constructions navales ont fait de la construction du sous-marin un monopole d'État, et ont eu, alors que nos arsenaux étaient dépourvus des moyens d'action nécessaires, la folie de dédaigner le concours de l'industrie. Conçoit-on en effet que le ministère de la Guerre ait eu la prétention de fabriquer tous nos avions de combat dans ses propres établissements, et se soit passé de l'aide d'un Bréguet ou d'un Farman? Nous sommes revenus, heureusement, à plus juste compréhension de nos exigences nationales. Nous ne devons rien négliger en effet pour reprendre, dans le rang des Puissances sous-marines, la place que nous n'aurions jamais dû perdre. Ceci ne doit pas nous empêcher de nous consacrer également aux flottes de surface.

Nous avons, pensons-nous, suffisamment démontré la nécessité de les maintenir dans les cadres de nos forces navales actives. Il resterait à définir le type d'unités désirables, mais ceci est une tout autre question.

René La Bruyère.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE

AU TRAVAIL

La lutte contre les fléaux sociaux. — Le retour à la terre.

Aux Mémoires de l'Académie de Dijon, une remarquable étude de M. G. Roupnel, « l'Université et la Région, » montre dans nos Universités, non seulement les produits mêmes des régions, mais encore les exploratrices des diverses ressources régionales. « Dans toutes les Universités, écrit l'auteur, s'il y a une certaine prédominance des travaux et des études régionales, cette prédominance est née par la force des choses; et elle est une adaptation à des ressources et à des moyens restés trop longtemps méconnus. » Il cite notamment ces jeunes géographes qui, dans toutes nos provinces, élaborent « les éléments scientifiques qui permettront d'y dresser l'inventaire de leurs ressources et d'y fixer le programme rationnel des entreprises et des réformes... Dès maintenant, vous pouvez apercevoir partout, dans l'activité universitaire de la province, les préludes de la vraie œuvre de réparation et de salut. »

M. Roupnel remarque justement : « Il n'est pas un des grands mouvements de l'intelligence française qui n'ait été la concentration d'efforts qu'a déterminés le génie naturel de la province. » Et il conclut : « Prenez conscience, si vous le pouvez, du spectacle de cette animation intérieure, de cet incessant échange entre la province et Paris, qui constitue comme le rythme de la vie française. C'est dans ce brassage intérieur, entre des forces qui se complètent et des énergies qui se répliquent, que s'est élaborée cette personnalité supérieure qu'est la France. »

M. Roupnel ne sépare pas, bien entendu, l'activité des Universités de celle des Sociétés savantes, et notamment des Acadé-

mies de province; il n'oublie point que l'Académie de Dijon fut la véritable créatrice de l'Université de cette ville. Il suffit d'ailleurs de lire, dans le même Bulletin, les belles études de M. H. David sur « les thèmes de sculpture religieuse, » en Bourgogne, à la fin du moyen-âge, de M. Bidault de l'Isle sur « le phénomène optique dit effet Debrand, » de M. P. Brunet sur « la psycho-analyse » de Freud, pour constater la diversité des travaux de cette compagnie.

Mais cette « œuvre de réparation et de salut » de la France victorieuse, que signale M. Roupnel, n'est pas seulement en puissance dans les travaux des Académies et Sociétés savantes. Presque toutes, sans dédaigner les recherches historiques, s'attachent avec un zèle particulier à la recherche et à l'exposé des problèmes économiques et sociaux dont dépend l'avenir de la France.

* * *

Le Bulletin de l'Académie de Besançon, par exemple, est presque tout entier consacré à la lutte contre les fléaux sociaux. La province, sans doute parce qu'elle est mieux placée pour suivre la naissance, le développement ou le déclin et la disparition des familles, avec leurs conséquences heureuses ou tragiques, s'attache davantage à tout ce qui peut conserver, avec des individus sains, des familles prospères et une patrie forte.

Elle a célébré avec une pieuse admiration le centenaire de Pasteur, grand sauveur d'hommes et de richesses, savant prodigue en bienfaits, noble personnification de la race française. En parlant à l'Académie de Besançon de « l'Œuvre des Pastoriens, » magnifique développement des travaux de l'illustre Comtois, le docteur Ledoux, ne faisait que prolonger l'hommage de toute sa province, du monde entier.

Mais, dans le même Bulletin, une étude du docteur Maréchal sur « les Œuvres d'hygiène sociale dans le Doubs » démontre, comme le font aussi les Mémoires des Académies de Bourg, de Bordeaux et de beaucoup d'autres villes, que la province ne s'est pas contentée de théories contre les fléaux sociaux, et qu'elle a appliqué avec une belle vigueur, au moins dans certains départements, les principes d'hygiène de Pasteur. « Faire de l'hygiène sociale, dit excellemment le docteur Maréchal, c'est franchir le taudis pour y apporter l'air et la lumière; c'est protéger la mère et assurer la vie de l'enfant qui va naître; c'est soustraire le jeune adolescent à une contamination certaine; c'est, à tous les degrés de l'échelle sociale, sauver

des existences par une lutte implacable contre les fléaux sociaux qui déciment notre population, déjà si éprouvée par la guerre. »

Et voici les résultats obtenus dans le Doubs, grâce en partie à la ténacité du docteur Maréchal, qui n'est pas seulement un savant praticien, mais un de ces animateurs, de ces apôtres, dont la France est riche.

Rappelons que le Doubs, malgré un excédent annuel d'environ 1 200 naissances, a vu tomber sa population de 310 827, en 1881, à 300 022, en 1911, et 285 022 en 1921. La guerre, l'émigration vers les villes, la faible natalité, les maladies contagieuses, y mettent en péril, comme dans presque tous nos départements, l'avenir même de la race. Le docteur Maréchal, avec le concours du Préfet, M. Bacou, et du maire, M. Krug, a groupé, dans le Doubs, toutes les œuvres d'hygiène sociale pour la lutte commune. On a créé ainsi un laboratoire d'analyses bactériologiques et chimiques, trois centres de désinfection avec des matériels complets, une consultation prénatale, des primes à la natalité dans cent soixante-dix communes, des consultations de nourrissons, des gouttes de lait, une maison maternelle pour les mères abandonnées, un service d'infirmières visiteuses, une inspection médicale des écoles, — la première en France, — qui visite les 40 000 écoliers du département. Les enfants malingres ou prétuberculeux sont envoyés, l'été, en vacances dans les montagnes.

La lutte contre la tuberculose est d'ailleurs menée avec énergie par l'Office départemental d'hygiène que préside le marquis de Moustier, avec des dispensaires antituberculeux, des infirmières-visiteuses, les sanatoria de Villeneuve d'Amont et d'Hauteville pour les adultes, les préventoria de Brégille et de Palente pour les enfants. Elle serait incomplète sans la lutte contre le taudis. L'Office départemental du Doubs a acquis quatre grandes maisons à Besançon ; il fait construire dix maisons ouvrières à Saint-Claude, vingt-quatre aux Cras, trente-trois à Pontarlier.

On peut espérer que de telles mesures parviendront à relever la qualité et la quantité de la population dans ce département. Elles honorent singulièrement les bons Français qui les ont entreprises, l'Académie de Besançon qui s'y est associée et qui les propage.

* * *

Dans le « Précis » de l'Académie de Rouen, M. Dubreuil trace un spirituel tableau de l'installation du docteur Flaubert, père de l'illustre

écrivain, comme chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu de cette ville. Mgr Du Bois de la Villerabel y établit avec beaucoup d'érudition et en véritable historien « les frontières de Basse et de Haute-Bretagne, » formées par l'invasion normande des IXe et Xe siècles.

Mais cette Compagnie, avec un sens pratique qui n'abandonne jamais les Normands, nous donne aussi d'excellentes études économiques : De M. Edmond Perrée : « les Origines de la filature mécanique du coton en Normandie, » où le nombre des broches à filer dépasse aujourd'hui un million et demi, avec une production de plus de 500 millions de francs; et de M. Cléry une étude sur la difficile « situation économique des tramways, » qui est commune à presque toute la France, et qui provient surtout de la « dévalorisation » du franc.

L'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse a entendu une remarquable communication de M. Hérisson-Lapierre sur la fabrication du phénol destiné à l'acide picrique par le procédé Butterlin et Fraysse.

Toutes nos académies sentent bien que le rétablissement économique de la France, la renaissance de sa prospérité sont les conditions nécessaires de la grandeur politique, que nous a préparée notre victoire. C'est pourquoi nous voyons partout cette préoccupation des moyens d'édifier une France digne de l'héroïsme de ses morts, de ses combattants d'hier.

La « Société libre de l'Eure, » qui est surtout agricole, et qui est présidée par un savant physicien, le duc de Broglie, pense, comme le faisait Sully, que la renaissance de la force et de la richesse françaises tient surtout au développement de son agriculture, au retour à la terre des hommes capables d'assurer ce développement. « La France, a dit M. Michel, sénateur, au Congrès de l'agriculture de Nancy, est peut-être le seul pays du monde capable de fournir à sa population tout ce qui est nécessaire à sa consommation. La dernière guerre nous a montré l'utilité d'un tel état de choses et l'avenir nous ordonne le maintien de traditions nécessaires à la vitalité même de notre pays. »

Mais pour que l'agriculture se maintienne et même se développe, — car toute l'Europe occidentale est importatrice des produits de la terre, — il lui faut des hommes. Comment retenir ces hommes à la terre, tout en développant la natalité par les moyens que nous venons de voir employés dans le Doubs ? Pour retenir les hommes à la terre, il faut sans doute leur donner une existence qui ne leur laisse pas trop

à envier celle des citadins : maisons saines et agréables, assurances contre les maladies et le chômage, facilités d'accession à la propriété, délassements par le cinéma et les hauts-parleurs de la T. S. F., etc...

C'est ce qu'a prévu le Congrès de Nancy, qui a étudié en même temps les moyens d'instaurer en agriculture des méthodes plus productives et un matériel mécanique plus développé, c'est-à-dire les conditions d'une production plus grande avec moins d'hommes. Car si l'agriculture française manque de bras, l'industrie et le commerce français, la colonisation, les laboratoires n'en manquent pas moins. L'affaiblissement de la natalité française atteint à la fois toutes les formes d'activité de la nation.

Il faut donc en agriculture, comme on le fait aux États-Unis, produire davantage avec moins d'hommes, c'est-à-dire par plus d'engrais, plus d'instruments mécaniques, qui entraînent le regroupement des propriétés parcellaires.

On ne doit pas oublier d'autre part que l'agriculture est la plus capable d'absorber, avec l'industrie minière, une forte immigration, qui doit être organisée sans délai.

Ce dernier expédient suppose évidemment que la France, consciente enfin du péril de mort de sa race, va pratiquer une énergique politique de repopulation. Il faut féliciter sans réserve toutes les compagnies de nos provinces qui, sous une forme ou une autre, s'attachent passionnément à la solution de ce problème.

C.-M. Savarit.

P.-S. — L'Académie des Jeux Floraux donne le programme des grandes fêtes qui seront célébrées à Toulouse, du 6 novembre prochain au 3 mai 1924, à l'occasion du sixième centenaire de sa fondation.

La Société d'émulation en Bourbonnais a consacré son dernier Bulletin au centenaire de Théodore de Banville; elle prépare un autre numéro spécial en l'honneur de Marcellin Desboutins.

REVUE LITTÉRAIRE

UN BOURGEOIS DE LOUIS-PHILIPPE (1)

Les bourgeois semblent avoir flori, sous le règne de Louis-Philippe, le mieux du monde. C'était la mode aussi de les railler, de les vilipender. Les romantiques les ont traités sans douceur ; et Flaubert, qui est toute sa vie resté romantique, les a voués à l'exécration des artistes. Le nom de bourgeois, depuis lors, a quelque chose d'injurieux : c'est dommage, s'il faut, comme je le crois, penser qu'une bonne bourgeoisie, et qui aurait conscience de ses devoirs, serait la solidité d'un État. Les romantiques n'étaient pas toujours bien raisonnables : peut-être ont-ils calomnié les bourgeois de leur temps. Il y a plaisir à connaître l'un de ces bonshommes, qu'a découvert M. Paul Gaulot, savant historien, conteur aimable, et qu'il nous présente fort gentiment.

Ce bonhomme s'appelle Yvonnet Mainnemare. On le trouve dans l'*Almanach des principaux habitants de Paris*, où les principaux habitants de Paris sont, en 1838, au nombre de vingt-cinq mille. Qualité : « propriétaire éligible ; » et il demeurait rue de Courcelles, dans le faubourg du Roule. Éligible, cela veut dire tout bonnement qu'il payait cinq cents francs de contributions pour le moins : il en devait payer davantage, ayant une assez jolie fortune. Quant à passer de l'éligibilité à l'élection, c'est une idée qui ne lui vint jamais. Il était né vers 1791 ou 1792 ; il avait vu la Révolution, le Consulat, l'Empire, le retour des Bourbons, les Cent-Jours, la seconde Restauration, 1830 et la monarchie de Juillet : tant de régimes lui donnaient le choix d'une passion politique, et l'embarras d'un choix qu'au bout du compte il ne fit pas. Il considérait Napoléon comme « un des plus

(1) *Les Indiscrétions d'un bourgeois de Paris*, par M. Paul Gaulot (Ollendorff).

grands hommes de tous les temps, le plus grand du nôtre, » et Louis-Philippe comme un roi sous le gouvernement duquel on vivait bien. Mais il gardait de la rancune, et très vive, contre les hommes de Juillet, dont l'entreprise avait eu l'inconvénient de lui coûter cher; il se souvenait d'y avoir perdu quelque dix-neuf mille francs et contracté environ trente-deux mille francs de dettes : « Moi, débiteur ! ce mot seul me désespère. » Conséquemment, il déteste l'engeance des « républicains velus. » Il est mort avant 48 : la destinée lui épargna de voir comme la République avait de la barbe cette année-là.

Ainsi M. Mainnemare nous paraît d'abord un homme à qui les révolutions déplaisent, qui aime l'ordre et la tranquillité. Cet homme a bien raison. Il est insensible à une espèce de poésie du désordre et de l'émoi, déplorable invention, moderne et absurde. Il ne recherche pas la poésie avant toutes choses; mais, s'il la recherchait, il la trouverait dans la sagesse du gouvernement et le repos des citoyens, sagesse et repos qui au surplus favorisent les arts. Que les artistes soient volontiers révolutionnaires, c'est une étrange folie. Les artistes, comme les bourgeois, ont besoin de sécurité; la prospérité environnante leur est extrêmement profitable. M. Mainnemare leur donne un bon exemple.

M. Mainnemare est leur ami. Ne compte-t-il pas, parmi ses intimes, Eugène Lami, Paul Delaroche et le comte Henri Delaborde, peintre et critique d'art, que l'on a connu, il n'y a pas un quart de siècle, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts, si fin, si aimable, un homme d'autrefois, comme on dit les jours qu'on n'est pas content de ses contemporains? Dans sa maison du faubourg du Roule, M. Mainnemare a des tableaux. M. Mainnemare est l'un des plus fidèles abonnés des Italiens; il ne manque pas une pièce nouvelle, ni un début d'acteur ou d'actrice, à la Comédie-Française. M. Mainnemare est abonné au *Journal des Débats;* il a le goût de la littérature.

Seulement, il n'est pas un artiste et n'essaye pas de peindre, ou de chanter, ou d'écrire. Qu'est-ce qu'il fait? Il regarde les tableaux des peintres; il va entendre les chanteurs et les cantatrices et lit les ouvrages des poètes ou des romanciers. Qu'est-ce qu'il est donc, ce bourgeois? Il est le public. Et les artistes auraient tort de le mépriser, qui, sans lui et ses pareils, seraient dépourvus d'un public. A d'autres époques, on voit se multiplier les peintres, les musiciens, les écrivains à un tel point qu'en vérité cela fait des milliers et des milliers d'artistes. L'Almanach de 1838 énumère, je le disais, vingt-cinq mille

principaux habitants de Paris : je crois que nous avons, présentement, plus de vingt-cinq mille artistes. Ce qui manquera, un de ces jours, c'est un public, pour tant d'artistes. Et l'on respectera M. Mainnemare, qui aimait les beaux-arts et qui ne les taquinait pas.

Ses amis les artistes le houspillaient, de temps en temps. Un jour, il en est tout ébaubi. Eugène Lami, « qui a le sens droit et qui n'a pas l'esprit dédaigneux, » lui a dit que la peinture était « une chose prodigieusement difficile en théorie et en pratique, » de sorte que les personnes qui n'en avaient pas fait une étude exacte ne devaient point essayer d'en parler. Il lui a dit : « Les gens du monde n'y peuvent rien comprendre. » Il lui a montré de bons tableaux et l'a prié de se taire ; il lui a montré de mauvais tableaux et lui a dit : « C'est de la peinture d'homme du monde ; ce n'est pas de la peinture. » M. Mainnemare en a pris note et constate que voilà certes un langage « rigoureux, mais juste. » Il songe : « C'est à bon droit que les artistes récusent notre compétence, à nous ignorants. » Telle est la modestie de M. Mainnemare.

Mais un doute lui vient : « Si la peinture est une science occulte, exclusivement renfermée, pour son appréciation, dans le cercle de ceux qui la pratiquent, et même qui la pratiquent bien, à quoi sert-elle ? Il ne reste donc, pour la juger et en jouir, que les bons peintres ? La voilà réservée à une minorité presque imperceptible ?... » Alors, et Lami en dira ce qu'il voudra, M. Mainnemare se remet à juger les tableaux, en amateur. Il s'aperçoit que c'est pour lui que travaillent les artistes.

Voici comme il passe ordinairement ses journées. Le matin, de très bonne heure, il s'éveille. Il ne se lève pas : il attend qu'on lui apporte son *Journal des Débats*. Il allume sa bougie, met derrière son dos un oreiller, puis un autre, afin de s'y appuyer et de se tenir droit. Il étend un grand morceau de serge noire sur les draps de son lit, un pupitre sur ses genoux : et il fait sa correspondance. Il écrit le plus volontiers à Mme de Nozan, belle-sœur d'Eugène Lami. Depuis que M. de Nozan a été nommé directeur du télégraphe à Toulouse, Mme de Nozan ne sait plus les nouvelles de Paris ; M. Mainnemare lui a promis de les lui conter avec bonne foi. Il est coiffé d'un bonnet de filoselle noire : il a endossé, dit-il, un gilet de tricot à grandes manches. Et il écrit à son amie, jusqu'au moment où le *Journal des Débats* lui arrive. Il lit son journal ; il se lève. Il a tous les jours table ouverte : deux ou trois amis viennent déjeuner avec lui. Et il sort : visites d'affaires, ou de convenance, ou d'amitié, les musées,

les expositions de peinture, enfin les cabinets littéraires, où il parcourt les gazettes et les brochures d'actualité. Il dîne en ville quelquefois ; le plus souvent, il dîne à la maison et va aux Italiens ou à la Comédie-Française. Il aimerait à ne pas tant sortir ; mais il craint de prendre des habitudes apathiques : c'est pour cela qu'il sort tous les soirs.

Une telle existence a tout d'abord le défaut d'être inutile. M. Mainnemare ne le nie pas, il est paresseux. Mais, quoi ! s'il a des malaises, dort peu et, le matin, s'éveille plus las qu'il ne l'était la veille au soir, veut-on qu'il ait beaucoup d'activité ? Il donne le meilleur de son temps à la lecture ; et vous direz que la lecture est le travail des paresseux ? « Des paresseux bien élevés et sérieux ! réplique-t-il ; car il y a aussi la paresse de café, de cigare, de jeu, de chasse, de cavalcade, etc., etc. : celle-là n'est pas la mienne ! » M. Mainnemare est « homme du monde ; » et « l'on naît homme du monde comme on naît poète : » il ne prétend pas autre chose. L'inutilité de son existence ne lui paraît pas criminelle.

Trois fois la semaine, pendant six mois de l'année, il va aux Italiens. Cela vaut mieux, dit-il, que de rester devant son feu, dans son fauteuil, à lire et bientôt à s'endormir. Le « bruit agréable des voix et des instruments, *la douceur exhilarante de l'harmonie*, comme dit le médecin de Pourceaugnac, » le préservent de la somnolence ; la soirée passe.

Mais, en 1840, les Italiens sont à la fin de leur succès. Leur disparition sera, pour M. Mainnemare, un chagrin : « Je vais donc perdre, écrit-il à Mme de Nozan, un plaisir qui m'était, je l'avoue, bien doux et même, j'ajouterai, bien utile. Pendant six mois, il me rendait le double service de me soustraire aux velléités d'assoupissement dans mon grand fauteuil et à d'importunes invitations... » M. Mainnemare eut à rompre une habitude ; or, il n'avait pas de brutalité.

L'on a son portrait, par Henriquel-Dupont. Un petit homme, assez dodu. La redingote ouverte ; les plis du gilet dessinent le ventre. La tête, bien ronde ; les cheveux, châtains et frisés, que continuent les favoris jusqu'à la hauteur de la bouche, qui est souriante. Les yeux, sous les lunettes, ont de la douceur, de la finesse, de la mélancolie. Un grand col monte jusque aux favoris ; une grosse cravate noire est bien nouée. La main gauche tient une tabatière. M. Mainnemare est assis dans ce fauteuil où il a peur de s'endormir plus tôt qu'il ne le faudrait. Et il sourit à son peintre.

Il a vu les débuts de Rachel à la Comédie-Française, au mois

d'août 1838. Et c'est une chance ! Il a bien failli manquer cette soirée si mémorable, lui, le Parisien sans faute, le flâneur le plus exact aux spectacles dignes de sa curiosité. La Comédie-Française ne l'enchante plus : elle devient médiocre. Il se rappelle Raucourt, George et Duchesnois, qui n'ont pas été remplacées. D'ailleurs, il se défend d'apporter au théâtre une passion singulière et maladroite : il n'est qu'un « dilettante dramatique, lyrique et chorégraphique tout à fait égoïste ; » il veut du plaisir et il en veut « pour son argent. » Si un acteur ou une actrice commence de déchoir, il s'en aperçoit ; et, si vous l'accusez d'ingratitude, il vous répond qu'il a payé sa place et qu'on l'ennuie. Bref, la Comédie-Française annonçait *Faute de s'entendre*, comédie nouvelle de Charles Duveyrier, précédée de *Cinna*. Et *Cinna* ne tentait pas M. Mainnemare : il n'en vit que les deux derniers actes. Eh bien ! Rachel lui parut infiniment supérieure à ce qui l'entourait : voilà tout. Et il se coucha, ce jour-là, sans se douter que Rachel était ou serait une tragédienne extraordinaire. Il l'apprit par les journaux. Jules Janin fit, dans les *Débats*, un article plein d'enthousiasme : dont M. Mainnemarre se venge de son mieux en appelant ce Janin « plume ordinairement peu consciencieuse, peu estimée, néanmoins populaire. » Puis, les amis de M. Mainnemare le semoncèrent à l'envi. L'un d'eux était lié avec Samson, lequel Samson avait donné quelques leçons à la demoiselle Rachel. Samson, « comédien froid et médiocre, » un homme d'esprit cependant. L'ami de M. Mainnemare et de Samson voulut savoir ce que pensait de Rachel M. Mainnemare. Il répondit qu'à peine l'avait-il vue jouer deux actes de *Cinna*. Il fut « saboulé ; » il dut promettre d'aller voir la débutante jouer, dans *Andromaque*, Hermione. Il y alla. Il fut content, mais seulement content. Il l'écrit à son amie ; et il ajoute : « C'est une erreur peut-être et, aux yeux de bien des gens, c'est un crime. Vous n'imaginez pas, madame, la vivacité des reproches, même la violence des querelles interminables que m'a fait infliger le calme de mon approbation. » Mais il n'eut point de lâcheté ; il garda son calme et refusa tout délire.

Rachel, à son avis, n'était pas laide et n'était pas jolie. Là-dessus, M. Paul Gaulot cite une autre opinion, celle de Madeleine Brohan, qui avait pendant cinq ans, été à la Comédie-Française, amie de Rachel et qui disait à M. Paul Gaulot : « Nous étions pourtant alors, à la Comédie, un certain nombre d'actrices qu'on pouvait qualifier de belles ou de jolies femmes, Plessy, Favart, Fix, Figeac... Eh bien ! Rachel nous éclipsait toutes ! » M. Mainnemare ne dit pas exactement

le contraire ; il accorde aussi que le visage de Rachel prend le caractère du personnage qu'elle représente. Sa voix, il la trouve « sans charme, sans douceur ; » mais il ajoute qu'elle est « juste, accentuée, incisive. » De beaux gestes ; et de nobles attitudes. Mais peu de sensibilité, peu d'abandon. Beaucoup de force et de colère... Au surplus, c'est peut-être Hermione, plutôt que Rachel, que M. Mainnemare n'aime pas... Du reste, on l'ennuie avec cette Rachel, dont les admirateurs lui semblent des convulsionnaires. Et de conclure : « Si Mlle Rachel était ma sœur ou ma cousine, fiancée à un avoué ou à un entrepreneur de bâtiments, on ne la trouverait ni bien ni mal ! » M. Paul Gaulot signale, dans cet argument, un sophisme.

On blâmera M. Mainnemare de méconnaître ainsi Rachel, puisqu'elle avait un grand génie. Je le louerai pourtant de ne pas feindre plus d'admiration qu'il n'en avait. La simplicité de son calme est digne d'estime ; la loyauté de son erreur est le signe de son courage. Sans doute aussi ne désirait-il pas éprouver, quant à lui, ces admirations qui vous ôtent la clairvoyance. Il avait soin de n'être pas dupe ; il y mettait de l'orgueil et de la timidité. Il n'était pas sot, M. Mainnemare : mais le sublime le dérangeait de son habitude ; alors, il montrait de la mauvaise humeur.

Il fallait que le sublime fût reconnu depuis longtemps pour que M. Mainnemare en prît volontiers son parti. Alors, c'était une affaire entendue : il n'admettait pas la discussion. Un jour, Granier de Cassagnac, dans *la Presse*, publia trois articles très romantiques, où Racine était malmené, *Athalie* maltraitée. M. Mainnemare en fut indigné. On lui dit, et il le crut avec plaisir, que ce Granier de Cassagnac ne savait rien du tout et n'avait jamais lu *Athalie* ; que ce Granier de Cassagnac reprenait à son compte les arguments de Victor Hugo, son « chef de secte ; » et qu'il ne fallait pas accorder la moindre valeur aux opinions d'Hugo, « toujours animé d'une invincible antipathie, d'une véritable idée fixe contre ce chef-d'œuvre de la scène. » Les romantiques étaient alors assez absurdes : et M. Mainnemare déteste l'absurdité. Il déteste les romantiques. Il écrit à Mme de Nozan : « Je ne crains pas d'affirmer que, chez eux, l'orgueil fait dégénérer souvent l'esprit en sottise, quelquefois même jusqu'à la bêtise pure, témoin le peu d'estime de Victor Hugo pour *Athalie*... » C'est dommage que M. Mainnemare ne dise pas ses justes raisons de considérer *Athalie* comme un chef-d'œuvre de la scène. Il ne le fait pas. Il entend que la merveille d'*Athalie* soit reconnue de tout le monde. Il n'a point envie de mettre en question

ce qui n'est pas douteux; il n'aime pas l'incertitude : et ces romantiques le dérangent de sa tranquillité.

Les toquades des romantiques nous paraissent divertissantes. M. Mainnemare ne s'en amuse pas. Il est en plein dans la bataille. Il en veut à Victor Hugo; il le dénigre et, pour le discréditer auprès de Mme de Nozan, il raconte une anecdote plaisante, qui le fâche et pourtant qui flatte ses vives passions d'ennemi déclaré des romantiques. Le théâtre de la Renaissance a donné *Ruy Blas*. M. Mainnemare n'est point allé à la Renaissance. Il fallait y aller : M. Mainnemare a préféré le quiet mépris à une colère fatigante. Mais il a lu, dans les journaux, le compte rendu de ce *Ruy Blas*, où il y a « l'horrible compagnonne dont le menton fleurit et dont le nez trognonne. » Ce n'est pas tout ce qu'il y a, dans *Ruy Blas*; mais cela suffit à M. Mainnemare et, quand on lui parlera de *Ruy Blas*, il aura bientôt fait de citer ces mots détestables. Trognonner : un néologisme ! Célébrons M. Mainnemare, qui ne tolère pas les néologismes. S'il lui arrive d'employer un mot tout neuf, il s'en excuse. Or, cette « horrible compagnonne, dont le menton fleurit et dont le nez trognonne, » Hugo l'avait supprimée, après les deux ou trois premières représentations de *Ruy Blas* ; on la lui sifflait. Il l'a rétablie ensuite; et savez-vous, madame, pourquoi il a fait ce « vers inouï? » Vous ne le savez pas, vous ne le devineriez pas. Deux personnes avaient d'abord fait à *Ruy Blas* d'excellentes objections; deux personnes très distinguées : M. Cuvillier-Fleury, précepteur d'un des deux princes derniers nés du Roi et rédacteur au *Journal des Débats*, — il a publié, dans ce journal, de très intéressantes lettres sur Toulouse et le Midi de la France, — et M. Trognon, précepteur de l'autre petit prince, éditeur et commentateur de la collection des Chroniques de l'histoire de France, M. Cuvillier-Fleury et M. Trognon se sont permis de ne pas admirer *Ruy Blas* : voilà pourquoi fleurit le menton, trognonne le nez de l'horrible compagnonne.

C'est assez drôle. M. Mainnemare ne sourit pas. Il compte que Mme de Nozan ne sourira point et conclura qu'une critique d'*Athalie*, sous la signature de M. Granier de Cassagnac, lequel prend le mot d'ordre de M. Victor Hugo, lequel se moque de M. Trognon et de M. Cuvillier-Fleury, ne vaut rien, et qu'en définitive *Athalie* est un chef-d'œuvre de la scène, comme on n'en douterait pas sans folie.

L'argument de M. Mainnemare, si l'on dit que ce n'est pas grand chose, on a raison. Mais enfin, M. Mainnemare défend ses dieux. Les romantiques bouleversaient le culte de ses dieux. M. Mainnemare,

qui n'admet pas qu'on discute Racine, agit bien. Il est à son poste de combat. Que Victor Hugo dénigre *Athalie*, qu'importe? Le désordre serait fâcheux, si M. Mainnemare était crédule aux paradoxes de Victor Hugo : il ne l'est pas; et tout s'arrange.

La force de Mainnemare lui vient de sa fidélité aux jugements reçus depuis longtemps comme l'incontestable vérité. Il se tient à une opinion qu'il n'invente pas. Voilà le grand service qu'il rend à la bonne cause. Il n'est pas un novateur : il ne serait pas un fameux novateur, avouons-le. Un jour d'imprudence, il se figure, — il en éprouve une espèce de joie étonnée, — qu'il a découvert un chef-d'œuvre : et quel chef-d'œuvre! une ode sur la Liberté, « de la beauté la plus sublime. » Vous en doutez? « Le poète dit que l'esclavage dessèche, stérilise tout, et il allègue pour exemple les éléphants qui, dans les ménageries, sous la surveillance des cornacs, ne se reproduisent pas... » Le poète le dit, M. Mainnemare trouve cette pensée « juste, grande et belle. » Il ajoute : « Vous allez voir comme elle est exprimée... » Vous allez voir; vous avez vu : c'est lamentable. La compagne de l'éléphant ne veut pas subir les « honteuses douceurs » d'un « servile hyménée; » elle refuse, en dépit de l'amour qui « gronde et qui l'accuse, » des « sujets à ses oppresseurs. » M. Mainnemare est enchanté : « Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu, dans la poésie lyrique d'aucune langue morte ou vivante, une plus belle strophe et, si elle était de Malherbe, de Jean-Baptiste Rousseau, de Delavigne, de Victor Hugo ou de Lamartine, elle serait célèbre et dans la mémoire de tout le monde. » Oui, M. Mainnemare; seulement, elle n'est pas de ces poètes! De qui est-elle? « D'un individu qui ne passe pas du tout pour un homme de génie, regardé tout simplement sans doute dans le cercle de ses parents, amis et connaissances, comme un homme d'esprit à la douzaine, mon voisin, fameux seulement, et tristement fameux, par un grand désastre à la guerre... » C'est le général Dupont, à qui l'on reproche la capitulation de Baylen et à qui l'on ne fait pas grand honneur d'un poème en dix chants intitulé : *L'Art de la guerre*.

Je n'ai pas lu *l'Art de la guerre*; et, du général Dupont, je n'ai lu que les dix vers de la strophe citée par M. Mainnemare, où l'on voit bien que l'éléphant chérit la liberté, mais où l'on ne voit pas que le général Dupont soit un poète exempt de ridicule. Ainsi, M. Mainnemare ne serait pas un très bon juge, en poésie : M. Mainnemare, le public!

Mais non, M. Mainnemare n'est pas un très bon juge, en poésie.

A-t-on jamais vu que le public ne se trompe jamais? Le public se trompe; et la critique n'est pas infaillible. Un Sainte-Beuve, quand il s'agit de ses contemporains, vante de petits poètes : il néglige des écrivains plus importants, il les méconnaît. Blâmez Sainte-Beuve, et non pas M. Mainnemare. Ce n'est pas l'affaire de M. Mainnemare, propriétaire éligible, de discerner, dans la littérature toute neuve, la beauté prochaine. Son rôle consiste à maintenir le goût de la beauté plus ancienne, que les engouements nouveaux feraient oublier. Les romantiques dénigrent les tragédies du grand siècle : M. Mainnemare est là pour défendre *Athalie*. Je lui sais gré de défendre *Athalie*; et, s'il a certainement tort de ne pas s'apercevoir que Victor Hugo est un grand poète, je ne lui en veux pas.

Il écrit : « des hommes d'un esprit très distingué, Scribe, Victor Hugo et Thiers... » Et c'est comique, je l'avoue, parce que nous savons décidément que Scribe et Victor Hugo, ni M. Thiers, ne sont pas des écrivains de la même qualité. M. Mainnemare, qui les lisait, aurait dû le savoir. Il s'est trompé. J'aime mieux qu'il se soit trompé sur la valeur inégale de MM. Scribe, Hugo et Thiers, et qu'il ait défendu *Athalie* contre les attaques des novateurs.

M. Mainnemare n'est pas un novateur. S'il a trouvé si admirable, hélas! le poème du général Dupont et la strophe de l'éléphant libéral, c'est que ladite strophe a le tour des odes qui ont fait la gloire, désormais abolie, de Jean-Baptiste Rousseau. Pour une fois qu'il parut célébrer un nouvel ouvrage, il affirmait son goût d'une ancienne poésie. Et dira-t-on que c'est dommage, de voir un contemporain du romantisme si peu sensible à cette magnifique poésie en plein épanouissement? Peut-être. Cependant le romantisme eut tous les admirateurs qu'il lui fallait. Il lui fallait aussi des adversaires, pour l'avertir de ses torts, pour le détourner de se croire toute la littérature : eh bien! ce fut le rôle ingrat de maints bourgeois, entre lesquels M. Mainnemare est digne d'estime et de sympathie. Voudrait-on que le public fût moins revêche, plus vif à l'applaudissement des nouveautés? Il me semble que le public est aujourd'hui beaucoup plus facile à séduire. Je ne crois pas qu'il y ait à s'en réjouir. L'amour de la nouveauté, dans le public, c'est une extrême complaisance à la plus facile absurdité. Les Mainnemare, qui se souviennent d'*Athalie*, sont rares, maintenant : et l'on verra que c'est dommage.

Quiet, douillet, un peu craintif, M. Mainnemare est tout le temps dehors. Il eût volontiers passé à la maison ses journées. Son remuement l'étonne. Il se demande quelquefois pourquoi tant d'agitation.

Il a une simplicité charmante. Il croit qu'il ne va au théâtre que pour y gagner sans trop d'ennui l'heure de dormir. Il ne sait pas qu'il fait, quitte à se fatiguer, son métier d'homme qui est le public. La paresse le tente, ou l'indolence; il ne cède pas à la tentation. Ses amis les artistes le pressent de n'être ni indolent ni paresseux. Pourquoi? Ils le taquinent, et ils ne savent pas qu'il fait son métier d'homme qui est le public. Mais ils ne lui laissent pas de repos. Ils l'engagent à voyager, à visiter l'Italie. Et lui, les voyages l'effarent. L'été, quand les théâtres sont fermés, quelle excuse inventer, pour rester à Paris? M. Mainnemare dit bonnement qu'il voyagerait, s'il avait un compagnon de voyage. S'en aller seul en Italie, c'est triste!

M. Mainnemare cherche un compagnon de voyage. Un sien ami, de Mâcon, serait agréable, et n'est pas libre. Un autre ami, Paoli, tombe malade au moment de partir: et M. Mainnemare, au lieu d'aller en Italie, va seulement à Rouen, par le bateau à vapeur qu'on prend au Pecq. « Ah! pourtant, écrit-il à Mme de Nozan, combien je désirerais le faire, ce voyage d'Italie!... » Ses amis les artistes lui ont un peu monté la tête. Il ajoute, d'ailleurs, étant sincère : « Et surtout combien je regrette de ne l'avoir pas fait encore! » Il en serait débarrassé. Il n'entendrait plus les gens lui dire et lui redire, avec leur insistance, qu'il faut visiter l'Italie : « Ah! si j'étais à votre place, je voyagerais!... » Tant de bavards l'intimident. Mais, à la bonne Mme de Nozan, qui demeure en province, il dit l'exacte vérité: « Depuis dix ans, je suis devenu très amoureux du repos et de la vie routinière... » On lui répète qu'en voyageant il ferait partout des « observations » et trouverait, au delà des Alpes, « du caractère. » Il répond : « Les observations les plus intéressantes perdent pour moi de leur prix, quand il faut les aller chercher loin et avec difficulté. Le meilleur de tous les caractères est, à mes yeux, le bien-être. J'exige donc des conditions tout à fait à ma convenance pour me décider à quitter tant de jouissances bien douces qui ne me manquent jamais chez moi, ni dans les habitudes et les relations que je me suis créées, ou plutôt qui se sont créées pour moi insensiblement, en quelque sorte à mon insu. Eh! mon Dieu, si je pouvais emporter avec moi telles ou telles personnes, mon jardin, surtout mes livres, je serais toujours errant. » M. Mainnemare n'est pas un écrivain très singulier, ni un penseur très surprenant; mais, quand il tient une idée qui lui vienne d'un sentiment accoutumé, il ne l'exprime pas mal. Telles ou telles personnes, mon jardin, surtout mes livres...

Eh! Mainnemare, laissez les livres, pour quelques semaines ; il y

a de beaux jardins en Italie; emmenez un ami. Les amis qu'il a emmenés au bord de la Loire, en Suisse, en Angleterre, excellents amis, n'étaient pas d'excellents compagnons de voyage : ils avaient leur égoïsme incommode. En Suisse, en Angleterre ou au bord de la Loire, M. Mainnemare devait, pour éviter les dissentiments et les chamailleries, sacrifier ses préférences, tourmenter son égoïsme, — le sien, le meilleur ! — et pratiquer une vertu d'abnégation qui lui laisse un mauvais souvenir... « Je dois dire qu'après le retour j'ai retrouvé ces amis tels pour moi qu'ils étaient avant le départ. » Ils lui avaient justement pardonné son abnégation.

M. Mainnemare fit pourtant le voyage d'Italie. A la veille de quitter sa vie ordinaire, il s'attendrit sur lui-même; et la plume lui tremble aux doigts, quand il écrit : « Adieu donc pour quatre mois, jardin que le printemps un peu tardif va embellir, mais non pour moi! Adieu, primeurs, lectures, causeries du déjeuner, réunions d'amis! Adieu, mon lit, où je dors un peu moins mal que dans tout autre. O sabouleurs, que de sacrifices je vous fais! » Les sabouleurs à qui M. Mainnemarre fait le sacrifice de sa tranquillité casanière, ce sont les gens, les frivoles, qui n'admettent pas qu'il reste chez lui. Donc, il partit un beau matin de mai pour l'Italie; et de Venise, étant allé à Trieste, il visita aussi Laybach et Vienne; il revint par les villes allemandes et la Suisse. Au bout de quatre mois, il était au Val de Travers et se souvenait de Jean-Jacques. Il ne se dépêchait pas de rentrer, se promenait en France, allait à La Ferté-Milon, « ville très petite et très rustique, qui n'a de remarquable que d'avoir vu naître Racine. » Et c'est à cause de Racine que M. Mainnemare ne balance pas de visiter La Ferté-Milon. A Charenton-Saint-Maurice, il y a le chemin de fer. M. Mainnemare sent la curiosité l'animer : il n'a jamais pris le chemin de fer; il le prend, pour aller à Versailles. Il traversera Versailles et derechef montera, dit-il, « dans une locomotive » et, en moins d'une heure, sera de retour à Paris. Content de retrouver sa maison? Mais oui, sans doute! Cependant, il n'a point de hâte. Il baguenaude. Il est devenu voyageur, en voyage.

Il rentre chez lui, où ses habitudes l'attendent. Elles ne lui font pas un grand plaisir. Certes, il recommence d'aller au théâtre, de blâmer les romantiques, de leur préférer Jean Racine et Jean-Jacques Rousseau; mais il est dissipé. Il a vu, en 1840, le nord de l'Italie et le midi de l'Allemagne : il n'a pas vu Florence, Rome et Naples. Il va partir encore une fois. Il a trouvé un compagnon de voyage, très aimable, un peu faible de corps et indolent de caractère, mais intelli-

gent et cultivé, d'humeur égale; et c'est un homme qui, depuis quelques années, met en vers français l'*Énéide*. Les « sabouleurs » n'approuvent pas qu'il ait choisi un compagnon si peu alerte. Delaroche lui dit : « Je vous donnerai quelqu'un ; laissez-moi faire. Un garçon de talent, un jeune homme, pour qui vous payerez tout ; mais il vous fera un album ! » Delaroche avait probablement un élève, que tentait le voyage d'Italie et qu'il aurait volontiers mis à la charge de M. Mainnemare, lequel proteste : « Je ne suis pas un grand seigneur ! Les magnificences conviennent peu à ma bourse, encore moins à mon caractère ! » Et voilà M. Mainnemare sur les routes, en 1841, avec le traducteur de Virgile. Avant de s'embarquer, il écrivait à Mme de Nozan : « Adieu ! adieu ! » C'est le dernier signe de lui qu'ait découvert M. Paul Gaulot. Peut-être M. Mainnemare est-il mort en voyage, dans une auberge, loin de sa maison, de son jardin, de ses livres, comme un vagabond, lui, le parfait casanier.

Ses voyages sont, en quelque manière, le symbole de son aventure spirituelle. Il n'était pas un homme d'imprudence. Les « sabouleurs » ont mal fait de le lancer par le monde. Il fallait le laisser à Paris, où il avait son excellente activité. A Paris, M. Mainnemare accomplissait assez bien sa tâche de bourgeois. En voyage, il se perdait ; il gaspillait sa vérité.

Or, la vérité de M. Mainnemare, ce n'est pas toute la vérité. M. Mainnemare, qui méconnaît Rachel et qui méconnaît Victor Hugo, ne le prenons pas étourdiment pour juge en toute question de littérature et de théâtre. Mais il a ses vertus : il ne veut pas qu'on méconnaisse Racine. M. Mainnemare ne vaut presque rien, quand il s'agit d'œuvres nouvelles ; mais il garde les bonnes idées qui ne sont pas toutes récentes. Il a besoin de la durée : la durée aussi a besoin de lui. Sans lui, sans de tels bonshommes qui ont de la fidélité, de la mémoire et voire un peu d'entêtement, les novateurs iraient trop vite et iraient trop loin. M. Mainnemare n'est pas de force à les décourager : il les retarde pourtant. Il donne à la vie quelque lenteur, qui est ce qui lui manque davantage. Il a une espèce de sagesse, une espèce d'économie, sans quoi la vie est une folle.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'unité allemande a été fondée, par la Prusse et sa dynastie, sur les puissantes assises de la victoire et de la prospérité; il était à prévoir qu'elle ne résisterait pas à la défaite et à la ruine. Bismarck le savait : « Si l'on supposait, écrit-il dans ses *Pensées et Souvenirs*, un État dans lequel toutes les dynasties allemandes seraient brusquement supprimées, il n'est pas probable que le sentiment national allemand, dans les conflits de la politique européenne, serait assez fort pour retenir tous les Allemands en corps de nation, fût-ce sous la forme d'une fédération de villes hanséatiques ou de bourgs d'Empire. » Le sentiment de la communauté de race et de civilisation subsiste, la cohésion politique est ébranlée. C'est encore Bismarck qui a parlé de la « tendance qu'ont les Allemands à se séparer en groupements étroits, » et c'est le prince de Bülow qui a dit : « L'Allemagne est centrifuge. » Après le désastre militaire, une politique honnête et prudente, — comme fut chez nous celle de Thiers et de l'Assemblée nationale, — aurait remis sur pied une Allemagne qui n'avait rien perdu de sa vitalité économique; l'exécution du traité, le paiement des réparations auraient tressé un lien nouveau entre les différentes parties du Reich. Les Gouvernements allemands, stimulés par l'attitude de l'Angleterre, ont préféré biaiser, espérant se dérober aux conséquences de la guerre voulue et perdue : ils ont abouti à cette folie de la résistance passive et au désastre moral et économique qui achève de briser les cadres sociaux, politiques, financiers des peuples allemands. Tout autre serait le spectacle si, le 11 janvier, avait commencé cette collaboration économique pour le paiement des réparations que les Gouvernements français et belge, en saisissant un gage, espéraient inaugurer : l'anarchia et la guerre civile ne seraient pas déchaînées en Allemagne, le chômage serait atténué

en Angleterre. Les Gouvernements de Berlin et de Londres peuvent maintenant mesurer les conséquences de leur politique. La responsabilité des troubles d'aujourd'hui appartient non pas aux Puissances qui, fortes de leur bon droit, ont occupé la Ruhr, mais à celles qui ont pratiqué ou conseillé une résistance vouée dès le premier jour à un échec certain et irrémédiable.

Le désordre et l'anarchie se développent très vite. Discorde et incertitude au sein du Gouvernement, scissions dans les partis politiques, différends entre patrons et ouvriers, séparatisme et guerre civile entre les divers états du Reich, tel est le tableau. Le 9 octobre, la crise parlementaire est terminée; M. Stresemann obtient du Reischstag les pleins pouvoirs qu'il demandait, mais limités aux questions financières et économiques; seule l'extrême droite nationaliste et les communistes votent contre; mais il a fallu, pour arriver à ce résultat, des négociations, donc des concessions; il a fallu, notamment, obtenir que les populistes bavarois, s'ils votaient contre, du moins ne quittassent pas la salle et permissent d'avoir le *quorum*; de là des compromissions. A droite et à gauche, nationalistes-fascistes et communistes dénoncent le parlementarisme et ses usages comme responsables de l'impuissance gouvernementale; les parlementaires ripostent en accusant les extrémistes de fomenter la guerre civile : comment restaurer l'ordre en Allemagne en face de partis armés et prêts à en venir aux mains? Et comment gouverner en face d'un Stinnes qui, à la tête d'un groupe des industriels de la Ruhr, avant tout occupés de l'avantage de leurs affaires, réclame indemnités pour le passé, garanties pour l'avenir?

Dès qu'il est nanti, à l'intérieur, de ses pleins pouvoirs, M. Stresemann cherche à ouvrir, à Paris et à Bruxelles, une négociation qui lui donnerait au moins l'apparence d'un succès et consoliderait son autorité. Négocier avec la France, n'est-ce pas pour cela qu'il a pris le pouvoir? n'est-ce pas son programme? Le 9 octobre, les chargés d'affaires du Reich à Paris et à Bruxelles sont reçus par M. Poincaré et M. Jaspar. C'est ici qu'apparait une confusion qui, volontaire ou non, a été, en Allemagne et en Angleterre, la source de malentendus et d'acerbes critiques contre M. Poincaré. Les Gouvernements français et belge ont, à maintes reprises, déclaré que dès que la résistance passive aurait effectivement pris fin, ils seraient prêts à entrer en pourparlers avec le Gouvernement allemand au sujet des réparations. Mais c'est sur la cessation de la résistance et sur les moyens de préparer la reprise du travail que M. Strese-

mann cherchait à négocier ; les Gouvernements français et belge, au contraire, estimaient que la reprise du travail ne devait être l'objet que d'ententes directes entre les intéressés allemands de la Ruhr et les autorités d'occupation. Pour le moment, il importait avant tout de ne pas confondre le problème local et particulier-qui n'intéressait que les Allemands, les Belges et nous, et le règle, ment général des réparations auquel tous les Alliés sont appelés à participer. D'autre part, cesser la résistance passive, c'est, dans l'opinion du Gouvernement français, rétablir autant que possible les choses dans l'état où elles étaient le 11 janvier 1923, quand commença la folle équipée de la résistance, notamment reprendre intégralement les livraisons de charbon et de coke au titre des réparations. Or, le 17, M. von Hœsch demandait un nouvel entretien à M. Poincaré et lui faisait connaître que le Reich considérait comme impossible, en raison de la crise monétaire et financière, de rembourser aux propriétaires de mines les livraisons de charbon qu'ils pourraient faire aux Alliés : une fois de plus, le Gouverne ment alle mand se dérobait à ses obligations. La cessation de la résistance n'est qu'un vain mot si elle va de pair avec une nouvelle rébellion contre les stipulations du Traité : c'est ce que M. Poincaré n'a pas manqué de faire remarquer à M. von Hœsch en ajoutant que la crise monétaire ne pouvait créer, pour un grand pays comme l'Allemagne, une impossibilité radicale de garantir aux industriels l'indemnisation de leurs livraisons de charbon et de coke.

Il était visible que l'on se trouvait en présence d'une nouvelle manœuvre de Berlin pour échapper au Traité et que, une fois de plus, l'instigateur était M. Stinnes et les industriels. Un rapprochement s'est opéré entre Stinnes et consorts et M. Stresemann. On sait que l'importante firme Otto Wolff, qui extrait environ 10 pour 100 de la production totale de la Ruhr en charbon, a conclu avec les autorités franco-belge d'occupation un accord direct pour les livraisons de charbon ; cet accord gêne singulièrement les autres propriétaires de mines et crée, contre eux, un dangereux précédent, encore que le groupe Otto Wolff soit dans une situation un peu particulière, puisqu'il est soutenu par de gros capitaux hollandais. M. Stinnes et le chancelier paraissent avoir été préoccupés de refaire l'unité des industriels de la Ruhr, de trouver une nouvelle forme de résistance et un moyen inédit d'ameuter, contre la France et la Belgique, l'opinion générale et notamment celle de l'Angleterre. M. Stinnes complétait la manœuvre à Düsseldorf en

faisant connaître l'impossibilité où se trouvaient les propriétaires de mines de reprendre les livraisons sans indemnité. Il ajoutait que, ne pouvant continuer l'extraction du charbon dans des conditions trop onéreuses, les industriels seraient amenés à congédier leurs ouvriers; la famine et les désordres qui s'en suivraient, il appartiendrait aux autorités franco-belges d'y pourvoir. Ainsi la négociation se terminait par une menace et un chantage enveloppé qui, à eux seuls, suffiraient, s'il en était besoin, à justifier l'attitude de réserve et de prudence adoptée par M. Poincaré et M. Theunis.

La manœuvre apparut en pleine lumière quand, le lendemain du long entretien de M. Poincaré avec le chargé d'affaires du Reich, le Chancelier publia un communiqué très sec, où il rejetait sur M. Poincaré la responsabilité d'écarter toute tentative d'accord, — communiqué qui provoqua une note rectificative du quai d'Orsay, — et quand on apprit que M. Stresemann avait prescrit aux représentants diplomatiques de l'Allemagne auprès des différents États une démarche ayant pour objet de dénoncer l'intransigeance de la France et les conséquences qui ne pourraient manquer d'en découler. En même temps, les attaques de la presse allemande reprenaient comme sous le règne de M. Cuno, tandis que la presse libérale anglaise faisait chorus. Ainsi s'éclairait l'attitude ambiguë de M. Stresemann et de M. Stinnes : incapables de comprendre que le salut était dans le franc jeu, ils cherchaient un moyen de continuer la lutte, de provoquer une intervention diplomatique et d'embarrasser M. Poincaré en le mettant dans son tort. La résistance passive avait pour objet d'annihiler la victoire militaire de 1918 ; la manœuvre actuelle se propose d'annuler les effets de la victoire morale de 1923. Mais si le Gouvernement du Reich renonce non seulement à l'exécution du Traité, mais encore à ses plus élémentaires devoirs vis à vis des populations allemandes de la Ruhr, la France et la Belgique ont le champ libre. Le Gouvernement du Reich, sous l'inspiration des industriels et des militaires, tente de nouveau la politique du pire; mais les populations, comme toujours, sont victimes des joueurs de Berlin et il ne leur reste d'autre issue, pour manger et vivre, que la protection des Puissances occupantes. Abandonner le gage rhénan à son sort, c'est obliger la France et la Belgique à en organiser l'exploitation et le gouvernement.

La question des réparations, le problème de la Ruhr, n'apparaissent plus, au Gouvernement du Reich, ballotté au gré des forces antagonistes, que comme des détails en présence de la formidable

bataille politique et sociale engagée à l'intérieur de l'Allemagne. Jusqu'ici les industriels, les militaires, les capitalistes paraissent l'emporter; c'est de nouveau, comme dit Georg Bernhard reprenant un mot de Rathenau, « la rébellion des ducs du fer. » Le parlementarisme n'est plus qu'une ombre; une terrible lutte de classes est engagée, où le patriotisme n'est plus qu'un moyen de capter la confiance des peuples. La citadelle révolutionnaire est en Saxe; le bastion monarchiste et nationaliste en Bavière. Le 11 octobre, à Dresde, l'entente s'est établie entre les socialistes et les communistes saxons; ces derniers ont accepté d'entrer dans le ministère que préside le docteur Zeigner; ils détiennent deux portefeuilles, dont celui des Finances, et leur influence est pratiquement dominante. Le nouveau Gouvernement, déclare, le 12, devant le Landtag, le docteur Zeigner, « est le Gouvernement de la défense républicaine et prolétarienne. » En Thuringe, un nouveau ministère s'est constitué selon la même formule. Thuringe et Saxe fraternisent, s'entendent pour résister à Berlin et empêcher les nationalistes de Bavière de marcher sur la capitale. Mais le conflit éclate entre le Gouvernement saxon et le général Müller qui commande la Reichswehr et, en vertu de l'état de siège, dispose de pleins pouvoirs; il ordonne la dissolution des « centuries prolétariennes » qui sont au communisme de Saxe et de Thuringe ce que les « milices fascistes » sont au nationalisme de Bavière. M. Zeigner dénonce les violences du « nouveau Cromwell, » tandis que l'anarchie se développe : pillages de boutiques, commerçants rançonnés, paysans obligés de vendre leurs denrées. Le docteur Zeigner encourage ces bandes armées; il paraît aux réunions publiques escorté d'un détachement monté des « gardes prolétariennes ». Le ministre des Finances communiste, Böttecher, se rend à Berlin et s'entend avec la délégation des Soviets russes pour l'approvisionnement de la Saxe en denrées alimentaires. L'ancien « royaume rouge » est pratiquement indépendant sous son Gouvernement socialo-communiste. Le Gouvernement du Reich interviendra-t-il? Les socialistes, qui font partie de la « grande coalition » qui soutient M. Stresemann, s'y opposent; s'ils cèdent, les anciens « indépendants, » qui ont fusionné avec eux, ne vont-ils pas faire de nouveau sécession et rejoindre les communistes qui, déjà, débauchent leurs troupes? Pourquoi d'ailleurs réprimerait-on les excès de Zeigner, puisqu'on n'a qu'indulgence pour les excès de von Kahr? Et ils réclament la levée de l'état de siège. Mais M. Stresemann a décidé d'agir; 50

ou 60 000 hommes de la Reichswehr entrent en campagne, occupent Leipzig et Dresde. C'est la guerre civile. Ce sera peut-être demain la dislocation de la « grande coalition » et, si le Reichstag compte encore pour quelque chose, la chute du cabinet Stresemann.

La crise, en Bavière, a un autre caractère. Le gouvernement de M. von Kahr, monarchiste et nationaliste, reproche au gouvernement du Reich les influences marxistes qu'il subit et qui se traduisent notamment dans les lois fiscales. Le général von Lossow qui, nommé par le Reich au commandement de la Reichswehr de Bavière, paraît à Berlin trop complaisant aux volontés de Munich, est rappelé; mais il refuse d'obéir au ministre de la Reichswehr, M. Gessler, et il est soutenu par M. von Kahr. On parle de rupture; la presse est très excitée; mais Berlin fait des concessions. La Bavière retrouvera son autonomie financière comme au temps de Bismarck; elle n'en sera que plus fidèle à l'unité allemande et, au besoin, l'accord des volontés se refera contre la France; mais cette unité, la Bavière aspire à la diriger, car les gens de Berlin sont trop près de la Russie et subissent des influences socialistes. Si le gouvernement de von Kahr se montre trop conciliant, Hitler et ses bandes sont là pour le stimuler; ils ne veulent plus de parlementarisme; ce qu'il leur faut, c'est une dictature militaire, nationaliste, réformatrice; ils s'intitulent « fascistes » et cherchent à capter la confiance des Italiens en les excitant contre la France; ils font de la propagande en Autriche. Si les troubles s'aggravaient, Hitler entrerait en lice et l'on verrait peut-être se déchaîner une jacquerie paysanne.

Anarchie rouge en Saxe et Thuringe, anarchie blanche en Bavière ; impuissance du gouvernement central à imposer les réformes nécessaires, à prévenir les catastrophes et à protéger les populations ; autorité qui s'effrite ou qui devient violence ; chômage menaçant avec son cortège de famine et de froid : c'en était assez pour déclencher le mouvement d'indépendance rhénane qui, depuis longtemps, se préparait, s'organisait, s'armait et qui, par suite de la « résistance passive » imaginée par M. Cuno et encouragée par les Anglais, avait fait, en ces derniers mois, de rapides progrès, que les fonctionnaires prussiens, expulsés en masse par les autorités occupantes, ne pouvaient plus entraver. L'ignoble massacre de Düsseldorf, approuvé publiquement par le Chancelier, montra aux Rhénans ce qu'ils pourraient attendre du retour d'un régime prussien. Le moment d'agir était venu ; les chefs, le docteur Dorten, M. Smeets, M. Matthes l'annoncèrent, prirent leurs dernières décisions. Il y a

quelques mois, l'autonomie dans le cadre du Reich les aurait satisfaits ; ils sont plus exigeants aujourd'hui. Il semble que le chancelier Stresemann, d'accord avec quelques-uns des chefs du Centre catholique, se disposait à réaliser une république rhénane en trompe-l'œil. Le général Smuts qui représente l'Afrique du Sud à la Conférence impériale de Londres, met aussi, dit-on, dans son programme, la constitution d'une république rhénane neutre et démilitarisée : ce serait, dans sa pensée, un moyen de donner satisfaction à la France en assurant sa sécurité afin de la rendre moins exigeante sur les réparations. Mais les Rhénans sont devenus séparatistes et veulent une république indépendante qui engloberait toute la rive gauche du Rhin, avec une partie de la Hesse et de la Westphalie, en tout environ onze millions d'habitants. Le groupe d'Aix-la-Chapelle, en territoire occupé par les Belges, dirigé par MM. Deckers et Guthart, devançant le signal des chefs, proclame sans résistance, dans la nuit du 20 au 21 octobre, la république rhénane indépendante. Le 21 et les jours suivants, le mouvement s'étend sporadiquement d'abord autour d'Aix-la-Chapelle, puis jusqu'à Crefeld, à Duren où M. Matthes prend, le 22, la direction du mouvement, à Trèves, à Wiesbaden. Les chefs, surpris par une explosion prématurée, n'ont pas tardé à se ressaisir ; l'attitude des populations a montré, malgré la pression des partis politiques et des agents du Gouvernement, que le mouvement répondait aux vœux de la masse. Après deux jours, de très vives résistances, dirigées par la police, ont commencé à se manifester. On se bat à Aix-la-Chapelle, à Crefeld ; à Bonn, sur l'invitation du bourgmestre, les troupes françaises ont maintenu l'ordre, à Wiesbaden les autorités militaires ont calmé le zèle de la police d'Empire qui brûlait de recommencer ses exploits de Düsseldorf ; Français et Belges ont gardé la neutralité et ne sont intervenus que pour réprimer le désordre et prévenir la guerre civile. Le ministre de l'Intérieur Sollmann est venu à Cologne, le 22, et a conféré avec les chefs du Centre, notamment le bourgmestre Adenauer. Peut-être le Gouvernement tentera-t-il d'offrir aux chefs rhénans une république autonome dans le cadre du Reich. En tout cas, il est déjà trop tard pour que le mouvement puisse être étouffé.

L'opinion française n'a pas manqué d'accueillir avec sympathie l'effort de libération des populations rhénanes qui n'ont jamais été prussiennes que par force ; mais le Gouvernement français ne pouvait qu'en rester spectateur impartial. Cette impartialité, d'ailleurs, trouve à l'étranger des incrédules ; beaucoup de journaux

restent persuadés que la France et la Belgique ont organisé, déclenché le mouvement. Nous observerons seulement que s'il était moins spontané, il serait mieux dirigé. S'il réussit, le problème est simple. Mais nous n'aurions le droit de le laisser échouer que s'il était démontré qu'il a contre lui la majorité de la population indigène, qui d'ailleurs ne saurait être valablement consultée que dans un cadre de réelle autonomie et sans crainte de représailles éventuelles. La présence des Anglais dans la zone de Cologne, des Belges dans celle d'Aix-la-Chapelle d'où est parti le mouvement, suffit à les garantir que rien ne sera définitivement réglé sans un accord avec eux. En tout cas, la constitution d'une république rhénane autonome ou indépendante ne saurait porter préjudice à notre droit aux réparations ; la fraction plus ou moins détachée assumerait sa part proportionnelle des réparations ; il deviendrait aisé de prouver qu'avec le concours des autorités locales le paiement des réparations est relativement facile et d'ailleurs bienfaisant, puisqu'il implique l'ordre dans les finances et l'activité économique. Ainsi l'anarchie conduit au morcellement, mais le morcellement n'est pas une solution par lui-même ; il peut seulement contribuer à rendre la solution plus facile et plus heureuse pour tous.

La présence à Londres des Premiers ministres des Dominions et l'imminence des résolutions de la Conférence impériale présage que la politique anglaise va entrer dans une nouvelle phase d'activité. La Conférence a été tout entière dominée par le problème du chômage qui pèse sur la politique britannique du poids annuel de 75 millions de livres sterling (entre 5 et 6 milliards de francs-papier). Cette lourde charge qui obère les finances anglaises, la politique française en est innocente; la guerre elle-même n'a fait qu'aggraver un état de choses dont les origines sont plus complexes et plus lointaines; cependant la préoccupation dominante du Labour party est d'empêcher la France de réduire l'Allemagne à un servage économique et de soumettre l'Europe à son hégémonie militaire; le récent manifeste du Conseil général des Trade-Unions et du Comité exécutif du Labour party invite le Gouvernement, dans ce dessein, à une politique plus active. Les Premiers coloniaux réclament, eux aussi, des solutions; ils s'étonnent que, la résistance passive ayant cessé dans la Ruhr, les réparations ne soient pas encore réglées, et peut-être se demandent-ils si c'est bien les réparations que veut M. Poincaré ou s'il ne poursuivrait pas la ruine de l'Allemagne. Ils paraissent avant tout préoccupés de trouver des remèdes écono-

miques à la situation difficile de l'Angleterre. M. Bruce, le Premier australien, revenant aux conceptions jadis prônées par Joseph Chamberlain, propose un régime de « préférence » impériale, c'est-à-dire, sans le nom, une forme de protectionnisme économique. Les industriels sont plus audacieux; ils attribuent, non sans raison, la recrudescence du chômage à la politique de déflation pratiquée depuis la fin de la guerre sous l'influence des banquiers de la Cité, c'est-à-dire à la préoccupation constante de ramener la livre au pair de l'or et de reconquérir sur New-York la prééminence financière. Les hauts prix de revient ont élevé autour de la production britannique un véritable blocus qu'il s'agirait de briser par une large politique de crédits qui aboutirait à l'inflation et à la dépréciation de la livre par rapport au dollar. La résistance de la Cité semble avoir fait écarter les projets d'inflation; mais il reste le désaveu de cette politique de déflation à tout prix et trop rapide qui, dans l'intérêt des banques, a compromis l'industrie et accru le nombre des chômeurs. M. MacKenna l'avait montré déjà, en janvier dernier, au grand scandale de l'orthodoxie financière. Sa formule « la déflation, c'est le chômage, » l'emporte aujourd'hui et implique une politique de stabilisation de la livre, nécessaire pour inspirer confiance au commerce et aux affaires. La politique française, M. Poincaré et la Ruhr étaient donc innocents du chômage qui sévit en Angleterre !

Au moment où des troubles graves éclatent en Allemagne et où le nationalisme militaire semble l'emporter, la visite de M. Masaryk, l'éminent Président de la République tchécoslovaque, accompagné de M. Benès, ministre des Affaires étrangères, à Paris (16-20 octobre), puis à Bruxelles et à Londres, prend une signification politique de premier ordre. Paris et la France ont fait à l'illustre représentant de a nation tchécoslovaque, ressuscitée par sa propre énergie et libérée par la victoire des Alliés, l'accueil le plus chaleureux. Les toasts échangés au dîner de l'Élysée sortent de la banalité des congratulations officielles. M. Millerand, en un langage très élevé, a montré ce que fut, au cours de l'histoire, l'amitié des deux peuples, français et tchèque; leur collaboration récente, instituée pendant la guerre, « n'est pas moins nécessaire aujourd'hui et nous en attendons les plus heureux résultats pour maintenir le respect des traités, assurer l'exécution des engagements pris et contribuer à la restauration de la stabilité en Europe; » puis il s'est réjoui « de voir les vues et l'action de votre pays étroitement associées à celles de la République française. » M. Masaryk, en un discours ému et chaleureux, a souligné

l'importance politique de son voyage. « C'est ma première visite officielle, et je la fais à la France, au nom d'une nation libérée ; pour notre République, ces instants ont une signification historique. » Et, définissant sa politique : « Nous avons incarné notre programme de politique extérieure par l'organisation de la Petite Entente. A l'égard de tous nos voisins, nous suivons ce principe que notre propre intérêt exige leur consolidation. La preuve en est fournie par notre politique à l'égard de l'Autriche et de la Hongrie. Nous travaillons loyalement et infatigablement à la consolidation de l'Europe centrale. Nous savons que c'est un problème difficile... Mais les difficultés sont faites pour être surmontées. » Des paroles si précises impliquent mieux qu'une commune orientation politique générale ; elles préparent des accords diplomatiques et militaires dont les premiers linéaments sont indiqués et qu'il reste à étudier et à fixer par écrit. L'entente franco-tchécoslovaque implique un rapprochement entre Varsovie et Prague. Ainsi va se resserrant l'entente des nations libérées ou agrandies par la victoire des Alliés; elle ne menace personne, mais elle est, pour l'Europe centrale et occidentale, un gage de stabilité dans le respect et l'exécution des traités.

Stabiliser, c'est aussi le sens des élections qui viennent d'avoir lieu le 21 octobre en Autriche et d'où le gouvernement de Mgr Seipel sort triomphant. Les chrétiens-sociaux emportent 86 sièges, les socialistes 66, les pangermanistes 12. Jusqu'ici le chancelier Seipel devait, pour avoir une majorité, gouverner avec une coalition des partis « bourgeois »; il dispose aujourd'hui d'une majorité avec son seul parti. L'Autriche s'est montrée fidèle et reconnaissante à l'homme d'État qui, avec le concours de la Société des nations, l'a tirée de l'abîme. Mais n'est-il pas curieux de constater que deux bons ouvriers de la consolidation européenne, Masaryk et Seipel, l'un protestant, l'autre prêtre catholique, sont l'un et l'autre des professeurs de philosophie? — Le récent voyage à Paris et à Londres de M. Kalfoff, ministre des affaires étrangères de Bulgarie, a rassuré ceux qui, sur la foi de nouvelles controuvées ou exagérées, s'imaginent toujours voir la Bulgarie partir en guerre ou en révolution. Le mouvement communiste, dirigé de Moscou, a complètement échoué grâce à une répression énergique et modérée; la Bulgarie, pour le moment, ne demande qu'à travailler en paix et à donner l'exemple de l'exécution des traités. Il nous plaît enfin de saluer, comme un gage lointain de stabilité et de paix dans les Balkans, l'heureuse naissance d'un prince héritier du royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

En face de ces grands événements qui modifient la physionomie politique ou sociale de l'Europe, ou qui préparent l'avenir, combien les débats du congrès des radicaux-socialistes français apparaissent mesquins! La politique des partis est dominée de haut par les grands intérêts nationaux, et la nation est trop éclairée pour ne pas s'en rendre compte. En tout cas, le Président de la République le lui a rappelé, avec une singulière autorité, dans son discours d'Évreux (14 octobre). Radicaux et socialistes l'ont accusé de sortir de ses fonctions constitutionnelles et d'oublier l'impartialité qui est un devoir de sa charge. M. Millerand, au contraire, a exercé la plus haute prérogative de sa magistrature quand, se plaçant au-dessus des partis, il a montré la persistante nécessité de l'union des Français pour l'achèvement de la victoire. Il faut plaindre ceux qui se sentiraient atteints par ces nobles paroles. Le désarroi du parti radical-socialiste est apparu à son congrès, qui s'est ouvert à Paris du 18 au 20. Sur la question capitale de la Ruhr, il n'a pas de politique. Beaucoup de ses membres ont blâmé l'occupation ou se sont abstenus de l'approuver; ils ne peuvent guère tirer à eux le succès et ils n'osent pas espérer publiquement l'échec. Les radicaux cherchent à se définir et à se différencier, mais M. Jean Longuet leur dit, avec une terrible logique : c'est à prendre ou à laisser; il faut être avec les socialistes contre la politique nationale ou sans eux en marge de la majorité qui soutient M. Poincaré; alors adieu le « bloc des gauches » que beaucoup de radicaux, surtout dans le Midi, ont déjà conclu. Ils voudraient aussi se délimiter : « de Thomson à Varenne, » dit M. Herriot. Mais M. Léon Blum rétorque : « en dehors des socialistes il n'y a plus de parti républicain en France. » Les Allemands et M. Lloyd George, — qui a eu l'inconvenance de le dire publiquement, — espèrent la défaite de M. Poincaré aux prochaines élections et la victoire des radicaux. Ces vœux seront lourds à porter devant les électeurs. *Le Quotidien* réprouve l'occupation de la Ruhr : « erreur terrible, » affirme M. Aulard. Mais M. Herriot est d'un autre avis : « France d'abord. » D'un congrès où l'on n'a guère vu que des appétits et des rancunes, c'est le seul mot que l'on voudrait retenir.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

CŒUR PENSIF NE SAIT OÙ IL VA

PREMIÈRE PARTIE

Quand celui qui écrit ces lignes était jeune, c'est-à-dire aux environs de 1880, la monotonie et l'insignifiance de la vie moderne faisaient dogme dans la littérature d'observation. Une série de livres l'atteste, composés par des hommes d'un beau talent, mais que paralysait cet étrange préjugé. Les récits où il ne se passe rien, les pièces dénuées d'incidents, paraissaient au romancier et au dramaturge de cette école les œuvres les plus conformes à la réalité. Aujourd'hui, et au sortir de la grande guerre de 1914, une pareille doctrine d'art semble inconcevable à ceux qui ont traversé cette période catastrophique. Cette façon de penser était pourtant sincère. Elle correspondait à l'expérience quotidienne d'une société, établie, — si solidement, semblait-il, — et nous n'imaginons même pas sa reconstruction comme possible! Tout au rebours de ses confrères d'alors, le chroniqueur des mœurs d'après 1914, qui regardera autour de lui, pendant de longues années encore, ne verra que des destinées bouleversées par l'immense tremblement de terre. Quelle autre comparaison imaginer pour une secousse de cette intensité? Les conséquences en sont innombrables dans bien des domaines. Il en est d'immédiatement saisissables dans le monde matériel, d'autres moins visibles, mais non moins profondes, dans le monde intellectuel. Il en est aussi de bien déconcertantes dans le monde sentimental. C'est une histoire de cet ordre dont on trouvera ici la transcription.

Copyright by Paul Bourget, 1923.

I

Parmi les phénomènes sociaux produits par cette guerre, un des plus singuliers aura été le subit rapprochement des classes dans des conditions aussi soudaines qu'imprévoyables et aussi puissantes que passagères. Tel fils de famille, qui ne connaissait le paysan et l'ouvrier que par le dehors, s'est rencontré tout à coup côte à côte avec eux dans la boue des tranchées. Sous les obus, ou bien ces jeunes gens ont fraternisé dans la souffrance commune, ou bien ils ont senti, celui-ci douloureusement, amèrement celui-là, l'irréductible différence des sorts. Telle femme de la haute bourgeoisie, que son éducation et sa fortune préservaient jusqu'alors contre toute approche des brutalités de l'existence, s'est trouvée, dans les ambulances où la conduisait la charité, devant toutes les hideurs et toutes les nudités de la chair blessée. En même temps, l'intimité quotidienne des soins à donner lui révélait des personnalités venues de milieux si étrangers au sien. A ces blessés également la présence de ces infirmières découvrait un univers féminin si peu pareil à celui de leur mère, de leurs sœurs, de leurs maîtresses! Des romans se sont ébauchés, les uns très purs, d'autres coupables. Et puis la paix est venue. Un retour à des conditions plus normales a dû s'accomplir. Dans certains cas, ce retour n'a pas été sans drame; mais qui dit drame ne dit pas toujours scènes violentes, coups de revolver, procès scandaleux, divorces retentissants. Il y a des tragédies silencieuses, les plus émouvantes peut-être, car elles supposent des âmes fortes et fines qui sentent en dedans, des âmes vraies qui ont tout ensemble le courage et la pudeur de leurs émotions, qui les approfondissent en les prenant au sérieux. Ces émotions leur réservent à elles-mêmes d'étranges surprises : « Cœur pensif ne sait où il va!... » disait un vieux dicton français. Quelle phrase plus significative inscrire à la première page d'un récit dont tout est exact? Il y a dix ans, l'aventure qui en fait la matière aurait paru aussi impossible qu'un conte de fées.

En 1918, celle qui allait être l'héroïne de cette aventure, figurait, dans les annuaires de la haute société, sous ses deux noms de veuve et de jeune fille : Mme Servières, née Irène

Maulgué, avec deux indications qui révélaient, à elles seules, une grande situation de fortune : le quartier d'abord, l'élégante rue Cortambert, dans le XVIe arrondissement; et la lettre H. qui signifie *Hôtel Privé*. Elle venait d'avoir vingt-huit ans. C'est l'âge qui va marquer la fin de la première jeunesse et c'est aussi celui des grandes crises sentimentales, d'après tous les observateurs. Jusqu'alors, la femme a subi sa vie. A trente ans, elle la fait. Ce mot de « subir » peut paraître paradoxal, appliqué à une fille unique comme l'avait été Irène Servières, comblée par ses parents, élevée dans un luxe qui supposait une fortune de 200 000 francs de rentes, mariée à un jeune homme de son monde et aussi riche qu'elle. Avec cela, jolie et fine, ayant dans tous ses mouvements, dans le regard de ses yeux bleus, dans la façon de porter sa tête sous ses cheveux dorés, dans le sourire de ses lèvres délicatement ourlées, dans le son prenant de sa voix, cette gentillesse qui lui aurait permis de dire, comme dans l'élégie célèbre :

Ma bienvenue au jour me rit dans tous les yeux.

Mais les circonstances d'une destinée ne sont pas cette destinée. Il faut connaître leur jeu sur la personnalité intime pour discerner le malheur réel sous le prétendu bonheur, ou inversement, cela se rencontre, le bonheur vrai sous le malheur apparent.

Le nom de jeune fille d'Irène Maulgué aura aussitôt évoqué un souvenir chez ceux qui savent l'histoire diplomatique de ces cinquante dernières années. M. Jacques Maulgué, le grand père paternel d'Irène Servières, a tenu avec distinction le poste d'ambassadeur en Espagne dans des moments difficiles. Ce grand bourgeois de vieille souche relevait encore de l'ancien esprit français qui voulait que l'on ne s'enrichît pas dans les hautes fonctions de l'État. Son fils, Martial Maulgué, au contraire, appartenait à la nouvelle équipe, plus positive. Entré au Conseil d'État, pour obéir à son père, et se trouvant à la mort de celui-ci devant une fortune diminuée, il avait presque aussitôt médité un riche mariage, puis, ce but atteint, démissionné. Il avait épousé une demoiselle Verdier, l'héritière d'Antoine Verdier, le mégissier connu d'Annonay. Cette pittoresque petite ville, située à la jonction des profondes vallées de la Drôme et de la Cance, rivalise, comme on

sait, avec Grenoble pour la fabrication des gants. L'énorme réservoir fourni par le barrage du Ternay alimente ses usines.

Antoine Verdier, originaire de Péaugres, fils lui-même d'un modeste cultivateur, avait débuté comme simple ouvrier dans une de ces usines. Son intelligence et son activité lui assurent très vite une place importante. Ses camarades le citent à toute occasion. Le patron d'une autre usine, tombée en décadence, le prend chez lui. Il relève l'affaire, si bien que cet homme lui donne sa fille. Verdier appartenait à l'espèce de ces ruraux chez qui les longues attentes, les patientes besognes de la campagne développent cette faculté d'attention qui fait les inventeurs. Toujours à l'usine, et à la recherche continuelle de petites améliorations techniques, il avait imaginé successivement plusieurs procédés nouveaux pour la préparation des peaux. Ces découvertes de détail semblent secondaires. Elles procurent, dans le monde industriel, d'énormes profits par l'infinie multiplication des petits gains. A cinquante ans, cet énergique Cévenol, parti de rien, était assez riche pour que sa fille fît le mariage que l'on vient de dire. Lui-même incarnait le type du parvenu, rustre d'apparence, le contraire, croirait-on, du bourgeois gentilhomme, si profondément dessiné par Molière. Au lieu de cacher ses humbles origines, il les étalait. Il affectait une tenue très personnelle et toujours la même, celle d'un contremaître : le veston droit, boutonné jusqu'en haut, le col de chemise en toile rude et souple, de forts souliers bons pour la marche, un feutre à larges bords contre le soleil ; mais drap, linge, chaussures, feutre, de la qualité la meilleure. Avec sa haute taille, ses larges épaules, les grands traits de son visage encadrés entre des cheveux drus coupés ras et une barbe taillée court, il donnait l'impression d'un chef. Qu'il en fût un et conscient, son port de tête, sa marche, son regard, sa parole brève, tout l'annonçait. Sa simplicité n'était qu'un juste et intelligent orgueil. Il avait acheté, près de son village natal, le château de Rochemaure, vieille demeure féodale, restaurée et modernisée au XVIIIe siècle par le maréchal de ce nom. L'antique tour carrée, la façade plus récente et copiée de Versailles, le jardin à la française, étaient, pour le paysan devenu seigneur de ce noble logis, la vivante affirmation de sa force personnelle. Les conséquences de telles fiertés sont quelquefois déconcertantes. Antoine

Verdier avait voulu que sa fille Bertrande, prénom patricien emprunté aux Rochemaure, reçût une éducation de demoiselle. Il l'avait envoyée à Valence dans le couvent le plus aristocratique de la région. Ce séjour parmi les filles titrées du Lyonnais, du Comtat, du Dauphiné, avait profondément troublé Bertrande. Elle était devenue maladivement sensible aux nuances de caste. Elle avait souffert d'abord de ses propres façons. Mais des manières se corrigent. Sa tension volontaire, pour discipliner les siennes à l'imitation de ses compagnes, avait fait d'elle un être surveillé, rêné, renfermé. Elle avait souffert aussi de ses parents, de l'ironique contraste entre le décor seigneurial de leur vie et les traces évidentes de leur origine. Elle avait souffert de la haute société d'Annonay que son père s'efforçait d'attirer. Elle en percevait, ou s'imaginait, le secret dédain. Cette susceptibilité presque morbide l'avait du moins préservée du pire des malheurs : le mariage de la plébéienne opulente avec un gentilhomme ruiné.

Le hasard d'une villégiature d'été avait amené Martial Maulgué dans le pays. Les deux jeunes gens s'étaient rencontrés dans une partie de tennis donnée par un des châtelains du voisinage de Rochemaure. Bertrande Verdier, avec l'éréthisme constant de son amour-propre, excellait dans tous les exercices qui pouvaient lui servir à primer ses rivales, depuis la danse, le croquet et le jeu de paume, jusqu'au cheval et la bicyclette. Avec cela, elle était animalement belle. Le jeune homme s'en était épris pour le motif le plus contraire aux prétentions de la jeune fille. La saine robustesse de cette enfant avait conquis en lui le Parisien un peu blasé. Les renseignements pris sur la fortune avaient fait le reste. Il l'avait demandée. Elle l'avait accepté, d'abord pour s'expatrier et fuir le théâtre de ses humiliations cachées. Puis ne l'avait-il pas préférée aussitôt aux autres jeunes filles secrètement jalousées par elle? Enfin Martial Maulgué n'était qu'un bourgeois. La souffrance, cette guérisseuse ou mieux cette rebouteuse de nos idées fausses, avait révélé à Bertrande, dans une inconsciente divination, la grande loi de l'étape. Elle avait senti que la fille d'un parvenu est moins déplacée dans une famille, elle-même à mi-côte de l'ascension sociale. Le fils du diplomate avait d'ailleurs cet air de distinction professionnelle, ce je ne sais quoi d'effacé et de souligné à la fois dans la tenue, dans les gestes, dans la voix, que

recherchent les gens de la carrière pour eux et pour leurs enfants. Il se trouvait donc répondre tout ensemble à l'idéal imaginatif de Bertrande et à la vérité de son sort. Elle devait subir une déception qui eut elle-même un retentissement singulier sur toute la destinée de son unique enfant, cette Irène, dont le caractère se comprendrait moins bien sans une analyse qui risquera de paraître longue ; mais elle est nécessaire.

Les Maulgué, on l'a déjà dit, sont une famille de grands bourgeois avec un large cousinage, c'est la règle, de notaires, d'avoués, d'officiers supérieurs, de magistrats, chez lesquels le bien-être et l'honorabilité vont de pair depuis quatre ou cinq générations. Ces lignées devraient être les plus traditionalistes du pays, et le sont, en effet, chez leurs plus dociles représentants. Ceux que travaille un ferment d'originalité ont une tendance à se « libérer, » — comme ils disent, — et à devenir ultra modernes par réaction contre leur milieu. La formule classique des philosophes sur le moi qui se pose en s'opposant, se vérifie surtout dans l'univers social. Martial Maulgué en fournissait un exemple après tant d'autres. Tout jeune, il avait cet étrange préjugé à rebours : toute idée nouvelle prise pour un progrès! C'est la caractéristique des intelligences en révolte contre d'étroites disciplines de mœurs et de pensées, dont elles sont comme saturées. L'argot courant invente sans cesse des métaphores au service de ces rébellions. On était hier « vieux jeu » ou « nouveau jeu ; » aujourd'hui l'on est ou l'on n'est pas « à la page. » En épousant Mme Verdier, Martial ne cédait pas uniquement à l'attrait de la beauté et de la fortune. Par ce mariage en dehors de son monde, il échappait à la surcharge des corvées et des conventions que lui eût imposées l'union avec une jeune fille aussi abondamment apparentée que lui-même. Or ce mariage, on vient de le dire, séduisait Bertrande pour la raison précisément contraire. Cette disparité d'idées et de goûts devait produire une mésentente conjugale qui se traduisit aussitôt par toute la série de petits heurts quotidiens inévitables entre deux époux dont chacun veut mener une existence de type différent. D'innombrables foyers durent ainsi, qui ne sont pas heureux, et qui cependant ne se brisent pas, à cause des enfants. Mais il arrive que ces désaccords se prolongent dans ces enfants mêmes et que les parents qui ne s'entendent pas se les disputent pour les

modeler chacun d'après son idée. Ces conflits se font plus intenses quand l'enfant est unique. Cela se comprend. Bertrande, qui luttait contre son mari, pour se faire à Paris une situation de monde, n'eut qu'un souci dans l'éducation d'Irène : la préparer à de futurs succès mondains. Toilettes, manières, façons de penser, premières relations, tout fut dirigé par elle dans ce sens. Par bonheur, ou par malheur, car ces dualités d'éducation sont toujours périlleuses, le père, Martial Maulgué, voulut que sa fille réalisât le type de la jeune fille moderne, instruite et armée, et qui, riche, pourrait au besoin gagner sa vie.

— Je n'ai pas peur de mon temps, disait-il volontiers, je suis féministe. Pourquoi pas ?...

En démissionnant de sa carrière, l'ancien auditeur au Conseil d'État ne s'était pas rendu compte qu'il allait subir les terribles ennuis de l'oisiveté. Il les trompa en suivant de près, très instruit lui-même, les études de l'enfant. D'abord au lycée, où il exigea que sa fille allât, après quelles discussions avec sa femme ! Puis à la Sorbonne, où Irène avait commencé de préparer une licence en philosophie, toujours au désespoir de sa mère. Un événement inattendu avait coupé court brusquement aux succès scolaires de la jeune fille. Martial Maulgué mourut, au début de 1910, d'une grippe infectieuse, comme il en éclata beaucoup à la suite des inondations de cet hiver-là et des miasmes qu'entraîna le débordement des égouts. Le premier acte d'autorité de la veuve fut d'emmener Irène dans le Midi et de s'y attarder tellement que l'étudiante ne pût passer son examen à la session de Pâques. Elle appréhendait une révolte ; mais il se produit, chez les enfants très fins dont les parents ne s'entendent pas, un malaise moral, comme une intimidation intérieure, lorsqu'aimant également leur père et leur mère ils veulent à tout prix éviter de prendre parti. Ces jeunes âmes, à l'âge de l'expansion et de l'épanouissement, se dressent à une constante retraite de leur personnalité. Quand Mme Maulgué, se revanchant de sa longue soumission forcée à son mari, insista pour qu'Irène, à son retour, renonçât aux cours de la Sorbonne, la jeune fille céda, et ce ne fut qu'un demi-sacrifice. Cette intimidation dont je parlais finit, le plus souvent, par altérer l'unité du caractère chez une créature affectueuse, dont le père et la mère sont hostiles l'un à l'autre, et qui, voulant leur plaire à tous deux, se modèle tour à tour sur les

désirs de l'un et de l'autre. Pour contenter son père, Irène avait été une lycéenne appliquée. Pour satisfaire sa mère, elle s'était prêtée avec une égale complaisance à tous les petits rites mondains chers à celle-ci. De là une incertitude intérieure dont elle donna aussitôt une preuve déconcertante. Même en obéissant, il eût paru naturel qu'elle regrettât des études suivies avec un intérêt croissant. Mais non, son père disparu, elle fut toute à sa mère, du moins dans ses habitudes extérieures, se prêtant à toutes les relations, toutes les visites, tous les menus devoirs. De là, et dans la mesure où le deuil le permettait, une existence de réceptions et de sorties quotidiennes.

La culture intellectuelle reçue au lycée et à la Sorbonne semblait donc abolie. Elle ne l'était pas. Il en restait à la jeune fille un idéalisme inconscient qui devait, dans tous les domaines de la pensée, l'incliner vers l'utopie. Son père, en qualité d'homme de progrès, n'avait pas eu de vie religieuse, celle de sa mère était de pure convention. Mme Maulgué pratiquait, comme elle rendait des cartes de visite. Cette double influence avait abouti chez Irène à une conception mi-religieuse, mi-philosophique, qu'elle prenait pour de la foi et qui lui permettait de faire les gestes de la vie catholique sans les vivre vraiment. Ils n'étaient plus pour elle que de l'émotion. De l'émotion aussi la vague exaltation humanitaire prise dans le milieu de la Sorbonne. Son père affectait le dangereux socialisme des bourgeois riches qui prétendent n'avoir pas peur de la démocratie, sans d'ailleurs rien sacrifier des goûts et du décor qui prolongent, depuis plus d'un siècle, dans nos classes moyennes, une sorte d'aristocratie médiocrement abusive. Irène, et, sur ce seul point, elle restait irréductible à sa mère, professait des opinions vaguement avancées qui pouvaient passer pour l'exaltation charitable et généreuse d'une nature naïve et tendre. La tendresse était même la réalité la plus intime de son être. Cet instinct de donner avec douceur le meilleur de soi aux autres s'était encore développé dans l'atmosphère tendue de sa famille. En cherchant à ménager tour à tour son père et sa mère, elle avait acquis ce sens des émotions d'autrui qui fait qu'une femme devine les moindres nuances du plaisir ou du déplaisir chez ceux qu'elle approche. Faculté si funeste dans les circonstances qui mettent celle qui la possède en contact habituel avec des personnes dures, pour qui

les subtilités de ce cœur émotif sont des mièvreries et des enfantillages !

Ce fut l'histoire du mariage d'Irène. Il avait eu lieu dès 1911. Mme Maulgué, quoique jeune encore, venait d'éprouver quelques symptômes de santé inquiétants. Elle en avait observé d'identiques chez son propre père, frappé ensuite d'une attaque. Cette femme aimait sa fille sans vraiment la comprendre. Elle voulut à tout prix lui laisser un protecteur, si elle-même disparaissait. Depuis la mort de ses parents, elle ne gardait aucun rapport avec les membres de sa famille, d'ailleurs peu nombreux, restés en Ardèche. Leur humble condition différait trop de la sienne. Elle conservait cependant Rochemaure, pour un motif très puéril, mais aussi très significatif de sa vanité persistante : les deux tourelles qui suivaient son adresse dans ces annuaires de la Société dont il a déjà été parlé ! D'autre part, les rapports avec la famille de son mari ne comportaient aucune sympathie réciproque. Dans cette femme, éprise d'apparat, l'hérédité paternelle se manifestait par une entente avisée de ses intérêts. Elle spéculait à la Bourse, et très heureusement, par l'intermédiaire d'un agent de change. Ce fut à lui qu'elle s'adressa quand l'idée de marier Irène lui devint une obsession. L'agent de change, sans enfants lui-même, avait un neveu auquel il se proposait de passer sa charge. Il le présenta et c'est ainsi qu'Irène devint Mme Maurice Servières. Il avait suffi qu'elle vît dans les yeux de sa mère, lui parlant de ce projet de mariage, une imploration, pour qu'elle répondît oui. Il faut dire qu'entre ses études d'abord, puis le chagrin de la mort de son père et les devoirs mondains imposés par Mme Maulgué, elle n'avait guère eu le loisir des longues rêveries où s'enchante l'imagination de tant de jeunes filles. Maurice était joli homme, il passait pour très intelligent dans son métier. Élégance, belles relations, honorabilité de carrière, tout se réunissait pour faire de cette union ce que l'on est convenu d'appeler un bon mariage, et c'est ainsi que la jeune fille se trouva livrée à l'homme le moins fait pour satisfaire cette sensibilité un peu morbide qui était en elle.

Sous des dehors très corrects, Maurice Servières cachait l'égoïsme brutal d'un autoritaire, qui, tout de suite, n'admit chez sa femme ni l'indépendance des actes, ni même celle des idées et des sentiments. Il semble que ces despotes privés exercent leur volonté de domination avec une âpreté d'autant

plus implacable qu'ils rencontrent moins de résistance chez leurs victimes, comme si une soumission muette, en leur faisant sentir leur injustice, les irritait au lieu de les apaiser. Trois mois après le mariage, célébré en petit comité au grand regret de la mère, l'existence conjugale d'Irène, extérieurement si comblée, se trouvait engagée à son tour dans une de ces tragédies silencieuses, comme il s'en joue par centaines dans ces ménages sans amour où la passivité de l'épouse exaspère le tyrannisme de l'époux. On les devine, ces scènes. C'est d'abord la constante et tatillonne enquête : « Qu'avez-vous fait aujourd'hui ?... » et des « Pourquoi ceci ?... » des « Pourquoi cela ?... » C'est des discussions aigres à propos d'idées, et à toute occasion : « Naturellement vous n'êtes pas de cet avis !... » ou bien : « Il suffit que je pense d'une façon pour que vous pensiez le contraire... » et des ironies devant les autres : « Ne parlez pas de défense sociale à Mme Servières, elle est anarchiste... » ou bien : « Moi, vous savez, je n'entends rien à la philosophie, mais ma femme !... » Et c'est une quotidienne critique sur la toilette : « Ce chapeau ne vous embellit pas, mon amie... » ou bien : « Vous étiez fagotée, ce soir ! Pourquoi ne prenez-vous pas pour modèle Cécile Machault ou Geneviève Calvières, enfin quelqu'un qui sache s'habiller ?... » Et sur les relations : « Je sais, je sais, vous êtes pot-au-feu. Il faut cependant donner ce dîner. On a un rang à tenir... » ou bien : « Invitez donc les Malhyver. Vous ne les aimez pas, vous avez tort... » Malgré ses vertus d'acceptation et aussi par désir de cacher ses chagrins à sa mère, Irène aurait peut-être fini par se rebeller, comme tant d'autres, contre ce supplice des coups d'épingles quotidiens, si la naissance de sa fille Annette ne lui avait pas donné, dès la première année, une raison de ne pas rompre ce triste mariage et la force d'en supporter les blessures. Elle en était là, quand la guerre de 1914 éclata. Maurice Servières, parti dès les premiers jours, était tué presque aussitôt dans un de ces accidents de chemin de fer si fréquents avec le désordre forcé de l'immense mobilisation. Irène était libre.

La nouvelle de cette mort lui était arrivée dans un de ces hôpitaux ouverts à Paris dès les premiers jours du mois d'août. Elle y avait pris un emploi bénévole. Comment, avec sa sensibi-

lité frémissante et son idéalisme, eût-elle supporté de ne pas *servir*, elle aussi? Aider aux pansements, changer les malades, arranger leurs vêtements, leurs lits, leur faire la lecture, cette bien humble besogne représentait pourtant une part prise à la défense du pays. La petite Annette avait été confiée à Mme Maulgué. A cette époque et avant la victoire de la Marne, il se fit tout un exode de Parisiens, trop justifié par le souvenir du siège de 1870. Irène avait décidé sa mère à partir pour Rochemaure avec l'enfant, non sans des discussions dans lesquelles le sentiment du devoir social lui avait donné la force de résister aux supplications de partir aussi. Fut-ce la contagion d'inquiétude qui enfiévrait alors toute la France? Fut-ce l'angoisse de la menace suspendue sur toutes les fortunes? Fut-ce la séparation d'avec Irène et la crainte, pour elle, d'un bombardement, d'une famine? Fut-ce la secousse morale causée par la mort tragique d'un gendre qu'elle ne jugeait pas? L'attaque redoutée par Mme Maulgué se produisit presque aussitôt après la réception de la lettre où Irène lui annonçait son veuvage. La jeune femme n'avait pas envoyé de dépêche, afin d'épargner à sa mère un coup trop brusque. Ce fut elle qui reçut un télégramme, expédié par la bonne d'Annette, lui annonçant ce nouveau malheur et cela au retour de Saint-Honoré d'Eylau où elle venait d'assister au service funèbre de son mari. Le corps avait été rapporté à Paris la veille. Elle rentrait chez elle, accompagnée de sa belle-sœur.

— Il faut aller là-bas, lui dit celle-ci.

Et comme Irène lui exposait ses scrupules, les exigences de son service d'infirmière :

— Mais non, mais non, insista l'autre, partez et restez à Rochemaure jusqu'à ce que votre mère soit rétablie. Je me charge de tout régler à la Croix-Rouge. J'ai bien le droit de me faire écouter, quand je leur installe une ambulance dans mon château.

Mme Arnaudi, — c'était le nom de cette belle-sœur, — avait eu dans sa voix, pour prononcer cette phrase impérative, l'accent autoritaire de son frère Maurice qu'elle rappelait par ses traits et par l'énergique brusquerie de ses gestes. Irène s'était toujours sentie paralysée dans ses rapports avec elle, à cause de cette ressemblance, quoiqu'elle pressentît que le frère et la sœur avaient eu dans leur passé d'enfant des conflits

de cœur pareils à celui dont elle était la victime. Maurice avait dû brimer la sensibilité d'Agnès toute jeune comme plus tard la sienne. Jamais les deux femmes n'avaient échangé de confidences à ce sujet. Elles s'étaient peu vues. Mme Arnaudi demeurait toute l'année en province dans le domaine de Tremmelay dont elle venait de parler, près de Beauvais. Elle et son mari vivaient là une existence rustique, attristée par la perte survenue coup sur coup de leurs deux enfants. Ancien officier, il était parti, lui aussi, dès le premier jour et se battait en Champagne. Pour la première fois, au sortir de cet office funèbre, et devant le papier bleu de ce menaçant télégramme, des mots d'affection furent prononcés entre les deux belles-sœurs, qui devaient avoir plus tard sur la destinée d'Irène une influence si importante. Mme Arnaudi lui avait pris la main et continuait :

— Comptez sur moi. Je suis bien touchée de vous voir tant de chagrin de la mort de mon frère. Vous avez raison de le pleurer. Sous ses vivacités, il avait du cœur. Il ne savait pas le montrer. Je me suis aperçue, allez, qu'il ne vous a pas toujours rendue heureuse. Moi non plus, quand nous étions petits. Je le pleure tout de même, comme vous, et, je vous répète, il le mérite.

Des larmes mouillaient ses joues, en effet, tandis qu'elle embrassait Irène, en lui disant :

— Oui, partez, il faut aller soigner votre maman et votre petite fille; je l'aime comme si c'était la mienne, voyez-vous, puisque c'est le seul enfant qui reste de la famille. Et vous, pensez à moi comme à une vraie sœur.

Irène avait obéi, et ces paroles la poursuivaient, tandis que, vêtue de noir, elle roulait dans le train qui l'emportait vers Annonay et Rochemaure. Elle se reprochait comme une espèce d'hypocrisie l'équivoque de cet adieu. Elle avait laissé croire à sa belle-sœur que son chagrin venait de son veuvage. L'anxiété de la maladie de sa mère en était la seule cause. Elle s'efforçait de retrouver dans les souvenirs de son passé conjugal les heures les moins pénibles, pour se suggérer la sensation du regret et chasser celle de la délivrance. Elle se répétait les phrases d'Agnès : « Derrière ses vivacités, il avait du cœur : il ne savait pas le montrer. » Elle s'appliquait à se rappeler le courageux départ de son mari pour l'armée, afin d'avoir un motif de l'estimer, de le plaindre et de verser à nouveau ces larmes dont

la sœur de Maurice l'avait tant remerciée... Les larmes ne venaient plus. Elle avait été trop malheureuse.

II

C'était cette conversation, bien oubliée d'Agnès, qu'Irène évoquait quatre ans plus tard, au mois de septembre 1918, par un clair après-midi, dans la lingerie de l'ambulance installée au château de Tremmelay. La petite Annette, — déjà une grande fillette de six ans, — jouait dans un coin de la pièce avec sa poupée dont elle entourait la tête d'un bandage : puérile et d'autant plus émouvante imitation des spectacles, sur lesquels erraient tout le jour ses yeux d'enfant. Les deux belles-sœurs étaient revêtues du blanc costume d'infirmière, si révélateur parce qu'il dégage mieux la physionomie. Ces quatre années avaient encore aminci le visage d'Irène et durci le masque presque viril d'Agnès Arnaudi. Une idée fixe se lisait dans ses yeux : elle pensait à son mari, prisonnier en Allemagne depuis si longtemps déjà ! Elle trompait son angoisse, à force d'activité. En ce moment, elle s'occupait avec Irène à préparer, par petits paquets, le linge et les vêtements destinés à des blessés et à des malades annoncés depuis la veille. Les murs de la vaste pièce étaient garnis de rayons avec des piles de linge blanc soigneusement rangé. Par les fenêtres s'apercevait le jardin dessiné à la française, aujourd'hui abandonné. Quelques hommes, en costume d'hôpital, s'y promenaient au soleil, avec cette lenteur de mouvements qui décèle la convalescence. Et, tout en maniant de ses doigts fins le coutil raide des chemises ou des caleçons et la flanelle rayée des pyjamas, Irène interrogeait :

— Vous rappelez-vous, à notre retour de Saint-Honoré d'Eylau, les phrases que vous m'avez dites?

— Non, dit Agnès.

— Sur Maurice d'abord, et ma vie avec lui.

— Que votre ménage n'avait pas été très heureux ?

— Oui, dit Irène, et surtout que je pouvais m'appuyer sur vous.

Et, à voix basse, montrant Annette de la tête...

— Moi et mon ange.

— Êtes-vous sentimentale!... dit Agnès, en haussant les épaules. Pensez donc à votre linge. Vous ne voyez pas qu'il

manque un bouton à cette chemise? Il faut la mettre de côté.

— Je le voyais, répondit Irène, et je la mettais déjà de côté. Mais pourquoi voulez-vous me priver du plaisir de vous dire merci pour m'avoir offert votre appui dans un instant où j'en avais un tel besoin, et merci des bonnes lettres que vous avez eu la gentillesse de m'écrire si souvent, malgré tout ce travail de votre hôpital? Sans elles je me serais sentie trop seule auprès de cette pauvre mère, qui ne pouvait plus ni bouger ni parler, dans ce grand Rochemaure, où j'avais en même temps honte de vivre si abritée, si oisive, pendant que la guerre était partout. Ici, vous serviez, vous.

— Allons, passez-moi ces taies d'oreiller...

— Voici... Il y a des devoirs, reprit Irène, par trop dépourvus de mérite. Ainsi quand, après la mort de maman, les médecins m'ont envoyée dans le Midi à cause de la santé d'Annette, c'était bien un devoir d'y aller; mais le dévouement d'une mère à sa fille ou d'une fille à sa mère, ce n'est pas un sacrifice, et j'avais besoin de sacrifice. Vous en étiez, vous, de cette guerre, en soignant les blessés. Il a fallu que j'en fusse, moi aussi. Merci encore de m'avoir prise avec vous. Un pays qui se défend, pour rester libre, c'est si beau!

— Toujours la même, dit Mme Arnaudi, — qui soulevait maintenant de ses bras vigoureux une pile de draps. — En attendant, aidez-moi. Vous êtes ici depuis sept semaines; moi, voici quatre ans, et je suis comme les soldats, je trouve que ça dure trop longtemps. Oui, c'est très beau, en principe, un pays qui se défend; mais la réalité, c'est tous ces gens que vous voyez ici. Que disent-ils? Qu'ils en ont assez. Et toujours à se plaindre du major, de l'infirmière, de la popote, de l'État, du Gouvernement, des camarades, des chefs! Ils en sont, eux, et comment! parce qu'ils sont forcés d'y être, y compris les officiers, et ils ont raison.

— Vous me dites tout ça, reprit Irène, et vous n'en pensez pas un mot. C'est pour m'empêcher de m'attendrir; mais je suis courageuse, vous savez. Et puis, vous-même, hier, avec ça que vous n'admiriez pas ce lieutenant qui nous est arrivé avec son éclat d'obus dans la jambe, quand il a refusé la chambre à part et qu'il nous a dit : « Non, mettez-moi avec les hommes; on était ensemble au feu, on peut bien être ensemble à l'hôpital! »

— Sur le moment, dit Agnès, ça vous fait de l'effet. Puis,

haussant les épaules : — Il y a bien de l'attitude là-dedans.

— On peut dire ça de tous les beaux gestes. Nos saint-cyriens partant à l'assaut en gants blancs, c'était de la pose?

— Non, puisqu'ils se sont fait tuer.

— Et le lieutenant Moncour, il n'a pas risqué de se faire tuer? C'est vrai, vous n'étiez pas là, quand le général Brissonnet est venu hier soir prendre de ses nouvelles. Il nous a raconté son histoire. Il y avait une attaque difficile. Le capitaine avait dit à Moncour : « Vous êtes seul officier; partir en tête, c'est laisser la moitié de vos hommes sans commandement. Lancez la première vague et vous, partez avec la seconde. » Le lieutenant Moncour a répondu : « Mon capitaine, justement, étant seul officier, si je n'enlève pas la première vague, ça ne décollera pas. » Il est parti en tête. Voilà comment il a été blessé. Vous voyez bien qu'il ne pose pas, quand il demande à rester avec ses hommes.

— Il n'a pas dit ça simplement, fit Agnès. Mais c'est vrai que les gens du peuple ne savent pas parler simplement. Sortis du trantran de la vie quotidienne, ils ne se sentent pas à l'aise. Pensez donc, un simple ouvrier relieur comme celui-là, avec des galons de lieutenant, et demain, peut-être, la Légion d'honneur. Ça ne se reconnaît plus. Cette guerre nous aura donné une nouvelle espèce de parvenus : les parvenus du courage.

— Ma sœur, répondit Irène en l'embrassant, ne continuez pas à vous déguiser, par réaction contre mes emballements. Un parvenu méprise le milieu d'où il sort, et, voyez, celui-ci demande à rester avec les gens de sa condition. Et puis, parvenu ou non, c'est l'heure du médecin.

— Eh bien! dit Mme Arnaudi en rendant son baiser à Irène, allons voir si le docteur Bolland opérera votre héros ce matin et si ce garçon sera aussi brave devant le bistouri que devant les obus. Et toi, Annette, ajouta-t-elle en caressant les cheveux de la petite fille, ce qui prouvait le fond de tendresse cachée dans cette femme sous ses brusqueries, va rejoindre ta bonne, sagement, et ne te perds pas dans le couloir.

— Oh! il n'y a pas de danger, dit la petite fille d'un ton hardi, en levant son visage qui attestait, par sa ressemblance, qu'elle était bien du même sang que sa tante et que son père, énergique et volontaire comme eux.

Elle embrassa cette tante impétueusement, puis sa mère et elle partit en courant sans que celle-ci lui dît un mot.

Elle venait d'être touchée, à un point d'autant plus sensible qu'il était ignoré d'elle, par le ton d'ironie avec lequel Mme Arnaudi avait prononcé ces mots de gentille taquinerie : « Votre héros, » et elle s'était sentie un peu rougir. Sa belle-sœur la rabrouait ainsi bien souvent depuis les quelques semaines qu'elle l'avait admise dans la petite équipe de ses infirmières, réduites à trois par cette longueur de la guerre dont se plaignait la châtelaine. Cette inoffensive aigreur prouvait qu'elle commençait à subir l'usure du dévouement. Irène le comprenait, toute sensible qu'elle fût, et ces boutades la laissaient indifférente. Mais depuis trois jours que le lieutenant Bernard Moncour était arrivé à l'ambulance, elle se trouvait à son insu dans cet étrange état de demi-rêve qui dénonce chez une femme l'attente et l'approche de l'amour. Elle s'étonnait elle-même de sa distraction inaccoutumée dans les menus soins de son service, oubliant, elle si exacte d'habitude, l'heure de donner les médicaments, perdant le souvenir précis des petites observations à transcrire pour le médecin. Une image constamment présente occupait son esprit. La première rencontre avec le lieutenant Moncour avait produit sur elle une de ces impressions soudaines et profondes qui s'expliquent par un accord inattendu entre la personne subitement rencontrée et les plus secrets désirs de notre cœur.

De cet officier blessé, que savait Irène ? Rien que sa bravoure et le contraste de cette énergie avec cette physionomie délicate, un peu mièvre, d'enfant de Paris. Mais ce contraste même ne répondait-il pas à l'idée qu'elle s'était faite du soldat de la Grande Guerre, dans sa solitude d'Ardèche et de Provence, lorsqu'auprès de sa mère et de sa fille malades, elle lisait dans les journaux les récits des combats sur l'Yser et sous Verdun ? Nos imaginations se modèlent toujours sur notre « moi » le plus intime. On se souvient : les études inachevées d'Irène en avaient fait une demi-intellectuelle, la nature une sentimentale. Son idéalisme, fusion de ces deux éléments, se complaisait, depuis ces quatre années, à se figurer que le plus bel exemplaire du courage français était une âme d'invincible élan, emportant, exaltant un corps qu'elle soutient, même frêle, surtout frêle. La première vue des réalités de la guerre avait froissé cette illusion sans la détruire. Cet officier à la poitrine mince, aux mains nerveuses, au fin profil, blessé dans un geste de si mâle

bravoure, l'avait d'autant plus frappée qu'il était un ouvrier. On se souvient encore : le père d'Irène, « qui n'avait pas peur de son temps, » lui avait transmis cette complaisance aux utopies socialistes, dont s'était tant moqué son mari, cette séduisante et dangereuse aspiration à la complète égalité des classes. Sur ce point aussi, la figure distinguée de cet officier sorti du peuple devait l'attirer particulièrement. Ces impressions, presque inconscientes encore, produisaient pourtant chez elle une gêne. C'est ainsi qu'en entrant, à la suite de sa belle-sœur, dans le grand salon du château transformé en dortoir pour douze malades, elle la laissa rejoindre le médecin auprès du lit de Bernard Moncour, tandis qu'elle-même se dirigeait vers un autre blessé. Tout en arrangeant les couvertures un peu défaites et l'oreiller déplacé, elle tendait l'oreille. Une phrase surprise de la sorte lui fit bien vite quitter ses occupations pour aller où l'appelait un intérêt qu'elle sentait déjà si puissant que son instinct était de lutter là contre, puis de céder aussitôt.

— Il faut pourtant que je vous sauve cette jambe, mon lieutenant, disait le docteur Bolland, et je vous la sauverai.

— Je ne crois pas, monsieur le major, répondait doucement le blessé, au moment même où Irène arrivait auprès de son lit.

Il était là, très pâle, les yeux brillants de fièvre avec des pupilles dilatées. Ses lèvres se crispaient en découvrant ses dents blanches dans ce sourire forcé de l'homme qui souffre et ne l'avoue pas. Son visage était bien rasé, le col de sa chemise tout propre. Irène regarda anxieusement la feuille de température suspendue au-dessus du lit et qui attestait quel effort avait dû coûter au malade ce souci de tenue dans cette détresse.

— Vous ne croyez pas? Et pourquoi?... reprenait le chirurgien d'une voix rude.

Le teint coloré de ce grand et fort personnage au poil roux, l'ampleur de son torse, moulé dans le sarrau, sa façon de se piéter, les deux mains enfoncées dans la large poche de son tablier, tout dénonçait la robustesse d'une santé aussi intacte à cinquante ans qu'à vingt-cinq. Quel contraste avec la physiologie si visiblement fragile du patient! Ce visage amaigri apparaissait plus fin encore, avec ses prunelles brunes comme spiritualisées par la souffrance, et le médecin continuait :

— Je vous l'ai déjà dit, votre cas est simple : fracture du

tiers inférieur du tibia avec fragments multiples. L'intégrité du péroné qui forme attelle a empêché les grands déplacements. L'opération est très facile : incision, nettoyage, excision des parties contuses, mortifiées, infectées. Car vous avez de l'infection, ce qui prouve qu'il y a là, en même temps que des esquilles et des éclats d'obus, quelques débris de vêtements, de vos bandes molletières sans doute. Cette ignoble guerre nous aura du moins appris quelque chose : à faire des réunions immédiates quand tout est enlevé et que la blessure est récente. Une couture, un drain au besoin, un appareil pendant quelques jours et puis vous pourrez aller sauter à la corde si ça vous chante. Excellent pour la santé, vous savez. Tel que vous me voyez, c'est mon sport de tous les matins. Ça vous fait rire, hein! J'appelle ça ma pilule d'exercice... Allons, je vous opère aujourd'hui? Tout à l'heure?

— Soit, dit le blessé; mais à une condition.

— Laquelle? demanda jovialement le chirurgien.

— Que je ne serai pas endormi. Oui, continua Moncour, comme l'autre le regardait avec étonnement, j'ai l'horreur de cette perspective : perdre ma pensée, ne plus l'avoir bien à moi. La pensée, quand on souffre, c'est comme une veilleuse quand on ne dort pas : ça vous aide.

— C'est tout de même bon de la laisser de côté quelquefois, quand ça ne serait que dans un verre de pinard ou de gniole, voyons. Vous buvez bien un coup de trop, de temps en temps?

— Jamais, monsieur le major, répondit Moncour, très simplement, je ne bois que de l'eau. Non, insista-t-il, je ne veux pas être endormi.

Cette simplicité même, le sérieux de son regard, le calme de sa voix lui donnaient la seule autorité que le malade puisse garder en face du médecin : celle de son énergie dans l'endurance.

— Vous allez me dire, continua-t-il, que je souffrirai.

— Beaucoup.

— Ça sera supportable?

— Tout juste

— Dans la grande armée, on n'endormait pas les blessés pour les opérer.

— Évidemment non. Aussi, quelle casse, messeigneurs!

— Vous venez de dire vous-même, répliqua Moncour, qu'il s'agissait d'une opération très facile.

— Très facile.

— Eh bien! monsieur le major, je refuse d'être endormi, c'est mon droit.

Il y eut un moment de silence :

— C'est votre droit, en effet.

Et se tournant vers Agnès et Irène, le chirurgien leur dit, assez haut, pour que le malade l'entendît :

— Tout de même, mesdames, ayez du chloroforme à votre portée. Je suis bien tranquille, il le réclamera, et vite.

— Je ne crois pas, docteur, répondit l'officier, toujours aussi simplement.

III

— Eh bien! il a tenu le coup, ce petit. Il n'a pas réclamé le chloroforme, disait le docteur Bolland, une heure plus tard, en savonnant ses fortes mains qui venaient d'exécuter sur la jambe du blessé l'opération annoncée. Pour un lapin, c'est un lapin!

Autour de lui, partout, traînaient des traces de l'œuvre sanglante : les compresses, les ouates imbibées de sang et de pus, celles-ci sur le carrelage, celles-là dans le seau. Sur une table deux boîtes. Dans l'une brillait le métal intact des instruments stérilisés; dans l'autre, rougeoyaient les outils souillés. A côté, dans une assiette, se voyaient les esquilles, les débris d'os, de projectile, les fragments d'étoffe retirés de la plaie. Et, les montrant d'un geste :

— J'ai oublié de lui demander, avant qu'on ne l'emporte, s'il ne voulait pas que nous lui gardions toutes ces saletés qui étaient dans sa jambe. Eh bien! gardez-les lui toujours, madame, dit-il à Irène, occupée avec sa belle-sœur à remettre un peu d'ordre dans la pièce. Mais oui, tous les opérés aiment ça. Ce que j'ai vu de jolies femmes conserver soigneusement leur appendice dans un petit bocal! Il enverra toute cette ferraille à sa petite amie. A moins qu'il ne s'en fasse des reliques pour s'admirer lui-même... Oui, c'est entendu, c'est un lapin, il n'a pas tiqué, l'animal. Et ce qu'il devait avoir mal! Il y a beaucoup de pose là-dedans, vous savez.

C'est un ouvrier. On lui a donné du galon, alors il fait le gentilhomme. Dire que je flanque des taloches à mon gosse quand il s'avise de parader! J'ai tort : cela soutient, la vanité. Mais en même temps, c'est si bête! Tout ça, pour nous épater tous trois, vous mesdames, et moi. Le choc traumatique risque d'être pire; il va nous faire du 40° ce soir. C'est pourquoi je vous ai dit de le mettre dans une chambre à part, cette fois, qu'il le veuille ou non. Par prudence, il faudra le veiller cette nuit. Mais je le reverrai vers les neuf heures.

Il y avait, dans la voix du gros major, qui ramenait maintenant ses manches sur ses poignets essuyés, la mauvaise humeur d'un démenti reçu. Sa gouaillerie d'ancien carabin froissait Irène, tandis qu'elle aidait le bourru bienfaisant à dépouiller son sarrau. Elle avait participé à l'opération comme d'habitude : sa belle-sœur présentant les instruments, elle tenant le poignet du malade. L'affolement du pouls lui avait rendu plus perceptible la force morale de l'opéré résistant à l'atrocité de la douleur. Elle en gardait une nervosité qui frémissait dans sa voix, pour relever vivement, elle si fermée d'ordinaire, les derniers mots du médecin :

— De la vanité? Docteur, c'est vite dit.

— Oui, fit Agnès brusquement, en travaillant vous n'aviez pas le temps de regarder cette sueur froide sur son front, ses dents serrés, ses mains crispées. J'en ai vu des opérations depuis quatre ans, et vous savez que je suis plutôt dure: mais celle-là!... Vous parlez de le veiller? Il faut envoyer un automobile pour chercher quelqu'un à Beauvais, car je n'ai pas assez de personnel aujourd'hui ; et moi, je ne crois pas que je pourrais.

— Ça nous fait deux chocs traumatiques, répartit le médecin en riant haut; et trois sans doute avec vous, madame?...

Il se tournait vers Irène.

— Moi? dit celle-ci, avec un demi-sourire, pour ne pas avouer son émotion; je ne pensais qu'à son pouls que je sentais filer sous mon doigt par moments. Mais n'envoyez chercher personne, ajouta-t-elle. Voilà huit jours que je n'ai pas été de garde. S'il le faut, je veillerai.

— Bravo, madame, reprit le chirurgien, voilà ce que c'est que d'être une nerveuse. Vous n'auriez jamais cru ça, madame

Arnaudi, vous qui êtes une robuste, que madame Servières avait plus de résistance que vous? Ça me rappelle, continua-t-il en achevant de s'habiller, un drôle de propos que me tenait un médecin grec à Salonique. Il venait de perdre son gendre. J'ai vu la jeune veuve, — une femme mince et fine, — et la mère du mort, — une montagnarde vigoureuse à toute épreuve, semblait-il : « Ma fille supportera le chagrin, me dit ce médecin grec; la mère, non. C'est l'histoire des tremblements de terre : les maisons de pierre s'écroulent ; les maisons de bois tiennent bon. » — Vous, madame Arnaudi, vous êtes une maison de pierre ; vous, madame Servières, une maison de bois... — Et, prenant congé : — D'une pierre précieuse, madame ; d'un bois fin. — Puis, sortant de la pièce sur ce madrigal : — Je m'excuse, je vais consigner mes observations et commencer le dossier du lieutenant Moncour. Ça ne sera pas très épais, je pense, mais sait-on jamais?

— Ce docteur Bolland est vraiment trop commun, disait Irène en s'engageant, avec sa belle-sœur, dans le couloir par lequel les brancardiers avaient transporté l'opéré.

— Un peu, répondit Agnès Arnaudi, mais il est nature ; ça vous réconforte.

— Vous voulez dire, Agnès, qu'il est naturellement grossier? Moi, j'aime mieux les gens naturellement fins. C'est drôle tout de même, avouez-le : le docteur Bolland est un bourgeois, ce Moncour un ouvrier. Le plus distingué des deux, c'est lui. Comme on voudrait connaître ses hérédités ! Je me rappelle une leçon à la Sorbonne...

— Encore la Sorbonne ! interrompit Agnès. C'est bien heureux qu'on ne vous y ait pas laissée ! Ah ! toute cette psychologie, à quoi ça sert-il ? La vraie philosophie de la femme, c'est la charité. Vous ne l'y avez pas désapprise, c'est extraordinaire — Et, l'embrassant par un de ces mouvements de gentillesse protectrice, comme les êtres rudes en ont pour les êtres trop tendres, en les bousculant : — Je vous garantis bien que je vous empêcherai de faire préparer sa licence à notre petite Annette. Bolland a beau dire, ce n'est pas vrai qu'il soit bon d'être une nerveuse. Tenez, j'étais émue tout à l'heure, je l'ai montré; ça m'a passé. Et vous, je vous vois toute pâle.

Elles approchaient de la porte de la chambre réservée, où devait reposer l'opéré :

— Décidément, il vaut mieux que j'envoie à Beauvais chercher quelqu'un pour la veillée.

— Mais non, dit Irène, vous vous trompez. Je ne suis pas émue et je veillerai.

Elle avait eu, pour affirmer de nouveau sa décision, cette physionomie fermée derrière laquelle elle s'était abritée tant de fois vis à vis de son père, de sa mère, et contre les rabrouements de son mari. Cette même volonté de défense tendait les traits menus de son joli visage quand, à neuf heures du soir, elle quitta sa belle-sœur, pour aller prendre la place de l'infirmière du jour au chevet du lieutenant.

— Voici de quoi passer la veillée sans que vous ayez besoin de lire, lui avait dit Agnès, en lui donnant une corbeille pleine d'écheveaux de laine à dévider. Ça vous fera moins mal aux yeux que vos bouquins.

La façon dont elle prononçait les mots : « lire » et « bouquins, » dénonçait de nouveau son antipathie trop souvent manifestée contre les goûts qu'Irène tenait de son éducation.

« Elle est bien la sœur de Maurice, se disait celle-ci, assise sur un fauteuil au pied du lit et commençant à démêler sa laine. Une femme instruite, pour eux, n'est plus aussi femme. Ma pauvre maman avait ce préjugé. Comme mon père avait raison de répéter toujours au contraire : « Il ne faut pas avoir peur du progrès ! » Une femme qui peut tout lire, tout comprendre, c'est tout de même un progrès. Et des ouvriers devenant officiers, c'est bien un progrès, lui aussi. Obtenu comment? Par l'instruction. S'il n'était pas instruit, celui-là aurait-il trouvé ce beau mot pour refuser l'anesthésie : « la pensée, ça vous aide. » C'est un relieur. Ces *bouquins*, comme dit Agnès, qu'il était chargé de relier, il les aura lus. Qu'étaient son père et sa mère ? Agnès s'est moquée de ma question sur l'hérédité. C'est cependant la cause des causes, comme disait si justement le vieux professeur Sixte. Ah ! quelle belle conférence j'ai entendue de lui, sur l'eugénétique, sur l'amélioration individuelle et sociale de la descendance par la connaissance et la suppression des principes morbigènes !... »

Ces pédants termes techniques lui revenaient à la mémoire tandis qu'elle écoutait la respiration régulière du dormeur dont le repos démentait le pronostic douteux du médecin. Sa

température avait à peine monté depuis l'opération. Sur son visage amaigri se reconnaissait une détente d'heureux augure. Irène avait déjà fait assez d'hôpital pour le comprendre. Elle le regardait, ce visage, à demi éclairé par la veilleuse. Le masque humain, immobilisé par le sommeil, apparaît comme plus expressif tout ensemble et plus énigmatique. Dans la veille, les yeux, l'accent de la voix, le frémissement des lèvres, le jeu des traits peuvent tromper, car ils ne révèlent qu'un état d'âme actuel ; mais ils le révèlent, au lieu que les traits d'un homme endormi portent l'empreinte de toute une existence. Des milliers d'impressions s'y sont gravées en lignes indémêlables. Le dormeur lui-même ne sera pas capable, une fois rendu à la conscience de son être, de retrouver par le souvenir l'infini détail de ces impressions. Son visage les sait mieux que lui ; mais ce visage non plus ne les dit pas. Il dit que l'homme a souffert ; il ne dit pas de quelles souffrances ; qu'il a été heureux, de quels bonheurs ? Il reste d'autant plus mystérieux qu'il ne l'est pas complètement.

En regardant dormir l'ouvrier officier, Irène reconnaissait bien dans sa physionomie les traces de longues épreuves ; mais lesquelles ? Aucune vulgarité dans cette face que la vie avait affinée, mais comment ? Certes, le métier de relieur peut déterminer, comme elle l'avait imaginé aussitôt, des goûts de lecture. Il suppose aussi le coudoiement de l'atelier, l'asservissement à une besogne manuelle, l'absence de loisirs, la médiocrité des habitudes, toutes conditions si contraires à celles qu'elle-même avait connues comme étudiante, et qui lui représentaient l'atmosphère propre de la pensée. Que cet ouvrier fût devenu officier prouvait, non seulement du courage et de l'intelligence, mais des vertus de caractère et de tenue. Où les avait-il acquises ? D'où cette dignité simple de ses manières qui s'accordaient à sa physionomie, distinguée et pourtant plébéienne ? Une curiosité grandissait en elle, qui devait, au réveil de Moncour, l'entraîner dans une de ces conversations qu'une femme délicate et sensitive évite d'instinct. Questionner un homme que l'on connaît à peine, provoquer ses confidences, c'est amorcer une intimité. Jusqu'où ira-t-elle ? Certaines interrogations féminines, même innocentes, sont comme une coquetterie d'âme. En toute autre circonstance, Irène se les fût interdites ; mais ces semaines d'hôpital, ce

contact quotidien avec la souffrance, l'anomalie de ses occupations d'infirmière, si nouvelles, avaient déjà exercé sur elle une influence de morbidité. Elle se possédait moins. Prévoyait-elle d'ailleurs l'effet de la première phrase, d'un ordre bien humble, bien légitime, qu'elle prononça quand le blessé venait de se remuer dans son lit?

— Vous vous réveillez, lieutenant, comment vous sentez-vous?

— Mais pas mal, répondit-il, bien même, très bien.

— Voulez-vous boire?

— Volontiers.

Et, trempant ses lèvres dans le verre de citronnade que lui tendait Irène, il lui dit, avec cette émotivité, si fréquente après l'ébranlement des opérations :

— Merci, comme vous êtes bonne! Oui, merci, merci. Car j'ai beaucoup à vous remercier, madame, vous m'avez tant aidé à bien souffrir, ce matin! Je vous sentais me plaindre. Cela faisait comme une limite à ma douleur, qui l'empêchait d'être intolérable.

— J'ai fait ce qu'aurait fait votre mère ou votre sœur, répondit Irène, un peu gênée du regard dont le malade avait accompagné ces paroles. J'ai essayé de les remplacer : c'est notre rôle, à nous autres infirmières.

— Je n'ai plus ni mère, ni sœur, madame. Je les ai perdues toutes deux; ma sœur, quand j'avais quinze ans; ma mère en est morte de chagrin. Mon père l'a suivie de bien près. Ça n'est pas gai tous les jours, la vie. Mais, ajouta-t-il, avec le même regard singulier qu'il avait eu pour refuser le chloroforme, on a moins peur de mourir quand on n'a plus personne derrière soi. On ne sera pas beaucoup pleuré, on le sait et on se bat mieux.

— Monsieur votre père, que faisait-il?

— Il était un pauvre ouvrier relieur comme moi, dit l'officier.

L'extrême simplicité de cet aveu plut à Irène. Vaniteux, il se fût dérobé dans sa réponse, ou bien il aurait déclaré cette humble condition avec cette arrogance agressive et haineuse de l'homme du peuple qui montre le poing à la bourgeoisie. Dans le premier cas, Irène n'eût pas insisté pour ne pas le froisser. Dans le second, elle-même eût été froissée. Il avait

parlé tout uniment, tout naturellement. Tout naturellement aussi elle continua :

— Alors, c'est monsieur votre père qui vous a mis dans ce métier ?

— Oh ! je l'aurais choisi tout seul, tant il est intéressant ! Mais c'est vrai, j'aime à me dire que je continue mon père. Ça me fait comme un peu de vie de famille dans le passé, puisque je n'en ai pas dans le présent.

— Vous travaillez à votre compte ? demanda-t-elle ; vous avez un établissement à vous ?

— Non, j'étais employé chez les frères Roueix, rue de Bellechasse.

— La guerre finie, quand vous serez guéri, car vous guérirez et vite, vous n'allez pas y retourner.

— A cause de mes galons ? dit-il avec un rire fier. Au contraire, je les ai gagnés, en servant mon pays dans la guerre. Travailler de son métier, c'est le servir dans la paix. Et, je vous répète, il est si intéressant, mon métier ! C'est un objet d'art qu'une belle reliure. Vous aimez les livres, madame ?

— Beaucoup, dit Irène, mais pour les lire, il faut que je vous avoue, et pas pour les regarder. Un livre-bibelot, pour moi ça n'existe pas.

Elle s'arrêta. Cette phrase lui était partie en pensant à son mari qui possédait en effet une bibliothèque de prix, toute en éditions rares et toujours sous clef. Il y avait un léger manque de tact dans cette opinion, énoncée ainsi et dont elle ne pouvait pas avouer l'origine. N'impliquait-elle pas un peu de dédain pour un métier qu'évidemment le malade aimait ? Irène devina un retrait dans ces yeux que la fièvre rendait plus expressifs. Elle essaya de réparer son irréflexion, en ajoutant :

— Mais vous savez, un joli livre mal habillé ne me plaît pas non plus.

— Qu'appelez-vous un livre bien habillé, madame ? demanda Bernard Moncour, avec une demi-ironie qui intimida soudain la jeune femme.

— Mais, dit-elle, en hésitant, c'est comme pour une personne un vêtement qui aille, qui convienne.

— Qui convienne, répéta Moncour. C'est justement ce qui fait que notre métier est aussi un art. Étant donné un ouvrage d'un certain caractère, il s'agit de trouver son vrai vêtement. —

Il avait souligné le mot *vrai*. — Ça semble très simple ce problème, et ce qu'on a tourné autour ! Vous parlez de bibelots? Il y a cinquante ans, tenez, après la guerre de 1870, que demandait-on aux Trautz, aux Viédré, aux Marius Michel ? De copier des reliures anciennes, voilà tout. Voyez-vous un Sully Prudhomme, un Baudelaire dans une reliure du XVIIIe ? Ah ! j'ai bien souvent pensé à ça dans ma cagnat. Un peuple vaincu n'a plus d'audace dans aucun domaine, même dans ceux qui paraissent bien étrangers à la guerre. Car enfin la reliure... — Il rit de nouveau gaiement, cette fois. — Ça commençait de changer ces quinze dernières années. Eh bien ! c'était le signe que nous redevenions un peu plus costauds. Mon père a été un des premiers à travailler dans ce sens. J'ai tout un album de photographies de ses essais. Pour lui le plat d'une reliure était un véritable tableau. Et il utilisait la fleur naturelle, la figure humaine, les animaux, avec une fantaisie !... Ah ! s'il avait vécu !... Maintenant, après la victoire, on va oser en France, on inventera.

— De quoi est mort monsieur votre père ? interrogea Irène ?

— D'une pneumonie, mais au fond d'avoir perdu ma sœur et maman. Il avait amassé un peu d'économies. Il allait s'établir. Il a fait de mauvais placements et alors il a pris le noir. Quand il tombe un obus sur un abri, l'abri s'écroule et il vous écrase. Le chagrin a été l'obus. L'abri, c'était son rêve, qui est tombé sur lui et l'a écrasé. Voulez-vous me donner encore un peu à boire, madame, s'il vous plaît? J'ai si soif !

Son accent s'adoucissait étrangement. On eût dit qu'il retrouvait sa voix d'enfant pour demander cette aide.

— Vous vous agitez, dit Irène en lui tendant le verre. Il faut vous taire et essayer de dormir un peu.

Le malade obéit. Après avoir bu avidement, il reposa sa tête sur l'oreiller et ferma les yeux; mais il ne s'endormait pas. Irène le comprit à sa respiration irrégulière.

— Vous avez beaucoup de livres chez vous, madame? demanda-t-il soudain.

— Ceux de mon mari, répondit-elle. M. Servières était un bibliophile.

— Était...? répéta le blessé. Vous l'avez perdu? Pendant la guerre peut-être ?

— Oui, dit-elle, tout au commencement.

Il tomba un nouveau silence entre eux. Il l'avait regardée avec une pitié dans ses prunelles qui fit un peu de honte à la veuve, si vite consolée. Il la plaignait d'un chagrin qu'elle n'avait pas eu. Pourquoi, elle ne pouvait pas le lui dire. Involontairement, elle pencha la tête et baissa ses paupières. Quand elle les releva, elle vit qu'il continuait de la regarder d'un autre regard, qui lui causa un frisson de joie. Elle venait d'y lire cette admiration émue où toute femme discerne, même quand elle ne se l'avoue pas, le commencement d'un intérêt passionné. Elle le lui rendait déjà, cet intérêt, sans se l'avouer non plus, et, démentant son propre conseil de silence et de repos, elle reprit la conversation, tant était vive sa curiosité d'en savoir davantage sur le jeune homme :

— Mais quand monsieur votre père fut mort, chez qui avez-vous vécu ?

— Chez moi, dit-il, avec une jolie fierté. J'avais quelque argent : les débris des économies de mon pauvre papa ; j'en gagnais. Je suis resté chez ces MM. Roueix, qui ont été très bons pour moi. Je dois dire, ajouta-t-il en hochant la tête, que j'avais bien profité des leçons de papa et que je n'étais pas maladroit. Je savais le métier. Papa ne m'avait pas seulement appris le battage, le pliage, le gréquage, la cousure, la couvrure, les nervures. Il voulait faire de moi son associé plus tard. Il me menait à la Nationale, au Musée du Louvre, voir les chefs-d'œuvre des maîtres d'autrefois. Je n'ai eu qu'à continuer mon éducation dans ce sens-là. Ah ! je n'ai pas volé leur argent aux MM. Roueix. Aussi je suis bien sûr de retrouver ma place chez eux.

— Mais occupé comme vous étiez, qui faisait votre ménage?

— Moi-même, donc ; et ma cuisine. Ah ! elle n'était pas compliquée. A midi, en sortant de l'atelier, je m'achetais un morceau chez le rôtisseur, du pain chez le boulanger. Je mangeais sur un banc en plein air et j'allais boire à la fontaine. Les premiers temps, ça m'était trop pénible de m'asseoir à table chez moi avec l'idée des trois personnes qui manquaient. Et puis, les jours passent. On se fait un cal au cœur avec son chagrin comme aux mains avec son fusil. Alors j'ai fini par manger chez moi, en me servant moi-même, toujours. Et puis, j'économisais pour acheter des livres, moi aussi ; pas pour les

relier ceux-là, pour les lire, comme vous disiez tout à l'heure.

— Quels livres ? interrogea-t-elle.

— Quelques romans, quelques poètes, pas beaucoup.

— Quels autres livres, alors ?

— Eh bien ! des volumes d'histoire, d'études sociales, surtout.

— Comme je vous comprends ! dit-elle. Les questions sociales sont les plus passionnantes.

— Vous vous en êtes occupée aussi, madame ?

— Oui, ça vous étonne ?

— Un peu.

— Parce que je suis une bourgeoise ? Moi aussi, j'ai eu un père dont j'ai été l'élève et qui n'avait pas peur des idées. Il m'a appris à croire au progrès.

Elle voyait luire de nouveau, dans les yeux du blessé, le regard de tout à l'heure, celui qui l'avait tant troublée. Elle se leva, et, interrompant cette conversation :

— Couvrez-vous, dit-elle, je vais renouveler l'air ; le médecin l'a ordonné.

Elle alla vers la fenêtre et l'ouvrit. Comme les volets étaient pleins, elle les repoussa aussi. Le canon grondait au loin, mais le ciel palpitait d'étoiles ; il lui sembla qu'elle ne les avait jamais vues aussi brillantes, ni la nuit aussi profonde. Et voici qu'elle éprouva comme une impression de peur. Peur de quoi ? Elle comprit que le jeune homme subissait lui aussi une impression toute pareille, car, une fois revenue auprès de lui, il ne lui dit plus une parole, et le reste de la veillée s'acheva sans qu'ils eussent repris leur entretien.

IV

Longue veillée, et que le machinal dévidage de la laine, recommandé par la sage et peu romantique belle-sœur, ne devait pas occuper longtemps ! Les heures avançaient, et le balancier de la pendule en mesurait la marche, minute à minute, seconde à seconde. Irène écoutait ce bruit monotone et le souffle maintenant régularisé de l'officier. Le vent se levait au dehors. Le canon tonnait toujours, et par instants s'y mêlait le ronflement menaçant du moteur d'un avion traversant l'espace. Elle retrouvait, mais plus poignante encore, à cause de son

intérêt naissant pour le blessé, une sensation d'angoisse qui lui était habituelle depuis son arrivée à l'ambulance de Tremmelay : le contraste entre l'indifférence de la nature et la torture de nos agonies. A si peu de distance, la bataille continuait. Des êtres vivants tuaient et mouraient, à cette même heure, sous ce ciel muet, sur cette terre insensible ! Et comme à l'habitude encore, elle recourut, pour tromper cette angoisse, à l'une de ces lectures que lui reprochait Agnès. Ce n'étaient pourtant pas des romans qu'Irène lisait ainsi. Elle n'avait jamais beaucoup aimé ces sortes de livres. S'ils poétisaient la vie, elle n'y croyait pas, et les peintures trop réelles la froissaient. En revanche, elle s'intéressait passionnément à toutes les publications qui rapportaient des détails sur les soldats tués à l'ennemi, des lettres d'eux, des récits de combats. Ces documents sur la tragédie nationale, multipliés avec sa durée, la trouvaient toujours avide d'en savoir davantage. Pourquoi était-elle venue à l'ambulance, sinon pour avoir son rôle, tout minime fût-il, dans cette tragédie ? Elle avait recopié de sa main, sur une page d'un cahier où elle recueillait des pensées qui lui plaisaient, cette ligne de l'admirable Augustin Cochin, citée dans un journal . « Plus l'épreuve est dure, plus il est nécessaire d'y être. » Elle se l'était répétée bien souvent, avec le rêve toujours déçu de rencontrer enfin quelqu'un parmi les blessés qui ressemblât entièrement au personnage, entrevu, ou plutôt rêvé à travers ces témoignages.

Cette nuit-ci, elle prit les brochures laissées sur la table par le précédent occupant. Elle avisa le sommaire d'un numéro de Revue où ce titre l'attira : « L'Héroïsme de nos étudiants. » Elle commença de lire cet article. C'était la correspondance d'un jeune avocat du barreau de Rennes, marié au mois d'avril 1914 et tué au bois de la Grurie, deux semaines après avoir appris la naissance de son premier enfant. Il écrivait à sa femme, sous les obus, ce billet, sublime de courage, de tendresse et de foi : « Si tu savais la joie que j'ai ressentie au milieu de ce fouillis d'hommes en train de se faire des échanges d'effets et de s'équiper, une joie de te savoir une grosse fille dans les bras et le bonheur d'en être le papa. Que Dieu soit béni d'être si bon pour nous !... » Et encore : « J'y vois à peine pour écrire. Je suis dans un grenier mal éclairé, mais j'ai si bien dormi, avec le portrait de notre chère mignonne que je garde

précieusement dans mon calepin, du côté du cœur! Sans doute, repartirons-nous cette nuit. Union de prières toujours. Je tiens ma petite médaille à ma main gauche et je prie mon Ange gardien de ne pas me lâcher l'autre. Tu vois, je suis aussi bien que la grosse petite fille dans les bras de sa maman. »

C'était ainsi pendant des pages et des pages jusqu'au jour de la mort, affrontée dans l'allégresse :

... « Je suis toujours bien, » écrivait-il la veille, « mains noires, figure à l'avenant, mais au cœur beaucoup de confiance et remerciant Dieu. »

A la pieuse ferveur de ce martyr catholique, Irène ne pouvait pas s'associer complètement. Depuis la mort de son mari, elle avait cessé de s'approcher des sacrements, pour un motif qui tenait à son plus intime secret. Elle ne voulait ni mentir, ni raconter les mauvais sentiments d'aversion, déposés dans son cœur par le drame conjugal qu'elle avait traversé. On l'a déjà dit d'ailleurs, sa demi-culture philosophique avait depuis longtemps touché en elle à la simplicité de la foi, sans interrompre d'abord ses habitudes religieuses, continuées auprès de sa mère et devenues de plus en plus extérieures, comme automatiques. Les susceptibilités de son triste foyer, elle avait mal su les dire à des confesseurs auprès desquels elle avait cherché, sans bien s'en rendre compte, un appui humain. Elle ne l'y avait pas trouvé. Devenue veuve, comment avouer l'inexpiable rancune qu'elle conservait au cœur contre le mort? L'assistance dominicale à la messe était donc devenue le seul devoir chrétien qu'elle continuât de remplir. La loi physiologique du balancement des organes domine aussi la vie morale. L'exaltation patriotique et charitable dont frémissait Irène n'était que sa sensibilité religieuse, dérivée de ce côté-là. Si elle avait des larmes dans ses yeux en lisant dans cette Revue les confidences de ce croyant et de ce brave, c'était uniquement par admiration pour cette bravoure, pour cette allégresse en plein danger. Elle tournait les feuillets doucement, pour ne pas réveiller Bernard Moncour. Si différent d'origine et de condition que fussent ces deux hommes, l'avocat breton et le relieur parisien, un bourgeois et un ouvrier, un père de famille et un orphelin célibataire, la rêverie d'Irène les confondait l'un avec l'autre. Elle avait l'impression, en écoutant la respiration du dormeur, qu'elle était pour la première fois devant le soldat de cette

guerre tel que son enthousiasme l'avait imaginé. Abritée derrière sa brochure, à peine osait-elle observer ce visage immobile. Elle tremblait de rencontrer de nouveau ces yeux où elle avait lu distinctement qu'elle l'intéressait autant qu'il l'intéressait. Pour une coquette, deviner qu'elle plaît à un homme, c'est tout de suite vouloir lui plaire davantage, orgueilleuse pour le dominer, vaniteuse pour se parer de cette conquête, froide et blasée pour se réchauffer au sentiment qu'elle inspirera. Les sentimentales comme Irène sont le contraire des coquettes. On l'a vu : elle se reprochait déjà la conversation de tout à l'heure, hélas! sans la regretter : indice qui l'aurait épouvantée, si elle en avait compris la signification et que son trouble devant ce jeune homme était déjà de l'amour... Mais le travail de l'amour naissant s'accomplit toujours dans la pénombre du cœur, surtout chez les natures incertaines, comme était la sienne. Elle se croyait une intellectuelle et qui gouvernait son existence d'après des idées. En réalité, vis à vis de son père, de sa mère, de son mari, elle n'avait jamais obéi qu'à des émotions. Elle leur obéissait encore, durant cette veillée, par ce mélange d'enthousiasme et d'hésitation, d'attendrissement et de pudeur, qui lui donnait un désir et une terreur que le blessé se réveillât et recommençât de lui parler. A mesure que les heures passaient, cette tension de tout son être ne faisait que grandir. Ce lui fut un soulagement quand elle vit, dans le demi-jour de l'aube, la porte s'ouvrir et sa belle-sœur apparaître, retenant son pas. Doucement aussi, l'anxieuse Irène se leva et vint à l'autre sur la pointe de ses pieds. Puis à voix basse, dans le corridor attenant :

— Eh bien! Qu'y a-t-il, Agnès? demanda-t-elle. Est-ce que ma fille?...

— Mais non, fit Mme Arnaudi, sur le même ton, je viens vous remplacer. Voilà tout. Allez vous coucher.

— Je ne suis pas fatiguée, fit Irène.

— Allons donc, reprit Agnès dans une rebuffade, avec cette mine!... Le malade a dû être très agité?

— Pas du tout; il a dormi sans se réveiller.

— Tout le temps?

— Tout le temps. De neuf heures à cinq heures.

— C'est bien ça, les gens du peuple! Ils n'ont pas de nerfs. Mais vous en avez eu pour lui, vous. Allez vous reposer.

Irène ne répondit rien. Que de silences pareils elle avait eus avec son père, sa mère et son mari! Son âme scrupuleuse les avait toujours sentis comme des mensonges. Et ne venait-elle pas d'en commettre un? Sur ces huit heures, près de deux s'étaient passées dans cette conversation avec le blessé. Pourquoi s'en taire? Pourquoi aussi ne pas protester contre le jugement sommaire de sa belle-sœur sur cet homme du peuple qu'elle avait trouvé si sensible, si nerveux précisément? Mais non, elle s'éloignait sans répondre, déconcertée par la brusquerie de la survenante, et toute troublée. Pourquoi encore marcher hâtivement dans le long corridor? Elle allait du pas de quelqu'un qui fuit, — que fuyait-elle? — vers sa fille, dont l'existence, littéralement oubliée durant cette nuit étrange, lui avait été soudain rappelée par l'arrivée de sa belle-sœur.

— Comment, Angélique, vous êtes déjà levée? dit-elle en entrant dans l'étroite pièce qui précédait sa chambre à coucher et qui, en temps ordinaire, servait de minuscule salon pour ce petit appartement d'amis. Vu l'encombrement du château, on avait transformé cette pièce en une salle d'études pour Annette, et la femme de chambre y dormait sur un lit pliant. C'était une fille du Midi, du nom d'Angélique Griffaut, entrée au service de Mme Servières durant son séjour à Cannes. Habillée, sa chambre faite, elle repassait avec un fer électrique une blouse d'infirmière. Comme les méridionales de la montagne (elle venait de Forcalquier), elle était active, leste, et volontiers familière.

— Té! Comme vous voyez, madame, répondit-elle gaiement avec l'accent un peu chantant de son pays. Je ne dormais pas. Alors autant travailler.

— Et Annette?

— Oh! elle m'en a fait une vie hier soir! Elle s'est réveillée vers dix heures. Elle a vu que madame n'était pas là; elle a crié. Je commençais de dormir. Je me suis levée : « Maman, maman, où est maman? » — « Madame veille un blessé. Faut bien faire quelque chose pour ceux qui nous défendent. » — « Je veux faire quelque chose, moi aussi, qu'elle a dit. » — « Vous êtes trop petite que je lui ai dit. Dormez. » — « Mais non. » — « Mais si. » Elle s'agitait tellement que j'ai fini par céder pour la calmer. Elle a voulu que je lui donne le morceau de tulle qu'elle a commencé d'emperler hier... J'avais raison. Elle s'est calmée et elle n'a pas travaillé beaucoup. Après un moment

elle a fermé les yeux. Je lui ai retiré gentiment l'ouvrage des mains à cause de l'aiguille et je l'ai posé sur la table où madame le voit. Oh! ce qu'elle est habile déjà!

Elle montrait à Irène, tout en parlant, le petit carré de tulle, frangé de perles en verre et destiné à être posé sur les tasses des blessés pour préserver leurs boissons des mouches. L'aiguille abandonnée par les mains de la fillette endormie, se voyait encore à la dernière de ces perles. Irène se prit à regarder ce pauvre objet avec une fierté maternelle et un commencement de remords. Dix heures? le moment même où commençait sa conversation avec Bernard Moncour! Pour une femme délicate, quand elle est mère, son enfant devient le contrôle de ses moindres actes, contrôle d'autant plus sévère qu'il est inconscient. Il sembla soudain à Irène qu'elle venait de dérober quelque chose à sa fille, en éprouvant au chevet du blessé cette émotion qui n'était pas finie. Comme pour mettre cette frêle créature entre elle et cette chose indéterminée, elle s'élança vers l'autre chambre, se pencha sur le lit de la petite, et, vivement, la prit dans ses bras pour lui donner un baiser passionné qui la réveilla :

— Comme tu m'embrasses fort, maman! balbutia la fillette en rouvrant ses yeux convulsivement, et, se retirant presque, tant avait été brusque le sursaut de ce réveil. Tu m'as fait peur.

Ce n'était rien, ce mot d'enfant, mais quel avertissement pour la mère! Cette ardeur inaccoutumée dans cette caresse pour sa fille, quel autre signe de son trouble grandissant! Et tout en répondant : « C'est que je suis si contente de retrouver mon petit bout de Nénette! » Elle pensait : « Mais qu'est-ce qu'il y a? »

Quelques minutes plus tard, étendue sur son lit placé à côté de celui de sa petite déjà rendormie, une évidence s'imposait à son esprit désorienté : jamais aucun homme n'avait exercé sur elle l'attrait singulier qui lui fit soudain se demander, avec un étonnement épouvanté :

— Est-ce que je vais l'aimer?

PAUL BOURGET.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA
" RÉVOLUTION " ESPAGNOLE

Depuis bientôt cinquante ans que je suis capable de lire un journal, j'ai pris l'habitude d'apprendre hebdomadairement que la révolution espagnole est pour la semaine prochaine. Une bombe éclate-t-elle dans un faubourg de Barcelone, un meeting socialiste ou anarchiste excite-t-il quelques bagarres à Santander ou à Bilbao, immédiatement nos journaux, et les plus graves en tête, s'empressent de pronostiquer que les choses se gâtent dans la Péninsule, et que Sa Majesté catholique n'a plus qu'à faire sa valise. Cette crédulité, plus ou moins intéressée, d'une certaine presse, mais surtout la crédulité sans bornes du lecteur français sont, pour moi, un sujet toujours nouveau d'émerveillement et d'admiration.

Eh bien ! cette révolution annoncée depuis si longtemps, la voici ! C'est un fait accompli !... Seulement, ce n'est pas du tout celle que nos gens attendaient. Ils s'étaient doucement accoutumés à considérer les révolutions comme un article exclusivement fabriqué par les partis de gauche. Et voilà une révolution qui se produit à droite ! Cela dérange toutes leurs idées sur la géographie politique. Certains seraient même tentés de dire que c'est tricher au jeu. En tout cas, cette « révolution » espagnole, qui semble avoir fort bien réussi, leur paraît un scandale. Cela les ennuie, les chagrine et les consterne. Et, puisque cela leur fait tant de peine, ils préfèrent ne pas en parler. Il semble, en effet, qu'une conspiration du silence se soit organisée, chez nous, autour des récents événements d'Espagne :

Ah ! cachez-nous ce sein que l'on ne saurait voir !

Une telle attitude est aussi peu sage que peu conforme aux bonnes méthodes d'information. Du moment qu'on nous annonçait une révolution en Espagne, il fallait, au contraire, y aller voir. C'est ce que j'ai fait, en essayant de débrouiller des faits assez complexes et de comprendre un état d'esprit fort différent du nôtre.

***

Si c'est d'une révolution qu'il s'agit, il faut avouer tout de suite qu'il est impossible d'en faire une à moins de frais, avec plus de facilité et à plus petit bruit.

Cela frappe immédiatement le voyageur qui arrive à la frontière espagnole.

En ce moment-ci de l'année, tous nos départements du Sud-Ouest sont envahis par l'Espagne. Dans toutes nos stations pyrénéennes, on n'entend, pour ainsi dire, parler qu'espagnol. Nous avons maintenant, au moins pendant quatre ou cinq mois de l'année, une petite Espagne établie, installée chez nous... Je me trouvais à Font-Romeu, le 13 septembre dernier, le jour même où le général Primo de Rivera décrétait l'état de siège à Barcelone et faisait afficher, un peu partout, une proclamation qui ressemblait fort aux antiques *pronunciamientos*. A la lecture de l'événement, je m'imaginai que cette nouvelle allait produire une émotion profonde dans la colonie espagnole de l'hôtel. C'était une erreur. Elle fut accueillie avec un calme parfait. On aurait dit que tout le monde était dans le secret, qu'on s'y attendait et même qu'on souhaitait cet heureux changement. Quelques personnes ne dissimulaient point leur satisfaction, mais discrètement, sans élever la voix. La plupart montraient une sérénité qu'on pouvait prendre pour une parfaite indifférence. Seul un petit homme maigre et barbu, qu'on m'avait donné pour un catalaniste militant, disparut tout à coup, comme un diable noir, par le trou d'une cheminée, un soir de sabbat...

Il y eut, il est vrai, un moment d'inquiétude, parce que le bruit courait que le nouveau Gouvernement venait de fermer la frontière. Mais il s'avéra bientôt que ce bruit était sans fondement, et la fête, à peine ralentie, reprit avec un plus bel entrain.

***

Est ce une illusion? En tout cas, lorsqu'on est entré dans ce pays où vient de s'accomplir une révolution d'un caractère si radical qu'on n'ose pas y penser, on est surpris de l'ordre et de la tranquillité qui y règnent.

Les militaires, qui furent les acteurs et, si l'on peut dire, les héros de cette aventure, n'ont pas une mine plus triomphante que la veille. Ils ne sont pas plus nombreux, ils ne se montrent pas davantage. On sent qu'ils obéissent à un mot d'ordre, à une consigne sévère, et que, pour des raisons faciles à comprendre, ils affectent une attitude plus disciplinée qu'avant. Ils veulent donner au public l'impression qu'ils ne sont ni des prétoriens, ni des révolutionnaires, mais des hommes strictement renfermés dans leurs attributions et uniquement préoccupés de remplir leurs devoirs professionnels. Seules, les forces de police sont plus apparentes et plus actives qu'autrefois. Le bicorne en toile cirée du garde civil se montre un peu partout. A tout instant, dans les villes, on croise des patrouilles de ces honnêtes gendarmes, qui circulent le fusil au poing, ou le revolver à la ceinture, en vous donnant l'impression très nette que leur appareil belliqueux n'a rien de platonique et que, le cas échéant, ils pourraient fort bien se servir de leurs armes. Tout est là ! C'est pourquoi tout marche, ou semble marcher comme par enchantement. Mais notons que, pour produire ce résultat merveilleux, il a été inutile de mobiliser des corps d'armée et de placer des rangées de mitrailleuses au coin des rues : quelques escouades de gendarmes et d'agents de police y ont suffi.

Cependant, on sent, avec non moins d'évidence, que l'armée est prête à appuyer la police, que cette armée, à peu près invisible et partout présente, répond de l'ordre, et que, s'il était le moins du monde troublé, elle n'hésiterait point à traiter les perturbateurs avec une rigueur impitoyable. Le public a très nettement conscience de cet état de choses : il se conduit en conséquence.

D'ailleurs, rien ne paraît justifier une démonstration militaire. Regardez, dans la rue, à l'heure de la sortie des usines, les foules de travailleurs qui escaladent les tramways, ou qui, en files ininterrompues, descendent les grandes avenues et les

promenades des villes : vous serez étonné de leur calme et édifié de leur bonne tenue. Eux aussi, comme les militaires, ils ont un air discipliné qui frappe vivement un Français. En général, ils sont mieux vêtus que les nôtres. Ils ont un extérieur de propreté, de décence, de sagesse, et, pour tout dire, une dignité d'attitude, que j'admirerais davantage si je ne savais de quels taudis ils s'accommodent, combien, chez eux, ils sont insouciants de l'ordure ou de son voisinage, et de quels excès ils sont capables, quand on les excite, ou quand ils se croient les maîtres.

En ce moment, toutes les apparences sont en leur faveur. Suivez-les dans les bars, les cafés, les cinémas : vous ne constaterez nulle part le moindre indice d'agitation révolutionnaire. Aucun de ces hommes en veste bleue ou en petite blouse à carreaux ne parle politique. Ils sont venus là uniquement pour déguster leur café au lait, ou pour écouter les airs des tziganes qui, du haut de leurs estrades, déversent frénétiquement sur les foules des musiques sauvages à étourdir des nègres. Pendant toute la nuit, ces cafés regorgent, à ne pouvoir y trouver un coin libre. Les classes y sont généreusement confondues. Je m'ébahis toujours, en Espagne, de cette belle simplicité démocratique. Ici, le fonctionnaire, le petit bourgeois ne rougit nullement de prendre son anisette à côté de l'ouvrier en espadrilles et en veste de travail, qui est venu s'asseoir à cette table, en sortant de sa fabrique. Les femmes, en revanche, y mettent un peu plus de cérémonie. Le samedi, ou le dimanche, et, quelquefois, en semaine, elles viennent, après dîner, entre 10 et 11 heures du soir, prendre, elles aussi, leur verre de café au lait, avec leurs hommes ou leurs voisines. Elles ont fait un rien de toilette, comme pour une sortie dans le monde : mantille de tulle noir sur les cheveux, broche au corsage, bracelet au poignet. Et, dans le vacarme assourdissant des musiciens en casaques rouges qui tapent sur les lames sonores de leurs harmonicas, elles promènent un regard extasié sur l'immense salle éblouissante de lumière électrique, bourdonnante de rumeurs humaines et chaude de tout ce peuple assemblé...

Même affluence dans les cinémas, qui pullulent peut-être encore plus que chez nous : ce qui n'empêche pas les théâtres, grands et petits, de faire d'excellentes recettes. Voilà trente ans que je voyage et que je séjourne assez régulièrement en

Espagne : jamais ce pays ne m'avait donné une pareille impression de bien-être et de prospérité, surtout dans les milieux populaires. Comme le paysan, l'ouvrier espagnol a appris à gagner de l'argent : cela se sent et cela se voit, rien qu'à sa tenue plus bourgeoise, plus soigneuse qu'autrefois.

Évidemment, ce ne sont là que les notations d'un passant. Je ne me dissimule point combien elles sont forcément superficielles. Peut-être qu'un économiste serait d'un tout autre avis. Mais quoi? Il s'agit, nous dit-on, d'une révolution. Or, dans une révolution, c'est la rue qui joue le premier rôle. Eh bien! la rue espagnole est de tout repos.

***

Essayons d'y regarder d'un peu plus près. Pénétrons dans des maisons amies, interrogeons les personnes qui ont été mêlées aux derniers événements, ou qui ont qualité pour en juger : partout l'attitude est la même, à peu de chose près. Tout le monde garde une réserve prudente. On dirait que la conspiration du silence, organisée à l'extérieur, se répète, ici, avec plus de rigueur encore. Les gens commencent par déclarer qu'ils ne diront rien, — et que d'ailleurs, il n'y a rien à dire. Les uns se tiennent dans l'expectative, avec plus de curiosité, certainement, que de défiance. Les autres, si on les presse, finissent par avouer leur optimisme. Ils ont bon espoir dans l'œuvre commencée. Mais tous vous laissent voir leur satisfaction d'en avoir fini avec le cauchemar anarchiste. Enfin! un magistrat, un juré, un fonctionnaire quelconque, un patron d'usine, un ouvrier appartenant à tel ou tel syndicat, tout ce monde, hier encore terrorisé par d'abominables bandits, peut se promener au grand jour sans risquer d'être assassiné! Il a suffi de quelques hommes résolus pour mettre en fuite des bandes de malandrins, et de quelques affirmations énergiques pour démasquer le vide du mannequin révolutionnaire. Le lendemain du coup d'État, un journal basque publiait un article intitulé *La puesta del sol rojo*, — *le Crépuscule du soleil rouge* : ces mots semblent bien exprimer le sentiment de la majorité du peuple espagnol. On veut en finir avec les dilettantes de l'anarchie, et surtout avec ces bandes de criminels de droit commun, ces professionnels de la grève et de l'émeute, qui exploitent le prolétaire terrorisé et qui

vivent de l'inconcevable et désespérante stupidité des masses.

Pourtant, j'aurais souhaité de connaître l'opinion des partis en déconfiture. Un instant, je crus pouvoir joindre, dans sa confortable villa d'Irun, M. Garcia Prieto, marquis d'Alhucemas, chef du ministère qui vient de sombrer, et qui, en 1915, pendant la guerre européenne, m'avait reçu, à Madrid, avec la plus exquise courtoisie. Il faut croire que cette catastrophe a beaucoup affecté M. le marquis d'Alhucemas : je ne pus même obtenir une réponse à ma demande de rendez-vous... J'aurais été bien curieux aussi de savoir ce que pensent les républicains espagnols. Des amis me répondirent : « Le Républicain est, en Espagne, une espèce à peu près disparue, un animal préhistorique à mettre dans un musée. Il y a bien M. Melquiadès Alvarez, mais ce n'est qu'une trompette sonore... » Restaient les socialistes. Eux-mêmes se chargèrent de m'édifier. Pendant que j'étais en Espagne, la presse publia le compte rendu d'un long entretien, qu'avait eu, avec le général Primo de Rivera, M. Llaneza, président de la Fédération des ouvriers mineurs. Il apparut que, sans donner son adhésion au coup d'État, le parti socialiste ne refusait pas de discuter avec le nouveau pouvoir et même, le cas échéant, de collaborer avec lui pour certaines réformes sociales d'un caractère tout pratique.

Quoi qu'il en soit, j'eus la bonne fortune de rencontrer, au cours de mes visites, deux hommes qui ont joué ou qui sont appelés à jouer un rôle important sous le nouveau régime instauré par le coup d'État militaire : Don Victor Pradera, avocat à Saint-Sébastien, ancien député aux Cortès, qui, au lendemain du *pronunciamiento*, fut convoqué à Madrid par le chef du Directoire, pour conférer avec lui sur des questions de politique générale ; et S. E. le Capitaine-général Sanjurjo, actuellement gouverneur civil de Saragosse, ami personnel du Directeur et l'un de ses premiers partisans.

*
* *

M. Victor Pradera, avocat de profession, est un homme très cultivé, qui, dans ses préférences, fait une large part à la culture française. Il lit assidûment nos journaux nationalistes, professe une vive admiration pour Barrès et Maurras. En sa qualité de Basque, il ne peut être que régionaliste et traditionaliste. Et, naturellement, c'est un homme éloquent, qui s'ex-

prime presque aussi bien en français qu'en espagnol. Durant tout notre entretien, qui fut long, il mit une charmante coquetterie à ne se servir que de notre langue. J'en étais émerveillé et je ne pus me tenir de lui dire :

— C'est admirable ! Dans une Chambre française, vous vous feriez applaudir !...

Afin d'éviter la dispersion d'une conversation à bâtons rompus, l'éminent avocat avait eu soin de préparer tout son discours, où, avec la précision et la netteté d'un homme d'affaires, il ne retint que l'essentiel.

Il commença par me dire :

— Ne croyez pas que cette opération de salubrité publique ait provoqué, ici, la moindre protestation ! J'étais à mon balcon, lorsqu'un piquet de soldats parut sur cette place, tambour battant et baïonnette au canon, entourant le militaire qui lisait la proclamation de l'état de siège... Eh bien ! je vous en donne ma parole : je n'ai entendu que des battements de mains et des murmures d'approbation !...

D'un geste large, il me montrait la belle Place sur laquelle s'ouvrent les fenêtres de son cabinet de travail, avec sa bordure de théâtres et de grands hôtels cosmopolites.

Puis, tout de suite, en orateur qui va directement au but, il me fit un substantiel historique de l'affaire : ce fut un véritable réquisitoire contre le parlementarisme, tel qu'il a été pratiqué, jusqu'ici, en Espagne.

D'abord, le malaise créé dans le pays par un Gouvernement qui ne gouverne pas et par des armées de fonctionnaires qui ne fonctionnent pas. Le Gouvernement est issu du Parlement, il est son prisonnier, il ne peut rien sans lui, — et, d'autre part, le Parlement lui-même, au lieu de sortir de la nation, d'en être la représentation, ou l'image réduite, n'est que l'expression d'intérêts particuliers ou d'intérêts de partis.

Un député est fabriqué de toutes pièces, ou bien par le Gouvernement qui garde à sa disposition un certain nombre de sièges auxquels il nomme directement ses candidats, — le Gouvernement émanation du Parlement, ne l'oublions pas, de sorte que, par un cercle vicieux inévitable, tout vient du Parlement et tout y retourne en fin de compte, — ou bien par ce qu'on appelle en Espagne des « caciques, » tyranneaux de villages, qui ont dans leur clientèle des populations entières.

Ces élus se divisent forcément en partis hostiles, mais qui, depuis un siècle, ont trouvé le moyen de s'arranger et de vivre côte à côte. Il est entendu entre ces partis, qu'ils occuperont le pouvoir à tour de rôle, en bénéficiant, cela va de soi, des petits avantages qui sont attachés à l'exercice de ce pouvoir. Ainsi chaque nouveau ministère traîne derrière lui des hordes d'affamés, — ses électeurs et ses partisans, — qui attendent, quelquefois depuis de longs mois, leur tour d'abreuvoir et d'assiette au beurre. Le ministre qui s'installe fait maison nette. Du haut en bas du logis administratif, tout le personnel est renouvelé, depuis les premiers dignitaires jusqu'aux concierges et jusqu'aux balayeurs.

Mais les places à distribuer ne sont pas toujours en nombre suffisant pour les appétits à satisfaire. Qu'à cela ne tienne! On doublera chaque emploi, en donnant aux favoris gouvernementaux des fonctions purement décoratives : de sorte que les administrations se peuplent d'une foule de passe-volants qui n'ont qu'à prendre la peine de passer à la caisse, pour toucher leurs émoluments, et de se montrer quelquefois dans les bureaux, pour que la pudeur soit sauve. On voit d'ici les inconvénients qui résultent de ce beau système.

Cela devient tout à fait grave, lorsque les intérêts vitaux du pays sont en jeu : ainsi pour les affaires du Maroc. L'opinion publique a pu accuser, non sans apparence de raison, le Gouvernement issu du parlementarisme de pactiser avec les Riffains, alors que l'armée tentait une marche en avant. On parle de gaspillage, de concussions, de millions engloutis ou volatilisés, on ne sait comment. Enfin, le gros mot de trahison est lâché. On conçoit la colère de la nation contre le Gouvernement rendu responsable des récents échecs de l'armée espagnole : d'abord fureur des militaires qui se disent mal soutenus, désarmés, réduits à l'impuissance et même livrés à l'adversaire, — et enfin révolte du soldat et du populaire excédés de tant de dépenses et de carnages en pure perte...

Tous ces motifs de mécontentement ou même d'exaspération étaient éminemment favorables à un coup de force contre le pouvoir. Mais le pire, le plus intolérable, ce dont tout le monde, indistinctement, souffrait dans le pays, c'était le manque de sécurité. Dans les grandes villes industrielles, surtout à Barcelone, à Bilbao, à Santander, des bandes de terroristes étaient arrivées à

tenir en échec les autorités, à paralyser ou à troubler profondément la vie économique de régions entières. Devant la faiblesse du pouvoir, tous les syndicats, — les indépendants comme les autres, — avaient fini par prendre à leur solde des professionnels de l'assassinat, des « pistoleros, » comme on les appelle, véritables virtuoses du revolver, qui abattaient aussi sûrement leur homme que, du temps de Philippe IV, les *bravi* valenciens à la solde des grands seigneurs poignardaient la victime désignée. Pas d'effusion de sang : les stylets étaient tellement minces que la blessure restait invisible et que le blessé mourait d'une hémorragie interne.

Les « pistoleros » de l'anarchie et du communisme mettaient une semblable élégance dans leurs exécutions. Une de leurs plus illustres victimes, le cardinal Soldevila, archevêque de Saragosse, fut, paraît-il, tué du premier coup, à travers les vitres ou les blindages de son automobile. Il en fut à peu près de même pour cet aimable Eduardo Dato, l'ancien président du Conseil, assassiné, il y a deux ans, dans une rue de Madrid.

Quiconque a pu approcher M. Dato confessera qu'il séduisait tout de suite par le charme de sa parole autant que par sa distinction d'allures. Il n'y manquait même pas la « belle chevelure de pianiste » notée ailleurs par Maurice Barrès. Que ce charmeur, ce ministre souriant et débonnaire, autant que bien disant, ait soulevé des haines contre lui, des haines mortelles, cela ne se comprendrait pas, si l'on ne savait que ce galant homme eut le courage de maintenir à son poste un gouverneur de Barcelone qui tenta de réprimer les assassinats terroristes : cela suffit pour le désigner aux coups des bandits. Mais leurs balles s'abattaient, sans distinction, sur les gens de toute classe et de tout caractère. Les patrons d'usine furent largement décimés. A Barcelone, on compte les tués par centaines. Les ouvriers ne furent pas davantage épargnés : quiconque refusait d'entrer dans un syndicat ou de payer une cotisation était sûr de son affaire. L'anarchie étant à ce point triomphante, on conçoit que tout le monde en avait azsez. Chacun aspirait à la fin d'un tel gâchis.

On y aspirait d'autant plus que les meurtriers étaient sûrs de l'impunité. Plus de justice, plus d'autorité ! Les jurés et les juges, épouvantés par des lettres de menaces, n'osaient ni

condamner, ni poursuivre les coupables. Les ministres eux-mêmes, terrorisés par les mêmes procédés, n'osaient pas bouger. Cela devenait honteux non seulement pour le Gouvernement, mais pour la société tout entière incapable de se défendre contre de vulgaires gredins. A toutes ces causes d'irritation, chez les hommes soucieux de l'ordre comme de l'intégrité nationale, s'ajoutaient les menées séparatistes d'un certain nombre de catalanisants. Il paraîtrait qu'à Barcelone, on aurait crié « A bas l'Espagne ! » — que le drapeau espagnol aurait été insulté. La mesure était comble...

C'est alors que le général Primo de Rivera entre en scène et que, d'accord avec un certain nombre de ses collègues, soutenu par la presque totalité de l'armée et, on peut le dire, par la majorité de la nation, il lance sa proclamation au peuple espagnol, non sans avoir pris, bien entendu, toutes les précautions et toutes les mesures de police nécessaires en pareil cas.

***

Tel est, à peu près, le résumé des événements, que me fit don Victor Pradera. Je me suis borné à y glisser, çà et là, — comme d'ailleurs dans notre conversation, — quelques réflexions ou quelques souvenirs personnels.

Après cet exposé sommaire, mon interlocuteur conclut en ces termes :

— Vous le voyez : cela ne ressemble que de très loin aux *pronunciamientos*, selon la formule ancienne. Il n'est point question d'assouvir des ambitions personnelles ou des appétits de caste. Le Dictateur et ses amis ne sont pas des conspirateurs qui mettent la main sur le pouvoir pour s'en partager les bénéfices, ce sont des braves gens qui relèvent le défi des coquins et qui jugent indigne et lâche, pour quiconque tient à sa peau, de ne pas oser la défendre... Oui, sans doute, ils sont sortis de la légalité, et ils s'en vantent. Mais, comme on l'a dit chez vous, en pareilles circonstances, s'ils ont sauté à pieds joints par-dessus cette légalité toute formelle, c'était pour mieux rentrer dans la justice et dans la légalité véritables. Il faut le proclamer bien haut : ce mouvement n'est point militaire, ou il ne l'est qu'en apparence. En réalité, il s'agit d'un grand mouvement national. Pour ceux qui savent voir de loin, c'est le prélude

d'une renaissance, c'est un jour nouveau qui commence à poindre. J'ai intitulé *Aurore*, toute une série d'articles que j'ai écrits sur ce sujet, pour *El Debate* : je crois que je ne me trompe pas!...

— Ainsi, dis-je, vous pensez que ce mouvement est sérieux, profond, qu'il a des chances de durer?...

— J'en suis convaincu! me dit cet ancien député aux Cortès. Homme politique, je connais assez bien l'esprit de nos provinces du Nord. Mais voyez le pays dans son ensemble : les protestations sont rares. Nos adversaires eux-mêmes se taisent. S'ils ouvrent la bouche, c'est pour approuver la besogne d'assainissement entreprise par le Directoire. Les plus francs avouent que les militaires ont réussi une révolution qu'ils eussent été incapables d'accomplir. Et cette révolution, c'était le salut de l'Espagne, tout simplement!...

— J'entends bien, dis-je : voilà qui est « décousu » assez proprement. Une révolution qui s'accomplit non seulement sans effusion de sang, mais sans tapage, je reconnais que c'est merveilleux!... A présent, il faut recoudre! Que comptez-vous faire? Avez-vous un programme? Et notamment, pour ce qui est du parlementarisme, pensez-vous en avoir fini avec lui?...

— Je le crois! dit M. Pradera. Je crois du moins que le parlementarisme de l'ancien régime est bien mort...

Sur quoi, il m'exposa tout un projet de réformes, dont il venait d'entretenir le général Primo de Rivera. Ce projet étant tout personnel et sa réalisation paraissant encore lointaine et problématique, il n'est pas urgent de l'exposer en détail au lecteur. Cependant, certains articles, contenus dans ce programme de réformes, accusent des tendances qui ne sont point négligeables : par exemple, pour les élections aux nouvelles *Cortès* (qui remplaceraient le parlement de l'ancien régime), les citoyens voteraient par classes. Ils seraient divisés en cinq classes : les propriétaires, les industriels, les commerçants, les intellectuels et les travailleurs. Chaque catégorie élirait ses députés dans chaque circonscription, — et les mères de famille auraient le droit de voter... Voilà qui est neuf et hardi, — surtout en Espagne!...

En somme : d'après mon interlocuteur, tout le monde est content. Le coup d'État militaire satisfait les apirations natio-

nales, du moins celles de la partie saine de la nation. Enfin le mouvement initié par le Dictateur a les plus grandes chances de se soutenir et d'amener un changement radical dans la politique et même dans les mœurs du pays,

*
* *

Je retrouvai un pareil optimisme chez M. le général Sanjurjo, gouverneur civil de Saragosse. Cela ne pouvait pas me surprendre, le général ayant été un des premiers confidents du Dictateur et étant actuellement un de ses collaborateurs les plus actifs.

Il ne me fut pas très facile de joindre ce haut personnage, bien que ma demande de rendez-vous eût reçu la réponse la plus empressée et la plus rapide. Je m'arrête un instant sur ce petit détail, parce qu'il est symbolique du nouvel état de choses qui règne en Espagne... Je croyais savoir que cet officier supérieur, avec le commandement militaire de la province de Saragosse, remplissait les fonctions de capitaine-général : c'est pourquoi, étant convoqué par lui pour huit heures du soir, je crus devoir me rendre à la Capitainerie. Là, un planton me fait monter un escalier, traverser un corridor, puis un autre, au milieu duquel il m'abandonne devant un vieux monsieur en civil, que je fus bien obligé de prendre pour le général.

— Je ne suis pas Sanjurjo ! me répondit assez sèchement ce monsieur.

En effet, ce devait être son successeur. Mais je n'y compris rien d'abord. Sur les conseils du planton, je me fais conduire au Gouvernement militaire, que je trouve plongé dans les ténèbres. Un soldat, couché en travers de la porte, me répond que Son Excellence ne rentrera pas avant minuit et que, pour l'instant, Elle est au Gouvernement civil... Découragé, j'allais renoncer à l'entreprise, lorsque l'idée me vient de relire ma convocation. Elle était effectivement rédigée au nom de « Don José Sanjurjo Sacanell, *gouverneur civil* et général gouverneur militaire de cette province. » J'avais tout bonnement oublié la révolution, — c'est-à-dire que le gouverneur militaire avait été bombardé gouverneur civil par le nouveau régime.

Rebroussant chemin encore une fois, je mets le cap sur le Gouvernement civil, où je tombe dans le brouhaha d'une installation encore récente. Un jeune officier en uniforme siège dans

l'antichambre. Dans les couloirs et les escaliers, c'est l'agitation un peu désordonnée de nos bureaux au temps de la Guerre. On m'avertit que le général est en conférence avec des industriels de la région. Enfin, vers les neuf heures, il parut.

Le général est en civil, sans doute pour accorder son extérieur martial avec ses nouvelles fonctions. Très simple de manières, très cordial, il me rappelle nos officiers d'Afrique, avec quelque chose de plus rude, et, si j'ose dire, de plus populaire. Il sied, d'ailleurs, d'ajouter tout de suite que le général Sanjurjo est ce que nous appelons un Africain, ayant fait une grande partie de sa carrière au Maroc. C'est un chef qui a l'habitude du commandement et qui, comme disent les gens du peuple, « sait parler aux hommes. » Et c'est assurément un chef énergique, qui ne badine point avec la consigne : cela se sent tout de suite. Mais ces façons un peu soldatesques se tempèrent de beaucoup de bonhomie, de sorte que cet homme rude doit savoir persuader et même plaire. On s'explique qu'il ait un certain ascendant sur l'ouvrier, qu'il soit écouté des syndicalistes comme des patrons.

Tout de suite, le général me déclare qu'il ne dira rien... J'en suis quitte pour la peur. Car notre entretien dura une bonne heure au moins. Ce n'était qu'une précaution oratoire. Évidemment, il ne m'exprima aucune opinion sur la révolution militaire, il évita soigneusement d'apprécier les faits. Il savait bien que c'était inutile : sa présence en cet endroit m'en disait plus long que tous les commentaires. Il se borna à me refaire, après M. Pradera, un historique du coup d'État, — historique qui était à la fois une explication et une apologie. De cet exposé, je ne retiendrai que les points suivants, qui étaient neufs pour moi et qui m'ont particulièrement frappé.

D'abord, le général insiste sur « l'honnêteté » du nouveau régime : « Ce que nous tenons à bien montrer à la nation, me dit-il, c'est que nous sommes des braves gens, qui n'ont à cœur que le bien public et la régénération du pays. A la différence des professionnels de la politique, nous ne sommes pas des ambitieux avides de places et d'argent. Au lendemain de la révolution, nous militaires, nous n'avions pas un sou de plus, pas un galon de plus. C'est absolument le contraire de ce que faisaient, autrefois, les auteurs de *pronunciamientos*... Ce que nous voulons, c'est que chacun s'acquitte de sa besogne, avec

exactitude et probité. Tout le monde à son poste, donnant intégralement ses heures de service, du haut en bas de la hiérachie! Et c'est pourquoi nous traquons impitoyablement tous les inutiles, tous les sinécuristes... »

En effet, le général ne se vante point : chaque matin, les journaux espagnols publient des listes de fonctionnaires mis à la retraite, — tous les parasites que l'ancien régime entretenait aux dépens du budget. Tous les jours, ce sont de nouvelles charrettes de victimes. Le Directoire ne plaisante pas avec les fonctionnaires sans fonctions.

Cette moralité administrative doit pénétrer toute la vie de la nation. Un grand effort est tenté pour assainir les mœurs publiques. On essaiera d'exercer une action réelle sur l'âme du pays. Avant tout, avoir une politique efficiente, — une politique de résultats. Par exemple, lutter partout contre la vie chère, s'opposer aux gains illicites et scandaleux des intermédiaires, écarter, autant que possible, les causes des conflits entre ouvriers et patrons, éviter ou apaiser les grèves.

— J'y ai réussi, me dit le général. J'ai conféré avec les uns et les autres. J'ai dit aux ouvriers comme aux patrons que le temps des vaches grasses est passé. Ce n'est plus comme pendant la Guerre, où l'on gagnait ce que l'on voulait. Il faut savoir s'adapter aux circonstances et se contenter de gains plus modiques, — et même savoir se priver...

Il avoue, d'ailleurs, avec une parfaite modestie, que le Gouvernement nouveau n'a pas la prétention de trancher d'un seul coup toutes les questions économiques et sociales. Le Directoire militaire se borne à remettre la nation dans la bonne voie. Il trace un sillon que d'autres féconderont après lui. Son œuvre d'épuration accomplie, il s'empressera de céder la place aux civils. Mais, auparavant, il entend faire la maison nette. Les anciens partis politiques, l'ancien personnel dirigeant, tous les professionnels du parlementarisme, qui n'ont que trop montré, pour le malheur du pays, leur incapacité et leur impuissance, tous ces hommes usés seront mis au rancart à tout jamais.

Quant aux *Cortès*, si elles reparaissent, ce sera sous une autre forme et avec un tout autre esprit.

Telles étaient, à peu près, les conclusions que j'avais emportées du précédent entretien.

*
* *

Et maintenant, l'observateur impartial se demande, non sans une certaine inquiétude : « Cette honnêteté, ces bonnes intentions suffiront-elles? Ces militaires ne sont-ils pas un peu neufs dans les choses de gouvernement?... Et, d'autre part, ces grands mots de régénération et de renaissance ne sont-ils pas un peu téméraires ?... L'Espagne est un si vieux peuple, si blasé sur toutes les formes de gouvernement! On vante son calme dans ces circonstances. Mais, n'est-ce pas là justement un signe de mauvais augure? Ce calme ne déguise-t-il pas, au fond, une complète indifférence? N'aurait-on pas meilleur espoir, si les Espagnols étaient moins tranquilles? Enfin, les hommes nouveaux qu'on attend pour gouverner ne seront-ils pas bien inexpérimentés, comme les militaires qui leur auront ouvert la voie?... »

Et puis on songe qu'on est ici en pays latin, c'est-à-dire dans un pays facile à émouvoir et où les mots ont tout de même une certaine puissance. Sans doute, ce n'est pas en vain que de belles paroles ont été prononcées par le Dictateur et ses amis, que de glorieuses images ont été évoquées tout récemment, le jour de la « Fête de la Race, » — cette solennité à laquelle nous ne prêtons pas assez d'attention et qui, chaque année, réunit au pied de la statue de Christophe Colomb tous les représentants de la grande famille espagnole dispersée à travers deux continents. Devant les drapeaux et les gerbes de fleurs apportées par les enfants des écoles, on rêve de refaire l'Empire sur qui le soleil ne se couchait point.

Mais, quoi qu'on puisse objecter, il faut bien avouer que jamais programme révolutionnaire n'a été plus radical. Le mot de « révolution » prend ici son sens complet, — celui d'un retournement total de la situation. Non seulement on balaie tout le vieux personnel politique, on nettoie du haut en bas toutes les administrations, mais on prétend faire table rase des institutions elles-mêmes et d'abord de l'institution fondamentale du régime parlementaire, — du Parlement lui-même. On remet sur le tapis la vieille question de la décentralisation : les provinces recouvreraient leur autonomie. On verrait revivre les antiques *Cortès* des vice-royautés espagnoles... Tout cela est encore dans le devenir. Néanmoins, les hommes du nouveau

régime tiennent à donner l'impression qu'ils sont des travailleurs et des réalisateurs, et que tout ce qu'il est possible d'accomplir, en fait de réformes, sera exécuté tôt ou tard. Pour l'instant, l'œuvre commencée se distingue par deux signes qui caractérisent généralement les pouvoirs forts : le silence et le secret. La politique de Louis XIV agissait sans bruit, et après une préparation mystérieuse qui surprenait l'adversaire.

En fin de compte, cette révolution espagnole nous amènera sans doute à reviser encore bien des préjugés. La dernière tourmente européenne nous avait déjà débarrassés d'un certain nombre d'idées toutes faites et dépourvues de consistance : nous croyions que les guerres n'étaient plus possibles, — et nous dûmes subir la plus cruelle et la plus meurtrière qu'on ait jamais vue. Nous répétions, en tout cas, que cette guerre serait très courte, — et elle a duré le temps qu'on sait... D'autre part, nous admettons, les yeux fermés, le dogme de la Révolution en marche, de la poussée irrésistible à gauche. Nous nous inclinons devant le mythe sanglant du Grand Soir, du Grand Chambardement!... Eh bien, non! Les Espagnols viennent de nous prouver qu'on résiste parfaitement à l'anarchie, qu'il suffit de coffrer, au bon moment, quelques douzaines d'affreux coquins, et que cette opération de simple police peut s'effectuer sans fracas, sans « chambardement, » le plus tranquillement du monde...

Il y a aussi un autre dogme qui paraît très sérieusement menacé : celui de la puissance mystique de l'argent. Le Directoire espagnol, dans sa besogne de nettoyage et d'épuration, ne semble nullement effrayé par le monstre de la Finance. Le bon sens populaire finira-t-il par démontrer que le financier le plus cousu d'or ne peut rien contre deux mains vigoureuses agrippées à son collet?...

Et ainsi, de quelque façon qu'on envisage ce qui se passe actuellement en Espagne, on n'y découvrira guère que des motifs de réjouir profondément quiconque se sent le cœur d'un homme libre.

LOUIS BERTRAND.

LES DERNIERS JOURS
DU GRAND-DUC
MICHEL ALEXANDROVITCH [1]
1917-1918

II. — LA MYSTÉRIEUSE DISPARITION

SÉJOUR A GATCHINA

Ce fut le 5/18 mars que le grand-duc Michel rentra, avec toute sa famille, dans sa résidence de Gatchina, où il séjourna sans presque s'absenter jusqu'en novembre, ne faisant que de très rares apparitions à Pétrograde.

De tout temps, le Grand-Duc avait eu peu de goût pour la fiévreuse vie pétersbourgeoise ; il préférait Gatchina où il retrouvait de doux et chers souvenirs, qui lui rappelaient sa tendre enfance, sa riante jeunesse et ses plus beaux jours. Il était de l'avis de son auguste père, l'empereur Alexandre III, qui aimait particulièrement « sa retraite préférée de Gatchina, » où il menait au milieu des siens une existence si modeste et si simple. L'architecture majestueuse et originale du palais, qui fut aussi la résidence favorite de l'empereur Paul Ier, tout plein du souvenir des Chevaliers de Malte, les chasses impériales, la maison du prieuré, le splendide parc, — tout cela donnait à Gatchina un coloris et un charme exceptionnels.

La fête de Pâques tombait, cette année-là, le 2/15 avril ; je la passai à Gatchina où se trouvaient le grand-duc Georges

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

Michaelovitch, son aide de camp, le prince Eristov, le prince Viazemsky avec sa femme, plusieurs amis intimes du Grand-Duc et de Nathalie Sergueyevna et aussi MM. Johnson et Matviev.

Quoi de plus émouvant que nos matines du jour de Pâques? C'est à juste titre, que l'Église orthodoxe appelle cette fête « la fête des fêtes et la solennité des solennités ! » La magnificence du service religieux, l'éclat et la blancheur des vêtements sacerdotaux, les chants si émouvants du canon de l'office de Pâques, tout cela élève l'âme du fidèle « de la terre au ciel, » remplit son cœur d'une joie céleste et d'un attendrissement tout divin. « Peuples, soyez tous dans l'allégresse ! » chantent les paroles sacrées, et une joie indéfinissable resplendit sur les visages des fidèles, dont l'être entier est pénétré de l'inébranlable croyance que le Christ « est réellement ressuscité, » anéantissant par sa mort les forces de l'enfer et nous ramenant de la mort à la vie... « Et embrassons-nous mutuellement en nous appelant frères et, en ce grand jour de la Résurrection, pardonnons à ceux qui nous haïssent... » Et tout le monde est dans la joie ; on s'embrasse les uns les autres ; on s'aborde en s'adressant ces divines paroles : « Le Christ est ressuscité !... »

Au moment où j'écris ces lignes, je me souviens avec une inconcevable tristesse des matines pascales de 1917 que j'ai passées avec le Grand-Duc à Gatchina dans de si douloureuses circonstances. Dans la petite église du gymnase de Gatchina pleine de monde, éclairée à jour, j'écoutais, avec une ferveur mêlée d'anxiété, les chants d'allégresse dont les notes radieuses ne parvenaient pas à dissiper la profonde émotion qui m'envahissait malgré moi. Je pensais à celui qui récemment encore était sur les marches du trône, entouré de faste et de splendeur, et sur qui maintenant planaient de si sombres menaces.

Lorsque le service religieux fut terminé, nous rentrâmes tous ensemble dans la ravissante demeure, où nous eûmes, une fois encore, la vision du bon temps passé ! Quand nous pénétrâmes dans la salle à manger, cette pièce était éblouissante de blancheur, la table disparaissait complètement sous des gerbes de muguets. Sur cette blancheur immaculée le cristal et l'argenterie jetaient mille feux. Comme il est d'usage en Russie pour la fête pascale, les mets les plus exquis, les plus savoureux, les plus délicats et les plus fins étaient exposés.

Les toilettes claires des femmes, les brillants uniformes des hommes, tout cet élégant décor caressait l'œil et donnait à cette petite assemblée un air de fête et de joie. Avant de nous mettre à table, Son Altesse, avec son aménité coutumière, nous distribua, en nous souhaitant une joyeuse fête de Pâques, de superbes œufs en porcelaine, produits de la célèbre fabrique impériale qui fonctionnait déjà du temps de Catherine la Grande et qui produisit tant de chefs-d'œuvre de l'art céramique.

Après avoir passé toute la semaine de Pâques à Gatchina, je revins à Pétrograde. Je dus en partir au mois de mai, pour le Sud, où les médecins m'envoyaient faire une cure de bains de boue au Liman d'Odessa.

Arrivée à Odessa, je me rendis chez ma sœur aînée, Mme Inna Pelican, où je m'installai. M. Pelican avait longtemps été maire de cette ville. Au numéro 3 de la rue Marazli, où elle habitait, je trouvai ma sœur dans la tristesse et l'inquiétude : son mari venait d'être arrêté et jeté en prison.

Voici ce qui s'était passé. Ardemment dévoué à la cause des tsars, et ayant pris position à l'extrême droite, Boris Alexandrovitch Pelican était le principal délégué de toutes les organisations monarchistes du Sud de la Russie. Convaincu que l'abdication de l'Empereur avait été forcée, et qu'elle était le résultat d'une trahison tramée d'avance, il estimait que son devoir de fidèle sujet était de préparer un mouvement embrassant tout le Sud de la Russie, afin de rétablir la monarchie. Conformément au plan élaboré, le corps commandé par le général comte Keller devait occuper Odessa, pour soutenir *manu armata* ce mouvement auquel se joindraient les gouvernements de Podolie et de Volhynie. A Odessa, toute la police, ainsi que son chef le colonel Skalon, était composée de fervents monarchistes très dévoués à leur souverain.

Le gouverneur d'Odessa était alors le général Ebelov, ancien officier d'état-major, qui avait déjà occupé ce poste sous le régime impérial. On devait donc s'attendre à trouver en lui un homme loyal, dévoué à son souverain, par qui il avait été comblé de faveurs. N'imaginant pas qu'un général qui avait grandi dans les vieilles traditions du devoir pût être hostile à l'entreprise qu'il avait projetée, Pelican crut pouvoir se rendre chez le général Ebelov pour s'ouvrir à lui et lui exposer

ses plans. Quel ne fut pas son étonnement lorsqu'aux premières paroles le général, l'interrompant brusquement, lui dit d'une voix altérée qu'il était un rebelle au Gouvernement provisoire, Gouvernement reconnu par l'Europe entière, et qu'en sa qualité de gouverneur général il aurait tout droit de le faire pendre au premier réverbère comme séditieux et contre-révolutionnaire!

Pelican répondit, sans s'émouvoir, qu'effectivement le général gouverneur avait tous pouvoirs, notamment celui de le faire pendre, si tel était son bon plaisir ; mais que de son côté, il pouvait l'assurer qu'en retour, la mort du général Ebelov suivrait infailliblement, car toutes les organisations monarchistes du Sud de la Russie, dont lui, Pelican, était le chef suprême, ne manqueraient pas de le venger. « Ceci, conclut-il, est un fait que je puis garantir à Votre Excellence. »

Le général Ebelov ne fit pas pendre Pelican, mais il le fit arrêter, et envoya immédiatement à Pétrograde un rapport dans lequel il le dénonçait comme monarchiste dangereux. C'est ainsi que Boris Alexandrovitch Pelican fut mis en prison où il resta un an et deux mois.

Pendant les six mois que je passai à Odessa, je correspondais régulièrement avec ma fille, avec Nathalie Sergueyevna et avec d'autres amis, qui me tenaient au courant de tout ce qui se passait à Pétrograde et à Gatchina. Aussi bien, je n'ai pas à rapporter ici des événements dont la suite est connue : les manœuvres de Kerensky pour se maintenir au pouvoir ; l'échec de la marche de Kornilov sur Pétrograde, la proclamation de la République, le coup d'État des bolchévistes.

RETOUR A PÉTROGRADE

A la mi-novembre, je reçus de Pétrograde une lettre de ma sœur qui venait de s'installer dans mon hôtel à la Milionaya avec son mari et ma fille. Cette lettre fut pour moi une grande surprise : elle m'apprenait que le Grand-Duc, avec toute sa famille et toute sa suite, était de nouveau notre hôte. Quelque temps après la révolution bolchévique, un leader de ce parti, un certain Rochal, s'était présenté inopinément à Gatchina chez le Grand-Duc, et lui avait signifié les ordres du Soviet : il devait être conduit à Pétrograde où il pourrait jouir

d'une liberté limitée, sous la surveillance permanente des autorités ; on lui laissait le choix du domicile.

Son Altesse répondit aussitôt, qu'il désirait demeurer chez le prince Poutiatine, et, Rochal n'ayant pas fait d'objection, il téléphona immédiatement à la Milionaya où se trouvaient mon mari, ma sœur, mon beau-frère et ma fille.

Au jour fixé, tous les nôtres attendaient impatiemment la venue de notre cher hôte et de sa famille. L'heure passait, le Grand-Duc n'arrivait pas : tout le monde était en proie à la plus vive inquiétude. Vers les quatre heures retentit enfin le coup de sonnette du portier nous avisant de l'arrivée de Son Altesse ; ce fut pour tous un soulagement. Aussitôt mon mari et son frère se précipitèrent à sa rencontre. Ils lui souhaitèrent la bienvenue et se préparaient à lui exprimer leur joie, quand le Grand-Duc mit un doigt sur les lèvres, leur donnant ainsi à comprendre qu'il n'était pas seul, et qu'il fallait être prudent ! Alors seulement ils s'aperçurent que Son Altesse était suivie d'un inconnu, en tunique de soldat, et en papakha (1). C'était un homme de haute taille, au teint basané, avec une abondante chevelure noire et des yeux perçants ; deux matelots le suivaient. Le commissaire bolchévik Rochal, — car c'était lui, — s'entretint quelques instants avec le Grand-Duc, puis se retira, le laissant sous la garde des deux matelots.

Le Grand-Duc et Nathalie Sergueyevna s'installèrent chez nous à la Milionaya, tandis que les enfants et leurs institutrices étaient logés chez le chargé d'affaires du Grand-Duc, Mr Matviev.

Au reçu de la lettre où ma sœur me mettait au courant de ces événements, je résolus de rentrer à Pétrograde ; mais, à cette époque, le trajet d'Odessa à Pétrograde était très difficile et une femme seule ne pouvait pas s'aventurer en chemin de fer, où il se passait des choses incroyables. Les trains étaient bondés de soldats qui fuyaient du front. Dans les wagons, non seulement les compartiments, mais les couloirs, la plateforme, tout était comble : il y avait du monde jusque sur les toits des wagons. La plupart de ces étranges voyageurs étaient complètement ivres; beaucoup tombaient sous les roues des wagons; d'autres avaient la tête tranchée par les fils télégraphiques;

(1) Chapeau en fourrure du Caucase, que portent les soldats russes.

un grand nombre furent tués par les chevrons des ponts. Tel était le tableau que présentaient les voyages en chemin de fer, pendant les premières années de la révolution ; c'est pourquoi je télégraphiai à mon mari, qui était à Pétrograde, de venir me chercher.

Le 20 novembre, deux jours avant l'arrivée de mon mari, vers minuit, deux automobiles, remplis de matelots armés et de civils, s'arrêtèrent devant notre maison. Nous n'eûmes pas le temps de nous reconnaître que déjà ils faisaient leur entrée dans notre salon, nous présentaient le mandat délivré par le Soviet local et se mettaient en devoir de perquisitionner dans toute notre maison. Arrivés à ma chambre, ils me demandèrent mon nom de famille ; puis, avec un intérêt redoublé, ils passèrent scrupuleusement en revue effets, photographies, papiers et lettres. Un parent de mon mari, le prince Serge Michaelovitch Poutiatine, avait épousé la grande-duchesse Marie Pavlovna, fille du grand-duc Paul Alexandrovitch, oncle de l'empereur Nicolas II. C'était de quoi attirer les soupçons sur toute la famille des princes Poutiatine. J'appris ainsi que toutes mes lettres étaient ouvertes à la poste, et qu'on n'ignorait rien de ma correspondance avec Gatchina.

La perquisition était effectuée par un certain Guildine, bolchévique communiste juif, par le socialiste révolutionnaire Livchitz, également juif, et par deux autres de leurs coreligionnaires. Tous ces personnages se conduisirent assez convenablement; ils se saisirent de toutes nos lettres et aussi de quelques bouteilles de champagne et d'autres vins fins ; puis ils disparurent et nous ne les revîmes plus jamais.

Enfin, le surlendemain, arriva mon mari. Il eut toute sorte de difficultés pour se procurer un coupé à part. Le jour du départ, dans la gare obstruée de monde, le problème fut d'abord de nous frayer un passage. Parvenus à notre wagon, comment y pénétrer, alors que toutes les issues étaient obstruées de soldats? Nous dûmes avoir recours à un moyen qui se pratiquait alors fréquemment sur les voies ferrées de la Russie : entrer dans le coupé par la fenêtre.

Les six jours que dura ce voyage, où nous fûmes en butte aux insolences d'une soldatesque effrontée, furent pour nous un véritable cauchemar. Quand enfin notre train entra en gare de Pétrograde, le tableau qui s'offrit à nos yeux fut celui

du désordre et du délabrement le plus complets. Le quai de la gare était encombré de soldats, de revendeurs et de vagabonds. Nous eûmes toutes les peines du monde à retrouver le commissionnaire qui s'était chargé de nos colis. Il y avait alors très peu de facteurs, mais beaucoup de gens équivoques, qui offraient leurs services, prenaient les effets et s'éclipsaient avec eux pour toujours.

En passant devant le Palais d'Hiver dans la direction de la Milionaya, nous fûmes saisis par une odeur de vin et d'alcool très prononcée : la place du Palais d'Hiver ainsi que les rues adjacentes en étaient infectées. Après la prise du Palais d'Hiver par les troupes révolutionnaires, des hordes de soldats de l'armée rouge avaient pénétré dans les souterrains du Palais et envahi les immenses caves à vins. Ces caves représentaient par elles-mêmes toute une ville souterraine où se conservaient pour des millions, des provisions de vins de toute sorte, soit en bouteilles, soit en tonneaux : ce fut une orgie monstre. Les soldats, ivres-morts, brisaient les bouteilles, enfonçaient les barils, nageaient littéralement dans des mares de vin. Il se passa là des scènes d'une brutalité inouïe qui se terminèrent par des rixes, des bagarres et des fusillades entre soldats et matelots affolés.

Ce fut au point que les autorités révolutionnaires s'émurent. Elles firent cerner le Palais d'Hiver par de nouvelles troupes et arrêter les soldats ivres. Est-il besoin de dire qu'on ne fit que changer d'ivrognes et de pillards? Pendant plusieurs jours, on ne vit dans les rues que soldats trébuchant, tenant en mains des bouteilles de vin vieux qui se conservaient dans les caves impériales depuis les temps de Catherine la Grande et coûtaient des prix fabuleux. Les soldats buvaient en marchant et tombaient ivres-morts en brisant les bouteilles dont le contenu se répandait dans les rues et se mélangeait avec la neige.

L'ARRESTATION

En rentrant chez moi, j'appris, par ma sœur et par son mari, que le Grand-Duc venait de quitter notre hôtel, après un séjour d'environ trois semaines. Les autorités bolchéviques lui avaient permis de rentrer dans sa résidence de

Gatchina, où il séjourna au milieu de sa famille jusqu'en février 1918. Son Altesse venait nous voir de temps en temps; il déjeunait ou prenait le thé avec nous dans la plus grande intimité. De mon côté, j'allais souvent à Gatchina où un petit cercle d'amis intimes se dévouait pour tenir compagnie au Grand-Duc et à sa femme. Nous nous unissions pour supplier Son Altesse de songer sérieusement à passer à l'étranger, seul moyen d'échapper à la menace d'une nouvelle arrestation toujours suspendue sur sa tête.

Depuis le 8 novembre, avait commencé, avec la révolution bolchévique, le règne des Soviets et des pires éléments de la société. Sur la scène révolutionnaire étaient apparus les chefs du mouvement bolchéviste, Lénine, Trotsky, Zinoviev, Lounatcharsky, Steklov, Kamenev et d'autres meneurs du parti communiste (1). A quelle résolution allaient-ils s'arrêter vis à vis du Grand-Duc, qui, bien qu'ayant abdiqué et vivant au milieu de sa famille comme un simple particulier, n'en était pas moins le représentant légitime du trône de Russie?

Les amis du Grand-Duc n'avaient que trop sujet de s'inquiéter: ils lui représentaient constamment le danger qu'il courait en restant à Gatchina, si rapproché de Pétrograde où régnait une complète anarchie. Des plans avaient été esquissés, des pourparlers engagés avec l'ambassade d'Angleterre. Je me souviens parfaitement qu'un certain jour, nous reçûmes la visite de deux représentants de cette ambassade. Ils étaient porteurs de deux passeports, destinés au Grand-Duc et à son fidèle et dévoué secrétaire, Johnson. Ils proposèrent au Grand-Duc de le loger pendant un certain temps dans un endroit secret d'où, quelques jours après, il pourrait partir pour l'Angleterre. Son Altesse refusa net. A toutes nos sollicitations nous n'obtînmes que cette noble réponse :

— *Je vous remercie de votre amical intérêt pour moi; je suis touché plus que je ne puis dire de tant de marques d'attachement; mais je ne veux pas quitter la Russie. Je sais que je pourrais partir pour l'étranger, puisque plusieurs représentants du corps diplomatique m'en ont offert les moyens. Je ne profiterai*

(1) La plupart de ces leaders, étant d'origine juive, prirent des pseudonymes russes : Bronstein, celui de Trotsky; Apfelbaum, Zinoviev; Napamkes, Steklov; Rosenfeld, Kamenev, etc. Sur 545 principaux leaders communistes on comptait 447 juifs.

pas de leurs offres de services. Je crois en le peuple russe, dont je n'ai jamais voulu que le bien ; je suis persuadé que lui de son côté ne me veut que du bien et qu'il ne me fera aucun mal.

C'est au milieu de ces angoisses que nous passâmes la fête de Noël, puis le jour de l'an de 1918.

Par une journée triste et brumeuse de la fin de février, je me sentais particulièrement nerveuse et agitée; anxieuse et mal à l'aise, j'avais besoin d'une diversion, je résolus d'aller faire quelques pas sur le quai de la Néva. Au moment où j'allais sortir, je reçus un coup de téléphone. On m'appelait de Gatchina. D'une voix étranglée, M. Johnson m'annonçait que, par ordre du Soviet de Gatchina, le grand-duc Michel Alexandrovitch venait d'être arrêté; que lui Johnson accompagnerait son Altesse et que tous deux seraient conduits de Pétrograde à Smolney : il demandait à mon mari de s'informer si cette arrestation était confirmée par le Soviet de Pétrograde. Mon mari chercha à qui il pourrait bien s'adresser pour avoir les renseignements demandés. Il se souvint d'un certain Bontch-Brouevitch, cousin du général Bontch-Brouevitch, qu'il avait connu au front. Il se rendit immédiatement à Smolney, où il trouva en effet Bontch-Brouevitch. Il eut ainsi confirmation que le Grand-Duc avait été, sans doute possible, arrêté par ordre du Soviet des députés des soldats et des ouvriers de Pétrograde.

Le lendemain, le Grand-Duc, accompagné de M. Johnson, était transféré à Pétrograde et incarcéré à Smolney.

Ce fut tard dans la soirée que cette triste nouvelle nous parvint. Aussi dûmes-nous attendre au lendemain matin pour commencer nos démarches. Nathalie Sergueyevna montra en cette circonstance beaucoup d'énergie. Elle se rendit immédiatement à Pétrograde, chez Mme Abakanovitch, et s'y installa pendant quelque temps, afin d'être plus près de son mari et de pouvoir plus facilement le visiter à Smolney. J'allai la rejoindre, au cours de la matinée, et nous prîmes ensemble la direction de Smolney. Notre but principal était que Son Altesse fût transférée dans un lazaret, à cause de sa maladie d'estomac, qui s'était considérablement aggravée : elle n'était pas en état de supporter la nourriture de Smolney, où tous les prisonniers étaient soumis au même régime.

Ce fut au prix de peines inouïes que nous parvînmes à

obtenir cette entrevue si désirée. Elle nous fut accordée par l'entremise de celui qui était alors tout puissant, le commissaire Ouritsky, le Marat et le Fouché de la révolution bolchévique, le chef de la police politique du Gouvernement des Soviets et de la sinistre Tcheka (tribunal révolutionnaire extraordinaire secret, où on torturait les gens), qui siégeait au numéro 2 de la rue Garochkovaya, dans l'ancien hôtel du grand maître de la police.

Nous trouvâmes le Grand-Duc et M. Johnson installés dans une pièce retirée de Smolney, qui servait autrefois de classe à l'Institut des jeunes filles nobles. Cette pièce, assez vaste, était meublée de huit lits et de quelques chaises. Les soldats de l'Armée rouge armés de fusils, baïonnette au canon, à qui était confiéé la garde des prisonniers, étaient assis, fumant, parlant haut et riant aux éclats. Le Grand-Duc et M. Johnson, debout, causaient dans l'embrasure de la fenêtre. Lorsque Son Altesse aperçut Nathalie Sergueyevna, il s'approcha d'elle avec une ineffable expression de joie, lui saisit silencieusement la main et la porta avec ferveur à ses lèvres. Cette scène m'émut tellement qu'à l'instant où tous deux s'avancèrent vers moi, je ne pus prononcer une seule parole!

Le Grand-Duc, comme s'il voulait nous faire excuser la pauvreté et la malpropreté de son logis, nous offrit des chaises avec sa courtoisie de toujours, et se mit à causer avec nous. Il nous apprit que lui et Johnson avaient à peine touché à l'affreuse nourriture qu'on leur avait servie. A ce moment, la porte s'ouvrit, et Ouritsky entra, vêtu d'un veston de cuir, chaussé de hautes bottes et coiffé d'un chapeau d'astrakan gris. C'est un homme d'une taille au-dessous de la moyenne, le nez proéminent et charnu, avec de grandes oreilles pendantes, de petits yeux fureteurs aux lueurs d'acier, à l'expression de froide cruauté. Il salua d'un imperceptible signe de tête sans ôter son chapeau, s'assit sur une chaise et alluma une cigarette.

A M. Johnson qui lui avait demandé d'autoriser pour le Grand-Duc une nourriture qui convînt mieux à sa santé si précaire, il répondit « qu'il ne voyait aucun inconvénient à la requête de Michel Romanov. »

A son tour, Nathalie Sergueyevna lui demanda que le Grand-Duc fût transféré dans une clinique : il répondit qu'il ne pouvait pas donner, dès à présent, cette permission, mais qu'il

y penserait. Sur cette vague promesse, il se retira en nous adressant le même genre de salut qu'à son entrée. Presque aussitôt, on vint nous avertir que la visite était terminée

Le lendemain matin, à la même heure, Nathalie Sergueyevna et moi, nous retournâmes à Smolney. Cette fois encore, la visite fut de très courte durée : c'est à peine s'il nous fut permis de rester une demi-heure.

Ces voyages à Smolney n'étaient pas sans offrir pour nous de réels dangers; surtout quand nous retournions à la maison entre chien et loup et qu'il fallait nous aventurer dans les rues et ruelles éloignées, où se commettaient presque chaque jour des pillages et des meurtres et où le soir on entendait constamment des fusillades.

En quittant Son Altesse, je résolus d'essayer de revoir Ouritsky, afin d'insister de nouveau pour que le Grand-Duc fût transféré dans un lazaret; Nathalie Sergueyevna m'attendrait devant le perron. Je trouvai Ouritsky à son bureau, en train d'écrire. En entendant la porte s'ouvrir, il leva la tête et, m'ayant reconnue, il me dit « que j'étais venue très à propos, qu'il avait une nouvelle à m'annoncer, une nouvelle qu'il tenait à m'annoncer lui-même. C'était que mes amis allaient être conduits à Perm, où ils se trouveraient mieux parce qu'ils y seraient en liberté ; au surplus, cette mesure serait étendue à tous les Romanov. » Il accompagna ces mots d'un sourire sarcastique, et me fit signe de la main que je pouvais me retirer.

Cette nouvelle était tellement inattendue et j'en fus si saisie, que je ne sais plus comment je descendis l'escalier et me retrouvai en traîneau à côté de Nathalie Sergueyevna. J'eus à peine la force de lui transmettre l'abominable nouvelle. Ce fut pour elle un coup terrible : elle le supporta avec courage et résignation. Nous nous quittâmes ce soir-là, plus tristes que jamais, nous promettant de revenir à Smolney le lendemain de grand matin.

LE PRISONNIER DE PERM

Le lendemain, quand nous arrivâmes à Smolney, on nous en refusa l'entrée : toute visite à Michel Romanov était interdite. Désespérées par ce refus, l'idée nous vint de faire une dernière tentative, en nous adressant directement à Lénine.

Apercevant devant une porte une sentinelle, nous supposâmes que ce devait être là son cabinet. Nathalie Sergueyevna ouvrit brusquement cette porte, sans laisser le temps à la sentinelle décontenancée de lui barrer le passage; quant à moi, le soldat me saisit par le bras et me cria avec la dernière grossièreté: « Où vas-tu, où vas-tu? Les sacrées femmes! Elles viennent d'elles-mêmes se mettre au-devant de nos baïonnettes! » Je m'effrondrai sur un banc dans le corridor et attendis ma chère compagne.

Combien de temps dura l'attente, je l'ignore ; mais ce que je sais bien, c'est que plusieurs fois je me levai de mon banc et arpentai nerveuseusement le corridor... Enfin la fatale porte s'ouvrit et Nathalie Sergueyevna me fit signe de venir... J'entrai; nous étions seules dans la pièce : Lénine était sorti par une autre porte, promettant de lui faire connaître ce qu'on pouvait faire pour Michel Romanov, et qui ne dépendait pas de lui seul. Lénine ne revint pas; il nous envoya seulement dire par Bontch-Brouevitch que la question du transfert du grand-duc Michel Alexandrovitch serait examinée à la séance qui aurait lieu ce soir même.

Nous rentrâmes à la maison complètement démoralisées. Nathalie Sergueyevna était si nerveuse et si hors d'elle-même, qu'elle voulait retourner à Smolney : nous eûmes beaucoup de peine à lui persuader de confier à mon mari la mission d'aller aux nouvelles. Le prince Paul Pavlovitch se chargea volontiers de cette démarche ; passant une capote de soldat, il se rendit à Smolney, fermement résolu à obtenir coûte que coûte une réponse précise!

Cependant il ne revenait pas. Nous l'attendîmes en vain toute la nuit. A six heures du matin seulement, il rentra à la maison, las, gelé, excédé et déçu.

Lorsqu'il s'était présenté chez Ouritsky, ce dernier lui avait déclaré que Michel Romanov n'était pas visible, attendu qu'on allait dans quelques instants le conduire à Perm, que lui, citoyen Poutiatine, était en état d'arrestation et que jusqu'au départ de Michel Romanov, il serait gardé à Smolney. J'appris encore de mon mari que le Grand-Duc et Johnson avaient quitté Smolney à une heure du matin. Le prince Paul les vit de ses yeux, conduits sous escorte : quand ils passèrent près de lui, le Grand-Duc lui sourit tristement en lui faisant un signe d'adieu.

Ce récit nous plongea dans la consternation : Nathalie Sergueyevna, malgré son grand empire sur elle-même, ne put contenir ses larmes, et s'abandonna à sa douleur... Ainsi donc, tous nos efforts avaient été inutiles, toutes nos démarches n'avaient abouti à rien; notre cher et bien-aimé Grand-Duc était emmené pour un lointain voyage, dans la plus rude saison de l'année, sans même qu'on lui eût donné le temps de se préparer, de se pourvoir de vêtements chauds et de linge.

Ce fut surtout ce dernier détail qui accabla Nathalie Sergueyevna, tant elle était inquiète pour la santé de son mari. Enfin, quand ses nerfs se furent un peu calmés et que sa nature énergique eut repris le dessus, elle décida que le lendemain matin même, elle commencerait les démarches nécessaires pour obtenir la permission d'expédier à Perm des vêtements chauds pour le Grand-Duc. Donc nous recommençâmes nos pérégrinations à Smolney, et non sans une peine infinie, nous réussîmes enfin à obtenir une audience de Trotsky.

Après s'être fait longtemps désirer, il parut enfin! Nous lui exposâmes le but de notre visite et le suppliâmes de nous permettre d'expédier des effets au Grand-Duc. Cette démarche n'eut aucun succès. Trotsky, de très méchante humeur, nous répondit avec rudesse qu'il n'avait pas de temps à perdre à de si minces détails, et que nous devions nous adresser à ceux que concernaient ces sortes d'affaires. Puis, d'un salut bien sec, il nous fit comprendre que l'audience était terminée.

J'avais peine à contenir mon indignation. Aussi, me hâtai-je de partir en entraînant avec moi Nathalie Sergueyevna.

Restait à trouver les personnes compétentes auxquelles avait fait allusion Trotsky. Nous allâmes nous renseigner à Smolney. Cette fois, le sort nous fut plus favorable, car, à notre grande surprise, nous trouvâmes auprès des commissaires Bontch-Brouevitch et Joffe aide et protection. Un permis nous fut délivré grâce auquel Basile Tchilichev, le valet de chambre de Son Altesse, et son chauffeur Barounov purent partir pour Perm avec tous les vêtements du Grand-Duc pour les lui remettre personnellement.

Cependant, Nathalie Sergueyevna et moi, nous ne perdions pas courage et continuions nos démarches, dans l'espoir de délivrer le Grand-Duc. Nathalie Sergueyevna recevait tous les jours la visite de D. Narichkin, du général Berioukov, de

A. S. Matviev, de N. N. Balachov, du prince Viazemsky et de sa charmante femme, de mon mari et de moi-même, dans l'hôtel de Mme Abakanovitch où elle demeurait provisoirement. Nous lui prodiguions les marques de notre tendresse et tâchions de la soutenir dans ces pénibles conjonctures.

Ce n'est que quelques semaines après le départ des serviteurs du Grand-Duc que Nathalie Sergueyevna reçut la première lettre de son mari, et moi une très longue missive de M. Johnson, dans laquelle il me racontait en détail, les tourments qu'ils avaient endurés pendant leur long voyage. Comme nous le savions déjà, c'était vers une heure du matin qu'ils étaient partis de Smolney pour la gare Nicolas. Leur train n'était entré en gare qu'à quatre heures du matin, et pendant ces trois longues heures, ils avaient attendu en automobile, dans la cour de la gare Nicolas, où ils étaient entrés par le portail qui donne du côté de la rue Gontcharnaya ; dans cette même cour, à l'exception de l'officier et des quelques soldats qui les convoyaient, il n'y avait personne ; tout était désert et silencieux !

... En lisant ces lignes, je ne pouvais m'empêcher de songer que dans une telle situation une poignée d'hommes intrépides et courageux aurait si bien pu désarmer ces quelques soldats somnolents et à moitié gelés de froid, et délivrer le Grand-Duc ! Hélas ! il paraît que ces hommes n'existaient pas, ou qu'ils manquaient d'initiative et ne savaient pas s'organiser, en un temps si affreux où tout le monde était éperdu, découragé. — Mais peut-être me fera-t-on l'objection que je raisonne comme une femme, qu'à ce moment il était déjà trop tard, que je ne me rendais pas compte de la situation inextricable dans laquelle se trouvait la capitale, que tout le pouvoir était déjà aux mains des révolutionnaires et qu'une pareille tentative était condamnée à échouer.

« Nous vîmes aussi, écrivait encore dans sa lettre N. N. Johnson, le pauvre prince Paul, quand nous passâmes devant lui, et nous devinâmes aussitôt qu'il était arrêté et retenu à Smolney à cause de nous. On nous plaça, pour effectuer notre voyage, dans une voiture de première classe, mais en quel état ! Toutes les vitres des fenêtres brisées ou enfoncées : un vent glacial nous soufflait en plein visage. Les soldats qui nous convoyaient nous regardaient avec hostilité ; mais peu à peu leur attitude envers

nous allait se modifier. Le sang-froid, la dignité, la sérénité du Grand-Duc, qui ne se plaignait de rien et qui même tâchait d'être vif et gai, les impressionna vivement. Tous ces hommes dont l'apparence était si grossière, furent subjugués par le charme du Grand-Duc qui était la douceur personnifiée, qui les regardait avec des yeux si cléments et si limpides et qui sut, grâce à son aménité et à son calme, conquérir leur cœur sur-le-champ. Le jour suivant, très tard dans la soirée, quand nous nous apprêtions à aller nous reposer, tous les soldats de l'escorte l'appelaient déjà Michel Alexandrovitch ; et même deux d'entre eux ôtèrent leurs capotes afin d'en couvrir les fenêtres, pour préserver Son Altesse des courants d'air. Pendant toute la durée de notre long et pénible voyage, ils ne cessèrent plus de nous prodiguer tous les soins qui étaient en leur pouvoir. »

Une semaine s'était écoulée depuis l'arrivée de cette lettre, quand Nathalie Sergueyevna reçut, par l'entremise d'un conducteur arrivé à Perm, un billet du valet de chambre de Son Altesse, Tchelichev, qui lui annonçait une terrible nouvelle. Le Grand-Duc et son secrétaire N. N. Johnson étaient en prison ; lui et le chauffeur de Son Altesse, Barounov, étaient également emprisonnés et non en liberté comme on le leur avait promis à Pétrograde ; on les avait tous trompés et, dès l'arrivée à Perm, on les avait conduits de la gare directement à la prison, par ordre du Soviet de Perm.

Sous le coup de cette lamentable nouvelle, Nathalie Sergueyevna et moi nous rendîmes aussitôt à Smolney auprès du commissaire Goussev, que nous priâmes instamment de vouloir bien faire toutes les démarches nécessaires pour mettre en liberté le Grand-Duc et ses compagnons d'infortune. Cette démarche étant restée sans résultat, nous nous adressâmes à l'artiste M. F. Darsky, bien connu de tout Pétrograde. Nous le priâmes d'intercéder pour nous auprès du commissaire Lounatcharsky, alors commissaire des beaux-arts et directeur de tous les théâtres. Lounatcharsky nous téléphona, qu'en effet, par ordre du Soviet de Perm, le Grand-Duc avait été provisoirement arrêté ; mais que cet ordre était maintenant annulé et que le Grand-Duc et ses compagnons avaient été remis en liberté. C'était la vérité, comme l'apprit, quelques jours après, Nathalie Sergueyevna par une lettre de son mari, où il lui annonçait

qu'ils étaient libres et qu'on les avait installés dans un hôtel où des chambres avaient été mises à leur disposition.

A dater de cette époque, une correspondance assez régulière s'établit entre le Grand-Duc et sa femme ; ainsi nous recevions constamment des nouvelles de nos chers exilés et nous étions au courant de la triste existence qu'ils menaient à Perm. Nous apprîmes par la même voie que Nathalie Sergueyevna pourrait se rendre à Perm et y rejoindre le Grand-Duc. Aussitôt elle s'adressa à mon mari et le pria de l'accompagner jusqu'à Perm, demande à laquelle mon mari acquiesça de grand cœur.

En même temps, il fut décidé qu'on enverrait le fils du Grand-Duc, le petit Georges Michaelovitch, en Danemark, car Son Altesse était très inquiète du sort de son fils unique et tendrement aimé. En conséquence, Nathalie Sergueyevna pria le prince Paul de se rendre à l'ambassade de Danemark, occupée alors par M. Gerald Scavenius, homme d'excellent cœur et des plus nobles sentiments. M. Scavenius reçut mon mari de la façon la plus obligeante et lui promit de saisir sans retard de cette affaire la Cour de Danemark. En même temps, il l'adressait au colonel danois Cramer, alors administrateur du bureau international pour l'échange des prisonniers de guerre, qui demeurait à la Sergueyevskaya, à l'hôtel de l'ambassade d'Autriche. Le colonel Cramer chez qui se rendit mon mari, poussa la bonté jusqu'à offrir de loger chez lui le petit Georges Michaelovitch, en attendant qu'arrivât la réponse. Cette proposition fut tout de suite acceptée et le fils du Grand-Duc installé chez le colonel Cramer, d'où, quelque temps après, il fut envoyé en Danemark avec sa gouvernante Miss Neam : il vécut, alors, au sein de la famille royale danoise jusqu'à l'arrivée de Nathalie Sergueyevna à Londres, où il la rejoignit en 1919.

Cependant Nathalie Sergueyena désirait absolument passer la fête de Pâques avec son époux; elle décida de partir pour Perm dans le courant de la semaine sainte avec Mme Abakanovitch et mon mari. J'appris que le voyage s'était effectué sans incidents; puis, j'attendis une lettre de mon mari.

Deux semaines se passèrent, deux semaines d'anxiété, deux siècles. Enfin un beau jour n'y tenant plus, comme je me préparais à envoyer un télégramme à Perm, la porte de

mon boudoir s'ouvrit : mon mari était devant moi. Vous jugez de ma surprise ! Il me dit qu'il venait d'arriver avec Mme Abakanovitch et qu'il m'apportait une lettre de Nathalie Sergueyevna avec un œuf de Pâques de la part du Grand-Duc. Dans cette lettre était incluse une photographie de Son Altesse prise après sa sortie de prison. Le Grand-Duc était en veston, hautes bottes et papachka ; il portait une barbe qui le rendait méconnaissable. Sur cette carte étaient inscrits ces mots : « Le prisonnier de Perm. » Plus tard, je dus détruire cette photographie, ainsi que beaucoup d'autres lettres et de papiers concernant de précieux souvenirs. Le Grand-Duc nous adressait, à mon mari et à moi, ses remerciements pour notre dévouement amical, et il nous invitait à venir passer l'été avec eux à Perm. Cette invitation me causa une joie bien vive; sans plus attendre, je commençai mes préparatifs de voyage.

Hélas! l'implacable sort avait décidé que je ne devais plus revoir notre cher Grand-Duc, et en effet je ne le revis plus jamais ! Un télégramme de N. N. Johnson m'apprit soudain que Nathalie Sergueyevna avait quitté Perm et qu'elle était en route pour Pétrograde. Cette dépêche nous plongea dans la stupeur : je ne savais à quoi attribuer ce départ que rien n'expliquait : de nouveau toutes nos anxiétés se réveillèrent. Aussi attendions-nous l'arrivée de Nathalie Sergueyevna avec une impatience fébrile. Nous eûmes enfin par elle l'explication de ce départ précipité. La marche victorieuse des troupes tchéco-slovaques sur Perm avait provoqué dans la ville une grande effervescence ; car l'ensemble de la population était hostile au régime communiste. Le pouvoir bolchéviste alarmé avait opéré des arrestations de toute urgence. Le Grand-Duc craignant des représailles de la part du Soviet local, était très inquiet pour sa femme : c'est pourquoi il l'avait obligée à partir sur-le-champ pour Pétrograde.

Nathalie Sergueyevna nous donna des détails sur Perm, sur la vie qu'y menait le Grand-Duc avec son ami fidèle N. N. Johnson. Ils demeuraient dans un hôtel de la rue Sibirskaya, où ils occupaient plusieurs chambres. Les deux serviteurs du Grand-Duc, son valet de chambre Tchelichev et son chauffeur Barounov, logeaient dans le même hôtel. Ils jouissaient d'une liberté relative; par exemple, il leur était permis de se promener en ville tout en étant secrètement surveillés.

Le Grand-Duc recevait de nombreuses visites : les habitants de Perm, surtout les paysans, lui témoignaient une grande déférence et beaucoup d'attachement. Quand ils le rencontraient dans la rue, ils le saluaient avec respect ; ils lui apportaient à l'hôtel toute sorte de friandises : à Pâques, ce furent des « mets de Pâques, » œufs teints, jambons, dindons, etc. Ils se montraient très offensés quand le Grand-Duc, par l'entremise de N. N. Johnson, tout en les remerciant chaleureusement, les priait de ne pas se déranger et les assurait qu'il avait de tout en quantité.

LA DISPARITION

En revenant de Perm, Nathalie Sergueyevna s'installa d'abord provisoirement chez Mme Abakanovitch; puis, peu après, elle rentra à Gatchina où je lui rendis de fréquentes visites et où je passai même plusieurs jours.

Hélas ! la tristesse régnait maintenant dans ce délicieux logis, où l'absence du cher maitre de maison se faisait terriblement sentir, où chaque chose, chaque bagatelle de l'intérieur rappelaient celui qui était maintenant si loin de nous, celui vers qui nos âmes brûlaient de s'élancer, et dont le sort devenait de plus en plus angoissant. Tous les amis intimes du Grand-Duc vivaient dans l'alarme ; et cette disposition de leur esprit augmentait graduellement, vu que les lettres du cher exilé devenaient de plus en plus rares et enfin cessèrent tout à fait. Ce fut une période terrible pour Nathalie Sergueyevna, inquiète de son mari, éloignée de ses enfants et se trouvant dans une situation incertaine à Gatchina, si près de Pétrograde, où le foyer de la révolution se propageait avec une rapidité effrayante. Tout cela oppressait son âme et nous jetait tous dans un profond accablement.

A la fin de l'été, nous la persuadâmes de retourner à Pétrograde, des amis nous ayant avisés que la villa du Grand-Duc, à Gatchina, allait être réquisitionnée par ordre du Soviet et que tous ses habitants seraient arrêtés. Nathalie Sergueyevna quitta donc sa ravissante maison de Gatchina et vint à Pétrograde où elle s'établit de nouveau chez Mme Abakanovitch. Après l'avoir aidée à s'installer chez son amie, je rentrai chez moi à la Milionaya où je trouvai mon mari, ma fille, ma sœur et

son mari, le prince Michel Poutiatine, et notre ex-institutrice Mlle Baettig.

Le lendemain de mon retour à la Milionaya, je m'apprêtais à aller voir Mme Brassov et j'étais déjà sur le palier pour descendre l'escalier, lorsqu'on m'avertit que la gouvernante de Mme Abakanovitch me demandait au téléphone... La pauvre gouvernante me disait d'une voix tremblante d'émotion, que la comtesse Brassov et Mme Abakanovitch venaient d'être arrêtées et conduites à la Garochkovaya n° 2, où fonctionnait l'effroyable Tcheka de Pétrograde, dont le nom seul faisait frémir d'horreur tous les habitants de la capitale. Comme on le sut plus tard, cette arrestation coïncidait avec la disparition mystérieuse du Grand-Duc et de son compagnon d'infortune N. N. Johnson, qui eut lieu précisément à cette époque.

Malgré toutes mes démarches et toutes celles des amis de Mme Brassov, on les retint prisonnières à la Garochkovaya pendant tout un mois, sans leur permettre de recevoir aucune visite. Enfin, après qu'Ouristky eut fait subir une série d'interrogatoires à Nathalie Sergueyevna, elle fut remise en liberté; quelques jours auparavant, on avait aussi libéré Mme Abakanovitch. Heureusement, quelque temps après, la comtesse Brassov réussit à s'enfuir de Pétrograde, sous un faux nom : elle se fit passer pour une sœur de charité retournant chez ses parents dans le Gouvernement de Kiev.

A Kiev était établi un Gouvernement dont le chef était l'Hetman : la comtesse Brassov pouvait y vivre tout à fait en sécurité. Elle y résida quelque temps, puis elle partit pour Odessa, d'où, à bord d'un navire de guerre anglais, elle gagna l'Angleterre où elle se trouve encore actuellement.

Quant à moi, deux mois après le départ de Nathalie Sergueyevna, après avoir enduré bien des souffrances et des privations à Pétrograde où régnait la famine, je pus enfin partir pour Odessa avec toute ma famille grâce à l'entremise d'un ami. Là, je revis encore une fois Nathalie Sergueyevna et j'eus la consolation de pouvoir lui dire adieu et de lui souhaiter un meilleur avenir avant son départ pour l'Angleterre.

La chute du Gouvernement de l'Hetman, la marche de Petlioura sur Odessa, l'évacuation d'Odessa par les Français me forcèrent de me réfugier à Constantinople où je m'embarquai pour Malte avec ma famille.

C'est à Malte que nous rejoignit Mlle Baettig, et c'est par elle que j'appris la dernière phase de la tragédie de Perm. Une première fois, nous avions essayé de nous enfuir de Pétrograde avec Mlle Baettig, mais nous avions été arrêtées à la gare de Dno et renvoyées à Pétrograde dans un wagon de bestiaux! Cette arrestation et l'épouvantable nuit que nous passâmes dans cet affreux wagon, avaient tellement ébranlé Mlle Baettig qu'elle en fit une sérieuse maladie et, lors de notre second départ, ne fut pas en état de nous accompagner. Elle resta donc environ deux ans dans notre hôtel à Pétrograde, souffrant tous les martyres du bolchévisme. Quand enfin elle fut de force à supporter le voyage, elle fut rapatriée par son Gouvernement. Après avoir séjourné cinq mois en Suisse dans sa patrie, elle vint nous rejoindre à Malte, où elle me fit la lamentable narration que voici.

Huit mois environ après la subite et mystérieuse disparition du Grand-Duc et de son fidèle compagnon N. N. Johnson, Mlle Baettig était dans sa chambre, lorsqu'on vint lui dire qu'un homme demandait à la voir. Habituée qu'elle était aux perquisitions, elle ne s'émut pas outre mesure. A son arrivée dans l'office, quelle ne fut pas sa surprise de voir devant elle un vieillard inconnu qui la saluait avec de grandes marques de respect? Comme elle s'informait auprès de lui de ce qu'il lui voulait :

— Est-il possible, mademoiselle, lui répondit-il d'une voix brisée par l'émotion, que vous ne me reconnaissiez pas?

— Qui donc êtes-vous? répliqua Mlle Baettig.

— Je suis Basile Tchelichev, le valet de chambre du Grand-Duc. Je reviens de Perm, où j'ai subi six mois de détention. Nourri de têtes de harengs pourris, d'un peu de pain noir et de thé, ma santé a été éprouvée au point que c'est à peine si j'ai pu arriver jusqu'à Pétrograde. Le chauffeur de Son Altesse, Barounov, a été emprisonné comme moi, dès que le Grand-Duc eut disparu ; mais il n'a pas eu la force d'accomplir ce long et pénible voyage et il est resté à Perm.

Ainsi j'avais devant moi l'un des derniers survivants de ce drame, le serviteur fidèle qui avait accompagné son auguste maître à Perm et fut témoin de la terrible tragédie. Voici quel fut son récit.

— Notre vie continuait toujours la même, quand une nuit,

à deux heures du matin, une troïka s'arrêta devant notre hôtel. Cinq hommes armés, dont l'un paraissait être le chef et les quatre autres de simples soldats, entrèrent dans l'hôtel, firent irruption dans la chambre du Grand-Duc, et déclarèrent qu'ils venaient arrêter Michel Romanov. Le Grand-Duc s'empressa de répondre qu'il était prêt à les suivre, priant seulement qu'on le laissât s'habiller sans témoin. Celui qui paraissait être le chef, répliqua qu'il ne quitterait pas la chambre, que le Grand-Duc pouvait bien s'habiller devant lui. En entendant ce colloque, Johnson, qui se trouvait dans la chambre voisine, intervint et demanda de quel droit on venait les arrêter, alors qu'ils étaient sous la protection du Soviet de Perm. Il ajouta qu'il ne permettrait pas qu'on enlevât le Grand-Duc, qu'il réveillerait tout l'hôtel, qu'il irait se plaindre, etc. ; il fit un tel bruit que les cinq hommes prirent l'alarme. Alors, le chef, s'approchant de Johnson, lui dit quelques mots à l'oreille. L'effet fut magique : Johnson devint subitement très gai, pressa Son Altesse de s'habiller plus vite et, se tournant vers Basile Tchelichev, qui aidait son auguste maître, il lui dit : « Tout ira bien, Basile, tout ira bien pour nous, je suis si content ! » Pendant ce temps N.N. Johnson avait déjà répété à Son Altesse les paroles du chef, que Basile n'avait pas entendues, mais qui apparemment devaient signifier que les nouveaux venus étaient des amis déguisés en soldats bolchéviks pour sauver le Grand-Duc. Mais le Grand-Duc n'ajouta aucune foi à cette explication et se contenta de sourire avec mélancolie. Il s'habilla sans mot dire. Dès qu'ils furent prêts, ils prirent place dans la troïka : devant, le Grand-Duc, N. N. Johnson et le chef ; derrière, les quatre soldats. Au départ, Johnson agitait la main en signe d'adieu, il était d'une gaîté folle. L'attitude de Son Altesse était bien différente. De la troïka il nous envoya un dernier adieu avec un douloureux sourire. Puis ils disparurent. On n'a jamais su ce qu'ils étaient devenus.

Tel est le récit que me fit Basile Tchelichev. Hélas ! il ne laisse que peu de doute sur le sort du Grand-Duc martyr et de son fidèle compagnon.

Princesse Olga Poutiatine.

LES INFLUENCES ARABES

DANS

L'ART ROMAN

Quand les premiers romantiques parlaient de nos monuments du moyen-âge, ils en célébraient parfois la fantaisie « arabe. » Ils pensaient les rendre ainsi plus mystérieux et plus magnifiques. Comme ils ne connaissaient pas mieux l'art musulman que l'art chrétien, ils eussent été fort embarrassés de donner un corps à des impressions vagues comme un rêve. Ces précurseurs furent suivis de plusieurs générations de sévères archéologues qui analysèrent nos monuments et n'y découvrirent pas ces éléments arabes qu'avaient cru entrevoir leurs aînés. Mais il arrive parfois que l'instinct des poètes est plus clairvoyant que la science des savants. C'étaient les romantiques qui avaient raison. On ne saurait douter aujourd'hui, et, pour ma part, je ne doute pas que les architectes du moyen-âge n'aient imité plus d'une fois le décor des monuments de l'Islam. J'avais senti cela, il y a dix ans, dans la mosquée de Cordoue ; je le sentis plus vivement encore, il y a quelques mois, au Maroc. En parcourant ce pays de songe, où il semble qu'un nécromant fasse revivre pour vous la civilisation de Grenade, au temps de Boabdil, j'admirai des monuments incomparables. C'étaient les minarets almohades, grandioses comme la puissance de ces sultans, dont l'empire s'étendait de Tunis aux portes de Tolède : la Koutoubia de Marrakech, dominée par trois boules d'or, couronnée de faïences bleues, serties dans la pierre comme des saphirs ; la tour Hassane de Rabat, « tour

vermeille, » qui se détache sur le blanc neigeux d'une ville lointaine. C'étaient les tombeaux des Saadiens, gracieux comme l'Alhambra, où toutes les voluptés de la vie semblent accompagner les sultans dans la mort. C'étaient les médersas de Fez, si belles, qu'elles font apparaître la méditation et l'étude comme la suprême poésie. C'étaient les portes des villes, les plus magnifiques peut-être qu'on ait jamais faites, majestueuses comme des portes romaines, mais revêtues de la tenture de fête des arabesques, décor exquis, qui est le salut au voyageur, le présent d'hospitalité au frère de l'Islam.

Toutes ces merveilles, certes, étaient nouvelles pour moi ; et pourtant, il m'arrivait, dans le décor d'une porte, dans le dessin d'un arc, de retrouver des formes qui m'étaient familières depuis de longues années. Était-ce un hasard si nos églises romanes nous montraient parfois les mêmes ornements que les minarets et les mosquées? Fallait-il invoquer, comme on le fait, quand on ne sait rien expliquer, l'identité de l'esprit humain sous toutes les latitudes? Je ne le pensai pas. Une étude plus attentive me fit entrevoir entre l'art chrétien et l'art arabe des ressemblances, entre le monde chrétien et le monde musulman des rapports que je voudrais indiquer ici.

I

Quand on visite Cluny, après avoir lu l'histoire de cette grande abbaye, qui fut, comme dit Viollet-le-Duc, « la mère de la civilisation occidentale, » on est tristement surpris de n'y plus voir debout qu'un clocher et le bras d'un transept. Voilà ce que des entrepreneurs de démolitions, qui eussent été les vandales les plus sacrilèges du XIXe siècle, s'ils n'en eussent été les plus ignorants, ont laissé subsister de la plus illustre des églises romanes de la France. Ces restes pourtant permettent de deviner la beauté de l'ensemble. Ce fragment de transept, avec sa voûte suspendue à trente-trois mètres de haut, est plein de grandeur : l'art gothique n'a pas plus d'élan. Les divisions intérieures sont celles des églises bourguignonnes : entre les grandes arcades du bas et les fenêtres du haut, on remarque une élégante ligne d'arcatures décoratives, appliquées à la muraille, qui forment ce qu'on appelle un triforium. Or, ce triforium présente une particularité singulière : chacun des

arcs en plein cintre qui le composent est bordé d'une suite de petits demi-cercles qui se touchent et dessinent autour de l'arc un feston. Le même motif se remarquait sans doute jadis au triforium de la nef. On ne retrouve cette curieuse bordure de demi-cercles ni au triforium de Paray-le-Monial, ni au triforium de Beaune, églises filles de Cluny. C'est comme la marque de l'église-mère.

Ce détail m'apparut longtemps comme une bizarrerie inexplicable, mais il prit tout d'un coup un sens à mes yeux quand je m'aperçus qu'il était emprunté à l'art arabe. Je vis cent fois au Maroc ces lobes demi-circulaires bordant l'arc d'une porte ou l'arc d'une fenêtre. L'origine en est très antique. Ces demi-cercles décoratifs apparaissent pour la première fois autour de l'arc démesuré qui ouvre le palais des rois Sassanides à Ctésiphon. C'était le seul ornement de cette porte géante, qui vient, dit-on, de s'écrouler. Les Arabes, qui empruntèrent tant de choses à la Perse, lui doivent ce motif. Ils l'emportèrent avec eux. On le retrouve, au IXe siècle, dans la mosquée de Kairouan, au bas de la belle coupole qui domine le mihrab. Il reparaît en Espagne, avec une magnifique ampleur, à la mosquée de Cordoue. Chose étrange, il se montre, à la fin du XIe siècle, à l'église de Saint-Jacques de Compostelle ; il embellit, à l'extérieur, l'arc des deux fenêtres qui s'ouvrent dans le transept méridional, au-dessus de la *Puerta de Platerias*, la Porte des orfèvres. Il fallait que ce décor des mécréants eût un charme bien irrésistible, pour que les Espagnols n'aient pas craint d'en marquer le front de la plus sainte de leurs églises. Avaient-ils donc oublié que le calife Almanzor l'avait jadis détruite, et qu'il en avait fait transporter les cloches sur les épaules des prisonniers chrétiens jusqu'à la mosquée de Cordoue ? Ils se le rappelaient sans doute, puisque, bien longtemps après, saint Ferdinand, le conquérant de l'Andalousie, fit, à son tour, transporter de Cordoue à Compostelle, sur les épaules des prisonniers musulmans, les cloches de Saint-Jacques. Mais il y avait dans cet art de l'Islam un sortilège, la formule secrète d'un enchanteur, qui obligeait ceux qui le voyaient à l'aimer.

Le décor arabe du triforium de Cluny vient, lui aussi, on ne saurait en douter, de l'Espagne; et rien ne paraît plus naturel quand on connaît l'histoire de la grande abbaye. Dès le XIe siècle, l'Espagne fut sans cesse présente à la pensée des

abbés de Cluny. Elle était pour eux l'avant-poste de la chrétienté en face du monde musulman, le rempart sans cesse menacé qu'il fallait défendre à tout prix. Ce sont les abbés de Cluny qui organisèrent le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle, et qui firent surgir, sur les routes de France et d'Espagne, les prieurés clunisiens, lieux d'asile pour les voyageurs. Ces milliers d'hommes, parmi lesquels se trouvaient les plus hardis soldats de France, devenaient sans peine les champions du Christ contre l'Islam. La croisade d'Espagne fut une des grandes œuvres de Cluny. Nous ne savons pas assez que, pendant tout le XIe siècle, les barons français, et surtout les barons bourguignons, sollicités par Cluny, ne cessèrent de descendre vers l'Espagne. Ce n'étaient pas quelques bandes d'aventuriers, c'étaient des armées entières, « des armées dignes d'un roi, » comme dit Suger, qui franchissaient les Pyrénées. Les Espagnols ne furent pas seuls pour lutter contre les Maures et la France a eu sa part dans la « reconquista. » La preuve en est écrite dans l'histoire des dynasties de la péninsule. C'est un chevalier bourguignon, qui, après dix-sept victoires sur les Maures, devint roi de Portugal, et un autre Bourguignon monta sur le trône de Castille. Les *Gesta Dei per Francos* commencent un siècle avant la prise de Jérusalem. Cluny fut l'âme de cette croisade espagnole : aussi les rois d'Espagne lui en furent-ils profondément reconnaissants. Ferdinand envoyait chaque année une somme considérable à Cluny, mais Alphonse VI, l'ami de l'abbé saint Hugues, fut plus généreux encore : il doubla ce tribut de reconnaissance, et, quand il eut pris Tolède, il voulut contribuer à la construction de la nouvelle église de Cluny, celle-là même dont nous admirons les restes. Depuis longtemps, d'ailleurs, les peuples chrétiens étaient accoutumés à donner à la sainte église de Cluny des témoignages de leur affection et de leur respect. Henri II, empereur d'Allemagne, lui fit don de sa couronne impériale, de son sceptre et de son manteau. Le Roi d'Angleterre, Guillaume le Conquérant, lui offrit une chape splendide ornée de perles, et sa femme, la reine Mathilde, un grand candélabre de bronze à sept branches, qui rappelait celui du temple de Jérusalem. Les Républiques de Pise et de Gênes, après leur victoire sur les Musulmans de Sardaigne, envoyèrent à Cluny tout l'or recueilli dans le butin, et l'abbé saint Hugues en fit faire un ciborium pour le maître-

autel. Tout le XIe siècle sentit instinctivement que la haute pensée qui façonnait l'Église était à Cluny, que c'était dans ce sanctuaire que veillait la lampe de l'Église. Et, en effet, les grands papes du XIe siècle furent tous des clunisiens, ou des adeptes des idées de Cluny.

En s'associant à la construction de la nouvelle église, Alphonse VI voulut, lui aussi, témoigner de sa reconnaissance à Cluny. Il venait de prendre Tolède en 1085. Ce grand événement, qui dut émouvoir la chrétienté tout entière, qui dut combler de joie saint Hugues, ne fut probablement pas étranger à la fondation de l'église. Elle fut commencée trois ans après, en 1088, et les subsides d'Alphonse VI provenaient, on ne peut guère en douter, du butin de sa victoire. Or, il se trouve que l'Espagne a mis sa marque sur cette église qui lui fut particulièrement chère. Peut-être l'architecte de Cluny avait-il accompagné saint Hugues dans un des deux voyages qu'il y fit; peut-être fut-il un de ces moines clunisiens qu'Alphonse VI appela à Tolède après la prise de la ville. Depuis longtemps, d'ailleurs, les moines français abondaient dans les prieurés clunisiens de l'Espagne, saint Jean de la Peña, Burgos, Carrion, Sahagun. L'architecte de Cluny put voir quelques-unes de ces belles mosquées que les chrétiens détruisirent plus tard. Le motif arabe, dont il décora le triforium de son église, est la preuve d'un contact avec l'art musulman. Et ce n'est pas le seul. Nous ne connaissons plus aujourd'hui le portail de l'abbatiale de Cluny que par quelques mauvaises gravures. Celle qui semble la moins infidèle nous montre une particularité surprenante. Le grand demi-cercle du portail est enfermé dans un cadre rectangulaire que dessine une bande décorative. Il est difficile de ne pas penser aussitôt au rectangle où s'inscrivent toutes les portes des monuments arabes. Ce cadre, que les architectes musulmans appelaient « l'arrabâ, » est comme le sceau de l'Islam : il enferme l'arc brisé des monuments d'Ispahan, comme l'arc en fer à cheval de la mosquée de Cordoue, comme le vaste cintre des portes de Fez. Encadré par ces lignes droites, le demi-cercle d'une porte ne devient pas seulement plus majestueux, il donne une mystérieuse impression de sérénité et de paix. L'« arrabâ » se rencontre parfois dans les églises de l'Espagne, mais ne se rencontre jamais dans les églises de France, Le portail de Cluny en est le seul exemple parfaitement carac-

térisé que j'en connaisse chez nous; comme dans les monuments arabes, la bande horizontale du cadre est exactement tangente au demi-cercle de la porte.

C'est peu de chose assurément que ce triforium à lobes et ce portail encadré (car c'est là tout ce que l'art musulman a donné à Cluny); pourtant, ces formes, quand on en connaît l'origine, font rêver longtemps. Comme il est étrange de rencontrer à Cluny ces souvenirs de la lointaine Espagne arabe! Quelles avenues ouvertes à l'imagination! Ainsi, ces grands abbés de Cluny, ces champions de la chrétienté contre l'Islam, qui organisèrent la croisade d'Espagne et préparèrent la croisade de Palestine, empruntèrent pour leur église des ornements à la mosquée! Pierre le Vénérable n'en fut pas choqué, lui qui fit traduire le Coran pour pouvoir mieux le combattre et qui le réfuta dans un livre dont la plus grande partie est aujourd'hui perdue. Ces belles formes lui parurent inoffensives, et il ne les associa pas, comme nous le faisons aujourd'hui, à une autre religion et à une autre race.

L'imitation de l'église de Cluny explique peut-être l'apparition des lobes décoratifs aux fenêtres hautes du puissant clocher qui s'élève à la croisée du transept de l'église de Tournus. Tournus est, en effet, un des plus anciens prieurés de Cluny en Bourgogne, et l'emprunt d'un motif à l'église-mère n'aurait rien, ici, que de très naturel. Toutefois, on ne peut s'empêcher de songer que Pierre, prieur de Tournus, fit en 1080 le voyage d'Espagne pour négocier le mariage de Constance de Bourgogne avec le roi de Castille et de Léon, Alphonse VI. Or, c'est Pierre qui fit commencer le transept de Tournus que nous voyons aujourd'hui. Le clocher qui le domine était peut-être terminé quand il mourut en 1107; le dessin tout au moins devait en exister. Là encore, nous retrouvons l'Espagne.

II

Quand je vis la tour Hassane à Rabat, j'admirai avec quel tact l'architecte, laissant ce robuste minaret tout nu dans le bas, l'avait revêtu dans le haut d'une application de dentelles arabes. C'était le principe même de nos vieux maîtres romans et gothiques, qui pensaient qu'un clocher doit donner une impression

de force dans ses parties basses, de légèreté et de richesse à son sommet. En regardant les unes après les autres les faces du monument, j'aperçus à mi-hauteur, sur l'un des côtés, une élégante arcature faite de trois arcs dentelés appliqués au mur et portés par des colonnettes. Je pensai aussitôt au clocher carré qui s'élève en avant de la nef à moitié détruite de l'église de la Charité-sur-Loire. On y voit, en effet, à la même place, une arcature toute semblable.

Ces arcs de La Charité sont ornés suivant le même principe que ceux de Cluny, mais avec une différence. Les petits demi-cercles décoratifs ne sont plus sculptés dans la pierre tout autour de l'arc dont la ligne reste pure. C'est l'arc lui-même maintenant qui est fait d'une suite de demi-cercles qui se touchent; l'arc ressemble à une dentelle qui se détache sur le vide. C'est ce qu'on appelle proprement « l'arc polylobé, » tandis que l'arc du triforium de Cluny est un arc ordinaire *entouré* d'un décor polylobé. Ces deux formes sont arabes l'une et l'autre.

L'arc polylobé, comme beaucoup d'autres éléments du décor arabe, vient de la Perse. Les architectes sassanides imitaient parfois, au fond d'une niche, le beau dessin du *pecten*, ce coquillage qu'on recueillait sur les grèves du Golfe Persique. Les cannelures formaient le décor du fond de la niche, et les bords dentelés du coquillage devenaient tout naturellement un arc polylobé. Plus tard, les cannelures disparurent, mais l'arc polylobé persista. L'arc polylobé était un motif de l'architecture arabe au temps des kalifes abassides. L'antique Bagdad n'existe plus et a emporté, en disparaissant, le secret des origines de l'art musulman. Pourtant, on a retrouvé, il y a quelques années, dans les solitudes qui s'étendent au Nord de Bagdad et où s'élève Samara, une mosquée en ruines contemporaine des kalifes du IXe siècle. Or, les fenêtres en sont polylobées. Ces arcs polylobés se retrouvent dans l'Afrique du Nord, où ils s'avancent en même temps que les conquérants. On les voit au mihrab de la mosquée de Kairouan. Le Maroc nous en offre de nombreux exemples; l'arc polylobé y reste, après tant de siècles, un des éléments de l'architecture musulmane d'aujourd'hui. Car, au Maroc, l'architecture musulmane n'est pas morte, et il s'y trouve encore des architectes qui pourraient nous bâtir des Alhambras. Parfois, l'arc au lieu d'être polylobé est simplement trilobé : il devient alors un gracieux trèfle à trois feuilles.

C'est une des singularités de cette grandiose église à moitié ruinée de la Charité-sur-Loire de nous offrir partout les arcs polylobés de l'art musulman. On les voit à tous les étages de la tour de la façade; on les retrouve à la tour octogonale qui s'élève à la croisée du transept; ils entourent le chevet. Si on entre dans l'église, on a la surprise de les reconnaître au triforium de la nef et du chœur.

Cette étrange ressemblance entre le décor du minaret de Rabat et celui de l'église de la Charité-sur-Loire, — monuments contemporains, — serait une énigme inexplicable, si on ne songeait immédiatement à l'Espagne. L'Espagne a été l'intermédiaire entre La Charité et Rabat. Il suffit d'avoir vu Tolède pour retrouver dans sa mémoire des clochers et des absides d'églises décorés d'arcs polylobés pareils à la fois à ceux de Rabat et à ceux de La Charité. Si on est entré, à Tolède, dans cette fameuse synagogue, qui devint une église et s'appela Santa Maria la Blanca, on a pu y voir un triforium polylobé pareil à celui de La Charité. Il n'y a pas de ville d'Espagne où l'arc polylobé arabe se rencontre plus fréquemment qu'à Tolède. C'est qu'il est peu de villes d'Espagne où la pratique des arts musulmans se soit perpétuée plus longtemps. Lorsque Alphonse VI se fut emparé de Tolède, non seulement il n'expulsa pas les Maures, mais il leur permit d'y pratiquer leur religion, d'y observer leurs lois et d'y exercer tous leurs métiers. Ces Maures soumis s'appelaient les *mudejars*. Les conquérants avaient grand besoin de leurs nouveaux sujets, car longtemps les purs Espagnols se contentèrent fièrement d'être prêtres, soldats, laboureurs; ils n'étaient pas artistes, à peine consentaient-ils à être artisans. Ils furent donc heureux de trouver des corporations musulmanes parfaitement organisées, où les arts s'enseignaient, où se pratiquaient les métiers. Après la conquête, il n'y avait pas d'autres maçons, d'autres décorateurs et d'autres architectes à Tolède que les mudéjars. Ce sont ces infidèles qui y bâtirent les premières églises chrétiennes et qui les décorèrent comme des mosquées. Au XIIIe, au XIVe, au XVe siècle, les mudéjars n'étaient plus les seuls artisans de Tolède, mais leur influence demeurait profonde. Dans l'Espagne d'aujourd'hui, l'architecte s'appelle encore *alarife*, comme s'appelait jadis le chef de la corporation musulmane, et le maçon porte le vieux nom arabe un peu déformé d'*albañil*. Mais c'est leur goût surtout qui s'imposa à leurs vainqueurs.

L'art mudéjar est une des séductions de l'Espagne. Il n'y a rien de plus enchanteur que ce décor mauresque appliqué à des monuments chrétiens. Parfois, une suite indéfinie de polygones entrelacés semble revêtir le mur tout entier d'une riche tenture orientale ; parfois, sur la farouche nudité des murailles de brique, quelques arcatures polylobées suffisent à éveiller la pensée de l'Orient. Au xve siècle, l'art mudéjar s'était si fortement emparé de l'imagination espagnole, que, quand les artistes chrétiens dessinaient des réseaux flamboyants, ils leur donnaient la richesse des ornements arabes. Dans l'art du moyen-âge espagnol, il est rare que l'analyse ne découvre pas quelque élément mudéjar. Et quand on ne découvre rien, on devine tout au moins une façon de sentir qui n'est pas celle de nos artistes français. L'art apporté du Nord baigne ici dans un autre fluide. Le charme de l'Espagne est d'être le lieu où l'Orient et l'Occident se sont rencontrés ; ils s'y sont combattus avec fureur, mais leurs arts s'y sont amoureusement unis, comme les rois chrétiens avec leurs belles captives musulmanes.

On trouve donc fréquemment à Tolède des arcatures polylobées pareilles à celles de la Charité-sur-Loire. Beaucoup sont postérieures, mais il importe peu, car toutes témoignent d'une longue tradition. Nous connaissons fort mal l'histoire du monastère de La Charité. Nous savons pourtant que Henri de Bourgogne, roi de Portugal, donna au monastère de La Charité un prieuré dans la région de Braga, reconquise depuis peu sur les Musulmans. Mais il suffira de rappeler que La Charité était un des principaux prieurés de Cluny, pour que ses relations avec l'Espagne s'expliquent. Il est certain que l'architecte de l'église de La Charité avait franchi les Pyrénées, et il est très probable qu'il avait vu Tolède. L'église de La Charité, construite au xie siècle, fut profondément transformée dans la première moitié du xiie : c'est alors qu'elle reçut ses arcatures arabes. Tolède, qui, aujourd'hui encore, fait penser aux villes du Maghreb, devait conserver, vingt ans après la conquête, une physionomie toute musulmane. Elle avait encore ses souks, ses mosquées, ses minarets, les blanches coubas de ses cimetières. La grande mosquée, l'Aljama, contemporaine de la mosquée de Cordoue et embellie par les siècles, semble avoir été magnifique. Les chrétiens s'en emparèrent au lendemain de la conquête et suspendirent des cloches dans son minaret. Ils la

conservèrent pendant plus d'un siècle et ne la détruisirent que pour élever la cathédrale. Les chroniqueurs nous parlent encore de deux somptueuses mosquées qui s'appelaient Adabejin et Djebel Berida. Les mosquées secondaires étaient nombreuses : celle de Bib-al-Mardom subsiste et est devenue l'église Santo Cristo de la Luz. Une légende l'a sauvée. On racontait qu'un des murs de la mosquée était celui d'une église du temps des Wisigoths. Quand les chrétiens en prirent possession, ils découvrirent dans une niche, cachée par un revêtement de plâtre, une image du Christ et devant l'image une lampe allumée qui brûlait depuis trois cent soixante-dix ans. Les deux palais élevés par les souverains musulmans étaient encore debout avec tous leurs enchantements. Dans cette Tolède, aride comme le désert, ils avaient su créer des jardins avec les miroirs d'eau de la Perse. Au milieu d'un de ces lacs s'élevait un pavillon de cristal et d'or où le sultan passait les nuits d'été. L'eau du Tage, élevée par des norias, venait ruisseler en cascade sur le dôme du pavillon et l'enveloppait comme d'une nappe de fraîcheur.

Cette ville fameuse, où l'homme du Nord recevait le choc de l'Afrique, où la poussière a l'odeur du désert, devait émouvoir profondément une sensibilité d'artiste. Les Français étaient nombreux alors à Tolède, si nombreux qu'un quartier entier leur avait été assigné. Un Français, le moine Bernard, qui venait du monastère clunisien de Saint-Orens d'Auch, fut le premier évêque de la ville reconquise. Des clunisiens, appelés de France, s'établirent en dehors des murs, au château de San Servando, comme aux avant-postes de la chrétienté. Faut-il s'étonner qne le futur architecte de la Charité-sur-Loire, moine ou laïque, ait pu voir alors les monuments de Tolède ? Ce qui est certain, c'est que tous les éléments arabes de La Charité se retrouvent à Tolède. L'arc polylobé est partout ; quant à l'arc tréflé qui se remarque aux deux étages supérieurs du clocher de La Charité, c'est celui qu'on voit sous la coupole de l'ancienne mosquée Santo Cristo de la Luz ; c'est également celui qui en décorait les murs extérieurs. Ainsi, ce haut clocher de La Charité, qui de loin a une silhouette toute française, révèle, quand on en approche, sa parenté avec les anciens minarets de Tolède. C'est l'art des mudéjars de l'Espagne interprété par un Français.

III

Quittons la Bourgogne et le domaine de Cluny pour l'Auvergne. Lorsqu'on entre à Clermont dans l'église Notre-Dame du Port on ne songe guère, à coup sûr, à l'art arabe. On peut en faire le tour sans y rien remarquer qui entraîne la pensée vers le monde de l'Islam. Si pourtant on revient dans la nef pour regarder avec plus d'attention les tribunes, on s'aperçoit qu'elles s'ouvrent par des arcs dont quelques-uns sont en plein cintre, mais dont d'autres sont tréflés. Ce détail surprend. Pourquoi dans cette grave église, où le plein cintre est partout, ces arcs trilobés, qui sont des arcs arabes? N'est-il pas étrange de retrouver en Auvergne des arcs pareils à ceux qui ornent l'entrée du mihrab de la mosquée de Cordoue ? Or, les arcs tréflés de Cordoue sont antérieurs de quatre cents ans à ceux de Notre-Dame du Port. L'étonnement augmente, lorsque, au sortir de l'église, on en examine le pittoresque chevet. La corniche de l'abside et des chapelles est soutenue par des modillons très singuliers, qu'on appelle des « modillons à copeaux. » Vu de face, ce modillon ressemble à une sorte de flûte de Pan, dont les tuyaux horizontaux sont liés, dans leur milieu, par une puissante nervure. Vu de profil, ce modillon, creusé en demi-cercle, est fait d'une suite d'enroulements superposés, semblables aux copeaux qui naissent sous le rabot du menuisier. Or, des modillons tout semblables décorent la naissance des arcs en fer à cheval de la mosquée de Cordoue. C'était, au IXe siècle, un ornement familier aux architectes arabes, car il se rencontre également dans la grande cour de la mosquée de Kairouan.

Dès le Xe siècle, les chrétiens d'Espagne empruntèrent le modillon à copeaux aux Arabes. Il apparaît dans les plus vieilles églises de la Castille et du royaume de Léon, qu'un livre récent vient de nous faire connaître (1). Souvent dans ces antiques églises, dont quelques-unes sont antérieures à l'an mil, on reconnaît un motif dérobé à la mosquée de Cordoue. Mais les modillons à copeaux qui décorent Santiago de Peñalba, San Millan de la Cogolla et la chapelle carrée de San Miguel de

(1) Gomez Moreno, *Iglesias mozarabes*. Madrid, 1919, in-8.

Celanova, qui ressemble à un pavillon arabe, — ces modillons élégants et bizarres imitent avec une grande liberté leurs modèles. Les copeaux deviennent ici des cercles décorés d'étoiles. Chose étrange, les modillons de l'église de Clermont reproduisent exactement ceux de Cordoue, alors que ceux des églises d'Espagne en sont des copies infidèles. En faut-il conclure que l'artiste de l'Auvergne avait vu, non pas les églises d'Espagne, mais la mosquée de Cordoue elle-même ? On hésite devant la conséquence et on ne sait que répondre, lorsqu'un détail soudain aperçu emporte la conviction. Sous la corniche de Notre-Dame du Port, entre les modillons à copeaux sont creusées de petites cupules d'un dessin charmant : c'est une sorte de fleur épanouie avec ses huit pétales. Or, une fleur toute semblable décore la coupole de la petite chapelle qui fait suite au mihrab de la mosquée de Cordoue. L'union de cette gracieuse fleur et d'un modillon du type arabe le plus pur prouve que l'architecte français connaissait Cordoue.

Mais aussitôt une autre pensée se présente à l'esprit. A Clermont, au-dessous même de ces modillons à copeaux, une ceinture de mosaïques décore la demi-rotonde de l'abside, la revêt de la plus séduisante beauté : ce sont des étoiles noires à huit rayons enfermées dans des cercles blancs. Viollet-le-Duc crut y discerner « une fantaisie orientale. » Je crois qu'il faut préciser davantage et y voir une imitation des revêtements arabes. Plus d'une fois, dans les rues étroites de Fez, d'où s'élancent des minarets revêtus à leur sommet d'une mosaïque d'étoiles, je pensai à l'abside de Notre-Dame du Port. La mosaïque des minarets faits de faïences vertes, bleues, noires, or sombre, a plus de rayonnement lumineux que la lave et la pierre blanche et jaune de l'Auvergne, mais le principe décoratif est analogue et le dessin presque identique ; il est donc probable que l'architecte qui emprunta à l'Islam l'arc tréflé, le modillon à copeaux, la cupule en forme de fleur, lui emprunta aussi l'idée des revêtements de mosaïque. Est-ce au sommet du minaret de Cordoue qu'il admira ce décor de faïences étoilées? Nous ne saurions le dire, car le fameux minaret, célébré par les écrivains arabes, a été remplacé au XVIe siècle par un clocher espagnol. Edrisi nous dit, il est vrai, « qu'il était revêtu de la base au sommet des plus beaux ornements qu'avaient su produire plusieurs arts, tels que la dorure, l'écriture, la peinture, » mais

nous ignorons s'il était déjà couronné de mosaïques comme les minarets plus récents. On s'est demandé si, dès ces temps anciens, les Arabes décoraient leurs monuments de mosaïques de faïences. On peut répondre que si les revêtements de faïence du mihrab de Kairouan sont réellement du IXe siècle, il n'y a aucune difficulté à l'admettre. D'ailleurs, les fouilles récentes de Medinet-ez-Zahra, — ce palais célèbre entre tous, cette féerie que le Kalife Abd-el-Rahman, comme un magicien, avait fait sortir de terre près de Cordoue pour enchanter une sultane favorite, — ont permis de retrouver des mosaïques faites de carreaux vernissés qui remontent au Xe siècle. Cet art charmant des revêtements émaillés a, on le voit, dans le Moghreb et l'Espagne arabe, des origines lointaines. Il n'est donc pas impossible que l'architecte de Clermont ait imité les mosaïques de Cordoue. Ce qui m'a confirmé dans la pensée que la ceinture décorative de Notre-Dame du Port était bien réellement d'origine arabe, c'est que j'en ai vu une fort semblable en Sicile à l'abside du dôme de Monreale. Sous la corniche règne une bande d'incrustations faite d'étoiles blanches se détachant sur un fond noir. Or, ce chevet de Monreale, élevé dans un temps où la Sicile était encore aux trois quarts musulmane, est tout arabe par son décor.

On sait que le beau chevet de Notre-Dame du Port avec ses mosaïques et ses modillons à copeaux reparaît dans toute l'Auvergne, à Issoire, à Saint-Nectaire, et jusqu'à Brioude. Devons nous en conclure que Notre-Dame du Port fut le modèle sans cesse imité au XIIe siècle ? Des fouilles faites, il y a quelques années, à la cathédrale de Clermont, nous laissent deviner un original plus antique. On y a retrouvé, en effet, une crypte qui prouve, par son plan, que l'ancienne cathédrale avait eu, avant Notre-Dame du Port, un déambulatoire à chapelles rayonnantes. Quelques vestiges du chevet ont fait croire qu'il remontait au XIe siècle. Il est donc probable que la cathédrale romane de Clermont, celle que vit Urbain II, et devant laquelle il appela la France à la guerre sainte, fut la plus ancienne de ces belles églises de l'Auvergne. Notre-Dame du Port, élevée au siècle suivant, n'en fut probablement qu'une copie. Ce serait donc au XIe siècle que remonteraient ces imitations de l'art arabe, qui, suivant toutes les vraisemblances, devaient déjà caractériser l'original. Nous savons qu'au XIe siècle la France

était entraînée vers l'Espagne. Mais pour quelle raison, l'art hispano-arabe marqua-t-il alors d'une empreinte si profonde les églises de l'Auvergne? Tout ce que nous pouvons répondre, c'est que Clermont était à la bifurcation de trois routes antiques, qui allaient rejoindre les grands chemins de Saint-Jacques de Compostelle. La première de ces routes était la voie romaine qui allait à Limoges par Ahun et la Creuse; la seconde, la voie romaine qui allait à Périgueux par Ussel — où se voit encor l'aigle de Rome — et par Brive; la troisième la voie romaine qui remontait l'Allier jusqu'à Vieille-Brioude et atteignait Le Puy. Une foule de pèlerins du Centre et de l'Est ne rejoignaient les grandes routes de Saint-Jacques qu'en passant par Clermont. Clermont fut donc un lieu de passage pour les voyageurs qui allaient en Espagne ou qui en revenaient. Nous pouvons imaginer que l'artiste qui donna à l'ancienne cathédrale de Clermont son décor arabe arrivait par la route des pèlerins et avait vu, non seulement l'Espagne chrétienne, mais encore l'Espagne musulmane.

Si belles que soient ces églises de l'Auvergne, il faut avoir le courage de le dire, elles n'y sont pas indigènes et c'est en vain qu'on y chercherait l'expression du génie auvergnat. On sait que l'église de Saint-Martial de Limoges, aujourd'hui détruite, celle de Sainte-Foy de Conques, de Saint-Sauveur de Figeac, de Saint-Sernin de Toulouse, de Saint-Jacques de Compostelle ressemblent ou ressemblaient aux églises de l'Auvergne, et on a voulu en conclure que l'école auvergnate avait eu une immense puissance de rayonnement. Tentative inutile. Ces grandes églises qui se dressent sur la route de Saint-Jacques sont les filles de la plus antique et de la plus magnifique de toutes les églises de pèlerinage de la France, Saint-Martin de Tours, que la Révolution a détruite. Un plan et un dessin qui en subsistent ne peuvent guère laisser de doute à ce sujet. C'est cet illustre modèle qu'imitent également les églises de l'Auvergne. Elles nous le rendent avec d'autres proportions, mais ces proportions sont si justes, le chevet dominé par la tour du transept est si harmonieux qu'on se demande si l'original, dans son immensité, pouvait être aussi parfait. Enfin, le décor arabe est venu les embellir des prestiges de l'Orient.

IV

C'est au cœur des montagnes du Velay, au Puy, que se trouvent les monuments qui témoignent le plus clairement en France de l'influence musulmane. L'étrange façade polychrome de la cathédrale éveille, avant toute réflexion, une confuse impression d'Orient. Mais dans le merveilleux cloître, un des plus beaux de l'Europe chrétienne, la sensation vague devient une idée précise : les arcades aux claveaux tour à tour noirs et blancs font penser aux arcs blancs et rouges de la mosquée de Cordoue; les couleurs diffèrent, mais l'impression de magnificence est la même.

Si l'on revient alors devant la façade pour en étudier le détail, on y découvre plus d'un motif arabe que l'on n'avait pas remarqué d'abord. L'arc tréflé apparaît presque à chaque étage, et l'arc polylobé se montre au sommet : l'un et l'autre s'appliquent sur le mur comme un décor et ne se détachent pas sur le vide. Dans la partie basse de la cathédrale du Puy, trois grandes arcades s'ouvrent sur le porche : or, on s'aperçoit avec étonnement que les arcades extrêmes dessinent des arcs arabes en fer à cheval ; avec leurs voussoirs de deux couleurs ces arcs ressemblent à ceux de la mosquée de Cordoue. Mais la surprise augmente sous le porche. On y voit deux antiques portes en bois sculpté qui ferment l'entrée de deux chapelles. Ces portes racontent l'Enfance et la Passion de Jésus-Christ. Mais il n'y a rien de plus étrange que cette sculpture : les figures sont de simples silhouettes qui se découpent sur le fond. On pense aussitôt au décor sans relief des sculpteurs arabes; et il se trouve que cette première impression est confirmée par une magnifique bordure en caractères coufiques encadrant une des deux portes. On croit y lire une invocation à Allah. L'Islam ici révèle sa présence, et si l'on pouvait douter d'abord, on n'en a plus le droit maintenant.

On devient alors plus hardi. Il y a, à l'entrée du transept méridional de la cathédrale, un porche singulier. Il s'ouvre de deux côtés par deux grandes arcades, qui offrent cette particularité, unique dans l'art français, d'être faites de deux arcs superposés, qui non seulement ne se touchent pas, mais qui laissent entre eux un grand vide. Le soleil joue entre ces deux

arcs, et, à certaines heures, dessine sur le mur un cercle de lumière entre deux cercles d'ombre. Comment ne pas voir, dans cette inexplicable fantaisie, un souvenir des deux arcs superposés, qui, en se répétant sans cesse, ouvrent des perspectives sans fin dans la mosquée de Cordoue, et donnent à cet intérieur de rêve une légèreté aérienne. Mais, au Puy, la nécessité a nui au libre jeu de la fantaisie que rien ne contraint à Cordoue. Pour porter le poids d'un haut mur, il a fallu relier les deux arcs par trois petits pilastres. — Cette partie du transept méridional du Puy éveille sans cesse le souvenir de l'art musulman. La porte qui donne accès dans l'église a un grand arc entouré de lobes arabes, qu'on verrait sans surprise à l'entrée d'une mosquée. Le mur du transept lui-même est décoré, dans sa partie haute, d'une mosaïque blanche et noire, fort analogue par son dessin aux faïences qui revêtent les parois des salles mauresques. Enfin, le clocher qui se dresse isolé dans le voisinage montre, comme les minarets, des ouvertures tréflées.

La cathédrale n'est pas le seul monument où se retrouve l'Orient : Le Puy est la ville de France où les formes de l'art musulman se présentent le plus souvent aux yeux. Il y a, dans le voisinage du dicke de basalte qui porte l'église dédiée à saint Michel, un petit monument, exquis dans son abandon. On l'appelait autrefois le temple de Diane. C'est un octogone, contemporain de la cathédrale, qui fut, suivant toutes les vraisemblances, la chapelle d'un antique hôpital. Son charme lui vient de ses harmonieuses proportions et aussi de quelques gracieux détails. Les arcs qui en revêtent chaque face ont des claveaux blancs et noirs, et quelques-uns de ces arcs sont polylobés : une petite mosaïque de pierres de deux couleurs les enferme dans un cadre. Tous ces motifs, qu'on retrouve à la cathédrale, sont arabes, mais ici ils frappent peut-être davantage. Si le dôme qui couvre l'édifice n'était pas caché par une toiture, on aurait quelque peine à ne pas penser à une élégante couba.

La chapelle Saint-Michel d'Aiguilhe, posée comme par un miracle au sommet de son gigantesque piédestal volcanique, était destinée à rappeler au pèlerin qui passait le souvenir du Mont Saint-Michel normand. L'édifice, construit au xe siècle, et fort petit à l'origine, fut un peu agrandi au xie, enrichi d'une

belle façade au XIIe. Le dernier de ces architectes successifs n'était pas étranger à l'art de l'Espagne arabe, comme le prouve son singulier portail tréflé avec ses rinceaux sans relief De puissantes moulures font à ce portail un cadre rectangulaire qu'emplit une mosaïque blanche et rouge. Il y a sur cette façade un reflet de la lumière du Sud.

Le Puy est donc la ville de France où les influences arabes sont, encore aujourd'hui, le plus manifestes; il est des villes d'Espagne où elles ne sont pas plus visibles. Comment expliquer ce singulier phénomène?

Il faut se rappeler d'abord que Le Puy était le point de départ d'une des quatre grandes routes qui conduisaient à Saint-Jacques de Compostelle ; les indications précises du *Guide* des pèlerins, écrit au XIIe siècle, ne laissent aucun doute à ce sujet. De sorte que cette ville, qui nous semble aujourd'hui perdue dans ses montagnes, était alors assise sur un des grands chemins de l'Europe. Un perpétuel courant de voyageurs, qui allaient et venaient, la mettait tous les jours en communication avec l'Espagne. On a trouvé, il y a quelques années, en Espagne, un trésor de monnaies arabes auxquelles quelques monnaies françaises étaient mêlées : une d'elles était une monnaie du Puy frappée au Xe siècle. Elle était percée d'un trou, c'est-à-dire qu'elle était attachée comme un bijou au collier d'une femme musulmane.

Un texte extraordinaire de la fin du XIIIe siècle nous ouvre sur les rapports du Puy et de l'Islam d'étonnantes perspectives. Il est dans le *Speculum morale*, vaste compilation qui achève le *Speculum majus* de Vincent de Beauvais, mais qui fut écrit après la mort de l'auteur par un théologien inconnu. On y lit une curieuse conversation entre un archevêque de Lyon, qui n'est pas nommé, et un frère prêcheur. Le frère prêcheur s'étonne de voir la foudre frapper quelquefois les monuments sacrés, et l'archevêque lui explique que la foudre étant un châtiment, il faut croire que ces monuments ont été souillés par quelque sacrilège inconnu. C'est ainsi qu'il a vu lui-même, devant la cathédrale du Puy, la pierre vénérable où les malades viennent prier, marquée par la foudre. Or, peu après, une sainte religieuse, douée du don de seconde vue, a révélé qu'un crime avait été commis sur cette pierre. Ainsi, la cathédrale du Puy elle-même n'a pas été à l'abri du feu

du ciel, et pourtant, ajoute-t-il, « les Sarrasins d'Occident, à ce qu'il a entendu dire, offrent des présents à Notre Dame du Puy, pour qu'elle les préserve, eux et leurs champs, de la foudre et des tempêtes » (1). Ainsi, chose à peine croyable, les Arabes d'Espagne avaient l'habitude d'envoyer des offrandes à la Vierge du Puy.

Faut-il rejeter comme invraisemblable ce texte du *Speculum morale*? Nous n'en avons certainement pas le droit. Nous ne savons pas quelles associations d'idées avaient pu se faire dans la tête de ces musulmans d'Occident sans cesse en rapport avec les chrétiens. Il n'est pas impossible qu'ils aient eu une vénération particulière pour la Vierge, car le Coran parle d'elle avec le plus profond respect. Il proclame sa virginité. Il est des versets du Coran qui pourraient être des versets de l'Évangile. « Les anges dirent à Marie : Dieu t'a choisie, il t'a rendue exempte de toute souillure, il t'a élue parmi les femmes de l'univers » (*Coran*, III, 37). Ailleurs, Dieu lui-même s'adresse au prophète et il lui dit : « Souviens-toi de celle qui avait conservé sa virginité et en qui nous soufflâmes notre esprit ; nous la constituâmes avec son fils un signe pour l'univers. » (*Coran*, XXI, 9).

De semblables paroles ne pouvaient disposer les Mulsulmans qu'à la vénération. A Jérusalem, au tombeau de la Vierge, un ancien mihrab prouve que les Musulmans priaient dans le sanctuaire de la mère du Christ, à côté des Grecs et des Arméniens.

Si des Arabes sont venus au Puy, il n'est pas invraisemblable que des chrétiens soient allés à Cordoue. On ne peut expliquer le décor singulier des églises de l'Auvergne et des églises du Puy qu'en admettant que les architectes de ces monuments aient vu la mosquée de Cordoue. Cette lointaine Cordoue, qui nous semble un monde fermé, n'était pas une ville inaccessible ; des chrétiens y vivaient et y pratiquaient ouvertement leur culte. Quelques-uns de ces Français, qui traversaient si souvent les Pyrénées, sont certainement venus jusque-là. Il n'était probablement pas très difficile de pénétrer dans la mosquée, car les architectes des églises de l'Espagne, en ont, eux aussi, imité plusieurs détails. Nos artistes, tout

(1) *Speculum morale*, au chapitre intitulé : *De sacrilegio locali*, dict. 21.

bons chrétiens qu'ils fussent, n'ont pu résister à l'enchantement de cette merveilleuse mosquée, qui ressemble à une forêt de palmiers dans une oasis du désert. Il est des détails qui les ont charmés et qu'ils ont emportés dans leur mémoire : la forme d'un arc, d'un modillon, d'une petite cupule creusée dans le marbre, l'alternance des couleurs, la fantaisie des arcs qui se superposent; et, plus tard, ils ont pris plaisir à embellir leurs églises avec leurs souvenirs.

Tous ces monuments de l'Auvergne et du Velay sont l'œuvre d'architectes français; nulle part ne se révèle la main d'un artiste musulman. Seules les portes de bois de la cathédrale du Puy pourraient faire naître quelques doutes dans l'esprit : cette sculpture sans relief, qu'encadre une inscription arabe, et où les lettres latines elles-mêmes deviennent décoratives, semble l'œuvre d'un chrétien élevé dans un milieu musulman, d'un mozarabe d'Espagne. Si l'hypothèse n'est pas absolument nécessaire, au moins n'est-elle pas invraisemblable.

On comprend maintenant pourquoi les monuments du Puy ont un air d'étrangeté qui étonne. Il n'est peut-être pas en France d'église plus extraordinaire que la cathédrale du Puy. La nef couverte, non pas d'une voûte, mais d'une suite de coupoles sur trompes, éveille le souvenir de la Perse sassanide. L'Espagne arabe se laisse entrevoir à la façade et dans le cloître. On sait que la fameuse Vierge noire qu'on vénérait dans le sanctuaire passait pour avoir été rapportée d'Égypte. Tout ici évoque l'Orient, cet éternel Orient qui a fasciné le moyen-âge et qui garde pour nous toute sa séduction. On sent à la cathédrale du Puy un désir nostalgique des pays de lumière. Ce décor africain, cet élan vers le Sud, donnent à cette étrange cathédrale un charme irrésistible. Les grands souvenirs qu'elle évoque y ajoutent leur poésie. Chaque année, aux approches du 15 août, les pèlerins du Midi montaient en foule vers le Velay par les vieilles voies romaines, la voie Bolène et la voie Régordane. Ils venaient célébrer la Vierge dans son sanctuaire et l'on voyait arriver, en même temps que les barons illustres, les plus fameux poètes de la langue d'oc. Il y avait une éminence d'où on apercevait la ville sainte, et qui s'appelait, comme la colline d'où l'on voyait Rome, *Mons Gaudii*, le Mont de la joie. Cette fête du 15 août au Puy était la grande fête de la France méridionale : on combattait en champ clos, on armait des chevaliers,

on écoutait les poèmes des troubadours. Il n'y avait rien alors de comparable à ces assemblées qui se tenaient au pied de la cathédrale dans le décor des grands rocs basaltiques. Culte de la Vierge, chevalerie, courtoisie, poésie lyrique, ce qu'il y avait de plus haut dans l'âme du moyen-âge se manifestait dans ce lieu extraordinaire, qui semblait préparé pour quelque chose de grand. Tout s'est évanoui aujourd'hui, et l'étrange cathédrale apparaît comme une énigme au voyageur qui passe.

En parcourant ce pittoresque Velay, on rencontre plus d'une fois quelques-uns des ornements arabes de la cathédrale du Puy. L'église abbatiale du Monastier, élevée dans les solitudes qui annoncent le Mezenc, a, elle aussi, une façade polychrome. Le portail a des claveaux blancs et noirs, la haute fenêtre qui le surmonte des claveaux rouges, blancs et noirs; des mosaïques de pierre et de lave, jetées çà et là avec un art naïf, éveillent presque aussi vivement qu'au Puy le souvenir de l'art musulman. Ce rappel de l'Islam étonne particulièrement en ce lieu, quand on songe que saint Chaffre, le patron de l'église, fut massacré ici, au VIIIe siècle, par les envahisseurs arabes, avant la bataille de Poitiers. Il est évident que l'art décoratif du XIIe siècle était indifférent à l'histoire.

La capitale des Vélaves, la mère du Puy, l'antique Revessio, aujourd'hui Saint-Paulien, a une église romane qui a mal conservé son aspect primitif : pourtant, les chapelles absidales montrent encore, à l'extérieur, leurs mosaïques de deux couleurs au-dessus des fenêtres à claveaux blancs et noirs.

Dans le Velay, plus d'une église de village perpétue ces traditions orientales. On s'étonne même de n'y pas rencontrer plus souvent les mosaïques de couleur et les claveaux alternés, car cette terre de feu, avec sa lave noire et sa brèche volcanique rouge, semblait prédestinée à l'architecture polychrome.

Mais il y a, dans les églises du Velay, d'autres éléments du décor arabe : elles s'ouvrent souvent par un portail poylobé, semblable à celui du transept méridional de la cathédrale du Puy. Parfois, elles empruntent simplement à leur modèle une arcature tréflée. Ces églises forment un grand cercle autour du Puy. On en rencontre du côté du Sud, à Arlempdes, à Landos, en remontant la Loire vers sa source. On en rencontre sur les routes qui mènent à la vallée de l'Allier, à Bains, à Chaspuzac, et au bord de l'Allier même, au mélancolique

monastère de Chanteuges, sur son roc plutonien. On les retrouve au Nord, près de ces gorges où la Loire s'est ouvert héroïquement un passage à travers la lave et le granit, à Saint-Vincent, à Chamalières. Cette belle et rude église abbatiale de Chamalières, la mieux conservée de toutes, nous montre sur le flanc de sa nef les ouvertures tréflées de la cathédrale du Puy.

Ces imitations ne sauraient surprendre dans le Velay. Il était tout naturel que des artistes qui avaient travaillé à la cathédrale lui fissent des emprunts quand ils bâtissaient dans les villages du diocèse. Mais voici un phénomène surprenant : bien loin du Velay, sur les bords du Rhône, à Valence, à Vienne, nous retrouvons les motifs arabes de la cathédrale du Puy.

La cathédrale romane de Valence étonne dans la vallée du Rhône. Son déambulatoire à chapelles rayonnantes fait penser aux églises de l'Auvergne, mais les arcs tréflés qui décorent l'extérieur du transept, les claveaux blancs et noirs des fenêtres éveillent le souvenir de la cathédrale du Puy. Cette influence du Puy était bien plus manifeste lorsque subsistait l'ancien clocher, détruit en 1838. On y remarquait des arcs polylobés, et surtout des arcs trilobés absolument pareils à ceux du clocher du Puy : c'était, à n'en pas douter, le modèle que l'architecte de Valence avait voulu imiter. Plusieurs églises de la région de Valence rappellent le Velay par leurs arcs polylobés. L'élégant portail de l'église d'Étoile s'apparente au portail à lobes arabes du transept du Puy.

Si l'on remonte le Rhône, on retrouve encore à Vienne un souvenir du Puy. La basilique mérovingienne de Saint-Pierre, la plus vieille peut-être des églises qui subsistent en France, est précédée d'un clocher roman élevé au XIIe siècle. Au second étage, trois arcs tréflés reproduisent exactement ceux du clocher du Puy. Ces arcs arabes donnent à ce clocher carré, sans flèche, un aspect de minaret. Mais un autre trait décèle l'imitation : une mosaïque de losanges noirs décore le portail de l'église. Cette marqueterie, dont l'aspect nous est familier, n'est pas du VIe siècle, comme on l'a dit parfois, mais du XIIe, et nous y reconnaissons le décor du Velay, c'est-à-dire un souvenir de l'art musulman.

Il est singulier que Vienne et Valence, deux villes ouvertes à toutes les influences de la Bourgogne et de la Provence, soient allées demander des modèles au Puy, dont tout semblait les

séparer. Les rudes montagnes du Vivarais qui tombent à pic sur le Rhône paraissent un mur infranchissable. Mais ce n'est là qu'une apparence. Il y eut, dès l'époque romaine, une route qui allait du Rhône à Ruessio, capitale des Vélaves. Avant d'arriver à Tournon, on voit les montagnes s'ouvrir par une large brèche : c'est la belle vallée du Doux, que suivait la voie antique. Elle partait d'un petit port du Rhône, où les mariniers gallo-romains avaient érigé une statue à l'empereur Hadrien, « le meilleur des princes, le restaurateur des Gaules. » Elle s'élevait vers Disania (Desaignes), où il y avait un temple de Diane, et vers Chinacum, qui devint plus tard Saint-Agrève. C'est de là, qu'à travers de vastes solitudes, elle atteignait Revessio. Au moyen-âge, cette route était sans cesse suivie par les pèlerins, les marchands, les voyageurs. Au VIIe siècle, l'évêque Agrippanus (saint Agrève), qui revenait de Rome, fut assassiné par des paysans païens à Chinacum, qui garda ses reliques et prit son nom. Les papes suivirent souvent cette voie des hauts plateaux. En 1095, quand le pape Urbain II vint en France pour prêcher la croisade, il s'arrêta à Valence, où le 5 août il donna une bulle; le 15 août, il était au Puy et présidait aux fêtes de la Vierge. Le pape Pascal II en 1107, le pape Gélase II en 1118 allèrent par la même route du Puy à Valence. Ainsi le Puy était relié par une voie directe à la vallée du Rhône. On s'explique maintenant sans peine les ressemblances de détail qui se remarquent entre les monuments de Valence et de Vienne et la cathédrale du Puy. On s'explique aussi que le portail à lobes de la cathédrale du Puy se retrouve dans le département de la Drôme.

Mais ce n'est pas tout. La route du Puy venait rencontrer au Nord de Tournon, près du vieux pont de César, la route de la rive droite du Rhône C'était aussi une antique voie romaine que jalonnaient des bornes milliaires, des cippes funéraires, des bas-reliefs mithriaques, des souvenirs chrétiens. Près de Bourg Saint-Andéol, on voyait la colonne triomphale, élevée sur le lieu du supplice du martyr Andéolus. Or, il y a sur cette route, au moins deux églises où l'on retrouve encore des souvenirs du Puy. En descendant vers le Sud, on rencontre, non loin d'une borne romaine qui porte le nom de l'empereur Antonin, l'antique église de Cruas. Un clocher s'élève sur sa façade et dans ce clocher s'ouvre une baie arabe polylobée, dont le modèle est au

Puy. En remontant vers le Nord, une autre église, où s'encastrent des débris romains, étonne par son étrangeté : c'est celle de Champagne. Sa nef, comme celle de la cathédrale du Puy, est couverte de coupoles sur trompes : l'imitation, si gauche qu'elle soit, est évidente. Mais il semble que l'architecte ait connu non seulement Le Puy, mais encore Clermont, car les tribunes de Champagne s'ouvrent, comme celles de Notre-Dame du Port, par des baies arabes tréflées. Cette route de la rive droite du Rhône, qui courait parallèlement à la célèbre voie de la rive gauche, explique comment le décor du Velay a pu arriver jusqu'à Lyon. Car il me paraît certain que la mosaïque de pierres de couleur qui se remarque à la façade de Saint-Martin d'Ainay est un dernier souvenir de la cathédrale du Puy déjà lointaine.

V

Le vieux *Guide* de Saint-Jacques de Compostelle, écrit au commencement du XIIe siècle, nous apprend que quatre grandes routes conduisaient les pèlerins de France vers l'Espagne. La première était celle d'Arles à Toulouse, qui franchissait les Pyrénées au col du Somport; la seconde, celle du Puy à Moissac; la troisième, celle de Vézelay à Limoges et à Périgueux; la quatrième, celle d'Orléans à Bordeaux par Tours, Poitiers et Saintes. Ces trois dernières routes, après avoir traversé la Gascogne, se rencontraient au pied des montagnes, à Ostabat : elles n'en faisaient désormais plus qu'une qui s'élevait vers le col de Roncevaux. Ces routes, et quelques autres qui venaient s'embrancher sur elles, ont été les grandes voies par lesquelles les éléments du décor arabe ont pénétré en France; c'est le long de ces routes, ou dans leur voisinage, que nous allons les rencontrer.

C'est un fait curieux que les régions les plus voisines de l'Espagne soient celles où les motifs empruntés à l'art musulman soient le plus rares. La Gascogne, il est vrai, encore mal explorée, ne nous a pas livré tous ses secrets. Il n'en est pas moins certain, dès à présent, que ces imitations se rencontrent surtout dans le Centre et dans l'Ouest de la France. C'est avec l'architecture romane de la Saintonge, du Limousin, du Berry, de l'Auvergne et du Velay que l'art de l'Islam s'est uni le plus

harmonieusement. Ce mélange donne un grand charme à quelques églises de ces régions.

Si ces sortes d'emprunts sont rares en Gascogne et en Béarn, ils n'y sont pourtant pas entièrement inconnus. On y trouve même un des exemples les plus remarquables de l'influence de Cordoue. Entre Navarreins et Mauléon, non loin de la route qui conduisait à Ostabat les pèlerins du Puy et de Moissac, s'élève une antique église, que les guides ne signalent même pas, et qui est une des plus curieuses du Béarn : celle de l'Hôpital-Saint-Blaise. Son plan en forme de croix est fort simple ; mais à la rencontre de la nef et du transept s'élève une coupole unique en France, vraiment extraordinaire. Elle est soutenue par des nervures saillantes, qui dessinent en projections une élégante étoile à huit pointes. Une pareille coupole est purement arabe et il y en a une toute semblable dans le mihrab de la mosquée de Cordoue. L'architecte de l'Hôpital-Saint-Blaise avait-il vu Cordoue? On serait tenté de l'affirmer, si on ne savait qu'une coupole nervée du même dessin se voit encore aujourd'hui à Tolède dans l'ancienne mosquée de Bib-al-Mardom, devenue l'église Santo Cristo de la Luz. La coupole de Tolède n'est d'ailleurs qu'une imitation de celle de Cordoue. Il se pourrait donc que l'architecte de l'Hôpital-Saint-Blaise ne fût pas allé plus loin que Tolède. De Tolède ou de Cordoue, il rapporta plusieurs pratiques de l'art musulman que l'on reconnaît sans peine : il ferma ses fenêtres avec ces dalles de pierre ajourées de dessins géométriques que l'on voit dans les mosquées, et il traça les baies de son clocher en forme d'arcs tréflés ou d'arcs polylobés, semblables aux ouvertures des minarets. Cette église de l'Hôpital-Saint-Blaise est un des exemples les plus frappants que l'on puisse donner de la pénétration arabe par les routes des pèlerins.

Remontons une des routes que nous signale le *Guide* du XIIe siècle, celle qui, partant de Vézelay, passe par Limoges et Périgueux. A Périgueux déjà, l'influence de l'Espagne arabe se révèle. Le vieux clocher de Saint-Front est plus ancien que la fameuse église à coupoles qu'il accompagne : il remonte au XIe siècle. Or, avant la restauration qui l'a rajeuni, on voyait sous sa corniche des modillons à copeaux du plus pur style arabe et plus anciens que ceux de Clermont : on en retrouvera quelques-uns au Musée de Périgueux. A côté de ces modillons,

il y en avait d'autres faits d'une suite de demi-cylindres horizontaux. Le modèle s'en trouve encore dans l'Espagne musulmane, car on en remarque de semblables dans les parties les plus anciennes de la mosquée de Cordoue. Ces précieux restes nous font souvenir que Périgueux était une des principales stations de la route d'Espagne.

Limoges n'a conservé aucune de ses églises romanes, et nous ne pouvons savoir si l'art de l'Islam y avait laissé sa marque. On se sent tout disposé à le croire, quand on examine avec attention le décor des émaux limousins. Au XIIe et au XIIIe siècle, les motifs empruntés à la grammaire ornementale des musulmans s'y rencontrent, en effet, plus d'une fois. Dans le bel émail du Musée de Cluny, l'Adoration des Mages a lieu sous un grand arc polylobé qui ressemble à une arcade de mosquée. Mais la châsse limousine de Saint-Calmin, qui se conserve dans l'église de Mozat (Puy-de-Dôme), nous apporte une preuve : derrière les personnages courent des inscriptions en caractères arabes. Une inscription analogue, mais d'un bien plus beau dessin, orne le bord de l'admirable ciboire du Musée du Louvre, œuvre d'Alpaïs, émailleur de Limoges. Ces exemples ne sont pas les seuls que l'on pourrait citer. Dans toutes ces inscriptions les lettres s'assemblent au hasard et n'ont été choisies que pour la beauté de leur arabesque. Ainsi, Limoges nous apparaît comme une des villes de France, où le charme du décor musulman fut le plus vivement senti.

De Limoges, la route conduisait le pèlerin à Saint-Léonard, où il vénérait le tombeau du fameux solitaire, que les prisonniers invoquaient pour leur délivrance. De Saint-Léonard, nous dit simplement le *Guide*, la route allait à Vézelay. Mais comment y allait-elle ? Voilà ce qu'il n'est pas très difficile de deviner, car le tracé de la voie romaine, qui traversait la Marche et le Berry, nous est connu. Elle passait par Argenton, Châteauroux, Issoudun, Bourges. C'est le long de cette route que vont nous apparaître les portails polylobés. Ceux que nous avons observés jusqu'à présent, au Puy et dans le voisinage, ont une forme particulière : les lobes en sont aveugles, c'est-à-dire qu'ils dessinent leur feston autour de l'arc du portail, mais ne se détachent pas sur le vide. Ici, au contraire, c'est l'arc lui-même qui est dentelé : il est fait d'une suite de petits demi-cercles qui se touchent et forment une guipure lumineuse sur

un fond d'ombre. A peine est-il nécessaire de faire remarquer que ces portails ne sauraient avoir de tympans, puisque tout leur charme leur vient de cette sorte de dentelle attachée à la baie. Les mosquées arabes ne s'ouvrent jamais par des portails de ce genre ; mais ce que l'on ne trouve pas à l'extérieur, on le rencontre au dedans. A la mosquée de Cordoue, un bel arc polylobé donne accès dans la chapelle particulière du Kalife, ou maksoura. Parfois, les arcades intérieures de la mosquée ont ce tracé dentelé. La grande mosquée de Tlemcen a des arcades de ce dessin. On a découvert au Maroc, à Tinmel, dans les gorges sauvages de l'Atlas, près de la piste de Marrakech à Taroudant, une mosquée en ruines du XIIe siècle, élevée par les Almohades au lieu même où vécurent leurs ancêtres. Les arcades en sont dentelées, et ces arcades tracées en tiers point ressemblent à s'y méprendre à certains portails romans du centre de la France. Le mérite de nos architectes fut de sentir que ces formes, qui perdaient un peu de leur beauté dans l'ombre de la mosquée, prendraient toute leur valeur dans la grande lumière ; et ils appliquèrent l'arc polylobé aux portails.

Au sortir de Saint-Léonard, le pèlerin ne tardait pas à rejoindre la grande voie romaine de Limoges à Bourges. Elle passait tout près de Bénévent-l'Abbaye, et il est probable que ce monastère, alors riche et célèbre, offrait un asile au voyageur. Il y trouvait une châsse à vénérer, car, jadis, des pèlerins de la Terre-Sainte, qui étaient revenus par l'Italie du Sud, y avaient apporté de Bénévent des reliques de saint Barthélemy, l'apôtre : c'est alors que l'abbaye avait pris le nom de la ville italienne. Sa belle église romane s'ouvre par un portail polylobé, qui met, sur sa rude façade de granit, un reflet de l'Orient.

Un peu plus loin, la route atteignait la station gallo-romaine de Bridiers, qu'avait remplacée au moyen-âge la petite ville de La Souterraine, située à quelque distance. L'église de La Souterraine s'ouvre, elle aussi, par un portail polylobé : son arc à redents, au lieu d'être en plein cintre, est brisé et fait penser aux arcades de la mosquée de Tinmel.

L'abbaye de Déols, aux portes de Châteauroux, était, à coup sûr, une des principales étapes de la route de Bourges. De son église, qui fut, si on en juge par le clocher encore debout, une des plus magnifiques du Centre de la France, il

subsiste peu de chose aujourd'hui. Le grand portail a été détruit avec toute la façade, mais il reste encore une petite porte qui donnait accès dans le cloître : or cette porte elle-même est polylobée, et les voussures qui l'entourent ont le même dessin.

On sait que les églises romanes de Bourges ont disparu. Avaient-elles des portails polylobés? On peut, je crois, l'affirmer, car cette forme s'est perpétuée au siècle suivant et se retrouve à la façade de la cathédrale. Le portail central, que divise un trumeau, s'ouvre par deux baies polylobées en plein cintre. Ces baies sont plus richement décorées que celles des portails romans, mais elles en dérivent. On chercherait vainement un portail semblable dans les autres cathédrales du XIIIe siècle. L'architecte de Bourges s'est donc certainement inspiré d'un modèle roman qu'il avait sous les yeux. Ce curieux souvenir du passé nous prouve qu'au XIIe siècle l'arc dentelé des Arabes était connu à Bourges. C'est de Bourges probablement que les portails polylobés se sont répandus dans les régions voisines. Ils sont fréquents dans le Sud de l'ancien diocèse, et, chose curieuse, les principaux s'échelonnent le long de la voie romaine qui allait de Bourges à Clermont en passant par Néris : on les rencontre, en effet, à Saint-Symphorien, à Saint-Amand, à Ainay-le-Vieil, à Malicorne, à Colombier, à Charroux. — Il subsista longtemps un autre témoignage des rapports de Bourges avec le monde musulman. Un bas-relief, qui existait encore vers 1840, représentait un personnage inconnu, entouré d'une bordure faite de caractères arabes. C'était, au jugement de Longpérier, qui en a publié le dessin, une des voussures d'un portail roman. On sent que Bourges était sur le passage des pèlerins d'Espagne.

Par quelle route le voyageur pouvait-il aller de Bourges à Vézelay? La voie romaine, dont le trajet nous est connu, se dirigeait presque en droite ligne sur Sancerre, où elle franchissait la Loire. De là, on pouvait atteindre Clamecy et Vézelay. Mais il est probable qu'au XIIe siècle beaucoup de pèlerins, en quittant Bourges, prenaient un autre chemin, qui les menait à La Charité. Dès le XIIe siècle, en effet, il y avait un pont sur la Loire à La Charité, — pont qui suppose une route se dirigeant vers Bourges. Au commencement du XIIIe siècle, une église fut élevé à La Charité en l'honneur de

saint Jacques. Une église de ce vocable est l'indice d'un continuel passage de pèlerins, car les sanctuaires dédiés à saint Jacques jalonnaient les routes de Compostelle. Il était naturel que les voyageurs vinssent demander un asile pour la nuit à cette riche abbaye de La Charité, qui devait à son hospitalité son nom glorieux. La Charité était, comme Vézelay, un des plus fameux prieurés de Cluny, et il eût été fort extraordinaire que l'itinéraire de Compostelle, tracé par les moines de Cluny eux-mêmes, n'eût pas conduit les pèlerins de Vézelay à La Charité. Ainsi, au XIIe siècle, l'église de La Charité, où nous avons observé de si frappantes imitations de l'art musulman, se trouvait, suivant toutes les vraisemblances, sur une des routes de l'Espagne.

A Vézelay enfin, au terme du voyage, allons-nous trouver encore quelques souvenirs de l'Espagne arabe? L'extérieur de la grande église abbatiale ne nous montrera rien qui puisse nous faire penser à l'art de l'Islam, nous n'y découvrirons pas cet Orient que nous cherchons. Les portails n'ont pas d'arcs à festons, bien que ces sortes d'arcs aient été portés par les architectes voyageurs un peu plus loin que Vézelay : on les voit encore décorer le portail de l'église de Montréal et le clocher de Saint-Eusèbe d'Auxerre, puis ils disparaissent. Mais si nous entrons dans l'église de Vézelay, après le premier choc de l'admiration, qui paralyse les facultés critiques, nous nous apercevons avec surprise que les arcs doubleaux de la voûte ont des claveaux tour à tour blancs et gris sombre. Ces arcs, il est vrai, ont été refaits par Viollet-le-Duc, mais il ne les a pas imaginés, et on peut l'en croire quand il nous donne cette alternance de couleurs comme une création de l'architecte du XIIe siècle. Viollet-le-Duc était jeune alors; il était beaucoup plus respectueux pour les vieux maîtres qu'il ne l'a été depuis : il ne se croyait pas encore leur égal. Ainsi, à l'extrémité de la route d'Espagne, nous retrouvons les arcs de deux couleurs de la mosquée de Cordoue. Rien, dans l'architecture de la Bourgogne, n'annonce cette singulière fantaisie, rien ne l'explique; elle n'a pas de passé et elle n'eut pas d'avenir. On ne peut la comprendre qu'en se rappelant que les pèlerins, en revenant d'Espagne, venaient s'agenouiller dans l'église de Vézelay.

VI

Deux routes de Saint-Jacques traversaient, l'une la Saintonge et l'autre l'Angoumois. La première est celle qu'indique le *Guide* du XIIe siècle. Le pèlerin qui revenait de Compostelle, après avoir parcouru les Landes et revu Bordeaux, suivait la voie antique de Blaye à Saintes, de Saintes à Niort et à Poitiers. Les grands monuments de la route ont malheureusement disparu. L'église Saint-Romain de Blaye, où Roland était enseveli auprès de la belle Aude, n'existe plus : elle a été impitoyablement rasée par Vauban. La façade de l'église Saint-Eutrope de Saintes, qui fut probablement un des prototypes des façades saintongeoises, a été démolie par les protestants. La magnifique abbaye de Saint-Jean d'Angély, où les pèlerins s'arrêtaient pour vénérer la tête de saint Jean-Baptiste, a eu le même sort. Nous ne saurons donc jamais quels souvenirs l'Espagne arabe avait laissés sur ces grands monuments. A défaut de ces églises-types, qui ont dû être des modèles, il en subsiste quelques-unes sur la route des pèlerins ou dans son voisinage, qui sont comme les traces laissées par ces générations de voyageurs. A Saint-André de Cubzac, on aperçoit au clocher un arc arabe en fer à cheval. Près de Pons, où les pèlerins avaient un hôpital, s'élèvent les églises d'Échebrune et de Pérignac, qui s'ouvrent par des portails polylobés. Entre Pons et Saintes, mais un peu à l'écart de la grande route, on rencontre l'église de Rioux, dont l'abside est un pur chef-d'œuvre. Plusieurs fenêtres sont entourées d'arcs polylobés aveugles, mais ces arcs, au lieu d'être simples, sont doubles et dessinent deux festons superposés. Des arcs tout semblables se rencontrent dans l'art musulman : la magnifique porte Bab-Agnaou, à Marrakech, grandiose comme tous les monuments des Almohades, a cette double ligne de dentelles. Il y eut sans aucun doute, des portes semblables en Espagne; et, d'ailleurs, s'il en fallait croire la légende, c'est en Andalousie que s'éleva d'abord la porte de Marrakech : elle aurait été apportée, pierre par pierre, par les Maures, comme un souvenir de la patrie perdue. Les arcs polylobés se rencontrent encore dans le voisinage de Saintes, à Trizais. On les retrouve, non pas à Niort, dont les monu-

ments romans ont disparu, mais non loin de Niort, à Celles-sur-Belle. Ils reparaissent au delà de Parthenay, sur la route des pèlerins de l'Anjou, à Thouars.

Le *Guide* du pèlerin n'indique que la route de la Saintonge, mais il y en avait une autre qui n'était pas moins fréquentée : celle de l'Angoumois. Elle nous a été signalée pour la première fois par le moine Aimoin, qui, en 1003, accompagna saint Abbon du monastère de Fleury-sur-Loire au monastère de La Réole (1). Les principales étapes du voyage furent Poitiers, le monastère de Charroux, Angoulême, Aubeterre, Casseneuil, où se voyait encore le vieux palais de Charlemagne, enfin l'abbaye de La Réole, défendue par des murailles et des tours comme une place forte. Les pèlerins de l'Anjou et du Poitou suivaient volontiers ce chemin et rejoignaient à La Réole la grande route de Vézelay à Compostelle qui passait par Limoges et Périgueux. Souvent, ils se détournaient un peu de leur chemin pour aller faire bénir leur bâton de voyage par l'abbé de la Grande-Sauve, un des organisateurs du pèlerinage de Saint-Jacques. Nous ne connaissons pas exactement le tracé de cette route de La Réole à Angoulême et à Charroux; nous n'en voyons que la direction générale. Or, il est remarquable qu'une suite d'églises, où s'observent des motifs empruntés à l'art arabe, s'échelonnent dans cette direction même. Au delà de La Réole, à Courpiac et à Clairac, nous rencontrons des modillons à copeaux ; à Puisseguin, un portail polylobé apparaît. A Petit-Palais, une façade, qui est la plus exquise de toutes ces charmantes façades du Sud-Ouest, nous montre cinq fois l'art polylobé musulman. A la fenêtre centrale, les arcs dentelés se superposent comme dans certains portails du Moghreb. Des deux côtés du portail à festons, les arcatures ont des lobes disposés en hauteur, qui rappellent exactement les ouvertures d'une maison arabe de Tolède. Une pareille église où l'art chrétien s'unit si intimement au décor de l'Islam est, en France, ce que les églises élevées par les mudéjars sont en Espagne. Les portails polylobés reparaissent à Guitres et à Aubeterre. De Chalais à Montmoreau, de Montmoreau à Blanzac, de Blanzac à Plassac et à Mouthiers les églises décorées d'arcs polylobés se suivent dans la direction d'Angoulême.

(1) *Vita sancti Abbonis; Patrol. lat.* de Migne, tome CXXXIV.

VII

Il faudrait pouvoir étudier avec la plus minutieuse attention toutes les routes suivies par les pèlerins de Saint-Jacques. On découvrirait presque sur toutes, aux stations principales, quelques réminiscences de cet art musulman que les chrétiens n'arrivaient pas à oublier.

A Moissac, par exemple, où s'arrêtaient les voyageurs avant de remonter vers Le Puy, la première chose qui nous frappe aujourd'hui est la forme insolite des montants du portail : au lieu d'être droits, ils sont polylobés, caprice tout oriental. On remarque alors que les personnages sculptés des deux côtés du porche ont, au-dessus de la tête, des arcs tréflés, c'est-à-dire des arcs arabes, et ces trèfles de Moissac sont parmi les plus anciens qui subsistent en France. Si on entre dans le beau cloître, on y découvre quelques chapiteaux dont le décor éveille immédiatement le souvenir de l'art musulman. Ce sont des entrelacs et des palmettes sans aucun relief, mais nettement découpés et se détachant comme une guipure sur un fond sombre. On reconnaît l'esprit de la sculpture arabe, et on pense aux boîtes d'ivoire, enveloppées d'un léger réseau, qu'on ciselait en Andalousie pour les kalifes et les sultanes. Or, un détail soudain aperçu vient changer notre pressentiment en certitude : sur le tailloir d'un de ces chapiteaux, une suite de caractères coufiques dessine la plus belle des bordures et met sur l'œuvre le sceau de l'Islam. Il y a donc eu à Moissac des artistes qui avaient été en contact avec le monde arabe : ainsi s'expliquent les motifs qui nous avaient surpris au portail ; ainsi s'explique encore que sur un autre chapiteau du cloître, la prison de saint Pierre s'ouvre par un arc polylobé pareil à une arcade de mosquée.

Non loin de Moissac, à Saint-Antonin, nous retrouvons l'arc tréflé au campanile du charmant palais, élevé au XIIe siècle par le vicomte de Saint-Antonin. Mais des plats de faïence musulmane, encastrés dans la façade, comme de rares merveilles, témoignent plus clairement encore de l'influence de l'Orient. C'est d'Espagne, sans doute, que venaient ces beaux plats, qu'on jugeait si dignes d'être admirés.

Sur la route du Somport à Toulouse et à Arles, les traces

de l'art musulman sont plus rares. Il y en a quelques-unes pourtant. La grande église de Saint-Sernin de Toulouse, pareille à celle de Saint-Jacques de Compostelle, et dont plusieurs bas-reliefs ont été reproduits à la façade de Saint-Jacques, nous annonce l'Espagne chrétienne, mais rien ne semble y rappeler l'Espagne arabe. Pourtant, si l'on monte dans les tribunes, on y découvre des chapiteaux aux entrelacs sans relief, aux vives découpures, qu'on dirait forés au trépan. Ces chapiteaux, pareils à ceux de Moissac, témoignent des mêmes influences musulmanes.

Nous savons par le *Guide* du XIIe siècle que la route conduisait le pèlerin de Toulouse à Saint-Guilhem du désert. Elle passait certainement par Saint-Pons de Thomières, où se trouvait un célèbre prieuré de Cluny qui accueillait le voyageur. Elle atteignait ensuite la belle vallée de l'Orb, qu'elle suivait pendant plusieurs lieues. C'est au bord de cette route que s'élève, tout près de Lamalou, l'église romane de Saint-Pierre de Reddes. Son portail est surprenant, car le linteau est décoré tout entier d'une lettre arabe indéfiniment répétée, qui donne l'illusion d'une inscription en caractères coufiques. Une croix en lave sombre, incrustée dans le tympan, nous avertit que ce singulier monument n'est pas une mosquée, mais une église.

De la vallée de l'Orb, le pèlerin atteignait la vallée de l'Hérault. Là, dans une gorge étroite, près d'âpres rochers, sous une lumière d'Afrique, apparaît une église dorée par les siècles. Elle s'élève sur le tombeau d'un héros épique, canonisé par l'Église, Guillaume d'Aquitaine, que les poètes appellent Guillaume-au-court-nez. Cette église de Saint-Guillaume du Désert imite, à l'extérieur, le décor des églises lombardes. Mais les chapiteaux qui ornent les fenêtres de l'abside ont un aspect singulier. Ce sont des chapiteaux en forme de cube, qui se retrécissent tout d'un coup, et deviennent circulaires comme la colonne qui les porte ; un réseau de palmettes et d'entrelacs sans relief les enveloppe. Ce ne sont là ni des chapiteaux lombards, ni des chapiteaux français, mais des chapiteaux d'inspiration arabe. On en retrouve de presque semblables, deux cents ans après, à l'Alhambra de Grenade, dans la cour des lions, ou à Fez, dans la Medersa Attarine. Ainsi, Guillaume, le vieux champion de la chrétienté contre l'Islam, avait autour de son tombeau des chapiteaux arabes : s'il eût pu le savoir

d'avance, il est probable qu'il n'en eût été nullement choqué, car les poètes nous assurent qu'il avait épousé une belle captive musulmane (1).

Voilà ce que l'Espagne arabe a donné à l'art roman de la France. Ce ne sont, on le voit, que quelques ornements. Les Arabes, qui ne voûtaient pas leurs mosquées, n'avaient pas grand chose à apprendre à nos architectes du XIIe siècle, déjà si savants. Mais les Arabes avaient le génie du décor, et ils savaient mettre dans leurs gracieuses fantaisies un charme irrésistible. La France leur emprunta quelques-unes de leurs lignes sinueuses. Le voyageur qui a entrevu le monde de l'Islam, reconnaît ces imitations avec délice : elles mettent sur nos graves églises romanes un rayon de l'ardente lumière du Sud. Mais l'historien en sera plus touché encore que l'artiste, car ces formes font reparaître à ses yeux des pages à moitié effacées de notre histoire. Cette grande épopée du pèlerinage de Saint-Jacques et de la lutte contre les Maures n'est pas seulement dans la *Chanson de Roland :* elle est écrite au front des vieilles églises de la route d'Espagne ; elle est écrite au transept de Cluny, au clocher de la Charité-sur-Loire, à la façade de Notre-Dame du Puy. Ces grandioses monuments que nous admirions, en deviendont pour nous, non seulement plus beaux, mais encore plus vénérables.

ÉMILE MÂLE.

(1) Indiquons encore brièvement quelques imitations de l'art arabe sur les routes de pèlerinage. La voie romaine, qui amenait de Clermont à Périgueux les pèlerins de Saint-Jacques, nous montre sur son parcours ou dans son voisinage des portails et des arcatures polylobés à Meymac, à Palisse, aux Rosiers d'Egletons, à Tulle. A Brive, qui est sur la même route, les chapiteaux du porche de l'église Saint-Martin, comme Viollet-le-Duc l'avait déjà remarqué, rappellent les chapiteaux arabes. Une autre route conduisait de Limoges à Cahors et à Moissac les pèlerins de Saint-Jacques qui voulaient s'arrêter au sanctuaire de Rocamadour. Cette route est, elle aussi, bordée d'églises dont les portails sont polylobés : Lubersac, Vigeois, Allassac, Noailles. La cathédrale de Cahors nous montre également l'arc tréflé.

CHEZ LES
LATINS D'AMÉRIQUE
ARGENTINE ET URUGUAY

II [1]
LA SOCIÉTÉ

LA BIENFAISANCE

Malgré l'individualisme si accentué du tempérament ibérique et le caractère éminemment traditionnel du clergé espagnol, certaines institutions de l'Argentine la prédestinaient depuis longtemps à voir fleurir sur son sol une forme de vie catholique qui ne se préoccupât point seulement de l'individu, mais de la société et de ses progrès.

De très bonne heure, en effet, la bienfaisance et la charité, au lieu d'être totalement abandonnées à l'initiative de chacun, reçurent une organisation d'ensemble qui habitua les particuliers à agir en commun et selon des vues d'intérêt général.

Treize ans seulement après le soulèvement de 1810, en 1823, l'illustre homme d'État, que nous avons déjà eu l'occasion de mentionner, Bernardino Rivadavia, avait fondé à Buenos-Ayres la grande *Société de bienfaisance*, à laquelle il réservait la direction des principales œuvres philanthropiques et charitables. Avec un sens très juste de l'état économique et moral de son pays, il avait compris que, dans ce milieu de colons espagnols établis en Amérique avec l'obsédante pensée d'y faire fortune, la seule réserve de dévouement à exploiter pour soulager

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

la misère, il la tirerait de la sensibilité et de la charité chrétienne des femmes. Très hardiment, il avait confié à une société d'environ soixante dames, choisies au sein des meilleures familles, le soin des pauvres et des malades de la capitale.

Son calcul était bon. Depuis cent ans qu'elle existe, cette œuvre toute féminine n'a pas cessé de grandir. Ces dames se recrutent elles-mêmes par cooptation, sous réserve de l'approbation de leurs choix par le Gouvernement. Elles élisent un comité de douze membres, qui administre l'œuvre et son budget, budget de vingt-deux millions de francs.

Cette société dirige, à Buenos-Ayres, le grand hôpital de Rivadavia, l'un des plus beaux de la République, qui peut recevoir environ six cents femmes; deux maisons pour les aliénées du même sexe ; un hôpital pour les Enfants-Trouvés ; plusieurs établissements d'orphelins et d'orphelines; des « Gouttes de lait; » et, près de Mar del Plata, deux hôpitaux, l'un pour les scrofuleux, l'autre pour les tuberculeux. Une autre société de dames possède et dirige les maisons et *asiles mutuels* du patronage de l'enfance.

Beaucoup plus récente est l'entreprise du même ordre, dont l'initiative appartient à une femme singulièrement active : Mme Oliveira Cezar de Wilde, veuve d'un homme d'État distingué, Édouard de Wilde, qui fut, pendant quatorze ans, ministre de l'Intérieur en Argentine, puis représenta son pays à Mexico, à Washington, à Bruxelles, à La Haye, à Madrid, où il mourut. Présidente du *Comité central des dames* et vice-présidente du *Conseil suprême de la Croix-rouge argentine*, présidente d'honneur de l'institution des *Boys-Scouts*, présidente de la *Commission des églises et des œuvres paroissiales*, enfin de l'*Œuvre des écoles et foyers d'infirmières*, Mme de Wilde, justement préoccupée de la disproportion énorme entre les ressources de la capitale et celles de l'intérieur du pays, conçut et, en octobre 1921, réalisa la belle idée d'une *Confédération nationale de la bienfaisance* qui s'étendit à toutes les provinces.

Il y aurait quelque injustice à traiter, si brièvement que ce puisse être, de l'assistance publique en Argentine, sans citer avec honneur le nom du docteur Cabred, président de la *Commission conseillère des asiles et hôpitaux nationaux*. Ce philanthrope actif et enthousiaste qui, si j'en crois la dédicace du beau livre qu'il m'offrit, et où il a réuni tous ses discours d'inau-

guration, estime que « les œuvres destinées au soulagement de notre prochain sont les plus agréables aux yeux de Dieu, » a consacré toute son existence au progrès des œuvres médicales et sociales sur tout le territoire de la République. Il a travaillé notamment à la création de maisons modernes d'aliénés, dont le type le plus parfait est celle de Lujan, où règne le système dit de « la porte ouverte » qui frappa si fortement M. Clemenceau.

Français, pourrions-nous oublier que c'est un de nos compatriotes, officier de marine en station à l'embouchure de La Plata, M. André Fouet, père du distingué professeur de notre Université catholique, qui, en 1858 et en 1859, établit à Montevideo, puis à Buenos-Ayres, la première conférence de Saint Vincent de Paul? La République argentine en compte aujourd'hui plus de quatre-vingts. Elles ne se contentent pas de porter des secours à domicile, mais elles entretiennent plusieurs asiles pour les veuves, les pauvres et les orphelins.

En résumé, l'Argentine nous apparaît comme l'un des premiers pays du monde en matière d'assistance; il n'est pas une misère à laquelle un refuge ne soit ouvert et tous ces refuges sont richement dotés, grâce à l'incomparable générosité de riches familles qui se glorifient de faire le plus noble usage de leur fortune. Une seule crainte me prenait parfois en visitant ces beaux établissements; je l'ai dit à l'Académie française, et je crois utile de le répéter ici : à offrir tant d'abris de toute sorte aux deux sexes, à tous les âges, à toutes les conditions, ne court-on pas le risque de porter atteinte à la vie familiale? N'est-ce point déjà une sorte de socialisation, selon nous périlleuse? Les socialistes ne manquent pas d'en faire la remarque. Ce bien-être en commun, ce luxe relatif, n'engendrent-ils pas le dégoût de la vie plus difficile et plus chargée de responsabilités qu'est nécessairement celle de tout foyer personnel ? L'avenir répondra. S'il y a excès, il part en tout cas d'un sentiment très noble et très humain.

C'est assez démontrer que l'Argentine était un terrain bien préparé pour l'essor du catholicisme social. Cet essor cependant ne date guère que d'une trentaine d'années, retardant d'environ vingt ans sur le mouvement provoqué chez nous, notamment par Albert de Mun.

Le 2 février 1892, un Allemand, le Révérend Père Grote, fondait à Buenos-Ayres le premier cercle catholique d'ouvriers.

Successivement, religieux, prêtres séculiers, laïques zélés, entrèrent dans le mouvement : aujourd'hui, parmi les dirigeants de la vie catholique, presque personne n'y échappe.

A leur tête, plusieurs pères Jésuites qui accomplissent là-bas une œuvre analogue à celle que poursuivent sur la terre française leurs confrères de l'*Action populaire de Reims*. L'un d'entre eux, le R. P. Palau, venu de Barcelone, auteur d'un livre répandu dans tout l'univers chrétien, *le Catholique d'action*, et de beaucoup d'autres écrits analogues, semble s'être inspiré, en la mettant au service du catholicisme, de l'idée féconde de Rivadavia : ne s'est-il pas fait le prédicateur attitré des responsabilités et des devoirs sociaux de la femme ? A la seconde *Semaine sociale* de Montevideo, il donna, en une conférence aussi étendue qu'éloquente, la somme de ses idées sur la matière. Adaptant d'une façon très originale à sa thèse le mot par lequel la Sainte Écriture désigne notre mère commune Ève, *mater cunctorum viventium*, il affirme que la femme est la mère de toutes les causes qui vivent et que tant qu'une société, si corrompue soit-elle, compte encore des femmes ayant conscience de leurs devoirs, elle n'est pas perdue : toute idée, toute mode adoptée par les femmes finit par triompher.

Ainsi, partout où un groupe de femmes l'a voulu, des syndicats féminins ont été fondés, en dépit de tous les obstacles, résistance de patrons égoïstes, indifférence ou sectarisme des gouvernements, suspicion des braves gens timorés, défiance des travailleuses elles-mêmes.

L'*Union centrale des syndicats professionnels féminins*, établie à Paris, rue de l'Abbaye, l'*Action catholique de la femme*, la grande institution féminine de l'Espagne, lui servent à exciter le zèle des femmes de l'Argentine et de l'Uruguay. En celles-ci, il incrimine avec véhémence, — et combien de femmes de France pourraient profiter de la leçon ! — une éducation imprégnée d'*individualisme* et d'*inutilisme ;* il leur reproche de se contenter d'être dans le monde un objet d'ornement ; jouir et briller, en réservant à Dieu un peu de piété sentimentale et au prochain qui souffre une charité fastueuse et joyeuse, n'est-ce pas toute leur vie ? La charité elle-même s'est pétrifiée. Il vaut mieux prévenir les maux que de leur porter remède ; si le bon Samaritain avait pu empêcher le pauvre voyageur de tomber entre les mains des voleurs, il lui aurait

rendu un plus grand service qu'en soignant ses plaies. Tel est le but de l'action sociale et du syndicalisme chrétien ; il n'y a pas d'autre moyen de lutter contre un individualisme féroce et le pouvoir centralisateur de l'État. Que toutes les femmes de cœur s'enrégimentent donc pour cette nouvelle croisade ! Non content de faire appel à toutes les bonnes volontés personnelles, le P. Palau entend mobiliser, au profit de la même cause, les congrégations mariales qui sont dans le monde laïque l'extension de la Compagnie de Jésus (1).

Le 27 août dernier, accueilli par des *Vivat !* en l'honneur de la France, j'assistai à une séance très patriarcale des Cercles ouvriers de Buenos-Ayres, que présidait un ouvrier des Ateliers Salésiens, Don Carlos Conci. J'y entendis trois orateurs. Un jeune prêtre qui avait passé deux ans en Europe et qui s'exprima avec la véhémence habituelle à nos abbés démocrates sur l'œuvre de la Révolution française et du libéralisme économique ; il montra l'ouvrier menacé jusque dans sa vie et dans celle de sa femme et de ses enfants par le patron exploiteur, fort de son capital qui représente le travail mort contre l'ouvrier qui représente le travail vivant. Un évêque, Mgr Orzali, de Saint-Jean de Cuyo, remit les choses au point ; avec justesse, esprit, humour, émotion, il traça la ligne à suivre et ne craignit pas de faire allusion aux luttes qui ont si bien trempé l'âme catholique française. Un laïque enfin, l'orateur-poète de Montevideo, Zorrilla de San Martin, réchauffa et rapprocha tous les cœurs, par sa chaude et vibrante éloquence.

Depuis la fin de la guerre mondiale, ce mouvement catholique social a tendance à se centraliser et à s'organiser sous une direction unique et puissante ; telle est aujourd'hui sa caractéristique ; elle m'a paru assez originale pour que je croie nécessaire d'y insister.

Le 21 avril 1919, une lettre collective de l'épiscopat argentin faisait connaître au public la fondation d'une *Union populaire catholique argentine* (U. P. C. A.), dont le plan avait été longuement mûri par lui. On ne s'y proposait rien de moins que la fédération de toutes les institutions catholiques de cet immense pays, grand, je l'ai dit, comme cinq ou six fois la France.

Quels étaient les organes essentiels de cette fédération ?

(1) *Acción integral de las Congregaciones marianas.* Buenos-Ayres, 1922.

D'abord un organe central, l'*Union populaire* proprement dite, qui embrasse toutes les autres ligues et premièrement l'Union populaire de tous les catholiques du sexe masculin ; puis la *Ligue catholique des femmes argentines ;* la *Ligue argentine de la jeunesse*, dont le nom suffit à indiquer l'objet ; enfin la *Ligue argentine économique sociale*, composée de toutes les institutions de cette catégorie, masculines ou féminines, qui ont consenti à adhérer à l'Union.

Territorialement, l'U. P. C. A. est organisée de la façon suivante. Dans chaque paroisse, deux *juntes*, ou commissions : l'une de l'Union populaire des hommes, l'autre de la Ligue catholique des femmes. Entrent de droit dans ces juntes tous les présidents, ou toutes les présidentes des œuvres fédérées. Les catholiques qui n'appartiennent à aucune de ces œuvres sont constitués en groupes, auxquels est préposé un chef chargé des convocations, distributions de tracts, etc., etc... Chaque junte a un président, ou une présidente, élus par tous les membres ; de l'une et de l'autre junte paroissiale, le curé est assesseur-né.

Dans chaque diocèse, deux *juntes diocésaines* analogues aux juntes paroissiales, élues par tous les présidents et assesseurs des juntes paroissiales du diocèse ; plus une junte de la *Ligue de la jeunesse* et une autre de la *Ligue économique sociale.*

A Buenos-Ayres, siègent : 1° la *junte nationale* de l'U. P. C. A., qui dirige l'ensemble de l'institution et, sans intermédiaire, l'Union populaire des hommes ; 2° les trois *juntes supérieures* de la Ligue des Dames, de la Ligue de la jeunesse et de la Ligue économique sociale, subordonnée à la junte nationale.

Toutes ces autorités supérieures sont élues par les représentants des juntes diocésaines, à l'exception du président et des assesseurs de la junte nationale, dont l'épiscopat s'est réservé la nomination directe.

Un *Secrétariat national*, dont le siège national est à Buenos-Ayres, s'est constitué à l'image du bureau central du *Volksverein* allemand ; tout aboutit à ce bureau de travail, administration, propagande, publications, informations et consultations.

Les institutions ne vivent que par les hommes. L'âme de celle-ci est Mgr Michel de Andrea, évêque titulaire de Temnos, ancien directeur spirituel des Cercles catholiques d'ouvriers et curé de la paroisse San Miguel à Buenos-Ayres, assesseur ecclésiastique, nommé par l'épiscopat, de la Junte nationale. Ce

prélat d'une physionomie fine et distinguée, d'une éducation parfaite, d'une piété mystique, d'une éloquence tout ensemble chaleureuse et fleurie, exerce sur la société une véritable puissance de séduction ; mais il possède aussi un rare sens politique et un esprit de gouvernement qui lui permettent de diriger sans trop de heurts une œuvre aussi complexe (1).

Il est d'ailleurs fort bien secondé. Jusqu'en septembre 1922, le *Secrétariat national* a eu pour chef Mgr Franceschi, Corse, né à Marseille, homme d'un tempérament vigoureux et d'une inlassable activité, orateur puissant en langue espagnole et en langue française (nous l'avons entendu l'an dernier à Paris), écrivain de qui les livres témoignent d'une culture générale étendue. N'est-il pas l'auteur d'un ouvrage considérable sur *la Littérature spiritualiste française au dix-neuvième siècle?* Comme sociologue chrétien, il a exposé ses idées dans un volume intitulé : *la Démocratie et l'Église ;* il y déclare la guerre à l'individualisme dont il proclame le temps passé, et prône le *sociétarisme.* Mgr Franceschi est aujourd'hui délégué général de l'Union, avec mission de l'organiser et de la promouvoir dans tous les diocèses argentins.

Il est remplacé au Secrétariat par Mgr Usshex, autre lieutenant de Mgr de Andrea, qui se l'était associé pour la rédaction des Statuts de l'Union.

Les présidents des grandes associations sont des laïques : celui de l'Union populaire des hommes est M. Beccar-Varela, celui de la Jeunesse catholique le docteur Caceres, hommes de valeur à qui je suis heureux de témoigner ma gratitude, pour la façon gracieuse dont ils m'ont présenté aux grands auditoires de la capitale.

A la tête de la *Ligue catholique des Dames* est une femme éminente entre toutes, Mme Ana Elia de Ortiz Basualdo ; demeurée veuve très jeune, elle a partagé ses heures entre l'éducation de ses enfants et les œuvres ; ses enfants établis, c'est aux œuvres qu'elle a désormais consacré son temps, sa fortune, sa puissance de travail, son intelligence claire et pratique, son cœur vaillant et généreux que nul déboire, nulle ingratitude ne sont capables de rebuter. Elle a pour vice-présidentes deux autres femmes de mérite : Mme Moutier de Pirán et Mme Achával

(1) Mgr de Andrea vient d'être présenté en première ligne par le Sénat pour la succession de Mgr Espinosa, archevêque de Buenos-Ayres, récemment décédé.

de Cantilo. Les noms les plus illustres et les plus respectés de Buenos-Ayres figurent dans le Conseil supérieur de la Ligue.

Quel est au juste le but que se propose l'*Union populaire catholique argentine?* Les articles 2 et 3 des statuts nous le disent. Elle entend : promouvoir, organiser, coordonner et diriger toutes les forces catholiques de l'Argentine, conformément aux instructions de l'épiscopat ; — éduquer la conscience des catholiques pour les amener à l'intégrale et franche observation de leurs devoirs, à l'exercice pratique de tous leurs droits religieux, moraux, sociaux et civiques, en vue de la restauration chrétienne de la société, de la défense de l'Église et de l'amélioration du sort des classes populaires ; — développer l'esprit pratique et militant des catholiques, multiplier leurs organisations en donnant à toutes un même programme et une même orientation ; — présenter au peuple le principe d'ordre et d'autorité comme une condition fondamentale de toute puissance et de toute grandeur civile; l'amour de la patrie comme une vertu chrétienne active, qui tend à la rendre toujours plus prospère, plus influente, plus respectée entre les nations, et cela par le moyen d'une consciente et active participation à la vie et au développement de toutes les institutions et de toutes les activités nationales; — enfin démontrer comment la doctrine sociale catholique offre les principes les plus sûrs de charité, de justice, de fraternité et d'égalité; par conséquent, aviver dans la conscience du peuple le sentiment d'une solidarité qui tend au secours mutuel, à la protection des droits et des intérêts légitimes de chaque classe, en un mot à la défense de tous les principes sur lesquels repose la civilisation chrétienne.

Immense et magnifique programme, mais combien difficile à réaliser! Car il ne s'agit pas seulement de créer des cadres sur le papier; il importe d'unir réellement des volontés et d'obtenir le renoncement de certaines autonomies anciennes et respectables.

A peine, au printemps de 1919, les premières juntes étaient-elles nommées que les luttes commençaient, et des deux côtés à la fois.

Du côté des adversaires du catholicisme d'abord. Ils toléraient bien un catholicisme tout personnel et modéré dans ses manifestations, mais un catholicisme organisateur et conquérant, visant à une action sociale et dans toute la République,

leur paraissait chose odieuse et redoutable. Puis parmi les catholiques, laïques ou ecclésiastiques, plusieurs, pour ne pas dire beaucoup, se défiaient. On redoutait les tendances démocratiques qui semblaient devoir prédominer dans la direction de l'Union. Certains craignaient que l'autorité de la hiérarchie ne se trouvât pratiquement compromise; les curés tremblaient pour l'avenir de leurs œuvres paroissiales; les ordres religieux y voyaient une diminution probable de leur influence spirituelle; les tiers-ordres, les congrégations mariales, les associations d'enfants ou de filles de Marie, n'allaient-elles pas, sinon succomber, du moins être entraînées par d'autres directions?

Il faut avouer qu'à première vue ces craintes n'étaient pas absolument chimériques. Que faire? Marcher quand même. On s'y décida. Une collecte organisée à l'américaine, par des moyens un peu tapageurs mais efficaces, amena, dans la seule ville de Buenos-Ayres, la souscription de quarante millions de francs qui, il est vrai, ne furent pas intégralement versés.

On commença, et il le fallait bien, par s'installer; un bel édifice de l'avenue de Mai, la partie la plus vivante de Buenos-Ayres, abrita le siège central; la *Ligue des Dames* s'occupe de construire le sien; la *Jeunesse catholique* a son Athénée. Des maisons ouvrières s'élèvent à Buenos-Ayres et à Parana; des syndicats urbains et des syndicats agricoles se fondent; des traités, d'un caractère pratique, se rédigent en grand nombre, où sont abordés tous les aspects de la question sociale, ainsi que les questions religieuses les plus controversées; diverses institutions utiles sont encouragées et soutenues; des missionnaires étrangers sont invités. Ainsi, c'est l'*Union populaire catholique argentine* qui a pris la première initiative de notre mission à M. Le Goffic et à moi. C'est elle encore qui, grâce à la généralité de son action, peut mettre en mouvement des masses comme celles des vingt-cinq mille enfants qui défilèrent devant le cardinal Gasquet, ou organiser d'importants Congrès

Du 9 au 11 septembre, je pris part à celui de Córdoba. J'ai déjà dit un mot de cette vieille ville religieuse et universitaire, si curieuse aujourd'hui par les contrastes qu'elle présente. De très anciennes familles d'origine espagnole y vivent et semblent le conservatoire de l'Espagne du XVIIe siècle, comme certaines familles canadiennes celui de la France de Louis XIV; on y garde les mœurs d'autrefois, on y chante les mêmes chansons,

on y raconte les mêmes histoires traditionnelles. A côté, l'on danse les danses d'aujourd'hui; on se pare des dernières créations de la mode; on affecte de tenir des propos révolutionnaires; on met à l'index ou on chasse les professeurs catholiques. Mais tout le monde semble d'accord pour regarder la France comme le foyer toujours vivant de l'athéisme et de la révolution. Dans la visite que je fis à la rédaction du journal *Los Principios*, et où je fus d'ailleurs reçu avec une parfaite courtoisie, on parut fort surpris d'apprendre de ma bouche que les prêtres français portaient encore le costume ecclésiastique, que les églises n'avaient pas été fermées par MM. Combes et Briand, enfin que nos prêtres-soldats n'avaient pas, pour une bonne moitié, apostasié après la guerre. Les défiances à notre égard étaient si vives que beaucoup de catholiques s'étaient opposés à ma venue, en quoi ils avaient été ardemment soutenus par un certain nombre de francs-maçons de la colonie française, pour la plupart rebelles à leur devoir militaire. Toutes ces intrigues d'ailleurs avaient été déjouées; non seulement les autorités ecclésiastiques, mais les Capucins et les Jésuites, encore si puissants à Córdoba, m'avaient assuré le plus fraternel accueil; et lorsque, présenté par un ancien étudiant de l'Institut catholique de Paris, je pris la parole, au cours de la séance de clôture du Congrès, la France catholique fut acclamée en ma personne.

Des séances mêmes du Congrès, des discours et des rapports, je ne dirai rien; qu'il s'agisse de Córdoba ou de Paris, c'est tout un, sauf que peut-être on se montre encore un peu plus féru des formes parlementaires en Argentine qu'en France. Mais comment me tairais-je sur les grandioses manifestations qui marquèrent la journée du dimanche?

D'abord, la messe pontificale célébrée par le nonce, devant une assistance innombrable d'hommes et de jeunes gens, dans la cathédrale, monument du XVIIe siècle, le Moyen-Age argentin. Puis l'interminable cortège des enfants des écoles, garçons et filles, de la Ligue des Dames catholiques, de la Jeunesse catholique, des délégués de soixante-cinq paroisses du diocèse (sur soixante-douze) adhérant à l'Union, enfin des Amis de cette grande association. Tous les évêques argentins présents à Córdoba et moi-même, nous assistions au défilé devant la porte de l'évêché, avant de prendre la tête des délégations

masculines. Au balcon, le nonce et l'évêque du lieu. Je vois encore une pauvre vieille créole qui, suspendant la marche du cortège, s'arrêta longtemps, les mains jointes, dans une attitude d'extase ou d'adoration, devant ce groupe de successeurs des apôtres.

Après que, sur la grande place, le cortège se fut disloqué, des orateurs populaires, Mgr Napal, Mgr Franceschi, le Capucin Artavia, plusieurs laïques, d'une voix tonitruante, prirent la parole en plein air, qui du haut d'un balcon, qui du pied d'une statue ; ils déchaînaient un enthousiasme indicible. Et le même enthousiasme accueillit le soir les nombreux discours prononcés au théâtre.

Cette ville, on en avait l'impression, était remplie d'éléments excellents que, bien réellement, il ne s'agissait que d'organiser pour rendre au catholicisme toute son influence. A la suite du Congrès, près de dix millions de francs furent recueillis dans la seule province de Córdoba. Toute la question est donc de savoir si, oui ou non, l'Union populaire réussira à triompher des obstacles qui lui sont opposés.

Il me semble que ce n'est point impossible.

Sans doute, elle se heurte à l'inimitié très vive des libres penseurs militants et des socialistes. Cependant, comme elle est animée d'un esprit profondément national, comme il n'existe point en Argentine de question constitutionnelle qui puisse servir de prétexte à certaines attaques, il ne paraît pas probable que l'U. P. C. A. doive être entravée dans son développement par des moyens illégaux, ou par des mesures de persécution. Le gouvernement actuel de M. de Alvear est incontestablement bien disposé à son égard. Même sous la présidence de M. Irigoyen, le chef de la Ligue, Mgr de Andrea, a obtenu beaucoup du Gouvernement et a su prévenir bien des mesures contraires aux intérêts de l'Église. Tout homme sensé reconnaît aujourd'hui que la religion est le principal rempart contre l'anarchie partout menaçante. Moraliser les hommes et les encadrer dans une hiérarchie qu'ils tiennent pour sainte est le moyen le plus efficace de les protéger contre des entraînements dont ceux qui s'y abandonnent sont ensuite les premiers à souffrir.

Quant aux catholiques, assurément, il y aura toujours parmi eux des tendances diverses et ce n'est pas un mal. Mais pour tous, il devient évident qu'il est désormais impossible de se tenir

en dehors de toute action sociale. A cette nécessité correspond l'Union populaire. Elle n'annule pas pour cela les autres influences. En effet, les tiers-ordres et les associations pieuses qui dépendent de certains ordres religieux ont avant tout pour but la perfection de l'individu, suivant un certain idéal, une certaine règle et certains principes de spiritualité. Pourquoi chacun de ces groupes ne conserverait-il pas son esprit et sa direction propres, tout en coordonnant son action dans l'ordre social avec celle d'une organisation générale telle que l'*Union populaire catholique argentine?* Celle-ci est trop complètement dans la main de l'épiscopat, qui se réunit chaque année à Buenos-Ayres, pour qu'on puisse craindre qu'elle s'égare dans des voies périlleuses.

Quelle puissance une telle unité ne donnerait-elle pas aux catholiques! Benoît XV le voyait clairement lorsqu'il écrivait à l'archevêque de Buenos-Ayres, Mgr Espinosa : « On peut considérer cette Union comme providentielle et nous avons confiance qu'elle ne tardera pas à produire d'heureux résultats. » Pie XI renouvelait ces encouragements en termes exprès par un message adressé au congrès de Córdoba. Moins d'un mois après, à l'occasion de la remise solennelle de la décoration *Pro Ecclesia et Pontifice* à la présidente de la *Ligue des Dames catholiques*, le nonce et le cardinal Gasquet, sur le point de se rembarquer pour l'Europe, félicitaient, au nom du Pape, et la Ligue des Dames et l'Union tout entière. Le nonce exprimait le vœu que sa parole retentît de l'Atlantique aux Andes jusque dans les moindres paroisses, et les éloges que le cardinal accordait sans réserve à cette grande association produisaient une impression d'autant plus profonde qu'il était le premier membre du Sacré Collège qui eût jamais foulé le sol de l'Argentine.

Si la tentative hardie des catholiques argentins réussit, elle pourra servir d'exemple à leurs frères d'Europe et de France qui, eux aussi, ont grand besoin de s'entendre et de ne pas disperser leurs efforts.

LA FAMILLE, LA FEMME ET LA JEUNE FILLE

Après tout ce que je viens de dire de la race, de la culture et de la religion, il n'est pas difficile de conclure, même *a priori*, qu'en dépit de la différence des milieux et du dévelop-

pement économique, la société argentine, — et tout aussi bien la société urugayenne, — ne saurait être dans son fond qu'une société européenne. Les faits confirment l'hypothèse. Là encore, nous retrouvons l'Europe latine, et d'abord dans la constitution et dans la vie intime de ce qui est à la base de toute société, je veux dire la famille.

Il y a tantôt deux ans, était déposé chez moi un manuscrit dont on me priait d'assurer la publication ; traduit de l'espagnol, il portait ce titre : *La voix d'une mère*. C'était le cri d'angoisse et d'espoir d'une femme demeurée veuve toute jeune avec un fils unique de dix-huit mois. Craignant de mourir avant qu'il ne fût élevé, elle avait tracé par écrit pour cet enfant toutes les leçons que peut inspirer à une mère un cœur aimant et rempli de Dieu (1). De telles mères, ne l'oublions pas, sont les fondatrices des vieilles familles qui se trouvent à l'origine des États latins du Nouveau Monde.

En ces pages, revivait l'histoire d'âme de nos familles catholiques, celles d'Espagne, celles de France, celles d'Italie, celles de partout où le catholicisme a pénétré jusqu'à la moëlle, Cette mère, Mme de Saavedra, était une Espagnole de bonne famille, famille comme celles qui gravitaient autour de sainte Thérèse, dans l'Espagne du XVIe siècle, autour de Mme Acarie, de sainte Chantal, de saint François de Sales, ou de Bérulle, en notre XVIIe. Le fils qu'elle voulait former, c'était encore le gentilhomme ou le grand bourgeois chrétien, dont nos pères et quelques-uns de nos contemporains ont su réaliser le type idéal. Une lignée d'ancêtres surgissait devant notre imagination.

« Eh bien ! me dira-t-on, ces familles ont parcouru depuis lors beaucoup de chemin et le point de départ se perd dans un lointain brumeux. En vérité, lorsque nous évoquons dans notre mémoire tels de ceux et de celles qui, venus de ces pays d'outre-mer, se montrent si avides des plaisirs qui, pour eux, résument la vie parisienne, votre édifiant tableau nous incite à sourire. » Ne sourions pas trop vite, et ne tombons pas dans le défaut que nous reprochons si justement aux étrangers quand ils parlent des Français : ne jugeons pas de tous d'après quelques-uns, ne prenons pas le fastueux voyageur, hôte de passage des quartiers cosmopolites d'une capitale étrangère,

(1) 1 vol., librairie Beauchesne.

pour le type de tous ses compatriotes demeurés à la maison ; bref, ne croyons pas que tout le passé soit mort dans la famille argentine, pas plus qu'il ne l'est dans la famille française ; nous serions dupes de la plus grossière illusion.

La vérité est que certains traits essentiels de l'antique famille espagnole subsistent dans la famille argentine, d'où les particularités qui n'ont pas laissé que d'étonner tels observateurs français assez détachés eux-mêmes de la tradition.

Qu'un trop grand nombre d'hommes ne respectent que très imparfaitement le lien conjugal, que même il leur arrive de continuer après le mariage une vie de plaisirs commencée au sortir de l'adolescence, je n'en disconviendrai pas. Ceux qui tiendraient à plaider les circonstances atténuantes pourraient invoquer le climat ; le contact habituel avec des éléments très mêlés, les déracinés de toutes contrées; la fiévreuse agitation d'un pays où tout se crée ; les gains énormes et subits, succédant à des périodes d'attente et parfois d'angoisse; le goût des émotions qui en résulte et que la spéculation et le jeu ne suffisent pas à satisfaire ; le déséquilibre moral, conséquence de tant de causes réunies, qui parfois conduit même au suicide ; tout cela est vrai; mais ce n'est pas à moi qu'il appartient d'offrir des excuses à qui, malgré tout, garde sa liberté morale et l'empire sur ses facultés. Ce que je veux retenir et signaler, c'est que, si les faiblesses ne sont pas rares, on ne rencontre guère de perversité ; on ne veut pas le mal pour le mal, on n'érige pas le mal en bien, on ne se vante pas du mal que l'on fait, on n'étale pas « ses bonnes fortunes, » — ce trait avait frappé M. Clemenceau, — et généralement on ne cherche pas à porter le ravage de ses passions ou de ses désirs dans des ménages respectables et unis. On s'adresse ailleurs; dans une ville comme Buenos-Ayres, les sources de plaisir ne font pas défaut.

Ceci reconnu, n'oublions pas qu'à bien peu d'exceptions près, tous ces hommes travaillent, s'adonnent à leurs charges très absorbantes, à leurs affaires souvent écrasantes, à l'exploitation raisonnée de leurs *estancias*, et que le travail n'est pas moins moralisateur en Argentine qu'ailleurs. Enfin, surtout en une matière aussi délicate, gardons-nous de généraliser : combien d'hommes dignes de tout respect n'ai-je pas rencontrés à Buenos-Ayres et proportionnellement en plus grand nombre dans les villes de l'intérieur ! Ce que j'ai avancé

en parlant de la religion, je puis le répéter à propos des mœurs.

En face des écarts dont son cœur a tant à souffrir, quelle est l'attitude de la femme à son foyer ? Presque toujours celle de la chrétienne la plus digne, la plus sage, la plus vertueuse. Les fautes d'autrui ne lui paraîtraient point une excuse pour les siennes. La jalousie même du mari n'est pas pour l'étonner : ne connaît-elle pas la tradition séculaire de l'Espagne, influencée peut-être par celle du conquérant arabe ou berbère musulman ? Les grilles des austères maisons de l'Aragon, de la Navarre, de la Castille, se peignent sans doute dans sa mémoire. Recevoir chez elle, en tête à tête, un autre homme que son mari, ne lui semble point chose acceptable : aussi s'étonne-t-elle des habitudes contraires de certaines Françaises pourtant fort honnêtes. Dans tous les sens du mot, elle est la gardienne du foyer.

« Femme mariée, pied cassé, » dit un proverbe espagnol que le publiciste Jules Huret commente ironiquement; et, avec une regrettable légèreté, il invite les femmes argentines à secouer le joug et à se libérer d'abord en réclamant le divorce (1).

Elles ont fait tout le contraire. A deux reprises, elles ont, grâce à leur énergique intervention, amené l'échec de la loi sur le point d'être adoptée. Car la femme argentine exerce au plus haut point sur la société le même genre d'influence que ses sœurs latines en Europe. Elle ne vote pas et elle ne cherche pas à voter; elle ne fonde pas de clubs bruyants ; elle ne joue pas à l'homme, comme il arrive ailleurs; mais elle ouvre et elle ferme les salons à qui elle veut et elle y fait entendre sa voix. Devant elle, des politiques, farouches au sein des réunions publiques, deviennent timides comme des agneaux; ils craignent de déplaire ; ils ne voudraient pas être exclus du monde; ils se laissent persuader ; ils font des promesses; celles à qui ils ont promis sauront, à l'heure voulue, se rendre au Congrès ou au Sénat; elles entendront les discours, elles surveilleront les votes; et ainsi en sera-t-il, tant que les élus et les gouvernants, quel que soit leur parti politique, appartiendront à la société. Peut-être ne sera-ce pas pour longtemps, car partout une plèbe brutale et grossière s'est formée qui compte déjà quelques représentants et sur laquelle certains hommes de gouvernement ont tendance à s'appuyer directement ; mais présentement la révo-

(1) Jules Huret, *En Argentine*, t. II, *La Société, les Femmes*, p. 33 et suivantes.

lution n'est pas accomplie; et la femme bien élevée, instruite et chrétienne, conserve sa part d'empire sur des hommes qui, eux aussi, ont bu plus ou moins, ne fût-ce que dans leur jeunesse, à la source de la tradition. S'il le faut, elle ira jusqu'au chef de l'État et l'invitera à user de sa prérogative. C'est ainsi que, tandis que je séjournais en Argentine, les dames de Buenos-Ayres ont très efficacement, par leurs démarches, contribué à l'acte courageux et digne d'éloges du président Irigoyen qui, par le message du 19 septembre, trois semaines avant de quitter le pouvoir, ne craignit pas de soustraire aux délibérations du Congrès le projet de loi sur le divorce, déjà à demi voté.

« Nos foyers, disait-il dans cet acte mémorable, depuis les plus élevés jusqu'aux plus modestes, vivent heureux sous les auspices de leurs lois; et leur principale préoccupation, c'est leur embellissement et leur bien-être positif. Le type moral de famille, qui nous vient de nos ancêtres, a été la pierre angulaire sur laquelle s'est fondée la grandeur du pays: c'est pourquoi le mariage tel qu'il est ordonné conserve dans notre société le solide prestige des règles morales et juridiques sur lesquelles il repose. Toute innovation en cette matière peut déterminer des changements si profonds qu'ils seraient la négation de ce que sont aujourd'hui ses plus essentiels attributs.

« Il ne suffit pas que le mariage soit régi par le code civil pour que l'on puisse en conclure qu'il soit susceptible d'être modifié dans son essence par un simple acte législatif. »

Défenseur de la constitution politique, le président se regardait à plus forte raison comme le défenseur de la constitution sociale et n'admettait pas que celle-ci fût à la merci d'un coup de majorité. Si le divorce est néfaste en tout pays, combien davantage en ceux qui, composés d'éléments disparates et mobiles, n'ont d'autre force d'agrégation que le foyer familial indissoluble! Puisse l'Argentine ne pas se laisser entraîner et l'Uruguay revenir en arrière!

De l'éducation donnée dans la famille, dépend en grande partie l'avenir. Certes les parents, le père comme la mère, en ont le souci; ils aiment tendrement leurs enfants; mais, pour transformer de petits garçons en hommes, l'affection ne suffit pas. « Notre pire ennemi, à nous les mères, pour assurer le bonheur de nos fils, est-il dit dans le livre cité plus haut, est justement notre amour immense pour eux. Cet amour souvent

devient un tyran et nous oblige à transiger, quand ils sont petits, avec des défauts que nous devrions corriger tout de suite et que nous laissons croître avec le ferme projet de les faire disparaître quand ils seront plus grands. Quelle illusion funeste! »

Cette illusion est celle de beaucoup de mères argentines, comme de trop de mères européennes, et les conséquences ne manquent pas de se produire, aggravées par l'excessive indulgence des pères quand il s'agit des mœurs proprement dites.

L'éducation des filles est plus fermement conduite et elle prépare en général pour la société des femmes dignes de leurs mères.

Absorbé sans doute par la vision moins charmante du monde politique, M. Clemenceau n'a pas craint d'affirmer « qu'à l'exemple de ce qu'on observe en France et généralement dans tous les pays latins, la jeune fille, dans la société argentine, compte pour néant. » M. Jules Huret, au contraire, s'est rangé à l'opinion commune : « L'Argentine est le paradis des jeunes filles. » Autant que j'en ai pu juger, ce dernier avis est le bon. La royauté des jeunes filles, dans les familles où j'en ai rencontré, m'a paru indiscutée; trois ou quatre années durant, elles seront d'aimables despotes, jusqu'au jour où elles tomberont sous le joug accepté d'avance du mari. Pour elles, les réunions, les bals, le théâtre, où elles brillent au premier rang des loges, — ce qui, pour le dire en passant, suffirait à expliquer le mécontentement qu'inspire aux bonnes familles le répertoire de certaines troupes françaises. Généralement de physionomie agréable et de tenue sérieuse, elles sont habillées avec un luxe raffiné et le plus souvent avec un goût que ne me paraît pas gâter la coutume, ailleurs réservée aux femmes mariées, de porter des bijoux.

Au surplus, ne sont-elles pas précoces? A dix-huit ans, elles ont toutes les séductions de la femme et l'esprit mûr. Elles savent dans la conversation mêler l'ironie et la sensibilité, tirer parti sans pédantisme de leurs lectures, lesquelles ne laissent pas que d'être étendues et, selon moi, pas toujours assez sévères. Elles excellent dans la connaissance des langues vivantes et se montrent, pour la plupart, capables de s'entretenir sans peine avec un interlocuteur français, anglais, ou italien. Elles chantent, ou elles récitent volontiers, y mettant une passion communicative. A ces exercices où l'esprit a sa part, elles semblent

trouver plus de plaisir qu'aux sports, sauf quelques-unes d'entre elles que hante le désir d'imiter l'Anglaise ou l'Américaine du Nord.

Si femmes qu'elles paraissent et si cultivées qu'elles puissent être, elles ne partagent d'ailleurs en aucune façon la liberté d'allures de leurs sœurs anglo-saxonnes. Combien latin encore, à ce point de vue, est le pays d'Argentine! De bonne heure, la jeune fille se défie de l'homme; elle craint aussi la médisance qui naît et court si vite; elle sait que, pour un bruit méchamment répandu, elle perdra ses amies et ne pourra plus se marier. J'ai entendu citer ce mot caractéristique de l'une d'entre elles qui, par suite de je ne sais quelles circonstances, avait dû se laisser accompagner dans la rue par un jeune homme : « J'ai fait, disait-elle, quatre *cuadras* avec un jeune homme; *j'en tremblais.* »

Les jeunes filles argentines ne sont libres que sur un point, le principal il est vrai, le choix de leur fiancé. Quand je parlais de la famille française, de l'ancienne surtout, il fallait voir par quels regards, miroir de l'âme, étaient accueillis certains de nos usages : le rôle prépondérant des parents, la dot, les contrats!

Se marier le plus tôt possible et avec un homme qui plaise, tel est le but, de tous le plus naturel et le plus légitime, de la jeune fille qui a terminé ses études. Comment se fera la rencontre? A Buenos-Ayres, les regards se croiseront à la traditionnelle promenade de Palermo, ou au théâtre Colon. Dans certaines villes de province, — je me suis amusé à ce spectacle, — jeunes filles et jeunes gens, à la fin de chaque après-midi, tourneront en sens inverse autour d'une place. Quand on aura cru remarquer l'assiduité de certains beaux yeux, on se confiera à sa mère; un frère, un ami sûr procurera la première entrevue. Enfin, on se fiance; le lendemain, toute la société le sait; à partir de ce jour, la jeune fille n'est plus qu'à son fiancé; elle ne dansera qu'avec lui et n'admettra près d'elle aucun autre. Ce fiancé sera presque toujours un avocat, un médecin, un homme d'affaires ou un propriétaire rural, un *estanciero;* il n'aura guère dépassé 24 ou 25 ans et sa future 17 ou 18; on ne voit plus, comme autrefois, de jeunes filles mariées à 15 ou 16 ans, et pas davantage de grandes disproportions d'âge entre les conjoints. La jeune fille en effet ne cherche pas un protecteur, mais un

compagnon. Les parents demeurent les protecteurs; souvent le jeune ménage habitera pendant les premières années chez les parents de la jeune fille, voire dans des conditions de vie fort modestes, là même où la fortune est considérable. Je l'ai dit : on n'a pas réclamé de dot; mais ce désintéressement est peut-être moins méritoire qu'on ne le supposerait; car toutes les familles de la société se connaissent et sont alliées; chacun sait donc à quoi s'en tenir sur le présent et, sauf accident, sur l'avenir. Dès le lendemain du mariage, commence la vie sérieuse. En général, même point de voyage de noces; les hommes sont trop occupés par leurs affaires, administration de l'*estancia*, bureaux, maisons de commerce, banques, etc... Tout cela n'est-il pas fort digne d'estime?

Évidemment, je n'ai parlé que de la société. Comment un visiteur étranger qui ne passe que quelques semaines pourrait-il pénétrer au sein des familles de condition modeste ou moyenne qui sont en voie d'ascension, étant donnée la population si composite de ces pays nouveaux? A part les jeunes filles qui se destinent à l'enseignement et que j'ai rencontrées dans les Écoles normales, ou celles que j'ai pu voir dans des asiles populaires, nul élément personnel d'appréciation ne me permettrait d'asseoir un jugement. Mais il m'est très agréable d'enregistrer celui qu'exprimait devant moi le ministre des relations extérieures, M. Pueyreddon : « Autant dire jamais, me disait-il, la jeune fille espagnole, même venue seule en Argentine, ne tourne mal. » De fait, nous fûmes extrêmement frappés, M. Le Goffic et moi, de la parfaite tenue de femmes et de jeunes filles que leurs charmes extérieurs pourraient inciter à la coquetterie; jamais, ni dans un salon, ni dans un cercle, ni dans une assemblée, nous n'avons surpris le moindre flirt, le moindre regard suspect. Nous tirions sans peine cette conclusion que nos vieilles traditions avaient du bon et que l'éducation ultra-moderne d'aujourd'hui n'ajoute rien, loin de là, à l'agrément du sexe féminin.

Une seule chose est à craindre : la déchristianisation. Là où la femme perd sa foi religieuse, elle compromet toute sa vie morale; les forces que sa passion contenue mettait au service du bien, elle s'en sert follement, dès qu'elle est déchaînée, pour satisfaire les plus dévergondés de ses désirs; elle va jusqu'au matérialisme le plus absolu; et, si la joie lui manque, elle se

réfugie dans la mort. Le suicide des jeunes filles est plus rare qu'aux États-Unis ; il existe cependant, puisque, dans les quelques semaines que nous avons passées à Buenos-Ayres, trois jeunes filles de la meilleure société se sont tuées. Ombre douloureuse au tableau que nous avons tracé, et que nous voulons entièrement conforme à la vérité.

Il est une autre ombre qui porte, celle-ci, sur la vie privée ou publique d'une catégorie d'hommes d'affaires, par trop dépourvus de scrupules. A combien d'entre eux pourrait s'appliquer la parole que l'on disait du célèbre ministre du jeune Louis XV, le cardinal Dubois : « Il ne se vendit pas, il se laissa payer. » L'indulgence par trop générale avec laquelle on accepte certains actes marque un abaissement de la moralité. De tel individu que, sans calomnie, on pourrait qualifier d'escroc, ne se bornera-t-on pas souvent à dire, le sourire aux lèvres : « Il a été un peu vif, *un poquito vivo!* » Hélas! à ce point de vue, quel peuple est aujourd'hui sans péché et pourrait, la tête haute, jeter à d'autres la première pierre?

Le foyer argentin, je crois en avoir fourni la preuve, est donc l'égal des bons foyers d'Europe. Malgré certaines faiblesses, il n'a été désagrégé par aucun désordre interne et fondamental; il ne l'est pas davantage par des influences extérieures. L'homme et la femme n'ont pas, comme ailleurs, tendance à vivre séparément et hors de la maison. Le *Club*, je l'ai dit, n'existe pas pour les femmes. Pour les hommes, il n'est qu'un centre d'information et de réunion où gens de même monde se rencontrent volontiers à certains jours ou à certaines heures. Rien de plus distingué que le *Jockey Club* de Buenos-Ayres, composé des grands propriétaires ruraux, où j'eus l'honneur d'exposer les vraies tendances de la politique française, sous la présidence de l'homme infiniment élégant, courtois, éclairé, qu'est M. Anchorena. Au *Club social* de Rosario, nous fûmes reçus, M. Le Goffic et moi, — et avec quelle bonne grâce ! — par toute la haute société de cette grande ville. Ce club, nous dit le président, représente la tradition. Ainsi comprise, une telle institution ne peut porter ni préjudice, ni ombrage à la famille ; elle ne déplace pas le centre de la vie sociale.

La tradition ! On nous en a parlé dans ce pays, si neuf quand on le compare aux nôtres, et je me suis efforcé de la montrer toujours vivante, tradition européenne dans son origine, et

qu'entretiennent ou renouvellent les fréquents voyages en Europe, à Madrid et surtout à Paris, de tous les Argentins à qui leur fortune permet d'aussi coûteux déplacements.

La tradition ! elles y tiennent plus que nous ne le pensons, ces vieilles familles argentines dont je viens de rappeler la forte constitution. Mais, précisément parce qu'elles y tiennent, elles sont saisies d'une inquiétude qui, si elle se trouvait un jour trop justifiée, pourrait les conduire à de fâcheuses résolutions. Elles voient de nouveaux riches, sans liens avec le passé, s'installer à côté d'elles et introduire dans la société des mœurs fort différentes des leurs ; elles voient des étrangers, à peine établis dans le pays, prendre part à la vie politique et les en exclure dans une certaine mesure ; elles voient de trop nombreuses recrues de toute origine grossir chaque jour les rangs de la plèbe urbaine, se refuser à prendre part à la mise en culture de terres qui réclament des bras, et cette plèbe cosmopolite aspirer à la Révolution. Alors, elles se laissent prendre à la pensée de réaliser leurs biens territoriaux, de multiplier et de prolonger leurs séjours en Europe, et même d'y revenir définitivement.

Nul malheur plus grand ne saurait atteindre l'Argentine qui serait non seulement découronnée de sa parure, mais privée du meilleur élément de stabilité sociale. Et, malgré un gain momentané, le malheur ne serait pas moindre pour les nations de l'Europe latine, mère de cette partie du Nouveau-Monde ; car ce qui fait la force et la valeur de nos relations, ce sont précisément les traditions qui nous sont communes ; pour que notre union subsiste et donne ses fruits, il importe que les traditions qui vivent ici vivent aussi là-bas ; elles ne vivront dans l'avenir que par ceux qui les ont vécues dans le passé.

ALFRED BAUDRILLART.

(A suivre.)

L'ENSEIGNEMENT
DE LA PHYSIOLOGIE

La physiologie est une science que j'ai aimée, et que j'aime encore, passionnément. L'analyse des mystères de la vie, vie de l'âme et vie du corps, est une étude dont on ne se peut lasser, dès qu'on a commencé à l'entreprendre. Ce n'est pas qu'elle soit simple. Non ! certes ! Elle est complexe et compliquée. Mais, par cette complication et cette complexité mêmes, elle stimule toujours et parfois satisfait les plus généreuses curiosités de l'esprit.

Et puis, elle s'étend très loin. Elle est étroitement liée à la physique et à la chimie dont elle constitue un fragment. Elle fait partie intégrante de la zoologie et de la botanique. Elle domine la psychologie. Enfin elle pousse ses prolongements profonds vers la médecine, l'hygiène, la thérapeutique, et même la sociologie. Il est donc juste qu'on voue à cette belle science un véritable culte.

Aussi convient-il qu'elle soit enseignée avec amour. Or je tâcherai ici, très brièvement, d'exposer comment un vieux professeur de physiologie conçoit ce noble enseignement. Quand on est au déclin de l'âge, il est bon de faire profiter les jeunes collègues d'une expérience laborieusement conquise, et d'une réflexion longuement méditée.

Mais j'ai un autre dessein aussi. Je voudrais montrer à quel point il est utile et même nécessaire à toute personne cultivée de posséder quelques connaissances élémentaires sur les conditions essentielles de notre fragile vie humaine. De toute évidence, ces notions sont rigoureusement indispensables aux étudiants en médecine. Mais l'homme du monde, *l'honnête*

homme, dans le sens qu'on entendait jadis, s'il ne veut pas rester dans un douloureux état d'infériorité intellectuelle, est tenu de savoir sur la vie de l'homme, des animaux, et des plantes mêmes, un peu plus qu'il n'est enseigné à l'école primaire.

I

L'objet d'un cours n'est pas le même que l'objet d'un livre. Me permettra-t-on de présenter quelques principes généraux qui dépasseront peut-être un peu la seule physiologie, et qui s'étendront à tous les enseignements?

Dans un livre de science, autrement dit dans un traité didactique, l'auteur a le devoir d'exposer tous les faits afférents à la science qu'il étudie, et cela avec plus ou moins de détails, selon l'étendue qu'il s'est proposé de donner à son ouvrage. Il a des citations à faire, des documents à apporter, des discussions à établir. Il n'est pas forcé de prendre parti. Son devoir est d'être impartial. Il n'a pas à rechercher une simplicité qui n'existe probablement pas; car des opinions multiples, contradictoires, toutes plus ou moins défendables, ont été, à divers moments et dans divers pays, émises par des savants éminents. Nul n'a une autorité suffisante pour faire de dangereuses éliminations.

C'est une autre affaire quand il s'agit d'un cours. Alors ce qu'il faut, avant tout, c'est frapper l'esprit des auditeurs, de manière à leur imposer, en se répétant, une idée simple, une notion fondamentale qui sera dominatrice. Il importe que cette doctrine, condensée en une phrase, si possible, se grave dans la mémoire de chaque étudiant avec assez de force pour qu'il ne l'oublie plus jamais, même au bout de longues années. Il faut qu'après chaque leçon l'auditeur ait retenu non pas une multitude disparate, incohérente, de faits, de dates, de chiffres, de noms, tous documents qui traînent dans les ouvrages classiques, mais une ou deux grandes vérités élémentaires, primordiales, vivantes en son souvenir, durant tout le cours d'une vie professionnelle, encombrée de notions diverses, et agitée par des soucis renaissants.

Et en effet le professeur doit être convaincu que la plupart des paroles qu'il prononce tomberont dans le vide, malgré tous ses efforts. Jadis un de mes maîtres disait plaisamment que les

étudiants ont un tube creux allant d'une oreille à l'autre, de sorte que la parole reçue par une oreille passe par ce canal, et s'évanouit dans l'espace sans laisser aucune trace de son passage.

Or il faut qu'au moins un ou deux des enseignements donnés par le professeur aient assez de vigueur pour s'arrêter en route et ne pas cheminer dans ce pernicieux conduit.

A vrai dire, ne soyons pas trop exigeants. Si le tiers de mes auditeurs a retenu définitivement un seul des axiomes ou des principes que j'ai, à force de répétitions et de clarté, essayé de démontrer et de soutenir, je m'estime satisfait. Je n'ai pas perdu mon temps.

Chaque leçon doit comporter un axiome lapidaire, qui sera comme le point central autour duquel maint développement pourra évoluer. Cette vérité simple sera l'objet essentiel de la leçon. Les contradictions, les critiques, les discussions, les chiffres, pourront plus tard se ranger en bon ordre autour de cette loi directrice.

Ce que je dis ici ne s'applique pas à la physiologie seule. On ne me traitera pas d'outrecuidant, si j'étends au delà de la science que j'ai mission d'enseigner ma conception d'un juste enseignement.

Le professeur doit instruire, cela va sans dire. Mais il doit aussi intéresser et convaincre. Les professeurs allemands ont en général une méthode que je regarde résolument comme détestable; ils ont préparé un cours écrit, très savant et très complet sans doute, et ils croient, en le récitant textuellement sans y rien changer, avoir rempli leur tâche. Sans doute ils s'épargnent ainsi la peine d'une préparation laborieuse suivie d'un effort oratoire assez dur. Pourtant la lecture d'un cours n'est ni récréative, ni peut-être même instructive, pour les auditeurs de ce cours. Les élèves prennent des notes, transcrivent des chiffres, copient des courbes. Soit. Mais le professeur pourrait être avantageusement remplacé par un phonographe, puisque rien de nouveau, rien de vivant, ne se dégage de cette leçon monotone et prévue.

Vraiment oui, le professeur doit être plus qu'un très bon dictionnaire. Il doit être non seulement un enseigneur, mais un orateur, parler avec quelque passion, persuader, presque émouvoir, convaincre, et faire passer sa conviction et son

ardeur dans l'esprit des jeunes gens qui l'écoutent. Qu'il s'agisse de la vitesse de la lumière, ou des combinaisons du chlore avec le phosphore, ou des métamorphoses d'une larve, ou de l'action des nerfs pneumogastriques, il faut mettre un peu d'enthousiasme et de chaleur, maintenir l'attention de son auditoire par la clarté de la démonstration, par la vigueur des formules, par l'énergie de la parole; car, si le professeur ne procède pas ainsi, son cours est inutile. Autant vaut pour l'étudiant aller s'asseoir dans une des riches bibliothèques de nos Facultés, et là, froidement, posément, la plume à la main, prendre des notes, compulser des documents.

Qu'il s'agisse d'une leçon de physiologie, ou de chimie, ou de physique, ou même de mathématiques, l'étudiant doit en emporter une conclusion formelle qui se dégagerait péniblement des rayons d'une bibliothèque.

Il faut bien connaître le caractère des étudiants. Ils sont dociles, mais modérément laborieux. Ils ont un souci presque unique, c'est celui de l'examen, passé avec un minimum de travail et un maximum de succès. Nous devons donc faire un grand effort pour les intéresser à ce qui n'est pas immédiatement l'objet de cette préoccupation menaçante, vraie épée de Damoclès à laquelle ils pensent beaucoup trop.

D'ailleurs ils sont timides, n'osant guère aborder le maître, ni lui demander conseil. Ils ont, bien à tort, crainte de paraître ridicules en soumettant quelque objection, en imaginant quelque idée qu'ils croient nouvelle. Nous avons donc à ne pas les effaroucher. Le maître doit s'ingénier à ne pas faire acte d'autorité. Qu'il tâche, s'il se peut, de ne pas être trop distant, Qu'il s'efforce à rivaliser de jeunesse avec ses jeunes amis. Qu'il bannisse tout dogmatisme, toute affectation de discipline. Qu'il leur laisse toute liberté de pensée et de critique. C'est par la force de la démonstration, et non par l'autorité magistrale (*magister dixit*), qu'on va entraîner les convictions. Ce fut la méthode de Würtz, de Sainte-Claire-Deville, de Lacaze-Duthiers, de Claude Bernard. C'est la vraie méthode française, méthode souple et féconde, qui nous met bien loin des formes pédantesques et impérialistes qu'on trouve dans d'autres pays.

Plus que toutes les autres sciences, la physiologie se prête à des incursions familières, des digressions, des aperçus divers;

car elle touche à tous les grands problèmes humains. Sans doute, le vrai physiologiste doit être un technicien, et même un technicien consommé; mais il doit avoir des lumières sur presque toutes les autres sciences, ne rester étranger ni à la médecine, ni à la psychologie, ni même aux sciences sociales, car tout ce qui est de l'homme et de l'être vivant fait partie de notre programme.

Et, en traçant ici le tableau de ce que doit être le professeur, j'ai quelque regret : c'est de n'avoir pu réaliser qu'incomplètement mon rêve. Je l'ai tenté souvent ; j'y ai tourné tous mes efforts. Mais j'ai été loin de cet idéal entrevu. Je serais trop heureux si j'avais seulement pu en approcher.

II

Maintenant, pour ne pas rester dans le vague, pour atténuer par des exemples concrets ce qu'il y a d'abstrait dans ces considérations générales, je prendrai quelques propositions simples qui, suivant moi, sont la base de toute la physiologie. Elles sont exposées dans tous les livres, mais tellement enveloppées, comme il convient d'ailleurs, de faits particuliers, de détails à la fois utiles et encombrants, qu'elles ne sont pas, à mon humble avis, mises en suffisante lumière. Il faut les dégager, leur donner du relief. Une fois que l'auditeur les aura bien comprises, il pourra s'initier facilement aux données plus techniques, lire dans les traités classiques, dont quelques-uns sont excellents, les détails minutieux qui compléteront les notions essentielles. La tâche du professeur aura été de séparer ce qui est accessoire et ce qui est fondamental.

Qu'on ne s'attende pas à trouver des idées originales. Celles que je vais présenter sont cruellement banales. Mais le professeur, s'il doit être original, quant à la forme du discours et de l'exposition, est tenu d'insister, plus que dans un livre, sur ces vérités communes, classiques, évidentes, celles qui vont constituer la forte trame des connaissances physiologiques nécessaires aux médecins. Et même à d'autres qu'aux médecins. Ces vérités simples, lumineuses, donneront à tout homme instruit une notion abrégée, mais claire, de la physiologie actuelle.

C'est presque le sommaire d'un cours de physiologie que je tracerai ici. Je tâcherai de n'être ni trop technique, ni trop

vulgaire, et d'intéresser à ces propositions générales tout individu désireux de savoir les lois principales qui gouvernent notre machine vivante.

1° Le créateur de la physiologie, c'est Lavoisier. Avant Lavoisier, il n'y avait sur la fonction des êtres vivants que des incompréhensions et des erreurs. On parlait de sensibilité, de mouvement, de nutrition, mais l'origine première de toutes ces forces demeurait mystérieuse. La nature de la vie était une énigme. Assurément, elle l'est encore, mais combien moins! Un pas gigantesque a été fait.

Lavoisier arrive, et, par une décisive et simple expérience, il prouve que tout phénomène vital est accompagné d'une combustion, que, par conséquent, un phénomène vital est un *phénomène chimique*. Aussitôt tout devient clair. Cette masse minuscule de matière et de conscience jetée dans l'immense Cosmos, et qui est l'être vivant, dégage de l'énergie, parce qu'elle est un réservoir d'énergie chimique, et d'une énergie qui, dans la nature vivante, suit les mêmes lois que dans la nature inanimée. Entre la chimie de l'être vivant et la chimie de la matière brute, nulle différence essentielle. Il n'y a pas deux chimies, a dit plus tard Claude Bernard.

C'est Lavoisier qui a réalisé la plus belle expérience de toute la physiologie. Un animal est placé dans un calorimètre. On mesure la chaleur qu'il dégage, puis on dose les quantités de carbone qu'il brûle, et d'oxygène qu'il consomme, et on constate qu'elles sont proportionnelles aux quantités de chaleur dégagées.

C'est très simple, c'est banal, c'est enseigné à l'école primaire. Mais avant Lavoisier on n'avait pas la plus misérable notion de cette banalité. Et que de déductions profondes peuvent se tirer de cette expérience! Je ne vais pas les mentionner ici, même sommairement, mais j'espère que tous mes lecteurs auront compris ce que je ne cesse de répéter, c'est que l'initiateur de la physiologie, c'est Lavoisier, parce qu'il a donné, en termes peut-être un peu moins explicites que mes paroles, cette formule souveraine de la vie : *la vie est un phénomène chimique*.

Or cela est d'autant plus nécessaire à dire que pour beaucoup de physiologistes, notamment ceux d'Allemagne et d'Angleterre, le prépondérant rôle de Lavoisier est douloureusement méconnu.

Il faut lui rendre enfin justice. Ne craignons pas d'introduire dans un cours des notions historiques. Soyons équitables pour nos devanciers, et particulièrement pour notre grand compatriote qui a fait sortir la lumière des ténèbres, et qui a mis de l'ordre dans le chaos.

Alors essayons de pénétrer l'état d'âme des physiologistes qui ne connaissaient pas l'oxygène. Ils osaient attribuer la chaleur du corps, soit aux frottements des globules du sang contre les parois des vaisseaux, soit à un principe calorifique, imaginaire, inexplicable, incompréhensible, inséré dans le cœur. Quelles inepties ! Nulle science n'était possible. Mais, à partir du moment où fut comprise la respiration, phénomène chimique analogue à la combustion du charbon, la physiologie est devenue une science positive.

La vie est un phénomène chimique. Tout de suite les étudiants comprendront alors que notre science, et par conséquent la science médicale, a pour base la physico-chimie. Platon dit quelque part qu'à l'entrée des écoles de philosophie on doit inscrire cette parole : « Nul n'entre ici s'il n'est géomètre. » Je dirais volontiers qu'à l'entrée d'un laboratoire de physiologie, et peut-être même d'une salle d'hôpital, on devrait inscrire : « Nul n'entre ici s'il n'est chimiste. »

2° Maintenant voici une autre très simple formule. Je l'ai répétée à satiété, mais je ne craindrai pas de la redire ici une fois de plus.

Dans un organisme pourvu de système nerveux, une *cellule retentit sur toutes les autres, et toutes les autres retentissent sur elle.*

Il ne s'agit pas, bien entendu, des végétaux, chez lesquels le système nerveux est absent, mais des animaux, invertébrés ou vertébrés, qui constituent non un amas de cellules, mais encore, grâce au système nerveux, un organisme qui est une individualité. La solidarité de toutes les parties vivantes d'un animal est établie par le système nerveux qui relie les unes aux autres.

De cette solidarité, on pourrait citer maints exemples. C'est toute la théorie des actions réflexes qu'elle implique, comme celle de la sensibilité, celle du mouvement, celle de la nutrition.

Mais, pour que les élèves ne s'égarent pas dans des formules abstraites, il faut prendre des exemples. Je vais en choisir un

presque au hasard pour illustrer (comme on dit parfois) ma démonstration.

Un grain de poussière tombe dans l'œil, excite anormalement les cellules de la conjonctive (sensible grâce au nerf de la cinquième paire qui les innerve). Alors soudain tout l'organisme est ébranlé. Pour la protection de l'œil, la conjonctive rougit; les paupières se ferment; une sensation douloureuse émeut la conscience; il y a congestion de certains organes, anémie de certains autres; la respiration se modifie dans son rythme et dans sa fréquence; les battements du cœur se précipitent; les sécrétions digestives sont arrêtées. Toutes les parties de l'individu sont ébranlées par l'atteinte portée à un de ses éléments. L'excitation cesse d'être localisée. Elle irradie. Elle se généralise. *Une cellule a retenti sur toutes les autres.*

Inversement, toutes les cellules de la muqueuse conjonctivale vont subir les effets de l'excitation traumatique, même très lointaine, d'un organe quelconque de l'individu. Il y aura alors congestion ou anémie de la conjonctive, dilatation ou rétrécissement de la pupille, peut-être écoulement de larmes. *Toute cellule de l'organisme va retentir sur les cellules de la conjonctive.*

Un exemple plus saisissant encore nous est donné par les réflexes portant sur le cœur : toute excitation périphérique va retentir sur le cœur, et inversement tout changement dans la contraction du cœur va modifier la circulation et la nutrition de toutes les parties de l'organisme.

On peut comparer un être vivant, dont toutes les cellules sont reliées les unes aux autres par des filaments nerveux (qui en font un être individuel), à la solidarité des divers êtres humains disséminés à la surface de la planète terrestre et réunis entre eux par les fils télégraphiques qui avertissent immédiatement tous les hommes de ce qui se passe sur la terre. Grâce à la télégraphie, un événement retentit sur tous les hommes, et chacune de ces individualités humaines par la télégraphie peut retentir sur toutes les autres individualités.

C'est la solidarité des cellules qui constitue l'individualité de l'être.

3° Nous arrivons maintenant à une autre proposition, plus embarrassante, plus mystérieuse. Le chimisme, autrement

dit la vie, de chaque cellule, est sous la dépendance du système nerveux; ce qu'on peut résumer par la formule suivante : *les phénomènes intracellulaires sont réglés par le système nerveux.*

Nos cellules ne se comportent donc pas comme un simple amas de cellules, comme une colonie de microbes par exemple, végétant dans un bouillon de culture. Nous ne sommes pas monocellulaires. Nous avons des organes différents, et, dans chacun de ces organes, des cellules très différentes, mais solidaires les unes des autres et unies entre elles. Au contraire, dans un amas de cellules microbiennes, chaque microbe vit isolément, sans recevoir l'influence des cellules voisines, sinon par les substances chimiques que celles-ci détruisent ou produisent.

Chez tout individu vivant, aussi bien chez les êtres inférieurs, comme les cœlentérés et les mollusques, que chez les êtres supérieurs, plus élevés dans la hiérarchie zoologique, le système nerveux commande souverainement à la nutrition des cellules. Si l'on en doute, c'est qu'on n'a pas réfléchi au fait le plus vulgaire de toute existence animale : la contraction du muscle. Un ordre parti des centres nerveux va, par un mécanisme (qui d'ailleurs est profondément incompris encore), forcer le muscle à se contracter, c'est-à-dire à modifier soudain sa nutrition, à brûler du sucre, et à consommer de l'oxygène. L'irritation du nerf moteur retentit sur la nutrition musculaire : une combustion brusque se produit alors, aussi soudaine que l'explosion d'une cartouche de dynamite dans laquelle passe un courant électrique. Rien ne peut mieux prouver l'action du système nerveux sur le chimisme cellulaire que l'exemple de la contraction musculaire.

Que nous ayons pénétré la nature de cette action, c'est une autre affaire. Mais, avant d'expliquer, il faut constater. La vie des cellules est réglée par le système nerveux, comme le prouve l'exemple du muscle qui par la volonté se contracte.

Eh bien! sur toutes les autres cellules le nerf exerce une action analogue, moins facile à voir, mais tout aussi réelle. Sur les glandes, il détermine une plus active sécrétion et provoque la formation de substances chimiques spéciales.

Ainsi toute la vie de l'être compliqué qu'est un animal, être à la fois individuel et pluricellulaire, se trouve sous la dépendance de son système nerveux. Assurément les diverses cellules ont leur autonomie, mais cette autonomie n'est pas

complète, car le système nerveux est le régulateur, tantôt frénateur, tantôt excitateur, du chimisme cellulaire.

Une fois que les étudiants auront bien compris cette grande loi générale, il leur sera facile d'en trouver de multiples applications. Ils ne s'étonneront plus de voir des irritations psychiques déterminer l'afflux du suc gastrique dans l'estomac, ou la piqûre du quatrième ventricule (bulbaire) produire de la glycosurie, ou l'irritation de la corde du tympan faire affluer abondamment la salive, et même ils comprendront comment une douleur, physique ou morale, fait couler les larmes de nos yeux.

Nous n'avons pas à étudier ici, dans leurs intéressants et touffus détails, les recherches ingénieuses qui ont été faites de toutes parts pour élucider les mécanismes par lesquels la cellule nerveuse est stimulatrice de la nutrition. Ce n'est pas un livre de physiologie que nous écrivons ici. Nous avons voulu seulement indiquer une loi fondamentale, absolument démontrée, quoique absolument incompréhensible, loi qu'il y a intérêt à répéter souvent aux élèves pour qu'ils puissent grouper autour de ce phénomène primordial les faits particuliers, innombrables, qui dérivent de lui comme les rameaux d'un chêne sortant du tronc pour s'épanouir en branches et en feuillages.

Disons-le avec une grande force, car on ne se rend pas compte suffisamment de cette vérité. *Il n'est pas nécessaire d'avoir compris pour savoir.* Si nous limitions notre science aux phénomènes compris d'une manière adéquate, nous serions forcés de nous taire toujours. Avouons humblement que nous n'avons rien compris à aucun des mystères de la vie. C'est déjà beaucoup que d'avoir découvert un phénomène. Ne demandons pas à la science, que ce soit la physique, ou la chimie, ou la physiologie, de nous donner l'explication intégrale des faits qu'elle a établis.

Donc nous ne pouvons guère aller au delà de cette simple constatation qu'il y a des nerfs glandulaires, trophiques, musculaires, qui sont maîtres de la vie des cellules. Nous le démontrons : nous ne l'expliquons pas.

En tout cas, il faut qu'on soit bien convaincu de cette loi mystérieuse : le système nerveux règle toute nutrition : par conséquent une solidarité étroite réunit les éléments hétérogènes et lointains de l'organisme que nous appelons un individu, à cause de cette solidarité même.

4° *La vie des cellules est une vie intérieure, et* (dans une très large mesure) *indépendante du milieu ambiant.*

Il en est des cellules comme de notre pensée. En dépit du tumulte extérieur, des variations de la température, du brouhaha qui nous entoure, des repas et des repos, nous suivons notre pensée qui maintient résolument sa course personnelle. *Cœlum non animum mutant qui trans mare currunt!* De même nos cellules, celles du foie, ou du rein, ou des muscles, ou des muqueuses, malgré un afflux sanguin plus ou moins riche en telles ou telles substances, poursuivent leur carrière normale. Elles ne consomment, en fait d'aliments, que ce qui leur est nécessaire. Un individu raisonnable, — peut-être les animaux sont-ils à cet égard plus raisonnables que les hommes, — devant une table abondamment pourvue, ne prendra que ce qui convient à son appétit. Qu'il ait devant lui cent grammes ou cent kilogrammes, il ne va ingérer que la quantité d'aliments conforme à ses besoins.

Les cellules font de même. Qu'elles aient trop de chlorure de sodium ou trop d'oxygène, elles ne consommeront ni plus de chlorure de sodium, ni plus d'oxygène que ce qui leur est normalement nécessaire. Dans un milieu suroxygéné nous ne brûlons pas plus de carbone. L'expérience a été faite de toutes les manières; elle a donné toujours les mêmes résultats.

Après que mes illustres maîtres, Claude Bernard et Brown-Séquard, eurent découvert les vaso-moteurs, qui modifient la circulation dans les tissus, tous les physiologistes ont pensé aussitôt que, suivant l'anémie ou la congestion des organes, l'intensité des phénomènes chimiques vitaux allait se trouver modifiée de fond en comble. Mais de fait il n'en est pas ainsi. Les anémies et les congestions changent à peine la vie intracellulaire. Tout en étant soumise à l'influence régulatrice et frénatrice du système nerveux, la cellule de l'individu se comporte comme une cellule microbienne. Si la température est constante, son chimisme ne se modifie pas (pourvu qu'elle ait des aliments en quantité suffisante). Voilà la loi générale de toute vie cellulaire. Autrement dit encore, et c'est la formule que je propose : chaque cellule, et, par conséquent, chaque organe a son chimisme normal, indépendant et constant.

5° Mais cette indépendance n'est pas absolue.

Nous avons vu plus haut que le système nerveux règle la

nutrition cellulaire. Une autre condition aussi modifie profondément la vie cellulaire, c'est la température. La constance de la vie cellulaire intérieure ne s'applique qu'au cas d'une température constante. De là cette autre loi, solidement établie : *l'intensité de l'échange nutritif croît avec la température.*

Alors tout de suite une différence fondamentale apparaît entre les êtres dont la température est constante (homéothermes) et ceux dont la température est variable (hétérothermes ou animaux à sang froid). Pour les animaux à sang chaud, la vie cellulaire est constante. Car, grâce à d'admirables mécanismes, la température ne varie pas, quelles que soient les variations du milieu extérieur. Nous ne sommes pas comme les animaux à sang froid, dont la température change avec celle de l'ambiance. Chez nous, le foie, le cerveau, le rein, fonctionnent toujours dans des conditions thermiques identiques. Au contraire, chez les hétérothermes, plus la température est élevée, plus la vie est intense. Les cellules ont une vie intérieure constante. Certes, mais elle n'est constante que si la température, elle aussi, est constante.

D'innombrables déductions résultent de cette loi. Combien il est intéressant de les exposer, de montrer, par des courbes schématiques et éloquentes, que chez l'animal à sang froid la température extérieure, à mesure qu'elle élève la température organique, fait croître les échanges; tandis que, chez les homéothermes, la courbe de l'activité chimique est inverse avec les variations de la température extérieure. Plus le milieu extérieur est chaud, moins nous avons besoin de faire de chaleur : par conséquent, notre consommation d'oxygène va en diminuant à mesure que la température du milieu ambiant s'élève.

Là encore, il faut insister pour montrer à quel point la vie est analogue à un phénomène physico-chimique; plus qu'analogue, identique. Si l'on met dans un flacon un mélange d'acide sulfurique et d'alcool, la quantité de sulfate d'éthyle qui se forme (éthérification) croît régulièrement avec la température du mélange. De même, les combustions chimiques, qui constituent la nutrition des êtres, vont en s'intensifiant à mesure que la température organique s'élève.

Ces lois générales, au milieu du dédale des faits particuliers, sont le fil sauveur d'Ariane.

6° La solidarité étroite des cellules reliées à un centre qui est le système nerveux n'empêche nullement la forte autonomie des différents organes et des différentes cellules, et cette autonomie apparaît en toute évidence au moment de la mort.

Dès que le système nerveux a perdu sa vitalité, toute solidarité disparaît; les cellules poursuivent isolément leur existence, et, suivant une excellente formule d'Engelmann : *si elles vivent ensemble, elles meurent séparément.*

C'est qu'en effet, la résistance vitale des diverses cellules est bien loin d'être la même. Il y a entre elles une hiérarchie, pour la résistance à la mort. Certaines sont très fragiles, par exemple celles du système nerveux central. Dès que l'oxygène leur fait défaut, elles meurent, et meurent en moins d'une minute. D'autres cellules, au contraire, sont très résistantes : les cellules musculaires ne perdent vie qu'au bout d'une heure, les cellules épithéliales durent plus longtemps ; les cils vibratiles, quarante-huit heures après la mort de l'individu qui les porte, ont conservé toute leur vibratilité.

Le mot *mort*, tel qu'on l'entend sans épithète, signifie en réalité *dissociation de l'individu* par suite de l'anéantissement du système nerveux qui réunissait sous son sceptre les diverses parties dont se compose un être vivant.

Il est un cas où cette hiérarchie des cellules a un intérêt tout spécial, c'est lorsqu'il s'agit de comparer entre eux les divers éléments constitutifs du système nerveux. Que le professeur ne craigne pas de s'appesantir sur cette différence entre les différentes cellules nerveuses; car, grâce à une analyse approfondie, il pourra facilement faire comprendre et retenir les phénomènes compliqués de l'asphyxie, de la syncope, de l'hémorragie, de l'anesthésie, et même de toutes les intoxications.

Nous devons admettre qu'il y a dans le système nerveux des cellules *psychiques* servant à l'idéation, au raisonnement, à la mémoire; des cellules *médullaires* présidant aux actions réflexes ; des cellules *bulbaires* qui gouvernent la respiration et le cœur; des cellules *ganglionnaires* qui sont dans le cœur, dans les viscères, dans les muscles; et enfin des cellules *conductrices* qui forment les filaments nerveux, moteurs ou sensitifs, centrifuges ou centripètes. Or il y a une hiérarchie de fragilité entre ces diverses cellules nerveuses, lesquelles sont d'ailleurs beaucoup plus sensibles aux intoxications et aux

anémies que toutes les autres cellules du corps. Cette hiérarchie se caractérise par une robustesse plus ou moins grande, une survie plus ou moins prolongée à l'absence d'oxygène, une résistance plus ou moins forte aux poisons.

Qu'il s'agisse d'asphyxie, d'anémie ou d'hémorragie, les cellules qui meurent les premières, ce sont toujours les cellules psychiques. Ainsi, au début de l'anesthésie, l'intelligence, la mémoire, la conscience disparaissent; à une deuxième période, ce sont les réflexes; à une troisième période, les mouvements respiratoires; à une quatrième, les mouvements du cœur et du système gastro-intestinal. C'est bien plus tard que disparaît le pouvoir conducteur des nerfs.

Voilà des idées un peu schématiques, mais cependant rigoureusement conformes à la réalité des faits; et il convient de les présenter sous différentes formes, pour donner à l'étudiant des notions sommaires, autour desquelles il placera maintes déductions médicales ou chirurgicales. Ainsi il n'aura pas un grand effort de mémoire à faire, parce que les faits particuliers se déduisent du grand principe de la hiérarchie des tissus. Les idées filles viennent se ranger autour de l'idée mère, comme les cristaux viennent en bon ordre se disposer autour d'un axe central, point de départ de la cristallisation.

7° Quand on s'adresse à des étudiants en médecine, il est bien évident qu'il faut leur parler souvent de pathologie expérimentale. De fait, la pathologie et la thérapeutique expérimentales ne sont guère que des chapitres de la physiologie.

Il est de la plus haute importance que les futurs médecins ne considèrent pas la physiologie comme une science indépendante de l'art médical. Croire qn'on peut comprendre les phénomènes morbides sans être instruit des phénomènes normaux de l'organisme, c'est une absurdité que personne n'ose plus soutenir, après Claude Bernard et Pasteur, un sacrilège qu'il n'est plus permis de commettre.

Pour prendre un exemple humoristique, comment jugerait-on un horloger qui dirait : « Je vais réparer votre montre; mais, quant à savoir comment marche une montre non détraquée, je l'ignore totalement. Je ne m'occupe que des montres malades. » Cet étonnant horloger ne nous inspirerait qu'une confiance mitigée. Pourquoi aurait-on plus de confiance

dans le médecin qui dirait : « Je ne tiens à connaître, dans leurs conditions normales, ni la digestion des aliments, ni la contraction du cœur, ni les lois des réflexes, ni le mécanisme de la respiration ; je ne suis compétent que lorsque les organes sont malades ; car je sais soigner les maladies de l'estomac, du cœur, de la moelle et des poumons. »

Le plus grand physiologiste après Lavoisier, ce fut certainement Claude Bernard. Or Claude Bernard a passé toute sa laborieuse existence à essayer de faire pénétrer parmi les médecins cette idée, révolutionnaire en 1855, que les maladies sont connues par l'expérimentation plus peut-être que par la clinique, sans qu'il y ait d'ailleurs le moindre antagonisme entre la clinique et l'expérimentation. Car ceux qui opposent la clinique à la physiologie n'ont pas compris un traître mot, soit à la clinique, soit à la physiologie.

Cela dit, et dit avec énergie, le professeur doit aborder un des plus grands problèmes de la médecine, la fièvre.

L'étude de la fièvre va nous montrer à quel point la médecine et la physiologie sont étroitement unies.

Définissons la fièvre sans entrer dans des subtilités : *une température organique plus élevée que la température normale.* Laissons de côté la fréquence du pouls et de la respiration, le malaise, le frisson, la sudation, l'asthénie, tous symptômes concomitants et accessoires, et analysons le symptôme essentiel de la fièvre, c'est-à-dire, si l'on veut un mot grec simple et expressif, l'hyperthermie. Il s'agit d'en déterminer la cause et le mécanisme sans s'égarer dans l'exposé des expériences (qui pourraient faire un gros volume) et des théories (qui feraient un volume plus gros encore), sur le mécanisme de l'hyperthermie fébrile. Malgré tout ce qui a été écrit sur le sujet, rien n'est plus simple.

A l'état normal, notre température est stable ; car certains éléments du système nerveux sont agencés de manière à constituer un appareil régulateur qui proportionne exactement les dépenses aux recettes et les recettes aux dépenses. C'est un budget supérieur à tous les budgets de ce monde : il est en parfait équilibre, à toutes les minutes de notre existence.

Que la température extérieure soit basse ou élevée, peu importe. Notre température ne varie pas. Les moissonneurs travaillant au grand soleil de juillet, ou les marins naviguant dans les mers arctiques, ont la même température de 37°. Le

bulbe rachidien, par des dispositions savantes, trop longues à expliquer ici, remplit exactement son office. Tout individu bien portant garde sa température normale en dépit des intempéries et du travail musculaire.

Mais il n'en est pas de même chez les fébricitants, *car la fièvre a détraqué l'appareil régulateur de la chaleur.*

Et c'est tout. Rien n'est plus simple à comprendre et à retenir. Il n'y a pas à accumuler des expériences disparates, innombrables, contradictoires. La fièvre est une perversion de l'appareil thermo-régulateur.

Il n'est pas détruit, mais il est perverti. Il continue à régler la température, mais il la règle à un niveau qui n'est pas le niveau normal. Chez les fébricitants comme chez les individus bien portants, la température continue à être réglée par le système nerveux. Elle est donc toujours plus élevée le soir que le matin. Chez le normal, de 36°5, le matin à 37° 5 le soir ; chez le fébricitant, de 38°,5 le matin à 39°, 5 le soir. Bien entendu, selon l'intensité de la fièvre, toutes les variations sont possibles de 38° à 42°. Mais toujours, sauf rares exceptions, les malades ont un degré de plus le soir que le matin.

On peut comparer le corps à une étuve à gaz disposée pour que la température en soit réglée à un niveau constant. Par suite d'un vice quelconque de son régulateur, le niveau constant s'est déplacé : c'est 39° au lieu de 37°; mais la régulation subsiste tout de même.

Cette assimilation de notre appareil régulateur à une étuve régulatrice est féconde en enseignements. Si les étudiants l'ont bien comprise, elle est tellement nette et, j'oserais dire, tellement amusante, qu'ils ne l'oublieront plus.

Souvent je dis à mes élèves : quand, médecin, vous serez appelé auprès d'un malade, vous pourrez parfaitement passer pour prophète, ce qui n'est pas un mince avantage, en partant de ce principe que le système nerveux est toujours assez puissant pour régler la température au niveau qu'il désire. Or vous allez sans peine savoir ce que veut le système nerveux. Si votre malade a froid malgré son hyperthermie de 40°, s'il frissonne, s'il s'entoure de couvertures, c'est que sa température n'est pas encore assez élevée; c'est que son système nerveux régulateur, perverti par la fièvre, demande plus de 40°. Or le système nerveux va tout faire (et avec succès), pour que la

température organique monte à 41°, niveau voulu par lui, de sorte que, si un malade frissonne, vous pouvez être certain que tout à l'heure il va avoir acquis un demi-degré ou même un degré de plus.

Au contraire, s'il a la sensation de chaud, s'il transpire abondamment, soyez convaincus que sa température est trop élevée, donc que le système nerveux va l'abaisser; et que, dans une heure ou deux, il n'aura plus 39°5, mais 39°, puisque le système nerveux prend déjà des mesures à cet effet.

Il faut ensuite insister sur la cause de la fièvre, mais sans entrer dans les effarantes bibliographies de ce grand problème tant agité. Pourquoi ce dérèglement de l'appareil régulateur de la chaleur? Un mot suffira. *C'est une intoxication, et une intoxication microbienne.* Les poisons sécrétés par les microbes ont, presque seuls parmi les divers poisons, le redoutable privilège d'agir sur le bulbe rachidien thermo-régulateur de manière à modifier cette régulation. Qu'un staphylocoque se développe dans un abcès ou sur une muqueuse, et voilà aussitôt les toxines qu'il sécrète qui vont empoisonner le bulbe rachidien, troubler la régulation thermique et donner la fièvre.

Ce sont là des notions simples, presque simplistes, que l'étudiant peut et doit retenir, tandis que, si on lui énumère toutes les expériences, contradictoires et incertaines, entreprises pour élucider la pathogénie de la fièvre, on ne fera que mettre confusion et scepticisme dans son esprit.

8° Le désir de la simplicité, le souci de donner aux étudiants en médecine des notions qui leur serviront pour la pratique de leur art doivent faire insister sur la constitution chimique du lait et l'alimentation des enfants nouveau-nés.

Un médecin, dans sa longue carrière, ne peut guère espérer que son talent arrache à la mort un très grand nombre de malades. Un vieux médecin disait jadis à mon père : « Quand la maladie est maligne, c'est que le médecin ne l'est pas. » Hélas ! cette phrase n'est qu'une phrase, et qui dissimule mal une énorme erreur. Certaines maladies infectieuses sont d'emblée, dès les premières heures, tellement graves, que toute thérapeutique est impuissante à conjurer le mal. Malgré les sérothérapies, les antitoxines, les antithermiques, l'infection suivra sa voie fatale avec une rapidité inexorable.

Heureusement, le médecin n'est pas toujours ni aussi désarmé, ni aussi impuissant. Pourtant, je ne crois pas exagérer en disant qu'il n'est pas très puissant, et que le plus souvent, si le malade guérit, il aurait guéri tout de même sans les secours médicaux.

Mais il y a un cas dans lequel le médecin exerce une influence décisive sur les vies humaines. Alors, par ses conseils, par ses indications, par ses prescriptions, il va pouvoir donner la vie ou la mort. Il s'agit des jeunes enfants nouveau-nés, dont la vie fragile dépend uniquement de l'alimentation. Mal alimentés, ils vont fatalement périr. Avec une alimentation convenable, ils vont vivre.

Or la seule alimentation rationnelle du nouveau-né, c'est le lait de femme, c'est-à-dire le lait maternel. Mon ami le professeur Pinard a fait, en grosses lettres, inscrire dans sa clinique ces paroles admirables, que tout médecin doit méditer : *L'enfant a droit au lait de sa mère.* Voilà qui est bien entendu. Voilà qui doit être dit et répété. Mais, quand la mère ne peut pas allaiter, ce qui est fréquent, que faire?

Alors, un peu de science physiologique est nécessaire.

Avant tout, il faut savoir la composition normale du lait, et, comme les médecins, et surtout les étudiants, ont horreur des chiffres, je leur donne une notion schématique mnémotechnique qui leur permettra sans peine de retenir la composition du lait : 4 pour 100 de sucre, 4 pour 100 de beurre, 4 pour 100 de matières azotées et 1 pour 100 de sels. Il faut insister sur la composition du lait, montrer l'influence des vitamines, parler du chauffage, comparer les laits des différents animaux, préciser la quantité de lait qu'un enfant doit prendre, connaître le croît normal, et nécessaire, de son poids. Tout cela doit être répété, aussi bien aux cours de physiologie qu'aux cours de chimie physiologique, pour être redit plus tard, et aux cours d'accouchement, et dans les cliniques pédiatriques, et dans les cliniques d'accouchement. On ne peut en dire ni trop, ni même assez, sur ce sujet; car la mortalité des enfants nouveau-nés, le grand scandale de notre hygiène sociale, est due uniquement à un vice d'alimentation.

Cette étude de physiologie touche de très près à la sociologie et à l'économie politique. Mais pourquoi le médecin n'aurait-il pas le droit d'intervenir? N'est-ce pas son strict

devoir de diminuer, puisqu'il le peut, cette désastreuse hécatombe des jeunes enfants? Notre natalité est misérable, mais nous sommes à peu près désarmés pour la combattre, tandis qu'il ne tient qu'à nous d'enrayer la mortalité infantile, qui est une honte.

9° Le professeur de physiologie non seulement peut faire incursion dans la sociologie, mais il peut aussi aborder la philosophie et presque la métaphysique. Je m'explique, car je n'ai aucune sympathie pour la métaphysique, à laquelle je n'ai jamais compris grand chose.

Pourtant, dans un cours de physiologie, on ne peut passer sous silence la finalité des organes. D'ailleurs, je n'ignore pas que cette finalité a été bien souvent rendue ridicule, aussi bien par ceux qui l'ont défendue avec des arguments ineptes (1), que par les polémistes qui en ont montré sarcastiquement les excès.

A vrai dire, lorsque je parle de finalité, je ne vais pas au delà des faits eux-mêmes, et je ne présente la finalité que comme un moyen mnémotechnique, mais un moyen mnémotechnique qui fait admirer et qui fait réfléchir. Donc résolument il convient d'insister sur ce fait qu'il n'y a pas dans l'organisme vivant de dispositions qui soient inutiles. Tous les organes ont leur fonction, tout phénomène physiologique est un phénomène de défense, de protection.

Je ne vais pas plus loin. Je constate seulement que tout est disposé pour un optimum de vie.

Ainsi, par exemple, la physiologie contemporaine a démontré que les organes qui paraissaient jadis n'avoir aucune utilité, en réalité ont une fonction bien déterminée. Mon cher maître, Brown-Séquard, a le premier, il y a plus de soixante ans, montré que certaines glandes, qui n'ont pas de conduit excréteur, déversent dans le sang des produits de sécrétion nécessaires à l'organisme. Aujourd'hui les patientes études de beaucoup de physiologistes ont montré que les glandes surrénales, le corps thyroïde, l'hypophyse, le thymus, produisent des substances indispensables à la nutrition et au bon fonctionnement de nos organes. Chacun de ces appareils a sa finalité particulière.

(1) Bernardin de Saint-Pierre n'a-t-il pas dit avec grand sérieux que le melon avait des côtes pour pouvoir facilement être découpé par tranches et mangé en famille?

Tout récemment, j'ai pu montrer que la rate, dont on ignorait à peu près la fonction, n'était pas cependant un organe inutile. Au premier abord, on pouvait le supposer ; car des animaux, et même des hommes, dont la rate a été enlevée, peuvent pendant des mois et des années vivre sans en paraître incommodés.

Eh bien ! en réalité, comme le faisait pressentir l'hypothèse légitime d'une finalité sans exception, la rate n'est nullement inutile. Car, dans le cas d'une alimentation insuffisante ou défectueuse, les chiens dératés survivent moins longtemps que les chiens normaux. Je n'ai guère pu encore aller plus loin, ni établir pourquoi la rate est utile à la nutrition. Mais il est intéressant de prouver un fait nouveau, même quand on n'en peut pas apporter quelques explications.

A chaque instant, en physiologie, intervient la notion de finalité. Dans l'asphyxie, le cœur se ralentit par l'action du nerf pneumogastrique. Or, si les pneumogastriques sont coupés, l'asphyxie survient beaucoup plus vite.

Le professeur de physiologie a le droit, et même le devoir, de dire que c'est là un mécanisme de défense. Tout se passe comme si le pneumogastrique avait pour mission de prolonger la vie, en cas d'asphyxie, par le ralentissement du cœur.

Il y a très longtemps, dans cette même *Revue*, j'ai étudié les causes du dégoût. J'avais tâché de prouver que le dégoût ne s'exerce que contre les substances ou nocives ou inutiles. Ce n'est pas le hasard qui donne à presque tous les poisons une amertume insupportable. Ce n'est pas le hasard qui nous fait éprouver une répulsion violente pour les serpents, les crapauds, les araignées, les parasites, animaux malfaisants, et, parce que malfaisants, inspirant un dégoût instinctif. Ce n'est pas le hasard qui nous donne le sentiment de la peur, et le vertige. Ce sont là tous instincts de protection, dont la finalité est évidente.

La douleur, ce cruel bienfait dont la nature a doté tous les êtres intelligents, est en réalité la sainte protectrice de la vie, car le caractère essentiel de la douleur, c'est qu'on la fuit. On la redoute ; on la déteste ; on ne veut pas s'y exposer. Aussi les organes malades sont-ils douloureux. C'est comme si la Nature, se méfiant de notre intelligence, nous avertissait vigoureusement, par la douleur, qu'il faut ménager les organes malades.

Quand l'œil a été rendu insensible, comme l'a fait Magendie dans une expérience célèbre, par la section du nerf qui lu donne la sensibilité, des inflammations de l'œil surviennent fatalement. Il y a ophtalmie purulente après la section du trijumeau, car alors il ne reste plus aucune défense du délicat organe oculaire contre les agressions extérieures.

La douleur, qui semble être le grand mal, est en réalité une des fonctions fondamentales de la vie, et sa finalité est évidente.

Je ne peux point insister davantage sur ces notions de physiologie générale. Elles sont élémentaires, elles sont faciles à retenir, et, — je l'espère du moins, — propres à intéresser un auditoire, et à faire réfléchir les jeunes gens qui se destinent à la profession médicale.

Grâce à de tels développements, en insistant, en se répétant, en ne craignant pas d'user et même d'abuser des images, on aura laissé dans l'esprit malléable des jeunes hommes qui nous écoutent quelques principes directeurs qui vont les suivre dans leur laborieuse carrière. Ce qu'on n'a pas pu leur dire, ils le trouveront dans les dictionnaires et les traités techniques. Même il est absolument nécessaire qu'ils complètent, par une étude plus approfondie, ce qui leur a été dit au cours. Mais le cours leur aura été utile, parce qu'il a dégagé, de la multiplicité des faits, complexes et parfois incertains, quelques certitudes. Ces certitudes, si je me permets une comparaison un peu audacieuse, se détacheront comme des phares au milieu de la brume.

III

J'arrive maintenant, toujours en me plaçant au point de vue de l'enseignement physiologique, à une question sur laquelle je ne suis pas d'accord avec beaucoup de mes amis. Faut-il faire des expériences pendant le cours ? Peut-être va-t-on me reprocher comme une hérésie de n'en pas présenter une ou deux à chaque cours, comme font la plupart des professeurs de physiologie. Mais je tiens à justifier mon opinion, car je fais tache pour ainsi dire parmi mes collègues. En effet, presque pour chaque leçon, ils ont préparé avec soin quelques expériences auxquelles ils font assister tous leurs auditeurs, tandis que. dans mes cours, l'expérience est exceptionnelle.

Ce n'est pas, grands dieux! que je méconnaisse la valeur fondamentale de l'expérience. Refuser à l'expérience son autorité formidable, et presque unique, ce serait un éclatant démenti donné non seulement au bon sens, mais encore à tout mon passé scientifique. Il n'y a que l'expérience qui compte. Que cela soit bien entendu. Mais dans quelle mesure peut-on y faire participer les élèves? Quel profit sauront-ils tirer de ce qu'on va leur montrer? Que pourront-ils voir? Que pourront-ils comprendre? Voilà ce qu'il convient de discuter.

Si, au milieu d'une démonstration didactique théorique, dans le cours d'un exposé qu'on tâche de rendre logique et cohérent, de manière à permettre à l'auditoire d'en suivre le développement rationnel, on fait apporter un chien, ou un lapin, ou une grenouille, voilà aussitôt toute l'assemblée qui va oublier la démonstration, les raisonnements, les courbes et les chiffres. Ce sera une distraction, un drame, un événement tragique qui captera toute la quantité d'attention dont ils sont capables. Ils ne prendront plus de notes, ils vont se préoccuper des cris et des contorsions des malheureux animaux sacrifiés, critiquant les faits et gestes des aides. Ils perdront le fil de la démonstration qu'on a voulu faire ; ils ne s'attacheront qu'aux allures des victimes, — et des bourreaux, — et alors tout le profit de la leçon risque d'être perdu. Et puis, que peuvent-ils voir? Souvent bien peu de chose, pour ne pas dire rien du tout.

Mon regretté ami Laborde s'obstinait à vouloir montrer aux étudiants la belle expérience de Magendie et Claude Bernard sur la différence entre les nerfs sensitifs (postérieurs) et les nerfs moteurs (antérieurs) qui partent de la moelle. On sait qu'il y a aux racines nerveuses une *sensibilité récurrente*, phénomène dont le mécanisme est trop délicat et trop compliqué pour que je puisse l'exposer ici. Pour démontrer sur l'animal cette sensibilité récurrente, il faut une cruelle, longue, et difficile vivisection ; car mettre à nu les racines postérieures et antérieures de la moelle, et y placer des électrodes bien isolées, ce n'est pas chose commode. Or, même quand l'expérience a été bien faite, c'est à peine si l'expérimentateur et son assistant peuvent s'y reconnaître.

Admettons qu'il y ait trois personnes capables de distinguer nettement, parmi les muscles lacérés et saignants, les racines antérieures et postérieures sur lesquelles il faut fixer les

électrodes ; admettons même qu'il y ait une demi-douzaine d'étudiants qui viennent à tour de rôle pour voir, — très difficilement, — l'expérience. Vraiment ce sera tout, et l'auditoire n'aura rien retenu qu'un spectacle peu instructif, parce que l'interprétation en est difficile, et que seuls quatre ou cinq privilégiés auront pu discerner ce qui se passe dans la profondeur de cette plaie saignante, au milieu des masses musculaires qui se contractent convulsivement.

Au contraire, si je fais au tableau noir, avec de la craie, un schéma grossier qui représente l'expérience de Magendie sur les racines nerveuses, tous auront compris. Il ne restera plus d'incertitude, ni d'hésitation.

Ce que je dis de la sensibilité récurrente peut s'appliquer à maintes autres expériences. Évidemment quelques-unes se prêtent un peu mieux à la démonstration, mais j'imagine que le plus souvent elles ne sont pas nécessaires pour que l'étudiant ait compris.

Pourtant, comme il ne faut rien exagérer, je crois qu'il est bon de faire quelques expériences frappantes, positives, qui ne laissent aucun doute dans l'esprit des élèves. Il faut qu'elles soient éclatantes, et qu'elles ne comportent aucune interprétation ambiguë. C'est donc presque exceptionnellement qu'il faudra y recourir. A la fin d'une leçon, par exemple, dans laquelle on aura exposé le décours de l'asphyxie, ou l'action du pneumogastrique sur le cœur, ou l'influence de la transfusion après une hémorragie profuse, on peut avec grand profit donner de ces phénomènes une démonstration expérimentale.

Parmi les expériences que je montre aux élèves, je choisis spécialement celles qui seront utiles à la profession médicale, car il faut songer à donner aux jeunes médecins des exemples dramatiques, qui frapperont les parties imaginatives de leur jeune intelligence.

Il n'y a pas beaucoup d'expériences de cette sorte, mais j'en citerai trois pour lesquelles j'ai quelque prédilection ; car elles sont aussi instructives scientifiquement que médicalement.

1° Si l'on donne du chloroforme et que d'emblée le chloroforme arrive au cœur à dose trop forte, amené par les veines pulmonaires jusqu'au tissu cardiaque, le cœur est immédiatement paralysé par le poison. J'ai coutume de dire aux élèves :

« Je vais vous montrer comment on peut tuer son malade par le chloroforme. » On fait respirer par la trachée ouverte, à un chien, de l'air qui a passé sur une mince couche de chloroforme, et, pour que l'animal fasse une large inspiration, on l'a empêché pendant une demi-minute de respirer. Alors, dès qu'on lui permet de respirer, il fait une très profonde inspiration ; mais il inspire un air chargé de chloroforme ; et il ne peut pas se défendre par la toux, car il ne respire que par la trachée, et la sensibilité du larynx, protectrice des voies aériennes supérieures, ne peut plus s'exercer. Le sang chargé de chloroforme arrive au cœur, et immédiatement le cœur s'arrête. Après cette première grande inspiration, l'animal n'en fait plus d'autre. Il est mort. *Une inspiration a suffi pour tuer le cœur*, et cela est définitif. Rien ne peut plus rappeler à la vie un cœur qui s'est arrêté. Jamais le chloroforme ne tue par asphyxie, comme on le dit souvent par erreur : il tue toujours par arrêt du cœur. Une goutte de chloroforme, — je dis une goutte, — introduite directement par une ponction dans le cœur gauche, détermine la mort immédiate. Assister à cette mort foudroyante, irrésistible, c'est assez pour ne plus oublier que le chloroforme est un brutal poison du cœur, poison qu'il faut donner avec d'infinis ménagements. Car le danger de l'asphyxie par le chloroforme est un danger illusoire. Le chloroforme tue par le cœur. Il faut le dire et le répéter vingt fois.

Qui sait si, en montrant cette expérience à deux cents élèves, qui seront demain des médecins, on n'aura pas sauvé une vie humaine ?

2° Il fut un temps, qui n'est pas très loin de nous, où l'absinthe était un breuvage très répandu. On l'a interdite, et on a bien fait. — Mais je crois, hélas ! qu'on lui a trouvé des succédanés assez peu recommandables. — En tout cas, il est essentiel de montrer aux futurs médecins les effets nocifs de l'absinthe. Une magnifique et précise expérience en donne une éclatante démonstration. On injecte, dans la veine d'un chien, une ou deux gouttes d'essence d'absinthe légèrement diluée... On assiste alors à un spectacle terrifiant. Immédiatement l'animal est pris d'une attaque d'épilepsie féroce et de convulsions violentes. Il délire. Il a des hallucinations. Il tremble de

tous ses membres. Écumant, les yeux hagards et injectés de sang, il se précipite avec fureur contre des ennemis imaginaires, puis retombe épuisé, la gueule ensanglantée par les contractions frénétiques de ses mâchoires convulsées, les pupilles dilatées, le cœur tumultueux.

Dès que les yeux ont vu ce spectacle effrayant, la mémoire ne peut plus l'oublier. Seuls les témoins de cette émouvante expérience peuvent comprendre combien l'absinthe est un poison terrible, combien la diffusion de ce poison, et des essences analogues, anis, bitters, vermouths, et autres drogues, est un fléau lamentable. Plus tard, ces jeunes spectateurs, devenus médecins, seront prêts à combattre le bon combat contre ces perfides substances, funestes à la race et à la société.

3° La troisième expérience qui nécessite une vivisection comporte une telle utilité pratique, que je n'hésite pas à la montrer aux élèves. Elle est très dramatique aussi, et, quand on l'a vue, on s'en souvient toute la vie.

Si l'on fait perdre à un chien une quantité abondante de sang, à peu près quatre pour cent de son poids, il tombe dans un état de détresse et de faiblesse extrêmes. Que si alors on lui relève la tête, de manière à mettre le malheureux animal en position verticale, comme il ne reste plus que peu de sang dans le corps, et que la position élevée de la tête diminue l'abord du sang dans l'encéphale, la circulation cérébrale est à peu près supprimée. Au bout d'une ou deux minutes, la respiration se ralentit, devient asphyxique, et le cœur s'arrête.

Mais la respiration et le cœur peuvent renaître. Il suffit de changer la position du chien et de le mettre dans la position horizontale, ou, mieux encore, la tête en bas. La vie revient aussitôt, la respiration reparaît, et le cœur reprend ses battements. On peut ainsi faire vivre et mourir le chien deux ou trois fois, à volonté, pour ainsi dire, suivant la position où on le met. On l'attache à une planche, et, suivant la position de la planche, il vit ou il meurt. Il meurt chaque fois que la tête est en haut. Il vit chaque fois que la tête est en bas.

Et alors une conclusion s'impose, c'est que, lorsqu'on a affaire à des blessés ayant perdu beaucoup de sang, avant de penser à une difficile transfusion du sang, il faut immédiatement placer le blessé la tête en bas. Voilà ce que tous les

médecins doivent savoir. Voilà ce que démontre cette éclatante expérience (1).

D'autres expériences peuvent encore être présentées aux élèves. Mais je suis très sobre de ces démonstrations expérimentales. Je ne blâme nullement mes savants collègues qui les multiplient dans leurs cours, mais je préfère l'exposé logique et déductif des faits à des vivisections, toujours médiocrement comprises, et d'ailleurs reçues par les élèves plutôt comme des distractions que comme des démonstrations.

Ai-je besoin de dire cependant que l'on m'a souvent reproché avec violence d'être vivisecteur?

L'auteur d'une Revue, *Oh! quel nu!* m'a, à ce propos, traité de bandit et d'assassin. Il ne m'en chaut guère. Entre l'auteur de *Oh! quel nu!* d'une part, et d'autre part, Claude Bernard, Pasteur, Marey, mes vénérés et nobles maîtres, mon choix est fait.

Donc j'ai usé, et j'use encore, de la vivisection; car elle me paraît nécessaire quand il s'agit d'approfondir les mystères de la vie. Mais autant je crois la vivisection légitime quand il s'agit de rechercher la vérité, autant j'ai de répugnance dans l'enseignement de la physiologie, — sauf pour les cas exceptionnels que je viens de mentionner, — à martyriser des animaux innocents. Il me semble que la vivisection ne doit être pratiquée dans un cours classique que lorsqu'elle est absolument indispensable.

On a le droit, et même le devoir, de faire de tels sacrifices pour conquérir une vérité scientifique nouvelle, car cette conquête

(1) Comme on sait, l'hémorragie est, chez les grands blessés de la guerre, une des causes les plus fréquentes de la mort rapide. On amène au premier poste de secours des malheureux soldats qui ont perdu et perdent du sang en telle quantité que la mort est imminente. Livides, inertes, respirant à peine, presque incapables de se mouvoir, les yeux vitreux, la peau froide, ils n'ont plus qu'un souffle de vie. Certes, on peut, par la transfusion de sang humain, ramener la vie chez ces moribonds, mais cette transfusion est une opération relativement délicate. Elle exige une préparation longue ; elle dure longtemps ; on n'en peut faire beaucoup ; on n'a pas, dans une tranchée, les instruments nécessaires, non plus que le sang du *donneur*. Donc, il faut remédier rapidement, et énergiquement, et facilement, à cette profuse hémorragie, en ramenant quelque sang dans l'encéphale, ce qui rétablit tant soit peu de circulation cérébrale, et retarde la mort ; car la mort par hémorragie, c'est, en définitive, la mort du système nerveux.

Au début de la guerre, dans une note inspirée par moi, qui a été envoyée à tous les services sanitaires des armées, on a recommandé une pratique extrêmement simple, n'exigeant ni appareils, ni opérations, ni chirurgiens : mettre l'hémorragié non seulement dans la position horizontale, mais encore avec la tête plus basse que les pieds. Ainsi souvent sont conjurés les premiers effets de l'hémorragie. Plus tard, on a le temps d'aviser aux autres moyens thérapeutiques.

peut apporter quelque soulagement à des existences humaines, vraisemblablement plus précieuses que des existences animales. Mais, lorsqu'il s'agit simplement de réitérer une démonstration classique bien connue, et une démonstration qui se peut présenter au tableau noir avec un bâton de craie, j'hésite un peu, et je m'imagine que mon hésitation sera comprise (1).

D'ailleurs, on aura bientôt, avec la cinématographie, des démonstrations excellentes. Quelques-uns de ces films scientifiques sont d'un puissant intérêt. D'ici à peu d'années, la méthode cinématographique se sera généralisée, pour le profit comme pour l'agrément des auditeurs d'un cours.

IV

Le rôle du professeur n'est pas limité à l'amphithéâtre où il parle. Il a encore une autre mission, c'est d'initier à la physiologie un groupe d'étudiants choisis, de disciples, qui vivent à côté de lui, participent à ses expériences, à ses hésitations, à sa pensée. Ceux-là sont des élèves directs, bien plus que les auditeurs passagers d'un cours dogmatique.

Cet enseignement, qui se fait sans apparat, dans le laboratoire, n'est ni moins utile, ni moins nécessaire que l'autre. Il ne s'agit plus d'un enseignement méthodique, mais d'entretiens familiers, d'un échange amical d'idées. Alors il sera loisible au chef du laboratoire d'exercer sa verve imaginative, sa critique sagace, et même toute sa fantaisie.

Il est permis, dans ces causeries intimes, d'être fécond en hypothèses et aventureux en ces hypothèses. C'est un plaisir très vif que de s'amuser à des conceptions audacieuses. Bien entendu, sans confondre ces vues de l'esprit avec les réalités scientifiques. Mais quand, avec ses élèves, (des camarades plutôt que des élèves,) on s'abandonne librement à ses inspirations, quand on accueille leurs idées, et qu'on les discute joyeusement,

(1) Puisqu'on me reproche la vivisection, c'est-à-dire la douleur des animaux, je rappellerai que j'ai dans la pratique physiologique introduit le chloralose pour remplacer le curare. Claude Bernard avait par d'admirables expériences prouvé que le curare abolit le mouvement, mais non la sensibilité. L'usage du chloralose, qui détruit à la fois motilité et sensibilité, est répandu maintenant dans tous les laboratoires de physiologie, et on n'emploie plus la curarisation, qui laisse intacte la puissance douloureuse de l'animal. Les antivivisecteurs devraient bien m'en garder quelque reconnaissance.

librement, on est autorisé à être très téméraire et à admettre que l'impossible est possible.

Pourtant, dès qu'il s'agit de passer à l'exécution, c'est-à-dire à l'expérience, il faut changer de ton. Alors le strict devoir est d'être un sévère critique, de discuter les détails techniques et les conceptions théoriques. Il faut juger si l'idée est viable. Il faut consulter la bibliothèque, chercher avec soin, laborieusement, dans les index analytiques, pour découvrir ce qui a été dit par les divers auteurs sur la question que l'élève se propose d'étudier. L'érudition fait aussi partie de la science, et on n'a le droit d'entreprendre une expérience nouvelle que si l'on sait *à peu près* ce qui a déjà été tenté à ce propos. Les conseils du maître sont précieux, car, en général, les jeunes gens sont d'une érudition inférieure à celle du vieux professeur, lequel certainement a lu et médité bien davantage.

En Allemagne, dans son laboratoire, le professeur est plus autoritaire que dans les nôtres. Il indique à ses élèves le travail qu'ils doivent faire, leur donne des indications impérieuses, presque impératives. C'est un mémoire *commandé* qu'ils doivent commencer, poursuivre et achever. Je reconnais que cette méthode a quelques avantages. Mais, pour ma part, tout compte fait, je crois qu'il est plus sage de laisser une large initiative à mes jeunes camarades. Assurément il est bon de leur inspirer l'idée d'un travail qui semble promettre beaucoup, mais il faut respecter leur personnalité, et laisser leur pensée évoluer. Surtout il faut les connaître, savoir, suivant une parole de Xénophon, ceux qui ont besoin de frein, et ceux qui ont besoin d'éperon.

On ne doit, en tout cas, jamais les autoriser à être des *amateurs*, c'est-à-dire à venir passer en leurs moments perdus quelques instants au laboratoire. Il faut interdire aux amateurs l'entrée du sanctuaire. Ils sont d'un très mauvais exemple. C'est une peste. On a le droit d'exiger de ses élèves, non pas certes l'obéissance, mais l'assiduité.

Et pourquoi ne dirais-je pas qu'une des joies de ma longue carrière, ç'a été d'avoir des élèves, éminents par l'ardeur, le labeur, le talent, comme mon cher ami J.-P. Langlois, mort il y a quelques semaines, comme Athanasiu, Abelous, Bardier, Jean Camus, H. Cardot, Pachon, physiologistes excellents, professeurs maintenant, à qui, je crois, j'ai inspiré pour notre chère science la foi, et, plus que la foi, l'enthousiasme.

V

J'ai tâché de tracer dans ces quelques pages le rôle du professeur, et je ne crois pas l'avoir abaissé. Pourtant, si le professeur croyait qu'il lui suffit de répéter tous les ans aux étudiants qui se succèdent les notions classiques et banales qu'il avait mission d'enseigner, s'il croyait même avoir fait assez en devisant des choses de la physiologie, dans l'intimité du laboratoire, avec ses jeunes amis, il me paraît qu'il ne serait pas digne de ce que la patrie et la science peuvent attendre de lui.

Il faut que le professeur soit aussi un *savant*.

Si je pouvais donner mon sentiment personnel, je dirais qu'à la longue on arrive à se lasser du professorat, tandis qu'on ne se lasse jamais de la science. Souvent j'ai eu quelque regret à suspendre une expérience qui m'intéressait, afin d'aller dans l'amphithéâtre exposer pour la dixième fois à des élèves (soucieux uniquement de leur examen) ou la circulation cérébrale, ou la composition des aliments usuels, ou la glycosurie pancréatique, ou la théorie des réflexes, ou tout autre chapitre de physiologie. Je comprenais cette nécessité, mais je n'en éprouvais pas moins quelque impatience. Au contraire, jamais, pour une tentative expérimentale nouvelle, je n'ai ressenti d'impatience ou de lassitude.

Après cinquante ans d'expérimentation, j'ai gardé la même ardeur pour l'expérimentation, et je suis aussi passionné pour elle que je le fus à vingt ans. Je n'en dirai pas autant des leçons professorales, encore que je m'efforce de ne pas laisser transparaître devant mon auditoire cette demi-indifférence.

Mon amour pour la science n'a pas subi la plus faible atteinte; mais je n'ai plus le zèle de jadis pour l'enseignement.

C'est qu'en effet l'enseignement est peut-être de qualité inférieure à la recherche scientifique. Faire connaître à nos frères humains, un peu, si peu que ce soit, de ce qu'ils ignoraient tout à l'heure, déchirer quelques lambeaux du voile épais qui recouvre les lois de la force et de la vie, c'est une tâche noble entre toutes et qui dépasse de beaucoup les joies et les émotions de l'enseignement. Rien n'est plus beau, j'oserai même dire plus sublime, que la recherche du vrai. Résoudre un des innombrables pro-

blèmes qui à chaque instant se dressent devant nous comme des énigmes dont la solution va atténuer peut-être l'ignorance et la misère des hommes, c'est une œuvre presque divine.

Aussi bien me semble-t-il que nos institutions, nos préoccupations, nos opinions, nos législations, nos mœurs, n'ont pas fait à la science la place qu'elle mérite. C'est de la science que dépend l'avenir humain. On ne saurait lui donner une trop large part.

Voilà pourquoi, en terminant ce testament d'un vieux professeur, si j'avais un vœu à formuler, ce serait qu'on dissociât la fonction du professeur et celle du savant.

Ne pourrait-on imaginer que des hommes zélés et laborieux fussent désignés pour s'adonner uniquement à la recherche scientifique, la recherche *en soi*, sans le souci des applications industrielles qui paralyse tout. Leurs travaux ouvriront certainement aux faibles hommes des mondes inconnus, féconds en grandioses surprises.

La France vient d'honorer pieusement, dignement, notre admirable Pasteur. C'est très bien. Mais peut-être faudrait-il que cet hommage à la science et aux savants ne fût pas seulement posthume.

Il y a un douloureux contraste, inique, lamentable, entre le sort des savants, et les services que, plus que tous les autres mortels, ils rendent à l'humanité.

CHARLES RICHET.

LETTRES INÉDITES

DE

LAMENNAIS A SAINT-VICTOR

II [1]

A la Chenaie, le 21 mars 1822.

Il y a bien longtemps que je n'ai reçu de vos nouvelles, mon cher ami...

Je désirerais bien savoir ce que vous pensez de notre état politique. Il n'y a ici qu'une voix pour accuser le ministère de faiblesse, et d'une faiblesse telle que, depuis six ans, on n'en avait pas encore vu de semblable. Je vous avoue que je ne puis croire à la durée d'une pareille administration. Quel bien ont fait ces hommes, si pleins de confiance en eux-mêmes? Quel mal ont-ils empêché? La révolte lève partout la tête, sous leurs yeux mêmes, dans le sein des Chambres, et ils demeurent dans une inaction et dans un silence également inexplicables. Que veulent-ils? Que se proposent-ils? Est-ce seulement de garder aussi longtemps qu'ils pourront 150 mille livres de rente? Laisseront-ils égorger tranquillement le roi d'Espagne, sans même essayer de venir à son secours? En France, on les voit contents, parfaitement contents de tout ce qui est, c'est-à-dire d'un état de désordre universel et si profond que l'enfance même se fait un jeu de lutter contre le Gouvernement. Pas la plus petite tentative d'aucune réforme, ni dans les hommes, ni dans les choses. Du reste une attention admirable pour ne

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

perdre aucune occasion de consacrer les uns après les autres tous les principes révolutionnaires. Et cependant partout les esprits s'agitent, l'inquiétude se répand parmi les bons, les espérances des méchants se relèvent et s'exaltent de plus en plus. La conspiration a ses agents jusqu'au fond de nos campagnes. Des misérables de la dernière classe de la société sont en correspondance avec les députés de la gauche, sèment des bruits alarmants et commentent *le Constitutionnel* dans les cabarets. Quelle qu'en soit la cause, il est certain que l'opinion royaliste s'affaiblit, et je ne serais pas surpris qu'on s'en aperçût, même dès les premières élections.

A la Chenaie, le 5 avril.

... Je vous remercie de ce que vous me dites à l'égard de Méquignon ; je crois que n'étant point engagé avec lui pour la suite de l'*Essai*, ni disposé à m'engager, il consentira sans trop de peine à résilier le traité que nous avons ensemble. Voilà une nouvelle lettre que je lui écris, et que je vous prie de lire. Je n'ai lieu d'être satisfait de lui sous aucun rapport ; mais les détails seraient trop longs. Vous ai-je dit qu'il m'avait fait perdre cent louis dernièrement, pour ne pas prendre seulement la peine de lire mes lettres ? Or, cent louis sont pour moi une grosse somme dans ma position.

J'ai un volume de l'*Essai*, qui est à peu près fini ; il y en aura deux autres. Je ne puis faire qu'à la Chenaie, au milieu de mes livres, celui que je vais bientôt commencer. Voilà une des raisons qui me retiennent ici ; ce n'est sûrement pas mon plaisir, car il n'y en a guère à vivre aussi complètement seul que je le suis. Le volume que j'achève a converti un de mes amis, homme de mérite à qui je l'ai communiqué. Il était déiste ; il va faire ses pâques. Que le bon Dieu soit mille fois béni ! Le cardinal de la Samaglia, doyen du Sacré Collège, dit hautement à Rome que ceux qui n'adoptent pas ma doctrine, ou ne la comprennent point, ou n'entendent point le français. Il y a néanmoins des opposants dans ce pays-là comme ailleurs. Ce sont presque tous des prêtres séculiers, membres du collège romain, où l'on enseigne la philosophie de Locke et de Condillac. Le cardinal Litta, qui gémissait de cet abus et qui voulait le réformer, est malheureusement mort avant d'avoir exécuté cette utile réforme.

Que vos réflexions sur les articles du *Journal des Débats* sont vraies! et que ces gens-là font de mal! J'ai reçu dernièrement une lettre d'un brave homme, qui n'est pas des plus contents; mais enfin « ces pauvres ministres ont les meilleures intentions. » En vérité, je le crois aisément; je crois de tout mon cœur qu'ils ne veulent pas livrer la France aux Jacobins, détruire la religion, la monarchie, la société. Mais quel étrange éloge que celui-là! Ce ne sont pas des scélérats, dit-on : mais qui les accuse d'être des scélérats? Est-ce de cela qu'il s'agit? A Dieu ne plaise! Un malade va de mal en pis, il se meurt; et vous dites que le médecin a pourtant de bonnes intentions, et que ce n'est pas de gaieté de cœur et de dessein prémédité qu'il expédie le pauvre patient. Je n'en doute pas. Il tue son malade « en toute conscience. » D'accord; mais concluez-vous de là qu'il faut se garder de changer de médecin? Mon Dieu, que les hommes sont bêtes, pourvu qu'ils y aient quelque intérêt, et même sans aucun intérêt! Dans un État bien ordonné, où les hommes sont jugés sur leurs actes, et non sur leurs intentions, qui sont indifférentes à la société, et qu'après tout Dieu seul connaît, des ministres qui souffriraient que la sédition eût des organes publics et dans le sein même du Gouvernement, payeraient de leur tête cette lâche et désastreuse tolérance...

A la Chenaie, le 18 avril.

Croiriez-vous, mon cher ami, que depuis deux mois M. Méquignon fils aîné n'a pas pris la peine de m'écrire deux mots, comme si ce n'était rien de m'avoir fait perdre plus de cent louis par son inconcevable incurie, comme si ce n'était rien que d'avoir failli dans l'intervalle, comme si ce n'était rien que de me devoir toute la quatrième édition de mon deuxième volume? J'ai un désir extrême d'être débarrassé de cet homme, qui ne convient qu'à M. le chevalier de Genoude. Mais comment faire pour avoir seulement une réponse de lui? Je me tuerais à lui écrire tous les courriers qu'il ne romprait pas son majestueux silence. Jamais je ne vis chose semblable. Au fond, le pauvre homme est à plaindre, et il y a du bon en lui. Je me recommande à vous, mon très cher, pour que je sache au moins où j'en suis. J'y ai un si grand intérêt; car véritablement ma position présente est dure et embarrassante. *Deus providebit.*

Je lis votre premier volume avec un grand plaisir. C'est un livre que cela! Étendue et justesse des pensées, science, agrément, tout s'y trouve. J'insiste toujours pour en détacher un volume sous le titre d'*Origines*. Je suis persuadé de plus en plus qu'il aurait beaucoup de succès. Pourquoi faut-il que des choses si bonnes et si utiles troublent le repos de votre vie, ou plutôt vous ôtent tout repos? Mais voilà l'ordre de la Providence. Je le sais pour moi-même dans ma petite sphère. Seul, sans support, sans conseil, privé de tout appui et de toute consolation humaine, n'ayant pas même le délassement de la plus médiocre conversation, mes jours s'écoulent tristement dans un travail ingrat, et je ne vois devant moi que de nouveaux travaux, de nouvelles attaques et des contradictions sans fin. *Ita, Pater, quoniam sic fuit placitum ante te.* Il me semble que je me résigne, il me semble que je ne voudrais pas, quand il ne dépendrait que de moi, changer la moindre chose aux dispositions de la Providence à mon égard; mais je souffre...

A la Chenaie, le 24 avril.

Ce sont mes jours de fête, mon cher ami, que ceux où je reçois une lettre de vous. J'aime à voir que vous ne m'oubliez pas plus que je ne vous oublie, et que nos cœurs comme nos pensées s'entendent toujours.

J'ai achevé de lire le premier volume de votre Tableau de Paris, et j'attends le second avec impatience. C'est, je vous le répète, un ouvrage excellent, plein de véritable science, de variété, d'intérêt, de considérations neuves, et aussi justes qu'importantes. Il y a longtemps que je n'ai rien lu qui m'ait fait tant de plaisir.

Mon pauvre ouvrage à moi est d'une autre espèce et je crains bien qu'il n'ennuie; mais c'est forcément que j'entre dans un long détail de preuves pour constater la tradition d'une manière inébranlable. Si je me bornais à dire : voilà ce qu'on a cru, on ne me croirait point. Appuyé des nombreuses autorités que je cite et qui pour la plupart paraîtront neuves et le sont en effet, j'arrive à des résultats étonnants par leur étendue et leur simplicité; du moins ils me semblent tels. Je voudrais bien qu'il me fût possible d'en causer avec vous, je serais bien plus sûr de ce que je dis. Ce que je ne dirai pas, et qui est néanmoins très vrai, c'est que, dans la controverse avec les philosophes, on a

tellement pris le change des deux côtés, que les uns ont donné comme objections les véritables preuves du christianisme, et les autres comme preuves ce qui forme des objections réelles. Cela m'explique pourquoi tant de gens sont devenus incrédules en lisant les apologistes, tandis que d'autres, et je suis du nombre, ont été amenés au christianisme en lisant les philosophes.

A la Chenaie, le 1er mai.

Je lutte tant que je peux pour empêcher qu'on ne me nomme député dans notre département. J'espère y réussir, mais je n'en suis pas encore certain. Je ne mettrai pas le pied aux élections, et comme le parti des ministres sera contre moi, il est probable que j'éviterai cette épouvantable corvée. Mon frère vous dit les choses les plus tendres.

A la Chenaie, le 10 mai.

Je me suis débarrassé de la Chambre. Je pensais à cet égard absolument comme vous. Les élections des arrondissements seront fort disputées. J'ai refusé de voter, malgré tout ce qu'on m'a pu dire. J'ai déclaré que ma conscience ne me permettait pas de contribuer le moins du monde à soutenir un système pernicieux et déshonorant, et que je ne consentirais jamais à mettre le bout du doigt dans cette boue; qu'il serait aussi trop étrange que j'envoyasse à Paris des gens déclarer en mon nom, à la face de l'Europe, que l'État doit être athée, que la plus odieuse spoliation dont on ait entendu parler était légitime dans son principe, que la provocation à la révolte est une *liberté publique* qu'on doit respecter, que l'éducation qui fait des impies et des mutins est une éducation parfaite, etc., etc... Vous ne vous imaginez pas à quel point les idées de tous ces pauvres royalistes sont brouillées. Ils deviennent, sans qu'ils s'en doutent, de vrais révolutionnaires. En voyant les progrès du mal, j'incline à croire qu'à moins d'un miracle la crise arrivera sous ce ministère, le plus inepte et le plus coupable que nous ayons encore eu...

A la Chenaie, le 7 juin.

Je ne vous dirai pas, mon cher ami, à quel point je suis touché du soin que vous prenez de mes affaires, au milieu des embarras sans nombre dont vous êtes surchargé. Méquignon se

trompe beaucoup, s'il s'imagine qu'en aucun cas je lui donnerai la suite de l'*Essai*. La partie inédite de cet ouvrage n'est point comprise dans notre marché. Quant aux deux premiers volumes et aux *Réflexions*, mon intention et mon désir le plus vif est de les tirer des mains de cet homme *coûte que coûte*. Je vous supplie de vous entendre avec Cor. pour cela. Il est bon que vous sachiez que Cor. est le meilleur et le plus honnête des hommes, mais sujet à s'engouer. Veuillez donc arranger doucement les choses avec lui, et de manière qu'il ne puisse être blessé, car je l'estime et l'aime de tout mon cœur. Je vois qu'il est tout épris de M. Genoude. Or ce M. Genoude, après m'avoir jeté dans ce gouffre de Méquignon, n'a pas même daigné m'écrire deux mots pour me prévenir de sa faillite. Mais voici bien autre chose. Je lis dans *l'Étoile* du 2 juin qu'on vient d'ouvrir, rue de l'Université n° 20, une nouvelle librairie. Les rédacteurs de *l'Étoile*, en parlant de cette librairie, disent *Nous*, de sorte qu'il est très clair que c'est une spéculation de l'un d'eux. A la fin de l'annonce, ils ajoutent cette note : « *Nous publierons* en outre prochainement ceux des ouvrages de Bossuet, Fénelon, Pascal, La Bruyère, Bourdaloue, Massillon, Descartes, Leibnitz, Bacon, Euler, etc., où sont réfutées d'avance toutes les iniquités de Voltaire, Rousseau, Helvétius, d'Alembert, et d'autres écrivains dont on affecte aujourd'hui de réimprimer à profusion les scandaleux écrits. »

J'ai tout lieu de penser que M. Genoude est l'auteur de cette spéculation, pour laquelle il s'entend peut-être avec Méquignon. Je désirerais extrêmement savoir ce qu'il en est. Si je ne me trompe pas dans ma conjecture, c'est une des plus grandes infamies dont on ait jamais ouï parler; car il serait clair alors que, pour me payer des services que je lui ai rendus, M. Genoude s'emparerait du projet dont j'ai souvent causé avec lui, et que j'ai annoncé dans ma *Défense*, de publier la collection des meilleurs apologistes de la religion chrétienne. Il sait très bien que je n'ai suspendu l'exécution de ce projet que parce qu'il était plus utile de terminer d'abord l'*Essai*. Il sait très bien que je considérais ce même projet comme une ressource que l'état de mes affaires rendait nécessaire. Se hâter après cela de m'enlever cette ressource est un procédé qui n'a point de nom. Je vous avoue que cela me jette dans de terribles embarras pour l'avenir. Je ne vois plus comment je parviendrai

à m'assurer un peu de repos. Mais apparemment Dieu a ses desseins ; que sa volonté soit bénie ! Je ne parle, mon cher ami, de cette affaire qu'à vous, et je vous prie de n'en parler à personne ; cela ne reviendrait à rien, et celui qui doit être en tout notre modèle n'a-t-il pas dit : *Obmutui, et non aperui os meum...*

Je plains beaucoup l'abbé Fr... (1) mais je plains encore plus la religion. Le nouveau Grand-Maître ne fera rien, ne peut rien faire. Il prête son nom aux méchants qui le jetteront comme un voile sur la plaie hideuse qui dévore la France. Hélas ! que deviendra cette pauvre France ? Que deviendra la société ? Elle n'est pas seulement morte, elle est pourrie : *jam fœtet.*

A la Chenaie, le 10 juin.

Je crains, mon cher ami, d'avoir trop légèrement soupçonné M. G... au sujet de cette nouvelle librairie dont je vous ai parlé. Je viens de voir dans *l'Étoile* qu'elle est sous le nom d'un M. Castellan. Je serais fâché d'être injuste envers un homme dont j'ai eu à me plaindre ; et c'est pourquoi je m'empresse de vous dire que les conjectures dont je vous ai fait part pourraient très bien n'avoir pas de fondement.

Voilà donc les troubles qui recommencent à Paris. Le Grand-Maître aura fort à faire avec la jeunesse *agissante et réfléchissante*, qu'on l'a chargé de conduire. Avez-vous jamais vu rien de plus faible que le discours du Roi ? Tout va bien, il est content ; il n'y a pas eu autant d'incendies qu'on se l'imagine ; les propriétaires se gardent à merveille, et l'autorité les *seconde* ; elle n'est pas complice des incendiaires. Du reste, le mot même de religion n'est pas prononcé dans ce discours, de peur apparemment de faire naître des *craintes exagérées* ; et pour calmer celles des *Descamisados* (2), on a la délicatesse de les assurer qu'on ne songe point à troubler leurs opérations, à Dieu ne plaise ! La *malveillance* seule a pu feindre de concevoir cette inquiétude, en *dénaturant* les intentions du cousin de Ferdinand VII. Les bons et loyaux sujets de cet infortuné prince peuvent le juger, le déposer, le poignarder, comme il leur plaira ; nous ne nous y opposons pas...

(1) L'abbé Frayssinous, pour lequel le titre de Grand-Maître de l'Université avait été rétabli.

(2) Les révolutionnaires espagnols.

Que pensez-vous que nous ayons après ce ministère ? Auront-ils l'honneur *d'en finir* ? Ou laisseront-ils achever à d'autres ce qu'ils ont si fort avancé ?

Pour moi, j'ai fini hier le premier des trois volumes qui me restent encore à faire. Je vais commencer le suivant, quoique bien ennuyé de ce travail. Priez pour moi, mon cher ami ; je prie aussi pour vous, et comme je vous aime, c'est-à-dire de tout mon cœur.

A la Chenaie, le 18 juin.

Le jeune Victor Hugo vient de publier un recueil de ses poésies où il y a des choses très belles. Comme il a autant de délicatesse que de talent, il ne veut pas faire la moindre démarche pour se faire annoncer dans les journaux. Je lui écris de vous remettre deux exemplaires de son recueil, et je lui fais espérer que vous voudrez bien prier de ma part M. O'Mahony d'en parler dans *le Drapeau blanc*. Ce jeune Hugo, par ses opinions politiques et religieuses, et par son caractère droit et ferme, mérite que les honnêtes gens s'intéressent à lui.

Voilà une manière de note écrite à la hâte sur le Concile de Bâle. Au fond, c'était la démocratie qui cherchait à s'introduire dans l'Église. Ces idées, qui fermentaient sourdement dans les têtes depuis le grand schisme d'Occident, devinrent, un siècle après, le protestantisme. Ce qui sauve l'Église, c'est que l'erreur n'y reste pas; elle en sort toujours. Cela est visiblement divin.

L'épouvantable conduite des Gouvernements qu'on appelle encore chrétiens, dans l'affaire des malheureux Grecs (1), me semble manifester le dernier degré de la corruption sociale et présager de grands châtiments. De pareils crimes ne sauraient rester impunis. Dieu vengera certainement cette froide violation de ses lois et des premiers sentiments de la nature. J'espère comme vous que les Espagnols forts de leur foi triompheront des scélérats qui les oppriment. Si cela arrive, de hautes destinées sont réservées à ce peuple; il deviendra le point d'appui de la civilisation, si toutefois la civilisation est encore possible.

A la Chenaie, le 1er juillet.

Je viens, mon bien cher ami, de recevoir une lettre de Cor., qui commence par se plaindre de mes préventions contre M. G

(1) Abandonnés par les Russes, les Grecs se débattaient contre les Turcs.

dont il fait l'éloge; après quoi il me parle de mes affaires avec Méquignon. Je vois que je le blesserais profondément si j'insistais pour qu'il revînt sur le traité qu'il a conclu avec les meilleures intentions du monde; et plutôt que de désobliger un si bon et si honnête homme, je me résigne à courir les chances de ce malheureux traité qui me met dans la dépendance d'un coquin.

Je désirerais vivement savoir avec certitude si M. G. est ou n'est pas dans cette entreprise de la *Religion défendue*, etc. J'ai de fortes raisons de le croire, mais je n'en suis pas sûr.

J'ai reçu de Rome un exemplaire de la traduction italienne de ma *Défense*. Elle est revêtue de trois approbations conçues dans les termes les plus forts...

Connaissez-vous aujourd'hui quelque chose de plus plat, de plus ennuyeux, de plus sot que les journaux, à moins que ce soit les séances de la Chambre? Il y a une sorte de calme des passions qui n'est nullement naturel; j'ai dans l'idée qu'il se prépare quelque orage. Il est impossible que, d'aucun côté, on supporte avec cette résignation le ministère tel qu'il est. Si j'étais de ses conseils, je lui dirais : prenez garde, le silence de vos ennemis vous menace plus que ne le ferait leur violence. Et je crois que je dirais bien.

J'espère de plus en plus que mes chers Espagnols étoufferont eux-mêmes et sans aucun secours étranger la révolution. S'ils y réussissent, ils seront le seul peuple qui reste en Europe.

A la Chenaie, le 9 juillet.

Il me paraît impossible que la faiblesse, l'ineptie, l'égoïsme, la corruption lâche et imbécile, soit jamais plus évidente dans aucun Gouvernement qu'elle ne l'est maintenant dans le nôtre. Il est sûr que les choses ne peuvent aller longtemps de la sorte. Mais qu'aurons-nous après? Je n'en sais rien; car un Gouvernement corrompu corrompt le caractère national, et un Gouvernement absurde altère la raison publique. Je n'ai d'espoir qu'en la religion, qui n'est pas éteinte en France. Elle seule peut nous sauver, et si elle nous sauve, ce sera bien malgré les hommes.

Concevez-vous quelque chose d'horrible comme ce qui se passe maintenant en Angleterre? Un Parlement où l'on gémit sur l'abondance désastreuse, dit-on, des produits de l'agriculture;

et une partie de la population mourant de faim par milliers sans recevoir aucun secours. Le cœur palpite d'indignation.

Mon cher ami, je ne vous écris pas aujourd'hui avec un esprit fort tranquille. Si Cor. n'annule pas son traité avec Méquignon, je suis complètement ruiné. Une lettre de Cor. que je viens de recevoir, et qui en renfermait une de Méquignon, m'apprend :

1° Que tout ce que vous avez présumé relativement à M.G... et que je soupçonnais aussi, *sans oser le croire*, est la vérité même, de l'aveu de M. G..., qui cherche maintenant à revenir sur ses pas.

2° Que Méquignon est définitivement un fripon de la plus haute volée. Croiriez-vous que, lui ayant demandé à plusieurs époques, depuis un an, la note du nombre d'exemplaires qui lui restaient de mes divers ouvrages, et comparant ces notes entre elles et avec celles qu'il vient de m'envoyer, il se trouve que, depuis qu'il est dépositaire de mes livres jusqu'à ce jour, le nombre des exemplaires a toujours été croissant dans son magasin? Jugez un peu de ma position. Je vous avoue qu'elle m'affecte, et assez même pour me rendre honteux de moi-même. Rien n'est attristant comme l'humanité vue de certains côtés. J'ai écrit à Cor. ; mais que fera-t-il? J'aime mieux tout perdre que le désobliger.

Saint-Brieuc, le 7 septembre.

Différentes raisons, mon cher ami, me déterminèrent hier à venir ici. Je partis dans l'après-midi, et je fis à cheval 15 lieues et demie de Bretagne. Aujourd'hui même je me remets en route avec mon frère pour Auray, et toujours à cheval. Je vais faire à peu près 130 lieues de cette manière, et, dans 15 jours au plus tard, je serai de retour à la Chenaie.

Mon frère a enfin rompu définitivement avec son évêque, qui continue à désorganiser le diocèse avec un zèle incomparable. Il a la rage de la destruction, et déjà tout est à peu près dans une anarchie complète. Mon Dieu, que les auteurs de pareils choix sont coupables!

Votre réponse à L... est excellente. Je suis, quant à moi, fort indécis sur ce que je dois faire. Rien au monde ne m'est plus facile que de justifier ma doctrine, et de montrer avec évidence l'incroyable ineptie et la mauvaise foi de mes adversaires. Mais ces pauvres gens sont si stupides et si entêtés que

je crains de nuire à la religion. Si je leur réponds, il faudra que je montre qu'on ne peut nier les principes exposés dans mon deuxième volume, sans détruire le premier. Qu'ai-je en effet prouvé dans celui-ci? Que le protestant, le déiste, l'athée, en prenant leur raison individuelle pour règle de leurs croyances, ne peuvent établir aucune doctrine et sont nécessairement conduits au scepticisme absolu. Or, il n'y aurait rien de plus faux si la raison individuelle pouvait trouver en elle-même un fondement assuré de certitude. Qu'on accorde ce point-là aux incrédules, ils ont cause gagnée, et il n'y a plus rien à répondre à tout homme qui vous dira, comme on en trouve beaucoup qui le disent, et souvent de très bonne foi : « J'ai examiné la religion avec le désir le plus sincère de découvrir la vérité, j'ai lu toutes les apologies du christianisme, et il est impossible à *ma raison* de l'admettre et de croire comme vrai ce qui lui paraît faux. » Voici donc ce qui pourrait résulter de ma *Défense*. Je prouverais que, d'après la méthode de mes adversaires, on ne peut combattre l'incrédulité avec avantage, et qu'on est même conduit à l'incrédulité; ils en diraient autant de la mienne, et vous voyez les belles conséquences que les philosophes tireraient de là. Vous m'obligeriez beaucoup d'en conférer avec M. Frayssinous, car je ne veux rien faire légèrement. Si lui et quelques ecclésiastiques respectables, après avoir soigneusement examiné mon livre, sur lequel je leur donnerais toutes les explications qu'ils pourraient désirer, voulaient en faire une courte analyse, et déclarer qu'ils approuvent la doctrine qu'elle contiendrait, cela finirait tout, et préviendrait d'énormes inconvénients. Je les prie d'y penser devant Dieu; et, dans tous les cas, dites-moi quel est sur cela l'avis de l'abbé Frayssinous, que j'aime et que je respecte profondément.

Quant à ce que vous me mandez touchant la certitude, je ne sais pas si vos difficultés portent sur mon ouvrage ou sur ce que j'ai pu vous marquer à la hâte dans mes lettres. Quoi qu'il en soit, voici ma pensée. L'impuissance de douter et la certitude sont deux choses essentiellement différentes. Les sens, le sentiment et le raisonnement sont les moyens de percevoir ou de connaître qui nous ont été donnés; mais nous pouvons connaître et même croire nécessairement sans avoir néanmoins aucune certitude *rationnelle* de nos connaissances et de nos

croyances, c'est-à-dire une certitude telle que la *raison* aperçoive clairement l'impossibilité que ce qui lui paraît vrai soit faux. Le consentement commun, règle naturelle de nos jugements, fortifie la raison de chacun de la raison de tous, et nous conduit à Dieu, en qui seul se trouve la certitude absolue ou infinie. J'explique dans mon livre (Chap. IV) comment, l'existence de Dieu étant reconnue, l'homme participe à la certitude qui appartient essentiellement à l'Être infini.

Mon frère reçoit à l'instant même une lettre curieuse sur toute cette affaire. Je vous l'envoie parce qu'il est bon que vous soyez instruit de ce qui se passe. Cela fait pitié et, en même temps cela fait peine. Que l'homme est une pauvre créature!

Ici comme partout on travaille les soldats. La catastrophe approche; je la crois inévitable. Tout à vous à jamais.

A la Chenaie, le 10 septembre.

J'arrivai hier, mon cher ami, dans ma solitude, où j'ai retrouvé avec plaisir le repos dont je commençais à avoir besoin. Le malheur, car il faut qu'il y en ait partout, est que la retraite que j'habite soit à cent lieues de Paris. Moins éloigné de mes amis, je pourrais les voir plus souvent. Voilà ce que je me dis, sans songer que la Providence, qui me sépare d'eux, sait mieux que moi ce qui m'est bon. Ne voyons jamais que sa volonté, et bénissons-le de tout et toujours.

A la Chenaie, le 23 octobre.

Mon frère me charge de mille amitiés pour vous. Il vous remercie du plaisir que vient de lui procurer la lecture de votre troisième volume. Il en est ravi; c'est un des meilleurs ouvrages qui aient paru depuis longtemps. Vous ne savez pas tout ce qu'il vaut. Il est destiné à détruire un grand nombre d'erreurs, et les erreurs les plus dangereuses.

Celles de notre ministère sont telles qu'elles étonnent encore ceux mêmes qui connaissent le mieux les hommes qui gouvernent la France, ou qui croient la gouverner. Je tremble que ces gens-là ne se mêlent des affaires d'Espagne. La première chose qu'ils feront sera d'y créer un tiers parti, qui sera comme le camp de la faiblesse, et qui deviendra bientôt l'angle de la révolution. L'Angleterre protège le désordre par toute l'Europe, et c'est elle qui dirige la politique insensée de

nos illustres hommes d'État. L'ineptie du ministre de la Guerre est sans doute un grand mal, mais un mal plus grand, c'est la sottise présomptueuse et la profonde corruption de V... (1).

Se peut-il qu'un tel ministère ait encore des partisans parmi les hommes qui se disent attachés à la religion et à la monarchie? Que faut-il donc pour les détromper? A moins de faire directement la révolution ou, plutôt, à moins de se déclarer ouvertement pour le jacobinisme le plus effréné, comment pourrait-on le mieux servir? Déjà je connais des royalistes exclus formellement par le ministère, qui avait d'abord témoigné le désir qu'ils entrassent dans la Chambre aux élections prochaines. Bientôt le centre ne sera pas assez centre pour lui. M. de V... met sa gloire à se faire applaudir par les libéraux, il croit les adoucir, et jamais leur rage ne fut plus violente. Ils manifestent hautement leurs projets féroces; leur langage est celui de 93. Que les Gouvernements sont coupables, et que de sang peut-être retombera sur eux! Celui des Espagnols fidèles crie vengeance au ciel contre les rois qui ne savent pas, qui ne veulent pas aider leurs défenseurs, qui n'osent pas même les avouer. Auriez-vous cru, il y a deux ans, que nous puissions descendre plus bas dans l'ignominie? En comptant sur des hommes qui n'ont de l'homme que les plus lâches faiblesses et les plus viles passions, on a profané l'espérance même. Et à présent, que nous reste-t-il? Vous ne pouvez pas vous imaginer avec quelle rapidité le système actuel fausse les esprits et corrompt les cœurs. Il faut être en province pour voir cela. Je ne sais bientôt plus où l'on trouvera des idées justes et des sentiments honnêtes. *Moi*, voilà pour chacun toute la société. Si Satan venait sur la terre, il y a peu de royalistes qui ne le servissent pour de l'argent, pourvu qu'il eût la complaisance de tenir quelques bons propos. Nous en sommes venus à ce point que tout est à vendre, même l'honneur, même la conscience. Je n'exagère point, je dis ce qui est. Voyez la Chambre des députés. Comptez sur vos doigts ceux d'entre eux qui sont inaccessibles à la séduction; passez-vous à la seconde main? J'en doute. Quand il fut question l'an dernier de la religion de Jésus-Christ, ne la vendirent-ils pas? Mais ils ont reçu leurs trente deniers; ils sont contents.

(1) M. de Villèle était devenu président du Conseil avec le portefeuille des Finances.

Pourquoi ne vous le dirais-je pas? Je crains l'avenir, j'aperçois dans son obscurité quelque chose de terrible...

A la Chenaie, le 24 octobre.

Le messager qui a porté ce matin à Dinan ma lettre d'hier m'a rapporté, mon cher ami, celle que vous m'avez écrite le 20. Vous verrez que nous nous étions entendus sans nous parler. Dieu nous préserve d'une révolution prochaine, et semblable à celle d'Espagne! Je ne serais pas surpris qu'elle n'entrât dans les vues et les désirs de l'Angleterre, qui ne vit que de ruines; mais la sienne ne tarderait pas à couronner les autres. V... est, à mes yeux, un des plus grands criminels qui aient jamais existé. Un temps viendra que son nom ne sera prononcé qu'avec horreur, et ce temps n'est pas très éloigné. Un pareil homme suffit pour déshonorer le siècle qui l'a produit; que dire donc d'un siècle qui l'admire?...

Que dit M. de Bonald de ce qui se passe? Excuse-t-il encore ces gens-là?

A la Chenaie, le 5 novembre.

Je vous réponds sur-le-champ comme vous le désirez, mon cher ami. J'accepte avec reconnaissance l'action dans *le Drapeau blanc*, heureux de me trouver encore une fois uni à vous, à M. O'Mahony, et à M. de Haller, pour *combattre les combats du Seigneur*. Je désire cependant qu'on ne me presse pas beaucoup pour les articles dans le commencement, à cause de mon grand ouvrage. On peut compter au reste que je serai le moins en retard possible.

Je vous envoie, mon cher ami, une lettre pour Cor., chez qui je vous ouvre un crédit de 10 000 francs, — dont vous userez pour le payement de mon action aux échéances dont vous conviendrez. Je vous remercie mille fois d'avoir pensé à moi en cette occasion. Mais votre amitié m'oublie-t-elle jamais?

Nous touchons à de grands événements. Il n'y a plus de souverains en Europe, et il faut qu'il y en ait. Nos hommes d'État, comme on les appelle, nos diplomates, nos ambassadeurs sont-ils assez humiliés? Ils n'ont réussi qu'à dissoudre ce qui restait d'union entre les cabinets et à rejeter l'Europe dans un tel état de confusion que peut-être n'en sortira-t-elle que par une suite de catastrophes.

A la Chenaie, le 12 novembre.

Je réponds, mon cher ami, à vos deux lettres du 6 et du 9. Je vous assure que je suis bien content, moins des avantages que présente l'affaire, que de l'association qui unit, pour le bien de la religion et de la société, des hommes dignes de combattre ensemble les ennemis de l'une et de l'autre. J'espère que nos efforts ne seront pas absolument sans succès. Cor. a ma procuration et, ainsi, il peut signer pour moi tous les actes où ma signature sera nécessaire.

M. Formon, maître des requêtes, homme très droit et très bien pensant, me parla, il y a un mois, du projet qu'il avait de créer un journal pour défendre les intérêts des colons. Il est en relation habituelle avec ceux de la Guadeloupe, et il jouit de toute leur confiance, qu'ils ne sauraient mieux placer. Il leur avait donné le conseil de faire un fonds pour avoir un journal à eux, et il espérait que ce fonds s'élèverait à cent mille francs. Je vais lui écrire de vous voir pour causer avec vous de cette affaire, qui pourrait très bien se lier à la nôtre, et avec d'autant plus d'avantages pour les colons que notre journal sera plus répandu. Il ne s'agirait que d'y insérer de temps en temps des articles qui seraient fournis, et où l'on plaiderait leur cause, toujours sacrifiée par nos ministres.

Je vous enverrai incessamment un petit article...

Il est vrai qu'il a été question de mon frère pour la place de vicaire général de Grande Aumônerie. Il s'est défendu longtemps : enfin il a promis d'accepter, à condition qu'il serait libre de faire de temps en temps des voyages en Bretagne pour consolider ses établissements. Les choses en sont là. Il n'est pas encore nommé, et ne le sera point peut-être...

A la Chenaie, le 20 novembre.

Il est vrai, mon cher ami, qu'on m'a écrit pour me détourner de donner des articles dans *le Drapeau blanc*. J'ai même lieu de croire qu'on aurait été disposé à reconnaître ma complaisance en cette occasion (ceci absolument entre nous). J'ai répondu comme je le devais. Mais, pour vous parler avec toute franchise, voici plusieurs points auxquels j'attache de l'importance, et sur lesquels je vous prie de vouloir bien vous expliquer avec M. Martainville, avec les précautions cependant qu'exi-

geront de votre part quelques-unes de ces explications.

1° Dans la feuille du 16, M. Martainville semble se ranger au nombre de ceux qui traitent les Grecs de *rebelles*, de *révoltés*. Étrange rébellion, en vérité! M. Martainville est-il chrétien? ou croit-il qu'un peuple n'ait pas le droit de sauver, à main armée, la vie de l'âme, aussi bien que la vie du corps? Cette politique anti-chrétienne ne peut me convenir sous aucun rapport.

2° Je désire qu'on exclue du journal la bouffonnerie, et surtout tout ce qui serait seulement léger à l'égard des mœurs. Nous devons avoir un caractère grave et un caractère chrétien.

3° Notre opposition doit être une opposition contre les choses, contre les mauvaises doctrines, contre les fausses mesures, et non contre les hommes. Les personnalités dégradent toujours.

Je tiens extrêmement à tous ces points et, principalement, aux deux derniers. Je vous prie de le dire à qui il convient. Si le ton du journal blessait les convenances de mon état, ou de mon caractère, je me retirerais aussitôt, sans aucun doute.

Il paraît qu'on a effrayé M. de Haller. Il serait bon de le rassurer, en lui disant dans quelles bornes nous entendons nous renfermer.

Mon frère aura le plaisir de vous voir prochainement; il part cette semaine pour Paris. J'attends votre réponse, mon cher ami, sur l'objet principal de cette lettre, et je vous embrasse tendrement.

A la Chenaie, le 27 novembre.

Vous verrez bientôt, mon cher ami, que cette lettre n'est que pour vous. Il est certain que notre entrée dans *le Drapeau blanc* a été accompagnée de circonstances assez désagréables, et je viens encore de recevoir plusieurs lettres où l'on me le fait sentir. Mais, comme vous le dites, c'est fini : et ce qui doit nous occuper aujourd'hui, c'est d'obtenir les résultats que nous nous sommes proposés en nous associant à cette entreprise. Je commence par ce qu'il y a de moins essentiel. Il nous faudrait de bons articles de science et de littérature. Le *Journal des Débats* doit une partie de sa vogue à sa supériorité constante sous ce rapport. J'attends avec impatience votre premier article qui, je n'en doute pas, sera excellent. Il faudrait aussi qu'on ne tardât pas à voir les noms de MM. Haller et O'Mahony. Je ne connais point M. Garrau; qui est-il?

Je viens à l'objet le plus important. Nous perdons bien notre temps et notre peine, si le journal n'acquiert pas une influence politique. C'est certainement là le but principal où nous devons tendre et, pour l'atteindre, il faut savoir ce que nous voulons et avoir un plan arrêté pour l'exécution. Voici mes idées.

Le ministère actuel perd la France, parce qu'au fond son système ne diffère pas de celui de ses devanciers. C'est toujours un mélange du bien et du mal, du vrai et du faux, qu'on est convenu d'appeler sagesse, cet oubli des principes éternels qui sont le fondement de la justice et de la société, pour mettre à la place de petites convenances du moment, de petites vues personnelles, de sottes finesses et, enfin, quelques avantages matériels décorés du nom d'*intérêts positifs*. Mais il arrive que très peu d'hommes voient et comprennent ce que je vous dis là. Les ministres sont royalistes, donc tout ce qu'ils font est bien; et s'il se fait réellement quelque bien, on est si ravi qu'on ne pense à rien autre chose, et qu'on s'endort près de l'abîme, d'un sommeil si profond qu'à peine serait-on réveillé par la chute de la monarchie. Ajoutez à cela l'ambition dans tous ses degrés, les espérances que chacun conçoit, etc. Voilà toute la force des ministres; leur puissance repose entièrement sur la corruption de quelques hommes, et l'imbécillité des autres.

Maintenant, que faire? Une seule chose ; s'attacher sans cesse à montrer que les ministres ne font rien ou presque rien de ce que les royalistes n'ont cessé de désirer, de demander depuis huit ans; élever derrière eux le véritable royalisme, de sorte qu'ils paraissent aux yeux de tous, non plus à la tête d'un parti, mais entre deux partis, celui de la religion et de la monarchie et celui de la révolution; les pousser vers le centre où ils ont leurs racines et, pendant qu'ils y seront, ne pas permettre qu'ils étendent leurs branches de notre côté; ne laisser passer, sans la relever, aucune de leurs sottises d'actes ou de paroles; être toujours fort de raisonnement et modéré dans l'expression. Ce plan, suivi avec habileté et persévérance, amènerait certainement un résultat. Mais qui l'exécutera? Vous seul le pouvez; Martainville n'en est pas capable. Je vous demanderais peu d'articles signés; mais, le plus souvent possible, une page, une demi-page sur les choses du moment, selon que vous serez inspiré à l'instant même. Il faudrait commencer par ne plus parler,

comme dans le journal du 23, d'*un homme aussi entendu et aussi supérieur que M. de Villèle*. A quoi servent ces flagorneries, qu'on devrait laisser aux ministériels, qu'à se mettre en contradiction avec soi-même, lorsque ensuite on est obligé de dévoiler les sottises, les lâchetés, les turpitudes *de ces hommes si entendus et si supérieurs?* Point de louanges personnelles. Louez les actes, quand ils sont louables. Malheureusement, la louange ne sera pas assez fréquente pour devenir fade.

Répondez-moi, je vous prie, sur cet objet, qui m'occupe beaucoup. Dès que nous faisons tant que de rentrer dans la carrière des journaux, il nous importe que notre rôle soit ce qu'il doit être et que la légèreté d'autrui ne nous fasse pas descendre dans l'opinion publique.

A la Chenaie, le 2 décembre.

Vous me demandez un article vigoureux; je venais d'en finir un quand votre lettre m'est parvenue. Je ne sais s'il vaut quelque chose. Dans tous les cas, vous y ferez tous les changements que vous jugerez à propos. Votre morceau sur les journaux est excellent; il était nécessaire, et je ne doute pas qu'il n'ait fait beaucoup d'impression. Voilà un article comme il nous en faudrait de temps en temps pour nous soutenir.

Je serais très reconnaissant si M. O'Mahony, à qui je vous prie de dire mille choses affectueuses de ma part, voulait bien parler dans le journal des poésies de M. Victor Hugo. Ce jeune homme, plein de talent et de sentiments élevés, mérite qu'on ait pour lui cet égard. De plus, il vient de se marier, et ce serait lui rendre un service que de favoriser la vente de son livre.

On ne m'a pas fait de proposition directe. Ce que je vous ai dit n'est qu'une conjecture fondée sur le rapprochement de plusieurs passages de différentes lettres.

Mon cher ami, *macte animo* : il faut combattre avec courage jusqu'à la fin pour la sainte cause. J'espère que nous trouverons notre récompense dans le ciel.

Que dites-vous de ces ministres qui intriguent avec autant d'activité pour exclure M. de Vitrolles de la Chambre, que pour en exclure B. Constant? Ils craignent le bien autant et plus peut-être que le mal! Le temps les démasquera, mais il est bon d'aider au temps...

M. de Haller est-il enfin résolu à rester uni avec vous. Il

était fort indécis, et on se flattait de le détacher du journal.

Je croirais bon que vous vissiez Clausel de Coussergues, pour causer avec lui au sujet de ma lettre précédente. C'est un homme droit plutôt qu'un homme fort. Vous lui parlerez en conséquence.

A la Chenaie, le 4 décembre.

Je vous écrivis le dernier courrier, mon cher ami. Aujourd'hui je reçois les journaux du 28 et du 30. Celui du 29 me manque. S'il ne s'y trouve pas un article de M. de Haller ou de M. O'Mahony, il est clair que vous et moi nous sommes cruellement joués; on nous a poussés en avant pour voir ce que cela deviendrait, et prudemment on reste à l'écart pour prendre ensuite la position qu'on jugera la plus convenable. Cela ne peut pas être ainsi. Tous les jours je reçois des lettres de gens qui, par attachement pour moi, me disent : « Otez-vous de là. N'avez-vous pas honte d'être accolé à M...? » Que voulez-vous que je réponde pendant que nous serons seuls ? Deux contre un, ce n'est pas assez en cette circonstance. Pour notre honneur, il faut que cela finisse. Si nous ne nous présentons pas en masse devant le public, je me retire, et sûrement vous vous retirerez aussi. Je regrette d'avoir donné des articles. Il y a bien peu de délicatesse dans ceux qui nous ont engagés à nous joindre à eux. Nous sommes l'un et l'autre trop confiants. Répondez-moi, mon cher ami, et faites en sorte que nous sachions définitivement à quoi nous en tenir. Je n'enverrai rien au journal que je n'y aie vu paraître tous les noms qu'on nous a annoncés; et, s'ils tardent, je vends mon action. Je ne vois rien à faire dans un pareil siècle.

Je penche à croire que nos ministres seront forcés à la guerre contre l'Espagne; et la raison, c'est qu'on la leur fera, s'ils ne la font pas. Mais que de temps et de ressources perdus ! Ces hommes nous ont conduits où ils devaient nous conduire, dans l'abîme.

9 décembre.

Votre dernière lettre me fait espérer, mon cher ami, que *le Drapeau blanc* deviendra prochainement ce qu'il doit être. Si cela n'était pas, je suis résolu à le quitter. Je trouve toujours qu'il est singulier qu'on nous ait laissés, vous et moi, seuls

pendant un mois avec M... Le procédé me semble inexplicable.

Je vous envoie un troisième article. En voilà pour quelque temps. Vous ne m'en demandiez d'abord que sept ou huit par an.

M. Rohrbacher pourrait nous aider. Croyez-vous que M. de Bonald voulût quelquefois nous donner son nom? Sa place de ministre d'État sera peut-être un obstacle. Il nous faudrait de loin en loin quelques bons articles de science. Mais, comme vous l'observez, la rédaction générale est ce qu'il y a de plus important. Nous n'avons certainement pas jusqu'ici brillé de ce côté-là. Avec un peu d'esprit et de goût et quelques connaissances, cela n'est pourtant pas bien difficile. Ne vous lassez pas de chercher l'homme dont nous avons besoin. Quelques articles de Colnet nous seraient fort bons quelquefois; il écrit d'une manière piquante et originale. On ne peut pas être toujours sérieux. Mais point de plaisanterie, à moins qu'elle ne soit très bonne. La médiocrité en ce genre n'est pas supportable. Avez-vous pensé à Charles Nodier? Je dis à Charles Nodier, lorsqu'il ne rêve pas.

Mon frère a bien regretté de ne vous pas rencontrer; mais au moment où je vous écris, vous vous serez retrouvés sans doute. Il paraît content de son chef; c'est beaucoup.

Que dites-vous de l'abbé Frayssinous louant à l'Académie *la sagesse des lois* que le Roi nous a données? De bonne foi, croit-il ce qu'il dit? Et, s'il ne le croit pas, quelle bassesse! Mais c'est ainsi qu'on fait son chemin, qu'on a des richesses et des honneurs. *Veritas parit odium*, nous le savons; mais cette haine, je l'aime mieux que les applaudissements d'un siècle corrompu, et que les grâces déshonorantes d'un Gouvernement corrupteur.

A la Chenaie, le 10 décembre.

Grâce à vos soins, mon cher ami, le journal prend un intérêt qui doit le placer au premier rang de ce genre d'ouvrages. Il est vrai encore que l'article de M. O'Mahony est *charmant*, plein d'esprit et du meilleur esprit. Mais il est impossible que je ne réclame pas contre le portrait que l'auteur a fait de M. Genoude. Il ne saurait être permis d'immoler ainsi à la risée publique un homme qui peut avoir des défauts, mais qui a aussi une réputation, qui est son bien, et qu'on n'a pas le

droit de lui enlever ; et cela encore sans provocation, sans motif quelconque, et seulement pour amuser le lecteur à ses dépens. Franchement, c'est de la satire. Eh ! qu'importe qu'il ait depuis peu des armoiries, une devise et un cri de guerre ? Est-ce une raison pour la lui déclarer ? Je suis sûr que M. O'Mahony regrette maintenant d'être sorti de son caractère de chrétien et d'homme qui connaît et qui respecte les convenances sociales, en écrivant cette malheureuse page. Pour moi, j'en suis, je vous l'avoue, extrêmement affligé. On a saisi de nouveau cette occasion pour me presser de nouveau de revendre mon action. On ne trouve pas mauvais que je donne quelques articles, mais on trouve que je ne dois point partager la garantie de tout ce qui peut être inséré dans ce journal. Je sais bien ce que vous direz à cela, et je sais bien encore que vous aurez raison ; mais voilà comme on l'entend. Je réponds que s'il ne faut, pour satisfaire la délicatesse de quelques amis et me procurer un peu de repos, que me défaire d'une action qui, dans ma position très gênée, pouvait être pour moi une ressource, je suis tout prêt. A cet égard je ferai ce que mon frère, à qui j'en écris, décidera. Je vous prie d'en causer avec lui. On ne cesse de me tracasser sur ce malheureux journal ; et j'ai, en vérité, assez de mes travaux, sans m'exposer encore à tous ces tiraillements qui fatiguent et irritent quelquefois. Il n'y a certainement pas de votre faute dans tout cela, et vous connaissez trop bien les hommes pour vous étonner qu'ils jugent de travers.

A la Chanaie, le 19 décembre.

Votre lettre du 9 me fait grand plaisir, mon cher ami. Je vous écrivis avant-hier par mon frère ; vous verrez de quoi il est question. On a saisi le prétexte de l'attaque contre M. Genoude (attaque que je blâme très sincèrement, et qui m'a fait d'autant plus de peine que j'ai rompu avec M. G.), on a, dis-je, saisi ce prétexte pour me presser de vendre mon action. Je ne vous déguiserai point la vérité ; mes revenus, ce sont des dettes, et je regretterai de perdre le fruit de mon travail. Cependant je laisse mon frère juge de ce qu'il sera convenable de faire de cette action. Dans tous les cas, ne craignez point que je vous abandonne ; je serai des vôtres tout aussi longtemps que le journal sera ce qu'il doit être, et, si je cède sur un point qui n'intéresse que moi, ce sera, n'en doutez pas, pour acquérir le droit de

parler encore plus haut. Les circonstances sont trop graves pour que les gens de bien ne se prononcent pas. Il serait important qu'on fît, avant l'ouverture de la session, une espèce de tableau complet des actes du ministère; peu de réflexions, des faits; ce sont les faits qui les accusent.

Je ne vois que vous qui soyez capable de bien faire cela. Ce serait une base d'où l'on partirait pour apprécier tout ce qu'ils feront et diront désormais. Le bien, s'il y en a, nous le louerons, c'est justice : mais le mal, moins l'erreur, qu'ils soient signalés à l'instant même et flétris inexorablement. Sans cela, à quoi servirait d'écrire ? Mieux vaudrait comme les autres trafiquer de son silence. Sinon, donc comme les Macchabées : *Moriamur in simplicitate nostrâ.* C'est la cause de Dieu que nous défendons ; qu'est-ce qui pourrait nous arrêter ?

20 décembre.

J'étais loin de m'attendre, mon cher ami, à l'effet qu'a produit le morceau sur la Sainte-Alliance ; j'en suis très surpris et un peu fâché sous un rapport. On ne soutient jamais un succès d'engouement, et un succès de ce genre nuit toujours à tout ce qu'on peut faire ensuite. Au reste, comme ce n'est point par amour-propre que j'écris, mais pour remplir ce que je crois un devoir, ce devoir rempli, je serai content; peu m'importe le reste.

Je vous envoyai, il y a quelques jours, sans trop de réflexion (j'étais alors malade), une espèce de portrait qu'on venait de me donner, et qui me parut assez ressemblant et assez piquant. En y repensant, je crains qu'il ne s'y trouve plusieurs traits trop vifs et trop personnels. Si vous l'avez encore, veuillez le lire, le corriger, ou, mieux encore peut-être, le supprimer tout à fait. L'auteur ne l'avait fait que pour son amusement et celui de quelques amis.

Il y a des titres qui promettent trop, parce qu'ils promettent vaguement ; le « 21 janvier » est du nombre. Il y a tant de choses dans ce mot, qu'elles sont confusément senties par tout le monde, et comme on ne peut les dire toutes, on est toujours au-dessous de ce que le lecteur attendait. J'essaierai cependant d'écrire quelques lignes, puisque vous le désirez, et je vous les enverrai incessamment, pour qu'on ait le temps de préparer un autre article, si le mien ne peut pas convenir. Je vous avertis

qu'il y aura des choses fortes sur la royauté, et que je dirai nettement qu'elle n'existe plus : ce qui n'est que trop vrai. Je vous enverrai en même temps, je pense, un morceau sur l'Espagne et après cela, je me remettrai à mon long ouvrage qui pâtit depuis quelque temps, et qu'il faut pourtant que j'achève. Je crois qu'on pourra dans trois ou quatre mois imprimer les deux premiers volumes, qui peuvent être publiés à part. Je vous les enverrai vers cette époque par quelque occasion.

23 décembre.

Vous avez bien vu, mon cher ami, que je n'ai jamais eu l'intention d'abandonner la partie. Je ne suis pas si léger que cela dans mes résolutions. Je l'ai déclaré nettement aux personnes qui m'ont écrit; mais, comme elles insistaient sur l'action, ma délicatesse souffrait qu'on pût attribuer à un motif d'intérêt, bien éloigné de moi, le sacrifice réel que je fais, et que nous faisons tous, de notre temps et de notre repos, à cette pauvre société qui s'en va. J'ai donc montré dans ma réponse que je ne tenais nullement à cette misérable action, et je vous ai écrit dans ce sens. On ne m'en reparlera plus probablement et, en tout cas, je suis décidé à ne m'en point dessaisir, et à le déclarer très nettement, si l'on me tracassait de nouveau. Ce que vous faites tous les jours avec tant de zèle pour l'organisation du journal me fournit de bonnes armes pour me défendre.

Voilà un article sur l'Espagne; il est long, mais important. Je vous demande en grâce de le faire paraître le plus tôt possible. J'en attends quelque effet sur les hommes qui ont encore un peu de bon sens et de noblesse dans les sentiments. Si le ministère se tait, quelle ignominie! S'il parle, répondez, je vous prie; je suis trop loin moi-même pour répondre à propos. Il est presque impossible qu'il ne se forme pas une opinion forte parmi les honnêtes gens de la Chambre, mais il faut la préparer et la soutenir. Je puis peu de chose de si loin, c'est à vous de faire le reste.

Annoncez-moi, mon cher ami, la réception de mon article. Je vous embrasse tendrement. Ne tardez pas trop pour Laurentie, que j'ai à cœur d'obliger. Il est à propos néanmoins que l'Espagne passe devant. Oh! si nous pouvions contribuer au salut de ce pauvre pays!

25 décembre.

Je vous remercie, mon cher ami, de la complaisance avec laquelle vous voulez bien m'instruire de tout ce qui concerne le journal. J'y ai lu et relu avec un très grand plaisir votre excellent article sur la légitimité. Si nous en avions souvent de semblables, nous finirions par redresser l'opinion. Mais il faut aussi songer à appliquer les vérités générales aux circonstances du moment, comme vous l'avez fait par rapport aux Grecs. Il importe beaucoup que nous nous prononcions, avant la rentrée des Chambres : vous en sentez les motifs. L'article que je vous ai envoyé par le dernier courrier sur l'Espagne commence les explications avec le ministère, à qui nous avons beaucoup de choses à dire, et beaucoup de choses à demander. Je vous enverrai incessamment *le 21 janvier*. Il me tarde que le nouveau rédacteur entre en fonctions. Il échappe toujours à M. M... des choses étranges. Comment peut-il dire, comme dans le *Journal* du 22, *sous un ministère monarchique*, etc... ? Où est-il donc, ce ministère monarchique ? Je voudrais bien qu'on me le montrât, car c'est précisément ce que je cherche. Dans le même numéro se trouve l'annonce d'un écrit intitulé : *L'Éclaireur, ou recueil de pièces destinées à concourir au rétablissement de Dieu et du Christ sur toute la terre*. Par le titre seul, il est évident que ce recueil sort d'une fabrique protestante; c'est une œuvre ou des méthodistes, ou de quelque secte d'illuminés. Vous avouerez qu'il est bizarre que nous leur prêtions la main. Enfin ces méprises finiront, et je vous prie de recommander au nouveau rédacteur de veiller sur les annonces. On peut faire en ce genre beaucoup de mal sans le savoir, indépendamment du scandale.

Nous approchons chaque jour du moment décisif; le ministère hâte les événements. Profitons du temps qui reste pour sauver au moins l'honneur et la vérité.

Saint-Malo, le 28 décembre.

Je vous écris de Saint-Malo, mon cher ami, où je suis venu passer deux jours dans ma famille. Je vais encore vous parler du journal, qui m'occupe ainsi que vous. D'abord on trouve ici qu'il y a trop peu d'articles. A cette époque surtout, il aurait fallu les multiplier davantage. Il est fâcheux que le nom de

M. de Haller n'ait pas encore paru. On peut du reste aisément remédier à ce qui vous manque de ce côté-là. Mais ce qui me contrarie le plus, ce qui me paraît tout à fait inconcevable, c'est le ton habituel du journal, l'esprit dans lequel il est rédigé. *L'Étoile*, il faut bien le dire, n'est pas plus platement ministérielle. Je ne puis m'empêcher de croire que cela tient à *quelque cause*, que vous et moi nous ignorons. Il faut que cela change entièrement, ou je me retirerai. Il ne peut convenir ni à vous, ni à moi, ni à M. O'Mahony, de coopérer à un journal dont les opinions ne soient pas clairement décidées. Que voulons-nous? Faire le bien, désabuser les royalistes aveugles d'un ministère qui achève de détruire la société, et qui a plus fait en un an pour la révolution que tous les autres ministères qui l'ont précédé. Il est donc indispensable d'entrer franchement dans un système d'opposition bien marqué et vigoureusement suivi. Là, de plus, je demande aux actionnaires une réponse nette et précise. Je ne veux ni ne puis rester plus longtemps dans cette espèce d'indécision, flottant entre le oui et le non, entre l'attaque et l'apologie, dans une position équivoque qui ne saurait convenir à un honnête homme qui a le sens commun. Voyez donc, mon cher ami, ce qu'on veut faire et marquez-le moi promptement. J'espère bien qu'on n'aura pas hésité un moment à insérer mon article sur l'Espagne; cet article est signé de moi, c'est moi qui en réponds, et je ne prétendrais pas me soumettre à une censure ministérielle, s'il s'en établissait une au journal, ce qui n'est pas en vérité sans vraisemblance, lorsqu'on voit de quelle manière il est rédigé. Il me tarde d'avoir votre réponse à cette lettre, parce que je saurai ce que j'aurai à faire, d'après ce que vous me marquerez.

2 janvier 1823.

Je suis ravi, mon cher ami, de votre morceau sur les modérés et les exagérés; c'est une des plus belles choses qu'on ait faites depuis longtemps. Un pareil article est bien propre à réveiller les endormis. Il ne faut pas désormais perdre de temps pour dire la vérité; c'est pourquoi je regrette bien que mon article sur l'Espagne n'ait point paru. Je crains qu'il soit venu trop tard. Je vous l'avais envoyé sous le couvert de D. B. Je ne sais de quelle voie me servir pour vous écrire sûrement. Une attaque franche et forte est le seul rôle qui convienne maintenant

aux bonnes gens. Nous approchons de la fin, tout s'en va; les royalistes sont comme ces gens engourdis par un froid mortel, et qui se trouvent bien, et qui se fâchent quand on les réveille. Mais qu'importe qu'ils se fâchent, si on réussit à les sauver? Nous ne préviendrons pas la crise qui nous menace, je le sais bien; mais sauver la vérité, c'est sauver l'espérance. Croyez que le ministère va redoubler d'efforts pour assoupir les esprits, et tromper encore ce pauvre parti qu'il a déjà trompé tant de fois, et qu'il tromperait de même jusqu'à la fin du monde, si on ne mettait pas à découvert toutes ses ruses, si on ne forçait pas les plus aveugles à voir clairement les suites terribles du système dont ils se rendent les appuis, et la grande catastrophe qui les menace. Mais nous ne devons pas nous abuser; les hommes aujourd'hui ne reconnaissent le mal et ne le repoussent, que lorsqu'il est *personnifié*. Ne séparons donc point dans les combats que nous aurons à livrer les *personnes* des *choses*. L'état de la société ne permet plus de faire cette distinction. J'attends impatiemment une lettre de vous. Numérotez vos lettres, je numéroterai les miennes, à commencer par celle-ci: par ce moyen nous saurons s'il nous en manque. Je vous ai envoyé directement *le 21 janvier*.

8 janvier.

Voilà qui va bien, mon cher ami, il ne s'agit que de continuer. L'article de M. O'Mahony sur la *vérité* est excellent, il venait à merveille après le vôtre, qui contient tant de belles et bonnes vérités. Mais dites-moi donc où Courch... va prendre son incompréhensible jargon? J'ai de l'humeur, à cause du temps que j'ai perdu à essayer de le comprendre. Les *Précieuses ridicules* étaient des modèles de goût et de clarté, près de cet homme et du langage étonnant qu'il s'est fait. Qu'il y a loin de l'esprit au bon sens, et même au talent!

Je vous demande deux choses, de ne pas oublier Victor Hugo, et de ne pas retarder davantage l'insertion de mon petit article sur l'écrit de M. Laurentie. Cet écrit est excellent, il est à désirer qu'on le lise beaucoup, et je dois à l'auteur de ne pas lui faire attendre la légère complaisance qu'il m'a demandée.

20 janvier.

Je suis fâché que, dans votre article, d'ailleurs excellent, sur Victor Hugo, vous représentiez les fictions poétiques des anciens comme des choses auxquelles on croyait *très fermement*, comme des *articles de foi* du paganisme. Je soutiens absolument le contraire et, je crois, sur de bonnes preuves. Je n'entamerai point ici une discussion qui me mènerait trop loin. Nous causerons de cela quand je ferai imprimer la suite de l'*Essai*. Il y a bien quelque chose de vrai dans votre pensée : point de paganisme sans croyances païennes. Je vous accorde cela, et je pense que vous m'accorderez aussi tout ce que je soutiens, après m'avoir lu. J'ai fini aujourd'hui mon chapitre des miracles. J'avance ainsi peu à peu...

Que dites-vous de ce dîner à l'hôtel des Affaires étrangères, d'où l'on exclut l'envoyé de la Régence, et où l'on invite San Lorenzo?

Que dites-vous de l'infâme procès qu'on permet à celui-ci d'intenter contre Ouvrard et M. Rougemont?

Que dites-vous du présent? Que dites-vous de l'avenir? Que dites-vous du bon M. de Marcellus qui *chante l'ail* au milieu de tout cela? Pauvre siècle!

Nous allons voir ce que feront les Chambres. Il leur serait facile de s'honorer, si elles le voulaient; mais quel bien attendre de là? Vous verrez qu'on traitera avec les Cortès. Vous verrez que les royalistes finiront par dire qu'on a bien fait de traiter. Vous verrez que les ministres trouveront encore une armée de ventrus pour les défendre. Vous verrez que la monarchie tombera, et que les royalistes s'en consoleront, en disant qu'ils l'avaient prévu.

Vous verrez enfin, mon cher ami, que je ne cesserai jamais de vous aimer de tout mon cœur.

22 janvier.

La fureur de certaines personnes contre les *abbés*, l'interdiction politique dont ils les frappent, tient à cette horreur du christianisme qu'on rencontre aujourd'hui partout, et qui est le symptôme le plus sûr de la mort de la société. Parmi ceux qu'on appelle royalistes, il y en a un grand nombre qui ne demanderaient pas mieux que d'étrangler tous les prêtres de

leurs propres mains. D'autres les tolèrent, et croient en cela faire beaucoup. Voilà les deux classes principales. Celle des Chrétiens les admire, et se laisse conduire par elles. Mais tout cela ne sera pas long désormais, et chacun recevra selon ses œuvres.

Si les ministres font la guerre forcément, il est très possible qu'ils la fassent honteusement. Dieu seul peut voir et savoir ce que tout ceci deviendra ; mais il me semble évident que nous touchons à une crise.

Prions l'un pour l'autre, mon cher ami, et détachons nos cœurs de plus en plus de ce monde qui passe, et qui bientôt peut-être sera passé ! Tout à vous en N. S.

24 janvier.

Je crois, mon cher ami, que voici la mesure qu'il faut garder. Il est impossible d'attaquer un système de gouvernement sans attaquer les personnes qui gouvernent; sans cela on ne sortirait point des théories générales, et l'on perdrait son temps. C'est sous ce rapport que le mal doit être *personnifié*, c'est-à-dire qu'il est permis, qu'il est même souvent de devoir d'attaquer la conduite politique des hommes coupables ou insensés qui perdent l'État. Mais je ne crois pas qu'on doive ni qu'on puisse honorablement et chrétiennement les poursuivre dans leur vie privée, dans ce qui appartient à l'homme sans appartenir nécessairement au système politique qu'il suit. Voilà les limites dans lesquelles je désire que nous nous renfermions. Dans le cas d'offenses personnelles de la part de ces hommes, il y a mille manières nobles de se défendre sans récriminer; et encore faut-il que l'injure soit publique pour la repousser publiquement. Presque toujours le mépris est ce qu'il y a de mieux. Après tout, ils ont le droit d'être fâchés qu'on ébranle leurs trônes ministériels.

S'il arrivait qu'ils fussent obligés de quitter leur place, il me semblerait à propos de se tenir dans une prudente réserve à l'égard de leurs successeurs, ne se hâter ni de louer ni de blâmer, attendre que les événements se développent (ce sont eux qui jugent les hommes) et continuer invariablement d'établir et de défendre les mêmes doctrines.

7 février.

Votre lettre du 3, mon cher ami, me rassure pleinement par rapport à M... Je crois aussi que vous avez raison au sujet de la catastrophe qui menace la société, et qu'elle n'est pas aussi prochaine que je l'ai craint pendant quelque temps. La Providence vient de temps en temps à notre secours d'une manière inespérée, et nous n'avons pas encore tout à fait lassé ses miséricordes. Cela seul prouverait qu'elles sont infinies.

Je suis embarrassé dans un chapitre très difficile et assez long, ce qui me détourne du journal, comme aussi le journal me détourne de mon chapitre à cause de mille idées qui me passent dans l'esprit en partageant malgré moi mon attention. Je vous enverrai incessamment trois longues notes importantes sur des objets d'administration. La rentrée des Chambres est le moment favorable pour les publier. Je veux aussi traiter la question du Gouvernement représentatif en Espagne, ce qui exigera au moins deux articles. Ce sera un texte pour dire de bonnes et fortes vérités...

Ces pensions supprimées aux écrivains royalistes sont un progrès remarquable dans l'infamie. A quels misérables nous sommes livrés! Ne trouvez-vous pas que le passage de Bourdaloue leur va bien? Et c'était sous Louis XIV, sous ce terrible despote, qu'on parlait ainsi de la Cour à la Cour; et on louait, et on admirait le courage et la franchise de l'orateur chrétien. Aujourd'hui, l'on est un ennemi, si l'on n'est pas un adulateur. Jamais la vérité ne fut plus insupportable aux hommes. Si Jésus-Christ revenait sur la terre, ce ne sont pas les Juifs qui le crucifieraient.

Avez-vous vu M. de Bonald depuis son retour? Que dit-il? Que pense-t-il? Je le demande presque en tremblant. La Chambre est le centre de la corruption, et elle est en même temps un foyer de bêtise qui rayonne dans toute la France. Vous n'avez pas d'idée de l'ardeur qu'on a maintenant pour être député. Tout cela me dégoûte bien des hommes, et du monde. Il y a bien des moments où je voudrais n'y plus penser et rompre entièrement avec la terre. Mais c'est, je crois, une tentation.

Mon frère est à Saint-Brieuc; il doit passer ici en retournant à Paris, mais il n'y restera que deux jours. Ma vie est

assez étrange; je suis quelquefois des mois entiers sans voir âme qui vive et sans sortir de ma chambre. On se fait à tout. Cependant l'imagination fatigue souvent, surtout la nuit, dans une solitude aussi profonde. On voit les objets plus gros. Vous avez pu, de temps en temps, vous en apercevoir par mes lettres. Je compte sur votre indulgence, et j'en ai besoin.

9 février.

Je viens d'arranger toutes mes affaires. Il me reste cent louis de revenu, c'est-à-dire à peu près ce que la Révolution m'avait laissé de patrimoine. Je n'en désire pas davantage, et je m'en tirerais avec moins. Depuis trois ou quatre ans, je m'occupais trop de me créer quelque aisance. C'était une pensée de l'homme; Dieu ne l'a pas bénie. Non seulement j'y renonce de bon cœur pour le présent, mais encore pour l'avenir. Je veux, autant qu'il me sera possible, vivre et mourir dépouillé de tout, excepté du peu qui m'est nécessaire pour accomplir l'œuvre dont Dieu m'a chargé. Tout ceci entre nous, je vous prie.

Angleterre, 11 février.

Que cette Angleterre est abominable! Quel fléau pour l'Europe! Elle est le boute-feu des révolutions et leur appui dans le monde entier. Mais, patience, le jour viendra où elle acquittera sa dette. Je vous embrasse tendrement.

16 février.

Voilà, mon cher ami, une fort bonne note sur les *portes et fenêtres*, que je vous prie de faire mettre dans *le Drapeau blanc*. Cette odieuse vexation, plus odieuse encore que la manière dont on l'exécute, fait singulièrement crier le peuple. Les agents du fisc, parmi lesquels il y a beaucoup de bonnets rouges, s'en servent avec succès pour irriter les habitants des campagnes contre le Gouvernement. Il y a des maisons dont le fermage ne suffit pas pour payer cet impôt. Ceci n'est point exagéré.

Quand je lis tous les discours prononcés au Parlement d'Angleterre, et ceux qui se débitent dans nos Chambres, et que je compare ces discours avec tout ce qui se fait, avec la monstrueuse politique de notre Gouvernement et des autres, politique qui n'excite plus même de surprise, et qui n'est déjà que

l'expression de l'opinion générale presque dans toute l'Europe, je ne puis m'empêcher de croire que nous touchons à la fin de la société. Ce sont de bien vaines querelles, dans cet état du monde, que celles qui n'ont d'autre objet que de soutenir ou de renverser un ministère. Ils se valent tous : Mandrin ou Cartouche, Cartouche ou Mandrin, j'en donnerais le choix pour une épingle. Et cependant, que d'ennemis on se fait, dès qu'on paraît seulement prendre parti. Je ne regrette point d'être descendu dans l'arène. C'était une grande question que celle que nous avons discutée. Mais jusqu'à ce qu'il se représente une occasion semblable, on ne verra pas mon nom dans un journal. La bêtise et l'infamie se sont partagé la France. On hait la vérité, et, qui pis est, on ne l'entend plus. Que voulez-vous faire ? A quoi sert de parler raison devant des tigres, des loups, des renards, ou des moutons de Berry ? N'est-ce pas là un temps bien employé ? Je ne redoute pas le combat, mais je veux combattre contre des hommes. Je serai, je crois, longtemps en paix.

A la Chenaie, le 18 décembre.

Je ne fais aucun doute que la conjecture de Genoude ne soit la réalité même. C'est comme cela, que voulez-vous ? Vous en verrez bien d'autres, mon très cher ; vous ne connaissiez pas encore nos gens. La plaie est la même partout ; il n'y a que la couleur du bandage qui diffère.

Venons au fond. Ce qui n'est que sottise, murmures sourds, caquets, médisance, il faut le mépriser. Je me livre à certains hommes pour être broyé sous leur dent, comme saint Ignace se livrait aux lions : lions est l'expression noble. Il faut entrer avec Jésus dans le Prétoire, se laisser attacher à la colonne et souffrir comme lui d'être revêtu de la robe blanche. Ce sont les avant-goûts de cette croix que nous devons porter.

Mais il y a aussi une certaine mesure que l'intérêt même de la religion nous commande de garder. On ne peut aujourd'hui quelque chose pour le bien, qu'en conservant sa dignité et son indépendance. Je respecte plus que personne l'autorité ; le but de tous mes travaux est de défendre ses droits et d'apprendre aux hommes à obéir. Dans le cas particulier dont il s'agit, il me paraît tout à fait convenable que les ouvrages de doctrine ou de

piété, et les livres de prières qu'on met dans les mains des fidèles, soient revêtus de l'approbation des supérieurs ecclésiastiques. Rien ne me semble plus dans l'ordre, et plus conforme aux lois et aux usages de l'Église. Toute la difficulté qui existe dans notre affaire m'est personnelle. Je ne veux ni ne puis avoir de rapport, soit direct, soit indirect, avec le coadjuteur de Paris, pour mille raisons que je vous dirai et que je ne puis écrire, et puisqu'enfin il est nécessaire que nous nous expliquions entre nous, je n'ai pour cet homme qu'une très médiocre estime. De plus, je ne suis pas de son diocèse, et, sous ce rapport, je ne lui dois rien. La déclaration que vous me demandez serait une espèce d'approbation que je n'ai aucun titre pour donner, et dont on ne manquerait pas, un peu plus tôt ou plus tard, de tirer parti contre moi. On dirait que je m'érige, de mon autorité privée, en petit docteur, et cela pour m'approuver moi-même. Je ne dois pas donner à la malveillance cette prise contre moi. Il y a une chose fort simple. Que le premier venu, qui se dira éditeur, Legué par exemple, demande une approbation. Ou on l'accordera sur-le-champ, et tout sera fini; ou bien, on la fera attendre, et alors, sans retarder la publication, on dira, dans un court avertissement, qu'on s'est mis en règle à l'égard de l'autorité ecclésiastique; ou enfin, ce qu'on ne peut supposer, on refusera l'approbation, et dans ce cas, on dira pourquoi, et nous ne serons pas embarrassés de nous défendre. Voilà ce qui me semble le mieux. Allez en avant, et ne craignez rien. L'essentiel est d'être en règle *matérellement*, et que les procédés soient de notre côté.

Nos honnêtes gens commencent donc un peu à douter de leur profonde sagesse? Cela me surprend. C'est une faiblesse dont ils reviendront. Je gagerais qu'ils en sont déjà tout honteux. En attendant, les choses vont comme elles doivent aller; la dernière leçon se prépare. Je dis la dernière, car tout ce qui viendra après, ne sera pas leçon, mais châtiment.

A la Chenaie, le 22 décembre.

Je vous remercie, mon cher ami, des détails que vous me donnez sur notre affaire. Il faut tout espérer du temps, de la patience et de l'activité... Je travaille du matin au soir à l'*Imitation*. Cette traduction demande plus de peine et plus de temps qu'on ne croirait. Je n'en suis encore qu'à la fin du pre-

mier livre. Je crois qu'à la prendre dans son ensemble, ma traduction sera la meilleure, quoique toujours fort au-dessous de l'original.

Où en est l'affaire de notre rédaction du *Drapeau blanc ?* Réussiront-ils aussi, malgré l'acte de vente, à nous voler ce qui nous est dû pour cela ?...

Je ne me sens pas encore le courage de travailler à mon cinquième volume. Tant d'odieuses persécutions m'ont totalement dégoûté d'écrire. Je n'ai pas trouvé le plus léger appui en ceux mêmes que j'ai défendus. A quoi bon troubler mon repos pour eux, malgré eux?

Ce temps-ci est un prodige perpétuel sous tous les rapports. On ne peut se représenter à quel point les âmes sont avilies et combien la dégradation fait de progrès tous les jours. Nous nous voyons très tranquillement dans la lie de la Révolution. Est-ce la fin ? pas encore, je crois. Il y aura un retour, il y aura quelque secousse terrible ; mais quand, mais comment ? Je l'ignore.

Je n'entends plus parler de ce projet de journal, et j'en suis bien aise. Il n'y a rien à espérer de là. A quoi servirait-il qu'à favoriser quelques ambitions particulières ? Tous ceux qui veulent le bien public, et ne veulent que cela, seraient de nouveau sacrifiés ! Il faut laisser le ministère, et plus d'un peut-être, succomber sous sa propre ineptie, sous sa propre infamie. Déjà partout arrivent les formidables circulaires, par lesquelles il est ordonné à tout homme ayant quelque place soldée d'opter entre cette place et sa conscience, c'est-à-dire de donner aveuglément sa voix aux candidats ministériels. Avant cette époque de crime et d'ignominie, avait-on vu jamais un Gouvernement déclarer qu'il ne voulait être servi que par des hommes sans honneur, sans foi et sans loi ? Voilà où nous en sommes. Mais Dieu est là : *irridebit et subsannabit eos.*

A la Chenaie, le 2 février 1824.

Je vous renvoie sous bande par la poste, mon cher ami, le *Guide spirituel*, que j'ai reçu avant-hier ; ainsi vous voyez que je n'ai pas perdu de temps.

M. Genoude me paraît un peu supérieur à ses devanciers dans les deux premiers livres de l'*Imitation*, et au-dessous de tout dans les suivants. C'est quelquefois un galimatias si

étrange qu'on n'en revient pas. Cela est fâcheux, car le troisième livre me semble le plus beau de tous. Au reste, il faut dire qu'il y aura toujours une grande distance d'une traduction, quelle qu'elle soit, à l'original.

Vous n'avez pas d'idée de tous les infâmes moyens que le ministère emploie pour se rendre maître des élections. Il écrit même aux Cours royales des lettres où il menace de destitution tout fonctionnaire public révocable qui ne votera pas en faveur des candidats ministériels. On en est indigné à Rennes, et un procureur du roi, homme droit et ferme, s'en est expliqué avec la plus grande force en plein Parquet. Il y a bien d'autres détails... qu'il serait trop long d'écrire. Ce misérable valet de Corbière, Dufougeray, intrigue avec une bassesse et une impudence inimaginables pour se faire réélire, quoiqu'il soit prouvé matériellement qu'il n'est pas éligible, et qu'il a usurpé deux fois les fonctions de député, par la connivence honteuse du pouvoir. Voilà où nous en sommes; cela promet. Quelle hideuse canaille!

Genève, le 5 avril.

Je suis dans cette ville depuis trois jours, mon cher ami, et je n'ai encore sorti de ma chambre que pour aller à l'église; imaginez-vous le fond de l'hiver, de la neige, une bise glacée : c'est le temps que nous avons. Il n'y a pas la moindre apparence de verdure dans la campagne; tout est triste et mort comme les habitants de ce pays. Je m'ennuierais au delà de toute mesure, si je n'étais distrait par le travail. Je vous envoie le trente-troisième cahier de l'*Imitation* : les deux derniers suivront prochainement : ainsi l'impression ne sera pas retardée...

Notre voyage a été très fatigant, depuis Lyon surtout. Au lieu des magnifiques paysages qu'on me promettait, je n'ai vu encore que des plaines nues, ou des rochers arides et couverts de neige. Le lac, que j'aperçois de ma fenêtre, ressemble à un bras de mer, et n'a rien d'ailleurs de remarquable; du moins ce que j'en découvre d'ici. Les bords en pente douce sont loin d'égaler en beauté ceux de la Loire. Peut-être le pays devient-il plus pittoresque en s'avançant du côté de Lausanne et de Vevey. C'est ce que je saurai plus tard. Jusqu'à présent, le plus grand agrément de mon voyage est d'ignorer entièrement ce

qui se passe. Je ne lis point les journaux, et la politique en est encore pour moi au 28 mars. D'après tout cela, vous jugez bien que je n'ai pas grand chose à vous dire. Ainsi donc, je vous quitte pour me remettre à ma traduction...

Genève, le 10 avril.

Je vous envoie, mon cher ami, les derniers chapitres de l'*Imitation :* ainsi, vous pourrez maintenant presser l'impression tant qu'il vous plaira. Vous observerez que la table des chapitres doit être refaite, à cause de plusieurs titres que j'ai changés. Dieu bénisse cet ouvrage qui, malgré sa médiocrité, m'a coûté cinq mois de travail ! J'ai envie de savoir quel jugement vous en portez en somme.

Quoique nous ayons toujours l'hiver, j'ai un peu sorti. La ville est assez triste ; elle ressemble à ses habitants. Leur physionomie sèche, froide et dure a quelque chose de rebutant ; c'est le portrait vivant du calvinisme. Les vieillards des deux sexes, et surtout les femmes, ont l'air de sortir de l'enfer, ou d'y entrer. La religion de ces pauvres gens ne leur inspire que la haine ; elle est empreinte dans tous leurs traits. Ce sont des figures analogues à celles de nos Jacobins et de nos tricoteuses, seulement avec un peu plus de cette immobilité que produit une contrainte habituelle. Quant au Gouvernement, sa politique à l'égard des catholiques est tout à fait celle des Égyptiens : *Opprimamus eos sapientes.* On ne croit plus ici à rien, et, comme le peuple cependant a besoin de croire quelque chose, il se forme de nouvelles sectes, déjà divisées entre elles et qui ne laissent pas de former des prosélytes dans le canton, et même dans les cantons voisins. Elles commencent par le fanatisme et finiront bientôt par l'indifférence ; car les vieilles erreurs qu'elles s'efforcent de rajeunir sont bien usées, même pour le peuple, qui ne les adopte un moment que pour le plaisir de changer. J'aurais bien des choses à vous dire sur tout cela. Si les Gouvernements étaient ce qu'ils devraient être, tout ce malheureux pays serait catholique dans dix ans. Il ne repousse la vérité que par des intérêts humains, et encore mal entendus. Les princes auront un terrible compte à rendre au jugement de Dieu.

F. DE LAMENNAIS.

DANS LA SARRE

I

Forbach! me voici à Forbach, arrivant de Metz. Je n'y suis qu'entre deux trains et j'attends un « omnibus » pour atteindre le gros bourg industriel et minier de Styring-Wendel. C'est de là seulement que je puis entreprendre de faire à pied l'assez longue visite du terrain sur lequel se livra la bataille du 6 août 1870, celle qui mit aux prises le 2e corps français avec la première armée allemande.

Commandée par le vieux et vigoureux Steinmetz, cette Ire armée *allemande* était, en réalité, composée de contingents prussiens : le Ier corps, celui du duché de Prusse, avec ses vrais Borusses, slaves à peine germanisés (1) ; les VIIe et VIIIe corps, rhénans ceux-ci, prussiens malgré eux, les grands pères de ceux qui crient aujourd'hui : « Los von Berlin ! »

Qu'allais-je faire sur ce champ de bataille un peu oublié? Pourquoi évoquer le souvenir de cette première défaite de l'année douloureuse, — ne disons plus « l'année terrible, » nous qui avons vu celles de 1914 à 1918! — et d'une défaite qu'il était si aisé de convertir en victoire? Est-ce un pieux pèlerinage sur cette terre lorraine que nous allions perdre, en 1870, pour un demi-siècle et qu'arrosa, ce 6 août, le sang de 4000 Français?

Pèlerinage, sans doute, et hommage à ces vigoureux soldats, à ces troupes d'élite du second Empire, qui se sacrifièrent pour réparer les fautes de leurs chefs; mais aussi étude d'une position admirable, *la clef de la Lorraine, et sur laquelle, si la*

(1) Les Polonais de Mazurie, entre autres, qui, odieusement trompés, en 1919, par les manœuvres des pangermanistes, n'ont pas su se délivrer par le plébiscite.

Prusse recouvrait cette vallée de la Sarre où je vais passer quelques jours, *il nous faudrait veiller avec une attention inquiète.*

L'importance de ce problème de notre sécurité, que le traité du 28 juin 1919 devait résoudre et qu'il n'a pas résolu, me frappe vivement, tandis que je chemine sous les pins, les chênes, les frênes de la route de Styring à Sarreguemines par laquelle s'écoulèrent, le soir du 6 août, les trois divisions de Frossard, exécutant au Sud-Est une retraite excentrique et découvrant les trois divisions de Bazaine qui n'avaient pas su leur venir en aide en temps utile (1).

Et tandis qu'il me semble voir ces vingt-cinq mille troupiers de l'armée de métier, ces vétérans du Mexique, de l'Italie, de la Crimée, étonnés de reculer, indignés de n'avoir pas été secourus, furieux d'être obligés de livrer à l'ennemi la route de Metz et les premiers pouces de terrain de la marche française, je ne puis m'empêcher de reconnaître que, dans la stratégie hésitante, velléitaire du Napoléon III affaibli par la maladie, le choix de cette position d'attente pour l'avant-garde de l'armée qui devait marcher sur Germersheim, était parfaitement justifié. L'officier du génie qu'était le général Frossard, l'avait, avec raison, recommandée à l'Empereur ; mais il n'y fallait pas rester quatre jours pleins après le premier engagement de Sarrebrück, — celui où le prince impérial « ramassa des balles, » — reconnaissance offensive qui révélait nos projets à l'adversaire. Ou du moins, si l'on y restait, — parce que l'organisation de l'armée du Rhin traînait laborieusement et que rien n'était prêt, alors que tout devait l'être, — fallait-il s'y organiser solidement et envoyer dès le 4 ou le 5 août, en soutien du 2e corps, un peu en l'air, les divisions que l'on n'achemina que dans la matinée du 6, sur les instances pressantes du général Frossard, avec d'imprécises « directives. »

Ces réflexions, que me suggèrent les souvenirs du temps où, tout jeune officier, j'achetais de mes modestes deniers et lisais avidement l'*Histoire de la guerre franco-allemande*, par le

(1) Les divisions Castagny, Montaudon et Metman avaient été envoyées, en effet, au secours du 2e corps, sur la demande expresse du général Frossard. Chacune d'elles s'arrêta, après plusieurs heures de marche, à quelques kilomètres du champ de bataille. Les motifs de cette abstention n'ont jamais été pleinement éclaircis.

colonel fédéral Ferdinand Lecomte, ne m'empêchent pas de remarquer que la route de Styring à Sarreguemines se couvre brusquement d'une foule d'ouvriers, les uns à pied, les autres à bicyclette, qui se hâtent tous vers le village de Spickeren dont j'aperçois le clocher, à la faveur d'une échappée de la forêt.

Ce sont les équipes de mineurs et d'usiniers qui ont fini leur service à midi et qui vont se reposer chez eux. Je salue chacun des groupes qui me dépasse d'un « bonjour, » à dessein bien accentué. Et à ce bonjour français on répond invariablement par le « morgen » (1) allemand. L'attitude est correcte. Pour beaucoup de ces « prolétaires, » toutefois, et je le sens bien à certains regards, je suis un « bourgeois, » autant dire un adversaire : Français ou Allemand, il importe peu à ces Lorrains allemands redevenus Français.

Et je m'attriste à la pensée des périls que nous ferait courir, le cas échéant, l'internationalisme de nos socialistes de la frontière, internationalisme d'autant plus dangereux qu'il serait plus sincère, *plus naïf*, en face du faux semblant d'internationalisme des socialistes de l'autre côté, purs marxistes qui ne seront jamais qu'Allemands, par leurs traditions et leurs doctrines.

Que faudrait-il faire? Quelles mesures faudrait-il prendre pour combattre ces tendances redoutables et pour paralyser cette propagande germanique dont on ne peut même plus dire qu'elle est *sournoise*, car notre insouciante faiblesse la laisse s'étaler au grand jour, sous le prétexte du respect de toutes les opinions politiques et de la liberté de la presse? Or, dans toute cette Lorraine reconquise, on ne lit, dans les classes qui nous occupent, que les journaux rédigés en allemand, — petites feuilles locales et journaux d'outre-Sarre, — où il est aisé de voir que les rédacteurs, volontairement ou non, se font les propagateurs des idées allemandes, quand ils ne sont pas, discrètement, les prôneurs de la politique du « Reich. » Ce qu'il faudrait faire? Oh! bien des choses et qu'on ne peut dire, toutes; mais d'abord et, essentiellement, *restaurer la langue française*, étendre le plus rapidement possible l'usage de ce sûr véhicule de notre « mentalité. »

L'avouerai-je ? Je n'ai pas toujours été de cet avis. Il me

(1) « Guten morgen, » bonjour; mais, pratiquement, on supprime toujours l'adjectif *guten*.

semblait que l'exemple de l'Alsace de l'ancienne monarchie prouvait qu'on pouvait être bon Français, tout en parlant un dialecte allemand. C'était vrai, en effet. Ce ne l'est plus, et il faut avoir le courage de tirer de cette constatation toutes les conséquences qui en résultent.

Pourquoi, au fond, ce changement? Simplement parce que tout écrit allemand est aujourd'hui utilisé, dans l'admirable organisation de la propagande teutonne, pour entretenir dans l'esprit des populations de la Lorraine sarroise l'impression de la supériorité du « germanisme » et du retour prochain du seul état de choses qui corresponde réellement, affirme-t-on, aux aspirations des nouveaux désannexés.

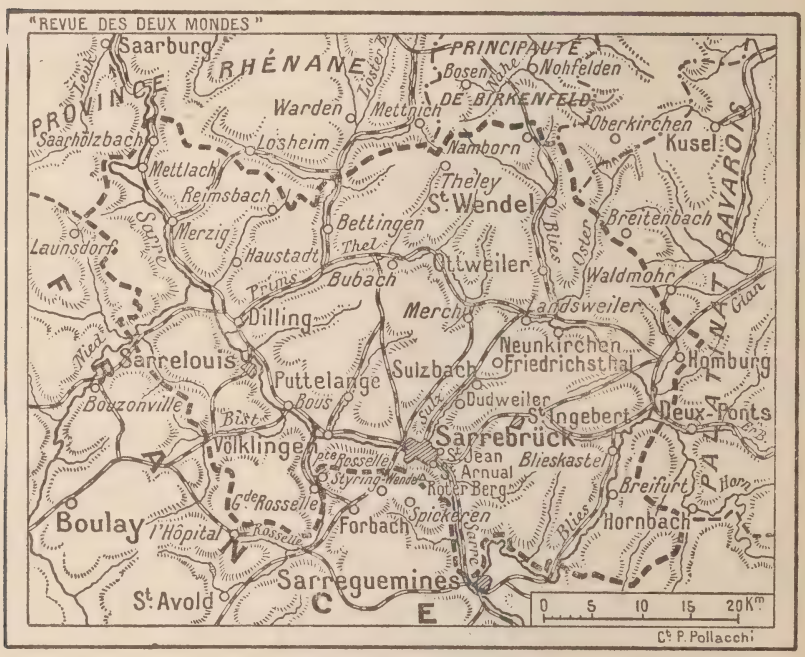
Il n'en allait pas du tout de la sorte, il y a cent cinquante ans, du temps de l' « Allemagne de Gœthe, » de l'Allemagne qui, Prusse à part, — et à peine cette dernière en faisait-elle partie, — n'était plus ni agressive, ni envahissante comme elle l'avait été bien des siècles auparavant, quand l'Europe ignorait, trop heureuse, le pangermanisme, et aussi le panslavisme, le panhellénisme, le panitalianisme...

« Au demeurant, diraient les représentants autorisés de nos services de l'Instruction publique, on prêche ici des convertis. Du moins nos efforts, depuis quatre ans, sont-ils couronnés de succès en ce qui touche les jeunes générations. Grand est le nombre d'enfants, en Alsace et en Lorraine, qui entendent et qui parlent déjà suffisamment le français... »

Il est vrai; et si l'on peut se satisfaire d'un seul exemple favorable, n'ai-je pas été renseigné exactement par le petit garçon souriant à qui je demandais en français, si cette traverse qui débouche, à Styring, sur le point d'arrivée du tramway de Forbach, me conduirait à Spickeren? Sa mère, jeune femme qui poussait la voiture d'un petit frère, ne m'avait pas compris; mais, aussitôt, elle avait dit à son aîné de me servir d'interprète. Et il le fit, tout fier...

En fait, je ne suis pas allé jusqu'au village de Spickeren; j'ai obliqué à gauche, et gagné le petit plateau du Rotherberg où des tombes militaires (entre autres, celle du général major von François, tué au premier assaut) se dispersent autour d'une maison blanche, à toit rouge. De là, vue magnifique sur toute la vallée de la Sarre, qui vient du Sud-Est, pour courir à l'Ouest vers Volklingen et puis, au Nord-Ouest, vers

Sarrelouis; sur les collines boisées qui vont de Saint-Ingbert à Sulzbach; mais, avant tout, sur la grande ville de Sarrebrück qui s'étale, là, à vos pieds, si proche, qu'il semble qu'on la touche, d'autant que ses faubourgs du Sud-Est sont fort étendus, se reliant par exemple à ce bourg antique de Saint-Arnual, où je verrai dans quelques jours la curieuse église qui sert



CARTE DE LA VALLÉE DE LA SARRE

de nécropole aux comtes de Nassau-Sarrebrück des XVIe et XVIIe siècles (1).

A la racine même du Rotherberg, au delà de la grand route de Forbach à Sarrebrück, s'étend un plateau légèrement ondulé, un peu nu, un peu vide, encore qu'il semble bien cultivé. Au Nord, de vastes constructions régulières le bordent : usines, fabriques ou casernes? Point de hautes cheminées, toutefois. Casernes, alors, casernes monumentales, à la prussienne? C'est ce que je saurai bientôt, mais, dès maintenant,

(1) Au XVIIIe siècle, ces comtes, alors qualifiés de « princes, » s'établissent définitivement à Paris et à Versailles, où on les voit constamment à la Cour. Ils ont d'ailleurs plusieurs régiments de leur nom dans l'armée française.

il me semble reconnaître ce vaste « Exercierplatz » de Sarrebrück, que traversèrent, le 2 août, nos troupes, pour occuper, quelques heures, la gare et la ville. C'est de là que partit l'attaque du 6 août, première étape de l'invasion qui ne devait s'arrêter, débordant largement Paris investi, que devant la Mayenne, à 600 kilomètres de la frontière.

Sarrebrück, la gare, les établissements militaires, civils, étaient alors beaucoup moins importants qu'aujourd'hui. La ville comptait 25 000 habitants. Elle en a maintenant 120 000 environ; sa superficie a triplé ; casernes, dépôts, magasins se sont multipliés; les services administratifs, surtout ceux des chemins de fer et des mines, sont logés dans de vrais palais.

Mais revenons au Rotherberg et à l'imposant panorama qui se développe sous mes yeux. Je n'ai pas parlé de la partie occidentale du tableau. Ce qui s'y passa, le 6 août 1870, n'est cependant pas indifférent. Styring, dont je ne vois que le faubourg du Nord, fut vigoureusement attaqué par une division du VIIe corps prussien et défendu par une de nos brigades.

Celle-ci s'y maintenait fort bien, mais, le commandement prussien, inaugurant ce jour-là les procédés tactiques d'enveloppement qui surprenaient nos généraux d'alors, avait dirigé une forte colonne venant de Sarrelouis sur l'extrême gauche de notre position. Cette colonne, signalée tandis qu'elle était encore engagée dans les bois de Grande Rosselle, fut arrêtée par une troupe fort hétérogène, composée d'une compagnie du génie, — qui s'était hâtée de couper la route par une forte tranchée, — d'une compagnie de réservistes qui venaient de descendre du train de Metz, à Forbach, et d'un escadron de dragons sous le lieutenant-colonel Dulac.

La contenance de ces braves fut si ferme et leur feu si nourri que l'ennemi les crut beaucoup plus nombreux, s'arrêta pour préparer une attaque méthodique et en somme se laissa amuser jusqu'au moment où Frossard, préoccupé de la menace sur sa ligne de retraite, rompit le combat et replia sa gauche sur son centre, par la route de Styring à Sarreguemines.

L'après-midi s'écoule. L'heure du train approche. Je m'arrache à cette contemplation attristée du théâtre d'un des plus sanglants combats de la guerre de 1870. Ce théâtre, si la nature

en a respecté le décor, ces mamelons boisés et creusés de ravins où rampent des vapeurs bleues, l'industrie de l'homme devait en altérer sensiblement les détails.

La mine et l'usine, le chemin de fer et le « Decauville » envahissent tout. Échappées, par volutes noires des hautes cheminées, — arrogantes « Berthas » dressées contre le ciel, — les fumées qui s'élèvent de Styring salissent peu à peu les joyeux nuages blancs qui s'attardaient dans ce déclin du jour. Et, quand je débouche dans la vallée par les pittoresques lacets de la route, c'est pour voir, au lieu des vieilles maisons moussues, semées dans les vergers au hasard de sentiers nonchalants, l'affligeant alignement des bâtisses des cités ouvrières avec, chacune, leur petit carré de choux sur le devant.

II

Rien de changé dans le Sarrebrück que j'avais traversé l'an dernier. L'immense gare déverse toujours le flot des voyageurs dans la grande artère centrale de la nouvelle ville qui vous présente, aussitôt, à gauche, l'hôtel de la direction des chemins de fer, à droite, un peu plus bas, le bâtiment épais, décoré de prétentieuses statues, de la direction des mines, de sorte que l'on a immédiatement sous les yeux les points d'appui des deux grands ressorts économiques de cet État singulier qu'est « le territoire de la Sarre. »

État singulier, viens-je d'écrire... C'est qu'en effet, du seul point de vue politique, l'État que l'on désigne officiellement sous le nom de « territoire de la Sarre » ne ressemble à aucun autre (1) : « La Société des Nations est considérée comme fidéi-commissaire du territoire de la Sarre. Après quinze années, à dater de la mise en vigueur du traité (10 janvier 1935), la population du dit territoire sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désirerait être placée. » (Jean Priou : *le Territoire de la Sarre.*)

(1) Références principales : outre le traité de paix lui-même (Art. 45-50 ; partie III, section IV) et son annexe spéciale en 40 §, il faut citer : *le Territoire de la Sarre*, par M. Jean Priou (1923), précieux ouvrage tout récent et d'une riche documentation, des deux points de vue politique et économique. Ce livre complète très utilement les beaux travaux de MM. Babelon, Blondel, Cadoux, Engerand, Gérard, Liouville et quelques autres. Rappelons aussi l'article du général Hirschauer dans la *Revue* du 1er août 1922.

Observons tout de suite, ici, que le paragraphe 34 de l'annexe du traité de paix relatif à la Sarre limite d'une manière inattendue le choix qu'exercera cette population.

« Le vote, dit ce paragraphe, portera sur les trois alternatives suivantes : *a*) maintien du régime établi par le présent traité et par la présente annexe; *b*) union avec la France; *c*) union avec l'Allemagne. »

Eh bien! Et l'indépendance complète, et le protectorat, et le régime des « dominions » anglais les plus émancipés, tels le Canada et l'Australie, vis à vis de la métropole ? Qu'en a donc fait le Conseil suprême et pourquoi avoir restreint ainsi « le droit des peuples à chosir leur mode de gouvernement, à disposer d'eux-mêmes ?... »

Objectera-t-on que la population de la Sarre n'est pas, proprement, « un peuple, » mais bien une simple fraction du peuple allemand ? L'objection serait déjà singulière, alors que le traité, justement, sépare avec une parfaite netteté cette fraction du reste du bloc germain, et que, de l'aveu du Conseil de la Société des nations, la Commission de gouvernement a, par une ordonnance du 15 juin 1921, *défini la qualité d'habitant du territoire de la Sarre* dans un texte fort précis où l'on trouve, par exemple (art. 6), que « toute personne qui réside dans le territoire de la Sarre, sans jouir de la qualité susdite, sera, au regard des lois et règlements, considérée comme *étrangère à ce territoire.* »

Voilà qui est décisif, tellement décisif que le Gouvernement allemand a protesté, aussitôt après la promulgation de l'ordonnance, ce qui a obligé la Commission à justifier son œuvre, à Genève, dans son dixième rapport à la S. D. N.

Dans ces conditions, pourquoi, répétons-le, « l'habitant du territoire de la Sarre, » le *Sarrois*, pour abréger, serait-il privé d'un droit aussi bien établi, — c'est le fondement même du traité de Versailles, — que celui dont je parlais tout à l'heure?

Le plus curieux est qu'en fait, il y avait, bien avant 1919, une sorte de nationalité sarroise et que le terme de *Sarrois* existe depuis des siècles, au moins depuis la fin du XVIIe, où, pendant vingt-cinq ans (1), la frontière du royaume de France

(1) De 1672 à 1697 (traité de Ryswick, — le *traité d'abandon* qui désola tous les Français clairvoyants d'alors, mais Louis XIV ne pensait plus déjà qu'à la succession d'Espagne.)

suivit le cours de l'affluent de la Moselle, depuis Sarrebrück et Saint-Arnual jusqu'à Conz, en tout cas, jusqu'à Merzig, comme le rappelle M. Babelon dans son bel ouvrage : *Au pays de la Sarre.*

Si nous remontons plus haut dans le passé, nous ne trouvons plus que la dénomination de *Lorrains* pour les gens du pays sarrois; et que leur duché, centre de la Lotharingie des petits fils de Charlemagne, ait été rattaché, ils ne savaient pourquoi, au Saint-Empire romain germanique, — comme le Brabant, comme la Bohême et tant d'autres pays « allogènes, » — ils ne s'en jugeaient pas plus allemands pour cela.

La langue?... Mais, précisément, il y a un *dialecte sarrois*, comme il y a un dialecte alsacien; et, en dépit des efforts, de la Prusse pour faire régner partout la langue du Brandebourg, il existe encore dans ce dialecte, tout le long de la rivière, une foule de locutions françaises que l'on retrouve, avec une surprise émue, dans les vieilles chansons villageoises (1).

Il était temps que les événements de 1914 vinssent interrompre l'œuvre de déracinement de l'idiome local et des souvenirs français entreprise par les gens de Berlin dans la vallée de la Sarre. Si, en novembre 1870, un bourgeois du Palatinat pouvait répondre au colonel Biottot (2), qui, de son fourgon à bagages garni de paille, triste véhicule du prisonnier de l'armée de Metz, demandait : « Où sommes-nous ici? — Mon colonel, vous êtes dans le département du Mont Tonnerre!... » il n'est pas probable qu'il y a neuf ans, aucun habitant de la Rhénanie ait eu la dangereuse audace de dire quoi que ce fût de semblable, publiquement, à l'un de nos officiers captifs.

C'est que, dans ces quarante-quatre années, la main de la Prusse avait de plus en plus lourdement pesé sur la Sarre, justement parce que ses maîtres l'avaient sentie toujours frémis-

(1) M. Babelon, qui donne de curieux fragments de ce « Folk-lore, » rappelle qu'au XIVe siècle on se servait à Sarrebrück de la langue française comme *langue noble*. Il cite la très intéressante inscription de la pierre tombale de Marguerite de Savoie, comtesse de Sarrebrück, morte en 1323, et inhumée dans le chœur de l'abbaye de Waldgasse : « Cigist daime Mergerite de Savoie, feime Simon de Commercy-Sarbrug. Lour aime repous en paie, laquelle mourroist kant li miliare «ouroist.» Par MCCC et XXIII ans, LIXI aist. » La *miliare*, c'est la fièvre miliaire.

(2) Babelon *loc. cit.*. Le trait dont il s'agit est tiré du livre de M. Savarit, *La Frontière du Rhin*. A lire aussi, dans celui de M. Babelon, de très curieux détails sur la « crise insurrectionnelle » de la Sarre, de 1848 à 1850, et sur la répression cruelle de ce mouvement par le Gouvernement prussien.

sante dans les grandes crises, au souvenir du temps où elle acclamait Napoléon, son bienfaiteur, et la France, son amie.

Dans la Sarre méridionale, en particulier, et grâce au développement considérable des mines et des usines, le Gouvernement de Berlin eut toute facilité pour procéder au noyage de la population autochtone dans un « magma » de mineurs, d'ouvriers, de « sans travail » et même de rôdeurs des marches de l'Est, tous ces gens encadrés de fonctionnaires prussiens ou poméraniens, de hauts et bas employés, ingénieurs, contremaîtres, commis tirés du Brandebourg ou de la Saxe, ainsi, d'ailleurs, que la plupart des directeurs d'exploitations minières et métallurgiques.

C'est par des mesures de ce genre, poursuivies avec autant de méthode que de ténacité, au cours des années qui s'étendent de 1864 à 1914, qu'on a réussi à *germaniser*, disent-ils là-bas, à *prussianiser*, dirons-nous, le Sud du Slesvig et Flensborg en particulier, une partie de la Haute-Silésie et de la Mazurie polonaise, en même temps qu'un peu de la Posnanie; qu'on a réussi, encore, à s'inféoder de grandes *villes libres* comme Francfort, Lubeck, Hambourg même, sans parler de tant d'autres vieilles cités, où l'on se contentait d'être bon Allemand, l'Allemand qui détestait le Prussien.

Je me suis laissé aller, et je m'en excuse, à une digression un peu longue, en parlant de cet État singulier qu'est le territoire de la Sarre. Nous en étions tout à l'heure, à descendre, au sortir de la gare de Sarrebrück, la longue et populeuse rue qui traverse tout l'ancien « faubourg Saint-Jean, » devenu le seul Sarrebrück qui compte pour beaucoup de touristes et même pour beaucoup de « Sarrebrugeois, » parce qu'il y a là des maisons neuves, des magasins luxueux, des banques et sièges de grandes firmes, en même temps que des hôtels, des restaurants à la mode, force « bierhalle, » des « Caffee, » Cafee ou Cafés, au gré du linguiste... et des cinémas, bien entendu.

Dirai-je, un peu à ma honte, que l'an dernier, à pareille époque, j'avais à peine passé les ponts de la Sarre (1) qui condui-

(1) Est-il inutile de rappeler que le pont principal, le grand pont en pierre, fut le théâtre d'un engagement sanglant, quelques jours après Waterloo, entre l'armée bavaroise du maréchal de Wrède, — le vaincu de Hanau, en 1813, — *et la garde nationale de Sarrebrück, aidée d'une centaine de volontaires de Forbach?*

sent au vrai Sarrebrück, à celui des comtes de Nassau, et que dominent les ruines du château-fort? C'est que je n'avais qu'une seule journée à consacrer à la capitale du « Territoire » et que j'étais retenu sur la rive où se traitent les affaires, à quelque ordre qu'elles appartiennent, et où l'on trouve la poste, la grande poste, qui est toujours le premier « Amt » dont s'informe le touriste de passage. Cette fois, il n'en va pas de même, et le désir de me présenter à l'hôtel du Gouvernement me conduit, par des quartiers intéressants, à la jolie place carrée qui était autrefois le centre de la ville; autrefois, avant que naquît le Bismarck bestialement puissant qui s'appuie là d'un grand sabre, sur le socle de sa statue.

Lorsque le roi Guillaume Ier, en août 1870, fit son entrée à Nancy, il s'écria, charmé du caractère de sobre élégance, majestueuse par endroits, bien française, en tout cas, de cette aimable ville : « Voilà qui serait une jolie capitale pour un duché allemand. » Cette appréciation, qui ne nous apparaît pas aussi flatteuse pour Nancy qu'elle l'était dans l'esprit du futur empereur d'Allemagne, se serait plus justement appliquée à Sarrebrück, à ne considérer que les dispositions générales de la place du Gouvernement et les lignes architecturales, — d'un bon XVIIIe siècle, — des « palais » qui ornent deux de ses côtés. Évidemment, les comtes souverains de Nassau-Sarrebrück s'étaient attachés à se bien loger. Ne sait-on pas que les splendeurs de Versailles hantaient les cervelles et piquaient les ambitions de tous les princes du Saint-Empire? Encore que l'on soit bien loin, ici, de la merveille des merveilles, en fait de résidence royale, la « Commission de gouvernement » d'aujourd'hui n'a pas à se plaindre.

M. P..., à qui nous nous adressons (1) (M. Rault, le président de la Commission, étant alors en France), paraît satisfait de la situation; dans l'ensemble du moins, car il fait quelques réserves de détail, notamment en ce qui touche l'effet produit sur la population sarroise par le retrait de l'ordonnance de la Commission, en date du 7 mars 1923, sur la sécurité du « Ter-

Sarrebrück, copieusement pillée, fut frappée, en punition de sa résistance, d'une lourde contribution.

(1) Dans les premiers jours de mon voyage dans la Sarre, j'étais en compagnie de M. Dontenville, professeur d'histoire, membre du Comité de la Rive gauche du Rhin.

ritoire. » Cette ordonnance, provoquée par la juste appréhension des désordres qui pouvaient résulter de la grande grève des mineurs fomentée par Berlin à la suite de l'occupation de la Ruhr, était parfaitement légale. Bien mieux, ce n'était que le rappel de dispositions édictées, pour des cas analogues, par le Gouvernement prussien.

Au moment où se dessinait, — en mai et juin derniers, — la grande offensive germano-suédo-britannique (1) contre la Commission de gouvernement, au sein du Conseil de la Société des nations, l'ordonnance en question fut retirée, *dans un esprit de conciliation* d'autant plus justifié que la reprise du travail dans les mines avait commencé dès le 14 mai. Mais on ne vient pas aisément à bout de la mauvaise foi allemande, et ce n'est jamais par des concessions que l'on peut paralyser l'effort de haineux qui font flèche de tout bois, présentant les plus audacieux mensonges comme des arguments inattaquables. Le retrait de l'ordonnance fut célébré par toute la presse sarroise, — qui est à la solde de l'Allemagne et à la dévotion des Rœchling et consorts, les Stinnes du « Territoire, » — comme une défaite de la Commission, alors que celle-ci *venait justement d'avoir pleinement gain de cause* (*3 juillet*) *dans le Conseil de la Société des nations.*

Il m'est impossible d'entrer dans le détail de ce qui s'est passé dans cette séance du 3 juillet, où l'on vit la déconfiture, non seulement des deux membres du Conseil même, — sir Robert Cecil et M. Branting, l'ancien « premier » suédois, — qui s'étaient faits les défenseurs du germanisme agressif contre les prétendues tendances françaises de la Commission de gouvernement, mais aussi de la soi-disant « délégation sarroise, » que M. Branting présentait au Conseil. Celui-ci, en effet, n'a pas jugé utile d'entendre des récriminations dont M. Hanotaux venait de lui montrer l'inanité, avec une sobre et judicieuse éloquence.

(1) Après un vif débat sur la Sarre, le 10 mai, à la Chambre des Communes, (compte rendu *in extenso* dans le *Times* du même jour), le Gouvernement anglais, en la personne de sir Robert Cecil, envisagea la possibilité d'une enquête internationale sur l'administration de la Commission de gouvernement, — suspecte de favoriser les intérêts français. — « Remarquons que si l'on s'en tient à la lettre du traité de Versailles, la Commission a tous les pouvoirs qui appartenaient a l'Empire allemand, à la Prusse et à la Bavière. Le Conseil de la S. D. N. lui a délégué tous ses pouvoirs. Son rôle se borne à nommer ou à révoquer les membres de la Commission. » (Jean Priou, *loc. cit.*)

Ceux de nos lecteurs que ce sujet intéresserait plus particulièrement pourront lire avec fruit le numéro du 15 août du « Résumé mensuel des travaux de la Société des nations. — Vol. III, n° 7, 25e session du Conseil (1). »

III

Ce qui nous frappait le plus, pendant que nous écoutions les explications, calmes et précises, de M. P..., c'est que « l'intérêt français, » bien mieux, l'intérêt du Gouvernement même du Territoire et, par ricochet, celui de la Société des nations, n'était pas suffisamment défendu auprès de la population sarroise. Je parlais tout à l'heure de la presse de Sarrebrück. Tous ces journaux, un seul excepté, *que nous ne soutenons pas efficacement, que la Commission ne favorise en rien*, sont les organes directs, immédiats, du Gouvernement de Berlin. Ils se montrent hargneux, fielleux, constamment en opposition avec les autorités légales et « en bataillon carré » contre l'*influence française* qu'ils croient voir s'insinuer partout, contre *les menées françaises* qu'ils dénoncent à tort et à travers.

Très lus, au moins dans les villes, ces « reptiles, » bien dignes de leurs prédécesseurs de la période bismarckienne, font beaucoup de mal en s'opposant au développement de « l'esprit de mutuelles concessions par lequel on arrive à réaliser l'harmonie, condition essentielle de la vie des Sociétés. » (Discours de M. Hanotaux, dans la séance du 3 juillet.)

(1) Citons toutefois, de ce Résumé, une partie des passages relatifs aux conclusions du Conseil (page 153) : « La résolution adoptée par le Conseil à la suite de cet examen rappelle qu'aux termes du traité, le régime de la Sarre a été établi en vue d'assurer les droits et le bien-être de la population et de garantir à la France la pleine liberté d'exploitation des mines domaniales françaises, dont dépend la prospérité du pays. Elle rappelle en outre que la Commission est *collectivement* responsable devant la Société des nations de l'accomplissement de ses fonctions, conformément aux stipulations du Traité de Versailles. »

« En ce qui concerne les mesures exceptionnelles, qu'il a paru nécessaire à la Commission de prendre, le Conseil se rapporte à la sagesse de la Commission pour décider le moment où il sera opportun de revenir au droit commun... »

La résolution se termine ainsi :

« Le Conseil, en renouvelant à la Commission de gouvernement l'expression de sa haute appréciation pour l'œuvre administrative accomplie par la Commission pendant trois ans et demi dans des circonstances particulièrement difficiles, assure la Commission de son plein appui dans l'accomplissement de la mission qui lui est confiée. »

N'est-il vraiment pas possible de modifier cet état de choses et la Commission de gouvernement va-t-elle rester désarmée contre ces attaques incessantes, contre ce déchaînement quotidien de mensonges et d'insinuations calomnieuses?... Nous en pourrons juger, au demeurant, par les résultats de la consultation populaire pour l'élection des 30 membres du deuxième *landesrat* ou Conseil consultatif, institution que ne prévoyait pas le traité de Versailles, dont l'annexe spéciale à la Sarre (§ 28) ne parle que de conseils municipaux. Il est à craindre que l'initiative généreuse prise à cet égard par la Commission de gouvernement ne soit pas mieux récompensée en ce moment qu'elle ne l'a été en juillet dernier, lors de l'élection du premier *landesrat*, où l'intense propagande allemande eut toute licence de se donner carrière, alors que le Gouvernement restait absolument neutre et que les grandes administrations françaises, mines, douanes, chemins de fer, instruction publique, manifestaient une sereine indifférence.

Heureusement que l'ordonnance du 24 mars créait, en même temps que ce malencontreux *landesrat* (1), un *comité d'études*, destiné à seconder la Commission de gouvernement dans l'examen des problèmes administratifs, techniques, etc., qui se posent quotidiennement dans la vie intérieure du petit État, si nouveau et d'ailleurs si compliqué. Ce comité d'études, composé de notabilités compétentes, choisies par la Commission, donne de bons résultats, faisant plus de besogne que de bruit.

Revenons au premier *landesrat* pour constater que la majorité (une faible majorité, 16 voix sur 30) y appartenait au parti du Centre allemand, c'est-à-dire qu'elle était aux mains du clergé catholique. Or, presque tout ce clergé, conduit militairement par ses évêques, — ceux de Trèves et de Spire (2), — nous était foncièrement hostile.

Berlin a pensé, naturellement, qu'il fallait pousser jusqu'au bout un tel avantage. Une campagne violente a été conduite, d'abord et d'une manière générale, contre ces Français impies

(1) Pour toutes les élections le suffrage est universel, direct, *sans distinction de sexe*, et la R. P. fonctionne d'après un système « perfectionné. » Sur 356 000 électeurs, pour le *landesrat*, il n'y a eu que 193 000 suffrages exprimés, que se sont partagés *neuf listes*. En définitive, l'essai ne fut pas encourageant

(2) Observons que le territoire de la Sarre comprend cinq districts prussiens (diocèse de Trèves, d'une manière générale) et deux districts bavarois du Palatinat (diocèse de Spire).

qui prétendent dominer les pieuses populations de la Sarre, ensuite et surtout, contre nos écoles, « les écoles sans Dieu. »

Car nous avons là-bas des écoles *et qui ont du succès*, dont enragent les pangermanistes. Ces écoles, à la vérité, n'étaient prévues en principe que pour les enfants des mineurs. Mais l'annexe du traité s'étant servie de l'expression de « personnel » des mines (1), il est aisé de comprendre quelle extension on a pu donner à la signification de ce vocable dans une population où, peu ou prou, tout le monde tient aux établissements miniers et qui se montre, au surplus, très désireuse de recevoir notre enseignement. A telles enseignes que la plus grande difficulté que nous éprouvions là-bas, à cet égard, résulte de l'impossibilité de trouver, dans notre propre personnel d'instituteurs, un nombre suffisant de maîtres présentant toutes les garanties convenables pour ce cas spécial, — la connaissance de l'allemand, tout d'abord, — et qu'il a fallu faire appel aux services d'instituteurs venus de la Suisse romande, du Luxembourg, de la Belgique, de la Sarre même.

J'ajoute qu'une ordonnance de la Commission du 10 juillet 1920, s'inspirant de la spontanéité du mouvement qui portait les Sarrois « non mineurs » à nous confier leurs enfants, a décidé qu'une autorisation gouvernementale suffirait pour que les demandes d'admission fussent accueillies.

Bref, tout marche fort bien de ce côté-là, ou plutôt tout marchait fort bien, lorsqu'en juillet dernier et à l'appui de « l'offensive » dont je parlais tout à l'heure, les deux prélats qui se partagent, du point de vue spirituel, l'administration du territoire de la Sarre, organisèrent à Sarrebrück une grande manifestation anti-française qui visait particulièrement « l'école sans Dieu » et l'enseignement de la langue de Voltaire et de Rousseau, « véhicule de l'impiété (2).»

Il se produisit, nous dit-on, quelques défaillances à ce moment-là, mais en petit nombre *et pour peu de temps*, en quoi l'on retrouve le caractère timoré de populations toujours

(1) « L'État français pourra toujours fonder et entretenir, comme dépendance des mines, des écoles primaires ou techniques *à l'usage du personnel et des enfants de ce personnel*, et y faire donner l'enseignement de la langue française, conformément à des programmes et par des maîtres de son choix. » (Annexe : § 14.)

(2) Il est assez curieux de constater que c'est exactement la formule dont se sert le clergé flamand, en Belgique, pour couper en deux, sans scrupule aucun, le peuple belge. L'identité des moyens employés prouve bien l'unité d'origine de l'effort.

inquiètes du sort qui leur est réservé, cherchant à deviner quel sera définitivement leur maître, partagées entre leur instinct ethnique et leurs habitudes quotidiennes, entre les souvenirs du passé et l'intérêt du moment, sans parler des perspectives d'un avenir auquel elles ne répugnent pas, *mais qui reste si voilé, tant que nous demeurons sur une réserve qu'elles ne comprennent pas!*

La question des écoles se lie donc intimement, dans la Sarre comme partout, à la question religieuse. La majorité de la population (450 000 catholiques contre 250 000 protestants (1); le reste partagé entre les Israélites et non-croyants déclarés), appartenant au culte catholique, et les protestants eux-mêmes témoignant peu d'estime pour le régime de séparation de l'Église et de l'État auquel la France est officiellement attachée, il était aisé de prévoir qu'il nous faudrait faire de larges concessions aux idées du « milieu » dans lequel nous pénétrions, si nous voulions essayer de nous le concilier.

Le Gouvernement de la République n'a pas manqué à un devoir que fixait le plus élémentaire souci de l'intérêt français.

Que je dise tout de suite qu'en ce qui touche justement les écoles, nous avons adopté un système qui se rapproche de l'enseignement confessionnel donné dans l'école, chaque confession étant assurée des satisfactions auxquelles elle a droit (2) et les enfants de parents « non croyants » étant dispensés, si ces parents le demandent, de tout enseignement religieux. Le cri de ralliement des catholiques qui suivent aveuglément leurs pasteurs de Trèves et de Spire : « A bas l'école sans Dieu! » n'est donc que l'expression d'un de ces mensonges systématiques dont usent les propagandistes germains.

Dès le début de l'occupation du « territoire, » on avait senti l'intérêt qu'il y aurait à ce que la Sarre formât un diocèse distinct. Les négociations entreprises à ce sujet avec le Vatican n'ont pas abouti. Cependant on ne désespère pas d'obtenir que le territoire soit administré, du point de vue spirituel, par un vicaire apostolique présenté par la Commission de gouvernement et agréé par le Saint-Siège. Le clergé sarrois relèverait

(1) Ceux-ci, luthériens, se trouvent en majorité dans le district de Sarrebrück, qui en compte 150 000.

(2) Dès qu'il y a, d'ailleurs, 20 élèves dans une école quelconque qui se réclament d'une religion déterminée, une école nouvelle est créée pour eux.

directement de Rome et il y aurait à cette solution de grands avantages. On considère en ce moment comme un pas fait par la Cour pontificale dans la voie dont il s'agit, la nomination de Mgr Reymond, aumônier général de l'armée du Rhin, à la direction spirituelle des sœurs d'une école catholique de filles.

Combien délicates sont toutes ces affaires! Depuis 1914 et depuis les inextricables démêlés mondiaux qui sont la suite de la Grande Guerre, nous avons eu mainte occasion de nous apercevoir que, pour ne pas indisposer des voisins dont la manière de sentir est différente de la nôtre à l'égard des croyances, il ne suffisait pas de déclarer « que l'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation. » Il aurait encore fallu, il y a quelques années, se persuader que cette solidarité des peuples dont nous faisions si grand état nous obligeait à ménager, *chez nous-mêmes* (et c'est là que notre logique abstraite, notre « raison pure » s'insurgeaient), en évitant certains actes, les opinions religieuses des autres nations, les protestantes, d'ailleurs, autant que les catholiques ou les orthodoxes; faute de quoi, nous nous exposions à de fâcheux déboires aux heures critiques : par exemple à des neutralités malveillantes en temps de guerre; à des oppositions de l'ordre politique et de l'ordre économique à peu près irréductibles, en temps de paix; enfin, en toute occasion, à des appréciations défavorables auxquelles se heurteraient en vain nos protestations sincères de tolérance, de respect des opinions d'autrui et de bienveillance pour les personnes, qui restent dignes d'intérêt, quand nous nous jugeons dans la nécessité de combattre les institutions confessionnelles dont elles dépendent.

Descendant de ces hauteurs et abandonnant ces considérations de politique un peu raffinée, où nous nous entendions, du reste, à demi-mot, semblait-il, avec notre très distingué interlocuteur, nous abordons la question monétaire, dont l'intérêt nous a particulièrement frappés *en tant que touristes*, si je puis dire, car un simple coup d'œil sur les étalages des magasins nous a révélé qu'aussitôt le franc introduit dans la Sarre comme monnaie légale (1er juin dernier), les prix de Paris sont devenus les prix de Sarrebrück. Adieu les achats avantageux que l'on pouvait faire l'an dernier, à la condition toutefois que les douanes ne se montrassent pas trop sévères à

l'égard du pardessus ou de la paire de bottines, visiblement neufs, que l'on portait en passant la frontière!

Le moyen et le petit commerce de Sarrebrück se sont-ils accommodés de l'inévitable restriction apportée ainsi à un genre d'exportation dont ils paraissaient fort satisfaits ? Il est difficile de le dire en ce moment. On y verra plus clair, l'an prochain. Et puis, ici comme ailleurs, qui peut se flatter d'une intelligence complète du problème le plus ardu de cette science économique dont les principes ont été mis à de si sérieuses épreuves pendant la guerre et qui restent encore si discutés ?

Le fait est qu'après de longues méditations, la Commission a pris la décision ferme de consacrer par une ordonnance *la généralisation du franc*, parce que l'opération se faisait déjà peu à peu, spontanément, naturellement, et que les services publics souffraient de ne s'y point prêter.

« Un nombre de branches commerciales toujours plus nombreuses, dit M. J. Priou, avaient remplacé petit à petit le mark par la monnaie française dans les transactions journalières... » D'ailleurs, comment établir des prévisions budgétaires sérieuses, quand les recettes et les dépenses s'inscrivaient tantôt en marks, tantôt en francs, chacun de ces étalons variant constamment de valeur, l'un par rapport à l'autre ? Les auteurs du traité avaient-ils prévu ces difficultés lorsqu'en 1919, ils établissaient que 112 000 « ouvriers des mines seraient payés en francs, tandis que 60 000 « salariés » seraient payés en marks ? (1)

Ce n'est pas probable. Si ce l'était, il faudrait admettre chez eux une tendance inavouée à favoriser l'intérêt français, puisqu'aussi bien il n'est pas douteux que l'état de choses qui vient d'être instauré rapproche de nous les Sarrois. L'Allemagne, qui ne pouvait s'y tromper, s'est opposée de toutes ses forces à la substitution complète et officielle du franc au mark. Dès 1920, dans une conférence prononcée à Berlin, M. Glasenapp, vice-directeur de la Reichsbank, s'exprime de cette manière quand il en arrive à traiter le côté politique de la

(1) Ceci résultait fatalement de la disposition suivante du § 32 de l'annexe au traité de paix : « l'État français aura le droit de se servir de la monnaie française pour ses achats ou paiements *et dans tous ses contrats relatifs à l'exploitation des mines et de leurs dépendances.* » Le même paragraphe édicte, d'abord, « qu'aucune restriction ne sera imposée à la circulation de la monnaie française dans le territoire de la Sarre. »

question : « ... Il serait bien désirable que le lien formé par le maintien du mark pût subsister. Si ce lien devait être brisé, *l'espoir de voir la Sarre désirer son rattachement à l'Allemagne, en 1935, serait bien diminué...* »

Quoi qu'il en soit, le budget de l'exercice 1922-23 est en équilibre à 68 millions de francs, en chiffres ronds. M. Priou établit que l'habitant de la Sarre paie 54-55 francs d'impôts, en moyenne. Il en résulte que le Sarrois est un contribuable particulièrement favorisé. C'est là un fait qu'assurément les journaux de Sarrebrück n'enregistrent pas. Serait-il donc absolument impossible d'instruire, à cet égard, une population très attachée à ses intérêts et fort sensible aux arguments de l'ordre financier et économique?

Sait-elle, cette population, que, dans les neuf derniers mois de 1922, *le territoire de la Sarre exportait près de 1600 francs par tête d'habitant et importait 926 francs*, alors que, dans la même période, *chaque Français n'exportait des marchandises que pour une valeur de 390 francs, tandis qu'il en importait pour une valeur de 423 francs*? Leur dit-on, leur prouve-t-on, à ces Sarrois, que leur situation économique est donc parfaitement prospère? Et si l'on ne le fait pas, qu'attend-on pour s'en aviser?...

Et les douanes, demandons-nous? Car nous savons, en gros, qu'il y aura, en janvier 1925, une importante modification au régime douanier du territoire, découlant de la disposition que voici du § 31 de l'Annexe au T. P. : ... « *Pendant cinq ans*, à dater de la mise en vigueur du présent traité, les produits originaires et en provenance du bassin (de la Sarre) jouiront de la franchise d'importation en Allemagne et, pendant la même période, l'importation d'Allemagne sur le territoire du bassin des articles destinés à la consommation locale sera également libre de droits de douane. »

Dans quatorze mois, donc, la séparation économique du « Territoire » et de l'Allemagne sera complète. Que cette prescription du traité nous soit favorable, c'est évident. Mais il ne faut pas croire que, dans la pratique, les choses aillent toutes seules, de ce côté-là. Le « Reich » entend bien nous opposer toutes les chicanes possibles. M. P... nous cite, en particulier, la difficulté qu'éprouve la direction francaise des chemins

de fer sarrois pour la construction des *gares douanières* dont l'installation résulte de la nécessité d'organiser d'une manière efficace le service de contrôle dont il s'agit.

Ce n'est pas tout. Il faut bien dire qu'il y aura, qu'il y a déjà, des difficultés du côté français; et je n'ai pas besoin de signaler à des lecteurs « avertis » comme ceux de la *Revue* les résistances qu'opposent certaines de nos grandes industries à la suppression pure et simple de la ligne douanière du Sud, — côté France, — suppression qui devrait être déjà faite, si l'on s'était conformé aux prescriptions littérales et, en tout cas, à l'esprit du traité du 28 juin 1919; suppression qui s'imposera, à bien plus forte raison, en janvier 1925, car enfin il faut que la Sarre vive et respire; on ne peut la laisser étouffer entre les deux colosses qui la pressent.

Que notre étroit et ici, disons-le sans ambages, antipatriotique protectionnisme doive fléchir; que les défiances, que les inquiétudes fort naturelles des industriels sarrois doivent disparaître devant un « consensus » que commandent les intérêts bien entendus des deux pays, — *et le souci de notre sécurité*, qui doit rester au fond de toutes nos préoccupations, — c'est ce qui apparaît absolument indispensable à l'observateur impartial.

IV

Si mon entretien avec un représentant autorisé de la Commission de gouvernement de la Sarre m'avait donné, dans l'ensemble et en dépit des réserves que j'ai reproduites ici, une impression suffisamment satisfaisante, mes visites aux organismes directeurs et contrôleurs du grand service, exclusivement français, des mines du Territoire m'ont procuré une *complète* et vive satisfaction.

Certes, la crise avait été dure, des cent jours de chômage imposés aux 71 000 mineurs et ouvriers (1) par la politique de Berlin « qui considérait, dit M. Priou, le territoire de la Sarre comme le prolongement du champ de bataille de la Ruhr, » mais cette crise est conjurée et la production des mois de juillet et d'août dépasse ce qu'elle était dans les mois correspondants de 1913. Les mineurs semblent vouloir faire oublier

(1) Ajoutons-y une vingtaine de mille d'ouvriers et d'employés des établissements métallurgiques dont la pénurie de charbon arrêtait le fonctionnement.

leur défaillance et un tel sentiment, s'il persistait, si nous le soutenions et l'encouragions, nous ouvrirait de larges horizons d'espoir.

Attendons encore, avant de nous prononcer définitivement sur cet important sujet. D'ailleurs, les événements d'Allemagne sont tels, au moment où j'écris, qu'il est difficile d'en mesurer les conséquences éventuelles, même dans le « Territoire, » qui est, en somme, fort nettement séparé de la Rhénanie.

Du strict point de vue technique, rien de très particulier à dire des mines domaniales. Elles étaient bien exploitées et bien administrées en 1914; elles le sont au moins aussi bien en 1923. J'ajoute, et ceci est fort important, à la fois pour les industries sarroises et pour les industries lorraines, que nos ingénieurs ont récemment créé des procédés de cokéfaction, *avec, exclusivement, les charbons du territoire* (1), qui permettront de satisfaire aux exigences des hauts-fourneaux de grande capacité.

Tout va donc fort bien, en ce moment, du côté des mines. Or, ici, « quand la mine va, — et non pas le bâtiment, — tout va, » y compris ce que j'appelle l'*intérêt français;* car, satisfaits comme ils paraissent l'être, les 71 000 mineurs ne nous sont aucunement hostiles et le déclarent sans embarras.

L'annexe du traité de paix donnait, aux articles 6, 7 et 8, toute latitude à la Commission de gouvernement pour organiser, aux dépens des chemins de fer prussiens et bavarois, l'autonomie du réseau ferré de la Sarre et pour lui permettre de l'exploiter directement. C'est le résultat qu'elle a visé dès son entrée en fonctions et qu'elle a pleinement obtenu, en utilisant des éléments français qui se sont superposés aux éléments allemands. Nous ne sommes donc pas, dans le beau bâtiment qui touche à la gare de Sarrebrück, en terrain tout à fait français, comme on l'est dans l'édifice voisin, celui des mines.

Nous constations tout à l'heure certains obstacles, en particulier au sujet de la construction des futures grandes gares douanières. Assurément, il faut tenir compte des difficultés de l'ordre pécuniaire, *car l'exploitation est encore déficitaire.* Mais il y a aussi les voies obscures et secrètes de la Prusse, de ses travaux de mines, comme on les pratique dans la défense des

(1) Les ingénieurs prussiens avaient essayé, sans y réussir complètement, d'obtenir une bonne cokéfaction par des mélanges de charbon.

places, etc., et c'est bien ici, le cas de le dire... Le nombre des agents du réseau était de 18000. On a pu réduire cet effectif à 16000. Dans cette troupe copieuse d'anciens adversaires, nul doute qu'il existe encore beaucoup de sujets, — et non des moindres, — qui s'évertuent sournoisement à combattre « l'intérêt français. »

Ces intérêts français, — et sarrois, bientôt, — s'accommoderont-ils, en 1925, de *l'autonomie* du réseau du « Territoire ? » C'est une question qui se résoudrait par la négative, si j'en croyais les échos de notre Chambre de commerce, où l'on observe que les relations de la France et de la Sarre souffrent singulièrement du fait que, pour faire venir, par exemple (1), des choux-fleurs et des pommes de terre de Bretagne, il faut demander les services de quatre réseaux : Ouest français, Est, Alsace-Lorraine, Sarre. Or, aux frontières de chacun de ces réseaux, ce sont des arrêts, quelquefois prolongés, des formalités, des papiers, des garages abusifs...

On voit les conséquences, et que ce n'est pas tout d'abaisser, même de supprimer les barrages douaniers et fiscaux. Il y en a d'autres...

En ce qui touche au moins les matières pondéreuses, la Sarre canalisée (les études datent de Napoléon, qui a tant fait pour ce pays, et dont le souvenir reste vivant dans tout le bassin rhénan), la Sarre, dis-je, est-elle suffisamment utilisée, en aval comme en amont de Sarrebrück ? Il ne le semble pas. Beaucoup de projets d'amélioration et d'extension des voies d'eau sont depuis longtemps restés dans les cartons, soit des administrations prussiennes, soit des administrations françaises (2). On sait, et j'ai eu souvent l'occasion de l'écrire dans diverses publications, que nos ingénieurs, — si distingués, du reste, — sont plus volontiers, « canauphobes » que « canau-

(1) L'exemple peut paraître bizarre en son choix. C'est qu'au moment où j'étais à Sarrebrück, il y régnait une fâcheuse disette de légumes frais, dont la population se préoccupait beaucoup. On organisa des trains de pommes de terre venant d'Allemagne, mais ces tubercules étaient, paraît-il, de mauvaise qualité.

(2) Le second Empire fit beaucoup aussi pour favoriser les travaux ayant pour objet d'amener en Lorraine les charbons de la Sarre au moyen de la rivière elle-même. En ce qui touche l'aval de Sarrebrück, le Gouvernement prussien, dont la bonne volonté était médiocre, s'arrêta devant la dépense (5 millions de marks) et surtout *devant l'opposition des gros industriels et charbonniers de la Ruhr.*

philes, » pour me servir des expressions de M. Jean Priou (1). Il faut tenir compte, aussi, de la crise actuelle de la batellerie. Mais faisons-nous le moindre effort pour que cette crise soit surmontée?

Ne laissons pas, en tout cas, la question des transports dans le « Territoire » sans noter que le réseau routier y est excellent. Là encore, on retrouve, en parcourant les superbes voies tracées de 1800 à 1810 dans la Sarre et dans le département de la Moselle, le souvenir du grand Empereur. Ces voies ont gardé le nom de « Kaiserstrasse, » chez les gens du pays.

Et puis, voici qui est grave. Écoutons une fois de plus le très documenté M. Priou : « Les clauses du traité ne laissent aucun doute : pour vivre, le territoire de la Sarre doit se tourner vers la France. Si l'on regarde la carte, on remarque que les conditions pour atteindre ce but ne sont pas remplies. *Il y a, en effet, abondance de voies directes venant du Rhin,* qui convergent vers l'Alsace, la Sarre et la Lorraine, et pénurie de l'Est de la France vers ces mêmes pays. »

J'ajouterai à cette importante remarque que c'est Sarrebrück même qui est le nœud de la plupart de ces voies ferrées. *Si, en 1935, le vote populaire rendait le Territoire à la Prusse, Sarrebrück redeviendrait immédiatement ce qu'il était en 1870, le point de rassemblement d'une des grandes armées du Reich.* Et Sarrebrück, répétons-le sans nous lasser, est à moins de 3 kilomètres de la frontière française !...

Ceci me conduit, non seulement à une conclusion qui s'impose à tous les esprits et qu'au surplus j'ai déjà formulée par avance lorsque j'ai observé que le traité de paix autorisait pleinement, notre propagande dans le Territoire de la Sarre en vue du plébiscite de 1935, mais aussi à dire quelques mots de l'organisation de la force publique dans ce Territoire, dont la population est très dense et ne laisse pas de contenir des éléments assez dangereux. *Avant 1914, notons ceci, la garnison prussienne de Sarrebrück comptait 7 000* hommes (2).

Le traité (Annexe : § 30) ne prévoit qu'une *gendarmerie*

(1) M. Quinette de Rochemont, l'éminent inspecteur général des Ponts et Chaussées, me disait, vers 1891 : « Nous avons plus de *railwayistes*, chez nous, que de *canalistes*. » (Il était, lui, canaliste.)

(2) Sarrebrück était le siège de l'état-major du XXIe corps prussien.

locale, mais laisse à la Commission de gouvernement le soin et la faculté « de pourvoir, en toutes circonstances, à la protection des personnes et des biens. » Or, étude faite, la Commission acquit la certitude que la création d'une force armée suffisante, quelle que fût la dénomination qu'elle prît, dépassait de beaucoup les moyens financiers dont elle disposait, *aucun service militaire ne devant être imposé aux habitants.*

On s'est donc borné à la constitution de polices municipales dans les trois localités les plus peuplées et d'une « gendarmerie sarroise » d'un très faible effectif (130 hommes), et l'on a décidé le maintien, à titre de garnison uniquement chargée de maintenir l'ordre en cas de troubles, — ce qui s'est produit en août 1920, — d'une petite division française dont les frais d'entretien sont supportés par notre budget. La Société des nations avait été, elle-même, amenée à envisager cette mesure, en février 1920 : elle n'a, par suite, tenu aucun compte des protestations récentes des agitateurs prussiens de la Sarre au sujet du maintien de nos troupes.

A la fin d'une belle journée de septembre, je revenais de Sarrelouis où j'avais vu la maison du « Brave des braves » et où j'avais recueilli l'assurance que nos rapports avec la population étaient excellents. Répondant à une aimable invitation, je visitais l'*Exercierplatz*, très vaste, de la garnison prussienne, converti en une remarquable exploitation agricole où s'emploie l'industrie et se complaît l'instinct « terrien » de nos Français.

En face, cette fois, du Rotherberg et de Spickeren, nous venions de commenter, avec le général B..., la bataille du 6 août 1870; un soleil sanglant et à demi voilé touchait, de l'autre côté de la coupée de Forbach, les collines sombres de la Rosselle, et j'entendais, surpris, charmé, l'excellente musique du 163e jouer la scène finale de la *Walkyrie*, celle où la déesse immortelle s'endort, pour se réveiller mortelle et déchue...

Quel tableau grandiose, quels accords pénétrants et quelles coïncidences!... Comme j'ai senti, à ce moment, la force d'émotion qu'il y avait dans le choc d'impressions où se mêlaient l'admiration d'une nature superbe, les grands souvenirs de la légende et de l'histoire et le patriotique épanouissement des plus légitimes espoirs!...

Amiral Degouy.

REVUE SCIENTIFIQUE

A PROPOS DU CONGRÈS CHRONOMÉTRIQUE

Il fut bien intéressant, ce congrès de chronométrie qui vient de tenir ses assises à l'Observatoire de Paris, sous la savante présidence de M. Bigourdan. L'éminent astronome est directeur du Bureau International de l'heure, et c'est lui qui, à ce titre, a la charge de veiller à la transmission de l'heure exacte à travers le monde, aux centaines de millions d'hommes dont elle règle la vie.

Donc au jour dit, astronomes, horlogers, chronométriers, physiciens se sont réunis en grand nombre dans la salle d'honneur de notre vieil et toujours vivace Observatoire de Paris, parmi les boulets gigantesques et les canons monstrueux qui en gardent les murs vétustes et glorieux. De plus près, on s'aperçoit que ces boulets ne sont que des sphères terrestres et célestes, et le regard a vite fait de résoudre lesdits canons en anodins télescopes. Ainsi l'humeur généralement pacifique des grands prêtres de l'heure se trouve bien vite rassurée.

Il n'est guère de questions à la fois plus passionnantes pour le philosophe et plus importantes pour l'homme d'action, que celles qui touchent à la mesure du temps. Nous savons de moins en moins ce qu'est au juste celui-ci et même s'il existe. Henri Poincaré avait coutume de dire : « Nous autres pour qui le temps n'existe pas. » Mais hélas! sa mort brutale et prématurée est venue nous rappeler que, comme on les appelle, il y a, dans le monde extérieur dont nous avons la hardiesse de supposer la réalité, des changements. Et parmi ceux-ci, le plus réel, le plus indéniable, parce qu'il est le plus douloureux à nos fibres sensibles, est la disparition des êtres que nous

avons admirés et aimés. Tout cela, bien entendu, reste subordonné à la croyance en la réalité du monde extérieur. Mais ceci, comme dit l'autre, est une autre affaire. C'est une autre question et qui n'a peut-être pas été résolue aussi bien qu'on le croit par les philosophes classiques, puisqu'un jour la femme de Spencer, — lequel avait assurément lu lesdits philosophes, — le trouva tout en larmes. Et il lui avoua qu'il pleurait à la pensée qu'elle n'existait peut-être pas. Heureux Spencer! Heureuse Madame Spencer!

Bref, nous savons aujourd'hui que nous ne savons pas grand chose sur le « Temps, » que nos ancêtres croyaient naïvement avoir saisi dans les griffes de leurs définitions. Ce ne sont ni les travaux géniaux d'Einstein sur la relativité du temps, ni les puissantes analyses de M. Bergson sur la nature de celui-ci, qui sont faits pour détruire notre agnosticisme à cet égard, d'autant que ces deux éminents esprits ne sont guère d'accord.

Et pourtant, par un étrange paradoxe, jamais nous n'avons su mieux disséquer qu'aujourd'hui cette chose dont l'essence nous échappe. A mesure que l'identité du temps devenait plus nébuleuse, les mensurations que nous en faisons devenaient plus exactes. La science est, au regard du Temps, à peu près comme ces hommes qui, épousant une femme qu'ils croient avoir immédiatement analysée, et à mesure que les années leur font mieux connaître toutes ses particularités extérieures, s'aperçoivent que son âme leur est de plus en plus étrangère et mystérieuse.

Ainsi n'est-ce point du temps, considéré au point de vue philosophique, que s'est occupé le Congrès de chronométrie. Plus prosaïquement, mais aussi plus utilement, il s'est consacré aux questions théoriques et pratiques que soulève la détermination, la conservation et la transmission de plus en plus précises de l'heure.

L'horlogerie électrique, l'emploi de nouveaux alliages en chronométrie, les diverses influences qui agissent sur la marche des garde-temps, vingt autres questions techniques ont fait l'objet des rapports et des discussions du Congrès. Mais il ne saurait être question d'exposer ici ces problèmes spéciaux, quel que soit leur puissant intérêt pour les techniciens. Ce que je voudrais seulement, c'est, par une vue d'ensemble aussi compréhensive que possible, montrer où en est arrivée aujourd'hui la connaissance et la mensuration du temps.

Pour cela, je n'aurai qu'à suivre le plus averti et le plus bautement compétent les guides, M. Bigourdan, qui, dans son admirable discours

d'ouverture du Congrès, a présenté un tableau frappant de l'état actuel de la chronométrie.

Le Congrès réuni à l'Observatoire avait pris pour prétexte le centenaire de la mort d'Abraham Louis Bréguet (mort en 1823 à l'âge de soixante-seize ans), ancêtre d'une famille de techniciens fameux, et qui, par ses inventions diverses et les pièces fameuses qu'il exécuta, — dont les plus notoires viennent d'être exposées au musée Galliera, — peut être considéré comme un des créateurs de l'horlogerie moderne. Chose curieuse, — curieuse, parce que ce congrès fut un congrès national et non pas international d'horlogers, — Abraham Louis Bréguet, né dans le canton de Neuchâtel, était citoyen suisse. Il est bon d'ajouter que c'est en France qu'il a fait sa carrière et réalisé ses œuvres. La France a donc tous les droits les plus légitimes sur celles-ci. C'est une chose singulière d'ailleurs, et qu'on se doit de noter en passant, que quelques-uns des plus grands progrès de la chronométrie, — ce mot étant pris dans son sens étymologique et le plus large, — ont été dus à des étrangers, à qui la France accueillante avait fourni tous les moyens de travail et de recherches.

Tel fut Huyghens, citoyen hollandais, appelé à Paris par l'éclectisme intelligent de Louis XIV, pour qui il n'existait pas de barrières nationalistes dans l'ordre du talent, et qui a fait à Paris la plupart de ses admirables travaux. Huyghens est assurément, et sans conteste, le savant dont les travaux ont le plus fait pour avancer l'art de mesurer le temps. Son idée géniale de combiner l'échappement à ancre avec le balancier du pendule, tous ses travaux théoriques sur les horloges, son pendule cycloïdal, son remontoir d'égalité, son ressort spiral, en ont fait véritablement le Newton de l'horlogerie. Assez pareil est le cas du Danois Rœmer, astronome à l'Observatoire de Paris, et qui, exécutant et complétant une idée de son maître, l'abbé Picard, inventa et réalisa le premier la lunette méridienne.

Auparavant on déterminait le plus souvent l'heure par la méthode dite des « hauteurs. » Elle consistait, au moyen d'une lunette portée par un quart de cercle gradué, à viser le soleil à un instant donné de la matinée et à noter sur le cercle gradué sa hauteur au-dessus de l'horizon. On notait en même temps l'heure indiquée par une horloge voisine de l'instrument. Puis, l'après-midi, lorsque le soleil, dans sa course descendante, avait atteint de nouveau la même hauteur, ce qu'une nouvelle visée avec le même instrument permettait d'observer, on notait de nouveau l'heure indiquée à cet instant par la pendule. Il est clair que le milieu de l'intervalle des deux heures indiquées

ainsi, lors des deux observations faites par la pendule, correspondait à *midi vrai*, c'est-à-dire à l'instant où le soleil s'était trouvé au plus haut de sa course.

En effet, il s'écoule sensiblement, un jour donné, le même temps entre le moment où le soleil monte, par exemple, de 30 degrés de hauteur jusqu'à son point culminant, et entre le moment où, de ce point culminant, le soleil redescend à trente degrés de hauteur. Si donc, et pour prendre un exemple concret, on avait observé que, lors de la première observation de hauteur, la pendule (supposée marcher régulièrement) indiquait 11 heures et 2 minutes exactement, et si on avait noté qu'elle marque 13 heures et 4 minutes exactement, lors de la deuxième observation de la hauteur correspondante, on en déduisait qu'il était *midi vrai* lorsque la pendule avait marqué 12 heures et 3 minutes. La pendule avançait donc de 3 minutes. Ou, pour employer le langage familier aux astronomes, la correction de la pendule (différence entre l'heure marquée et l'heure vraie) était « *moins 3 minutes.* »

Telle était la méthode de détermination de l'heure la plus employée avant l'invention, par Rœmer, de la lunette méridienne.

La lunette méridienne de Rœmer est une lunette assujettie à tourner invariablement autour d'un axe orienté d'une manière permanente de l'Est à l'Ouest et reposant sur des coussinets fixes.

Dans ces conditions, et comme ferait un canon de campagne qu'on peut pointer à des hauteurs diverses, la lunette méridienne est assujettie à rester toujours dans le même plan vertical.

D'autre part, ce plan, étant perpendiculaire à la direction Est-Ouest, se trouve contenir la direction Nord-Sud, c'est-à-dire le méridien. C'est-à-dire encore que ce plan contient le point culminant, le point le plus élevé sur l'horizon, de tous les astres dans leur mouvement diurne apparent. Bref, lorsque le soleil est visible au centre de la lunette méridienne, c'est qu'il est *midi vrai* au lieu d'observation. Cet instrument permet donc de connaître l'heure par une seule observation et n'en nécessite plus plusieurs comme la méthode des hauteurs correspondantes. Mais, et surtout, la lunette méridienne reposant sur un axe invariable, on peut, à l'encontre des instruments antérieurs qu'il fallait tourner et déplacer, lui donner une stabilité et un équilibre bien supérieurs à ceux des instruments antérieurs, ce qui augmente d'autant la précision des observations.

Ce ne fut point d'emblée, d'ailleurs, qu'on aperçut tous les avantages du nouvel instrument, et comme il arrive presque toujours

lorsqu'une idée est neuve et heureuse, plusieurs décades s'écoulèrent avant que la supériorité de celle de l'abbé Picard et de Rœmer fût reconnue sans conteste.

Dans la lunette méridienne, le plan méridien est représenté matériellement par un fil très fin (de soie ou de métal) tendu verticalement au foyer de l'instrument. On a pris d'ailleurs l'habitude d'employer plusieurs fils parallèles et équidistants placés de part et d'autre de ce fil central. Ainsi à un pointé unique, on peut substituer une série de doubles pointés, ce qui augmente la précision des observations et diminue les incertitudes. Chacune des doubles séries de pointés faits sur chacune des paires de fils placées de part et d'autre du méridien, équivaut d'ailleurs à l'emploi, dans la lunette méridienne même, de l'ancienne méthode des hauteurs correspondantes. Mais ici, toutes les anciennes sources d'erreur de cette méthode sont pratiquement supprimées par la fixité de l'instrument et du micromètre portant les fils.

Afin de régler la lunette méridienne, ou, — pour mieux dire, — afin de la ramener chaque jour dans la même orientation, et de corriger les déviations accidentelles, on employa dès le début des « marques méridiennes » placées à très grande distance, et sur lesquelles on pointe le fil de la lunette, ce qui la ramène automatiquement à la même orientation. De ces « marques, » une des premières fut placée à Montmartre, — où on peut encore la voir, — pour régler les lunettes de l'Observatoire. On les appelle aujourd'hui des « mires méridiennes » et leur construction comporte des perfectionnements sur lesquels ce n'est pas le lieu d'insister.

On ne tarda pas à remarquer que l'observation à la lunette méridienne des étoiles dont l'image est un point, est beaucoup plus exacte que celle du centre du soleil, celui-ci étant un disque assez large. On prit donc peu à peu l'habitude de déterminer l'heure au moyen des observations méridiennes d'étoiles. On observe à cet effet des étoiles dites *fondamentales* dont la position par rapport au soleil est bien connue, ce qui fait que chaque jour on sait d'avance et avec précision de combien de minutes et de secondes le passage au méridien de chacune de ces étoiles est séparé de celui du soleil. Autrement dit, de leur observation, on déduit très facilement l'heure solaire.

Et à ce propos, il importe, je crois, de rappeler qu'aujourd'hui le temps indiqué à Paris par nos pendules civiles (supposé qu'elles marchent bien) n'est nullement l'heure solaire vraie. La marche vraie du soleil est en effet assez irrégulière, et si on voulait astreindre à la

suivre celle des pendules, celles-ci devraient aller plus ou moins vite selon la saison, et la durée d'une journée ni d'une heure ne seraient parfaitement constantes d'un bout de l'année à l'autre. C'est pourquoi on a depuis longtemps substitué à l'heure solaire vraie, *l'heure solaire moyenne* qui serait le temps marqué par un soleil fictif, qui, d'un mouvement parfaitement uniforme, parcourrait l'écliptique avec la même vitesse moyenne que le soleil vrai. Pour régler une pendule d'après l'observation méridienne du soleil, il faut donc faire subir à l'heure vraie observée une correction que donnent, pour chaque jour de l'année, des tables numériques bien connues des astronomes. D'autre part, le soleil se déplace parmi les étoiles. La preuve en est que nous ne voyons pas la nuit les mêmes constellations l'hiver et l'été. En fait, au bout de chaque année écoulée, les mêmes étoiles se retrouvent dans la même position apparente par rapport au soleil. Cela provient de ce que chaque étoile paraît tourner un peu plus vite que le soleil autour de la terre, et passe 366 fois au méridien d'un lieu, tandis que le soleil y passe 365 fois. Au bout d'un an, les étoiles ont fait exactement un tour de plus que le soleil. Il s'ensuit que le *temps sidéral* marqué par une pendule réglée sur les étoiles diffère plus ou moins du temps solaire. Un jour sidéral, divisé en 24 heures sidérales vaut 23 heures 56 minutes 4 secondes, et 91 millions de secondes de *temps moyen*. Il est donc plus court que le jour moyen de 3 minutes. 55 secondes et 909 millions de seconde.

C'est pourquoi les *pendules sidérales* (réglées sur les étoiles) ne marquent en général (et sauf deux fois par an), pas la même heure que les pendules de temps moyen. A l'Observatoire, les pendules dont nous nous servons le plus habituellement sont des pnedules sidérales, et c'est toujours un petit objet de scandale pour les visiteurs distingués qui nous honorent parfois de leur visite, que de voir l'heure invraisemblable que marquent les pendules dans nos salles d'observation. On devine sur le visage des visiteurs cette pensée qu'ils sont trop polis pour exprimer : « Qu'est-ce que ces astronomes dont les pendules ne sont même pas à l'heure ! » et cette indignation inexprimée, mais visible, et à peu près générale, ne s'apaise que lorsque nous avons donné des explications que, par crainte de nous remplir de confusion en nous signalant le scandale, on n'ose même pas nous demander.

Pour prendre un exemple concret, à l'époque où paraîtront ces lignes, au milieu du mois de novembre, les pendules sidérales marqueront à peu près 15 heures 40 minutes, tandis que les pendules de

temps moyen marquent midi, et la différence s'accroît chaque jour de près de 4 minutes.

Les pendules directrices placées dans les souterrains de l'Observatoire et dont il sera question ci-dessous, marquent le temps sidéral.

Ceci dit, revenons à la lunette méridienne, à la lunette qui donne l'heure, définie comme il vient d'être dit.

Parmi les progrès modernes les plus importants, apportés dans l'emploi de cet instrument, il convient surtout de citer les suivants.

Tout d'abord, au lieu de chercher, par l'emploi des « mires méridiennes, » à maintenir toujours la lunette exactement dans le plan méridien, ce qui obligeait à manœuvrer sans cesse les vis de réglage, et nuisait à la stabilité, on préfère aujourd'hui, sans toucher à la lunette, déterminer chaque jour la quantité dont son axe optique s'écarte du méridien.

A mesure que s'accroissait la précision des résultats, d'autres causes d'erreurs se sont révélées. On a remarqué que chaque observateur a sa manière propre d'apprécier l'instant du passage derrière un fil. L'un la voit passer avant qu'elle ne passe réellement, l'autre après, et ces écarts sont très variables. Ils sont d'ailleurs assez constants pour un même observateur, et constituent ce qu'on a appelé *l'équation personnelle* de l'astronome. Par où l'on voit que cette expression est fort éloignée du sens où l'ont employée des littérateurs. Mais où irions-nous, et que deviendraient les imprimeurs, s'il fallait toujours connaître, et ne pas employer à contre-sens, les termes techniques qui vous tombent sous la plume, et qui font si bien dans le paysage d'une belle phrase ?

On a observé aussi une autre cause d'erreur qu'on a appelée *équation de grandeur*, et qui consiste en ce que l'appréciation du passage d'une étoile derrière un fil, dépend de l'éclat apparent, de ce qu'on appelle *la grandeur* de cette étoile. Des corrections sont appliquées pour éliminer ces causes d'erreur.

Le sens du mouvement apparent de l'étoile (qui va tantôt de gauche à droite, tantôt de droite à gauche dans le champ de la lunette) a également une influence perturbatrice sur la précision de l'observation, influence qu'on ramène à être constante au moyen d'un prisme inverseur, analogue à celui des microscopes et qui ramène les étoiles à passer toujours dans le même sens.

Ces diverses causes d'erreurs et quelques autres encore ont été, sinon supprimées, du moins fortement atténuées depuis qu'on a

adjoint aux lunettes méridiennes modernes des micromètres dits impersonnels. Antérieurement, on notait le passage de l'étoile à la volée en quelque sorte. Dans le micromètre impersonnel, l'astronome se borne à bissecter constamment l'étoile avec un fil mobile qu'il manœuvre par une vis, et au moyen duquel il parcourt le champ de l'instrument en même temps que l'étoile bissectée par le fil. Les instants où le fil (et partant l'étoile) passe au milieu du champ et dans certaines positions situées dans des positions bien repérées de part et d'autre de ce milieu sont enregistrés et inscrits automatiquement, grâce à un dispositif électrique, en regard des indications (secondes et centièmes de seconde) de la pendule adjointe à l'instrument.

Tel est le dernier mot dans la détermination astronomique de l'heure. Il permet de connaître celle-ci à moins de 3 centièmes de seconde près, et il paraît difficile d'espérer d'accroître encore cette précision, car elle est limitée maintenant par des causes indépendantes de nos progrès instrumentaux, et notamment par les ondulations et les mouvements continuels de l'atmosphère qui rendent trépidant et imparfaitement uniforme, le passage des étoiles dans les lunettes.

L'heure étant obtenue par l'observation des astres, il faut la conserver. C'est ce que font les horloges et autres garde-temps.

Les horloges de précision datent du jour où Huyghens eut l'idée géniale de combiner ensemble deux organes employés depuis longtemps : l'échappement à palette et la roue de rencontre d'une part, le pendule libre de l'autre. Cette application du pendule libre aux horloges à poids fut une sorte de révolution. L'invention de l'échappement à ancre et recul par Clément fut un perfectionnement important, et, depuis lors, il en a été imaginé beaucoup d'autres, parmi lesquels on remarque celui de Graham à repos, celui de Lepaute à cheville, celui de Reid. Signalons en passant que l'un des échappements les plus employés au XVIIIe siècle, fut l'*échappement à double virgule* inventé, — comme le constata, à la suite d'une enquête, l'Académie des Sciences, — par M. Caron fils... j'ai nommé Beaumarchais. Tant il est vrai que lorsqu'on a du talent, il se manifeste, quelque besogne qu'on fasse.

En somme, toutes les horloges mécaniques se composent depuis Huyghens de trois organes essentiels : *le moteur* (poids ou ressort, ou, depuis peu, électricité), *le régulateur* (pendule oscillant) et *l'échappement*.

Le moteur entretient le mouvement du pendule, mais il risquerait de l'entraîner avec une vitesse et une amplitude accélérés ou du moins irrégulière, si n'intervenait *l'échappement*. Celui-ci est en somme un mécanisme modérateur, équilibreur si j'ose dire, dont le rôle est de créer entre le moteur et le pendule une action réciproque telle que, d'une part, le pendule ralentit l'échappement et rend la force motrice uniforme, d'autre part, celle-ci est transmise uniformément au pendule de manière à entretenir ses oscillations. On conçoit que la qualité de l'échappement entraîne celle de la pendule.

Les variations de température changent d'autre part la longueur du pendule (je dis bien *le* pendule, qui est la tige oscillante de *la* pendule). Pour y remédier, on a imaginé divers systèmes de compensation. Le plus ancien, et le meilleur encore, est celui de Graham. Il consiste à fixer au bas du pendule un tube contenant du mercure. Quand la température s'élève, le pendule se dilate et s'allonge, ce qui abaisse son centre de gravité. Mais, d'autre part, le mercure se dilate aussi et monte dans le tube de verre qui le contient. Ceci relève le centre de gravité de la masse mercurielle. On peut facilement calculer les dimensions relatives du pendule métallique et de la masse mercurielle, de façon que l'élévation du centre de gravité de celle-ci compense exactement l'abaissement du centre de gravité du premier.

Les changements de pression atmosphérique qu'indique le baromètre ont également une influence perturbatrice sur la marche des pendules. On a imaginé des compensateurs de pression. Mais, finalement, on a préféré, lorsqu'on désire une grande précision, soustraire complètement les horloges aux variations tant de la température que de la pression, en les enfermant dans des boîtes étanches où règne une pression constante et placées elles-mêmes dans une enceinte à température constante.

Ce procédé, qui se généralise en ce moment, constitue le dernier perfectionnement apporté aux horloges astronomiques, et permet d'atteindre une précision qui était encore inconnue il y a peu d'années.

A cet égard, le service de l'heure de l'Observatoire est devenu, sous la savante direction de M. Bigourdan, un modèle que déjà les observatoires étrangers se prennent à imiter, sans avoir pu l'égaler encore.

Quatre pendules, chefs-d'œuvre de précision, auxquelles on rapporte l'heure déterminée astronomiquement, sont placées dans des caveaux fermés au fond d'un souterrain, situé *à 27 mètres* au-

dessous du niveau du sol de l'Observatoire. Grâce à cela, ces pendules sont toute la journée et toute l'année à une température parfaitement constante. Le sol, en effet, près de son niveau, suit plus ou moins les vicissitudes de la température atmosphérique. Il le suit de moins en moins à mesure qu'on s'enfonce. A une vingtaine de mètres de profondeur, il ne les suit plus, et on atteint la « couche de température constante. » Nos quatre pendules directrices étant situées dans cette couche sont donc complètement à l'abri des variations causées dans la marche des horloges et chronomètres par tout changement de température. Ce n'est pas tout. Les variations de la pression atmosphérique sont également supprimées dans nos quatre pendules maîtresses, car elles sont enfermées dans des enceintes hermétiques, où règne une pression constante. Nul n'accède à ces précieuses machines. C'est électriquement et à distance qu'on les remonte. C'est électriquement qu'elles transmettent aux autres pendules de l'Observatoire, et au monde entier, par le truchement féerique de la T. S. F., l'heure qu'elles gardent précieusement et distribuent pourtant avec générosité.

Mais, me dira-t-on, pourquoi quatre pendules et non pas une seule ? C'est pour qu'elles puissent se surveiller et se contrôler mutuellement, et que toute variation accidentelle de l'une soit aussitôt signalée par les autres.

La plus remarquable de ces quatre pendules est probablement celle qui porte la désignation de 1228 L et qui a été construite par l'habile technicien qu'est M. Leroy. Elle marche depuis quatre ans sans arrêt, sans nettoyage et elle permet encore de répondre de 1 à 2 centièmes de seconde après 48 heures, c'est-à-dire qu'elle a varié toujours de moins que cela dans cet intervalle.

Cette pendule, qui, répétons-le, est réglée sur le temps sidéral, avait d'abord un échappement de Graham qui fut remplacé par un échappement du système Reid perfectionné, puis elle fut installée dans les caves de l'Observatoire, — où elle a toujours marché depuis, — le 24 décembre 1919. En avril 1921, on nettoya les contacts électriques et on amena à 603 millimètres de mercure sa pression qui n'a pas varié depuis. A partir de juin 1921, elle est devenue pendule directrice et elle synchronise électriquement l'horloge secondaire chargée elle-même de conduire la plupart des pendules astronomiques de l'Observatoire. Cette expérience, unique comme durée, va être poursuivie, car la pendule ne présente encore aucun symptôme de fatigue.

Sa régularité est tout à fait exceptionnelle. J'ai dit plus haut qu'on appelle *correction* d'une pendule la différence entre l'heure qu'elle marque et celle qu'elle devrait marquer. Si on inscrit côte à côte les *corrections* d'une pendule pour deux jours successifs et qu'on fasse les différences de ces deux nombres, on obtient ce qu'on appelle la *marche* de la pendule. Autrement dit, sa *marche* est la quantité dont elle avance ou dont elle retarde d'un jour à l'autre. Une pendule absolument parfaite aurait une *marche* constamment nulle. Elle pourrait d'ailleurs avoir une *correction* considérable sans cesser d'être parfaite, car la *correction* provient de la plus ou moins bonne mise à l'heure, et non pas de la *marche* qui est le seul indice de la qualité d'un garde-temps.

Voici donc à titre documentaire, et pour certaines périodes successives, les *marches* moyennes de la pendule 1228 L; c'est-à-dire les quantités dont elle a, en moyenne. avancé chaque jour depuis mai 1921 :

Mai 1921 au 18 octobre 1921	0 seconde, 069
19 octobre 1921 au 1er février 1922 . . .	— 083
2 février 1922 au 15 mars 1922	— 090
16 mars 1922 au 31 août 1922	— 100
1er septembre 1922 au 15 février 1923 .	— 113
16 février 1923 au 15 mars 1923	— 125
16 mars 1923 au 30 juin 1923.	— 120
1er juillet 1923 à septembre 1923. . . .	— 110

Ainsi, après avoir, d'un mouvement légèrement accéléré, avancé de plus en plus pendant deux ans, cette pendule est devenue stationnaire dans son avance depuis le printemps dernier.

Ce qui est tout à fait remarquable, c'est la *régularité* de la marche de cet instrument, c'est-à-dire le fait que cette marche varie très peu et d'une façon très uniforme. D'avril 1921 à avril 1923, l'accélération de la marche n'a été en moyenne que de *moins d'un deux-cent-millième de seconde par jour*. C'est dire que la précision avec laquelle de tels instruments gardent l'heure est supérieure à celle avec laquelle les astronomes la déterminent. Ceci veut dire que, dans toutes les circonstances scientifiques et pratiques, — et ce sont les plus nombreuses, — où il est nécessaire de déterminer une différence d'heure, un intervalle de temps, on obtient aujourd'hui une précision considérable et qu'on n'eût pas soupçonnée il y a peu d'années.

Le progrès marqué par ces instruments français est tel que de nombreux observatoires étrangers ont tenu à se procurer les mêmes,

et la Grande-Bretagne elle-même, si orgueilleuse pourtant de ses méthodes personnelles, vient d'entrer dans la voie ouverte par nos constructeurs et nos astronomes.

Des chiffres précédents, il résulte que les marches des pendules directrices de l'Observatoire, pendant plusieurs jours accumulés, sont plus sûres que les déterminations mêmes de l'heure par les méthodes astronomiques. Aussi est-il arrivé cette chose étonnante : que les rôles sont maintenant et fréquemment intervertis à l'Observatoire. Auparavant, l'astronome surveillait l'horloge, et la corrigeait toujours par ses observations célestes. Aujourd'hui, c'est au contraire souvent l'horloge qui surveille l'astronome, et rectifie ses résultats. En tout cas, lorsque le mauvais temps empêche, pendant plusieurs jours successifs, les observations horaires astronomiques, cela n'a plus maintenant d'inconvénients, car les pendules directrices sont là, dont les aiguilles merveilleusement régulières suppléent parfaitement aux astres absents.

Pourtant il ne faut rien exagérer. C'est toujours, à la longue, l'astronome qui a le dernier mot. Car il s'appuie, lui, sur la parfaite régularité du mouvement diurne, tandis que la pendule la plus parfaite ne conserve pas constamment la même marche. Au bout de dix jours, de cent jours, c'est toujours à 3 centièmes de seconde près que la lunette donnera l'heure, tandis que les pendules seules la donneront avec une précision qui diminue proportionnellement au temps. Elles ont même parfois des défaillances accidentelles, ainsi qu'il est arrivé à 1228 L. elle-même, ce chef-d'œuvre, qui a varié parfois, et sans raison apparente, brusquement de 3 à 6 centièmes de seconde. Ces petits écarts, qui eussent passé inaperçus il y a quelques années, étaient aussitôt révélés par les comparaisons avec les autres pendules placées dans les conditions parfaites, que nous avons dites, de température et de pression.

Telles qu'elles sont aujourd'hui, la détermination et la conservation de l'heure font honneur à la science moderne, et au glorieux établissement qui a su les amener à un point de perfection encore inégalé partout ailleurs : notre vieil et toujours solide Observatoire de Paris.

CHARLES NORDMANN.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *Jean de La Fontaine, ou le Distrait volontaire*, fable en trois actes en vers par MM. Louis Geandreau et Guillot de Saix. — Porte-Saint-Martin : *La Gardienne*, pièce en quatre actes par M. Pierre Frondaie.

Je n'aime guère ce titre de *Distrait volontaire :* il nous donne du caractère de La Fontaine l'idée la plus fausse. Les distractions du Bonhomme étaient célèbres ; on lui en prêtait beaucoup, de celles qu'on ne prête qu'aux riches. Déjà, pour ses contemporains, il était le type du Distrait, épreuve avant la lettre du Ménalque de La Bruyère. Tallemant l'appelle un grand rêveur et cite à l'appui le témoignage de Mlle de La Fontaine. « Sa femme dit qu'il rêve tellement qu'il est quelquefois trois semaines sans croire être marié. » C'est un genre d'oubli auquel il était particulièrement sujet. Or toutes les anecdotes, vraies ou fausses, qu'on nous en conte, se ressemblent par un trait, qui est la naïveté : l'ingénuité, une simplicité d'enfant. Qui ne voit que ces distractions, si elles sont voulues, changent de nature? Les unes perdent leur charme et les autres leur excuse. J'ai connu un original qui se piquait de distraction, comme d'une élégance. Rien ne le comblait d'aise autant que de s'entendre dire : « Émile, — il s'appelait Émile, — est si distrait ! » On croira sans peine que ses distractions, préparées et concertées, étaient sans grâce. La volonté, c'est le fonds qui manqua le plus à La Fontaine. Nous avons avec lui le parfait exemple d'une vie abandonnée au caprice. Après cela, qu'il ne fût pas tout à fait une bête, qu'à son ingénuité il se mêlât plus d'un grain de malice, et, pour tout dire, que ce fût bonhomie de bonhomme champenois, c'est probablement ce que les auteurs de ce *Distrait volontaire* avaient dans l'esprit et qu'ils ont exprimé, comme c'est assez l'usage aujourd'hui, avec une certaine impropriété de termes.

Mais un titre n'est qu'un titre et il semble que MM. Louis Geandreau et Guillot de Saix, leur titre choisi, s'en soient assez peu souciés. Leur La Fontaine est celui de la tradition, ou de la légende : ils n'y ont rien changé. Il leur a porté bonheur et valu un très joli succès, sur lequel il serait superflu d'épiloguer. L'un des deux auteurs, Louis Geandreau, n'est plus là pour en jouir : il est mort au champ d'honneur. Encore un talent que la guerre nous a coûté.

Mais comment, pourquoi, par quelle aberration, la Comédie-Française a-t-elle infligé à cet aimable spectacle ce décor scandaleux ? Quand la toile se lève, au premier acte, c'est avec une sorte de stupeur que nous voyons se découvrir un de ces coloriages comme on en donne à faire aux enfants, pour qu'ils se tiennent tranquilles. Un paquet de jaune : c'est un champ de blé. Un paquet de vert : prenez cela pour un arbre. Des lignes tracées avec cette gaucherie voulue, qui est bien ce qu'on peut imaginer, en art, de plus désobligeant et de plus sot. Ce qui rend impardonnable cette faute de goût, c'est qu'elle est commise à propos du poète qui peut-être a su le mieux faire passer dans ses vers la grâce nuancée de nos paysages et l'atmosphère subtile de l'Ile de France. Devant cet informe et lourd bariolage, Jeannot Lapin se sauverait et les deux pigeons fuiraient à tire d'ailes. Ce dessin rudimentaire, ce heurt brutal de tons criards, ces jaunes, ces verts, ces rouges également violents et crus, toute cette laideur et toute cette hideur, voilà ce qu'ils font de nos campagnes ! A Munich, à Moscou ces enfantillages séniles dont Guignol ne voudrait pas !

Revenons à la pièce, qui est ingénieuse et d'une grâce facile. MM. Geandreau et Guillot de Saix ont évité de nous servir la biographie de La Fontaine découpée par tranches, comme ont fait les auteurs de pièces récentes sur *Rachel* ou sur *Pasteur*. Ils se sont mis en frais d'invention. Ils ont imaginé un petit roman qui leur a permis d'évoquer tout à la fois le La Fontaine des *Fables* et celui des *Contes*.

La scène est à Château-Thierry. Perrette, quand elle va porter son lait à la ville, est obligée de traverser le jardin de Jean de La Fontaine : celui-ci, pour distrait qu'il soit, ne laisse pas de s'en apercevoir. Il est, pour le moment, amoureux d'une jeune veuve du nom de Clymène. Cette Clymène est la sœur de lait de Perrette, et, on ne sait par quel hasard, elles se ressemblent comme des sœurs. Déjà peut-être, sans qu'il s'en doute, le cœur du poète balance entre les deux.

Au second acte, chez Fouquet, au cours de la fête magnifique et

absurde qui devait avoir un si tragique lendemain. On y voit passer Louis XIV. Il ne fait que passer, ô Louis Bertrand! mais comme passent les météores. Cependant, La Fontaine apprend que notre veuve inconsolable est sur le point de convoler. Absorbé dans son chagrin, il manque la présentation au Roi et s'attarde, penché sur l'herbe, à suivre l'enterrement d'une fourmi.

Au troisième acte, le voilà de nouveau à Château-Thierry. Racine et Molière l'y relancent, et aussi Chapelle qui ne manque pas une si belle occasion de s'enivrer. C'est le jour des noces de Clymène, mais le poète n'en a cure : il est chose légère et le caprice est passé. Dépit de Clymène, qui se flattait d'avoir fait un malheureux. C'est ici que l'étrange ressemblance entre la noble dame et sa rustique sœur de lait va nous être d'un grand secours. En Clymène, c'est peut-être Perrette que La Fontaine aimait : il en sera quitte désormais pour aimer Clymène en Perrette. Dénouement attendu et souhaité de tous, dénouement heureux, qui n'en est pas moins, pour le spectateur averti, un regard jeté sur les dernières années du poète et ses vulgaires amours.

L'anecdote est très acceptable et en vaut une autre, la langue est claire, la versification est aisée. Des vers de La Fontaine, que les auteurs ont intercalés dans la trame de leur œuvre, sont comme les motifs sur lesquels ils ont brodé leurs variations. Toute la pièce, — un peu longue pour un à-propos, un peu mince pour une comédie, — est cela même : des variations sur un des thèmes les plus populaires de notre littérature. On l'entend sans ennui, et je dirai même avec plaisir.

Le meilleur rôle est celui de la jeune veuve. Il a trouvé en cette fine diseuse qu'est Mlle Leconte une interprète qui en fait valoir toutes les nuances. Mlle Leconte joue aussi le rôle de Perrette. La souplesse avec laquelle elle passe de l'un à l'autre et change sa manière paysanne en manière grande dame a été pour beaucoup dans le succès de la pièce. M. Léon Bernard a de la bonhomie dans le rôle du Bonhomme et il dit les vers mieux qu'on n'a coutume de le faire aujourd'hui. Je n'ai pas beaucoup goûté le jeu de Mme Dussane dans le rôle de la fermière, dame Lise : le comique m'en a paru forcé. Mlle Marquet est une très belle Marie Mancini. Les autres rôles sont très honorablement tenus.

Le sujet des Rois en exil est un vieux sujet, qui a défrayé beaucoup de romans et de pièces de théâtre. Mais il a été très renouvelé

par les récents bouleversements de l'Europe. Tandis que le *Prince Jean*, de M. Charles Méré, triomphe à la Renaissanee, M. Pierre Frondaie nous conte l'aventure du petit prince Adolphe, héritier dépossédé d'un trône des Balkans. Ce jeune homme timide s'est réfugié en Suisse, où sa sœur Maria Pia et un évêque fidèle travaillent à lui reconquérir son trône. Maria Pia est l'âme de la conjuration. Cette princesse, d'une grande beauté et d'une énergie plus grande encore, ne vit que pour une idée : la restauration de la dynastie. Sourde aux hommages qui naissent sous ses pas, on l'a surnommée *la sainte*. Ses efforts sont à la veille d'aboutir. Tout est prêt pour la rentrée triomphale d'Adolphe... C'est à cet instant qu'apparaît un certain colonel Zoris, dévoué serviteur de la cause royaliste et bel homme.

Au deuxième acte, chez le colonel Zoris. Quelle n'est pas notre stupeur d'y voir soudain arriver la princesse Maria Pia et pour déclarer au beau colonel qu'elle est folle de lui... Quoi? Maria Pia, la pure, la chaste, la virginale, la sainte ! Amour, voilà de tes coups!

Zoris, lui aussi, aime Maria Pia. Cela ne l'empêche pas de s'offrir quelques petits divertissements à côté. Il a une maîtresse, rencontrée au casino. Hélas ! la conquête du beau colonel est une espionne au service du nouveau gouvernement. Elle introduit au logis un policier qui s'empresse de fouiller les meubles. Dûment renseigné sur les projets des naïfs conspirateurs, il saisit la minute opportune, tue Adolphe d'un coup de revolver et disparaît.

Au dernier acte, Maria Pia et Zoris sont réfugiés à Venise, rendez-vous, depuis *Candide*, des rois détrônés. Un problème entre tous angoisse Maria Pia : par qui ont-ils pu être trahis? Divers indices la mettent sur la voie. Boue et sang! Horreur et malédiction!... Moralité : quand on conspire, il faut éviter de causer sur l'oreiller avec la première venue; quand on est une sainte, mieux vaut ne pas prendre d'amant.

Mme Simone est la princesse Maria Pia. Je crois qu'on l'étonnerait en lui disant que c'est son meilleur rôle. M. Blanchar est un gentil petit prince prêt pour le sacrifice. MM. Grétillat et Vargas jouent, avec leur autorité coutumière, les rôles, peu entraînants, du colonel et de l'évêque.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous écrivions, il y a quinze jours, que le développement de la Conférence impériale britannique présageait un renouveau d'activité diplomatique du Cabinet de Londres. Nous traversons cette nouvelle crise ; elle présente les mêmes caractères que les précédentes ; à propos des réparations, c'est une ample manœuvre d'encerclement destinée à isoler la France et à ébranler la fermeté de M. Poincaré. Pour saisir tout le sens et la portée de cette suprême offensive, il faut bien voir que la question des réparations, pour le Gouvernement et l'opinion britanniques, n'est que secondaire ou plutôt subordonnée ; elle est un moyen plus encore qu'une fin. Essayons de comprendre, du point de vue britannique, pourquoi s'est déclenchée cette nouvelle campagne et quel en est l'objet.

A la vieille Angleterre, dont la sécession de l'Irlande a achevé de détruire le caractère historique, se substitue de plus en plus l'Empire, ou plutôt la Communauté (*Commonwealth*) des Dominions et des grandes colonies fondée sur une même culture traditionnelle, et surtout sur la solidarité économique. Le Cabinet de Londres n'est que le gérant de ce patrimoine et de ces intérêts ; le véritable Gouvernement, — il faudrait plutôt dire le Conseil d'administration de cette gigantesque firme, — ce sont les conférences des premiers ministres des Dominions. L'esprit des Dominions est caractérisé par un singulier mélange d'empirisme économique et d'idéalisme ingénu ; il n'a, des questions continentales européennes, qu'une connaissance superficielle ; ce qu'il voit, dans l'agrégat des nations du vieux monde, c'est d'abord un marché où le grand *Commonwealth* vend ses produits fabriqués et achète des matières premières et des denrées alimentaires. Or, depuis la fin de la guerre, le commerce végète ; le remaniement des frontières, les révolutions politiques l'ont désorganisé ; le chômage en est la conséquence, et le

chômage, c'est la grande plaie de l'Angleterre et de l'Empire. Le problème du chômage domine la Conférence impériale.

Pour l'atténuer, les Anglais croient à deux remèdes : solution rapide de la question des réparations, c'est-à-dire l'ordre en Europe; régime de protection entre les divers pays du *Commonwealth*. Déjà, à son arrivée au pouvoir, M. Bonar Law, — ce grand honnête homme qui vient de mourir environné de respect et de regrets, — affirmait que « le meilleur moyen d'améliorer notre commerce est de développer les ressources de notre Empire ; » et il avait résolu de convoquer une Conférence impériale « avec l'ardent désir de voir si, par la coopération, nous ne trouverons pas le moyen de faire quelque chose pour augmenter le commerce dans les limites de notre Empire. » C'est précisément l'objet de la Conférence actuellement réunie. Le problème continental, c'est-à-dire le problème des réparations, se greffe sur la question plus vaste, plus générale du commerce et du chômage. Mais, s'il est possible que le désordre européen paralyse les échanges, il est encore plus certain que le retour de l'ordre, du travail, de la prospérité, qui s'accentue chaque jour, menace l'Angleterre d'une formidable concurrence. L'objet des délibérations de la Conférence est de rechercher dans quelle mesure l'Empire peut se suffire à lui-même et remplacer le commerce extérieur par un commerce interimpérial. C'est le grand débat, capital pour l'avenir du *Commonwealth*, qui divise passionnément les esprits. Les chiffres prouvent que, en dépit du trouble apporté par la guerre, le commerce avec l'Europe l'emporte sur les échanges interimpériaux, d'autant plus que les Dominions n'entendent pas se priver de développer leur industrie et de faire concurrence à la métropole.

Dans quel esprit les Premiers coloniaux abordent ces questions, le discours du général Smuts, premier ministre de l'Afrique du Sud, nous l'apprend. Une grande guerre de race, le général Smuts a vu cela en Afrique du Sud ; la guerre finie, les Boers vaincus et annexés, la réconciliation s'est faite sous le drapeau britannique, l'harmonie et la prospérité règnent. Il faut faire de même en Europe ; la guerre est finie, la querelle vidée; l'heure est venue des réconciliations et des échanges pacifiques; l'ambition, l'intransigeance du nationalisme militariste français et de M. Poincaré, son porte-parole, voilà ce qui empêche l'entente générale. A la fin de son discours du 23 octobre, le général accorde à la nation française quelques paroles d'estime et de sympathie, mais de quels amers reproches n'accable-t-il pas sa politique ! Il est édifiant pour les Français d'entendre

de tels accents : « Quatre années se sont écoulées depuis que fut signée la paix de Versailles, et la paix n'existe pas en Europe. La guerre se poursuit sur le terrain économique. Nous marchons tous, vainqueurs et vaincus, à la ruine inévitable... La structure industrielle et économique de l'Europe craque de tous côtés, la lassitude et le désespoir sapent le moral des peuples, l'hystérie militaire sape leurs ressources financières épuisées. Partout vous voyez des soldats, partout des armées gigantesques, même parmi les nouveaux petits États qui ne peuvent pas les entretenir... Les hordes noires de l'Afrique ont été appelées pour rectifier la balance morale et politique du vieux continent, mère patrie de la civilisation! Les principes d'humanité sont partout tournés en dérision et dégradés. Le niveau de vie est partout abaissé pour les peuples ; pour quelques-uns d'entre eux, la famine n'est pas loin. Continuerons-nous plus longtemps cette marche à la destruction, ce pèlerinage à la ruine, cette croisade au suicide pour laquelle l'Europe s'est embarquée? » Est-ce M. Cuno, ou quelque leader bolchéviste, ou un ministre des Dominions qui parle? On pourrait aisément s'y tromper. Quel remède? Réunir promptement une conférence de la paix : « Je n'ai aucune raison de croire qu'une Puissance quelconque parmi les intéressées puisse se refuser à participer à une telle conférence, mais je vois clairement que l'absence de l'une ou de l'autre de ces Puissances ne devrait pas empêcher les autres de se réunir et d'étudier de leur mieux les problèmes qui se posent. » Avec la France, si elle se plie aux conditions édictées par l'Angleterre, sans elle, si elle résiste et s'abstient. Voilà du moins un programme qui a le mérite d'être clair.

Quant à l'objet même de la Conférence, M. Smuts ne le dissimule pas davantage; il est moins d'évaluer la capacité allemande de paiement que de la réduire. Faire payer à l'Allemagne le montant fixé par l'état du 5 mai 1921 aurait pour effet d'abaisser le *standard of life* de l'ouvrier allemand, de permettre aux industriels de produire à bon marché et de préparer à l'Angleterre une concurrence désastreuse ; il faut donc le réduire. Aucun paiement ne sera possible, tant que durera l'occupation de la Ruhr ; « l'occupation de la Ruhr barre le chemin aux réparations ; » il est donc nécessaire d'obliger la France à l'évacuer. L'exploitation directe du territoire allemand n'est possible que par « une interprétation fausse et déloyale » du traité. L'Angleterre doit empêcher à tout prix la dislocation de l'Allemagne. « Et si, comme j'espère qu'elle le fera, l'Allemagne fait enfin appel une dernière fois à la compassion de ses vainqueurs de la Grande

Guerre, j'espère que notre grand Empire n'hésitera pas un seul instant à répondre à cet appel et à employer tout son pouvoir diplomatique et toute son influence pour venir à son aide et pour prévenir une calamité qui serait plus dangereuse pour l'Europe et pour le monde que la catastrophe russe. » Sans doute l'opinion du général Smuts n'engage que lui-même et il est notoire que deux au moins des Premiers des Dominions ne partagent pas ses opinions outrancières ; il n'en reste pas moins que, dans la Conférence impériale et autour du Gouvernement, s'agite un parti, influent dans l'opinion et la presse, qui prétend nous conduire à une revision du Traité de Versailles. Et cela suffirait, s'il en était besoin, à justifier les précautions de M. Poincaré.

A cette opinion, M. Baldwin est enclin à faire des concessions, parce qu'il a besoin du concours de la Conférence impériale pour le succès de sa politique économique. Nous avons montré, dans la précédente chronique, les progrès du système préconisé par M. Mac Kenna et par tout un groupe de banquiers et de grands patrons appartenant à la Fédération des industriels britanniques. Le Gouvernement des États-Unis, en 1921, a conjuré une redoutable crise de chômage par une politique d'extension du crédit, aboutissant à une inflation modérée qui fut arrêtée dès que ses effets parurent suffisants. Le Gouvernement britannique est mis en demeure d'entrer dans la même voie, de renoncer, à tout le moins, à la politique de déflation et de stabilisation de la livre qu'il a suivie depuis la fin de la guerre. Dans ses trois discours de Plymouth, le 28 octobre, de Swansea le 30, de Manchester le 2 novembre, M. Stanley Baldwin s'est expliqué nettement sur la politique économique qu'il compte adopter. Il n'a jamais été un doctrinaire ; il suit, comme homme d'État, la méthode qui lui a réussi comme industriel, il se laisse conduire par l'expérience. Pour venir à bout du fléau du chômage, « nous devons avoir recours à des mesures radicales et draconiennes. » Le libre échange a contribué à la fortune de l'Angleterre, mais il n'est plus de saison ; dans la plupart des pays, des systèmes presque prohibitifs se dressent, comme autant de barrières, devant l'exportation anglaise ; c'est, par exemple, le cas pour les États-Unis, et c'est ce qui rend si difficile à l'Angleterre l'acquittement de sa dette envers eux ; il faut donc s'armer de tarifs de protection : « nous ne verrons jamais les tarifs étrangers s'abaisser si nous nous contentons d'attendre et de voir venir. » « Mon idéal, continue le premier

ministre, est de voir un grand Empire qui puisse sauvegarder le *standard of life* de ses propres citoyens, qui rende service au monde entier, qui maintienne le libre échange à l'intérieur de ses frontières, qui établisse sur ses mers la circulation des voyageurs et des marchandises d'une manière aussi libre que la circulation qui se fait en Amérique sur les chemins de fer, et dans lequel tous les citoyens puissent se considérer comme n'ayant qu'une nation, qu'un pays et qu'un foyer. » Des tarifs protecteurs seraient donc établis pour protéger l'industrie britannique contre la concurrence étrangère ; mais les Dominions jouiraient d'un régime de faveur. Les céréales et la viande ne seraient frappées d'aucun droit ; on favoriserait l'extension des terres labourables et les progrès de l'agriculture. Ainsi M. Baldwin établirait un système de protectionnisme mitigé et étendu à tout l'Empire considéré comme un tout économique.

A ce programme le Premier se flattait de rallier le Labour Party, mais les organes travaillistes déclarent que le système du ministère conservateur serait inopérant et préconisent, comme unique remède au chômage, la nationalisation des industries et l'impôt sur le capital. La presse libérale, fidèle au vieux libre-échangisme manchestérien, jette les hauts cris; elle repousse avec mépris les béquilles du protectionnisme. M. Asquith, dans un discours, vient de prendre position comme chef du parti qui demeure fidèle au libre-échange. Les polémiques, autour du projet, sont très vives et, à Manchester, on a entendu M. Baldwin annoncer que « ce sera au pays à décider. » De prochaines élections se feraient donc sur la question des tarifs protecteurs. Heureux pays où les partis politiques se différencient et se livrent des batailles ardentes sur un programme économique! Le retour de la Grande-Bretagne à un système protectionniste est un indice dont la valeur ne saurait nous échapper. Le temps glorieux du « splendide isolement » est passé ; l'Angleterre entre dans la voie du nationalisme économique ; les conséquences d'un tel revirement seront considérables pour le monde entier ; c'est sans doute, depuis l'armistice et les traités de paix, le plus grand événement politique. L'Angleterre veut avoir en main des moyens de faire pression sur les autres pays ; ses vaisseaux, dont elle vient de montrer 75 grandes unités aux ministres coloniaux, ne lui suffisent pas; inquiète pour son industrie, elle s'arme pour la guerre de tarifs.

La Conférence impériale attache le plus haut prix à une coopé-

ration des États-Unis à la politique européenne; et il se trouve qu'en même temps, pour des raisons de politique intérieure surtout, l'Amérique tend à s'intéresser de nouveau à la restauration de l'ordre européen. Le rapprochement des deux grands *Commonwealths* anglo-saxons fait partie du programme impérial; M. Baldwin le souhaite d'autant plus qu'il a sans doute conscience d'avoir, à l'instigation des banquiers de la Cité préoccupés de stabiliser la livre au pair du dollar, trop hâtivement consolidé la dette de guerre de l'Angleterre envers les États-Unis. En décembre 1922, dans son discours de New-Haven, le Secrétaire d'État Hughes se mettait à la disposition de l'Europe pour la fixation impartiale de la dette allemande; dernièrement, le même M. Hughes et le président Coolidge ont laissé clairement entendre qu'ils ne refuseraient pas leur concours à un effort pour arracher l'Europe à la catastrophe financière et au désastre économique, pourvu qu'ils fussent invités par tous les Alliés qu'intéressent les réparations; ils le faisaient déclarer le 23 octobre, au cours d'un banquet, par l'ambassadeur des États-Unis à Londres, M. Georges Harvey. Mais il serait entendu que la question des dettes interalliées resterait hors du débat et serait considérée comme indépendante du problème des réparations. Le Foreign Office a publié la correspondance échangée entre lord Curzon et son chargé d'affaires à Washington: il en résulte que c'est à la suite d'un accord préalable que les deux Gouvernements ont mis en avant le projet d'une conférence destinée à résoudre le problème des réparations en profitant de la circonstance favorable qu'offre la cessation de la résistance passive allemande. Les États-Unis spécifient d'ailleurs qu'il ne s'agit pas de soustraire l'Allemagne à ses responsabilités et à l'obligation des réparations, mais d'étudier les conditions dans lesquelles elle pourrait rétablir sa situation économique afin de pouvoir, par la suite, faire face à ses obligations.

Dans le discours du général Smuts, comme dans tous les documents émanant du Foreign Office, la situation de l'Europe continentale est visiblement poussée au noir. Si elle apparaît sous ces sombres couleurs à lord Curzon, ne serait-ce pas que, depuis son abstention du 11 janvier, le Gouvernement britannique n'a pas réussi à reprendre, par une heureuse initiative, la direction du jeu et qu'il s'aperçoit que, la désagrégation de l'Allemagne aidant, la France est en train de trouver, sur place, les solutions que toutes les conférences européennes n'ont fait que retarder. Le *Times*, dans son éditorial du 29 octobre, écrit : « La politique de violence, par laquelle

la France a essayé d'obtenir satisfaction, a échoué » C'est le contraire de la vérité; seule la politique des gages, — qui n'a jamais été une politique de violence, — a donné des résultats. La situation, dans la Ruhr, est chaque jour plus satisfaisante. L'exemple donné par la firme Otto Wolff est aujourd'hui suivi par la puissante maison Krupp et par M. Stinnes lui-même, pour la reprise générale du travail et des livraisons en nature. Ces trois *Konzern* représentent 90 pour 100 des entreprises qui, dans la Ruhr, contrôlent la production. Ils s'engagent à acquitter tout l'arriéré de l'impôt sur les charbons et à livrer, au titre des réparations, 20 pour 100 de la production en houille et en coke. La régie franco-belge des chemins de fer est en pourparlers avec des délégués du Reich pour l'ajustement des horaires et des tarifs. Plus de 25000 cheminots allemands ont été réintégrés dans leurs emplois et les demandes affluent. Une banque d'émission, garantie par un syndicat de banquiers rhénans et français, va être constituée et chargée d'assainir la situation monétaire par l'émission d'un *Notgeld*. Ainsi, par la reprise du travail et des affaires, sera bientôt conjurée la crise de chômage et seraient arrêtés les désordres communistes. Enfin la proclamation de la République rhénane et les progrès des tendances séparatistes ou autonomistes présagent un règlement prochain du problème de nos sécurités. La politique franco-belge est aujourd'hui assurée du succès; elle ne rencontre plus d'autres obstacles que ceux que lui suscitent ses alliés.

Adoption par le Gouvernement britannique, à l'instigation de la Conférence impériale, d'une politique de défensive économique par des tarifs protectionnistes ou préférentiels; efforts pour ramener les États-Unis à participer au règlement des questions européennes; succès de la politique franco-belge dans la Ruhr : voilà trois séries de faits qui ont entre eux des rapports évidents, et c'est par leur conjonction qu'a pris naissance l'initiative anglaise d'une conférence européenne. La politique anglaise, depuis l'armistice, n'a pas cessé de travailler à l'encontre de ses propres intérêts ; après n'avoir laissé à la France d'autre issue que l'occupation de la Ruhr, on peut se demander si elle ne va pas maintenant la pousser involontairement à une entente particulière avec l'Allemagne; une solution directe du problème des réparations impliquerait, en effet, une solidarité économique étroite entre la France et l'Allemagne. M. Baldwin, avec sa loyauté coutumière, a donc cherché à rassurer sur ses intentions le Gouvernement français. Son discours de Plymouth nous révèle la

genèse du projet. Ce fut d'abord une communication au Gouvernement américain qui répondit que « si tous les Alliés invitaient les États-Unis, le Gouvernement américain participerait à une conférence interalliée ou se ferait représenter par un expert américain dans une Commission d'experts placée sous les auspices de la Commission des réparations. » Ainsi l'alternative qui fut présentée à M. Poincaré et appuyée par les cordiales instances de M. Baldwin, serait d'origine américaine. Sur les points fondamentaux, le Gouvernement français n'avait pas de peine à se trouver en plein accord avec les propositions britanniques : urgence de résoudre le problème des réparations, utilité de ramener les États-Unis à participer au règlement des affaires européennes. Le langage de M. Baldwin était rassurant. « Les réparations sont, pour l'Allemagne, la juste pénalité pour la guerre, mais, pour qu'elle puisse exécuter les réparations, il faut qu'elle soit mise en état de payer, il faut que sa monnaie se stabilise, que ses finances soient contrôlées, il faut qu'elle donne des garanties adéquates de paiement. » Mais jusque dans ses adjurations amicales à M. Poincaré il est difficile de ne pas percevoir un écho des menaces du général Smuts. En lisant les articles de la presse libérale, voire même du *Times*, on est fondé à craindre qu'une fois la conférence ouverte, elle ne se laisse entraîner à dépasser son mandat. Seule, un comité consultatif d'experts, nommés par la Commission des réparations, tenant d'elle ses pouvoirs et travaillant sous son contrôle, dans le cadre du traité, pouvait être acceptée. La France donnerait ainsi à ses alliés, notamment à l'Angleterre, à l'Italie et à la Belgique, une preuve de sa bonne volonté et de son esprit de conciliation.

Le Gouvernement français se trouva donc unanimement d'accord pour accepter le principe d'une conférence d'experts et pour signer l'invitation qui serait adressée aux États-Unis, pourvu toutefois que les droits de la Commission des réparations fussent sauvegardés et qu'à la formule qui définit la mission de la future Commission : « examiner la capacité de paiement de l'Allemagne » fût ajouté, après le substantif « capacité, » le qualificatif « actuelle. » La différence est essentielle. L'examen des ressources et des capacités de l'Allemagne peut être fait, d'après le traité (article 234), « de temps à autre, » ce qui implique non pas une revision périodique du montant de la dette, mais une étude des moyens à employer pour faire payer l'Allemagne. L'addition du mot « actuelle » fait rentrer l'invitation à adresser aux États-Unis dans la lettre

et dans l'esprit du traité et coupe court aux manœuvres qui pourraient être tentées, qui le seront certainement, pour entraîner une revision de l'état de paiements de mai 1921. Ce qui est important, c'est bien moins d'évaluer la capacité générale de paiement de l'Allemagne que de savoir par quels moyens il serait possible de l'amener ou de la contraindre à payer. Rien n'est plus vague, rien n'est plus incertain et instable que la « capacité de paiement » d'un État. Pratiquement, celle du Reich, à l'heure actuelle, est à peu près égale à zéro. Sa capacité de paiement, c'est en réalité sa capacité de travail et de production qui est pratiquement indéfinie, c'est surtout la capacité et la volonté de sacrifice du peuple allemand. Est-ce donc cette capacité que des experts, puisque experts il y a, pourraient apprécier ? L'évaluation de la capacité de paiement de l'Allemagne n'est qu'un vain casse-tête si elle n'a pas pour objet prémédité une réduction de sa dette. Ce que des experts pourraient, dans une certaine mesure, estimer, c'est la capacité de production des usines et de l'agriculture allemandes; ils pourraient s'occuper de rechercher et de faire rentrer les sommes déposées à l'étranger par des firmes allemandes; ils pourraient encore, comme le suggérait M. Baldwin, organiser le contrôle des finances allemandes, veiller à un accroissement des impôts qui n'atteigne pas seulement le superflu des fortunes allemandes et qui charge le contribuable allemand au moins autant que l'anglais ou le français.

Ne nous dissimulons pas d'ailleurs que toute évaluation technique de la capacité de paiement de l'Allemagne entraîne les plus graves inconvénients; empruntons-en l'aveu à un distingué et courageux financier allemand, M. Alfred Lansburgh, qui écrivait, en mai dernier, dans la revue *die Bank* : « Cette disposition de l'article 234 est peut-être la plus désastreuse de tout le traité de paix. Elle crée une prime à l'incapacité de paiement, elle sanctionne la démonstration de cette incapacité comme un exploit patriotique. Les actes de politique économique et de politique financière accomplis par le Gouvernement, qui entraînent manifestement une décadence et qui, pour cette raison, devraient être stigmatisés comme insensés ou criminels, apparaissent, aux yeux allemands, par suite de cette disposition, comme justifiés et même comme tout à fait méritoires. » On ne saurait mieux dire. Obliger l'Allemagne à payer, la mettre en mesure de le faire, c'est le plus grand service que les Alliés puissent lui rendre. La France a donné l'exemple dans la Ruhr et montré le chemin du salut. M. Poincaré est donc fondé à

spécifier que, si la conférence se réunit, elle ne pourra mettre en question ni la légalité de l'occupation, ni les résultats obtenus dans la Ruhr. La capacité de paiement d'un peuple est fonction d'éléments subjectifs qu'aucun « expert » ne saurait évaluer; et aucune évaluation ne pourrait devenir utile si elle n'implique un contrôle minutieux, une véritable mise en tutelle des finances et de l'économie nationale allemandes. Est-ce là ce que veulent les auteurs de la proposition britannique? Les États-Unis eux-mêmes, en excluant des débats le problème des dettes interalliées, ont voué la conférence, si elle doit avoir lieu, à la stérilité; ils justifient, en tout cas, les précautions que la France, elle aussi, est fondée à prendre pour prévenir toute réduction de la dette allemande. Enfin, la capacité de paiement de l'Allemagne ne se trouvera-t-elle pas réduite si l'Angleterre ferme son marché impérial par des tarifs de protection? Est-ce encore cette constatation que les experts devraient faire? En réalité, quand on serre de près la question et qu'on cherche le contenu des formules, on s'aperçoit qu'elles ne peuvent être qu'un trompe-l'œil et qu'elles cachent une manœuvre politique à laquelle on est surpris que le Gouvernement de la Belgique se soit laissé entraîner à participer.

A cette manœuvre, M. Poincaré a, d'avance, barré la route. Son discours de Sampigny (28 octobre), ceux de Nevers (1er novembre), de Tulle et de Brive (4 novembre) délimitent les concessions que la France est disposée à faire, dans le cadre du Traité, aux vœux de ses alliés et les abandons auxquels elle ne saurait se prêter. « La limite de nos concessions est atteinte ; nous ne la dépasserons pas. Voilà quatre ans que nous faisons tous les frais des avantages accordés à l'Allemagne en dépit du traité. C'est assez... Nous ne voulons pas supporter seuls la presque totalité des dépenses d'une cause qui était vitale pour tous et que nous avons gagnée ensemble. Nous ne voulons pas non plus rester exposés à de nouvelles agressions dans ces marches de l'Est que le président Wilson appelait un jour, d'un mot très juste, la frontière de la liberté. Nos amis belges et nous, nous sommes les gardiens de cette frontière, mais, si derechef elle était un jour franchie, tous nos alliés seraient bientôt menacés derrière nous. Notre politique de prudence et de fermeté n'a donc rien d'égoïste et d'étroit; elle est commandée par le bien général des peuples. Si nous l'abandonnions, nous ne trahirions pas seulement la France, nous desservirions le monde entier. »

Les dispositions conciliantes de M. Poincaré rendent possible et

ses directions pourraient rendre bienfaisante la convocation d'un comité d'experts, mais les conditions justifiées qu'il pose à sa participation ont déjà refroidi l'enthousiasme de ceux qui ne voient, dans la proposition britannique, que la manœuvre politique. Mais, avec ou sans conférence, l'intrigue se développe et toute la machination apparaît. La mobilisation de l'opinion mondiale contre la France, prévue et préparée par la presse libérale anglaise, se poursuit ; elle dénonce l'hégémonie française. M. Garvin, dans son *Observer* (29 octobre), s'insurge contre la dislocation de l'Allemagne dont il rejette la responsabilité tout entière sur la France. « Si nous avions su que, derrière le plaidoyer en faveur de l'Alsace-Lorraine, se dissimulait toute une énorme restriction mentale qui prévoyait quelque chose de pire qu'une résurrection de la politique de Louis XIV et de Napoléon, l'entente cordiale n'aurait jamais existé, les États-Unis ne seraient jamais intervenus sur le continent et pas une goutte de sang britannique ou américain n'y aurait été versée. Nous aurions couru nos risques sur un autre tableau. » A travers ce torrent d'insanités, sachons apercevoir le dépit amer que la politique saine et forte de la France et son succès inspirent à tous ses envieux.

Le comité d'experts se réunira-t-il ? On en peut douter. La solution dépend surtout du Gouvernement de Washington ; le principal intérêt d'une telle conférence serait de ramener en Europe les États-Unis. Tout mis en balance, avantages et inconvénients, nous préférerions, pour notre part, voir ce projet rester dans les limbes diplomatiques. Mais l'offensive contre la France n'est pas encore repoussée. Pour en venir à bout, nous n'avons qu'à rester fermes dans nos tranchées et à regarder se développer les inéluctables conséquences de la résistance passive allemande. Une fois de plus, les faits justifient la politique de M. Poincaré. Si le projet de conférence tombe, le coup d'État militaire et nationaliste qui est imminent en Allemagne, les progrès du mouvement séparatiste ou autonomiste qui se poursuivent en Rhénanie, préparent de dramatiques péripéties qui obligeront les Alliés à s'entendre sur un programme positif et pratique et peut-être à intervenir d'un commun accord. L'union des Alliés ne se refera que dans l'action.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

CŒUR PENSIF NE SAIT OÙ IL VA

DEUXIÈME PARTIE (1)

V

Quand Irène se releva pour reprendre son service habituel, sa résolution était très nette dans son esprit. Si elle avait, à seize ans, caressé le rêve, elle aussi, d'un roman d'amour, jamais il ne s'était précisé dans sa pensée. Les conditions de son intérieur de famille avaient trop opprimé sa personnalité. Cette obligation de ménager à la fois dans son père et dans sa mère deux volontés contradictoires, lui avait, sur ce point comme sur les autres, obscurci à ses propres yeux son caractère. Elle n'avait pas osé imaginer sa vie sentimentale, tant le pouvoir de l'affirmation s'était affaibli en elle. Puis était venu son mariage qui l'avait laissée vierge de cœur, mais plus craintive encore, plus incapable d'une heureuse espérance passionnelle. Se remarier? Elle s'était interdit même d'y penser. Elle appréhendait trop de recommencer une existence de pénible reploiement et de détresse cachée. Elle était d'autre part une très honnête femme, au beau sens de ce mot qui correspond à cet autre, si beau également, un homme d'honneur. Aucune malsaine curiosité ne l'avait jamais effleurée. Elle s'était dit que son enfant lui suffirait. Devait-elle se plaindre du destin, quand il lui donnait cette part? Mais l'âme féminine porte en elle des puissances qui la gouvernent à son insu et la conduisent où elle ne veut pas aller : un besoin de

Copyright by Paul Bourget, 1923.

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

suffire à quelqu'un qui lui suffise, un instinct de recevoir et de donner le bonheur. L'honnête femme croit avoir dompté ces puissances; elles sommeillent dans la profondeur la plus occulte de son être, d'autant plus vivantet, d'autant plus exigeantes qu'elles ont été moins satisfaites. L'honnête femme ignore leur travail caché, et, quand une occasion le lui découvre, elle en demeure épouvantée. Elle ne se retrouve plus. Elle se croyait assurée dans sa paix intime et cette paix est soudain détruite. Par quoi? Par la rencontre d'un homme qu'elle ne connaissait pas quelques heures auparavant. Non. Elle ne le connaissait pas, et elle le *reconnaît*. Cette rencontre inattendue, elle la souhaitait secrètement, ardemment, et elle ne le soupçonnait pas.

— Mais non, se répétait Irène, je ne l'aime pas, je ne dois pas l'aimer. Quand même je pourrais l'épouser, je ne devrais pas, à cause d'Annette, et je ne peux pas l'épouser.

Les confidences de l'officier improvisé, sur son passé d'humble travailleur, lui étaient si présentes, la visible simplicité du jeune homme l'avait tant séduite et surtout ce pathétique, si attendrissant pour elle, d'une destinée semblable à la sienne par la détresse de l'isolement, si différente par les circonstances, par le milieu! Cette différence lui apparaissait, en ce moment, comme totale, comme irréductible. Entre elle, la grande bourgeoise, et l'ouvrier relieur, une ligne était tracée, indéfinissable, infranchissable cependant : celle de la séparation des classes. Irène la voyait, cette ligne, aussi distinctement qu'un promeneur sur un rivage voit la démarcation entre la terre et la mer.

— Je suis folle, se disait-elle encore. Je ne l'aime pas. Les coups de foudre, ça n'existe que dans les livres. On n'aime pas si vite, par surprise. Être émue, ce n'est pas aimer. Seulement c'est une faute déjà de se laisser aller à cette émotion. Il est si clair, le devoir! Quand on a manqué sa vie, on fait celle de son enfant et on reste tranquille. Pour cela, il faut d'abord éviter les occasions. Je n'ai pas pu refuser de le veiller cette nuit. Une autre infirmière s'en occupera maintenant. Voilà tout.

Les moralistes ont raillé de tout temps les illogismes et les inconséquences de l'amour. Ces brusque volte-face, dans les décisions les plus raisonnées, sont le plus infaillible signe de

la passion commençante. Si Mme Servières avait pu se tromper sur la nature du sentiment soudain apparu en elle, ce doute aurait cessé, à constater, dès la première épreuve, les vacillations de sa volonté. « Éviter les occasions, » s'était-elle dit. Pourquoi alors suivre le médecin, quand, vers les neuf heures, il commença la visite des malades? Elle ne le faisait pas d'ordinaire. Mais comment résister à l'impatience de savoir Bernard Moncour hors de tout danger?

— Et notre opéré d'hier? demandait le docteur Bolland.

— Il a trente-huit de fièvre, répondait Mme Arnaudi, toujours là, en sa qualité d'infirmière-major.

— Ça ne m'étonne pas, fit le chirurgien, ces nerveux maigres, ça vous a un air chétif. Pas de muscles. Pas de chair. Ils sont vitalisés comme ces félins, qu'il faut tuer neuf fois avant qu'ils ne meurent. Je craignais le choc traumatique après la douleur de cette opération sans anesthésie. Il n'y en a pas eu. C'est une fière chance! Qu'il ne s'excite pas surtout, et il guérira vite.

— Il parle déjà, reprit Mme Arnaudi, de retourner dans la salle commune avec les autres blessés, ses hommes, comme il dit.

— Hé là-bas! Pas de ça, Lisette! s'exclama le chirurgien. La chambre à part et pas d'agitation.

— Alors, dit Agnès, on va lui donner comme infirmier l'abbé Cortez, et vous, Irène, comme infirmière, puisque vous l'avez veillé cette nuit et que ça a si bien réussi...

L'énergique femme ne mettait aucun sous-entendu dans cette petite phrase, prononcée très simplement. Pour Irène, quelle ironie! Cette veillée n'avait que trop bien réussi, en effet. A quoi? A la troubler, elle; à lui donner cette agitation que le docteur interdisait autour du malade. A cette minute encore, quel désarroi intérieur! Elle trembla de ne pas pouvoir le cacher. Décliner la proposition de sa belle-sœur provoquerait un « pourquoi? » Elle ne se sentit pas la force de le supporter, et elle s'écoutait répondre d'un ton qu'elle sut du moins rendre presque indifférent :

— C'est entendu.

Cette acceptation démentait ses sages réflexions du matin. Tandis qu'à la suite du docteur Bolland et de Mme Arnaudi, elle marchait vers la chambre du malade, elle en avait honte, et joie hélas! en même temps. Honte et joie qui redoublèrent

lorsque, rentrant dans cette chambre, — elle troisième, — ses yeux rencontrèrent ceux du jeune homme, aussitôt détournés. Elle y retrouvait ce regard, respectueux mais si passionné, qu'elle s'était tant promis d'éviter. Qu'elle eût été déçue déjà, s'il lui avait manqué?

— Surtout qu'on ne le laisse pas remuer, pas se laver seul! ordonna le chirurgien, après avoir examiné et pansé la blessure. — La plaie est magnifique. Pour qu'elle continue à bien aller, l'immobilité absolue, vous entendez, lieutenant. Absolue. Chaque mouvement, c'est deux ou trois jours de plus à rester ici.

— On ne bougera plus, monsieur le major, répondit Bernard Moncour en riant, on a trop envie de retourner là-bas, pour le coup de chien.

— Dépêchez-vous de guérir alors, dit Bolland. Si j'en crois mes tuyaux, ça ne traînera plus. Nous les aurons, avant l'hiver... Et vous, M. l'abbé Cortez, il faudra aussi vous ménager, ajouta-t-il en se tournant vers le nouvel arrivant, un homme jeune encore, très pâle, aux joues creusées. Son torse grêle était pris dans une tunique de soldat par dessous le sarrau d'infirmier. Sur le derrière de la tête, dans l'encadrement des cheveux très noirs, se détachait la tonsure sacerdotale.

— Vous aussi, continuait le docteur, vous voudriez retourner là-bas. Mais... — Et, s'adressant aux deux femmes, avec un haussement de ses larges épaules : — Ce sont toujours les mêmes qui veulent se faire tuer. Moi, je vous garde, l'abbé. Je n'aime pas cette mine de papier mâché. Vous en faites trop ici, avec votre balle dans la poitrine. Allons, il faut que j'écoute ces sacrés poumons.

Et le bourru bienfaisant quitta le lit de Bernard pour venir au prêtre infirmier, sur le dos duquel il promena lentement son oreille :

— Respirez... Toussez... Comptez tout haut jusqu'à dix. Respirez... Eh bien! non, ça va mieux que vous ne le méritez. Allons, à demain, mon lieutenant, et passons aux autres.

Et déjà il sortait de la pièce, suivi de Mme Arnaudi. Celle-ci, comme Irène les accompagnait, l'arrêta d'un geste :

— Restez donc à faire la toilette du lieutenant avec l'abbé Cortez.

Jusqu'ici, dans son service d'ambulance, ces soins corporels à donner aux malades ne représentaient, pour Irène, que de la

misère et de la pitié. Innocente comme elle était, restée presque une jeune fille dans son mariage sans amour, ces nudités d'hôpital n'offensaient pas son sens de la pudeur. Il ne lui venait pas à l'esprit qu'elle fût une femme pour ces blessés et que, pour elle, ces blessés fussent des hommes. Pour la première fois, elle éprouva une gêne à la pensée de donner des soins à ce blessé-là. L'idée de cette intimité physique la déconcertait. Comment se dérober? L'abbé Cortez, lui, exécutait déjà les indications du médecin. Il rectifiait la position de la jambe de l'opéré en glissant un coussin sous la gouttière. Irène, le dos tourné au lit, préparait les objets nécessaires à la toilette : la cuvette, l'eau, l'éponge, le savon, le linge. La lenteur de ses gestes trahissait sa lutte intérieure. Soudain, elle sortit de la pièce dans un accès d'impulsion. Mieux valait parler à sa belle-sœur. Mais quel prétexte donner pour qu'on la remplaçât ? Sa fatigue simplement. Et puis, à peine entrée dans le dortoir, elle se sentit paralysée, rien qu'à voir le profil sévère d'Agnès Arnaudi en train de noter sur son carnet les observations du chirurgien, lui-même occupé à interroger un autre malade. L'apparition de sa fille, soudain aperçue à travers la fenêtre, rendit de la force à Irène. L'enfant, suivie de sa bonne, allait et venait avec des ciseaux dans l'ancienne roseraie, à peine soignée depuis la guerre, sinon par quelques convalescents habitués au jardinage. Cette gentille Annette, prisonnière de ce triste décor d'hôpital, avait pour grand amusement de couper le matin des fleurs pour sa maman.

— Où avais-je la tête ? se dit Irène. Je vais demander à l'abbé Cortez de faire seul la toilette du lieutenant. Qu'en pensera-t-il ?... C'est un prêtre. S'il devine, il m'approuvera.

Et tout haut, comme Mme Arnaudi, étonnée de sa présence, la regardait :

— Le soleil va faire mal à Annette, dit-elle, inventant un prétexte justifié par l'éclaircissement du brouillard du matin. Cette étourdie d'Angélique la laisse courir tête nue !

Joignant l'acte à la parole, elle sortit, allant droit chez elle pour y prendre le chapeau de l'enfant et le lui porter dans le jardin. Annette la vit et courut vers sa mère, comme toujours, dans un sauvage élan. Elle lui tendait un bouquet de roses rouges et blanches. Et pendant qu'Irène la chapeautait, en la grondant un peu :

— Mamie, disait-elle, pour votre blessé de cette nuit; celui que vous avez veillé, celui qui est si brave qu'il ne veut pas du chloroforme.

On avait, sans y prendre garde, parlé devant la petite fille de Bernard Moncour et de l'opération. Sa phrase prouvait quelle attention elle prêtait aux moindres propos. Cet indice d'un si précoce éveil d'esprit gêna vaguement la mère. Une obscure impression de culpabilité lui faisait déjà redouter la pénétration de l'enfant. Elle prit les roses et répondit :

— Je vais les lui remettre. Mais cueilles-en aussi pour les autres blessés.

Et, tout en remontant l'escalier du château, elle se répétait :

— *Que vous avez voulu veiller*. Elle remarque tout... Ah! tant mieux! elle sera mon ange gardien.

Elle respirait ces roses, cependant, qui allaient parer et embaumer la journée de Bernard, avec la volupté d'une amoureuse.

— L'abbé doit s'étonner de mon absence, pensait-elle encore. Ces fleurs la lui expliqueront.

Elle s'engageait dans un corridor détourné, pour ne pas rencontrer de nouveau sa belle-sœur. Arrivée devant la chambre du blessé, elle vit en sortir, une cuvette dans les mains, le prêtre qui lui dit :

— Le lieutenant Moncour a demandé que je fisse sa toilette. Vous comprenez pourquoi. C'est un ouvrier, vous savez. Ces gens-là ont une délicatesse que l'on ne soupçonne pas. Je l'ai si souvent constaté. J'ai été des années vicaire à Saint-Étienne et je les connais bien. Celui-ci a pensé qu'une dame, comme vous, n'est pas faite pour ces besognes. Ne lui en parlez pas surtout, ça l'agiterait.

Ainsi la gêne subie par Irène à l'idée de certains soins à donner, le jeune homme la subissait, à l'idée de les recevoir. Qu'il sentît comme elle, et à la même minute, lui mit une chaleur au cœur. Le fragile édifice de sa résolution achevait de s'écrouler. Un nouveau projet allait se dessiner dans son imagination. Que de femmes romanesques comme elle, comme elle timides, comme elle vertueuses, se sont abandonnées à cette chimère : laisser grandir en elles un sentiment qui restera un rêve ; le taire à celui qui le leur inspire! Aucun acte, aucun geste ne le traduisant au dehors, elles en jouiront sans

repentir. C'est la fleur respirée et non cueillie, le désir dont on savoure l'angoissante douceur, sans étreindre jamais son objet. De tels partis pris ne s'arrêtent pas en une heure, dans l'éclair d'une volonté inconsciente. Ce sophisme sentimental, si dangereux, s'insinue dans le cœur, vaguement d'abord. Le moindre mouvement un peu vif de l'homme à qui ce cœur s'intéresse de la sorte l'effaroucherait. Il faut que ce poème intérieur soit ou bien ignoré, ou bien deviné, mais respecté par cet homme. Ou bien encore, — et ce fut le cas dans cette chambre d'ambulance, par un de ces hasards qui donnent à certaines aventures d'amour une apparence de fatalité, — il faut que cet homme nourrisse de son côté un rêve pareil et à propos de cette même femme.

— De quoi ai-je peur ? se répétait Irène, tandis que, rassurée par les paroles de l'abbé Cortez, elle offrait à Bernard les fleurs cueillies par Annette, en lui disant :

— Voici ce que ma fillette vous envoie.

Et pour se démontrer en effet qu'elle n'avait plus peur, elle vaquait, aidée par l'infirmier, à de très humbles soins, qui la rapprochaient du malade. Elle changeait la taie de l'oreiller. Elle bordait les couvertures. Il posait bien sur elle ce même regard. Mais quoi ? Opéré si récemment, il souffrait. Il n'y avait que cela dans ce regard, sa fièvre. Irène se l'affirmait. Du moins, elle voulait se l'affirmer. Elle devinait, elle voyait pourtant autre chose, — et cela lui était si doux, — dans ces prunelles sombres qu'elle devait, au cours de l'après-midi, retrouver fixées sur elle et aussitôt détournées, avec la même ardente expression.

Elle était revenue auprès de Bernard, une fois finies ses autres besognes dans la grande salle. Elle lui avait proposé de lui faire la lecture. Il avait répondu : « Volontiers, » en remerciant. Elle prit le fascicule de revue qui lui servait, la nuit précédente, à tromper la longueur de sa veillée.

— J'ai trop présumé de mes forces, dit Moncour, après un quart d'heure. Je vous demanderai, madame, de m'excuser; je vais essayer de dormir. D'ailleurs, dois-je vous l'avouer? Tout ce que l'on écrit sur la guerre nous est insupportable, à nous qui la vivons.

— Même ces lettres ?

— Oui, même ces lettres de nos camarades. Elles n'étaient

pas faites pour être publiées. Quand le soldat les écrivait dans sa cagnat, c'était du vrai. Imprimé, ça prend des airs de chiqué Vous savez, nous autres relieurs, nous feuilletons les livres avant de les habiller, et nous picorons les phrases qui nous plaisent. J'en ai trouvé une, dans un vieux bouquin que je radoubais. Je ne l'ai jamais oubliée. Elle est si juste : « Rien ne vide le cœur comme la langue. » Alors, ce qui a été écrit, ce qui a été dit, ça ne paraît pas sérieux ; et c'est sérieux, la guerre, ça ne se raconte pas.

Il prenait, pour énoncer des théories si exceptionnelles chez un homme de sa classe, la même physionomie concentrée qu'il avait eue pour supporter l'intervention chirurgicale, sans anesthésie. Mais, pourquoi ses yeux, d'abord fixés sur la femme qui l'écoutait, s'étaient-ils soudain détournés presque avec hostilité? Cette consigne de silence, affirmée avec cette fermeté douloureuse, s'appliquait-elle seulement à l'héroïsme des tranchées, ou bien à une autre souffrance, inavouée et qu'il cachait au fond de lui? Laquelle? Aurait-il pris une autre attitude, s'il avait, lui aussi, commencé d'aimer Irène en se l'interdisant? Ce regard détourné, cette bouche amère, ce ton dur, n'était-ce pas pour l'orphelin, pour l'isolé, pour le soldat blessé un équivalent du cri : « Ça encore, après le reste! » Cette idée traversa l'esprit de la jeune femme et aussitôt y fit évidence. Comme tout à l'heure, pour les soins physiques à donner et à recevoir, elle et le jeune homme sentaient de même. Ils éprouvaient l'un à l'égard de l'autre une égale sympathie, et contre l'aveu de cette sympathie ils se défendaient l'un et l'autre.

— Vous avez raison, répondit-elle.

Et, traduisant à son tour, dans une phrase générale, une pensée si personnelle :

— Ce que l'on a de profond en soi, on doit le taire... Mais reposez, je retournerai dans une heure, voir comment vous êtes.

Comme elle sortait de la chambre, elle rencontra l'abbé Cortez :

— Je viens vous remplacer, madame, dit-il, vous avez l'air si fatiguée ; c'est moi qui veillerai notre malade cette nuit.

— Il essaie de dormir en ce moment, répondit-elle.

Tout de suite, elle commença de rapporter à l'infirmier le discours que venait de tenir Bernard sur le silence dans l'émotion. Involontaire et nouvel indice de son sentiment grandissant :

elle obéissait à cet instinctif besoin qu'éprouve une femme qui pense à un homme d'une certaine façon : le faire admirer.

— Je vous le répète, madame, répondit le prêtre, nous ne connaissons pas l'âme ouvrière ; sa sensibilité quand elle est fine est très fine ; comme celle de tous les gens du peuple d'ailleurs. Les gens du peuple ! insista-t-il, on les appelle des simples. Quelle erreur ! Ils sont si compliqués ! C'est la culture qui simplifie. Qu'un ouvrier soit un peu un artiste, comme celui-ci, — j'en ai connu un à Saint-Étienne qui lui ressemblait beaucoup, un ciseleur, — voyez les contrastes de sa position. Il est du peuple, donc un instinctif ; il est un chercheur, donc un émotif ; il est un ouvrier, donc un mercenaire ; un inventeur plus ou moins, donc un indépendant. Sa supériorité suppose une demi-instruction qui le tient comme en suspens entre deux mondes : celui de la pensée animale et primitive, celui de la pensée libérée. Je la trouve si pathétique, moi, cette formule révolutionnaire : un prolétaire conscient. Elle exprime un effort vers une plénitude de connaissance dont ces tâcherons ont l'intuition et le désir. Ils n'y arriveront jamais. Et puis ils sont si défiants, non seulement des autres, lorsqu'ils craignent d'être exploités ou jugés, mais d'eux-mêmes. Toute destinée incomplète crée une gêne. Cette gêne fait de ces pauvres ouvriers, tantôt des révoltés, tantôt des subtils avec des nuances d'impression qui les rendent si aisément susceptibles. Mais quand ils sont délicats, quelle gratitude on rencontre chez eux pour les moindres gentillesses ! Et quels dévoués ! Les charlatans de la politique ne le savent que trop. Quel mot ont-ils sans cesse à la bouche ? Solidarité. Pour eux, c'est l'appel à la haine, à l'envie d'une classe contre l'autre. Pour l'ouvrier, la solidarité c'est le geste de secours vers ses frères en travail et en souffrance. Donnez-lui une occasion, cette guerre par exemple : comme cette idée de solidarité s'étend ! Comme il se sacrifie non seulement pour son groupe, mais pour tout le pays ! Et les meilleurs en arrivent à des pudeurs morales comme celle que nous découvrons chez notre blessé. Le plus touchant dans ces jolies manières de sentir, c'est qu'on ne les leur a pas enseignées. Ils les inventent, ils les créent, parce que ce sont des âmes, et c'est si beau, les âmes !

Le prêtre avait mis dans cette dernière parole toute la tendresse et toute l'ardeur de sa foi sacerdotale. Irène l'écoutait

dans une émotion grandissante. L'abbé Cortez, avec ce masque ascétique et consumé d'apôtre, n'avait exercé son ministère que dans les faubourgs et les usines, avant de devenir brancardier au front, puis infirmier dans cet hôpital. Un ecclésiastique, habitué à la direction féminine, eût deviné le mouvement secret que son propre enthousiasme soulevait dans le cœur déjà trop remué de Mme Servières. Ce regard brillant d'Irène, cette bouche à demi entr'ouverte dans un sourire, ces traits animés, dénonçaient trop son trouble profond. Ce discours du prêtre la justifiait devant elle-même de son imprudente entrée sur un chemin sans issue. Confesseur d'ouvriers et d'ouvrières, fils lui-même de paysans, l'excellent homme ne pouvait pas y voir clair dans le cœur d'une rêveuse comme Irène, intellectuelle et sentimentale, comblée et dénuée. Et quelle surprise pour lui, si la jeune femme, parlant à haute voix sa pensée, lui avait répondu :

— S'il en est ainsi, pourquoi ne l'aimerais-je pas ?

VI

Qui expliquera ce mystère dans le mystère, ces pactes de silence, soudain passés entre deux êtres en train de s'éprendre l'un de l'autre, sans se l'avouer l'un à l'autre, ni quelquefois à eux-mêmes ? L'interpsychologie est une science ébauchée à peine. Que des phénomènes de communication sans paroles s'accomplissent de sensibilité à sensibilité, nous le constatons et c'est tout. Existe-t-il ou non, entre les personnes, un milieu de nature inconnue dans lequel passent et repassent des ondes émanées de ces personnes ? Que cette hypothèse soit vraie ou fausse, cette muette télépathie des cœurs reste un fait. Et la romanesque Irène allait en être la victime. Durant les quelques jours qui suivirent ce lendemain de l'opération, aucun incident ne se produisit entre elle et le blessé, dont pût s'effaroucher la femme la plus modeste, la plus sagement persuadée du danger des moindres familiarités. Une réserve pareille fermait leur bouche à tous deux, éteignait leurs yeux, retenait leurs gestes. Le jeune homme avait demandé spontanément à n'être plus veillé. Irène n'entrait donc dans sa chambre qu'à neuf heures, pour la trouver déjà rangée par l'infirmier. Le blessé dans son lit, sa toilette faite, lisait en

attendant la visite du chirurgien. Irène savait le titre du volume, un ouvrage ancien choisi par Bernard dans le catalogue de la bibliothèque : *Histoire des Français des divers états*, par Monteil.

— L'histoire des métiers m'intéresse plus que celle des batailles, avait-il dit à l'abbé Cortez.

— C'est la même, mon lieutenant, avait répondu le prêtre. Une guerre comme celle d'aujourd'hui, qu'est-ce que c'est ? La défense du pays. Et avec son métier, le travailleur, quel qu'il soit, ne nous défend-il pas? Mais oui, le paysan contre la faim, quand il laboure et quand il sème, le tisserand contre le froid, quand il tisse le drap d'un vêtement; le maçon, quand il bâtit une maison, le carrier, quand il extrait des pierres pour la construire, et ainsi du reste...

Un souvenir de ses études d'autrefois surgit dans la mémoire d'Irène en entendant ces propos. Un professeur à la Sorbonne leur avait, un jour, lu, au cours d'une leçon sur l'altruisme, un poème de Sully Prudhomme, intitulé « Un songe, » qui se trouve dans le recueil, *les Épreuves*. Il correspondait si bien à ses aspirations humanitaires qu'elle l'avait copié, puis appris par cœur. Il commence :

> Le laboureur m'a dit en songe : fais ton pain,
> Je ne te nourris plus; gratte la terre et sème.
> Le tisserand m'a dit : fais tes habits toi-même;
> Et le maçon m'a dit : prends la truelle en main;

Pour finir sur ce cri généreux :

> ... J'ai connu mon bonheur et qu'au monde où nous sommes,
> Nul ne peut se vanter de se passer des hommes;
> Et depuis ce temps-là je les ai tous aimés.

L'identité des images évoquées par le poète avec le discours du prêtre faillit mettre ce beau sonnet à ses lèvres. Au moment de parler, il lui sembla que citer ces vers devant Bernard c'était sentir tout haut, et manquer au contrat de silence. Ce fut hors de la pièce, et au seul abbé Cortez, qu'elle les dit, ces vers, car *il fallait* qu'elle les dît.

— Puis-je vous demander de m'écrire ce poème, madame? répondit-il. Je le trouve si beau, si vrai! C'est le sens de toute ma vie, avec la grande espérance en plus, ajouta-t-il. — Et

insistant : — Avez-vous parlé de choses religieuses au lieutenant, madame ?

— Non.

— Vous devriez... A quelques mots, j'ai cru comprendre qu'il n'est pas hostile ; mais loin encore, oh ! pas très loin ! Ces soldats si braves, qui ont de l'Idéal et qui n'ont pas la foi, je les compare à ces païens dont saint Paul raconte qu'ils élevaient des autels au Dieu inconnu. Ce sont des âmes d'attente... Madame, parlez-lui.

Irène ne répondit point. Ce conseil du prêtre sous-entendait qu'il la croyait pieuse. Elle n'était pas plus vraiment croyante que Bernard. Encore un point de sa vie intérieure sur lequel il lui répugnait invinciblement de s'exprimer. Cette nouvelle ressemblance intime, entre elle et le jeune homme, lui fut une volupté secrète.

— Je vais vous copier ces vers, dit-elle à l'abbé, coupant court à une conversation qui lui donnait presque le remords d'une déloyauté. Et, pour qu'il n'insistât point : — Ma fillette m'attend, ajouta-t-elle (cela au moins était vrai) ; mais vous les aurez avant midi.

Quelle émotion pour elle, le soir même, de reconnaître sur la table de nuit de Bernard une feuille de son papier soigneusement pliée, celle qui lui avait servi à transcrire le sonnet ! L'abbé avait voulu évidemment faire lire ce poème au blessé. Celui-ci allait-il en parler ? Telle était l'appréhension d'Irène à l'idée de tout entretien trop intime avec lui qu'elle en trembla. Comme si un don de seconde vue révélait de nouveau au jeune homme cette impression de la jeune femme, pas une allusion à ces vers. Combien elle lui en fut reconnaissante !

Avec quelle mélancolie elle devait plus tard se rappeler tous ces riens, ces approches de la passion, insignifiantes dans les faits, ces scènes qui n'en sont pas, magique filet de mailles frêles, tissé à l'insu du cœur qui s'y trouve pris tout d'un coup !... Oui, bien peu de jours suffirent, moins de cinq courtes semaines pour le prendre tout entier, ce pauvre cœur d'Irène. Et encore une fois, sans un seul épisode qui, en éveillant sa pudeur, l'eût mise à l'état de défense... C'était la visite du matin d'abord, avec le prêtre, le chirurgien et sa belle-sœur. A onze heures, elle assistait au déjeuner du blessé, qui conti-

nuait de lui parler uniquement de ses réflexions sur ses lectures. Chaque fois, au terme du repas, apparaissait la petite Annette, qui déjeunait à la même heure, avec sa bonne, Angélique. Elle venait chercher sa mère, laquelle devait elle-même déjeuner plus tard avec Mme Arnaudi. La gracieuse petite fille apportait toujours au malade des friandises de son dessert. Malicieuse, elle serrait l'objet dans ses petites mains, et, taquine : « Gâteau ? bonbon ? fruit ? Devinez, monsieur le lieutenant ? Si vous vous trompez, ça sera pour moi. » Et quand il se trompait : « Eh bien ! puisque c'est pour moi, je vous le donne. » Le jeune homme acceptait la friandise avec un merci un peu trop ému, en caressant la fine chevelure blonde, toute pareille à celle d'Irène. De sa mère, Annette avait aussi les yeux bleus, le nez droit, la bouche aux lèvres ourlées. Celle d'en haut un peu plus courte, découvrait la pointe des dents, et c'était chez toutes deux un singulier contraste d'expression entre le repos du visage et le sourire. Un homme qui aime une femme dont il n'est ni le mari ni l'amant, éprouve un inexprimable mélange d'attendrissement et d'amertume à regarder l'enfant de cette femme et à se dire : « C'est son enfance à elle. Il fut un temps où elle avait cet âge. J'aurais pu la connaître alors, — avant la vie. » Et, si cette femme devine cette émotion chez cet homme, et que, l'aimant, elle aussi, en secret, elle pense également à ce qui aurait pu être, la caresse qu'il donne à son enfant lui fait presque mal, et elle emmène vite cet enfant sous n'importe quel prétexte, comme Irène emmenait Annette pour ne pas s'abandonner à cette nostalgie des bonheurs impossibles, qui est déjà un commencement de faute.

Cette sensation de sa destinée manquée étreignait d'autant plus fortement la veuve de Maurice Servières qu'elle se retrouvait, aussitôt après, à la même table que sa rude belle-sœur. Tout le passé de son dur mariage lui redevenait présent jusqu'à la douleur. Elle se levait de ce repas, en proie à une détresse qu'elle trompait en vaquant aux besognes de l'hôpital avec plus d'activité encore que d'habitude. Elle aidait à installer les nouveaux arrivants, allant et venant sans cesse entre la salle, l'infirmerie et la lingerie, apportant des draps, des taies d'oreiller, faisant les lits, surveillant elle-même les boissons, et, dans l'entre-temps, elle donnait à sa fille sa leçon de tous

les jours, tantôt d'histoire et de géographie, tantôt d'orthographe. S'imposer ainsi tout ce travail dont une part était bien fastidieuse, l'excusait à l'avance à ses propres yeux de la joie profonde qu'elle éprouverait quand elle reverrait Bernard, d'abord à l'heure du goûter qu'elle lui préparait de ses mains, — sans qu'il le sût, — puis à celle du dîner. Elle y assistait, à ce dîner, sans bien savoir si elle redoutait ou si elle désirait l'arrivée de l'infirmier qui romprait ce tête à tête, muet toujours; mais par instants, l'émotivité de Bernard se faisait trop évidente. Elle l'écoutait respirer plus vite. Il avait dans ses mains des mouvements nerveux, des larmes au bord de ses yeux. La rencontre désirée pourtant, au fond de ces prunelles, tout près d'être humides, du même regard passionné, faisait sentir à l'imprudente l'inévitable menace d'aveux qui mettraient fin à ce doux songe éveillé. Elle aurait tant voulu le prolonger. Un incident inattendu et de l'ordre le plus simple allait l'assombrir.

Lorsque Irène était entrée à l'hôpital, sa belle-sœur lui avait d'abord attribué les fonctions qui convenaient le plus à son inexpérience du métier d'infirmière. Elle avait ainsi la charge de distribuer le courrier. Depuis ces quelques semaines que Bernard Moncour était soigné à Tremmelay, aucune lettre à son nom n'était arrivée. Irène trouvait dans ce petit fait une raison de plus pour s'attendrir sur l'orphelin. Il ne lui restait pas de famille. Elle voulait voir aussi, dans cette totale absence de correspondance, un indice qu'il n'avait dans sa vie aucune intimité sentimentale. Toujours les émotions inavouées! Cette idée l'avait traversée sans qu'elle se permît de se la formuler. Aussi demeura-t-elle étrangement troublée, un matin, lorsqu'en classant les lettres apportées par le facteur, elle vit sur une enveloppe le nom du lieutenant Moncour, avec l'adresse de l'hôpital. Cette lettre venait de Paris. L'expéditeur savait donc la présence du blessé dans cette ambulance. Par qui ? sinon par le blessé lui-même. Il était trop naturel que Bernard Moncour ne tînt pas son infirmière au courant de ses faits et gestes épistolaires, et, qu'ayant écrit des lettres, il les eût données soit à l'abbé Cortez, soit à une des filles de service, pour les mettre à la poste. Mais l'écriture de la lettre qu'il recevait ainsi était d'une femme. Ce détail suffit pour qu'Irène pensât : « Il s'est caché de moi ! » Elle tenait l'enveloppe dans

la main et demeura longtemps à considérer cette écriture. Les caractères en étaient soigneusement, gauchement tracés. La servante Angélique écrivait ainsi. Un filigrane rayait le papier grisâtre, et les mots de l'adresse suivaient ces raies, formés avec l'application d'une femme du peuple qui se souvient de l'école. Un parfum violent émanait de l'enveloppe, qui rappela aussitôt à Irène une phrase récente de sa belle-sœur, lui reprochant ses tendances socialistes :

— Mais regardez donc les ouvrières. Dès qu'elles gagnent un peu d'argent dans les usines, qu'est-ce qu'elles s'achètent? Des parfums.

Irène le respirait, le parfum de ce papier. Elle tenait peut-être là, entre ses mains, un important secret de la vie actuelle du jeune homme. Il ne lui avait jamais parlé que de sa vie passée. Un sursaut de jalousie imaginative s'empara d'elle, si vif qu'au lieu de distribuer d'abord le courrier dans la salle commune, à son habitude, elle alla droit vers la chambre de Bernard Moncour. Elle avait besoin de le regarder, au moment où lui-même prendrait cette lettre et regarderait cette écriture.

— Je verrai bien s'il est troublé, pensait-elle.

Son premier geste, quand il eut l'enveloppe entre les mains, fut de la poser sans l'ouvrir sur la table de nuit. Une rougeur pourtant lui montait au visage. Cette évidence d'une émotion redoubla chez la jeune femme, cette curiosité déjà douloureuse qui avait activé son pas tout à l'heure, et sa voix s'étouffait pour dire :

— Mais lisez votre lettre, lisez-la.

Son insistance impulsive à répéter ces mots l'étonna elle-même et elle se sentit rougir à son tour, tandis que Bernard, redevenu pâle et calme, répondait simplement :

— Merci, madame.

Il avait sur son lit un volume dans lequel était un couteau à papier qu'il prit pour ouvrir l'enveloppe, sans la déchirer, avec cette dextérité qu'il tenait de sa profession. Cette minutieuse adresse aurait dû tranquilliser Irène. Une autre idée la tourmentait : « S'il allait croire que je l'espionne? » Après s'être hâtée, afin de surprendre les impressions du jeune homme pendant cette lecture, elle s'écartait maintenant pour ranger des flacons sur une planche. A ne plus le regarder, sa jalousie

la reprenait. Bernard maniait bien nerveusement la feuille dont elle entendait les froissements et elle songeait :

— Oui. Il est troublé. Que lui dit-elle?

Émotive comme elle l'était, elle savait trop que lire une lettre, c'est voir derrière les traits de l'écriture les doigts qui tenaient la plume, les yeux qui guidaient ces doigts, entendre une voix qui vous parle à travers ces signes muets. Irène se les imaginait, cette main, ces yeux, cette voix de sa rivale. Car elle avait une rivale. Elle n'en doutait plus. Le soupçon, comme il arrive, faisait aussitôt certitude en elle, et son désir péniblement refoulé l'envahissait, celui de poser une question, dont les mots lui auraient brûlé les lèvres à les prononcer. Et comme si Bernard eût deviné ce tumulte intérieur, voici qu'il répondait à cette question, sans avoir été interrogé, nouvelle preuve après tant d'autres d'une correspondance inconsciente entre leurs deux sensibilités.

— Vous vous souvenez, madame, commença-t-il, de notre conversation de l'autre jour, quand je vous parlais des ouvrières et de leur courage pendant cette guerre?

Elle s'était retournée de son côté. Il remettait soigneusement la lettre dans son enveloppe et la reposait auprès de lui. Il continuait :

— Oui, je vous disais combien l'on se trompe en prenant leurs petits goûts d'élégance pour un signe de corruption. Cette lettre vient d'une cousine à moi, une simple fille de concierges. Elle s'appelle Marcelle Roucher. Sa mère était la sœur de mon père. Elle et papa étaient venus de leur village de l'Est se placer à Paris. Et puis, papa n'a plus voulu être chez les autres. Il a appris la reliure. Marcelle non plus n'a plus voulu rester chez les autres. Elle a appris le métier de modiste. Naturellement, elle n'a pas pu s'établir. C'était trop cher. Elle a d'abord travaillé chez ses parents, puis, quand son père est mort, chez elle, rue Vaneau, dans la partie la plus populaire, près de la rue de Sèvres. Elle s'était fait là une petite clientèle. Elle est si adroite. Elle a tant d'idée. La guerre est arrivée. Chômage. Alors, pour gagner sa vie, elle s'est mise, à quoi?... Devinez... A tourner des obus. Vous n'avez jamais vu tourner d'obus, madame?

— Non, dit Irène.

— C'est dur, vous savez, très dur. Il faut être debout des heures et des heures. Ça gâte les mains, cette huile, cette

limaille de fer, et Marcelle était si coquette de ses mains! Et puis, pas forte, la pauvre! Elle a pourtant tenu deux ans à cette besogne. Elle a dû y renoncer, le printemps dernier. Elle a repris son métier de modiste. L'ancienne patronne de ses parents l'a recommandée dans une grande maison de la rue Saint-Honoré, chez Éliane Arpheuil. Vous ne connaissez pas?... Elle est bien payée. Elle a encore le temps d'avoir du travail chez elle, rue Vaneau, un travail bien doux à côté de l'autre. Et puis, c'est son métier. Croiriez-vous qu'elle m'écrit qu'elle regrette l'usine, parce que le tournage des obus, c'était la guerre? A présent, elle se fait l'effet d'être une embusquée.

— Alors, elle habite toujours rue Vaneau?... dit Irène, qui s'arrêta court. Elle était partie pour demander le numéro et dire qu'elle ferait travailler mademoiselle Roucher. Mais n'y avait-il pas une indélicatesse à s'offrir ainsi comme cliente à la modiste pauvre pour la récompenser de ses généreux sentiments? L'ouvrier venait de parler de sa cousine avec cette fierté prolétarienne qui correspondait trop aux façons de penser de l'ancienne étudiante. Elle trembla de le froisser, et avant qu'il n'eût eu le temps de lui répondre, elle reprenait, donnant aussitôt un autre sens à sa phrase :

— Elle ne se traitera plus d'embusquée, maintenant que les Berthas bombardent précisément ce coin de Paris. Mais oui : rue de Bourgogne, rue Barbet-de-Jouy, place Saint-François-Xavier, ce sont les derniers points de chute des bombes. Ils encadrent la rue Vaneau.

— C'est ce que je lui aurais écrit, madame, si je n'avais pas craint de l'inquiéter inutilement, en lui racontant que j'étais blessé? Elle n'a que moi de proche parent à Paris. Elle a rencontré un de mes camarades d'atelier qui savait la chose par les messieurs Roueix et qui a bavardé.

Les relations de Bernard et de Marcelle étaient moins simples que ne le sous-entendait cette demi-confidence. Son interlocutrice aurait pu le deviner à cette précision insistante, si évidemment destinée à détruire ses derniers soupçons. Mais la jalousie se rassure aussi promptement qu'elle s'inquiète. Les faits les plus insignifiants l'éveillent et l'exaspèrent. Les moindres indices la calment. De là, des oscillations sentimentales si déconcertantes! Les craintes d'Irène se transformant soudain en un élan de confiance, elle disait :

— Ce n'est pas bien de votre part d'avoir laissé votre cousine sans nouvelles. Il faut lui répondre, et tout de suite.

Déjà elle posait sur le lit un petit pupitre de bois, le buvard, des feuilles de papier. Elle remplissait le stylographe :

— Allons, écrivez... — Et, comme le blessé esquissait un hochement de tête : — La lettre partira par le courrier de midi. Mlle Roucher l'aura demain, et elle sera rassurée.

Bernard la regarda s'en aller, légère. Sur le seuil de la porte ouverte, elle mima de la main le geste d'écrire, avec un de ces sourires de mutinerie enfantine, comme elle en avait par instants, et qui révélaient un fond inentamé de jeunesse chez cette charmante créature, si meurtrie tout ensemble et si intacte.

— Ai-je été entièrement loyal?... se demandait-il. Oui. Je n'avais pas le droit de trahir les sentiments de Marcelle, et, pour ce qui me concerne, je n'ai pas menti, puisque je n'ai pas été son amant et que maintenant je ne l'épouserai pas. Ce qu'il faut, c'est qu'à tout prix elle ne vienne point. Mais comment lui écrire cela?

Que de choses sous-entendait ce : « maintenant, je ne l'épouserai pas! » Et d'abord, qu'à un moment le jeune homme avait considéré ce mariage comme possible et qu'il ne s'en était pas assez caché auprès de cette cousine dont il redoutait tant la présence ; et aussi que les sentiments de cette cousine, ces sentiments qu'il ne se reconnaissait pas le droit de trahir, étaient bien vifs; sinon, aurait-il éprouvé cette difficulté à lui écrire cette lettre dont il savait trop qu'elle en souffrirait? Il demeurait là, son stylographe à la main, immobilisé devant la page blanche. Il lui fallut une heure pour composer les quelques phrases qu'il jugeait devoir être efficaces en même temps et assez amicales. Il avait fait ce travail de tête, et sans s'aider d'un brouillon dont les fragments déchirés eussent pu tomber sous les yeux d'Irène. Quand celle-ci reparut, il achevait à peine de refermer l'enveloppe et de sécher l'adresse sur le buvard. Un peu étonnée, elle attribua ce retard, — et ce fut un petit remords pour Bernard Moncour, — à une reprise de souffrance.

— Vous avez eu de la peine à écrire, demanda-t-elle. Votre blessure?...

— Non, interrompit-il, par honte d'accepter cette interpré-

tation, et s'embarrassant, comme il arrive, dans une de ces demi-sincérités qui sont aussi des demi-mensonges :

— J'ai eu de la peine à trouver mes mots. Marcelle est très susceptible. Elle s'est imaginée que je rougirais d'elle, à présent, parce qu'elle n'est qu'une simple modiste et que je suis officier...

— Alors, c'est qu'elle ne vous connaît pas, répondit Irène.

Tous deux restèrent une minute silencieux. Elle avait eu, pour protester, un accent d'admiration qui fit de nouveau honte au jeune homme. C'était vrai que sa cousine lui avait reproché son long silence, en l'attribuant un peu à l'orgueil de son grade inattendu. Ce reproche avait un tout autre motif que le mesquin ombrage d'une parente demeurée dans un rang inférieur. Comment expliquer à cette femme, qu'il sentait si frémissante et devant laquelle il frémissait tant lui-même, la raison pour laquelle l'ouvrière avait fait cette mélancolique allusion aux galons de celui qu'elle désirait passionnément épouser, et pourquoi cette passion lui devenait soudain, à lui, insupportable ? L'arrivée du docteur Bolland en train de faire son inspection matinale, accompagné réglementairement par Mme Arnaudi, vint le tirer de cet embarras. Ces émotions avaient dû être bien fortes, car le chirurgien s'étonna de l'agitation de son pouls, et, tirant sa montre sans lui lâcher le poignet :

— Oh! oh! s'exclama-t-il, quatre-vingt-quinze! Nous battons la chamade, monsieur le lieutenant, et vous savez ce que ça signifie, battre la chamade, militairement?... Non?... Avertir qu'on veut traiter avec l'ennemi. L'ennemi pour vous, aujourd'hui, c'est la fièvre. Mais voilà, nous avons bougé, nous avons lu, écrit à notre bonne amie.

Il montrait le pupitre resté sur le lit. Par bonheur, Irène n'était plus dans la chambre, ayant, dès l'arrivée du médecin, couru après le vaguemestre, pour que la lettre à Marcelle Roucher partît tout de suite ; et, comme elle revenait :

— Soyez rigoureuse pour lui, madame Servières, dit Bolland en s'adressant à elle, la moindre imprudence dans ces convalescences, j'y insiste, c'est des jours et des jours d'hôpital en plus. Il allait si bien ces jours derniers! Et, maintenant, de nouveau la fièvre... Je pense que ce ne sera rien. Tout de même, il faudra le veiller cette nuit.

— Je le veillerai, fit Irène.

Il lui sembla que Mme Arnaudi, qui rangeait machinalement quelques brochures traînant en désordre sur la table, la regardait avec un air de reproche. Ce n'était pas la première fois qu'elle surprenait, dans ces prunelles toujours attentives, une divination du drame moral qui se jouait en elle, presque à son insu. Chaque fois, la veuve de Maurice Servières retrouvait, contre cette attitude inquisitive de la sœur de son mari, son ancien sursaut de révolte secrète contre le frère. Chaque fois aussi, et ce fut le cas ce matin-là encore, de se sentir pénétrée sans être comprise, la rejetait davantage vers ce jeune homme, si différent d'elle par l'éducation, par la condition. Mais il la comprenait si bien, lui! Tous deux vibraient d'accord si complètement!

— Agnès est pourtant intelligente, se disait-elle plusieurs heures plus tard, en commençant cette veillée que l'autre lui avait paru désapprouver. La vue de la chambre avait renouvelé chez Irène l'impression subie le matin. Elle écoutait la respiration régulière du malade qui reposait, les yeux fermés. Les deux belles-sœurs avaient eu à dîner une de leurs discussions accoutumées. Celle-ci avait porté sur les gradés sortis du rang. — Oui, elle est très intelligente, continuait Irène, mais que de préjugés!... C'était Bernard Moncour qu'elle visait, et moi plus encore, quand elle disait: « Les gens du peuple aimeraient bien moins être récompensés par de l'argent que par des galons. » C'est trop injuste.

Tout en méditant ainsi, elle considérait le masque creusé du dormeur, et, comme au premier soir, la douloureuse finesse de ces traits détendus par le sommeil lui touchait le cœur, en déconcertant son esprit. Quelle énigme que cette aristocratie de nature, cette délicatesse de sensibilité, cette valeur morale dans ce fils de parents si humbles! Son vrai milieu avait été celui de cette cousine, cette « midinette » dont il avait parlé si simplement et que son écriture, le papier trop parfumé de sa lettre, ses sentiments, dénonçaient comme très commune. Mais pourquoi cette lettre n'était-elle plus sur la table de nuit? Bernard l'avait-il serrée par défiance, dans le tiroir? Si elle l'ouvrait? Cette tentation la saisit. Elle s'en méprisa aussitôt. Sa main, qui se levait automatiquement vers ce tiroir, retomba sur le bras de son fauteuil. Elle ferma les yeux, elle aussi, non pas

pour dormir, mais pour s'abandonner à une rêverie que berçait le souffle du blessé, coupé, par instants, de soupirs qui trahissaient une infinie lassitude. Elle était en train, par un étrange détour de pensée, de subir une de ces réminiscences de sa vie d'étudiante, comme celle qui lui avait fait réciter à l'abbé Cortez le beau sonnet humanitaire de Sully Prudhomme. Elle avait eu, dans sa jeunesse, le goût passionné de certains vers, ceux dont la mélodie triste et douce s'harmonisaient au ton habituel de sa parole intérieure. Elle s'en était fait un recueil, qui allait de Charles d'Orléans à Verlaine. Une année où elle suivait à la Sorbonne un cours sur la littérature française dans la première moitié du xve siècle, elle avait remarqué et copié ce petit poème d'Alain Chartier :

Chétive créature humaine,
Née à travail et à peine
De fraille corps revestue,
Tant es faible, et tant es vaine,
Tendre, passible, incertaine,
Et de légier abattue.

Elle se surprit à se les redire indéfiniment, ces vers naïfs, en les appliquant à ce jeune homme, né en effet « à travail et à peine » et qu'elle devinait si « tendre », si « passible, » si « frêle » aussi. Avec les vers, un souvenir s'évoquait, celui de la légende qui veut que Marguerite d'Écosse ait donné un baiser au poète lui-même, pendant son sommeil. Peu à peu, la suggestion émanée de cette histoire envahissait la romanesque Irène. Une impulsion grandissait en elle, à demi consciente. Ce geste de la Reine, c'étaient, mises en acte, toutes les pensées qui la troublaient depuis l'arrivée de Bernard à Tremmelay Elle le voyait, ce geste, et un demi-délire substituait devant son imagination celui qu'elle aimait secrètement au malheureux Alain Chartier. Elle-même devenait la princesse imprudente et pitoyable ; et voici qu'un mouvement du cœur plus fort, que sa volonté, la fait se lever de son fauteuil... Elle s'approche du lit sur la pointe de ses pieds, se penche sur le malade, et, doucement, silencieusement, sa bouche s'appuie sur ce front brûlant, d'une caresse qui s'acheva dans un cri. Le blessé venait, sous l'attouchement à peine appuyé de ces lèvres, d'ouvrir tout grands les yeux.

— Ah ! gémit-elle, vous ne dormiez pas ! Ah ! c'est mal ! C'est mal !...

Et elle s'enfuit.

VII

Bernard ne jouait pas la comédie du sommeil. C'était pourtant vrai qu'au moment où Irène se penchait sur son visage, il ne dormait plus tout à fait. Une demi-lucidité s'éveillait en lui, mêlée d'une torpeur qu'il n'essayait pas de secouer. Il s'y abandonnait, au contraire, pour éprouver, pour savourer, dans la pénombre de sa pensée, une sensation, indistincte et infiniment douce, celle d'une présence si aimée déjà. Et puis ce pas léger marchant vers le lit, s'arrêtant, cette forme s'inclinant sur lui, cette haleine effleurant ses cheveux, ces lèvres sur son front... La conscience du réel lui était revenue dans un sursaut. Ses paupières avaient battu. Rêvait-il ?... Mais non. Il ne rêvait pas. Le creusement du coussin sur le fauteuil au pied de son lit l'attestait : quelqu'un était assis là tout à l'heure. Il avait encore dans les oreilles le bruit de la porte, refermée si vivement, dans les yeux une mince et blanche silhouette s'échappant, et dans tout son être le frisson de ce contact intime. Avec qui ? Avec cette femme si délicate, si fière. Elle avait osé ce geste si tendre... qui emportait avec lui une telle évidence !

— Mais alors, elle m'aime !... osait à son tour se dire le jeune homme. Il avait, au cours de ses travaux de relieur, feuilleté trop de romans, donnés comme des études de mœurs, pour ne pas s'être fait une idée assez triste de la société. C'était même le motif pour lequel il n'aimait pas ce genre de lectures. Sa jeunesse n'avait été qu'une longue défense contre les vulgarités de certains camarades, contre les abaissements du métier manuel qui transforme si vite le travailleur en machine, contre les grossières tentations du trottoir et du cabaret. De telles luttes supposent une finesse native, un reploiement de l'homme sur sa personne intérieure, un constant retrait devant les portions brutales du réel, par suite une répugnance pour les livres qui les représentent. Il en avait trop lu cependant pour ne pas savoir que les grandes dames, — et pour lui la belle-sœur de la châtelaine de Tremmelay était une grande dame, — ont quelque-

fois des faiblesses, et de bien déconcertantes. Son inexpérience même des milieux élégants lui faisait s'exagérer la fréquence de ces chutes, que les chroniqueurs de la haute vie parisienne prennent souvent pour thème de leurs analyses. — Mais où trouveraient-ils le drame hors de la faute? — tout dans Irène protestait contre une ressemblance de cette créature, si délicate d'expression, si pure de regard, si chaste d'attitude, avec les adultères ou les libertines de ces récits. Non. Si elle s'était penchée sur lui pour cet insensé baiser, ce n'était assurément pas avec l'idée d'une fantaisie galante ni par une coquetterie de vicieuse.

— Elle m'aime, elle m'aime, se répétait Bernard. Est-ce possible?...

Lui non plus ne ressemblait guère au type dégradé du révolté que d'autres chroniqueurs, ceux de la basse vie, donnent de l'ouvrier. Il appartenait à cette race, encore nombreuse heureusement, des gens humbles qui se résignent à leur destinée, en s'y adaptant de manière à préserver, à développer le meilleur d'eux-mêmes. Mais, se résigner à sa condition, c'est pour un salarié se rendre compte qu'il existe une hiérarchie sociale. De là, cette joie intense de Bernard à porter les galons de lieutenant. Pour un Français de naissance modeste, le grade possède un prestige dont il faut peut-être chercher l'origine dans un réflexe atavique, et dans ce sentiment traditionnel que l'épée ennoblit. Mais se rapprocher d'une classe supérieure, ce n'est pas y entrer, et, par un autre obscur réflexe, l'ouvrier officier continuait de sentir la différence de caste entre lui et cette femme. Sinon aurait-il eu cet étonnement dans l'exaltation, tandis qu'il redisait à voix haute ces deux mots qui pour lui tenaient du prodige : — Elle m'aime?... Il se tut. Un pas dans le couloir venait de lui faire battre le cœur. — Si c'était elle? Si elle entrait?... Que lui dirais-je?... Ah! que je n'ai pas rusé avec elle, que je ne feignais pas de dormir, comme elle a cru... — Le « c'est mal » jeté par Irène en s'échappant, lui revenait et il avait peur. — Oui! que lui dirais-je?... Mais non, ce n'est pas elle... — Avec l'extraordinaire subtilité que la passion donne à tous nos sens, il reconnaissait dans ce pas, qui d'ailleurs s'éloignait, une autre démarche que celle d'Irène. Déjà cette subite question : « Que lui dirais-je? » avait jeté son esprit sur une nouvelle voie. Que Mme Servières reparût cette nuit, ou bien

qu'au contraire il ne dût la revoir que le lendemain matin, il la reverrait certainement. Oui, que lui dirait-il? Le passé féminin de Bernard n'était pas riche en expériences. Il n'avait jamais été débauché, et il n'avait jamais aimé. S'il n'avait pas avoué à Irène la vérité complète sur ses relations avec sa cousine, ç'avait été, on se le rappelle, par respect pour le sentiment qu'il inspirait à Marcelle, sans le partager. Son travail, le contre-coup de ses souffrances familiales, son constant effort pour acquérir un peu de culture avaient absorbé ses jeunes énergies. Puis était venue la guerre, avec ses quatre années de sacrifices quotidiennement continués qui s'achevaient soudain sur une aventure d'une poésie pour lui quasi fantastique; et, se parlant de nouveau à mi-voix, dans un transport :

— Ce que je lui dirais? D'abord, que je ne l'ai pas trompée, que c'est elle qui m'a réveillé en s'approchant de moi, que je l'aime, moi aussi, profondément, passionnément, pour toujours...

La fièvre le reprenait, son exaltation allait grandissant. Ce n'était pas d'une bonne fortune qu'il rêvait, comme auraient fait tant de jeunes gens de son âge dans des circonstances pareilles. Il respectait trop Mme Servières pour croire qu'elle pût se donner dans la faute. Elle était veuve et libre de l'épouser. Il n'envisageait même pas cette issue possible au songe enivrant où il s'abîmait. Ce baiser, en lui révélant que son amour était deviné, compris, partagé, avait mis en lui une de ces joies toutes voisines de l'extase, où l'âme, absorbée dans l'émotion de la minute présente, ne raisonne plus, ne prévoit plus. Elle est heureuse. D'autres minutes suivront, et des jours, une longue vie quotidienne, avec ses exigences. Tout ici-bas a ses conditions. Le bonheur ne s'en souvient plus, et c'était le bonheur que goûtait Bernard, pour la première fois depuis qu'il sentait et pensait :

— Ah! se disait-il encore, pourvu qu'elle ne change pas, qu'elle n'ait pas de remords, qu'elle ne s'en aille pas de l'hôpital! Dieu, si elle pouvait revenir!...

Il écoutait de nouveau, la tête tendue vers la porte, et il n'entendait rien que la rumeur du vent autour du château, des bruits sourds de canonnade au loin, par instants le passage ronflant d'un avion, et plus près, de temps à autre, de vagues rumeurs : une infirmière se hâtant dans le couloir, une fenêtre ouverte et aussitôt refermée. Le balancier de la pendule posée

sur la cheminée allait et venait, et chaque battement annonçait l'approche inévitable du moment où il faudrait bien qu'Irène et lui fussent encore une fois en face l'un de l'autre. Tout l'être de Bernard se précipitait vers cette vision de la jeune femme debout, là, près de lui, plus près encore, comme tout à l'heure. Pour mieux retenir cette douce, cette divine image, ses paupières se fermaient, se serraient sur ses prunelles toutes voisines de l'hallucination, et, peu à peu, les choses autour de lui s'évanouissaient. Un engourdissement le gagnait, puis le sommeil, si bien qu'il dormait, et cette fois profondément, lorsque, vers les huit heures du matin, il fut réveillé par le bruit de la porte qui s'ouvrait pour donner passage, non plus à celle dont il venait de rêver si tendrement, mais à la sévère et rude Mme Arnaudi, qu'accompagnait l'indulgent et timide abbé Cortez. A peine entrée, elle demanda :

— Il paraît que Mme Servières s'est sentie très souffrante cette nuit...

Elle regardait le jeune homme, avec une expression singulière. Cette méfiance si vite éveillée de la belle-sœur était bien dangereuse pour l'avenir de son amour, — de *leur* amour. Bernard en frémit, mais cacher son émotion, c'était défendre Irène. Il eut l'énergie d'opposer à ce commencement d'enquête un visage immobile. Et l'autre insistait :

— Comment ce malaise l'a-t-il prise ? A quelle heure ?

— Je ne sais pas, madame, répondit Bernard, je dormais.

— Et à poings fermés, je vous assure, madame, interjeta l'abbé Cortez. J'ai frappé à sa porte à sept heures, et deux fois, sans qu'il m'entendît.

Avait-il démêlé, lui aussi, un soupçon, qui lui semblait injuste, sous les questions de Mme Arnaudi, ou bien deviné déjà entre l'ouvrier officier et l'infirmière mondaine un commencement d'intérêt, et sûr de leur honnêteté à tous deux, était-il tenté de favoriser un sentiment naissant qui s'accordait trop bien avec les chimères de son socialisme chrétien ? Il dériva aussitôt la conversation.

— Mme Servières n'est pas vraiment malade ? interrogea-t-il à son tour.

— J'espère que non, répondit Mme Arnaudi, mais elle est au lit avec une mine inquiétante. Enfin, le docteur Bolland va la voir. Seulement, c'est un chirurgien. Vous savez ce

qu'il répète toujours? — Je n'entends rien à la médecine, moi. — Il dira tout de même s'il faut envoyer à Beauvais chercher un médecin.

Et, regardant de nouveau Bernard :

— C'est étrange, elle était si bien hier!

— En tout cas, reprit le prêtre, ne vous inquiétez pas d'une autre infirmière pour le lieutenant. Je me charge de tout.

— Ce n'est rien, n'est-ce pas? demanda Bernard, Mme Arnaudi à peine sortie de la chambre.

— Du surmenage, j'imagine, simplement, répondit l'abbé, tout en préparant la toilette de son malade. D'ailleurs, nous serons vite renseignés, M. Bolland commencera sa visite par elle, sans aucun doute. Il viendra chez vous ensuite. Mais c'est vous qu'il va trouver mieux. Vous en avez un air faraud! Vous renaissez, tout simplement.

La physionomie de Bernard, en effet, trahissait, malgré la longueur de sa veillée, ce secret bien-être, cette intime stimulation des facultés que la certitude d'être aimé donne à celui qui aime. En toute autre occasion, cette annonce du malaise d'Irène l'aurait bouleversé d'autant plus qu'elle allait peut-être devoir interrompre son travail d'hôpital. L'offre de l'abbé Cortez le signifiait clairement. Où la verrait-il alors, et quand? Mais ce malaise était aussi la preuve du trouble provoqué en elle par la scène de cette nuit. Comment l'amoureux n'eût-il pas vu là un indice nouveau de sa sincérité, un motif de plus de croire à l'ardeur, à la force, à la vérité du sentiment qui l'avait fait se pencher sur lui et lui donner ce baiser dont il gardait la brûlure sur le front? Et il souriait à ce souvenir, tandis que le prêtre-infirmier l'aidait aux petits soins dont il exagérait la minutie maintenant. Il lui restait pourtant un arrière-fond d'inquiétude, que la venue du docteur Bolland dissipa.

— Mme Servières? dit le gros chirurgien, mais elle n'a rien que des vapeurs, comme disaient nos pères. Vous n'allez pas au théâtre, l'abbé; sans quoi, je vous rappellerais *le Mariage de Figaro* et la jolie scène où Suzanne marivaude avec le Comte. « Est-ce que les femmes de mon état ont des vapeurs donc? C'est un mal de condition qu'on ne prend que dans les boudoirs... » Moi j'ajoute : Et que l'on devrait guérir à l'hôpital.

Il rit haut. Puis avisant Bernard :

— Mais c'est vous qui êtes en train de guérir, dites donc. Donnez votre pouls... Vous êtes un cas, savez-vous? Hier, quatre-vingt-dix pulsations, aujourd'hui, soixante-quinze. Plus de fièvre. Je n'ai qu'à voir vos yeux d'abord. Ah! ils en ont de la vitalité, et tout est là, voyez-vous, dans chaque individu, sa vitalisation.

— Je ne pourrais pas marcher un peu davantage?... demanda Bernard, comme le chirurgien examinait sa jambe débarrassée de ses bandages, sortir de ma chambre, bouger, respirer, descendre au jardin?

— Vous en avez envie? fit Bolland. Pourquoi pas, puisqu'il y a un ascenseur et qu'il fait si beau?... — Et, se tournant vers Mme Arnaudi : — Ai-je eu raison, madame, de vous dire : dans une ambulance, pas d'escalier! — Et, revenant à son malade : — Ne me gâtez pas ma statistique, hé là-bas? Vous êtes mon trente-troisième opéré de cette blessure-là. Pas un qui boite! Descendez au jardin. Prenez-y un bain de soleil. Le soleil, c'est le grand thérapeute. Marchez, mais n'abusez pas.

— J'aurai des nouvelles vraies par sa petite fille, avait pensé Bernard en demandant l'autorisation de cette petite promenade Je choisirai son heure pour descendre.

Occupée comme elle l'était à l'hôpital, Mme Servières avait dû dresser pour son enfant un programme très strict d'habitudes. C'est ainsi qu'entre le repas de midi et le goûter, Annette passait les heures chaudes du jour en plein air, sous la surveillance d'Angélique. Un blessé, cultivateur de son état, lui avait dessiné un jardinet qu'elle bêchait, ratissait, sarclait indéfiniment, en y menant ce qu'elle appelait dans son langage d'enfant imaginative « une vie de fermière. » Quand, vers les trois heures, Bernard, appuyé sur ses deux cannes, déboucha du vestibule du château, il se dirigea tout de suite vers l'allée à l'extrémité de laquelle il espérait trouver l'enfant. Elle jouait là, en effet, les jambes nues, ses pieds libres dans leurs souples sandales de cuir jaune, toute rouge de soleil. Ses cheveux blonds s'échappaient à demi de leur ruban, tant ses petites mains avaient mis d'ardeur à donner de furieux coups de pioche dans le sol durci par la sécheresse des derniers jours. La Provençale Angélique, assise auprès d'elle sur un pliant, tricotait nonchalamment, l'âme ailleurs, sans doute, là-bas, au bord

de cette Méditerranée où les fins d'automne sont si douces. A un moment, comme Annette relevait sa tête mutine avec satisfaction, pour regarder son carré de terre à demi défoncé elle aperçut le blessé qui venait à elle en traînant ses pas. Elle jeta sa pioche et courut vers lui, les yeux brillants, sa bouche et ses joues éclairées du plus joyeux sourire. L'hérédité paysanne de ses aïeux du Vivarais, disparue chez Irène, se manifestait par ces poussées d'animalisme que Bernard ne lui connaissait pas. Il ne l'avait jamais vue que surveillée par sa « mamie, » comme elle disait, et impressionnée par l'atmosphère de l'hôpital. Cette spontanéité lui causa un plaisir singulier, à cette minute. Ce qu'il y avait de naturel, de presque populaire dans cet élan de la petite fille la rapprochait de lui et diminuait la distance entre lui et la mère. Elle accourait, les doigts, les bras, les genoux pleins de terre, et, tout de suite, prolongeant la fantaisie de son jeu par celle de ses paroles :

— Dites, monsieur le lieutenant, aimez-vous mieux les petits pois ou les haricots? Je sèmerai ce que vous préférez. Vous serez la première personne à manger de mes légumes après mamie.

— Mais, combien de temps vous faudra-t-il? fit Bernard, entrant dans le jeu, à moitié sincère, à moitié simulé, de l'enfant... Je serai parti avant.

— Non, répondit-elle, avec une moue de supériorité. Je sème aujourd'hui. Qu'il pleuve seulement... — Elle prit un petit air important pour consulter le ciel : — Justement j'aperçois un point noir qui annonce un orage. Regardez. Dans huit jours, ça lève, et, dans quinze jours, vous goûtez de ma récolte... Voyons, petits pois ou haricots verts?

— Un peu des deux, répliqua-t-il avec un sourire nerveux qui, lui, n'était pas joué, car ses lèvres tremblaient des mots qu'il prononçait maintenant. — Mademoiselle Annette, comment est madame votre mère? Madame votre tante m'a dit qu'elle avait dû se coucher.

Le visage ouvert de l'enfant s'était assombri tout d'un coup. La rapidité de ses réactions nerveuses dénonçait un autre héritage : celui de la sensibilité maternelle ; et elle répondit, d'une voix soudain changée :

— Elle n'a pas dormi de la nuit, alors elle est très fatiguée... — Puis, joyeuse de nouveau, et reprenant son rêve éveillé : —

Quand je serai fermière, car vous savez, monsieur le lieutenant, je veux être fermière, alors j'habiterai la campagne. Mamie viendra chez moi. Elle aussi, elle fera une vie de fermière, et elle se portera bien, vous verrez. D'abord, ce n'est jamais malade, une fermière... — Et, répétant une formule entendue sans doute à l'hôpital : — Ça guérit tout, le grand air. — Puis vivement : — Mais tenez. Elle s'est levée. Elle nous regarde, là, derrière la seconde fenêtre à droite.

Une forme blanche se dessinait en effet, derrière les vitres de la croisée désignée par Annette, dont Bernard caressait les boucles en ce même moment. C'était Irène et qui ne se retira pas, quoiqu'elle eût certainement vu que le jeune homme, lui aussi, la voyait. Quelle émotion et comme il aurait voulu pouvoir la lui crier, même à travers l'espace qui les séparait, si court et cependant infranchissable! C'était le symbole de leur avenir et de leur destinée à tous deux, cette séparation dans ce rapprochement, lui, l'ouvrier pauvre, elle, la femme riche. Il n'y pensait pas, repris de nouveau par ce ravissement qui l'avait tenu, toute cette nuit, comme suspendu et immobile hors de la vie. Oui, elle l'aimait. Et ce merci qu'elle n'aurait pas entendu, il le lui dit tout bas en se courbant pour embrasser l'enfant. Puis il s'arrêta de son geste, avant que ses lèvres eussent même effleuré ces cheveux blonds. Le souvenir du baiser reçu dans son demi-sommeil le fit hésiter devant cette caresse, par un sentiment de pudeur, preuve qu'il n'était pas moins romanesque, pour leur malheur à tous deux, que la délicieuse et déraisonnable femme, partie maintenant de la fenêtre. Elle aussi s'était rappelé ce dangereux baiser, et voyant celui à qui elle l'avait donné, s'incliner vers le front de sa fille, elle avait fui de nouveau. Il fallait pourtant que cet attendrissement dont Bernard était plein, se manifestât par un signe. Il avait toujours dit « Vous » et « Mademoiselle » à l'enfant. Pour la première fois, il la tutoya, en l'appelant par son nom, et avec quelle câlinerie dans la voix !

— Alors, ma petite Annette, cours vite semer tes petits pois et tes haricots, pour que ta mère et moi les goûtions.

Il resta là quelques minutes à regarder la fermière improvisée bondir vers son potager imaginaire, puis prendre sa pioche et en asséner de grands coups. Il relevait la tête de temps à autre vers la façade du château, avec un effréné désir

de voir le même fantôme blanc apparaître à la même fenêtre. Le rideau de vitrage ne se releva pas derrière le carreau. A quoi bon alors prolonger sa promenade dans ce jardin, pour lui vide maintenant, où il n'était venu que pour demander à la fillette des nouvelles de sa mère? Et il s'en retournait lentement, toujours appuyé sur ses deux cannes, aussi anxieux à présent qu'il était joyeux tout à l'heure. Mme Servières questionnerait certainement la petite. Elle devinerait le véritable motif de cette première descente au jardin. N'en serait-elle pas froissée, comme d'une indiscrétion? Elle ne s'était pourtant pas retirée aussitôt, quand leurs regards s'étaient rencontrés. Que penser? Que faire? Si elle devenait plus malade? Si elle ne reprenait pas son service auprès de lui? S'il ne devait plus jamais se retrouver en tête à tête avec elle pour lui dire... Mais que lui permettrait-elle de lui dire? Il en était là de cette méditation, de plus en plus douloureuse, quand il aperçut, debout devant lui, et l'arrêtant d'un geste, un officier en uniforme, un lieutenant comme lui et de son régiment, qui l'abordait en riant :

— Mais oui, Moncour, c'est bien moi, Larzac. Ce n'est pas mon double. Voici cinq ou six fois que je vous appelle. Je me disais : « Est-ce que son obus l'a rendu sourd aussi? » Ça arrive. C'eût été dommage. Je suis ici pour vous annoncer une bonne nouvelle. C'est Brissonnet qui m'envoie. Il vous propose pour la croix, et il a voulu que vous le sachiez tout de suite, et aussi que je voie comment vous vous comportez... Pas brillant encore, hein, mon pauvre vieux?... Mais ça, — et il lui posait le doigt sur la place de la poitrine où se met la décoration, — ça finira de vous retaper... Je vous laisse... Je me sauve. A bientôt, Moncour, pourvu que...

Il était déjà parti sur un hochement de tête qui commentait gaîment ce menaçant « pourvu que... » Il n'y avait rien que de très simple dans l'envoi de ce messager, et rien de très imprévu dans la nouvelle qu'il apportait. Bernard savait depuis longtemps les intentions de ses chefs à son égard et en particulier du général. Il était tout naturel que sa grave blessure fût une occasion de les réaliser. Mais qu'il apprît cela au lendemain du jour où il avait reçu cette preuve si complètement inattendue des sentiments d'une femme qu'il s'était mis à aimer si follement, si timidement, c'était une de ces coïncidences qui

donnent l'impression d'une réussite presque surnaturelle dans notre destinée. De même que sa joie de cette nuit et de ce matin s'était si vite changée en anxiété, cette anxiété se transforma du coup en un soudain transport d'espérance. Cette croix qu'il attacherait à sa tunique bleu-horizon ne serait pas seulement le signe qu'il avait fait son devoir et au delà, mais, après les galons d'officier, un ennoblissement de plus, de quoi faire qu'Irène, placée tellement au-dessus de lui dans la société, — il continuait de penser ainsi, — ne se mésestimât pas de l'aimer. Comme il s'installait dans l'ascenseur pour remonter vers sa chambre, sa physionomie était de nouveau si rayonnante que le soldat qui manœuvrait la machine ne put s'empêcher de lui en faire la remarque :

— On dirait quelqu'un qui vient de gagner le gros lot, mon lieutenant.

Et Bernard pensa :

— Ce brave garçon a raison.

VIII

— Je crois que vous allez revoir de nouveau votre chère infirmière, disait le lendemain matin l'abbé Cortez à Bernard. Oui. Elle va tout à fait bien maintenant.

L'accent, railleur à demi, à demi compatissant, avec lequel le prêtre avait prononcé ces mots : « votre chère infirmière, » prouvait que le digne homme ne prenait pas encore au sérieux l'idylle pourtant soupçonnée entre Mme Servières et le blessé. Mais qu'il la soupçonnât, simplement, et qu'il n'y fût pas hostile, cette évidence donna une telle impression de bonheur au jeune homme qu'il ne put se retenir de s'écrier :

— Oh ! merci, monsieur l'abbé...

Un étonnement passa sur le visage du prêtre, qui répondit :

— Merci ? Mais de quoi ?...

Il y eut un silence entre eux. L'abbé Cortez le rompit le premier, par une phrase qui ramassait en elle les pensées que la prudence ecclésiastique lui interdisait de formuler plus nettement :

— Vous êtes un honnête homme, mon lieutenant. Je le sais. Restez-le toujours.

— Je le resterai, monsieur l'abbé. Soyez-en sûr. Et, pour ce que vous venez de me dire, merci encore.

Ces mots s'échangeaient quelques minutes à peine avant que celle dont l'image passait dans l'esprit des deux interlocuteurs entrât dans la chambre. Les émotions éprouvées par elle depuis ces quarante-huit heures ne se devinaient que trop à la profonde pâleur de ses joues, comme à ses paupières battues et à l'anxiété de ses prunelles. Tout en elle dénonçait la lassitude à la fois et l'extrême tension. L'abbé Cortez parut hésiter un moment. Laisserait-il seuls, en tête-à-tête, ce jeune homme et cette jeune femme, si étrangement troublés l'un et l'autre ? Mais cette surveillance, forcément momentanée, n'était-elle pas une injure faite à deux personnes qu'il estimait également? Peut-être aussi continuait-il de caresser dans son arrière-pensée un rêve, aussi romanesque dans son ordre que le sentiment d'Irène pour Bernard et de Bernard pour Irène : bénir un mariage entre l'infirmière riche et l'ouvrier officier, qui serait le symbole de cette réconciliation des classes par le cœur, tant désirée par lui.

— Vous m'excuserez, Mme Servières, dit-il enfin, et vous, mon lieutenant. Mais j'ai trois pansements à faire et je suis déjà en retard.

La porte s'était refermée sur lui depuis longtemps, et le silence gardé par les deux jeunes gens eût effrayé le prêtre si, repris de scrupule, il fût revenu subitement. C'était la passion, avouée déjà et prête à toutes les frénésies, qui les immobilisait ainsi en face l'un de l'autre, elle debout près de cette porte, lui à moitié dressé dans son lit, et l'un et l'autre respirant à peine, tant le saisissement de la présence les étreignait d'une émotion qu'Irène fut la première à ne pouvoir supporter davantage, et elle interpella Bernard d'une voix étouffée et frémissante, voix de remords et d'imploration, d'incertitude et de terreur, pour dire simplement :

— Qu'avez-vous pensé de moi?

Durant les deux nuits et la journée de rongement solitaire qui avait suivi l'insensé baiser, son esprit avait fini par se fixer dans un dilemme implacable. De deux choses l'une : ou bien Bernard Moncour aurait l'idée d'abuser de son geste de faiblesse en lui parlant autrement qu'il ne devait, et en essayant de prendre avec elle des libertés qu'elle semblait avoir autorisées par son incroyable imprudence. Alors, elle se serait trompée sur lui. Toutes relations seraient du coup brisées entre eux. Elle aurait l'énergie d'une rupture immédiate, seule façon de se

pardonner à elle-même ce moment d'égarement. Ou bien, — cette autre hypothèse l'émouvait si profondément, tant d'inconnu y était enveloppé! — ou bien il aurait compris qui elle était, à quel mouvement de cœur elle avait cédé, son actuelle détresse, les intimes susceptibilités de sa pudeur. Alors il était vraiment celui qu'elle avait cru deviner dès leur première rencontre, le héros délicat, une belle âme opprimée jusque-là par un sort adverse. Dès les premiers mots qu'il trouverait à lui répondre, elle saurait si elle devait partir pour toujours, quitter le château, couper brutalement tout rapport entre eux, ou bien... Encore ici elle s'arrêtait trop émue. Reprendre leurs relations de ces dernières semaines après cette caresse, était-ce possible? Elle s'était efforcée, surtout depuis qu'elle avait vu sa fille avec Bernard dans le jardin, de se répondre : oui. Elle avait bien deviné pourquoi il n'osait pas embrasser l'enfant devant elle. S'il avait de ces finesses d'âme, n'accepterait-il pas de continuer leur roman d'amour dans le silence? Mais déjà un autre projet se dessinait dans sa pensée, si vague encore, si lointain, si déraisonnablement enthousiaste. Il ne correspondait que trop aux aspirations éveillées jadis en elle par ses études de jeune fille, ses lectures, les paradoxes de son père. Cette hostilité du sort, ne serait-il pas très noble de la réparer? Comment? En marchant sur les préjugés. Si cet homme, né dans une autre classe qu'elle, se trouvait, à l'épreuve, tel qu'elle l'avait rêvé, pourquoi n'irait-elle pas à lui bravement, courageusement, lui dire : « Voulez-vous m'épouser? » N'était-ce pas d'ailleurs la seule manière de s'estimer tout à fait après le geste qu'elle avait osé. Seulement, était-il tel qu'elle l'avait rêvé? Oui, puisque à sa question, à ce timide et passionné : « Qu'avez-vous pensé de moi? » il répondait, et elle l'écoutait avec ravissement :

— J'ai pensé que vous aviez eu pitié de moi, madame, et que j'aurais dû garder mes yeux fermés, vous cacher que je venais de me réveiller. Mais je ne faisais pas semblant de dormir. Vous avez raison : c'eût été très mal agir, très mal, et envers vous, vous à qui j'ai voué un culte dès la première heure!... Tenez, quand vous me tâtiez le pouls pendant l'opération, savez-vous ce que je me disais? Si je devais mourir là, sous le couteau, sur quelle vision je m'en irais, celle de la femme telle que je l'ai rêvée toute ma jeunesse, fière, pure, dévouée, et si belle!... Ce que je pensais là, je l'ai senti tous les

jours à vous regarder, à vous écouter, à m'enivrer de votre présence!... Mais, qu'est-ce que je vous dis là; madame?... C'est à moi de vous demander à mon tour : Qu'allez-vous penser de moi?... Ah! pardon de n'avoir pu vous taire ce que j'ai dans le cœur depuis des semaines et dont je ne vous parlerai plus jamais, jamais!... Je vous en conjure, dites que vous me pardonnez, que vous me permettrez de vous voir encore, comme avant, puisque c'est pour la première et dernière fois que j'aurai manqué au vœu que j'avais fait, de m'en aller d'ici sans que vous eussiez rien deviné. Je le tiendrai, ce vœu, pour le temps que je dois rester. Ce ne sera pas bien long maintenant.... De vous avoir connu aura été ma part de bonheur pour toute ma vie. Ne me la gâtez pas en refusant de me pardonner. Oh! dites que vous ne m'en voulez pas. Dites. Dites...

Il s'exaltait en parlant, et son accent, l'ardeur de ses yeux, ses gestes, tout en lui démentait ce vœu de renoncement prononcé les bras en avant, les mains jointes, le buste penché du côté d'Irène, qui s'entendit répondre comme dans un songe :

— Je ne vous en veux pas.

Elle était venue, ayant elle aussi passé avec elle-même un pacte de défense et de silence vis à vis de cet homme dont l'émotion la gagnait. Contre une audace physique elle eût trouvé de la force. Elle n'en avait pas devant cette soumission passionnée. Elle se sentait frissonner tout entière à écouter des mots qui ne lui avaient jamais été dits, et prononcés par une bouche dont les tristesses et les sourires avaient fait depuis des jours toutes ses inquiétudes et toutes ses joies. Son tremblement la força de s'appuyer d'une main au dos du fauteuil d'où elle s'était levée, l'autre nuit, pour ce baiser dont elle ne pouvait plus avoir de remords. Elle était sur le point de se trouver mal. La voyant ainsi, Bernard la suppliait :

— Madame, madame, asseyez vous et n'ayez pas peur de moi!... Voyez. Je me tais. C'est fini!... Mais asseyez-vous comme vous faisiez, autrefois, ajouta-t-il, pour me prouver que c'est bien vrai, qu'il n'y a rien de changé.

Elle obéit, défaillante, et quand elle fut assise sur le fauteuil les yeux à demi clos, sa tête s'abandonna sur le dossier dans une attitude de détresse, si visiblement à bout de forces que le jeune homme prit peur!...

— Madame, madame, reprit-il. Qu'avez-vous? Et je ne peux pas vous aider!... Mais je sonne...

Il cherchait la poire d'appel placée sur la table de nuit. Elle lui fit signe que non, de sa main qui retomba sur le couvre-pieds. Dans un mouvement irraisonné, Bernard la saisit cette main, et, se courbant jusqu'à elle, il se prit à l'appuyer sur sa bouche avec une ardeur qui rendit à la jeune femme l'énergie de se redresser, et, essayant de se dégager :

— Qu'est-ce que vous m'aviez promis? supplia-t-elle.

— C'est vrai, dit Bernard en la serrant davantage encore, cette main brûlante. Mais je ne peux pas! Je ne peux pas! Parce que je vous aime... Ah! que je vous aime!.. Que je vous aime!

Elle le regardait avec des prunelles où montaient des larmes maintenant, incapable de lutter davantage, et il continuait de presser et de couvrir de baisers ses doigts qui ne se retiraient plus, et il osait lui dire :

— Et vous, m'aimez-vous un peu?..

— Ah! gémit-elle, si je ne vous aimais pas, est-ce que je serais ici?.. Mais si vous m'aimez, laissez-moi, je vous le demande...

Cette fois, il lui obéit, sans plus trouver à son tour la force de résister à cette prière, si tendre qu'elle était comme un second aveu après l'autre. Il desserra son étreinte et il se rejeta en arrière dans son lit, tandis qu'Irène, redevenue maîtresse de ses mouvements, se cachait le visage contre ses mains enfin délivrées, dans un geste de reprise, brusquement interrompu par un sursaut. La porte s'ouvrait pour donner passage à Mme Arnaudi qui les regardait l'un et l'autre, avec un étonnement mécontent que justifiait trop le trouble de leurs physionomies. Leur attitude était redevenue trop correcte pour lui permettre une observation. Elle ne fit donc aucune remarque, mais une ironie singulière passa dans sa voix pour dire :

—Monsieur Moncour, il y a là quelqu'un qui vous demande, une Mlle Marcelle Rocher... ou Roucher... Elle a écrit son nom, — et, tendant une feuille de papier : — je n'ai pas bien pu lire. Elle paraissait très nerveuse. Sa main tremblait un peu en écrivant. Je lui ai dit que je ne savais pas si vous étiez en état de la recevoir. Par conséquent...

— Faites-la entrer, madame, répondait Bernard. C'est une très proche parente, ajouta-t-il, ma cousine.

— Entrez, mademoiselle, dit Mme Arnaudi à la visiteuse qui attendait derrière la porte. Votre cousin sera très heureux de vous voir.

Elle avait appuyé sur le mot cousin en étudiant du regard la nouvelle venue. Celle-ci était une femme d'environ vingt-cinq ans, très brune et jolie, quoique déjà un peu fanée par le travail et dans de dures conditions : une enfance grandie dans une loge au rez-de-chaussée ouvert sur une rue sans air, puis l'atelier, puis l'usine, et, à travers tout cela, une mauvaise nourriture prise à des heures quelconques. Aucune vulgarité d'ailleurs dans ce visage aux traits tirés, par malheur fardé à la mode du jour, mais où brûlaient des yeux de flamme, sombres et défiants à cette minute. Leur premier regard avait été pour Bernard. Le second fut pour Irène Servières qui déjà sortait avec sa belle sœur, et celle-ci disait :

— Sa cousine ? Ce n'est pas sûr. Mais sa maîtresse, c'est certain. Vous avez vu comme elle était émue ?

— Si c'était sa maîtresse, répondit Irène, il n'aurait pas le front de la recevoir ici.

PAUL BOURGET.

(La troisième partie au prochain numéro.)

LETTRES A UN AMI

SOUVENIRS DE MA VIE POLITIQUE

AU MINISTÈRE DES FINANCES PENDANT LA GUERRE

LETTRE I

Vous m'avez souvent pressé, mon cher ami, d'écrire des souvenirs de ma vie politique (1). Vous savez la répugnance que j'ai à remuer les choses mortes du passé. J'ai voulu plusieurs fois prendre la plume ; elle m'est toujours tombée des mains, après quelques essais. Vous êtes revenu à la charge et vous m'avez demandé de vous adresser des lettres où je pourrais passer plus aisément d'un sujet à l'autre et laisser courir mes souvenirs sans m'astreindre à un ordre sévère. Vous m'avez promis de me faire connaître votre sentiment et de provoquer des éclaircissements sur les points qui vous paraîtraient obscurs. Je me sentirai excité et soutenu par l'intérêt que vous porterez à mes lettres, et cette collaboration me rendra ma tâche plus facile et plus agréable. Je vous obéis donc, et, sans autre préambule, j'entre en matière en vous contant comment, le 26 août 1914, je suis devenu ministre des Finances.

Dans cette journée du 26 août, les plus mauvaises nouvelles nous étaient venues de nos armées. On croyait que nous nous battions aux environs de Charleroi, et, tout à coup, nous apprenions que nous étions en retraite sur la Somme. M. Clemenceau m'avait fait prier de me trouver le soir chez le président de la Chambre des députés, M. Paul Deschanel, pour m'y rencontrer avec un adjoint et des conseillers municipaux de Lille qui

(1) Les *Lettres à un ami* ont toutes été écrites en 1920, à l'exception de la *Lettre III*, datée du 15 mai 1921.

devaient nous parler du péril que courait cette ville d'être occupée par l'ennemi, sans que rien fût tenté pour la mettre en état de défense. Le président du Sénat, M. Antonin Dubost, assistait aussi à cette petite réunion. Il fut décidé que les deux présidents se rendraient à l'Élysée pour exprimer au président de la République les craintes qu'ils éprouvaient.

A l'Élysée, on s'occupait en ce moment même de reconstituer le ministère de M. Viviani en y faisant entrer M. Briand, qui devait être vice-président du Conseil et ministre de la Justice, M. Delcassé, qui reprenait les Affaires étrangères, M. Millerand, qui retournait au ministère de la Guerre. On faisait appel à deux socialistes : M. Sembat, qui acceptait le portefeuille des Travaux publics, et M. Jules Guesde, qui prenait place dans le Cabinet comme ministre sans portefeuille. En rentrant chez moi vers dix heures du soir, je trouvai un télégramme de M. Viviani qui me priait de me rendre au ministère de l'Intérieur; les nouveaux ministres y étaient réunis avec quelques membres de l'ancien Cabinet. M. Viviani me demanda, sans autre explication, si je me chargerais du portefeuille des Finances. On ne me laissait pas le temps de réfléchir. Il fallait accepter sur-le-champ ou décliner l'offre qui m'était faite. Vous eussiez senti, comme moi, qu'un refus, après les nouvelles que nous venions de recevoir, était une faiblesse. Je pris le parti d'accepter à tous risques la proposition de M. Viviani.

La situation était plus grave encore que je ne le supposais. Il n'était pas sûr que, dans leur retraite, les armées françaises les plus proches de nous pussent s'arrêter derrière la Marne, et qu'elles ne fussent pas obligées de reculer jusqu'à la Seine avant d'essayer de faire front à l'ennemi. Que deviendrait Paris? Le Gouvernement ne serait-il pas forcé de l'abandonner? Avec quelles ressources ferait-on face aux dépenses de la guerre? Quand on aurait épuisé l'avance de trois milliards de la Banque de France, comment pourrait-on vivre?

Dans l'inquiétude et le désarroi des premiers jours de la guerre, on avait ajourné la liquidation des opérations à terme, prorogé les échéances des effets de commerce, et autorisé les banques à ne rembourser qu'une partie minime des dépôts à vue. Aurait-on, avec un peu plus de hardiesse et de décision, pu éviter de recourir à toutes ces mesures? La Banque de France, effrayée de la charge qu'elle allait assumer de fournir aux dépenses

de l'État, après être venue en aide aux banques en escomptant une partie de leur portefeuille, n'aurait-elle pas pu fournir quelques centaines de millions de plus pour faciliter la liquidation des engagements à la Bourse? D'autre part, les principales banques n'avaient-elles pas les moyens de tenir leurs guichets ouverts, et n'eût-il pas suffi qu'elles offrissent de rembourser tous les dépôts, pour que les déposants, immédiatement rassurés, renonçassent à réclamer leur argent? Si l'une de ces banques avait une situation plus embarrassée, ne pouvait-on pas trouver une combinaison pour la tirer d'affaire? Il est malaisé de répondre à toutes ces questions. L'exemple de l'Angleterre n'est pas décisif, parce que l'Angleterre n'était pas envahie comme nous l'étions nous-mêmes, et que telle mesure qui a suffi en Angleterre pour mettre fin à la panique et rétablir la confiance aurait bien pu ne pas suffire chez nous dans l'état où nous étions. Je me garde de critiquer ce qui a été fait avant mon entrée au ministère des Finances. Mais la situation que j'ai trouvée était, vous en conviendrez, singulièrement embarrassante. Qu'aurait pu faire à ma place le plus grand financier? Il fallait prendre les choses comme elles étaient et ne pas se figurer qu'on pût les changer en un instant.

Le temps allait d'ailleurs nous manquer. A peine étais-je installé qu'un conseil extraordinaire était convoqué pour décider si on devait quitter Paris. C'était un dimanche, je m'en souviens. On avait appelé à ce conseil les présidents des Chambres, M. Antonin Dubost et M. Paul Deschanel. Quelques minutes auparavant, nous avions entendu le général Galliéni, qui venait d'être appelé au Gouvernement militaire de Paris. Il nous avait dit que Paris ne pouvait pas être défendu, ce qui voulait dire qu'il ne pouvait l'être qu'en dehors de Paris lui-même; on ne devait donc pas attendre l'ennemi dans Paris. Le général Joffre nous pressait de transporter au loin le siège du Gouvernement. Il n'y eut qu'une courte délibération. On décida de s'en aller à Bordeaux. Une question fut soulevée par M. Antonin Dubost : ne convenait-il pas de réunir les Chambres et de leur expliquer publiquement les raisons de notre départ? M. Viviani craignit qu'une communication faite à la Chambre des députés n'amenât un débat sur la situation militaire. Il opina pour un départ silencieux du Gouvernement. Nous eûmes tort, je crois, de nous ranger à son avis.

Il eût mieux valu parler aux Chambres et au pays, montrer qu'on était résolu aux derniers sacrifices plutôt que de céder à la menace de l'Allemagne. Les Chambres auraient eu le même élan de patriotisme qu'au 4 août. Le Gouvernement eût été fortifié plutôt qu'affaibli. Nous avons senti, dès notre arrivée à Bordeaux, la faute qui avait été commise. Malgré l'invitation qui avait été faite aux députés et aux sénateurs de se rendre à Bordeaux, un décret de clôture mit fin à la session des Chambres, et le ministère se trouva seul pour porter les responsabilités de la guerre.

Le général Galliéni nous avait parlé de la nécessité d'évacuer militairement Paris. J'étais troublé à la pensée de ce qu'un tel abandon pouvait produire dans l'esprit de la population de Paris. Je m'en ouvris avec M. Léon Bourgeois, qui n'était pas moins inquiet que moi, et, à la suite de cet entretien, j'allai faire part au président de la République de nos appréhensions. M. Poincaré était dans le même état d'esprit. Il appela le Conseil à en délibérer. On décida que Paris ne pouvait être abandonné qu'après avoir été défendu. Mais la seule façon efficace de le défendre n'était-elle pas de livrer bataille en dehors de ses murs? Le général Galliéni avait raison, quand il disait que Paris ne pouvait être défendu dans Paris. Cependant, lorsque M. Millerand lui fit part de la décision du Conseil, il se borna à poser cette question : « Le Gouvernement entend-il que Paris soit défendu à outrance? — Oui, » répondit le ministre de la Guerre. Cela signifiait que si l'entrée de Paris venait à être forcée, on ferait sauter les ponts et qu'on se battrait dans les rues. La victoire de la Marne a heureusement écarté l'horrible perspective d'une bataille qui eût été la cause de ruines irréparables.

Notre arrivée à Bordeaux, le matin, fut d'une morne tristesse. Nous cherchâmes des installations de fortune pour les délégations des ministères que nous avions emmenées de Paris. Le ministère de la Guerre s'était transporté presque tout entier ; mais les autres ministères n'étaient représentés que par des états-majors de directeurs et un petit nombre d'employés. Le gros des services était resté à Paris. J'avais, avant de partir, fait payer à tous les fonctionnaires deux mois de traitement. J'avais remis à M. Appell, président du Secours national, un mandat sur la Banque de France d'une somme très importante

dont il disposerait suivant les nécessités pour venir en aide à la population. La Banque de France avait mis en sûreté son encaisse et avait pris les précautions nécessaires pour détruire, au besoin, la réserve de ses billets. Quant aux établissements de crédit, ils s'étaient refusés, sur l'avis de leurs conseils juridiques, à transférer hors de Paris les titres de leur clientèle. Que serait-il arrivé, si les Allemands avaient mis la main sur Paris? Quel effort n'aurait-il pas fallu faire pour ramener à Bordeaux les fonctionnaires que nous avions laissés à Paris, et assurer la marche des affaires, sans dossiers et sans archives! Nous nous installâmes tant bien que mal à Bordeaux, dans les locaux de la Faculté de médecine; et c'est dans le cabinet du doyen, obligeamment mis à ma disposition, que j'ai passé les mois de septembre, d'octobre et une partie du mois de novembre. Nous avions tous les matins un Conseil des ministres à la Préfecture, où habitait le président de la République. M. Poincaré tenait à rester en contact étroit et permanent avec les ministres. Cela se comprend à merveille; mais il y avait des pertes de temps, et ces longues séances du matin se passaient en conversations plus encore qu'en véritables délibérations.

Le rôle du président de la République est en tous temps malaisé à remplir. La difficulté est surtout grande, quand il est confié à un homme jeune, qui a conscience de sa valeur et qui tient à ne pas s'effacer derrière ses ministres. Le président n'est pas légalement responsable. Mais que pèsent les fictions constitutionnelles auprès des réalités? Si la France avait été vaincue, le président, quoique irresponsable, eût partagé aux yeux du pays avec ses ministres toutes les responsabilités de la défaite. Il avait le devoir de se tenir informé de toutes choses, d'avoir une opinion sur toutes les questions où le sort du pays était engagé et de chercher à la faire prévaloir. C'est dans les réunions du Conseil des ministres qu'il pouvait le plus efficacement peser sur les décisions à prendre, en dirigeant les discussions, en amenant les ministres à partager son sentiment, quelquefois contre l'avis du président du Conseil. Lorsqu'il y avait eu accord entre le président de la République et le président du Conseil, les délibérations étaient plus brèves et moins fréquentes. Mais quand le président de la République n'approuvait pas la direction de la politique extérieure, comme il est arrivé sous le ministère de M. Briand pour les affaires de Grèce, les discussions en Conseil

se prolongeaient d'une manière insolite; le président de la République y intervenait et engageait avec le président du Conseil des dialogues qui, plus d'une fois, ont dégénéré de part et d'autre en des violences de langage. Pendant les trois années que j'ai passées au ministère, j'ai vu de près l'action de M. Poincaré. Elle s'est toujours exercée pour que la guerre fût menée avec la plus grande vigueur. Le président n'a jamais laissé soupçonner qu'il pût avoir le moindre doute sur l'issue finale. Il a toujours montré le plus grand sang-froid en apprenant les plus mauvaises nouvelles. Je me souviens du calme avec lequel il suivait avec nous les progrès de l'attaque allemande contre Verdun. Ni sa voix, ni son attitude n'ont trahi à aucun moment la moindre défaillance. Que serait-il advenu de lui, si nous avions succombé dans la lutte? Quelle effroyable impopularité se serait attachée à son nom! Il en avait le sentiment; mais il se raidissait pour ne pas laisser voir ses inquiétudes, et, quoi qu'on pense de la politique qu'il a suivie avant et pendant la guerre, on ne peut pas ne pas rendre hommage à la force d'âme qu'il a montrée pendant ces années si longues et si pleines de tragiques émotions.

LETTRE II

Notre premier souci, en arrivant à Bordeaux, devait être d'assurer au Trésor public les ressources nécessaires. Les impôts rentraient mal dans toute la France et ne rentraient plus du tout dans les départements envahis, c'est-à-dire dans la partie la plus riche de notre territoire. Pouvions-nous faire un grand emprunt, comme M. Lloyd George en Angleterre? On s'est étonné que je n'aie pas suivi cet exemple. Pourquoi, au lendemain la bataille de la Marne, n'avons-nous pas adressé un appel au pays? Quand on pose aujourd'hui cette question, on oublie l'état de la France en septembre 1914. On avait pu faire un emprunt en Angleterre qui n'était pas envahie comme la France, où les impôts rentraient en abondance, où les banques n'avaient pas suspendu la restitution des sommes dues aux déposants. Encore M. Lloyd George avait-il rencontré de grandes difficultés, dont j'ai eu la confidence lors de son voyage à Paris en février 1915. Qu'eût-il pu faire à notre place? Imagine-t-on qu'il aurait eu l'imprudence d'ouvrir une souscription publique, alors que tous

les fonds déposés dans les banques se trouvaient immobilisés par le décret qu'avait fait signer mon prédécesseur? J'ai cru qu'il était sage de ne pas risquer un échec, ou un demi-succès, qui aurait eu les pires conséquences. Nous verrions plus tard, quand l'horizon serait éclairci, si l'heure n'était pas venue de lancer un grand appel au crédit. Pour le moment, d'accord avec mes collègues, je tournai d'un autre côté mes regards.

Je songeai d'abord à m'assurer le concours de la Banque de France pour une nouvelle avance de trois milliards de francs qui nous donnerait quelques mois de sécurité. Les dépenses de guerre n'étaient pas, dans ces premiers mois [de guerre], ce qu'elles ont été depuis. En septembre 1914 elles n'ont pas dépassé 900 millions de francs. Mais je prévoyais que la guerre serait longue et j'ai tenu à l'écrire dans la lettre que j'ai adressée le 18 septembre au gouverneur de la Banque de France. Je me rendais parfaitement compte que nous ne pourrions pas nous borner à faire des emprunts à la circulation fiduciaire. C'est un moyen trop facile et trop dangereux pour qu'on n'en use pas avec une grande prudence. Aucun des pays qui ont été engagés dans la guerre, à l'exception des États-Unis, n'a échappé à la nécessité d'y recourir. L'Angleterre n'a pas augmenté très sensiblement la proportion des billets de la Banque qui a été réglée par l'acte de Sir Robert Peel; mais elle a émis des billets d'État pour des sommes considérables. Seuls les États-Unis n'ont pas eu besoin de faire usage de cet expédient; aussi ont-ils été seuls avec le Japon, parmi les belligérants, à maintenir la parité avec l'or de leur monnaie fiduciaire. Quand j'ai quitté le ministère des Finances, en mars 1917, après deux ans et huit mois de guerre, la circulation des billets de la Banque de France, qui était de près de 6 milliards avant la guerre, ne dépassait pas 18 milliards. Si on tient compte de ce que la circulation de l'or dans le pays, évaluée à 4 milliards, avait été remplacée par une émission de billets, et aussi de ce que les paiements faits par l'État avaient pris une ampleur sans précédent et exigeaient une provision de monnaie beaucoup plus considérable qu'en temps normal, cette somme de 18 milliards n'avait rien qui dût nous inquiéter. Il sera facile d'ailleurs de montrer que la hausse générale des prix, qui est une des conséquences de l'excès de la circulation fiduciaire, ne s'est fait sentir sérieusement qu'à

partir de l'année 1917. Elle a tenu, au surplus, à d'autres causes, sur lesquelles je m'expliquerai plus tard, si j'en ai le loisir.

La Banque de France avait pour gouverneur en septembre 1914 M. Georges Pallain, qui était à sa tête depuis 1898. Doué d'une intelligence vive, connaissant bien les hommes et les affaires, jaloux de son autorité et quelque peu ombrageux dans ses rapports avec les sous-gouverneurs et avec les régents, M. Pallain était prompt à s'inquiéter de ce que deviendrait la Banque dans cette grande crise ; mais il avait le sentiment profond de ce que la Banque devait à l'État, et, après quelques résistances et quelques boutades, il finissait toujours par consentir à nos demandes. Il avait pour conseiller principal à Bordeaux le baron Édouard de Rothschild, un des plus jeunes régents de la Banque de France, à qui sa situation de fortune et le souvenir de son père Alphonse de Rothschild donnaient, dans le conseil général de la Banque, une influence justifiée d'ailleurs par des mérites personnels et par l'empressement qu'il mettait en toutes circonstances à concilier les intérêts de l'État avec les intérêts de la Banque elle-même. On peut juger dans les temps de crise de l'avantage qu'il y a à ne pas confondre pendant la paix le crédit de la Banque et le crédit de l'État. Il ne s'agit pas de mettre en parallèle ces deux crédits, ni de se demander ce que deviendrait le crédit de la Banque, si l'État n'était pas en mesure de tenir envers elle ses engagements. Ce qui apparaît avec évidence aux esprits non prévenus, c'est que, si l'État avait dû émettre sous sa seule signature pendant la guerre 26 ou 27 milliards de papier-monnaie, au lieu de recourir à la Banque, il eût créé dans le pays une véritable inquiétude. On n'eût pas manqué de rappeler l'histoire des assignats. Quand l'État est libre de faire toutes les émissions qu'il veut, on se figure, non sans raison, qu'il ne saura pas s'imposer de limites et que, pour échapper aux difficultés des emprunts publics et à la nécessité de payer de gros intérêts aux prêteurs, il se laissera aller à multiplier les émissions de papier au delà même de ce qui est indispensable.

La nécessité de s'entendre avec la Banque de France est un frein aux entraînements et aux imprudences. On l'a bien vu quand les régents ont refusé à l'un de mes successeurs de consentir à de nouvelles avances sans que l'État fixât une limite pour l'avenir et s'engageât à faire des remboursements

sur les prochains emprunts. Engagements difficiles à tenir et qu'on est amené à proroger, mais qui donnent le sentiment de la résistance de la Banque et obligent les ministres à ne pas compter sur elle pour une extension indéfinie de la circulation fiduciaire. La Banque de France a pu garder pendant la guerre la confiance du pays ; ses billets sont connus et acceptés de tous. Ce serait une grave erreur de ne pas profiter d'un tel avantage et de mettre le papier-monnaie de l'État en concurrence avec les billets de la Banque. Mais quand il a recours à la Banque sous la pression de la nécessité, l'État ne doit pas oublier qu'il sera indispensable d'assurer, après la conclusion de la paix, le remboursement aussi prompt que possible de sa dette. « Ce qui fait la force du crédit de la Banque, disais-je dans ma lettre au gouverneur, et ce qui lui permet de fournir en temps de guerre à l'État les ressources dont il a besoin, c'est qu'en temps ordinaire, la circulation des billets est entièrement garantie par l'encaisse métallique et par des effets de commerce. Le crédit de la Banque et celui de l'État ne doivent pas être confondus, et lorsqu'une crise, comme celle d'aujourd'hui, oblige l'État à recourir à la Banque, il ne peut le faire sans danger qu'à la condition de rentrer le plus tôt possible dans l'ordre habituel. »

Le Conseil général de la Banque aurait souhaité qu'on pût, dès à présent, prévoir la manière dont les avances seraient remboursées. Cela était évidemment impossible. Tout ce que je pus faire fut de prendre l'engagement d'opérer ce remboursement dans le plus court délai, soit au moyen des ressources ordinaires du budget, soit en prélevant les sommes nécessaires sur les premiers emprunts ou sur les autres ressources extraordinaires dont nous pourrions disposer. Pour que l'État ne fût pas trop exposé à la tentation de se servir indéfiniment de ces avances, pour lesquelles il ne payait qu'un intérêt très réduit (1 pour 100, ramené depuis à 0 50 pour 100), je suggérai moi-même de porter à 3 pour 100 l'intérêt sur les avances après le délai d'un an à partir de la cessation des hostilités. Il ne pouvait être question d'employer les sommes que toucherait ainsi la Banque à augmenter le dividende de ses actionnaires. On eût trop justement reproché à la Banque de profiter des malheurs publics. Je proposai donc au Conseil général de créer, au moyen de cette différence d'intérêt de 2 pour 100, un fonds de réserve

pour couvrir les pertes que la Banque devait prévoir sur le montant de son portefeuille. Rien n'était plus légitime. La Banque, en temps de crise, vient en aide aux autres banques en escomptant des effets de commerce qu'elle ne peut mettre en recouvrement avant la fin de la guerre. Elle s'expose à des risques qu'elle ne serait pas sûre de couvrir avec les intérêts que le décret de prorogation des échéances, promulgué par mes soins en septembre 1914, lui a permis de mettre à la charge des débiteurs. Le montant du portefeuille de la Banque s'est élevé en octobre 1914 jusqu'à 4 milliards 470 millions. On voit l'importance des risques en face desquels la Banque se trouvait placée. Qui eût pu dire que si on n'avait pas pris quelque mesure pour garantir la Banque contre un pareil danger, le crédit du billet de banque n'eût pas été, dans une certaine mesure, menacé? Ce n'est d'ailleurs qu'une précaution, et si, comme l'événement l'a heureusement montré, les pertes de la Banque sur le portefeuille sont loin d'épuiser le fonds de réserve, il a été entendu que le surplus disponible serait employé à l'amortissement de la dette de l'État envers la Banque. Nous ne pouvions pas, je crois, marquer d'une manière plus énergique l'intérêt qu'a l'État à se libérer le plus tôt possible. Aussi la convention du 21 septembre n'a-t-elle soulevé aucune critique. Elle a été ratifiée à l'unanimité par la Chambre des députés et par le Sénat.

Puisque j'en suis sur le chapitre de la Banque de France, je veux vous dire un mot du parti qu'elle avait pris de ne plus publier ses états hebdomadaires de situation. Le gouverneur alléguait la difficulté d'obtenir des succursales des chiffres exacts. En réalité, la Banque croyait qu'elle aurait plus de liberté pour venir en aide à l'État, si elle n'était pas obligée de faire connaître semaine par semaine la marche ascendante des avances et de l'émission des billets. J'eus quelque peine à lui faire comprendre que c'était une fausse politique, et qu'il valait mieux habituer le pays à regarder en face la vérité. La publication des états de situation a été reprise en janvier 1915. Dès les premiers jours d'octobre, j'indiquai, dans une conversation qui fut rendue publique, que le montant des billets en circulation avait passé de 6 milliards en juillet 1914 à 9 milliards 300 millions. L'encaisse en or était à ce moment de plus de 4 milliards (4 092 millions). Il n'y avait donc aucun motif de s'inquiéter.

Appliquons-nous, disais-je, à ramener la confiance. « Croyez bien que c'est la vraie politique à suivre en temps de crise comme en tout temps. Nous arriverons assez vite, je l'espère, à supprimer les mesures qu'on a été obligé de prendre au début de la guerre. La prorogation des échéances, l'ajournement de la liquidation à la Bourse de Paris, les délais accordés aux établissements de crédit pour rembourser les sommes en dépôt ou en compte courant ont jeté un grand trouble... Surtout ayons confiance, nous avons les meilleures raisons d'être optimistes, et, si l'optimisme est une vertu en temps de crise, nous n'avons pas beaucoup de peine à la pratiquer en ce moment. »

Puisque nous ne voulions pas faire un emprunt et que nous ne pouvions pas vivre uniquement du produit des impôts et de l'avance de la Banque de France, il fallait trouver ailleurs des ressources. Au cours de ses conversations avec moi, M. Pallain me parla de l'idée qu'avait jetée en passant, dans son journal *le Rentier*, M. Neymarck, d'émettre dans le public des bons du Trésor, en leur donnant le nom de bons de la Défense nationale. L'idée me plut et je m'y attachai, quoique autour de moi parmi les fonctionnaires, et même au dehors parmi les financiers, elle ne rencontrât que scepticisme ou indifférence. Les bons du Trésor n'étaient placés jusqu'alors que dans une clientèle très restreinte et toute spéciale. Les banques, les Chambres de commerce, les compagnies de chemins de fer, quelques particuliers en relations avec le ministère des Finances étaient seuls invités à souscrire aux émissions qui se faisaient sous le manteau de la cheminée. En Angleterre, le Trésor faisait appel à la concurrence des banques et les bons étaient attribués à celles qui faisaient les meilleures offres. De toute manière, dans les deux pays, le public était tenu à l'écart.

Comment faire comprendre à ce public qu'il y avait là pour lui un moyen commode et avantageux de placer momentanément ses épargnes et ses fonds disponibles? Il fallait lui offrir des conditions d'une grande simplicité que tout le monde pût comprendre, affranchir de tout formalisme la délivrance et le remboursement des bons, dispenser les souscripteurs de se faire connaître et leur ouvrir largement non seulement les guichets des agents des finances, mais encore ceux de tous les bureaux de poste; et enfin organiser une publicité permanente qui fît, en quelques semaines, l'éducation du public.

Je demandai le 13 septembre au Conseil des ministres de m'autoriser à émettre des bons à trois mois, à six mois ou à un an, portant un intérêt de 5 pour 100, payable d'avance au moyen d'une réduction du prix du bon, de sorte que pour un bon à un an de 100 francs, l'acheteur n'aurait à débourser que 95 francs. Il y aurait des bons de 100 francs, de 500 francs, de 1 000 francs, et de toutes sommes supérieures jusqu'à 1 million. Les bons devraient être au porteur et ne seraient susceptibles d'aucune opposition. Ils pourraient donc passer de main en main avec la même facilité qu'un billet de banque. M. Helfferich, ministre des Finances d'Allemagne, a essayé un jour de faire rire à mes dépens le Reichstag, en lui expliquant que les bons se vendaient au détail comme des coupons de drap à tous les comptoirs du Trésor, et il a cru faire un trait d'esprit en les décorant du nom de « ribotins. » C'est bien cela que j'avais voulu ; les bons de la Défense nationale devaient être offerts et vendus comme une marchandise qu'on trouverait partout et qu'on pourrait acheter et mettre en réserve sans être obligé de se faire connaître.

Le Conseil des ministres approuva mes propositions, qui furent immédiatement sanctionnées par un décret du 13 septembre.

Ce n'était rien que d'avoir tracé le plan de l'opération. Il fallait faire, en même temps que l'éducation du public, celle des agents du Trésor. Vous n'imaginez pas ce que les fonctionnaires laissés à eux-mêmes sont capables d'imaginer pour compliquer les affaires. Figurez-vous qu'on n'avait rien trouvé de mieux que d'obliger les trésoriers généraux à envoyer à l'administration centrale des bordereaux nominatifs de toutes les demandes qui leur parvenaient. C'est seulement après examen de ces bordereaux qu'on leur expédierait les bons à délivrer, soit par eux-mêmes, soit par les comptables, soit par les bureaux de poste. Vous jugez de la complication et des lenteurs qu'entraînaient les transmissions et la vérification minutieuse de ces bordereaux. L'administration centrale renvoyait, pour qu'ils fussent corrigés, les bordereaux où elle découvrait une erreur; si bien que tout était arrêté et qu'il eût fallu des semaines ou des mois pour la remise des bons aux souscripteurs. Ah! la belle besogne que nous aurions faite ! Pour justifier toutes ces complications, vous pensez bien qu'on ne manquait pas de raisons.

Il fallait, me disait-on, éviter les erreurs et se réserver le moyen de les réparer. Qu'arrivera-t-il, par exemple, si on ne demande pas au souscripteur d'un bon de remplir lui-même une formule imprimée où il aura soin de donner son adresse ? Comment le retrouvera-t-on si une erreur a été commise à son préjudice? Rien n'est plus difficile que de changer des habitudes, que d'abolir des routines. Si j'avais cédé, tout était perdu; car le public se serait vite dégoûté d'attendre pendant des semaines la délivrance d'un bon, et beaucoup de souscripteurs n'auraient pas été fort aises de laisser aux mains du fisc le relevé, signé par eux, de tous les bons qu'ils pouvaient avoir mis dans leur portefeuille. Je prescrivis d'approvisionner de bons tous les comptables et tous les bureaux de poste, de sorte que toute personne pût acheter un bon et se le faire délivrer immédiatement sans avoir à donner son nom et son adresse.

C'est là ce qui a fait la fortune des bons de la Défense nationale. L'intérêt qu'ils produisent est élevé, trop élevé même si on le compare à celui des premiers emprunts faits pendant la guerre. Mais c'était une condition du succès, si on voulait qu'il fût rapide et considérable. On l'a quelque peu réduit plus tard pour les bons à 6 mois (4 1/2 pour 100 au lieu de 5 pour 100), et pour les bons à 3 mois (4 pour 100). Il a été maintenu à 5 pour 100 pour les bons à un an. Un autre avantage des bons, quelle que soit leur durée, c'est qu'ils sont admis, par préférence, en paiement des souscriptions à tous emprunts de l'État pour leur valeur d'émission, compte tenu de l'intérêt acquis au jour de la reprise.

Il n'est presque pas une maison aujourd'hui en France où on ne trouverait au moins un bon de la Défense nationale. Songez qu'à l'heure où je vous écris, il en a été émis pour plus de cent milliards et que, compte tenu des remboursements et des versements pour la libération de souscriptions à des emprunts d'État, il en reste dans le public pour 46 milliards de francs. Petites économies des travailleurs et des domestiques, placements temporaires des rentiers, réserves des agriculteurs en quête de l'achat d'une terre, fonds de roulement des commerçants et des industriels, disponibilités des banques qui ont trouvé un moyen commode de faire valoir les fonds qui leur sont confiés en dépôt ou en compte courant, voilà les mille sources d'où sont arrivés au Trésor ces milliards indispensables

pendant la guerre et encore nécessaires après la guerre. Qu'aurions-nous fait si nous n'avions eu pour alimenter cette énorme machine de la Trésorerie que les avances de la Banque de France et les emprunts à long terme? Nos bons de la Défense nationale ont été imités partout, notamment en Angleterre et en Italie. Ils ont été l'un des plus grands ressorts de nos finances de guerre, et leur succès, qui a dépassé toutes les prévisions, est un des traits les plus originaux de l'histoire de ces cinq années.

Je n'ai pas encore eu l'occasion de vous dire que l'émission des bons a surtout pris son élan du jour où la Banque de France a bien voulu décider que les bons n'ayant pas plus de trois mois à courir pourraient être escomptés comme des effets de commerce. C'est une facilité pour les particuliers qui veulent garder des disponibilités; c'est surtout une garantie pour les banques, qui sont assurées de pouvoir, en cas de nécessité, faire escompter leur portefeuille de bons aussi bien que leur portefeuille d'effets de commerce. Cette disponibilité des bons, qui fait qu'on tend à les considérer de plus en plus comme des billets de banque à intérêt, est un avantage pour leurs détenteurs. Elle est, en revanche, un inconvénient en ce qu'elle augmente l'inflation fiduciaire et contribue à la hausse générale des prix. On a aggravé cet inconvénient en créant des bons à un mois qui, s'ils ne sont pas présentés à l'échéance, deviennent des bons à vue, productifs d'un intérêt de 3,60 pour 100.

Si j'avais écouté les avis que me donnait, dans une lettre du 18 mai 1916, le président de la Commission du budget de la Chambre des députés, j'aurais demandé à la Banque de France d'ouvrir à toute personne un compte courant d'avances garanties par un dépôt de bons de la Défense nationale et de n'exiger pour ces avances qu'un intérêt de 5 pour 100, — inférieur à l'intérêt des bons à un an puisque, grâce au paiement anticipé, cet intérêt est de 5 1/4 pour 100; — si bien que la Banque de France eût été vite débordée, et que les bons de la Défense nationale, pouvant être transformés à tout moment en monnaie fiduciaire, seraient devenus le principal élément de l'inflation dont la Commission du budget ne devait pas être la dernière à se plaindre. Cela montre à quel point il faut se tenir en garde contre les moyens ingénieux que des esprits versés dans les choses de la finance peuvent imaginer pour venir au secours de la Trésorerie dans les moments difficiles.

Le jour où cette lettre m'était écrite, j'avais d'ailleurs accordé la garantie de l'État aux dépôts en compte courant chez les trésoriers généraux et élevé le taux de l'intérêt à servir aux déposants. C'était un moyen légitime et sans dangers d'augmenter les disponibilités du Trésor. Le chiffre des dépôts dans les trésoreries générales était tombé très bas, parce que les trésoriers étaient de moins en moins des banquiers comme ils l'étaient autrefois, qu'ils sont devenus de simples fonctionnaires, destinés sans doute à disparaître le jour où l'on se décidera à faire tous les paiements de l'État par des chèques sur la Banque de France ou par des chèques postaux, délivrés par des payeurs qui n'auront pas de caisse ni de guichets, et où on organisera un meilleur système de contrôle de la perception des impôts. Quoi qu'il en soit, il ne fallait rien négliger pour augmenter les ressources de la Trésorerie, et le montant des dépôts chez les trésoriers généraux s'est relevé très sensiblement.

Puisque j'en suis à vous parler des trésoriers généraux, je ne puis pas ne pas vous dire quel désordre la guerre avait mis dans leur comptabilité. Déjà, avant la guerre, il y avait des retards. Le personnel des bureaux, assez mal payé, était insuffisant. Que serait-ce, alors que le personnel allait être réduit et que les trésoreries allaient être accablées d'une foule de besognes nouvelles? Aussi je m'étonne que nous ayons pu, au milieu de pareilles difficultés, assurer, même d'une façon défectueuse, les services les plus indispensables. Pour faire des économies de personnel, on avait cessé depuis plusieurs années, à l'administration centrale, de dépouiller et de centraliser les comptes mensuels envoyés par les trésoriers généraux, de sorte qu'on ne connaissait pas l'ensemble des paiements faits pour le compte des ministères. J'aurais voulu que, comme en Angleterre, le ministre des Finances fût en état de publier, sinon chaque semaine, du moins chaque mois, en même temps que le chiffre des revenus de l'État, un relevé sommaire des dépenses publiques. Le moment était peut-être mal choisi. J'ai néanmoins tenté l'expérience en prescrivant aux trésoriers généraux d'envoyer un relevé de l'ensemble des paiements faits dans le mois pour le compte des ministères autres que ceux de la Guerre et de la Marine, pour lesquels un chiffre séparé serait donné. Comme on faisait, pour des sommes importantes, des paiements qu'on se réservait de régulariser

plus tard, j'ai demandé que l'on indiquât à la fin de chaque mois le solde de ce compte. Ces relevés ont été fournis. Il nous a été impossible d'en faire concorder les chiffres avec ceux de la direction du mouvement des fonds. C'est que les trésoriers généraux ne font pas des paiements ni des recettes seulement pour le compte du Trésor; ils sont les caissiers des départements, des communes, des établissements publics, de plus en plus nombreux. En Angleterre, cette complication de comptes n'existe pas. Toutes les recettes et les dépenses faites pour le compte de l'État sont centralisées à la Banque d'Angleterre, et, dès lors, il est possible de suivre, semaine par semaine, le mouvement des fonds par grandes catégories de recettes et de paiements. Il serait désirable qu'on pût arriver à simplifier notre comptabilité publique, à la rendre plus claire et plus intelligible. Le compte général des finances, publié chaque année, est un grimoire que les inspecteurs des finances eux-mêmes ont peine à déchiffrer. Mais quand pourra-t-on réformer ces méthodes en les simplifiant, et en se disant que la clarté est une des conditions nécessaires pour faire de bonnes finances?

J'aurais, si je n'étais pressé, quelques détails intéressants à vous donner sur l'organisation du service qu'il a fallu créer au pavillon de Flore pour l'émission des bons, pour la correspondance, le contrôle, la comptabilité. Une armée de fonctionnaires, composée surtout d'éléments féminins, a été recrutée et instruite. Elle est à l'étroit dans les vastes locaux qui lui ont été assignés. Ce qui est remarquable, c'est que des opérations aussi gigantesques aient pu se faire sans qu'on ait eu, jusqu'à présent, à constater des vols et des faux, si ce n'est pour des sommes relativement peu importantes. Je me suis souvent demandé si nos ennemis n'essaieraient pas de contrefaire le modèle des bons, trop facile à imiter dans les premiers temps de l'émission, et si nous ne serions pas inondés par de faux papiers. Ce fut un soulagement pour nous d'apprendre que, parmi les bons présentés au remboursement, il n'y en avait pas de contrefaits.

Quant à la publicité, rien n'a été changé à l'organisation du début. L'agent du ministère s'est entendu avec tous les journaux pour contracter des abonnements qui permettent de faire passer chaque semaine de petits articles de propagande. Les frais de cette publicité, quoique assez considérables, sont peu

de chose par rapport aux milliards qu'ils ont aidé le Trésor à recueillir. La plupart des journaux ont apprécié, pendant la guerre, ce supplément de recettes, et aucune plainte ne s'est élevée, parce qu'on n'a pas tenu compte de l'opinion des journaux et que les allocations ont été exactement proportionnées à l'importance des divers organes.

Il est probable que les bons de la Défense nationale survivront pendant longtemps encore à la guerre qui leur a donné naissance. Ni le Trésor, ni le public ne voudront s'en passer complètement, et cet instrument, si puissant en temps de crise, sera conservé en temps ordinaire, tout au moins comme un souvenir et une réserve.

LETTRE III

En vous parlant, dans mes lettres de l'an dernier, des bons de la Défense nationale, je ne prévoyais pas que l'émission de ces bons pourrait approcher du chiffre de 60 milliards de francs. Nous touchons à ce chiffre, et, au train dont nous allons, nous ne tarderons pas sans doute à le dépasser. D'où vient l'argent qui s'emploie ainsi en bons de la Défense nationale? Il vient de l'État lui-même qui continue de faire d'énormes dépenses en excédent des ressources fournies par l'impôt. S'il n'y avait plus ce réservoir des bons de la Défense nationale, les billets de banque au moyen desquels le Trésor public effectue ses paiements s'accumuleraient dans les mains des particuliers. Leur montant figurerait pour un chiffre de plus en plus considérable dans les états de situation hebdomadaires de la Banque de France. On finirait par s'inquiéter de voir ainsi grossir les engagements de la Banque envers le public en même temps que sa créance sur l'État. Grâce au système des bons de la Défense nationale, le trop plein de la circulation des billets de banque s'écoule de lui-même dans le réservoir formé par ces bons à courte échéance et productifs d'intérêt. C'est ainsi que le montant des billets de banque en circulation tend à ne pas dépasser notablement les besoins du public pour ses paiements. Le public n'a pas intérêt à garder dans ses mains plus de billets qu'il ne lui est nécessaire; il échange donc volontiers l'excédent contre des bons d'où il tire un intérêt très appréciable. Mais il en résulte que les bons de la Défense nationale, n'étant qu'un prolongement de la circu-

lation fiduciaire, contribuent pour leur part à la hausse des prix. Ils seraient en même temps un danger pour la Banque de France dans le cas où le public viendrait à réclamer leur remboursement. Le Trésor serait, en effet, obligé de demander à la Banque le moyen de satisfaire aux exigences des porteurs; mais ce danger n'est pas très à craindre, le public se rendant compte que les billets de la Banque ne présentent pas plus de sécurité que des bons remboursables à des échéances prochaines et pouvant être présentés à l'escompte à la Banque de France, s'ils n'ont pas plus de trois mois à courir. On a été naturellement amené à se demander s'il ne serait pas préférable pour l'État de se décharger des intérêts que coûte cette dette flottante en remplaçant les bons de la Défense nationale par une émission de 60 milliards de billets de banque qui s'ajouteraient aux 27 milliards actuellement en circulation. Mais qui ne voit le danger qu'il y aurait à convertir ainsi la dette de l'État envers les porteurs de bons en une dette envers la Banque de France? L'État n'aurait plus qu'à puiser sans limites dans le réservoir de la Banque, affranchi qu'il serait de la nécessité de faire constamment appel à la confiance du public pour le placement et le renouvellement des bons de la Défense nationale. Le montant des billets en circulation ne cessant de s'accroître, le public serait de plus en plus embarrassé de cet afflux de papier en excès de ses besoins. La hausse des prix ne ferait que s'accélérer, et par suite l'avilissement de plus en plus grand des billets de la Banque qui auraient finalement le sort des assignats. C'est pourquoi, si onéreux qu'il soit, le système des bons de la Défense nationale garde, en temps de paix, les avantages qu'il a eus pendant la guerre. Mais, en abusant des facilités qu'il offre, en forçant tous les ressorts, on arrivera à une situation sans issue le jour où les intérêts à payer aux porteurs de bons excéderont les forces du pays. Il faut donc, à tout prix, mettre sans retard en équilibre les dépenses de l'État et les ressources normales dont il peut disposer. Le déficit permanent du budget mène nécessairement à la ruine des finances publiques, quels que soient les expédients par lesquels on essaie d'y échapper pour un temps plus ou moins long.

Ne pourrait-on, tout au moins, réduire l'intérêt des bons de la Défense nationale ? Nous n'avons pas osé le faire pendant la guerre. Mais il semble qu'une réduction de 1 pour 100 serait

aujourd'hui sans danger, le public n'ayant pas d'intérêt à laisser grossir le montant de la circulation des billets de banque au delà du chiffre d'environ 38 milliards de francs auquel elle se maintient en quelque sorte automatiquement.

LETTRE IV

Dans cette première quinzaine de septembre 1914, j'ai eu à prendre, sous ma responsabilité, d'autres mesures aussi urgentes et aussi nécessaires. L'emprunt de 800 millions en 3 et demi pour 100 amortissable, fait à la veille même de la guerre, n'était pas classé. Il avait été souscrit quarante fois ; mais ce n'était qu'une apparence. En réalité, la plus forte partie était restée dans les mains des intermédiaires et des spéculateurs qui ne cherchaient qu'à s'en débarrasser. Il restait à verser sur l'emprunt environ la moitié, soit 400 millions en chiffres ronds. On pouvait prévoir qu'en raison de la baisse inévitable des titres, qui avaient été émis à 91 francs, beaucoup de détenteurs croiraient avoir intérêt à ne pas se libérer et à faire l'abandon de leurs premiers versements. Si on laissait les titres non classés peser sur le marché de la Bourse, ce serait un embarras pour l'émission des futurs emprunts. L'État avait tout à gagner à faciliter aux détenteurs leur libération et à dégager le marché de ces titres flottants.

C'était de la part du ministre des Finances une initiative assez hardie, que d'annuler en quelque sorte l'emprunt 3 et demi pour 100, en promettant aux porteurs qui se libéreraient dans un certain délai, d'accepter leurs titres en paiement des obligations ou des rentes perpétuelles que le Trésor aurait à émettre prochainement, et de les accepter, non pas au taux du jour, mais au taux d'émission, c'est-à-dire à 91 francs. Plus d'un ministre aurait reculé devant la responsabilité d'une telle mesure à prendre en l'absence des Chambres.

Il est évident que le Trésor ne pouvait que perdre en apparence à une telle opération, puisqu'elle revenait en somme à rembourser intégralement les souscripteurs de l'emprunt de 1914, à condition qu'ils souscrivissent pour une somme égale aux nouveaux emprunts dont l'intérêt serait plus élevé que celui de l'emprunt 3 et demi pour 100 émis à 91 francs. C'était exactement l'inverse des conversions ordinaires ; mais il fallait regarder de plus haut et plus loin. L'État gagnait en réalité

plus qu'il ne perdait à traiter avec bienveillance les souscripteurs du dernier emprunt. L'effet moral d'une telle mesure n'était pas à négliger à un moment où l'État avait besoin qu'on eût confiance en lui. Et surtout, je le répète, c'était un moyen qui ne manquait pas d'une certaine élégance d'assainir le marché des fonds publics. Je n'entrerai pas dans les détails de l'opération et je ne vous dirai pas comment la Caisse des dépôts et consignations et la Banque de France voulurent bien nous donner leur concours. En fait, la presque totalité des titres de l'emprunt 3 et demi pour 100 ont été libérés et ensuite convertis soit en obligations de l'État, soit en rentes perpétuelles. Les Chambres ont ratifié, sans aucune critique, une opération qui légalement n'aurait pu être faite qu'avec leur autorisation préalable.

Si le Trésor public avait besoin de se procurer des ressources, les communes et les départements étaient, comme l'État, embarrassés de pourvoir à leurs dépenses, qui s'aggravaient du fait de la guerre, alors que leurs recettes diminuaient. La Ville de Paris était particulièrement dans une situation difficile. Elle demandait à l'État de lui faire des avances. L'État aurait ainsi la charge de la trésorerie des villes et des départements, en même temps que de sa propre trésorerie. J'ai fait signer le 21 septembre un décret qui a autorisé les villes et les départements à émettre des bons remboursables après la guerre ou à des échéances plus courtes. Le Conseil d'État intervenait pour fixer l'importance des émissions, le taux d'intérêt et les époques de remboursement. Nous invitions les villes et les départements à imiter l'État et à placer dans le public, pour leur compte, de véritables bons municipaux ou départementaux de la Défense nationale. Mais les villes se montraient assez timides, à ce point que la Ville de Paris, résolue à faire une émission de 140 millions de francs, demandait au ministre des Finances de souscrire pour la moitié de cette somme, ce que j'ai consenti à faire pour toute sorte de raisons morales et politiques que vous devinez. La Ville de Paris avait été empêchée de faire, à la veille de la guerre, un emprunt qu'elle jugeait nécessaire, parce qu'elle devait laisser passer avant cet emprunt celui de l'État. On pouvait lui en tenir compte; mais ce qui devait surtout nous décider, c'était l'intérêt politique qu'il y avait à aider la Ville de Paris, à maintenir l'excellent esprit qui, soit chez ses élus, soit

dans la population, a été pour le Gouvernement d'un si puissant secours pour continuer la guerre jusqu'à la victoire finale.

Si j'ai fait preuve de quelque hardiesse en prenant toutes ces mesures, j'aurais voulu en montrer davantage en mettant fin le plus tôt possible à la prorogation des échéances des effets négociables et en général à celle des dettes commerciales. Qu'une prorogation fût nécessaire au lendemain de la déclaration de la guerre, on ne pouvait le contester. Mais n'était-il pas souhaitable que nous missions fin, comme l'Angleterre avait pu le faire, à ce moratorium qui devait favoriser les débiteurs de mauvaise foi, empêcher la confiance de renaître, et substituer au crédit, dont le commerce a un si grand besoin, le procédé archaïque des paiements au comptant qui paralyse les affaires et contribue à l'inflation de la circulation fiduciaire? L'assemblée des présidents des Chambres de commerce avait émis le vœu qu'on procédât le plus tôt possible à la liquidation du moratorium. M'inspirant de ce vœu, j'obtins du Conseil des ministres que le décret publié le 27 octobre pour renouveler la prorogation substituât à l'immobilisation des effets de commerce et à la prorogation pure et simple des échéances des dettes commerciales l'obligation pour le débiteur de s'acquitter, s'il avait les moyens de le faire. Le créancier aurait le droit d'appeler le débiteur en conciliation devant le président du tribunal, et, sans autre procédure, sans aucune publicité, le président accorderait ou refuserait le droit d'intenter des poursuites en paiement. A défaut d'entente entre les parties, il aurait fixé des délais et aurait eu la faculté d'autoriser le débiteur à payer par acomptes. C'était à peu près ce qu'on avait fait dans d'autres pays et en particulier en Allemagne. Mais les débiteurs, et parmi eux des banquiers et un régent de la Banque de France, s'émurent à l'idée qu'ils pourraient avoir à se rendre dans le cabinet d'un juge pour faire connaître leur situation. Quand je vins à Paris, au commencement de novembre, je m'aperçus que le décret commençait à être très attaqué. Le Conseil des ministres m'engagea à ne pas en presser l'exécution. Je me résignai à prendre du champ par le nouveau décret du 24 novembre. Ce décret portait que l'on attendrait les résultats d'une étude plus complète des conditions de la procédure à instituer. En fait, c'était un ajournement qui allait devenir indéfini dès la réunion prochaine des Chambres. C'est ainsi que le

moratorium a duré plus que la guerre elle-même. Heureusement la disposition que j'avais fait insérer dans le décret du 29 août 1914 pour mettre des intérêts moratoires à la charge des débiteurs a eu les effets qu'on en devait attendre. Beaucoup de débiteurs se sont acquittés volontairement, les uns par un sentiment d'honneur très commnn chez les commerçants, les autres par intérêt. C'est ainsi que le portefeuille des effets prorogés de la Banque de France, qui s'élevait le 1er octobre à 4 milliards 470 millions, était descendu au moment de l'armistice à 1 milliard 50 millions. Encore ce chiffre comprend-il un grand nombre d'effets dont les débiteurs résidaient dans les pays envahis ou avaient été mobilisés dès le début de la guerre. Il y aura à examiner si des mesures bienveillantes ne doivent pas être prises en leur faveur, en ce qui concerne le paiement des intérêts. J'en ai pris l'engagement devant la Chambre des députés.

LETTRE V

Vous avez pris connaissance avec intérêt de mes premières lettres et vous approuvez en général les mesures que nous avons adoptées, en l'absence des Chambres, pour aller au plus pressé. Il vous reste toutefois un doute en ce qui concerne la difficulté qu'il y aurait eue à faire un emprunt après que la victoire de la Marne avait un peu éclairci l'horizon. L'Allemagne n'a-t-elle pas, comme l'Angleterre, émis des rentes consolidées sans attendre jusqu'à la fin de 1915? Je vais m'efforcer d'éclaircir ce doute dans votre esprit.

D'abord, l'exemple de l'Allemagne n'est pas à retenir, parce que la situation de l'Allemagne dans ces premiers mois de la guerre ne pouvait pas être comparée à la nôtre. Elle n'était pas envahie comme nous l'étions, ou, du moins, si les armées russes avaient fait une incursion dans la Prusse orientale, la presque totalité du territoire de l'Empire était intacte, et surtout le Gouvernement et l'administration des Finances n'avaient pas été obligés de quitter Berlin. Qu'on se rende compte de la situation que nous avions à Bordeaux, privés que nous étions de presque tous les moyens dont dispose en général le Trésor. La plupart des établissements de crédit, qui contribuaient puissamment à l'émission des emprunts, avaient sus-

pendu leurs opérations. Ils ne remboursaient qu'au compte-goutte les dépôts de leurs clients. Pour faire un grand emprunt, il eût fallu d'abord lever le moratorium des banques. Cela ne pouvait se faire que si la Banque de France consentait à escompter la totalité de leur portefeuille et de leurs avances sur titres. On n'a guère aujourd'hui une idée de la répugnance qu'avait la Banque à s'engager plus avant avec les établissements de crédit. Elle considérait qu'en portant le montant de son portefeuille à près de 4 milliards et demi, elle avait fait plus que son devoir, et qu'on ne pouvait lui demander davantage. Si on avait pu décider les banques à rembourser les dépôts, comme elles l'ont fait à la fin de décembre, à la suite de laborieuses négociations et de la promesse du ministre des Finances de venir, au besoin, à leur secours, il aurait fallu que le Gouvernement, ou tout au moins le ministre des Finances, pût rentrer à Paris et rétablir ses services. Imagine-t-on un emprunt fait dans l'état de dispersion où nous étions au lendemain de la bataille de la Marne ?

Il est curieux, d'ailleurs, de voir comment se font, après coup, les légendes. Ne semble-t-il pas que la victoire de la Marne ait apparu au pays comme elle lui apparaît aujourd'hui, c'est-à-dire comme une sorte de miracle qui renversait la situation et nous était déjà un gage de la victoire finale ? En réalité, elle n'a pas produit sur-le-champ l'effet énorme qu'elle produit aujourd'hui avec le recul des événements et le loisir que nous avons d'en peser les conséquences. La délivrance de Paris, la retraite des armées ennemies ont été saluées par nous avec un grand soulagement ; mais la bataille se continuait dans de telles conditions que nous respirions encore à peine. C'était la course à la mer qui se poursuivait entre nous et l'armée allemande. C'était la menace d'être coupés de nos communications par le Nord avec l'Angleterre. C'étaient la prise d'Anvers, et les angoisses que nous éprouvions en apprenant que les munitions allaient manquer à nos armées ; et enfin, quand la guerre de tranchées s'établissait en octobre, la perspective d'être condamnés à attendre pendant des mois, sinon pendant des années, une solution.

Un appel au pays eût certes été entendu, si nous avions eu les moyens matériels de lancer un emprunt. Mais quelles illusions ne se fait-on pas, après coup, si on croit que cet emprunt

eût apporté au Trésor des milliards comme à la fin de 1915! Il suffit de jeter les yeux sur ce qu'il y avait, à ce moment, de disponibilités en billets de banque ou en numéraire pour se convaincre de l'impossibilité d'approcher des chiffres qui ont pu être obtenus après que l'État avait commencé de répandre dans le pays des sommes énormes par les paiements qu'il faisait au moyen des billets mis à sa disposition par la Banque de France. L'argent qui vient à l'État par les emprunts est une sorte de restitution, moyennant une promesse d'intérêts, de l'argent qu'il a lui-même dépensé. Veut-on une preuve de la difficulté que nous aurions eue à faire un emprunt quelque peu considérable, en 1914? Qu'on interroge M. Lloyd George, et, s'il veut bien faire les confidences que j'ai reçues de lui, on verra qu'elles difficultés il a lui-même rencontrées dans un pays qui n'était pas envahi, qui continuait de travailler, qui faisait de gros profits grâce au prix extravagant des frets maritimes, où la guerre n'avait rien désorganisé.

Si j'ai tardé jusqu'à la fin de 1915 à lancer un grand emprunt, c'est, comme je l'ai expliqué à la Chambre des députés (discours du 18 mars 1915), parce qu'en réalité le Trésor pouvait suffire aisément à ses besoins avec l'émission des bons et des obligations de la Défense nationale. Pendant l'année 1915, nous n'avons augmenté notre dette envers la Banque de France que de 1100 millions. Nous n'étions donc pas pressés, et la Chambre a si bien compris mes raisons qu'elle a fait afficher mon discours. Je voulais me donner le temps de rendre au marché des valeurs son élasticité en facilitant la liquidation des opérations à terme suspendue depuis le mois d'août 1914. C'était la préface nécessaire de toute opération de grande envergure. Je vous dirai, dans une prochaine lettre, comment j'ai réussi à mener à bien cette affaire qui ne laissait pas d'être assez délicate. Mais c'est assez, je crois, pour vous convaincre que nous avons eu des raisons solides de faire comme nous avons fait, et que ceux mêmes qui ne seraient pas de notre avis auraient tort de penser que c'est simplement par défaut de hardiesse que nous avons suivi la politique à laquelle, après réflexion, nous nous sommes arrêtés avec l'adhésion de la Chambre des députés.

Le Gouvernement ne revint à Paris qu'en décembre. Il se fût peut-être encore attardé à Bordeaux, sur les instances du

général Joffre et du ministre de la Guerre, s'il n'y avait eu nécessité de convoquer les Chambres avant la fin de l'année, afin d'obtenir le vote, à défaut de budget, de crédits provisoires pour 1915 et l'autorisation de percevoir les impôts. Je crus qu'il était de mon devoir de présenter aux Chambres un exposé complet de la situation financière et des mesures qu'en leur absence le Gouvernement avait été amené à prendre. Cet exposé, que je tins à écrire tout entier de ma main, devint la préface du projet de loi sur les douzièmes provisoires du premier semestre de 1915. J'en fis une lecture à la Commission du budget de la Chambre des députés. Les journaux lui donnèrent une large publicité. Ce fut pour les Chambres et pour le public une grande satisfaction d'apprendre comment nous avions géré les finances dans cette crise sans précédent, par quels procédés nous avions pu faire face à toutes les difficultés et de quelle manière nous envisagions l'avenir. On me sut gré de ma franchise, de la fermeté et en même temps de la modération de mes appréciations sur le rôle des établissements de crédit, du ton de confiance résolue et tranquille avec lequel je faisais connaître les prévisions du Gouvernement quant aux moyens de continuer la guerre, quelle que dût être sa durée. Quand je montai à la tribune de la Chambre des députés pour y déposer le projet de loi, la Chambre m'accueillit par des applaudissements sur tous les bancs. J'ai retrouvé, parmi les nombreuses lettres que j'ai reçues à cette occasion, une lettre de M. Liard, recteur de l'Université de Paris, mon confrère à l'Institut, qui ne devait pas voir la fin victorieuse de la guerre. M. Liard m'écrivait que, depuis M. Thiers, on n'avait pas eu un pareil exposé de la situation financière. Je laisse de côté ce qu'il y a d'exagéré dans une telle appréciation; mais, venant d'un homme aussi éminent et aussi peu porté à la flatterie, je la retiens comme un témoignage de la forte impression qu'avait produite la lecture de mon exposé.

Je n'avais pas cru qu'il fût possible de déposer un projet de budget qui n'eût été qu'un leurre, dans l'impossibilité où nous étions de chiffrer pour 1915 les dépenses de guerre qui croissaient de mois en mois. En Angleterre, on avait fait sortir du budget toutes les dépenses de l'armée et de la marine et toutes les dépenses ayant le caractère de dépenses de guerre. Que restait-il du budget dans ces conditions? La Chambre

des Communes accordait, de temps en temps, un crédit en bloc pour les dépenses extraordinaires, et le Gouvernement disposait de ce crédit en toute liberté. Un pareil système aurait paru inacceptable en France. Aussi, en présentant une demande de douzièmes provisoires pour les premiers six mois de 1915, ai-je communiqué à la Chambre des députés un projet de répartition en chapitres du montant global du crédit qui devait nous être accordé. Ce mode de procéder permettait à la Chambre des députés de se rendre compte des prévisions de dépenses, sans soumettre à un vote tous les chapitres, ce qui eût entraîné à des discussions sans fin. Le ministère était lié par le projet de répartition, qu'un décret rendait définitif après le vote en bloc des crédits. Si les prévisions étaient insuffisantes, il fallait obtenir des Chambres des crédits additionnels. Toute dépense nouvelle, toute création de service devaient être l'objet d'une demande en dehors des douzièmes provisoires, de sorte que le contrôle des Chambres s'exerçait aussi complètement que peut le permettre l'état de guerre.

Le rapporteur général de la Commission du budget à la Chambre des députés, M. Raoul Péret, aujourd'hui président de la Chambre, est allé jusqu'à dire, dans un de ses rapports, que le système des crédits provisoires ainsi pratiqué avait des avantages sur celui des budgets votés d'avance pour une année, parce qu'il permet au contrôle des Chambres de suivre de plus près les dépenses. Il y a peut-être quelque exagération dans cette apologie des douzièmes provisoires, qui ne doivent être qu'un expédient imposé par la nécessité. Mais, somme toute, le procédé auquel nous avons eu recours ne méritait pas les critiques dont il a été ensuite l'objet. Croit-on que le contrôle des Chambres se soit mieux exercé depuis qu'on a rétabli un budget ordinaire où ne figuraient pas une foule de dépenses qui auraient dû y être comprises et qu'on y a fait rentrer depuis la fin de la guerre, quoique encore d'une façon incomplète? Ce qui est vrai, c'est qu'en inscrivant au budget ordinaire les intérêts de la dette, on s'est obligé à créer les impôts nécessaires pour y faire face. Là est le véritable progrès, qu'on a réalisé le jour où mon successeur au ministère des Finances, M. Joseph Thierry, s'est décidé, avec mon plein assentiment, à déposer un projet de budget des services civils pour 1918. Eût-il été possible de le réaliser

plus tôt? Oui, si les Chambres avaient été d'accord sur la réforme des impôts directs, qui seule devait rendre possible une augmentation notable des impôts de consommation. L'accord définitif n'a pu se faire qu'en juillet 1917, après de laborieuses négociations que j'ai eu à conduire entre les deux Chambres.

Quand nous sommes revenus à Paris, en décembre 1914, j'ai expliqué que nous ne pouvions pas mettre en recouvrement l'impôt général sur le revenu, qui avait été voté à la veille même de la guerre. La perception des impôts était en partie désorganisée par l'absence d'un grand nombre de contrôleurs appelés à servir dans l'armée. On fut d'accord pour penser que le mieux était de s'en tenir à l'application des lois existantes, sans augmenter les impôts. L'Angleterre nous donnait, il est vrai, un exemple très différent. M. Lloyd George n'hésitait pas à doubler l'impôt sur le revenu. Il pouvait le faire sans danger dans un pays où l'impôt était entré dans les mœurs après une longue période de tâtonnements et aussi de résistances. Et puis, comme je vous l'ai déjà dit, l'Angleterre n'était pas envahie, travaillait de toutes ses forces et réalisait plus de bénéfices qu'en temps de paix. Personne n'a demandé en France, en 1914 ni dans les premiers mois de 1915, qu'on augmentât les impôts. C'est seulement à la fin de l'année, quand j'ai proposé à la Commission du budget de retarder encore d'une année l'application de l'impôt général sur le revenu, que j'ai trouvé une résistance à laquelle je ne m'attendais pas. On regrettait que la France n'eût pas réalisé, dès avant la guerre, la réforme des impôts directs, objet dans les Chambres, depuis plus de vingt ans, de controverses et de luttes politiques. Sans doute croyait-on que les circonstances étaient favorables, sinon pour appliquer des lois nouvelles, du moins pour vaincre les dernières hésitations du Sénat et achever la réforme. Fallait-il résister de toutes mes forces à ce mouvement qui entraînait, dans la Chambre des députés, les esprits les plus modérés aussi bien que les plus ardents? Je ne l'ai pas cru, et, en réfléchissant aujourd'hui à ce qui s'est passé, je crois encore qu'il valait mieux céder au sentiment général et tenter l'expérience, quelles qu'en fussent les difficultés.

Au Sénat, on n'était pas de cette opinion, et les partisans les plus convaincus de l'impôt général sur le revenu pensaient

que, dans l'intérêt de la réforme, il était préférable d'en ajourner l'application. Mais quand, après un vote émis à l'unanimité, le Sénat fut saisi une seconde fois de la question par la Chambre des députés, il cessa toute résistance et se rallia sans discussion au vote presque unanime de l'autre assemblée. Vous savez trop les difficultés que nous avons eues à appliquer pendant la guerre l'impôt sur le revenu pour que j'aie à y insister. Il faudra du temps et beaucoup de persévérance pour corriger les défauts d'une première application et faire l'éducation des contribuables et des agents chargés d'établir l'impôt. Ceux qui sont le plus opposés, en principe, à cet impôt reconnaissent qu'en présence des charges que le pays doit supporter, il ne serait pas possible d'y renoncer. Qu'on l'applique donc avec le désir de le faire entrer dans nos mœurs, comme il est entré dans les habitudes de l'Angleterre, où il a été si longtemps impopulaire et où Gladstone lui-même s'était demandé si on ne pourrait pas l'abolir en temps de paix.

L'Angleterre a établi en 1916 un impôt sur les bénéfices exceptionnels que la guerre permettait à certaines industries, au commerce en général, et surtout à la marine marchande de réaliser. On a fait de même en Italie. Nous avons suivi ce mouvement et les Chambres françaises ont voté, le 1er juillet 1916, une loi qui s'est surtout inspirée de la loi anglaise. Il a manqué à notre loi, pour être appliquée avec facilité, les moyens de comparaison entre les bénéfices actuels des industriels et des commerçants et leurs bénéfices d'avant-guerre que le fisc anglais trouve dans l'examen des rôles de l'impôt général sur le revenu. Vous ne me pressez pas, j'en suis sûr, d'entrer ici dans des détails techniques. La loi que nous avons fait voter a eu ses défauts. Était-il facile de les éviter? Elle a été appliquée avec zèle par les agents des finances, mais avec des moyens insuffisants. C'est ce qui explique, en partie, qu'elle n'ait pas donné tous les résultats qu'on en attendait. Mais si le chiffre des recettes, quoique atteignant 8 milliards de francs, est resté très au-dessous des recettes encaissées en Angleterre, cela tient surtout à ce que les bénéfices des industriels anglais et, au premier chef, ceux des armateurs, ont de beaucoup dépassé les bénéfices réalisés en France.

C'est seulement, j'y insiste, à la fin de 1915 qu'on a commencé en France à se demander pourquoi nous ne proposions

pas d'augmenter les impôts ou d'en créer de nouveaux. Encore ne l'a-t-on fait que de la manière la plus discrète, à l'occasion, par exemple, du vote de la loi du premier emprunt en rentes perpétuelles. Le ministre des Finances n'avait pas manqué de réfléchir à cette question. Il sentait autant que personne la nécessité de fournir au budget de la France de nouvelles ressources pour faire face aux charges des emprunts de guerre. Ce qui le faisait hésiter, c'est qu'il voyait clairement que la Chambre des députés se refuserait à doubler les impôts directs encore existants, cette vieille contribution des patentes, tant de fois condamnée en principe, et la contribution personnelle et mobilière, si pleine d'inégalités. Pouvait-on persuader au Sénat d'achever la réforme des impôts directs laissée en suspens depuis la guerre? J'ai réfléchi longuement, et, après avoir consulté mes collègues, je me suis décidé à tenter d'obtenir de la Chambre des députés qu'à titre provisoire elle acceptât de doubler les impôts actuels, en permettant toutefois aux contribuables de faire corriger, sur leur déclaration, les inégalités qui résulteraient de l'application pure et simple de la législation.

La Chambre des députés m'a fait comprendre qu'elle se refusait à entrer dans cette voie, et le Sénat s'est rendu compte que le moment était venu d'arriver à un accord, en faisant un pas de plus vers une conciliation nécessaire. C'est cet accord que je me suis appliqué à réaliser, et j'y serais parvenu dès la fin de 1916 ou le début de 1917, si, à la Chambre des députés, un rapporteur plein de zèle et de talent n'avait tenu à faire une œuvre achevée et si le vote final n'en avait été retardé. Le régime qui a été adopté pour l'évaluation des bénéfices industriels d'après le chiffre d'affaires a été présenté par les uns comme une transaction et par d'autres comme une transition. Quoi qu'il en soit, la loi du 31 juillet 1917 a été votée presque à l'unanimité dans chacune des deux Chambres, et j'ai pu me féliciter que cette question si ardemment débattue de la réforme des impôts directs sortît enfin du champ des controverses politiques et cessât de diviser les Chambres et le pays.

J'avais, vous vous en souvenez, proposé, en même temps que de doubler les impôts directs et l'impôt sur les valeurs mobilières, d'augmenter les impôts de consommation qui ne portent pas sur des objets de première nécessité. La Chambre des députés s'est décidée à voter le relèvement de l'impôt sur l'alcool

sans attendre qu'on se mît d'accord sur les impôts directs. Elle a consenti également à restreindre dans d'étroites limites ce qu'on appelle le privilège des bouilleurs de cru et à en soumettre l'exercice à une surveillance rigoureuse. On a fait un effort pendant la guerre pour restreindre la consommation de l'alcool. Mais si élevés que soient aujourd'hui les droits dont il est frappé, l'alcool, par suite de la hausse des salaires, n'a pas perdu sa place dans le budget des ouvriers. Le fléau de l'alcoolisme n'est pas détruit et c'est par d'autres moyens que l'élévation des droits fiscaux qu'il faudra le combattre. Du moins la consommation de l'absinthe a été interdite par une loi que j'ai pu faire voter en 1915, après avoir pris l'initiative de la supprimer par un décret que les Chambres ont ratifié.

Je ne sais pas ce que vous penserez de ces explications. Laissez-moi vous dire qu'il est facile, quand on porte des jugements sur le passé, de dire : Pourquoi a-t-on hésité à créer des impôts? Pourquoi n'a-t-on pas tranché dans le vif? N'est-il pas, après tout, plus facile de faire accepter par le pays des charges nouvelles pendant la guerre, à l'heure des grands sacrifices, que lorsque la paix vient d'être conclue et que chacun songe plus à ses intérêts qu'au salut du pays? Cela peut être vrai, si on s'en tient à des raisonnements ou à des vues rétrospectives; mais qui peut dire où était la vérité politique, et, vous me permettrez d'ajouter, la vérité psychologique, en 1914, en 1915 et encore en 1916, avant que le pays ne sentît que, malgré ses blessures et ses souffrances, il devait se prêter à un nouvel effort, et avant que les Chambres n'eussent eu le temps de se mettre d'accord? Si vous croyez que je me suis trompé, je suis prêt à m'incliner devant votre jugement. Veuillez toutefois ne pas oublier que l'Allemagne, notre ennemie, n'a pas avant 1916 songé plus que nous à augmenter ses impôts et que nous serions, en tout cas, plus excusables qu'elle d'avoir manqué de courage fiscal, parce que nous étions envahis et que dix de nos départements les plus riches ne pouvaient pas répondre à notre appel.

LETTRE VI

Vous marquez, dans votre dernière lettre, quelque surprise de ce qu'il n'y ait pas eu dans les Chambres un véritable débat d'ensemble sur la politique financière à suivre pendant la

guerre. Il n'a pas dépendu du ministre des Finances que ces échanges de vues si utiles entre le Gouvernement et les Chambres n'eussent lieu avec tous les développements nécessaires. On semblait craindre que les débats publics n'eussent des inconvénients, et c'est dans les commissions que le contrôle des Chambres s'est surtout exercé pendant la guerre. Cependant j'ai saisi toutes les occasions de mettre au grand jour notre politique financière, et la presse m'en a félicité. La vérité est que dans les premiers mois et jusque vers la fin de 1915 on a été d'accord pour ajourner la question des impôts. Quand des orateurs socialistes opposaient la politique fiscale de l'Angleterre à la politique suivie en France, c'était seulement pour reprocher aux Chambres de n'avoir pas su mener avec vigueur la réforme de nos impôts.

Vous regrettez aussi que le Gouvernement n'ait pas enlevé d'autorité un vote des Chambres pour abolir radicalement le privilège des bouilleurs de cru. Si je lis bien dans votre pensée, vous auriez voulu qu'on allât jusqu'à interdire l'alcool et toutes les liqueurs. Croyez bien que si de telles mesures avaient été prises pendant la guerre, elles auraient été rapportées après la conclusion de la paix. Nous sommes allés aussi loin que le permettaient les mœurs, les habitudes de notre pays. La consommation de l'alcool se restreindra d'elle-même, par suite de l'élévation énorme des droits, lorsque nous serons revenus à un état normal où chacun est obligé de tenir compte de ses ressources pour régler ses dépenses quotidiennes.

Je vous ai dit qu'avant de faire un emprunt, il me semblait nécessaire de procéder à la liquidation des opérations à terme, en suspens depuis le mois d'août 1914. J'avais fait signer, en septembre, un décret qui accordait aux acheteurs des délais de paiement, à condition de payer un intérêt de 5 pour 100. Cela n'était pas du goût de certaines personnes qui auraient voulu qu'on annulât tous les engagements à terme, comme on avait fait en 1848. Quel intérêt méritaient les vendeurs? N'avaient-ils pas spéculé à la baisse, et parmi eux ne se trouvait-il pas des Allemands récemment naturalisés ou qui cachaient leur personnalité sous un masque trop transparent? Je constate avec plaisir que l'idée de répudier les engagements dont ils étaient responsables n'est pas venue à l'esprit des agents de change et qu'ils l'ont repoussée dès qu'elle leur a été suggérée. Ils ont pensé qu'il était de leur honneur de faire face à tous les enga-

gements, en vertu de la garantie solidaire qui leur a été imposée lors de la dernière révision de leur statut. Ce qu'ils ont simplement demandé, c'est qu'on leur accordât une aide temporaire et qu'on relevât le tarif de leurs courtages, reconnu insuffisant dès avant la guerre.

Ces demandes m'ont paru pouvoir être accueillies. J'arrivai assez facilement à une entente avec le nouveau syndic, M. Deseilligny, qui avait de l'initiative et de l'autorité sur sa compagnie. La Banque de France voulut bien s'engager à faire, s'il était nécessaire, aux agents de change, pour la restitution des sommes employées en reports, une avance garantie par un dépôt de titres. On n'eut pas besoin de recourir à ses bons offices. La Compagnie émit, pour le paiement des différences, des bons à courte échéance qui furent aisément souscrits. Elle me demanda de mettre en outre à sa disposition 80 millions de bons du Trésor sans intérêts qu'elle négocierait seulement en cas de nécessité. Je pris sur moi de lui accorder ce secours éventuel dont heureusement elle a pu se passer. La Chambre des députés a bien voulu m'accorder un bill d'indemnité en approuvant toute l'opération quand j'ai pu la lui expliquer.

Une condition que j'avais mise au concours de l'État, c'était que la compagnie des agents de change, en même temps qu'elle opérerait la liquidation de ses propres engagements, faciliterait celle des engagements du marché des valeurs en banque. S'il n'était pas possible, en ce qui concerne le marché libre des valeurs, de restituer immédiatement les sommes employées en reports, tout au moins était-on d'accord qu'il fallait couvrir les différences résultant de la liquidation. La compagnie des agents de change fit au syndicat des banquiers en valeurs une avance de 35 millions dont le Trésor lui fournit provisoirement, en bons du Trésor sans intérêts, la contrepartie. Grâce à ce concours, le syndicat put faire face à tous ses engagements, et l'honneur du marché fut sauvé. Un décret du 15 septembre 1915 mit fin au moratorium, sauf en ce qui concerne les débiteurs mobilisés. La première liquidation des opérations à terme eut lieu le 30 septembre. Tout se passa à merveille. La confiance était si bien revenue que les capitaux s'offrirent en quantité suffisante pour reporter les positions des acheteurs qui ne voulaient pas liquider immédiatement leurs engagements. Les liquidations se succédèrent ensuite de

quinzaine en quinzaine. Après mon départ du ministère des Finances, en 1919, le syndic des agents de change m'a adressé une lettre pour me mettre au courant de la manière dont l'opération, qui semblait au début si lourde, de la liquidation des opérations antérieures à la guerre s'était effectuée à l'honneur du marché et pour m'assurer que sa compagnie n'oublierait jamais le service que le ministre des Finances de 1915 avait rendu à la Bourse de Paris.

Un pourvoi avait été introduit au Conseil d'État contre les décrets que j'avais fait signer. Il a été rejeté; si bien que toute cette affaire, si délicate à conduire, n'a finalement causé aucun mécompte, sauf aux débiteurs qui auraient préféré s'affranchir de leurs obligations.

Je pris quelques autres mesures préparatoires pour dégager le marché avant de lancer le premier emprunt. Ainsi j'obtins de la Caisse des dépôts et consignations qu'elle rachetât les rentes 3 pour 100 qui flottaient en Bourse et qu'elle a employées à libérer en partie sa souscription à l'emprunt de 1915. Vous trouvez sans doute que j'entre dans des détails un peu difficiles à faire comprendre à des personnes qui ne sont pas au courant des usages de la Bourse. Mais j'ai tenu à ce que vous saisissiez bien pourquoi j'ai tardé à faire ce premier appel au crédit qui devait être un si grand succès pour la défense nationale.

J'ai expliqué à la Chambre des députés (12 novembre 1915) que le total des bons du Trésor s'élevait à ce moment à un peu plus de 8 milliards et demi. Nous avions émis pour plus de 3 milliards et demi d'obligations à dix ans. Les avances de la Banque à l'État n'atteignaient pas tout à fait 7 milliards et demi; elles devaient être réduites au lendemain de l'emprunt à 5 milliards. La circulation des billets dépassait à peine 14 milliards; elle devait être ramenée par suite de l'emprunt à 13 milliards. Combien ces chiffres, que nous étions tentés de trouver énormes, vous sembleront faibles à côté de ceux d'aujourd'hui! Nous avions pu calculer qu'en tenant compte des réserves d'or dans le pays et du montant des billets de la Banque en circulation, nous ne recueillerions pas en numéraire, si tout allait bien, une somme supérieure à 5 milliards de francs. Le résultat, comme vous le verrez, fut ce que nous espérions.

Je me décidai, après un examen attentif, à faire l'emprunt en 5 pour 100 perpétuel, ainsi qu'avait fait M. Thiers en 1871.

Ce fonds était connu et pouvait aisément redevenir populaire. Il avait cet avantage que l'émission ne se ferait pas trop loin du pair et qu'on ne se fermerait pas le chemin des conversions futures. Le prix d'émission de 87,25 parut un peu faible. Mais je voulais me donner une marge suffisante pour qu'un deuxième ou un troisième emprunt ne fissent pas baisser les titres du premier emprunt, au détriment des porteurs qui auraient été les plus empressés à apporter leurs épargnes à l'État. En fait, le deuxième emprunt de la Défense nationale a pu être émis en 1916 à un prix légèrement supérieur à celui de l'emprunt de 1915, et le premier emprunt a été, dès l'origine, si bien classé qu'il s'est maintenu à la cote au-dessus du cours d'émission sans qu'on ait eu besoin de le soutenir par des achats de l'État.

Une question pouvait être délicate après le vote que la Chambre des députés avait émis en 1913. C'était de savoir si le nouveau titre de rente serait garanti contre tout impôt, à l'exception, bien entendu, des impôts qui, s'appliquant à l'ensemble du revenu ou de la fortune, varient, dans leur taux, suivant que s'élève la situation du contribuable. On a quelquefois eu l'idée d'affranchir même de ces impôts la rente française. Cela prêterait aux plus sérieuses critiques, puisque l'exemption, au lieu d'être la même pour tous les titres, en quelques mains qu'ils se trouvent, profiterait d'autant plus au porteur qu'il serait plus riche. Limitée aux impôts comme le timbre, le droit de transmission entre vifs à titre onéreux et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, qui sont des impôts proportionnels et non des impôts progressifs, l'exemption se défend par de solides raisons. C'est le titre qui jouit du privilège, et naturellement l'État le vend d'autant plus cher que le souscripteur se sent à l'abri non seulement des impôts existants mais des impôts futurs. Ce désir d'être protégé contre des relèvements de taxe qu'on ne peut mesurer à l'avance est devenu si vif et si général que la plupart des sociétés qui ont émis et qui émettent tous les jours des emprunts depuis la paix se sont vues forcées de prendre à leur charge le paiement des impôts actuels et le risque des impôts futurs. La Chambre des députés, non pas à ma surprise, mais à ma satisfaction, ne fit pas d'objection à la proposition d'accorder aux titres de l'emprunt l'immunité dont je viens de parler. L'emprunt fut en

outre protégé pendant quinze ans contre toute conversion.

A la fin de l'appel que j'adressais au pays du haut de la tribune de la Chambre des députés, je disais : « A qui confierons-nous le sort de cet emprunt? Au pays lui-même. C'est lui qui est maître de nos destinées. Il comprend que sa vie est en jeu. Il faut le dire aux plus humbles comme aux riches. Ils n'ont pas le droit de ne pas donner à la défense nationale leurs économies. Dans une lutte sans merci comme celle où nous sommes engagés, le salut d'un seul ne peut être trouvé que dans le salut de tous... L'égoïsme à cette heure n'est pas seulement de la lâcheté, il est la pire des imprévoyances. Que deviendraient ces réserves, si la France devait être vaincue. Elles seraient la rançon de la défaite, au lieu d'être le prix de la victoire... Qu'elle se lève, cette armée de l'épargne française! Comme celle qui se bat, elle est l'armée de la France ou plutôt elle est la France elle-même. Saluons-la, c'est elle qui nous aidera à lutter et à vaincre! »

La propagande se fit partout, dans les villes et dans les villages, par des discours, des articles de journaux, des images que des artistes de grand talent dessinaient pour l'emprunt, voire par des films de cinématographe, par tous ces procédés modernes qui auraient fait l'étonnement de nos pères il y a cinquante ans.

Le succès dépassa nos prévisions. Le total des souscriptions fut supérieur à 12 milliards de francs. Les versements en numéraire dépassèrent 6 milliards, en y comprenant les versements faits de l'étranger (600 millions) et ceux que la Caisse des dépôts et consignations a opérés au moyen d'une avance de la Banque de France. Je vous dirai un mot tout à l'heure des conditions dans lesquelles a été faite cette avance. En dehors du numéraire, il a été versé pour la libération de l'emprunt environ 1 milliard et demi en obligations de la Défense nationale, 2 milliards et quart en bons de la Défense, soit près de 30 pour 100 du montant des bons existant à ce moment, et enfin, en laissant de côté quelques autres modes accessoires de libération, environ 1 milliard et demi de rentes 3 p. 100. Vous vous souvenez qu'à la demande de la Commission du budget, nous avons accordé aux porteurs de rente 3 pour 100 la faculté de libérer leurs souscriptions, pour un tiers, par la remise de leurs titres, évalués au prix de 66 francs pour 3 francs de rente.

C'était une faveur dont les porteurs devaient s'empresser de profiter, car il était certain que le cours du 3 pour 100 ne pourrait pas, après l'emprunt, être maintenu à ce chiffre. On empêchait le cours de s'abaisser pendant la souscription de l'emprunt; c'était un avantage pour le crédit de l'État qu'on devait faire entrer en ligne de compte. L'opération était, en somme, onéreuse pour le Trésor, puisqu'il devait à l'avenir payer un intérêt plus élevé (3 fr. 78 au lieu de 3 francs). Toutefois, s'il arrivait un jour qu'il pût convertir le 5 pour 100 nouveau, cette charge se réduirait et pourrait même descendre au-dessous de 3 p. 100, ce qu'on ne peut espérer raisonnablement tant qu'on conserve le type actuel du 3 pour 100, trop éloigné du pair pour qu'on entrevoie une future conversion. L'opération n'eut pas d'ailleurs l'ampleur à laquelle on s'attendait : seulement 1 425 millions de rente 3 p. 100 en capital furent présentés à la libération de l'emprunt; tandis qu'en Angleterre le montant des consolidés convertis dans des conditions analogues s'est élevé à près de 5 milliards de francs (204 millions de livres).

De ces 1 425 millions de rentes, la Caisse des dépôts et consignations avait fourni près du tiers. J'avais appelé l'attention de la Commission de surveillance sur l'intérêt qu'avait la Caisse, soit par elle-même, soit par les caisses dont elle administre les fonds et principalement les caisses d'épargne, à profiter des avantages offerts par la loi d'emprunt. On devait prévoir qu'après la levée de l'application de la clause de sauvegarde, des retraits pourraient se produire dans les caisses d'épargne si l'intérêt des dépôts n'était pas relevé. En transformant 300 millions, en capital, de rentes 3 pour 100 en rentes 5 pour 100, on faisait apparaître une perte dans les écritures, parce que ces rentes avaient été acquises à un prix supérieur en moyenne à 66 francs. Cette perte serait comblée par un prélèvement sur le fonds de réserve. En revanche, le revenu serait supérieur au revenu ancien et on pourrait accorder aux caisses d'épargne un relèvement d'intérêt de 50 centimes pour 100. Seulement il fallait, à défaut de ressources disponibles, obtenir de la Banque une avance sur titres de 600 millions de francs à un intérêt réduit. La Banque consentit, sur mon intervention, à faire cette avance et elle n'a pas eu à le regretter. En deux ans et quelques mois, la

Caisse des dépôts a été en mesure de se libérer entièrement.

Que vous dirai-je du deuxième emprunt de la fin de 1916? Il se fit dans des conditions presque identiques et eut le même succès. Le montant des souscriptions s'éleva à 10 milliards, dont 5 milliards et demi en numéraire et 3 milliards et demi en bons de la Défense nationale. Le 9 novembre, le compte des avances de la Banque à l'État n'était plus que de 6 milliards 400 millions et la circulation des billets avait été ramenée à moins de 16 milliards. Nos dépenses étaient telles, à cette époque, que nous étions obligés de vivre sur l'emprunt pendant qu'il s'effectuait et que, au lendemain de la clôture des opérations, nous devions songer déjà à un emprunt nouveau. Pourquoi, m'a-t-on demandé, n'avons-nous pas multiplié les emprunts pendant ces premières années de guerre? Les faits répondent pour nous. Si nous avions fait de plus fréquents appels aux capitaux disponibles, il n'est pas du tout sûr que nous aurions obtenu de meilleurs résultats. Les sommes qui peuvent s'employer dans les emprunts sont en proportion assez exacte du numéraire et des bons du Trésor qui sont aux mains des particuliers, ainsi que du montant des comptes créditeurs à la Banque de France. Ni le montant des billets de la Banque, ni le total des bons de la Défense nationale n'avaient atteint, à cette époque, les chiffres auxquels ils ont atteint à la fin de 1917 et dans les années suivantes. Un emprunt annuel de 11 à 12 milliards était à peu près tout ce que le pays pouvait supporter. Fallait-il le fractionner, de sorte que les résultats apparussent moins imposants et que l'effort de propagande dût être renouvelé à des époques trop rapprochées? J'ai consulté la Banque de France, les grands établissements de crédit, qui ont tant fait pour le succès de nos emprunts, et j'ai suivi leurs avis qui m'ont paru judicieux. Cela ne veut pas dire que l'on ne puisse pas faire mieux que nous n'avons fait. Mais en me reportant à l'opinion qu'ont eue les Chambres et le pays de la manière dont nous avons opéré, je puis bien constater qu'on a eu, à cette époque, le sentiment que notre œuvre n'était indigne ni des éloges qui lui ont été accordés, ni de la reconnaissance du pays.

ALEXANDRE RIBOT.

(A suivre.)

LES MASQUES ET LES VISAGES

LE VERTUEUX CONDOTTIÈRE

MONTEFELTRO, DUC D'URBINO

1422-1482

Où donc avons-nous vu ce nez cassé, cette tête globuleuse, paterne, pleine, glabre, cette paupière en capote de voiture, cette perruque noire à boucles crochues, ces trois verrues sur la joue, ce fort menton en ganache ? Peut-être aux *Uffizi*, coiffé d'une toque rouge de magistrat, nez à nez avec un long profil de chèvre, une dame très jeune et très sage, qui a le front nu et rond, les cheveux tout tirés en arrière, tordus en une marmotte, avec un colimaçon de tresses sur la tempe, plaqué à la manière du *fer* des Hollandaises, et beaucoup de perles... Peut-être à la *Brera*, de Milan, tout caparaçonné de fer, à genoux, les mains jointes, au pied de la Vierge, en une nombreuse compagnie de saints... Peut-être au *Bargello*, en un bas-relief de marbre, où ses boutons sont soigneusement figurés dans leur ordre en triangle, comme une constellation... Peut-être au Palais Barberini, à Rome, assis dans une chaire, avec son petit garçon, armé d'un sceptre à son côté, lisant à une espèce de lutrin... Peut-être à *Windsor*, écoutant gravement avec le même petit garçon, les cours de quelque savant docteur ; peut-être au *Carmine* de Venise ; peut-être au musée de Berlin, à

genoux devant une figure de la *Dialectique ;* peut-être à Urbino, dans *la Communion des Apôtres* de Juste de Gand... Car nul n'a été plus portraituré que cet homme au nez cassé, et, chose curieuse, toujours de profil, et du même côté : du gauche, ce qui a sans doute sa raison d'être. En tout cas, si peu que nous ayons parcouru l'Italie, nous avons été accrochés par cette laideur si extraordinaire que la ressemblance du personnage nous est aussitôt garantie, car on n'imagine pas que l'Art ait pu déformer ainsi une figure humaine sans y être expressément tenu par la réalité (1).

Ici, le trait de dissemblance avec l'Espèce, et par conséquent de ressemblance avec l'individu, c'est le nez. Il jaillit très bas, à peu près au niveau de la paupière inférieure et brusquement sans soudure avec le front, comme un robinet sort d'un mascaron et puis se recoquille. Il ne se rattache donc pas à l'arcade sourcilière. On a peine à se figurer que c'est naturel, et, à la vérité, ce ne l'est pas. C'est l'effet d'un coup de lance reçu par le bonhomme dans un tournoi, quand il avait déjà vingt-huit ans. Son adversaire montait un petit cheval, la lance glissa de bas en haut sur la cuirasse, entra par la fente de la « vue, » et frappa entre les deux yeux, fracassant la base du nez et faisant sauter l'œil droit hors de son orbite.

« Bah ! j'y verrai mieux avec un œil qu'avec cent ! » dit notre homme, dès qu'il fut revenu de son étonnement. Et ce fut vrai. Bien des années après, le pape Pie II, émerveillé de sa vigilance, disait : « Avec son œil unique, il voit tout. » Mais cette disgrâce, qui ne le gênait point, gênait ses peintres : Piero della Francesca, Juste de Gand, Melozzo da Forli, Fra Carnevale et les autres, et voilà pourquoi ils ne nous l'ont jamais

(1) *Portraits de Federigo comte de Montefeltro, duc d'Urbino.*

Authentiques : 1° Le profil peint à tempera, panneau, par Piero della Francesca, aux Uffizi, salle des Anciennes cartes de la Toscane.

2° Le chevalier armé, assis en triomphateur sur un char, *allégorie* peinte au revers du panneau précédent par Piero della Francesca, avec l'inscription *Clarus insigni vehitur triumpho. quem parem summis ducibus perhennis. fama virtutum celebrat decenter. sceptra tenentem.*

3° Le chevalier armé, agenouillé dans le tableau *la Vierge avec l'Enfant et divers saints* attribué à Corradini, dit Fra Carnevale d'Urbino, au musée *Brera*, à Milan, parfois et plus justement attribué à Piero della Francesca.

4° Le profil de Federigo d'Urbino, bas-relief de marbre du xve siècle, à Florence, au *Bargello*.

montré du côté droit. C'est dans son meilleur jour possible qu'ils voulaient nous présenter le masque de très haut et très puissant Federigo, comte de Montefeltro, d'Urbino et de Castel Durante, puis duc d'Urbino, seigneur de Gubbio, capitaine général de trois Papes, de deux rois de Naples, de deux ducs de Milan, plusieurs fois de la Seigneurie de Florence, enfin *Imperator italicæ confederationis*, chevalier de la Jarretière, de l'Hermine et de la Rose d'or, glorieusement régnant de 1444 à 1482. Car c'est de lui, dans tous ces portraits, qu'il s'agit.

L'âme de ce bonhomme n'est pas moins rare que sa mine. Elle tranche aussi nettement sur son temps que son profil de chair sur ce dur paysage de taupinières noires ou jaunes et de flaques d'eau claire qui lui servent de fond dans le portrait par Piero della Francesca, qui est sur un chevalet au milieu de la salle des Anciennes cartes de la Toscane, aux Uffizi. Avec son mortier rouge enfoncé jusqu'aux oreilles, son œil paterne et sa bouche finaude, il nous fait tout l'effet d'un paysan madré devenu chanoine ou d'un savant docteur. Il l'était bien un peu, car il était universel et savait tout, dans ces temps heureux où l'on pouvait tout savoir sans savoir grand chose. Mais c'est surtout un homme de guerre. C'est même un des plus grands hommes de guerre de son temps, stratège précautionneux et subit, que rien n'abattit, n'arrêta, ni n'étonna jamais. Dans cette horde de condottières qui traversent l'Italie, comme des épouvantails : — les Braccio di Montone, les Hawkwood, les Gattamelata, les Piccinino, les Francesco Sforza, les Malatesta, les Colleone, — le duc d'Urbino fait figure à part. Il n'a pas

5° Le profil du spectateur peint par Juste de Gand dans *la Communion des Apôtres*, à la Galerie nationale des Marches, Palais Ducal, à Urbino.

6° Le chevalier armé, décoré de l'Ordre de la Jarretière, assis avec un enfant debout à son côté et lisant, par Juste de Gand, au Palais Barberini, à Rome.

7° Le seigneur assis avec un enfant, écoutant un professeur en chaire, dans le tableau de Juste de Gand, à Windsor, parfois attribué à Melozzo da Forli.

8° Le seigneur en grand manteau, à genoux devant la figure de la *Dialectique*, avec l'inscription *Duranti comes ser*, par Melozzo da Forli, au musée de Berlin (parfois attribué à Juste de Gand).

9° La statue en guerrier romain, par Campagna. Dans le grand escalier du Palais ducal, à Urbino.

10° Le buste de marbre coiffé du mortier, avec une tunique plissée semblable au portrait des *Uffizi*, attribué à Mino da Fiesole.

11° Le donateur à genoux dans le bas-relief de bronze la *Lamentation sur le corps du Christ*, attribué à Verrocchio, à l'église du *Carmine*, à Venise.

l'air formidable du Colleone, mais, quand il a rencontré le Colleone, il l'a tenu en respect. Il n'a pas les apparences diaboliques de Malatesta, mais il l'a battu autant qu'homme peut l'être. Puis il est revenu tranquillement dans sa bonne ville d'Urbino, où il a fait paraître des vertus si paisibles et si familières qu'on l'imagine à une égale distance entre Napoléon et le roi d'Yvetot. Philippe de Commynes l'a appelé « grant saige homme et bon cappitayne » et Mahomet II « le Grand chrétien... »

Pourtant, et bien que les chroniques de son temps abondent en détails sur lui, les historiens, les philosophes et les dramaturges, interloqués par ce contraste ou cette contradiction avec le type consacré du Condottière, ne l'ont pas vu, ou ont feint de ne pas le voir. Ainsi s'explique le peu de clartés projetées par l'histoire et la littérature modernes sur ce visage dont le masque est partout. Le duc d'Urbino est pourtant représentatif à sa manière. C'est un « témoin, » au sens forestier du mot, témoin d'un autre âge, pour l'âge à venir, étant d'une espèce plus droite, plus haute, plus résistante aussi, attestant que la notion du bien et du mal n'est pas si différente entre les temps que nous le croyons parfois, ni son application si impossible, — puisqu'il l'a eue et qu'il l'a appliquée, — quoique dans un terrain peu propice, sur des pentes difficiles à remonter et sous des vents contraires qui ont déjeté le reste de la futaie. On va en juger.

I

LES PREMIÈRES ARMES

Il y a cinq cents ans, le 7 juin 1422, naissait au cœur des montagnes de l'Ombrie, à Gubbio, un enfant dont on ne fit pas grand bruit, encore qu'il fût le fils du seigneur du lieu, Guidantonio, comte de Montefeltro et d'Urbino. On l'appela Federigo. Sa mère est inconnue : — « Une femme d'Urbino, » dit un bref de légitimation survenu quelques années plus tard, — et c'est dommage. Cet enfant devait marquer dans l'Histoire, puisque après un demi-millier d'années écoulées, nous voici occupés à retrouver sa trace et les grands hommes ne s'expliquent tout à fait que par leur mère, surtout si leurs frères de père sont

très dissemblables. Et c'est ce qui devait arriver, ici, pour l'unique frère ou plutôt demi-frère de Federigo, né, celui-là, d'une union légitime, quatre ans plus tard, et accueilli avec joie. Aux époques où les mariages princiers se faisaient sans aucune considération des mérites de la femme et souvent à un âge où l'on ne pouvait même pas les prévoir, la bâtardise assurait souvent au père ce qu'il ne trouvait pas dans sa lignée légitime, un enfant digne de lui, et sauvait l'honneur du nom. Les exemples en sont nombreux : rarement il en fut un plus éclatant que celui-ci.

D'ailleurs, dit Commynes, « ilz ne font point grant différance en Italie d'ung bastard à ung légitime. » Ce mot du subtil observateur se vérifia tout à fait en cette occasion. Car la venue en ce monde du petit Federigo, si elle fut accueillie sans bruit, ne le fut pas sans sollicitude. Son père ne le cacha que deux ans, juste le temps de laisser mourir sa femme, la comtesse Rengarda, et de la remplacer par une seconde épouse qui, n'ayant point les mêmes raisons de déplorer cette naissance, accueillit l'enfant à bras ouverts, et le traita comme s'il était sien. Toutefois, quand elle en eut un, elle le préféra, comme on pouvait s'y attendre, et le petit Federigo fut un peu délaissé. Mais il avait déjà quatre ans et demi : il était temps de songer à son avenir. On jugea que la première chose à faire était de le marier, ou au moins de le fiancer, — ce qui fut fait, incontinent, avec la petite Gentile Brancaleoni, à peu près de son âge, héritière du fief de Mercatello et pourvue d'une mère excellente qui saurait bien élever son gendre en même temps que sa fille, jusqu'au jour, vers la quinzième année, où les époux n'auraient plus besoin de personne. Quant à leurs inclinations mutuelles, elles avaient le temps de naître et leurs humeurs de s'accommoder.

Le comte d'Urbino réalisait là, du même coup, deux opérations heureuses : il donnait une mère à son fils et il assurait aux Montefeltro la possession longtemps convoitée de Mercatello, fief d'une vingtaine de villages ou châteaux contenant Sant'Angelo in Vado et jouxtant ses possessions du Montefeltro. Voilà donc le petit Federigo pourvu.

Toutefois, il ne suffisait pas, au xve siècle, qu'un enfant fût fiancé et doté pour être un prince accompli : il fallait encore qu'il sût lire, écrire, chevaucher, tirer les armes et

converser en latin, afin qu'à treize ans, quinze au plus, il pût commander un régiment et conduire une négociation diplomatique. Avec célérité, on s'occupa de lui conférer ces prestiges. Une des plus brillantes cours, à cette époque, où l'on pût envoyer un jeune homme faire son éducation, était celle des Gonzague, à Mantoue. Les eaux lentes du Mincio y reflétaient tour à tour les cuirasses noires des chevaliers rompant une lance et l'ombre lumineuse de Virgile. On y amenait le jeune Federigo, lorsque, brusquement, son père s'étant brouillé avec le nouveau pape Eugène IV, la République sérénissime s'entremit entre les deux pour amener une réconciliation. Il y eut un échange d'otages pour assurer la bonne foi des parties pendant les négociations : l'enfant fut compris dans cette combinaison bizarre, et, au lieu d'aller à Mantoue, le voilà en route pour Venise.

Le hasard le servait à souhait; quelle vaste baie ouverte sur l'Occident et l'Orient, sur la politique, sur la navigation, sur les races du globe ! Admis en présence de la Seigneurie, il jouait au naturel, parmi les vieilles têtes parcheminées et secrètes des *Pregadi*, l'Enfant au milieu des Docteurs, et le Doge Francesco Foscari, émerveillé de ses réponses, lui prédisait un magnifique avenir. Après quoi, la peste menaçant et les exigences de la politique se desserrant un peu, on le menait à Mantoue, juste à temps pour voir passer un Empereur. Sigismond revenait de Rome, où il s'était fait couronner, et regagnait l'Allemagne à petites journées et grand appareil. Bonne aubaine pour les princes rangés sur son passage. Dans chaque cour, c'était un remuement de vaisselle, un hérissement de lances, un tournoiement de panaches dignes d'être tissés dans l'or et la soie des tapisseries. En retour des hospitalités reçues, le nouveau César semait à pleines mains des titres et des couronnes. En passant à Gubbio, il faisait chevaliers le comte Guidantonio d'Urbino et son fils Oddantonio; en passant à Rimini, il appelait à cette même dignité les deux Malatesta, et celui qui s'appelait Gismondo signait dès lors *Sigismondo*. En passant à Mantoue, pour ne pas être en reste de politesse avec ses hôtes magnifiques, il conférait à Gianfrancesco Gonzague le titre de marquis et à ses fils la chevalerie, et avisant le petit Federigo qui se trouvait, là, au milieu de ses camarades, demandait qui était cet enfant et, sur la réponse que c'était le fils et le frère

des Montefeltro qu'il avait déjà honorés, il le faisait aussi chevalier.

Que fallait-il de plus? Être digne de l'être. C'est à quoi il s'évertua dorénavant sous la tutelle du marquis Gonzague, qui le formait aux armes, tandis qu'il était formé aux lettres par Vittorino de' Rambaldoni da Feltre, *summus mathematicus et omnis humanitatis pater*, à l'estime de ses contemporains. Car, à toutes ses chances, l'enfant joignait encore celle de se trouver à Mantoue aux jours les plus glorieux de ce maître et de son école, la *Casa Zoiosa*, ou maison joyeuse, posée sur le lac à côté du palais des Gonzague, palais elle-même, orné de fresques et entouré d'avenues, vers où accouraient à tire-d'aile, du Nord et de l'Orient, comme de tous les points de l'Italie, princes et étudiants avides du « gay sçavoir. » La *Casa Zoiosa*, comme son nom l'indique assez, n'était pas une classe fermée, telle qu'on en figure parfois dans les marbres du xve siècle : une chaire, un pupitre, des bancs, sans ouvertures sur la vie. Elle ressemblait bien plutôt à ce que nous appelons aujourd'hui une « colonie de vacances. » Les règles de morale et de tenue y étaient, il est vrai, sévères, les mœurs y étaient simples et pures, mais la direction intellectuelle souple et large et les horizons de l'âme illimités. « Apprendre à penser et non à couper des cheveux en quatre, » telle était la devise du maître. « Soyez sûrs d'abord que vous avez quelque chose à dire, puis dites-le tout uniment, » telle, sa leçon de style. Avec lui, on ne s'ennuyait pas un instant : on montait à cheval, on se jetait à la nage, on pêchait, on chassait, on faisait de l'escrime, de la musique, du dessin en même temps que du latin et du grec, et il ne semble pas que le latin et le grec en souffrissent beaucoup, car la petite Cecilia Gonzague lisait saint Chrysostome à huit ans, et son frère Gianlucido récitait par cœur tout Virgile. Aux beaux jours, on jouait à la *palla* dans les prairies du Mincio, on montait sur les hauteurs de Pietola en scandant les vers de l'immortel poète qui y est né; on poussait parfois une pointe jusqu'au lac de Garde, voire jusqu'au Tyrol, chaque action servant de prétexte à une leçon, chaque leçon s'achevant en une action, les hôtes de la Maison Joyeuse pratiquant à la fois les « desports » que Rabelais recommande et le façonnement du cerveau que Montaigne voudrait.

On voit ainsi de loin en loin, dans l'histoire, un maître

qui surgit, rompt l'enseignement formel et formaliste des écoles et réalise cet idéal d'éducation animatrice. Mais tant de qualités doivent être rassemblées en lui et autour de lui, tant de conditions requises, que ce ne peut jamais être qu'une exception. Il y faut un esprit supérieur et quasi créateur et que cet esprit se résigne à ne pas créer. Vittorino da Feltre reste le type de ces grands pédagogues : leurs œuvres ne sont pas des livres, mais des âmes qu'ils nourrissent de leur plus pure substance au lieu d'ensemencer l'espace et de thésauriser pour inconnus. La charité matérielle, il la faisait aussi, dispensant son savoir sans rétribution aux étudiants pauvres, et mourant pauvre lui-même sans laisser de quoi se faire ensevelir. Ainsi se justifie cette singulière figure de Pélican qu'on voit au revers de sa médaille par Pisanello, une des plus nobles que fassent miroiter les numismates, amoureux de glyptique, au clair soleil de Toscane, quand ils visitent la collection du *Bargello :* l'oiseau légendaire déchire ses entrailles pour nourrir ses petits. Dans l'un d'eux, s'ils avaient des figures humaines, nous reconnaîtrions Federigo de Montefeltro. Il n'en profita pas bien longtemps : deux ans seulement, mais ces deux ans lui suffirent pour recevoir l'ineffaçable empreinte, — et plus tard, une inscription sous un portrait de Vittorino da Feltre, au palais d'Urbino, devait en perpétuer le souvenir.

Ainsi, l'éducation de Federigo se parfaisait. A Venise, il avait appris la politique, à Mantoue, les arts et les armes : il ne lui restait plus qu'à apprendre la guerre. Il y avait alors deux fameux capitaines qui se combattaient en Lombardie : l'un surnommé le *Petiot*, Piccinino, — si petit, en effet, qu'un jour, risquant d'être fait prisonnier, il put s'échapper dans le sac que portait un soldat allemand, un *saccomano*, ou pillard, — avait un masque dur et obstiné, des sourcils froncés, coupant un nez tombant droit sur une bouche secrète et mince ; l'autre surnommé ou plutôt affublé du surnom de son père *Sforza, le Fort*, une belle tête de penseur, chauve, glabre, aux yeux pochés, au nez courbe, le crâne encerclé à sa base d'un rouleau de cheveux savamment bouclés. Ces deux adversaires avaient des manières toutes différentes de combattre : celui qui s'appelait *le Fort* reculait toujours, éludait et temporisait, tandis que le *Petiot* fonçait sur l'adversaire avec l'âpreté des roquets. C'est à l'école de celui-ci, Niccolo Piccinino, le plus brillant des

disciples du fameux Braccio di Montone, que Federigo alla se mettre, afin, surtout, de faire ses premières armes avec ses deux beaux-frères Guidaccio Manfredi, seigneur de Faenza, et Bernardino della Carda.

Et pourquoi se battait-on ? C'est une question aujourd'hui fort confuse et qui n'était peut-être pas déjà très claire en ce temps-là. Les populations voyaient passer des gens en armes : mauvais signe. Les chevaux, les charrois, les sommiers défonçaient les routes, les hommes gâtaient les moissons, volaient les poules, vidaient les caves, emmenaient les bestiaux, grugeaient les greniers, payaient rarement ce qu'ils prenaient et incendiaient quelquefois pour mieux voir, heureux si, en retraitant, ils ne coupaient pas les arbres fruitiers ou les vignes, par vengeance, comme il arriva plus d'une fois dans ces temps lointains. Les gens bien informés disaient que cela venait d'une bisbille entre les chefs de l'Église. Il s'agissait de la lutte entre le nouveau pape Eugène IV et ceux du Concile de Bâle. Une armée de confédérés composée de Florentins, de Napolitains du parti d'Aragon, et parfois de mercenaires de Venise, avait pris parti pour le Pape. Une autre, composée des soldats du duc de Milan Filippo-Maria Visconti, de Napolitains du parti d'Anjou, et de Bolonais, tenait pour le Concile de Bâle. Francesco Sforza, qui était pourtant Milanais et gendre de Visconti, marchait contre son beau-père et commandait l'armée favorable au Pape. Piccinino, au contraire, commandait l'armée milanaise favorable au Concile. Les forces vénitiennes étaient dirigées par le vieux condottière Gattamelata. Le seul trait à noter en cette affaire était que Venise avait pris parti pour la Papauté : c'est une chose qu'on ne devait pas revoir de longtemps. Il est vrai que le Pape était vénitien, ce qui explique un peu cette anomalie. Le reste n'a guère d'intérêt pour l'histoire et ne vaut pas la peine d'être éclairci.

Dans cet imbroglio d'alliances, le jeune Federigo vit simplement l'occasion de s'essayer à la guerre. A peine ses quinze ans révolus, on jugeait qu'il avait assez étudié et obéi et que le temps était venu pour lui de régenter et d'enseigner le monde. Son beau-frère, Bernardino della Carda, condottière de Piccinino, venait de mourir. On lui donna le commandement de la troupe, ainsi laissée sans chef, soit huit cents hommes d'armes, c'est-à-dire une force assez importante, si l'on songe à tout ce qu'une

« lance » déplaçait avec elle de gens, de chevaux et de matériel. Entre temps, il était allé à Gubbio célébrer son mariage définitivement avec Gentile Brancaleoni. Il était donc, à quinze ans, seigneur de Mercatello et de Sant'Angelo in Vado, commandant de grosse cavalerie et chef de famille. Jusque là, il n'avait guère perdu de temps. La guerre qui se poursuivait allait vite lui découvrir la plupart des aspects du problème militaire à cette époque.

Un des premiers dont il eut la révélation fut le danger des paniques. Piccinino luttait alors contre Gattamelata aux environs de Brescia, et Guidaccio Manfredi contre Francesco Sforza, en Romagne. Federigo accourait à leur secours avec deux mille cavaliers. Une nuit qu'il faisait le guet, dans un défilé aux environs de Forli, dit de l'Alberigo, par un calme complet et une obscurité profonde, tout inopinément les bêtes se mirent à trembler, à hennir, à ruer progressivement, à entrer dans une telle fureur d'épouvante qu'elles se déchiraient et aussi leurs cavaliers, ce qui, ajouté au tam-tam des armures entre-choquées, remplit les âmes d'horreur. Au bruit, les détachements lointains accoururent pour porter secours et, à mesure que les autres chevaux s'approchaient, ils étaient saisis de la même démence. La mêlée dura longtemps. Au petit jour, on aperçut le champ jonché de chevaux morts, d'hommes blessés, de cavaliers démontés, les selles et les fourniments ayant passé, on ne sait comme, d'une bête à l'autre. Les paysans témoins de cette panique l'attribuèrent aux âmes privées de sépulture, massacrées, là, jadis, par le cruel Alberigo Manfredi et le lieu en garda, plusieurs siècles, le nom de *Bataille des démons*.

Au rebours des dangers de la panique, par une nuit paisible, les innocents effets d'une grande bataille rangée allaient bientôt lui apparaître, lors de la rencontre de Piccinino, toujours chef des Milanais avec Sforza, commandant les Florentins dans la haute vallée du Tibre, à Anghiari. Federigo était ce jour-là occupé à conduire de l'artillerie, à travers les montagnes, dans le Casentino et il n'apprit que par ses camarades les détails de cette action célèbre. Trente à quarante mille hommes avaient lutté pendant plusieurs heures, avec des péripéties diverses, et acharnement ; mais aussi avec tant de bonheur, qu'on n'eut, s'il fallait en croire Machiavel, à déplorer la mort que d'un seul combattant : encore advint-elle par un accident bien difficile à

éviter dans un tel rassemblement de bêtes et de gens pesamment armés et la journée étant très chaude. Cet homme était tombé de cheval et demeuré à terre sous les foulées des escadrons, étouffé dans son armure. Machiavel exagère sans doute (1), mais les pertes, si on les évalue plus justement à soixante-dix morts et six cents blessés, n'avaient point entamé sérieusement les forces des combattants. Au reste, si l'on songe que les fantassins alors ne se battaient quasi pas et servaient à de tout autres besognes, telles que les tranchées et les ponts, les convois, les services de l'arrière, et que les hommes d'armes qui se battaient étaient entièrement couverts de *plates*, il est assez naturel qu'on ne se tuât pas beaucoup plus dans une bataille que dans un tournoi. C'était les chevaux, moins bien protégés, qui étaient éventrés : le cavalier tombait, il était aisément fait prisonnier, l'étant déjà de sa carapace et d'ordinaire fort contus par sa chute, et le plus héroïque ne pouvait guère, — tel François Ier à Pavie, — que se rendre. De là, au soir de ces grandes batailles, le nombre énorme de chevaux éventrés, ce qui les rendait fort coûteuses, de seigneurs faits prisonniers à *taglia*, c'est-à-dire à rançon, ce qui les rendait fort lucratives, et aussi de bras cassés ou démis, — et le peu de morts.

Telle fut la bataille d'Anghiari, célèbre par les sarcasmes de Machiavel et le carton de Léonard de Vinci, inoffensive

(1) Sur ces événements et ceux qui suivirent, les historiens étrangers à l'Italie ont généralement adopté les opinions de Machiavel, celui-ci étant l'auteur le plus répandu, le plus facile à lire et le plus attachant, comme aussi le plus pénétrant observateur et le seul grand écrivain qui en ait parlé. Ils auraient pu sans doute plus mal choisir, car le tableau que nous trace le secrétaire florentin rend bien, dans leur ensemble, les réalités telles que l'étude plus approfondie des témoignages contemporains permet de les démêler. Mais pour le détail des faits et la définition des personnes, il s'en faut que Machiavel soit infaillible. Ce n'est nullement un témoin des événements qu'il raconte. Il est né vingt-neuf ans après la bataille d'Anghiari. Il a difficilement pu interroger les témoins de cette action, — ou de cette inaction, — militaire, du moins comme on interroge quand on veut écrire l'histoire. Il a écrit la sienne soixante-douze ans après l'événement. A ce moment-là, aucun des témoins n'existait plus et si, comme il est probable, c'est de souvenirs recueillis dans sa jeunesse qu'il s'est inspiré, il n'avait pu, même jeune, connaître beaucoup d'anciens combattants d'Anghiari, car, au contraire de ces batailles qui étaient peu meurtrières, les maladies l'étaient fort, en ce temps-là, et aussi les années. La moyenne de la vie humaine était très courte. Machiavel doit donc être consulté, du moins pour l'époque où nous sommes, avec précaution et comme un historien de seconde main.

pour les vies humaines, décisive pourtant, car Piccinino y laissa son bagage et la moitié de son armée prisonnière entre les mains des Florentins, — décisive surtout parce qu'elle devait inspirer le chef-d'œuvre qui manqua depuis à tant de victoires plus authentiques, la Providence ne semant guère le même jour les artistes et les héros.

Une troisième leçon de choses, diplomatique celle-là, survint à Federigo tôt après cet événement. Piccinino s'étant retiré en Lombardie avec le reste de son armée pour se refaire, il avait regagné Urbino pour passer avec son père les fêtes du Carnaval, lorsqu'il vit arriver le Patriarche d'Aquileia, légat du Pape, détaché à l'armée pontificale comme commissaire ou provéditeur. Cet aimable prélat affrontait les rigueurs de l'hiver et des routes du Montefeltro pour venir débaucher le jeune capitaine du service de Piccinino et des Milanais, flatteuse avance envers un jeune homme de dix-neuf ans, depuis quatre années à peine en campagne, — si flatteuse que le succès en paraissait certain. A l'en croire, Federigo ne devait pas être au service d'un autre condottière, mais commander lui-même en chef; s'il préférait servir, que ce fût au moins le Saint-Siège, que ses ancêtres avaient toujours servi, et patron plus glorieux, le pouvoir du duc de Milan Filippo Visconti ne pouvant se comparer à celui du Pape; d'ailleurs, tant l'État d'Urbino que son fief dotal à lui, étaient fiefs de l'Église, et puis il était bien imprudent de s'en aller se battre pour Visconti, lorsqu'aux portes d'Urbino, des voisins hargneux comme Malatesta menaçaient, enfin l'alliance du Pape lui garantirait et à son père la possession tranquille de toutes leurs cités, parce qu'au moindre signe, le poids des Clefs pèserait en leur faveur : qu'il eût donc à choisir entre la ruine ou le salut, en voyant tout l'intérêt qu'on lui portait en l'avertissant ainsi.

A cela, le jeune homme répondit sur-le-champ qu'il avait bien envisagé toutes ces choses et voyait assez l'avantage d'une alliance avec le Souverain Pontife, mais que, pour ce faire, il lui faudrait rompre l'engagement pris vis à vis du duc de Milan, et cela, juste au moment où la fortune lui était contraire; — une telle rupture serait une infamie. Sa parole le liait, il ne pouvait être question de se délier. D'ailleurs, ses terres et celles de son père n'étaient point du tout fermées aux troupes pontificales et, une fois sa *Condotta* aux Visconti

expirée, il se tiendrait aux ordres du Saint-Siège, à quelques conditions que ce fût, trouvant plus beau de servir l'Église, à un salaire médiocre, que d'autres à un prix élevé. Réponse qui surprit fort le Légat, le mortifia un peu et lui inspira, toutefois, comme une manière d'admiration, mais dont il attribua, sans doute, la naïve honnêteté à l'extrême jeunesse de son interlocuteur. S'il avait pu lire dans l'avenir, il aurait vu que c'était, là, le point de départ d'une ligne droite qui, durant quarante-deux ans, ne dévierait jamais.

Car l'astuce ne manquait point à Federigo et il le fit tôt voir, en imaginant, pour se tirer d'affaire dans la campagne suivante, un tour inédit. Les deux armées confédérées continuaient à escarmoucher çà et là. Guidaccio Manfredi luttant contre Malatesta appelait au secours en Romagne. Il quitta Urbino avec sa petite troupe et gagna Cesena, ville malatestienne, mais restée neutre à ce moment, dans l'intention de rejoindre son beau-frère ; mais, pour parvenir à Russi, où l'autre se trouvait campé, il fallait passer entre Ravenne et Forli, et toutes les voies d'accès étaient gardées par des forces bien supérieures. S'il cherchait à se glisser à l'improviste entre deux corps, il était aussitôt dénoncé par les espions qui pullulaient à Cesena autour de lui. L'idée lui vint alors de se servir de l'espionnage ennemi au lieu d'en être desservi. Par ses ordres, un fantassin feignit d'arriver d'Urbino et lui demanda audience pour l'avertir que son père le comte Guidantonio venait d'être victime d'un accident et qu'on craignait pour sa vie. Une heure après, un second émissaire survint, puis un troisième, qui confirmèrent la nouvelle et assurèrent que le comte était au plus mal ; il ne fallait pas perdre une heure si l'on voulait le revoir vivant. Federigo, le visage consterné, avertit ses capitaines et leur dit de se tenir prêts au départ. Déjà, les espions en avaient informé l'ennemi. Les chariots commencèrent à rouler sur la route d'Urbino. Federigo suivit, puis, au milieu de la nuit, lui et tout son monde rebroussant chemin, il se glissa entre les postes ennemis par une passe qu'ils venaient d'abandonner, tenant désormais pour inutile de faire bonne garde. Prévenus trop tard du tour qu'il venait de leur jouer, ils ne purent que se lancer à sa poursuite. Mais inutilement : il avait passé.

A ce trait, qui rappelait l'ancien Guido de Montefeltro, dit

« l'Ulysse de son temps, » celui-là même qu'a évoqué Dante, dans les flammes de l'Enfer, amis et ennemis connurent que le jeune capitaine irait loin. Les Florentins, grands amateurs de stratagèmes, abandonnèrent une confédération combattue par un jouteur si subtil. Et Guidaccio Manfredi, laissé en repos, rentra dans sa bonne ville de Faenza, confiant toutes ses troupes à Federigo. Celui-ci en avait besoin, car un nouveau nuage pointait à l'horizon. C'était le Montefeltro, cette fois, qui était menacé. Le comte Guidantonio avait cru faire merveille en mariant une de ses filles Violante avec Malatesta de Cesena, dit *Novello*, — et son fils Federigo avec la petite Brancaleoni, c'est-à-dire avec deux familles voisines qu'il espérait se concilier ainsi.

Mais les mariages à cette époque, s'ils servaient parfois à clore les disputes et à éteindre les rivalités, étaient tout aussi bien propres à les faire naître, parce qu'ils lésaient des droits ou suscitaient des prétentions. Celles de Sigismondo Malatesta, seigneur de Rimini, n'étaient pas petites. Ce personnage hardi et lettré, génial à sa manière et profondément dissimulé, qui devait préfigurer sur tant de points César Borgia, faisait depuis longtemps des incursions chez Guidantonio. Il était déjà le seigneur de la plage Adriatique avec Rimini, Fano et d'autres lieux ; il possédait aussi quelques pics dans le Montefeltro, notamment San Leo, ancienne capitale et berceau des Montefeltro; il eût voulu être le seigneur de toute la montagne et des vallées feltriennes et urbinates. Or, cette Violante, fille de Guidantonio, mariée à son frère Malatesta, dit Novello, avait reçu enfant, du pape Eugène IV, quelques droits de vicariat sur le Montefeltro. Sigismondo se promettait bien de les faire valoir. En attendant, il sut persuader à l'un des Brancaleoni, nommé Alberigo, qu'il était lésé par la dot donnée à sa parente Gentile, lors de son mariage avec Federigo, et lui fournit, sous mains, les armes nécessaires pour envahir le Montefeltro et se saisir de plusieurs forteresses, notamment Santa Croce et Montelocco.

Federigo accourut au secours de son père, reprit Santa Croce, mais se heurta aux remparts de Montelocco défendu par Brancaleoni lui-même et bien pourvu de combattants. Il y mit le siège. Sur ces entrefaites, une lettre de Sigismondo l'assura de sa neutralité et même de son concours à l'occasion

contre Brancaleoni. Y crut-il ou n'y crut-il pas? L'histoire est muette là-dessus. Toujours est-il qu'il crut pouvoir répartir ses troupes en trois campements distincts, assez éloignés les uns des autres, grave faute en tout temps et plus grave encore quand les abords ne sont pas sûrs. La nuit venue, Sigismondo déguisé, méconnaissable parmi les hommes de ses amis, Gregorio d'Anghiari et le comte Francesco da Piagnone, tomba de toutes ses forces sur le premier campement, commandé par le plus inexpérimenté des lieutenants de Federigo, mal gardé et le culbuta. Federigo n'eut que le temps de se lever et d'accourir, guidé par le bruit, et de contenir l'assaillant, tant que l'ombre épaisse ne permit pas d'apercevoir combien petite était sa troupe. Au jour, toute sa faiblesse apparut; Malatesta, toujours anonyme et masqué, le montrait aux soldats en criant : « Voilà l'ennemi! » Il fut entouré, blessé d'un coup de dard, son cheval rendant le sang de toutes parts, et faillit être pris : à peine eut-il le temps de se réfugier dans son troisième cantonnement.

Le bruit de sa mort avait couru, il était fort en peine de rassurer le second camp exposé à l'effort de toute la troupe ennemie et démoralisée par l'événement. Les cris : Malatesta! Malatesta! résonnaient dans toute la vallée. Federigo voulut reprendre l'offensive. Tous les siens s'y opposaient, lorsqu'un soldat, qui avait traversé les lignes, parut et le supplia d'intervenir. Alors, il harangua ses fantassins, leur fit honte de rester au repos, quand leurs camarades tenaient encore ferme, quoique entourés d'ennemis, se mit à cheval malgré sa blessure toute fraîche et son armure faussée. A ce moment, arriva la nouvelle que son lieutenant, Matteo Grifon, approchait avec trois mille hommes. Ce petit secours suffit à relever les courages : tous ensemble, les Feltriens marchèrent sur la troupe malatestienne qui vacilla sous le choc. Brancaleoni abandonné rendit le Castello, au milieu de la nuit. Sigismondo disparut dans l'ombre. En ce peu de temps, Federigo avait appris trois choses : qu'il ne fallait rien croire des protestations d'amitié d'un Malatesta, qu'il était mauvais de diviser ses troupes à la veille d'une action et que la ténacité venait à bout des plus farouches assaillants de ce temps, incapables d'un effort prolongé. Inutile d'ajouter que, dès ce jour, il eut à cœur de faire payer cher à Sigismondo sa trahison.

L'occasion lui en fut bientôt fournie. S'étant établi avec ses hommes au pied du mont Titan et de Saint-Marin, la petite République libre qui était l'alliée de sa famille, il voyait se dresser devant lui le pic de San Leo, berceau de sa race, capitale du Montefeltro, alors sous l'étendard des Malatesta. L'idée lui vint, puis bientôt l'obsession de rendre à sa famille cette antique forteresse, jusque-là considérée comme tout à fait imprenable. Elle en a l'air, en effet. Qu'on imagine un gigantesque obélisque de rochers jailli du fond d'une vallée, quelque chose dont le Puy, en France, peut donner une faible idée, et sur le sommet de cet obélisque, sommet aplati en la forme d'une semelle, mais d'une semelle, qui aurait trois kilomètres de tour et légèrement inclinée, une forteresse bâtie à l'endroit du talon et ensuite, — occupant l'ovale du pied, — une petite ville en miniature avec sa cathédrale, son siège épiscopal, son municipe où s'assemblait le Parlement de la province, quelques maisons bordant le précipice et surplombant l'abîme circulaire à pic de toutes parts, sauf l'échancrure d'une rampe étroite qui descendait en tournoyant dans la vallée, sur une arête de rocher, — de quoi faire passer un mulet par un temps sec : — tel était San Leo. Dante en parle, dans son *Enfer*, comme de l'endroit le plus inaccessible au monde après celui où l'entraîne Virgile.

Comment s'emparer d'une telle aiguille? Par la force? En un instant, le passage rocheux entre les précipices était bloqué... Par la soif? Du haut de ce gigantesque puits artésien, jaillissaient des sources pures, qui ruisselaient sur les parois et faisaient tourner les roues des moulins... Par la faim? Ces moulins mettaient en farine le grain produit par un champ cultivé sur la plateforme, assez fertile pour nourrir la garnison et les trois ou quatre cents habitants de ce village stylite, tandis qu'une vigne, accrochée au flanc, leur fournissait leur vin de l'année... Seul, un miracle pouvait abattre la superbe de San Leo. Mais quel dieu de l'Olympe, ou quel saint du Paradis, oserait prendre parti contre la cité défendue par Jupiter Feretrius, lequel avait donné au pays son nom et y possédait un temple; ou bien, — si les Dieux du paganisme n'étaient plus désormais que des ombres impotentes et vaines, — par son patron chrétien, l'ermite saint Léon, jadis retiré et mort sur cette montagne toute parfumée encore de ses vertus?

Restait la ruse, plus forte que les Dieux, depuis Ulysse, et inspirée par les saints patrons des Montefeltro, sans doute hostiles à l'usurpateur. Et puis les lieux si bien défendus par la nature le sont, quelquefois, assez nonchalamment par les hommes. Ainsi pensa le jeune Federigo et il tenta l'aventure.

Une nuit d'automne, sans lune et pluvieuse, un meunier nommé Grifon, qui avait quitté son moulin pour suivre Federigo, et devait finir capitaine général de Venise, grimpa jusqu'à San Leo avec vingt hommes munis de drapeaux feltriens, de cordes, de verrous et connaissant tous les aîtres, s'insinua dans la ville par un trou qu'il savait mal gardé. Les habitants de San Leo avaient alors une coutume singulière qu'ils devaient conserver encore plusieurs siècles : c'était de mettre à leurs portes des chaînes et verrous extérieurs permettant de les fermer non du dedans, mais du dehors, pour cadenasser leur logis dans la journée, lorsqu'ils descendaient dans la vallée et que tout le village se vidait de ses travailleurs, se méfiant peut-être des soldats de la garnison. Grifon, qui savait ces us, s'en alla de maison en maison et les verrouilla; après quoi, il se cacha avec ses hommes et attendit.

A l'aube naissante, Federigo survint sur le raidillon avec ses troupes, sonnant aux armes et criant, du bas de la montagne, le plus qu'elles pouvaient. La garnison ainsi alarmée, sortit de la Rocca, traversa le village et descendit vers l'assaillant pour le combattre sur la pente. Fâcheuse inspiration : Grifon profita de l'absence des soldats pour déployer ses aigles et pour crier : *Feltro! Feltro!* La population, fermée à triple tour, le nez aux fenêtres, ne pouvait intervenir dans la lutte, — et peut-être, aussi bien, n'en avait-elle pas grande envie. Dans les *Consigli* rédigés quelque cent ans auparavant par leur voisin, le Florentin Paolo da Certaldo, il est recommandé, lorsqu'on entend du bruit dans la rue, de feindre la surdité et rester chez soi. Les Feltriens de Grifon montèrent donc sans encombre à la Rocca : elle n'était plus occupée que par quelques gardes, tout le reste ayant dégringolé la rampe pour combattre Federigo. Ces gardes, à la vue des enseignes feltriennes déployées par la ville, ne mirent pas en doute qu'elle fût prise, ni que les habitants eussent trahi, puisqu'ils n'accouraient pas à la rescousse. Ils se rendirent. Quant aux soldats occupés sur la pente

à repousser les troupes de Federigo, quand ils aperçurent le drapeau feltrien flotter au-dessus de la Rocca, ils jugèrent tout perdu et s'égaillèrent par la montagne. Federigo n'eut qu'à se présenter aux portes de San Leo pour recouvrer la possession de la vieille capitale de ses ancêtres.

Ce hardi coup de main exécuté par un jeune homme de dix-neuf ans émut fort l'ennemi et momentanément suspendit ses attaques. Malatesta, ayant fait mine de se venger sur Saint-Marin de l'appui prêté à Federigo, celui-ci assura les « respectables hommes et pères » de la petite République, qu'ils n'avaient rien à craindre, « car si l'ennemi touchait à l'un de leurs faubourgs, il ne se passerait pas dix jours sans que lui, Federigo, eût tout brûlé et saccagé jusqu'aux portes de Rimini. » Le lionceau commençait à rugir. Malatesta fit la paix.

Le comte Guidantonio ne devait pas en jouir longtemps. Il mourut sur ces entrefaites, laissant le pouvoir à son fils légitime, Oddantonio, âgé de dix-sept ans, beau et amateur de belles-lettres, et plus encore de belles Urbinates, et qui courait à son plaisir, sans plus de réflexion qu'un jeune faon. Quelques observations que lui en fit Federigo furent fort mal prises. La chronique raconte même que, la discussion s'envenimant, le jeune souverain dégaîna et menaça de son épée, jusque-là peu glorieuse, son bénévole mentor. Federigo, plus sage, s'en fut à ses affaires, qui étaient de se battre, mais non contre son propre frère, ou demi-frère, et reprit du service auprès de Piccinino. Le condottière combattait alors en Toscane. Sous ce chef éminent, il apprit surtout comment on est battu. Il le fut lui-même par le vieux Carpellione, dans les environs de Viterbe, puis il vit son maître entièrement défait par Sforza, au défilé de la Foglia, près de Monteluro. Il était ce jour-là, — un jour de novembre 1443, — employé à fourrager. A peine put-il accourir sur le champ de bataille à temps pour protéger la retraite et rallier les débris de l'armée. Pour conjurer un plus grand désastre, il se réfugia dans Pesaro, alors possédé par Galeazzo Malatesta. Ce membre de la famille innombrable des Malatesta n'était pas au mieux avec son cousin Sigismondo, qu'il soupçonnait de vouloir lui confisquer ses domaines. Ce n'était pas qu'il tînt fort au pouvoir, ni à sa principauté de Pesaro et Fossombrone et qu'à l'occasion, pour un bon prix, il ne fût pas disposé à la

vendre, mais il ne voulait pas en être chassé gratis. Il accueillit donc Federigo à bras ouverts, et recueillit ses troupes, tant à Pesaro qu'à Fossombrone. Cependant Sforza s'en venait, avec deux mille hommes, pour enlever au Pape la marche d'Ancône. Sigismondo Malatesta lui persuada de lui prêter un instant ce renfort pour conquérir Pesaro. Là-dessus Galeazzo Malatesta prit peur. Il craignait l'assaut du grand condottière. Il craignait surtout les partisans de Sigismondo, épars dans la ville, et les empoisonneurs que son parent avait soin d'entretenir auprès de lui. Il trouva plus prudent de s'aller enfermer dans Forli, laissant au jeune Federigo tout le poids et l'honneur de défendre sa capitale, tandis que Piccinino, à l'abri dans Fano, non seulement ne lui apportait aucune aide, mais lui en demandait. Federigo, malgré son jeune âge, ne s'émut pas pour si peu. Pesaro, bien défendu par ses remparts, ravitaillé par la mer, pouvait tenir longtemps. Il tint. Déjà Sforza, voyant l'entreprise plus difficile que ne lui avait dit Sigismondo, avait repris son expédition d'Ancône. Federigo sortit alors de son repaire, alla secourir Piccinino, lutta de ruses et de stratagèmes avec Sigismondo, tant et si bien qu'il lui enleva Novillara, bref, lui rendit la vie impossible, et peu à peu l'assiégeant se trouva beaucoup moins à son aise que l'assiégé. Il semble donc que, déjà, le jeune lieutenant réussissait mieux que son chef.

Pendant ce temps, que faisait son demi-frère Oddantonio devenu, par la mort de leur père, souverain d'Urbino, et par une faveur très extraordinaire du Pape, duc? Il lisait Cicéron, ruinait ses sujets et enlevait leurs femmes. Il y était naturellement enclin et plus encore incliné par l'exemple de deux personnages que le mauvais voisin Sigismondo Malatesta lui avait persuadé de prendre pour conseillers : un certain Tommaso dell'Agnello, de Rimini et le protonotaire apostolique Manfredo de' Carpi. A eux trois, ils faisaient de leur mieux pour se rendre exécrables aux Urbinates. Ce n'était pas assurément le but du jeune duc, mais c'était, dit-on, celui de ses ministres et de leur patron Sigismondo, lequel avait profité de sa vague alliance avec Oddantonio, — il était le frère de la première femme de son père, Rengarda, — et surtout avait usé de son ascendant naturel d'aîné et d'homme d'État, pour le coincer entre deux créatures à lui.

Ces intendants du plaisir, pour mieux montrer au jouvenceau comme il fallait s'y prendre, donnaient carrière à tous leurs instincts brutaux. Ils faisaient poursuivre par leurs estafiers et enlever, de force, l'un la femme d'un médecin considérable de l'endroit, un certain Serafino de' Serafini, l'autre celle d'un riche propriétaire campagnard, nommé Ricciarelli. Mais si vraiment, comme le croient les historiens, ils étaient là en service commandé, pour perdre Oddantonio, ils faisaient trop bonne mesure, car ils se perdaient eux-mêmes. Les Feltriens réprouvaient ces gentillesses. « Dites de ma part à Manfredi que je lui arracherai le cœur avec les dents avant qu'il m'enlève ma femme! » avait répondu l'irascible médecin aux envoyés du protonotaire, menaces qui n'étaient pas vaines, au xve siècle, quand la jalousie les dictait.

Si l'on veut savoir à quoi ressemblait ce trio de loups ravissants, on peut se livrer au jeu des hypothèses. Les touristes qui visitent le petit musée d'Urbino, au Palais Ducal, s'arrêtent d'ordinaire fort intrigués devant un petit tableau de Piero della Francesca, tout à fait inintelligible. C'est un bon exemple de ces tableaux religieux du xve siècle qui n'ont de religieux que le nom et, sous le pavillon respecté de l'Évangile, offrent les plus équivoques marchandises. Cela s'appelle la *Flagellation*, et il est vrai, qu'en regardant bien au fond d'un tunnel de portiques échelonnés à la manière d'une *perspettive ideale*, et comme pour servir à une leçon sur le « point de fuite, » on aperçoit de petites gens, pieds nus sur les dalles luisantes, qui jouent une scène de la Passion. Elles n'ont pas l'air d'être chez elles, mais plutôt venues dans ce beau palais tout neuf, pour désennuyer le seigneur du lieu, assis bien tranquille dans un coin, entre deux portes du palais d'Urbino.

Mais l'intérêt n'est pas là : il est au premier plan, où trois grands personnages debout, fortement individualisés, — des portraits à coup sûr, — tournent le dos au Christ et pensent à leurs affaires. L'un d'eux, adolescent, frère des Anges chanteurs de Piero della Francesca, ronde figure de lune étonnée, avec une flottante auréole de cheveux blonds, les yeux au ciel, le poing sur la hanche, passe pour être peint à la ressemblance du duc Oddantonio. Le second, en robe rouge de magistrat, le front bourrelé par un épais chaperon, nerveux,

l'œil vif et la barbe pointue, argumentant des doigts pour un auditoire absent, car nul ne l'écoute, pourrait être le protonotaire Manfredi. Le troisième, couvert jusqu'aux talons d'une magnifique simarre turquoise, feuillée d'or, représenterait Tommaso dell'Agnello, de Rimini. Voilà, dit-on, les deux traîtres envoyés par Malatesta pour débaucher le jeune Oddantonio. Ils entourent leur victime comme les bourreaux, là-bas, entourent le Christ. C'est là, du moins, la symbolique suggérée par quelques historiens. Manifestement, l'artiste s'est appliqué à reproduire des attitudes qui lui paraissaient intéressantes et significatives de ses modèles, et de leur physionomie, — voilà tout. Pourtant, dans l'intention de celui qui commanda ces portraits ainsi groupés et cet arrière-plan évangélique, il se peut qu'il y ait eu autre chose. Quoi ? La suite de l'histoire nous l'apprendra-t-elle ? La voici :

Un beau matin de juillet 1444, la veille de la fête de sainte Marie-Madeleine, aux premières apparences du jour, une douzaine de gens armés, parents ou clients des maris outragés, conduits par le médecin Serafino Serafini, forcèrent les portes du palais, faisant sauter avec de grosses poutres celles qui résistaient, et entrèrent chez le duc, dont les appartements commandaient ceux de ses deux ministres. Oddantonio, réveillé en sursaut, comprit peut-être ce qui se passait. Il avait justement consacré son après-midi, la veille, avec son précepteur Dati, à raisonner sur les meurtres des princes et des grands hommes et fatigué de ses questions ce savant homme, — ce dont il s'était excusé ensuite avec infiniment de grâce. Au premier bruit, il se fourra sous son lit, d'où on le tira recoquillé et tremblant et un coup de serpe bien appliqué par un vilain de Pietralata eut raison de lui. Même chose advint à Tommaso, de Rimini, par les soins du campagnard dont il avait pris la femme. Ricciarelli et ses paysans envahirent sa chambre, en occupèrent toutes les issues, puis le tirèrent du coin où il se pelotonnait et à coup de bâtons lui firent rendre l'âme. Le protonotaire fut plus récalcitrant : il se débattit avec une épée, jusqu'à ce qu'un coup de hallebarde lui fendît le crâne. En un instant, tout fut consommé. La populace, avertie de ce qui se passait, avait déjà envahi le palais qu'elle pilla consciencieusement; après quoi, elle prit les cadavres encore chauds des assassinés, les lia sur des chevaux et les promena

par la ville, enfin les coupa en morceaux pour s'en divertir longuement. Les amis du Prince et notamment le professeur qui, la veille encore, lui expliquait le *De Officiis*, étaient traqués comme bêtes puantes et se jetaient dans les églises pour échapper à la furie populaire. Les gardes sans chef ne résistaient pas. Malatesta n'avait que trop bien calculé : l'anarchie semblait lui livrer Urbino.

Ce n'était qu'une bourrasque. Depuis près de deux siècles, les Urbinates étaient attachés aux Montefeltro. Ce n'était pas une année de mauvais règne qui pouvait rompre des liens tissés de si loin. D'ailleurs, ils ne voulaient pas plus de la tyrannie malatestienne que de l'anarchie. On pensa aussitôt à Federigo, qu'on savait sage et que ses succès aux armées désignaient comme chef. Il n'était pas loin, à Pesaro. Sans perdre une minute, on lui fit savoir le drame, la révolution, les chances qu'il avait de succéder au mort. Il accourut. Le soir même, il était aux portes de la ville. Mais il les trouva fermées et gardées par les citoyens en armes. Les Urbinates ne voulaient pas prendre chat en poche. Après l'avoir appelé, ils avaient réfléchi. Le nouveau maître qu'ils se donnaient n'allait-il pas venger l'ancien ? Sans doute, il allait profiter du crime, mais ceux qui font les révolutions sont méprisés par ceux qui en profitent. Et puis toutes les libertés municipales seraient-elles maintenues ? Les impôts nouvellement accrus seraient-ils réduits ? La question d'argent était la grosse affaire du moment et en dépit de l'autorité de Montesquieu, qui assure qu' « un peuple supporte aisément qu'on exige de lui de nouveaux impôts, » il semble que les Urbinates en fussent excédés. Ils rédigèrent, en latin, une belle constitution ou charte composée de vingt articles et s'en allèrent en procession, l'évêque en tête, avec le Saint-Sacrement, au-devant du récipiendaire, qui attendait toujours à la porte de la route de Pesaro, la porte Lavaggine. Là, ils le saluèrent et posèrent leurs conditions. Il fallait, avant d'entrer, écouter les vingt articles et y adhérer non seulement de bouche, mais de cœur, en prêtant serment sur l'hostie consacrée. Très à son aise, Federigo écouta, lut, jura, faisant seulement quelques réserves de détail ou spécifiant quelques points obscurs, ce qui ajoutait du poids à son acceptation du reste. On l'applaudit, on l'acclama, on se remit en procession

solennelle. Il franchit la porte : il était le maître d'Urbino.

Le petit État d'Urbino et de Montefeltro, avec les deux cents petites villes, villages ou *castelli*, qu'il comptait alors, logé dans la masse rocheuse des Apennins, et comprenant la Massa Trabaria d'où descendent des fleuves fameux, le Métaure chanté par Virgile, le Tibre de Tite-Live, sans regard sur la mer, sans richesse du sol ou du sous-sol qui attisât la cupidité, défendu par la bravoure et le patriotisme de ses habitants, laboureurs ou pasteurs, neutre le plus souvent et à l'abri des incursions étrangères par la rudesse de son accès et son peu de valeur, était une sorte de Suisse au milieu de l'Italie du xve siècle. Mais une Suisse qui a donné au monde Raphaël et Bramante, de belles princesses et des majoliques, des poutres pour tous les palais de Rome, et une bibliothèque précieuse aux érudits, qui a nourri Castiglione et Bembo : — un pays de sources et de cimes, où presque chaque pic était casqué d'une forteresse, où chaque jeune femme pouvait devenir le type consacré de la Vierge ou d'un ange pour les générations qui ont prié depuis par toute la chrétienté. Quelle retraite pour un oisif ou un contemplateur! N'étant pas en bordure de l'Adriatique, il n'excitait pas l'ombrageuse attention de Venise, encore moins la mégalomanie du Turc; ni plantureux, la cupidité de Rome, ni sur la route de Naples ou de Milan, l' « entreprise » des Français. On pouvait y vivre sans crainte et sans gloire. Jouir du bon temps, dresser des chevaux, des faucons, les faire « voler, baller, » chasser, jouer au *scartino* les jours de pluie, ouïr le virginal ou le gravicembalo, le bouffon ou le prédicateur, recevoir des hôtes de marque et leur faire grande chère, si l'année était bonne en bétail et en fruits, lutiner les contadines, — ou, comme le roi René, lire, peindre, versifier et donner au cercle étroit d'une vie toujours pareille la devise des vieux cadrans solaires *Horas non numero nisi serenas :* — telle était la carrière ouverte au disciple de Vittorino da Feltre.

Mais celui-ci lui avait dit : *Tu quoque Cæsar eris!* et il avait fait ce rêve : non seulement défendre son héritage, mais l'agrandir; au lieu de pressurer son peuple, l'enrichir; s'en aller au loin, partout où il se pourrait acquérir de l'honneur et laisser, un jour en mourant, un exemple et une fierté à tout ce qui descendrait de lui. Ces buts d'ailleurs se conciliaient : pour payer les dettes de son frère, sans mettre de nouveaux

impôts, pour garder à la cour d'Urbino son lustre, sans ruiner la population, il n'avait qu'un moyen : travailler de son métier. Précisément, des offres lui étaient faites. Francesco Sforza, contre qui, depuis six ans, il n'avait guère cessé de se battre et qui avait eu tout le loisir d'apprécier ses qualités, venait de mettre la main sur la marche d'Ancône, jusque-là État de l'Église. Il devenait donc un petit souverain; il avait besoin d'un condottière et lui demandait son concours. Federigo n'était plus à la solde du duc de Milan; il venait de perdre son ancien chef Piccinino, mort à Villa di Corsico, près de Milan, de la douleur causée par ses défaites, disaient les uns, douleur aidée par le poison, ajoutaient les autres. Il était donc libre. Toutefois, il se rappelait avoir promis au Pape de ne pas s'engager, sa première condotta expirée, sans l'agrément du Saint-Siège. Il s'en ouvrit donc au légat, le patriarche d'Aquilée, et lui offrit son épée. Le Pape s'excusa sur la pénurie de son trésor, les guerres l'ayant mis à sec, et ne lui permettant point, pour l'instant, le luxe d'un condottière. Cela ne suffit pas à Federigo, qui craignait qu'Eugène IV ne vît d'un mauvais œil son alliance étroite avec l'usurpateur d'Ancône. Il demanda donc un bref, l'autorisant formellement à se louer à qui lui plairait. Il l'obtint. Alors, il entra au service de Francesco Sforza, avec quatre cents lances et autant d'hommes de pied. Il passait ainsi de l'école de guerre bracciesque à l'école sforzesque, dont il avait pu éprouver la supériorité ; il n'avait, d'ailleurs, plus besoin de maîtres et il allait faire paraître dans sa stratégie, à la fois prudente et décidée, les vertus des deux.

Le condottière était, comme on le voit, un entrepreneur de guerre, ou si l'on veut, un « conducteur » de troupes à la solde d'un État, république, royaume ou Papauté, qui affermait ses services et ceux de ses hommes pour un temps donné. Il n'était pas payé aux pièces, je veux dire aux services rendus, bataille gagnée, ville prise, mais à l'année ou au mois et selon le nombre de gens et de chevaux, de machines et d'armes qu'il entretenait. Ses troupes, bien qu'il les levât lui-même et qu'il en fût responsable, ne lui constituaient pas une force personnelle. Le seul lien qui les tînt unies était la paye. Les soldes tardant à venir, tout se débandait instantanément. Or, le condottière n'était pas assez riche pour les payer, sans quoi il n'eût pas

été condottière, mais souverain indépendant. A part un petit groupe d'amis, parents, jeunes gentilshommes à son école ou vétérans qui suivaient sa fortune, la seule force qu'il représentât, c'était lui-même, sa bravoure, son expérience, sa science technique, le prestige de son nom et de ses succès passés : — ce que peut représenter un architecte, un entrepreneur, un ingénieur auquel on confie un travail avec les moyens d'embaucher les gens et de payer les matériaux. Et pas plus qu'on n'aurait l'idée de crier au crime ou à la trahison de l'architecte qui s'en va, une fois la maison bâtie, prendre la commande du voisin, — ce voisin fût-il un rival, — on ne s'indignait lorsque le condottière, — fût-il capitaine général, c'est-à-dire chef suprême de l'armée, — passait à l'ennemi, une fois son engagement expiré. Tout au plus, pouvait-on être un peu piqué et s'abstenir de lui ôter son bonnet quand on le rencontrait. Aussi ne s'en faisait-il pas faute et l'histoire des guerres italiennes, pendant deux siècles, n'est-elle qu'un perpétuel chassé-croisé d'amis et d'adversaires, non seulement parce que les alliances entre pays divers se nouent et se dénouent comme ces figures liquides qui glissent à la surface d'un fleuve, mais parce que les chefs militaires « conduisent » les armées de ces divers pays, puis les quittent, les combattent et reviennent se mettre à leur tête, sans même que la situation politique ait changé. Il suffit pour cela que leur contrat, ou *ferma*, ait pris fin.

Si les chefs passaient ainsi des Clefs au Lys rouge et de la Couleuvre au Lion ailé, que dire des troupes? Elles allaient et venaient, mouvantes comme les flots et comme eux régies par une loi naturelle, à qui les payait le mieux et les faisait travailler ou se battre le moins. Toutefois, elles avaient bien un intérêt à la victoire, — sans quoi l'on n'eût jamais vu de bataille, ni d'assaut de ville, ni de camp emporté, ni de cité prise. Les chefs avaient droit aux rançons des riches prisonniers, les soldats avaient droit au pillage des villes qui n'avaient pas capitulé. Les uns et les autres avaient droit au butin des camps pris d'assaut, selon des règlements minutieusement établis et qu'un provéditeur civil, ou commissaire aux armées, était là pour faire observer. Et ce butin pouvait être considérable si, dans le camp, se trouvaient les tentes de quelque grand personnage habitué à transporter avec lui argenterie, tapisseries et pierres

précieuses. On faisait donc marcher les chevaliers en leur promettant des rançons, on faisait marcher les troupes en leur promettant le pillage; seuls, les bannis, ou *fuorusciti*, marchaient pour rien et payaient même parfois l'armée qu'ils accompagnaient et surexcitaient pour rentrer dans leur patrie et se venger de leurs compatriotes. Seuls, ils se battaient à fond, parce qu'ils savaient pourquoi et, chez eux, la guerre avait l'attrait d'une guerre civile. Dans tout cela, l'idée de solidarité nationale n'entrait pour rien, sauf chez les assiégés d'une place qu'on menaçait de mettre à sac. Pressés par la nécessité, serrés les uns sur les autres par la terreur, ils prenaient alors conscience de l'unité de la petite patrie et résistaient vaillamment.

Malgré ces inconvénients manifestes, que Machiavel devait dénoncer plus tard et ridiculiser, ce système s'imposait au xve siècle, parce qu'on n'avait rien à mettre à la place. En l'absence d'armées nationales et de l'esprit national qui les aurait soutenues, le condottière était une nécessité pour les uns, une utilité pour les autres, parfois un simple luxe, comme beaucoup d'organes sociaux d'abord utiles et même nécessaires, lorsque la fonction qui les a créés vient à être suspendue. Il faisait alors partie d'une maison royale comme le chef de vénerie, l'astrologue ou le chapelain. Quand on était souverain d'un État, on prenait un condottière, mais quand on l'avait, il arrivait qu'on en fût embarrassé, nul agresseur ne pointant à l'horizon, et le contrat tenant toujours. Le Roi de Naples ne savait que faire de Giacopo Piccinino : il inventa une expédition lointaine pour s'en débarrasser. On eut donc d'abord des condottières pour faire la guerre, puis on fit la guerre pour occuper les condottières qu'on avait et pour qu'ils ne dévastent pas le pays qu'ils étaient payés pour défendre. Quant aux petites républiques dépourvues de morgue militaire, elles en louaient également, mais par moments et par force, à leur corps défendant, pressées par la nécessité. Nécessité fréquente, d'ailleurs. Car jamais il n'y eut plus de guerres que dans ce temps où les peuples n'avaient pas d'armées, je veux dire permanentes et nationales. Et ces guerres étaient atroces, non pour les soldats qu'elles tuaient peu et qu'au contraire elles faisaient vivre, mais pour les malheureuses villes saccagées, les fermes incendiées, les mois-

sons brûlées ou piétinées, les vignes et les arbres fruitiers coupés au pied, les troupeaux dépecés, les puits empoisonnés, les paysans, s'ils faisaient mine de défendre leurs biens, saisis et haut branchés. Les peuples qui n'avaient pas d'armée, avaient la guerre aussi souvent que les autres : seulement, étant généralement battus, ils en souffraient davantage. Entretenir un condottière, ce n'était donc pas nécessairement faire la guerre, ni courir sus à l'ennemi, ni même entreprendre quelque chose : ce pouvait être simplement opposer une ligne de défense aux incursions du voisin et le dissuader de venir. Le condottière adverse n'avançant, d'ordinaire, que s'il n'avait personne devant lui, il suffisait, pour l'en empêcher, non pas que l'armée se battît, mais qu'elle fît tête, si toutefois elle le voulait bien, ce qui n'arrivait pas toujours, — les deux condottières trouvant parfois plus profitable de piller leurs patrons respectifs, que de se combattre réciproquement.

Telle était ce que Saint-Simon eût appelé la « mécanique » de la *condotta*, mais il n'était pas impossible d'y apporter quelques retouches et, dans ces conjonctures, le jeune comte d'Urbino allait montrer qu'il n'y a pas de métier criminel, mais seulement de criminelles gens et qu'on peut sauver son âme tout en la vendant au Pape, au roi de Naples, au duc de Milan ou à Laurent de Médicis. Il ne se vendrait, d'ailleurs, pas : il se louerait comme les Suisses et il ferait paraître la fidélité et la loyauté des Suisses. On verrait ainsi la différence qu'il y a, au xve siècle, entre le bon et le mauvais condottière. Le mauvais condottière est celui qui viole ses engagements, met l'argent des troupes dans sa poche, n'entretient que deux cents lances, quand il en a promis six cents, dépense leur « rata » à faire peindre des chefs-d'œuvre par Piero della Francesca, mord la main qui le paie : Malatesta par exemple. Le bon condottière est celui qui tient ses promesses, exécute toutes les clauses du traité, refuse de dîner chez l'ennemi, le bat parfois, ne pille que les villes du parti contraire, et ne se met à massacrer ceux qu'il protégeait la veille que lorsque son contrat est expiré et le délai intermédiaire de reconduction passé. Tel, le comte d'Urbino.

Ce ne sera pas sa seule originalité. La plupart des gens qui faisaient ce métier, le faisaient dans l'espoir de voir leur bâton se changer en sceptre. Si quelques-uns étaient déjà possesseurs d'un *castello*, il était rare de voir le souverain reconnu d'un État

de quelque importance, se mettre au service d'un autre. Il y avait des exemples : Malatesta entre autres, mais le comte d'Urbino paraissait une plus considérable recrue pour la corporation des capitaines d'aventures. Et, à propos de Malatesta, était-il bien prudent à Federigo de s'en aller au loin courir la fortune, lorsqu'il avait un voisin si remuant et hostile ? Sans doute, par les grandes Puissances son État était peu menacé. Conquérir Urbino de haute lutte eût coûté trop cher, et rapporté trop peu, à un souverain lointain pressé d'ambitions plus vastes et plus profitables. Mais pour un voisin famélique, tout fait ventre. Les moindres villages ou *castelli*, même *ignobili*, lui permettent de s'arrondir. Sigismondo devait avoir aussi sur le cœur la prise de San Leo, où flottait maintenant l'aigle noir des Montefeltro à la place de l'éléphant ou des dents de scie des Malatesta. N'était-il pas à craindre qu'il profitât de l'absence du maître pour fondre sur les sujets? C'était à craindre, en effet, mais la parade ne manquerait pas. A la moindre apparence du péril, l'aigle des Montefeltro volerait à leur secours.

Pour le moment, c'est l'abeille qu'il allait faire et butiner au loin pour la ruche commune. Il allait vaincre, on n'en doutait pas, et acquérir peut-être des domaines, sûrement de l'argent, ce qui valait mieux. L'agrandissement de ses domaines rapporterait fort peu à ses sujets, ou ne leur rapporterait rien. Au xve siècle, il était aussi profitable d'être le sujet d'un petit État que d'un grand. Mais les soldes qu'il recueillerait, c'est autre chose, et même, plus l'État était petit, plus la part à recueillir par chacun serait large. Il allait louer ses services aux Puissances les plus riches de la Péninsule : à Milan, Naples, Florence, Rome, ou mieux encore à des ligues formées de quelques-unes d'entre elles. Florence devait lui donner 3 000 florins par mois pour cinq cents « lances » et trois cents fantassins, c'est-à-dire environ dix-huit cents hommes. Le roi de Naples lui assurerait un jour 1 500 ducats par mois de paye personnelle, en plus de huit ducats de dix *gigli* par « lance » et deux par fantassin : plus tard, la Ligue entre Milan, Naples et Florence le choisirait comme capitaine général aux gages, pour lui et sa troupe, de 70 000 *scudi* en temps de guerre et de 35 000 en temps de paix. Après une victoire, le duc de Milan lui remettrait, un jour, 10 000 ducats d'or, Venise lui offrirait, plus tard, sans succès, 80 000 ducats pour le temps de guerre et 60 000

pour le temps de paix. A la fin de sa carrière, son traitement personnel se monterait à 45 000 ducats d'or en guerre et 25 000 en paix. Si l'on songe à la puissance d'achat d'un ducat d'or en Italie au xve siècle, c'était, là, des sommes considérables, encore augmentées du prix des rançons des prisonniers de marque et d'une partie des prises faites en pleine bataille. Quant aux pertes, il n'y avait pas à en prévoir. Le Comte faisait la guerre avec le sang de ses sujets, mais avec son propre argent et l'argent de ses employeurs. Ainsi, ses campagnes contre les ennemis d'Urbino ne coûteraient rien à son petit peuple et ses campagnes contre les ennemis de ses patrons lui rapporteraient beaucoup. Il reviendrait dépenser en grand seigneur ce qu'il aurait gagné en soldat.

C'est donc avec des regrets tempérés d'espoirs fructueux que ses sujets le virent, un jour d'été 1444, monter à cheval suivi de ses hommes d'armes et d'un petit groupe d'amis et de parents, et prendre le chemin qui menait vers l'Italie agitée, vers les hasards, les périls, la gloire, descendre les lacets de la montagne et disparaître dans le fourmillement des lances. Pendant trente-huit années, il devait chevaucher ainsi d'un bout à l'autre de la Péninsule. Les jours, les mois, les saisons passeraient : on aurait, de temps à autre, de ses nouvelles, puis on le verrait revenir, après chaque campagne, toujours victorieux, toujours mansuet, toujours chargé de butin, un peu plus courbé chaque fois sous le poids des soucis, des honneurs, des années. Les Urbinates salueraient son retour avec joie, ils se résigneraient à son départ sans trop de peine. Leur souverain s'en allait gagner leur vie.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

(A suivre.)

L'ORGANISATION DE LA NATION

POUR LE TEMPS DE GUERRE

L'idée d'organiser l'ensemble de la nation pour le temps de guerre dans des conditions analogues à celles qu'on envisageait jadis pour la seule préparation des forces militaires procède des enseignements du dernier conflit mondial. Les hostilités ont entraîné progressivement la participation à la lutte de toutes les branches d'activité du pays, de toutes ses ressources, de toutes ses richesses. On s'est vu obligé de jouer de l'arme économique comme de l'arme morale. On a dû faire appel au concours des catégories les plus diverses de citoyens; les industriels ont monté des usines, les commerçants des consortiums, des magasins généraux ou des coopératives ; les artistes, le camouflage. Et, ce ne fut pas un des spectacles les moins curieux de cette époque si étrange que cette transformation générale de l'activité du pays au bénéfice des armées d'opérations.

I

La longue durée des hostilités est évidemment à la base de cette évolution ; celle-ci cependant, sans les immenses progrès scientifiques accomplis au cours de ces dernières années, n'aurait pas pris une pareille ampleur. Au lendemain de 1870, le matériel d'artillerie était encore primitif, la vitesse de tir lente, la consommation de munitions médiocre. Le ravitaillement des armées, même pour de longs mois, n'était donc pas de nature à imposer aux industriels du pays un travail hors de proportion avec leur capacité de production sensiblement réduite

par l'appel des réservistes. Si dans les plans de campagne préparés à cette époque, les états-majors avaient voulu prévoir, à côté de l'action rapide, immédiate de tous les hommes valides, qui constituait alors l'évangile militaire des peuples d'Occident, l'éventualité d'une guerre d'usure, ils n'auraient point été amenés à mobiliser les forces intérieures de la nation. Une simple adaptation des rouages économiques eût suffi. Elle n'aurait réclamé de la part de l'État qu'une intervention des plus faibles.

Trente ans plus tard, la situation avait totalement changé. Le mouvement scientifique s'était accéléré dans des proportions inconnues jusque-là. Les découvertes succédaient aux découvertes, exerçant leur action habituelle sur l'armement et la tactique. Les nouvelles armes à tir rapide s'affirmaient grosses consommatrices de munitions ; les progrès accomplis dans les méthodes de tir et dans la balistique promettaient pour l'avenir une proportion inaccoutumée de destructions et par conséquent de réparations ; le téléphone, la télégraphie sans fil, l'automobile, l'avion, sortaient enfin du domaine spéculatif et, par les facilités de mouvement qu'ils devaient procurer aux armées, laissaient prévoir une utilisation plus intensive que jamais des usines de production. Pour peu que la guerre vînt à se prolonger, une consommation énorme d'acier, d'explosifs, de charbon et de pétrole, un travail ininterrompu de l'organisme industriel, une extension considérable des achats à l'étranger et des mouvements de capitaux étaient donc à escompter.

A la veille du grand conflit, personne cependant ne semblait se soucier des modifications profondes qui venaient ainsi de se produire dans la technique de la guerre. Fidèles à leur vieille théorie, Français et Allemands se contentaient de préparer l'action militaire puissante capable de réaliser en quelques semaines la destruction des armées adverses ; aux yeux du public éclairé, la prolongation des hostilités paraissait d'ailleurs économiquement impossible.

Que notre commandement se soit trompé en l'occurrence, les événements l'ont prouvé ; qu'il soit fautif, il est permis d'en douter. Son erreur, en tout cas, apparaît aujourd'hui beaucoup moins lourde que celle du grand état-major allemand qui, voulant la guerre, la préparant pour une époque déterminée, possédant une supériorité de moyens incontestables, aurait dû

envisager l'hypothèse où, du fait de notre résistance, les opérations commencées sous une forme se continueraient sous une autre. L'organisation de la nation pour une guerre de longue durée imposait comme principale sujétion le maintien à l'intérieur du pays des effectifs nécessaires à l'exécution du travail dans les usines, les mines et les champs. Or, la prolifique Allemagne, ayant renforcé au maximum ses divisions de guerre, conservait encore disponibles près de la moitié de ses classes de mobilisation. Le problème apparaissait donc fort simple pour elle. Sa résolution ne risquait nullement de compromettre le plan d'action rapide sur lequel l'état-major fondait de si grandes espérances.

Dans son livre : *Conduite de la guerre et Politique*, Ludendorff se plait d'ailleurs à reconnaître l'erreur commise en ces termes : « Exception faite des préparatifs visant à se procurer de l'argent et à maintenir la circulation monétaire en cas de mobilisation, rien pour ainsi dire de ce qu'exigeaient les circonstances n'avait été fait au point de vue économique ; » et il ajoute : « Les propositions du haut-commandement, qui avaient pour but de déterminer les moyens de ravitaillement existants d'après la situation de 1905 et 1906 et de créer un organe permanent, soit un conseil économique au ministère de la Guerre prussien, soit un état-major économique qui avait été suggéré de différents côtés, ne furent pas acceptés. La politique semble avoir glissé sur cette question... » (1) De toutes façons, cette imprévoyance de nos ennemis allait les handicaper sérieusement dans la lutte mondiale.

La situation du côté français était toute différente. La faiblesse de notre natalité nous obligeait, pour équilibrer simplement les chiffres toujours grandissants des formations allemandes, d'incorporer dans les rangs de l'armée des hommes de plus en plus âgés. A ce jeu, nous avions en 1910 épuisé à peu près nos réserves. La France devait-elle, pour mettre sur pied une organisation destinée à entrer en action dans une hypothèse que l'ennemi n'envisageait même pas, démobiliser une partie de ses forces militaires? Devait-elle, pour faire face à un danger possible, en courir un certain en sapant les effectifs de ses bataillons de première ligne? Évidemment non (2). Tout au

(1) Traduction française du capitaine Koeltz, p. 75-76.

(2) Nous sommes d'autant plus à l'aise pour soutenir aujourd'hui cette thèse

plus aurait-elle pu préparer une mobilisation industrielle réduite fondée sur l'utilisation raisonnée des travailleurs dégagés de leurs obligations militaires. Cette mesure nous aurait sans doute permis de reprendre un peu plus tôt les opérations actives arrêtées dès la fin de septembre 1914; exigeant pour avoir un rendement efficace quelque huit à dix mois d'efforts préliminaires, elle ne nous eût pas procuré en tout cas les munitions qui nous manquèrent alors; ces munitions, on aurait dû les trouver dans les approvisionnements du temps de paix et ce n'est pas uniquement la faute du haut-commandement français si le taux de ces derniers avait été trop parcimonieusement calculé dans les années qui précédèrent la guerre.

II

Quoi qu'il en soit, quelques jours après la Marne, faute de rechanges et de munitions, les armées s'arrêtèrent et se cristallisèrent. Dans les deux camps, les généraux en chef firent appel à la nation pour obtenir le supplément de forces matérielles nécessaires. Peu à peu, la notion de la « guerre totale » fit place à la vieille formule d'antan et c'est sous cette nouvelle forme que s'est terminée la lutte.

En France, le problème des munitions et de l'armement absorba tout d'abord l'attention. L'arrêt des opérations avait été causé par la pénurie de projectiles. D'urgence, il fallut en fabriquer en quantités croissantes, car l'adversaire profitait lui aussi du ralentissement imposé aux opérations pour renforcer son front et accroître ses moyens d'action.

Mais d'autres préoccupations ne tardèrent pas à se faire jour. Plus on travaillait, plus on s'apercevait combien la participation de l'étranger devenait indispensable à la vie et à l'équipement des belligérants. L'arrivée du pétrole, du cuivre, du caoutchouc, du charbon, des céréales, du bétail prenait une importance capitale. Nous dûmes chercher les moyens aussi bien d'assurer nos ravitaillements que de contrecarrer ceux de l'ennemi. La guerre, qui avait remis en marche les usines,

que nous avions réclamé bien avant la guerre une minutieuse préparation industrielle et financière du pays. Cf. *La Guerre et le Mouvement économique* (Paris, 1906, Lavauzelle, éd.) et *Les Conséquences économiques et sociales de la prochaine Guerre* (Paris, 1909, Giard et Brière, éd.).

s'étendait ainsi au domaine économique tout entier. Le blocus, les achats extérieurs, les transports maritimes, les crédits passaient au premier plan; ils allaient bientôt exercer une influence décisive sur l'ensemble de notre politique.

Pour s'adapter à cette situation, la nation, qui avait assisté passive aux premières hostilités, se mit fébrilement à l'ouvrage. La première question qui se posait à elle, consistait à savoir comment elle allait s'organiser. Qui s'occuperait du blocus, prendrait la charge des opérations commerciales, dirigerait l'armement ou la propagande? Était-ce le ministère de la Guerre, qui s'était depuis longtemps préparé à mener seul la lutte en absorbant les organes de transports, les fabrications, le ravitaillement et en utilisant les pouvoirs de police que lui conférait la loi sur l'état de siège? Étaient-ce les ministères du temps de paix, tout désignés par l'orientation normale de leur activité pour assumer ces tâches nouvelles, mais dont la vie se trouvait momentanément suspendue par l'appel sous les drapeaux de la majeure partie de leur personnel? Si l'on choisissait la première solution, le ministère de la Guerre substituait son action à celle du Gouvernement tout entier pour la durée de la crise. En adoptant la seconde, on était amené à envisager une réorganisation complète de l'État.

Cette dernière manière de voir, la plus logique d'ailleurs, prévalut. A partir d'octobre 1914, on put ainsi assister, sous l'empire des nécessités, à une évolution qui visait à la fois le dessaisissement du ministère de la Guerre de toutes les fonctions qui n'étaient pas de son ressort habituel, la démobilisation progressive d'une partie de l'armée de combat au bénéfice de celle du travail, enfin la contraction du pouvoir central. Cette évolution formidable devait durer autant que la guerre; elle n'était pas encore terminée au moment de l'armistice.

Le 12 décembre 1916, le sous-secrétariat d'État de l'artillerie et des munitions quitte le ministère de la Guerre pour donner naissance à un département indépendant. Le 20 mai 1917, un ministère du Ravitaillement est créé, qui entraîne dans son orbite une partie des services de l'Intendance. Entre temps, les ministères de l'Intérieur et des Travaux publics reprenaient leur rôle habituel à l'égard de la police et des transports; de nouveaux organismes, blocus, propagande, inventions, étaient créés pour répondre à des besoins inconnus au temps de paix;

le ministère du Commerce enfin centralisait l'ensemble des questions touchant la vie commerciale.

Évidemment cette transformation du Gouvernement en pleine crise ne s'opérait pas sans quelques tâtonnements, sans quelques heurts dont on retrouve les traces aussi bien dans les procès-verbaux des Comités secrets que dans les modifications successives apportées à la composition des Cabinets qui se succédaient au pouvoir. A la fin de la guerre, la France n'en possédait pas moins un organisme capable de fournir chaque jour aux armées les tonnes de projectiles, de vêtements, d'aliments qui leur étaient nécessaires ; dans certains domaines même, elle contribuait puissamment à l'équipement des Alliés.

Ce résultat n'avait pu être obtenu qu'au prix d'une démobilisation partielle. La marche des usines, la conclusion des marchés, l'exécution des transports réclamaient des spécialistes qu'on pouvait seulement trouver dans les rangs des troupes de bataille. Au début, il fallut opérer ces prélèvements avec prudence, car l'appoint des forces anglaises sur le front était encore réduit, l'Orient absorbait des disponibilités importantes et les États-Unis conservaient leur attitude expectante. L'entrée en ligne de cette Puissance, succédant à celle de l'Italie et de la Roumanie, venant prendre sa part des larges sacrifices déjà consentis par l'Empire britannique, permit l'effort maximum. Finalement, à la date du 1er novembre 1918, 494 181 mobilisables travaillaient au seul ministère de l'Armement ; on en trouvait à la même époque 1 387 000 répartis dans l'ensemble des services civils contre 2 845 000 aux armées. Les cadres de la production possédaient ainsi des effectifs égaux à la moitié de ceux des forces militaires. Modification d'équilibre inattendue qui aurait à juste titre passé pour une faute, si on l'eût préconisée en 1914, mais qui était devenue nécessaire par suite de la forme prise par les opérations. Seuls l'entrée en ligne de nos alliés et l'afflux des contingents indigènes l'avaient permise.

La France était ainsi devenue une véritable usine et quelle usine ! Alors qu'avant la guerre notre Gouvernement n'intervenait guère dans les transactions commerciales que pour fixer les droits de douanes ou homologuer les tarifs de transports, poussé tout à coup par la double nécessité d'économiser et d'affecter le maximum de ses ressources aux besoins militaires, il se voyait obligé de prendre en mains les rênes de

l'organisme économique du pays tout entier. Il devenait le maître incontesté des hommes, des transports et des choses, l'acheteur unique concluant à l'étranger tous les marchés, le fournisseur suprême des usines dont la prospérité ou la ruine dépendait de son bon plaisir, puisqu'il pouvait, à son gré, distribuer travailleurs, moyens de transport et crédits. Le système gouvernemental d'avant-guerre était impuissant à jouer un tel rôle. L'autonomie absolue des ministères, qui était encore plus dans l'esprit des fonctionnaires que dans la lettre de la Constitution, s'opposait à toute idée de coordination. Laisser leur indépendance à des administrations dotées d'un pouvoir dictatorial eût conduit, sans doute, à un gaspillage supérieur à celui qu'on voulait éviter en enlevant au pays sa liberté de production et d'achat. Hors du domaine économique, d'ailleurs, on s'apercevait tous les jours davantage de la nécessité de faire travailler dans un synchronisme parfait les différents éléments capables d'appuyer l'action militaire : la marine, la propagande, le blocus, la diplomatie ou la cavalerie de Saint-George, etc... Une direction puissante était donc à établir dans le cadre de la Constitution.

C'est à la fin de 1916 que l'organisation de la nation apparut pour la première fois dans sa forme définitive. Le département de la guerre était largement émondé ; les ministères nouveaux étaient créés; les anciens recevaient la part qui leur revenait dans la conduite de la guerre ; le Gouvernement, de simple spectateur la veille, devenait vraiment metteur en scène. Évidemment, le Conseil des ministres avait toute qualité pour diriger cet ensemble, mais tout de suite, il apparut qu'avec ses nombreux titulaires, avec le lot important d'affaires plus ou moins étrangères aux hostilités qu'il avait journellement à traiter, il était incapable d'assurer la coordination rapide des actions de guerre. A la même époque, le problème se posait en Angleterre avec une acuité encore plus grande en raison du nombre élevé de titulaires que compte en tout temps le Gouvernement britannique ; M. Lloyd George le résolvait par la création du War Committee (1). M. Briand aboutit quelques jours plus tard (2) à une solution similaire. Son « Comité de guerre »

(1) 7 décembre 1616. Il comprenait, outre le président du Conseil, MM. Bonar Law, lord Derby, lord Milner, lord Curzon, lord Selborne.

(2) 12 décembre 1916.

composé des cinq ministres les plus intéressés à la Défense nationale (1) devait, expliquait-il à la Chambre, siéger en permanence et posséder « tout pouvoir de décision prompte... » Cet organe disposa-t-il dans la pratique de cette faculté qui lui était nécessaire, remplit-il complètement le rôle en vue duquel il avait été fondé? Il ne nous appartient pas de le discuter ici : l'Histoire le dira.

Quoi qu'il en soit, il ne suffit pas assez d'un chef ou d'un comité réduit pour assurer la direction d'un grand organisme. L'étude des questions, même les plus minimes, exige la participation de bureaux, la consultation des archives, l'examen des techniciens. Sans un organe de travail bien monté, le Comité était aussi paralysé dans son action qu'un général en chef sans état-major. Au début, le secrétariat du Comité de guerre avait été constitué avec quelques officiers seulement ; M. Ribot le renforça en le transformant en secrétariat administratif; M. Painlevé en fit un secrétariat général. Il avait pris, à l'arrivée de M. Clemenceau au pouvoir, une importance suffisante pour qu'il fût possible de confier ses attributions à un membre du Gouvernement spécialisé dans la matière. Celui-ci, revêtu du titre de sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil, se vit chargé d'assurer « l'étude de toutes les questions dont la solution nécessite un accord interministériel ou interallié, et la coordination des mesures qu'exige la conduite de la guerre. » Le levier indispensable pour actionner tous les rouages était désormais forgé. Son action devait constamment s'étendre sans jamais atteindre cependant la puissance qu'elle aurait dû normalement posséder.

III

Depuis l'armistice, les laboratoires n'ont fait qu'accroître leur activité, mais en l'orientant, comme il était naturel, vers la solution des problèmes de paix. Les découvertes auxquelles leurs recherches ont abouti et aboutiront, n'en auront pas moins une répercussion profonde sur l'armement et les moyens de transports, sur la forme même de la guerre future. Déjà apparaissent les autos chenilles qui sonnent le glas de

(1) Ministre des Affaires étrangères président du Conseil, ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances et de l'Armement.

notre cavalerie ; les nouveaux avions multimoteurs, les appareils sans pilotes, en reculant les limites des possibilités aériennes, nous obligent à envisager une augmentation singulière de la profondeur des champs de batailles ; dans le domaine des gaz et des rayons électriques enfin, il est permis d'entrevoir des modifications plus radicales encore. Pour toutes les armes, le matériel prend ainsi une importance primordiale. Si, dans l'avenir, les hostilités se prolongent, le ravitaillement des armées nécessitera donc plus que jamais l'intervention de toutes les forces économiques du pays; lèur organisation s'impose.

On ne saurait toutefois perdre de vue, en réalisant cette organisation nécessaire, qu'elle n'est appelée à jouer que dans une éventualité bien déterminée : la guerre longue. Il ne faudrait pas par conséquent lui donner une importance telle qu'elle ne conditionne ensuite *ne varietur* nos plans d'opérations et ne nous rive à une forme de lutte qui peut fort bien ne pas convenir à la situation future. Les armes économiques n'agissent, en effet, qu'avec le temps. Le blocus, la pesée sur les changes, les achats effectués chez les neutres, en vue d'affamer l'adversaire, demandent des années avant de donner des résultats tangibles; le rendement des industries de guerre d'autre part est très faible pendant les premiers mois d'une mobilisation ; les usines, même en supposant qu'elles possèdent des plans parfaitement tenus à jour, qu'elles entretiennent, dès le temps de paix, les stocks de combustibles, de matières premières, de machines-outils indispensables à la transformation rapide de leur production, exigent, pour être en mesure de ravitailler efficacement les armées, une longue mise en train. Faut-il que la France, afin de combattre toutes armes réunies, c'est-à-dire avec l'appui de sa puissance économique, renonce à une action rapide effectuée avec ses seules forces militaires dotées des approvisionnements du temps de paix? Doit-elle attendre, derrière ses fils de fer, l'apport de ses usines et le bon plaisir de l'ennemi? L'erreur de nos adversaires, en 1914, n'est pas d'avoir exécuté une attaque brusquée qui d'ailleurs a failli réussir, mais d'avoir oublié qu'elle pouvait aboutir à un échec. Il semble bien que nous commettrions aujourd'hui une faute analogue si, en acceptant la lutte sur nos frontières avec son cortège habituel de destructions, nous laissions du même coup

à l'Allemagne le temps de reconstituer les armements dont le traité de Versailles l'a si heureusement privée.

Comment est-il permis en effet d'envisager le développement d'un nouveau conflit? L'Allemagne, ne possédant en temps normal qu'un matériel assez réduit, lancera, quelque six mois avant l'heure choisie par elle pour la revanche, sa mobilisation industrielle. Elle la camouflera de son mieux, puis, le jour où la France commencera à s'émouvoir, elle se lancera dans le maquis de la procédure, c'est-à-dire dans la discussion diplomatique. Si, grâce à ces subterfuges, elle parvient à gagner les délais indispensables à son équipement, elle apparaîtra au jour de la déclaration de guerre avec un armement équivalent au nôtre. Évidemment, nous aurons pu nous-mêmes pendant cette période préparatoire mettre en marche nos fabrications, mais notre puissance industrielle étant trois fois moindre que celle de nos adversaires, nos armements s'accroîtront beaucoup plus lentement que les leurs (1). Un jour viendra, et beaucoup plus vite qu'on le croit généralement, où nous nous trouverons dépassés. Ce jour-là, nous combattrons dans un état d'infériorité marquée, alors qu'une opération exécutée sur les usines adverses au premier indice d'activité suspecte, nous eût peut-être permis d'étouffer le péril avant qu'il ne devînt sérieux.

L'organisation du travail éventuel de la nation ne nous autorise donc pas à négliger en temps de paix la constitution des stocks de munitions et de matériel nécessaires au développement d'une action militaire rapide, si le Gouvernement la juge utile; elle ne nous permet pas davantage de porter atteinte aux effectifs des armées chargées éventuellement de son exécution. En 1916-1918, le haut-commandement français a pu consentir de larges sacrifices au profit de nos usines, en raison de l'aide militaire, fort importante, si noblement consentie à cette époque par les Anglo-Saxons ; mais la situation serait toute différente au début d'un nouveau conflit. Le concours de l'Angleterre et des États-Unis, s'il devait encore une fois nous être acquis, tarderait dans tous les cas beaucoup à se manifester en raison du système de recrutement auquel ces peuples demeurent invariablement fidèles. L'action de nos alliés continentaux serait d'autre part neutralisée par l'entrée

(1) Dans toute cette discussion, nous admettons, bien entendu, que la France et la Belgique n'occupent plus la Ruhr.

en ligne dans le camp adverse de toutes les nations qui se considèrent comme lésées par les derniers traités. Bref, comme en 1914, la France et la Belgique supporteraient à peu près seules pendant les premiers mois le poids de la lutte contre l'Allemagne. Aujourd'hui, sous prétexte d'utilisation des compétences, on prêche volontiers l'affectation en temps de guerre du technicien à l'usine, de l'agriculteur aux champs, du savant à son laboratoire ; on ne veut tenir aucun compte ni de l'âge des hommes, ni des besoins des armées. On aboutirait ainsi à remettre, au moment le plus critique, la défense de la patrie entre les mains des gens sans aveu et des indigènes. Funeste doctrine dont la mise en pratique provoqua jadis la chute de l'Empire romain ! La loi sur le recrutement de l'armée récemment votée a heureusement remis les choses au point. Elle a fait un sage départage entre les besoins de l'avant et ceux de l'arrière, en prévoyant que les hommes de quarante à cinquante ans seulement seraient mobilisés à l'intérieur. Elle a bien admis que quelques techniciens indispensables des classes plus jeunes pourraient jouir d'un traitement privilégié. L'État-major général se montrera certainement des plus sévères dans l'application de la faculté qui lui est ainsi laissée; il commettrait une faute, s'il agissait autrement.

Pour donner à l'organisation de la nation la valeur voulue, il convient donc d'ajouter d'autres ressources à ces effectifs notoirement insuffisants. Les citoyens non soumis aux obligations militaires semblent pouvoir les procurer. Aussi serait-il logique de créer pour eux un devoir dit « de défense nationale, » qui les obligerait à servir aux postes où leur âge, leur sexe, leurs capacités physiques, intellectuelles ou techniques leur permettraient de rendre les meilleurs services. Il est impossible de prévoir à l'heure actuelle le résultat d'une pareille mesure : en la matière, un homme ne vaut pas un homme, et cent manœuvres ne sauraient remplacer un mécanicien idoine. Il y a tout lieu d'espérer cependant que ce contingent, joint à celui des vieilles classes et des indigènes, suffirait à doter la France du personnel indispensable à sa vie économique.

Cette question des effectifs, en tout cas, n'est qu'une partie d'un grand tout, un des côtés du vaste problème qui se pose, au moment d'une mobilisation générale. Le pays

ressemblera alors étrangement à un navire auquel une tempête aurait enlevé une partie de ses équipages, détérioré ses machines, supprimé ses approvisionnements et qui devrait marcher quand même en faisant face à des difficultés immenses et imprévues. Nombre de besoins nouveaux surgiront, beaucoup de ressources diminueront. Le pétrole, le cuivre, le charbon, par exemple, verront du jour au lendemain leur consommation s'étendre ; les approvisionnements, les ravitaillements normaux ne suffiront plus ; il faudra extraire, acheter, transporter, et surtout importer des quantités grandissantes de ces matières, tandis que main-d'œuvre, crédit et fret se réduiront. Les usines appelées à travailler pour la défense nationale devront, au milieu des pires difficultés, modifier leur production. Les charges financières enfin s'accroîtront considérablement au moment même où la création des richesses se ralentira dans le pays et où la guerre accentuera la méfiance des prêteurs étrangers.

Comme en 1914-1918 nous serons donc astreints à réaliser le maximum d'économies, à intensifier la production et l'importation de certains produits, à assurer enfin la répartition générale des ressources au mieux des intérêts du moment. Tout ce qui est luxe pur disparaîtra et même sur les objets et denrées de première nécessité des restrictions s'imposeront; les industries inutiles s'arrêteront; les moyens de transport et le crédit seront strictement limités. Alors que la liberté absolue constitue la règle du travail et des échanges en temps de paix, une intervention constante des pouvoirs publics deviendra indispensable. Chaque ressource, chaque branche d'activité rentrera dans les attributions d'un organe ministériel responsable de sa gestion. On assistera ainsi à la reconstitution, naturelle d'ailleurs, de cette série de ministères, de sous-secrétariats d'État, de directions, d'offices nationaux que nous avons vus éclore sur le sol français au cours de la dernière guerre. Mais leur naissance cette fois se trouvera préparée de longue main ; on l'entourera des plus grands soins; les tâtonnements seront évités et il y a tout lieu d'espérer que les résultats cherchés seront finalement mieux et plus rapidement obtenus.

Les rouages d'un État ne sauraient en tout cas se modifier brusquement. Si l'on faisait subitement jaillir de terre des ministères des Transports, des Fabrications ou du Blocus, un

trouble profond en résulterait dans l'organisme de nature à retarder la mise en train du travail national ; ce n'est certes pas le but que l'on se propose ! Au début du conflit futur, les organes anciens continueront donc à fonctionner, en s'adaptant progressivement, d'après un plan établi à l'avance, aux besoins qui se révéleront ; les nouveaux ne s'en détacheront qu'au fur et à mesure de leur arrivée à l'état adulte ; à l'inverse de la mobilisation militaire, celle de la nation s'étendra ainsi sur une période de temps assez longue. Cette différence de traitement présente d'ailleurs certains avantages. Si l'Allemagne en particulier se décide à déclencher sa production de guerre longtemps avant son action militaire, il est indispensable que nous puissions la suivre sur ce terrain. Nos efforts devront accompagner ses efforts pas à pas. La mobilisation nationale sous une forme atténuée prendra dans ces conditions une large avance sur celle de l'armée. Raison de plus pour que les deux opérations demeurent parfaitement indépendantes.

De toutes manières, c'est sous l'action renforcée des organismes d'État que travailleront nos branches d'activité. De prime abord, on serait tenté d'instaurer à leur usage quelque organisation à la Karl Marx. On envisagerait volontiers la militarisation du pays ; tout serait requis, tout serait dirigé par les fonctionnaires de l'État ; il n'y aurait plus ni bénéfices, ni salaires, ni liberté, ni initiative privée. On créerait en somme une armée économique à l'image de celle du front.

Mais quand on creuse plus profondément la question, on se rend compte de l'inanité de pareils procédés. Cet étatisme absolu serait peut-être de mise dans un pays comme l'Allemagne où l'esprit de discipline prime celui d'initiative ; en France, il ne donnerait que des déboires. A la guerre, nous avons obtenu des résultats surprenants chaque fois que nous avons laissé à nos soldats et à leurs cadres une initiative suffisante ; le combat en ordre dispersé où les hommes conservent leur liberté sous l'action coordinatrice des chefs est dans le génie national ; pourquoi ne chercherait-on pas à en appliquer les principes à l'organisation du travail ?

Au cours de ces dernières années, la France a vu heureusement éclore en fonction de son développement économique une série d'organismes privés, unions, syndicats, consortiums, qui groupent dans chaque branche d'activité les chefs de

l'industrie ou du commerce en vue de la défense de leurs intérêts professionnels. Tels sont le Comité central des Houillères de France, le Comité des Forges, l'Union des Syndicats de l'Électricité, etc..., dont les noms ne sont pas ignorés du public. Ces groupements évidemment n'ont pas, en temps de paix, à intervenir dans la direction des affaires privées. Leur rôle se borne à créer les ententes voulues en ce qui concerne les prix des produits fabriqués, les barèmes de salaires, ou la politique douanière à réclamer des pouvoirs publics. Toutefois, par le fait même de leur besogne journalière, ils se trouvent amenés à étudier à fond le fonctionnement de leur spécialité ; ils possèdent des archives et des secrétariats ; ils maintiennent un contact permanent entre leurs associés qui se connaissent et s'apprécient; ils sont donc admirablement placés pour préparer la mobilisation de leur groupement et prendre en temps de guerre la direction de son travail. Beaucoup d'entre eux le sentent si bien qu'ils ont offert spontanément leurs services au Gouvernement! Il semble tout naturel d'utiliser ces bonnes volontés qui se sont déjà affirmées hautement pendant la guerre. Aux organes ministériels serait ainsi dévolue la direction générale : ils définiraient les besoins, rechercheraient et alloueraient l'ensemble des moyens nécessaires pour les satisfaire, mais là se bornerait leur rôle, car ils ne sauraient à aucun prix pénétrer dans le domaine technique où leur incompétence est trop grande. Le soin de l'organisation du travail, la mise en œuvre des ressources, incomberaient aux grands groupements économiques sous le contrôle de l'État naturellement, mais ce contrôle n'intervenant que dans la mesure nécessaire pour éviter les gaspillages. Fournisseur de la main d'œuvre et des matières premières, régulateur des transports, le Gouvernement ne posséderait-il pas en effet des moyens suffisants pour faire sentir efficacement son action? Chacun conserverait en définitive le rôle normal qui lui revient au grand bénéfice de la collectivité.

Quelle que soit leur bonne volonté, ces organismes supérieurs ne sauraient cependant prétendre résoudre directement les mille problèmes locaux que soulèvera chaque jour l'exécution du travail. Conçoit-on un filateur de Lille obligé de s'adresser à Paris pour se faire délivrer quelques balles de coton par les entrepôts de sa région? Voit-on le directeur

d'une mine du Pas-de-Calais, auquel manquent des manœuvres, astreint à les demander au Comité des Houillères, alors que sur place la fermeture de certaines usines aura créé d'importantes disponibilités de main d'œuvre ? Pareille méthode entraînerait une perte de temps considérable, une paperasserie inutile; elle accroîtrait surtout dans des proportions regrettables l'armée des fonctionnaires officiels ou privés. La logique conduit donc à rechercher pour la coordination locale du travail une décentralisation aussi large que possible.

Jadis la mobilisation des corps de troupes, et par conséquent l'afflux régulier et rapide des réservistes et des territoriaux constituait la préoccupation dominante du commandement; pour la favoriser, on avait créé une organisation territoriale excellente qui a fait ses preuves pendant la guerre : celle des *régions militaires*, dont le rôle consistait presque exclusivement à lever, organiser et instruire les effectifs destinés à entrer progressivement dans le cadre de nos armées d'opérations. L'expérience a prouvé depuis lors que cette organisation, si bonne qu'elle fût, était encore trop étroite et qu'il fallait prévoir, à côté de la mobilisation des hommes, celle des usines et des produits. Le problème étant d'ordre économique, il semble logique de prendre la *région économique*, dont la vitalité s'affirme tous les jours, comme base de la nouvelle organisation. Dorénavant, nos régions militaires devraient faire coïncider leurs limites avec les siennes. Leurs chefs, pour remplir leur rôle de coordinateurs, seraient dotés à la mobilisation d'un état-major civil composé de spécialistes avertis et préparés dès le temps de paix à leurs fonctions. Quant à la partie technique du travail, elle se verrait confiée une fois de plus aux idoines, c'est-à-dire aux Chambres de commerce, qui, normalement, assument les fonctions directrices des régions économiques.

Même en appelant ainsi l'initiative privée à leur aide, même en décentralisant au maximum le travail, les organes d'État n'en auront pas moins une lourde tâche à remplir. Pour la mener à bien, on conçoit facilement qu'il leur faille posséder dans leurs sphères respectives une assez large indépendance; celle-ci n'en a pas moins des limites qu'il convient de fixer nettement, si l'on veut éviter chevauchement et désordre. La nation moderne en état de guerre constitue en somme un immense camp retranché, dont le premier souci doit être de « tenir » le plus longtemps

possible. Sa résistance est fonction de l'union des efforts de tous ses défenseurs, et cette union ne sera réalisée que si, au sommet même du système politique, un homme, un Comité ou un Conseil assume la lourde tâche de la coordination. A qui, dans notre pays et avec notre constitution, peut-on attribuer de pareilles fonctions? A un ministre? Même s'il englobe sous son autorité les départements de la Guerre, de la Marine et de l'Aéronautique, il n'aura sous les yeux que certains aspects du tableau; les dispositions qu'il prendra seront aussi erronées que celles d'un général dont le poste d'observation n'embrasse qu'une partie du champ de bataille. Au Conseil des ministres? Les décisions d'ordre gouvernemental lui appartiennent évidemment de droit, mais s'il devait connaître et résoudre toutes les questions concernant la défense nationale, il se verrait rapidement submergé par le flot compact du papier. Logiquement, on est ainsi amené à envisager la reconstitution du Comité de guerre de 1915, mais en le dotant cette fois d'un organe de travail comprenant tous les spécialistes civils et militaires nécessaires, et préparé de longue date à la tâche de coordination qui lui est dévolue. Pour éviter le danger de l'improvisation, le Gouvernement a préparé la mobilisation de ces futurs rouages, en réorganisant, dès la fin de 1921, le Conseil supérieur de la Défense nationale et en lui constituant un Secrétariat général permanent. Le soin de régler la mise en mouvement de l'immense organisme, dont nous avons essayé de montrer l'importance, leur incombe aujourd'hui, en attendant qu'ils participent probablement de plus près en temps de guerre, à sa direction.

IV

Grâce aux mesures d'organisation ainsi prévues, notre future mobilisation nationale s'effectuera certainement sans plus d'à-coups que notre mobilisation militaire en 1914. La direction existera, le contrôle fonctionnera, les usines, les maisons de commerce, les bureaux d'études, les ports, les chemins de fer seront dotés du personnel et du matériel voulus. Mais l'outil le plus parfait demeure inerte, lorsque la matière qu'il doit travailler fait défaut. Ces rouages, minutieusement réglés, n'engendreront la vie que s'ils sont suffisamment pourvus de

céréales, de houille, de fer, de pétrole, de coton, de cuivre, de nitrate, etc... Or, tous ces éléments aussi indispensables à la guerre moderne que l'oxygène à l'homme, les posséderons-nous ?

Un peuple qui les produit en abondance comme les États-Unis, un peuple qui, grâce à sa supériorité maritime, est assuré d'atteindre, quoi qu'il arrive, tous les marchés du globe, comme l'Angleterre, n'ont rien à craindre à cet égard. La question du ravitaillement ne se pose pas pour eux; elle ne saurait exercer, en temps de paix, la moindre influence sur leur politique générale. Que dire, en revanche, des vieilles nations continentales comme la France, dont le sous-sol est médiocre, qu'une situation géographique spéciale empêche de tourner leurs regards avec persévérance vers l'Océan, dont l'activité économique enfin s'oriente principalement vers l'industrie de luxe? Pendant l'année 1917 par exemple, nous avons consommé 6 276 000 quintaux métriques de pétrole, 2 539 150 quintaux métriques de coton, 451 850 tonnes de nitrate, 265 788 tonnes de cuivre, 47 225 000 tonnes de houille, 169 000 quintaux métriques de caoutchouc; tout cela, à l'exception de 28 915 000 tonnes de houille fournies par nos mines et de 20 400 quintaux métriques de caoutchouc expédiés par nos Colonies, nous est venu des pays d'outre-mer. Nos mines n'ont donc pu fonctionner que grâce à l'appui économique des nations anglo-saxonnes. Sans la liberté des mers, nous étions incapables de nourrir la guerre!

Cette situation d'hier est encore celle d'aujourd'hui et nulle fée ne serait assez puissante pour la modifier brusquement. Elle est le fruit d'une lente évolution économique, la conséquence aussi de cette absurde politique financière qui, pendant cinquante ans, nous a entraînés à jeter notre or aux peuples neufs, plutôt que de l'employer à la mise en valeur de notre propre domaine. Les alliances que nous pouvons conclure sur le continent, si intéressantes qu'elles soient au point de vue militaire, sont incapables de l'améliorer, puisque les peuples qu'elles visent ne possèdent pas toujours les ressources indispensables à leur propre équipement. Plus que jamais, la neutralité bienveillante des Puissances maritimes nous est donc indispensable.

Les amitiés contractées sur les champs de bataille nous garantissent heureusement de leur part cette attitude nécessaire, si même elles ne nous apportent pas davantage. Pareille

sujétion n'en constitue pas moins une faiblesse grave. L'indépendance est le bien suprême des peuples; celui qui ne peut, à sa volonté, jeter le poids de ses armées dans la balance pour défendre son droit menacé ne la possède plus. A tout prix, la France doit donc chercher à la recouvrer, et nul doute qu'elle n'y arrive avec le temps, à la condition de prospecter son sol mieux qu'elle ne l'a fait jusqu'alors, de chercher des succédanés aux produits qui lui manquent, de mettre enfin en pleine valeur ce jeune et riche domaine africain que des hommes clairvoyants ont si heureusement rattaché depuis cent ans bientôt à son vieux territoire continental.

Le charbon nous fait défaut; développons la houille blanche, verte ou bleue, cherchons les moyens de lui substituer la lignite ou la tourbe, distillons ces produits pour en obtenir un meilleur rendement, donnons ainsi à notre organisme de guerre un peu de ce benzol, de cette tétralyne, de ces goudrons, de ce coke, si indispensables à son fonctionnement.

Le coton nous vient aujourd'hui d'Égypte ou d'Amérique, développons-en la culture sur les bords du Niger, où les essais tentés industriellement ont démontré qu'à la condition d'irriguer convenablement les terres, nous trouverions annuellement les 200 000 tonnes nécessaires.

Le pétrole n'existe qu'en quantités infinitésimales en France et dans nos colonies : tout d'abord cherchons-le, car rien ne prouve qu'on n'en découvrira pas quelque part des nappes abondantes, envisageons ensuite l'emploi des succédanés, alcool, huile, etc. L'huile végétale en particulier semble pouvoir se substituer avantageusement au produit minéral : développons-en la culture sous toutes ses formes (1), et réalisons les moteurs voulus!

Une politique de défense nationale rationnelle nous conduit ainsi à prévoir, à côté de l'adaptation progressive de la production métropolitaine aux besoins du temps de guerre, une exploitation intensive de notre domaine africain; le problème d'ailleurs ne comporte pas d'autre solution. Mais créer des richesses au loin serait d'une utilité médiocre, si nous n'avions la certitude de pouvoir, au moment du besoin, les transporter jusque dans la métropole. L'établissement d'un cordon ombi-

(1) Huiles de colza, d'arachides, de palmes, de coton, etc.

lical solide entre la mère patrie et ses colonies du Nord et du Centre Africain devient dès lors le complément obligé de notre politique coloniale. La construction d'une voie ferrée transsaharienne nous libérant des dangers de l'Océan, la création d'une flotte aérienne capable de protéger efficacement notre communication méditerranéenne apparaissent comme les étapes successives de cet immense travail. Tout cela, c'est, encore une fois, l'organisation de la nation pour le temps de guerre, mais une organisation à longue échéance réclamant des années pour prendre une réelle valeur. La vie économique ne se modifie qu'à la longue; la mise en valeur de nos colonies exige un changement de mentalité profonde dans les mœurs nationales. Déjà cette modification se fait sentir : on voyage davantage; on devient plus aventureux dans l'emploi des capitaux; on envisage avec plus de faveur la participation de l'État à la construction de grands travaux publics dans notre domaine colonial; l'accueil fait récemment par la Chambre au projet Sarraut en est la preuve. L'intérêt particulier semble de plus en plus se confondre dans cette grande œuvre avec l'intérêt général. Puisse leur union s'affirmer encore davantage, au grand bénéfice de l'indépendance politique et militaire de notre pays!

GÉNÉRAL SERRIGNY.

DIPLÔMÉ!

COMÉDIE EN UN ACTE

PERSONNAGES

ROSARIO CHIARCHIARO.
ROSINELLA, sa fille.
D'ANDRÉA, juge d'instruction.
Trois autres juges.
MARANCA, huissier.

Une salle chez le juge d'instruction d'Andréa : au fond, des rayons qui occupent toute la paroi, bondés de cartons verts, qu'on devine bourrés de paperasses. A droite, au fond, un bureau surchargé de dossiers et auprès, appuyé au mur, un escabeau également encombré. Devant le bureau, fauteuil de cuir. Çà et là, des sièges démodés. La pièce est mal tenue et sale. Porte à droite. A gauche, grande fenêtre à vieux petits carreaux. Devant la fenêtre, un guéridon qui supporte une cage. Sur le côté à gauche, petite porte dérobée.

Entre le juge d'Andréa : chapeau et pardessus ; il porte avec précaution une petite cage à main ; il s'approche de la grande cage posée sur le guéridon, ouvre le châssis de la petite et fait passer de celle-ci dans la grande un chardonneret.

D'ANDRÉA.

Allons, entre !... Entre donc, paresseux ! Ah ! enfin... Maintenant, sois bien sage, comme les autres jours, et laisse-moi rendre la justice à ces pauvres petites bêtes féroces que sont les hommes.

Il ôte son pardessus et l'accroche avec son chapeau au portemanteau. Il s'assied, prend un dossier, le feuillette, l'envoie promener et grommelle :

Ah! le cher homme!...

Il reste un moment à réfléchir, puis il sonne; l'huissier paraît.

MARANCA.

Monsieur le juge désire?...

D'ANDRÉA.

Voilà, Maranca. Vous irez, à deux pas d'ici, rue du Four, chez le nommé Chiarchiaro.

MARANCA.

Un saut en arrière, il fait les cornes avec ses doigts.

Pour l'amour de Dieu! monsieur le juge, pas ce nom-là!

D'ANDRÉA, en colère, donne un coup de poing sur le bureau.

Assez! Je vous interdis de manifester devant moi votre sottise au détriment d'un pauvre diable; tenez-vous-le pour dit.

MARANCA.

Excusez, monsieur le juge, c'est aussi pour vous ce que j'en disais.

D'ANDRÉA.

Encore?

MARANCA.

Je ne dis plus rien. Qu'est-ce que monsieur le juge désire que j'aille faire chez... chez cet... chez cet honnête chrétien?

D'ANDRÉA.

Vous lui direz que le juge d'instruction a quelque chose à lui dire et qu'il vienne me voir tout de suite.

MARANCA.

Tout de suite? Bien, monsieur le juge. C'est tout?

D'ANDRÉA.

C'est tout Allez.

Maranca sort en tenant la porte pour laisser passer devant lui les

trois juges du Tribunal ; ils entrent : toges et barrettes. Échange de bonjours. Puis tous les trois s'en vont contempler la cage du chardonneret.

PREMIER JUGE.

Qu'est-ce qu'il dit de neuf, ce petit bonhomme-là?

DEUXIÈME JUGE.

Mais sais-tu que tu es vraiment un drôle de corps, avec cet animal qui ne te quitte pas?

TROISIÈME JUGE.

Tout le pays t'appelle « le juge Chardonneret. »

PREMIER JUGE.

Et la petite cage qui te sert à le transporter, où est-elle?

DEUXIÈME JUGE, la prenant sur le bureau où il vient de s'appuyer.

La voilà! — Voyons, messieurs, regardez : un joujou d'enfant! Pour un homme sérieux...

D'ANDRÉA.

Ah! vous voilà, vous! Moi, des joujoux d'enfant à cause de cette cage? et vous, alors, faits comme vous êtes?...

TROISIÈME JUGE.

Oh! oh! respect à la toge!

D'ANDRÉA.

Je ne plaisante pas.

TOUS LES TROIS.

Oh! — Oh! — Oh!

D'ANDRÉA.

Écoutez. Nous sommes entre nous ici. Quand j'étais gamin, je jouais à la cour d'assises, avec d'autres galopins de mon âge. Il y en avait un qui faisait l'accusé ; un second le président, d'autres les juges, les avocats... Et vous aussi, parbleu! Vous y avez joué! Eh bien! je vous jure que nous étions plus sérieux qu'aujourd'hui.

PREMIER JUGE.

Il a, ma foi! raison. J'en avais le sang à la tête.

DEUXIÈME JUGE.

Cela finissait régulièrement par des batailles.

TROISIÈME JUGE, il montre une vieille cicatrice qui lui barre le sourcil.

Regardez ça : c'est un coup de pierre que m'a donné un avocat pendant que je faisais le procureur du roi.

D'ANDRÉA.

Tout le plaisir était de s'affubler d'une toge. Ce qui était grand dans l'affaire, c'était bien la toge, en effet. Mais nous qui étions dedans, n'en étions pas moins des enfants. Maintenant que nous voilà grands, ayant chacun notre fardeau d'ennuis et de misères, quand il nous arrive d'entrer ici et de passer cette défroque, c'est la toge à son tour qui nous paraît un jouet d'enfants ; et comme, sans le savoir, rien n'est cruel comme l'enfance, cette justice que nous rendons est bien le jeu le plus cruel qui se puisse imaginer ! Tenez, messieurs.

Il prend sur le bureau le dossier Chiarchiaro.

Voilà un procès que j'instruis. Rien de plus inique que ce procès. Il est inique parce qu'il suppose l'injustice la plus atroce contre laquelle un pauvre diable puisse tenter de se révolter, sans aucune chance d'y réussir. Il y a là une victime qui ne peut même pas s'en prendre à personne de son malheur ! Elle a voulu dans ce procès s'en prendre à deux individus, les premiers qui lui sont tombés sous la main et, oui, messieurs, la justice doit le condamner, le condamner, le condamner sans rémission, redoublant ainsi férocement l'iniquité foncière dont ce malheureux est la victime.

PREMIER JUGE.

Qu'est-ce que c'est donc que ce procès ?

DEUXIÈME JUGE.

De qui s'agit-il ?

D'ANDRÉA.

Rosario Chiarchiaro.

A ce mot, les trois juges sautent en arrière, comme tout à l'heure Maranca, font des signes de conjuration et des grimaces de terreur, en s'écriant :

TOUS LES TROIS.

Sainte Vierge ! — Touchons du fer. — Voulez-vous bien vous taire !

D'ANDRÉA.

Vous voyez bien ! Et c'est vous qui êtes chargés de faire justice à ce pauvre diable !

PREMIER JUGE.

Faire justice ! Mais c'est un fou !

D'ANDRÉA.

Un malheureux.

DEUXIÈME JUGE.

C'est un malheureux, soit ! Mais c'est tout de même un fou. Il porte plainte en diffamation contre le fils du maire, messieurs, ni plus ni moins...

D'ANDRÉA.

Et contre l'adjoint Fazio.

TROISIÈME JUGE.

Une plainte en diffamation ?

PREMIER JUGE.

Oui, parce qu'il les a vus en train de faire des signes de conjuration sur son passage.

DEUXIÈME JUGE.

Diffamation ! mais en quoi donc ? Tout le pays sait depuis deux ans qu'il a le mauvais œil.

D'ANDRÉA.

Et une foule de témoins peut venir jurer devant le tribunal que, dans vingt occasions, il a marqué qu'il connaissait sa réputation, puisqu'il s'en défendait avec la dernière énergie.

PREMIER JUGE.

Là ! Tu le dis toi-même.

DEUXIÈME JUGE.

En conscience, comment condamner le fils du maire et

l'adjoint Fazio comme diffamateurs pour avoir fait, en le voyant, le même geste que tout le monde fait ostensiblement devant lui depuis deux ans.

D'ANDRÉA.

Vous tous les premiers, n'est-ce pas ?

TOUS LES TROIS ENSEMBLE.

Mais bien sûr ! — Il est terrible, tu sais ! — Miséricorde divine !

D'ANDRÉA.

Et vous vous étonnez que j'apporte ici cet oiseau. Eh ! je l'apporte parce que je n'ai plus que lui. Il était à ma mère, ce chardonneret. C'est le seul souvenir vivant qui me reste d'elle; je ne peux pas m'en passer. Je lui parle, je siffle, — comme cela, — j'imite son petit cri ; et il me répond. Je ne sais pas ce que je lui dis ; mais puisqu'il me répond, c'est qu'il distingue un sens dans le bruit que je lui fais. Tout comme nous, mes bons amis : nous croyons que la nature nous parle par le langage des fleurs et la poésie de ses étoiles ; et la nature peut-être ne sait même pas que nous existons.

PREMIER JUGE.

A la bonne heure, mon cher ! Avec cette philosophie-là !... Grand bien te fasse !... (On frappe. Maranca passe la tête.)

MARANCA.

On peut entrer ?

D'ANDRÉA.

Entrez, Maranca.

MARANCA.

Il n'était pas chez lui, monsieur le juge. J'ai fait la commission à l'aînée de ses filles, pour que, dès son retour, elle nous l'envoie ici. Mais l'autre a tenu à revenir avec moi, la petite, Rosinella. Si monsieur le juge veut la recevoir...

D'ANDRÉA.

Elle ? Non, c'est à lui que j'ai à parler. Pas à elle.

MARANCA.

Elle dit qu'elle a une prière très pressante à vous faire,

monsieur le juge. Elle a peur, elle tremble comme une feuille.

PREMIER JUGE.

Nous vous laissons. Au revoir, d'Andréa. (Échange de saluts. Les trois juges sortent.)

D'ANDRÉA.

Faites entrer.

MARANCA.

Tout de suite, monsieur le juge. (Il sort.)

ROSINELLA.

Seize ans, habillée pauvrement, mais avec décence, passe timidement la tête; son visage sort à peine visible de son châle noir.

Je peux entrer?

D'ANDRÉA.

Entrez, entrez.

ROSINELLA.

Votre servante, monsieur le juge. — Ah! seigneur Jésus, monsieur le juge! Est-ce vrai que votre Excellence a fait convoquer papa? Qu'est-ce qu'il y a, monsieur le juge? Qu'est-ce qu'il y a? Nous n'avons plus une goutte de sang dans les veines, tant nous avons peur.

D'ANDRÉA.

Voyons! Qu'est-ce que c'est? Calmez-vous.

ROSINELLA.

C'est que nous autres, voyez-vous, Excellence, nous n'avons jamais eu rien à faire avec la Justice.

D'ANDRÉA.

C'est cet effet-là qu'elle vous fait, la Justice?

ROSINELLA.

Oui, monsieur le juge. Nous n'avons plus de sang dans les veines, je vous dis. Ce sont les malfaiteurs, Excellence, qui ont affaire avec la Justice. Nous sommes de pauvres gens qui n'ont pas eu de chance. Et si à présent la Justice vient se mettre contre nous...

D'ANDRÉA.

Mais non ! Qui parle de cela ? Soyez tranquille, ce n'est pas la Justice qui se met contre vous.

ROSINELLA.

Alors pourquoi votre Excellence a-t-elle fait convoquer papa ?

D'ANDRÉA.

Parce que c'est votre père qui veut se mettre contre la Justice.

ROSINELLA.

Mon père ? Qu'est-ce que cela veut dire ?

D'ANDRÉA.

N'ayez pas peur. Vous voyez bien que je souris... Mais comment, vous ne savez donc pas que votre père a porté plainte contre le fils du maire et l'adjoint Fazio ?

ROSINELLA.

Mon père ? Non, monsieur le juge, nous n'en savions rien. Mon père a porté plainte ?

D'ANDRÉA.

Voilà le procès-verbal.

ROSINELLA.

Mon Dieu ! mon Dieu ! il ne faut pas le croire, monsieur le juge. Il est comme fou, mon pauvre papa : depuis plus d'un mois, Excellence. Voilà un an qu'il ne travaille plus, on l'a chassé, entendez-vous ? On l'a jeté sur le pavé, tout le monde le maltraite, tout le pays le fuit comme un pestiféré. Ah ! il a porté plainte ! porté plainte contre le fils du maire ? Il est fou, il est fou ! C'est cette guerre ignoble que tout le monde lui fait, avec cette réputation qu'il a maintenant partout, c'est cela qui lui tourne la tête à l'envers. Monsieur le juge, par pitié, faites-la retirer, cette plainte, faites-la retirer.

D'ANDRÉA.

Mais oui, mon cher enfant, c'est justement ce que je veux faire, c'est pour cela que j'ai convoqué votre papa. J'espère réussir. Mais vous savez qu'il est beaucoup plus difficile de faire le bien que le mal.

ROSINELLA.

Comment, Excellence ? Même pour vous ?

D'ANDRÉA.

Même pour moi. Parce que le mal, ma petite, tout le monde peut en faire à n'importe qui ; mais le bien, on ne peut le faire qu'à ceux qui en ont besoin.

ROSINELLA.

Et vous croyez que mon père n'en a pas besoin, lui ?

D'ANDRÉA.

Je le sais, mais le diable, c'est que cette manie de faire du bien blesse quelquefois si fort les gens qu'on veut servir, que le métier de bienfaiteur devient presque impossible. Vous comprenez?

ROSINELLA.

Non, monsieur le juge, je ne comprends pas. Mais faites tout ce que vous pourrez. Il n'y a plus de paix, il n'y a plus de vie possible pour nous dans ce pays.

D'ANDRÉA.

Et vous ne pouvez pas aller ailleurs?

ROSINELLA.

Où cela? On voit bien que votre Excellence ne sait pas ce que c'est. Elle ira partout avec nous, cette réputation, n'importe où nous irons. Ces taches-là, cela ne part plus : ça ne s'en va pas, même au couteau. — Ah ! si vous voyiez ce pauvre papa, dans quel état il est. Il a laissé pousser sa barbe. Une barbe..., on dirait un hibou... Et il s'est taillé un costume qu'il a cousu lui-même, un costume, Excellence, à faire peur aux gens le jour qu'il le mettra ; il fera se sauver jusqu'aux chiens.

D'ANDRÉA.

Et pourquoi ?

ROSINELLA.

Pourquoi ? Est-ce qu'il le sait lui-même ? Je vous dis qu'il est comme fou ; faites-lui retirer cette plainte, par pitié. (On frappe.)

D'ANDRÉA.

Qui est là ? Entrez.

MARANCA, tout tremblant.

Il est là, monsieur le juge... Qu'est-ce qu'il faut faire ?

D'ANDRÉA.

Et pourquoi cette peur ?

ROSINELLA.

Qui est-ce ? C'est papa ? (Elle bondit sur ses pieds). Mon Dieu, mon Dieu ! pourvu qu'il ne me trouve pas ici. Excellence, par pitié...

D'ANDRÉA.

Pourquoi donc ? Qu'est-ce qu'il y a ? Il vous mangera donc, s'il vous voit ?

ROSINELLA.

Non, monsieur le juge, mais il nous a défendu de sortir : où me cacher ?

D'ANDRÉA.

Ici, n'ayez pas peur. (Il ouvre la porte dérobée dans le mur à gauche. Passez par là, puis tournez par le corridor et vous trouverez la sortie.

ROSINELLA.

Oui, monsieur le juge, merci. Je me recommande à votre Excellence. Votre servante, monsieur le juge.

Elle se sauve vite, vite, par la petite porte à gauche, que d'Andréa referme derrière elle.

D'ANDRÉA.

Introduisez.

MARANCA, tenant la porte grande ouverte pour se dissimuler derrière le battant.

Entrez, entrez. Donnez-vous la peine...

Et à l'instant où entre Chiarchiaro, Maranca se précipite dehors. Rosario Chiarchiaro s'est fait une tête de jettatore qui est un chef-d'œuvre. Il a laissé pousser sur ses joues creuses une barbe hirsute et touffue ; il s'est enfourché sur le nez une paire de lunettes d'os qui lui donne une mine de croquemitaine ; il s'est affublé d'une redingote lustrée, pelée, gonflée de poches sur toutes les coutures et il tient à la main une canne de jonc à manche de corne. Il entre à pas comptés, avec un air funèbre, scandant sa démarche et frappant le sol du bout de sa canne et se campe devant le juge.

D'ANDRÉA fait un geste violent d'irritation, en écartant brusquement le dossier.

Faites-moi le plaisir... Qu'est-ce que c'est que cette comédie? Vous n'avez pas honte?

CHIARCHIARO, sans se laisser démonter par le geste du juge, découvre ses dents jaunes et fait à demi-voix:

Vous n'y croyez donc pas?

D'ANDRÉA.

Je vous ai déjà dit de me faire le plaisir... Nous ne sommes pas ici pour rire, mon cher Chiarchiaro; voyons, asseyez-vous, asseyez-vous là. (Il s'approche et fait le geste de lui mettre la main sur l'épaule.)

CHIARCHIARO se retire vivement, tout tremblant.

Ne m'approchez pas! Prenez garde! Vous risqueriez de perdre la vue, pour le moins.

D'ANDRÉA le regarde froidement et lui dit :

A votre aise! Quand il vous plaira. — Je vous ai fait appeler pour votre bien Voilà une chaise, asseyez-vous.

CHIARCHIARO prend la chaise, s'assied, regarde le juge, puis se met à faire rouler sa canne sur ses genoux, comme un rouleau à pâtisserie, en hochant longuement la tête. A la fin il mâchonne :

Pour mon bien... Vous dites : « pour mon bien. » Vous avez le toupet de dire : « pour mon bien »... et vous vous figurez que vous me faites du bien, monsieur le juge, en disant que vous ne croyez pas au mauvais œil.

D'ANDRÉA, s'asseyant à son tour.

Vous voulez que je vous dise que j'y crois? — Eh bien! je vous dis que j'y crois. Cela va-t-il?

CHIARCHIARO, avec force, du ton d'un homme qui ne plaisante pas.

Non, monsieur! il faut y croire sérieusement,... sé-ri-eu-se-ment; et ce n'est pas tout, il faut le prouver en instruisant le procès.

D'ANDRÉA.

Ah! cela, ce sera plus difficile.

CHIARCHIARO se lève et fait mine de sortir.

Alors, — adieu!

D'ANDRÉA.

Voyons, asseyez-vous. — Je vous ai dit : pas de bêtises.

CHIARCHIARO.

Mais je suis on ne peut plus sérieux, cher monsieur. Vous voulez en faire l'expérience? Prenez garde! Prenez garde! Prenez garde!!!

D'ANDRÉA.

Laissez-moi donc tranquille.

CHIARCHIARO.

Prenez garde! vous dis-je, je suis terrible, savez-vous?

D'ANDRÉA, sévèrement.

Cela suffit, Chiarchiaro, prenez garde de m'embêter. Asseyez-vous et tâchons de nous entendre. Je vous ai fait appeler pour vous montrer que vous faites fausse route et que le chemin que vous prenez n'est pas précisément le bon.

CHIARCHIARO.

Un chemin, moi? Quel chemin? Monsieur le juge, je suis acculé au fond d'un cul de sac. Et vous me parlez de chemin!

D'ANDRÉA.

Ni celui de cet entretien, ni celui de votre procès. Ces deux chemins, si vous le permettez, vont au rebours l'un de l'autre. Comme ceci. (Il fait avec ses mains un geste pour montrer que ce sont deux choses contradictoires.)

CHIARCHIARO.

Non, monsieur, ce n'est pas mon avis.

D'ANDRÉA.

Comment, non? Là, dans votre plainte vous accusez deux personnes de diffamation parce qu'ils vous croient le mauvais œil : et voilà que vous vous présentez devant moi dans cet accoutrement, en costume de jettatore et vous exigez même que j'y croie, à votre jettatura.

CHIARCHIARO.

Oui monsieur, parfaitement.

D'ANDRÉA.

Et vous ne voyez pas là une contradiction ?

CHIARCHIARO.

Il me semble, monsieur le juge, qu'il s'agit d'autre chose. Il me semble que c'est vous qui vous ne comprenez pas.

D'ANDRÉA.

Parlez, parlez, mon cher monsieur Chiarchiaro. C'est peut-être vrai comme l'Évangile, ce que vous venez de me dire. Mais ayez la bonté de m'expliquer en quoi c'est moi qui ne comprends pas.

CHIARCHIARO.

Je m'explique. Non seulement je veux vous faire voir que vous n'y êtes pas du tout, mais je vous prouve clair comme le jour que vous êtes mon ennemi.

D'ANDRÉA.

Moi ?

CHIARCHIARO.

Oui, vous, monsieur le juge. Vous croyez que vous faites mon bien. Ah ! vraiment !... Mais vous êtes mon plus grand ennemi. Dites-moi un peu, vous savez ou vous ne savez pas que le fils du maire a pris pour avocat Lorecchio.

D'ANDRÉA.

Je sais.

CHIARCHIARO.

Et savez-vous aussi que moi, moi, Rosario Chiarchiaro, j'ai été trouver Lorecchio pour lui donner sous main toutes les preuves du fait : comme quoi non seulement j'avais remarqué depuis plus d'un an que tout le monde sur mon passage montrait les cornes, et faisait d'autres signes de conjuration plus ou moins distingués ; mais encore toutes les preuves, monsieur le juge, — les preuves documentaires, — les témoignages irrécusables, entendez-vous? *irrécusables*, de toutes les choses effrayantes qui sont le fondement inébranlable, in-é-bran-la-ble de ma réputation de jettatore.

D'ANDRÉA.

Quoi ? Vous... vous avez été fournir des preuves à l'adversaire ?

CHIARCHIARO.

A Lorecchio? Oui, monsieur.

D'ANDRÉA, de plus en plus étonné.

Eh bien !... je vous avoue que j'y suis de moins en moins.

CHIARCHIARO.

Quand je vous le disais, que vous n'y compreniez rien !

D'ANDRÉA.

Mais voyons, permettez. Vous avez été porter des preuves contre vous à la partie adverse, pourquoi? Pour rendre plus sûr l'acquittement de vos calomniateurs. Alors, pourquoi diable porter plainte?

CHIARCHIARO.

Votre question, monsieur le juge, mais elle est justement la preuve que vous n'y entendez rien. J'ai porté plainte parce que je veux une reconnaissance officielle de mon pouvoir. Vous n'y êtes pas? Je veux faire reconnaître *officiellement* cette puissance terrible qui est désormais, monsieur le juge, mon unique capital.

D'ANDRÉA, ému, va pour l'embrasser.

Ah! mon pauvre Chiarchiaro! Mon pauvre Chiarchiaro! Je vois, je vois. Joli capital, mon pauvre Chiarchiaro. Qu'est-ce que tu vas en faire?

CHIARCHIARO.

Ce que j'en ferai? Comment, ce que j'en ferai? Vous, mon cher monsieur, pour avoir le droit d'exercer votre état de juge, — si mal que vous vous en tiriez, — vous avez eu à prendre un diplôme?

D'ANDRÉA.

Bien entendu, j'ai un diplôme.

CHIARCHIARO.

Parbleu! Eh bien! je veux le mien, moi aussi. Mon diplôme de jettatore. Et tout ce qu'il faut de papier timbré. Le timbre légal. Jettatore diplômé de la Cour.

D'ANDRÉA.

Bon, et après? Je te répète, à quoi ça te servira-t-il?

CHIARCHIARO.

A quoi? Mais vous êtes donc tout à fait bouché? Mais je le fais imprimer sur mes cartes de visite! Croyez-vous donc que ce ne soit rien? Un diplôme! Un diplôme! J'aurai un état, songez donc! Monsieur le juge, je suis un homme assassiné. Je suis un pauvre père de famille. Je travaillais honnêtement. On m'a flanqué à la porte et jeté sur le pavé comme jettatore. Sur le pavé avec ma femme paralytique, au lit depuis trois ans, et deux petites, monsieur le juge, qu'elle ne peut regarder sans pleurer, pauvres enfants, chaque fois qu'elle les voit, de la peine qu'elles lui font. Jolies comme des cœurs. Mais qui voudra d'elles à présent? Ce sont mes filles, vous comprenez? Savez-vous de quoi nous vivons à nous quatre, monsieur le juge? Nous mangeons le pain que mon fils se retire de la bouche, et il a déjà une famille de trois mioches à nourrir. Croyez-vous que cela puisse durer, ce sacrifice? Non, monsieur le juge. Il ne me reste plus qu'à faire le métier de jettatore.

D'ANDRÉA.

Et après ?

CHIARCHIARO.

Et après ?

D'ANDRÉA.

Qu'est-ce que ça vous rapportera ?

CHIARCHIARO.

Ce que ça me rapportera? Je vais vous le dire tout de suite. En attendant, comme vous voyez, je me suis déjà combiné ce costume. A faire peur, n'est-ce pas? Cette barbe, ces lunettes... Dès que vous m'aurez décroché mon diplôme, je me mets en campagne. Vous disiez donc?... Mais non, si vous me faites parler, c'est que vous êtes mon ennemi.

D'ANDRÉA.

Moi? Jamais de la vie!

CHIARCHIARO.

Mais si! Vous vous obstinez à refuser de croire à mon pouvoir. Heureusement que les autres y croient. Tout le monde y croit, Dieu merci. La voilà, ma fortune! Il y a tant de maisons de jeu dans ce pays! Je n'aurai qu'à me présenter. Pas besoin

de dire un mot. Le patron, les clients, se dépêcheront de me graisser la patte pour me faire déguerpir et débarrasser le plancher. Alors je me mettrai à bourdonner comme une guêpe autour des usines. J'irai me camper devant les boutiques, tantôt l'une, tantôt l'autre. Voici un joaillier : vite, devant la vitrine. Je me plante, comme ceci ; je me mets à dévisager les passants, comme ceci. Qui voulez-vous, après cela, qui entre acheter dans cette boutique ou qui s'arrête à l'étalage ? Voilà le patron qui sort et qui me coule dans la main trois lires, cinq lires, peut-être, pour que je consente à m'écarter et à me poster en sentinelle devant la concurrence. Vous saisissez ? Ce sera une espèce de taxe, un impôt que je lève sur nos contemporains.

D'ANDRÉA.

La taxe de la superstition.

CHIARCHIARO.

De la superstition ? Mais pas du tout, mon cher monsieur, une assurance sur la vie ! J'ai tant de bile et tant de haine accumulées dans l'âme contre cette chienne d'humanité, que je crois vraiment, monsieur le juge, avoir dans ces yeux-là de quoi faire crouler sur ses fondements une ville entière. Prenez garde, pardieu ! prenez garde ! Hein ! Vous voilà pétrifié comme une statue de sel.

En effet, d'Andréa, pris d'une pitié profonde, le contemple d'un air stupéfait.

Allons, dépêchons-nous, instruisez-moi, dare dare, ce procès qui fera époque, et arrangez-vous pour que ma partie soit acquittée faute de charges, pour inexistence de délit : cela signifiera pour moi la reconnaissance officielle de mon état de jettatore.

D'ANDRÉA, se levant.

Votre diplôme ?

CHIARCHIARO, se campant dans une pose grotesque et frappant le sol de sa canne.

Mon diplôme, oui, monsieur.

Il n'a pas fini de parler que la fenêtre s'ouvre sans bruit, comme mue par un souffle d'air, pousse le guéridon et la cage et les renverse avec fracas.

D'ANDRÉA.

Ah! mon Dieu! mon oiseau! mon chardonneret! Ah! mon Dieu! il est mort... il est mort... le seul souvenir que j'avais de ma mère... mort, mort...

A ses cris, la porte s'ouvre et les trois juges se précipitent avec Maranca : tous s'arrêtent interdits à la vue de Chiarchiaro.

TOUS, ensemble.

Quoi? Qu'y a-t-il?

D'ANDRÉA.

Le vent... la fenêtre... mon oiseau...

CHIARCHIARO, avec un cri de triomphe.

Le vent! la fenêtre! Allons donc!... C'est moi! Quand je vous dis que c'est moi! Il ne voulait pas me croire, je lui ai bien donné la preuve. Moi! Moi! (Et, à la terreur de tous les assistants, qui s'écartent avec épouvante.) Et vous aussi, vous mourrez tous les uns après les autres!

TOUS, protestant, suppliant, jurant à la fois.

Par votre salut éternel!... La langue te sèche dans la bouche!... Jésus, mon Dieu!... Je suis père de famille...

CHIARCHIARO, impérieux, tendant la main.

Alors, la taxe. Payez tous!

LES TROIS JUGES, font le geste de fouiller dans leurs poches.

Voilà, voilà. Tout de suite, mais allez-vous-en, fichez le camp pour l'amour de Dieu!

CHIARCHIARO, exultant, se retourne vers d'Andréa, la main toujours tendue.

Eh bien! qu'est-ce que vous en dites? Et je n'ai pas encore mon diplôme!... Allons, dépêchez-vous de m'instruire mon procès... Me voilà riche! Me voilà riche!

LUIGI PIRANDELLO.

CHEZ LES
LATINS D'AMÉRIQUE
ARGENTINE ET URUGUAY

III [1]

LES INFLUENCES FRANÇAISES

L'ACTION ÉCONOMIQUE

A côté des traditions, il est des influences présentes dont l'action s'exerce quotidiennement et qui entretiennent là-bas un courant de vie latine et française. Le moment est venu de les étudier.

A vrai dire, bien que j'aie recueilli moi-même sur ce point, comme sur tous les autres, des impressions personnelles, je serais presque tenté de renvoyer le lecteur à quelques travaux récents d'une incontestable valeur et surtout au petit volume, bourré de faits exacts et bien présentés, de M. Georges Lafond : *La France en Amérique latine* (2). Les quelques emprunts que je me permettrai de faire à cette dernière étude ne dispenseront nullement de la lire ceux qui voudront approfondir le sujet.

Il est malheureusement hors de doute que notre action économique en Argentine, ou en Urugnay, est fort loin d'égaler notre influence intellectuelle, et même qu'elle n'est plus à la hauteur de ce qu'elle fut en d'autres temps. Est-ce mauvaise volonté de la part de ces nations? Non. Est-ce faute d'initiative de la part

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 novembre.

(2) Dans la collection : Les Problèmes d'aujourd'hui. Librairie Plon, 1922. — Du même auteur, *l'Effort français en Amérique latine*. Librairie Payot

de bon nombre de Français? Pas davantage. Industriels, commerçants et financiers de notre pays ont grandement coopéré à l'essor économique de l'Argentine : des initiatives analogues pourraient encore s'exercer aujourd'hui, si elles étaient encouragées et soutenues.

Dans ces pays nouveaux, abondants en ressources naturelles, trois éléments sont nécessaires à la mise en valeur de ce fond de richesse : le peuplement, l'outillage économique, le commerce des matières premières et des produits manufacturés. Or, — et telle est précisément la thèse qu'établit fortement M. Georges Lafond, — ces trois facteurs essentiels, la France les a libéralement accordés, et même en proportion plus élevée que ses concurrents.

Pour le peuplement, je l'ai montré au début même de cette étude, elle vient immédiatement après l'Italie et l'Espagne, bien avant l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis. Sans doute, la guerre a interrompu le courant d'immigration en Argentine; il ne s'est rétabli d'une façon active qu'en 1922, avec 64 312 immigrants, défalcation faite de ceux qui sont retournés en Europe. Quel est, sur ce chiffre total, le nombre des Français, je n'ai pu le savoir; mais il est infiniment probable que, en raison de la cruelle saignée que nous avons subie et de notre natalité trop faible, l'apport présent de la France demeure fort inférieur à celui d'autrefois.

Dans la création de l'outillage économique et la participation financière, la France n'est dépassée que par la seule Angleterre.

Pour le commerce, après avoir occupé le second rang, et même le premier, s'il s'agit du petit commerce local, grâce à nos nationaux tenant les magasins de l'intérieur, nous voici tombés au quatrième. Pourquoi? On invoque nos difficultés économiques intérieures, la loi de huit heures, les grèves, l'élévation des prix de revient. C'est entendu. Mais, depuis 1918, tous nos concurrents européens se trouvent, à peu de chose près, exposés aux mêmes inconvénients. La vérité est que l'État, la banque et l'industrie françaises ont à peu près abandonné nos commerçants. Comme traditionnellement les marchandises vendues dans les *tiendas*, mercerie, tissus, vêtements, parfumerie, etc., étaient des marchandises françaises, les étrangers se sont mis, sans nul scrupule de leur part et sans opposition de la nôtre, à vendre sous le nom d'*articles français*

des articles fabriqués en Angleterre, en Allemagne, ou ailleurs.

Tout conspire à donner aux Argentins l'idée que notre commerce est en décadence et que la France d'aujourd'hui ne contribue que médiocrement à la richesse de leur pays. Ainsi les statistiques sont dressées d'après les compagnies maritimes qui ont opéré le transport : conclusion, toute marchandise de France, transportée par des bateaux anglais, hollandais, allemands, figure au compte de ces pays. Souvent nos maisons françaises de Buenos-Ayres, de Montevideo, ou d'autres grandes villes, à plus forte raison celles des petites villes, se cachent sous une enseigne espagnole, ce qui, à la rigueur, se comprend, mais, ce qui ne se comprend pas, sous une enseigne anglaise, ou même allemande ; rien n'indique leur origine. Nous n'osons pas risquer; nous nous établissons petitement, alors que les maisons anglaises et nord-américaines étalent de brillantes façades et de pompeuses enseignes. J'ai visité à Buenos-Ayres la succursale d'un de nos plus grands magasins parisiens; j'y fus reçu avec une extrême bonne grâce: tous les échantillons présentés étaient jolis et de bon goût; comment les intéressés n'ont-ils point fait en sorte de mettre à la disposition de leurs représentants un local spacieux, avec devanture sur la rue, éclairage abondant?

Autre défaut : dans les entreprises les plus françaises, peu de personnel français; de timides gérants, les vrais chefs restant en France et exigeant qu'on les consulte sans cesse.

Les Chambres de commerce françaises en Amérique, notamment, à la fin de 1920, celle de Buenos-Ayres, ont signalé dans de remarquables rapports les mesures propres à relever notre expansion économique. On ne les écoute guère.

Ces considérations générales une fois émises, serrons d'un peu plus près la question et voyons, au triple point de vue des moyens de communication, de la mise en valeur des richesses naturelles, de la participation industrielle et financière, quelle a été, quelle est et quelle pourrait être la part de la France?

Jusqu'à la guerre de 1914, les services de transports maritimes français vers l'Amérique du Sud étaient, il faut l'avouer, insuffisants, dédaignés de l'étranger et même de nos plus riches nationaux. Jules Huret commence son grand ouvrage sur la République argentine par une diatribe contre les bateaux français et voyage sans scrupule sur un bateau allemand, dont il

chante les mérites; M. Clemenceau préfère les italiens; il s'embarque à Gènes sur le *Regina Elena*, pour revenir sur le *Principe Umberto*.

Aujourd'hui, hâtons-nous de le dire, de sérieux efforts ont été faits par nos Compagnies et notre pavillon figure avec honneur à Bahia, à Rio de Janeiro, à Santos, à Montevideo, à Buenos-Ayres. Les trois Compagnies qui desservent ces escales, les *Chargeurs réunis*, les *Transports-maritimes*, la *Sud-Atlantique*, ont compris qu'à se faire concurrence et à se disputer la clientèle, elles n'obtenaient, après quelques avantages momentanés, que de durables déboires; elles se sont donc entendues pour combiner leurs services et satisfaire la clientèle par des voyages fréquents et réguliers de Bordeaux, de Marseille, et même du Havre, à Buenos-Ayres. Aux passagers avides de luxe, elles offrent le *Lutetia* et le *Massilia*. Ceux qui ne se croient pas déshonorés par un voyage sur un bateau de second ordre se contenteront, comme M. Le Goffic et moi, du *Plata*, du *Mendoza*, ou du *Valdivia* et s'y trouveront fort bien. Ils auront en outre la patriotique satisfaction de penser que le navire qui les porte ne tend pas, comme les navires de luxe, à ruiner la Compagnie. Il ne me sera pas défendu d'exprimer le vœu que les commandants des bateaux se montrent un peu plus sévères, en ce qui concerne la tenue de certains passagers et surtout de certaines passagères; il y va de la réputation de nos lignes françaises.

Au moment où nous accomplissions tout vulgairement par mer le voyage de Buenos-Ayres, le sujet de toutes les conversations était l'établissement prochain de communications aériennes rapides entre l'Europe et l'Amérique latine. Une mission d'aviateurs français, à la tête de laquelle brillait notre glorieux et sympathique capitaine Fonck, avec qui j'ai eu le plaisir de revenir en France, étudiait à Dakar, à Rio, à Buenos-Ayres, la création d'un service par avions entre Toulouse, le Brésil et l'Argentine. Déjà, d'autre part, une société hispano-allemande était formée, avec un capital de plus de cent millions de pesetas, pour l'exploitation d'une ligne Séville-Buenos-Ayres, au moyen de dirigeables rigides. Chaque ballon pourrait transporter 40 hommes d'équipage et 60 passagers; le trajet se ferait en quatre jours, au prix de 8 000 pesetas. Ne nous laissons pas devancer!

Quelle a été la part des Basques et des Pyrénéens, tant fran-

çais qu'espagnols, dans la mise en valeur de la première des richesses de l'Argentine, le troupeau, je l'ai brièvement indiqué et je n'y reviendrai pas. Mais je veux au moins noter à notre actif les efforts faits depuis quelques années pour introduire en Argentine et en Uruguay les meilleures races françaises, normande, bretonne et charolaise, à côté des races anglaises, en particulier celle de Durham, encore de beaucoup les préférées.

Faut-il rappeler que c'est un Français, le chimiste nîmois, Cambacérès, disciple de Chevreul, qui a fait sortir l'industrie de la viande de l'état rudimentaire? que c'est un ingénieur français, Tellier, qui, inventeur du froid artificiel, assura la conservation de la viande par les procédés scientifiques qu'appliquèrent, dès 1873, des sociétés anglaises et nord-américaines? qu'un autre Français, M. Carré, en 1877, trouva le moyen de congeler la viande grâce au froid intense obtenu par l'évaporation de l'ammoniaque? que ce fut encore un Français, M. Eugène Terrasson, qui fonda en Argentine le premier établissement pour la préparation des viandes destinées à l'exportation? que nous pouvons encore revendiquer, car il est Français d'origine, l'Argentin basque Sansinena, fondateur de la première grande usine frigorifique de la République argentine? enfin que, malgré son nom, la fameuse Compagnie du Liebig n'est pas allemande, mais franco-anglaise?

Elle compte deux usines : l'une, la plus ancienne, à Fray-Bentos, sur la rive gauche de l'Uruguay, dans la république de ce nom, l'autre, la plus moderne, sur la rive droite, à Colon, en Argentine. Parmi nos compagnons de voyage, au retour, se trouvait le directeur technique de cette seconde usine, un homme énergique et intelligent, de qui la conversation m'a beaucoup appris, M. Bernard Roux, l'inventeur du produit aux multiples réclames, le *Viandox*. M. Bernard Roux est le fils d'un boucher français; il a fait ses études à Paris, aux Arts et Métiers; il travaille autant qu'il le peut en faveur de notre pays. En son usine de Colon, tout est disposé pour simplifier la main d'œuvre et diminuer les transports. On y fabrique de l'extrait de viande et des conserves, le corned-beef et la langue de bœuf. La Compagnie ne possède pas moins de 300 000 hectares de prés; elle en loue 200 000 autres, destinés à la nourriture de ses troupeaux qui se chiffrent par près de 300 000 bœufs et vaches, 100 000 moutons, 13 000 chevaux et mules. On tue dans les

deux établissements, pendant les six mois que dure l'activité de l'usine, environ 350 000 bœufs.

Voilà donc une industrie, puissante entre toutes, dont la plupart des origines sont françaises. Or elle se trouve à présent presque exclusivement entre les mains des trusts britanniques et yankees. Par une véritable aberration, c'est en Angleterre que la France achète à peu près toute la viande frigorifiée d'Argentine, ce qui nous la fait payer beaucoup plus cher et produit en outre ce résultat que les Argentins ne nous savent aucun gré d'achats qui leur paraissent provenir uniquement de la Grande-Bretagne. Ils ne connaissent guère de nous que les récriminations de nos éleveurs et de nos bouchers contre la viande frigorifiée, congelée ou refroidie. Or, comme, en ce moment, le commerce de ces viandes traverse une crise, ils attacheraient un grand prix à ce que des accords fussent conclus avec la France, qui leur permettraient d'écouler le surplus de leur production. Bien réglées, ces importations ne porteraient aucun préjudice à nos éleveurs ; la consommation de la viande serait augmentée chez nous ; l'amitié de la France et de l'Argentine se trouverait plus consolidée que par beaucoup de discours et de missions, même théâtrales.

Après l'Australie, l'Argentine est le premier pays producteur de laine. Depuis la fin de 1921, le marché de la laine, qui avait été un des premiers atteints par la crise économique mondiale, a repris une grande fermeté. En France, les importations de laine, pendant les huit premiers mois de l'année 1922, ont atteint 2 369 235 quintaux, contre 567 086 quintaux pendant la période correspondante de 1921. Les énormes stocks accumulés en 1919 et 1920 ont été à peu près liquidés. Mais, si la France a très sensiblement augmenté ses achats, elle a été, sur ce point, fort dépassée par l'Allemagne.

La caractéristique actuelle de l'Argentine, dans l'ordre économique, me paraît être la mise en culture d'importantes étendues de terres, enlevées au pâturage. A cette transformation, féconde en conséquences de toute sorte, la France a-t-elle une part appréciable ? Avouons-le : nos compatriotes ont fondé peu de colonies agricoles dans cette partie de l'Amérique du Sud. On n'en voit guère parmi les grands producteurs de blé. Or cette production est maintenant très supérieure à ce qu'elle était avant la guerre. De 1917 à 1921, la récolte dépassa 50 mil-

lions de quintaux. A partir de 1921, la production du blé étant redevenue presque normale dans la plupart des pays européens, et le Gouvernement argentin ayant frappé l'exportation d'une surtaxe, la superficie ensemencée a été quelque peu diminuée.

Les Français ne se sont pas cependant montrés totalement inactifs; ils ont même pris d'intéressantes initiatives, la culture de la luzerne par exemple, et celle de la vigne ; l'exploitation commerciale de la canne à sucre dans certaines provinces, celle des *yerbales*, comme le maté, ou de bois, comme le *quebracho*. La principale région viticole de l'Argentine s'étend au pied des Andes, de Mendoza à San-Juan, sous la même latitude que Santiago du Chili, Buenos-Ayres ou Montevideo. Mais le climat est plus sec et on supplée à l'insuffisance des pluies par un système d'irrigation bien combiné qui distribue dans la plaine l'eau des torrents. Les grands propriétaires ont fait appel à des vignerons français de la Bourgogne, du Bordelais, surtout de l'Aude et de l'Hérault. Ils y ont apporté leur savoir-faire, et même quelques-unes de leurs passions politiques et religieuses. Les circonstances aidant, ils sont devenus d'assez rudes concurrents pour leurs frères de France.

L'Argentine et l'Uruguay, en effet, consomment assez peu de vin; les éléments autochtones, restés fidèles aux mœurs des ancêtres, le sont demeurés aussi aux boissons nationales; le maté, absorbé en abondance, leur suffit. Seules les populations latines, ou fortement latinisées, et encore uniquement, parmi celles-ci, les classes supérieures, recourent au vin. On en boit avec modération ; l'ivresse est considérée comme un vice ignoble ; là-bas, les prohibitions ne sont pas nécessaires comme aux États-Unis. Pour tous, la boisson ordinaire est l'eau.

Rarement, on invite l'étranger à la maison; on le reçoit au cercle, ou à l'hôtel. Ces établissements sont donc les seuls gros acheteurs de vin. Jusqu'à la guerre, ils en demandaient beaucoup à la France ; de 1914 à 1918, ils ont appris à se passer de nous. Mendoza fabrique à volonté du Sauterne, du Médoc, du Chablis, voire du Champagne, qui trompent le consommateur vulgaire et lui ôtent toute envie de s'approvisionner en France, où le vin de même dénomination lui serait vendu à plus haut prix. Encore faudrait-il y ajouter de lourds droits de douane. Bref, dans ces dernières années, l'importation française est tombée au-dessous de 4 000 barriques. Il semble que le Gouvernement

pourrait réagir, par un traité de commerce, contre des droits de douane excessifs et contre la fraude. Les syndicats bordelais, bourguignons, champenois, devraient, de leur côté, protester plus énergiquement contre les appellations fausses et obtenir de l'État une protection efficace, d'autant que ces falsifications ruinent la réputation de nos vins et finiront par les faire dédaigner, sauf de quelques riches connaisseurs qui, sachant à quoi s'en tenir, persisteront à se fournir en France (1).

Le 14 septembre dernier, en compagnie de quelques bons Pères de Lourdes, je quittais de bonne heure le collège de Tucuman pour me rendre à San-Pablo, où nous devions visiter la fabrique de sucre de MM. Nouguès. La veille, un soleil printanier nous avait enchantés; ce matin-là, c'était l'orage, les chemins détrempés, la vue des montagnes dissimulée par des nuages épais : l'excursion dans cette riche et riante campagne en fut un peu gâtée. Les Nouguès sont une famile française de la région pyrénéenne de la Haute-Garonne, des environs de ce bourg de Saint-Béat où, me trouvant avec mon père en 1889, j'entendais conter les aventures des « Américains, » car chaque famille avait, au delà de l'Océan, quelque représentant. La plupart revenaient au pays natal finir leurs jours. Les Nouguès étaient restés. Parti en 1827, l'aïeul, fougueux bonapartiste qui, sans doute, ne pouvait supporter les Bourbons, avait porté dans la plaine de Tucuman, au milieu de ses plantations de cannes à sucre, le culte de Napoléon; chaque année, au 15 août, il gratifiait ses ouvriers d'un feu d'artifice; ses descendants font comme lui et, si nombreuse que soit devenue la population de San-Pablo, le chef de la maison lui offre, au jour traditionnel, un copieux banquet et de multiples réjouissances; un superbe buste de Napoléon vous accueille à l'entrée de la maison. La famille n'est pas moins fidèle à ses traditions chrétiennes et françaises; son chef actuel a dix enfants, fort bien élevés; ils apprennent le français en même temps que l'espagnol; la plus jeune, qui n'a que trois ans, me récite une fable et parle notre langue comme une petite Française. Le père nous fait visiter lui-même son vaste établissement; toutes les machines sont de France, fabriquées à Fives-Lille; nous assistons à toutes les opérations par lesquelles la botte de cannes à

(1) Voir sur cette question, dans *France-Amérique* 1922, les intéressants articles de MM. Jules Lefaivre et Georges Chabaud.

sucre, saisie dans le char qui l'apporte et jetée sur un tapis roulant, passe sous les meules, laisse couler son jus que des pompes élèvent dans des récipients divers (tandis que la paille et les éléments ligneux vont directement au four pour servir de combustibles), et sort enfin sous la forme d'un sucre très blanc et fort agréable. On en fabrique ainsi un nombre considérable de tonnes par jour.

Nous avions visité la fabrique des Nouguès à San-Pablo; M. Clemenceau avait visité celle d'un autre Français, M. Hilleret, dans la même région, à Santa-Ana. Comme nous, il avait été reçu « en magnificence dans une hospitalière maison, où se révélait le goût d'un architecte parisien. »

L'industrie sucrière en Argentine ne remonte pas à un siècle; en 1921, elle a fourni 193 000 tonnes de sucre, dont 165 000 pour la seule province de Tucuman.

En cette même province, nous rencontrâmes un autre Français, M. Honoré Barot, qui y conduit, ainsi que dans les provinces de Santiago del Estero et de Salta, d'importantes exploitations de bois.

Les journaux nous apportaient, il y a peu de mois, la triste nouvelle de la mort accidentelle d'un des plus éminents Français de la République argentine, le baron Frédéric Portalis, vieillard séduisant et toujours actif, dont l'accueil infiniment courtois m'avait ravi. Ce Français n'était pas un timide : aidé de ses frères, il avait déjà lancé plusieurs affaires de première importance, lorsqu'avec quelques associés il prit l'initiative de l'entreprise de la *Florestal du Chaco*, la plus grande qui soit en Argentine et qui, pour l'importance financière, se classe la première après les compagnies de chemins de fer. Entreprise type, a-t-on dit, réunissant toutes les conditions de succès : étendue immense de forêts inexploitées, richesse de ces forêts en bois de *quebracho*, richesse de ce *quebracho* en tanin, facilités d'exploitation et d'exportation, grâce au chemin de fer français de Santa-Fé et au Rio Parana.

Un jour, un ouvrier tanneur de Buenos-Ayres avait remarqué la couleur de rouille et la qualité de l'eau où trempaient des blocs de *quebracho* abandonnés sur les quais. Le bois, apporté des forêts du Nord, n'était alors recherché que pour son extrême dureté et son imputrescibilité. A la suite d'une exposition forestière à Buenos-Ayres, un Français, M. Adrien Prat,

envoyait à M. Ernest Dubosc, fabricant d'extraits de bois au Havre, du *quebracho* rouge ; M. Dubosc se faisait délivrer, l'année suivante, un brevet de quinze ans pour la fabrication de l'extrait de *quebracho*.

Vers 1878, on proposait à M. Portalis le droit de coupe sur une dizaine de lieues de forêts de *quebracho;* il accepta. En 1902, l'affaire étant déjà prospère, M. Portalis consentit à s'associer avec un Allemand, M. Harteneck, qui était avec lui le principal concessionnaire des forêts de Santa-Fé ; ainsi se forma la *Société florestal du Chaco.* Un autre Allemand, M. Renner, qui, à Hambourg, fabriquait de l'extrait tannique avec le bois importé, étant entré dans la Société, celle-ci connut des dividendes de 30 pour 100. En 1905, elle voulut avoir ses chemins de fer à elle, ses bateaux et de nouvelles usines. Alors les capitaux anglais entrèrent en scène ; de 12 millions de francs, la Société fut portée à un million et demi de livres sterling, en 1912 ; mais de franco-allemande, elle devint anglaise. « Pourquoi votre Société est-elle anglaise ? » demandait-on à M. Portalis. Et lui de répondre : « C'est que je n'ai pu la former en France (1). » Voilà donc une admirable affaire qui aurait pu demeurer française et qui n'a trouvé de soutiens qu'en Allemagne d'abord, puis en Angleterre. Le cas n'est malheureusement pas unique.

Situation d'autant plus fâcheuse que l'épargne française a prêté à l'Argentine au moins quatre milliards de francs, avant la guerre de 1914. En 1911, il a été émis en Europe pour ce pays 1 053 339 023 francs ; la part de la France a été de 618 847 660 francs, soit 58,75 pour 100 ; celle de l'Angleterre, de 368 829 525 francs, soit 35,02 pour 100 ; France et Angleterre ensemble, 93,77 pour 100. S'il faut en croire les prévisions de M. Georges Lafond, Paris semble destiné à rester le grand marché financier de l'Argentine. Les efforts faits par les États-Unis ne paraissent pas en effet devoir être couronnés de succès, parce que les procédés de la banque nord-américaine déplaisent comme attentatoires à la souveraineté des États débiteurs dans l'Amérique du Sud.

Pour que la France continue son concours, il importe naturellement que les engagements antérieurs soient scrupuleuse-

(1) Jules Huret, *En Argentine*, t. I, p. 311.

ment respectés dans leur esprit et dans leur lettre. Nul n'ignore qu'un grand nombre d'États ou de sociétés ont lancé en France, avant 1914, des emprunts libellés en or. La question s'est posée si ces États ou sociétés étaient tenus de payer en or les porteurs français, coupon et remboursement du capital, ou s'ils pouvaient s'acquitter en francs-papier. L'Argentine et l'Uruguay, aussi bien que le Chili, ont reconnu leur devoir de payer en or. Au contraire, certaines provinces argentines, celles de Buenos-Ayres, de Mendoza et de Tucuman, prétendent s'acquitter en papier. L'association nationale des porteurs français de valeurs mobilières a naturellement protesté; un groupement des obligataires intéressés a pris comme avocat M. Bioy Sarmiento, avocat de la légation de France à Buenos-Ayres. Il y a lieu d'espérer que nos justes revendications triompheront. L'intérêt bien entendu des États emprunteurs y est engagé tout comme leur honneur.

Le génie de notre pays ne s'est guère moins dépensé que l'argent français dans la création de l'outillage économique argentin.

Si peu connaisseur que je puisse être en matière de travaux publics et si accablé que je fusse ce jour-là par le nombre des réunions, des discours et des lunchs, avec quelle patriotique fierté je me laissai conduire tout le long des quais de Rosario dans le joli bateau de la Société du port ! Quais nationaux, nouveaux quais d'importation, quais de cabotage, quais d'exportation, sur une longueur de plusieurs kilomètres. Au-dessus des quais, la haute falaise qui borde le Parana, déjà large comme un bras de mer, semé d'îles de toutes dimensions, dont quelques-unes sont des îles flottantes, formées des débris arrachés aux grandes forêts, et qui parfois transportent, bien malgré eux, des animaux sauvages et féroces. A trente mètres au-dessus des eaux, sur le plateau de la falaise, les dépôts de marchandises et de grains, les moulins, les greniers. Plus près du bord, les élévateurs et les silos par où se précipitent dans les bateaux accostés les sacs de grains, semblables à des porcs qui courraient les uns après les autres, à raison de 800 tonnes à l'heure. Toutes les lignes de chemins de fer aboutissent au port; les navires de fort tonnage peuvent jeter l'ancre près de la gare du Central argentin; la quantité de grains exportée excède souvent 10 000 tonnes par jour. Or ces travaux magnifiques, auxquels

est due la prospérité toujours croissante de Rosario, sont l'œuvre de la compagnie française Hersent et Schneider, et c'est un Vendéen, M. Flandrois, qui en dirigea l'exécution.

L'immense succès de cette entreprise ne pouvait qu'être une prestigieuse réclame pour les constructeurs français. En 1910, le port de Quequen fut concédé à la Société des grands travaux de Marseille; celui de Mar del Plata à MM. Allard, Dollfus, Sillard et Wirriot; un peu plus tard, celui de Bahia Blanca, à la Régie générale des Travaux publics pour le compte d'une compagnie commerciale.

Lorsqu'au matin du 7 septembre, au moment de me séparer de mon cher compagnon de route, M. Le Goffic, je pénétrai dans la gare de Rosario, pour y prendre le train qui devait me conduire à Santa-Fé, tout était pavoisé; la locomotive, ornée de drapeaux et de branchages, semblait habillée aux couleurs de France et d'Argentine. De nombreux Français nous entouraient; à mi-chemin, le haut personnel de la Compagnie montait dans le wagon-salon qui avait été mis à notre disposition; les noms de tel ou tel éveillaient en moi de chers souvenirs. La Compagnie des chemins de fer de la province de Santa-Fé qui exploite près de 2000 kilomètres n'est-elle pas toute française? Françaises aussi, celles de Rosario à Puerto-Belgrano, de la province de Buenos-Ayres, de Meridiano-Quinto et de Midland, qui en exploite plus de 3000. Et non moins françaises la Compagnie du gaz de Rosario, la Compagnie d'électricité de la province de Buenos-Ayres.

Au lendemain du Congrès de Cordoba, après avoir admiré la superbe promenade de Las Heras qui domine la ville, œuvre d'un Français, M. Blacque-Delaire, aujourd'hui directeur général des parcs et promenades, nous résolûmes d'employer les quelques heures qui nous séparaient du départ de notre train à aller voir le célèbre barrage, ou *Dique de San Roque* qui, à une dizaine de lieues de Cordoba, contient les eaux d'un lac artificiel, le premier du monde, sinon par la superficie, du moins par la masse de ses eaux : 260 millions de mètres cubes! Munis de provisions comme pour un long voyage, nous nous engageons dans la Sierra; nous passons par la petite ville d'Alta Gracia, vieux village où l'église et le cloître de l'ancien couvent des Jésuites attirent l'attention, et qu'entourent quantité de maisons de plaisance très gracieuses et très modernes. Nous

traversons rapidement d'immenses espaces aptes à la culture ; nous pensons avec tristesse que, dans notre Europe, on se dispute avec âpreté la moindre parcelle de terrain et qu'il y a tant de place ici ! Quelle rage pousse les hommes les uns contre les autres, alors qu'ils trouveraient un tel profit à s'entendre pour peupler et pour exploiter enfin la terre habitable ! Mais nos réflexions ne convertiront vraisemblablement personne. Enfin nous voici dans la haute vallée du Rio Primero et bientôt dans la chambre de manœuvre située au milieu du mur de soutien, d'où nous contemplons la chute des eaux. Ce mur, long de 154 mètres, repose sur le roc et s'appuie aux deux versants du ravin. La console qui limite la partie supérieure des fondations a près de 45 mètres d'épaisseur, le mur lui-même près de 30 mètres à la base et 5 au couronnement. Les canaux dérivés du lac peuvent irriguer 90 000 hectares. De ce travail de géant, deux ingénieurs français, MM. Dumesnil et Casaffouth, furent les auteurs au temps du président Juarez Celman qui avait été gouverneur de Córdoba. De quelles difficultés, de quelles persécutions même à certaines heures ne durent-ils pas triompher ? Un modeste monument reconnaît aujourd'hui le service de nos habiles et vaillants compatriotes.

La preuve est faite : ni le génie, ni l'argent français n'ont fait défaut à l'Argentine. Que faut-il donc pour regagner aujourd'hui le terrain que nous avons perdu depuis un certain nombre d'années ? Aux entreprises françaises, des noms français, des directeurs français, un personnel français ; former en France ce personnel ; établir à Buenos-Ayres et dans les principales cités des banques françaises, afin que le secret de toutes nos affaires, fabrication, prix, liste de clients, ne soit plus livré à l'étranger ; effectuer directement nos achats ; enfin obtenir de l'État un concours moral plus actif, à l'occasion même un concours financier. A ce prix seulement, la partie économique ne sera pas définitivement perdue pour nous.

L'INFLUENCE SPIRITUELLE. — LES COLLÈGES

La principale influence de la France, déjà je l'ai laissé entendre, est celle qui s'exerce dans l'ordre spirituel : j'emploie ce mot à dessein, celui d'intellectuel étant encore un peu restreint ; c'est de beaucoup la plus belle part de notre domaine.

Là même où notre influence économique et politique s'est atténuée, l'autre demeure.

Cette emprise de la pensée française sur la pensée sud-américaine remonte à l'origine même du mouvement révolutionnaire de 1810 et depuis lors elle n'a jamais cessé. Les uns s'en réjouissent, et ce sont les plus nombreux, les autres s'en plaignent, mais tous l'avouent. « Notre révolution américaine et les idées françaises sont liées depuis leur origine, écrit Alberdi. Nous devons à la science française nos inspirations de liberté et d'indépendance. Sa langue, sœur de la nôtre, la clarté et l'abondance de ses bons livres, ainsi que l'identité de culte religieux, feront toujours de la France un peuple d'une immense influence dans cette partie de l'Amérique (1). » Paroles auxquelles répondent, à une époque beaucoup plus récente, celles de M. Enrique Larreta qui, devenu, à la fin de 1910, le représentant de l'Argentine à Paris, se plaisait à rappeler que la civilisation de sa patrie s'était appuyée, au temps de ses premiers pas, sur le génie civilisateur de la nôtre. Même hommage sur les lèvres de M. Buero, ministre des Affaires étrangères, recevant en 1921 à Montevideo le général Mangin.

« Si Paris va à la messe, me disait-on parfois en Argentine, Buenos-Ayres ira à la messe. » Forme pittoresque, un peu paradoxale, donnée à une opinion très générale. Ce qui suffirait, pour le dire en passant, à démontrer l'extrême maladresse de ceux des catholiques qui s'acharnent à dénoncer le prétendu athéisme des Français.

Comment donc s'exerce et se maintient cette action de notre pays?

Par nos écrivains, par les missions que nous envoyons, par quelques institutions permanentes, dont les unes groupent les Français, dont les autres attirent les Argentins, enfin par nos collèges.

Quand je dis nos écrivains, je n'ai garde de parler uniquement des seuls littérateurs. Nos livres de droit, de médecine, de philosophie, de science, constituent le fond des bibliothèques universitaires et servent de base à l'enseignement public. Cependant, les livres allemands, surtout pour la médecine et

(1) Juan B. Alberdi, *Étude politique. Examen des idées de F. Frias, etc..*; cité par Otero, *La Révolution argentine*, p. 2.

les sciences appliquées, sont nombreux; ceux des maîtres qui se sont formés en Allemagne s'en inspirent; mais peu d'Argentins savent l'allemand. La plupart des livres de classe sont traduits du français, quelques-uns même en notre langue. A Montevideo, on me fit observer que souvent, par malheur, on suit nos écrivains et nos penseurs sans discernement, attribuant fréquemment une autorité considérable à des auteurs très secondaires.

Aussi discrètement que je l'ai pu, avec fermeté cependant, j'ai signalé à l'Académie française, dans mon discours sur les prix de vertu, les griefs des étrangers les plus honnêtes et les plus sérieux contre un trop grand nombre de nos dramaturges et de nos romanciers. « Non seulement, me disait-on souvent, ils font juger très sévèrement votre société, mais ils contribuent à corrompre la nôtre. Les pièces que vous faites jouer chez nous, et, qui plus est, sous prétexte de propagande, peuvent bien attirer un public viveur et frivole, mais elles vous déshonorent et elles nous nuisent. Ne vous étonnez pas si de rudes protestations se font entendre! » Déjà, j'ai publié celle que les femmes les plus distinguées de Montevideo avaient remise entre mes mains. Ni mon appel, ni celui du général Mangin ne paraissent avoir trouvé d'écho. A l'heure où j'écris ces lignes, un prêtre éclairé et grand ami de la France m'apprend que, devant les scandaleuses représentations données par la dernière troupe envoyée de notre pays, l'autorité ecclésiastique argentine se trouve obligée d'intervenir et de condamner!

Ces tournées théâtrales, qui pompeusement se qualifient de missions, font donc plus de mal que de bien, telles qu'elles sont conçues. Que l'on daigne y veiller! Grâce à Dieu, il en va autrement des missions scientifiques, littéraires, artistiques d'un caractère sérieux, que le Gouvernement français a patronnées. Elles attirent l'attention et réveillent l'opinion. Qu'il me soit permis de faire observer cependant que ce que l'on a appelé « les missions de propagande » me paraissent avoir fait leur temps; elles lassent un peu le public et le troublent. Il faut agir, — toutes les nations le font, les Italiens tout les premiers, — mais agir avec discrétion, en choisissant une occasion propice et en se proposant un but déterminé.

C'est le service essentiel que commence à rendre un organisme tel que l'*Institut de l'Université de Paris*, à Buenos-

Ayres, encore qu'il soit de création récente. Après divers essais, couronnés de succès, par exemple les cours donnés dans la grande capitale argentine, entre 1910 et 1921, par MM. Martinenche, Pierre Denis, de Lapradelle, Marcel Labbé, Georges Dumas, ce dernier, d'accord avec M. Martinenche, prit l'initiative d'une fondation durable. Grâce à l'appui du recteur de l'Université de Buenos-Ayres, le docteur José Arce, et du doyen de la Faculté de philosophie et lettres, M. Ricardo Rojas, on aboutit à la création d'un Institut universitaire, subventionné par le Gouvernement français, par les Universités de Buenos-Ayres, de la Plata et de Cordoba, enfin par le Gouvernement argentin. Des professeurs de nos Universités exposent au public de Buenos-Ayres les principaux résultats de leurs travaux et expliquent aux étudiants nos méthodes de travail. On a prévu par réciprocité la constitution d'un Institut de l'Université de Buenos-Ayres à Paris, et déjà l'on a entendu en Sorbonne quelques professeurs argentins (1).

Les groupements permanents de Français, pourvu qu'ils restent en contact avec la mère-patrie et reçoivent en temps voulu leur impulsion de comités tels que ceux de l'*Alliance française*, de *France-Amérique*, des *Amitiés catholiques françaises à l'étranger*, exerceront toujours une action plus efficace que nos compatriotes de passage, de même que c'est d'après eux surtout que l'on nous juge. Avec quel plaisir je me souviens des réceptions si chaleureuses qui nous furent faites par l'*Alliance française* à La Plata, dans sa belle salle de « la Gauloise, » et à Rosario, où protecteurs, professeurs, élèves des deux sexes, se pressèrent autour de nous. Buenos-Ayres a son *Club français* brillamment installé ; Rosario, Santa-Fé, Tucuman, ont leur *Maison de France*, où vibre le plus ardent patriotisme ; Montevideo a son *Cercle français*, ouvert aux représentants de toutes les opinions, son *Comité des amitiés françaises* et son *Union Jeanne d'Arc ;* partout en un mot des centres de ralliement et d'influence.

Que je souhaiterais que ces groupes de bons Français fussent assez riches pour donner un plus grand essor au journal quotidien qui est le principal organe de nos intérêts : *le Courrier de la Plata !* Des hommes d'un vrai talent le rédigent et le maintiennent à un niveau élevé. Mais de quel œil jaloux ne doivent-

(1) Sur cet Institut de l'Université de Paris, on peut consulter l'article du professeur Raymond Rouze, dans la Revue *France-Amérique* de mars 1923.

ils pas regarder ces rois de la presse qui se nomment la *Nación* et la *Prensa*, avec leur information si exacte et si complète, leurs pages si nombreuses, — à certains jours 28 ou 32, — leurs correspondances du monde entier, leurs articles signés des écrivains les plus illustres de France, d'Espagne ou d'Italie ! En nul pays du monde, je n'ai vu journaux aussi bien faits. N'oublions pas en France notre *Courrier ;* prenons la peine de le documenter et de lui assurer d'utiles concours !

Mais il est temps que j'en vienne à ce qui demeure le principal instrument de notre influence intellectuelle et morale, je veux dire les collèges où le personnel enseignant est, dans sa grande majorité, français. Bien volontiers, je rendrai hommage aux quelques écoles créées par l'*Alliance française*, puis au lycée de Montevideo, fondé par la Société française d'enseignement, avec le concours du Gouvernement français et le bienveillant appui du Gouvernement urugayen. Inauguré le 15 mars 1922, en présence du président de la République, ce n'est encore qu'un modeste essai. La part de ces quelques maisons laïques est assez mince, à côté de celle des congréganistes.

Dieu me garde d'opposer en quelque façon que ce soit les congrégations de diverses nationalités qui exercent en Argentine et en Uruguay leur utile ministère ! Je n'agirais ni en catholique, ni en véritable ami de ces pays. J'ai visité avec sympathie nombre de maisons d'éducation dont les maîtres sont surtout Espagnols, ou Italiens, et je leur rends pleine justice. Les Jésuites du Salvador, à Buenos-Ayres, m'ont reçu avec une parfaite courtoisie et c'est chez eux que j'ai donné ma conférence sur la famille française ; ceux du Collège de l'Immaculée Conception, à Santa-Fé, se sont montrés fraternels et ont réuni, pour me permettre de les entretenir, les représentants de toutes les œuvres de cette grande ville. Partout où je suis passé, j'ai admiré les œuvres populaires, écoles et ateliers, des Salésiens de Dom Bosco et de leurs Sœurs fondées par le même Père, celles de Marie Auxiliatrice; lorsque, comme à Mendoza, par la bouche de petits enfants de douze à treize ans, il m'ont prodigué, à l'égard de la France et de M. Poincaré, des conseils de charité chrétienne et de pardon des injures, je les ai écoutés avec un sourire bienveillant. C'est du fond de mon cœur que j'ai loué les religieuses italiennes, si parfaitement distinguées, de Notre-Dame du Jardin (Nuestra Señora del Huerto) qui tiennent à

Buenos-Ayres deux grands collèges de jeunes filles; et ainsi des autres.

Qui pourrait, sans mauvaise foi, me faire un reproche de m'être montré plus ému lorsque, dans la campagne isolée de Melilla, à quelques lieues de Montevideo, près de l'estancia de M. Buxareo, j'ai visité l'asile et l'école tenus par nos sœurs de Saint-Vincent de Paul, de qui la supérieure, qui a passé toute la guerre à Verdun, me confia qu'elle entend toujours le canon et, d'après les médecins, l'entendra jusqu'à la fin de sa vie : « C'était le bon temps! » dit-elle, en parlant de ces heures terribles. Pauvres et saintes filles qui, malgré leur gêne, trouvèrent moyen de faire un présent à celui qui venait les voir au nom de la France!

En toute vérité, si la connaissance de notre langue est encore assez universellement répandue pour que partout un orateur français soit assuré de trouver un auditoire capable de le comprendre, si nos livres sont lus et nos acteurs applaudis, si l'on connaît et si l'on apprécie notre pays, c'est surtout à nos congréganistes, demeurés eux-mêmes d'admirables Français, qu'on le doit: et il importe de le proclamer.

Au premier rang des congrégations françaises qui dirigent des collèges dits d'enseignement secondaire, il convient de placer les *Pères de Bétharram*, vulgairement appelés Pères bayonnais, ou Pères basques. Leur collège de San José à Buenos-Ayres, qui compte près de 1 200 élèves, se recrute surtout dans la bourgeoisie moyenne. Ils ont en outre le collège du Sacré-Cœur à Rosario, le collège San José à La Plata, l'école de l'Immaculée Conception à Montevideo; chacun de ces noms réveille en moi le souvenir d'accueils fraternels et de réceptions charmantes. A mon vif regret, je n'ai pu me rendre au Paraguay, où ils m'eussent offert l'hospitalité de leur collège de San José, à Assomption. Près de leurs collèges, les Pères de Bétharram ont fondé des œuvres importantes d'étudiants universitaires ou d'anciens élèves; ils sont en outre à la tête de plusieurs paroisses et de cercles ouvriers.

A côté d'eux, je citerai les *Pères de Lourdes*, peu nombreux, mais actifs; leur collège de San Miguel, à Buenos-Ayres, tend à s'accroître; mais c'est par leur admirable collège de Tucuman qu'ils méritent surtout la reconnaissance de la France.

Il existe encore à Buenos-Ayres un collège ancien, dont le

nom même indique l'inspiration française : le *Collège Lacordaire*, aux mains des Dominicains; malheureusement, parmi les maîtres, on ne compte plus aujourd'hui qu'un seul Français, un vieillard, le R. P. Sisson, plein d'esprit et de verve, doublé, il est vrai, d'un prêtre alsacien ardemment patriote, l'abbé Reinhardt.

En Argentine, j'en ai déjà fait la remarque, il est assez difficile de distinguer entre le secondaire et le primaire, puisque les études proprement classiques ont disparu. Entre les deux ordres d'enseignement, se placent certaines maisons très importantes dirigées par des frères. Les *Frères des Écoles chrétiennes*, de même que, parmi les femmes, les *Sœurs de Saint-Vincent de Paul*, demeurent les plus ardents des Français. Leur collège La Salle, à Buenos-Ayres, compte de 12 à 1 400 élèves et on ne compterait bien davantage, si la place ne manquait. Quand j'y passai, il avait encore à sa tête le frère Marcellin qui, pendant toute la guerre, avait été le champion le plus solide de l'influence française. Le discours qu'il m'adressa et que corrobora celui d'un Argentin, M. Lainez, m'émut jusqu'au fond. Hélas! c'était le chant du cygne. Lorsque je revins quatre semaines après, pour célébrer dans la chapelle la fête de saint Louis (le Cercle Saint-Louis a son siège au Collège La Salle), le cher frère, atteint par un mal cruel, ne pouvait plus parler; il est mort au printemps.

En plein cœur de Buenos-Ayres, les *Frères maristes de Saint-Genis Laval* tiennent le collège Champagnat (du nom de leur vénérable fondateur), qui a su attirer une bonne part de la clientèle aristocratique, généralement plus portée vers le collège jésuite du Salvador. Souvent, j'ai rencontré ces Frères en Argentine, notamment à Mendoza, où ils dirigent l'unique collège de cette importante cité.

A Montevideo, la France est représentée dans l'enseignement surtout par les *Frères de la Sainte Famille* qui s'efforcent d'inculquer à leurs élèves une vraie sympathie pour notre pays.

Bien qu'ils n'enseignent pas, d'autres congréganistes encore contribuent par leurs œuvres à étendre le cercle de notre action : en première ligne, les *Lazaristes*, si profondément Français. On sait que partout ils exercent la haute direction des communautés et des œuvres des Sœurs de Saint-Vincent de Paul. Un homme de première valeur, le R. P. Dupeu, occupe

la charge de visiteur pour l'Argentine, l'Uruguay et le Chili; avec lui j'ai vu de près, à Buenos-Ayres, le centre si important de la rue Cochabamba, où le bon « M. Vincent » règne tout comme dans notre patrie. Ce sont encore les Lazaristes qui desservent, à une quinzaine de lieues de la capitale, le sanctuaire national de Lujan, le Lourdes de l'Argentine; je les ai retrouvés à Montevideo, dans la grande paroisse de l'Union.

Peu nombreux, mais intelligemment mêlés à beaucoup d'œuvres, exerçant une heureuse influence sur une partie de la jeunesse féminine par l'Association noëliste, affiliée à celle de Paris, correspondants exactement informés du journal *la Croix*, tels nous apparaissent les *Augustins de l'Assomption*, établis à Buenos-Ayres. Dans la même ville, citons encore les *Pères du Saint-Sacrement*, de qui les pieuses cérémonies dans leur magnifique église attirent des centaines d'hommes; les *Pères Blancs* du cardinal Lavigerie, depuis environ trente ans chargés de faire connaître dans l'Amérique du Sud les deux œuvres, françaises par leur origine, de la Propagation de la Foi et de la Sainte-Enfance; enfin les *Pères Libanais de Saint-Maron* qui ont proclamé la France leur seconde patrie; ils enseignent notre langue et se glorifient d'avoir donné des martyrs à notre cause. C'est donc justice de les considérer comme des frères puînés et de les traiter comme tels.

Après ce que j'ai dit de l'influence des femmes dans la société argentine, il est aisé de comprendre à quel point il importe que la France ait sa part dans leur éducation. Elle l'a et fort belle, grâce d'abord aux deux couvents des *Dames du Sacré-Cœur* et aux deux couvents des religieuses de la *Sainte Union des Sacrés-Cœurs*, dont j'ai déjà marqué le rôle prépondérant. A leur suite, viennent les *Dominicaines d'Albi* avec quatre collèges en Argentine, dont un dans un des plus jolis quartiers de Buenos-Ayres, et trois en Uruguay, dont un à Montevideo. Plus de 2000 élèves fréquentent ces maisons. La sympathie des élèves pour la France s'est manifestée d'une façon très active pendant la guerre; elles ont envoyé quantité de vêtements aux soldats et aux orphelins; pendant quatre ans, elles ont sacrifié leurs prix pour en envoyer la valeur à des œuvres françaises. Plusieurs membres du corps diplomatique, des sénateurs et des députés, ont confié l'éducation de leurs filles à ces religieuses.

J'ai visité à Santa-Fé un excellent collège de jeunes filles,

tenu par les religieuses de *Notre-Dame du Calvaire*, parmi lesquelles se trouve une femme tout à fait remarquable et dont l'action est considérable.

D'autres congrégrations ont surtout pour but l'éducation des enfants de la classe populaire. Avant toutes les autres, les *Filles de la Charité*, qui n'ont pas moins de quinze établissements dans la seule ville de Buenos-Ayres. Autant qu'en France, elles règnent sur les cœurs des petits enfants et des jeunes filles qu'elles instruisent et forment aux travaux de leur sexe. A côté de leurs écoles, leur zèle s'exerce dans une quantité d'autres maisons : des hôpitaux de première importance, des garderies, des asiles maternels, des refuges, des cuisines populaires. Elles dirigent les cinq asiles maternels fondés par les plus grandes dames de Buenos-Ayres et qui sont une des plus magnifiques institutions de cette ville où la bienfaisance ne connaît pour ainsi dire pas de limites. La *Congrégation des Sœurs de l'Enfant-Jésus* d'Aurillac, fondée au lendemain de la Révolution par l'abbé Neyret, a la direction d'un collège, celle de l'Orphelinat français et de l'Asile Marie Jauregui de Pradère, du nom de la généreuse femme, originaire du pays basque, qui a donné des centaines de mille francs pour ces fondations françaises. Les deux *Instituts de l'Immaculée-Conception de Castres* et *de l'Immaculée-Conception de Lourdes*, se dépensent dans plusieurs écoles : elles exercent en outre toute sorte de ministères dans les plus lointaines missions.

Les *Servantes de Marie*, ou sœurs d'Anglet, de qui le fondateur fut un saint chanoine de Bayonne, Louis-Édouard Cestac, s'occupent de toute sorte d'œuvres utiles aux Basques. C'est dans leur collège *Euskal Echea*, où de charmants enfants, revêtus de gracieux costumes de nos provinces, nous divertirent avec des chansons de Botrel, que l'aumônier espagnol rendit à ces bonnes filles ce témoignage, qu'il étendit, non sans raison, à leurs sœurs des autres congrégations : « Les religieuses françaises peuvent renoncer à toutes les aises de la vie et se nourrir de rien ; elles peuvent renoncer aux charmes de la femme et les cacher sous les plus pauvres costumes ; elles peuvent renoncer à toutes les joies de la famille ; elles peuvent renoncer même à vivre dans leur pays pour exercer n'importe quel ministère sous n'importe quel climat, à mille lieues de chez elles ; il n'y a qu'une chose à laquelle il ne serait pas pos-

sible de les faire renoncer, c'est à leur drapeau, le drapeau de la France. »

Quand j'aurai mentionné parmi ces admirables éducatrices des pauvres (ce qui ne les empêche pas parfois de diriger des collèges d'un niveau social plus élevé) les deux *Congrégations de Saint-Joseph de Lyon* et *de Saint-Joseph de Chambéry, les Filles de la Croix*, de la Puye, près Poitiers, enfin les *Sœurs de Sainte-Marthe*, récemment établies à La Plata, j'aurai épuisé la liste de nos enseignantes. Mais qui me pardonnerait de ne pas rendre un hommage ému aux *Petites Sœurs des Pauvres* qui exercent la même charité en Amérique que sur la terre de France; aux *Petites Sœurs de l'Assomption*, gardes-malades des pauvres à domicile, qui provoquent là-bas, elles aussi, la même admiration qu'à Paris, parce qu'elles y déploient la même charité, simple, empressée, dévouée; enfin aux *Sœurs du Bon Pasteur* qui consacrent tous leurs efforts à la difficile mission de relever les filles coupables, de moraliser les condamnées et de préserver, s'il est possible, celles qui, encore jeunes, ont donné de graves sujets d'inquiétude? Elles jouissent de toute la confiance du Gouvernement argentin.

Tel est le noble bilan de notre pays. Faut-il ajouter que toutes les congrégations dont je viens de parler sont menacées dans leur existence, à tout le moins dans leur action en faveur de l'esprit français, faute de recrutement dans la mère-patrie? Que le Parlement et le Gouvernement se hâtent de prendre les mesures qu'on nous fait depuis si longtemps espérer! C'est une question de vie ou de mort pour l'influence spirituelle de la France dans l'Amérique du Sud.

Ces pensées remplissaient mon esprit lorsqu'au matin du 15 août dernier, dans la vaste salle du collège San José, je voyais rassemblés les représentants de toutes ces familles religieuses : « Nous sommes venus, leur disais-je en substance, non pour recevoir vos remerciements, mais pour vous apporter celui de la France, où l'on n'ignore rien de ce que vous faites; de la France catholique, c'est trop évident, mais même de la France officielle dont l'opinion est bien changée à votre égard, quoique certaines considérations politiques et une regrettable faiblesse paralysent encore la bonne volonté des chefs. A nous de gagner la victoire devant l'opinion! A vous de continuer à vaincre le mal par le bien, *vincere in bono malum!* Vous le faites

pour la France et pour Dieu. Le secret de votre succès, c'est votre formation si sérieuse, si profondément chrétienne, telle qu'on la comprend dans les séminaires et les noviciats de France ; c'est le désintéressement et l'élan généreux avec lesquels vous accomplissez votre tâche ; *c'est le respect que vous professez pour la législation et les programmes des pays où vous travaillez; c'est le sens national que vous donne votre propre patriotisme, grâce auquel vous cultivez l'esprit national des enfants qui vous sont confiés, esprit qu'il est si nécessaire de former dans des pays nouveaux et hétérogènes ; c'est le tact qui vous permet d'associer en eux, à cet esprit national, la connaissance et l'amour de la France; ainsi conçu, l'amour que vous gardez vous-mêmes pour votre patrie ne porte ombrage à personne et contribue à vous faire respecter.* La récompense sera celle qu'il plaira à Dieu de vous accorder ; en tout cas, vous lui aurez donné des âmes. Puisse la France entière comprendre le prix qu'il y aurait pour elle à recevoir de vos mains catholiques et françaises des âmes prêtes à la comprendre et à l'aimer ! »

Il importe de le remarquer : les congréganistes enseignants, Français et autres, font de bons Argentins et de bons Urugayens. Ils se rangent parmi les forces spirituelles utiles à leur pays d'origine, non parmi les instruments d'une politique intéressée. Les Espagnols représentent la force spirituelle de l'Espagne ; les Italiens la force spirituelle de l'Italie; les Basques de France ou d'Espagne la force spirituelle du pays basque ; les Français la force spirituelle de la France. Et c'est de ceux-ci surtout que l'on doit dire qu'ils représentent une force spirituelle, puisque l'élément purement français est, quant au nombre, si inférieur aux trois autres éléments constitutifs de la population, espagnols, basques et italiens.

Tous ensemble contribuent à entretenir dans le pays où ils travaillent l'esprit européen que j'ai signalé dès le début de cette étude et à y développer, tout aussi énergiquement que les collèges dits nationaux, l'esprit national. Considération qui n'est pas sans intérêt, même dans nos vieux pays où l'on prétend parfois que l'unité d'école est une condition de l'unité de la nation et du patriotisme.

Esprit européen, esprit national, c'est par quelques réflexions sur ces deux esprits et les conséquences à tirer de leur coexistence que je voudrais finir.

CONCLUSIONS

Au terme de la première partie de cette étude, j'ai affirmé que la population de l'Argentine et de l'Uruguay demeure, tout compte fait, de race européenne et latine, beaucoup plus proche de nous que ne le sont les Américains du Nord.

Il est cependant des écrivains, — tel M. Webster E. Browning, professeur aux Universités de Princeton et de Lima, — pour soutenir qu'il existe une mentalité américaine commune aux deux Amériques (1).

Tout en avouant les différences, il discerne dans les idéals communs les traits fondamentaux d'une « âme américaine. » Ces idéals communs sont l'idéal religieux, l'idéal démocratique, l'idéal intellectuel et artistique. « Au Nord comme au Sud, dit M. Browning, la religion est la force qui crée le mouvement, le phare qui éclaire la vie. » L'Amérique ne connaît d'autre religion que le christianisme ; elle ne compte ni bouddhistes, ni mahométans : « L'âme américaine est essentiellement chrétienne. »

« Toute l'Amérique, ajoute-t-il, est républicaine ; au Nord et au Sud, les principes égalitaires de la Révolution française se sont librement épanouis. N'est-ce pas de l'Amérique qu'est venue la généreuse idée de la Société des Nations, c'est-à-dire le plus grand effort qui ait été tenté pour faire régner la fraternité humaine ? Cette idée contient « tout l'idéalisme, toute la générosité, toutes les vertus des races colombiennes. » Jusque dans les œuvres de l'esprit et dans les beaux-arts, M. Browning aperçoit, entre les deux Amériques, « un fond commun, une veine commune, une forme particulière de culture. »

Certes, M. Browning n'a pas complètement tort ; l'analogie de certaines circonstances du développement social et la fréquence des relations entraînent naturellement des ressemblances. Mais combien les différences l'emportent sur celles-ci ! Le catholicisme de l'Amérique espagnole ou portugaise est bien loin du puritanisme des États-Unis. Hélas ! ni chez les uns, ni chez les autres, la religion ne paraît être aujourd'hui « la force qui crée le mouvement ! » Quant à la noble idée de la Société des Nations réalisant enfin la fraternité humaine, par quelle cruelle ironie a-t-elle été abandonnée de ceux-là mêmes qui

(1) Article du *Mercurio peruano*, de novembre 1920.

l'avaient lancée! Reste la culture; toutes les pages ci-dessus ont tendu à prouver que, dans l'Amérique du Sud, elle est à base espagnole, italienne et française, tandis qu'aux États-Unis, elle est à base anglo-saxonne.

La similitude apparaît plus frappante dans l'ordre politique, puisque les constitutions du Sud sont plus ou moins copiées sur celle du Nord, mais avec quelle différence d'esprit dans la pratique!

Tenons-nous en donc à la thèse de « l'esprit européen. »

Mais l'esprit national peut-il réellement exister dans un pays aussi jeune et aussi composite? Eh bien oui! et le principal instrument qui le forge, c'est l'école. A la lettre, l'Argentine, l'Uruguay, et, je pense, d'autres États, se forment un passé quasi légendaire. Tout ce qui touche à l'époque de l'indépendance prend un caractère sacré, hommes et monuments : San Martin, Belgrano, Artigas, la petite maison de Tucuman, où se réunit le congrès, le pin sous lequel se tint San Martin, lors de la bataille de San Lorenzo, la maison natale d'Artigas. Avec la même componction que naguère, chez nous, on contait l'histoire du vase de Soissons, là-bas, on raconte comment, à Tucuman, Belgrano proclama généralissime de l'armée libératrice la Vierge de Las Mercedès. Tous les ans, les 23 et 24 septembre, jours anniversaires de la bataille de la Citadelle, la Vierge est promenée en grande pompe, par les rues de la ville. A Mendoza, dans leur église, les Franciscains conservent, à l'égal d'une relique, le bâton de commandement que le général San Martin remit à la Vierge del Carmen. Près de la même ville, au pied des Andes, s'élève, fait de bronze et de rochers, le monument original et puissant, dressé à la mémoire de l'armée qui franchit la Cordillière et délivra le Chili, puis le Pérou. Toutes les villes de la République ornent de la statue de San Martin leur place principale. On le considère comme le fondateur de la nation : entretenir son culte, c'est entretenir le patriotisme et susciter cet esprit national que nos vieilles nations ont lentement formé. Nul de nos manuels scolaires ne peut donner l'idée du ton de ceux qui sont en usage en Argentine, ou en Uruguay, fussent-ils rédigés par un frère français, comme le *Curso de Historia patria*, qui me fut donné à Montevideo. A ce régime, dès la première génération, les enfants d'étrangers immigrés deviennent de bons Argentins, de bons Uru-

gayens. C'est parfait, mais pourquoi nous reprochent-ils si fort notre chauvinisme ?

Un tel état d'esprit est nécessaire pour faire un grand peuple, et il le fera.

En attendant, l'Argentine est obligée de tenir compte des éléments composites dont elle est formée et de la nécessité où elle se trouve d'attirer des étrangers pour se peupler. M. Zeballos qui, vers la fin du mois d'août dernier, dirigea, à Buenos-Ayres, le congrès des jurisconsultes, où se distinguèrent tout particulièrement nos compatriotes, MM. Colin et Baudelot, montra, dans son discours d'ouverture, comment la situation particulière de l'Argentine détermine son droit international et privé. « Elle doit, disait-il en substance, admettre à peu près tous les principes et concéder à tous ceux qui viennent chez elle le maximum de ce que leur droit national leur concède ; elle doit, pour maintenir la paix entre ses propres citoyens, demeurer l'amie de tout le monde; la neutralité s'impose à elle, et il serait absurde d'entrer par sentiment dans les affaires de l'Europe, surtout dans une guerre. L'Argentine, concluait-il, ne peut poursuivre une politique nationaliste, mais seulement une politique humanitaire. »

On murmurait bien que, quand M. Zeballos était ministre, il avait suivi une politique, sinon nationaliste, du moins très nationale, mais ceci ne nous regarde pas.

En l'écoutant, nous nous rappelions les déclarations faites par M. Pueyrredon à la première session de la Société des Nations tenue à Genève à la fin de 1920, le brusque départ de la délégation argentine qui n'avait pu faire accepter son programme, et les instructions que le ministre Torello lui avait données : « L'Argentine n'est avec personne, ni contre personne, mais avec toutes les nations pour le bien de toutes. » N'est-ce pas répondre d'avance à la question par trop simpliste que l'on a l'habitude de poser en France à tous les voyageurs qui reviennent de l'étranger : « Ceux que vous avez vus sont-ils francophiles, sont-ils germanophiles? »

Eh ! mon Dieu ! sauf en des heures de crise aiguë, le problème ne se pose pas ainsi. Les Argentins, comme tous les peuples du monde, aiment leur pays avant tout; aussi considèrent-ils d'abord ses intérêts; viennent ensuite certaines sympathies ou antipathies plus ou moins marquées et qui d'ail-

leurs varient suivant les moments et le cours des événements.

Que les Allemands gardent encore à Buenos-Ayres, dans certaines villes de l'intérieur, Santa-Fé, Cordoba, notamment, dans l'armée, dans une partie du clergé, de nombreuses sympathies, c'est de toute évidence. Mais la France en rencontre beaucoup. Je ne saurais assez dire quelle reconnaissance je conserverai toute ma vie de l'accueil qui m'a été fait, des attentions dont on m'a comblé, des acclamations dont on a maintes et maintes fois salué le nom de notre patrie.

Est-il exact de dire que c'est surtout parmi les catholiques que se recrutent les germanophiles? Il y a certainement, parmi les gens les plus religieux et dans le clergé, des personnes qui n'ont pas pardonné au Gouvernement français son attitude anti-religieuse d'avant-guerre. Cependant la reprise des relations avec le Saint-Siège a produit le meilleur effet. Si maintenant la question des religieux était réglée d'une manière équitable, les vieux griefs s'oublieraient; ou du moins ils ne seraient plus mis en avant que par ceux, — il y en a, — qui, sous le masque de la religion, cachent de vieilles rancunes nationales, ou des opinions médiocrement désintéressées. N'oublions pas que, dans l'élection de M. de Alvear à la présidence, la plupart des catholiques ont marché d'accord avec les radicaux : or, les sympathies de M. de Alvear pour la France ne font de doute pour personne.

C'est un ministre catholique qui, à Tucuman, me salua en ces termes vraiment caractéristiques :

« Votre présence parmi nous est un motif de joie, puisque Votre Grandeur nous apporte l'affectueux salut de notre sœur aînée, je veux dire la douce France qui, suivant le mot d'un écrivain argentin, est la seconde patrie de tout homme libre.

« Ce coin reculé de la noble terre américaine a toujours partagé les sentiments de la sœur latine. Nous vous avons accompagnés dans vos épreuves et nous vous avons accompagnés aussi dans votre triomphe qui est celui de l'humanité.

« Aujourd'hui le soleil de la paix étend sur la terre ses rayons bienfaisants. L'Alsace-Lorraine, que l'ambition d'un peuple orgueilleux avait arrachée au cœur de la France, est revenue au sein maternel, consacrant ainsi le grand principe de la nationalité. Le drapeau aux trois couleurs flotte encore une fois sur la rive gauche du Rhin; le poète ne pleurera plus

sur la statue de Kléber, et nous verrons de nouveau écrite la parole légendaire : « Ici commence le pays de la liberté. »

« Ce sont les sentiments chrétiens qui ont animé et animent encore la France, qui l'ont faite puissante et grande, et ce sera l'honneur de la France de montrer son grand cœur et sa générosité en pardonnant comme le Christ les injures qu'elle a reçues. Votre présence parmi nous, Monseigneur, nous est d'autant plus agréable que le sentiment religieux de la France s'harmonise admirablement avec le sentiment religieux et la tradition catholique de notre pays, sentiment et tradition qui sont consacrés par la coutume et notre constitution. »

Les Argentins, comme tout le monde, ont grand intérêt au rétablissement d'une véritable paix et d'échanges internationaux plus faciles et plus actifs; aussi beaucoup d'entre eux sont-ils portés à trouver la France trop exigeante dans ses réclamations. Cependant, quand on s'en donne la peine, il n'est pas impossible de faire comprendre à un auditoire éclairé que le point de vue français est non seulement le plus juste, mais aussi celui qui garantit le mieux pour l'avenir les intérêts de tous et la paix générale. C'est ce que je me suis efforcé de faire.

Arrivons avec l'Argentine à l'entente économique sur les points que j'ai marqués. Réglons sans retard la question qui depuis si longtemps est cause de désagréables frictions entre elle et nous, celle des fils de Français nés aux bords de La Plata. Nous nous faisons de ces fils de Français eux-mêmes des ennemis parce que, s'ils n'accomplissent pas leur service militaire en France, ils sont qualifiés de déserteurs et ne peuvent plus mettre le pied sur notre sol. Notre commerce y perd et notre influence politique aussi. On sait que les Italiens ont résolu le problème en autorisant les fils des Italiens nés en Argentine à opter entre les deux nationalités et les deux services militaires. M. de Alvear ne cache pas le vif désir qu'il a de voir résoudre ce problème.

Enfin rendons-nous compte que l'Argentine entend que désormais on la considère, non seulement comme un facteur économique, mais comme un facteur de politique internationale. « La politique argentine s'anime de grands desseins, » a écrit le commandant Deuil. L'Argentine en a le droit. Sa situation, grâce à la topographie du sol et à la variété des climats, lui permet

d'aspirer à un avenir comparable à celui des États-Unis du Nord; car elle a moins à lutter que la plupart des autres nations de l'Amérique du Sud, y compris l'immense Brésil, contre l'accablement du climat tropical, ou les obstacles naturels. Le président Pellegrini, mort en 1906, escomptait cet avenir « avant la fin du siècle présent. »

Faut-il être surpris que l'Argentine nous demande de la traiter avec autant d'honneur que son puissant voisin, notre grand ami le Brésil, et souhaite que nous transformions notre légation de Buenos-Ayres en ambassade. L'Espagne et les États-Unis l'ont fait depuis plusieurs années; le Chili, le Brésil et l'Uruguay ont décidé de les imiter; il est fort probable que l'Italie ne tardera pas à agir de même. Il serait pénible et dangereux pour notre influence que le représentant de la France passât après tous ces ambassadeurs.

Même pour les postes de l'intérieur, ceux de consul, de vice-consul, voire de chancelier, c'est une grave erreur de les tenir pour secondaires. Ils exigent des hommes distingués, connaissant bien le pays. Les Allemands, qui passent pour moins psychologues que nous, l'emportent cependant constamment sur nous par la sûreté de leurs méthodes, l'exactitude de leurs informations, leur habileté à profiter des moindres fissures pour faire passer leurs accusations contre nous, présenter leurs propres vues, ou offrir leurs marchandises.

Il importerait aussi qu'à tout prix nous donnions à nos agents le moyen de faire figure et de tenir leur rang. C'est pitié de constater la pénurie et la mesquinerie de nos services.

De quel côté s'orientera l'activité politique de l'Argentine? Vers l'Amérique seule, ou aussi vers l'Europe? « La nouvelle génération argentine veut susciter le propre génie américain, écrit le doyen de la Faculté de philosophie et lettres de Buenos-Ayres, M. Ricardo Rojas; elle veut réaliser l'idéal que les peuples d'Europe n'ont pu, en trente siècles, réaliser, — et, s'il le faut, le rectifier. » Au Congrès panaméricain qui vient de se tenir à Santiago du Chili, on s'est trouvé en présence d'une tendance à séparer les problèmes de l'Amérique de ceux du reste du monde. C'est un courant qui n'est pas nouveau et que favorisent les États-Unis du Nord. Ce courant ne l'a pas emporté. Quelques mésintelligences se sont manifestées entre les trois grandes républiques, Argentine, Brésil et Chili. La

devise du Nord « l'Amérique aux Américains » a soulevé certaines défiances, comme si elle cachait un désir d'hégémonie où l'Amérique latine eût été réduite au rôle de « brillant second. »

Le docteur Ingenerios, sociologue argentin, a écrit à ce propos : « Il nous faut trouver le moyen de contrebalancer la puissance des États-Unis, si nous voulons sauver l'indépendance et la souveraineté de nos nationalités. » Ce contre-poids, l'Amérique latine ne peut le trouver qu'en Europe. Un écrivain argentin, M. Ugarte, l'a démontré par les arguments les plus décisifs dans une conférence qu'il a donnée cet hiver au Collège libre des Sciences sociales à Paris, puis dans un fort bel article, publié le 8 avril dans l'*Amérique latine*. L'esprit européen de l'Argentine, les liens séculaires qui, depuis l'époque coloniale, l'unissent à l'Europe occidentale, la prédisposent à entrer dans cette voie.

Louis XIV et Napoléon, en voulant l'union dans un grand système politique de la France d'une part, de l'Espagne et de ses colonies de l'autre, avaient compris que, de la sorte, pouvait s'organiser, autour de l'Atlantique, le monde latin. Maintenant qu'une grande partie de l'Afrique est française, l'Atlantique devient plus que jamais le centre du monde civilisé et chrétien. De ce monde, l'Argentine peut devenir l'un des pôles.

Il serait sage de notre part de l'y aider. L'avènement au pouvoir d'un homme, tel que le ferme et sagace président Alvear, est une occasion favorable pour donner à notre politique une orientation décisive; sympathies et intérêts contribueront à la déterminer. Efforçons-nous de comprendre les aspirations d'un peuple riche d'avenir et de l'aider à les réaliser; à son tour, il nous comprendra plus complètement encore qu'il ne le fait aujourd'hui et, aux heures graves, nous le trouverons, dans la mesure où il le pourra, à nos côtés.

ALFRED BAUDRILLART.

LA PREMIÈRE TRAGÉDIE DE BALZAC

CROMWELL

Le 4 janvier 1819, Honoré de Balzac, âgé de vingt ans, après avoir suivi pendant trois années les cours de la Faculté de droit, passait son premier examen de baccalauréat. Son père, Bernard-François, vieil homme de loi, ancien secrétaire du conseil du Roi sous Louis XVI, directeur des vivres sous la Révolution, l'Empire et la Restauration, voulait faire de son fils un notaire. En même temps qu'il suivait à l'École de droit, depuis le 4 novembre 1816, les cours de MM. Boulage, Blondeau, Cotelle et Pigeau, sur le *Code civil*, le *Code civil approfondi* et la *Procédure civile*, le jeune Honoré avait, concurremment, fait de la pratique pendant un an et demi chez un avoué, Me Guillonnet de Merville (à qui il dédia plus tard *Un Épisode sous la terreur*), puis un an et demi chez Me Passez, notaire. Ce dernier, qui habitait dans la maison même de la famille Balzac, 40, rue du Temple, au coin de la rue Pastourelle, était un vieil ami du père Balzac et même son obligé. En reconnaissance d'un service rendu aux temps troublés de la Révolution, Me Passez avait promis de céder son étude au fils de son bienfaiteur.

Les Balzac, après avoir connu la grande aisance, avaient éprouvé des revers de fortune, aggravés en 1819 par la mise à la retraite du père de famille alors âgé de 73 ans. Honoré, en succédant à Me Passez, aurait remis d'aplomb le budget de ses parents.

Malheureusement, lorsqu'on signifia à l'intéressé la décision paternelle, il déclara qu'il ne serait jamais notaire et que sa vocation était, non de faire fortune dans une étude, mais de

Copyright by Marcel Bouteron, 1923.

devenir célèbre en se vouant aux belles-lettres. Les parents n'acceptèrent que difficilement l'idée de renoncer à l'avenir brillant et certain que promettait la succession de Me Passez; il fallut toute l'éloquence et toute la ténacité d'Honoré pour les convaincre. Bref, ils cédèrent et consentirent à mettre à l'essai pendant une année la vocation du jeune homme.

Il fut donc convenu que la famille Balzac, par économie, allait abandonner la rue du Temple et s'installer à Villeparisis, à six lieues de Paris, sur la route de Meaux, et que le futur grand homme s'établirait dans une mansarde au numéro 9 de la rue Lesdiguières (aujourd'hui disparue), près de la bibliothèque de l'Arsenal, avec une pension annuelle de 1 500 francs. Pour ménager les apparences et surtout éviter le ridicule au cas où l'expérience tournerait mal, la présence d'Honoré à Paris devait être soigneusement tenue secrète : il serait censé, pendant ce temps d'apprentissage occulte, séjourner en Languedoc, à Albi, auprès des parents de son père, chez un cousin.

Et toute la famille, M. et Mme Balzac, leurs filles Laure et Laurence, leur fils cadet Henry, la grand mère Sallambier, émigrèrent à Villeparisis, pendant qu'Honoré s'installait dans son taudis.

On connaît par sa correspondance et par ses romans, l'existence qu'il mena dans ce sépulcre aérien, d'avril 1819 à mai 1820 : elle fut épique et misérable. Il ne sait pas tout d'abord quel sera le chef-d'œuvre promis à ses parents : roman, comédie, opéra-comique, tragédie? Sera-ce *Sylla, Stella, Coqsigrue, les Deux philosophes*? Décidément ce sera une tragédie en cinq actes et en vers sur le procès et la condamnation de Charles Ier, roi d'Angleterre. Mais quel en sera le titre? *Cromwell*? *Le Régicide*? *Henriette d'Angleterre*? Il opta pour le premier, et se mit résolument au travail. Ces hésitations lui ont fait perdre cinq bons mois, tout le printemps et l'été de 1819; au mois de septembre, il se jette à corps perdu dans sa tragédie.

« Je me réjouissais, écrit-il dans *la Peau de chagrin*, en pensant que j'allais vivre de pain et de lait, comme un solitaire de la Thébaïde, plongé dans le monde des livres et des idées, dans une sphère inaccessible au milieu de ce Paris si tumultueux, sphère de travail et de silence où, comme les chrysalides, je me bâtissais une tombe pour renaître brillant et glorieux... J'avais

des habits, du linge, des chaussures pour trois années, je ne voulais m'habiller que pour aller à certains cours publics et aux bibliothèques. »

Son budget est de cent sous par jour, dont dix pour les dépenses imprévues. Il ne sort qu'à la tombée de la nuit pour ne pas trahir son incognito, et ses meilleures promenades ont pour but le Père Lachaise où il s'exalte à contempler la tombe des hommes illustres : « La Fontaine, Masséna, Molière, un seul nom qui dit tout et fait rêver ! » Assis près de sa fenêtre, il médite en laissant planer ses yeux sur le paysage des toits bruns, grisâtres, rouges, en ardoises, en tuiles, couverts de mousses jaunes ou vertes, entrevoyant « le profil anguleux et crochu d'une vieille femme arrosant des capucines, ou, dans le cadre d'une lucarne pourrie, quelque jeune fille faisant sa toilette, se croyant seule, et de qui je ne pouvais apercevoir, dit-il, que le beau front et les longs cheveux élevés en l'air par un joli bras blanc. »

Il cherche à embellir son réduit, où le vent souffle à travers la porte et la fenêtre comme Tulou le flûtiste dans sa flûte. Il se fait un paravent avec six sous de papier bleu, peint en blanc les murs de sa chambre, car, écrit-il à sa sœur Laure, « il faut joncher sa vie de fleurs. » Et, dernier raffinement, afin de pouvoir jouer le *Songe de Rousseau*, de Cramer, ses délices, il achète un piano qu'il pousse tant bien que mal sous l'angle aigu du toit. Pour se délasser, il demandera à son cher ami Dablin, le petit père, le quincaillier de la rue Saint-Martin, de venir lui conter les nouvelles littéraires et politiques du jour, lui apporter la liste des députés, celle des tableaux exposés au Salon. Entre temps, il contera fleurette à la demoiselle du second, et jouera aux jeux innocents chez ses propriétaires, dont le gendre est précisément le marchand de porcelaines de la rue du Petit-Lion, « chez qui nous avons acheté la soupière du petit service de maman. »

Mais ces aimables passe-temps ne sont que les hors-d'œuvre de terribles journées et nuits de travail où il se mesure avec son sujet, les jambes enveloppés dans un vieux carrik, la tête couverte d'une calotte dantesque, assis devant son petit bureau à basane brune, entre sa cafetière et son encrier.

Il veut sortir vainqueur de l'épreuve à laquelle il s'est

soumis, et forcer par un chef-d'œuvre l'entrée de ce monde, où il veut reparaître, comme Raphaël de Valentin, en y exerçant les droits régaliens de l'homme de génie. Sa sœur Laure, la future Mme Surville, alors âgée de dix-neuf ans, est sa confidente.

Le lundi 6 septembre 1819, il lui annonce qu'il s'est enfin arrêté, par raison (il regrette *Stella* et *Coqsigrue!*), au sujet de *Cromwell*. Depuis près de six mois il en médite le plan, et il va lui falloir au moins sept à huit mois pour versifier, et inventer, et *plus* pour polir. « Les idées principales du premier acte sont sur le papier, écrit-il à Laure, il y a quelques vers qui glissent çà et là, mais je dois me manger sept à huit fois les ongles avant d'avoir élevé mon premier monument. » La pensée que le grand Racine a passé deux ans à polir *Phèdre* le désespère, mais celle d'illustrer le nom de Balzac le soutient. « Quel avantage, s'écrie-t-il, de vaincre l'oubli! » Mais à quel prix! Il ne faudra pas moins de deux mille vers pour les cinq actes de *Cromwell*, et ces deux mille vers, calcule Balzac, exigeront huit à dix mille réflexions, « sans compter celles exigées par les idées, le plan, les caractères, les situations, les mœurs, l'histoire, l'exposition, le dénouement, la conduite, les imitations, les recherches (1). » Comment sa pauvre tête y résistera-t-elle? Pauvre tête déjà toute meurtrie de maux de dents affreux.

Il expose à Laure sa méthode de travail : d'abord faire d'un seul jet une grossière esquisse du sujet; puis, le tableau une fois dessiné, y mettre le coloris à son aise. Dans la marge, Laure inscrira ses observations. « Je suis décidé, écrit-il, dussé-je crever, à venir à bout de *Cromwel* [*sic*], et de finir quelque chose avant que maman ne me vienne demander compte de mon temps. » D'ailleurs, il est de plus en plus engoué de la carrière d'homme de lettres. « Je remarque, continue-t-il, que les littérateurs sont les gens que l'on recherche le plus volontiers dans les crises politiques, parce qu'on sait qu'ils réunissent à la science et aux connaissances l'esprit d'observation et qu'ils savent le cœur humain; ainsi, *si* je suis un *gaillard* (c'est ce que nous ne savons pas encore), je puis avoir encore autre chose que la gloire littéraire. Il est beau d'être un grand homme et un grand citoyen. » En attendant, le pauvre grand homme gèle la

(1) Toutes nos citations des lettres de Balzac, et notamment du plan de *Cromwell*, sont faites d'après les originaux mêmes de la correspondance de Balzac. Elles sont, en majeure partie, inédites.

nuit dans sa mansarde, en face de son régicide et médite l'achat d'un vieux fauteuil de bureau qui lui garantira au moins les côtés et le dos du froid et son « pauvre derrière des hémorroïdes. » Mais la Muse est rebelle. « J'avais fait un monologue en vers à la Chapelain, lesquels vers je trouvais superbes ; à force de les voir, avoue piteusement Honoré, j'ai remarqué qu'ils étaient presque tous faux. Quel déchet ! » Il n'en déclare pas moins, que Cromwell est le plus beau sujet de l'histoire moderne et, pour que Laure en juge pleinement, il lui envoie le plan du drame.

« Plan de *Cromwell.* — Du respect, Mlle, Sophocle cadet vous parle. Juge, chère sœur, par les petits, jolis, drolets plans que tu as conçus dans ta petite, jolie drolette tête, ce que coûtent les compositions théâtrales, où il faut les trois unités, point d'invraisemblance, etc., etc. On lit en une heure ce qui a dépensé des années. Écoute, ingénue, tu ne supposes donc pas que Strafford en mourant ait laissé un fils. Ah !...

« Dans la première scène du premier acte, on voit entrer Henriette, accablée de fatigue et ayant dépouillé les vêtements, prestiges de la grandeur. Elle arrive, soutenue par le fils de Strafford, dans Westminster. Elle vient d'un très long voyage (elle était chargée par son époux de conduire ses enfants en Hollande, et d'aller solliciter du secours en France) et ignore les derniers événements d'Angleterre. Strafford, tout en larmes, lui décrit les nouveaux malheurs, et finit par lui dire que Charles est prisonnier, en jugement, et que ce même Westminster où il l'amène lui sert de prison. Tu juges l'élan de la Reine qui veut qu'on la conduise à son époux pour partager ses fers et le défendre. — Scène II. Au moment où Strafford conduit la Reine, apparaît Cromwel et son gendre Ireton. Strafford fait cacher la Reine dans les tombeaux de ses ancêtres et doit la venir chercher après le danger passé. Cromwel et Ireton attendent leurs amis. — Scène III. Les conjurés arrivent et l'on discute si l'on fera mourir ou non le Roi (c'est dans ce jour qu'on doit rendre la sentence). Cette scène sera fort vive. Fairfax, un des conjurés (honnête garçon), défend la vie du Roi, et dévoile l'ambition de Cromwel. — Scène IV. Cromwel rassure ses conjurés sur les craintes que leur a inspirées Fairfax, et l'on convient de faire mourir le Roi. — Scène V. A ce moment, la Reine indignée (elle a

tout entendu) s'élance, et tu juges !... Quel discours ! Elle sort. — Scène VI. Cromwel et ses amis sont ravis. C'est une victime qui leur manquait. Ils sortent tout préparer.

« Acte II. — Scène Ire. Le Roi seul (dans sa prison, toujours dans Westminster) fait un monologue. Ah !... aux oiseaux. — Scène II. La Reine vient trouver le Roi (c'est là où il faut du talent). Expansions. Tableau que fait le Roi de ses souffrances. La Reine rend compte de ses démarches (que de difficultés !). De l'amour conjugal sur la scène pour tout potage ! mais il faut qu'il embrase la pièce. — Scène III. Cromwel vient chercher le Roi pour la séance du Parlement. La Reine se répand en invectives contre Cromwel, le Roi qui l'aime, le défend (quelle scène !). La Reine répand des larmes en voyant le Roi s'en aller. Elle craint que ce ne soit pour toujours. — Scène IV. La Reine parle. — Scène V. Strafford arrive dire à la Reine qu'on peut sauver le Roi. Il lui apprend qu'une petite armée de royalistes déterminés vient de saisir les deux fils de Cromwel qui revenaient de dompter l'Irlande, et ils espèrent, en mettant Cromwel entre ses fils et le trône, sauver Charles. Il y a encore une scène ou deux (je ne te donne que la substance).

« Acte III. — Scène Ire. Cromwel attend la Reine. — Scène II. La Reine explique à Cromwel ce que tu sais et le met dans l'alternative et lui laisse peu de temps. — Scène III. Ireton arrive dire à Cromwel qu'on a saisi ses fils. Grand combat. — Scène IV. Le Roi arrive, et annonce à Cromwel qu'il a ordonné qu'on lui rendît ses fils sans condition. Remords de Cromwel qui laisse le spectateur dans l'attente. Quelques autres scènes entre la Reine et le Roi et Strafford, qui observe qu'il se remet sous le couteau.

« Acte IV, toujours à Wesminster. — Scène Ire. Cromwel arrive, l'ambition l'emporte. — Scène II. Le Parlement est assemblé, Cromwel parle. — Scène III. Le Roi comparaît. — Scène IV. La Reine, indignée, arrive et défend (Dieu sait comme) son diable de mari. — Scène V. Cromwel, voyant le Parlement s'attendrir, le fait retirer pour délibérer. — Scène VI. Au moment où Cromwel se retire, la Reine l'arrête et, voyant tout perdu, tente un dernier effort. Elle lui offre grandeurs, etc. Cromwel se retire, froid. La Reine désespère.

« Acte V. C'est le plus difficile. — La sentence n'est pas connue. Le Roi et la Reine s'entretiennent (tu juges quelle scène). Strafford arrive, et annonce la mort et l'échafaud dressé. Il veut que le Roi l'apprenne plutôt de sa bouche que de celle du bourreau (quelle scène !). Ireton vient chercher le Roi (quelle scène !). Le Roi dit à Strafford que pour prix de son amitié il lui réserve l'honneur de le conduire à l'échafaud. (Quelle scène !) Adieux. La Reine seule (c'est là qu'il faut peindre la douleur; quel neuf que ce rôle-là !). Arrive Fairfax qui avertit la Reine du danger qu'elle court. On veut la sacrifier, et lui faire son procès comme au Roi. Elle n'entend rien.

« Arrive notre luron de Strafford. C'est là que se place un récit à la Reine, tu juges, le dernier discours du Roi, etc., etc. La Reine au désespoir (la douleur aura jusqu'alors été pour ainsi dire sourde, muette) lancera une imprécation contre l'Angleterre, invitera la France à combattre sans cesse. Ah! ce sera le feu de joie! je te réponds qu'elle sera tapée de main de maître. — Je suis ton frère, c'est tout dire.

« Et puis le parterre, bien trempé de larmes, ira se coucher.

« Voilà ce qui m'a déjà coûté 7 mois de réflexions et de combinaisons, car il faut que cette pièce ne soit point froide. Ce n'est qu'après de profondes méditations que j'ai trouvé l'incident admirable des fils de Cromwel, que j'ai fait arriver la Reine, que j'ai trouvé le caractère de Strafford. Le plan est superbe, et il a encore des fautes légères à la vérité. Mais belle exposition, le trouble croissant de scène en scène, jusqu'à la catastrophe. Au moment où on le croit sauvé (Charles), il se remet en péril par une magnanimité plus belle que celle d'Auguste pardonnant à Cinna. Aurai-je assez de talent ? »

Et il ajoute, avec une absence de vanité, qui a été si souvent méconnue :

« Je te supplie par l'amour fraternel que tu as pour moi de ne jamais me dire, en parlant de quelque chose de moi, de me dire : c'est bien ! Ne me découvre que des fautes et renferme tes louanges. Tu me ferais plus de mal que de bien. Si tu as quelques belles pensées, communique-les-moi. Garde les jolies, il ne me faut que du sublime. Je veux que ma Tra[gédie] soit le bréviaire des rois et des peuples, et veux débuter par un chef-d'œuvre ou me tordre le cou. »

« Il est déjà une heure du matin, et j'ai encore à écrire. J'ai bien pris part au lundi si bien décrit dans ta lettre que je sentais des larmes d'attendrissement comme s'il s'agissait d'un vers de Cromwel (je ne l'intitule pas Charles Ier, pour ne pas effaroucher S. A. R. Duchesse d'Angoulême). Si je m'écoutais, je couvrirais une rame en écrivant.

« Ce qui me coûte le plus, c'est l'exposition. Il y a à faire le portrait de Cromwel, et Bossuet m'épouvante. Cependant, j'ai des vers déjà tournés. Ah sœur! ah sœur! que je t'aime! »

Mais, presque aussitôt, en octobre, il s'avise d'une fâcheuse lacune dans sa préparation dramatique : il n'a jamais vu à la scène, de pièce de Corneille, de Corneille, « notre général. » Il demande à son ami Dablin de lui fournir une place de parterre au Théâtre Français. Tant pis pour la dépense, il mangera des noix! mais il verra *Cinna* avec Talma, Lafon et Mlle Duchesnais. *Cinna*, dont *Cromwell* est tout imprégné! Il dévore ceux qu'il appelle « nos quatre auteurs tragiques. » Crébillon le rassure, Voltaire l'épouvante, Corneille le transporte, Racine lui fait quitter la plume.

Il se bourre de lectures, demande à Dablin « une *Bible* très complète, *latine*, avec le français en regard, » demande à Laure de lui envoyer « le *Tacite* de papa, » veut emprunter les *Vêpres siciliennes*, de Casimir Delavigne, le grand succès de l'Odéon.

Sur ces entrefaites, au début de décembre, Mme de Balzac, mère, débarque rue Lesdiguières pour se rendre compte du travail d'Honoré. L'impression qu'elle rapporta de sa visite est désastreuse. Honoré est en train de gâcher sa vie :

« Si celui, écrit-elle, sur qui je comptais le plus pour planter ma famille a perdu en quelques années la majeure partie des trésors que la nature lui avait prodigués... c'est parce qu'on ne m'a pas écoutée; on l'a amolli par des agréments lorsqu'il devait marcher sur la route épineuse et fatigante menant aux succès, au lieu de percer et de devenir maître-clerc... Rien ne lui a convenu, si ce n'est les noms des pièces de théâtre, des acteurs et des actrices... Oh! que je serais malheureuse, si j'avais quelque reproche à l'égard de celui dont j'attendais tant de biens futurs! Hélas! Il est déjà assez puni, et je dois l'aider comme si les circonstances avaient répondu à ma grande attente.

Tous les maîtres-clercs, à Paris, ont le chemin de la fortune ouvert; plusieurs sont devenus ministres, généraux, mais ils avaient les agréments de leur âge (1). »

Honoré est gauche, il danse mal, et puis, il n'a pas voulu devenir maître-clerc: la pauvre mère ne s'en console pas.

Ce régime de travail effréné et de privations quotidiennes a rendu méconnaissable le gros garçon joufflu et débordant de vie. Un de ses amis, Jules de Pétigny, le rencontre un beau soir sur le boulevard du Temple et ne le reconnaît pas, tant il est changé.

« Sa figure, nous dit-il, ordinairement très colorée, était pâle et défaite, ses yeux creux, sa barbe longue, ses vêtements en désordre. Il avait l'air de sortir de l'hôpital ou d'un mélodrame de la Gaîté. Sans me laisser le temps de lui adresser une parole, il m'entraîna hors de la foule, puis il me dit d'un ton grave : « Mon existence actuelle est un mystère pour tout le monde, même pour ma famille. Mais pour vous, je n'ai point de secrets. »

Et Balzac révélant à son ami le lieu de sa retraite, le convoque pour le lendemain midi. Pétigny est fidèle au rendez-vous, mais arrivé au numéro indiqué de cette rue de Lesdiguières, presque uniquement habitée par des ouvriers, il se croit victime d'une mystification.

« Cependant, continue-t-il, je me hasardai résolument dans un escalier raide et noir, et je frappai en vain à plusieurs portes; les habitants étaient à leur travail journalier. Une bonne femme, à qui je demandai M. de Balzac, crut que je me moquais d'elle ; une autre me regarda de travers et me prit pour un agent de police. Enfin je montai jusqu'au dernier étage, sous les tuiles, et là, en désespoir de cause, je poussai du pied une dernière porte fermée de quelques planches mal jointes; une voix d'homme se fit entendre. C'était celle de M. de Balzac. »

Le tableau que Jules de Pétigny nous fait de la mansarde d'Honoré est lamentable.

« J'entrai, écrit-il, dans une étroite mansarde, meublée d'une chaise dépaillée, d'une table boiteuse et d'un mauvais

(1) *Lettre inédite.*

grabat qu'entouraient à demi deux sales rideaux. Sur la table on voyait un encrier, un gros cahier couvert de griffonnages, une cruche de limonade, un verre et un reste de pain. Il faisait dans ce bouge une chaleur étouffante et on respirait un air méphitique à donner le choléra, si le choléra eût été inventé. Balzac était couché dans le lit et coiffé d'un bonnet de coton d'une couleur problématique : « Vous voyez, me dit-il, la demeure que je n'ai quittée depuis deux mois qu'une seule fois, le soir où vous m'avez rencontré. Pendant tout ce temps je ne suis pas sorti de ce lit où je travaille nuit et jour à la grande œuvre pour laquelle je me suis condamné à cette vie de cénobite et que je viens heureusement de terminer; car mes forces sont à bout. Depuis longtemps je rêvais à l'entreprise que j'ai enfin exécutée, mais j'avais éprouvé qu'un travail sérieux est impossible au milieu des distractions du monde et du tracas des affaires. J'ai donc brisé tous les liens qui m'attachaient à la vie commune, j'ai fui le genre humain et je me suis enterré vivant. Maintenant que mon œuvre est accomplie, je ressuscite et je renoue mes rapports avec les hommes. Je suis bien aise de commencer par vous. »

Et Balzac, enchanté d'avoir un auditeur sur lequel il pouvait commodément essayer l'effet de son chef-d'œuvre, lui lit *Cromwell* de bout en bout :

« La pièce, déclare Pétigny, me parut irréprochable au point de vue des règles classiques. Les vers étaient corrects (*Pétigny est bien indulgent*), les trois unités rigoureusement observées. Il y avait çà et là quelques éclairs de génie, quelques profondes intuitions du cœur humain, surtout dans Cromwell; mais l'ensemble était froid et passablement ennuyeux. Il remarqua sans doute cette impression sur ma figure; car il sembla peu content de l'effet produit. »

Cependant, Mme de Balzac mère, revenait à de meilleurs sentiments. Au fond, cette femme, intelligente et cultivée, était assez flattée d'avoir donné naissance à un futur auteur tragique. En janvier 1820, Laurence, la sœur cadette, écrit même à Honoré : « Maman est enthousiasmée de tes travaux. » Cette chère maman est si complètement retournée qu'elle recopiera de sa main, au net, d'une belle écriture bien lisible, le manuscrit de *Cromwell*.

Au printemps, la tragédie terminée, Balzac, pour se reposer, va passer quelques jours chez son vieil ami M. de Villers-La Faye, à l'Isle-Adam, puis il rentre à Villeparisis où l'on a convoqué l'aéropage familial qui doit décider, si oui ou non, *Cromwell* est un chef-d'œuvre, si, oui ou non, Balzac est de taille à devenir un homme de lettres.

A la fin d'avril 1820, selon le récit de Laure, Honoré arrive donc chez son père avec son travail achevé. Il est bien joyeux, car il compte sur un triomphe; aussi désire-t-il que quelques amis assistent à sa lecture. Il n'oublie pas celui qui jadis s'est si étrangement trompé sur son compte, Dablin le quincaillier, qui le déclarait bon tout au plus à devenir expéditionnaire.

« Les amis arrivent, nous conte Laure, l'épreuve solennelle commence. L'enthousiasme du lecteur va toujours se refroidissant, en remarquant le peu d'impression qu'il produit et les visages glacés ou atterrés de ceux qui l'entourent. J'étais, dit-elle, du nombre des atterrés. Ce que je souffris pendant cette lecture était un avant-goût des terreurs que les premières représentations de *Vautrin* et de *Quinola* devaient me donner. »

A peine Balzac a-t-il refermé son manuscrit que Dablin prend la parole, et brusque, comme à l'ordinaire, dit son opinion sans ménagement. Honoré bondit, récuse le jugement du quincaillier, mais il en appelle en vain à l'opinion des autres auditeurs qui, plus modérés dans la forme, sont tous d'accord pour estimer que la tragédie qu'ils viennent d'entendre est fort imparfaite. Enfin, M. de Balzac père, qui est un brave homme, et voit avec peine la déconvenue de son fils, propose un arbitrage. On soumettra la tragédie d'Honoré à une autorité compétente et impartiale. M. Surville, ingénieur des Ponts, fiancé de Laure, s'offre à faire lire *Cromwell* à son ancien professeur de littérature à l'École polytechnique, l'académicien Andrieux, poète et dramaturge.

Balzac accepte, et pour mettre de son côté toutes les chances, reprend le manuscrit copié par sa mère et le corrige à nouveau. Il l'annote en marge, en interligne, et l'on y rencontre ces remarques touchantes à force de naïveté :

« J'ai l'intention de changer en totalité ce monologue. Il

est trop long, et ne correspond pas à la noblesse du caractère du Roi. » — « J'ai retranché là des vers qui allongeaient. » — « L'auteur a beaucoup de corrections quant au style. Il y a quelques fautes de français qui y sont à dessein, telles que le retranchement de l's de la deuxième personne des verbes, etc. Il désire que ses travaux sous le rapport d'enrichir la langue poétique ne lui soient point comptés comme faute d'ignorance. Si on en désire le retranchement, il est facile. » — « Je crois cette tirade belle. Elle fait voir que Cromwell sera un grand roi, mais si l'on juge qu'elle est nuisible à la vigueur de l'action, je la raccourcirai. » Quelquefois, il y a des vers biffés à la plume avec une note marginale : « Je referai la péroraison mieux et plus courte. Celle-ci ne signifie rien. » — « Le vers n'est point fait. Il le sera pour la lecture. » — « Vers de Racine que j'ai pris sans scrupule à Racine qui l'avait pris à Corneille, qui l'avait pris à Rotrou. Je ne sais pas si Rotrou ne l'avait pas pris à d'autres ! »

Laure recopie le manuscrit corrigé et, au mois d'août, on le porte chez Andrieux. L'excellent homme lut soigneusement l'ouvrage qui lui était soumis et lorsque, vers la mi-août, Mme de Balzac vint avec Laure, s'enquérir du verdict, Andrieux leur déclara que le jeune auteur pouvait mieux employer son temps qu'à composer des tragédies ou des comédies. Il engagea d'ailleurs très aimablement ces dames à lui envoyer Honoré, ajoutant qu'il était loin de vouloir décourager le débutant et qu'il était tout prêt à lui indiquer comment « il faut considérer les Belles-Lettres et les avantages qu'on en peut et qu'on en doit tirer sans se faire poète de profession (1). »

Et comme il avait laissé traîner un petit papier sur lequel il avait noté ses impressions de lecture, Laure s'en saisit à la dérobée et l'apporta à Honoré.

« Honoré, nous dit Mme Surville, reçoit cet arrêt en pleine poitrine, sans broncher ni se tordre le cou, parce qu'il ne se reconnaît pas vaincu.

« Les tragédies ne sont pas mon fait, voilà tout, dit-il ; et il reprend la plume. »

Quelques années plus tard, il déclarait lui-même à Laure

(1) *Lettre inédite.*

que *Cromwell* n'avait même pas le mérite d'être un embryon.

Nous savons cependant que Balzac garda longtemps pour cette malheureuse tragédie une secrète tendresse que partageait encore en 1833 Vautor-Desrozeaux, colon de la Martinique, obscur ami de sa jeunesse : « Certes, écrivait ce fidèle de la première heure, quand tu voulus bien me lire ton *Cromwell*, cette œuvre de ta première jeunesse, je présageais pour toi d'immenses succès, et il ne dépend aujourd'hui que de toi de justifier et de réaliser mes prophéties... » (1)

Nous savons même que Balzac, malgré et peut-être même avant le verdict d'Andrieux, tenta de faire jouer son *Régicide* par Lafon, et le *Vert Vert* du 22 mai 1835 assurait qu'une copie du fameux *Cromwell* était ensevelie dans les cartons de la Comédie-Française.

*
* *

A défaut de cette copie et du manuscrit original, tous deux disparus, nous connaissons non pas un, mais deux manuscrits de *Cromwell*. Le premier, la copie faite par Mme de Balzac mère, fut sauvé par le vicomte de Lovenjoul, le second, une copie faite par Laure, est entre les mains de M. Gaston Calmann-Lévy qui nous l'a bien gracieusement communiqué.

Le manuscrit de Mme de Balzac mère, un modeste cahier de papier jauni, le plus curieux, puisqu'il est annoté par Balzac, va être publié (2), au début de 1924, en fac-similé intégral, avec introduction et notes de M. Walter Scott Hastings, chargé de cours à l'Université de Princeton, notre ami. M. W. S. Hastings s'est spécialisé dans l'étude de Balzac dramaturge, et c'est à son introduction que j'emprunte la majeure partie des notes qui vont suivre.

Lorsque Balzac commença son *Cromwell*, le sujet, était pour ainsi dire, à l'ordre du jour. Villemain, dont il suivait les cours dès 1816, accordait dans son enseignement une grande place à l'Angleterre du XVIIe siècle, et précisément en 1819, venait de publier en deux volumes, une *Histoire de Cromwell, d'après les mémoires du temps et les recueils parlementaires*. Balzac s'est

(1) *Lettre inédite.*

(2) Il formera le premier fascicule de la *Bibliothèque Balzacienne*, complément des *Cahiers Balzaciens* (Paris, A la Cité des Livres, 1924, in-4.) Une grande partie du tirage est réservée à la *Princeton University Press* qui, par sa généreuse collaboration, a rendu possible cette édition de la première œuvre de Balzac.

nourri de cet ouvrage et ce qu'il y a cherché, ce n'est pas Cromwell le Protecteur, ni Cromwell Côtes-de-fer le soldat, c'est Cromwell le régicide, l'homme religieux, exalté, violent et fourbe, celui qui croit légitime *de tromper ceux qui trompent*, l'ambitieux qui se vante *d'avoir le Roi dans sa main et le Parlement dans sa poche*. De même que Cromwell, Ireton et Fairfax viennent en droite ligne de l'ouvrage de Villemain : Ireton, fier et violent, tout à la guerre et à la politique, le conseiller le plus écouté de Cromwell ; Fairfax, un brave général parlementaire qui s'oppose fermement à l'exécution de Stuart et, résolu à la prévenir, veut arracher le Roi aux mains des meurtriers. Tels Villemain les a décrits, tels Balzac les a reproduits.

Mais Balzac n'a pas toujours suivi fidèlement l'histoire et a inventé, pour corser son intrigue, différents épisodes. La prise et la reddition des fils de Cromwell sont de pures fictions : le fils de Strafford n'a jamais existé, et Essex n'a jamais commandé l'armée royaliste, mais il fut bien au contraire général en chef de l'armée du Parlement levée en 1642 et remporta la fameuse victoire d'Edge-Hill. Notons enfin que la Reine n'était pas en Angleterre, comme le suppose Balzac, au moment de l'exécution de Charles, en 1649, mais réfugiée au Louvre en compagnie de ses enfants. A part ces quelques licences dramatiques, Balzac s'est fidèlement inspiré des faits historiques tels qu'il les a trouvés dans Villemain. Pour le fond, *Cromwell* est donc un drame historique. Pour la forme, il est nettement classique, ou du moins voudrait l'être. Dramaturge inexpérimenté et mauvais versificateur, Balzac a décalqué pour ainsi dire morceau par morceau sa pièce sur les tragédies de Corneille et de Racine.

On lit sur un lambeau de papier, qui lui servit de mémento, ces indications écrites de sa main :

« Imitations pour Cromwell. Pour l'imprécation qui termine le 5e acte, il faut consulter Virgile dans celle de Didon ; Corneille, celle de Camille. » Et Balzac n'y a pas manqué.

Ainsi que Camille maudissait Rome, Henriette d'Angleterre maudit Albion :

> Exécrable Albion, je puis donc te haïr,
> Je renonce à régner où l'on m'a pu trahir.
>
> . . . . . .

Puisse de mon pays s'élever un vengeur
Qui, de l'orgueil rabaissant la hauteur,
De vingt siècles de haine accepte l'héritage
Et sous une autre Rome engloutisse Carthage.

Il note encore : « Voir l'*Iphigénie* d'Euripide, ce qu'elle dit à sa mère lorsqu'on l'emmène pour le sacrifice. » Et nous retrouvons les paroles de pardon d'Iphigénie :

Ne reprochez jamais mon trépas à mon père

sur les lèvres de Charles Ier :

Je ne désire pas que l'on venge ma mort.
De mes juges surtout ne tirez point vengeance.
Oui, ceux qui m'ont trahi méritent l'indulgence.

« Pour la scène II du IIe acte, continue Balzac, voir la scène des *Phéniciennes* de Jocaste, revoyant son fils Polynice, » et voilà Euripide mis à contribution pour la touchante réunion du roi Charles Ier et de la Reine après leur longue séparation.

Bossuet lui-même collabore au *Cromwell* de Balzac, lorsqu'il faut que « ce luron de Strafford » fasse le portrait du régicide. Mais en relisant les pages de l'oraison funèbre d'Henriette d'Angleterre où Bossuet a dressé le portrait moral de Cromwell, Balzac est épouvanté du modèle qu'il veut imiter.

Il prendra encore dans Bossuet le *Nunc erudimini* qu'il mettra dans la bouche de Fairfax au moment où tombe le rideau final :

O rois, instruisez-vous à gouverner le monde.

Il copiera presque les vers d'Agamemnon dans l'*Iphigénie* de Racine :

Heureux qui satisfait de son humble fortune,

qu'il placera dans le rôle de Charles Ier en les démarquant grossièrement.

Heureux, cent fois heureux, s'il connaît son bonheur,
Celui qui loin des cours a su fuir la grandeur.

Mais l'influence essentielle que Balzac a subie est celle de *Cinna*, de *Cinna* qu'il était allé voir jouer par Talma et Mlle Duchesnois, à la Comédie-Française, en cachette. Et certainement, parmi toutes les empreintes dont est couvert le *Cromwell* de Balzac, celle de *Cinna* est la plus profonde.

La magnanimité de Charles Ier domine toute la pièce, comme la clémence d'Auguste domine *Cinna*. Balzac écrivait même à sa sœur Laure, ainsi que nous l'avons vu plus haut : « La magnanimité de Charles Ier, rendant à Cromwell ses fils, est plus belle que celle d'Auguste pardonnant à Cinna. » Cromwell, Ireton, Charles Ier ; Cinna, Maxime, Auguste ! Même triumvirat chez Balzac que chez Corneille.

A côté de cette ressemblance foncière, les ressemblances de détail abondent.

Cinna, parlant d'Auguste, déclare :

> Lui mort, nous n'avons point de vengeur ni de maître.
> Avec la liberté Rome s'en va renaître.

En écho, Cromwell, à Westminster, déclare à son tour :

> Et la mort de Stuart détruisait avec lui
> Ce pouvoir colossal qui des rois est l'appui.

Ailleurs, Charles Ier déplore le sang versé et il s'écrie :

> ... Je ne veux plus voir
> Le sang toujours couler, et les lois sans pouvoir.

Mais Auguste avait crié avant lui :

> Mais quoi ? Toujours du sang et toujours des supplices.

Charles Ier, démasquant l'ambition de Cromwell, s'exprime ainsi :

> Ma couronne, je sais, vous semble une conquête
> Et vos regards d'avance en dépouillent ma tête.

Auguste ne s'exprimait pas autrement en démasquant Cinna :

> Quel était donc ton but ? D'y régner en ma place.
> D'un étrange malheur son destin le menace,
> Si pour monter au trône et lui donner la loi
> Tu ne trouves dans Rome autre obstacle que moi.

On pourrait ainsi pousser indéfiniment les comparaisons et continuer indéfiniment les démonstrations.

Mais le lecteur sera peut-être curieux de connaître, d'ensemble, à titre d'échantillons, des morceaux de quelque étendue. En voici donc plusieurs, extraits du deuxième acte.

La scène se passe à Westminster, dans la salle où se trouve l'entrée des tombeaux des rois d'Angleterre.

Charles Ier, vaincu par les révoltés, attend sa condamnation. Au premier acte, le Roi ne paraît pas, mais nous assistons à l'arrivée de la Reine, qui débarque à Westminster après un pénible voyage sur le continent où elle est allée solliciter les secours des puissances. Elle est anxieuse, mais ne sait pas encore que son mari est vaincu et captif dans son propre palais.

Le fils de Strafford, tout dévoué au Roi déchu, est en train de faire connaître à la Reine, la trahison de Cromwell et le triste sort de son mari lorsque paraissent Cromwell, puis les conjurés : son gendre Ireton, Fairfax, Lambert, etc. La Reine, dont Cromwell ignore l'arrivée, se cache dans un tombeau, afin de pouvoir écouter sans être vue.

Elle apprend les homicides projets de Cromwell approuvés par tous les conjurés, sauf par l'honnête Fairfax, et n'y tenant plus, sort de sa cachette, apostrophe violemment les conjurés et disparaît.

« Milords, s'écrie Cromwell,

... un tel affront décide la sentence.

Délivrons l'Angleterre, achevons sa vengeance. »

Et il disparaît à son tour avec les conjurés, laissant la scène vide. C'est à ce moment que s'ouvre le second acte. Charles Ier paraît.

ACTE II (1)

SCÈNE PREMIÈRE

LE ROI, seul (2).

Heureux, cent fois heureux, s'il connaît son bonheur,
Celui qui, loin des cours, a su fuir la grandeur !
S'il n'a pas, au berceau, le poids d'une couronne,
(Que le ciel nous ravit pour montrer qu'il la donne) ;
Il ne vit pas d'erreurs ! Il n'eut pas à signer
Le supplice de ceux que j'ai dû condamner,
Et s'il cultive en paix son modeste héritage,
De toute ma tempête, il n'a que le nuage !...

(1) Toutes les notes qui vont suivre sont des notes de Balzac.

(2) *Notes de l'auteur.* — Le monologue actuel sera remplacé par un autre, beaucoup plus court et plus à la hauteur du reste. Il ne sera conservé de celui-ci que les huit vers de la fin. H. B.

Nota. — J'ai l'intention de changer en totalité ce monologue. Il est trop long et ne correspond pas à la noblesse du caractère du Roi.

Vous tous qui gouvernez, méditez sur mes fers
Ce que vient d'y graver le Roi de l'univers :
« Il ne vous suffit pas de ceindre un diadème,
« Pour avoir la science et régner par vous-même.
« Dans l'histoire des temps, apprenez les leçons
« Que ma puissante main adresse aux nations !
« En son ordre immuable, imitez la nature,
« De votre cœur en tout écoutez le murmure ;
« J'ai fait la conscience, un tribunal aux Rois,
« Et tout l'encens des cours n'étouffe pas sa voix !
« Elle vous dit assez que la Sainte Justice
« Ne doit pas, en aveugle, obéir au caprice,
« Qu'elle ne vous rend pas majestueux et grands,
« Pour être à vos sujets des éternels tyrans,
« Observez avec soin leurs mœurs, leur caractère ;
« Sachez comment on peut leur commander, leur plaire.
« Le peuple n'a-t-il pas précédé tous les Rois ?
« Et même avant le peuple, il exista des lois !
« Consultez-les toujours, ne régnez que par elles,
« Et vos trônes, alors, protégés de mes ailes,
« Par des peuples vengeurs n'étant plus ébranlés,
« Resteront à des Rois par ma voix appelés !... »
Aurais-je méconnu ces divines maximes ?
Grand Dieu, tu sais ma vie ; ai-je commis des crimes ?
Mais je n'ai pas chassé tous ces vils courtisans,
Dont le groupe attentif me vendait son encens,
Et qui m'entretenait de ma toute-puissance
Lorsqu'il fallait guider mon inexpérience !
Sans cesse j'entendis que l'art de gouverner
Était l'art d'être craint, non de se faire aimer !
Qu'enfin d'une autre terre on façonnait les princes ;
Peut-être étais-je alors haï dans mes provinces !...
Du malheureux Strafford j'ai pu signer l'arrêt ;
Il m'a bien averti qu'il me précéderait !
En vain il conjura la fatale tempête,
Son foudre audacieux n'ignorait plus ma tête,
Le jour que, souscrivant aux cris des factieux (1),
J'ai puni mon ami d'être trop vertueux.

(1) Bon. Ceci sera conservé. [C'est-à-dire les sept vers qui suivent.]

Ce sont là mes erreurs. La peine en est sévère.
Je puis servir d'exemple aux princes de la terre!...
Strafford est bien vengé! Mais surtout par son fils !
Seul il me plaint. O Rois, choisissez vos amis!...
Sans aucun despotisme empêchez la licence,
Et ménagez le peuple,... il fait votre puissance !...

SCÈNE II

STRAFFORD, LA REINE, CHARLES. (Il réfléchit.)

Strafford et la Reine sont au fond du théâtre. Le Roi sur le devant.

STRAFFORD, montrant le Roi.

Voici le Roi !

LA REINE.

J'ai donc un moment de bonheur !
Peut-être un doux sommeil suspend-il sa douleur?
(Elle s'approche.)

LE ROI, l'apercevant.

Ah ! n'est-ce point un songe? Est-ce toi, chère épouse?
De combler mes malheurs la fortune jalouse
M'a trop privé des soins qui calmeraient mes maux!

LA REINE.

Mais, n'ai-je point, Seigneur, troublé votre repos?

CHARLES.

Depuis que l'infortune obscurcit ma carrière,
Le sommeil a quitté ma captive paupière (1).
Je pense, chère amie, au compte solennel
Que je devrai, dans peu, porter à l'Éternel.
Peut-être trouverai-je un juge favorable
Puisque de son courroux ici-bas il m'accable !
(Apercevant Strafford.)
Approchez-vous, Strafford ; n'êtes-vous pas mon fils?
Vous devez partager le bien dont je jouis.
Déposez le respect. C'est un ami, Madame!...

(1) J'ôterai ces trois idées de sommeil répétées.

STRAFFORD.

Sire, un doux sentiment attendrissait mon âme,
Vous voyant réunis!... Un avis important
Transmis par un soldat m'arrive en cet instant.
Malgré votre bonté, j'en fais le sacrifice,
Et cours la mériter en vous rendant service.

CHARLES, bas à Strafford.

Si cet avis, Strafford, précipitait ma fin,
N'en instruisez que moi. (Montrant la Reine) Cachons-lui mon destin.

Dans la scène III, la Reine fait au Roi le récit de son voyage sur le continent, de l'affreuse tempête à laquelle elle a échappé par miracle mais qui a englouti l'armée qu'elle venait de lever en France.

Pleine d'énergie, elle combat l'inertie du Roi qui d'avance se résigne à une mort certaine. Elle cherche à dessiller les yeux de son mari qui ne veut pas, malgré l'évidence, croire à la trahison de Cromwell. Elle se prépare à lui raconter la scène de conjuration à laquelle elle vient d'assister, lorsque Cromwell paraît.

SCÈNE IV

LA REINE, CHARLES, CROMWELL.

CROMWELL, à part.

Dieu! la Reine avec lui!
(Au Roi).
Sire, le tribunal attend votre présence.
Allons faire éclater la voix de l'innocence.
Des gardes outrageants je viens sauver l'affront.
Avec moi, désormais, ils vous respecteront.

LA REINE.

Votre indigne Sénat, Cromwell, peut nous attendre.
Nous voulons, cependant, vous parler, vous entendre.

CHARLES.

Jusqu'aujourd'hui, Cromwell, j'estimais vos vertus;
Elles rendaient le calme à mes sens abattus.

Enfin, je vous aimais, malgré mon cœur lui-même!
Oubliant vos efforts contre mon diadème,
Je fesais plus encore : en dépit des discours
Que sur vous mes amis répétaient tous les jours,
J'ai cru que, détestant votre faute première,
Vous marchiez à grands pas dans une autre carrière,
Et connaissant les mains qui m'ont su renverser,
Vous les flattiez encor pour les paralyser!
J'admirais ce dessein et l'heureuse industrie
Qui sauvait votre Prince et sauvait la patrie.
Mais votre Tribunal a dessillé mes yeux!
Alors je soupçonnai des projets odieux.
Ils éclatent dans l'ombre et vous êtes un traître!
Et vous l'êtes, Cromwell, pour le plaisir de l'être!...
Me tromper dans les fers! Et pourquoi ce forfait?
Si le tombeau m'attend, quel en sera l'effet?
Et quelle en est la cause?

CROMWELL.

Et vous avez pu croire
Que Cromwell commettrait une action si noire?
Sire, quel scélérat, affamé de douleurs,
Affronterait l'aspect de sa victime en pleurs?
Et je le soutiendrais? (A la Reine qui l'examine.) Regardez mon [visage.
Et s'il est de notre âme une parfaite image,
Il ne vous peindra pas un coupable étonné,
Mais un cœur généreux, justement indigné,
En voyant transformer par la malice humaine
Les travaux de son zèle en des travaux de haine!
Vous devez me haïr; vous en avez les droits!...
Je me rappelle encor mes funestes exploits,
De ma coupable erreur je fais l'aveu sincère;
J'ai de la liberté poursuivi la chimère.
J'ai tramé votre perte et vous ai combattus.
O mes Rois, plaignez-moi! J'ignorais vos vertus.
Mais en les connaissant j'épousai votre cause;
C'est en votre grandeur que la mienne repose.
Dans le poste où je suis je ne puis que déchoir.
J'écoute, en vous sauvant, l'orgueil et mon devoir.

Avant de m'accuser, consultez ma conduite;
On résout votre mort; j'assure votre fuite;
Je dispose le peuple et l'affreux Parlement,
Pour de notre victoire amener le moment.
Voilà de mes complots toute la perfidie;
Je travaille à vous rendre et le sceptre et la vie,
Et c'est moi, Sire, moi, qu'on vous fait soupçonner,
Pendant que mes efforts ne tendent...

LA REINE.

Qu'à régner!
Ne l'ai-je pas ouï de votre propre bouche,
Lorsque, fanatisant une troupe farouche,
Vous tâchiez d'échauffer sa trop timide ardeur
Par le frivole aspect d'une feinte grandeur!
Comment de vos discours justifier l'audace,
Ce langage, où brillait le crime et la menace?
N'avez-vous pas alors juré notre trépas?

CHARLES.

Répondez!

CROMWELL.

C'est vrai, Sire, et ne m'en défends pas!...
Mais d'autres que mes Rois n'auraient point de réponse.
Malgré l'obscurité que ma conduite annonce,
Reconstruire le trône est mon unique soin,
Et j'en ai l'Éternel pour juge et pour témoin!
Hélas, c'est en lui seul que mon espoir se fonde,
Et, fort de son appui, je méprise le monde!
La vaine opinion ne fut jamais ma loi;
De mes vastes desseins, le confident, c'est moi;
A travers nos dangers je n'ai pas pris pour guide
La commune raison, que mon pas intimide.
Voilà, Sire, pourquoi je semble vous trahir,
Alors que tout Cromwell s'épuise à vous servir.
Et ces secrets détours, vous allez les connaître;
Reine, vous jugerez si Cromwell est un traître.
Vous avez entendu mon coupable discours;
Vous me serviez bien mal en arrêtant son cours,
Il était exécrable, impie et sacrilège...

Madame, admirez-moi, car il couvrait un piège,
Voyez jusqu'à quel point; quittant la vérité,
J'avais su dépouiller toute fidélité,
Pour en mieux revêtir les signes de la haine...

CHARLES.

Pourquoi, Cromwell?

CROMWELL.

Pourquoi? Pour briser votre chaîne!
Il n'appartient jamais aux chefs des nations
D'arrêter dans leur cours les révolutions.
Mais on peut diriger leur volcan qui dévore.
Lorsque tous les partis étincelaient encore,
Rassembler mon armée et me joindre avec vous,
C'était n'en vaincre aucun et les combattre tous,
Pour donner la victoire, empirer notre crise.
Pour dompter les partis, il faut qu'on les divise.
Il faut, pour conjurer la perte de l'État,
Imiter leur langage et leur tendre un appât,
Par l'attrait d'une proie orner le précipice,
Où des chefs ennemis s'engloutit l'avarice.
En devinant leur but, j'ai paru les servir.
Je leur promis beaucoup; j'ai su ne rien tenir!
Je fus leur maître. Alors, écrasant l'un par l'autre,
Aisément, sur eux tous, je fais planer le nôtre.
Leurs divers intérêts, par mes soins isolés,
A la paix de l'État périssent immolés.
Le calme va renaître au fort de notre orage;
Malgré tous vos soupçons, il sera mon ouvrage,
Et mon affreux discours est le dernier ressort
Dont le perfide jeu décidait notre sort.
Il me fallait savoir les défenseurs du trône :
Parmi ceux dont je n'ose acheter la personne,
Si j'eus, plein d'un beau zèle, exposé mes desseins,
En voulant les gagner, j'aurais obtenu moins,
Et l'on m'eût écouté pour me perdre peut-être!
Ils m'auraient, à l'envi, signalé comme un traître.
J'ai déguisé mes vœux en excitant les leurs ;
Fatigués d'être égaux, ils veulent les honneurs.

Dans leurs cœurs, en secret, mon discours m'a fait lire :
Ils regrettent le trône, et pour nous tout conspire.
L'arrêt du Tribunal, loin d'y graver l'affront,
D'un libre diadème ornera votre front.
Tout en vous défendant, comptez sur ma prudence.
Écoutez, sans frémir, jusqu'à votre sentence.
Si j'échouais, alors, Essex est prévenu ;
Le Parlement expire et Charles est reconnu.
Apercevez en tout la volonté divine,
Construisant le triomphe au sein de la ruine.
Ce prodige accompli, le trône est assuré.
S'il ignore les mains qui l'auront restauré,
Tout le peuple, adorant votre saint diadème,
Croira, s'il n'obéit, insulter à Dieu même !...

LA REINE, à Charles.

Par tous ces faux discours, seriez-vous combattu ?

CHARLES, à la Reine.

Quand je suis incertain, je crois à la vertu.

(A Cromwell).

Marchons.

LA REINE.

Ah ! laissez-moi vous suivre !

CHARLES.

Adieu, Madame.

(Le Roi et Cromwell sortent).

SCÈNE V

LA REINE, seule.

Par cet adieu sinistre il a glacé mon âme.
Peut-être que Cromwell le conduit à la mort !
Grand Dieu ! Dieu tout puissant, qui disposes du sort,
Ah ! s'il faut qu'il périsse, écoute ma prière.
Fais qu'au moins je le voie à son heure dernière,
Et que je sois la seule entre sa vie et toi !...
Quel tumulte ! quel bruit ! Sauvez, sauvez le Roi !

SCÈNE VI

LA REINE, STRAFFORD

STRAFFORD.

Il est sauvé, Madame, et n'ayez plus d'alarmes;
Nous combattrons Cromwell avec de fortes armes.
Ses fils, quoique vainqueurs, sont en notre pouvoir.
Essex les a surpris!

LA REINE.

Et quel est votre espoir?

STRAFFORD.

Cromwell chérit ses fils, et vous pouvez comprendre
Qu'il nous les paiera cher, avant de les lui rendre.
Le salut de Stuart doit en être le prix.
Il faut qu'il le délivre, ou qu'il pleure ses fils.
Profitons du bienfait que le ciel nous envoie;
Faisons trembler Cromwell, et qu'il rende sa proie!

Mais arrêtons là nos citations. Le lecteur a pu suffisamment apprécier par ces extraits la facture de cette tragédie sur laquelle Balzac avait fondé de si grands espoirs. Le *Cromwell* de Balzac ne portera jamais ombrage au *Cromwell* de Victor Hugo, non plus, sans doute, que ce *Cromwell* composé, vers la même date, par Mérimée et lu chez Delécluze en présence de Stendhal, d'Ampère fils et de Viollet-le-Duc.

Mais le poncif balzacien restera pour l'histoire et la critique un document de haute valeur, permettant de juger en connaissance de cause de la culture intellectuelle et des goûts littéraires de Balzac à vingt ans.

En tout cas, pour nous, balzaciens, c'est la plus précieuse des reliques.

MARCEL BOUTERON.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

EN ÉCOUTANT *VIVE MATHUSALEM* (1)

Le hasard d'un voyage m'a conduit à la fin d'octobre à Birmingham, pendant une des premières du *Bernard Shaw Festival* au *Repertory Theatre*. C'est un petit théâtre fondé, il y a une dizaine d'années, par un riche amateur, M. Barry V. Jackson, sur le modèle du *Deutsches Theater* ou du Vieux-Colombier. Le premier directeur a été un poète, M. John Drinkwater, qui a monté entre autres son *Abraham Lincoln*. La salle peut contenir un millier de spectateurs. Pour décoration, une boiserie très simple; pas de lustre, un plafond à caissons lumineux. La scène n'est pas grande, mais fort bien équipée. Un petit orchestre invisible joue pendant les entr'actes du Haendel et du Bach.

C'est là que M. Jackson a eu l'idée de célébrer le jubilé du fameux auteur du *Théâtre désagréable*, en représentant quelques-unes de ses dernières comédies : *Crèvecœur*, et surtout la vaste fantaisie philosophico-dramatique, le polyptyque en cinq parties, la « pentalogie » ou le « Pentateuque » auquel M. Bernard Shaw a donné le titre singulier de *Vive Mathusalem!* Cette immense rhapsodie avait paru depuis deux ans, et avait même été jouée en Amérique. Mais la représentation sur la scène du *Repertory Theatre* a été la vraie date de naissance de l'ouvrage. L'idée de ces grands drames cycliques n'est pas nouvelle. Sans remonter jusqu'à l'*Orestie* ou aux *Passions* du Moyen-âge, nous avons l'exemple de Wagner, et il n'a pas été

(1) *Back to Methuselah, a Metabiological Pentateuch by Bernard Shaw*, 1 vol. in-8°, Constable et Cie, édit., Londres, 1922.

perdu pour l'auteur du manuel du *Parfait wagnérien.* Le théâtre anglais n'offre-t-il pas la tradition des « Histoires » de Shakspeare? Le cinéma lui-même achève de rendre populaires ces compositions en forme de « journées. » Il est vrai que le théâtre a renoncé depuis longtemps à ces grandes entreprises. Aucun impresario ne se soucie de faire les frais d'une de ces comédies qui supposent l'assiduité des mêmes spectateurs pendant deux ou trois jours de suite.

Mais cette gageure n'était pas faite pour intimider M. Bernard Shaw. Il a le sentiment très vif de la dignité du théâtre. Cette idée de sa mission est un trait essentiel de l'auteur des *Trois pièces pour les Puritains.* Depuis trente ans qu'il fait le tour des questions sociales, question des taudis, militarisme, traite des blanches, il devait lui venir l'ambition d'écrire une œuvre plus générale, et il a donné en effet, il y a une vingtaine d'années, sa pièce capitale de *Man and Superman*, où il reprend le thème de Don Juan. Il a toujours nourri l'idée de créer des mythes, de donner un « pendant » anglais aux grandes œuvres philosophiques, telles que le *Faust* de Gœthe ou le *Brandt* de « saint Ibsen. » Il reproche à Shakspeare de n'avoir pas de philosophie. Aujourd'hui, après une période de négation violente, il en vient à reconnaître que « la religion est, pour la civilisation, une question de vie ou de mort. » L'athée, le membre impie de la *Fabian Society*, qui tirait sa montre à dîner, en donnant à Dieu cinq minutes pour le foudroyer, s'il existait, arrive à concevoir une foi comme une nécessité. Ses dernières œuvres baignent par instants dans une horreur sacrée. Dans son *Mathusalem*, ce tour d'esprit se développe encore. L'auteur nous donne son testament, son idée de l'humanité. Il trace une vision nouvelle de l'évolution. On ne peut savoir trop de gré à M. Barry Jackson qui, dans son petit Bayreuth de Birmingham, a monté le « Mystère » de M. Bernard Shaw.

Je ne l'ai pas vu tout entier; je n'ai pu assister qu'à deux des épisodes. La pièce m'a paru un peu froide ; certaines scènes sont d'une longueur interminable. M. Bernard Shaw se moque de la pièce bien faite. Son rêve est de s'adresser à un parterre de philosophes. Le public parisien serait-il moins philosophe que celui de Birmingham? La lecture m'a plus diverti que la représentation.

Ces pièces où il ne se passe rien ne sont pas les plus faciles à raconter. Il n'y a même pas de personnage principal. Le sujet, comme la Bible ou la Tétralogie, embrasse l'histoire de l'humanité; la première scène se passe dans le paradis terrestre; la dernière se place « à l'extrême horizon de la pensée, » vers l'an 31920 de notre ère; on voit alors reparaître et disparaître les personnages de la première scène, Adam et Ève et le serpent, suivis de la grande Lilith, en qui se confondaient encore les natures de l'homme et de la femme. Entre ce prologue et cet épilogue s'intercalent les trois épisodes « humains, » la partie fantaisiste ou satirique du « Mystère. » Il s'agit, en réalité, de deux poèmes insérés l'un dans l'autre, réunis par une certaine unité de pensée : l'un est un drame religieux, à personnages sacrés; l'autre, une farce aristophanesque, dans le goût des *Nuées* ou des *Voyages de Gulliver*. On pourrait presque parler séparément de ces deux drames. Mais le plus simple est de commencer par le commencement.

Donc, nous voici à l'aurore du monde, par un après-midi d'été, dans le jardin du Paradis. Adam et Ève se montrent un faon qui vient de se rompre le cou, et ils connaissent qu'on peut mourir. Adam est un esprit inquiet et songeur; il écoute en lui-même une Voix qui l'agite. L'idée de son éternité le ronge. Et la femme s'effraie de ne pas suffire à l'homme et la mort lui fait peur. Mais le serpent, la plus subtile de toutes les bêtes, se glisse auprès d'elle, et lui souffle que la mort n'est rien : on peut la vaincre par la naissance. Toutes les créatures périssent, les espèces durent. L'homme n'est donc plus condamné à une existence éternelle, et la femme n'aura plus à craindre que la vie cesse. L'œuvre de la création est assurée. Et le serpent, baissant la voix, révèle à Ève le grand secret.

Chose curieuse! Le premier couple ne connaît pas le désir. Adam et Ève sont frère et sœur. Qui ne se rappelle au contraire dans le *Paradis Perdu* la majestueuse idylle de nos premiers parents, l'enchantement de leurs caresses, ce magnifique épithalame? M. Bernard Shaw se sépare ici du grand poète : il se range à l'opinion qui regarde la sensualité comme le péché originel. L'instinct de la reproduction n'est pas, dans son esprit, le grand ressort de la nature. La nature connaît d'autres voies pour perpétuer la vie : l'homme aurait pu se reproduire comme la fleur; peut-être y parviendra-t-il un

jour. Ce qui est primitif en lui, ce n'est pas la chair ni le sang, c'est l'idée, la pensée, le rêve, c'est le Saint-Esprit, c'est le dieu vivant qui est en nous, la volonté intelligente qui est l'organe de la création. C'est pourquoi, avant Adam et Ève, M. Bernard Shaw place le vieux mythe talmudique de Lilith, la mère mystérieuse du genre humain, en qui les sexes n'étaient pas encore séparés. C'est elle qui, à la dernière page du poème, apparaît pour en donner le sens : et ce sens n'est peut-être qu'une immense méditation sur le prix de la vie et la rédemption de la chair.

Et voici, au second tableau, les conséquences de la faute : le crime est entré dans le monde avec Caïn, le premier meurtrier. Il paraît, vêtu de peaux de bêtes, casqué d'un mufle de tigre, orné de cornes de taureau : il est l'assassin, le chasseur, le conquérant, le Surhomme (déjà !), celui qui ne travaille pas et qui refuse de gratter la terre, mais qui tue et risque pour vivre; il n'accepte plus l'existence du paisible herbivore qu'est son père : « Tais-toi, vieux légume ! » lui crie-t-il ; mais il fait de la sienne un jeu dangereux et magnifique. En faisant violence à la vie, il y introduit un élément nouveau : la passion. A la femme qui donne des enfants, il préfère « celle qui donne des rêves. » Il invente pour elle les ornements, le luxe, les fards, les viandes et les épices : et après cette vie de rapines, courte et brutale, il en imagine une seconde, une immortalité de jouissances après le tombeau. Le guerrier est le complice du prêtre. Ils s'associent ensemble pour inventer le surnaturel. Ils imaginent de dompter les hommes et d'en faire des armées ou des troupeaux d'esclaves : de là l'État et la cité. Tous les crimes, toutes les impostures découlent ainsi du premier sang, plié sur sa bêche, et à demi ébranlé par la tentation : c'est pourquoi le salut viendra d'Ève.

Mes fils et les fils de mes fils ne sont pas tous comme vous autres des laboureurs et des guerriers. Il y en a qui ne savent pas travailler ni se battre; ils ne servent à rien : mais ils inventent de belles paroles pour raconter de beaux mensonges. Ils se rappellent ce qu'ils voient en rêve. Ils rêvent même les yeux ouverts. Et tous nos rêves, le serpent l'a dit, peuvent devenir des vérités.

Et, faisant tourner son rouet, pendant que l'homme pousse son outil, elle se murmure à elle-même : « On ne vit pas seulement de pain. Il y a autre chose... »

Sur ces mots le prologue finit, et l'on reconnaît bien dans la famille d'Ève quels sont les fils chéris de M. Bernard Shaw : c'est la race des poètes, des inventeurs et des artistes, ceux qui pensent, qui créent et embellissent la vie. Ils ont le pouvoir secret de façonner le monde. Ils représentent l'esprit de l'espèce, ils incarnent le plan divin : ils sont la Pensée, le *Logos*, le génie qui modèle l'humanité, le Démiurge de l'Évolution. Car l'Évolution elle-même est créatrice : c'est la faiseuse de miracles qui ajoute sans cesse aux formes de la nature. Il n'est pas vrai que la loi du monde soit la lutte pour la vie et le triomphe du plus fort ; le mot de la vie est esprit, création intelligente. Mais je ne puis résumer la préface du « Pentateuque. » Il suffit de savoir que l'auteur y affirme la foi de la Force vitale et de ses facultés de développement indéfinies. Et c'est sur une de ses conséquences possibles, qu'il construit le reste de sa fantaisie.

Il imagine donc que la vie humaine est trop courte, et qu'il n'y a rien à en faire, tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen d'en tripler la durée. C'est le sujet de la seconde pièce, *l'Évangile des frères Barnabas*. La scène se passe de nos jours, au lendemain de la guerre : devant le gâchis de l'Europe, les deux frères se prennent à réfléchir : l'un, Franklyn, est un philosophe, l'autre, Conrad, un biologiste ; et le résultat de leurs réflexions, c'est que les hommes n'ont pas le temps de vieillir : ils meurent avant l'âge de raison. Il faudrait au moins trois cents ans d'existence assurée, pour résoudre les problèmes de notre génération. Aujourd'hui, rien ne dure : de là le gaspillage. C'est ce que dit le petit Haslam, le nouveau pasteur de la paroisse : « La maison durera toujours autant que moi. » Il ne ferait plus ce raisonnement, s'il y allait de plusieurs siècles. Croyez-vous que la petite bonne se coifferait du premier venu, si elle avait la perspective de deux cents ans de tête à tête? Le vieux Mathusalem devait y regarder à deux fois avant de s'engager pour la vie. Conclusion : il faut que jeunesse se passe. Vive Mathusalem !

Le paradoxe ne manque pas de sens, mais il ne faudrait pas le prendre pour autre chose. On ne voit pas que le monde ait jamais gagné au règne des vieillards. Qu'aurait fait Raphaël, quand il aurait vécu cent ans, de plus beau que *le Parnasse* ou *l'École d'Athènes*? Mais M. Bernard Shaw sait cela aussi bien que moi. Le fait est que la moyenne de la vie s'est élevée.

On peut bien, pendant qu'on y est, y ajouter un ou deux siècles. Comme donnée romanesque, cette hypothèse n'est pas plus absurde que beaucoup d'autres. Chicane-t-on Rabelais sur les dimensions qu'il prête à ses géants? Quelques lustres ne coûtent pas plus que quelques coudées. Ce sont des fantaisies dans le domaine de la relativité. C'est le procédé du doyen Swift, c'est celui de Voltaire dans son *Micromégas*. La nouveauté de M. Bernard Shaw, c'est d'introduire, au lieu d'une variable d'étendue, une variable de durée. Le résultat n'est pas moins piquant.

Figurez-vous la course d'une bague mobile, surmontée d'un miroir où se refléteraient les phénomènes présents, se déplaçant le long d'une règle graduée en siècles, depuis *moins* l'infini jusqu'à *plus* l'infini. Voici la bague arrêtée d'abord à l'année où nous sommes, en 1923. Les Barnabas viennent de découvrir leur idée : à savoir que, pour sauver la civilisation, la vie humaine doit se prolonger jusqu'aux environs de trois cents ans. Quel effet cette découverte va-t-elle produire sur le public? Le hasard fait qu'on se trouve en période électorale, et que deux candidats viennent solliciter le suffrage des deux frères. L'un est le cordial démagogue Joyce-Burge, « ex-premier ministre de la Coalition, aujourd'hui un des chefs de l'opposition, qui en compte une demi-douzaine, » un de ces hommes « qui ne croient pas un mot de ce qu'ils disent, et en profitent pour ne croire personne : » à ces traits, reconnaissez M. Lloyd George. Il n'est pas plus difficile de deviner que le grand leader libéral M. Lubin n'est autre que M. Asquith : tout y est, la légèreté, l'onction, la suffisance, les manières fleuries, et pour achever, un ou deux coups de patte à « Margot. » Les deux fantoches sont criants de vérité, mais à la scène les acteurs intervertissent les visages : Joyce-Burge s'est fait la tête de M. Asquith et Lubin celle de M. Lloyd George. C'est d'une drôlerie impayable. La salle se tord de joie. Les deux politiciens rivalisent d'inconscience.

FRANKLYN. — Vous resterez dans l'histoire comme une bande de polissons qui, tout en faisant de son mieux, n'a pas moins failli chavirer la civilisation, et n'a que trop réussi à balayer de la terre quelques millions de ses habitants.

BURGE. — Pas tout à fait un million.

FRANKLYN. — Ça, c'est le chiffre de nos pertes.

BURGE. — *Si vous comptez les étrangers !*

On conçoit l'effet que produit sur les deux compères la révélation des frères Barnabas : après un moment de stupeur, ils aperçoivent soudain le parti à tirer de ce programme mirifique : Vive Mathusalem! Quelle plateforme électorale !

LUBIN. — Me voyez-vous d'ici : chef du parti pendant trois siècles!

BURGE. — Vous dites??

LUBIN. — Évidemment, ce sera un peu dur pour les jeunes. Entre nous, ce sera plus chic de passer la main au bout d'une centaine d'années : *à condition que Mimi veuille bien.*

FRANKLYN. — Quand nous aurons des hommes d'État et des citoyens mûrs...

LUBIN. — Comment, les électeurs aussi ?... *Je n'y avais pas pensé.*

Poussons maintenant notre notre « mobile » d'environ cent cinquante degrés : nous sommes en l'an 2170, dans le cabinet du président de la République britannique. Grand salon blanc, décor cubiste ; un grand cadre vitré au mur ; sur la table, des commutateurs : ce sont des appareils de photo-téléphone qui permettent de voir à distance la personne au bout du fil. L'image vient se placer dans le cadre vitré. Les costumes sont d'un vague XVIIIe siècle, avec des sandales Directoire. Le Président est un personnage jovial, heureux compromis des deux compères de la scène précédente, Burge-Lubin. L'Angleterre est toujours le pays du bien-être : les Anglais se réservent les situations de luxe, mais ils font faire les gros métiers par des races inférieures, qui n'ont pas encore perdu l'habitude du travail. Le chef du Cabinet est un Chinois, et le ministre de l'Hygiène est une négresse.

C'est alors que la « chose » arrive. On voit entrer un petit homme très frais en costume d'abbé de cour ; c'est l'archevêque d'York. Il ressemble étonnamment au jeune pasteur Haslam que nous avons vu autrefois chez les frères Barnabas. Et en effet, c'est le même homme. On découvre que cet ecclésiastique a deux cent quatre-vingt-trois ans. L'évolution a fait des siennes. On imagine quelles ruses il a dû mettre en œuvre pour dépister les recherches et pour dissimuler sa monstrueuse longévité. Il a dû recourir à quatre ou cinq déguisements successifs : trois fois évêque, général, président de la République, et combiner chaque fois une mort convenable. En général, il se noyait. Le plus beau est qu'on ne manquait pas de retrouver le cadavre. Jus-

qu'à ce jour, l'archevêque croyait son cas unique : mais, une fois en train, arrête-t-on la Force vitale ? Voilà que le vieillard reconnaît sa contemporaine dans Mrs Lutestring, ministre de l'Instruction publique, autrefois *parlour-maid* des MM. Barnabas. O Évolution, ce sont là de tes coups !

Mais cette historiette n'est que l'écorce de la comédie. Le fond du sujet est le caractère national. Toute cette féerie est un persiflage fait pour démontrer aux Anglais qu'ils ne sont que de grands enfants.

Burge-Lubin. — J'accorde que nous abandonnons aux races inférieures les tâches ingrates... Mais quelle activité dans nos moments de loisir ! Quoi de plus gai que l'Angleterre en dehors des heures du bureau ? Les nègres et les Chinois font la besogne du mardi matin au vendredi soir : mais du vendredi soir au mardi matin, vive l'Angleterre ! C'est pendant le *week-end* que nous sommes nous-mêmes.

L'Archevêque. — Terrible vérité. Pour inventer des plaisirs idiots, pour s'y livrer avec une débauche de vigueur et pour les prendre avec un énorme sérieux, le peuple anglais n'a pas son pareil : il fait l'étonnement du monde. Ce qui m'épouvante, c'est que ces plaisirs soient capables de l'amuser. Ce sont des amusements de petits garçons et de petites filles. *Jusqu'à cinquante ou soixante ans, passe encore : après, cela devient ridicule.* Je vous le dis : nous ne sommes pas une race adulte... Nous mourons dans l'enfantillage... C'est pourquoi il faut choisir : descendre au tombeau en cheveux gris, un bâton de golf en main, ou trouver un moyen de vivre plus longtemps....

Avançons encore le « mobile : » faisons-lui faire cette fois un bond de neuf cents ans. Nous sommes en l'an 3000, et voici un nouveau chapitre de notre conte de fées. Comme l'Empire des Césars s'est déplacé de Rome à Byzance, l'Empire britannique s'est rapproché de son centre et a fixé désormais sa capitale à Bagdad. Londres n'est plus qu'un souvenir. Cependant les « Macrobes » se sont accrus en nombre : retirés dans l'Irlande, ils mènent dans cette Atlantide une existence conforme aux lois de l'évolution. C'est une île des bienheureux, une île sainte comme celles dont parle saint Brandan. Hommes et femmes y marchent comme des guêpes vêtus d'un gracieux fourreau d'or : un chiffre, marqué sur leur bonnet, désigne le siècle de leur âge. Dans ce lieu sacré se trouve un temple, célèbre par son oracle. Ainsi ces îles jadis fameuses

par leurs marchands, ne font plus commerce que de sagesse.

Justement une députation de Bagdad vient consulter l'oracle. M. Bernard Shaw en profite pour nous donner un aperçu de la société rationnelle : abolition du mariage, suppression de la famille, les services de la reproduction devenus un service d'État, simplification radicale des rapports de l'existence, outillage perfectionné, mais absence d'industrie, etc., etc. On voit d'ici la mine du digne gentleman, qui accompagne avec les siens la mission de Bagdad, tandis qu'une gentille indigène le met au fait des mœurs du pays. C'est l'espiègle chaste et garçonnière qui est le type favori de M. Bernard Shaw. Le vieux Monsieur va de surprise en surprise. La conversation se passe en quiproquos. « La décence ! Mais on ne peut pas parler de la décence sans indécence. » Ou bien : « Permettez-moi de ne pas vous dire ce que c'est que l'Église, car il faudrait vous expliquer ce que c'est qu'un évêque, et cela, nul mortel n'a jamais pu le savoir. » La pyrotechnie éblouissante de M. Bernard Shaw triomphe dans ces jeux d'esprit.

Et, comme en l'an 3000, on est aussi loin d'aujourd'hui qu'aujourd'hui l'est de Charlemagne, il arrive que les histoires commencent à se brouiller et l'auteur use avec humour de cet effet d'optique. « Il y a eu dans le même temps deux écrivains du nom de Kipling. L'un était oriental et un artiste de talent; l'autre, un occidental, c'est-à-dire une espèce de sauvage amusant. » Je voudrais citer tout entière la page étincelante sur la disparition de la race irlandaise. Je me contente de ce morceau :

Il y a environ mille ans, il y eut une guerre qu'on appela Guerre à la guerre ou la dernière des Guerres. Dans la guerre qui suivit une dizaine d'années plus tard, pas un militaire ne fut tué; mais sept grandes villes d'Europe disparurent de la terre. Ce fut une bonne farce : car les hommes d'État, qui croyaient avoir envoyé dix millions de pauvres diables à la boucherie, furent volatilisés, eux, leurs maisons et leurs familles, tandis que la chair à canon ronflait tranquillement dans de bons abris en première ligne. Plus tard, la guerre laissa les maisons mêmes intactes : mais tous les habitants moururent asphyxiés par des gaz qui ne laissaient pas une âme vivante. Alors l'armée creva de faim et devint furieuse : et ce fut la fin de la civilisation pseudo-chrétienne. La dernière chose qui arriva, avant la catastrophe, fut que la lâcheté devint une vertu ; elle fut déclarée utile à la patrie, et on décerna une statue à son premier apôtre, un sage très ancien et très gras du nom de Sir John Falstaff.

Ces galéjades perverses sont bien dans la manière de M. Bernard Shaw. Je passe sur la scène entre l'oracle et Napoléon. Car il se trouve que Napoléon, empereur de Touranie, voyage incognito dans la mission de Bagdad. L'auteur lui prête un rôle de ganache et de poltron. Il en fait un Polichinelle. On sait que M. Bernard Shaw ne peut pas souffrir les héros. Le mot seul le fait trépigner. On frémit de le savoir en train d'écrire une *Jeanne d'Arc.*

Ainsi, tout en promenant son petit miroir magique le long de l'avenir, l'auteur trouve à dire son mot, bouffon, cynique, impertinent, sur les affaires contemporaines. Nous arrivons enfin à la dernière page du conte, à perte de vue, dans trente mille ans, en plein rêve de la Cité de Dieu et du Paradis retrouvé. Tout nage dans une atmosphère élyséenne. Il ne s'agit plus ici que des problèmes éternels. Les suprêmes miracles de l'évolution se sont accomplis. Toute vie animale s'est effacée de la terre. Il ne subsiste que les formes supérieures de l'être. Les hommes ont conservé un corps, parce qu'ils n'ont pas trouvé le moyen de s'en passer, mais ce corps se nourrit de parfums et ignore le sommeil. Avec les dernières traces de l'animalité, est tombé le vieux procédé humiliant de reproduction, dont notre espèce a dû si longtemps se contenter : l'homme est devenu ovipare. La volupté ni la douleur ne sont plus attachées au phénomène de la naissance. Elle devient un acte impersonnel de la nature. Pendant une ronde de jeunes gens, sur le parvis d'un temple, devant un bois sacré, on apporte sur l'autel un œuf que les Anciennes exposent aux rayons du soleil : l'œuf se brise au milieu des chants, et il en sort une jeune fille parée des grâces de l'adolescence. Quatre ans sont accordés aux jeux et aux plaisirs; alors, c'est fini de l'enfance et des passions de l'enfance, les joies et les peines de l'amour. C'est un état qui passe comme les dents de lait, sans laisser de regrets ni de souvenirs. Le reste de la vie est absorbé par la pensée. Mille ans s'écoulent comme une minute dans les avenues silencieuses de la contemplation.

Le reste de la pièce est une sorte d'art poétique ou de dialogue sur la beauté. De la beauté des formes, le sculpteur Arjillax s'est élevé à celle de l'âme. Son rival Marcellus répond que le vrai chef-d'œuvre est de créer la vie. Il a aidé Pygmalion à construire un couple d'automates : ces automates

ressemblent tout à fait à des hommes. On leur dit : « Que pensez-vous ? » et ils répondent : « Je n'ai pas lu le journal. » Ils meurent brusquement, après avoir tué, sans qu'on sache pourquoi, le malheureux Pygmalion. La conclusion, c'est que l'art, la beauté, la poésie même sont des idoles : et la dernière idole, c'est le corps : Qui nous délivrera de ce corps de mort ? C'est de lui que la vie doit parvenir à se détacher. Elle doit tendre de toutes ses forces à dépouiller la chair, à éliminer les derniers liens de la matière, pour se perdre au foyer divin de la conscience du monde.

Et peu à peu la nuit se fait. Et dans les ténèbres les voix entendues au prologue s'élèvent et s'interrogent : voici Adam et voici Ève, et voici le Serpent. Mais après elles une voix nouvelle, une cantilène ignorée monte des profondeurs : c'est celle de Lilith, l'*Ur-Weib*, l'*Ur-Mutter*, celle qui était avant Adam et avant Ève, en qui leurs deux natures n'étaient pas séparées et qui, en se dédoublant pour leur donner le jour, a enfanté par un prodigieux travail toutes les infinies aventures de la vie. Elle dit, et son discours est majestueux et un peu obscur :

Je suis Lilith. C'est moi qui ai jeté la vie dans le tourbillon des forces, et contraint la matière à obéir à une âme. Mais l'esclave est devenue la maîtresse : c'est la loi de tout esclavage. Maintenant je veux voir l'émancipation de l'esclave, la réconciliation des principes ennemis, le tourbillon devenir toute vie, sans matière...

Seule la Vie n'a point de fin : et quoique de ses millions de demeures étoilées, il y en ait beaucoup de vides et beaucoup qui n'existent qu'en rêve, quoique son vaste domaine soit encore un espace effroyablement désert, je n'en sais pas moins que ma race le remplira un jour et qu'elle étendra son empire jusqu'aux dernières frontières des mondes. Pour ce qu'il y a au delà, le regard de Lilith est trop court. Il suffit qu'il y ait un Au-delà.

Sur cette péroraison se termine le long « Mystère » de M. Bernard Shaw. Il n'y a aucune raison de ne pas l'en croire sur parole, lorsque le grand railleur nous assure qu'il a voulu faire acte religieux. On est religieux comme on peut. Nous nous étions toujours doutés qu'il y avait en lui un fond de clergyman. Peut-être a-t-il raison de dire : « Sans religion, point de grand art. » Et le voilà devenu fondateur de religion ! Il se fait prophète sur le tard, comme le diable se fait ermite. Il fait de l'Évolution une espèce de Saint-Esprit, un

Verbe, un Paraclet, le moteur de tous les progrès, la Voie, la Vérité, la Vie. Sera-ce là, comme il le croit, la religion du xxe siècle ? Je me rappelle un mot de Péguy lorsque j'achetai chez lui, dans la boutique des *Cahiers*, le fameux livre de son maître Bergson : « *Cela manque un peu de bon Dieu,* » me dit-il. Je ne veux décourager personne. Mais on aura beau faire, il sera difficile de remplacer le catéchisme. Le meilleur du Mystère de M. Bernard Shaw ne tient-il pas aux vieilles légendes que nous épelons aux portes des cathédrales, et à la ménagerie charmante de la *Genèse?*

Quant au merveilleux scientifique et aux surprises de la « métabiologie, » je n'ai garde d'en méconnaître l'ingéniosité ; mais pourquoi, tout en écoutant la pièce de M. Bernard Shaw, ne pouvais-je m'empêcher de me rappeler tout le temps quelques mesures divines de *la Flûte enchantée*? « *Klinget, Glœckchen, klinget!* » Il n'en fallait pas davantage : en voilà assez pour ravir. Quelle philosophie peut valoir cette musique? Était-ce bien la peine de mobiliser la science, la critique et la sociologie, Buffon, Darwin, Karl Marx, Ibsen, Wells, Michel-Ange, Napoléon, Adam, Ève, Jéhovah, Lilith, Lloyd George, Mathusalem, d'écrire cinq pièces de théâtre, échafauder cette fantasmagorie, et de nous convoquer pendant trois jours à Birmingham, pour faire moins d'effet que n'en produit en deux heures cette sublime comédie bouffe? Ah! nous ne sommes pas si difficiles. Nous n'avons pas besoin qu'on fasse tant de frais. Un conte d'enfant à dormir debout, un charmeur d'oiseaux et son amie, une princesse et son amant, un nègre jaloux, une mère irritée, une flûte, une clochette ; des épreuves absurdes, des couples qui se perdent et qui se retrouvent : Pamina ! Pamino! Papageno! Papagena!... Le voilà, le magicien! Le voilà, le poète ! Mais peut-on reprocher à M. Bernard Shaw de n'être pas Mozart?

LOUIS GILLET.

REVUE LITTÉRAIRE

LE ROMAN D'UNE APPRENTIE (1)

Vous rappelez-vous Cécile Pommier, fillette d'un faubourg de Paris, l'apprentie gentille et malheureuse, dont M. Gustave Geffroy commençait de conter l'histoire il y a vingt ans? Vous l'avez d'abord aperçue, toute petite et qui, pendant le siège, en plein hiver, se promène, parmi les tombes, sous les marronniers, les charmes et les peupliers blancs du Père-Lachaise : elle semblait une ombre douce et inquiète. Puis vous l'avez vue à la maison, bien sage, auprès de son père et de sa mère, bonnes gens, auprès de ses deux frères Justin et Jean, — c'est Jean qui l'aime le mieux, — et auprès de sa sœur Céline, beaucoup moins sage qu'elle. Une famille d'honnêtes ouvriers à l'époque de l'autre guerre ; Cécile, en 1870, avait tout juste sept ans. Justin a été tué à Buzenval. Jean s'est laissé induire en erreur par la colère et le chagrin, de sorte qu'il a été fusillé comme un autre communard. Le père Pommier s'est mis à boire; il est mort à l'asile Sainte-Anne. Céline a décidément tourné très mal. Enfin, la pauvre Mme Pommier succombe à tant de peines en 1880. Cécile de dix-sept ans reste seule en ce monde, la vie devant elle.

Au bout de vingt ans, M. Gustave Geffroy s'est souvenu de cette petite fille ; cela ne m'étonne pas : elle avait un charme, elle avait une âme à lui gagner de l'amitié. Il a voulu lui composer la suite de son histoire. Et voici les deux volumes de *Cécile Pommier*, qui sont les tomes deux et trois du long roman de *l'Apprentie*. Est-ce la fin de cet ouvrage? Cécile a vieilli ; elle n'est pas morte. Nous ne savons pas comment elle ira au dernier jour de sa tristesse.

Un long roman. L'auteur ne cherche ni la brièveté, ni cette rapi-

(1) *Cécile Pommier*, par M. Gustave Geffroy, deux volumes (Fasquelle). Du même auteur, chez le même éditeur, *l'Apprentie*.

dité qui est à la mode. L'auteur ne cherche aucun des agréments qui sont à la mode. Faut-il l'en complimenter ? Sans doute! Il avait son dessein, différent de ce qu'un nouveau romancier se proposerait. Et il a une idée de l'art et de la littérature, idée un peu ancienne, à laquelle ne conviendrait pas une manière plus récente. D'ailleurs, la manière qu'il a suivie a quelques inconvénients et que nous sentons davantage depuis que d'autres écrivains ont le plus grand soin de les éviter. La longueur aujourd'hui effraye. Notre temps se dépêche. Peut-être n'a-t-on jamais vécu avec tant de promptitude. Quelle imprudence! Une telle hâte supprime l'ennui : et, si l'on y songe, l'ennui serait l'étoffe de la vie, où broderait la rêverie. Les écrivains récents ne s'attardent pas ; ils n'aiment point à flâner. Ils ne sont guère attentifs.

M. Gustave Geffroy se plaît à une extrême lenteur. En trois volumes, en neuf cents pages, la vie de Cécile Pommier n'est pas finie. Or, il n'invente point à son héroïne de grandes aventures. Il ne tient pas en éveil la curiosité de ses lecteurs par une attente singulière. Il leur déroule une série d'incidents, presque toujours tristes et analogues aux péripéties d'une destinée ordinaire. M. Gustave Geffroy est un réaliste.

Mais un réaliste véritable; et ces deux mots, qui semblent redondants, ne le sont pas. Les plus fameux réalistes, ceux de l'école, ce n'est pas la réalité qu'ils ont peinte, c'est la laideur. Ils appelaient réalité la laideur physique ou morale. Ils prétendaient à l'audace ; et ils croyaient qu'avant eux la timidité empêchait peintres et littérateurs de mettre dans leurs tableaux ou dans leurs livres les aspects ignobles de la réalité. Ladite réalité n'est pas toute laide : ils n'en voulaient montrer que l'ignominie, par un affreux courage ou par un sentiment un peu niais de hardiesse.

Ils avaient de l'entrain, qui a été leur défaut principal, une fougue et une étourderie étranges. Et ils réagissaient contre le romantisme : cependant, ils étaient romantiques. Zola ne l'est-il pas?

Les réalistes de l'école ont trouvé, à la peinture de la réalité, fût-elle horrible, maintes difficultés, qu'ils n'ont pas toutes résolues. Celle qui les a le plus frappés et tout d'abord, c'est la difficulté de faire admettre, par l'honnête public, une laideur à lui présentée sans voiles. On ne saurait leur reprocher d'avoir été pusillanimes ; on leur accordera une bravoure qu'ils auraient mieux dépensée pour une meilleure cause. Ils ont pourtant fait ce qu'ils s'étaient promis de faire : ils ont modifié le goût public. Ne l'ont-ils pas avili? C'est possible;

et je le crois. Mais, qu'on dénigre leur victoire, il ne faut pas la nier.

Ils n'ont pas résolu la difficulté principale, ne l'ayant pas vue. Ils ne se sont pas doutés que la difficulté principale était de réunir l'art et la réalité, deux choses différentes, si l'art est, en quelque mesure, le contraire de la réalité. Ils étaient, à leur façon, des artistes. Par leur qualité même d'artistes, n'allaient-ils pas déformer la réalité?

Ils la déformaient à plaisir. La réalité de Zola et celle des Goncourt sont deux réalités et qui ne sont pas la réalité.

Ce qui leur a manqué surtout, à ces réalistes, c'est une abnégation que le savant possède. Le savant préfère la réalité à lui-même; et l'artiste préfère à l'authentique réalité l'interprétation qu'il en donne.

Artistes bizarres, ces réalistes! Mais premièrement des artistes, et qui ont hérité du romantisme une prédilection de l'auteur pour soi, au détriment de l'humble et anodine vérité.

M. Gustave Geffroy, qui vient longtemps après Zola et les Goncourt, longtemps après la victoire des réalistes, prend le problème au point où ses maîtres l'ont laissé. Il n'a plus à montrer l'audace que je disais, déplorable audace et qui serait à présent trop facile. Son père Pommier devient alcoolique et Céline Pommier tombe dans l'inconduite; mais sa mère Pommier mériterait le prix Montyon, Cécile a toutes les plus jolies vertus. Ce réaliste n'est pas un peintre de la laideur. Il donne à la pauvreté même une grâce. L'immoralité le choque, lui fait de la peine; il s'en écarte; il la réprouve. Un jour, Cécile est allée au théâtre. Elle y a vu « les débats de l'éternel trio, le mari, la femme et l'amant, dont le mal d'amour se communique de scène en scène et fait ressembler le cabinet de travail de l'auteur dramatique à un cabinet de consultation pour maladies sentimentales et mentales. » Elle en est dégoûtée. Elle a dû, pendant trois actes, se demander « si l'amoureuse se sauvera de chez elle avec son amant, » puis consentir que la femme coupable revienne demeurer dans la maison de son mari, comme si de rien n'était : « Si c'est là, s'écrie-t-elle, un sujet de pièce, je le trouve immoral. — Ce n'est pas la question, lui dit-on. — Si! c'est une question! » réplique-t-elle. Et je crois qu'elle interprète l'opinion de M. Geffroy.

Les réalistes de l'école mettaient leur zèle à nous offrir un grand spectacle de rude ignominie. Leur élève s'attaque ici à l'ignominie d'une littérature mondaine; il n'apprécie pas davantage l'ignominie populaire. Son ouvrage est la décence même. Il ne dissimule pas les vilenies de la rue; mais il les indique sans y traîner le moins du monde, sans plaisir, et n'est content qu'auprès de ses héroïnes

parfaites. Il ne veut pas qu'il manque un mérite à Mme Pommier la mère, très simple femme, dévouée à son mari, à ses enfants, qui leur sacrifie sa portion de bonheur, qui ne pense pas à elle-même et qui ajourne jusqu'à eux la récompense de sa vie exemplaire : « Ces existences secrètes perpétuent la bonté et la force de la race... Que l'on songe à l'infinie beauté, à la poésie cachée des jours vécus par cette pauvre femme. Au logis où elle séjourne, chaque objet raconte des jours ajoutés aux jours... Qu'elle passe comme une ombre dans le tumulte de la rue, elle offre un monde à deviner par les traits expressifs de son visage que la vie a sculpté... L'ardeur et la beauté de sa vie intérieure font de cette créature instinctive un type d'humanité supérieure. » Cécile ne commet ni une faute ni une erreur seulement; et, en toutes circonstances, elle sait ce que lui commandent le bon sens et le bon cœur.

L'élève tardif des réalistes. de Zola et des Goncourt, s'est aperçu que la laideur et la beauté se mêlent dans la réalité. Il ne montre pas l'une sans l'autre; il permet que l'on voie que la beauté lui est bien chère.

Et c'est à la question de réunir l'art et la réalité qu'il s'applique. Ses maîtres, tout compte fait. sacrifiaient la réalité. Il ne consent pas l'autre sacrifice; mais il renonce aux plus vifs attraits de son art.

Un Zola se divertit à peindre, comme on dit, en pleine pâte. Les Goncourt travaillent à la subtile façon des peintres qui se sont appelés impressionnistes. Zola et les Goncourt affichent leur procédé. M. Geffroy, s'il a un procédé, le cache; et il voudrait n'en point avoir. Son rêve serait, semble-t-il, de n'être pas un littérateur ou de réduire à ne se pas voir et à ne pas nuire le cachet que la littérature ajoute à ce qu'elle touche. Il s'efface; il désire que son intervention ne paraisse pas. Il écrit bien, d'un style tout uni, à peu près sans faute, mais sans vive originalité. Il n'a pas un tour de phrase où l'on ait à le reconnaître. Il souhaite de n'être pas reconnu : ce n'est pas à lui que vous avez affaire, mais à la seule réalité qu'il vous propose de regarder avec lui.

Un tel renoncement, tout à l'inverse de l'habitude que nous remarquons chez la plupart des écrivains, caractérise M. Geffroy. Tant d'humilité est rare, est jolie, est touchante par les intentions qu'elle signale.

M. Geffroy n'essaye pas de vous étonner, de vous divertir. Son roman de Cécile Pommier n'est point, comme on dit, amusant. Et, s'il l'était, il aurait le tort de ne pas ressembler à la vie que mène ici-bas Cécile Pommier. La réalité n'est pas amusante ; elle n'est pas

ennuyeuse non plus : elle est, au gré de petites volontés et de plus grands hasards, du temps qui passe avec lenteur. On objectera que si, que la réalité est amusante par les trouvailles qu'y sait faire un artiste malin ; les mêmes choses que vous avez toujours vues et qui n'excitent pas votre surprise, qu'un artiste malin vous les montre, autant de merveilles. Seulement, M. Geffroy ne permet pas qu'un artiste malin se mêle de tout cela.

N'est-il pas un artiste lui-même? Il en est un et, parmi nos critiques d'art, l'un des plus renommés. Il a étudié le talent de nos peintres et de nos sculpteurs les plus adroits. Et il serait adroit, s'il le voulait : ce qui le tente, c'est l'ingénuité. Il a dû l'observer : la réalité, comme la peignent en détail les artistes malins, devient une espèce de chose quasi monstrueuse, un recueil ou une synthèse de ces trouvailles qui sont les paradoxes de leur imagination. La vérité cesse, du moment que les objets que vous avez accoutumé de voir se déguisent d'une apparence très singulière.

Voilà pourquoi M. Gustave Geffroy ne craint pas ce que d'autres artistes honnissent sous le nom de banalité. Non : la vie est banale. Cette petite fille d'un faubourg n'invente pas son existence. Elle ne la choisit même pas ; elle la subit telle que les circonstances la lui donnent. Les circonstances ne lui sont pas du tout particulières. Elle partage son existence avec un très grand nombre d'autres petites filles de son pays et de son temps. Elle est pareille à ses compagnes d'infortune. Pareille, non : car il n'y a point deux feuilles toutes pareilles dans la forêt, ni deux âmes pareilles dans une famille? Assurément! Nées des mêmes parents, élevées de même, Cécile et Céline sont bien différentes. Céline succombe à toutes les tentations les plus dangereuses, tandis que Cécile a un don charmant d'éviter le séduisant péril. Mais enfin, ce qui rend Cécile une personne que l'on ne saurait confondre avec une autre ne l'a point détachée de la vie ordinaire. Elle a, dans la vie ordinaire, son trantran, pour ainsi parler. Et le trantran n'est-il pas la réalité principale d'une existence?

Aux dernières pages de *l'Apprentie*, Mme Pommier vient à mourir, de chagrin, de fatigue, dans les bras de la tendre Cécile. « Les yeux étaient ouverts, mais fixes, la chair était d'une blancheur de cire. » Et Cécile de s'écrier : « Maman ! maman ! » Puis « ce furent des sanglots et des larmes sur la figure et les mains insensibles, mais rien ne répondit à l'appel désespéré. » La pauvre Cécile appelle à son secours une voisine, et le médecin. Le médecin constate le décès. « Maman !

ma pauvre maman ! » répète Cécile. Etc., il n'y a point un incident imprévu. Le hasard fait que l'on enterre Mme Pommier le 14 juillet de cette année 1880 que, pour la première fois, la République célébrait la prise de la Bastille. La triste cérémonie, par un tel jour de fête ! Ne vous attendez pas que l'auteur de ce roman tire de grands effets de cette rencontre. Il y eut, à Paris, ce jour-là, des enterrements comme les autres jours. Ce n'est pas un événement prodigieux. Alors, ne faussez pas la vérité par le style ; gardez une simplicité honnête : « Au matin, Cécile suit le cercueil vers l'église, puis vers la colline funèbre où sont déjà tant des siens, et tant d'autres aussi. Tout le quartier est pavoisé de drapeaux, toute la population est en liesse, mange et boit sur les tables qui couvrent les trottoirs. Il se fait un arrêt du bruit au passage du corbillard suivi de la jeune fille et des gens de sa maison. » Voilà tout. La fête nationale ne modifie pas la peine de Cécile : tant de peine, et le hasard peu important de cette joie aux alentours ! Une ou deux pages, sur les banderoles qui flottent à des mâts, rue de Belleville et rue des Pyrénées, sur les concerts en plein vent qui réunissent les chants patriotiques et les airs de danse : « Les gens stationnent, écoutent un morceau, puis s'en vont, font place à de nouveaux venus, se répandent par les rues, passent sous les arcs de triomphe drapés, fleuris, enguirlandés, ornés d'inscriptions et d'affirmations républicaines, admirent les ingénieuses décorations des fenêtres, les merveilles en papier doré de l'art parisien, les tableaux symboliques, les devises formées par des fleurs entrelacées, les verroteries, les transparents de couleurs. Cela flamboie aux feux du gaz, des lanternes vénitiennes, s'éclaire de lueurs multicolores. » Mais oui ! En vous le disant ou bien, si vous n'êtes pas jeune, en vous le rappelant, M. Gustave Geffroy ne compte pas vous émerveiller. Sa fête nationale ne se distingue pas d'une autre fête populaire ; il ne l'a point marquée de traits singuliers. Ce 14 juillet n'ajoute pas grand chose non plus à l'épisode sur lequel se termine le volume, la mort de Mme Pommier, qui meurt, tout de même qu'une autre bonne femme de petite condition, dans un faubourg. En somme, ces longues pages reviennent à dire : Mme Pommier mourut, et fut mise en terre le 14 juillet 1880 ; Cécile eut beaucoup de chagrin. Le reste, vous l'auriez imaginé.

Le reste n'est-il qu'une paraphrase ? Mais véridique. Et ce 14 juillet, si peu attrayant ? C'est de l'histoire. Le réalisme de M. Gustave Geffroy, c'est de la vérité ; c'est par conséquent de l'histoire. Le roman de *l'Apprentie* commence à la guerre de 1870 et

à la Commune ; le second tome de *Cécile Pommier* s'achève à la récente guerre. Entre les deux guerres, Cécile Pommier a l'existence d'une Française de ce temps ; la première guerre lui a coûté ses deux frères et la seconde lui a coûté son fils.

On donne ce grand nom d'histoire, le plus communément, au récit des événements qui changent la destinée des nations. Or, la vie de Cécile Pommier, chance ou malheurs, n'a aucune importance ; elle serait morte en bas âge, l'histoire de notre pays se fût déroulée comme il en advint.

Aussi les historiens ne tiennent-ils pas compte d'une petite Pommier, de la quantité immense de ces petits êtres qui subissent les événements de l'histoire et qui ne les dirigent pas. Suivant Salluste, ils considèrent que l'histoire est l'aventure et l'ouvrage de quelques hommes, de quelques héros ou de coquins, mais doués d'une vertu, l'efficacité. Ou bien ils considèrent que l'histoire est la série continue de faits qui sont effets et causes. Logique des idées ou volonté active des héros, l'histoire néglige ordinairement les petites gens.

Un personnage de M. Gustave Geffroy, le vieil écrivain Porphyre Rondeau, proteste là-contre. Il s'est aperçu de la fine intelligence de Cécile, de l'aptitude qu'elle aurait à devenir très distinguée, admirable même ; seulement, il y a, dans les classes populaires, « un chiffre énorme de forces perdues, un déchet d'intelligences dû aux circonstances de la vie : arrêt brusque des études, d'ailleurs iusuffisantes, nécessité de se donner à un métier, abandon complet de l'exercice des facultés naissantes ; pour les hommes, fatigue des professions corporelles, recherche des distractions vulgaires, souvent même grossières ; pour les femmes, celles qui tournent bien, ménage et maternité, ce qui est une fonction sociale au premier chef, mais laquelle n'est pas toujours prise dans son sens le plus élevé, par quoi l'on revient encore à constater le manque de forte éducation première. » Bref, le peuple n'est pas moins riche de génie que les grands hommes auxquels les historiens font honneur de toute l'histoire : et le peuple mérite donc l'attention des historiens.

Comme son cher M. Rondeau, M. Gustave Geffroy, généreux philosophe, refuse son assentiment à une classe de privilégiés qui seraient en quelque sorte les privilégiés de l'histoire, diplomates et généraux, meneurs des foules. Et les foules ? demande-t-il. Dédaignez-vous les foules anonymes et agissantes, anonymes dans l'action, dans le triomphe même de leur patience ?

M. Rondeau, qui a bien vu comme Cécile était sensible et intelligente, a causé avec elle ; et elle est un peu l'élève de ce penseur. Des années passent, au cours desquelles Cécile se marie ; elle a un fils. Des années passent ; Justin-Charles, fils de Cécile et qui a vingt ans, visite avec elle les musées : « Avec elle, il apprend la beauté et l'histoire... Elle le fait aussi se plonger dans la vie anonyme qui a été fortement vécue ; et, lorsqu'ils font le tour d'une chambre aux meubles massifs et sombres, comme il en est à Cluny, lorsqu'ils séjournent dans un clair salon de Versailles, où tout parle de grâce et de savoir raffiné, il apprend plus de l'Histoire que s'il compulsait une bibliothèque, il devine la misère des uns sous le luxe des autres, il admire le monde d'artisans obscurs et évanouis qui ont su faire ces merveilles avec leurs soucis et leurs souffrances de tous les jours. Il retrouve partout cette idée d'une foule disparue. A Notre-Dame, à Saint-Séverin, il écoute chuchoter les pierres. Chacune rit, pleure, parle. C'est un bruissement lointain qui déferle contre les visiteurs. Et ces voix d'autrefois font entendre à Justin-Charles les voix d'aujourd'hui, il les entend dans la bâtisse neuve comme dans l'édifice chargé d'années. La charpente, le fer, le verre, tout vibre pour lui, et la rumeur du passé devient la clameur du présent. » Rumeur et clameur sont un peu confuses; et Justin-Charles, qui médite d'écrire sous leur dictée une histoire de l'art, je crains qu'il n'y mêle aux idées justes les idées fausses.

Une histoire de l'art et, plus généralement, une histoire qui serait une récrimination du peuple contre une aristocratie de beaux esprits, aurait tort de ne pas voir que cette aristocratie vient du peuple autant que des autres classes de la société. Justin-Charles me paraît sur le point de confondre la foule anonyme et le peuple. Ce n'est point au nom d'une classe, ni au nom du peuple, que la réclamation de Justin-Charles, et de M. Gustave Geffroy, se doit formuler, mais au nom de la foule anonyme. La foule compte, dans l'histoire : elle y agit, elle y pâtit. Elle y fait une immense besogne ; elle y endure une immense souffrance. C'est par un artifice de composition, ou c'est par sottise, qu'on feint de la supprimer. Réduite à la méditation des généraux et à l'exposé de leur stratégie, à leur dessein qui réussit ou qui échoue, l'histoire d'une guerre manque d'une abondante partie de sa vérité. Réduite aux opérations militaires, à la signature des traités, à l'effort des gouvernements et à la polémique des États, l'histoire n'est plus qu'un jeu savant. La vivante réalité de l'histoire n'est pas là, mais dans la foule nombreuse, obéissante ou rebelle.

Aussi M. Gustave Geffroy n'a-t-il pas tort de placer dans l'histoire la menue anecdote de Cécile Pommier, de lui donner la dignité de l'histoire.

Il le fait avec une simplicité qui est son goût, sa règle et son art. Il ne s'embrouille pas de politique. Cécile est une enfant du peuple. Et M. Gustave Geffroy, qui aime Cécile, aime aussi le peuple. On ne songe pas à le lui reprocher. On le louera de ne point opposer au peuple une bourgeoisie abominable. Il préfère le peuple : c'est bonne charité, c'est poésie. L'apprentie épouse un riche bourgeois, qui ne vaut rien, qui la rend si malheureuse qu'elle le quitte. Et ce Charles Duplessis-Rouville, dans une querelle qu'ils ont ensemble, où elle a raison, lui réplique : « Tu viens de nous définir à ta manière; tu es la faubourienne vertueuse, je suis le bourgeois infâme ! » En vérité, Cécile est née de parents pauvres à Belleville; sa vertu n'a subi aucun dommage. Lui, né de parents opulents, mériterait qu'on l'appelât bourgeois infâme, si l'on était en colère. M. Gustave Geffroy ne l'aime pas, ce méchant garçon qui fait tant de peine à sa chère Cécile ; mais il ne l'injurie pas de cette manière et ne nous invite pas à penser que tous les jeunes bourgeois sont infâmes et toutes les filles du faubourg la vertu même : grand merci. Je ne sais pourquoi il a donné au second tome de *Cécile Pommier* le sous-titre de « la lutte des classes, » car ce n'est pas le sujet du livre. Le mauvais ménage que font Cécile et Charles, ce garçon l'eût fait pareillement avec une autre femme et d'opulente bourgeoisie : ce garçon ne rêve que plaisir et n'a point de fidélité naturelle ou acquise. Elle, Cécile, aurait trouvé dans son faubourg un autre époux également détestable : M. Geffroy nous a montré, à Belleville, des vauriens auprès de qui Cécile eût été une épouse déçue. Enfin, ce n'est pas la lutte des classes qui désunit le ménage de Cécile et de Charles : c'est l'inégalité morale de ces deux êtres, une gentille femme et son mauvais mari.

Le roman de *l'Apprentie* et de *Cécile Pommier*, malgré le sous-titre du dernier volume, se passe très bien d'une philosophie sociale, qui l'eût encombré, qui l'eût avili, et que l'auteur n'y a pas mise.

Non; ce roman répond, sans plus vouloir, à la question que voici : comment vivait le peuple de Paris pendant le demi-siècle qui vient de s'écouler? Ce peuple a fait deux guerres; dans l'intervalle de ces deux guerres, il a vécu avec difficulté; il a commis ses fautes quotidiennes, qui ne sont pas seulement ses fautes, mais bien celles de tout le monde; il a été durement à l'épreuve, et les conditions d'exis

tence qui lui étaient imposées lui seraient une excuse; il a gardé une sagesse qui est plus remarquable que ses fautes; il mériterait la compassion, et il mérite l'amitié. Ce jugement général, que l'auteur ne formule pas, résulte clairement de son ouvrage.

Mais un tel jugement n'est pas ce que nous demandons à un roman, n'est pas ce que le roman nous peut donner de la manière la meilleure. Et M. Gustave Geffroy nous montre, par un exemple qu'il a joliment choisi, la véritable vie populaire dans l'aventure de Cécile Pommier. Il fallait donc que Cécile Pommier fût la plus ordinaire femme et à qui rien n'arrive de très extraordinaire. Une bizarrerie de Cécile et de sa destinée l'empêcherait de ressembler à ces filles du peuple qu'elle a mission de représenter, car l'auteur a voulu qu'elle fût à la fois elle et bien d'autres.

C'est la raison pour quoi l'auteur de ce roman se tient à une simplicité constante et ne craint pas une banalité, je le disais, qui a des inconvénients, mais qui était indispensable et qui a le charme du sacrifice consenti.

Cependant, le roman, quel que soit le projet de l'auteur, est un genre de littérature qui a l'intention de nous divertir. Ah! la frivole intention! se dit l'auteur. Et il se fait que le roman triomphe de l'auteur et, plus fort que lui, parvienne à lui imposer ses volontés différentes. M. Geffroy, en dépit de ses résolutions, n'a pu réussir à enfermer sa chère Cécile dans la médiocrité. C'est qu'il aimait; il nous l'a rendue extrêmement aimable. Il lui a prêté une âme exquise, et des aventures qui ne sont pas le trantran du faubourg.

Cécile a bien des malheurs. Elle a aussi des chances magnifiques. D'ailleurs, ses chances lui amènent de pires chagrins. Elle est une héroïne douloureuse; elle est pourtant une héroïne, et de roman.

Sa principale chance est la perfection de son âme, son intelligence que rien ne rebute, sa grâce qui partout lui donne des amis. Elle a de la chance, après la mort de sa mère, quand elle s'établit au dernier étage d'une maison qui n'est pas mal, d'y rencontrer les meilleures gens de la terre : un vieil écrivain, M. Rondeau, la bonté même; et une ancienne danseuse, Mlle Stéphanie Lechevallier, la bonté même. La danseuse et l'écrivain sont amis, en tout bien tout honneur. Ils ont l'un et l'autre leurs domiciles, très honnêtement séparés, dans des chambres de domestiques, la chambre de M. Rondeau pleine de livres, la chambre de Mlle Stéphanie ornée avec goût. Ces deux personnes, qui ne sont plus jeunes, et qui ne sont pas riches, ne rêvent que de bien agir. M. Rondeau écrit une histoire de la littérature fran-

çaise. Un homme de science et de doctrine, la plus noble pensée : il aidera Cécile à connaître la littérature, l'art et la philosophie. Mlle Stéphanie a conservé d'autrefois une élégance, qui mettra Cécile au courant de la vie raffinée; elle a conservé aussi une maisonnette au bord de la mer, où Cécile aura de bons mois de vacances. On ne saurait imaginer un plus digne penseur que M. Rondeau, une ancienne danseuse plus recommandable que Mlle Stéphanie. Et tous les deux sont aux petits soins pour Cécile. Je ne dis pas du tout qu'on ne puisse trouver, dans Paris et à l'étage des bonnes, de tels penseurs et de telles danseuses, qui ont toutes les qualités du cœur et de l'esprit. Mais Cécile a eu de la chance.

Une autre chance de Cécile, ce grand mariage qu'elle fait quand elle épouse le jeune et beau M. Duplessis-Rouville. Grand mariage et mauvais ménage. Au bout du compte, Cécile n'a point à se louer de s'être mariée dans la bourgeoisie opulente. Nous la plaignons : elle y gagne notre sympathie plus fervente. Les malheurs de Cécile, ses malheurs de bourgeoise, après tant de chagrins à Belleville, nous ont touchés. Elle a beaucoup de peine, à la mort de M. Rondeau, à la mort de Mlle Stéphanie : c'est pourtant une chance qu'elle a eue, de les rencontrer. Les chances de Cécile, et ses malheurs qui sont la suite de ses chances, achèvent la physionomie de l'héroïne que je disais, d'une héroïne de roman. M. Gustave Geffroy, sans le vouloir, et contre son gré même, a écrit un roman, j'allais dire, un roman romanesque.

Il s'en est aperçu, vers la fin de son roman. Cécile, dans les deux premiers volumes, a toutes ses gentilles qualités. Elle devient, dans le troisième volume, « un être exceptionnel. » Tout le monde s'en aperçoit : le vieux Rondeau, bien entendu ; et, plus remarquablement, Mme Duplessis-Rouville, mère de son fiancé, une bourgeoise qui ne voit pas d'un très bon œil une enfant du peuple entrer dans cette grande famille, mais qui subit le prestige d'une telle âme. Et qui s'en aperçoit mieux encore et avec un délicieux plaisir, avec une ravissante inquiétude et une alarme de tendresse ? M. Gustave Geoffroy. Il lui a fait, parce qu'il l'aime, cette Cécile merveilleuse, une « destinée de conte de fées. » Sans les fées? Si! Car Cécile est une fée. Elle est aussi « une nymphe des bois, » et une naïade, et une sirène. Quand elle réunit tant de prodiges en elle, Cécile a de loin dépassé l'apprentie, la jeune ouvrière qu'elle était d'abord. Son roman réaliste risquerait de tourner au conte bleu, si les malheurs de Cécile ne le ramenaient par la tristesse à une vérité probable.

Enfin ce roman de *l'Apprentie* et de *Cécile Pommier* nous avertit de ne pas croire que l'on écrive jamais un roman réaliste. Je ne sais si aucun romancier fit, avec plus de bonne foi, plus intelligemment et avec une idée plus nette des nécessités auxquelles il devrait se résigner, le propos d'observer la simple vérité. Les divers agréments que l'on tâche de donner à un roman, la coquetterie de littérature, la fantaisie, l'esprit, une gaieté de l'invention qui anime l'auteur à sa besogne et le public à sa lecture, la singularité de l'anecdote et l'originalité des personnages, tout cela, il le sacrifiait à son vœu d'une vérité, fût-elle anodine. Seulement, il s'est épris de son héroïne, et, comme fait un amoureux, il l'a comblée de présents mirifiques. J'entends bien qu'il ne lui a point épargné les chagrins : c'est pour ajouter à toutes ses beautés un attrait de mélancolie; c'est pour la plaindre, où l'amour et l'amitié ont leurs délices.

Quand Cécile est fiancée, elle se promène au bras de ce jeune homme qui lui prodigue tant d'amour. Elle est heureuse, et M. Gustave Geffroy si content qu'il cède, réaliste en vacances, à l'impulsion lyrique de sa joie : « Jeunesse! Amour! Vous suffisez à vous-mêmes. Jours à jamais sacrés des aveux et des promesses! vous ne périrez pas, même si vous ne devez éveiller plus tard que la nostalgie et le regret... Celui qui a vécu des promenades semblables dans la foule, avec la bien-aimée au bras, emportera ce souvenir dans la nuit de la terre... Les deux êtres éphémères qui partagent cette ivresse, qui vivent de cette communion, passent sans toucher le sol. Il leur semble qu'ils sont emportés par des vagues vers les étoiles... » Ce couplet, ce transport appelle, on dirait, la musique de Berlioz, qui n'était pas un réaliste.

Et, quand Cécile est à l'extrémité de ses malheurs, M. Gustave Geffroy lui offre, pour la consoler de son amour perdu, le cadeau d'un autre amour. Il est critique d'art : il lui offre l'amour de l'art; il lui donne le sentiment le plus fin de la sculpture et de la peinture, il l'engage à regarder la nature et les paysages comme des tableaux préparés. Il la mène dans les musées, dans les beaux jardins de Paris. Il lui enseigne que « les aspects ordonnés et composés de la nature, retouchés par l'homme, peuvent inspirer la sérénité, la passion maîtresse d'elle-même. » Voilà comme tourne ce roman réaliste à n'être plus qu'un livre de tendresse, et qui, par la tendresse, est charmant.

ANDRÉ BEAUNIER.

REVUE MUSICALE

Concerts et chefs d'orchestre. — Théâtre de l'Opéra : *Le Jardin du Paradis* conte lyrique en quatre actes, d'après Andersen; paroles de M. Robert de Flers et G. A. de Caillavet, musique de M. Alfred Bruneau. — Théâtre de l'Opéra-Comique : *Sainte-Odile*, légende musicale en trois actes; poème de M. Georges Lignereux, musique de M. Marcel Bertrand. — *La Griffe*, drame lyrique en deux actes, poème de M. J. Sartène, musique de F. Fourdrain. — Théâtre du Trianon-Lyrique : *Les Pèlerins de la Mecque ou la Rencontre imprévue*, opéra-comique en trois actes, de Dancourt et Gluck.

Ne laissons pas s'ouvrir la saison musicale sans rendre d'abord notre hommage funèbre à l'un de nos plus éminents « bâtonniers. » Oui, dans la main de Camille Chevillard, le bâton plus que la baguette eût été l'insigne et le symbole d'une direction ou d'une « conduite » dont la vigueur fut peut-être la qualité principale. Principale, mais non pas unique, les autres étant l'intelligence, la précision et l'exactitude, où parfois, surtout aux grandes heures wagnériennes, s'ajoutait l'émotion et le pathétique. Mais le plus souvent dans le jeu d'un Chevillard, — car on joue de l'orchestre ainsi que d'un instrument,— la raison l'emportait sur la sensibilité. Il s'était formé à l'école de Charles Lamoureux. École un peu rude, où les leçons et les exemples du maître enseignaient moins la souplesse et la douceur que l'énergie et la volonté. « Rois, gouvernez hardiment. » Héritier d'une tradition quasi paternelle, c'est ainsi que Chevillard, après et comme Lamoureux, a gouverné le royaume des sons. Excellent musicien, il l'était même personnellement, je veux dire à lui tout seul. Pianiste, violoncelliste, compositeur, sa *Ballade symphonique* n'est pas une œuvre indifférente. Et surtout ses *Variations* pour piano tiennent leur rang, plus qu'honorable, entre celles de M. Paul Dukas et celles de M. Gabriel Pierné. Enfin son caractère, comme son art, avait quelque rigueur. Mais son cœur était charitable, généreux

même. « Bourru bienfaisant, » la formule banale peut lui convenir, à la condition que le second terme y prime l'autre, et de beaucoup. Dans le souvenir laissé par Camille Chevillard à ceux qui l'ont bien connu, ses bourrades seront peu de chose au prix de ses bienfaits.

Auxiliaire, ou plus exactement coadjuteur de Camille Chevillard depuis quelques années, M. Paul Paray lui succède. Il n'est pas un musicien qui n'applaudisse à ce légitime avènement. Le jeune chef a déjà donné beaucoup mieux que des espérances, des gages, et d'une maîtrise insigne. Pas plus que ses prédécesseurs, Chevillard et Lamoureux, M. Paul Paray ne nous convie à ses concerts. La salle Gaveau, si nous l'en croyons, est trop petite. Après que le public et bon nombre de nos confrères, plus favorisés que nous, l'ont remplie, elle ne saurait nous contenir. Nous y avons cependant pu tenir un certain dimanche, à la condition, il est vrai, de rester au fond, tout au fond, et debout. Autrefois, dans la salle du Conservatoire, il y avait des places de ce genre, en des couloirs obscurs, Quelques-unes étaient privilégiées, comme celle qu'un vieil abonné refusait d'échanger pour une autre, à cause d'un clou planté dans la muraille, où de temps en temps il s'accrochait pour se reposer. Aussi bien notre station ne nous gâta point le plaisir que nous fit une magnifique exécution de la Symphonie italienne de Mendelssohn. M. Paray la conduisit avec une verve, un éclat, une allégresse dignes de ce chef-d'œuvre de lumière et de joie. Rien n'en a passé, ni pâli. Il n'a pas pris une ride, pas une ombre. Il a toujours l'âge qu'avait l'auteur alors qu'il le composait. A vingt-deux ans, au mois de février 1831, Mendelssohn écrivait de Rome : « Elle marche, » (la dite symphonie), « elle marche à grands pas. Ce sera le morceau le plus gai que j'aie fait, surtout le finale. Je n'ai rien d'arrêté quant à l'*adagio*. Je crois que j'attendrai d'être à Naples pour l'écrire. » Fit-il ainsi qu'il croyait? Il faut reconnaître que cet *adagio* religieux n'a rien de napolitain. Mais le premier morceau, mais surtout le finale en saltarelle, c'est autre chose. Naples sans doute les inspira l'un et l'autre. Rien que le début, le départ du premier *allegro* est l'une des choses les plus vives et les plus brillantes qu'il y ait dans la musique d'orchestre. Et d'un bout à l'autre du morceau, ni le *brio* ne s'éteint, ni la vivacité ne s'émousse. En cette mesure à « six huit, » (six croches), et d'un mouvement très rapide, on ne trouve pour ainsi dire pas une croche qui manque, pas un sixième de mesure qui soit vide et silencieux. Tout le développement est animé de la même vie, de la même verve, et lorsqu'il est achevé, lorsque le thème

revient du fond de la symphonie, il en revient tout droit, à tire d'aile, et son retour, ou sa « rentrée, » a plus d'éclat et d'allégresse encore que n'en avait eu son départ. Jamais nous n'entendons le premier et le dernier morceau de la Symphonie italienne sans nous rappeler certain « couplet » d'Octave à la fin des *Caprices de Marianne :* « Adieu la gaîté de ma jeunesse, l'insouciante folie, la vie libre et joyeuse au pied du Vésuve ! Adieu les causeries du soir, les sérénades sous les balcons dorés. Adieu Naples et ses femmes, les mascarades à la lueur des torches, les longs soupers à l'ombre des forêts ! » Cette vie, et cette vie italienne, que le héros du poète abandonne et regrette, c'est la même que le musicien célèbre ici, dont il s'inspire et s'enivre avec toute l'ardeur de ses vingt ans.

De tous les grands musiciens, Mendelssohn est aujourd'hui, — peut-être cependant un peu moins qu'hier, — l'un des plus dédaignés, des plus honnis par les écoliers de certaine école et par leurs maîtres. Contentons-nous de leur répondre avec lui : « N'est-ce pas pitié de voir que tous ces gens-là, avec leurs grands airs méprisants, sont incapables, en fin de compte, de produire autre chose que des imitations de telle ou telle individualité marquante et ne se doutent même pas de ce qu'est cette puissance créatrice, libre et féconde, qui nous donne des chefs-d'œuvre sans s'inquiéter de personne, ni de l'esthétique, ni de la critique, ni de rien au monde. »

Le même dimanche, un jeune violoniste, M. André Asselin, a fort bien joué le *Poème* de Chausson; tantôt avec passion, tantôt avec calme, toujours avec intelligence et poésie. Dès le début, il a donné à chaque note du thème exposé pour la première fois tout juste la durée et la qualité sonore qu'il faut. Et cela n'est point un mince mérite. Il y a trois ou quatre ans, nous avions eu le plaisir de faire un peu de musique avec M. Asselin. Le bel avenir qu'il pouvait se promettre alors est aujourd'hui un présent assez beau. Nous le saluons avec sympathie.

C'est un chef aussi, mais un chef à l'humeur inégale, que notre hôte, M. Serge Koussevitzky, dont les concerts ont recommencé, les premiers de tous, à l'Opéra. Une vie ardente anime le musicien russe. Frémissant de tout son être extérieur, et sans doute intérieur également, il se plaît, — un peu trop peut-être, — à procéder tantôt par des attaques brusquées, tantôt par de soudaines détentes. Mais les unes et les autres s'atténuent dans la conduite générale et n'en brisent pas l'unité. Quelques mouvements de la *Symphonie héroïque* ne furent pas irréprochables : il y eut un peu de relâche et d'abandon

sentimental en certains passages du premier *allegro;* trop lente se développa la *Marche funèbre* : de ce pas-là jamais on n'arriverait au cimetière. En revanche, le *scherzo* fut mené d'un tel train, qu'avec un orchestre moins exercé, moins sûr, il courait à l'abîme. Mais *bravo, bravissimo* pour le finale, dont la péroraison prit, ainsi qu'il faut, l'ampleur et la splendeur d'une « gloire » sonore. A ce sujet, on s'est étonné que le programme s'étonnât de ne pas trouver un rapport quelconque entre le dit finale et le « caractère de l'œuvre en son entier, » c'est-à-dire l'héroïsme, ou « l'héroïcité. » Le rapport existe, et il est simple. Il éclate aux esprits comme aux âmes, étant celui qui relie la péroraison au début et au corps même d'un discours, ou d'un poème; aux exploits et aux funérailles d'un héros, son apothéose. De toutes les *codas* beethoveniennes, la plus hautement significative et symbolique est celle-là. Elle ne consiste pas dans les toutes dernières mesures, (*presto*), mais dans le *poco andante* qui précède. Je ne connais pas dans les neuf symphonies un autre exemple de *coda* lente. Et ce ralentissement ne fait que redoubler l'impression de la force et de la grandeur. Comment ne pas comprendre, ne pas sentir que le chef-d'œuvre trouve là son couronnement, l'idée sa consommation, et le héros, encore une fois, son apothéose. Après l'*allegro* du finale, après certain élan sonore comparable à l'élan oratoire du Rodrigue de Corneille racontant la bataille : « *Nous nous levons alors...* » il se lève et s'élève à son tour, l'*andante* élargi, débordant. Il emporte toujours plus haut, sur les houles toujours plus larges des triolets et des syncopes, le thème qui monte vainqueur. Il monte lentement, ce thème, délivré non seulement de la fièvre et du trouble, mais de la hâte même de vivre. Il vit maintenant de la vie supérieure, totale, et patiente parce qu'elle est éternelle. Tout est oublié, tout a disparu : les efforts, les combats du premier morceau ; le deuil, les regrets et les pleurs de la marche funèbre. La mort elle-même est vaincue et le thème entre à jamais dans la plénitude et l'immortalité de son être. C'est pourquoi cette *coda* lente est si belle, et belle comme ne l'est aucune autre. Plus qu'aucune autre elle est une fin, la fin dernière, diraient les théologiens, de cette créature sonore qu'est la symphonie et que Beethoven a faite la sœur des créatures humaines que nous sommes, arrivant comme nous par une vie éphémère et variable à la vie qui ne change et ne passe pas.

Le chef d'orchestre russe accorda naturellement une place à la musique de sa patrie. Nous avons pris plaisir à l'audition d'une oncerto

pour violon et orchestre de M. Prokofieff. Originale, excentrique même par endroits, fantaisiste et fantastique aussi, très libre, jusqu'à la licence, cette musique est pleine de mouvement, de verve et de fougue. Ni la sensibilité n'y manque, ni, surtout à la fin, la poésie. Le violon, — non pas *solo*, car l'orchestre presque jamais ne l'abandonne, mais plutôt *continuo*, car il ne s'arrête guère, — le violon est traité là avec une extraordinaire désinvolture. Jamais peut-être ne lui furent imposés de pareils exercices : traits, et trilles surtout, auprès desquels le fameux *Trille du Diable* n'est plus qu'un jeu de petits enfants. Trilles scintillants, éblouissants, qui jaillissent en fusées, en bouquets; trilles sur toutes les notes, l'une après l'autre, qui forment une ligne de chant. Tout cela sans doute n'est pas la raison, l'ordre et la sagesse, mais rien de tout cela n'est indifférent, moins encore ennuyeux. Certaine musique aujourd'hui procède par coups de poing : elle assomme. Celle-ci préfère les coups de fouet. Elle siffle, elle cingle. Avec plus de sveltesse et d'acuité que d'ampleur, elle a moins de solidité que de brillant. A l'entendre, on croirait çà et là reconnaître Berlioz, un Berlioz exaspéré.

M. Marcel Darrieux, le violoniste, s'est très heureusement tiré d'un pas, de beaucoup plus d'un pas singulièrement hasardeux.

Deux œuvres de M. Stravinsky figurèrent au programme des concerts de l'Opéra : d'abord une pièce nouvelle pour huit instruments à vent, ensuite la symphonie déjà connue, fameuse même, souvent jouée seule et parfois accompagnée d'une représentation théâtrale et chorégraphique, *le Sacre du Printemps*. Peu de musiciens paraissent avoir été plus que M. Stravinsky créés et mis au monde pour y être un signe et un sujet de contradiction. Par une partie de la critique, et du public également, chaque œuvre du célèbre compositeur russe est acclamée comme un chef-d'œuvre non pas égal, mais supérieur au précédent; chef-d'œuvre d'un génie qui non seulement s'accroît, mais se renouvelle; hier, chef-d'œuvre de musique à programme ou descriptive, de pure musique aujourd'hui; trésor chaque jour enrichi de mélodies, de rythmes et de sonorités; merveille d'imagination et de raison tour à tour, quand ce n'est pas ensemble, mélange inouï de science et d'art, de poésie et de réalité.

A propos du nouvel *octuor* ou *octette*, (je préfère peut-être *octette*), une de nos gazettes musicales vanta « cette volonté indéfectible chez Stravinsky de se livrer sous des aspects sans cesse neufs, cette capacité de ne se redire point, cet acharnement aussi à brusquer les moyens sonores jusqu'à leur arracher des cris encore inouïs, cette

incomparable maîtrise technique enfin dont l'excès même le pousse à résoudre des problèmes imprévus, étranges, et à ce degré se confond avec une quasi religieuse, sinon austère idée du métier musical. » C'est déjà bien. Voulez-vous mieux? Demandez le programme, le programme déjà cité, avec l'explication de la musique. Vous apprendrez à saluer dans l'*octuor* « une œuvre digne du génie incomparable de Stravinsky. » Mais s'il s'agit du *Sacre du Printemps*, alors, oh! alors, « renouvelez vos attentions. » Ni musique à programme, ni musique littéraire; musique où celui-ci croit entendre « les Géorgiques de la préhistoire, » celui-là « les orgues de la terre, mais un musicien est au clavier. » Patience, un troisième va renchérir encore : « Il faudrait trouver un langage nouveau pour parler de la technique nouvelle de Stravinsky ; » pour faire comprendre comment le compositeur « arrive à donner à sa musique le caractère *panique*. » Par où, l'on peut douter s'il faut entendre le caractère de l'épouvante, ou ce ui de l'universalité. Nous pencherions plutôt vers la première acception, qui nous permettrait d'appeler cette musique épouvantable. Vous défiez-vous de la critique personnelle, ou subjective; en préférez-vous une autre, plus technique, et qui tire ses raisons du fond, de la nature intime et comme de l'essence même de l'œuvre qu'elle juge? Voici, toujours à propos du *Sacre* : « L'apparente irrégularité dans la succession résulte des temps d'arrêt tous égaux à un, comme les sens (?) (1). Il y a ici, outre des temps *positifs*, des temps *négatifs*, dont le silence acquiert la valeur du son d'un positif. Nos nerfs, notre cerveau accordent à ces temps négatifs autant d'importance au point de vue dynamique qu'aux autres. » Cela, c'est pour l'ensemble. Pour le détail, pour un détail au moins, voici : « C'est probablement cet effet quasi physiologique qui confère ce caractère stupéfiant d'élancement douloureux!... La terre en gésine. » A la vérité, nous ne nous rappelons plus exactement ce passage. Enfin, qualifiant après l'œuvre l'ouvrier, le critique éperdu salue en M. Stravinsky « l'un des plus grands génies de l'histoire humaine. » Humaine, s'il vous plaît, et non pas musicale seulement.

Oserons-nous avouer après cela que la musique de M. Stravinsky nous semble tout simplement affreuse. Mais ce semblant est assez fort pour assurer notre conviction, après notre déplaisir. Que si nous nous trompons, et non pas les autres, — la chose est fort possible,

(1) Peut-être les « sons ? »

— du moins que ce soit non seulement avec sincérité, mais avec cette ardeur même que peut exciter le sentiment le plus contraire à l'admiration, avec une espèce d'enthousiasme à rebours.

« Nous autres Russes, » écrivait autrefois Borodine de ses compatriotes et de lui-même, « nous autres, ours du Nord, mangeurs de chandelle. » Que mangent-ils donc, ou que ne mangent-ils pas aujourd'hui, pour produire des œuvres aussi mal digérées que celle d'un Stravinsky ! Une flûte, une clarinette, deux bassons, deux trombones et deux trompettes, voilà les instruments qui se partagent l'*octuor*. Non : ils se le disputent, se l'arrachent avec rage, avec frénésie, dans un perpétuel fracas où l'oreille et l'esprit, la raison et la sensibilité subissent également les pires épreuves. Nous avons connu jadis, — peut-être existe-t-elle encore, — une Société des instruments à vent. Harmonieuse, elle nous révéla maint chef-d'œuvre harmonieux. Ici les vents, les huit vents, ne forment pas une société, mais un soviet, une « tchéka. » Et quels vents ! Les plus violents, les plus terribles, M. Stravinsky les a déchaînés tous. La main d'un barbare, au lieu de l'entr'ouvrir, a crevé l'outre d'Éole. Les trombones font rage. Les trompettes sont de celles que Shakspeare quelque part appelle « hideuses. » D'aucuns ont trouvé dans cet ouvrage l'équilibre, la composition, l'architecture, en un mot les vertus du génie classique où, disent-ils, le génie jadis effréné du musicien se serait cette fois rangé ou soumis. Pour nous, le bruit, un bruit infernal a tout couvert, tout étouffé. En rien et nulle part l'ordre ne nous est apparu. Un jour qu'il nous parlait de Dante et de la musique, Boito nous faisait observer qu'il n'y a pas de musique dans *l'Enfer*. Serait-ce parce qu'en enfer tout est souffrance ? Non pas et jamais, — il s'en faut de beaucoup, — la musique ne fut incompatible avec la douleur. La raison véritable, et métaphysique plutôt que morale, c'est qu'en enfer, et Job l'a dit, croyons-nous, le premier, tout est désordre. A ce titre, la musique de M. Stravinsky mériterait d'y régner. Sur terre même, s'il y a quelque relation entre l'état politique ou social et l'état musical d'un pays, il est fort possible que *le Sacre du Printemps* ait annoncé le régime actuel de la Russie et que l'*octuor* le consacre. Dans le moderne Pétrograde, on verrait assez bien un Conservatoire Stravinsky. Et maintenant voulez-vous un bon conseil ? Après avoir entendu *le Sacre* ou l'*octuor*, ou tel autre produit (ils sont légion) d'une époque où la musique elle-même extravague, lisez, ne fût-ce que pendant une demi-heure tous les matins, *le Clavecin bien tempéré*. C'est le meilleur moyen,

comme disent les braves gens, de « se faire une raison, » ou de s'en refaire une.

Plus on entend la musique de M. Alfred Bruneau, plus on se demande si M. Alfred Bruneau vraiment est né pour la musique. Sans doute il se crut appelé par elle ; mais on peut douter si, par la nature ou par la grâce, il y était destiné. Quoi qu'il en soit, voilà près de quarante ans qu'il s'y adonne, s'y attache, s'y opiniâtre. Consciencieux, laborieux, infatigable ouvrier, il se met et se remet sans cesse à l'ouvrage, même et surtout au gros ouvrage, le plus conforme à son tempérament, à son instinct et à son goût. Rien ne le décourage ; rien, pas même ses œuvres et, le plus souvent, leur mauvaise fortune. *Impavidum ferient ruinæ...* Après le *Roi Candaule*, voici le *Jardin du Paradis*. On aurait plutôt attendu *Paradou*, vu le « zolisme » où se complut autrefois le musicien du *Rêve*, de *l'Attaque du Moulin*, (de beaucoup sa meilleure partition), et de *Messidor*. Mais le temps paraît passé de cette complaisance. De plus agréables paroliers, hier M. Maurice Donnay, M. Robert de Flers et Caillavet aujourd'hui, n'ont pas craint de se faire les poètes du *Roi Candaule* et du *Jardin du Paradis*. Avec eux, et comme eux si possible, le musicien a voulu tâter du genre aimable. « Ma chère, » s'écrierait Madelon, « c'est le caractère enjoué. » Mais si la musique de M. Bruneau possède un caractère, — et cela pourrait faire question, — il n'en est pas un qui lui manque davantage.

Nous n'avons pu que deviner, par intervalles, le sujet et le texte du conte qu'après et d'après Andersen les librettistes du *Jardin du Paradis* nous ont conté. Cela tient à la presque parfaite et constante inintelligibilité des paroles dont les chanteurs, ou les compositeurs, ou les uns et les autres en même temps, semblent faire aujourd'hui l'un des éléments de leur art. Un historien de la littérature italienne, Francesco de Sanctis, discernait avec raison dans la poésie deux choses : *che dice* et *che suona*, ce qu'elle dit et ce qu'elle sonne. En musique, la distinction n'est pas moins importante. Ou plutôt je me trompe et tout au contraire c'est l'union qui serait nécessaire. On aimerait d'entendre les mots autant que les sons et, dans le cas présent, les premiers feraient peut-être plus de plaisir.

On en a surpris d'aimables au passage : entre autres ceux que le Vent d'Est a non seulement chantés, mais prononcés, et d'une jolie voix. Car il y a des vents dans l'opéra de M. Bruneau comme dans l'*octuor* de M. Stravinsky. Mais ils ne sont que quatre. Leur office,

ou celui de l'un d'entre eux, et justement l'oriental, est d'emporter au jardin du paradis un jeune prince, lequel s'est promis de retrouver là-haut, vivante encore, notre mère Ève, à seule fin de lui dire son fait et de la punir de tout le mal qu'elle a causé et cause encore ici-bas. Il doit y avoir du symbolisme là dedans. Comment, après quelles épreuves, au pied de quel pommier, et chargé de combien de pommes! le prince rencontre, au lieu de l'Ève de la Bible, une princesse de féerie, sa princesse, voilée d'abord, puis dévoilée, maudite premièrement, ensuite pardonnée et pour finir épousée ainsi qu'il convient, vous narrer tout cela nous mènerait loin, si loin, que nous ne serions pas très sûr d'y arriver et d'en revenir. Revenons du moins au couplet du Vent d'Est.

Je suis le ramasseur des parfums de la terre,
J'ai respiré ce soir Mysore aux cent jardins
Et tous les orangers du palais d'Aladin.
En passant, j'ai frôlé les myrtes de Cythère,
Les jasmins étoilés qui sont à Bassora
Ont secoué sur moi leurs têtes odorantes,
Et j'ai connu ce soir à des senteurs errantes
Que la fleur du pêcher demain s'entr'ouvrira.

Pour les paroles, cela rappelle un peu les *Roses d'Ispahan*, de Leconte de Lisle et Fauré. Pour la musique, pas du tout. C'est une romance, une fade, et langoureuse, et doucereuse romance. On en pourra faire un tirage à part, avec un paysage d'Orient sur la couverture. Là, comme dirait Gœthe, le poing longtemps fermé, le poing de M. Bruneau s'est ouvert. Sa main généralement rude a flatté, chatouillé l'oreille du public et celui-ci, tout d'une voix, a crié *bis*. Aussi bien les musiciens eux-mêmes n'entendent pas ces petites choses-là sans une certaine espèce de contentement, dont un grain d'ironie relève en eux la trop facile douceur.

Aussi bien la facilité n'est pas la marque de M. Bruneau. Son dernier ouvrage, comme les précédents, atteste la volonté, l'effort, le travail, plus que le don et le naturel. On ne rangera pas le musicien du *Jardin du Paradis* parmi les génies heureux. Je ne vois pas un élément de son art dont il dispose avec aisance. Il a de la peine à trouver une idée musicale, puis à la suivre. Qu'il chante pour chanter, ou pour parler, (et c'est là tout le style lyrique), son chant et sa parole trahissent le même embarras. Enfin, ce n'est pas assez des quatre vents du ciel pour aérer son orchestre.

Pourtant, à force de se remémorer ce long opéra, l'on finit par s'en rappeler autre chose qu'une romance. Au premier acte, au début d'un duo d'amour, la voix de M. Franz (le prince Assur), — une voix magnifique, également puissante et douce, — forme avec l'orchestre de gracieux entrelacements. L'entrée du même prince dans le jardin céleste, inférieure sans doute à d'autres arrivées similaires, celle d'Orphée aux Champs-Élysées ou seulement celle d'Alim, le roi de Lahore, au paradis d'Indra, n'est pas sans poésie. Le jardin paradisiaque a mieux inspiré M. Bruneau que le jardin parisien où jouaient, si nous avons bonne mémoire, les petits amis de son Enfant-Roi. Il se chante ici des chœurs religieux très calmes et que très doucement anime un souffle assez harmonieux. Enfin et surtout, l'œuvre s'achève sur une symphonie d'instruments et de voix qui se développe avec une réelle ampleur. M. Bruneau connaît ses auteurs. Il n'ignore pas qu'un *Don Juan*, (version originale), un *Fidelio*, un *Guillaume Tell*, un *Falstaff*, une *Pénélope*, un *Marouf*, se terminent par une sorte d'apothéose sonore. A son tour, il a voulu nous offrir un épilogue de musique pure.

Je connais des musiciens dont la renommée n'égale pas le mérite; d'autres éprouvent le sort contraire. Que sait-on? Et sait-on jamais? Sans compter que l'opinion publique est changeante. Après la première représentation du *Rêve*, il y a trente-deux ans, un banquet fut offert à M. Bruneau comme s'il venait de renouveler la musique française. Peut-être était-ce alors un peu tôt. Ce serait certainement trop tard aujourd'hui.

Nous avons loué la voix de M. Franz. Son chant est egalement digne d'éloge. La voix de Mlle Lapeyrette est grave; aiguë et même perçante celle de Mlle Fanny Heldy; celle de Mlle Yvonne Gall est douce et pure. Et de ces trois cantatrices la dernière chante le mieux. Nous le disions plus haut, le Vent d'Est (M. Rambaud) a fait passer dans la salle un petit frisson de plaisir et vous savez que nous n'avons pas un meilleur chef d'orchestre que M. Philippe Gaubert.

Deux ouvrages représentés le même soir à l'Opéra-Comique ont à peu près la même importance et cette importance est petite. Après quatre ou cinq semaines, la mémoire ne fait même plus grande différence entre la musique de *la Griffe* et celle de *Sainte Odile*. La seconde a plus de douceur, plus de longueur aussi; l'autre est plus violente, avec plus de brièveté. La mort imprévue de Félix Fourdrain, le musicien de *la Griffe*, avait précédé de très peu l'apparition de son œuvre. Et cela nous fit trouver aux derniers accents, aux

restes d'une voix qui venait à peine de tomber, une expression de mélancolie. *La Griffe* est un court et gros drame joué déjà, sans musique, sur quelque théâtre de genre, de ce genre-là. Quatre personnages : la femme, le mari, l'autre, et le père du mari, vieil infirme privé du mouvement et de la parole. A la fin seulement, ayant vu la femme laisser exprès le mari descendre à la cave par un escalier qu'elle sait tout près de s'effondrer et qui s'effondre en effet, le beau-père retrouve subitement assez de voix pour jeter un cri terrible, un seul, assez de force aussi pour se lever et de ses deux mains, de sa « griffe », étrangler sa belle-fille. Ce raccourci de drame se passe entre paysans, à l'époque des vendanges, dans l'un quelconque des pays balkaniques. Un raccourci de musique l'accompagne et lui ressemble. M. Azéma, qui excelle dans les rôles dits « de composition, » a mimé avec une réelle puissance le personnage, plus muet encore que le Barbe-Bleue d'*Ariane*, de l'étrangleur aphasique.

Sainte Odile nous a donné l'occasion et le plaisir de relire les belles pages inspirées par la vierge chrétienne, patronne de l'Alsace, à Taine d'abord, ensuite à MM. Maurice Barrès (*Au service de l'Allemagne*) et René Bazin (*Les Oberlé*). La raison patriotique est sans doute la première de celles qui décidèrent M. Albert Carré, fils pieux de l'Alsace, à représenter *Sainte Odile*. Quant aux autres motifs, tirés de la qualité musicale de l'ouvrage, le temps nous manque, à la fin de cette chronique, pour les rechercher.

Le Trianon-Lyrique, ce gentil théâtre « à côté, » ne laisse pas d'être, à ses heures, un théâtre « en avant. » Nous y avons entendu naguère, avec un plaisir extrême, *le Mariage secret* : exemple excellent, qu'on pourrait et devrait suivre ailleurs. Il y a trois semaines, ce fut non pas une reprise, mais la première représentation à Paris d'un ouvrage de Gluck, *les Pèlerins de la Mecque ou la Rencontre imprévue*. Le théâtre de l'Opéra-Comique est à la veille de le représenter à son tour. Nous en parlerons alors. Mais, dès maintenant, il est juste de donner acte à M. Louis Masson de son initiative et d'y applaudir. Elle a parfaitement réussi. Une fois encore, de modestes moyens, employés avec autant de soin que de goût, ont produit le plus heureux effet.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous sommes en pleine crise : crise électorale en Grande-Bretagne ; crise politique et financière en Allemagne ; crise des relations entre les Alliés. De leurs difficultés intérieures, Angleterre et Allemagne se trouvent d'accord pour rejeter la responsabilité sur la France, dont la politique ferme et calme fait contraste avec l'agitation de ses voisins. Le *Foreign Office* poursuit une campagne d'isolement diplomatique de la France, tandis que les candidats, dans leurs discours, la presse dans ses articles, multipliant contre elle les attaques calomnieuses, travaillent à son isolement moral. Toute cette méchante politique ne paraît guère jusqu'ici profiter à l'Angleterre ; elle ne profite même pas à l'Allemagne dont la situation n'a jamais été aussi précaire ni aussi troublée, mais elle l'encourage dans une attitude de provocation et de défi dangereuse pour elle-même, dangereuse aussi pour l'Europe et pour la paix.

Le 9 novembre, le Gouvernement des États-Unis faisait connaître sa résolution de ne pas participer à une conférence d'experts, qui n'aurait, pour évaluer la capacité de paiement de l'Allemagne, qu'une liberté limitée par les réserves de M. Poincaré. Le refus de Washington coupait court à un projet dont le seul intérêt aurait été de ramener les Etats-Unis à s'occuper des affaires de l'Europe. Le but du Cabinet britannique, en présentant sa proposition, était moins de la faire aboutir que de ressaisir l'initiative et la direction de la politique interalliée ; si M. Poincaré acceptait, on ferait sortir de la Conférence la réduction de la dette allemande de réparations ; s'il refusait, ou faisait des réserves, on l'accuserait de troubler l'Europe par son intransigeance et de pousser l'Allemagne à la ruine. Si l'on avait voulu réellement le succès de la Conférence, il était facile de donner satisfaction aux scrupules justifiés de M. Poincaré, car il est évident que nul, si expert soit-il, ne peut dire aujourd'hui ce que l'Allemagne sera en état de payer dans dix ans ; la sagacité de

la Conférence se serait exercée, sous la direction de la Commission des réparations, à l'étude de cet autre problème, le seul important et le seul soluble : comment mettre l'Allemagne, matériellement et moralement, en état de faire face aux obligations qui résultent du traité de paix et dont l'exécution est pour la France, la Belgique, et même l'Angleterre et l'Italie, d'une importance vitale. C'est ce problème que M. Barthou, président de la Commission des réparations, propose à l'activité de ses collègues qui, le 23, ont entendu M. Fischer, délégué du Reich.

L'agitation créée par la presse anglaise autour du projet de Comité d'experts va se dissipant dans le grand branle-bas de la dissolution et de la période électorale brusquement ouverte. Que la conversion de M. Baldwin au protectionnisme soit le résultat de la Conférence impériale close le 8 novembre, nos lecteurs, s'ils veulent bien se souvenir de la précédente chronique, n'en douteront pas. L'Empire se suffisant à lui-même, achetant le moins possible aux autres et abritant sa production derrière des tarifs préférentiels et des droits protecteurs, c'est une formule colbertiste qui eût scandalisé les théoriciens de l'école de Manchester ; c'est pourtant celle qui prévaut dans les Dominions et que le parti conservateur adopte comme « plateforme » électorale. Mais l'application en est délicate. Le projet du Gouvernement accorde des détaxes aux vins, fruits, sirops, sucres, tabacs, provenant des colonies ; mais il n'oserait mettre aucun droit sur les principales denrées alimentaires : blé, farine, viande, sous peine de soulever la colère des masses populaires par la hausse des prix. Mais alors, les colonies, le Canada qui vend du blé, l'Australie, l'Afrique du Sud, qui exportent de la viande, ne sont pas satisfaites et la préférence impériale ne joue que pour des denrées accessoires. Le bruit se répand qu'un accord serait intervenu entre l'Angleterre et les Soviets pour l'importation des blés russes en Angleterre, et voilà le Canada en rumeur. Si la métropole accorde aux Dominions des avantages, ceux-ci ne paraissent guère, en retour, disposés à renoncer à développer leur industries, qui font à celles de l'Angleterre la plus dangereuse concurrence. L'industrie textile des Indes, — et non pas le traité de Versailles ou l'occupation de la Ruhr, — tue les filatures de Lancashire. Le Gouvernement prétend résoudre le problème de l'économie impériale sans réduire le *standard of life* des masses ouvrières : n'est-ce pas la quadrature du cercle ? Pour s'attaquer à un tel problème, le Cabinet conservateur a besoin d'obte-

nir l'approbation claire du pays. Il était lié, d'ailleurs, par la parole de M. Bonar Law, qui avait promis de ne pas toucher au régime douanier tant que durerait la législature. Il fallait donc procéder à la dissolution des Communes. M. Baldwin l'a annoncée officiellement le 13 novembre.

En brusquant les élections, qui se feront le 6 décembre, en mettant un terme éphémère à cette législature, le Premier ministre se flatte de surpendre les libéraux divisés et la caisse des travaillistes vide. Aussitôt les partis ont pris position. M. Lloyd George, à peine débarqué d'Amérique, tout échauffé encore de la campagne qu'il a menée, sur le dos de la France, pour l'étroite union des deux grands États anglo-saxons, s'est découvert une vocation d'apôtre du libre-échange; il s'est réconcilié avec M. Asquith et rangé sous ses drapeaux. Mais le bénéfice de la campagne contre les tarifs protecteurs ne sera-t-il pas pour les socialistes plutôt que pour les libéraux? « Pas de droits sur les nourritures, » pas de hausse du prix de la vie; impôt sur le capital, nationalisation des industries : c'est un programme simple, accessible aux masses, capable de séduire les électrices. Si l'opposition l'emporte, les libéraux n'apparaîtront aux Communes que comme les satellites du Labour Party; M. Lloyd George sera effacé par M. Ramsay Mac Donald. Dans le parti conservateur, l'union a été difficile à rétablir. M. Austen Chamberlain, lord Birkenhead, lord Balfour, se sont ralliés au programme de M. Baldwin, sans toutefois se prêter à une combinaison qui les aurait dès maintenant fait entrer dans le ministère. Mais six députés conservateurs du Lancashire ont déclaré rester fidèles au libre-échange. Lord Robert Cecil, élevé à la pairie, entre à la Chambre haute et n'aura pas à choisir entre ses opinions libre-échangistes et son portefeuille. Dans le pays, le premier mouvement a été de mécontentement. Pourquoi des élections si hâtives, si brusquées? On a souvent vu, en Angleterre, où l'électeur est très changeant, une telle mauvaise humeur profiter aux partis d'opposition.

L'opinion française n'a pas, sur le résultat, de vœu à émettre. Elle a été, il faut le dire franchement, blessée profondément par l'attitude du Cabinet Baldwin. Pour faire avaler aux électeurs les pilules protectionnistes auxquelles les estomacs anglais sont peu accoutumés, il cherche à faire croire que c'est la politique française, et notamment l'occupation de la Ruhr, qui est responsable du malaise économique dont souffre la Grande-Bretagne. Il y a un an, quand la nouvelle majorité conservatrice fut élue en réaction contre la poli-

tique de M. Lloyd George, dans les réunions publiques et les meetings, électeurs et candidats se prononçaient pour une entente avec la France. Le résultat fut le programme du 2 janvier, si notoirement insuffisant qu'il ne laissa d'autre issue à la politique franco-belge que l'occupation de la Ruhr. M. Baldwin, dans le débat du 15 novembre, a prononcé, et, dans le discours du trône du 16, il a mis dans la bouche du Roi, des paroles qui ont eu, en France, un douloureux retentissement. Abordant la politique extérieure, M. Baldwin commence par un aveu dépouillé d'artifice : « nous ne pouvons pas prétendre que nos efforts aient été couronnés de succès ; » mais c'est la faute de la France ; au moment où cessa la résistance dans la Ruhr, M. Baldwin crut le moment venu de négocier avec M. Poincaré, qui avait toujours déclaré qu'il ne négocierait pas tant que durerait la résistance, et il proposa une Conférence. M. Baldwin fait ici une singulière confusion entre négociation et conférence. M. Poincaré ne s'est jamais dérobé à une négociation avec l'Angleterre et les autres Alliés ; il n'a même pas décliné toute partipation à une Conférence, encore que les précédents fussent peu encourageants ; mais il a refusé de laisser remettre en question les droits que la France tient du traité de paix et les réparations qui lui sont indispensables. M. Baldwin vante sa patience, qui n'a pas été récompensée et qui pourrait être arrivée à ses extrêmes limites : « J'avais espéré que les négociations entamées avec l'Amérique pourraient aboutir à des progrès solides, mais, là encore, nous avons vu nos efforts rendus vains non pas par notre propre action, non pas par l'action de l'Amérique, mais par celle de nos propres alliés. Il pourrait devenir en vérité difficile de continuer indéfiniment les tentatives pour travailler avec des Alliés qui rendent la collaboration si malaisée. Je ne veux pas insister plus longtemps, mais je désire vous faire savoir encore que je n'ai épargné aucune peine pour bien faire comprendre à nos alliés que le peuple de ce pays ne pourrait maintenir indéfiniment l'esprit qui est nécessaire pour la coopération et pour l'entente, si l'on permettait encore à la situation actuelle de se prolonger très longtemps. » Le Premier ministre ajoute que si la situation économique de la Grande-Bretagne s'est encore aggravée, c'est à l'occupation de la Ruhr qu'il le faut attribuer : « si tous nos anciens marchés avaient été disponibles, nous ne serions pas en proie à la crise de chômage que nous traversons aujourd'hui. » Et, comme pour rendre son avertissement plus menaçant, plus solennel, M. Baldwin faisait le lendemain dire par le Roi : « Mon Gouvernement avait récemment

ouvert des négociations qui tendaient à la nomination, en collaboration avec les États-Unis, d'une commission d'enquête pour déterminer les capacités de paiement des réparations de l'Allemagne. Malheureusement, il n'a pas été possible d'obtenir l'assentiment du Gouvernement français à ces propositions que nous espérions voir conduire à une solution du problème des réparations. Mon Gouvernement regarde avec une profonde anxiété la continuation des conditions économiques qui prévalent actuellement en Europe et qui dépendent dans une si large mesure du règlement de ce problème. » Pour qui connaît la réserve avec laquelle il est de tradition de rédiger les discours du trône, — dont le Roi, on le sait, n'est nullement responsable, — les paroles prononcées par George V prendront toute leur signification.

Il suffirait de changer quelques mots aux paroles du Premier britannique pour les mettre dans la bouche de M. Poincaré à l'adresse de M. Baldwin. Si le Gouvernement britannique se targue de patience, pense-t-il que la France, de son côté, n'est pas obligée de faire appel à toute sa patience, quand elle se voit refuser, par le fait de l'Angleterre, la plus élémentaire justice, celle des réparations, et accuser, par surcroît, de vouloir détruire l'Allemagne et ruiner l'Angleterre? Puisque M. Baldwin était en veine d'aveux, il aurait pu ajouter que le problème des réparations est devenu beaucoup plus malaisé à résoudre du jour où, simple chancelier de l'Échiquier, il a lui-même, par l'accord de Washington, à l'instigation de la *City* préoccupée du cours de la livre, consolidé la dette de guerre anglaise, comme s'il s'agissait d'un emprunt quelconque et non pas d'une coopération de tous les Alliés, chacun avec tous ses moyens, à une grande et commune entreprise. Il a rendu par là impossible, comme le remarquait le *Daily Mail*, la réduction de la dette de réparations de l'Allemagne, puisque l'abolition des dettes interalliées reste le seul moyen de compenser une partie des réparations dues par l'Allemagne. Si le Premier ministre a cru exercer une utile pression sur le Gouvernement ou sur l'opinion française, qu'il sache que ce n'est pas ce chemin qui conduira à un accord.

Le lendemain même du jour où M. Baldwin prononçait les paroles regrettables que nous avons tenu à citer comme un document pour l'histoire, M. Poincaré, à la tribune de la Chambre, lui répondait : « Je ne puis laisser croire à personne, ni ici ni ailleurs, que le Gouvernement français n'a pas fait tous ses efforts en vue de l'entente entre Alliés, et que ce puisse être par notre faute que

cette entente risque d'être affaiblie. » Reprenant toute l'histoire des réparations et des dettes interalliées, il montrait, avec cette dialectique serrée et persuasive, avec cette éloquence précise et puissante dont il a le secret et qui défie tout résumé comme elle décourage toute réfutation, les concessions que la France n'a cessé de faire au maintien de l'entente entre les Alliés, les promesses de ceux-ci toujours vaines, leurs engagements toujours caduques, les roueries de l'Allemagne, réconfortée par la faiblesse des Alliés et par les encouragements qui lui venaient d'Angleterre, pour se dérober à ses obligations et éluder les réparations. La Chambre, qui revenait de vacances, a, une fois de plus, à l'exception de l'extrême-gauche, manifesté son ardente approbation au président du Conseil, énergique et probe, qui défend, au milieu des pires difficultés, les intérêts, la sécurité et le bon renom de la France, et elle a voté l'affichage du discours de M. Poincaré. C'est bien, mais ce n'est point assez; il faut traduire en anglais cette page magistrale, l'imprimer à des millions d'exemplaires et l'envoyer à tous les citoyens notables de l'Empire britannique et des États-Unis, à d'autres pays peut-être encore : tant d'hommes de bonne foi n'entendent qu'une cloche !

Ce que M. Poincaré s'est retenu d'ajouter, il en faut chercher l'aveu à travers la presse anglaise. Il s'agit d'isoler la France au point de vue politique et au point de vue sentimental. La France, si elle ne traînait pas le boulet des régions dévastées, serait trop puissante, elle écraserait l'Allemagne, elle dominerait l'Europe centrale. Le *Times*, qui vraiment s'occupe de ce qui ne le regarde pas, se plaint (9 novembre) que la France prête de l'argent aux États de la Petite Entente; ne serait-ce pas pour les armer, pour leur permettre d'acheter en France du matériel de guerre? Si la France a de l'argent à prêter, que ne songe-t-elle à payer sa dette à l'Angleterre, que ne renonce-t-elle à sa créance sur l'Allemagne? La France est prospère, elle n'a pas de chômage, elle manque plutôt de main-d'œuvre; elle a reconstruit ses usines avec un outillage neuf, perfectionné ; elle devient, pour l'industrie anglaise, une concurrente redoutable. Fallait-il donc que nous reconstruisions nos usines avec de vieux moellons et des machines démodées? L'essor de la France, stimulé par la victoire, serait dangereux pour la Grande-Bretagne si, par bonheur, elle ne portait le poids de sa dette de reconstruction dont il faut bien se garder de la délivrer. Une Allemagne forte, entièrement libérée de l'occupation ennemie, est nécessaire pour faire contre-poids à cette France trop puissante; et il est bon d'entretenir, dans l'Europe cen-

trale, des rivalités, des rancunes, afin de balancer la Petite Entente et la Pologne, dont la politique reste orientée vers la France Veut-on savoir comment « un homme d'État britannique, » interviewé par le *Daily Telegraph* (17 novembre), démontre la nécessité de maintenir, à propos de l'affaire du contrôle militaire en Allemagne, l'accord franco-anglais? « Nous voulons empêcher la dislocation de l'Allemagne et le chaos européen. La seule façon pour nous d'y arriver est de contrôler l'action de la France. Il est vrai qu'une chose s'oppose surtout à ce que nous conservions ce contrôle : c'est l'illusion, généralement répandue chez nous, qu'aller avec la France, c'est aider la France. En réalité, ce n'est pas vrai. En allant en Rhénanie, nous avons embarrassé les Français; en n'allant pas avec eux dans la Ruhr, nous leur avons permis de réaliser complètement leur projet. Et c'est l'illusion dont je parle qui empêche de comprendre que notre seul moyen de contrôler la France est de rester à ses côtés. » Seigneur! mes ennemis je m'en charge, mais préservez-moi de mes amis! Si ces « amis » pouvaient voir les sentiments profonds du peuple français, son désir passionné de justice internationale et de paix dans le travail, leurs inquiétudes se dissiperaient, ils discerneraient cette vérité, que les événements de ces derniers jours ont remis en pleine lumière, qu'il n'y a, pour l'Europe et pour la paix, qu'un péril, toujours le même, qui grandit chaque fois que la mésintelligence des vainqueurs semble lui offrir l'occasion qu'il rêve, c'est l'éternelle Allemagne.

Le coup d'État de Hitler et Ludendorff, le 8 novembre à Munich, n'est qu'un incident plus ridicule que dangereux; mais il a servi à révéler les aspirations et les progrès des partis conservateurs et nationalistes. L'Allemagne, désaxée, désorientée, troublée par ses épreuves matérielles et morales, blessée dans son immense orgueil par la défaite, a perdu le contrôle de ses actes; les expériences les plus folles, les tentations les plus téméraires, y trouveraient des partisans, de même que les nouvelles les plus absurdes sont celles qui y trouvent le mieux créance. L'Allemagne est le pays des contradictions et des invraisemblances, parce qu'elle n'est pas moralement unifiée et centralisée; le chaos, le particularisme, le séparatisme même, l'anarchie et la révolution y sont des réalités; mais réalités aussi le besoin d'ordre, de travail et d'un pouvoir fort. L'heure des aventuriers et des risqueurs n'est pas passée, mais elle passe, et les habiletés de M. Stresemann couvrent et préparent l'avènement d'un gouvernement de droite, dictatorial et

nationaliste. Un tel mouvement ne saurait réussir sans la Bavière. La grande majorité des Bavarois aspire à faire de leur pays une sorte de citadelle de l'ordre et de la contre-révolution. Le parti populaire catholique bavarois, fraction détachée de l'ancien Centre allemand, travaille à reconstituer, sur des bases nouvelles, l'unité et le Gouvernement national allemand; un Gouvernement fort, au-dessus du Parlement, lui paraît nécessaire pour sauver l'unité et l'intégrité de l'Allemagne. Les Wittelsbach inspirent ce mouvement et se préparent, l'heure venue, à en profiter. « La Constitution de Weimar est une victoire des marxistes, » écrivait, le 30 octobre, M. Vielberth dans la *Correspondance du parti populaire catholique bavarois*. Marxisme, libéralisme, parlementarisme, tels sont les ennemis qu'il faut abattre; et, par là, le parti populaire bavarois s'apparente au fascisme italien. Hitler et ses bandes national-socialistes représentent l'aile extrémiste de ce parti; il est suivi par une partie des paysans de la Souabe : il est antisémite, anti-démocrate, partisan d'une dictature militaire : « c'est l'engeance juive internationale qui est cause de la guerre, » dit-il volontiers. Mais la grande masse conservatrice des catholiques bavarois refuse de pactiser avec Hitler et ses bandes fascistes, avec Ehrardt et ses aventuriers. Le cardinal von Faulhaber, archevêque de Munich, dans un sermon, le 4 novembre, se prononce nettement contre le mouvement de Hitler réprouve son caractère antisémite, condamne toute guerre civile. C'est donc en désespoir de cause que Hitler paraît avoir risqué son coup d'État à la brasserie. Comment le général Ludendorff a-t-il pu se laisser entraîner dans cette bagarre? A-t-il été trompé par von Kahr, ou a-t-il cru son prestige assez fort pour entraîner quelques milliers d'individus, s'emparer du pouvoir et marcher sur Berlin? Ludendorff a toujours été un risqueur : cette fois encore, il a perdu; le prince Ruprecht, qui le déteste, et qui, d'un geste, a dissipé toute cette révolution d'opérette, l'emporte. Ludendorff, arrêté, puis relâché le lendemain, Hitler fugitif et arrêté quelques jours après, M. Stresemann est délivré de toute inquiétude du côté de la Bavière. Mais il s'est donné à lui-même, et bientôt peut-être à l'Allemagne, un maître, le général von Seeckt, dont l'autorité dictatoriale, à la faveur de l'état de siège, se substitue à celle du ministre de la Reichswehr, Gessler. Ainsi une dictature militaire, monarchiste et nationaliste est en gestation, peut-être même est-elle à demi réalisée : c'est le résultat le plus clair du coup d'État manqué de l'agitateur Hitler.

Mais déjà, sous la poussée des droites, M. Stresemann, mis en

minorité le 23 par 230 voix contre 155, donne sa démission. Le chancelier se retire, mais von Seeckt demeure. Le parti national allemand saisira-t-il l'occasion de détruire la constitution de Weimar et tout ce qui rappelle la révolution de 1918; ce serait le premier stade; ensuite on détruira le Traité de Versailles et tout ce qui rappelle la défaite. La grande coalition parlementaire est dissoute, et les nationalistes prétendent détruire en Prusse le Gouvernement du social-démocrate Severing, qui a donné des preuves d'honnêteté et d'énergie. Le président Ebert serait, lui aussi, mis en demeure de quitter son poste : un directoire de quelques hommes exercerait tout le pouvoir sans aucun contrôle du Parlement, avec l'appui de l'armée, mal camouflée sous le nom de Reichswehr. Tel est le plan, d'après la *Gazette de Francfort* (8 novembre), et il suffit de lire les journaux d'extrême-droite, comme la *Gazette de la Croix*, pour constater l'exactitude des informations du journal démocrate. Le chancelier Stresemann, subtil flaireur du vent, cherchait, pour quelque temps encore, son pouvoir déjà chancelant, à faire des concessions aux passions nationalistes. C'est peut-être l'origine du retour du Kronprinz qui, quittant, le 10, son île hollandaise, est venu s'installer dans son château d'Oels en Silésie. Singulière république qui provoque la rentrée de l'héritier du trône! Singulière politique que celle qui se livre au jeu dangereux de provoquer les Alliés, dans l'espoir de faire éclate leur désaccord ! Les symptômes alarmants se multiplient en Allemagne; depuis plusieurs mois, la Commission militaire interalliée que préside le général Nollet n'a pu procéder aux enquêtes nécessaires; sous prétexte que le Gouvernement est impuissant à garantir la sécurité des officiers français ou belges, il s'arrange pour empêcher tout déplacement des membres de la Commission. Il est certain que l'Allemagne réorganise son armée, sa mobilisation, son aviation ; elle trouve de l'argent pour bâtir des usines capables de suppléer, pour la fabrication du matériel de guerre et des gaz toxiques, les usines de la Ruhr ou de Ludwigshafen ; elle compte, le cas échéant, recevoir de Russie les armes qui lui manqueraient. Que l'Allemagne se prépare à la guerre, c'est ce qui ne fait aucun doute; qu'elle soit prête et disposée à tenter un coup désespéré en espérant son salut de quelque invention diabolique, c'est ce qui reste improbable. L'Allemagne veut être prête pour toute bonne occasion et entend s'affranchir des restrictions et des obligations que lui impose le Traité ; mais peut-être faut-il voir surtout, dans les récents incidents, des faits de politique intérieure.

Quoi qu'il en soit, la reprise du contrôle interallié en Allemagne s'impose avec tant de force, à la suite des derniers événements, que le Gouvernement britannique lui-même s'est trouvé obligé d'en convenir. Il a cherché, pour s'en dispenser, quelques prétextes, la crainte, par exemple, d'accroître le désordre dans le Reich en y exerçant un contrôle que la presse dépeint comme odieux et vexatoire. L'accord interallié a fini par se réaliser le 21, à la Conférence des Ambassadeurs, sur deux formules à la vérité bien anodines, mais qui ont du moins le mérite de refaire, pour l'application du Traité, l'union des Alliés. Deux notes ont été transmises par M. Poincaré, au nom de la Conférence des Ambassadeurs, à M. von Hœsch, chargé d'affaires du Reich. La première concerne le contrôle interallié. Les Alliés « prennent acte de la déclaration faite par le Gouvernement allemand qu'il n'a nullement l'intention de contester les obligations résultant pour lui du Traité de Versailles; » ils déclarent que les difficultés de fait alléguées par le Gouvernement du Reich ne suffisent pas à empêcher un contrôle dont le devoir absolu du Gouvernement allemand est de faciliter l'exercice; les opérations de contrôle militaire et de surveillance aéronautique devront donc « être reprises sans délai dans des conditions qui seront notifiées au Gouvernement allemand par les présidents des Commissions du contrôle et du comité de garantie aéronautiques; » en cas de résistance ou d'obstruction, « les Gouvernements alliés se réservent de prendre les mesures qui leur paraîtraient propres à assurer l'exécution du Traité. » La seconde note a rapport au Kronprinz. L'Angleterre qui avait proposé, mais trop tard, une démarche auprès du Gouvernement hollandais pour prévenir le départ de l'hôte de Wieringen, ne pouvait se dérober au devoir d'avertir le Gouvernement allemand et de le mettre en face de ses responsabilités. La note prend acte de la renonciation du Kronprinz au trône, constate que le Gouvernement allemand la considère comme irrévocable et définitive et tient le Gouvernement du Reich pour « pleinement responsable des conséquences qui pourraient résulter du fait qu'il permet à l'ex-kronprinz de résider en Allemagne. » Ainsi, vaille que vaille, l'accord des Alliés pour l'exécution du Traité s'est refait par la maladroite provocation de l'Allemagne; on peut compter sur elle pour le renforcer à l'avenir. Les faits prouvent, avec évidence, que, dans l'intérêt de tous les Alliés et même dans celui de l'Allemagne, l'accord est indispensable.

La France ne négligera rien pour le consolider et le rendre pro-

ductif. Si déplorables qu'aient été, en ces derniers temps, certains procédés du Gouvernement britannique à notre égard, nous n'oublions pas le malaise économique qui pèse sur la Grande-Bretagne et le danger permanent qu'est pour elle le chômage. Nous souhaiterions seulement qu'elle ne nous en rendît pas responsables et qu'elle n'exagérât pas sa gêne et ses embarras en les égalant à la dévastation de nos provinces. Plus le temps s'écoulera, mieux l'Angleterre verra qu'un accord loyal avec la France l'aiderait à remédier aux maux dont elle souffre, mieux que la guerre de chicane qu'elle mène contre la politique française. L'accord des Alliés, refait à propos du Kronprinz et du contrôle militaire, la France pourrait prendre l'initiative d'une nouvelle tentative pour l'appliquer aux réparations. L'Allemagne truque ses statistiques et dissimule sa situation réelle : établir le bilan de ses ressources et de ses capacités, c'est le prélude nécessaire au rétablissement de ses finances et à la stabilisation de sa monnaie, par conséquent au paiement des réparations. Lorsque les banquiers internationaux parlent d'établir la capacité de paiement de l'Allemagne, ils entendent par là fixer le montant de la somme que l'Allemagne serait censée pouvoir payer au titre des réparations, et ils admettent que ce chiffre devrait être très inférieur à celui de l'état des paiements de 1921. Ce que la France souhaite, c'est, au contraire, l'étude précise des ressources et des possibilités de l'Allemagne, et notamment la recherche des capitaux déposés par elle et ses ressortissants dans les banques d'Europe ou d'Amérique, ou investis dans des entreprises à l'étranger. Établir ce bilan complet, c'est la première opération à accomplir; si l'Angleterre refusait d'y collaborer, il nous faudrait en conclure que le but qu'elle poursuit est en réalité d'empêcher l'Allemagne de payer afin que la France ne devienne pas trop forte.

En présence de l'attitude ambiguë du Gouvernement britannique, la seule garantie réelle que nous possédions, c'est l'occupation de la Rhénanie, le seul gage, c'est l'occupation de la Ruhr. Les industriels allemands, dont les bénéfices restent considérables en dépit de leurs criailleries, ont tenté de profiter de la situation et d'exploiter le patriotisme des ouvriers pour les amener à subir la journée de dix heures. Le Gouvernement français, par l'organe du général Degoutte, s'est opposé au lock-out et à l'augmentation des heures de travail ; la législation ouvrière et sociale en vigueur avant le 11 janvier est maintenue. Les ouvriers acceptent de travailler sous le contrôle de nos ingénieurs et le rendement est très satisfaisant. La mine Erin,

appartenant au groupe Stinnes, a été saisie, et, exploitée par nous avec la main-d'œuvre allemande, fonctionne normalement. Le nombre des cheminots employés par la régie franco-belge dépasse 45 000. MM. Stinnes se sont enfin décidés, le 23, à signer l'accord avec la mission interalliée : l'exploitation se fera donc de concert avec eux ; sinon, elle se serait faite avec leurs ouvriers contre eux. La situation devient donc de plus en plus satisfaisante; un grand pas vient d'être fait.

Le mouvement rhénan est entré dans une phase d'organisation et de négociations : refoulé à Aix-la-Chapelle et à Crefeld par suite des attitudes contradictoires des autorités belges, il se développe dans le Palatinat; mais il reste sporadique et manque de coordination, ce qui prouve, en dépit des affirmations contraires, que les autorités françaises ne l'ont pas pris en main. Ce que cherche le Gouvernement français dans les pays rhénans est conforme à sa politique générale à l'égard de l'Allemagne; ce qu'il veut, pour le paiement des réparations et pour sa sécurité, c'est parvenir enfin à articuler une Allemagne pacifique et prospère à une Europe pacifiée. Cette Allemagne riche et inoffensive, qui aurait la faculté et la volonté de payer, il s'agit de l'échantillonner sur le Rhin. Si l'expérience réussissait, — et elle réussirait si nos alliés s'abstenaient d'y mettre obstacle, — l'Allemagne serait étonnée de la facilité avec laquelle elle se trouverait bientôt en mesure de payer, et de la prospérité qui en résulterait pour elle. Mais, si l'Allemagne persiste dans son attitude de résistance, si l'Angleterre l'y encourage par sa politique de tracasseries et de chicanes, si elle poursuit contre nous sa campagne d'isolement diplomatique et moral, l'une et l'autre ne laisseront à la France d'autre issue, pour obtenir ses réparations et sa sécurité, que de faire, sur le Rhin et dans la Ruhr, ce qu'elle n'a pas souhaité, ce qu'on l'accuse à tort d'avoir toujours voulu et préparé, à savoir de s'y établir à demeure et d'en exploiter les richesses.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

CŒUR PENSIF NE SAIT OÙ IL VA

TROISIÈME PARTIE (1)

IX

MADAME Arnaudi n'insista point. Mais son hochement de tête signifiait trop quel cas elle faisait de cette objection. L'approche d'une des infirmières empêcha que ce dialogue ne se prolongeât. Ces quelques mots avaient suffi pour qu'en dépit de sa propre protestation, la jalousie s'éveillât de nouveau dans le cœur d'Irène, avec d'autant plus de force qu'elle vibrait encore de la scène d'amour, aussi bouleversante qu'imprévue, où elle avait dit et s'était laissé dire des paroles irréparables. « Sa maîtresse? » Une voix intérieure lui répétait ces trois syllabes qui l'atteignaient au point le plus vif de sa sensibilité. A la torturante et hideuse chose que représentait cette accusation, elle ne croyait certes pas. Si elle y avait cru pourtant, aurait-elle agi autrement qu'elle n'agit? Au lieu d'accompagner sa belle-sœur dans la salle commune de l'hôpital, elle se dirigea vers la pharmacie située à l'extrémité du couloir. De là, par une porte ouverte, elle pouvait voir une autre porte, fermée, celle-ci, et derrière laquelle s'échangeaient des paroles qu'elle aurait tant voulu entendre. C'était la porte de Bernard.

— Tu n'as donc pas reçu ma lettre? avait demandé celui-ci à Marcelle, aussitôt seuls, avec une irritation mal contenue.

— Si, répondit la jeune fille. Tu me disais de ne pas venir. Moi, j'ai pensé: il est plus blessé que je ne crois, et il ne veut pas que je le sache. Alors, je n'y ai plus tenu. Tu ne peux pourtant pas m'en vouloir. J'ai pensé encore : c'est pour cela, pour

Copyright by Paul Bourget, 1923.

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre et du 1er décembre.

me cacher son état, qu'il ne m'avait pas écrit depuis cette blessure. Quand je songe que j'ai appris ton malheur par quelqu'un d'autre!... Si je n'avais pas rencontré ce brave Cornudet, bien par hasard, rue de Varenne, comme il sortait de chez les Roueix, j'en serais encore à me ronger comme je faisais depuis deux mois. Il est mort, que je me disais, ou prisonnier. Ce que j'étais en proie !.. Ne me gronde pas. Sois gentil. Et d'abord laisse-moi t'embrasser...

Elle s'était penchée sur lui, — comme l'autre. Il ferma les yeux pour ne pas voir ce visage près du sien, en disant dans un geste de retrait :

— C'est que je souffre, tu sais... Ce n'est pas grave ; mais très pénible.

— Pardon, fit-elle humblement, et elle se recula dans le fauteuil où elle s'était assise, celui d'Irène. Quel contraste entre les deux femmes, et d'abord dans l'aspect extérieur ! Le costume blanc de l'infirmière était là devant les yeux de Bernard, tandis qu'il considérait la tenue fanfreluchée et prétentieuse de sa pauvre cousine. La vogue était alors aux jupes très courtes, et, en s'asseyant, Marcelle avait découvert ses bas de soie gris-perle qui faisaient paraître plus grosses ses chevilles déjà un peu lourdes. Ses pieds forts et larges, que chaussaient des souliers vernis à barrettes, n'avaient rien de commun avec les fines extrémités de la fragile Mme Servières. La coupe du corsage aux manches trop courtes et la nuance de l'étoffe couleur de rouille, n'auraient pas été remarquées par le jeune homme dans une des rues de Paris où des centaines de passantes arboraient la même livrée de petite élégance. Ici, dans ce décor sévère, il en sentit la banalité, d'autant plus que l'excentricité des tenues féminines d'alors était un des griefs des soldats du front contre les indifférences de l'arrière. Le chapeau de Marcelle Roucher, très large, avec un nœud de dentelle retombant, achevait de dénoncer l'effort de l'ouvrière pour se coiffer comme elle s'habillait, à la dernière mode. Elle avait mis sur elle un parfum trop pénétrant : autre contraste avec la délicate senteur qui se dégageait des vêtements d'Irène. Par quel don de seconde vue toutes les femmes, même les plus simples, devinent-elles l'impression qu'elles produisent sur un homme à qui elles veulent plaire, et le motif de cette impression ?

— Tu n'aimes pas ma toilette, commença-t-elle, — après être

restée quelques instants silencieuse et déconcertée sous l'observation de ce regard glacé. — Et puis, tu ne me dis rien. Ah! j'ai eu tort de venir...

— Mais non, répondit-il, touché, quoiqu'il en eût, par l'infinie tristesse dont il la voyait saisie devant l'indifférence de son accueil.

— C'est vrai ?.. demanda-t-elle enfantinement. Alors, raconte-moi tout... Et elle commença de l'interroger sur sa blessure et les circonstances où il avait reçu cet éclat d'obus. Bernard, — il l'avait dit dès le premier jour à Mme Servières, — répugnait à parler des choses de la guerre. Mais, s'engager sur ce terrain, en ce moment, c'était échapper à une conversation sentimentale dont il appréhendait les inutiles et douloureux éclats, et il parlait, évoquant par le détail l'attaque où il avait failli être tué, l'attente de la veille dans la tranchée, l'ordre de son chef, sa réponse, son départ avec ses hommes, leur hésitation, puis leur fougue, les incidents de la route, le marmitage, sa blessure, son arrivée à l'ambulance de Tremmelay, le diagnostic du chirurgien, l'opération ; et Marcelle l'interrompait sans cesse par des exclamations naïves, jetées en termes bien communs, mais qui révélaient sa grosse sensibilité plébéienne :

— Ah! ça, par exemple!... — Les pauvres petits!... — C'est-y Dieu possible?... — Comme c'est bien, à toi!... — As-tu dû avoir mal, mon pauvre chéri!... — pour finir par cette question, quand lui-même eut achevé son récit :

— Et maintenant, qui te soigne ici ?

— Le même chirurgien, toujours.

— Mais pour les petits soins, ta toilette, par exemple?

— Un prêtre soldat.

— Et pour te veiller, comme infirmières ?

— Celles qui sont ici...

— Ces deux dames que j'ai vues?

— Celles-là comme les autres...

— Tu leur as dit que j'étais ta cousine?

— Naturellement.

— Quand je serai partie tout à l'heure, tu ne leur diras pas autre chose ?

Elle avait eu, pour prononcer cette phrase, câlinement, timidement, le demi-sourire ému d'une femme à qui son cœur bat jusque dans la gorge.

— Mais quoi ? répondit Bernard. Sa soudaine rougeur prouvait qu'il avait compris.

— Tu sais bien quoi, reprit-elle plus tendrement. Quand tu es parti au mois d'août 1914, tu te rappelles ce que t'a dit ma pauvre maman et ce que tu lui as répondu ?

— Je me le rappelle, fit Bernard. Elle m'a demandé de lui promettre, se sentant si malade, de te protéger, si elle venait à te manquer, de ne jamais te laisser. Cette promesse je l'ai faite et je la tiendrai. Quand tu auras besoin de moi, Marcelle, tu me trouveras toujours.

— Et l'autre chose ? dit-elle.

— Notre mariage ?

— Elle y tenait tant ! Cela, tu te le rappelles aussi.

— Certes, et ce que je lui ai répondu : qu'il fallait attendre la fin de la guerre, que l'on ne se fiançait pas quand on n'était pas sûr du lendemain, et que nous reparlerions de ce projet quand je reviendrais, si je revenais. Rends-moi la justice que ce sont les termes exacts dont je me suis servi.

— Hé bien ? dit-elle, tu es revenu, et elle est finie pour toi, la guerre. Avec cette jambe, tu n'y retourneras pas. Si on arrangeait ça tout de suite ? Si on se mariait maintenant ? Ce serait gentil, gentil ! Je te préparerais un petit nid pour ta convalescence, tu verrais. Je gagne pas mal en ce moment, depuis que je suis entrée chez Éliane Arpheuil, et aussi en dehors. Et je n'ai pas changé. Quand tu es venu, en 14, me demander si j'accepterais comme mari Manilève, ton camarade, ce brave type qui a été tué au Mort-Homme, qu'est-ce que je t'ai dit, moi : — « Tu n'as donc pas vu que c'est toi que j'aime ? Bernard, et je serai ta femme ou celle de personne. » J'ai bien compris, va, que tu ne m'aimais pas d'amour, toi, mais j'ai pensé : « C'est naturel ; nous avons grandi comme frère et sœur. Plus tard, quand nous aurons été séparés et qu'il verra que sa petite Marcelle lui est si attachée, si uniquement, si passionnément et pour toujours, ça le touchera... » Je sais, ça n'est pas fier de te parler ainsi, mais ça m'est bien égal d'être fière ou pas fière avec toi. Dis, Bernard, d'être aimé comme je t'aime, ça ne te touche pas ?... Dis, mais dis... A moins que ?...

Elle s'était arrêtée brusquement, à voir le visage du jeune homme se contracter, se serrer à mesure qu'elle lui ouvrait plus avant le fond de son âme. Il sentait que la minute était

décisive. La plus élémentaire loyauté voulait qu'il coupât court à l'espérance de la jeune fille. Les deux scènes qu'elle venait d'évoquer prouvaient trop le danger des atermoiements dans certaines situations qui ne comportent pas d'équivoque. Quand sa cousine, presque une enfant alors, avait refusé Manilève en lui disant : « C'est toi que j'aime, » il l'avait doucement plaisantée : « Est-ce qu'on aime à dix-sept ans? » Plus tard, quand Mme Roucher, si malade, — elle devait mourir un mois plus tard, — lui avait demandé d'épouser Marcelle, il n'avait répondu ni oui ni non, et il n'avait pas été déloyal, puisqu'alors il ne pensait ni oui ni non. Mais aujourd'hui, ayant encore dans les oreilles et dans le cœur le soupir défaillant d'Irène : « Si je ne vous aimais pas, est-ce que je serais ici?... » Et décidé, presque dur :

— A moins que ?... répéta-t-il ; que veux-tu dire ?

— A moins que tu n'en aimes une autre, répondit-elle, avec quelle ardeur sur son visage, qu'elle avançait anxieusement! C'était la victime s'offrant à la lame qui va la frapper. Comment Bernard, à présent qu'il aimait lui-même, n'aurait-il pas compris la cruauté du coup qu'il devait cependant porter, ne fût-ce que par respect pour un sentiment qui avait droit à la vérité? Il se taisait. Elle insista :

— Bernard, tu en aimes une autre.

— Oui, dit-il.

Elle tressaillit, comme secouée d'une convulsion; puis, la voix presque rauque, elle eut l'énergie de demander :

— Et qui est libre ? Que tu peux épouser ?

Il hésita, et relevant seulement la première partie d'une question qui le mettait en face d'une possibilité à laquelle il n'avait pas voulu penser :

— Elle est libre, répondit-il...

— Et qui est-ce?... interrogea-t-elle.

— Je ne peux pas le dire.

Et fermement :

— Ce que tu avais le droit de savoir, tu le sais. Pas un mot de plus, si tu ne veux pas me froisser, me peiner, profondément.

Elle s'était levée. Elle connaissait si bien son cousin et les moindres jeux de sa physionomie. Ce pli entre ces sourcils, la contraction de cette bouche, le son martelé de cette voix dénonçaient une volonté qu'aucune supplication ne fléchirait.

Une minute encore, et elle éclatait en sanglots. Elle savait qu'il détestait les scènes de larmes, et, quoi qu'elle en eût dit, elle était fière.

— C'est bien, fit-elle simplement, en allant vers la porte, et, du seuil, sans se retourner : — Adieu, Bernard...

Comme elle sortait de la pièce, marchant droit devant elle, le cœur déchiré, elle aperçut au fond du corridor, et la regardant, l'infirmière qui se trouvait avec Bernard quand Mme Arnaudi, à qui elle avait été adressée d'abord, l'introduisait auprès du malade. Visiblement, cette femme guettait sa sortie. Leurs yeux se croisèrent. Irène détourna les siens tout de suite. Si rapide qu'eût été ce mouvement, le regard surpris par Marcelle suffit pour qu'elle se dit :

— Serait-ce elle ?

Un blessé passait dans le couloir, qu'elle eut l'audace d'aborder :

— Qui est cette dame, là, dans la pharmacie ? demanda-t-elle.

— Mme Servières, répondit l'homme, la sœur de la patronne.

— Et M. Servières est à l'hôpital ?

— Elle est veuve, et voilà sa petite fille.

Annette débouchait de l'escalier en coup de vent. Elle tenait à la main, comme l'autre jour, un gros bouquet de roses, et dépassant le soldat qui s'éloignait, elle heurta presque la visiteuse. Elle criait de loin à sa mère sans soupçonner quelles oreilles l'entendaient :

— Mamie, c'est pour notre ami le lieutenant Moncour. Je peux lui porter ces roses, n'est-ce pas ?

« Notre ami ?... » pensa Marcelle. Ces mots de l'innocente enfant s'accordaient trop bien avec son soupçon. Et, s'attardant une minute dans l'angle de la porte d'escalier, elle put entendre cette réponse d'Irène à sa fille :

— Mais oui, mon enfant. Ou plutôt, donne-moi ton bouquet, et va apprendre ta leçon. Je le lui remettrai de ta part.

« Elle veut être seule avec lui, se disait la femme jalouse en descendant l'escalier. Il va l'épouser ! Elle est si belle et elle est riche ! Ah ! pauvre, pauvre de moi !... Mais est-ce vraiment elle ? Ah ! je saurai bien... »

Si elle fût restée quelques instants de plus à écouter la conversation d'Irène et d'Annette, Marcelle aurait entendu celle-ci

insister avec un accent qui révélait combien cette petite âme était prise de sympathie pour le blessé, et son instinct d'amoureuse y eût discerné, comme dans le « notre ami » de tout à l'heure, un nouveau signe d'une intimité, si inquiétante pour elle après les déclarations de son cousin. Un enfant, garçon ou fille, devine toujours l'intérêt qu'un homme qui n'est pas son père inspire à sa mère, divination inconsciente mais d'autant plus infaillible. Tantôt elle se manifeste par une répulsion presque animale et qui va jusqu'à la haine. Tantôt l'enfant partage, sans s'en rendre compte, les sentiments de cette mère, et c'était le cas pour Annette, qui en donnait une preuve de plus, en insistant, ses roses toujours à la main :

— Ah ! mamie, implorait-elle, laisse-moi venir avec toi !

Toutes les fois que la fillette manifestait cet élan vers ce jeune homme qui l'intéressait elle-même si profondément, Irène était heureuse, et davantage encore en ce moment, après l'aveu insensé que l'émotion venait de lui arracher, et qui devait, pour une honnête femme, avoir comme conséquence ou la fuite, — et elle n'en aurait pas eu la force, — ou le mariage. Si jamais elle se remariait et qu'Annette eût en aversion celui qu'elle aurait choisi, quel scrupule à joindre à tant d'autres ! Quelle aide, au contraire, que cette sympathie ! Un autre motif lui fit répondre, en embrassant longuement l'enfant :

— Eh bien ! soit, viens avec moi. Tu lui donneras tes roses toi-même.

Quoiqu'elle n'admît pas une seconde que Bernard eût pu lui mentir, l'avant-veille, sur ses rapports avec sa cousine, elle ne l'eût pas aimé, si elle n'avait pas ressenti un passionné désir de l'interroger sur son entretien avec cette femme, accusée si nettement par Mme Arnaudi et dont le regard inquisiteur venait de l'étonner. Son premier geste avait été d'aller seule et tout de suite questionner Bernard, et elle avait voulu renvoyer sa fille. Elle l'emmenait maintenant avec elle, toujours timide et par une appréhension de ne pas trouver les mots justes qui enlèveraient à son enquête tout caractère de soupçon. Après l'avoir souhaitée immédiate, cette enquête, elle la reculait, heureuse, quand elle fut en face de Bernard, d'avoir auprès d'elle un témoin qui la défendît contre sa propre faiblesse. Mais à quoi bon l'interroger sur une conversation qui avait dû être bien insignifiante, car elle le retrouvait avec la même adora-

tion dans ses yeux, plus attendris encore ? Pouvait-elle deviner qu'en se précipitant avec plus d'ardeur dans son amour pour elle, il fuyait le remords d'avoir été si dur pour celle qu'il n'aimait pas ? Cette vibration de tout l'être se reconnaissait au timbre ému de la voix du jeune homme, au frémissement de son sourire, quand il prit les roses tendues par Annette, au tremblement de sa main restée libre qui flattait les cheveux de l'enfant. S'ils eussent été seuls, Irène le sentait trop bien, de cette même voix, il lui aurait redit : « Que je vous aime ! » Ce même sourire l'eût suppliée de s'approcher davantage. Cette main eût serré la sienne, l'eût attirée, et elle n'eût pas résisté. Ce baiser qu'elle avait cru donner à son sommeil, l'aurait-elle refusé à son imploration ? Et elle se surprenait à pousser sa fille un peu plus près de Bernard, pour qu'elle fût là, entre eux deux, comme une protection, et, puisqu'il paraissait chérir cette petite, comme une espérance, celle d'un foyer où il lui servirait de père. Lui aussi, laissait-il la même pensée lui traverser l'esprit, en se souvenant de la demande de sa cousine : « Et que tu peux épouser ? » C'était entre eux un de ces silences où deux cœurs qui aiment se comprennent, se touchent, se pénètrent. Un appel joyeux de l'enfant les rendit brusquement à la conscience de la réalité :

— Ah ! criait-elle, tante Agnès !... Monsieur le lieutenant, une de vos roses, s'il vous plaît, pour que je la lui donne.

Mme Arnaudi venait en effet d'apparaître. Elle avait guetté le départ de Marcelle Roucher et elle arrivait aussitôt, montrant ainsi sa résolution d'empêcher désormais tout tête-à-tête entre Mme Servières et Bernard Moncour.

— J'ai besoin de vous, Irène, dit-elle simplement. Je viens de constater que nous sommes en retard pour un tas de petits objets indispensables : de la lingerie, des ampoules, des aiguilles. Que sais-je ?... Il faut absolument aller à Beauvais, voir si nous ne trouverons pas là tout ou partie de ce qui nous manque, aujourd'hui même. Il n'y a que vous sur qui je puisse compter pour ces achats. Allez vous habiller. Pendant ce temps, j'achève de dresser la liste. Je fais avancer l'automobile, n'est-ce pas ?

Ce n'était pas la belle-sœur qui parlait de cette voix impérative et avec cette décision professionnelle. C'était l'infirmière-major. Lors de son arrivée à Tremmelay, le premier mot

d'Irène avait été : « Je veux *servir*. Donnez-moi des ordres. J'obéirai. » Depuis ces trois mois, elle avait mis son point d'honneur à tenir strictement sa promesse. Y manquer aujourd'hui, c'eût été justifier les évidents soupçons d'Agnès et provoquer une explication qu'elle ne se sentait pas capable de supporter, à cette minute, remuée comme elle était. Elle répondit simplement :

— C'est bien. Je vais me préparer. Tu viens, Annette?

Elle sortait à peine de la chambre, que Mme Arnaudi, du même ton péremptoire, disait à Bernard :

— Monsieur Moncour, il ne s'est jusqu'ici passé dans mon hôpital aucune des histoires qui, paraît-il, se passent dans beaucoup d'autres. J'espère qu'il en sera de même jusqu'au jour où je le fermerai.

— Madame, protesta le jeune homme, je vous affirme que je ne sais pas ce que vous voulez dire.

— Tant mieux, répondit-elle sèchement, en quittant à son tour la chambre pour se diriger du côté du petit salon qui lui servait maintenant de cabinet directorial, afin d'y dresser la liste annoncée. Comme elle tournait l'angle du corridor, où Marcelle Roucher se dissimulait un quart d'heure auparavant, elle aperçut la petite Annette qui montait l'escalier, en bondissant, un paquet de livres entre ses bras.

— Je vais à Beauvais avec maman, dit-elle. Mais avant, elle m'envoie porter ces livres au lieutenant.

Mme Arnaudi prit les volumes, au nombre de quatre. Elle regarda les titres. « Des romans, sans doute, » pensa-t-elle. Mais non. Elle lut sur le dos des trois premiers : *Le Play. La Réforme Sociale*, et le quatrième portait ce titre plus rébarbatif encore : *La Constitution Essentielle*, par le même auteur. Bernard, ayant lu dans une Revue des citations de ces ouvrages et toujours curieux de ces sortes de questions, en avait parlé à Irène, au cours d'un de leurs entretiens. Celle-ci avait commandé ces exemplaires à Paris pour lui en faire la surprise. Instinctivement, Mme Arnaudi les ouvrit tous les quatre, en les secouant un peu. Elle vit qu'ils ne contenaient aucune lettre, et elle les rendit à l'enfant, en se disant :

« Toujours la Sorbonne et ces absurdes lectures ! Voilà ce dont ils causent ensemble. Mon gaillard s'occupe tout de même d'autre chose que de philosophie, témoin la jeune personne de

ce matin. Irène est si naïve, si facile à duper! Séparons-les d'abord. On ne perd rien à être trop prudent. »

X

Fidèle à ce programme, elle accueillit sa belle-sœur, quand celle-ci revint de Beauvais, et après l'avoir complimentée de ses achats, par cette phrase :

— C'est à cela qu'il faut que je vous occupe, à la surveillance de tout notre outillage, maintenant que Mme Gaillard est rentrée. — C'était une infirmière mise en congé, depuis deux mois, pour un peu de surmenage. — Je vais lui donner vos malades. Vous n'aurez plus besoin de vous fatiguer à des veilles comme celle de l'autre nuit. — Et, faisant allusion à la laideur de cette pauvre femme toute grêlée de marques de petite vérole : — Si la jolie dame de ce matin revient voir le lieutenant Moncour, elle ne sera pas jalouse.

— Où me tiendrai-je alors? demanda Irène, sans relever cette allusion trop directe et sans discuter non plus ce nouvel ordre. Elle continuait à frémir trop profondément pour accepter une discussion autour du sentiment qui la remplissait, et moins encore sur ce ton d'ironique raillerie.

— Où vous vous tiendrez? fit Mme Arnaudi ; mais à l'économat, naturellement.

— C'est bien, répondit Irène, comme elle avait fait tout à l'heure. L'autoritarisme de sa belle-sœur lui infligeait toujours une étrange impression. Quand Agnès Arnaudi commandait, sa ressemblance avec son frère devenait saisissante. Si différente de lui par certains côtés, elle portait en elle une force de despotisme identique, et la veuve de Maurice Servières se retrouvait frappée de la même paralysie intérieure que jadis devant l'arbitraire de son mari. Évidemment, Agnès voulait l'éloigner de Bernard. Se rebeller, Irène le pouvait, mais elle connaissait trop cette nature absolue. Une lutte ouverte entre elles aboutirait à son départ de Tremmelay. Mieux valait attendre que ce caprice passât, si ce n'était qu'un caprice, et rester à tout prix sous le même toit que celui qu'elle aimait et qui l'aimait. Cette certitude lui donnait une telle énergie intérieure qu'elle étonna sa tyrannique belle-sœur, qui l'avait surchargée intentionnellement de menues tâches, par son immédiate

alacrité à s'en acquitter. « Me serais-je trompée? » se demandait cette méfiante observatrice en constatant que ni pendant la soirée qui suivit le retour de Beauvais ni durant la matinée du lendemain, Irène ne cherchait à se rapprocher de la chambre d'où l'autre l'avait bannie, mais sans dire ses motifs. Dans ces conditions-là il eût été très naturel que l'infirmière remplacée retournât à un moment quelconque, prendre des nouvelles de son blessé. Elle ne le fit pas, toujours avec cette idée d'éviter une scène.

« Il aura compris, se disait-elle: l'attitude d'Agnès n'était que trop claire... Elle ne peut tout de même pas le séquestrer. Puisqu'il descend au jardin maintenant, je l'y verrai. Elle ne peut pas m'interdire non plus d'être là avec Annette. Nous nous parlerons. Je lui expliquerai... »

Avec quelle anxiété, à la nuit tombante, elle avait regardé le ciel, toute joyeuse qu'il rayonnât d'étoiles! Et quand, au matin, de sa fenêtre, elle aperçut, traînant sur les arbres jaunis du petit parc, ce floconnement pâle de vapeurs transparentes, annonciatrices des belles journées d'automne, quel battement heureux de son cœur! Le médecin lui-même ordonnerait à Bernard de se promener au soleil, à moins que la fièvre ne l'eût repris. Elle ne pouvait le savoir que par Mme Gaillard, son successeur. Où la joindre? A force d'aller et de venir entre l'économat et la pharmacie, sous un prétexte ou sous un autre, elle finit par l'apercevoir dans le corridor. Impulsivement elle lui courut après.

— Mais le lieutenant va bien, madame, très bien, répondit l'infirmière à la question. Il voulait même aller au jardin. M. Bolland exige qu'il attende midi et le grand soleil. Il le lui a dit même un peu vivement. Ah! il n'est pas commode, le *toubib!...* — L'excellente femme avait tant vécu avec les blessés depuis ces quatre ans qu'elle employait sans cesse de ces termes d'argot militaire qui contrastaient avec son visage bonasse, tout défiguré par les cicatrices, et elle continuait : — J'ai vu le moment où il allait y avoir du vilain. Le lieutenant commençait à rouspéter!... Enfin, c'est tout de même un brave type, ce petit. Ce qu'il s'inquiétait de savoir si vous n'étiez pas malade quand je suis venue au lieu de vous! C'est gentil, pas?...

Le roman ébauché entre Bernard Moncour et la « belle-sœur de la patronne, » comme avait dit le soldat rencontré par

Marcelle, faisait-il déjà la fable de l'hôpital, et Mme Gaillard mettait-elle de la malice à rapporter le trouble du jeune homme ? Irène ne se le demanda pas. Elle était tout entière à l'attente de cette nouvelle entrevue, certaine désormais. Ce n'est pas une fois, c'est vingt, c'est trente qu'elle interrogea les pendules. Comme on sait, les blessés dînaient et déjeunaient tôt. On les servait à onze heures. Irène prenait son repas avec Mme Arnaudi une heure plus tard. Que ce déjeuner-ci lui parut long, et comme elle se sentit rougir en disant à sa fillette au sortir de table :

— Je vais te donner ta leçon au jardin, Annette. Il fait si beau !

— Au jardin, mamie ?... s'écria l'enfant ; ah ! bonheur de bonheur ! Je cours chercher mon cahier.

— Je l'installerai sous la tonnelle, dit Irène à sa belle-sœur ; elle jouera et copiera sa page dans l'intervalle, et vous serez contente de moi, Agnès. Au lieu de lire, je finirai de tricoter le cache-nez que nous avons commencé l'autre jour.

Elle s'arrêta net. A justifier avec trop d'insistance cette descente au jardin, si naturelle par ce jour bleu et tiède, elle risquerait d'éveiller les soupçons qu'elle voulait endormir. C'était déjà fait. Si sincère de nature et si repliée tout ensemble, elle savait se taire, elle ne savait pas mentir.

« Aurait-elle rendez-vous avec ce Moncour ? avait pensé Mme Arnaudi. Elle est de nouveau très nerveuse ! De mon salon, je les verrai, et alors, on causera. Cette fois je mettrai tous les points sur tous les i. »

Éternelle imprévoyance de l'amour ! Occupée à se demander si Bernard n'était pas déjà descendu au jardin, puis remonté, ne la trouvant pas, Irène s'installait sous la tonnelle, oubliant qu'elle-même, l'avant-veille, avait épié ce coin du parc, de la fenêtre de sa chambre située juste du même côté que la croisée du salon d'Agnès. Elle avait, de ce poste d'observation, vu le jeune homme se promener là et causer avec Annette. Cette menace suspendue sur elle, si la rencontre tant désirée avait lieu, elle n'y songeait même pas, tandis qu'assise auprès de sa fille, elle commençait à faire courir le crochet dans la laine, les yeux sans cesse relevés du côté de la grande allée. Tout d'un coup, l'enfant s'interrompit de la phrase qu'elle était en train de transcrire, et, dans un élan :

— Mamie, implora-t-elle, monsieur Moncour!... Est-ce que je peux aller lui dire bonjour?

— Va, répondit la mère, et déjà, elle-même se levait pour marcher au-devant du blessé qui s'approchait si lentement, toujours appuyé sur ses deux cannes. Puis, quand elle l'eut rejoint: — Cours donc chercher ta page pour montrer tes progrès au lieutenant, ordonna-t-elle à sa fille, en rougissant un peu de cette innocente ruse qui lui donnait deux minutes de tête à tête avec Bernard, le temps de lui dire à voix basse : — Ne m'en veuillez pas. Vous savez, c'est à cause de ma belle-sœur.

— Je sais. Elle m'a parlé.

— De moi?

— Indirectement. Mais j'ai compris qu'elle avait deviné. — Et dans un appel de douleur : — Où vous reverrai-je, madame, et quand?

— Ici même et demain et tous les jours, répondit-elle, avec une résolution dans ses beaux yeux brillants qui fit chaud au cœur du jeune homme, et elle répéta : — Ici même... Je lui parlerai, moi; mais il faut que je vous parle à vous d'abord.

Le refoulement de ses émotions depuis ces quarante-huit heures aboutissait à un de ces éclats qui précèdent les irréparables coups de tête. La généreuse et folle idée d'offrir sa main, elle, la femme du monde, riche et comblée, à un héros déshérité, mais si digne d'amour, l'envahissait, l'emportait, et elle prononçait des paroles dont plus tard elle ne devait pas comprendre qu'elles lui fussent venues aux lèvres. C'étaient pourtant les seules qui pussent la justifier à ses propres yeux de ce qu'elle avait osé, permis, écouté, avoué!

— Monsieur Moncour, voulez-vous m'épouser?

— Madame!... Ah! madame!... balbutia le jeune homme d'une voix qui s'étouffait. La survenue de la petite fille accourue avec sa feuille dans sa main et ses cheveux au vent, interrompit sa phrase. Il souleva de terre la charmante enfant, et c'est par-dessus les boucles blondes tout éparpillées qu'il répondit à la mère un « Oui » si ému, si respectueux, si grave, auquel ce geste donnait un autre sens encore. C'était la promesse de cette protection paternelle rêvée par Irène pour sa jolie Annette qui embrassait follement Bernard en criant, elle, dans un beau rire confiant :

— Angélique m'a demandé ce matin si j'avais des amis, maman. J'ai dit : Oui. J'ai un ami, c'est le lieutenant Moncour.

Que de fois, plus tard, Irène devait revivre en pensée cette scène si courte et ressentir le sursaut qui l'avait secouée presque au même moment à entendre la voix de sa belle-sœur interpeller celui à qui elle venait de se fiancer dans le transport d'une si romanesque exaltation!

— M. Moncour, disait Mme Arnaudi, suivez-moi, s'il vous plaît. J'ai à vous parler.

Elle était accompagnée de l'abbé Cortez, lequel sembla, lui aussi, surpris du ton sévère de cet appel qui sous-entendait trop évidemment un blâme.

— Je vous suis, madame, répondit l'officier. Son ton à lui l'indiquait assez : il ne s'était pas trompé non plus sur le reproche enveloppé dans cette façon de le séparer de Mme Servières, et tandis que le groupe se dispersait, Annette retournant à sa page, le blessé et l'infirmière-major s'éloignant dans la direction du château, l'abbé Cortez disait à Irène :

— Mme Arnaudi est un peu vive, mais elle a le cœur si bon!

— Sans doute, répondit Irène, mais elle ne comprend pas le cœur des autres.

— Peut-être parce que les autres ne montrent pas assez leur cœur, rétorqua l'ecclésiastique. Puis, paternel, et avec cette onction que donne aux prêtres les plus simples, quand ils sont évangéliques, la ferveur de leur charité : — Excusez-moi, madame, si je vous parle en toute sincérité, non point pour savoir vos secrets, mais pour vous être utile, si je peux. Vous vous intéressez beaucoup au lieutenant Moncour?

Tout le sang d'Irène lui monta aux joues. Il était donc si visible, ce sentiment caché au plus profond de son cœur? Sa belle-sœur le soupçonnait. Le prêtre-infirmier l'avait deviné. Un frisson de pudeur allait lui mettre aux lèvres un cri de révolte. Mais la physionomie de l'interrogateur était si compatissante, sa bouche exprimait une telle bonté, ses yeux tant de respect attendri, elle-même éprouvait un si grand besoin d'appui, qu'au lieu de se dérober, son cœur se livra et qu'elle répondit :

— Oui, monsieur l'abbé.

— Et madame votre belle-sœur est hostile à cet intérêt?

— Vous ne l'avez pas vu? dit-elle ironiquement, en montrant du geste Mme Arnaudi marchant avec Bernard, et elle lui parlait avec des saccades de sa tête et des mouvements de sa main qui révélaient son impérieuse irritation.

— Madame, osa insister le prêtre, cet intérêt, jusqu'où va-t-il? Est-ce de la sympathie simplement, de l'estime, de l'admiration pour un homme d'un si grand cœur dans une condition si humble? Ou bien...

Et comme il hésitait :

— Monsieur l'abbé, dit Irène, il vaut mieux que vous sachiez tout. J'aime le lieutenant Moncour. Il m'aime, et nous nous sommes promis de nous épouser.

On l'a indiqué déjà : l'abbé Cortez avait entrevu avec une sympathie secrète la possibilité de cet extraordinaire mariage. Mais entre le possible et le réel, il y a autant de différence qu'entre une théorie et un fait. Ces fiançailles de Mme Servières et du blessé supposaient une cour, des aveux, tout un manège, innocent sans doute, clandestin pourtant, auquel il se reprocha aussitôt de s'être prêté, comme le matin précédent, en se retirant, et cela sous le toit de la bienfaitrice de cette ambulance qui l'avait spécialement demandé comme infirmier; et, pour réparer cette faute :

— Vous avez dit ces fiançailles à Mme Arnaudi? reprit-il d'une voix changée.

— Non, répondit Irène, mais je veux les lui dire.

— Le plus tôt sera le mieux, insista le prêtre. Quand on est dans l'honnêteté, il faut y être en plein jour. Vous vous le devez et vous le devez au lieutenant, pour que Mme Arnaudi ne le soupçonne pas, comme elle fait en ce moment, de nourrir de vilains projets. Allez la trouver tout de suite, madame. Je vous garderai votre petite fille.

— Annette, appela la mère, et, quand l'enfant fut auprès d'elle : — Reste avec M. l'abbé, lui dit-elle en l'embrassant. Il va corriger ta page. Et sois gentille avec lui. Il est si bon!

Elle avait mis dans ces derniers mots toute sa reconnaissance pour le prêtre dont le conseil, si fermement donné, achevait de déterminer sa volonté à une action immédiate. D'un pas rapide, elle se dirigea vers le château à son tour. Elle arriva dans le vestibule, juste au moment où Bernard commençait de monter avec l'ascenseur et où Mme Arnaudi se disposait à retourner dans le jardin.

— Agnès, lui dit-elle, moi aussi j'ai à vous parler.

C'était les termes mêmes qu'avait employés sa belle-sœur interpellant Bernard Moncour. Ce rappel annonçait la nature

de l'explication qu'elle allait provoquer, avec l'audace des timides qui se révoltent. Encore le refoulement se libérant dans l'éclat, pour le déconcertement et l'irritation le plus souvent des témoins. La timide, la discrète Irène, si repliée, si surveillée, à qui l'autre reprochait d'être hésitante, toute en nuances et en demi-teintes, allait montrer d'elle ce qu'elle cachait si farouchement, la violence de sa passion intérieure. Si l'abbé Cortez avait été, non pas un apôtre, presque un illuminé, mais un diplomate exercé à manier les sensibilités, il aurait conseillé au contraire un recul de cet entretien. Le changement subit d'attitude chez sa belle-sœur devait inévitablement étonner Mme Arnaudi et l'indisposer. Quand nous dérangeons, par un de nos actes ou par une de nos paroles, l'image que nos proches se font de notre personne, nous créons chez eux un malaise. C'est une loi si absolue de l'interpsychologie qu'elle se vérifie dans nos rapports avec les animaux. Qu'un cavalier traite sa monture d'une autre façon que l'habituelle, il l'énerve. Gesticulez devant votre chien, il aboie. La surprise d'Agnès devant la brusque interjection d'Irène lui mit aussitôt dans la voix un peu d'ironie pour demander :

— Vous avez à me parler, ma chérie ? Et de quoi ?

— Du lieutenant Moncour, dit Irène, que vous venez d'appeler pendant qu'il causait avec moi, d'une manière et sur un ton qui me prouvent que mes rapports avec lui ne vous conviennent plus.

— Vos rapports avec lui, ma chère Irène ? Non, rectifia Mme Arnaudi. Je vous connais trop, je vous estime trop pour ne pas savoir que sur ce point, comme sur les autres, vous êtes irréprochable. C'est son attitude à lui, vis à vis de vous, que je n'admets pas dans un hôpital dont j'ai la responsabilité.

— Vous l'admettrez, ma chère Agnès, j'en suis sûre, quand je vous aurai dit qu'il est mon fiancé.

Les deux femmes marchaient à petits pas sous la roseraie, maigre et défeuillée, comme Irène prononçait ces paroles qui du coup immobilisèrent Mme Arnaudi, dans une visible impression de stupeur.

— Votre fiancé ? répéta-t-elle. Vous êtes fiancée au lieutenant Moncour ?

— Oui.

— Vous voulez épouser ce garçon ?

— Oui, répondit Irène fermement. J'en ai le droit, je suppose. Je suis veuve et libre.

— En effet, dit vivement Agnès, mais aviez-vous aussi le droit de nouer une intrigue, à mon insu, chez moi ?

— Ne parlez pas d'intrigue, Agnès, répliqua Irène non moins vivement. Il s'agit d'un mariage, d'un sentiment vrai, et de relations où il n'y a rien que d'honnête.

— De votre part, dit Agnès, j'en suis sûre. Mais de la sienne, à lui?... Comment voulez-vous, ma pauvre sœur, que je ne parle pas d'intrigue? Vous avez trente ans. M. Moncour en a vingt-cinq. Vous êtes riche, il est pauvre. Vous appartenez à la meilleure bourgeoisie, et c'est un ouvrier. Il n'y a pas deux mois qu'il est ici. Que connaissez-vous de lui ? Rien, sinon les mensonges qu'il vous aura débités pour vous tourner la tête. Mais oui, des mensonges. Il vous aurait fait la cour avec l'idée d'une aventure, ce serait moins vilain que de vouloir votre fortune. Car c'est ça qu'il veut et rien que ça; c'est trop évident.

— Agnès, répondit Irène tristement, de quel droit soupçonnez-vous d'un abject calcul un homme qui est un héros, — vous ne pouvez pas en douter, — et dont vous ne savez rien, vous non plus, sinon cela, qu'il est un héros?

— Dont je ne sais rien?... protesta Mme Arnaudi avec un rire amer. Et ce que vous venez de m'apprendre vous-même, ce n'est donc rien? Pour que vous vous soyez fiancés, il a tout de même fallu qu'il vous dît qu'il vous aimait. Ce n'est pas vous, j'imagine, qui lui avez parlé la première?... S'il avait eu un sentiment vrai, comme vous dites, mais il vous l'aurait caché à tout prix, parce qu'un sentiment vrai, c'est d'abord un dévouement. Il se serait dit : je ne veux pas lui gâcher sa vie. Épouser un ouvrier, pour une femme comme vous ou moi, c'est se déclasser à jamais, c'est perdre toutes ses relations, son rang, sa famille. Mais oui. Si vous faisiez un mariage pareil, — et vous ne le ferez pas, — vous n'en n'auriez plus de famille. Vous voyez ce que je sens, moi, ce que je pense. Tous nos parents le sentiront et le penseront, eux et tout notre monde. C'est au point que je n'oserais pas écrire une pareille nouvelle à mon mari. Dans sa prison d'Allemagne il en ferait une maladie. Il vous estimait tant ! Il vous mettait si haut ! Et puis cette folie !... Et s'il n'y avait que vous, mais votre enfant, notre pauvre petite Annette, répondez, quel milieu aurait-elle et quelle

éducation avec ce beau-père-là ?... Un sentiment vrai ? Irène, on n'est pas naïve comme vous l'êtes. Ce garçon est trop intelligent, trop avisé pour ne pas se rendre compte qu'un mariage avec lui, c'est votre situation sociale à jamais gâchée, la vôtre et celle de votre fille. L'honnêteté, ç'aurait été de se dire cela et de se conduire en conséquence. Non, non, il ne s'agit pas d'amour dans son cas. De vanité peut-être. De sensualité, c'est possible encore. Mais la grande affaire, c'est votre argent. Je vous répète, votre argent.

— Ce n'est pas vrai, dit Irène en serrant le bras de sa cruelle belle-sœur avec une force qui prouvait combien l'autre venait de lui faire mal, et je peux vous le prouver, là, d'un mot...

— Parce qu'il vous aura raconté, sans doute, insista l'implacable Agnès, qu'il continuera à travailler de son métier, qu'il ne veut pas vivre de votre luxe ? Allons donc !

— Non, fit Irène. Mais parce qu'il ne m'a jamais parlé de ce mariage. C'est moi, oui, moi, entendez-vous, qui lui ai offert de l'épouser.

— Vous ?... C'est encore pire que je ne croyais. Vous avez fait cela, vous, Irène, vous ? Mais quelle comédie vous-a-t-il donc jouée pour vous entraîner à ce degré d'aberration ? — Et, férocement railleuse : — Voilà pourquoi vous ne vouliez pas que la petite grue d'avant-hier fût sa maîtresse... Ma pauvre Irène, reprenez-vous. Rendez-vous compte que ce mariage avec un ouvrier est impossible.

— Il aura lieu pourtant, dit Irène. Ces mots de bourgeois, d'ouvrier, qu'est-ce que ça signifie ? Si mes parents et les vôtres pensent comme vous, tant pis pour eux ! Je remercie mon père de m'avoir élevée dans d'autres idées. Une seule chose importe, la noblesse d'âme, et on peut l'avoir, cette noblesse aussi bien dans les classes d'en bas que dans celles d'en haut. Davantage peut-être. Cette guerre l'a démontré, je pense. Et puis la grande chose, c'est que nous nous aimons, nous nous aimons, nous nous aimons.

A mesure qu'elle parlait, de plus en plus exaltée, son visage s'éclairait d'une flamme. Sa tête, d'habitude un peu penchée, se redressait. Sa voix se faisait vibrante. Agnès gardait, malgré sa stupeur, assez de sang-froid pour comprendre qu'en prolongeant une conversation engagée ainsi, elle ne gagnerait rien sur cette âme, tendue à cette minute dans une seule idée.

Elle aussi d'ailleurs se sentait devenir de moins en moins maîtresse d'elle-même, et, brusquement, pour en finir :

— Eh bien ! puisque vous vous aimez, vous vous aimerez ailleurs. Vous êtes à Tremmelay, dans ma maison. Je ne tolérerai pas ces fiançailles ici.

— Et moi, je n'y resterai pas une heure de plus, dit Irène, après que vous m'avez parlé de l'homme que j'aime comme vous l'avez fait.

— A votre aise, fit Mme Arnaudi, qui regarda la montre de son bracelet. Il est trois heures un quart. Vous avez un train qui part à Beauvais à cinq heures. L'automobile est à votre disposition. Les bagages que vous n'aurez pas eu le temps de préparer vous seront expédiés demain. Seulement, comme vous êtes chez moi à Tremmelay, je vous répète que vous ne reverrez pas monsieur Moncour avant votre départ. Je vous en avertis, je vais dans sa chambre.

Elle s'éloigna. Irène allait s'élancer pour la suivre, la devancer peut-être, quand elle s'entendit appeler par l'abbé Cortez. Tout en s'occupant de la petite Annette, il n'avait pas cessé de suivre du regard les allées et venues des deux belles-sœurs. Il arrivait, laissant derrière lui l'enfant qui ramassait les feuilles éparses de son devoir.

— Ah ! monsieur l'abbé, quelle infamie ! gémit-elle, et commençant de répéter les paroles de madame Arnaudi elle conclut : — Elle ne m'empêchera tout de même point d'entrer chez mon fiancé. Je n'imagine pas qu'elle va donner l'ordre aux domestiques de m'arrêter par la force.

— N'allez pas dans la chambre du lieutenant, madame, dit le prêtre. Ne commettez pas cette imprudence. Il est tout naturel qu'elle vous ait parlé comme elle vous a parlé. D'abord, elle a tous les préjugés de sa classe, et puis, vous l'avez surprise, comme vous m'avez surpris moi-même, en m'apprenant ces fiançailles. Mais elle a du cœur, beaucoup de cœur. Quand elle saura ce que vaut vraiment Bernard Moncour, et je me charge de le lui apprendre, elle se laissera toucher, à la condition qu'il n'y ait pas eu entre vous de ces mots inoubliables. Ceux de tout à l'heure ne comptent pas. Vous venez de vous parlez dix minutes. Vous ne vous êtes pas expliquées. Vous vous êtes heurtées. C'est la règle, quand il se produit entre deux personnes une soudaine révélation, complètement inattendue. Mais une scène de vio-

lence entre votre belle-sœur et vous, dans l'état où vous êtes toutes deux, devant cet homme qui voudrait intervenir, serait un désastre. N'essayez pas de forcer la porte de sa chambre. — Et montrant Annette qui accourait en ce moment, rieuse et sautillante : — Pensez que Mme Arnaudi est la sœur du père de cette enfant, sa plus proche parente si vous veniez à manquez. Madame, un bon mouvement, pour la petite...

— Je vous obéirai, monsieur l'abbé, répondit Irène. Mais rester ici une heure de plus, ah! ça non. — Et s'adressant à sa fille : — Cours vite me chercher Angélique qui est dans la lingerie. Qu'elle vienne dans ma chambre tout de suite, pour nos malles. Nous sommes obligés d'aller à Paris.

— Pour longtemps? demanda l'enfant.

— Pour toujours.

— Quel dommage ! On s'amusait tant à Tremmelay. Et pourquoi?

— Je t'expliquerai ça, ma petite.

— Alors, je vais chercher Angélique et dire adieu à tout le monde, et d'abord à mon ami monsieur Moncour.

— J'y vais justement, dit le prêtre, nous passerons à la lingerie, et je vous mènerai chez le lieutenant.

XI

« Que lui a dit Agnès? Qu'a-t-il répondu ?... » se demandait Irène, trois quarts d'heure plus tard, en s'asseyant dans l'automobile qui allait l'emporter vers Beauvais. Elle retournait la tête pour regarder, à travers le carreau ménagé dans le fond de la capote, la silhouette du château, où son cœur, si longtemps comprimé par la vie, venait pour la première fois de palpiter d'amour.

— Je n'ai pas dit un vrai adieu au lieutenant, racontait la petite Annette, comme la voiture s'ébranlait, parce que tante était là. — Et, prenant un air entendu : — Mais je lui écrirai. Je sais maintenant.

Oui, quelles paroles la colère avait-elle mises aux lèvres de Mme Arnaudi et comment Bernard Moncour les avait-il accueillies? Irène les connaissait, lui si finement sensible, et Mme Arnaudi si dure. Qu'elle la laissât partir, sans chercher à la revoir, après leur douloureuse scène, le démontrait trop. Le prêtre infirmier non plus n'avait pas reparu.

« Elle se méfie de l'abbé Cortez, se disait Irène. Elle a deviné sa sympathie. Elle le retient pour qu'il ne me parle plus. Elle n'empêchera pas qu'il ne *le* voie. — Elle contiuuait à ne pas donner de nom à Bernard dans sa pensée. — Et qu'il ne *lui* explique pourquoi j'ai dû quitter Tremmelay. D'ailleurs *il* l'aura compris de lui-même, rien qu'aux propos qu'elle *lui* aura tenus. Comme ils ont dû *le* blesser! »

Mme Servières ne comprenait pas entièrement sa belle-sœur. Celle-ci traitait la fragile Irène comme les forts traitent les faibles, quand ils les aiment, avec une indulgence protectrice et volontiers rudoyante. Ce rudoiement s'était changé en brutalité dans un spasme de colère, provoqué par l'annonce, pour elle effarante, de ces folles fiançailles. Rien qu'à gravir les marches de l'escalier, après leur entretien, cette colère était déjà tombée. Le trait dominant de cette femme énergique était cette qualité indéfinissable et si rare qu'il y a quelque ironie à l'appeler le sens commun. L'imagination, qu'elle avait vive, prenait toujours chez elle la forme du raisonnement ; et d'un raisonnement contrôlé par une vue exacte des faits. Elle était trop réfléchie pour n'avoir pas noté aussitôt, en dépit de ses préjugés, que Bernard Moncour ne se rattachait à aucun des divers types d'ouvriers qu'elle connaissait. Il n'était ni le tâcheron abêti par le métier, ni le bambocheur qui crapule entre deux besognes, ni le primaire qui s'enivre d'utopie, ni l'anarchiste enragé d'envie et qui veut la révolution, pour détruire ce qu'il ne peut pas posséder? La dignité simple du jeune homme, le sérieux de son regard, l'estime où le tenaient ses chefs, tout, chez lui, avait donné à la sagace observatrice l'idée d'une personnalité exceptionnelle, que d'ailleurs elle ne déchiffrait point. Dès les premiers jours, elle avait remarqué une singularité dans les rapports de sa belle-sœur avec le blessé, en l'expliquant, pour Irène, par les idées fausses d'une éducation absurde, pour lui, par la sotte vanité d'un garçon momentanément tiré de sa classe et qui se voit l'objet de l'attention d'une femme élégante. C'était vraiment pour la bonne renommée de son hôpital qu'elle avait voulu couper court à cette intimité. Un mot d'un des soldats de la salle commune, entendu par hasard, l'avait décidée. Mme Servières passait, se hâtant vers la chambre de Moncour :

— Regarde-la, comme elle se trotte, disait cet homme

à un camarade; ce qu'elle en pince pour son lieutenant!

Entre des imprudences d'attitude et ce que Mme Arnaudi venait d'apprendre de sa belle-sœur elle-même, quel abîme! Le premier saisissement dominé, elle retrouvait son habituelle maîtrise de soi. Au lieu d'entrer directement chez Bernard, elle s'arrêta dans la pharmacie, — comme l'autre, la veille, quelle ironie! — la porte grande ouverte, pour surveiller le couloir, tout en méditant. Elle en sortit, quand l'abbé Cortez et Annette débouchèrent de l'escalier. Elle les suivit avec cette pensée :

— Aurait-elle donné une lettre à l'enfant?

Eux partis, et sûre de s'être trompée dans ce soupçon, elle demeura. Un plan se construisait dans sa tête, redevenue froide. Bernard Moncour était-il un simple intrigant? Il fallait alors le savoir à tout prix, en tenir la preuve et l'exécuter. Était-il au contraire un exalté que sa romanesque belle-sœur avait entraîné dans un vertige? Alors, il fallait en appeler à son honneur, lui montrer où il conduisait celle qu'il prétendait aimer. Agnès n'avait qu'à se servir des mêmes arguments qu'elle venait de donner à Irène, mais présentés autrement. L'accueil fait par le jeune homme à ces arguments le jugerait :

« Si c'est un intrigant, se disait-elle, tout de suite il jouera de la « grande passion. » — Son ironie d'honnête femme affectionnait cette formule. — « S'il est sincère et honnête homme, il hésitera devant le désastre que ce mariage serait pour elle, et, dans les coups de folie comme celui-là, hésiter, c'est déjà renoncer. »

Cette volonté de discuter ces fiançailles sur le ton calme que l'on prend pour étudier les données d'une affaire mettait, dans ses yeux naturellement sévères et sur son visage plutôt altier, une expression de gravité tranquille qui surprit Bernard. Tout à l'heure au jardin, elle le rabrouait impérieusement. Maintenant, elle lui disait d'une voix remise et posée :

— Monsieur Moncour, je viens d'apprendre par ma belle-sœur qu'elle et vous êtes fiancés. Ne trouvez-vous pas que vous deviez m'en avertir, quand je vous ai reproché de la compromettre? Un peu vivement, je le confesse.

C'était au tour de Bernard d'être saisi. Mais Mme Arnaudi ne rusait-elle pas? Il savait par Annette le départ pour Paris. Les deux femmes avaient donc eu entre elles une explication, certainement orageuse. Mme Servières n'avait pu déclarer leurs

fiançailles que pour se défendre contre une insultante accusation, mais les avait-elle déclarées?

— Madame, répliqua-t-il, j'ai le droit de vous demander de ne plus me parler de Mme Servières. Mlle Annette m'a dit que sa mère quittait Tremmelay. Par conséquent, mon attitude à son égard ne peut désormais provoquer aucun commentaire. Encore une fois, ne parlons plus d'elle.

— Vous croyez que je vous tends un piège, fit Agnès. Vous vous trompez. Je vous répète que ma belle-sœur m'a dit que vous étiez fiancés. A mes objections elle a répondu qu'elle était libre et vous aussi. C'est vrai. Elle m'a dit également que c'était elle qui vous avait, la première, parlé de mariage. Est-ce une preuve, cela, que je sais tout par elle et que je ne vous mens pas pour vous arracher un secret? Mais réglons d'abord le passé. J'avais le droit, je le maintiens, et le devoir, d'interdire dans mon hôpital, une intimité qui pouvait faire causer, et qui a fait causer. Le départ de Mme Servières mettant fin à ces ragots, je ne vous parlerais plus d'elle, en effet, si je n'avais pas, comme sa belle-sœur et comme tante de son enfant, un autre devoir, celui de m'opposer, non pas légalement, c'est entendu, mais moralement, à un mariage que je considère, je ne mâche pas les mots, comme insensé. Vous avez, vous, le devoir de m'écouter, comme représentant ici les intérêts d'une pauvre petite fille, orpheline de père, et qui est de mon sang. Car enfin, le mariage de sa mère avec vous, s'il a jamais lieu, pèsera sur toute l'existence d'Annette, vous le savez bien.

— Ce que je sais, madame, répondit Bernard, c'est que je suis un honnête homme. Et, quand un honnête homme épouse une veuve ayant un enfant, il traite cet enfant comme le sien propre. Moi du moins, je me mépriserais d'agir autrement.

— Eh bien! monsieur Moncour, je m'adresse à l'honnête homme, dit Agnès. — « Non, pensait-elle, ce n'est pas un intrigant! » Et tout haut : — Et je vous demande de réfléchir à ce que vous pourriez faire pour cette petite, si vous épousiez Mme Servières. Et d'abord, vous représentez-vous la cérémonie de ce mariage où aucun des parents de cette enfant ne viendra? Aucun, vous m'entendez. Ainsi, vous l'aurez du coup séparée de tous les siens, et je dis les choses comme elles sont, déclassée. Je vous parais dure; mais la vie est dure, la société est dure,

la guerre que vous venez de faire était dure; tout est dur dans ce monde. Je ne l'ai pas faite, cette société, elle existe. Que la mère d'Annette accepte de se mettre avec vous en dehors de cette société, ça la regarde. Qu'elle y mette du coup sa fille, qu'elle lui enlève tous ses protecteurs naturels, trouvez-vous cela bien? Et vous estimerez-vous d'avoir été, non seulement le complice, mais l'instigateur de cette mauvaise action?

— Et si je les lui remplace, ces protecteurs? dit Bernard.

Une révolte frémissait dans ce cri, celle de l'ouvrier blessé au vif par la bourgeoise. Que voulait d'autre celle-ci? Dresser entre les deux enthousiastes, entraînés sur un chemin si dangereux, l'infranchissable barrière des classes, et elle continuait :

— Soit, mais dans quel milieu les ferez-vous vivre, cette petite et sa mère? Vous avez des parents, monsieur Moncour, votre cousine d'abord, si réellement la dame de l'autre jour est votre cousine...

— Madame, protesta le jeune homme, je vous affirme...

— Pardonnez-moi, interrompit-elle; j'en avais douté. Mais vous ne me mentiriez pas en ce moment, je le sens à votre accent. Cette cousine, elle est modiste, m'a dit ma belle-sœur. Ses parents tenaient une loge, m'a-t-elle dit aussi. Je vous le demande, pouvez-vous faire que nous n'ayons pas, Mme Servières et moi et tous les nôtres, des habitudes, des façons de penser, de parler, de vivre, une éducation enfin qui ne nous permettent pas d'avoir des rapports intimes et de famille avec des gens d'une condition absolument différente? Ma belle-sœur viendrait m'annoncer qu'elle veut épouser un prince de sang royal, je lui tiendrais exactement le même discours. Le mariage, monsieur Moncour, la fondation du foyer, ça suppose des personnes d'une formation identique. Cette formation, à l'âge que vous avez l'un et l'autre, elle est faite. Elle est définitive. Mme Servières rompt avec sa famille. Elle devient Mme Moncour. Croyez-vous que votre famille, à vous, lui remplacera l'autre, celle où toutes les femmes lui ressemblent, où tous les hommes ressemblent à son père, à son premier mari, à mon mari, à ses cousins? Vous me direz : ces petits froissements produits par la différence des manières, du tour d'esprit, de l'instruction, du langage même, ce sont des misères, des vétilles. Elle aura l'amour. Certes, l'amour c'est beaucoup. Ce n'est pas tout. Les journées, voyez-vous, ont de longues heures,

les mois de longues journées, les années de longs mois qu'il faut occuper. Comment, quand on n'a pas à gagner son pain avec un métier?... Par des relations? Votre femme vous aura sacrifié toutes les siennes... Par l'éducation de son enfant? Mais on n'élève pas un enfant tout seul. Quelles camarades de son âge aura la petite Annette? Quelles amies?... Et puis, vous allez me trouver cruelle. Je ne suis que vraie. Vous aurez des serviteurs. Croyez-vous qu'ils seront déférents, comme le sont aujourd'hui ceux de Mme Servières, quand ils sauront, — et ils la sauront, — l'histoire de votre mariage. Ce qu'ils penseront de ce mariage et de votre rôle, vous le savez bien. Je parlais de métier. Vous ne garderez pas le vôtre. Vous ne le pourrez pas. Remarquez : je ne vous soupçonne d'aucun calcul. C'est un fait encore que Mme Servières a deux cent mille francs de rente, et rien qu'à vous regarder en ce moment, je suis sûre que ce fait-là vous est dès aujourd'hui insupportable. Eh bien! cette sensation qui n'est maintenant qu'abstraite et vague, vous la vivrez à toutes les minutes, en marchant sur les tapis de l'hôtel de la rue Cortambert, payés par votre femme, en montant dans son automobile, en vous asseyant à sa table, en portant vos habits, que vous lui devrez... Je vous fais mal, mais le docteur Bolland vous faisait mal aussi, quand il vous opérait. Seulement, il vous sauvait votre jambe. Il ne s'agirait pas de ma belle-sœur et de ma nièce, et je saurais que vous voulez vous marier dans notre monde, que je vous crierais le même « casse-cou » pour vous sauver du moins votre avenir, par reconnaissance. Oui, de votre conduite au front. N'avons-nous pas une dette sacrée envers vous tous? Mais vous n'êtes pas seul en jeu. Il y a Mme Servières qui porte le nom de mon frère, mon nom de jeune fille. Il y a cette gentille petite Annette qui est l'enfant de ce frère. Je vous devais et je leur devais cet avertissement... D'ailleurs, conclut-elle en mettant la main sur le bouton de la porte, c'est la dernière fois que je vous aurai parlé de ce sujet. Je n'ai rien à ajouter, si vous m'avez comprise. Et si non!... A partir d'aujourd'hui et jusqu'au moment où le médecin vous donnera votre exeat, vous n'êtes plus pour moi qu'un officier blessé dans mon ambulance. J'espère qu'en partant vous me rendrez cette justice que mes sentiments personnels ne m'ont pas fait dévier de mes devoirs d'infirmière-major.

XII

Bernard Moncour avait écouté ce discours, terrible d'évidence, sans l'interrompre d'un mot, avec la même stoïque impassibilité qu'il avait eue pour supporter sans anesthésie l'intervention chirurgicale à laquelle Mme Arnaudi avait fait cette allusion trop justifiée. La différence était que sur la table d'opération, le seul orgueil le soutenait, ce besoin de tenir un pacte passé avec notre propre volonté, que l'absence de témoins ne diminue pas. Opposer à la belle-sœur de la femme qu'il aimait et à la cruauté de son blâme un masque impénétrable, c'était au contraire faire face à ce témoin, le contraindre au respect, le défier presque. Demeuré seul, cet intense effort de volonté devait se résoudre par une détente nerveuse. Son bourreau avait à peine quitté la chambre que Bernard Moncour s'affaissait sur le même fauteuil d'où Irène s'était levée pour lui donner ce baiser qui les avait perdus. Marcelle s'y était assise également, dans cette visite où il avait été, lui aussi, bien dur pour elle. Ces deux souvenirs l'assaillirent :

« A chacun son tour !... » pensa-t-il, et de grosses larmes commencèrent de rouler sur ses joues. Agnès Arnaudi n'avait été que trop habile, en n'accusant pas, en ne disputant pas. Elle lui avait dressé un état de situation, humble, simple, terre à terre, mais fondé sur les indéniables réalités de la vie quotidienne. Ces réalités, l'amoureux les avait si bien entrevues, qu'il n'avait pas répondu à la question de sa cousine : « Et que tu peux épouser ? » Il n'avait pas voulu les regarder. La parole de Mme Arnaudi les lui avait mises là, dans la chambre. Elles étaient devant lui, autour de lui, qui l'entouraient, le pressaient, l'accablaient. C'était le somnambule brusquement réveillé et qui s'épouvante de se heurter à l'obstacle qu'il n'a pas soupçonné :

— Cette femme a raison, se disait-il, affreusement raison, je ne suis qu'un malheureux ouvrier.

Rien qui ressemblât moins qu'un tel sentiment à la complaisance joyeuse avec laquelle il avait jusqu'alors considéré son sort. Avant d'avoir la fierté de ses galons d'officier, il avait eu celle de son habileté professionnelle. Quand ses camarades intoxiqués de socialisme parlaient devant lui de la guerre des classes :

— Des mots! Des mots!.. répondait-il. Moi je ne connais que mon métier. Qu'il vienne un roi et qu'il me nomme son relieur, comme Louis XV a fait Pasdeloup, et je suis royaliste.

L'ouvrier révolutionnaire, en effet, c'est l'ouvrier d'usine, celui que son travail mécanise, l'esclave du petit geste automatique indéfiniment répété. Les métiers plus individuels et qui suscitent l'invention, ainsi l'ébénisterie fine, ainsi la joaillerie, ainsi la reliure, façonnent un tout autre type, très voisin de l'artisan de l'ancien régime qui devait produire son chef-d'œuvre pour prendre rang dans la corporation. Il s'ennoblissait par son excellence dans sa tâche. Bernard était de cette lignée. Il ne connaissait pas cette hideuse rancune des moins fortunés qui déguise ses basses convoitises sous le beau nom profané de justice. Envier, c'est se comparer. Les personnalités, originales, sérieuses et fortes, comme était celle de ce jeune homme, ne se comparent pas. Un bouleau ne jalouse pas un chêne. Il est ce qu'il est, et cela lui suffit. Cette acceptation qui fait la beauté de la vie végétative est une des vertus de toutes les natures vraiment distinguées, à quelque étage que les ait placées leur naissance. Mais, si l'ouvrier n'avait jamais envié les bourgeois, il les connaissait. Les mots prononcés par Mme Arnaudi s'étaient traduits pour lui en images précises, toutes mêlées aux souvenirs de ce métier qu'il avait tant aimé. Il s'était rappelé ses visites dans les maisons riches, pour prendre ou rapporter des volumes, ses montées par l'escalier de service, le luxe des appartements, ses sensations d'une autre atmosphère physique et morale. Que ces milieux d'opulence et de loisir fussent conditionnés, il le savait aussi et que l'on ne passe pas brusquement de l'un à l'autre. Mais n'ayant eu jusqu'à la guerre qu'une ambition, celle de rivaliser quelque jour avec les maîtres dans sa partie, les Trautez, les Bauzonnet, les Lenègre, les Capé, les Lortu, les chances d'une ascension sociale l'avaient laissé très indifférent. Ses galons d'officier ne l'avaient rendu si heureux qu'à cause de leur signification. Ils prouvaient son courage, et n'y a-t-il pas comme une ivresse intérieure à se constater brave? Tout de même, cette promotion contrastait trop avec les données habituelles de son existence d'atelier pour ne pas l'avoir un peu désaxé. Le lieutenant devant qui ses hommes se levaient pour le saluer, qui mangeait à part avec les autres officiers, dont les

commandements n'admettaient pas de réponse, ne ressemblait plus à l'humble salarié de la maison Roueix, que son patron tutoyait, l'ayant connu tout jeune garçon, qui courait Paris en autobus avec ses paquets de livraison, qui besognait en sifflotant parmi les lazzi de ses camarades. C'est là un des paradoxes de ce phénomène si nouveau : une armée nationale. Un ouvrier part comme simple soldat. Il est nommé officier. Il se retrouvera simple ouvrier, la guerre finie. Un pauvre paysan et le fils d'un opulent industriel se coudoient dans la tranchée. Demain celui-ci poussera la charrue, dans un champ, devant lequel l'autre passera à toute allure dans son automobile à trente chevaux. Ces sautes d'existence, si prévues qu'elles soient, laissent toujours derrière elles un certain malaise. Ces retours exigent une réadaptation, courte d'ordinaire. Elle s'accomplit le plus souvent dans le village natal et dans la famille. Le grade n'est plus qu'un épisode, dans le souvenir duquel l'homme et ses proches se complairont. Pour Bernard Moncour, ce rappel à la vérité sociale, édicté par une voix ennemie, avait été trop brutal. Accablé d'abord, il se redressait maintenant. Ses larmes se séchaient sur ses joues creusées. Une réaction de colère se déchaînait en lui, presque d'indignation. Il éprouvait soudain cette haine de classe qu'il n'avait jamais connue, obscure sentiment, analogue dans l'humanité à ces instinctives fureurs des espèces animales les unes contre les autres. Il s'était levé du fauteuil. Comme il avisait sa canne pour se soutenir, il étendit sa jambe devant lui et la regardant, il éclata d'un rire sinistre :

— Ah! grommela-t-il entre ses dents, c'est ça qu'elle appelle acquitter une dette sacrée! Elle a osé parler de ma conduite au front!.. Non, Sommes-nous bêtes de nous faire tuer pour ces gens-là! Car enfin, c'est nous qui les défendons.

Une heure plus tôt, à un camarade qui aurait proféré cette phrase, il aurait répondu :

— Oui, mais en nous défendant.

A cette minute, le sens de la vivante unité nationale était suspendu en lui. A l'esprit de sacrifice se substituait celui de revendication :

« Il y en avait des bourgeois dans ma compagnie; pourquoi m'a-t-on fait officier, moi et pas eux? Parce que je valais mieux qu'eux. Et elle, — il pensait maintenant à Mme Servières, — il y a aussi des bourgeois autour d'elle et qu'elle

pourrait épouser. C'est moi qu'elle a distingué. Et nous n'aurions pas le droit de fonder un foyer ensemble? Allons donc!... Et nous le fonderons. D'ailleurs, je ne suis plus libre de reculer. Si j'avais dit « Oui » à la pauvre Marcelle quand elle est venue l'autre jour, je serais engagé d'honneur à l'épouser, je le suis, vis à vis de Mme Servières.

Lui, non plus, n'osait pas appeler Irène de son prénom dans sa pensée; mais il la voyait en imagination, si peu d'instants auparavant, moins d'une heure, marchant vers lui dans le jardin. Il voyait ses yeux, son sourire, sa bouche frémissante. Il se sentait l'aimer avec une passion plus chaude encore, et, de nouveau, de grosses larmes coulaient sur ses joues. Il les écrasa de ses ongles, en entendant un coup frappé à sa porte qui annonçait un visiteur, sans doute Mme Arnaudi. Quelle honte si elle le surprenait dans cet accès d'émotion! Ce n'était que l'abbé Cortez qui lui tendait les mains en lui disant :

— Vous avez beaucoup de chagrin, mon lieutenant, n'en ayez pas. Mme Servières m'a tout confié. Je suis chargé par elle de vous apprendre que, si elle est partie sans vous dire adieu, c'est que Mme Arnaudi l'en a empêchée. Moi-même, je lui ai conseillé de ne pas entrer en lutte avec sa belle-sœur. Elles ont eu une scène très pénible entre elles.

— A mon sujet, n'est-ce pas? demanda Bernard.

— Oui, mais ayez confiance. Mme Servières et vous ne voulez rien que d'honnête, tout s'arrangera. Mme Arnaudi est une très bonne femme au fond. C'est moi qui bénirai votre mariage, promettez-le-moi. Un blessé de guerre épousant son infirmière, je ne sais rien de plus beau. C'est le courage s'unissant à la charité.

Le contraste était saisissant entre le discours idéaliste du prêtre-soldat et l'accablant réalisme des phrases prononcées par Mme Arnaudi. Mais Bernard Moncour n'était pas un idéaliste. Son enfance et sa jeunesse avaient été trop éprouvées, au rude contact des nécessités matérielles. Le souci du gagne-pain oblige à voir la vie telle qu'elle est, et les fréquentations de l'atelier, suivies de l'âpre compagnonnage militaire ne sont pas non plus des écoles d'optimisme et d'illusion. Ce qu'il retenait du langage du prêtre, c'était l'impression d'une sympathie pour Mme Servières et pour lui. Il en avait tant besoin! Ce fut comme un baume versé sur sa plaie. Son irritation s'apaisa un

peu. Et la soirée et la nuit qui suivirent se passèrent à prendre et à reprendre les événements des quarante-huit heures, dans des alternatives d'inquiétude et de joie intime et profonde. Les visites de Mme Arnaudi, apparue plus souvent que d'habitude, avec une affectation de sollicitude professionnelle, lui rendaient plus présents encore les obstacles dressés devant lui. Pas un mot ne fut échangé entre eux, ni pendant cette soirée ni le lendemain matin, qui contînt ou même sous-entendît une allusion à leur dernier entretien. Mais la belle-sœur d'Irène avait au fond de ses yeux une décision implacable, que Bernard y lisait distinctement. Il la retrouverait, cette décision, il le savait, chez tous les membres de la famille et chez tous les amis de celle qu'il aimait. Que lui importait, puisqu'elle l'aimait! Après le premier et brusque heurt contre la vérité des inévitables conditions imposées à ce mariage follement romanesque, il les oubliait pour rentrer dans cet état de demi-extase où l'avait jeté ce premier baiser, donné et reçu comme dans un rêve. Et ce rêve continuait. Le monde d'Irène n'accepterait pas ce mariage? Oui. Qu'importait? Ils s'aimaient. Est-ce qu'Irène avait un monde? Est-ce qu'il y avait quoi que ce fût ici-bas en dehors de lui et d'elle, d'elle et de lui?

Elle allait surgir de nouveau, cette vérité dont Mme Arnaudi s'était faite la sévère évocatrice, et cela d'un côté bien inattendu. L'infirmière-major y fut d'ailleurs mêlée indirectement, comme par une ironique conspiration du destin. Vers les onze heures, au moment du courrier, Bernard la vit entrer dans sa chambre, tenant à la main le paquet des lettres de l'ambulance. Elle en tira une qu'elle lui remit en ajoutant :

— Désormais, c'est moi qui me charge de ce service.

Bernard ne s'y trompa point. Elle voulait ainsi rendre plus malaisée une correspondance du blessé avec sa belle-sœur. Mais de qui venait cette lettre, pour que Mme Arnaudi l'apportât ainsi? Était-ce de?... Une seconde, le cœur du jeune homme battit à se rompre. Il regarda l'enveloppe et reconnut l'écriture d'un de ses camarades d'atelier, ce Cornudet par lequel sa cousine avait appris sa blessure. Mme Arnaudi avait apporté la lettre, pour avoir un prétexte de prononcer cette phrase sur la distribution du courrier, qui devait lui être un avertissement.

« Cornudet m'écrit, pensa aussitôt Bernard, probablement

il a dû voir Marcelle qui se sera plainte à lui. Pauvre Marcelle, c'est trop naturel ! »

Sa pitié devait se changer en un violent sursaut de colère en lisant l'inattendue missive de son compagnon d'atelier Il ignorait que sa cousine, en le quittant, eût aperçu Mme Servières, le regard échangé entre les deux femmes, les mots révélateurs criés enfantinement par la petite Annette, et comment la femme jalouse avait appris le nom de sa rivale. Eût-il d'ailleurs connu tous ces détails, aurait-il jamais, si peu initié aux détours du cœur féminin et aux ruses dont la passion déçue le rend capable, imaginé le déloyal procédé employé par Marcelle en quête d'une certitude et d'une preuve ? Elle savait le fanatisme socialiste de Cornudet et combien il aimait Bernard. Elle avait calculé, — trop justement, on le verra, — que d'apprendre le mariage de son ami avec une femme de la fortune et du rang de Mme Servières bouleverserait ce garçon. Elle le savait, également, impulsif. Il écrirait aussitôt à Bernard en toute liberté. Elle lui avait donc nommé celle qu'elle soupçonnait, pour qu'il la nommât à son tour dans cette lettre. La réaction de Bernard lui apprendrait, à elle, si elle avait deviné juste. La lettre de Cornudet prouvait, que, sur un point au moins, elle ne s'était pas trompée. Elle la lui aurait dictée qu'elle n'aurait pas imaginé des phrases mieux faites pour arracher la vérité au cœur du jeune homme en le déchirant.

« Mon cher Bernard, disait cette lettre, je viens de causer avec Marcelle Roucher. Je considère de mon devoir de te dire que la pauvre gosse est désespérée. Je sais bien que tu ne lui avais pas tout à fait promis le mariage. Mais tout de même !... Enfin !... Tu sais comme elle t'aime. Nous en avons parlé souvent. C'est cette espérance qui l'a soutenue depuis ces quatre ans. Qu'est-ce qu'elle me dit ? Tu veux en épouser une autre, très riche, une madame de Servière, la sœur de la dame qui a le château où est ton hôpital. Elle dit que tes galons t'ont tourné la tête, que tu veux quitter la reliure, devenir un aristo avec le pognon de cette femme. Je n'ai pas besoin de te dire que je n'en crois pas un mot. Je te connais trop, toi, que je n'ai jamais rien vu faire que de vraiment chic. Je n'ai jamais tant maudit mes sacrées varices qui m'ont fait réformer. Je serais parti avec toi. Je t'aurais empêché de te faire certaines idées, si tu te les es faites, ce qu'encore une fois je ne crois pas. C'est

vrai qu'il y a longtemps que tu n'es plus venu voir les copains à Paris. Tu écrivais. On te retrouvait le même, le petit Bernard qu'on aime bien, à qui on gardait sa place rue de Bellechasse, le patron et moi. Quand tu as été blessé : « Quelle chance que ce ne soit pas au bras, a dit le père Roueix. S'il perdait la main, celui-là, quel coup de Trafalgar pour la reliure ! » Allons, citoyen Bernard, écrivez vite à l'anarcho Cornudet que la Marcelle s'est monté le coup, que tu restes avec nous, que tu ne te vends pas, nom de Dieu! Car épouser une femme de la haute, nous autres, c'est se vendre. Entends-tu? Se vendre!... Dis-donc, mon petit. Pas de ces sales blagues-là. On te la serre, en attendant qu'on en vide une ensemble et que je te dise comme au bon temps : « A la sociale, animal ! » Et on retourne à ses bradelles. On n'est pas un as comme toi, vieux frère.

NARCISSE CORNUDET. »

Cette lettre, arrivant aussitôt après la conversation avec Mme Arnaudi et les confidences de l'abbé Cortez sur la scène entre les deux femmes, c'était pour Bernard l'autre face de la vérité : son propre passé surgissait soudain entre Mme Servières et lui. Son premier mouvement fut de nouveau l'éclat de fureur de la passion qui se heurte à l'obstacle, et contre Marcelle d'abord :

— Comment a-t-elle su ? se disait-il... Ce sera par cette atroce Mme Arnaudi.

Cette explication était inacceptable. Il le sentit tout de suite. Elle supposait que Mme Arnaudi connût ses rapports avec sa cousine. Qui alors avait pu avertir Marcelle ? Une phrase que l'infirmière-major avait prononcée lui revint à la mémoire, sur son devoir de s'opposer dans son hôpital à une intimité « qui risquait de faire causer et qui a fait causer. » Tant de gens allaient et venaient dans l'ambulance : blessés, infirmières, visiteurs, employés, le chirurgien, ses aides. Mme Servières et lui avaient-ils été imprudents? Sans doute leurs attitudes avaient été remarquées. Des propos malveillants avaient couru. Un de ces hasards, comme il s'en produit tous les jours, avait suffi pour qu'un de ces propos arrivât jusqu'à Marcelle. Ne lui avait-il pas dit lui-même qu'il aimait une autre femme et qui était libre ? Que le nom de Mme Servières eût été prononcé devant elle, associé méchamment à celui de Bernard, c'était assez. Il eut subitement la perception autour de lui d'une

atmosphère d'hostilité et d'envie. D'envie, pourquoi ? Parce que Mme Servières, si réservée, si distante avec tout le monde, l'avait préféré et qu'elle était riche. La lettre le disait en propres termes.

— Quelle abjection !... gémit-il tout haut en la froissant, cette lettre, qu'il déchira en deux. Puis au lieu de jeter les morceaux il les rapprocha pour en relire les phrases accusatrises. Ce terme de mépris dont il venait de se servir, pouvait-il l'appliquer à Cornudet, son camarade d'enfance, puis d'atelier? C'était un garçon de santé chétive, d'idées exaltées, sans cesse tenté par l'anarchie, mais très droit, très généreux. Ils avaient discuté indéfiniment ensemble, toujours en désaccord, mais s'estimant beaucoup l'un l'autre. Le souvenir de cette estime réciproque rendait très amer à Bernard le jugement, évidemment sincère, que cet ami abusé portait sur ce projet de mariage. Il croyait l'entendre, il l'entendait, lui disant avec son accent faubourien : « Ça, mon poteau, ça n'est pas chic. » Il l'employait dans sa lettre, ce mot de « chic, » si vulgaire quand il s'applique aux vanités de l'élégance physique. Il ne l'est plus, quand le langage populaire en fait le synonyme de l'élégance morale. C'est une traduction très simple de cet autre mot « chevaleresque, » grandiloquent celui-là. Ils correspondent à un état d'âme analogue. « Toi que je n'ai jamais rien vu faire que de vraiment chic... » Cet éloge même prouvait que Cornudet connaissait très bien le caractère de son « copain, » dont la pièce maîtresse était le plus noble amour-propre. Ce besoin de se plaire à soi-même, dans ses sentiments et dans ses actions, avait encore été avivé chez Bernard par la guerre et par ses galons. Ayant marqué plus haut les conséquences dangereuses de ces promotions qui prennent le soldat dans les bas degrés de l'échelle sociale pour le hisser du coup au rang d'officier, il n'est que juste de signaler le bienfait possible de cette ascension par le courage. Elle suscite, dans les natures capables de ferveur, un constant désir de se surpasser. Une légitime susceptibilité s'y associe, un sens presque morbide du point d'honneur. « Épouser une femme de la haute, nous autres, c'est se vendre. » Bernard se répétait cette phrase de la lettre dans un cabrement de tout son orgueil. C'était trop injuste. Et descendant au fond de sa conscience il se disait :

— Mme Servières serait pauvre comme Marcelle, hésiterais-je

à l'épouser? Non. Alors, que peut-on me reprocher? Rien, si elle est heureuse.

D'où venait la parole intérieure qui lui posa tout d'un coup cette question : « Et si elle ne l'est pas? » C'était le premier signe du travail accompli déjà en lui par le discours de Mme Arnaudi. Il avait eu beau se révolter là contre, la pointe aiguë de la lucide et cruelle belle-sœur d'Irène s'était enfoncée dans son cœur pour y injecter un poison qui commençait son œuvre. L'exaltation des premières minutes tombait. Il ne se disait plus dans un transport d'espérance : « Est-ce qu'elle a un monde? Elle et moi, moi et elle, et c'est tout. » La lettre seule de Cornudet entre ses mains attestait que ce terme de monde a une signification profonde. Il avait le sien, tout comme Irène. L'épouser, c'était, pour lui, rompre avec ses amis, son métier, sa jeunesse. Qu'elles étaient vivantes, les fibres qui l'attachaient à ce milieu! Sa souffrance de se voir méconnu par Cornudet le prouvait trop. A Mme Servières, ce mariage imposerait une rupture pareille avec son entourage, ses proches, ses habitudes. Elle connaîtrait, elle aussi, ce déchirement. L'immédiate réaction de Mme Arnaudi le démontrait. La femme de Bernard ne ferait pas accepter son mari par son milieu, et rien que l'aspect de la lettre de Cornudet montrait que lui, Moncour, ne pourrait pas imposer le sien à sa femme. Le papier en était malpropre. L'écriture désordonnée, mal séchée sur quelque buvard au café, dénonçait l'inguérissable incurie du personnage que Bernard revoyait en imagination dans son veston taché, aux poches déformées par les livres, avec son large visage encadré d'une barbe mal tenue, son éternelle cigarette au coin humide de sa bouche, ses mains aux ongles noirs sortant de ses manchettes élimées. « Il est immangeable, » disait de lui le père Roueix, leur commun patron, dans un langage dont la bonhomie argotique n'était pas non plus pour plaire à la femme aristocratique de qui le visage délicat flottait devant les yeux de Bernard. Il se sentait rouler dans la détresse. Il se reprit, et, reportant sa colère sur la dénonciatrice, il se disait :

— C'est ça qui n'est pas chic, ce qu'a fait Marcelle, d'être allée parler à Cornudet; elle savait si bien qu'avec ses idées socialistes ce mariage lui déplairait. — Et le dialecte de l'atelier se réveillant en lui : — Est-ce assez rosse, se disait-il

encore. Je n'aurais jamais cru cela d'elle, si douce, si gentille.

De dégoût, il tordit la lettre. Il avisa un briquet à essence qu'il avait sur sa table auprès de son étui à cigarettes. Il fit jaillir la flamme et brûla le papier au-dessus d'un cendrier. Il acheva d'écraser les débris noirâtres et dit tout haut :

— Elle se trompe. Que Cornudet ne comprenne rien à ce mariage, qu'il le déteste, tant pis pour lui !

Puis, évoquant avec sa plus intime énergie la figure d'Irène pour exorciser tant de pensées douloureuses.

— Que fait-elle ? Ah ! elle est plus courageuse que moi. Ce que m'a dit sa belle-sœur, elle le savait, que je ne suis pas de son monde. Et c'est elle qui est venue à moi, qui a fait le premier geste.

Il s'efforçait d'immobiliser tout son être dans ce souvenir pour faire taire la voix intérieure qui lui disait :

— C'est toute une vie de femme que tu vas peut-être gâcher. Deux vies, car il y a un enfant. Prends garde !

XIII

Bernard ne se trompait pas dans le calcul qui avait dicté la démarche de Marcelle, il se trompait sur le caractère de la jeune fille. Ils descendaient, tous deux, par leurs grands parents communs, d'une longue lignée de paysans de l'Est. Cette hérédité avait été corrigée en lui par celle de sa mère qui venait du Nord, de cette partie des Flandres françaises où reste encore tant de traces du sang espagnol. S'il est difficile de s'y reconnaître parmi tant d'atavismes divers qui constituent la personnalité d'un Français moderne, on distingue pourtant quelques grands traits de caractère qui marquent des différences de races. Comment ne pas penser, devant les susceptibilités d'honneur d'un Bernard Moncour, à cette sensibilité castillane qui circule d'un bout à l'autre des drames d'un Calderon ou d'un Lope de Vega ? Peut-être aussi les procédés qu'une Marcelle Roucher allait employer pour défendre son amour, décèleront-ils l'instinct ancestral d'une fille de cultivateurs de frontière. Ces hypothèses doivent être présentées comme bien douteuses. Du moins dégagent-elles mieux la logique des caractères. Le cultivateur est patient. Il observe. Il est attaché profondément aux choses qui l'entourent, sol, bêtes, gens. Marcelle était ainsi. Toute

petite fille, elle avait aimé sa loge, son quartier, cette longue et froide rue de Lille où se trouvait cette loge, puis son métier appris chez une des locataires de la maison, et très naturellement son cousin, la rue où travaillait ce cousin, les amis de ce cousin. En venant habiter rue Vaneau après la mort de ses parents, ce prolongement de la rue de Bellechasse lui avait donné la sensation d'un voisinage avec l'atelier de l'ouvrier relieur. De telles natures paraissent douces, parce qu'étant absorbées intérieurement par un petit nombre d'émotions, elles demeurent indifférentes à beaucoup d'autres. Vient-on à les blesser dans ces émotions, elles développent soudain la sauvage énergie des violences primitives. D'autre part, les pays de frontière, par le contact et le mélange de civilisations différentes, par le danger aussi et les embûches de la guerre, créent aisément, dans les populations qui les habitent, un esprit de défiance et d'incertitude très voisin de la ruse. Si la sincérité, comme l'a écrit un pénétrant moraliste, est une ouverture du cœur, Marcelle n'avait jamais eu cette franchise-là. A l'atelier comme plus tard à l'usine, on lui reprochait d'être cachottière et questionneuse. « Elle arrive à tout savoir de vous et on ne sait rien d'elle, » disaient ses camarades. Cet esprit de précaution ne s'était jusqu'alors exercé qu'à vide. La jalousie allait le transformer en une arme de combat singulièrement adroite et perfide.

Elle l'avait engagé, ce combat, dès son retour de Tremmelay, avertie par ces deux indices, pourtant bien faibles : la silhouette aperçue de sa rivale la guettant et la phrase de la petite fille. Mais ces indices venaient après l'aveu de Bernard, et l'infaillible instinct de la femme amoureuse ne s'y était pas trompé. A peine rentrée à l'atelier, elle avait cherché et trouvé dans un Annuaire ce nom de Servières que lui avait appris le soldat interrogé dans le couloir de l'hôpital. A Paris, les fournisseurs élégants touchent à tous les mondes. Eliane Arpheuil, la patronne de Marcelle, chapeautait quantité de personnes dans ce seizième arrondissement où logeait Irène. Une de ces personnes habitait rue Cortambert, à trois numéros de l'hôtel Servières. Ce n'est pas sans difficultés que Marcelle avait obtenu la permission de s'absenter le matin, en donnant comme motif la blessure d'un proche parent. Au risque de mécontenter son employeuse, elle imagina un second prétexte pour s'absenter de nouveau l'après-midi et courir chez cette cliente. Ces inqui-

sitions personnelles, si voisines de l'espionnage, dénotent déjà une défaillance de conscience. Mais une ouvrière de luxe, à Paris, voit trop de gens autour d'elle réussir par de mauvais moyens, pour que le sens du scrupule ne s'abolisse pas en elle. Être délicat, c'est être dupe, « être poire, » comme dit un autre ignoble mot d'argot. Marcelle était sage. Elle mettait en cela tout son honneur intime, et aussi dans la probité d'argent. Ces demi-moralités sont très dangereuses. Tout leur semble permis en dehors de certains actes. Elle se fût mésestimée d'avoir une aventure, de ne pas régler une dette. Elle n'allait pas juger les actes où l'entraînerait sa passion. A tout prix elle voulait obtenir des renseignements qui pussent dégrader Mme Servières aux yeux de Bernard. Dans ce wagon du métro qui l'emportait vers Passy, elle se disait : « C'est une femme du monde, elle a un amant. » Les ouvrières comme elle, initiées aux dessous de la haute vie parisienne, ont de ces vues sommaires. Cette idée s'accordait trop bien avec ses secrets désirs pour qu'elle la mît en doute une minute. Cette cliente de la rue Cortambert avait une femme de chambre que la modiste se trouvait connaître. Par cette fille, elle aurait le renseignement désiré, ou bien elle entrerait en relations avec un des concierges de la rue, peut-être celui de Mme Servières elle-même. Elle avait entendu trop de bavardages dans la loge paternelle pour douter du résultat. La voilà donc, sonnant à la porte de l'appartement où elle était venue plusieurs fois apporter des cartons à chapeaux. La femme de chambre était bien là, et tout de suite interrogée, elle ne fit aucune difficulté de répondre aux questions de Marcelle qui, justifiant sa visite par le hasard d'une course dans le quartier, avait demandé de l'air le plus indifférent :

— Je suis allée hier dans une ambulance, voir un de mes cousins, un lieutenant qui est blessé. Il est soigné par une dame Irène Servières qui habite dans votre rue. Je l'ai rencontrée là. Sachant que je travaillais chez Éliane Arpheuil, elle m'a priée de la recommander à ma patronne. Je ne voudrais pas en parler à madame sans avoir plus de détails sur elle. C'est votre voisine. Pouvez-vous me renseigner ? Qui est-ce ?

Elle avait eu la déception d'entendre un éloge de Mme Servières, d'autant plus mortifiant pour elle, que la femme de

chambre avait insisté sur les qualités les plus faites pour séduire Bernard.

— Mme Servières? Je connais ses domestiques. Ah! chez elle, ce n'est pas une boîte, comme ici. Elle est si bonne, si douce! Ce n'est pas comme ma dame. Avec elle jamais un mot vif. Et généreuse! Il paraît que son mari était un butor. Jolie avec ça et si comme il faut!

— Elle a bien quelqu'un tout de même? demanda Marcelle.

— Elle! ah! Jésus-Marie! répondit l'autre, elle, quelqu'un! Je répondrais d'elle comme de maman. Quelqu'un! Pour ça! non! — Et employant une expression de son village : — Ça se reconnaît tout de suite la volagerie, il n'y a qu'à voir une personne passer dans la rue; mais celle-là!

Il fallait donc renoncer au plan si simple, mais infaillible, d'une dénonciation qui éveillât la jalousie de Bernard. Moins d'une heure plus tard, Marcelle courait rue de Bellechasse demander Cornudet à l'atelier Roueix. Dans les natures directes, comme celle-là, qui vont droit à l'action, un projet n'est pas plus tôt rejeté qu'un autre est conçu. Elle connaissait si bien la fierté de son cousin. Elle l'en admirait tant. Elle aussi lui appliquait le mot vulgaire, mais si expressif : « Il est chic, Bernard. » Tout de suite elle avait aperçu cet autre moyen de le dégoûter de ce mariage : le lui représenter comme un trafic profitable. L'instrument le plus adapté à cette besogne était l'ouvrier socialiste. Elle l'avait trouvé tel que sa jalousie le souhaitait, s'apitoyant sur elle et indigné contre son ami. Il écrirait.

« Mais si ça ne lui fait rien, s'était-elle dit, une fois seule, maintenant qu'il est officier et qu'il va être décoré sans doute? C'est sûr que les galons et la croix, ça égalise, ça vaut la fortune... Alors, quel moyen employer? »

Le premier projet lui revenait à l'esprit : accuser madame Servières auprès du jeune homme. Elle n'avait rien de vrai à en dire, mais si elle inventait? Il y a dans la basse calomnie, une lâcheté devant laquelle la passion recule d'abord. C'est l'envie qui calomnie, et Marcelle n'enviait pas madame Servières. Elle la haïssait d'être aimée par Bernard, si réellement c'était elle que Bernard aimait. Maintenant le doute la reprenait sur ce point. Il lui fallait, pour savoir, attendre l'effet produit par la lettre de Cornudet. Elle n'avait qu'une

certitude : Bernard aimait une autre femme, qu'il voulait épouser. Mais était-ce celle-là ? Et si ce n'était pas celle-là ? Si la lettre écrite par Cornudet tombait à faux ?... Bernard lui en voudrait davantage à elle, et voilà tout. Non, non. C'était bien Mme Servières. Elle ne pouvait pas s'être trompée. Le regard que lui avait jeté l'infirmière de Bernard à son arrivée, était bien celui d'une femme qui en dévisage une autre avec un soupçon douloureux. Et que signifiait cet aguet au fond du couloir, sinon le soupçon continué ? Quel soupçon ? Mais que Bernard eût une maîtresse...

Vingt-quatre heures avaient à peine passé qu'un autre projet se contruisait dans la tête de Marcelle. Dans ce petit monde des ouvrières parisiennes où elle vivait, les plus sages ont une indulgence attendrie pour les faiblesses du cœur. Elle fait place à la sévérité aussitôt que l'enfant apparaît. Le droit de la fille-mère au mariage est un des articles indiscutés du code de l'amour libre. Si, au lieu de respecter sa cousine, Bernard eût abusé d'elle et qu'il en eût eu un enfant, jamais il n'aurait pensé à épouser une autre femme. S'il y eût pensé et que cette autre femme eût appris l'existence de cet enfant, elle non plus, pour peu qu'elle eût de l'honnenr, n'eût pas accepté ce mariage. Marcelle se répétait le témoignage que la femme de chambre de la rue Cortambert avait rendu à Mme Servières. Elle se rappelait ce regard profond, ce visage où transparaissait une belle âme. Toute impulsion, tout instinct comme elle était et si peu cultivée, elle n'aurait certes pas pu dégager, définir le caractère de cette physionomie. Elle l'avait senti. Et tout haut, se justifiant déjà d'une tentation scélérate :

— De soi on a bien le droit de dire ce qu'on veut !

Elle venait de se voir, elle, abordant Mme Servières à titre d'infirmière de son cousin, lui racontant que celui-ci l'avait rendue mère et la suppliant d'intercéder pour elle, pour l'enfant, afin qu'il l'épousât... Mais à quoi servirait-il, ce mensonge ? Bernard nierait. Mme Servières ferait une enquête. D'ailleurs, était-ce vraiment elle que Bernard voulait épouser ? Il fallait d'abord savoir cela, d'une façon certaine et à tout prix. Comment ? Mais en retournant à l'hôpital pour voir de ses yeux l'effet sur Bernard de la lettre de Cornudet. Seulement, celui-ci l'avait-il envoyée ? Tout ce tumulte de pensées se déchaînait, tandis qu'assise à l'atelier parmi ses compagnes, ses

doigts agiles maniaient les souples étoffes, les plumes, les dentelles, les fleurs artificielles, tous ces délicats et fragiles éléments de ce chef-d'œuvre de grâce légère, un chapeau de Paris.

— C'est ça qu'il faut savoir d'abord, se disait-elle, si Cornudet a écrit? Je n'ai qu'à passer chez les Roueix.

Son impatience était telle, que, sortie de son atelier un peu avant midi, elle prit un taxi, elle si économe d'habitude, pour arriver à temps rue de Bellechasse, et que l'ouvrier relieur fût encore là. Il y était. Il avait envoyé la lettre :

« Je le tiens, le prétexte pour aller le voir, pensa-t-elle, lui demander pardon d'avoir parlé à Cornudet; il doit tant m'en vouloir, et il a raison ! »

A cette minute, — les âmes passionnées ont de ces inconséquences, — son remords était sincère. L'image de Bernard indigné contre elle la hantait. Cette visite à l'ambulance de Tremmelay, il la lui fallait immédiate, plus peut-être par besoin de se justifier auprès de Bernard que par calcul et pour savoir. Comme son cœur battait, quand, après deux jours d'indécision, elle arriva devant la grille du château! Un détail d'un ordre très humble augmentait sa fièvre : elle avait dû demander à sa patronne un nouveau jour de congé, toujours sous le prétexte d'aller voir son parent blessé. Mme Arpheuil avait répondu d'un ton mécontent :

— Il y a beaucoup de travail ici, mademoiselle Roucher.

— Il est si malade, madame, et il me réclame, je suis sa seule parente.

— Allez, mais tâchez de revenir pour l'après-midi.

L'appréhension de perdre sa place se mêlait chez l'ouvrière à l'agitation de l'amour. Elle s'était assise dans l'antichambre qui précédait le bureau de la directrice. Là, elle entendit deux soldats en train de jouer aux cartes, à quelques pas, échanger, à son propos, les phrases suivantes :

— Tiens, la poule au lieutenant qui a rappliqué.

— Pardi, l'autre la plaque, tu sais. Paraît qu'elle ne revient pas. Il a raté son chopin, le greluchon.

Pas de doute possible. Le « lieutenant, » c'était Bernard. La « poule, » c'était elle. Mais « l'autre? »

A cette question Mme Arnaudi allait donner une réponse immédiate. Elle causait avec l'abbé Cortez, quand Marcelle entra dans son bureau :

— Vous venez voir le lieutenant Moncour, mademoiselle? Je n'ai personne pour vous accompagner. Ma belle-sœur qui était son infirmière est retournée à Paris, mais vous trouverez facilement: un étage, le corridor à gauche, chambre n° 10.

— Vous avez vu ses yeux, en apprenant qu'Irène n'est plus là? dit-elle à l'abbé Cortez, quand Marcelle fut partie. Je ne lui ai dit ça que pour savoir.

— Savoir quoi?

— Mais s'ils ne s'entendent pas pour exploiter cette pauvre folle. Oui, insista-t-elle, sur un geste de l'abbé, ces gens du peuple, c'est comme ça. Prendre l'argent d'une femme riche pour le manger avec une petite amie, ils trouvent ça gentil, « rigolo! » En tout cas, quand je vous disais : « C'est sa maîtresse, » me suis-je trompée?... — Et comme le prêtre continuait de protester : — Pour que vous croyiez le mal, il faut qu'on aille se confesser à vous, mais comme ces gens-là ne se confessent jamais, alors...

« Elle m'a regardée, en disant que sa belle-sœur était partie, songeait Marcelle en montant l'escalier d'un pas qui ne se précipitait plus maintenant. Pourquoi m'a-t-elle appris ça? »

La faculté d'interpréter le moindre mot, le moindre geste, un son de voix, un coup d'œil, est une de celles que développe au plus haut degré le métier de vendeur ou de vendeuse. La petite modiste ignorait tout des relations des deux belles-sœurs. Sur ce seul petit signe, elle devinait déjà qu'une difficulté avait surgi, où Bernard et elle étaient mêlés. De nouveau, l'évidence s'imposait : Mme Servières était bien la femme dont son cousin lui avait parlé sans la nommer. Elle n'eut plus de doute, quand elle fit son entrée dans la chambre; rien qu'au geste par lequel il tira du tiroir de sa table de nuit la lettre de Cornudet pour la lui tendre en lui disant :

— Tu viens voir ton œuvre, Marcelle? Tu peux te vanter d'avoir fait là de la jolie besogne.

Il était couché, la fièvre l'ayant repris depuis ses émotions de ces derniers jours, et il continuait :

— Pourquoi as-tu livré à ce garçon le nom d'une femme que tu ne connais pas, dont tu ne sais rien?

— Dont je ne sais rien? gémit Marcelle; après ce que tu m'as dit?

— Je n'ai nommé personne, fit le jeune homme. Je t'aurais pardonné de te plaindre de moi à Cornudet, je ne te pardonnerai jamais, entends-tu, d'avoir livré ce nom.

— Tu l'aimes donc bien ? répondit-elle simplement.

Elle était venue pour s'excuser, pour supplier. La visible souffrance de Bernard, son irritation autour de ce nom, si imprudente, et qui prouvait qu'il ne se dominait plus, tout achevait de la convaincre. La lettre de Cornudet avait trop bien porté. Et, la crise aiguë de jalousie la reprenant :

— Alors, tu crois qu'elle t'aime?... osa-t-elle dire. Une grande dame qui aime un ouvrier, laisse-moi rire ! — Elle riait en effet, de ce rire énervé qui va s'achever dans un sanglot; puis, saisissant la main de Bernard et y appuyant son visage, elle fondit en larmes en gémissant :

— Pardon, pardon, Bernard, je suis trop malheureuse, trop misérable, ça fait trop mal... — Elle répéta : — trop mal, trop mal!...

— Sois raisonnable, Marcelle, répondit-il, calme-toi, quelqu'un pourrait entrer. Que croirait-on ?

— Ah! voilà à quoi tu penses!... gémit-elle, reprise par la colère. — Tu as peur qu'on aille lui répéter à elle que tu as reçu « ta *poule*, » comme j'ai entendu tout à l'heure deux blessés m'appeler en bas? Et sais-tu comment ils t'appelaient, toi? « le greluchon. » Toi, mon Bernard que j'ai mis si haut, que tu fasses penser ça de toi et à cause de qui, d'une coquette, d'une vicieuse! Elle ne peut être que ça, cette femme. Ah! je la déteste, je la déteste.

— Marcelle, dit Bernard qui s'était redressé, va-t-en, je te chasse, je te défends de parler ainsi de Mme Servières. Si tu ne t'en vas pas, je sonne pour te faire mettre dehors.

— Non... balbutia-t-elle, ne me parle pas avec cette voix, laisse-moi rester, t'expliquer...

— Va-t-en !...

Comme sa main s'approchait du timbre placé à son chevet, elle se leva et elle obéit.

PAUL BOURGET.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

CORRESPONDANCE INÉDITE
DE NAPOLÉON III
ET DU
PRINCE NAPOLÉON

NAPOLÉON III ET LE PRINCE NAPOLÉON

Louis-Napoléon, le futur Napoléon III (1), était de quatorze ans plus âgé que son cousin germain, le prince Napoléon. Malgré cette différence d'âge, il s'établit de bonne heure entre eux une intimité, dans le ciel de laquelle glissèrent parfois quelques nuages, mais dont rien ne devait jamais rompre les liens. Cette amitié, formée sur la terre d'exil où ils passèrent l'un et l'autre leur enfance et même, en partie, leur jeunesse, résista à toutes les épreuves et dura jusqu'à la mort de l'Empereur.

Ils étaient cependant de caracteres très différents, opposés même en bien des points.

D'une nature méditative et taciturne, le futur empereur vivait dans l'attente d'un rêve qui se réalisa. Ce « doux entêté, » comme l'appelait sa mère, semblait irrésolu, parce qu'il cachait

Copyright by Ernest d'Hauterive, 1923.

(1) Charles-*Louis* Napoléon était le troisième fils de Louis, frère de l'Empereur et roi de Hollande, et d'Hortense de Beauharnais. Il naquit à Paris le 20 avril 1808, et devait mourir à Chislehurst, le 9 janvier 1873. *Napoléon*-Joseph-Charles-Paul, généralement connu sous le nom de prince Napoléon, était le second fils de Jérôme, dernier frère de l'Empereur et ex-roi de Westphalie, et de la princesse Catherine de Wurtemberg. Il naquit à Trieste, le 9 septembre 1822, et mourut le 18 mars 1891. Son frère aîné, *Jérôme*-Napoléon, naquit le 24 août 1814 et mourut le 12 mai 1847. Sa sœur, *Mathilde*-Lœtitia-Wilhelmine, connue sous le nom de princesse Mathilde, naquit le 27 mai 1820 et mourut le 2 janvier 1904.

sa volonté. D'une bienveillance extrême, d'une bonté exagérée pour un chef d'État, d'une patience que rien ne devait lasser, il savait attendre, et parce qu'il se maîtrisait, dissimulait ses impressions, réfléchissait longuement et ne cédait pas à la première impulsion, on l'accusait d'être indécis. Il était fataliste, a-t-on dit. Au fond, il avait confiance dans son étoile, et l'événement a justifié cette confiance. Très épris d'idéal, il rechercha toute sa vie le bien de l'humanité. Ses buts furent toujours élevés, avec exagération parfois, car ce qu'on peut lui reprocher, c'est d'avoir trop généralisé, d'avoir poussé la générosité peut-être jusqu'à l'utopie, d'avoir recherché le bonheur des peuples et leur liberté sans envisager suffisamment les conséquences qui pourraient en résulter pour l'avenir de celui dont il était le souverain.

Non moins épris que lui de l'amour des peuples et persuadé que le premier de tous les devoirs consistait à leur assurer la liberté, son cousin, le prince Napoléon, était d'une vivacité de caractère dont il n'arrivait pas toujours à se rendre maître. Très intelligent, d'un esprit essentiellement primesautier, mais trop enclin à la critique, apte à tout pénétrer, s'appliquant à toutes choses avec ardeur, mais successivement, il possédait une grande séduction. Aimable, quand il le voulait, il savait mieux que personne charmer son interlocuteur, et d'autre part, si des gens ou des choses lui déplaisaient, il avait des boutades terribles, des mots qui assommaient. Démocrate dans ses opinions et dans ses discours, il était absolu dans ses volontés et nul n'avait plus que lui l'orgueil du nom qu'il portait. Vif, impatient, autoritaire, il ne savait rien attendre du temps : il voulait voir la réalisation de ses projets à peine après les avoir formulés. Il avait une grande perspicacité naturelle, mais ses impressions se modifiaient parfois, sauf pour ses amis auxquels il restait fidèle. D'une nature impétueuse, il passait facilement d'un extrême à l'autre et se montrait généralement rebelle à toute contrainte. Son éloquence, très réelle, échappait aux règles ordinaires. Il ne craignait pas le paradoxe et ne reculait jamais devant une thèse excessive. Si, au cours d'une discussion, un contradicteur élevait la voix, il bourrait dessus et, loin de se dérober devant la lutte, il semblait s'y trouver dans son élément naturel. Son cousin devait lui reprocher son manque de persévérance : ses impressions étaient trop vives, son ardeur trop

grande pour qu'il persistât longtemps dans la même voie. Au fond, pendant toute sa vie, malgré la multiplicité de ses entreprises, jamais les événements ne se succédèrent assez vite à son gré et son immense besoin d'action resta toujours inassouvi.

Si ces deux princes apparaissaient si différents l'un de l'autre, ils avaient bien des motifs pour se rapprocher. L'opposition des caractères n'écarte pas, d'ailleurs, forcément deux natures. Il semble, au contraire, que l'on doive appliquer aux amitiés humaines la grande loi de physique d'après laquelle deux corps ne peuvent s'unir complètement que s'ils s'emboîtent et si aux saillants de l'un correspondent les rentrants de l'autre. En outre, il existait entre eux des points de contact nombreux et même certaines similitudes.

Élevés dans le culte de l'Empereur, ils devaient toute leur vie rester fidèles à sa mémoire. Chacun à sa manière, ils le considérèrent toujours comme le seul inspirateur de leur conduite, comme l'idéal au rapprochement duquel tendaient tous leurs efforts. Ils étaient tous les deux fortement imprégnés de ses idées, et même lorsque quelque discussion sembla les diviser, ils se réclamèrent l'un et l'autre de sa doctrine, pour s'expliquer mutuellement les raisons de leurs divergences.

Ils avaient donc la plus haute idée du nom qu'ils portaient. Ils en étaient fiers, mais sans morgue, et considéraient les devoirs qu'il leur imposait plus que la gloire qui en rejaillissait sur eux. Profondément patriotes, ils plaçaient au premier rang de ces devoirs la grandeur et le bonheur de la France, avec la conviction absolue que, dans les temps modernes, on ne pouvait les assurer que sous l'égide des Napoléons. Très sincères, ils étaient d'une loyauté absolue, d'une grande générosité de cœur et d'esprit, d'une élévation d'idées et de sentiments qui les mettait au-dessus des mesquineries de la vie terre à terre. Ajoutons qu'habitués dès leur enfance au travail, ils conservèrent toute leur vie le goût des choses sérieuses et des études. Par le fait même de l'exil dans lequel ils vécurent et des circonstances difficiles de leur première jeunesse, leurs caractères mûrirent avant l'âge.

Louis-Napoléon s'attacha très vite à son cousin. Ce dernier était dans une pension, en Suisse, à Carouge, quand sa mère, la reine Catherine, mourut (30 novembre 1835). Le roi Jérôme l'en retira, et, sur la demande de la reine Hortense, l'envoya à

Arenenberg, où il passa près d'une année, n'ayant d'autre précepteur que le futur empereur. Entre ce jeune maître de vingt-huit ans et cet élève de quatorze, rapprochés par leurs souvenirs, liés par leurs malheurs, exaltés par leurs espoirs, s'établit bientôt l'intimité la plus tendre. Ce fut celle qui unit deux frères, avec cette nuance que l'aîné prit de bonne heure sur son cadet une autorité à laquelle les événements devaient, plus tard, donner un autre caractère, mais que le plus âgé exerça toujours avec douceur et patience et que le plus jeune accepta avec reconnaissance. Il arriva, dans la suite, comme nous le verrons, que des discussions s'élevèrent entre eux, que des différences d'opinions les divisèrent, que des brouilles même les éloignèrent momentanément l'un de l'autre : jamais les deux cousins ne cessèrent de s'aimer, de s'estimer et de se le prouver.

C'est précisément pour exposer la nature de leur intimité que l'on a entrepris la publication de cette correspondance, restée jusqu'ici inédite, à quelques très rares exceptions près que nous signalerons. On a, en même temps, poursuivi un autre but : c'est de mieux faire connaître la nature de ces deux princes et d'aider les historiens de l'avenir à les élever sur leur véritable plan.

Personne, peut-être, n'a été plus attaqué que ces deux hommes et plus injustement. Pour les deux, la passion politique et, qui pis est, la passion religieuse, s'en sont mêlées. De leur vivant, même au moment de leur puissance, puis plus tard, après la chute de l'un, pendant la retraite de l'autre, ils ont été insultés, calomniés, vilipendés avec une fureur à peine éteinte de nos jours. Cependant la lumière commence à apparaître. Le recul devient suffisant pour que l'on puisse porter sur eux un jugement plus impartial. La lecture de ces lettres, lettres écrites sans aucune arrière-pensée de publicité, aidera, mieux que tout, l'historien sans parti pris à se rendre un compte exact de leurs véritables natures.

Ces lettres sont déposées en Suisse, dans les archives de la villa de Prangins, où le prince Napoléon les avait classées lui-même au milieu de nombreux autres dossiers. Celles de l'Empereur sont au complet, à très peu d'exceptions près. Le prince Napoléon gardait, en effet, soigneusement toute correspondance pouvant présenter de l'intérêt. Il les a numérotées de sa main, indiquant généralement le jour et l'endroit où il les

avait reçues et la date à laquelle il avait répondu. Très rares ont dû être celles qui ne figurent pas dans cette collection. Presque toutes sont écrites entièrement de la main de Napoléon III. Quelques-unes seulement, très peu nombreuses, ont été dictées et ne portent que la signature de l'Empereur (1). Elles s'étendent sur une période de trente-cinq ans, de 1837 à 1872.

Celles du prince Napoléon, au contraire, n'existent plus en original. L'Empereur, — il le dit lui-même dans une de ses lettres, — avait l'habitude, surtout pendant sa détention à Ham, de détruire ce qu'il recevait. Peut-être, dans la suite, en conserva-t-il quelques-unes : elles disparurent très probablement des Tuileries après le 4 septembre. Mais fort heureusement les archives de Prangins renferment les minutes d'un certain nombre des lettres que le prince Napoléon écrivit à son cousin depuis 1852. Ce sont ces minutes, tantôt écrites directement par le prince, tantôt copiées par un secrétaire, que nous reproduirons.

Le prince Napoléon avait certainement envisagé la publication d'une partie tout au moins des lettres de l'Empereur. Une note, retrouvée dans ses papiers et constituant un travail préparatoire, ne laisse aucun doute à ce sujet. Loin de craindre d'aller contre ses intentions en livrant aujourd'hui cette correspondance au public, nous croyons au contraire exécuter ses volontés, tout en défendant sa mémoire contre les attaques dont il a été l'objet.

ERNEST D'HAUTERIVE.

(1) Au cours de la publication, nous aurons soin de signaler celles de ces lettres qui furent dictées.

CORRESPONDANCE DE
NAPOLÉON III ET DU PRINCE NAPOLÉON

I. — ARENENBERG — HAM

Après l'échec de sa tentative de Strasbourg (30 octobre 1836), le prince Louis-Napoléon avait été expulsé de France et embarqué pour l'Amérique. Mais à peine arrivé à New-York, il apprit que sa mère était gravement malade en Suisse. Il revint en toute hâte en Europe et se rendit à Arenenberg, où, quelques jours après, la reine Hortense expirait entre ses bras (5 octobre 1837).

A la suite de ce décès, il écrivit à son cousin, qui se trouvait alors à Stuttgart :

Arenenberg, le 14 octobre 1837.

Mon cher Napoléon,

Tu auras appris par ton frère, auquel j'ai écrit, le nouveau malheur qui vient de me frapper. Je compte assez sur ton amitié pour savoir que tu partages et que tu as toujours partagé mes souffrances morales.

Ma mère, dans son testament, te destine un cadeau de vingt mille francs, que je dois te donner à ta majorité, mais dont je te payerai les intérêts à 5 pour 100 dès aujourd'hui. Tu me feras savoir où je devrai te faire toucher cette petite rente et si tu veux la toucher tous les six mois ou tous les ans.

Adieu, mon cher Napoléon. C'est avec plaisir que je t'écris, car je t'aime comme un frère, et dans ces moments d'isolement de l'âme c'est une grande consolation que de trouver un cœur qui vous réponde.

Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

Ton tendre cousin et ami

NAPOLÉON LOUIS.

A la fin de 1837, le prince Napoléon, alors âgé de quinze ans et auquel la France était fermée, avait été admis par son oncle maternel, le roi de Wurtemberg, comme élève à l'École militaire de Ludwigsbourg. C'est là que Louis-Napoléon lui écrivit :

Arenenberg, le 14 juillet 1838.

Mon cher Napoléon,

Quoique je réponde bien tard à ta lettre, tu ne douteras pas, j'espère, du plaisir que j'ai éprouvé en recevant de tes

nouvelles, car tu sais que je t'aime comme un frère. J'ai été bien aise qu'un de mes amis t'ait vu et qu'il ait pu apprécier toutes tes bonnes qualités. Combien je voudrais pouvoir te revoir et comme je regrette le temps où nous passions ici nos journées ensemble ! Actuellement Arenenberg est si triste ! Je pense que tu travailles bien et que tu seras bientôt un officier consommé. Je t'envie presque de pouvoir te livrer à des exercices militaires. Cela forme le corps et l'esprit.

Fais-moi le plaisir de remettre la lettre ci-jointe à ton frère et ne doute jamais de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

NAPOLÉON LOUIS.

Le 6 août 1840, le prince Louis échouait, à Boulogne, dans sa nouvelle tentative pour s'emparer du pouvoir. Arrêté aussitôt, il fut condamné, le 9 octobre 1840, par la Chambre des pairs, à une prison perpétuelle et incarcéré à Ham, avec ses fidèles compagnons, le général de Montholon et le docteur Conneau. Il devait y rester pendant près de six années, jusqu'au 25 mai 1846. Durant cette longue captivité, pas un instant il ne perdit courage ni patience. Au bout de quelque temps, il lui fut permis de recevoir des lettres, des visites même : il profita surtout de ses longues heures de solitude pour travailler. Les nombreux écrits sortis de sa plume à cette époque sont là pour prouver son activité, toujours employée à la propagation de ses idées et à sa préparation au rôle qu'il se sentait appelé à jouer.

Pour cette période, nous avons vingt lettres de lui adressées au prince Napoléon, dont les réponses, malheureusement, ont disparu. Ce dernier pendant le même temps, après avoir d'abord achevé son instruction à Ludwigsbourg, puis servi deux années à l'état-major, quitta cette armée wurtembergeoise dont l'esprit différait trop fortement du sien. Il rejoignit son père à Florence, où il passa quelques années avec lui, entrecoupant ce séjour de voyages en Italie, en Espagne, en Angleterre.

Ham, le 11 février 1841.

Mon cher Napoléon,

Je ne saurais t'exprimer combien la lettre que tu m'as écrite de Florence m'a fait plaisir. Je n'ai jamais douté de ton amitié pour moi, mais il m'est bien doux dans la position où je suis, d'en recevoir des preuves. Quoiqu'il y ait longtemps que je ne t'aie vu, ton souvenir ne s'est pas effacé de mon cœur, et souvent j'ai reporté avec bonheur mes pensées sur le temps

que nous avons passé ensemble, auprès de ma tendre mère. Pour te prouver, mon cher ami, combien est fraternelle l'amitié que je te porte, je te dirai qu'avant de partir de Londres (1), prévoyant toutes les chances, j'avais fait un testament par lequel je te laissais, comme à mon seul héritier, tout ce qui m'appartenait.

Je ne te parle pas de ma position actuelle, tu peux bien la deviner. On me tient toujours au secret, et je n'ai que la compagnie du général Montholon et du docteur Conneau. Je passe mon temps à étudier, à réfléchir et à espérer. Je ne regrette d'ailleurs rien de ce que j'ai fait.

Adieu, mon cher Napoléon, reçois l'assurance de la sincère et fraternelle amitié de ton cousin et ami

NAPOLÉON LOUIS.

Ham, le 15 novembre 1841.

Mon cher Napoléon,

Je te remercie bien de ta lettre et de la promptitude avec laquelle tu as fait ma commission. Je t'envoie une note sur les objets que je désirerais avoir éclaircis (2). Je pense que cela sera difficile.

J'ai vu dans les journaux que ton frère avait fait une chute de cheval, à Florence. J'espère qu'il en est rétabli. Quand tu m'écriras, tu me feras grand plaisir de me donner des nouvelles de la santé de mon père (3), car il y a longtemps que je n'en ai pas. Mets tes lettres sous l'enveloppe de M. Noël, notaire à Paris, 13, rue de la Paix. Comme cela, elles ne seront pas lues et tu pourras me donner plus de détails sur ta manière de vivre et sur tes secrètes pensées, qui, j'en suis sûr, doivent se rapprocher des miennes.

Je m'occupe toujours. Cependant mon travail sur Charlemagne n'avance pas beaucoup. Il y a tant de recherches à faire que, par moments, je me décourage.

(1) Pour venir à Boulogne.

(2) A cette lettre, adressée à Florence, était jointe une note indiquant différents points que le prince désirait éclaircir pour une étude à laquelle il se livrait sur Charlemagne. Il demandait, notamment, s'il existait « un portrait de Charlemagne différent de celui qui est conservé au couvent de Saint-Calixte, à Rome. » Il sera de nouveau question de ce portrait dans la lettre suivante.

(3) Exilé sous la Restauration, ainsi que les autres membres de la famille impériale, le roi Louis s'était retiré à Florence.

Quoique le séjour ne soit pas très gai, tout ce que je redoute, c'est une amnistie, car je suis ici au milieu de mes concitoyens, et je reçois de temps à autre des visites qui me font plaisir.

Adieu, mon cher Napoléon. Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

NAPOLÉON LOUIS.

H., le 22 janvier 1842.

Mon cher Napoléon,

Voilà longtemps que je voulais répondre à ta lettre du 18 décembre, mais quoique en prison, je suis toujours aussi paresseux pour écrire des lettres, et puis je travaille tant que cela occupe tout mon temps. Cependant, je tiens à te dire, mon cher ami, combien je suis touché de ta bonne amitié. Quoique je ne t'aie connu qu'enfant et que tu sois maintenant un homme, tu étais déjà assez âgé pour que je puisse découvrir toutes tes bonnes et solides qualités et tu me prouves bien que je ne me suis pas trompé.

Fais-moi le plaisir de présenter mes respects à ton père et de lui exprimer les vœux sincères que je forme pour son bonheur au renouvellement de l'année.

Si la comtesse Camerata (1) est à Florence, fais-moi le plaisir de lui remettre la lettre ci-jointe ou de la lui envoyer où elle est.

Busolini, malheureusement, ne finit pas le monument de ma mère. Dis-lui que lorsqu'il sera fini, je veux bien qu'il l'expose chez un artiste, mais à Paris seulement. C'est Mme Salvage (avec laquelle, par parenthèse, je me suis un peu brouillé) que j'ai chargée d'activer cet ouvrage (2).

Je te remercie bien de la peine que tu t'es donnée pour mes renseignements sur l'histoire de Charlemagne. Je renonce, d'après ce que tu me dis, au portrait.

Maintenant, mon cher cousin, je n'ai plus rien de bien

(1) Napoléone-Elisa Bacciochi, fille d'Élisa (sœur de Napoléon Ier), née en 1806, morte en 1869, épousa, en 1824, le comte Camerata.

(2) Ce fut finalement le sculpteur Bar qui exécuta le monument élevé par le prince Louis à la mémoire de sa mère. Ce monument se trouve dans l'église de Rueil, ainsi que le tombeau de Joséphine.

intéressant à te dire. Ici, tout est dans un calme parfait ; mais non pas plus rassurant pour cela ; on exerce toujours la même surveillance envers moi, car tous les jours il y a dans la troupe des cris séditieux. Aussi, change-t-on la garnison très souvent. Je reçois tous les jours des preuves de sympathie touchantes, mais tout cela ne servira à rien, tant que les partis se feront la guerre mutuellement.

Adieu, mon cher ami. Dieu veuille qu'un jour nous soyons réunis sous le même drapeau et que je puisse te prouver toute l'amitié fraternelle que j'ai pour toi.

Ton cousin et ami

N. L.

Le 6 juillet 1842.

Mon cher Napoléon,

Tu recevras dans peu de jours les 215 000 francs que je te dois. Je suis fâché de t'avoir fait attendre quelques semaines, mais ma position en est la cause.

Je n'ai rien de bien intéressant à te dire, sinon qu'un régiment, en passant dernièrement par ici, m'a témoigné sa sympathie d'une manière si peu équivoque qu'on a cru un moment qu'il allait emporter la citadelle d'assaut. Cela me console de ma position, car je suis sûr que l'ombre de l'Empereur me protège et me bénit. Ah! que je préfère la sympathie du peuple aux hommages que ta sœur va chercher à Neuilly !

Adieu, mon cher Napoléon. Pardonne-moi cette incartade, mais toi qui as du cœur, tu dois penser tout ce qu'il y a de cruel entre les souvenirs d'Arenenberg et ceux d'aujourd'hui.

Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

Ton affectionné cousin et ami

N. L.

Fort de Ham, le 23 septembre 1843.

Mon cher Napoléon,

Ta lettre du 15 septembre, que je viens de recevoir, m'a rendu heureux, car depuis longtemps j'étais privé de tes nouvelles et j'éprouvais le besoin de te dire avec quel intérêt je suivais depuis un an tous tes pas.

Je voulais t'écrire dernièrement pour te dire avec quelle

inquiétude j'attendais l'issue de ton duel (1), lorsque les journaux sont venus me rassurer, et, d'ailleurs, je ne savais où t'écrire. Tu ne me dis rien de ta santé : cela me prouve que ta blessure n'est pas grand chose. J'en suis bien heureux. Ne te préoccupe pas de ce qu'ont pu dire quelques mauvais journaux ; tous ceux que j'ai lus ont été en ta faveur.

Tu me fais bien plaisir en me proposant de venir me voir et sois persuadé que ce serait un véritable bonheur pour moi, mais je crains qu'on ne te le refuse. Il faudrait peut-être demander à traverser la France, et, seulement quand tu y serais, formuler l'autre demande. Il y a si longtemps que nous ne nous sommes pas vus, nous aurions tant de choses à nous dire, et, quoique je sois persuadé que les caractères comme le tien ne changent pas, nous aurions besoin de nous revoir pour nous bien comprendre. L'année dernière, j'ai vu Lucien Murat (2), et nous avons beaucoup parlé de toi.

Moi, je ne suis pas malheureux, car je ne crois pas que mes souffrances soient inutiles et j'ai la conviction d'avoir fait mon devoir, d'être le seul même de ma famille qui l'ait fait, car j'ai sacrifié ma jeunesse, ma fortune, ma vie, au triomphe de la cause que nous ne pouvons déserter sans déshonneur.

Je n'ai pas besoin de te répéter combien ta lettre me fait plaisir, car il est si triste dans ma position de ne recevoir aucune marque de sympathie de sa famille, lorsque des étrangers et des inconnus vous en prodiguent sans cesse ! Mais enfin, il faut se résigner et bien se convaincre qu'il n'y a pas de justice pour les vaincus.

Adieu. Présente mes respects à ton père et reçois de nouveau, mon cher Napoléon, l'assurance de ma sincère et inaltérable amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

(1) Le prince Napoléon venait de se battre en duel, à l'épée, avec le comte de La Roche Pouchin, général au service du duc de Lucques. Une provocation, après altercation au théâtre de Florence, avait eu lieu le 15 octobre 1842. Bien que depuis ce moment, le prince se soit constamment tenu à la disposition de son adversaire et l'eût même relancé, la rencontre, par suite de diverses circonstances, n'eut lieu que le 5 septembre 1843, à Heilbronn, dans le Wurtemberg. A la troisième reprise, les deux combattants furent blessés.

(2) Lucien Murat (1803-1878), second fils de Joachim Murat (roi de Naples) et de Caroline (sœur de Napoléon Ier).

Conneau est bien sensible à ton souvenir et te présente ses hommages empressés.

Fort de Ham, le 26 décembre 1843.

Mon cher Napoléon,

Je veux t'écrire un mot pour le jour de l'An et te prier de me donner plus souvent de tes nouvelles. Il est si triste, dans ma position, de ne recevoir des nouvelles de sa famille que par les journaux. J'ai aussi à te prier de me rendre un service. Je suis maintenant dans une situation si malheureuse que je cherche à vendre tout ce que je possède. Pourrais-tu faire acheter par M. Demidoff (1) un portrait de l'Impératrice, que j'ai à Paris, peint par Prudhomme (2), et qui a été estimé 20 000 francs, et un beau camée d'Auguste, trouvé par le général Bonaparte en Égypte et qui est devenu historique? Laurent en parle dans son histoire de l'Empereur illustrée par Horace Vernet. Je voudrais le vendre 20 000 francs. Ma mère y attachait un tel prix que, par son premier testament, elle l'avait destiné au Roi de Rome.

Les journaux disent que la comtesse Camerata est en France. Je serais bien triste qu'elle ne vînt pas me voir.

Adieu, mon cher Napoléon. Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère et fraternelle amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Le 27 juillet 1844.

Mon cher Napoléon,

Ta lettre m'a fait le plus grand plaisir, car c'est un vrai bonheur pour moi que de recevoir l'assurance que ton amitié n'a pas changé et que je puis te considérer toujours comme un frère.

J'ai dès hier adressé à M. Duchâtel (3) une demande conforme au désir que tu exprimes et aux miens propres et j'espère que nous recevrons une permission. Dans tous les cas, j'ai demandé

(1) Le 21 octobre 1841, le comte Anatole Demidoff avait épousé la princesse Mathilde, sœur du prince Napoléon. Depuis son mariage, quoique vivant la plupart du temps en Italie, la princesse Mathilde venait parfois à Paris, où elle avait un pied-à-terre.

(2) Il s'agit du portrait de Joséphine par Prud'hon (et non Prudhomme).

(3) Ministre de l'Intérieur. Le prince Louis lui avait demandé de permettre à son cousin de venir le voir à Ham. Cette autorisation ne fut jamais accordée.

une réponse quelconque, afin de savoir à quoi m'en tenir. Nous aurons bien des choses à nous dire si nous nous voyons, car il y a bien longtemps que le sort nous a séparés et je sens vivement le besoin d'épancher dans le cœur d'un véritable ami mes peines et mes espérances.

Je te prie de remettre à mon oncle Jérôme la lettre ci-jointe que j'ai reçue de ce bon Ornano (1), qui est en prison à Doullens. Elle lui expliquera quelle est la nature de la demande que je te prie d'appuyer près de lui.

J'ai été bien aise d'apprendre que ma petite brochure (2) te soit parvenue et qu'il y ait sympathie dans nos opinions comme dans nos sentiments.

Adieu, mon cher Napoléon. Dieu fasse que nous puissions bientôt nous revoir ! En attendant, reçois de nouveau l'assurance de ma tendre amitié.

Ton cousin et ami

N. L. B.

Ham, le 3 août 1844.

Mon cher Napoléon,

C'est vraiment les larmes aux yeux que je t'écris pour te prévenir que la réponse du ministère ne s'est point fait attendre. J'ai reçu hier un refus très net. Il est dit que le Gouvernement ne peut autoriser ton voyage, parce que la loi s'y oppose.

Je t'avoue que j'en suis d'autant plus désappointé que je croyais qu'on nous accorderait cette permission. Mais enfin, lorsqu'on n'est pas le plus fort, il faut se soumettre et attendre avec patience des temps meilleurs.

Reçois de nouveau, mon cher Napoléon, l'assurance de la sincère et tendre amitié de ton cousin et ami

NAPOLÉON LOUIS.

Ham, le 25 octobre 1844.

Mon cher Napoléon.

Je sais que plusieurs de tes amis font des démarches afin d'obtenir la permission de ton voyage en France. J'espère

(1) Napoléon d'Ornano (1806-1859). Il prit part à l'affaire de Boulogne et fut condamné à la prison, par la Chambre des pairs. Il était détenu à Doullens, ainsi que Persigny.

(2) *De l'extinction du paupérisme*.

donc encore que je pourrai avoir le bonheur de te revoir.

Aujourd'hui, je t'écris pour te prier de me rendre un immense service. Tu sais que le malheur ne vient jamais seul et qu'il m'a frappé à la fois de tous les côtés. Or, je viens de recevoir une nouvelle désespérante pour moi, car elle me prive de mes dernières ressources. Tout n'est pas entièrement perdu, mais avant un an ou deux, je n'en tirerai plus rien. Dans ce cas extrême, je ne vois pas d'autre moyen de me sauver que de vendre tout ce qui me reste ou de tâcher d'emprunter dessus.

Fais-moi le plaisir de t'adresser à Demidoff de ma part et de lui faire la proposition suivante : ou de m'acheter pour deux cent mille francs les objets dont je te donnerai la liste, ou de me prêter cette somme pour cinq ans sur ces mêmes objets. Voici en quoi ils consistent :

1° Le talisman de Charlemagne donné à l'Empereur par le clergé d'Aix-la-Chapelle (1). Je l'estime	150 000 fr.
2° Le camée d'Auguste que le général Bonaparte trouva en Égypte, sur les ruines de Péluse, estimé	20 000 —
3° Une tapisserie des Gobelins	20 000 —
4° Un superbe tableau de l'Impératrice, de Prudhomme, estimé.	20 000 —
5° Le lavabo de Louis XIV.	5 000 —
Total. . .	215 000 fr.

Je lui serais bien reconnaissant, s'il me rendait ce service, car cela me tirerait d'un cruel embarras, car j'ai des charges qui diminuent tous les jours, il est vrai, mais qui n'en sont pas moins lourdes aujourd'hui. Je t'en prie, mon cher Napoléon, n'épargne rien pour faire réussir cette négociation à laquelle j'attache un si grand prix. Tu conçois combien ma position est cruelle, moi qui n'ai jamais pensé à l'argent et qui étais toujours heureux d'en donner pour obliger les autres.

Dans tous les cas, réponds-moi le plus tôt possible, car il n'y a rien de pire que l'incertitude et si tu ne réussis pas, il faut que je cherche ailleurs.

(1) Il est déjà question du camée d'Auguste et du portrait de l'Impératrice par Prud'hon dans la lettre du 26 décembre 1843. Quant au talisman de Charlemagne, c'est un saphir à l'intérieur duquel se trouve un morceau de la Vraie Croix. Il ne fut pas vendu. Napoléon III le donna à l'impératrice Eugénie, qui en fit cadeau, en 1919, au trésor de la cathédrale de Reims.

Enfin, si ton beau-frère ne pouvait pas prendre la totalité, offre-lui en une partie.

Reçois de nouveau, mon cher Napoléon, l'assurance de ma sincère et tendre amitié.

N. L.

J'ai eu le plaisir de voir hier M. Alexandre Dumas, avec lequel j'ai beaucoup parlé de toi.

Ham, le 2 décembre 1844.

Mon cher Napoléon,

J'ai reçu tes deux lettres et je te remercie bien des démarches que tu as faites pour m'être utile. J'espère qu'un jour je pourrai te rendre le bien pour le bien et te donner des preuves de ma sincère amitié. Crois-tu que notre cousine la comtesse Camerata puisse m'être utile dans ce moment? Écris-lui, je t'en prie, et dis-moi où elle est.

J'ai lu les lettres que tu as écrites au prince de Canino (1), et je conçois combien les sottes prétentions de ce personnage ont dû irriter mon oncle et toi-même; mais il est impossible de faire mettre la rectification dont tu me parles dans les journaux français de l'opposition, par cette première raison surtout qu'il suffit de prononcer le nom de l'*Almanach de Gotha* pour exciter le rire universel en France. J'ai prévenu déjà ton désir en faisant insérer dans l'*Almanach populaire de 1845*, que je t'envoie, une notice sur la famille où chacun est à sa place. Cet almanach est répandu en France à 60 000 exemplaires. Il vaut mieux pour nous que l'*Almanach de Gotha*. Dis bien à mon oncle que je partage tous ses sentiments à l'égard du prince de Canino, mais que je n'ai pas pu faire ce qu'il demandait.

D'ailleurs, mon influence ne s'étend que sur les journaux de province. Et de ceux-là, il est vrai, il y a une vingtaine qui me sont très favorables.

J'espère encore qu'on te donnera la permission pour venir

(1) *Charles*-Lucien-Jules-Laurent Bonaparte, prince de Canino (1803-1857), fils aîné de Lucien (frère de l'Empereur) et d'Alexandrine de Bleschamps. L'*Almanach populaire de 1845* donne une note, inexacte d'ailleurs pour certaines dates, sur tous les membres encore existants de la famille de Napoléon Ier. A propos de Lucien, il y est dit que ce frère de l'Empereur, n'ayant pas voulu se séparer de sa seconde femme, ne reçut aucun titre français. Ce fut le Pape qui lui conféra celui de prince de Canino.

me voir. Dès que la Suisse sera ouverte, je ferai parler à M. Duchâtel par des députés mes amis.

Il y a une femme de beaucoup d'esprit et avec laquelle je suis très lié, Mme Cornu (1), qui était à Venise en même temps que toi et qui aurait bien désiré te voir, mais elle t'a manqué.

Quand tu m'écriras, donne-moi des nouvelles de mon père. Dis-moi comment il se porte, si tu le vois quelquefois et si tu lui parles de moi...

Reçois, mon cher Napoléon, l'assurance de ma sincère et tendre amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Le 28 décembre 1844.

Mon cher Napoléon,

Je suis, je t'assure, bien touché des preuves réitérées d'amitié que tu me donnes, et c'est un bonheur pour moi de retrouver en toi toute la tendresse d'un frère. Je te remercie d'avoir parlé à la comtesse Camerata des objets que j'ai à vendre. Si elle désire le lavabo de Louis XIV, demande-lui où elle veut que je le lui envoie et prie-la d'envoyer ce qu'elle veut en donner à mon notaire, M. Noël, 13, rue de la Paix, Paris.

J'ai reçu de M. Noël la réponse qu'il avait fait faire des recherches dans son étude et qu'il n'avait point trouvé la protestation dont M. Stolting (2) m'avait parlé, mais qu'il la recherchera à la secrétairerie d'État.

Combien je regrette, mon cher Napoléon, de ne pouvoir te voir! J'aurais tant de choses à te dire! Mais s'il faut renoncer à cet espoir pour le moment, j'espère bien que notre séparation ne durera pas toujours.

Tu me feras bien plaisir de m'envoyer les livres dont tu me parles et dont je n'ai pu prendre connaissance que pendant bien peu de temps. Reçois, avec mes souhaits pour le jour de l'an, l'assurance de la sincère et solide amitié de ton cousin et ami

NAPOLÉON-LOUIS.

(1) Hortense Lacroix, épouse du peintre Sébastien Cornu. Elle était la filleule du prince Louis-Napoléon et fut une femme de lettres distinguée.

(2) Secrétaire du roi Jérôme.

II. — VOYAGE A PARIS — LONDRES

Après plusieurs tentatives infructueuses, sur les instances du roi Jérôme et avec l'intervention efficace du comte Duchâtel, ministre de l'Intérieur, le ministère Guizot autorisa le prince Napoléon à faire en France un séjour provisoire, ou, plus exactement, sans donner aucune autorisation écrite, promit de fermer les yeux sur le voyage du prince. En même temps, le Gouvernement lui fit délivrer, par le ministre de France à Florence, un passeport, sous le nom de comte de Starberg.

Le prince arriva à Paris le 16 mai 1845. Deux jours après, quelques personnes lui conseillèrent de rendre visite au comte Duchâtel, qui s'était spécialement occupé de l'affaire. Avant d'aller chez le ministre, le prince voulut savoir si sa visite lui serait rendue. Le ministre pressenti répondit que cette démarche ne laisserait pas que de l'embarrasser beaucoup, puisque, officiellement, on ignorait la présence du prince à Paris. Dans ces conditions, le prince s'abstint.

Au début de juin, il fit demander au ministre de l'Intérieur si on serait disposé à lui accorder la permission d'aller à Ham passer quelques jours avec son cousin, qu'il n'avait pas revu depuis 1836. On lui répondit que cette autorisation dépendait du roi Louis-Philippe et que le ministère s'y montrerait peu favorable.

Des amis conseillaient au prince de voir le Roi. Il hésitait et voulait avoir l'avis de son cousin, qui, mis verbalement au courant de la situation, écrivit au prince Napoléon qu'il approuvait cette démarche (1).

L'audience eut lieu aux Tuileries, le 9 juin, et dura une vingtaine de minutes. La conversation roula principalement sur le prince Louis, dont le Roi parla le premier. A la demande que formula le prince Napoléon d'aller à Ham, le Roi répondit que personnellement il y serait très favorable, mais que c'était une question relevant des ministres.

Au bout d'un mois, ne recevant pas de réponse, le prince écrivit de nouveau au ministre de l'Intérieur. Le 9 juillet, le chef de cabinet de celui-ci vint annoncer au prince que sa demande était définitivement rejetée.

Le prince essaya vainement de se faire donner une réponse écrite et non une simple réponse verbale : le ministre s'y refusa obstinément. Finalement, après de nombreuses discussions, il fut convenu que le ministre ferait parvenir au prince Louis une relation exacte des démarches tentées à cette occasion et que ce document équivaudrait à un refus écrit (2). Le prince Napoléon rédigea lui-même, dans tous

(1) Lettre du 7 juin 1845.

(2) C'est à cette relation que le prince Louis fait allusion au début de sa lettre du 31 juillet 1845.

les détails, le récit de cette négociation (1) qui échoua, au grand chagrin des deux cousins, dont la séparation devait durer jusqu'après l'évasion de Ham.

La première impression produite par le prince Napoléon dans la société parisienne fut excellente. « Tout le monde, écrivait à cette époque Thiers au roi Jérôme, fut frappé de ses traits, de sa ressemblance avec la figure la plus populaire des temps modernes et, ce qui vaut encore mieux, de son esprit, de son tact, de sa parfaite attitude. » Bientôt, cependant, le Gouvernement prit ombrage de ses opinions trop librement exprimées, de ses relations surtout avec divers personnages du parti démocratique. Quatre mois à peine après son arrivée, le ministre lui fit signifier un ordre de départ. Il dut reprendre le chemin de l'exil, sans avoir rempli l'objet principal de son voyage, qui était de voir le prisonnier de Ham.

Pendant son séjour à Paris, ce dernier lui écrivit les lettres suivantes :

Le 22 mai 1845.

Mon cher Napoléon,

J'ai été bien heureux d'apprendre ton arrivée, car j'espère pouvoir te voir. Je te remercie bien des livres que tu m'apportes. Il faut que tu ailles voir le brave Félix Desportes, qui demeure 6, rue Laffitte. Tu lui feras un grand plaisir. Dans quelques jours, j'enverrai chez toi, avec une lettre, M. Joly, député. Il te fera connaître M. Courtois, également député. M. Vieillard (2) peut te faire connaître MM. Larabit, Abbatucci, Marie Cambacérès, de Beaumont, etc.

Ne reçois personne que tu ne connaisses pas, car il y a une foule d'intrigants et de mouchards. Parmi ces derniers, je te citerai les nommés Fortins, Burillon, Paoli, corse.

J'espère que tu n'iras pas voir le Roi, mais je trouverais tout naturel que tu allasses voir M. Duchâtel, qui a l'intérim du ministère des Affaires étrangères, pour le remercier de t'avoir donné une permission. Cela te dispenserait d'aller voir M. Guizot. Tu pourrais alors demander verbalement à M. Duchâtel la permission pour venir à Ham.

J'envie bien ton sort d'être libre à Paris et quoique tu

(1) Récit daté du 16 juillet 1845.

(2) Narcisse Vieillard (1791-1857), dont il est plusieurs fois question dans cette correspondance, était un ancien officier. Il fut le précepteur du frère du futur empereur, et, après la mort de ce jeune prince (1831), il revint en France, où il ne tarda pas à s'occuper de politique. Député, puis sénateur, il resta, jusqu'à la fin de ses jours, fort lié avec Napoléon III.

doives souvent avoir le cœur gros, c'est quelque chose encore que de voir sa patrie.

Adieu, mon cher Napoléon. Reçois l'assurance de mes sentiments de constante et sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Si tu ne croyais pas que cela dût te compromettre, je serais bien charmé que tu allasses voir le colonel Voisin, qui est dans une maison de santé à Passy et qui est un de mes plus fidèles et dévoués amis.

H., le 4 juin 1845.

Mon cher Napoléon,

Je m'empresse de répondre à ta lettre du 2 et t'envoyer celle-ci par Bure (1), mon frère de lait et homme de confiance.

Je crois que ce qu'il y a de mieux à faire dans ta position est de répondre aux personnes qui t'engagent à aller au château (2) « que tu ne peux pas y aller avant d'être venu ici, car sans doute on croirait que tu abandonnes ton cousin et ami dans le malheur. » Cette réponse fera peut-être accélérer la permission et nous aurons alors le temps de parler ensemble de cette visite.

Si tu viens ici, tu pourras loger chez le commandant, mais pour cela il faudra une autorisation du ministre.

Adieu, mon cher ami. Il me tarde aussi à moi de t'embrasser.

Ton cousin

N. L.

Ham, le 7 juin.

Mon cher Napoléon,

Je viens de voir Visconti, qui m'a expliqué ta position. Puisque tu as la bonté de me demander mon avis, je te conseille d'accepter l'invitation dont on m'a parlé et d'aller au ch[âteau], dans le but de demander la permission de venir me voir. Prise et expliquée dans ce sens, cette visite aura moins d'inconvénients.

(1) Pierre-Jean-François Bure (1808-1882) devint, sous l'Empire, trésorier général de la Couronne.

(2) Aux Tuileries.

J'ai appris que la duchesse de Raguse, qui était très liée avec ma mère et qui t'a vu, je crois, à Arenenberg, désirerait beaucoup que tu allasses la voir. Je crois que tu feras bien d'obtempérer à son désir. Il faut tâcher de voir tout le monde. La duchesse de Raguse s'est liée avec [le] faubourg Saint-Germain.

Adieu, mon cher Napoléon. Reçois l'assurance de ma vieille amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Ham, le 12 juin 1845.

Mon cher Napoléon,

J'ai reçu ta lettre d'hier et j'espère maintenant plus que jamais avoir le bonheur de te revoir. Je conçois bien qu'il est difficile de me dire par écrit le fond de la conversation du R[oi] sur moi, mais cependant, si ta permission tarde encore, je serais bien impatient de savoir *à peu près* ce qu'il t'a dit sur mon compte. Voici pourquoi : j'ai reçu avant-hier la visite du duc d'Istrie (1), qui m'a dit *beaucoup de choses* et qui doit revenir dans six ou sept jours. Or, avant son retour, je voudrais comparer *les deux versions d'une même pensée.* Tu comprendras bien ce que je veux te dire. — De mon côté, je comprends enfin tout ce que ta position doit avoir de difficile et de pénible même. Il me tarde de pouvoir te parler de tout cela à cœur ouvert.

En attendant, reçois l'assurance de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Ham, le 16 juillet 1845.

Mon cher Napoléon,

Le retour de Bure à Paris me permet de t'écrire plus longuement et à cœur ouvert.

Je suis bien triste de voir s'échapper l'espoir que j'avais conçu de te revoir, mais il y a longtemps que je me suis habitué à toute espèce de désenchantement. Quand on entre dans la carrière aride de la politique, il faut s'attendre à avoir à

1) Fils du maréchal Bessières.

supporter tous les martyres et savoir les supporter avec résignation.

Ta position à Paris est très délicate, je le sais, et il eût été bien loin de mes idées de vouloir, par égoïsme, la rendre plus délicate encore. Mais la véritable et sincère amitié que je te porte me force à te parler avec franchise. Malgré l'habileté que tu as mise dans ta conduite, malgré la réserve de tes paroles, ta présence à Paris est le sujet d'une foule de suppositions que les uns répandent par sottise, les autres par envie, les autres par haine de tout ce qui porte notre nom. C'est qu'en effet une démarche qui sort des voies ordinaires doit être ouvertement expliquée. Le public qui ne te voit pas, ne te parle pas, veut savoir si tu es venu à Paris pour faire cause commune (comme le reste de mes parents) avec les oppresseurs ou bien avec les opprimés.

C'est pour cela que j'avais prié M. Vieillard, dès ton arrivée, de faire expliquer le but de ton voyage dans les journaux, et je regrette beaucoup que tu aies cru, avec lui, que c'était inutile. En effet, dès le lendemain, on mettait que tu étais venu pour réclamer ce que l'on doit à ton père, le surlendemain que tu étais venu, envoyé par ma famille, pour m'engager à faire une lâcheté, etc.

Quand même (ce que je suis loin de blâmer et ce que je trouve même tout naturel) tu serais venu pour appuyer les réclamations de mon oncle, il était complètement convenable de donner dans les journaux un autre but à ton voyage. Aujourd'hui, je suis obligé de rompre tous les jours des lances en ta faveur. J'ai trois lettres devant moi. Dans l'une, on me dit : « Toutes les personnes attachées au Gouvernement répètent hautement que le prince n'est venu que pour soutenir la réclamation de son père. » Dans une autre, on dit « que, si tes paroles sont extrêmement convenables, tu montres, par tes actions, une indifférence qui te fait tort. » Dans la troisième enfin, on me dit : « Le Gouvernement, qui a accordé à votre cousin l'hospitalité, ne la lui a pas accordée sans avoir ses vues et ses calculs. S'il y a un piège, comme je le crains, je souhaite vivement qu'on n'y soit pas tombé. »

Voici donc, en résumé, mon cher Napoléon, tout ce que l'on dit. Tout cela n'a aucun effet sur l'amitié que j'ai pour toi, sur la haute opinion que j'ai de ton caractère, mais tout cela aussi

m'engage à te dire qu'il faut absolument, quand tout espoir de venir ici sera évanoui, que tu fasses dans les journaux une protestation ferme, mais modérée. *C'est indispensable*, pour toi comme pour moi. Pour moi, afin qu'on ne croie pas que je suis abandonné de tous les miens: pour toi, afin qu'on ne dise pas que tu joues au plus fin et qu'après avoir exprimé avec les miens ton amitié pour moi, avec les républicains tes sentiments démocratiques, tu n'as fait, au bout du compte, que hanter les salons des hommes méprisés et méprisables qui nous gouvernent!

Je te devais la vérité, mon cher Napoléon, et je te l'ai dite. Mais crois bien que tout ce qu'on pourra me dire ne changera en rien l'amitié fraternelle que je te porte. Hélas! tu es le seul de ma famille que j'aime comme un frère. Tu es le seul capable de porter dignement, comme j'ai tâché de le faire, le grand nom que le hasard nous a donné. C'est pour cela que tout ce qui te regarde me touche personnellement et le blâme qu'on t'adresse m'est plus sensible que s'il m'était adressé à moi-même.

Reçois donc, mon cher Napoléon, sans rancune ces conseils, et crois toujours à la sincère amitié de ton cousin et ami

N. L.

Ham, le 31 juillet 1845.

Mon cher Napoléon,

J'ai reçu, par l'entremise du Gouvernement, l'exposé de tes démarches et le lendemain j'ai reçu, par une autre voie, ta lettre et avant-hier la dernière m'est parvenue. Je n'ai pas besoin de te dire combien j'ai été peiné du refus qu'on t'a fait. J'ai lu avec plaisir les deux articles du *Courrier* et du *Siècle*, et je crois que cela suffit. Si je t'avais parlé de protestation, c'est que l'on m'avait dit que telle avait été ton intention. En général, il ne faut pas dire d'avance que l'on veut faire une chose quand telle n'est pas votre intention. Enfin, mon cher Napoléon, je ne doute nullement de ton amitié pour moi et tu as raison de croire que cette conviction est une grande consolation pour moi. Je ne puis pas faire la demande dont tu me parles, d'abord parce que cela n'aurait aucun effet, et puisque dernièrement j'ai déclaré officiellement que je n'adresserais plus aucune demande au Gouvernement.

Je pense que Mme Vieillard doit venir me voir. Tu me ferais plaisir de me mettre par écrit tout ce que tu ne voudrais pas

lui dire. Tu peux être sûr que, d'après mon habitude, je brûlerais ta lettre après l'avoir lue. Je serais bien heureux, en effet, de savoir ce que tu penses sur ma position privée et politique.

Adieu, mon cher Napoléon. Crois toujours à l'amitié de ton ami et tendre cousin

N. L.

H., le 24 août 1845.

Mon cher Napoléon,

Je profite d'une occasion pour t'écrire et pour te remercier de la lettre que j'ai reçue de toi il y a trois ou quatre jours. Je regrette, à tous les points de vue, de n'avoir pas pu causer quelques heures avec toi, car il y a de ces choses qui ne peuvent guère s'écrire et que cependant il eût été urgent que tu saches. Peut-être notre manière de voir n'est-elle pas entièrement la même, mais peu importe. Ce qui est important, c'est que nous soyons toujours unis comme deux frères, car, lorsqu'on porte le même nom, il faut augmenter ses forces par l'union. Je ne te dissimulerai pas que plusieurs de mes amis (qui d'ailleurs ne t'ont point vu) ont regardé comme un malheur ton voyage à Paris, ta présentation aux Tuileries, etc., et que même, dans leur zèle, ils ont cherché à me rapporter de tes conversations comme m'étant hostiles. Mais j'ai combattu de toutes mes forces cette opinion, et je leur ai répondu que tu avais été forcé à des démarches certainement désagréables, mais que tu étais mon meilleur ami, et que plus on te vanterait, plus on dirait du bien de toi, et plus on me ferait plaisir. En effet, il faudrait être bien stupide pour croire qu'on peut séparer sa cause du reste de sa famille, et qu'en disant du mal de Pierre, on fait du bien à Paul. Quant à moi, je n'ai jamais compris la jalousie en politique, parce que j'ai assez d'esprit pour savoir que c'est ce sentiment qui nuit le plus à la réalisation des grandes choses. D'ailleurs, aujourd'hui il n'y a rien à faire. La nation dort et dormira encore longtemps. Quoi qu'on en ait dit, j'avais pris le seul moyen capable de la réveiller, car c'est avec l'armée seule qu'on pouvait tenter de faire quelque chose. J'ai échoué bien malheureusement. Je ne peux ni ne veux recommencer et j'attends avec résignation un meilleur avenir. Et si jamais il arrivait, sois persuadé que ma première pensée comme mon premier désir serait de lier intimement ta destinée à la mienne.

Tu as bien raison d'aimer et d'estimer M. Vieillard. C'est l'homme le plus distingué et le plus vertueux que je connaisse, mais il est un peu visionnaire.

Adieu, mon cher Napoléon. J'ai aussi le cœur bien gros en pensant que tu passeras si près de Ham sans que je puisse te voir. Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

On m'avait déjà écrit que le Gouvernement t'avait engagé à partir le plus tôt possible.

Conneau est bien sensible à ton souvenir et me charge de t'en remercier.

Obligé de quitter la France sans avoir pu obtenir l'autorisation de voir son cousin, le prince Napoléon retourna à Florence, auprès de son père et de son frère déjà gravement atteint. Il n'y resta pas d'une façon continue et fit plusieurs absences. Ce fut là cependant qu'il reçut les trois lettres qui suivent.

H., le 27 octobre 1845.

Mon cher Napoléon,

Je te remercie bien de la lettre amicale que tu m'as écrite, mais avant d'y répondre, je dois te témoigner toute la peine que j'ai ressentie en lisant dans les journaux la triste nouvelle relative à ton frère. J'espère encore qu'elle est exagérée. Je te prie de me donner de ses nouvelles et d'exprimer à ton père toute la part que je prends à ce nouveau malheur que je ne puis croire irréparable.

Je n'ai pas reçu ta longue lettre, mais cela n'a rien d'étonnant, parce que je n'ai pas encore vu M. Vieillard, qui est à la campagne, en Normandie. Je ne doute pas qu'en venant à Ham il ne me l'apporte. Je lui ai d'ailleurs écrit à ce sujet...

Il ne faut pas compter nous revoir tant que je serai à Ham. Le Gouvernement sait à quoi s'en tenir sur mon compte et il ne veut pas que je puisse dire à un autre moi-même ce que j'ai vu et su.

Mais tout a un terme dans le monde et les jeunes ont plus de chances d'avenir que les vieux. Cependant aujourd'hui il n'y a plus rien en France que chaudières et locomotives qui attirent l'attention. Il est vrai qu'elles éclatent souvent. On

vient de changer hier la garnison. On a envoyé un régiment de Paris qu'on a comblé de croix. Il n'y a que quarante-huit heures qu'il est ici et déjà il y a quatre hommes en prison pour cris séditieux !

Adieu, mon cher Napoléon. Ne doute jamais de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Ham, le 12 novembre 1845.

Mon cher Napoléon,

Je t'écris un mot pour te dire que Conneau, en revenant de Paris, où il a été passer quelques jours, m'a rapporté la lettre que tu avais envoyée à M. Vieillard pour moi. Elle m'a fait grand plaisir. Elle fait honneur à ton jugement et à ton cœur et je me bornerai à te dire que je suis entièrement de ton avis. Malgré mon désir de conserver un document que je trouve très important, je l'ai brûlé pour être fidèle à ma promesse. Je t'ai écrit, il y a quelques jours, pour te demander des nouvelles de ton frère. Mes respects à mon oncle et reçois l'assurance de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L. B.

Le 25 mai 1846, le prince Louis s'évada de Ham et se réfugia en Angleterre. Sachant son père très malade, à Florence, il demanda l'autorisation de se rendre auprès de lui. Le grand-duc de Toscane déclara qu'il ne tolérerait pas sa présence dans ses États et l'Angleterre refusa de délivrer un passeport. Le prince se vit donc obligé de rester à Londres : il ne devait en partir qu'après la révolution de 1848.

Dès que le prince Napoléon apprit l'heureuse évasion de son cousin, il vint le rejoindre à Londres où il passa plusieurs mois avec lui. En 1847, il était de retour à Florence, auprès de son père et de son frère. Ce dernier, dont la santé donnait des inquiétudes de plus en plus vives, ne devait pas tarder à expirer (12 mai 1847).

A cette époque, le roi Jérôme adressa, à la Chambre des pairs, une pétition pour demander l'abrogation de la loi d'exil en ce qui concernait lui et son fils. Elle fut discutée, le 14 juin 1847, et fut renvoyée, le 3 juillet 1847, sur la promesse du ministre, de prendre une mesure administrative. Une seconde délibération devait avoir lieu en septembre, quand le *Moniteur* annonça (27 septembre) que le Gouvernement autorisait le roi Jérôme et son fils à résider momen-

tanément en France. Les deux princes s'empressèrent de profiter de la permission.

Londres, le 28 avril 1847.

Mon cher Napoléon,

Je te remercie de m'avoir donné de tes nouvelles dès ton arrivée à Florence. Ce que tu me dis de la santé de ton frère me fait beaucoup de peine, et c'est bien triste de penser que ni toi ni moi nous n'avons pas d'enfant. Il n'y aura plus de Bonaparte... Aussi voudrais-je bien me marier. De Dresde, il n'y a plus eu aucune réponse. Cette dame est vraiment extraordinaire!

M. Vieillard, qui devait venir, n'est pas encore arrivé. Il a éprouvé encore de nouvelles contrariétés. Joly va venir passer quelques jours ici, mais c'est pour me demander de l'argent. Je me passerais donc bien de sa visite.

D'Orsay et le prince de Wagram te disent bien des choses. La sœur de d'Orsay lui a écrit, en faisant le plus bel éloge de la conduite digne et réservée de ta sœur à Paris. Espartero (1) ne sera pas nommé ici, à ce qu'il paraît, mais il est probable qu'il sera rappelé. Il te dit mille choses. Ici, rien de nouveau. La crise financière continue toujours, et on craint pour l'année prochaine.

Tu as vu dans les journaux que j'ai été obligé de démentir encore une fois les calomnies des agents du gouvernement. Londres est très triste depuis que tu es parti. Soit les fêtes de Pâques, soit la disette, je n'ai été à aucune soirée. Jenny Lind (2) est arrivée et débutera mardi. On dit que sa voix est quelque chose de surprenant. Rachel viendra à la fin de la saison. Je te remercie de penser à moi et à mon voyage en Italie. Je t'avoue que, si j'avais la permission, je n'irais que vers le mois d'octobre.

Présente mes respects à mon oncle et reçois l'assurance de ma sincère amitié.

Ton cousin et ami

N. L.

Londres, le 7 juin 1847.

Mon cher Napoléon,

Je te demande pardon d'avoir été si longtemps à te dire

(1) Ancien régent d'Espagne, il avait été renversé en 1843 et était depuis ce moment en Angleterre. En 1847, il lui fut permis de revenir en Espagne.

(2) Cantatrice d'origine suédoise. Son succès à Londres, en 1847, fut extraordinaire.

combien j'ai été peiné de la mort de ton frère. Quoique je m'y attendisse depuis longtemps, j'en ai éprouvé un véritable chagrin, car je ne considère de véritables Français de notre famille que ton père et ses enfants et moi. Il est donc doublement pénible de voir diminuer notre trop petit nombre. Je ne te parlerai pas de la pétition de ton père, parce que je trouve que le fait en lui-même est si touchant de voir le seul frère vivant de l'Empereur réclamer une patrie, qu'il est inutile de discuter le style et la rédaction de la pétition.

Quant aux armes de l'Empereur qui sont encore en Suisse, j'ai prié le colonel Dufour (1) de les réclamer en mon nom. Je ne transigerai pas à ce sujet. Les lois de l'Empire m'ont fait le chef de la famille. C'est à moi que ces armes doivent appartenir, et je n'imiterai pas la conduite peu digne de mon oncle Joseph, qui a consenti à voir s'éparpiller parmi tous les membres de la famille un dépôt qui ne peut rester sacré et inviolable qu'en appartenant à un seul. Le partage égal en fait de reliques équivaut à une destruction complète.

Ma cousine Marie (2) est accouchée, il y a quinze jours, d'un fils. Elle m'a prié de faire dire à mon oncle Jérôme combien elle avait pris part à la mort de ton frère, et qu'elle lui aurait écrit, si sa santé le lui avait permis.

J'ai été passer huit jours à la campagne pendant les courses d'Ascot. Il y a ici foule de princes : le grand-duc Constantin, le prince Oscar, le prince de Lucques, le grand-duc de Saxe-Weimar, etc. Jenny Lind a eu un succès extraordinaire. Au reste, je ne vois rien d'intéressant à te mander. Le théâtre français ne va que d'une aile, et tout se ressent de la crise actuelle et de la dissolution du Parlement qui aura lieu dans un ou deux mois.

Les bruits absurdes répandus sur moi à propos de la Grèce m'empêchent maintenant de faire des démarches pour aller en Italie, mais nous verrons comment les choses tourneront cet automne. J'espère te revoir d'ici là. Dis-moi si tu comptes tou-

(1) Officier suisse (1787-1875). Il devait être nommé général quelque temps après, en 1847.

(2) Marie-Amélie-Élisabeth-Caroline (1817-1888), fille du grand-duc Charles-Louis-Frédéric de Bade (mort en 1818), et de Stéphanie-Louise-Adrienne Tascher de la Pagerie (1789-1860), (mariée le 8 avril 1806). Elle épousa, le 23 février 1843, Guillaume-Alexandre-Antoine-Archibald duc de Hamilton et de Brandon. Son fils, qui venait de naître, s'appela Charles-Georges-Archibald.

jours revenir en Angleterre, pour que j'arrange mes projets de voyage en conséquence.

Reçois la nouvelle assurance de ma sincère amitié.

N. L.

Conneau sera à Florence dans un mois. Il paraît que Charles (1) (le prince de Canino) va arriver ici à la fin du mois. Il est maintenant à Paris et d'avance il me fait dire une quantité de belles choses, accompagnées de protestations d'amitié !

III. — 1848. — LA PRÉSIDENCE

Le 22 février 1848, dès qu'on apprit à Londres les premiers événements qui se déroulaient en France, le prince Louis, cédant à la sollicitation de quelques adversaires de Louis-Philippe, se mit en route pour Paris. Il arriva au lendemain de la Révolution et descendit secrètement chez son ami Vieillard. Son premier soin fut de prévenir de sa présence le Gouvernement provisoire, qui lui répondit par l'ordre de quitter immédiatement la France. Le prince estima, avec beaucoup de sagesse, que son heure n'avait pas encore sonné et retourna, sans protester, en Angleterre. Il devait y rester jusqu'au mois de septembre.

Aux élections du mois d'avril, tandis que trois de ses parents, le prince Napoléon, un fils de Lucien et un fils de Murat, étaient élus, il ne posa pas sa candidature. Ce fut seulement aux élections complémentaires, au début du mois de juin, que quatre départements le nommèrent député. Cette quadruple élection eut, dans le pays en général et spécialement à Paris, un retentissement considérable. Effrayée par cette agitation bonapartiste, que les amis du prince avaient provoquée plus que le prince lui-même, l'assemblée l'admit néanmoins comme représentant du peuple (13 juin). Mais le 14 juin, dans une lettre adressée de Londres au président, le prince écrivit cette phrase restée fameuse : « Si le peuple m'impose des devoirs, je saurai les remplir. »

L'émotion fut extraordinaire dans l'assemblée. On voulut voir là l'indice d'une tentative prochaine pour s'emparer du pouvoir, et peu s'en fallut qu'on ne prît une mesure de rigueur contre le nouveau député. Celui-ci, immédiatement prévenu, calma tous les esprits en envoyant, dès le lendemain, sa démission, « pour ne pas favoriser, disait-il, le désordre. »

(1) Fils aîné de Lucien (1803-1857).

Confiant dans sa destinée, satisfait du coup de sonde qu'il venait de donner, suivant une tactique assez adroite d'avance et de recul, le futur empereur resta provisoirement dans sa retraite : mieux que personne il savait attendre.

Quant au prince Napoléon, toujours impatient, impétueux et, d'ailleurs, plus libre de ses mouvements, il se jeta dès la première heure dans la mêlée. Le 24 février, il se présentait à l'Hôtel de Ville et, le 26, il offrait ses services au Gouvernement provisoire. Élu député de la Corse presque à l'unanimité des suffrages, il vit son élection validée sans conteste et vint siéger d'abord parmi les républicains modérés. Il entrait dans la politique avec toute sa fougue, avec la volonté bien arrêtée de faire triompher les idées sur lesquelles, malgré sa jeunesse, — il était âgé de vingt-six ans à peine, — il avait mûrement réfléchi pendant les dures années d'exil. Dès le début, il s'affirmait comme libéral, et, en même temps, bien que faisant quelques réserves sur les deux tentatives de Strasbourg et de Boulogne, il n'abandonnait pas la cause de son cousin, qui, à cette époque, lui écrivit les lettres suivantes :

Londres, le 3 juin 1848.

Mon cher Napoléon,

Tu me demandes quelles sont mes intentions, et je me hâte de te répondre que je suis déterminé, par des considérations trop longues à t'expliquer aujourd'hui, de ne pas accepter le mandat, si honorable du reste, de représentant du peuple. Je suis extrêmement flatté qu'on veuille bien penser à moi, mais, dans ces moments d'exaltation, je préfère rester dans l'ombre.

Reçois l'assurance de ma sincère amitié.

N. Louis B.

Londres, le 16 juin 1848.

Mon cher Napoléon,

Tu seras peut-être étonné de la résolution que j'ai prise et qui est contraire à ta manière de voir, mais je crois que dans ce moment, où l'on prétend que ma quadruple élection est une intrigue, je dois prouver le contraire en me soumettant, si le peuple le veut, à une nouvelle élection. Il ne s'agit plus pour moi ici d'intérêt personnel, ni d'intérêt particulier. Rien au monde ne m'empêcherait de me rendre à mon poste, si je croyais que tel fût mon devoir. Je te remercie de ce que tu as dit sur moi. Je regrette seulement que tu te sois cru obligé de blâmer les entreprises de Strasbourg et de Bou-

logne. Il ne fallait pas en parler. Nous ne serons appréciés comme notre patriotisme le mérite que si nous sommes complètement unis d'idées et de sentiments aux yeux de tous. Que penserais-tu et que penserait-on de moi, si j'allais, dans un discours, tout en faisant ton éloge, dire que je regrette que tu aies été faire ta cour à Louis-Philippe?

Crois-le bien, mon cher Napoléon, il faut que nous nous identifiions l'un à l'autre, sous peine de faire fiasco.

Mes tendres respects à mon oncle et reçois l'assurance de ma sincère amitié.

LOUIS NAPOLÉON, B.

Londres, le 17 juillet 1848.

Mon cher Napoléon,

J'ai été bien étonné d'apprendre que le président (1) n'avait pas reçu la lettre que je lui ai adressée par la poste, le 8 juillet dernier. Je t'en envoie une autre. Mets-la sous enveloppe et fais-moi le plaisir de la remettre au président. Je t'ai écrit que je désirais être renommé, mais vraiment tout change en si peu de jours que j'ignore si, dans ce moment, cela est très désirable. Dis-moi ton avis.

Je viens de recevoir une lettre de mon oncle Jérôme. Pour ne pas multiplier les correspondances, je te prie de lui dire que j'ai déjà écrit en Corse pour remercier les électeurs et que, dans mon adresse, je les prie de nommer à ma place le général Montholon (2). Quelle que soit ton opinion sur le général, il est, je crois, utile que cet homme, qui a été à Sainte-Hélène et à Ham, soit nommé. J'ai envoyé hier au comité corse à Paris la copie de ma lettre. Cette adresse aura l'avantage de faire échouer la candidature de Louis-Lucien (3). Aie la bonté d'en avertir mon oncle et de lui expliquer les motifs qui m'ont fait recommander le général Montholon. Il y a des hommes drapeaux qu'il faut adopter, quels que soient leurs défauts.

Reçois de nouveau l'assurance de ma sincère amitié.

L. N.

(1) Cavaignac, président du Conseil, chef du pouvoir exécutif.

(2) Le général de Montholon avait accompagné l'Empereur à Sainte-Hélène et était resté avec lui jusqu'à sa mort. Il était également aux côtés du prince Louis lors de la tentative de Boulogne et il partagea sa captivité à Ham.

(3) Cinquième fils de Lucien (frère de Napoléon Ier) et d'Alexandrine de Bleschamps. Né en 1813, mort en 1891.

Tâche de faire pour Persigny (1), ce que je fais pour Laity (2). Il ne faut pas en politique d'inimitié ancienne.

Le 25 (3) 1848.

Mon cher Napoléon,

J'attendais depuis longtemps le départ de [mot illisible] pour t'écrire et te remercier de ta bonne lettre. J'ai bien regretté de ne pas t'avoir vu pendant mon séjour à Paris, mais cela m'a été impossible. Je n'ai pas grand chose à te dire sur les événements du jour, mais ma décision est bien arrêtée : je ne veux ni rentrer en France, ni accepter quoi que ce soit avant que la République ne soit fortement constituée. Maintenant, j'ai un conseil à te donner, qui, je l'espère, ne t'offensera pas; mais, toi qui as tant d'esprit et de tact, tu devrais bien comprendre qu'il est peu convenable de signer publiquement Napoléon Bonaparte, sans autre prénom, car tu signes ainsi comme l'Empereur et tu ne te donnes aucun nom qui te distingue personnellement. Aussi personne ne sait-il de qui il est question quand on voit ta signature. Moi, je recommande toujours qu'on m'appelle Louis, afin de me distinguer de mes autres parents. Je voudrais m'appeler Louis-Napoléon-Nabuchodonosor Bonaparte, afin d'avoir une personnification bien marquée. Pense à cela et tu verras que j'ai raison. Signer N. B. a l'air d'une prétention inqualifiable et voilà tout.

Crois que mes relations d'amitié avec toi ne changeront jamais, quelles que soient nos divergences en matière d'opinion ou plutôt de conduite.

Mes respects à mon oncle. Reçois l'assurance de ma sincère amitié.

L. N.

Le 17 septembre 1848, des élections complémentaires eurent lieu dans 13 départements. Cette fois, le prince Louis Napoléon posa

(1) Fialin, dit comte, puis duc de Persigny (1808-1872). Ami de la première heure du prince Louis, avec lequel il prit part aux affaires de Strasbourg et de Boulogne, on connaît le rôle important qu'il devait jouer sous l'Empire.

(2) Il avait été, en 1836, un des complices du prince Louis, à Strasbourg, où il était officier. Il devait dans la suite devenir, sous l'Empire, préfet, puis sénateur.

(3) Cette lettre porte la date du 25 novembre : c'est sans aucun doute une erreur de plume. D'après son texte, elle doit certainement être du 25 juillet ou du 25 août.

sa candidature. Paris et quatre départements le nommèrent, par 300000 suffrages. Il arriva à Paris le 24 septembre et, le 26, vint siéger à l'Assemblée. Son rôle y fut d'abord volontairement assez effacé : loin de prétendre s'imposer, il voulait avant tout rassurer.

Son heure avait enfin sonné. Le 10 décembre 1848, un plébiscite devait désigner le président de la République : sur 7327345 suffrages, 5434226 se portèrent sur son nom, 1448107 sur celui du général Cavaignac, et les autres sur ceux de divers personnages. Quelques jours auparavant, le prince avait lancé un manifeste, fort habilement rédigé et destiné à rassurer les différentes catégories de citoyens.

Malgré ce magnifique succès, sa position ne laissait pas d'être délicate. Il était l'homme du pays, non celui d'un parti. Aussi, acclamé par l'immense majorité de la nation, il se heurtait dès le début à la sourde hostilité des politiciens. Au sein même du cabinet qu'il avait chargé Odilon Barrot de former, il rencontra une résistance qui provoqua l'éclat auquel fait allusion la lettre qu'il écrivit, le 28 décembre, au prince Napoléon. La veille de ce jour, en effet, il avait adressé à M. de Malleville, ministre de l'Intérieur, une lettre très sèche pour lui reprocher de ne pas le tenir au courant des nouvelles transmises par le préfet de police et pour lui donner l'ordre de lui envoyer seize cartons qu'il avait demandés et dont on lui avait refusé communication : il s'agissait des pièces relatives aux tentatives de Strasbourg et de Boulogne. Cette affaire avait d'abord été tenue secrète. Elle ne fut ébruitée que lorsque M. de Malleville donna sa démission.

Paris, le 28 décembre 1848.

Mon cher Napoléon,

Je te croyais plus logique et plus raisonnable que tu ne parais par ta lettre.

Tu prétends que j'ai manqué à tous mes liens d'amitié en ne te faisant point part hier de ce qui était arrivé au conseil.

Les ministres et moi nous étions convenus de tenir notre différend secret jusqu'à ce qu'on eût la détermination de M. de Malleville. Je ne devais donc pas t'en parler hier. Si on l'a su, ce n'est pas de ma faute. Tu vois donc que tu aurais très mauvaise grâce à m'en vouloir de ce que je ne t'ai pas dévoilé ce qu'on faisait en secret dans ce conseil.

J'espère, mon cher Napoléon, que lorsque tu seras de sang-froid tu comprendras que ce ne sont pas de semblables questions qui doivent refroidir notre amitié.

Crois à ma sincère amitié. LOUIS N. B.

Ce ne fut pas avec ses ministres seuls que le Président rencontra des difficultés : il en trouva dans le sein même de sa famille, auprès de celui de ses parents qu'il aimait le plus : le prince Napoléon. Bien opposé aux flatteurs ordinaires, ce dernier, en effet, ami des mauvais jours, avait servi les intérêts de son cousin, tant que l'avenir était resté incertain. A partir, au contraire, du moment où il le vit au pouvoir, il ne put retenir ses critiques. Aussi, le Président crut-il sage de l'éloigner, en lui confiant l'ambassade d'Espagne.

Malgré sa nouvelle dignité, le jeune ambassadeur, plus désireux d'exposer ses idées que de défendre ses intérêts, ne craignit pas, le long du chemin, à Bordeaux surtout, de parler du Gouvernement en des termes parfois acerbes. En même temps, il annonçait son intention de poser, aux prochaines élections, sa candidature dans vingt départements. Le Prince Président ne put s'empêcher de réprimer ces écarts de langage. Le 10 avril 1849, il lui écrivit une lettre, dont une grande partie fut rendue publique.

Élysée Nat., le 10 avril 1849.

Mon cher Napoléon,

On prétend qu'à ton passage à Bordeaux, tu as tenu un langage propre à jeter la division parmi les personnes les mieux intentionnées. Tu aurais dit « que, dominé par les chefs du mouvement réactionnaire, je ne suivais pas librement mon inspiration, qu'impatient du joug, j'étais prêt à le secouer et que, pour me venir en aide, il fallait aux élections prochaines envoyer à la Chambre des hommes hostiles à mon gouvernement plutôt que des hommes du parti modéré. » Tu me connais assez pour savoir que je ne subirai jamais l'ascendant de qui que ce soit et que je m'efforcerai sans cesse de gouverner dans l'intérêt des masses, et non dans l'intérêt d'un parti. J'honore les hommes qui, par leur capacité et leur expérience, peuvent me donner de bons conseils. Je reçois journellement les avis les plus opposés, mais j'obéis aux seules impulsions de ma raison et de mon cœur.

C'était à toi moins qu'à tout autre de blâmer en moi une politique sage, toi qui désapprouvais mon manifeste parce qu'il n'avait pas l'entière sanction des chefs du parti modéré. Or ce manifeste, dont je ne me suis pas écarté, demeure l'expression consciencieuse de mes opinions. Le premier devoir était de rassurer le pays. Eh bien! depuis quatre mois, il continue à se rassurer de plus en plus; à chaque jour sa tâche. La sécurité d'abord, ensuite les améliorations.

Les élections prochaines avanceront, je n'en doute pas, l'époque des réformes possibles, en affermissant la République par l'ordre et la modération. Rapprocher tous les anciens partis, les réunir, les réconcilier, tel doit être le but de nos efforts. C'est la mission attachée au grand nom que nous portons. Elle échouerait s'il servait à diviser et non à rallier les soutiens du Gouvernement.

Pour tous ces motifs, je ne saurais approuver ta candidature dans une vingtaine de départements, car, songes-y bien, à l'abri de ton nom, on veut faire arriver à l'assemblée des candidats hostiles au pouvoir et décourager ses partisans dévoués, en fatiguant le peuple par des élections multiples qu'il faudra recommencer.

Désormais donc, je l'espère, tu mettras tous tes soins à éclairer sur mes intentions véritables les personnes en relation avec toi et tu te garderas d'accréditer, par des paroles inconsidérées, les calomnies absurdes qui vont ici jusqu'à prétendre que de sordides intérêts dominent ma politique. Rien, répète-le bien haut, rien ne troublera la sérénité de mon jugement et m'ébranlera ma résolution. Libre de toute contrainte morale, je marcherai dans le sentier de l'honneur avec ma conscience pour guide et, lorsque je quitterai le pouvoir, si l'on peut me reprocher des fautes fatalement inévitables, j'aurai fait du moins ce que je croyais sincèrement mon devoir.

Reçois, mon cher Napoléon, l'assurance de ma sincère amitié.

LOUIS NAPOLÉON.

(A suivre.)

LA MIRLITANTOUILLE

ÉPISODES DE LA CHOUANNERIE BRETONNE

(1794-1800)

I

BOISHARDY

I

De tous les intrigants qui, au cours de nos diverses révolutions, se sont posés en sauveurs du pays, le plus entreprenant, le plus présomptueux, le plus effronté et le plus pernicieux fut peut-être le comte de Puisaye.

De très haute taille, de figure régulière, de manières distinguées, voire imposantes, Joseph de Puisaye, cadet d'une famille noble du Perche, était de ces hommes qui, infatués de leur physique avantageux, se croient destinés à réussir dans toutes leurs entreprises. Aussi, certain de son mérite et impatient de parvenir, avait-il, dès l'adolescence, tâté de bien des choses : du séminaire d'abord, de l'armée ensuite; mais, comme, au terme de son noviciat, on ne l'avait pas sacré archevêque, comme, après six mois de régiment, il n'était pas promu maréchal de camp, il prit en dégoût les lenteurs hiérarchiques, impertinentes à sa supériorité, rentra dans la vie civile et, par la grâce de sa belle prestance et de son nom brillant, épousa, en 1781, à trente-trois ans, la fille et unique héritière du marquis des Ménilles, très riche gentilhomme normand, possesseur d'un grand domaine et d'un magnifique et ancien château situé à trois lieux d'Évreux.

Ainsi nanti, et pour se rapprocher de la Cour, Puisaye achète

une charge d'exempt dans la garde suisse du Roi, ce qui lui vaut le grade de colonel et la résidence de Versailles. Élu en 1789 député du Perche, il prend siège aux États généraux parmi Nosseigneurs de l'ordre de la Noblesse ; mais il y figure sans éclat, ses opinions étant vacillantes et le classant parmi les modérés : si bien que, la session close, il fait retraite à son château des Ménilles. La royauté abolie, Louis XVI mort, il ne reste à Puisaye que la situation modeste de capitaine de la garde nationale de son district; mais il est né pour commander et, six mois plus tard, le voilà général d'armée. Les députés girondins, proscrits au 31 mai, se sont réfugiés à Caen ; ils vont soulever la province et marcher sur Paris, à la tête de tous les bataillons fédérés de la Normandie et de la Bretagne révoltées contre la Terreur. C'est à Puisaye qu'est confié l'honneur de diriger l'avant-garde et d'entrer le premier dans la capitale. Il se met en mouvement le 14 juillet 1793; rencontre aux abords de Vernon les troupes révolutionnaires commandées par le suisse de l'église Saint-Eustache; il prend ses dispositions de combat; mais, au premier coup de canon, les deux armées lâchent pied; celle de la Convention recule en désordre jusqu'à Versailles, tandis que le sauve-qui-peut des fédérés de Puisaye ne s'arrête qu'au delà d'Évreux. En vain le général improvisé tente-t-il de lancer sa cavalerie en reconnaissance; il ne peut réunir que trois dragons... Cette bataille fameuse de Pacy-sur-Eure est plus connue dans les fastes militaires sous le nom de *bataille sans larmes*, parce que, dans les deux camps, les seules victimes furent quelques lourdauds éperdus que piétinèrent dans la bousculade des camarades plus ardents à la fuite

Puisaye rentra à Caen; il y fut mal reçu, la population dans l'épouvante se sentant menacée des représailles de la Convention implacable; quand il insinua qu'il avait découvert une position inexpugnable où, avec six cents hommes, il se flattait de tenir en échec l'adversaire le plus aguerri, on lui fit comprendre sans détours que ses talents stratégiques n'inspiraient plus la moindre confiance : le seul service qu'on réclamât de lui était qu'il disparût au plus tôt. D'ailleurs tous les bataillons fédérés s'étaient déjà dispersés; les députés girondins eux-mêmes, empruntant la blouse et l'équipement des gardes nationaux bretons, s'étaient mêlés à un détachement de volontaires du Finistère pour gagner, à la faveur de ce travestissement, un

port de l'Océan où ils espéraient s'embarquer. Puisaye jugea la partie perdue : il détacha de sa manche la tête de mort et les ossements en croix, insignes de son grade éphémère, et partit, emmenant avec lui l'un de ses officiers d'ordonnance, le colonel Le Roy, et son médecin Focard qui lui servait d'aide de camp.

Où allaient-ils? Eux-mêmes l'ignoraient. Puisaye avait de l'argent et le plus urgent était de gagner Rennes où un ami leur remit des passeports en blanc, signés de toutes les autorités. Ils y inscrivirent des noms de fantaisie et continuèrent leur route. On était au 3 août 1793. Leur passage fut signalé à Gevezé, à Irodouer, à la Chapelle-Chaussée; Puisaye cherchait, dit-on, grâce à la fausse personnalité que lui créait son passeport, « à se mêler dans les rangs des républicains. » S'il y avait réussi, peut-être son histoire serait-elle celle d'un impitoyable terroriste... Le jeu lui parut périlleux, il l'abandonna et s'éloigna, toujours suivi de Focard et de Le Roy. Voyageant à cheval, par les landes et la forêt de Paimpont, ils atteignirent Plélan et se dirigèrent vers Ploërmel qui est à six lieues de là: Le Roy, originaire de cette ville, espérait s'y procurer un asile; mais aucune porte ne s'ouvrit devant des proscrits si compromettants. Ils revinrent donc à Plélan, s'abritèrent durant trois jours dans un château inhabité; avertis par un billet anonyme, tombé du ciel, qu'il était temps de déguerpir, ils retournèrent à Ploërmel et y arrivèrent juste au moment où l'on affichait à la municipalité le décret mettant Puisaye et ses complices hors la loi : défense de les héberger sous peine de mort. Le Roy, découragé, quitta ses amis; Puisaye et Focard restaient sans guide dans ce pays qui leur était inconnu, dont ils ne parlaient pas la langue et, par surcroît de disgrâce, signalés à tous les postes. Focard, à bout de forces, s'abandonnait; Puisaye, tenace, gardait confiance en sa fortune; sans but, tous deux reprirent, en pleine nuit, le chemin de Rennes; leurs chevaux fourbus ne pouvaient plus les porter; il fallait trouver un refuge avant le jour, ou c'était la mort.

Comme l'aube allait poindre, ils avisèrent, à l'entrée du bourg de Beignon, qu'ils avaient traversé la veille, une misérable auberge dont l'écurie n'était pas fermée. Focard y plaça les chevaux, sans être aperçu et constata qu'une porte laissée entr'ouverte donnait accès à une soupente garnie de lits. Tout était silencieux dans la maison; sans bruit, les fugitifs se cou-

chèrent; ils dormirent durant quatorze heures. Au réveil, en plein jour, nul des habitants de l'auberge ne semblait s'apercevoir de leur présence; ils questionnèrent prudemment; ils se trouvaient chez « de très braves gens; » l'hôtelier, trop souvent molesté par les bleus, avait « le cerveau dérangé; » sa nièce tenait l'auberge, elle eut vite discerné que les deux voyageurs étaient des proscrits; elle les engagea à rester dans le pays; le bourg, ainsi que la Bretagne entière, disait-elle, « tenait pour les royalistes; » elle envoya les chevaux dans un endroit sûr; elle conseilla à ses hôtes d'alléger leur équipement de tout vestige d'élégance et, par excès de prudence, elle leur procura un abri, plus isolé que son auberge, « à deux lieues de là, chez des métayers bien pensants. »

Ce répit ne fut pas pour Puisaye du temps perdu. Il put se procurer les gazettes; Le Roy, terré aux environs, lui communiquait les nouvelles. Le vaincu de Pacy-sur-Eure apprit à connaître la Bretagne; il sut que beaucoup de « bons prêtres » vivaient cachés à proximité de leur paroisse; il se mit en rapport avec quelques-uns de ces ecclésiastiques, et connut ainsi que, dans la région de Fougères et de Vitré, un grand nombre de paysans, irrités par la persécution religieuse, étaient en insurrection et reconnaissaient comme chef un enfant de dix-sept ans, Piquet du Boisguy. Puisaye partit, emmenant Le Roy et Focard. Parvenu sans malencombre aux confins du Maine, comme il traversait la forêt du Pertre, il découvrit, dans un épais taillis, une cabane abandonnée, ayant probablement servi d'abri à des prêtres traqués et il s'y logea avec ses compagnons. On se trouvait là à l'écart de tout endroit habité; le bourg du Pertre était distant d'une longue lieue; mais en explorant la forêt, Puisaye constata qu'elle était le refuge d'un certain nombre de malheureux, réduits, comme lui, à vivre cachés. Il lia connaissance avec deux de ces robinsons, deux frères nommés de Legge, l'un ci-devant capitaine au régiment de Brie, l'autre prêtre réfractaire. Ils contèrent comment, depuis plus de deux ans, un gentilhomme campagnard des environs d'Antrain, le marquis de la Rouerie, fort de l'approbation des princes émigrés, frères de Louis XVI, avait organisé une vaste conjuration dont les ramifications s'étendaient sur toute la Bretagne. Très ardent, très autoritaire, très aimé des paysans, La Rouerie s'était appliqué à choisir dans chaque

paroisse un chef influent et résolu portant le titre de « capitaine. » Les chefs de cantons étaient « majors, » les chefs de districts « colonels, » les commandants d'un département « maréchaux de camp. » Ainsi s'étaient constitués les cadres d'une nombreuse armée recrutée parmi tous ceux, hobereaux ou villageois, qu'indignaient les nouveautés sacrilèges émanées des Assemblées révolutionnaires. Le château de la Rouerie, transformé en arsenal, fournissait des fusils, de la poudre et même des canons; pour communiquer avec ses partisans, le marquis avait établi des « lignes de correspondance » sillonnant tout le pays, depuis les côtes de Saint-Malo jusqu'au fond du Morbihan et assurant à ses émissaires, presque en chaque village, un abri et des affiliés accueillants. Le soulèvement général était imminent quand, au début de 1793, vendu au Gouvernement par son plus cher compagnon, La Rouerie mourut de saisissement en apprenant l'exécution du Roi. Douze de ses complices, hommes et femmes, avaient été guillotinés, en juin, à Paris; mais l'un des lieutenants du marquis était parvenu à soustraire la liste de ses officiers et le contrôle des compagnies de paroisse, de sorte que l'association, en sommeil depuis le décès de son chef, pourrait être en peu de temps tirée de sa léthargie, s'il se trouvait un homme assez hardi et assez autorisé pour assumer la succession de La Rouerie.

Ces révélations suggèrent à Puisaye un plan de salut : son existence est à la merci d'un hasard : sa seule chance d'échapper à l'échafaud est la débâcle de cette révolution contre laquelle il s'est imprudemment mis en guerre. Pourquoi ne tenterait-il pas de l'abattre? — Tout de suite, sa résolution est prise... Qu'un homme dont la tête est mise à prix, n'osant sortir du bois où il gîte, sans toit, sans soutien, sans amis autres que deux proscrits aussi compromis, aussi errants que lui, forme le dessein d'entrer en lutte contre un ennemi disposant des ressources de la nation la plus puissante du monde, voilà qui passe la vraisemblance : c'est pourtant ce que méditait de tenter Puisaye, tapi sous sa hutte de branchages. Sans doute se remémorait-il le roman de sa vie lorsqu'il écrivait plus tard : — « En révolution, si quelque chose a le droit d'étonner, c'est qu'il y ait des gens qui s'étonnent. »

Il était trop madré pour ne pas discerner, dès le début de cette téméraire partie, que son jeu manquait d'atouts : aucun

titre à se poser en mandataire des princes; ceux-ci, bien probablement, ignoraient qu'il existât; son nom, d'ailleurs, au jugement des purs royalistes, était celui d'un traître, puisque Puisaye, gentilhomme et officier de la garde du Roi, avait servi la cause des Girondins régicides; aux *bleus* il paraissait tout aussi méprisable, comptant parmi ceux que l'on appelait, dans le jargon de l'époque, les « restes impurs de l'infâme fédéralisme. » Par surcroît d'achoppement, il n'était pas Breton, tare irrémédiable aux yeux de quiconque est né dans le pays qui s'étend de Cancale au Croisic et d'Ingrandes à Ouessant. Il rusa : s'étant attaché un homme du pays, Laurent, d'une fidélité candide et quasi dévotieuse, il enrôla, par l'intermédiaire de ce serviteur, une fille de vingt-deux ans, matoise et intrépide; cette luronne affrontait audacieusement tous les périls; elle traversait chaque jour les postes de l'armée républicaine et ne fut pas une seule fois suspectée. Bientôt, grâce aux insinuations de cette acolyte bien stylée, la rumeur s'infiltra dans la région que, au fond de la forêt du Pertre, vivait un personnage mystérieux, — *le comte Joseph*, — un proscrit de marque, un prince du sang royal peut-être... Ses générosités accroissaient son prestige; il distribuait l'argent sans compter, laissant croire qu'il disposait de sommes inépuisables « en raison de ses relations avec l'empereur d'Autriche et le roi d'Angleterre. » La mystification eut son plein effet sur les paysans révoltés, épris de légendes, et dont le nombre s'était augmenté, au printemps, de tous les réfractaires à la levée de 300 000 hommes décrétée par la Convention. Outre les bandes dont dispose le jeune Boisguy, autour de Fougères, il y a, aux environs de Laval, celle de Jean Cottereau, dit *Jean Chouan*, celle de *Jambe d'argent* dans la Mayenne, celle de la *Vache noire* que commande Courtillier, dit *Saint Paul*, et quelques-uns de ces groupements obéissent à un certain *Monsieur Jacques*, ancien officier de la garde du Roi. Car, pour dérouter les dénonciateurs, ces révoltés ont adopté des sobriquets : *Sans peur*, *Cœur de lion*, *Monte à l'assaut*, *Brave la mort*, *Sans quartier;* sur un ordre, ils prennent le fusil, s'embusquent, harcèlent les bleus, tracassent les acheteurs de biens nationaux et les prêtres « sermentés; » puis, le coup fait, ils se dispersent, rentrent chez eux, reprennent la charrue ou l'outil habituel, leur nom légal, et cette double personnalité les fait insaisissables.

Puisaye projetait de rallier ces éléments disséminés et d'en être le chef. Ses premières propositions à Boisguy furent reçues froidement ; une autre démarche auprès des généraux vendéens n'eut pas meilleur succès. C'était à la fin d'octobre 1793, époque où l'armée royale de Vendée, repoussée de son territoire, émigrait en masse sur la rive droite de la Loire et se dirigeait vers Granville dans l'espoir d'un secours des émigrés de Jersey ; troupeau lamentable de combattants affamés et ralentis dans leur marche par une longue suite de femmes et d'enfants piétinant pêle mêle dans la boue, de charrettes portant des blessés livides, et des vieillards épuisés, par deux fois elle passa à proximité des bois où Puisaye se tenait reclus sans qu'il se décidât à la rejoindre ; mais le désastre des Vendéens le servit : beaucoup quittaient la colonne et s'enfonçaient dans les bois pour échapper aux poursuites des bleus. La forêt du Pertre en reçut un grand nombre. *Le comte Joseph* les accueillit comme dans son domaine : à certains officiers il offrit de partager l'abri de sa hutte ; aux hommes il enseignait le moyen de se terrer en creusant des fosses qu'on recouvrait de branches et de gazon. Il enrégimenta ainsi un assez important contingent de soldats armés qu'il destinait à former sa garde. Chaque fosse, — ou *loge*, — contenait sept hommes dont l'un commandait aux six autres ; sept fosses composaient un cantonnement ; sept cantonnements une division. Les approvisionnements ne faisaient pas défaut, les paysans de la région amenant en grande quantité au campement de la forêt leurs bestiaux et leurs grains pour les soustraire aux réquisitions des républicains. La troupe de Puisaye se renforçait donc de jour en jour quand, à l'aube du 29 novembre 1793, les bleus pénètrent dans la forêt, marchent droit à la cabane où dort *le comte Joseph*, aux côtés de son médecin Focard, de son ami Le Roy et de trois officiers royalistes. Fusillade : deux des officiers sont tués ; Puisaye et Le Roy se sauvent, en chemise, et disparaissent dans l'épaisseur du bois, traînant Focard, grièvement blessé, qu'ils abandonnent dans un taillis. Le malheureux ne tardera pas à être pris ; son aventure se terminera à Rennes sur l'échafaud révolutionnaire.

Dépisté, Puisaye va reprendre la vie nomade ; du moins marche-t-il maintenant entouré d'une garde de chouans résolus ; il rayonne autour de Rennes, tente même de s'emparer par

surprise de la ville, sans succès; on le voit avec sa troupe, parfois forte d'un millier d'hommes, à Beignon, sur la route de Ploërmel, là même où il a trouvé son premier gîte en Bretagne, à Concoret dans le Morbihan, à Maure, à Bain, à Liffré; il séjourne fréquemment au château du Plessis, près de Vern, cherchant, non sans déconvenues, à se mettre en relations avec les insurgés royalistes qui pullulent dans la région; et tout à coup le hasard lui confère enfin la suprématie si obstinément convoitée. Une femme lui remit, certain jour de janvier 1794, des dépêches officielles arrivant d'Angleterre et adressées *au commandant en chef des armées royales de Bretagne*. Ces dépêches étaient apportées de Jersey par un ancien agent de La Rouerie, Noël Prigent, maraîcher à Saint-Malo, qui, depuis deux ans, à la barbe des garde-côtes et de la douane, assurait, avec une impunité surprenante, les communications entre les royalistes bretons et les îles anglaises. Cette fois, il était chargé de transmettre aux chefs Vendéens, qu'il croyait trouver maîtres de Granville, l'assurance d'un prochain concours de l'Angleterre et de l'arrivée imminente de la flotte britannique. Retardé dans son voyage, apprenant au débarqué, que l'armée vendéenne s'était depuis longtemps repliée et se traînait maintenant, au delà de Nantes, brisée, dispersée, sur le point d'être anéantie, Prigent se trouva fort embarrassé du courrier dont il était porteur. Il entendit parler de ce grand personnage qui, sous le nom de *Comte Joseph*, se dérobait mystérieusement au fond des bois ou dans les landes et passait pour être en Bretagne le plus actif représentant des princes exilés : il lui fit tenir les dépêches anglaises, et Puisaye, par la lecture de ces lettres, destinées à d'autres, apprit, le premier, que le cabinet de Londres se montrerait disposé à soutenir, dans certaines conditions, l'effort des insurgés de l'Ouest et à concourir au rétablissement de la monarchie légitime. La possession d'une si grave et décisive communication centuplait sa propre importance; il passait de l'humble rôle de mouche du coche à l'enivrant emploi de grand diplomate, et aussitôt il fut à la hauteur de sa tâche : bien persuadé que le Gouvernement britannique ne soutiendrait jamais une cause perdue, il décida tout d'abord de le convaincre que le désastre de l'armée vendéenne n'était pas, pour le parti royaliste, un coup mortel, les Bretons secrètement enrégimentés n'attendant qu'un signal

pour se soulever en masse et jeter bas la République. Il importait surtout de présenter aux ministres du roi George un projet d'action économique permettant de réaliser la contre-révolution sans qu'il en coutât un shilling à l'Angleterre ; et c'est alors que Puisaye conçut ce séduisant et déloyal stratagème, qui lui fut personnellement très profitable, mais ne lui valut point la gloire.

Il partait de cet axiome que la Révolution, en gageant ses assignats sur les propriétés volées aux princes, au clergé et aux émigrés, émettait de la fausse monnaie. Le propriétaire injustement dépossédé ayant le droit de reprendre son bien par tous les moyens en son pouvoir, il en concluait que les Princes, les émigrés et le clergé étaient seuls désignés pour mettre en circulation un papier-monnaie honnêtement et solidement gagé. Il se proposait donc d'établir à Londres une vaste imprimerie « d'assignats royaux, » absolument semblables aux assignats de la Nation, sauf un *signe secret* perceptible aux seuls initiés et qui permettrait de déclarer ce papier-monnaie *remboursable en numéraire, à l'exclusion de tout autre*, dès la restauration de la monarchie. Cette conception ruinerait indubitablement le crédit de la République et la mettrait à merci en quelques semaines. A ce titre, elle ne déplut pas; d'irréprochables gentilshommes, susceptibles sur le point d'honneur et qui auraient individuellement mieux aimé mourir que faire tort d'un liard au plus avéré fripon, goûtèrent fort cette ruse de guerre. On était, il est vrai, au printemps de 1794 : la terreur faisait rage, pas une ville où l'échafaud ne fût en permanence, et la proposition de Puisaye s'adressait à des hommes que la ruine, les deuils, la persécution réduisaient au désespoir et qui s'accoutumaient à le considérer comme leur chef en raison même de l'audace et de la nouveauté de ses projets.

L'un des premiers qu'il s'attacha appartenait à une antique et noble famille ; c'était le chevalier de Tinténiac, romanesque et touchante figure : au début de sa carrière, brillant officier aux chevau-légers, puis de la marine royale, ardent au plaisir, il a aimé, il a joué ; de retentissants duels et de mauvaises affaires ont compromis son avenir; sa famille l'a renié; la révolution venue, enrôlé dans l'état-major de La Rouerie, puis émigré en Angleterre, il continue à servir la cause royale ; en août 1793, il débarque, un soir, sur la côte de Saint-Malo, marche jusqu'au matin dans la campagne, parcourt cinquante lieues en cinq

nuits, passe la Loire à la nage, se présente aux chefs vendéens. Un si tenace dévouement de la part de cet inconnu étonne; Tinténiac est reçu avec méfiance; il confesse qu'il cherche à expier par quelque action d'éclat « les fautes de sa jeunesse. » Il retourne à la côte, s'embarque, aborde en Danemark, pousse jusqu'en Westphalie à la recherche du Comte d'Artois dont il veut prendre les instructions. Le voici, de nouveau, en France; il se met aux ordres de Puisaye. Il a trente ans; il est de petite taille, mais d'une figure séduisante qu'éclairent des yeux pleins de franchise et de bravoure. Par son active entremise, il rallie à Puisaye le chevalier de Silz, chef d'une légion du Morbihan, puis un ancien officier de La Rouerie, le comte de Lantivy, puis encore un paysan chef de bande, Jean Jan, qu'ont rendu fameux son intrépidité et sa haine farouche des bleus, et aussi un petit hobereau des environs d'Auray, au nom encore obscur, et qui s'appelle Georges Cadoudal; d'autres enfin qui seront marquants, Guillemot, Saint-Régent, Mercier-la-Vendée. Malgré leur dispersion, Puisaye correspond régulièrement avec tous; il est parvenu à rétablir et à amplifier ces lignes de communication clandestine créées par La Rouerie et le long desquelles un émigré arrivant de la côte ou un émissaire porteur de dépêches sont certains de rencontrer, de distance en distance, refuge sûr dont la porte est toujours ouverte, hôte discret, guides et, en cas de besoin, assistance toute dévouée. C'est dans un de ces abris que, sans le savoir, est entré Puisaye au début de son séjour en Bretagne.

Pour qui débarque, par exemple, dans le golfe de Saint-Brieuc, à la plage d'Erquy, la première maison de correspondance est à Nantois, tout près des ruines du château de Guémadeuc: la seconde à la Villegourio, d'où la piste se dirige vers la Villeneuve, au Nord de Lamballe; là, dans la maison d'une dame Kerverso, est une belle « cache » pratiquée sous une passerelle reliant le grenier à un bâtiment de service : quand on presse une cheville, l'une des planches de ce pont rustique « se coule; » — « si, en la poussant, elle ne vient pas tout de suite, c'est signe qu'il y a quelqu'un dedans, car la cache se ferme de l'intérieur à l'aide d'un crochet assez fort, » au dire d'un dénonciateur anonyme qui connaît manifestement, pour s'y être blotti, la cachette de la Villeneuve. A Quessoy, la station suivante est chez « les filles du Gage : » — « lorsqu'elles

voient la troupe arriver, elles affectent beaucoup de politesse et, pendant ce temps-là, elles font disparaître ce qu'elles veulent dérober aux recherches. » De Quessoy on oblique vers Bréhand: refuges à la Ville-Louët et au manoir de Boishardy; puis, sans traverser Moncontour, la piste gravit les pentes du Mené et atteint la Mirlitantouille, hameau de deux maisons situées à la crête de la colline; de ces deux maisons, l'une est abandonnée; dans l'autre, la fille Plé et son père tiennent cabaret. La Mirlitantouille est au carrefour de quatre chemins : celui de Moncontour; celui de Plœuc par Plémy, conduisant à la forêt de Lorges; celui de Collinée et celui de Loudéac. De la lande immense, qui commence à cet endroit et qui monte aux crêtes du Mené, la vue s'étend au loin sur les deux versants de la montagne : au Nord, vers Saint-Brieuc, c'est la région de Moncontour, bien cultivée, couverte de vergers et de prairies; au Sud, vers le Morbihan, pas un hameau, pas une maison n'apparaissent, rien que des bois et des landes; à l'horizon, une longue ligne sombre d'épaisses forêts. Tracé parmi les ajoncs et les genêts d'or, les bruyères rousses, et les robustes blocs de granit qui, çà et là, percent le sol, le chemin des chouans gagne les sommets du Mené, le Bel-Air, puis la Butte à l'Anguille où se trouve une maison de correspondance ; l'endroit est redouté : Jean Villeneuve, — surnommé *Jean de la Butte,* — le seul habitant de ce désert, égorge, dit-on, les voyageurs qu'il soupçonne bien munis d'argent et enfouit leurs corps dans la lande. De cette hauteur la piste descend sur Saint-Gilles-du-Mené, et, à travers un pays âpre, couvert de bois, coupé de ravins profonds, elle passe au manoir de Bosseny où les émissaires royalistes sont assurés d'un bon accueil; elle se dirige ensuite vers la hutte d'un sabotier de Saint-Vrain, du nom de Jacques Lacroix, pour gagner Ménéac et la sombre forêt de La Nouée, domaine de Saint-Régent, dit *Pierrot,* l'un des plus actifs adversaires de la République. Il vit dans les bois; il a sa « loge » à droite du chemin qui va du village de La Nouée au Pas-aux-biches; il circule sans appréhension; on le voit souvent au Questel, en Pleugriffet, où il mange; il est habituellement vêtu « d'une pelisse de hussard, jaune et garnie d'hermine, d'un pantalon de peau, d'un gilet moucheté couleur café. » C'est un homme de très petite taille, — quatre pieds, quatre pouces, — d'aspect malingre, « en raison d'une balle qu'il a

reçue dans le côté gauche, » avec un visage maigre, le nez long et effilé, les yeux bleus et vifs; d'ailleurs très courtois, très doux et d'un enjouement inaltérable.

L'étape suivante est à la Ville-Bouquet, en Guégon, près de Josselin; puis on va à Kerdaniel, vieille gentilhommière percée de caches et voisine de souterrains; les chefs royalistes s'y réunissent quelquefois. Non loin de là, au passage de la Claye qui coule au fond d'un ravin à pic, est « la maison du Roc, » ferme proprette, juchée sur un promontoire de rochers gris; un grand sapin signale de loin ce refuge, le plus renommé de toute la Bretagne; là habite la veuve Lohezic, *la mère aux chouans*, bonne femme qu'on dit riche et qui prodigue ses gâteries aux partisans de la « bonne cause. » La dernière station de la route est Camezon à quelque cent toises du Pont-du-Loc. On est là dans la région dont Georges Cadoudal est le maître et, quand il fixe sa résidence à Grandchamp, se trouve toujours à Camezon un de ses agents pour recevoir hommes et dépêches.

On bornera à ces indications sommaires la description de cette voie clandestine; elle était la plus fréquentée de la Bretagne, mais non la seule : une autre, également très suivie, bifurquait de la première à Ménéac vers le cap Fréhel et la baie de la Fresnaye, lieux propices aux débarquements; elle passait par Plumangat; les chouans s'y hégergeaient soit chez Pierre Ballu, où ils étaient à peu près sûrs de trouver « un bon prêtre » en cas qu'ils voulussent se confesser, soit chez « la nommée Robinault, » sœur de Saint-Régent. — « Cette fille, écrit un espion de police, professe des opinions fanatiques et on lui attribue le massacre de vingt militaires. » Une autre route de correspondance se dirigeait vers Rennes et Paris; une autre atteignait les bords de la Loire, aux environs de Savenay, se prolongeait dans la Vendée et, par le Blésois, le Berry et le Bourbonnais, permettait de gagner la Suisse sans trop mauvaises rencontres. Quant aux courriers, comme ils effectuaient de longs trajets, ils adoptaient les plus rustiques travestissements, témoin ce Pierre Olivier, du village de La Nouée, qu'on voit souvent, revenant du bois, chargé d'un gros fagot dans lequel sont cachés ses papiers et ses armes, ou cet autre, nommé Molard, de Plumieux, qui, lorsqu'il porte la correspondance, « a toujours deux formes derrière le dos et son tablier sur le ventre, comme un cordonnier qui va à sa

journée. » Sans cesse ces facteurs arpentent les chemins entre le Morbihan et la côte de Saint-Brieuc ou de Saint-Malo ; leur service est presque régulier. « C'est une véritable poste qui rivalise avec celle du Gouvernement et arrive à faire mieux qu'elle ; » d'où, en décembre 1795, cette plainte du district de Josselin à l'administration départementale : « Les chouans reçoivent leur courrier deux ou trois fois par semaine et les républicains une fois seulement par décade ! »

Cette organisation créée par La Rouerie, servit grandement les ambitieux desseins de Puisaye ; il fut aidé aussi par l'indéniable séduction de sa prestance et de sa parole ; son aplomb fit le reste. Dès le printemps de 1794, on le voit se parer du titre de *Général*, qu'il s'est à lui-même décerné. Il parlera bientôt des pouvoirs à lui confiés par les princes, frères de Louis XVI, bien avant que ceux-ci, — dont l'un est à Vérone et l'autre à Arnheim, — aient entendu parler de lui. L'été ne sera pas écoulé qu'il signera *Général en chef*, sans soulever aucune protestation ; voilà comment, en moins d'un an, ce proscrit, ce condamné à mort, ce hors la loi parvint à conquérir la Bretagne, de toutes les provinces la plus hostile à ce qui n'est pas autochtone. Aux royalistes, très nombreux, mais sans lien, un chef était indispensable ; aucun d'eux ne présentait alors assez de surface pour prendre le pas sur les autres qui, probablement, n'y auraient pas consenti ; cet inconnu s'offrait, semblait s'imposer ; on l'accepta, sans l'acclamer : il y eut toujours une sorte d'antipathique réserve dans la soumission des Bretons à Puisaye ; mais bien des préventions tombèrent du jour où, par l'intermédiaire de Tinténiac, il eut rallié Boishardy.

* * *

Quoique sa renommée soit demeurée purement locale, Boishardy reste une de ces attachantes figures qui, parmi la froide phalange des morts dont l'Histoire recueille les noms, semblent garder quelque chose de la chaleur entraînante et de la pathétique sympathie dont surabonda leur vie fougueuse. Il était beau ; de taille moyenne mais naturellement élégante, il avait des traits réguliers, le regard ouvert ; des cheveux châtain clair donnaient à sa physionomie martiale un aspect de douceur que ne démentait pas son caractère. Sa courtoisie, sa franchise, sa générosité et aussi la simplicité de ses manières

lui gagnèrent l'affection des paysans de la région de Moncontour où était situé, dans la paroisse de Bréhand, son manoir héréditaire, simple gentilhommière, plus ferme que château, entourée d'un potager et de vergers, mais à laquelle une tour du xve siècle coiffée en poivrière et de hautes et vastes pièces prêtaient assez noble allure.

Boishardy était fils d'un ancien mousquetaire, mort en 1767. Lui-même, lieutenant au Royal-Marine devenu bientôt le 60e régiment d'infanterie, se trouvait, en 1792, en garnison à La Rochelle ; il y prêta le serment civique, mais il se démit peu après et revint en Bretagne, appelé par le marquis de La Rouerie, qui lui confia le commandement de la division des Côtes du Nord. Boishardy avait alors trente ans; il recruta activement; costumé en paysan, en « marchand d'œufs, » il courait les foires, endoctrinant les villageois; son éloquence était si persuasive « que l'on quittait tout pour l'entendre. » La Rouerie mort, Boishardy ne désarme pas; on est au printemps de 1793; la Convention vient de décréter la levée des 300 000 hommes; avec une témérité insolente, il ameute les gars de Bréhand ; debout sur le mur du cimetière, il les exhorte, se met à leur tête ; il est vêtu « d'une veste de cultivateur ; » il porte un fusil sur l'épaule ; des pistolets sont à sa ceinture. Sa troupe se grossit en route de tous les jeunes gens qui répugnent à servir « les régicides, » ceux de Meslin, de Coëtmieux, de Pommeret, de Quessoy, de Plaintel ; il les passe en revue à la lande du Gras, qui domine Meslin, marche sur Pommeret « pour y chercher le rôle des conscrits et le mettre en pièces : » puis il se poste sur le grand chemin de Lamballe à Saint-Brieuc, attaque, au pont sur l'Évran, la diligence qui porte le courrier de Paris, disperse à coups de fusil la garde nationale de Lamballe, qui s'oppose mollement à sa marche. Dans la nuit, il rentrait victorieux à Bréhand. L'événement mit en grand émoi les autorités du chef-lieu ; on assurait que Boishardy, sur un simple appel, avait réuni pour ce coup d'essai quatre mille paysans suffisamment armés. En groupant toutes les forces dont disposait le département, on n'aurait pas mis en ligne pareil nombre d'hommes.

Il fallait sévir : or Saint-Brieuc comptait parmi son tribunal, deux magistrats mal disposés à composer avec les rebelles : le président Leroux de Chef du Bois, — qui se nommait maintenant Leroux, tout court, — homme sévère et sombre, d'autant

plus désireux de réprimer toute tentative contre-révolutionnaire, que, acheteur de biens nationaux, il arrondissait un domaine aux portes de Tréguier ; — et l'accusateur public, Besné de la Hauteville, — qui lui aussi, depuis peu, signait démocratiquement Besné, sans plus, — républicain renommé pour son intégrité dont il ne cessait de faire étalage. Écrivain d'une prolixité redoutable, il submergeait les ministres et les Comités d'un déluge de protestations, de flatteries, voire de conseils ou d'admonestations, certain que son patriotisme éclairé lui procurait des vues lumineuses sur la situation politique générale et sur celle de la Bretagne en particulier. Il se vante à tout propos « d'avoir secoué, le premier, » le joug de la tyrannie, « proclamé la République *dès 1791!* » et fondé une loge maçonnique, modestement intitulée *loge de la Vertu triomphante*. Il signe ces élucubrations *Besné, vétéran de la révolution*. Ce magistrat modèle approchait, en 1793, de la cinquantaine. De taille presque gigantesque, il avait les yeux bruns et renfoncés, le nez gros et rouge, le teint fortement couperosé ; il couvrait son crâne chauve d'une perruque marron. Sans fortune et père de treize enfants, il pratiquait, pour améliorer ses maigres émoluments, des trafics assez inquiétants : ainsi on vit non sans étonnement cet accusateur public se poser en avocat de certains prévenus ; ou bien, quoique ardent démagogue, il se déclarait adjudicataire de propriétés d'émigrés comme prête-nom de familles nobles désireuses de racheter secrètement leurs biens confisqués. Ce cumul louche effarouchait les honnêtes administrateurs du département ; mais comment soupçonner de péculat, ou même d'indélicatesse, l'homme pur à qui Saint-Brieuc devait la loge de *la Vertu triomphante ?*

Il lança des mandats d'amener contre le châtelain de Bréhand et quelques-uns de ses complices dont on était parvenu à se procurer les noms ; le président Leroux les appela à son tribunal, Besné requit contre eux le châtiment suprême : Boishardy et neuf de ses partisans furent condamnés à mort pour la forme et par défaut, car on n'avait réussi à capturer aucun des accusés. Jamais d'ailleurs contumaces ne portèrent plus allègrement si redoutable verdict : Boishardy n'avait même pas quitté le pays : on le voyait partout, mais on ne le trouvait nulle part. En vain, durant près d'un an, les autorités des Côtes-du-Nord lancèrent à sa poursuite des détachements de troupes ;

ceux-ci cernèrent des villages, fouillèrent des châteaux, firent perquisition dans les fermes où l'on supposait que le proscrit pouvait être caché ; on ne découvrit rien. On mobilisa même contre lui vingt-cinq canonniers de Guingamp, pourvus d'une pièce d'artillerie, sous le commandement d'un administrateur du département, Hello, mais sans meilleur succès. On mit en arrestation toute la municipalité de Bréhand, et aussi celle de Quessoy, et encore celle de Hénon, coupables d'avoir souffert sur le territoire de leurs communes la présence du factieux ; nul ne tenta de se soustraire à l'emprisonnement en révélant sa retraite. On essaya de lui tendre un piège : il y avait, en Bréhand, un manoir, celui de la Ville-Louët, où, disait-on, Boishardy était fréquemment attiré par son affection pour une très jeune fille, presque encore une enfant, Mlle Joséphine de Kercadio. Ayant, depuis huit ans, perdu son père, Mlle de Kercadio vivait à la Ville-Louët seule avec sa mère. On arrêta celle-ci comme suspecte et on la dirigea vers la prison de Lamballe, sans lui accorder, malgré ses instantes prières, l'autorisation d'emmener avec elle Joséphine, qui dut rester à la Ville-Louët, sous la garde de ses domestiques. Sans doute espérait-on que l'isolement de l'orpheline conduirait dans le voisinage Boishardy, soucieux de veiller sur sa jeune amie. Il ne parut pas. Le jugement qui l'avait condamné ordonnait la confiscation et la vente, au profit de la Nation, de tous les biens du contumace. Le manoir de Boishardy, son mobilier, les terres, les métairies, le moulin qui en dépendaient, — environ 130 journaux de terre dont 50 au moins de landes et de bois, furent mis en adjudication et passèrent à un intrus. Boishardy laissa faire sans se manifester. Le seul résultat de cette spoliation fut d'établir que ce n'était pas « à prix d'or » qu'il achetait le dévouement de ses paysans : il était presque pauvre : tous ses biens, y compris une maison sise à Lamballe, ne lui avaient jamais fourni plus de 1 600 livres de revenu.

Quoique insaisissable, il n'a pas quitté la région de Moncontour, propice aux refuites et aux échappées : prés enclos de hauts talus plantés de chênes étêtés, de haies épaisses ; fourrés inextricables ; labyrinthe de chemins creux qui, au fond de cette mer d'arbres, serpentent, se croisent, s'écartent, se nouent, se détournent,... Boishardy circule en plus complète sécurité que les détachements lancés à sa poursuite ; pour ceux-ci, « chaque

champ est une forteresse, chaque arbre masque un piège ; » lui, pas un jour, n'arrête de renforcer sa troupe et de l'exercer : les bleus l'ont surnommé *le sorcier*. Quelqu'un l'a vu, dans les bois de Caurel, à une demi-lieue de Mur-de-Bretagne : au cœur de la forêt, est un *glacis* d'environ 4 journaux qui lui sert de terrain de manœuvre. On a laissé, au centre de cette esplanade, un grand hêtre à la cime duquel est fixé un crucifix d'étain. Parfois se réunissent là 3 à 4 000 chouans ; on y procède à l'élection des sergents et des caporaux. Boishardy préside, vêtu d'une carmagnole bleue, coiffé d'un chapeau à grande cuve ; il est armé d'un sabre et d'un fusil à deux coups. On croirait que les bleus, égarés sur de fausses pistes, le cherchent partout où il n'est pas, comme dans cette expédition où cent hommes de la 17e demi-brigade envahissent les villages de Plédran et de Hénon, visitent toutes les maisons sans rien découvrir : peut-être Boishardy, tandis qu'on perquisitionne dans Hénon, pêche-t-il tranquillement à la ligne, à une demi-lieue du village, au bord de l'étang du Colombier ; car il consacre ses loisirs à cette occupation pacifique, ainsi qu'en témoigne l'un des officiers municipaux de l'endroit. De temps à autre, il arrive qu'un maladroit de ses bandes se laisse prendre ; on l'amène à Lamballe ou à Saint-Brieuc ; on le menace de mort, on le presse de questions et l'on apprend des choses terrifiantes : telles que les révélations d'un certain Gilles Garandel annonçant que « sous quinze jours ou trois semaines, Boishardy aura 90 000 hommes armés et équipés ; le Duc de Chartres commandera cette armée ; tous les patriotes, et particulièrement les corps constitués, doivent périr : la cavalerie est dans la forêt de La Nouée, un camp dans celle de La Hunandais... » Il est aussi fait mention, dans ces délations, d'une belle jeune fille qu'on voit quelquefois, « les cheveux dénoués, montée sur un petit cheval gris... » Mlle de Kercadio évidemment, galopant vers la retraite de son ami.

Ces effarants propos sont en quelque sorte confirmés par le juge de paix de Quintin, Dubouilly, un bon patriote, celui-là, qui écrit : — « Boishardy fréquente le village de Plaintel depuis six mois... Je l'ai épié plusieurs fois sans avoir pu le rencontrer... Ses gens ont des mouches partout... Ma femme, passant un jour près de la Ville-Hamon, — écart de Plaintel, non loin de la forêt de Lorges, — rencontra sur la route différents feux

avec des gardiens à peu de distance les uns des autres... Dans son retour, elle trouva plusieurs autres feux et fut abordée par un homme qui lui dit : — « Madame, vous êtes trop hardie, je vais vous conduire... » L'imprudente s'était bien probablement aventurée dans les environs du quartier général de Boishardy. Et Dubouilly ajoute : — « A la Ville-Menguy, » — ferme-manoir presque dans la forêt de Lorges, à cent toises de l'étoile de Gourlay, — « il y a des souterrains : l'une de mes mouches m'a dit que l'ouverture est dans une armoire, vis à vis la porte d'entrée... » Dubouilly avait trop parlé : huit jours plus tard, aux portes mêmes de Quintin, il fut, en plein jour, accosté par cinq chouans « qui lui tirèrent chacun un coup de fusil et lui écrasèrent la tête à coups de crosse. » Boishardy était bien servi.

Constatant l'impuissance de la répression, l'accusateur public Besné trépignait de rage ; à ses titres s'ajoutait maintenant celui de capitaine des chasseurs de la garde nationale. Que n'allait-il, à la tête de sa compagnie, explorer ces manoirs mystérieux, à la lisière des grands bois? Il se contentait de rédiger sans lassitude sa propre apologie, et les cartons du Comité s'encombraient de factums portant ce titre pompeux : *Vie politique et publique de Malo, Henri, Julien Besné, né à Dinan, le 26 juin 1744, père de treize enfants vivants, ennemi déclaré de tous les abus.* Il se flattait d'avoir, en moins de deux ans, fait juger plus de 200 procès criminels, obtenu 48 arrêts de mort, 19 déportations, 48 condamnations aux fers, 6 à la gêne, 27 à la détention, 5 à la réclusion, 20 à la prison avec amende, 32 à l'arrestation jusqu'à la paix... Et le scélérat Boishardy lui échappait!

Besné retardait : depuis trois mois bientôt, la chute de Robespierre avait marqué la fin de la Terreur et si les lois restaient implacables, les palliatifs étaient à l'ordre du jour. Le comte de Puisaye, ayant réussi à reconstituer et à compléter l'œuvre de La Rouerie, pensait maintenant à passer en Angleterre, afin d'obtenir du cabinet britannique des armes et des munitions ; il se flattait de décider l'un des princes français à prendre le commandement des légions bretonnes ; il avait hâte aussi de mettre en action la fabrique d'assignats au moyen desquels il comptait achever la ruine de la République, déjà

obérée. En sa qualité de *général en chef commandant pour le Roi l'armée catholique de Bretagne*, — tel était le titre dont il se parait maintenant, — il assembla une dernière fois ses lieutenants et leur soumit le texte d'une proclamation adressée « à tous les Français et particulièrement aux Bretons, les invitant à se réunir sous les drapeaux de la religion et du Roi, » déclarant rebelles « les nobles qui oublieraient leur devoir, ceux qui espéreraient rester neutres, et tous les sujets en état de porter les armes et qui ne marcheraient pas. » Il obtint l'adhésion de quarante et un chefs royalistes, qui signèrent avec lui cet appel aux armes, et parmi lesquels étaient Le Roy, son ancien compagnon de cache dans la forêt du Pertre, Boisguy, Guillemot, Saint-Régent, Boishardy... Une seconde proclamation, destinée aux officiers et soldats de l'armée de la Convention, les engageait à quitter le service « d'une république monstrueuse, » et leur spécifiait les avantages de la désertion. Sur quoi Puisaye, s'étant ainsi manifesté publiquement, laissant toute la Bretagne persuadée qu'elle avait en lui un chef véritablement investi des pleins pouvoirs des Princes et reconnu par le roi d'Angleterre, leur allié, jugea qu'il était temps d'obtenir, si possible, la confirmation de son mandat usurpé. Il se rapprocha de la côte dans le dessein de s'embarquer, tentative toujours périlleuse, « les grèves, les anses, les criques, et tout le rivage de la mer étant gardés par une ceinture de tentes dressées à cinquante pas l'une de l'autre et occupées chacune par quinze hommes sous le commandement d'un officier. »

Puisaye, résolu à prendre la mer sur la côte du Clos-Poulet, avisa de cette décision celui de ses agents qui dirigeait dans cette région le service de la correspondance : c'était Mathurin Dufour, marin intrépide, de la paroisse de Saint-Coulomb. Il ne cacha point qu'on risquait gros ; la manœuvre imposée était celle-ci : « attendre une nuit très sombre, passer la ligne des tentes à plat ventre, le fusil armé et en banderole ; ne répondre jamais à un qui-vive que par un coup de fusil ; » moyennant ces précautions, on pouvait atteindre la grève, et si l'on avait la chance de trouver une barque échouée sur le sable on était sauvé. Pour épargner ces difficultés à « M. le commandant en chef des armées royales de Bretagne et pays adjacents, » Dufour s'occupa de repérer l'endroit le moins exposé de tout son canton. Cette exploration se prolongea, non sans alerte, durant

une quinzaine de jours. Puisaye, réfugié à l'intérieur des terres avec quelques-uns de ses officiers, eut tout le loisir de réfléchir à sa situation : il songea que sa disparition risquait de susciter parmi ses lieutenants des rivalités; l'un d'eux n'en profiterait-il point pour usurper le commandement laissé sans titulaire ? Ne serait-il pas prudent de désigner lui-même un remplaçant? Mais qui? Boishardy? Il était Breton et on devait craindre que cette qualité ne lui conférât bientôt, sur le chef absent auquel elle faisait défaut, une imprescriptible prépondérance. Le hasard, qui avait déjà comblé Puisaye, le tira encore de cette perplexité.

Dufour, toujours à la recherche d'un point favorable à l'embarquement, lui amène, un jour, trois émigrés qui viennent d'aborder à la côte. Ils ont « traversé » sous la conduite du jeune Prigent effectuant, et toujours sans l'ombre d'un désagrément, son *cent quarantième voyage* entre les îles anglaises et la Bretagne. Ces émigrés sont Mathias de Jouette et le chevalier de Solilhac que Puisaye enrôle immédiatement dans son état-major. Le troisième arrivant, que personne ne connaît, se nomme : « baron de Cormatin. » Il est originaire de Paris, propriétaire d'une terre en Bourgogne et n'a jamais mis le pied en Bretagne. Quarante ans, de bonne taille, de manières élégantes, s'exprimant avec facilité et doué d'une faconde qui, tout de suite, se dénonce inépuisable, il raconte abondamment son histoire, non sans l'enjoliver, probablement, de quelques traits avantageux. Sous-lieutenant, en 1772, au Royal Navarre, il a quitté l'armée pour voyager, parcouru toute l'Europe, repris du service à l'époque des guerres d'Amérique, épousé une veuve très riche, fait partie, en 1791, de l'état-major de Bouillé, puis de la garde constitutionnelle du Roi. Émigré à Coblence, de là en Angleterre, il s'est lassé de la vie oisive et il passe en France dans le vague espoir d'y trouver un emploi. Puisaye écoute ce récit, prend à part le nouveau venu qui n'offre, comme référence, qu'un certificat « flatteur » du marquis de Bouillé et une recommandation du « Conseil des Princes. » Cela paraît très suffisant; d'ailleurs le temps manque; Dufour, renonçant à déjouer la surveillance du Clos-Poulet, se décide à chercher, du côté de Saint-Briac, une plage moins hérissée d'obstacles. Ainsi pris de court, Puisaye n'hésite pas : il confie à Cormatin stupéfait le gouvernement de toute la Bretagne et des provinces avoisinantes, le nomme, sans désemparer, major-général de

l'armée catholique et royale, et le présente comme tel à ses compagnons d'armes. Suprême hâblerie, car, bien certainement n'osa-t-il pas tout de même avouer qu'au hasard seul était due l'éminente promotion de cet inconnu; c'eût été, dès l'abord, ruiner le crédit de son intérimaire improvisé; sans doute déclara-t-il que, s'il s'attardait depuis une quinzaine de jours, c'était dans l'attente de ce suppléant, choisi entre mille par la sagesse des Princes et qu'il se portait garant de ses hautes qualités administratives et stratégiques. Là-dessus il partit, suivant Dufour, emmenant avec lui son fidèle domestique, Laurent, et Prigent que, de ce jour-là, il attacha à son service. Expédition mémorable. Sur la plage de Saint-Briac, pas un bateau; l'ordre est venu, sous peine de mort, de désarmer toutes les embarcations, et de les engraver à portée du canon des forts. Deux nuits se passent à explorer la grève. Voici enfin un vieux canot, échoué sur le sable, en si mauvais état qu'on l'a considéré comme hors d'usage. Un pied de jeune chêne servira de mât; deux draps de lit seront les voiles; un mauvais aviron fera l'office de gouvernail. Le canot est poussé à l'eau; on embarque. A peine est-on au large que la mer devient houleuse : « le bateau fait eau de toutes parts; chacun s'escrime, à l'aide de son chapeau, pour l'épuiser et la jeter par-dessus bord. » Au matin, on aperçoit les Minquiers, îles anglaises; on y aborde vers dix heures et, dans l'après-midi, Prigent et Dufour continuent jusqu'à Jersey afin de réclamer aide et secours. Le gouverneur de l'île envoya aux naufragés une canonnière où Puisaye prit place avec ses compagnons, voguant vers un avenir aussi orageux que l'avait été son passé.

Ce que l'on ne connaîtra jamais, sans doute, c'est l'impression intime de Cormatin brutalement jeté dans cette formidable aventure. On n'est pas davantage renseigné sur le motif de sa rentrée en France. Besoin d'argent? Désir d'amadouer sa femme dont il avait dilapidé la fortune et qui venait d'obtenir le divorce? Espoir de faire sa soumission à la République et d'obtenir un grade dans l'armée? On ne sait. On peut seulement imaginer, — difficilement, il est vrai, — l'ahurissement émerveillé de cet homme qui, dans l'incertitude morale et le désarroi financier où il se trouve, se voit inopinément bombardé major-général en chef d'une armée dont, la veille, il ne soupçonnait pas l'existence et gouverneur pour le Roi d'une province

où il n'a jamais mis le pied. De la chouannerie, de son personnel, de ses ressources, il ne connaît absolument rien, et il est visible que, tout d'abord, il ne sait où tourner, qu'il hésite à se manifester car, plus d'un mois après son débarquement, il erre encore sur la côte avec Dufour, revenu de Jersey et ramenant un chargement de munitions de guerre destinées à Boishardy. Une nuit, comme Dufour et Cormatin sont réfugiés dans une maison de correspondance, non loin du rivage, en compagnie du chevalier de Busnel et d'un ecclésiastique du voisinage, on entend tout à coup « un mouvement considérable de pas précipités, » les deux portes et la fenêtre s'ouvrent à la fois; une fusillade éclate, des bleus envahissent l'unique pièce de la chaumière, où sont rangés, près du foyer, vingt-neuf barils de poudre. Les émigrés sautent sur leurs armes, ripostant à coups de pistolet; une mêlée s'engage dans l'ombre. Dufour abat un homme, puis un autre, s'élance au dehors, renverse une sentinelle, franchit une haie et se sauve à toutes jambes, croyant ses compagnons massacrés. Il les retrouva, le lendemain, sains et saufs; mais cette bagarre instruisait Cormatin de ce qu'allait être désormais sa vie, et ce fut peut-être là ce qui décida de ses préférences marquées pour une rapide pacification.

L'heure était favorable : depuis la fin d'août, Hoche commandait les troupes républicaines de Bretagne, et ces premières proclamations attestaient sa modération. Au nombre des députés de la Convention que le Comité de salut public délégguait dans les provinces de l'Ouest, comptaient deux hommes disposés, l'un par politique, l'autre par sentiment, à la réconciliation, Bollet et Boursault. Celui-ci, Parisien adroit, rompu aux affaires et à l'intrigue, violent, « toujours prêt à prendre une voix de tonnerre, » ancien acteur, auteur, directeur de théâtre, « vous déclamait sans le moindre à-propos des vers de Voltaire ou des siens. » Fort attaché, d'ailleurs, à la Révolution, il y trouvait l'occasion d'une fortune dont plus tard son nom reçut quelque éclat. Bollet, paysan picard, plus modeste, mais plus sûr, avait des formes rudes, le ton sévère, mais, quoique régicide, l'âme droite et compatissante ; déjà bien des cachots s'étaient ouverts à son passage en Bretagne. Chacun d'eux méprisait l'autre : Bollet traitait d'*histrion* Boursault, qui le qualifiait d'*imbécile*. De ces législateurs et de leurs collègues, Hoche, dédaigneux, disait, en mettant la main sur son épée :

— « Croyez-vous que ce soit pour de semblables J... F... que je porte cela ? » Seule unissait députés et généraux la crainte d'un soulèvement simultané de tous les chouans bretons, angevins, manceaux, normands, qui, conduits par un prince français, s'unissant aux Vendéens de Charette, aux soldats de Stofflet et, peut-être à des troupes étrangères amenées par vaisseaux anglais, auraient vite eu raison des bataillons indisciplinés et des gardes nationaux indécis dont se composait dans l'Ouest la débile armée de la République.

Il faut se résigner à l'évidence : en cet automne de 1794, les royalistes sont maîtres de la Bretagne, d'autant plus redoutables qu'on ne peut les atteindre. Hoche, à la tête d'un petit corps de troupes, entreprend une tournée dans le pays, pousse jusqu'au fond du Morbihan ; il écrit : « Nous voyons à chaque instant les sentinelles des brigands ; marchons-nous dessus ! tout disparaît ; il ne reste aucun vestige... On dirait qu'ils ont des télégraphes. » Paris s'émeut, et voit déjà les chouans en grands chapeaux et en peaux de bique, campés dans les Champs-Élysées. La Convention décide « la paix à tout prix, » et, de Rennes, Boursault, prenant les devants, proclame, dès le 17 octobre, « sa loi de pardon et d'humanité. » Il accorde grâce à tous, même aux déserteurs, s'ils se rendent dans le délai d'un mois. Nul effet ; à peine soixante ou quatre-vingts rebelles de la Mayenne consentent-ils à déposer les armes. La Bretagne reste sourde. Que veut-elle donc ? Ses prêtres ? Eh bien ! puisqu'il le faut, on les lui rendra. Et, de nouveau, Boursault, à grands cris, réclame du Comité de salut public une nouvelle reculade : — « Liberté des cultes ! Liberté des cultes ! ou bien tout est perdu, » ajoutant, en penseur libéré qui s'est absorbé dans la méditation de ces graves sujets : « Il faut des siècles pour créer ou détruire les erreurs ou les préjugés religieux. » Il parcourt les campagnes, semant sa proclamation, la commentant par des harangues : à Moncontour, à Dinan, à Lamballe, à Ernée et ailleurs, dans les églises, du haut de la chaire, il pérore, s'attendrissant sur les « trop crédules habitants des campagnes, » séduits ou contraints par de misérables exploiteurs de leur naïveté. A tous ces humbles, à tous ces égarés la République octroie le plus généreux pardon. Bien qu'il parsème ces discours de tirades empruntées aux tragédies de son ancien répertoire, son éloquence est en pure perte. Comment n'aperçoit-il

pas que tout en lui froisse et révolte ces « paysans crédules? » Dans cette église que la Révolution leur a volée, d'où elle a chassé leur curé, leur bon Dieu, leur Sainte Vierge pour y installer deux intrus, l'Être suprême et la Raison, ils se refusent à rentrer sur l'invitation de ce sacrilège qui, le chapeau à plumes en tête, du haut de la chaire, prétend leur prêcher la philosophie. Ce qu'il dira est d'avance taxé de mensonge et de blasphème.

Un effroyable malentendu est le fond de ces guerres fratricides : au début, — et c'est à l'honneur des deux partis, — la haine réciproque naissait d'une égale sincérité de convictions : la Révolution, certaine qu'elle apportait l'âge d'or avec les idées nouvelles, se heurta à la ténacité d'un peuple instinctivement convaincu, comme l'a écrit un sage, « qu'il ne peut y avoir de bon temps à venir que celui qui ressemblera au bon temps passé. » Au lieu de se convaincre, on s'égorgea tout de suite, les théoriciens siégeant à Paris, loin des combats, n'admettant pas qu'on discutât leurs oracles. De là tout le malheur. Quels apôtres dépêchèrent-ils dans l'Ouest pour porter le nouvel Évangile? Des Billaud-Varenne, des Le Carpentier, des Carrier, avec, comme seuls arguments, l'échafaud, la fusillade et la noyade ; des satrapes frénétiques et débauchés, tels que Bourdon qui, pris de vin, toujours en fureur, veut, certain jour, « faire arrêter comme conspirateur un cheval emporté qui passe au galop sous ses fenêtres. » A ces populations austères et pieuses « l'exécrable Convention qui a tout gâté » expédie, comme échantillons de ses missionnaires, de solennels Mascarilles qui prônent l'irréligion, profanent les vases sacrés, souillent les autels au nom de la République. Ses généraux sont Sépher, cet ancien suisse de Saint-Eustache qui a jeté la hallebarde aux orties; Grammont, comme Boursault, ex-comédien; un ci-devant danseur à l'Opéra, Muller; un ex-hercule de foires, Turreau, qu'on avait vu, assure Danican, sur les marchés, soulever une table entre ses dents; un curé défroqué, Carpentier; un ridicule matamore, Santerre; un garçon orfèvre, Rossignol, « le fils aîné du Comité de salut public, » proclamant lui-même « qu'il n'est pas f... de commander une armée. » Les états-majors font bombance, ripaillent insolemment, exhibent des filles..., on a vu le général Ronsin, — autre baladin, — « dans un char fastueux escorté par cinquante hussards, assis en compagnie de quatre courtisanes. » Alors les paysans bretons et ven-

déens comparent : leurs chefs à eux sont La Rouerie, Lescure, Bonchamps, La Rochejaquelein, Boisguy, Boishardy, dont leurs pères ont connu et vénéré les pères ; ils sont avec eux en communion de croyances et de traditions; comment auraient-ils hésité quand il fallut choisir?

Depuis l'arrivée de Hoche en Bretagne, les scandaleuses mascarades avaient pris fin; il imposait à ses subordonnés la discipline et, de cette nouveauté, naissait une sorte d'accalmie entre soldats et chouans ; mais ceux-ci gardaient méfiance aux Conventionnels, trop prodigues de harangues insidieuses, de proclamations hypocrites, d'arrêtés incohérents et de mesures contradictoires. Comment Boursault, par exemple, ose-t-il parler de concorde quand, six semaines auparavant, il a promis 3000 livres de récompense à qui livrera, morts ou vifs, Boishardy ou d'autres chefs bretons ? Aussi, quand est promulgué le décret d'amnistie voté par la Convention, les Bretons soupçonnent un nouveau piège, et Boishardy va témoigner avec éclat de leur mépris pour de si fallacieuses promesses.

Le décret est affiché à Rennes le 14 décembre : le 15, au jour tombant, un mot d'ordre chuchoté se répand dans les villages et les métairies de la région de Bréhand et de Quessoy. A neuf heures du soir, au fond des chemins creux, des petits groupes d'hommes armés circulent silencieusement ; à mesure qu'ils avancent, d'autres détachements les rejoignent, émergeant sans bruit de l'ombre ; un personnage singulier préside à ce rassemblement : c'est un des lieutenants de Boishardy, un Anglais, dit-on ; on ne lui connaît d'autre nom que *Pipi ;* il est vêtu d'un habit bleu et il porte à son chapeau une plume blanche. Bientôt sa troupe débouche sur le chemin qui va de Moncontour à Dinan ; elle est au complet : quatre à cinq cents hommes. On marchera toute la nuit ; vers l'aube, on fait halte ; on est aux abords de Jugon, bourg important, fameux dans l'histoire de Bretagne. A huit heures du matin, le signal est donné ; subitement, la petite ville est envahie : d'abord une longue file, rasant les murs, avançant vite ; des postes sont établis sur chacune des routes, un autre chez le maire ; le gros de la troupe est déjà massé sur la place, autour de l'arbre de la Liberté qu'on voit bientôt vaciller et s'abattre, scié au pied. De grands cris : *Vive le Roi ! Vivent la religion et les bons prêtres !* Les Jugonnais, saisis au saut du lit par cette irruption inopinée,

sortent de leurs maisons, surpris, non effrayés ; ils s'approchent, entourent Boishardy que distingue son panache blanc. Très accueillant, très gai, très familier, plein d'entrain, il accorde des laissez-passer à tous ceux qui le sollicitent. Il raconte qu'il aurait pu, récemment, tuer ou enlever Boursault, aventuré dans ses cantonnements : — « C'est un bon bougre, qu'il aille se faire f... ! » Il signe un passeport à un bouvier qui conduit des bestiaux à Lorient pour le ravitaillement de l'armée : — « Va-t-en ; je ne veux pas des bœufs destinés à ces pauvres bougres de républicains qui crèvent de faim !... » En revanche, il autorise ses hommes à se partager le chargement de deux voitures d'équipements militaires. L'aumônier de la bande n'est pas moins fêté : on le voit distribuant des bénédictions, faisant baiser aux fidèles une petite croix de bois. Ce que l'on regarde aussi, ce sont les chouans, — ces chouans de Boishardy dont on parlait tant sans les voir jamais : quelques-uns portent « l'uniforme national ; » déserteurs des *bleus*, probablement ; d'autres ont l'ancienne tenue de l'infanterie royale, habit blanc à parements et à revers noirs ; la plupart sont en vestes de paysans. A tous les chapeaux la cocarde blanche. Ils sont armés de fusils simples ou à deux coups. Ils vont et viennent en grande animation, entrant dans les maisons, se faisant servir à manger, réquisitionnant les armes ; plusieurs, sans vergogne, se groupent autour de la fontaine et, comme le temps est beau, se déshabillent et se lavent. Un seul incident : vers midi, rassemblement. Boishardy avise un de ses hommes qu'attarde un lourd fardeau. Qu'y a-t-il là-dedans ? Sous ses yeux, on ouvre le paquet : cinq couvertures de laine, une canne à pomme d'or, une épée à garde brillante. L'homme est fouillé ; dans sa poche, une montre en or. C'est un pillard. Ordre de le fusiller sur-le-champ. On intercède ; on obtient sa grâce. Les objets volés sont renvoyés à leur propriétaire avec les excuses du « général : » — « Boishardy ne veut pas commander à des brigands. » A midi et demi, toute la bande s'éloigne par la route de Dinan. On apprit le soir qu'elle avait fusillé, en passant à Lescouët, « un ouvrier occupé à démolir l'église ; » puis qu'elle passa par Plestan vers le petit jour, se dirigeant vers Bréhand... Boishardy s'était promené durant trente-six heures avec une partie de ses légions ; il avait parcouru douze à quinze lieues de pays sans rencontrer une patrouille ni un poste

de gardes nationaux; il avait laissé les gens de Jugon « charmés de ses manières affables et avenantes » et disparu avec ses cinq cents hommes sans qu'on pût imaginer dans quel gouffre ils s'étaient engloutis. La réussite de ce coup d'audace, ripostant aux avances de la Convention, inspirait aux autorités locales des réflexions peu réjouissantes. Comment pacifier sans le concours d'un tel homme? Comment entrer en pourparlers avec lui?

La difficulté de l'entreprise tenta Hoche; il était attiré, d'ailleurs, presque séduit, par ce mystérieux rival si malaisé à vaincre. Usant des pleins pouvoirs dont il était investi, il « se porta garant de l'indulgence nationale envers Boishardy et ses lieutenants » et publia que, « s'ils se rendaient à lui, ils n'auraient rien à craindre pour leur tête. » A la prière de Hoche, Bollet et Boursault signèrent avec lui cette pressante invite à la soumission. Cette fois, Boishardy ne pouvait s'abstenir de répondre : Boursault trouva dans son courrier cette fière réplique :

... Vous voulez avoir Boishardy coûte que coûte. Vous nous avez accusés dans la chaire de Moncontour d'être des assassins et des dévastateurs. Vous ignoriez sans doute que vous nous deviez la vie. Oui, nous savions l'heure à laquelle vous deviez passer sur le grand chemin; nous connaissions la force de votre escorte et nous avons retenu nos gens...

Il est temps de vous faire part de la sincérité de nos intentions... Ce n'est point lorsqu'on a fait la guerre de la Vendée, lorsque, depuis deux ans, on travaille avec constance à rassembler les sujets de Louis XVII au milieu de vos soldats, que la mort peut effrayer. Faites-nous envisager un Gouvernement solide et fondé sur la justice, alors vous verrez ces prétendus brigands se déclarer en votre faveur et vous faire un rempart impénétrable aux vrais factieux.

Mais quelle foi voulez-vous qu'on fasse sur vos promesses?... Vous nous reprochez des meurtres et des assassinats! Mais lavez-vous auparavant de toutes les atrocités qui ont cruellement souillé vos armes dans la Vendée et qui, nous ne craignons pas de le dire, vous ont rendu l'exécration de ce peuple. On vous faisait des prisonniers; et vous, non contents d'exercer vos fureurs sur les malheureux que le sort faisait tomber entre vos mains, vous brûliez encore les chaumières du paysan et assassiniez les femmes et les enfants... Nous vous parlons avec loyauté; nous espérons de vous la même franchise. Décidez des sentiments avec lesquels vous voulez que nous soyons Vos très humbles serviteurs.

A côté de Boishardy signaient ses lieutenants de Jouette et Solilhac.

Boursault riposta à cette verte apostrophe par quelques phrases boursouflées que les chouans laissèrent sans réponse et la pacification aurait été une fois de plus compromise, si Hoche, qui en sentait l'impérative urgence et voulait compter Boishardy au nombre de ses conquêtes, n'eût ordonné à son subordonné le général Humbert, commandant à Moncontour, d'entrer en relations avec le chef des rebelles.

Ving-huit ans, brave, généreux, plein de fougue, Humbert était « le plus bel homme de l'armée. » Fils de pauvres gens, réduit, par défaut d'instruction, aux plus humbles métiers, — marchand de peaux de lapin, ouvrier en chapeaux, maquignon, enrôlé en 1792 au 13e bataillon des volontaires des Vosges son département d'origine, il savait à peine écrire quand, un an plus tard, il fut nommé colonel. En avril 1794, il était général. La lettre que, conformément aux ordres de Hoche, il adressa, tracée de sa main malhabile, à Boishardy, vaut d'être reproduite dans son incorrection originale :

Tu adeja reut une lettre du représentant du peuple Bonem qui tengagent a rentry dans le sin de ta patry et la serrevire dans toutes autres sens que tu ne le fait aujourd'huit tu doit connettre les intentions de la convention et celles des representant près cette armée à légar de ceu qui ont porreté les arme contre la république tu sais par conséquent quiles pardonné a tout ceu qui reviendron de bonne foi et qui promettront daitre fidelle et bien moy qui comande la deuxième division de cette arme je me (*illisible*) je donne ma parole honneur que (*illisible*) amène avec toi tous ceu qui peu aître egarez venez ensemble jouire avec nous des bienfait d'une aussi belle revolusion... accorde-moi un entreveu indique moi dans ta répons lheurre ou je pourrait tevoirre seul ou avec un second tu enfera autant et soies surre que je me repose parfaitement surre ta parole que tu me donnera comme tu peu compté surre la mienne.

HUMBERT.

La lettre écrite, où l'envoyer ? Comment découvrir Boishardy ? Il se tient, bien certainement, dans le pays, tout près, à Bréhand peut-être ; ne traverse-t-il pas souvent Moncontour même ? Mais, toujours insaisissable ; on n'apprend qu'il a été aperçu que lorsqu'il est déjà loin. Un sous-officier, le citoyen Poussepain, se charge de porter le billet d'Humbert. On lui a signalé, sur

la route de Loudéac, « une maison isolée qui sert de point de correspondance aux chouans ; » la Mirlitantouille, bien probablement, ce cabaret posé au croisement des quatre chemins du Mené, avant la lande de Phanton. Poussepain se met en route, arrive à la maison de correspondance, s'informe, mais n'apprend rien. Il attend toute la journée ; nul ne passe en ce lieu désert. On est au ci-devant jour de Noël ; le pays, muet et sombre, semble mort. Le sous-officier se décide à rester là toute la nuit ; le lendemain, comme personne ne s'est présenté pour lui servir de guide, il laisse la lettre et revient à Moncontour.

Le jour suivant, le cabaretier de la maison de correspondance fit savoir à Poussepain que, « dans la nuit du 26 au 27, un homme qu'il croit être Boishardy lui-même, est venu prendre la lettre, et, l'ayant lue, a paru très satisfait, disant : « Nous pourrons bien nous parler un de ces jours. » En effet, le 28, un avis écrit ou oral dut parvenir à Humbert dans la matinée, car on le vit, au début de l'après-midi, monter à cheval devant son quartier général. Toute la petite ville devinait qu'il se rendait auprès des chouans pour parlementer avec eux. Il sortait de la ville par la porte d'En-Haut et s'engageait sur le chemin qui gravit les pentes du Mené. Il partait avec un seul aide de camp, sans un homme d'escorte, bravade d'autant plus élégante que, chez ce vaillant et naïf soldat, elle était pure de toute affectation. Ainsi la guerre fratricide finirait avec cette sanglante année 1794 qui avait marqué l'apogée de la Terreur ; le beau sang de France cesserait de couler sur la terre bretonne, grâce à cet enfant du peuple, parvenu par son seul courage aux éminents grades et qui semblait incarner les temps nouveaux.

Le rendez-vous était à la lande de Gausson, à l'extrémité des plateaux du Mené. Humbert, — coiffé du chapeau à plumes tricolores, le grand manteau sombre posé sur l'habit bleu à revers rouges, l'écharpe aux couleurs de la République tortillée en ceinture, — allait, montant vers la Mirlitantouille, à travers ce pays de rebelles où, la veille encore, il n'aurait pas fait vingt pas sans recevoir un coup de fusil, mais qu'il parcourait aujourd'hui plus en sécurité qu'entouré de toute sa brigade, parce que telle était la consigne transmise, ce matin même, à ses chouans par M. de Boishardy.

G. Lenotre.

(A suivre.)

LE CONTE DU TRIOLET

Je voudrais dire l'histoire d'un grand gars de Normandie telle qu'elle me fut contée, en douceur, avec des randonnées et des départs nouveaux, un jour que, du haut de la tour de Sainte-Marie du Mont, j'admirais de quelle verdure ininterrompue, légère, ou sombre, les arbres et les prés bordent les plages de la Hougue.

Je ne sais pas en quel temps se passèrent les choses que voici, mais je pense qu'elles ne sont éloignées de nous que d'un petit nombre d'années. Pour la saison, elle me fut nommée : c'était l'automne. Il est pluvieux dans cette presqu'île de dix lieues de large, jetée en plein courant de la Manche, et sur laquelle le vent mène et ramène le bord du nuage anglais. La pluie, la brume et la rosée s'entendent pour faire pousser l'herbe. Et puis, si le soleil paraît, nulle part le rire de la terre n'est plus éclatant.

Nulle part non plus le silence n'a autant d'heures à lui. Car on ne fait point de labours; les hommes sont peu nombreux : été ou hiver, temps de la mouche ou temps du gel, les vaches dorment dans les clos, leur gros ventre et leur pis étalés, le mufle tendu à l'odeur de la sève sans repos qui travaille le pommier, et qui travaille l'orme, et les ronces des quatre haies, et le tapis mouillé de la pâture. Qu'est-ce qui passe par les chemins? la carriole toujours peinte de frais, ou la camionnette d'un fermier qui se rend à la foire de Valognes? l'automobile d'un châtelain en tournée de visites? un tombereau chargé de pommes? le troupeau de moutons que le transatlantique, après-

demain, doit embarquer au bout de la digue de Cherbourg? Je vous le dis, les avenues de ce parc immense ne donnent guère de bruit à porter au vent qui souffle. La nuit surtout, le silence n'a point d'ennemi. Il n'y a que la mer, parfois, dont la voix gronde. Et alors, la plainte qui s'élève de la Hague, à l'Occident, et celle de la Hougue, à l'Orient, se mêlent au-dessus du Cotentin, et les ormes émondés les saluent de la tête, au sommet des talus.

Il est quatre heures du matin; le vent est ailleurs, sur les côtes d'Irlande ou d'Italie. Les feuilles immobiles boivent, par tous les pores, l'air saturé d'humidité; l'eau qu'on ne voit point tomber du ciel dégoutte de leurs lèvres et coule le long des tiges, des branches et des troncs. Sous terre, les fontaines s'emplissent pour l'été. Au bas de l'éperon de la Pernelle, et de sa futaie, s'étend une large bande de terre, boisée au commencement. Là se trouve, toute perdue au bord d'un sentier, entre deux pâtures qui ne sont point à lui, la maison d'Auguste Hambye, l'ancien « triolet » de la ferme de Renivast, éloignée d'une bonne demi-lieue, et toute sur le plateau. Ce n'est pas riche, chez Auguste Hambye : deux chambres couvertes en chaume; un bout de jardin; un abri pour les lapins de choux : voilà le domaine. On y vit maigrement, parce que la mère est souvent malade. Elle est levée pourtant; elle a mis son jupon, son corsage, son châle, tout cela qui est, comme ses cheveux, couleur de cendre; elle s'agenouille devant l'âtre; elle cherche, dans le foyer, du bout de ses doigts qu'elle plie et détend en mesure, s'il reste de la veille quelque tison brûlant encore, et, quand elle a trouvé, elle approche de la braise une poignée de fougère et de menu bois, et elle souffle, toute courbée en avant, la tête engagée jusqu'au milieu de la cheminée, sous les étoiles qui voyagent là-haut. La bougie, dans le chandelier de fer, a été placée sur le carreau du foyer, et la flamme, pliée au courant d'air, tend sa langue vers la suie.

— Auguste? Il est quatre heures : lève-toi pour les bêtes!

La mère n'obtient pas de réponse. Mais, dix minutes après qu'elle a crié ces mots-là, Auguste entre, haut comme un peuplier, obligé de se baisser pour passer sous le linteau de la porte.

— Ton café est sucré. Prends-le vite, pendant qu'il est chaud.

— Bonjour, la vieille maman ; oui, je vas le prendre ; c'est pas de refus.

— N'est-ce pas? Il fera froid dans le clos.

— N'a-t-on pas l'habitude?

— Je l'ai eue, moi aussi. A présent, je ne peux plus. Allons, assieds-toi là : voilà le pain, voilà le beurre.

En parlant, elle regardait ses mains de laveuse, déformées par l'eau, et qui avaient pris le tremblement de la source. Elle allongeait les bras et ses deux mains tremblantes vers la chaise basse placée en face d'elle, de l'autre côté d'une table de bois blanc, où fumait le bol de café. Dans l'âtre, les branches mortes de pommier brûlaient bien. Le grand gars s'était assis, tandis qu'elle tirait, de dessous le foyer, une chaufferette qui serait son siège, à elle. Et la mère paraissait encore plus petite et plus menue, ainsi accroupie tout près de terre, devant son grand fils qui avait déjà taillé, dans un pain de six livres, une tranche longue qu'il brisait en morceaux au-dessus du bol. Il ne regardait que cette pauvre femme, qui avait fini de vivre, en vérité, mais non de se plaindre, et ce regard disait : « Qu'as-tu donc, ma pauvre maman, à tout redouter, pour moi, pour toi, pour la maison, pour le jardin, pour les lapins? Un gars de vingt-huit ans, fait comme moi, c'est la vie assurée ; je travaille assez dur pour que, si tu viens à ne plus pouvoir faire tes journées de laveuse, rien ne soit en péril ici; tu te reposeras; voilà tout le changement qui adviendra. »

Il ne disait point cela avec des mots ; non, ses lèvres minces n'étaient entr'ouvertes que pour humer la vapeur du café. Nous avons vite pitié de nos parents, et les meilleurs de nous sont peut-être ceux qui ne le montrent pas trop. Auguste Hambye était un garçon très décidé, qui se faisait beaucoup de discours à lui-même, et n'exprimait les conclusions que le lendemain, le surlendemain, un mois, un an plus tard; en conséquence, il ne revenait pas souvent sur ce qu'il avait dit. Corps et âme, on aurait pu le citer comme un des représentants de la plus pure race de Normandie. Voyez cette petite tête et ce très long corps osseux, ces cheveux jaunes, ces yeux d'une eau si claire, où passent peu de pensées, mais beaucoup de vie, de mouvement, de fierté d'être jeune et fort : ne croyez-vous pas qu'il a des cousins parmi les marins des fjords de Norvège, et que ses ancêtres sont venus, jusqu'aux landes et forêts de la pres-

qu'île, en barques à deux voiles? Ce descendant de corsaires conduit des chevaux, coupe le foin, bat les pommes, et, aux heures libres, quand il le faut, à la nuit presque faite, bêche son jardin. La mère le regarde: elle mangera plus tard, après le ménage achevé. Elle dit:

— Tu es dans ta force. Moi, je m'en vas.

— Tu n'en sais rien, maman!

— Oh! que si! Not'corps nous avertit de sa fin. Mais je crois que tu pourrais me faire durer un brin.

Le grand gars retire de ses lèvres le bol où il achève de boire son café, et secoue la tête.

— Tu vas encore chanter ton refrain!

— Pourquoi n'y réponds-tu jamais?

— Je n'ai pas le cœur fait comme le tien, maman. Je ne dis pas tout ce que je pense. Que veux-tu donc?

— Je voudrais que tu te maries!

— C'est cela qui prolongerait la vie de la mère Hambye?

— Sans doute : j'aurais du repos plus qu'à présent.

— Et quelqu'un avec qui causer, toi qui aimes bien ça...

Il posa le bol vide sur la table, frappa ses mains l'une contre l'autre, et reprit, d'un air à demi plaisant, mais la mère ne s'y trompa point, et reconnut le son majeur de l'âme :

— Faudrait d'abord en avoir une à qui on pense!

— Il n'en manque point qui diraient oui!

— Dis-les, pour voir?

— La petite Picquenote?

— Parce que je lui ai donné une épingle d'or! Elle m'avait remplacée dans le clos, deux journées, quand j'ai eu la fièvre. Voilà tout.

— Virginie Piédagnel?

— La fille d'un fermier! Tu n'y penses pas, maman! Un pauvre diable de valet comme moi!

La mère se leva, mécontente, prit le bol et l'assiette, et les porta jusqu'à l'évier qui se trouvait au bout de la chambre. On entendit le bruit de l'eau jaillissant, puis celui des doigts mouillés sur la faïence, tandis que la femme commençait d'essuyer la vaisselle avec le torchon. Puis la voix reprit:

— Alors, c'est une pauvresse que tu courtiseras?

— Ça se peut, maman.

— Toi qui n'as rien!

— Rien ? Tu oublies la maison !

— Ça fera un joli ménage, au bas de la Pernelle ! Voyons, si tu avais à choisir, quel nom dirais-tu ?

— Marie Le Hartel.

— Celle qui a été triolette à côté de chez ton patron ?

— Oui, il y a trois ans, à la Duquerie, chez Mouchel.

— Qui n'a pas eu seulement la santé de continuer ?

— On le prétend : mais elle a bonne mine, à ce que disent d'autres.

— Celle qui s'est mise en place ?

— Oui.

— A Valognes ? Chez Mlle Rivière ?

— Au revoir, maman, à ce soir !

Un moment après, la porte criait en tournant ; une charretée d'air froid entrait dans la chambre ; la cendre du feu remuait. Puis, le bras puissant qui avait ouvert la porte, d'une détente rapide, la refermait de même. Auguste, en quatre enjambées, eut dépassé l'angle de la maison, et même la bande de terre que le toit de chaume, avançant, protégeait et maintenait sèche ; en deux autres de ses grands pas, il atteignit la limite du jardin. Là, il se pencha, pour soulever le loqueton de la petite barrière qui donnait entrée dans le domaine, et fut tout aspergé, des épaules jusqu'aux souliers, par les buissons de ronces qui tendaient l'un vers l'autre, aux deux côtés de la barrière, leurs grappes de mûres luisantes.

— Faudra que je taille ces cheveux-là ! dit le grand gars.

Il ferma soigneusement la barrière, et s'enfonça dans le sentier qui tournait d'abord en terrain plat, puis montait à flanc de coteau, vers la Pernelle. Il allait posément, sans regarder ailleurs que devant lui. A quoi bon se détourner ? Il était dans un banc de brume. Cependant, habitué à ces formes changeantes, il croyait sentir, dans le nuage, des mouvements qui annoncent le jour. Parvenu au premier palier de la Pernelle, il ralentit le pas, et tourna la tête, et la leva : par un créneau que taillait l'air marin, dans le château bien emmuré de la brume, il aperçut, très loin, des clapotis sombres, un phare, une tache morte qui pouvait être une île, et une étoile au bas d'un ciel très court.

C'était son habitude de reprendre haleine à cette moitié de la côte. L'endroit lui plaisait, à cause de la mer dont il avait

ainsi des nouvelles, et pour une autre raison : là se trouvaient, en ligne, sur le bout de l'éperon, les deux monuments de la commune, la mairie, qui ressemble à une cabane de douaniers, et l'église avec son cimetière et son enceinte de murs anciens. Il y a des ormes tout autour, une vraie petite futaie, mais il n'y a point de maison, et la chance est petite d'y rencontrer quelqu'un. Auguste Hambye, comme chaque matin, agita sur son front, sans la soulever tout à fait, sa casquette, pour saluer la terre des morts et peut-être Dieu, qui veille là, seul parmi eux, avec la petite lampe. Son second regard fut pour la tour de l'église. Sans doute vous ne la verrez jamais; il est aisé, heureusement, de l'imaginer : une tour carrée, dont le granit est partout tacheté de lichen jaune, et qui n'a de toit, — de toit en pierre taillée, bien entendu, — que sur deux façades, à l'Est et à l'Ouest. Des deux autres côtés, c'est le mur qui monte et fait pignon. Ce toit en accent circonflexe, ce livre ouvert posé au sommet d'un pilier rectangulaire, les vieux Normands durent l'aimer. On peut le voir au-dessus de l'église de Saint-Fromont, à Couvains, à Bricquebec, au Ham, à Saint-Léonard de Vains, à Sainte-Mère-Église, à Gréville où fut Millet : autant dire dans toute la presqu'île. Le grand valet de M. Lendelin s'intéressait peu à l'architecture. Sur l'arête du toit, qui dépassait en hauteur les ormes, il cherchait la première lueur que le matin, à travers la nuit, envoie vers les lieux hauts. Il crut la reconnaître ; il n'était pas sûr ; il dit :

— La Hougue va s'éveiller, m'est avis; la vieille Prudence Moyon sera au clos avant moi.

Vite, il se remit en marche, et continua de monter, entre des talus de saules, jusqu'à la lande, qui est toute rase, en forme de carapace, et domine le pays côtier. Là, il ne douta plus : la brume blanchissait à l'horizon, sur la Manche. Coupant au plus court et sautant par-dessus les ajoncs, il descendit de l'autre côté de la colline, traversa des pâtures enveloppées dans les ténèbres blanches, et entra dans la cour de la ferme. Les fenêtres du pavillon où logeait le fermier, près de la barrière, au poste de guet, étaient encore fermées. Le valet, pour ne pas être entendu, posa le pied sur les plaques de fumier ou de boue, entre lesquelles se levaient des pointes de galets; il ouvrit la porte de l'écurie et harnacha son âne.

Qu'allait-il faire avec son âne? Une chose que beaucoup

d'hommes de vingt-huit ans n'auraient point accepté de faire. En ce pays du Cotentin, les jeunes qui se gagent dans les fermes commencent souvent par traire les vaches. C'est un rude métier. Avant le jour, en automne et en hiver, au petit jour dans les saisons de lumière, il faut être dans la pâture où les bêtes ont passé la nuit, prendre les grosses cruches de cuivre qu'on avait chargées sur le dos de l'âne, et, quelque temps qu'il fasse, par le froid, la gelée, la pluie, la brume, s'agenouiller dans l'herbe, et traire sept, huit, dix vaches du troupeau, qui arrivent, l'une après l'autre, en ordre invariable, du bout du clos, lentes, les jambes écartées, pour être délivrées de leur lait. A midi, il faut retourner dans la pâture, et une fois encore, à la nuit venant. Dans l'intervalle, le triolet a nettoyé les cruches avec de l'argile; il a eu soin de donner aux porcs leur ration de pommes de terre bouillies et de petit lait; on l'a vu trotter de droite et de gauche, dans les étables, les greniers et les cours, aux ordres du fermier, de la fermière ou des grands valets. Son rêve est donc de devenir, à son tour, grand valet, c'est-à-dire charretier, un peu bûcheron, émondeur d'ormes dans le temps où la sève dort, et cueilleur de pommes vers octobre, quand commence la fabrication du cidre, la vendange de là-bas. Il n'y a guère d'exemple qu'un garçon bien doué et ambitieux aille encore, après dix-huit ans, traire les vaches dans les clos, tandis que les triolettes sont de tous les âges et qu'on en rencontre de toutes vieilles, qui n'ont jamais eu d'autre métier. Auguste Hambye, lui, était resté dans le triolage jusqu'au service militaire. Ses camarades l'avaient plaisanté d'abord de ne point faire comme eux. Puis, l'homme étant de haute mine, beau et redoutable, — il avait trois ou quatre fois, dans les prés, empoigné et fessé jusqu'au sang ceux qui se moquaient, — les gens des fermes voisines, les femmes surtout, se mirent à le considérer avec une secrète admiration, comme un original, mais plus habile que tout autre en son métier. Dans la contrée, il n'y eut bientôt plus un enfant qui ne sût qui était « le triolet de Renivast. » On l'appelait à l'aide dans les cas difficiles. Une génisse folle était-elle sortie du clos, et menaçait-elle, de ses deux cornes abaissées et pointées savamment, tous ceux qni approchaient? Fallait-il rétablir un pont de madriers, qu'un des lents ruisseaux qui vont à la mer, tout à coup gonflé, avait emporté? ou bien ferrer un jeune

cheval tenu à la longe, dans l'herbage, et dont personne ne réussissait à saisir et à lier le jarret? il y avait toujours quelqu'un pour dire : « Allez quérir Auguste de Renivast; vous n'êtes bon à rien ; il est bon à tout. » La légende même le guettait. Comme il était fort ménager de son bien, et ne changeait de vêtement que si la trame et la chaîne ensemble étaient usées, on l'avait vu, en ce temps-là, porter toujours le même complet de velours à côte, déteint par l'air et l'eau, devenu couleur de terre délayée, sauf à l'endroit des genoux, qui avaient, à la longue, pris la couleur de l'herbe, où Auguste Hambye restait tant d'heures agenouillé. On le nommait souvent, en souvenir, « l'homme aux genoux verts, » et lui, il se faisait gloire de cette seigneurie-là, et il lui arrivait encore, à présent qu'il était devenu grand valet chez M. Lendelin, de mettre le pantalon taché par l'herbe de Normandie. Les longues heures de solitude, dans les clos, parmi les bêtes, n'avaient pas laissé mauvais souvenir à ce silencieux. Aujourd'hui même, par camaraderie, par obligeance, par vanterie aussi, il avait accepté de remplacer l'une des deux vieilles triolettes de Renivast, la Debrise, qui était allée aux noces, pour trois jours, du côté de la Hague.

Cinq heures sonnaient au clocher de Valcanville, lorsqu'il fit tourner la barrière légère du clos. A travers le brouillard dilué dans le vent du matin, les dix vaches que la vieille Debrise avait l'habitude de traire vinrent d'elles-mêmes au remplaçant. Déjà l'âne, attaché à un pieu, broutait. Les trois cruches de cuivre poli, qu'il avait apportées sur son dos, reposaient le long de la haie. Le triolet en prit une, flatta, de la main gauche, une jeune vache à son premier veau, une vache blanche et fauve, puis, se laissant aller sur les genoux, qui s'enfoncèrent dans l'herbe épaisse et trempée, il se mit à tirer le lait, qui giclait à l'intérieur du vase, et faisait sonner la paroi du métal. Deux heures, sans arrêt, il travailla. Il avait le visage et la poitrine en sueur, et les jambes glacées, car elles baignaient dans une rosée abondante, que rafraîchissait encore le vent de l'aube et de la marée. Il se hâtait de traire la dernière vache, qu'on appelait Demi-deuil, parce qu'elle avait la queue noire et tout le reste du corps blanc. La brume s'était repliée sur la mer et y voyageait, roulée en grosses boules; en grimpant sur la Pernelle, on aurait entendu les sirènes; mais

la cime des ormeaux était couleur de flamme. Auguste avait l'habitude de ce froid qui engourdissait ses maigres mollets. Il ne se plaignait pas, mais il se hâtait. Il aurait pu se plaindre, cependant, car la triolette de la ferme, la vieille Prudence, ayant fini l'ouvrage et libéré ses vaches, était venue, lasse, rouge, renouant le foulard dont elle s'enveloppait le cou, s'asseoir à droite de son ancien compagnon. Ensemble, pour commencer, ils avaient parlé, un peu du temps, des bêtes, et du fermier, M. Lendelin, qui ne voulait pas augmenter les gages de ses triolets. Et les mains d'Auguste, les mains gercées et souples douloureusement, tiraient en mesure les cordes de la grosse cloche rose où Demi-deuil serrait son lait.

— Deux cents francs par mois; ils ne veulent pas donner plus; pourtant, on les gagne bien !

— Oui, répondait le valet, on les gagne; je me souviens. Surtout, il n'y a pas de congé.

— Le lait n'a pas de dimanches, mon pauvre garçon. Il faut que ça coule... Tenez, quand Marie Le Hartel, vous savez bien, celle de la Duquerie, a quitté le métier, je crois bien que c'était la raison : elle a voulu du bon temps, et elle s'est mise en place.

— J'ai entendu dire autre chose.

— Quoi donc ?

— Que le patron la courtisait : et la fille est fière.

— Pour ça oui, et bonne travailleuse, et économe !

— Pas causante, entre nous!

En disant ces phrases-là, courtes et pleines de sens, il tenait les yeux baissés vers la cruche, d'où un rayon de soleil, ayant touché la panse de cuivre, rejaillissait en éclaboussures sur les mains de l'homme et sur les ruisseaux de lait coulant. Il revivait évidemment une minute morte, que lui seul dans le monde, et peut-être Marie, avait le pouvoir de ressusciter.

La triolette, que le bavardage reposait, croisait les bras sur ses genoux; elle était assise, elle, sur un escabeau à trois pieds. Son lot de vaches laitières avait déjà pris du large, et paissait dans le clos. Comme elle se croyait fine, elle se tut un moment, pour mieux étudier la physionomie de son compagnon de travail, et, enragée de connaître le secret, de savoir au moins s'il y en avait un, elle demanda :

— Vous l'avez revue plus d'une fois, depuis qu'elle est à Valognes?

— Bonne foi non! Je n'y vais pas souvent, à la ville, et, quand j'y vais, je fais les commissions du patron, je fais les miennes, je bois mon café, et je m'en reviens.

— Je crois qu'elle est bonne à tout faire, chez une demoiselle d'âge?

— Ça se peut.

— Vous la regardiez passer par-dessus les haies, quand elle était ici?

— On regarde ce qui remue, n'importe quoi, même vous, Prudence!

— Oh! moi, quand on me regarde, c'est qu'on se trompe, et ça ne dure pas. Mais elle, en voilà une belle jeunesse!

— Il y en a qui le disent.

— Bien faite, et fraîche; je crois la voir: aussi grande que vous...

— Je n'ai jamais mesuré.

L'air de moquerie d'Auguste Hambye agaça la vachère. De ses mains assemblées, portées à sa nuque, elle souleva l'édifice de ses cheveux déteints par l'âge et collés en mèches par le brouillard. C'était son avant-dernier orgueil, cette chevelure encore lourde: car on ne peut jamais dire quel sera le dernier.

— Vous êtes d'un mauvais tour, ce matin, Auguste. C'est peut-être parce que vous êtes arrivé en retard? Moi, je rentre. Vous rapporterez bien mes cruches avec les vôtres, n'est-ce pas? C'est le petit vacher qui les a portées sur sa brouette jusqu'ici...

— Bien, bien, ma vieille: on fera deux tours avec l'âne.

Elle s'éloigna, essuyant aux touffes d'herbe les taches de lait de ses cottes.

— Et puis, vous savez, on ne vous parlera plus de Marie Le Hartel, puisque cela vous fâche.

— Oh! pas du tout.

Prudence ne fut pas plus tôt revenue à la ferme, qu'elle s'empressa de répéter la conversation qu'elle avait eue avec Auguste Hambye, de plaisanter ce Normand cachottier, et de raconter de prétendus souvenirs qui n'étaient qu'histoires inventées.

Quand il eut fini sa besogne, celui-ci, qui ne se doutait pas

du manège de la vieille fille, charria les cruches, les siennes et celles de Prudence, jusqu'à la ferme. Dans sa tête lente, il repassait les mots que sa mère et la triolette venaient de dire, sans s'être accordées. Autour de lui, la ferme éveillée ne faisait pas grand bruit. Après le repas du matin, il fut stupéfait de s'entendre héler par le patron :

— Auguste, va donc avec la camionnette, livrer un demi-cent de bouteilles de cidre à Valognes? Tu me rapporteras du tabac doux, puis des pointes longues, vingt mètres de ficelle solide, un piège à rats, deux boisseaux de pommes de terre bleues, si tu les trouves, et trois feuilles de papier timbré, pour que j'écrive le bail de mon petit bien de la Hucherie, que j'ai loué de parole à Prosper Hommet... Ah ! par la même occasion, achète-moi donc un jambon?... Si tu rencontres, par hasard, l'ancienne triolette de notre voisin, Marie Le Hartel, tu lui souhaiteras le bonjour de ma part... Ça ne doit pas être pour te déplaire, car on assure que tu en tiens pour elle ?

Et il eut un rire silencieux, qui creusa et releva en hameçon les deux coins de ses lèvres.

Le valet, qui travaillait près de la pompe, au milieu de la cour, ayant, tout autour de lui, les cruches de cuivre qu'il frottait avec de l'argile, au dedans et au dehors, et rinçait à grande eau, leva sa main noire, et répondit, riant aussi :

— Je ne sais pas ce qu'il y a aujourd'hui, tout le monde me parle d'elle : en vérité, monsieur Lendelin, si je la rencontre, je lui porterai votre salut.

Il la rencontra. Dans la prairie vallonnée du Cotentin, il y a de petites villes qui ont eu des murailles de guerre, fossés, pont-levis, et une histoire pleine de sièges et de batailles, de duels et de tournois, où le nom des Anglais revient souvent. Pour des raisons militaires, mais aussi pour ménager la terre préciosissime, les aïeux normands les construisaient sur des hauteurs pierreuses, où l'herbe pousse moins bien. Valognes est l'une d'elles. Au XVIIIe siècle, quand on crut à la paix dans cette frontière marine, chaque seigneur ou bourgeois bâtit son hôtel ; chacun eut sa grille de fer forgé, sa cour d'honneur, ses balcons ventrus, et ses lucarnes haut coiffées, d'où l'on voyait monter les nuages sur la mer. Les beaux hôtels sont encore debout ; les lourdes ardoises des toits, toutes cernées d'un joint de mortier, ont résisté aux tempêtes d'hiver, et les lauriers sont drus,

qui furent plantés jadis. La campagne aussi a ses demeures anciennes, cachées par des rubans de futaies; elle a ses ruines, ses parcs en terrain plat, ses avenues bordées d'arbres, où personne ne passe et qui descendent vers les plages. Normandie sans seigneurs, mais toujours seigneuriale !

Auguste Hambye s'en fut donc à Valognes la bien bâtie ; il conduisait sa camionnette par les rues étroites, cornant, tournant, freinant pour les chiens autant que pour les passants, s'arrêtant où il fallait, pour acheter tout ce qu'avait demandé M. Lendelin. La voiture était bien connue par la ville, et aussi l'homme aux genoux verts. Plusieurs marchands, qui ont du loisir entre deux clients, plusieurs marchandes, blondes et nourries, à qui ne déplaisait pas un bout de causette avec ce gars de belle humeur, qui avait le regard ferme et des moustaches comme des épis de blé, auraient aimé à savoir des nouvelles de la Hougue.

On l'invitait : « Mais, restez donc! — Point, disait-il, j'ai dix commissions à faire dans Valognes, et mes bêtes qui m'attendent. — Vous êtes redevenu triolet? Pas possible? — Pour deux jours encore. » Il se dépêchait, mais, pour tout dire, modérément. Il était près d'onze heures, quand il mit en marche son moteur, en haut de la place du Château. « Que me reste-t-il encore à faire? se demandait-il. — Ah! je me rappelle : des pointes longues à acheter, dans le quartier de l'église... » L'automobile grise descendait donc, et traversait le champ de foire, par le milieu, à petite allure. L'homme, ayant entendu des aboiements, en arrière, s'imagina qu'il avait peut-être écrasé la patte d'un chien, et se pencha hors de la voiture, la tête tournée vers le haut de la place. Une grande jeune fille venait. Elle était toute penchée de côté, car un panier, qu'elle tenait par l'anse et d'où sortaient des légumes, des feuilles de choux, et la tête d'un poulet mort, la tirait à droite. Auguste ralentit encore la marche de la camionnette, et, sans secousse, arrêta la machine. La jeune fille ne se souciait guère d'une voiture qu'elle n'avait pas reconnue. « Que mon panier est lourd et que la maison est encore loin ! » Ce refrain des cuisinières qui reviennent du marché lui tenait seul compagnie. C'était bien elle : son visage long aux joues plates, son teint uni, ses cheveux jaunes sans chapeau ni coiffe, et cet air de ne point penser, mais seulement de souffrir ou de se réjouir de la vie, selon les

jours. En ce moment, elle peinait. Simplement pour ne pas allonger son chemin, et pour descendre au plus court, elle passa près de l'automobile, à frôler les roues, du côté droit. Et un peu au-dessus d'elle, tout près, voici une voix qui l'appelle par son nom :

— Eh bien! Marie Le Hartel? Marie de la Duquerie?

Elle fut vite redressée, la grande Normande, elle eut vite tourné le visage à gauche, et le gars put voir qu'elle avait toujours de belles dents, car elle éclata de rire en l'apercevant :

— Auguste Hambye! Si c'est possible! Vous voilà à Valognes!

— Comme vous voyez.

— Ça doit être la première fois que vous y venez? Je ne vous ai jamais rencontré.

— Non, mais c'est la première fois que je m'arrête pour attendre Marie Le Hartel.

— Vous m'attendiez?

L'homme ne répondit pas tout de suite. Il se défiait de son propre cœur, qui battait de surprise, de plaisir et de jeunesse. Marie avait avancé la tête, afin, croyait-elle, de parler sans être entendue. Or, il n'y avait personne autour d'eux. Elle était abritée sous la visière de tôle de la camionnette. Il aurait vite dit un mot de trop, et qui l'eût engagé. Le Normand répondit, sans se compromettre :

— Chargée comme vous l'êtes, vous feriez pitié même à un étranger, Marie...

— Pas tant que ça!...

Elle ne voulait point passer pour une fille sans courage. S'étant retirée un peu hors de l'abri, elle saisit d'une main le panier, et le leva, pour prouver sa force. Elle était magnifique de ligne, en ce moment : la taille cambrée, le bras dégagé de la manche et ferme, et moins rose que les joues qui riaient, les yeux riant aussi, et se moquant des choux, des carottes, des navets, du poulet, et de cette manne d'osier tressé, qu'elle tendait à bout de bras, comme une offrande au jour qui luisait doux. Auguste voyait bien, à sa manière, que le geste était jeune et beau. Il pensait, tout au fond de son cœur : « Ça ferait une solide ménagère, et décidée, oui, Marie Le Hartel! » Il se garda d'exprimer la pensée qui le mettait en joie, mais, tendant

la main, il saisit le panier, que Marie abandonna; il le plaça à côté de lui, sur le plancher du siège :

— Venez donc près de moi, je vous porterai où vous allez : le panier est trop lourd!

— Vous voudriez! Oh! par exemple!

Elle avait la voix chantante, les yeux mouillés de lumière. Deux passantes, au bout de la place, entendirent voler ces mots-là, et tournèrent la tête.

— Allons! Dépêchons!

Il la commandait, à présent! Et elle obéissait! En un moment, levant les épaules, elle eut tourné autour du capot, monté sur le marchepied, et se fut assise. Et les voilà partis! Oh! pas bien vite. Ils auraient pu causer, l'un avec l'autre. Elle avait mis ses mains à plat sur ses genoux. Elle avait peur qu'on ne vît qu'elle était contente, et elle regardait au-dessus des hommes que croisait l'automobile. Elle dit une fois : « Descendez vers l'église Saint-Malo, » et, un peu plus loin : « Tournez maintenant. » Sans répondre, il obéissait, à son tour, les yeux levés, comme elle, mais moins haut, uniquement occupé, semblait-il, de conduire la machine. Une rue bordée de boutiques; une autre étroite, déserte, petits hôtels anciens, balcons rouillés, fenêtres aux vitres vertes, quelques grilles, des pointes de laurier au-dessus des murs. Marie montra du doigt un portail vert, à droite duquel pendait un pied de biche, au bout d'une chaînette. Qu'il y avait longtemps que la biche avait été forcée!

— C'est là, Auguste Hambye, arrêtez sans bruit! C'est là!

En freinant, il ne fit pas grand bruit, mais il en fit un peu. Et toutes les oreilles de la rue, n'étant point encombrées par le bourdonnement de la vie, reçurent la plainte de l'arbre de transmission. Quelques têtes parurent, entre les montants des hautes fenêtres, ici ou là; trois filles secouèrent leurs tapis poussiéreux, plus longtemps qu'il n'était utile; une autre se pencha hors d'une lucarne, et s'accouda sur la margelle d'un air de rêver; un chanoine qui lisait son bréviaire, derrière une fenêtre à meneaux, interrompit sa lecture, et dit, hochant un front dégarni : « L'automobile est décidément une jolie invention. » Marie était déjà dans la rue; elle avait posé le panier près de la porte, et tirait une clé de sa poche. Une voix la héla :

— Eh! ma fille! vous ne vous gênez pas! Vous faites vos courses en voiture, à présent!

— Mais non, mademoiselle, j'ai rencontré...

— Je le vois bien, que vous avez rencontré!... On rencontre toujours, quand on cherche...

Au-dessus de la voiture, le bruit d'une fenêtre qu'on ferme apprit aux deux voyageurs, et à la rue, que la demoiselle allait descendre. Et, en effet, Marie avait repris son panier dans sa main gauche; elle approchait, de la serrure, la clé qu'elle tenait dans sa main droite, lorsque la porte s'ouvrit. La petite vieille demoiselle était là, grise de cheveux, grise de visage, vêtue de soie noire, le bras encore tendu et tremblante d'émotion :

— Une fille qui m'a été recommandée!... Ah bien! oui... Que j'ai traitée comme ma propre fille!... Vous n'avez pas honte? Vous ne dites rien?... Quand j'étais jeune, je faisais mon marché, moi aussi; mais personne ne m'a jamais proposé de me reconduire en cabriolet!... Je n'aurais pas permis, je vous assure... Les filles d'aujourd'hui n'ont plus de tenue..., plus aucune tenue!

Marie, beaucoup plus grande, les yeux à terre, attendait la fin de l'orage. Elle devait connaître les reproches; elle avait l'habitude; elle se disculperait plus tard, dans la demi-heure d'après, lorsque Mlle Rivière aurait recommencé à se souvenir que les domestiques sont rares. Auguste Hambye, moins patient, se pencha hors de la camionnette :

— Bon sang de bon sang! La demoiselle, ne lui en dites pas tant! C'est une bonne fille, votre servante! Je l'ai trouvée qui n'en pouvait plus, sur la place du Château! Elle ne m'a rien demandé; elle ne me reconnaissait même pas, vu que j'étais caché dans ma voiture...

— Ah ça! qui êtes-vous donc, l'homme?

— Auguste Hambye, le grand valet de Renivast, et elle était de la Duquerie, elle, de chez Mouchel!... Faut pas être injuste, voyons...

— Ne vous mêlez pas de nos affaires, allez aux vôtres!

Cette fois, le grand valet se leva tout droit dans sa voiture, et, rouge de colère, perdant cette mesure dont il était si jaloux, sans songer qu'il se compromettait gravement, il répondit en regardant Marie :

— Si elle sort de chez vous pour une affaire comme ça, elle viendra chez moi, et pas ailleurs!

La vieille fille ne pouvait comprendre qu'en parlant ainsi, il promettait le mariage. Indignée, elle poussa la porte. Mais Auguste avait eu le temps de voir, dans les yeux de Marie aux paupières à demi closes, les yeux en noyaux d'olive, le plus beau remerciement qu'ils pouvaient dire.

Il remit la voiture en marche, et corna plus de dix fois avant de quitter la rue, en manière d'adieu, et de gouaillerie peut-être.

Le soir, à mi-chemin entre Renivast et la Pernelle, il retrouva la brume, occupée à faire des feuilles mortes dans les hautes haies d'ormes déjà enveloppées par la nuit. Elle avait tué le vent déjà, et il n'y avait aucun autre bruit que celui des pas de l'homme qui regagnait son chaume. Il entra, comme de coutume, avec brusquerie, toucha la visière de sa casquette de laine, pour saluer sa mère, prit une poignée de feu, et dit :

— J'ai tout réfléchi : puisque tu veux que je m'établisse, je demanderai Marie Le Hartel, qui est bonne à tout faire, chez une demoiselle de Valognes.

La petite mère, qui mettait le couvert, s'arrêta, une assiette dans une main et une carafe dans l'autre.

— Qu'a-t-elle donc de si beau? Une longue fille qui n'en finit pas!

— C'est parce que tu es petite, que tu dis ça.

— Une fille avec qui tu n'as guère causé.

— Ce que je sais me suffit.

— Que sais-tu donc?

— Qu'elle a bien de la vertu, pour servir sa demoiselle sans seulement lui répondre.

La mère n'avait aucun espoir qu'Auguste racontât jamais de quelle manière il s'était renseigné. Elle avait obéi toute sa vie, à son mari, à son maître, et à la pauvreté qui défend tant de choses. Maintenant, elle obéissait à son fils. Elle fut, comme tous les soirs, attentive à servir Auguste, à le regarder pour deviner ce qu'il pensait, à l'interroger sans trop en avoir l'air. Il n'y eut point de différence entre ce soir-là et les autres, si ce n'est que, après la soupe mangée, elle dit : « Je n'ai pas faim aujourd'hui, » et qu'elle demanda, une heure plus tard, lorsque le fils alluma la lampe à essence pour aller se coucher :

— Faudra donc que tu parles à la mère Le Hartel?

— J'y compte bien.

De sa pauvre main douloureuse, elle frappa la table :

— Si elle t'accorde sa fille en mariage, celle-là, je croirai que le diable est devenu bon. Ça sera-t-il bientôt que tu iras la voir ?

— Je n'ai pas envie de tarder.

— Demain ?

— S'il y a moyen.

Un grand soupir fut toute la réponse de la veuve. Le pas de l'homme s'éloigna ; la porte fut fermée ; la plainte éternelle des plages était bue, cette nuit-là, par les dunes ; et la femme connut, non pour la première fois, combien sont longues les heures dans l'absolu silence.

Le lendemain, comme il avait dit, Auguste Hambye, s'étant hâté de dîner à midi, quitta la table où le patron, et les valets de Renivast, pelaient encore leurs pommes, et causaient, en attendant le café. Il avait le temps de courir jusqu'au hameau où demeurait la veuve Le Hartel, et de revenir pour le travail, qui ne presse pas souvent les hommes, en ce pays d'herbe et de pommiers. Il avait mis, le matin, un costume neuf. Ses longues jambes l'eurent vite porté devant la haie vive, au delà de laquelle il y a la maison où habitait la mère de Marie. Oh ! une rude femme, lingère autrefois, propriétaire aujourd'hui, retirée dans « son bien, » et qui battait son linge dans le jardin, en arrière, à l'endroit où il y a une pompe touchant le mur de la cuisine. Auguste connaissait la maison ; il entendait le refrain du battoir ; il traversa donc le couloir, et se retrouva, au soleil d'une heure, devant la ménagère. Celle-ci l'avait tout de suite reconnu ; elle ne s'interrompit pas pour si peu, et le salua d'un air de protection. Dans le pays, elle passait pour riche : était-ce une raison pour regarder ainsi, de la tête aux pieds, le grand valet de Renivast, et pour tordre le bec de son côté, comme si elle avait su ce qu'il venait lui apprendre ? Même elle parla la première, en posant son battoir et essorant, sur la planche, un corsage à petits pois.

— Te voilà, Auguste ? Et en habits de dimanche ! Tu as donc quelque chose d'important à me demander, mon garçon, pour n'avoir pas gardé ta culotte aux genoux verts ?

— En effet, répondit le valet : puisque vous le devinez, ce n'est pas la peine que je vous le dise.

— Au contraire : va toujours.

— Mère Le Hartel, il y a une fille, à Valognes, qui ne me déplaît point.

— Je la connais ?

— Tout à fait bien. Si vous vouliez...

La femme cessa de rouler, sur la planche, le corsage tout mousseux d'eau de savon. Des deux mains levées, elle fit, en l'air, le geste d'effacer une ligne d'écriture, et répondit tout haut, sans avoir l'air de songer aux jardins voisins, aux bonshommes, aux bonnes femmes bèchottant derrière les poiriers :

— Tu plaisantes, Auguste Hambye ! As-tu du bien, pour te marier avec ma fille ?

— Je n'ai pas grand chose. Mais, si elle voulait comme je veux, diriez-vous encore non ?

— Est-ce que tu lui as parlé ?

— Sans doute, hier matin, sur la place du Château.

— Et elle s'est mise d'accord avec toi ?

— Je ne dis pas ça ; il y a bien des manières de dire oui...

— Il y a aussi bien des manières de dire non. Je te dis non de toutes les manières, moi : non pour aujourd'hui, et non pour demain. Ma fille n'est point faite pour misérer avec un mari comme toi.

Auguste qui, jusque-là, contre son habitude, avait tenu sa casquette dans ses mains, la replaça sur sa tête, et la fit couler sur ses cheveux jusqu'à ce qu'elle touchât l'ourlet de l'oreille, à gauche et à droite.

— Mère Le Hartel, je ne renonce pas à mon idée ! Quand votre fille aura son âge...

— Eh ! mais, interrompit la mère, en appuyant sa réponse d'un coup de battoir sur le linge, quand elle aura son âge, elle ne sera pas plus bête qu'à présent. Je l'ai bien éduquée là-dessus. Je lui ai fait la leçon : pas d'argent, pas de mariage ! Qu'as-tu pour faire vivre ton ménage ?

— Mes bras.

— Ils peuvent te manquer, si tu es malade.

— Si on ne vivait pas un peu de confiance, alors qui donc se marierait ? J'ai aussi ma maison.

— Bast!

— Et mon jardin!

— De quoi nourrir trois lapins maigres.

— J'ai aussi...

Ayant commencé la phrase, Auguste ne l'acheva pas. Il est probable qu'il était tenté d'avouer quelques économies. Même en cette heure d'émotion, il ne les trahit pas. Ce fut la mère Le Hartel qui se prit à rire, comme elle avait fait en apercevant le grand valet de Renivast. Elle n'était plus toute jeune; elle avait connu le temps où, dans le Cotentin, on faisait semailles et moissons, et, naturellement, la formule qui lui vint à l'esprit ne fut point celle qu'eût trouvée une femme de vingt ans. La mère Le Hartel répondit, les poings sur les hanches, ses trente-deux dents à l'air, et la poitrine ballant dans son ample corset :

— Écoute, Auguste Hambye : le jour où tu pourras me montrer trois boisseaux de froment récoltés dans un bien à toi...

— Trois boisseaux?

— Oui, mais que tu n'auras pas cueillis dans ton jardin...

— D'accord.

— Ce jour-là, tu pourras venir me reparler de Marie; d'ici là, occupe-toi de tes chevaux, et ne va pas faire des commissions à la ville.

Elle avait parlé rudement, la mère Le Hartel; elle s'était moquée du valet. Cependant vous eussiez vu les yeux du grand gars fauve cligner de contentement, et ses lèvres s'allonger, comme s'il avait eu, devant lui, un petit verre de cette vieille eau-de-vie de cidre que le fermier de Renivast offrait, à tout le personnel de la ferme, au matin du premier de l'an.

— Au revoir, mère Le Hartel! A l'avantage!

Il trotta si bien, le long des tranchées bordées d'ormes, qu'il arriva au moment où ses deux chevaux finissaient de boire, et levaient haut leur tête, pour faire couler, dans leurs naseaux, les gouttes d'eau en voyage sur leur mufle mouillé.

Le lendemain, qui était un dimanche, comme il revenait d'assister à la messe dans l'église de la Pernelle, Auguste s'arrêta devant la barrière de son jardin, et dit à la petite mère qui arrivait derrière :

— Maman, je voudrais ton avis sur une chose?

— Dis, mon enfant.

— Une chose de religion : tu es plus dévotieuse que moi, bien sûr, et tu ne te tromperas point.

— Je ne connais que ce que j'ai entendu, et mon petit raisonnement par-dessus.

— Maman, c'est-il permis de demander une fille en mariage, le dimanche?

La mère Hambye ne riait pas souvent. Mais, cette fois, elle rit de si bon cœur que les pommettes de ses joues dansaient en mesure, et qu'un rouge-gorge, qui avait l'habitude de venir saluer ses hôtes, dès que le loquet de la barrière remuait, et de les accompagner jusqu'à la porte, s'envola, et s'alla percher sur un poirier, songeant : « Qu'est-ce qu'elle a donc ? »

— N'en fais pas de doute, Auguste : rien n'est mieux permis.

— Alors, ne te mets pas en peine de mon travail d'aujourd'hui.

Elle riait encore, en remuant les cendres du foyer. Mais elle ne continua pas longtemps. Auguste avait quitté ses vêtements du dimanche et repris sa veste de velours et son pantalon aux genoux verts ; il sortait de sa chambre, portant une poche de toile, de la grosseur d'un solide mollet, haute de même, et qu'il tenait en équilibre dans la paume de sa main droite.

— Te voilà en belle tenue, pour faire ta demande en mariage !

— Celle qu'il faut.

— Et dans le sac blanc, qu'as-tu mis? un cadeau de fiançailles?

— Si on veut.

— Un mouchoir de soie?

— Non.

— Un manchon de lapin blanc?

— Non.

— Des colliers de corail, que les marins vont chercher dans les îles?

— Non, maman : mais rappelle-toi bien qu'il y a là dedans toute ma chance d'être heureux.

La mère trouvait étranges les propos de son fils. « Dire des choses pareilles, un garçon qui a du raisonnement! » Elle commença de s'inquiéter, lorsqu'elle entendit, au-dessus d'elle, un bruit mou, de tiges pourries, mais qui ont encore un petit

cri quand on les foule, et la plainte plus vive de bâtons qui éclatent. Elle fit trois pas dans le jardin, et les pincettes, qu'elle avait au bout des doigts, tombèrent à terre.

— Seigneur, il a perdu l'esprit !

Le grand valet de Renivast était debout sur le toit, enfoncé jusqu'aux genoux dans le chaume. Son sac de toile ouvert et pendu à son cou, ses durs cheveux jaunes formés en lames et rabotés par le vent, il se courbait, il fouillait, de ses deux mains, jointes en soc de charrue, l'épais vêtement de paille qui protégeait la mère et le fils contre le froid, le chaud, la pluie et la tempête. Puis, il enfonçait une main dans le sac, en retirait son poing bien fermé, et semait, dans la rigole, une graine inconnue, à la profondeur qu'il faut pour que l'herbe soit solidement plantée sur ses racines. Puis, il rapprochait les bords de la coupure, et changeait de place. Les deux pentes n'étaient point rapides, et, s'il glissait un peu, en descendant d'un pas, il n'avait qu'un coup de talon à donner, et le brodequin entrait dans le chaume.

La mère regarda son fils creuser, semer et niveler deux sillons du toit de sa maison, puis, hochant la tête, et ramassant les pincettes, elle rentra, convaincue que le valet de Renivast était malade d'esprit. Elle eut soin de porter sa chaise et de s'asseoir tout près du mur, au-dessous de la partie déjà ensemencée du toit, de peur que les poutrelles, et les bâtons de traverse, venant à céder plus loin, toute la charge, y compris le grand Auguste, ne s'effondrât dans la chambre.

Avant midi, la partie du toit qui regardait l'Occident était emblavée; sur l'autre moitié, le travail ne fut achevé qu'au crépuscule. Les premières étoiles étaient déjà brillantes dans le ciel et sur la mer. A peine descendu de son échelle, Auguste dit : « Je ne pourrais manger, je vais au lit. » Il se coucha sans boire ni manger, et dormit comme un homme heureux.

Au-dessus de lui, le chaume commençait déjà de préparer la moisson. Vous pensez bien que cet antique matelas de paille était devenu, depuis longtemps, une vraie terre bénie, à qui seule manquait la semence. Jusqu'au fond, jusqu'aux brins qui voyaient ce qui se passait dans les chambres, la poussière des routes, celle des champs, bien rares, celle des prés, quand

les veaux galopent ou qu'ils piétinent à la barrière, toute cette poudre fine et fertile était tombée. La pluie l'avait fait couler le long des chalumeaux les mieux serrés par d'autres. Tant de feuilles à l'automne, en pourrissant, ne font-elles pas du fumier? La substance même des tiges, dont le toit était fait, sous l'influence de l'air, des pluies, des neiges quelquefois, du soleil aussi, s'était transformée en une pâte à demi molle, prête à nourrir les racines d'une plante. Et voici que le froment allait pousser dans la tombe d'une moisson de sa race.

Il avait été jeté, en octobre, entre les javelles mortes du toit; les cloches sonnaient pour la fête des saints, quand il lança ses premières lames vertes hors du fourreau de la paille. Auguste, au petit matin et le soir, quand la nuit n'était pas trop noire, le regardait. Jeunesse des herbes, qui plient jusqu'aux racines, et se couchent, et jouent avec le vent! Quand la tempête soufflait de la Hague, que la maison était secouée comme par un tremblement de terre, la mère et le fils, entre lesquels la flamme de la lampe elle-même s'affolait, éveillés de la torpeur qui les saisissait de bonne heure, à la veillée, disaient : « Les roches du Raz Blanchard crient miséricorde! » Chacun d'eux, en esprit, voyait ce duvet vert, aplati, sifflant une chanson perdue dans celle de l'ouragan, et caressant les vieilles javelles de son espèce. Les froids de décembre et de janvier furent rudes cette année-là. Auguste, qu'une seule pensée menait, ne manquait guère, après avoir dit : « Fait froid, ce soir! » de prendre une des bûches rangées sur champ, le long de la cheminée, et de la jeter sur les braises mourantes. « Tu fais de la dépense inutile, » disait la mère. Le grand valet ne répondait pas directement. Il secouait la tête, d'un air content, et disait : « Chauffe-toi, mon froment! » Il lui arrivait de dire tout à coup, les jours de vent : « Tiens-toi ferme! » et quand il pleuvait : « Bois ton saoul! » La moisson de là-haut l'occupait, même dans le travail du jour, à Renivast. Mais il se gardait d'en parler. Et qui se serait douté qu'il y eût deux pentes de blé, une reliure de livre emblavée, entre les ormes, si ce n'est les corneilles qui, à la brunante, regagnent, pour y dormir, l'îlot de Tatihou?

Marie ne savait pas que son sort dépendît du sort d'un champ de blé, et du plus petit, assurément, qu'on eût jamais vu, depuis Cherbourg jusqu'à Mortain et à Saint-Hilaire du

Harcouët. Une fois seulement, au printemps, elle avait, de nouveau, rencontré le grand Auguste dans une rue de Valognes. Il l'avait saluée, sans pouvoir lui parler, car il accompagnait le fermier de Renivast, qui allait acheter une nouvelle faucheuse, et tenait à l'avis de son valet. Mais elle avait compris que rien n'avait changé depuis l'automne. Mlle Rivière, non plus, n'avait pas changé d'humeur. Le blé croissait en silence, le rêve aussi.

Un après-midi de mai, Auguste s'aperçut qu'un coquelicot allait ouvrir sa fleur, au bord du toit, du côté du couchant. Il en conclut que tout allait bien. Juin fut très chaud, juillet torride. « J'espère que tu ne vas pas arroser le toit? » demandait la mère Hambye. « N'y a pas besoin, » répondait le gars. Avant la fin du mois, la récolte fut bonne à couper. Alors, un de ces soirs allongés, où, le soleil ayant disparu, tout l'or du jour est encore dans le ciel, et s'y tient jusque vers minuit, Auguste monta, pour la seconde fois, sur le toit de la maison, et se mit à couper le froment. De la blessure des tiges, sortait une odeur de pain chaud. Sur la côte de la Hougue, il y eut, cette nuit-là, des maraîchers et des pêcheurs qui s'éveillèrent, et, respirant l'air descendu par la cheminée, ou coulant sous les portes, dirent : « Quels sont donc les fermiers qui recommencent à chauffer le four, et à cuire le pain de la semaine? » Oh! c'était bien plus : le pain de toute la vie, celui des fiançailles et du mariage du grand valet de Renivast! La mère elle-même, autrefois honteuse et rabrouante, s'était proposée pour aider le faucilleur. Son meilleur drap, celui-là même de ses noces anciennes, et de sa sépulture, elle l'avait étendu au bas du toit, à l'endroit où tombaient, les jours de pluie, les gouttes reformées au bout des chalumeaux.

Agenouillée à l'ourlet, elle recevait les javelles que son fils venait de couper, et veillait à les bien ranger, tous les épis ensemble, afin que le battage se fît mieux. Parfois, elle écartait de la main, et jetait dans la haie, des tiges de pariétaires, une pyramide écailleuse de joubarbe, qui avaient leur domicile ancien dans le chaume, ou encore une pincée de feuilles du coquelicot, le nouveau venu. Elle ne s'ennuyait point, tandis que le moissonneur montait et descendait la pente de son champ suspendu, mais songeait qu'il serait bon d'avoir près de soi une jeune femme, et qu'elle céderait volontiers aux époux

la grande chambre, et la tiédeur du foyer, et la chanson du grillon, inutile pour eux, s'ils consentaient à souffrir que la mère habitât encore la maison. Les vieux ne doivent-ils pas acheter l'hospitalité des enfants ? Elle le savait. Mais tout dépendait de la moisson. Elle disposait, avec amour et crainte, les épis sur le drap ; elle les pesait, dans sa main droite, songeant : « Pourvu que les trois boisseaux y soient ! Car je connais La Hartel : pour cent grammes de moins, elle refuserait sa fille, et, même si la condition qu'elle a dite est remplie, elle pourrait bien ne pas tenir parole. »

Le fils et la mère se firent batteurs en grange. La grange fut la cuisine. Sur le drap qui avait déjà reçu les gerbes, les épis furent frappés, et la balle vola jusque sur les armoires. Le lendemain, pendant que la mère balayait « la place, » le grand valet, au bout de son jardin, cribla le froment. Il en sautait, de la poussière, au bout du balai ! Il en tombait, du crible dans le beau courant d'air que la Hougue lançait, depuis la veille, sur les feuilles des ormeaux pour leur apprendre à bien tenir sur la branche ! Le jardin, comme la chambre, en fut tout enfariné. Mais, sur le drap de la mère Hambye, le froment s'amoncelait, du vrai grain de semence, bien formé, bien gonflé, ni trop sec ni trop mou. Auguste, entre ses bras relevés, qui agitaient le crible, regardait, au-dessous de lui, grossir le tas. Bientôt, par dessus les groseillers et les laitues, il cria : « Maman ? les trois boisseaux y sont ! » Et la réserve n'était pas épuisée. Il restait, à vanner, plusieurs pleines criblées. Lorsqu'on mesura enfin la récolte, Auguste triomphant annonça que le toit de la Pernelle avait produit quatre boisseaux de froment : plus que la meilleure terre de la presqu'île, au temps qu'elle était encore labourée et portait des épis en bordure de ses clos.

La mère Le Hartel reçut donc une seconde visite. Un dimanche, qu'elle n'attendait personne, et qu'assise dans la salle d'honneur, près de la fenêtre ouverte, elle sommeillait, les yeux appesantis par un solide dîner qu'elle venait de faire, et par l'odeur d'une douzaine de brins de réséda, chargés de gousses jusqu'au fin bout de la hampe qui fleurissait encore, elle fut éveillée par le braiement tout proche d'un âne. Elle eut peur, se dressa debout, plus rouge encore que de coutume, mit les mains sur l'appui de la fenêtre, et se pencha. Devant elle, le grand valet arrêtait l'âne des triolets de

Renivast, et l'âne était chargé de deux sacs de toile écrue.

— Excusez, dit Auguste, je vous apporte la récolte de froment, mère Le Hartel ; mon champ a été plus grainant que je n'espérais : j'ai quatre boisseaux !

— Tu prétends avoir gagné le pari, gars de Renivast ?

— Vous pouvez mesurer ! répondit-il en frappant sur les sacs.

— Et où est-il, ton champ ?

Elle le savait fort bien. Avant que le blé n'eût commencé de jaunir, elle avait fait un tour de promenade du côté de la Pernelle, et estimé la récolte à trois boisseaux, pour le moins. Sûre de perdre le pari, elle s'était préparée à dire oui.

— Viens que nous causions, dit-elle : la mesurée est faite. Attache ton âne à la poignée de ma porte.

Auguste Hambye ne se fit point prier, l'âne non plus, qui choisissait déjà des pointes d'un rosier grimpant planté près de l'entrée. Le jeune homme acheva de gagner le cœur de sa future belle-mère, en lui apprenant qu'il avait déjà commandé les couvreurs, et, que, dans un mois au plus, le vieux chaume serait remplacé par une toiture de tuiles. Elle devinait qu'on avait un bas de laine ; elle se représentait, avec complaisance, qu'un homme qui avait su la « rouler, » elle, Normande pur sang et réputée, ne pouvait manquer d'aller loin : et pourquoi ne deviendrait-il pas fermier cotentinais, un de ceux qui passent trois cents jours à regarder pousser l'herbe, et le reste de l'année à regarder mûrir les pommes ?

C'était une femme bien approvisionnée en café, sucre et eau-de-vie de marc, la veuve Le Hartel. Tout en causant, elle faisait chauffer un mélange de chicorée et de Martinique ; elle versa la liqueur, y mêla de l'eau-de-vie, et les bols furent levés :

— A la vôtre, mère Le Hartel !

— A la tienne, Auguste Hambye ! Tu peux, maintenant, retourner à Valognes.

La fille fut encore plus facile à décider que la mère. Depuis le jour où Auguste l'avait rencontrée, elle n'avait qu'une crainte : c'est qu'il ne revînt pas.

Voilà comment, quinze jours après la récolte du froment sur le toit de la Pernelle, un dimanche, Auguste et sa promise,

et la mère laveuse qui les accompagnait, s'en allèrent à Sainte-Marie du Mont, où habitait le parrain d'Auguste. Le parrain, ancien maréchal ferrant, fort cassé par le trois-six, avait laissé entendre qu'il léguerait son bien, — douze vergées de pré, — à son filleul, et les raisons ne manquaient point de lui faire visite avant le mariage. Lorsqu'on eut déjeuné, dans la petite maison qui ouvre ses fenêtres sur la place, les arbres en ligne, et la grande église qui se lève au delà, le parrain et la mère demeurèrent à deviser, tandis que les fiancés demandaient à la femme du sacristain de les mener jusqu'au haut de la tour, d'où l'on aperçoit presque tout le Cotentin. Deux cents marches à monter et à descendre! L'ex-maréchal n'aurait pu se hisser même jusqu'au premier palier, et la laveuse préférait ne pas essayer. Auguste et Marie traversèrent donc seuls la place, et entrèrent dans l'église, précédés par la sacristaine qui leur dit : « Tous ceux qui viennent pour voir la vue, — et il y en a! — vont d'abord voir le tombeau. Tenez, il est là-bas, dans le chœur, à gauche. » Le grand Auguste s'avança vers l'allée centrale de l'église, ouvrit la balustrade de la table de communion, fit un petit signe de tête bref, en passant devant le tabernacle, un peu par politesse traditionnelle, un peu parce qu'il savait plaire à Marie, qui plia les genoux, elle, d'une brusque détente suivie d'un brusque ressaut, en manière de révérence. Ils s'approchèrent de la muraille, à gauche. Il y a là, sous un arceau taillé dans l'épaisseur du mur, la statue de marbre d'un seigneur vêtu de son armure de guerre, agenouillé, jeune encore et de beau visage. C'est un compagnon d'Henri IV, une bravoure, une noblesse, une gloire oubliée de la Hougue. Les deux grands enfants qui l'allaient visiter ignoraient tout du personnage, tout de son temps. La curiosité seule, l'envie de faire comme les autres promeneurs, les amenait, pour une minute, devant le passé. Ils étaient presque de même taille, du même teint fleuri, du même blond ; ils avaient, l'un et l'autre, le visage long, les joues plates, l'air indifférent et la volonté cependant d'admirer quelque chose, puisque c'était convenable. Et c'est pourquoi Marie, se penchant, mettant alors la main sur le bras d'Auguste Hambye, son promis, déchiffra peu à peu et lut tout haut, pour Auguste, l'inscription gravée en lettres blanches sur une plaque de marbre noir. Quand elle était embarrassée, à cause de l'orthographe ancienne, qui l'étonnait,

elle détournait à demi la tête, et la levait un peu vers le grand valet, comme s'il avait été plus savant qu'elle, et capable de la reprendre. Il paraissait rêver. Elle lisait :

« A l'éternelle mémoire de Messire Henry Robert aux Espaulles, seigneur et patron-fondateur de Sainte-Marie du Mont, baron de Gye, seigneur de Lieurre, seigneur d'Hambye... »

Marie s'arrêta de lire. Elle mesura, d'un regard, cet homme, près d'elle, son fiancé, et qui eût, aux temps anciens, porté la cuirasse et toute l'armure pesante, aussi aisément qu'il portait la veste et le pantalon en drap d'Elbeuf. Elle regarda le visage jeune et fermé ; elle le trouva beau et guerrier, et elle dit :

— Tu entends ? Il s'appelait le seigneur d'Hambye ? C'est peut-être un parent à toi, dis, Auguste ?

Elle riait, à moitié seulement.

— Ça se peut, sans qu'on le sache, dit l'homme.

Comme il répondait cela gravement, ayant le cœur tout chaviré par la présence de celle qu'il aimait, et par la voix qu'il entendait, Marie considéra encore le visage d'Auguste Hambye, puis abaissa le regard vers le visage de marbre de Messire Robert aux Espaulles : ils ne se ressemblaient pas. Elle reprit cependant la lecture, avec autant d'émotion que si elle avait lu un testament :

«... Conseiller du Roy en ses conseils d'Estat et privé, gentilhomme ordinaire de sa chambre, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances,... lequel, dès son enfance, nourry au service du très invincible prince Henry le Grand, quatrième, roy de France et de Navarre, l'assista en tous les sièges, rencontres et batailles, qu'il donna pour le recouvrement de son Estat, sans avoir souillé ses mains dans le sang froid, ny dans les injustes butins ordinaires durant le cours de ceste guerre civile. Ainsy sa valeur le rendit l'amour de son Roy, et sa vertu les délices de sa patrie. Ce qui lui fist mériter que ce monarque honora sa fin d'une longue suite de ses larmes, et qu'il aye continué depuis à le regreter, non avecq les parolles d'un maistre, mais avec les plaintes d'un amy. Il mourut dans le logis de Sa Majesté, à Fontainebleau, le dernier jour de novembre 1607, âgé de quarante-six ans. Et repose ici. Priez Dieu pour lui. »

— Faut monter maintenant, dit Auguste.

Marie ne répondit pas tout de suite. Elle remuait les lèvres. En se détournant, elle mit la main sur la tête de la statue. « Bonsoir, Hambye, » dit-elle tout bas. Il lui plaisait que le nom fût le même. Le grand valet ne l'entendit pas. Ils retrouvèrent la gardienne, adossée à un pilier, dans l'ombre, la clé de la tour sur le ventre, entre ses mains croisées.

Ils montèrent, la sacristaine en avant, par l'escalier en spirale. Le grand Hambye faisait du tapage, criait pour faire chanter l'écho, frappait du pied les marches, feignait de tomber, et appelait Marie qui le suivait, Marie dont il prenait la main, dans l'ombre, et qui répétait : « Tais-toi donc! Je sommes presque dans l'église encore ! » car elle le tutoyait, depuis que le mariage était décidé. Quand ils passèrent dans la chambre aux cloches, le fiancé, que la joie exaltait, s'approcha du gros bourdon, leva le poing, et les campagnes de la Hougue se demandèrent : « Quelle est donc cette heure qui sonne ? » Celle de la joie, mes beaux amis.

Mais, parvenus au plein jour, là-haut, dans l'étroit chemin qui fait la couronne bien au-dessus des toits, des jardins, des routes aussi étroites que des brins de chanvre, le grand valet de Renivast s'apaisa tout à coup. Il s'accouda sur la balustrade de pierre, enfonça sa casquette des dimanches, que le vent soulevait, attira Marie tout près de lui. Ils n'avaient jamais vu tant de Normandie au-dessous d'eux, ni tant d'herbe. C'était le royaume des triolets, en vérité. Tout était vert, non d'un seul ton, mais de tous ceux qui appartiennent à cette couleur vivante. Au delà des jardins de Sainte-Marie du Mont, s'étendaient, tout à plat, des prairies vert clair, fauchées nouvellement; d'autres que le regain commençait d'assombrir; d'autres presque brunes, dans les bas-fonds, à cause des traînées de joncs qui s'en vont en tous sens ; partout des frondaisons d'ormes sur les talus, dessinant des rectangles, des trapèzes, ou des formes de cosses de pois arrondies aux deux bouts, et tout cela était sans villages apparents, sans maisons, sans une fumée, et tout cela s'en allait penchant du côté de la mer, verte aussi et mouvante dans les brumes. Auguste Hambye se trouvait dans son royaume, comme le bûcheron dans la forêt. Il avança la main, et demanda, d'une voix douce que Marie ne lui connaissait pas :

— Vois-tu là-bas, au Nord, la Pernelle ?

— Peut-être bien.

— Un endroit où il y a une futaie, plus grosse que mes deux poings?

— Oui, je crois la voir.

— Cherche, à présent, au pied, un petit morceau blond, pas plus gros que ton dé à coudre?

— Je le vois.

Il se mit à rire :

— C'est chez nous! C'est le toit de ma maison, Marie! Dans un mois, tu y viendras.

— Oui, j'y viendrai.

— Seulement, la paille aura été remplacée par de belles tuiles neuves, et, d'ici, ceux qui viendront après nous demanderont : « Quelle est cette maison rose? »

— Sacristaine, écoutez-moi bien, dit Marie, vous répondrez : « C'est là qu'habitent Auguste Hambye et Marie Le Hartel, sa femme. »

Tous trois, à travers l'espace, deux dont le cœur battait, la troisième que guidait seulement un peu de curiosité, ils regardaient, à l'extrémité du royaume vert, le dernier champ de blé du Cotentin, et qui n'avait plus qu'un mois à vivre.

René Bazin.

LETTRES A UN AMI

SOUVENIRS DE MA VIE POLITIQUE

AU MINISTÈRE DES FINANCES PENDANT LA GUERRE

LETTRE VII[1]

Je veux vous parler aujourd'hui de nos rapports financiers avec l'Angleterre et avec les États-Unis. Il semble qu'engagées toutes deux dans une lutte pour l'existence, la France et l'Angleterre devaient établir entre elles une solidarité de leurs moyens financiers, de même qu'elles auraient dû créer, dès 1914 ou 1915, l'unité du commandement militaire. Cette idée était en quelque sorte dans l'air, quand M. Lloyd George, chancelier de l'Échiquier, vint à Paris en février 1915. Je n'avais pas encore eu l'occasion de le rencontrer. Je trouvai en lui un homme dont le premier abord était bien fait pour attirer. De taille moyenne et bien prise, les yeux bleus et très expressifs, les cheveux encore blonds qu'il laissait retomber derrière la tête, il plaisait tout de suite par un sourire plein de charme. N'ayant rien de la raideur britannique, il donnait l'impression que son esprit devait être aussi agile que sa personne. S'il n'a pas la culture d'un homme comme M. Balfour, sa conversation est des plus variées et des plus agréables. Il m'a posé bien des questions auxquelles je n'ai sans doute pas toujours répondu à son gré : pourquoi, par exemple, la France n'avait pas élevé de statue à Robespierre comme on a fait en Angleterre pour Cromwell. J'ai pu me rendre compte à Londres de la séduction

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

qu'il exerce sur les foules. Il sait entrer dans le sentiment populaire, et modifier son langage quand un instinct très sûr l'avertit qu'il sera mieux compris de la masse du pays. Sa popularité parmi les électeurs a toujours été plus grande que son autorité sur la Chambre des communes, et c'est cette popularité qui fait sa force parlementaire. Il avait, jusqu'à la veille de la guerre, soutenu l'opinion que l'Allemagne n'avait que des desseins pacifiques. Personne n'avait contribué plus que lui à entretenir cette fausse sécurité qui a empêché l'Angleterre de se préparer à la guerre et l'a laissée très dépourvue au moment où elle a dû entrer en campagne. Tout entier à la lutte contre la Chambre des lords, à l'occasion du fameux budget de 1909 où un premier coup de hache était donné à la puissance des grosses fortunes anglaises, ayant mené la lutte, après la dissolution de la Chambre des communes, avec une verve endiablée contre les conservateurs, il ne prévoyait pas que peu d'années plus tard il se mettrait à la tête de ces mêmes conservateurs pour former un ministère résolu à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire avec une inflexible résolution. En 1915, il n'était encore que chancelier de l'Échiquier. Il avait, dès le début de la guerre, proposé et obtenu de doubler l'impôt sur le revenu et les impôts sur les boissons. C'est la politique traditionnelle de l'Angleterre de demander un grand effort fiscal pour soutenir la guerre et de ne pas se borner à faire des emprunts, sauf à les amortir après la paix. Politique sage, digne de servir d'exemple et qui se recommande par son côté moral aussi bien que par son efficacité. Mais une telle politique n'est possible qu'autant que le système fiscal est assez souple pour permettre de doubler d'un trait de plume les impôts.

Le but du voyage à Paris de M. Lloyd George n'était pas seulement de faire connaissance avec les membres du Gouvernement. Il voulait obtenir que la France s'engageât à participer pour moitié aux avances déjà faites et à celles, plus considérables, qu'il faudrait faire à la Belgique, à la Russie et aux autres alliés. Il était, en outre, inquiet, comme le gouverneur de la Banque d'Angleterre, lord Cunliffe, qu'il avait amené avec lui, de la nécessité où se trouvait déjà son pays d'exporter de l'or pour payer ses achats aux États-Unis. L'Angleterre avait mis la main sur le produit des mines d'or du Transvaal, évalué à un milliard de francs par an; mais cela ne suffisait pas à

combler le déficit résultant de ses exportations. La Banque de France était en possession d'un stock d'or considérable (4200 millions). Ce que M. Lloyd George était venu nous proposer, c'était de faire une masse des encaisses d'or de la Banque d'Angleterre, de la Banque de France et de la Banque impériale de Russie. On maintiendrait à l'avenir la proportion existant actuellement entre ces encaisses, au moyen de versements ou de reversements que les Banques se feraient mutuellement, sauf règlement final après la paix. L'idée était ingénieuse, et elle n'était pas, comme il pouvait sembler au premier abord, au désavantage de la France. Si l'Angleterre était plus pressée que nous d'expédier de l'or aux États-Unis, c'est parce que ses achats ont été, dès le début, plus considérables que les nôtres. Mais nous devions bientôt développer nos dépenses aux États-Unis et sentir les embarras résultant de la baisse inévitable de notre change. Nous serions forcés de faire des envois d'or et nous n'avions pas, comme l'Angleterre, la ressource des mines du Transvaal pour renouveler le stock de la Banque de France. Mais la crise des changes ne s'était pas encore fait sentir chez nous, et la Banque de France, surprise par la proposition de M. Lloyd George, serait peu disposée à l'accueillir. Si cette proposition avait fait partie d'un ensemble de mesures propres à réaliser entre les Alliés une véritable solidarité financière, elle aurait eu une autre portée et n'aurait peut-être pas soulevé de notre part les mêmes réserves. L'or ne devait pas suffire à payer nos achats : c'est donc à mettre en commun non seulement notre or, mais aussi les moyens de nous procurer des crédits au dehors, que devaient tendre nos efforts.

Aussi, lorsque M. Lloyd George et M. Bark, ministre des Finances de Russie, venu de Pétrograde, eurent avec moi une première conversation, je posai résolument la question dans les termes les plus larges. Pourquoi n'annoncerions-nous pas, dès à présent, notre intention de faire un emprunt international au nom des Puissances de l'Entente? Ce serait donner au monde la preuve la plus tangible de notre volonté de rester unis, quoi qu'il pût arriver, aussi bien financièrement que militairement. L'attrait que présenterait un titre gagé sur les ressources de l'Angleterre, de la France et de la Russie, et payable en livres, en francs ou en roubles, à la parité de l'or, garantirait le succès d'un tel emprunt. Mais je vis tout de suite qu'une pa-

reille idée rencontrerait de la part de l'Angleterre l'opposition la plus décidée. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, lord Cunliffe, déclara sans hésiter qu'elle serait mal accueillie par le monde de la finance anglaise. M. Lloyd George se rangea à son avis. Sans méconnaître les avantages qu'aurait au point de vue moral un emprunt collectif, il objecta que cet emprunt rendrait plus difficiles des appels individuels au crédit de la part de chacun des Alliés. Le marché de Londres, étant le moins paralysé par la guerre et celui où régnait le plus d'aisance, aurait à fournir en fait la plus large part. D'un autre côté, si le taux d'intérêt de l'emprunt était plus élevé que celui du dernier emprunt anglais, la Banque d'Angleterre, qui s'était engagée à faire des avances sur les titres de cet emprunt jusqu'à concurrence du prix d'émission, ne se trouverait-elle pas très embarrassée ? Quelle que fût la valeur technique de ces raisons, il était visible que l'Angleterre était par-dessus tout jalouse de son propre crédit et qu'elle craignait de l'affaiblir en l'associant à celui d'aucun de ses alliés. Elle redoutait aussi, comme l'expliquait le chancelier de l'Échiquier, d'être entraînée à ne pouvoir maintenir la parité de la livre anglaise et du dollar des États-Unis, ce qui était pour elle, dans les premières années de la guerre, la grande préoccupation et une sorte de point d'honneur. Je ne pouvais méconnaître qu'envisagée de ce dernier point de vue, la question devait apparaître au chancelier de l'Échiquier tout autre qu'aux yeux du ministre des Finances de France ou de Russie.

Je proposai de faire au moins un emprunt collectif pour venir en aide aux petits pays qui ne pourraient emprunter en leur propre nom. Cela fut accepté, et, sans fixer de date pour cet emprunt, on crut pouvoir annoncer qu'il entrait dans les vues des Gouvernements alliés. Cela suffit pour créer quelque émoi dans les cercles financiers de Londres, et, en répondant à une question, dans la Chambre des communes, le ministre laissa entendre que l'adhésion du Gouvernement anglais était surtout un hommage qu'on avait voulu rendre au principe de la solidarité financière des Alliés. On retrouvait le même hommage dans la déclaration qui fut, à l'issue de la conférence, communiquée à la presse. M. Lloyd George en avait donné le premier texte : les trois Puissances étaient « résolues à unir leurs ressources financières aussi bien que leurs

ressources militaires, afin de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire finale. »

La Banque de France s'engagea à faire l'avance de 150 millions de francs à la Banque d'Angleterre, dans le cas où la réserve d'or de cette dernière, y compris la provision de 20 millions de livres affectée à la garantie des billets émis par la Trésorerie, tomberait au-dessous de 80 millions de livres, soit environ 2 milliards de francs.

Les avances faites ou à faire à la Belgique et à la Russie devaient être pour moitié à la charge de la France et de l'Angleterre. Ce principe, qui tenait si fort à cœur à M. Lloyd George, a été maintenu dans la suite en ce qui concerne la Belgique. Il n'a pas pu l'être quant à la Russie. Le successeur de M. Lloyd George aux fonctions de chancelier de l'Échiquier a ouvert à M. Bark en 1916, sans d'ailleurs prendre notre avis, des crédits qui dépassaient toutes les prévisions et qui ont paru excessifs, même en Angleterre. Nous avons été plus réservés que nos voisins et nous étions obligés de l'être par l'état de nos ressources qui ne pouvaient se comparer à celles de l'Angleterre. Nous nous sommes engagés à ouvrir en 1915 à la Russie des crédits pour une somme de 625 millions qui devait être dépensée en France, et servir à payer aux créanciers français les intérêts et l'amortissement de la dette russe et à solder les commandes de matériel de guerre à faire en France pour le compte de la Russie.

Les avances à la Belgique ont été faites sans intérêts. C'était de notre part un témoignage d'amitié et de reconnaissance envers la nation qui s'était si noblement sacrifiée pour défendre, en même temps que son indépendance, la cause du droit et de la civilisation française. La Belgique fait partie de notre famille et nous ne pouvions la traiter que comme une sœur. Nous n'avons pas voulu, après la paix, qu'elle restât notre débitrice et, d'accord avec l'Angleterre, nous lui avons fait abandon de notre créance, sauf à nous faire indemniser par l'Allemagne. Nous avons été moins généreux, et comment s'en étonner ? vis à vis de la Russie à qui nous avons si largement prêté avant la guerre. Il a été convenu que la Russie aurait à payer des intérêts au taux d'escompte de la Banque de France. Nous avons remis au Gouvernement russe des bons du Trésor sans intérêt qu'il a fait escompter par la Banque de France, et

telle a été l'origine du compte qui figure dans les écritures de cet établissement. La Russie s'était engagée, par contre, à nous fournir du blé et des bois dont le prix, payé par le Gouvernement russe, viendrait en déduction de notre créance. La fermeture des Détroits a rendu impossible l'exécution pendant la guerre de cet engagement. Quand M. Bark est venu en France en 1916 pour obtenir le renouvellement des avances faites en 1915, je lui ai demandé de consentir à ce que les fournitures de blé et de bois, qui ne pouvaient être faites pendant la guerre, fussent ajournées jusqu'à la réouverture des Dardanelles. M. Bark s'y est refusé en alléguant que le Gouvernement russe aurait besoin, après la guerre, de toutes ses ressources. Ce fut entre nous le sujet d'une discussion très vive où je dus faire sentir au ministre des Finances de Russie que la France ne pourrait, après la guerre, continuer indéfiniment à fournir à la Russie des milliards sans en obtenir la compensation par le développement de nos relations économiques. La Russie nous empruntait de l'argent et elle faisait en Allemagne la plus grande part de ses achats. Cela ne pouvait pas durer après la guerre et il fallait que, dès à présent, la Russie en fût avertie.

Pour en revenir à la conférence, je dois ajouter que M. Lloyd George insista auprès de nous pour que les achats que nous avions à faire aux États-Unis eussent lieu par l'intermédiaire de la banque Morgan que l'Angleterre avait chargée de ses intérêts en Amérique. J'appréciai l'avantage qui résulterait pour nos deux pays d'une entente à cet égard. La France et l'Angleterre ne devaient pas se faire concurrence et pousser ainsi à une hausse des prix aux États-Unis. Le ministère de la Guerre, jaloux de son indépendance, se montra d'abord peu favorable à l'idée de faire passer ses commandes par la maison Morgan. Il est revenu sur cette première impression, et, après avoir fait pendant plusieurs années l'expérience de l'organisation qui lui était offerte, il a reconnu que le contrat passé avec M. Morgan lui avait épargné bien des surprises désagréables et lui avait été profitable en même temps qu'aux intérêts du Trésor. Je reviendrai peut-être un jour sur cette question. Il faut finir ma lettre, qui est déjà trop longue, en vous disant, — ce sera mon dernier mot, — que, sur ma demande, M. Lloyd George avait pris l'engagement de nous laisser placer à Londres nos obligations de la Défense

nationale, pourvu qu'elles fussent libellées en francs et non en livres. Son successeur, comme vous le verrez, s'est montré peu disposé à tenir la promesse de M. Lloyd George et je vous dirai comment il nous a demandé d'y renoncer.

LETTRE VIII

Nos achats à l'étranger avaient pris dès 1915 un grand développement. La France était obligée de faire venir des États-Unis l'acier, les camions automobiles, les munitions qu'elle ne pouvait fabriquer elle-même, sans parler du blé et de la viande frigorifiée. Nous demandions surtout à l'Angleterre le charbon que nos mines ne pouvaient pas nous fournir. L'Espagne nous envoyait du vin et aussi des minerais. Pendant les derniers mois de 1914 et le début de 1915, les changes nous avaient été favorables, parce que nous avions dans le monde des créances dont le montant dépassait l'ensemble de nos paiements au dehors. Le franc était coté plus haut que le dollar et la livre sterling. Mais la balance se renversa au bout de quelques mois, et, vers le mois d'avril 1915, je commençai à me demander, non sans quelque angoisse, comment je pourrais faire honneur aux engagements que les ministres de la Guerre, de la Marine et du Commerce prenaient de plus en plus à l'étranger. Le Gouvernement anglais s'était obligé à nous fournir du charbon, mais nous n'avions pas réglé avec lui la manière dont nous paierions les livraisons. Avec les États-Unis nous n'avions aucun arrangement. M. Morgan ne cessait pas de nous expliquer que des paiements au comptant étaient le meilleur procédé. Obtenir des crédits commerciaux n'était pas sans difficulté et ne servirait qu'à retarder les paiements de six mois ou de neuf mois au plus. Les banques, liées par des règlements sévères, ne pouvaient pas faire à un même débiteur des crédits qui excédassent une portion relativement faible de leurs réserves. Les banques régionales, qui venaient d'être instituées par une loi des États-Unis pour servir de réservoir d'or commun aux banques locales et remplir à leur égard un rôle analogue à celui de la Banque de France, n'étaient pas très disposées à escompter le papier créé à l'occasion d'achats faits aux États-Unis pour le compte des Gouvernements de l'Entente. Quant à s'adresser au public,

pour placer des obligations de ces Gouvernements, c'était une expérience à faire dans des conditions qui n'avaient rien d'encourageant. On ne connaissait pas aux États-Unis les fonds d'État européens. Les seuls titres cotés à la Bourse de New-York étaient ceux des États-Unis ou des pays américains voisins des États-Unis. Toutes les préférences du public étaient pour les titres des chemins de fer, des grandes entreprises industrielles et aussi des États et des villes. La guerre était pour beaucoup d'industries et de commerces américains l'occasion de gros profits, mais ces bénéfices étaient surtout employés à augmenter les moyens de production. Il ne fallait donc compter qu'avec beaucoup de réserve sur les concours financiers qu'on pourrait trouver de l'autre côté de l'Océan. Un emprunt de 50 millions de dollars, émis en mars 1915 pour le compte de la France par la banque Morgan, avec le concours de la *National City Bank*, n'avait été qu'en partie souscrit. M. Morgan, très embarrassé de nous donner un conseil, suggérait qu'un envoi d'or important à New-York faciliterait un nouvel appel soit aux banques, soit au public. Nous n'étions guère plus heureux à Londres. L'arrangement du 5 février fait avec le chancelier de l'Échiquier n'était pas exécuté dans l'esprit où il aurait dû l'être. Nous avions promis un envoi d'or de la Banque de France si l'encaisse de la Banque d'Angleterre tombait au-dessous d'un certain chiffre. Nous devions nous attendre à ce que la Banque d'Angleterre ne fît rien pour augmenter les difficultés que nous éprouvions à maintenir à un taux raisonnable le change entre les deux pays. Or, la Banque d'Angleterre, nous en avions la preuve, donnait comme mot d'ordre aux banquiers de ne faire aucun crédit aux banques françaises, même sous forme d'avances sur des consolidés. Lord Cunliffe ne cachait pas que sa tactique était de faire monter la livre par rapport au franc, de manière à nous obliger à envoyer de l'or en Angleterre. Il fallait aller à Londres et s'entendre avec le chancelier de l'Échiquier.

C'est ce que je fis dans les derniers jours d'avril 1915. L'arrangement que j'ai conclu le 30 avril a servi de base à tous les accords qui l'ont suivi. Il fut entendu, en principe, que le Gouvernement anglais nous ouvrirait, sans nous demander un envoi d'or, les crédits dont nous aurions besoin pour payer les dépenses faites en Angleterre pour le compte du Gouvernement

français. Quant aux paiements à faire aux États-Unis, la Trésorerie britannique nous ouvrirait également des crédits ; mais en retour, nous ferions une remise d'or à la Banque d'Angleterre. En fait, la somme totale mise à notre disposition à Londres pour les six mois à venir fut fixée à 62 millions de livres, c'est-à-dire à près de 1 600 millions de francs; et sur cette somme, 20 millions de livres représentaient l'achat par la Banque d'Angleterre de pareille somme en or qui devait nous être avancée par la Banque de France. Nous étions donc crédités à Londres, pour nos dépenses, soit en Angleterre, soit aux États-Unis, d'une somme un peu supérieure au triple de la somme en or à faire sortir des caisses de la Banque de France. L'arrangement, tel que je l'ai expliqué à la Chambre des députés à mon retour de Londres, a paru équitable et n'a pas soulevé de critiques. Nous aurions pu sans doute envoyer directement à New-York l'or que nous avons versé à la Banque d'Angleterre ; mais n'était-il pas à l'avantage de la France et de l'Angleterre que nous fissions, au regard des États-Unis, une seule masse de l'or dont nous pouvions disposer? D'autre part, l'Angleterre n'aurait-elle pas fait quelques difficultés pour nous aider à payer nos achats à Londres, si nous nous étions refusé à lui faire aucun envoi de cet or que la Banque d'Angleterre avait eu, quelques mois plus tôt, le désir de fondre avec le sien et avec celui de la Banque de l'Empire russe?

Puisque le moment était venu où nous allions nous servir de la réserve d'or prudemment amassée avant la guerre, nous ne pouvions différer de faire appel au pays pour qu'il apportât volontairement à la Banque l'or qui ne servait plus guère aux paiements ordinaires et qu'on gardait dans les tiroirs. Nous n'avions pas prohibé l'exportation de l'or au début de la guerre, comme avait fait l'Allemagne. Les changes nous étaient favorables et il est entré en France, dans ces premiers mois, plus d'or qu'il n'en est sorti. Mais à une situation nouvelle il fallait une politique nouvelle. Je saisis l'occasion que m'offrit une démarche des députés de la Seine pour écrire au gouverneur de la Banque une lettre qui s'adressait plutôt au public et où j'indiquais l'intérêt qu'avait le pays à grossir la réserve d'or de la Banque. L'appel fut entendu ; et ce fut une chose réconfortante de voir avec quelle intelligence rapide et quel désintéressement patriotique les particuliers, pauvres ou riches, s'em-

pressaient à apporter aux guichets de la Banque cet or qui allait devenir une arme aux mains du Gouvernement. La Banque organisa des comités de propagande, ouvrit des guichets spéciaux, et, en quelques mois, plus de deux milliards d'or entrèrent ainsi dans son trésor de guerre. L'encaisse d'or serait portée à 5 milliards et demi. Qu'est-il resté dans les tiroirs ou les cachettes des particuliers? On ne peut faire à ce sujet que des calculs très incertains. Ce qui paraît sûr, c'est que la plus forte part de l'or qui était aux mains du public a été changée contre des billets de banque. Bien entendu, nous prîmes un décret pour interdire la sortie de l'or, si ce n'est pas le canal de la Banque de France, et des peines furent portées contre ceux qui se livreraient à un trafic sur les monnaies d'or ou d'argent.

Les six mois prévus par l'arrangement ne s'étaient pas écoulés que les besoins pressants de la Trésorerie britannique amenèrent M. Mac Kenna, le successeur de M. Lloyd George au ministère des Finances, à me demander une entrevue à Boulogne-sur-Mer. Il vint le 22 août au rendez-vous, accompagné de lord Reading. C'est une figure originale que celle de l'ancien courtier en valeurs de Bourse, puis avocat et attorney général dans un cabinet libéral, sous le nom de sir Rufus Isaac qui indique son origine israélite, devenu enfin *chief justice* d'Angleterre et membre de la Chambre haute avec le titre de lord Reading, du nom de la ville qu'il avait représentée à la Chambre des communes. Le visage très fin, entièrement rasé, des yeux où un peu de malice se mêle à beaucoup d'esprit, de l'aisance et de la bonne grâce en même temps que de la souplesse dans la discussion avec de l'ingéniosité et une habitude de prudence qui l'empêche de trop s'avancer, tels sont les traits sous lesquels m'est apparu lord Reading. Je l'ai vu à la Trésorerie et sur son siège de magistrat. Sans abandonner ses fonctions de juge, il était devenu, depuis qu'on était en guerre, le conseiller attitré du chancelier de l'Échiquier. C'est sous son inspiration qu'ont été prises les mesures qui ont, au début de la crise provoquée par la déclaration de guerre, empêché la panique de s'étendre et de durer. Son influence s'est affaiblie après l'arrivée du successeur de M. Lloyd George à la Trésorerie. Les services qu'il a rendus et son habileté reconnue l'ont fait désigner comme ambassadeur à Washington, puis comme conseiller à la Conférence de la paix. J'ai entretenu avec lui les meilleures

relations. Un jour toutefois, je me suis amusé à lui poser une question indiscrète. Quand M. Bark fit avec M. Mac Kenna, en 1916, un accord pour obtenir des crédits, il expliqua au chancelier de l'Échiquier que la Banque d'Empire russe pourrait augmenter l'émission de ses billets si la Grande-Bretagne voulait lui ouvrir un crédit en or qui servirait de garantie. Les statuts de la Banque permettaient de considérer un tel crédit comme équivalent à de l'or. On imagina donc une combinaison qui consistait à faire ouvrir par le Gouvernement britannique à la Banque de Russie un crédit contrebalancé par un crédit de même somme ouvert par le Gouvernement russe au Gouvernement anglais, à condition que pendant la guerre aucun des deux Gouvernements ne pourrait user de ces crédits et qu'à la conclusion de la paix les crédits seraient annulés. Je demandai en souriant à lord Reading ce qu'il penserait comme *lord chief justice* d'un semblable arrangement, s'il avait été conclu entre deux commerçants pour aider l'un d'eux à créer une circulation d'effets de commerce. M. Mac Kenna se mit à rire si bruyamment que je n'ai pas pu savoir ce que lord Reading m'aurait répondu. Le plus piquant dans cette petite histoire, c'est que nos économistes, comme mon excellent ami et confrère M. Paul Leroy-Beaulieu, qui n'étaient pas dans le secret, voyant dans les états de situation de la Banque de Russie que les réserves d'or s'accroissaient de semaine en semaine, félicitaient la Russie de pouvoir augmenter ainsi son encaisse.

J'oublie que nous étions en août 1915 à Boulogne-sur-Mer et qu'il s'agissait de nous entendre au sujet d'un grand emprunt que le chancelier de l'Échiquier voulait faire aux États-Unis. Dans sa pensée, l'Angleterre devait se charger de le négocier et de l'émettre sous sa signature, sauf à en partager le produit avec la France et avec la Russie. Mais avant de lancer l'emprunt et pour le faciliter, il fallait amasser une somme d'or très considérable qu'on serait prêt à envoyer aux États-Unis. L'annonce seule de cet envoi disposerait les banquiers à promettre leur concours pour un emprunt; car ils redouteraient qu'un tel afflux d'or ne fît hausser tous les prix et ne jetât du trouble dans les affaires. Pouvait-on compter sur un pareil résultat ? J'en ai douté pour ma part, et j'ai été confirmé dans ce sentiment par la tranquillité avec laquelle le *Federal Reserve Board*, c'est-à-dire le Conseil supérieur des banques fédérales,

a envisagé plus tard les envois d'or qu'on annonçait d'Europe aux États-Unis. Quoi qu'il en soit, la Banque d'Angleterre s'engageait à verser au fonds commun 40 millions de livres, soit 1 milliard de francs en or, dont la moitié serait fournie par les grandes banques de Londres. On nous demandait, à nous et à la Russie, de contribuer pour une somme égale. Comment aurions-nous pu refuser? M. Pallain, qui assistait à la conférence, crut pouvoir s'engager au nom de la Banque de France. Il pensait sans doute que la Banque d'Angleterre n'était pas, au fond, si pressée qu'elle semblait l'être de faire sortir du Royaume-Uni une pareille somme pour inonder d'or les États-Unis. L'événement lui a donné raison. Nous avons réussi à faire l'emprunt sans qu'aucun navire chargé d'or soit parti d'Angleterre ou de France à destination des États-Unis, et le succès de l'emprunt nous a dégagés de la promesse faite à Boulogne-sur-Mer. Mais, un peu plus tard, lord Cunliffe a voulu se prévaloir de l'arrangement de Boulogne pour obliger la Banque de France à verser les 40 millions de livres en or, en offrant de justifier que l'Angleterre avait fait aux États-Unis, avant ou depuis l'arrangement, des envois d'or pour une pareille somme. Nous l'avons engagé à relire l'accord de Boulogne-sur-Mer, qui portait expressément que nous ne nous étions engagés à mettre un milliard de francs en or à un fonds commun que pour assurer le succès de l'emprunt. L'emprunt une fois fait, le succès nous avait libérés de toute obligation. Lord Cunliffe dut reconnaître que nous avions raison. C'était un homme excellent, ayant de la finesse et ce que les Anglais appellent de l'*humour*. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre n'est pas un fonctionnaire de l'État, comme le gouverneur de la Banque de France. Il est élu par les membres du Conseil de la Banque qui sont comme lui des hommes d'affaires. Lord Cunliffe a dû son élévation à la pairie aux services qu'il a rendus au moment de la déclaration de guerre. Il est mort prématurément, avant la victoire des Alliés, et je l'ai sincèrement regretté parce que, tout en défendant parfois avec une certaine raideur les intérêts anglais, il avait pour la France des sentiments d'amitié.

Je fus tout de suite d'accord avec M. Mac Kenna sur la nécessité et l'opportunité de l'emprunt. Mais, revenant à l'idée que M. Lloyd George avait écartée quelques mois plus tôt, je demandai que l'emprunt fût fait conjointement par la France

et l'Angleterre. Il y eut de la part de M. Mac Kenna et de lord Reading une certaine résistance. Ils voulurent me persuader que l'Angleterre aurait plus de chances de réussir, si elle apparaissait seule que si nous nous mettions à deux. Peut-être craignaient-ils que nous n'eussions de la peine à marcher ensemble et se croyaient-ils plus sûrs du succès, si lord Reading était seul chargé de conduire la négociation. Je ne me laissai pas ébranler; et finalement M. Mac Kenna accepta que nous fissions l'affaire en collaboration sur un pied d'égalité. Les délégués anglais, lord Reading et sir Edward Holden, président de la plus grande banque de Londres, étaient pressés de s'embarquer pour les États-Unis. Je désignai pour représenter le Gouvernement français M. Octave Homberg, conseiller d'ambassade honoraire, entré ensuite dans les affaires de banque, qui me prêtait depuis quelque temps un concours très apprécié, et avec lui M. Ernest Mallet, un des régents de la Banque de France, dont la maison et la personne étaient connues aux États-Unis de la manière la plus favorable. Quant à la Russie, elle se tenait à l'écart, parce que les mauvais traitements exercés contre les Juifs avaient créé contre elle aux États-Unis, et particulièrement dans les milieux financiers, un courant d'opinion plutôt hostile. Mais il était entendu que nous réserverions sa part dans le produit de l'emprunt.

Les délégués français et anglais, en arrivant à New-York, se trouvèrent en présence des hésitations des banquiers américains un peu désorientés par la nouveauté de l'effort qu'on allait leur demander. Comment pourraient-ils se charger de l'émission d'un emprunt de 500 millions de dollars (un peu plus de 2 milliards et demi de francs)? C'était là le minimum de nos ambitions. Naturellement, l'Allemagne faisait feu de toutes ses batteries pour jeter le trouble dans l'opinion, semer des inquiétudes, tirer parti de l'impopularité de la Russie. Nos délégués furent obligés de mener une véritable campagne de réunions et de banquets où se manifestèrent avec éclat les sympathies en faveur de la France. Après bien des consultations, les banquiers, sous la présidence de M. Morgan, se décidèrent à former un vaste syndicat où prirent place toutes les banques, à l'exception de deux ou trois, trop engagées du côté de l'Allemagne, et de nombreux particuliers désireux de voir leur nom figurer sur la liste des souscripteurs. Les obligations,

remboursables après cinq ans et productrices d'un intérêt de 5 pour 100, furent prises par les membres du syndicat à 96 pour 100 du pair, pour être mises dans le public à 98 pour 100. Chacune des banques faisant partie du syndicat fut autorisée à garder en dépôt le montant de sa souscription jusqu'à ce que la Trésorerie anglaise ou française en eût besoin. C'était une complication; mais il parut de bonne politique de ménager les intérêts et l'amour-propre des petites banques des divers États aussi bien que ceux des puissants établissements de New-York.

L'emprunt, souscrit pour la plus forte portion par les banques, eut des difficultés à se classer. En réalité, le public américain n'a manifesté aucun empressement à en acheter les titres dont le cours, à la Bourse de New-York, est descendu au-dessous du prix d'émission, malgré les rachats faits par M. Morgan pour le compte des Gouvernements alliés, afin d'empêcher une dépréciation trop marquée qui pouvait nuire à leur crédit.

A la suite de cet emprunt, M. Homberg nous proposa de créer à New-York une agence financière qui ne s'occuperait pas seulement de suivre l'exécution des contrats et de tenir la comptabilité de l'emprunt, mais se tiendrait en contact avec le monde financier, rechercherait certaines combinaisons pour augmenter nos ressources et travaillerait à faire peu à peu l'éducation du public et celle des banquiers eux-mêmes. Cette agence, dont M. O. Homberg est demeuré le chef jusqu'en août 1916, a rendu de véritables services. Combien de temps le produit de l'emprunt suffirait-il à assurer nos paiements aux États-Unis? Nos dépenses augmentaient si rapidement qu'on pouvait prévoir le jour prochain où nous nous retrouverions en présence des mêmes embarras.

LETTRE IX

Comme je vous l'ai écrit, les 200 millions de dollars qui constituaient notre part de l'emprunt, déduction faite de la part qui revenait à la Russie, devaient être rapidement épuisés. Dès le mois de février 1916, je dus retourner à Londres pour négocier un nouvel accord avec la Trésorerie britannique. L'Angleterre était moins embarrassée que nous dans ses paiements, parce qu'elle pouvait vendre sur le marché de New-York ou donner en nantissement des titres américains qu'elle ache-

tait chez elle. Le montant de ces achats, depuis le début de la guerre, n'était pas évalué à moins de 200 millions de livres, c'est-à-dire à plus de 5 milliards de francs. On estimait qu'il restait en Angleterre une somme à peu près égale de titres qu'on pourrait réquisitionner et envoyer aux États-Unis. Cette réserve épuisée, il faudrait tâcher d'emprunter sur des titres de pays neutres qui ne se négociaient pas aussi aisément à New-York que les titres américains. La France n'avait pas en portefeuille de valeurs des États-Unis et de titres de pays neutres qu'on pût comparer au portefeuille anglais. Des préoccupations de fiscalité un peu étroite ont fait établir chez nous, pour les valeurs étrangères, un régime qui ne favorise pas l'admission à la cote des actions ou des obligations des grandes sociétés étrangères. Les épargnes de la France avaient été surtout dirigées vers les fonds d'État de la Russie, de la Turquie, de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Serbie, sans parler de l'Autriche, tous pays engagés dans la guerre et dont les titres ne pouvaient nous être d'aucun secours pour nous procurer des crédits à l'étranger. L'appel que nous avons fait au public en 1916 a amené dans les caisses du Trésor, en même temps que des titres américains, des titres de pays neutres pour une somme qui a dépassé 1 000 millions de francs. Nous avons demandé aux propriétaires de ces titres de nous les prêter pour trois ans, en nous réservant de les acheter moyennant un prix qui devait sembler avantageux, et que la hausse désordonnée des changes étrangers, dans les mois qui ont suivi l'achat opéré par un de mes successeurs, a pu faire paraître insuffisant. Le public s'est empressé de répondre à notre appel avec un véritable élan ; si bien que nous avons pu nous procurer plus de 200 millions de dollars en donnant les titres en garantie d'emprunts faits par une société américaine que M. Morgan a pris l'initiative de constituer pour notre compte.

Je reviens, après cette digression, au point où j'en étais, c'est-à-dire à mon voyage à Londres au mois de février 1916. Il fut convenu, après des discussions laborieuses, que la Trésorerie britannique nous ouvrirait de nouveaux crédits, moyennant un envoi d'or fait à peu près dans les mêmes conditions qu'au mois d'avril 1915. Je n'entre pas dans les détails de cet arrangement qui ne devait pas nous assurer de ressources pour nos paiements aux États-Unis au delà du 15 juillet. On verrait

ensuite à faire un nouvel emprunt aux États-Unis ou à trouver d'autres moyens de crédit. Nous étions dans l'ère des difficultés, en attendant que vînt l'ère des véritables dangers. Je note, en passant, que la Banque d'Angleterre profita de l'occasion pour obtenir de la Banque de France que celle-ci lui vendît 3 millions de livres d'or, en compensation de l'engagement pris en février 1915 par elle de lui prêter 6 millions de livres en or dans le cas où l'encaisse de la Banque d'Angleterre tomberait au-dessous de 80 millions de livres. En retour, le chancelier de l'Échiquier consentit à ouvrir la Bourse de Londres à la négociation des titres possédés depuis le début de la guerre par des Français, à condition que cette négociation eût lieu par l'intermédiaire de la Banque de France et que le produit fût réservé à payer des dépenses en Angleterre. Cette concession, arrachée à M. Mac Kenna par l'insistance de M. Pallain, ne devait pas nous être d'un grand secours. De 1916 à 1918, le produit total des ventes faites à la Bourse de Londres, par application de l'arrangement, n'a pas dépassé la somme de 93 millions de livres.

Le change de Paris sur Londres commençait à baisser dans des conditions qui inquiétaient l'opinion. On se demandait comment les Gouvernements ne trouvaient pas un moyen de stabiliser pendant la guerre la valeur relative du franc et de la livre sterling. Cela ne pouvait se faire que par l'ouverture de crédits qui ne seraient pas mis à la disposition du seul Gouvernement français, mais profiteraient aussi aux particuliers ayant des paiements à faire en Angleterre. La Banque de France vendait du change sur Londres, mais ses ressources étaient trop limitées pour qu'elle pût enrayer la hausse de la livre, causée par l'écart de plus en plus grand, à notre détriment, entre nos exportations et nos importations. M. Pallain cherchait à faire escompter par la Banque d'Angleterre des bons du Trésor français, en offrant de lui vendre de l'or dans les mêmes conditions où l'avait le fait Gouvernement français dans ses précédents accords. J'aurais voulu que la Banque profitât de la promesse que la Banque d'Angleterre nous avait faite, au cours de la conférence du mois de février 1916, de nous faciliter l'obtention de crédits commerciaux à Londres. « Vous paraissez craindre, écrivais-je le 26 mars à M. Pallain, que l'intervention de la Banque de France et de la Banque d'Angleterre ne suffise pas à avoir raison de la répugnance des banquiers anglais à escompter du

papier français. Je ne considère pas les tentatives faites de ce côté comme suffisantes. Je vous ai suggéré de réunir les industriels et commerçants qui font de grands achats, notamment les compagnies de chemin de fer qui ont à elles seules 600 millions de francs à payer à Londres jusqu'à la fin de l'année. En groupant ces sociétés et maisons de commerce, vous pourriez établir un projet d'ensemble qui donnerait lieu à une négociation avec la Banque d'Angleterre et les principales banques anglaises, que vous aurez de grandes chances de faire aboutir en la poussant vigoureusement. Dès que vous serez décidé à agir en ce sens, je n'ai pas besoin de vous dire que vous pourrez compter sur le concours énergique du Gouvernement français. »

Je pressais en même temps la venue en France de lord Cunliffe, gouverneur de la Banque d'Angleterre. Le 28 mars eut lieu dans mon cabinet une conférence entre lui et le gouverneur de la Banque de France, assisté de deux régents. Il a été tenu un procès-verbal de cette réunion. Lord Cunliffe accepta, sous réserve de l'approbation du Conseil de la Banque d'Angleterre, d'ouvrir à la Banque de France un crédit de 120 millions de livres (3 milliards de francs), au moyen de l'escompte de bons du Trésor français et de l'envoi en or d'une somme pouvant s'élever à 40 millions de livres. Cet or serait restitué à mesure des remboursements des bons du Trésor français, qui commenceraient de se faire une année après la conclusion de la paix.

Le Gouvernement français et la Banque de France auraient à fixer leurs parts respectives dans le montant des avances de la Banque d'Angleterre. Le chancelier de l'Échiquier, à qui j'avais fait part de mon intention d'émettre à Londres des obligations de la Défense nationale, en usant de la faculté que m'avait accordée M. Lloyd George en février 1915, me faisait demander par lord Cunliffe de renoncer à cet avantage pour ne pas gêner ses propres opérations. Je réservai naturellement ma réponse jusqu'à la conclusion de l'arrangement que lord Cunliffe devait soumettre à ses collègues et au chancelier de l'Échiquier.

A son retour à Londres, le gouverneur de la Banque d'Angleterre reçut un accueil qui refroidit ses bonnes dispositions. Le chancelier de l'Échiquier m'écrivit le 8 avril que sa constante préoccupation était de maintenir la parité de l'or et de la livre sterling. De nouvelles avances à la France ne manqueraient pas à la longue de réagir sur le change anglais en Amérique.

Il ne pouvait, dans ces conditions, qu'engager la Banque d'Angleterre à limiter ses avances à 30 millions de livres pour le prochain trimestre, sans s'obliger à les renouveler. Je considérai qu'un tel recul pouvait avoir des conséquences graves au point de vue de notre change. Un répit de trois mois n'était pas suffisant pour donner au commerce la sécurité dont il avait besoin. Je partis seul pour Londres. Je vis M. Mac Kenna, qui fit la plus vive résistance. J'abordai ensuite avec lui, dans son cabinet à la Chambre des communes, M. Asquith, à qui je soumis notre différend. Pour l'emporter plus sûrement, je réduisis notre demande à la somme de 60 millions de livres, et malgré les efforts du chancelier de l'Échiquier qui lui peignait la situation de la Trésorerie britannique sous les couleurs les plus sombres, M. Asquith me donna raison. Dès qu'on sut à Paris que je m'étais mis d'accord avec le Gouvernement anglais, la livre sterling, qui était montée à 29 francs, descendit aux environs de 27 francs, et elle est restée à ce taux jusqu'à la fin de la guerre. On eût pu la ramener au-dessous de 27 francs; mais nous estimions qu'il était préférable de laisser un peu de marge, afin de n'être pas obligé de faire un trop gros effort pour soutenir notre change à New York.

M. Lloyd George était passé de la Trésorerie au ministère des fabrications de guerre. Maintenant, c'est moi qui dépense, me disait-il en riant. Il ne s'entendait pas toujours avec son successeur. Préoccupés comme nous l'étions de tous les moyens de nous faire ouvrir des crédits aux États-Unis, il avait eu en juin 1916 l'idée d'y envoyer lord Reading avec la mission de déclarer que si les manufacturiers américains ne consentaient pas à faire des arrangements pour faciliter nos paiements, nous ne ferions plus d'achats. Il comptait que, dans une année d'élection présidentielle, cette simple menace de réduire au chômage une partie des usines américaines aurait un effet admirable. Ce ne fut pas l'avis du chancelier de l'Échiquier, ni du Conseil des ministres.

La conférence financière que M. Mac Kenna avait annoncé dès le mois de février l'intention de convoquer se réunit à Londres en juillet. L'effort des délégués français, parmi lesquels était M. Albert Thomas, se porta sur la création d'un bureau d'achat commun à tous les Alliés qui examinerait les commandes à faire, et s'occuperait de les sérier en tenant compte de leur urgence relative, des ressources de l'industrie américaine et

aussi des moyens de paiement. On s'arrêta devant certaines objections qu'éleva le ministère anglais des fabrications de guerre. Quant au but principal de la conférence, c'est-à-dire la recherche des moyens d'obtenir des crédits, la discussion ne fit aucun pas qui pût nous en rapprocher. Si les circonstances étaient favorables après l'élection présidentielle, on enverrait une mission aux États-Unis. Jusque-là, on vivrait au jour le jour. Il fut seulement convenu que les ministres des deux pays se borneraient provisoirement à vendre des titres ou à emprunter sur titres soit à des banques, soit au public, par l'intermédiaire d'une société qui ne mettrait sur le marché que ses propres obligations.

Ce dernier engagement avait pour objet de ménager le crédit propre de la France et de l'Angleterre en vue de l'emprunt qu'on espérait pouvoir faire à la fin de l'année. Il nous fut assez facile de le tenir, parce que, prompts à saisir les occasions, nous réussîmes à nous procurer certaines ressources à l'aide d'opérations que nous n'aurions pu conseiller à aucun ministre des Finances en temps ordinaire. C'est ainsi que nous avons prêté l'oreille à une proposition de la maison Kuhn Loeb, une banque de tendances germaniques par certains de ses associés, qui voulait se faire pardonner de n'avoir pas participé à l'emprunt du mois d'octobre 1915. Il s'agissait de placer aux États-Unis des obligations de la Ville de Paris, à émettre en dollars. Le Conseil des ministres ne s'arrêta pas à l'objection que pouvait faire naître l'attitude antérieure de la banque Kuhn Loeb. Au contraire, l'empressement de cette banque à nous offrir son concours ne serait-il pas interprété aux États-Unis dans le sens le plus favorable à notre cause ? J'offris à la Ville de Paris la faculté de garder pour elle-même l'emprunt ou de le laisser entièrement au compte de l'État, à toute époque qui lui conviendrait. Bien entendu, si la Ville trouvait avantage à réclamer le bénéfice de l'opération, elle serait payée en francs par l'État français, qui conserverait les dollars dont il avait besoin pour ses paiements aux États-Unis. La Ville consentit à prêter son nom ; elle n'a pas eu intérêt à prendre à son compte l'emprunt, que l'État a remboursé à son échéance. D'autres emprunts, dans des conditions identiques, ont été faits au nom des villes de Lyon, de Marseille et de Bordeaux.

Le Trésor français a fait d'autres opérations, comme l'achat

en France d'une grande partie des obligations de la Compagnie américaine des chemins de fer de New-York à New-Haven et la mise en nantissement, puis la vente de ces obligations, moyennant un prix en dollars, à la compagnie émettrice.

Les grandes sociétés qui travaillaient pour le ministère des Munitions ne pouvaient pas nous refuser leur concours, afin d'obtenir des crédits aux États-Unis. Je réunis leurs représentants et je les amenai à former un consortium qui, par l'intermédiaire de la banque Morgan, réussit à placer des obligations pour une somme importante. Le Creusot nous céda, de son côté, des crédits qu'il avait pu se procurer directement aux États-Unis. Je pourrais citer d'autres exemples. Politique d'expédients, direz-vous, mon cher ami. Eh ! oui; mais ne devions-nous pas épuiser toutes les combinaisons qui pouvaient nous permettre de reculer la date fatale où les moyens de paiement nous feraient défaut, si les États-Unis n'entraient pas dans la guerre ? Il fallait, coûte que coûte, aller jusqu'au bout et s'efforcer de gagner des mois, des semaines et des jours.

L'Angleterre était, en août 1916, dans une situation difficile. J'appris qu'elle avait fait, en son nom et sans se couvrir du voile d'une société américaine, un emprunt public sur titres de 250 millions de dollars. Cela était contraire à l'engagement pris à Londres en juillet. Je fis demander des explications par notre ambassadeur (18 août). « Ce qui est grave, disais-je, c'est que cet emprunt ait été fait à l'insu du Gouvernement français. Nous avions fait tous nos efforts pour que les Alliés unissent leurs forces et leur action sur le terrain financier aussi bien que sur le terrain militaire. L'unité de front n'était pas moins nécessaire pour les opérations financières que pour les opérations de guerre. Si nous agissions les uns et les autres en ordre dispersé, en nous faisant concurrence, au lieu de nous soutenir mutuellement, nous épuiserions avant l'heure des ressources qui, mises en commun et sagement aménagées, auraient pu suffire à mener la guerre pendant de longs mois, malgré l'immensité de nos dépenses au dehors... La question est si grave qu'elle dépasse la compétence du ministre des Finances et qu'elle doit être l'objet, à brève échéance, d'une conférence entre les chefs des deux Gouvernements assistés des ministres des Finances. Il faut de toute nécessité :

« 1° Que les Gouvernements alliés fassent le compte exact de

leurs besoins à l'étranger et des ressources qu'ils peuvent mettre en commun.

« 2° Qu'ils fassent les achats par l'intermédiaire d'un bureau unique qui centralisera les ordres et les aménagera en les restreignant aux possibilités d'exécution sur le marché des États-Unis et aussi à l'étendue des moyens de paiement dont disposent les Alliés.

« 3° Que les Gouvernements alliés s'interdisent de faire isolément aucune opération de crédit aux États-Unis ou ailleurs.

« 4° Qu'on étudie sérieusement les moyens d'obliger les fournisseurs américains à accorder des délais en se procurant eux-mêmes des crédits auprès des banques des États-Unis.

« 5° Que l'Angleterre ouvre plus largement des crédits pour nos achats en Angleterre ainsi que pour le paiement des frets.

« 6° Qu'en retour, la France et la Russie aident l'Angleterre à maintenir la parité de l'or et de la livre en lui prêtant l'or dont elle a besoin. »

M. Asquith se rendit immédiatement en France, accompagné de M. Mac Kenna, de lord Reading et de lord Cunliffe. Une entrevue eut lieu le 24 août à Calais entre eux et les représentants des intérêts français ; M. Briand, président du Conseil, le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque de France. J'expliquai la situation et la nécessité de marcher étroitement unis. Nous avons près d'un milliard de francs à payer par mois à l'étranger. Nos disponibilités actuelles aux États-Unis ne dépassent pas 36 millions de dollars. En Angleterre, nos dépenses ne sont couvertes que jusqu'au milieu de septembre. Nous achetons en Angleterre le charbon dont nous ne pouvons nous passer, et nous avons à payer à la marine anglaise des frets dont le Trésor britannique prend une forte part en prélevant 67 pour 100 des bénéfices des armateurs. Nous ne récriminons pas, mais nous demandons qu'on nous fasse crédit. Nous vous avons déjà envoyé 1 milliard 375 millions d'or de la Banque de France, et 125 millions en Espagne et aux États-Unis. Il reste à la Banque 4 milliards 300 millions; elle ne refusera pas de vous faire une nouvelle avance, à condition que vous nous aidiez en Angleterre et aux États-Unis.

M. Asquith exprima les regrets du Gouvernement anglais d'avoir laissé se faire une émission aux États-Unis sans concert préalable ; et M. Mac Kenna expliqua qu'en dix jours on avait été obligé de vendre 40 millions de dollars en or pour soutenir

le change, et que les tirages à découvert sur la banque Morgan atteignaient le chiffre de 110 millions de dollars. Il avait fallu prendre un parti de toute urgence. Nos engagements, ajoutait-il, aux États-Unis et au Canada s'élèvent à 1 163 millions de dollars, sans parler de nos avances à nos alliés. Nous sommes forcés de soutenir le change, et 10 millions de dollars par semaine y suffisent à peine. Il est sorti d'Angleterre 221 millions de livres d'or, dont 52 millions sont venus de France, 28 de Russie, 15 d'Italie, et 126 ont été fournis par l'Angleterre elle-même.

Après une assez longue discussion, M. Mac Kenna proposa de nous ouvrir jusqu'au 15 mars prochain un crédit de 25 millions de livres par mois, dont 17 millions nous seraient fournis en dollars. En retour, il demanda à la Banque une nouvelle avance en or de 50 millions de livres (environ 1 250 millions de francs). Il fut précisé que ce ne serait qu'une avance et que l'or serait rendu à la Banque de France en proportion des remboursements que l'État ferait à la Trésorerie britannique. Ces remboursements n'auraient lieu que trois ans après la fin de la guerre, et le Gouvernement anglais faciliterait à la France, sur le marché de Londres, les emprunts qui lui seraient nécessaires pour se libérer vis à vis de la Trésorerie britannique. M. Pallain insista pour que cette avance fût limitée à 40 millions. Mais le président du Conseil l'engagea à faire l'effort qu'on lui demandait, en exprimant la confiance que la guerre ne pourrait pas se prolonger au delà du printemps de 1917. Quelles n'étaient pas, à ce moment, nos illusions! Et quel n'eût pas été notre découragement, si on nous eût fait entrevoir que la guerre ne finirait qu'en novembre 1918! Mais aussi qui eût pu se figurer en août 1916 que le président Wilson, qui menait alors sa campagne présidentielle en se vantant d'avoir su garder la paix pour les États-Unis, jetterait en avril 1917 l'épée de Washington dans la balance, et nous sauverait de la banqueroute où nous touchions par l'impossibilité de payer nos achats aux États-Unis! Cela ne donne-t-il pas raison, mon cher ami, à ceux qui, dans la tourmente, ne veulent pas regarder trop loin devant eux, qui ne voient que le danger de demain sans penser à celui d'après-demain, qui sont décidés à espérer contre toute espérance et se disent à tout instant qu'une nation décidée à ne pas mourir trouve toujours l'aide dont elle a besoin? Quand on est arrivé au port, il est doux de se représenter l'image du navire

battu des flots où nous luttions contre la tempête. C'est en ce sens qu'on peut dire, sans égoïsme, en songeant à sa propre fortune : *Suave, mari magno, turbantibus aequora ventis...* Mais nous n'en étions pas encore en août 1916 au plus fort de la tourmente. Nous devions connaître dans les derniers jours de cette année et les premiers mois de 1917 de véritables angoisses dont je vous dirai quelques mots dans une prochaine lettre.

LETTRE X

J'ai oublié de vous dire, dans ma dernière lettre, que, sur les 25 millions de livres que la Trésorerie britannique nous fournirait chaque mois, nous en mettrions dix à la disposition de la Banque de France pour qu'elle pût vendre du change aux particuliers, sans tirer d'ailleurs aucun profit de ces opérations.

Quant à la constitution d'un bureau unique d'achats pour les Alliés aux États-Unis, le ministre anglais des fabrications de guerre avait déclaré qu'il s'y prêterait volontiers. Mais on n'est arrivé de ce côté à aucun résultat, malgré les efforts que nous avons faits. Rien n'est plus difficile que d'obliger des administrations indépendantes à abdiquer quelque chose de leur liberté.

Par l'accord de Calais nous avions achevé de lier, à l'étranger, notre fortune à celle du Royaume-Uni. Aurions-nous pu faire autrement? Rien n'eût été plus dangereux, à cette heure de crise, que d'agir en ordre dispersé. Mais les nouvelles qui nous venaient d'Amérique n'étaient guère rassurantes. L'emprunt de 250 millions de dollars que l'Angleterre avait essayé si imprudemment de faire n'avait pas réussi, et, au dire de la banque Morgan, il ne fallait pas espérer qu'on pût tenter quelque appel au crédit avant plusieurs mois. Un des principaux associés de cette banque, M. Davison, qui a été pendant la guerre à la tête de la Croix-Rouge américaine, vint à Paris dans les derniers jours de septembre. Je retournai avec lui la situation dans tous les sens. Il ne voyait rien à faire pour le moment que de vivre au jour le jour, en empruntant à très court terme sur l'or que l'Angleterre avait en dépôt à Ottawa.

Mais, si nous en étions là, comment irions-nous jusqu'à la fin de la guerre? Les délégués que j'avais envoyés à Londres pour étudier avec les délégués de la Trésorerie britannique, et en particulier avec lord Reading, les moyens de tirer le meilleur

parti de nos communes ressources évaluaient à un milliard et demi de dollars (7 milliards et demi de francs) les paiements que la France et l'Angleterre auraient à faire jusqu'au 1er avril 1917 aux États-Unis; et tout l'or dont la Trésorerie anglaise comptait faire masse ne suffirait pas à couvrir le tiers de cette somme. Les grandes banques anglaises répugnaient à mettre leur signature sur des traites qui seraient payables, non pas en livres, mais en dollars, et qu'on ferait escompter par les banques régionales des États-Unis. Que devenait l'ancien prestige de la livre sterling? On nous pressait de gagner du temps en émettant des bons à un ou deux mois. L'opération allait commencer, lorsque tout à coup, dans les derniers jours de novembre, le Conseil supérieur des Banques régionales des États (*Federal Reserve Board*) fait paraître un avis adressé à toutes les banques pour les inviter à se montrer prudentes et à ne pas immobiliser leurs ressources dans des opérations à long terme ou dans des placements à courte échéance de nom et d'apparence, mais qui, par la force des choses, se renouvellent constamment pendant la guerre. Il ne faudrait pas que les fonds liquides des banques, qui doivent rester disponibles pour des opérations à court terme en faveur des commerçants et des agriculteurs, fussent absorbés par d'autres besoins. Cela visait directement le projet d'émission des bons à court terme de la Trésorerie britannique. S'adressant, non plus aux banques, mais au public, le Conseil supérieur l'invitait à se renseigner avant de placer ses fonds dans des emprunts non garantis. Les États-Unis étaient parvenus à un degré de richesse et de puissance financière internationale qu'ils n'avaient pu atteindre pendant des générations. On ne devait pas compromettre cette puissance. Les États-Unis en auraient besoin pour prendre part, après la guerre, au travail de reconstruction internationale qui s'imposerait au monde.

Que pouvait-on penser d'un tel manifeste? L'effet qu'il produisit dépassa les intentions de ses auteurs. Ils avaient voulu surtout rappeler à l'ordre les financiers de Wall Street et leur faire payer leur campagne électorale contre le président Wilson, au risque de blesser la France et l'Angleterre envers qui ils protestaient de leurs sympathies. Nos banquiers s'inclinèrent aussitôt et annoncèrent qu'ils renonçaient à émettre des bons à courte échéance. Cela ne faisait qu'ajouter à nos embar-

ras. Heureusement, l'opinion commençait à se tourner vers l'idée que les États-Unis ne pourraient pas rester enfermés dans leur neutralité, qu'ils devraient bientôt entrer eux-mêmes dans la guerre. Ce serait la fin des cruelles difficultés avec lesquelles nous étions aux prises depuis des mois. Les derniers mois de 1916 et le commencement de 1917 furent encore très durs. Je ne puis pas ne pas avoir présentes à l'esprit les conversations intimes que j'eus en décembre avec M. Bonar Law, devenu chancelier de l'Échiquier en même temps que *leader* de la Chambre des communes, sous la présidence de M. Lloyd George. Combien le nouveau ministre des finances britanniques ressemblait peu à celui que j'avais connu en 1915! Il n'avait ni la grâce, ni les qualités primesautières de M. Lloyd George; mais on sentait chez lui une parfaite sincérité unie à beaucoup de bon sens, et cela mettait en confiance ses interlocuteurs. M. Bonar Law comptait avec moi les jours pendant lesquels nous pourrions tenir, sans que le change de la livre sterling, support nécessaire de notre change avec New-York, commençât à fléchir. Il restait calme, et sa voix, un peu monotone d'ordinaire, ne s'échauffait pas quand il envisageait avec moi les perspectives prochaines. Sa conclusion était que nous devions nous servir de notre or, jusqu'à ce qu'il fût épuisé. Quand j'ai quitté en mars 1917 le ministère des Finances, nous étions presque d'accord sur une nouvelle convention par laquelle la Trésorerie britannique nous aurait ouvert de nouveaux crédits de 50 millions de livres, à condition que la Banque de France fît un envoi à Londres de 10 millions de livres en or et expédiât à Ottawa une autre somme de 10 millions de livres qui servirait de réserve. La Banque de France faisait des objections; elle pensait au crédit de son billet. Le pays ne serait-il pas troublé en voyant s'en aller peu à peu l'encaisse d'or, suprême ressource de l'avenir? Nous en étions là, lorsque, le 5 avril, le président Wilson chassa les nuages en faisant aux Chambres américaines la déclaration de guerre qui allait rendre les États-Unis solidaires financièrement et militairement de la France et de l'Angleterre jusqu'à la victoire finale.

ALEXANDRE RIBOT.

LES MASQUES ET LES VISAGES

LE VERTUEUX CONDOTTIÈRE

MONTEFELTRO, DUC D'URBINO

1422-1482

II [1]

UN DUEL DE VINGT ANS

Quand les chevaliers de la Table Ronde quittèrent Camelot pour s'en aller à la « Queste du Graal, » le roi Arthur les supplia, dit-on, en ces termes : « O mes chevaliers, quand vos places seront vides à mes côtés, s'il s'élève quelques plaintes dans mon royaume, elles resteront sans écho, tandis que vous serez à courir après des feux errants ! » Plus d'un, peut-être, parmi les sujets du nouveau comte d'Urbino, quand ils le virent partir à la poursuite de la gloire, loin de son petit royaume, pensèrent sans le dire qu'ils perdaient leur meilleur champion, dans des temps bien troublés. Les habitants de la capitale ne craignaient pas grand chose, défendus par le difficile accès de leur cité, mais ceux des frontières avaient tout à redouter des incursions des voisins. L'un d'eux surtout était redoutable : celui du Nord, Sigismondo Malatesta, seigneur de Rimini, Fano, Sinigaglia, Cesena, toute la plage adriatique depuis les possessions vénitiennes jusqu'à Fiumesino près d'Ancône, avec la seule enclave de Pesaro, et possesseur de plusieurs forteresses dans le Montefeltro. Il était redoutable par lui-même, capitaine éprouvé;

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre.

il l'était aussi par ses alliances avec les d'Este, de Ferrare, avec le Saint-Siège, qui l'avait employé comme condottière, avec Sforza, dont il était capitaine général. S'il se retrouvait en rivalité avec Federigo de Montefeltro, qu'arriverait-il? Et comment ne le serait-il pas? Déjà, la prise de San Leo par son jeune voisin l'avait blessé, la nomination de ce même voisin au poste de condottière de Sforza devait envenimer la blessure. Qu'était Federigo pour lui? Un enfant, dont il avait battu le père à Lungarino et pourtant déjà un rival...

Il ne se trompait pas; ils étaient rivaux-nés. C'était deux hommes d'une prodigieuse vitalité physiologique, de fer à toutes les fatigues et aux heurts de la vie. Exactement contemporains, quoique Sigismondo fût de cinq ans plus âgé, tous deux enfants illégitimes et légitimes souverains de principautés à peu près égales et enchevêtrées l'une dans l'autre, et condottières également recherchés par les mêmes Puissances en Italie, tous deux également précoces et également braves, habitués à la vie dure des camps et l'aimant, malgré le luxe qu'ils se plaisaient à ordonner dans leurs palais qu'ils n'habitaient guère, employant les mêmes artistes, appelant les mêmes savants, parlant d'abondance et écrivant avec précision, tout nourris de l'antiquité au point de ne concevoir les choses de leur temps que sous les formes de la belle époque latine, d'une activité continuelle et universelle et d'une curiosité presque encyclopédique, — et, avec cela, de souches à peu près semblables et tout le temps mêlées, pareillement affinées et guerrières, où les femmes étonnent par leur culture précoce à faire peur, où les hommes frappent de tels coups que *l'Enfer* de Dante retentit éternellement de leurs plaintes ou de celles de leurs victimes, — c'est sur le plan moral seulement qu'ils diffèrent. Mais, là, ils offrent une complète antithèse, qui va sans cesse grandissant, jusqu'au jour où un Pape, qui fut aussi un historien, composera de leurs dissemblances un diptyque du vice et de la vertu.

Un autre témoin, sans un mot, nous les racontera. Piero della Francesca les a peints tous les deux et tous les deux de profil et du même côté, agenouillés, les mains jointes, en prière: l'un, Montefeltro, dans un tableau de sainteté aujourd'hui à la *Brera* de Milan, qu'il avait commandé pour la chapelle des Récollets de San Bernadino, près d'Urbino, l'autre, Malatesta, dans une fresque du *Tempio Malatestiano*, à Rimini.

Le comte d'Urbino, pour adorer la Vierge et l'Enfant Jésus, n'a pas quitté son armure : il a seulement posé à terre l'armet et les gantelets, alignés devant lui avec le bâton de commandement. Seules, sa tête et ses mains sortent, nues, de la dure carapace métallique, polie et brillante et réfléchissante comme un polyèdre de miroirs, convexes à l'épaulière et à la cubitière, plats aux oreillons bilobés de la genouillère, et sphérique au casque fendu d'un large sourire de fer, où s'enroulent, comme en une boule panorama, les reflets des pattes rouges qui attachent la braconnière et les flancards, — le tout astiqué avec le soin méticuleux d'un Flamand amoureux des cuivres de son intérieur. Cela fait même penser que Piero della Francesca, qui a sûrement peint les têtes, a peut-être confié à un autre le soin de fourbir l'armure et de lisser les plis de la petite hucque de brocart, sorte d'éventail fermé que le guerrier s'est accroché dans le dos. Tout autour, une corbeille de crânes chauves ou ras tondus : ce sont de vieux saints, fort mal mis; l'un d'eux a même sa tunique en lambeaux, maladroitement percée de trous par le peintre pour faire croire à sa misère, comme ces déguisements de mendiants imaginés par Casanova pour un bal masqué de Venise. Derrière, modestement, comme il convient à des pages, de jeunes anges en grande toilette du soir, — peut-être à la ressemblance des bâtards du comte d'Urbino, — constellés de joyaux, jusque dans leurs cheveux crêpés et ondulés, le cou dans des esclavages de perles, à peine un bout d'aile pointant çà et là, dévoilant leur incognito céleste.

C'est ce qu'on appelle une « conversation sacrée. » On devrait dire plutôt « une minute de silence : » les yeux sont fixes, les lèvres closes, les gestes suspendus, les muscles de la face pétrifiés, et ni les mains du saint moine qui entr'ouvre son froc pour découvrir un stigmate pectoral et présente un crucifix, pincé entre le pouce et l'index, pour dire quelle arme l'a blessé, ni celles du prêcheur hirsute qui désigne le Dieu dont il sera le baptiste, n'agiteront l'air autour de l'Enfant qui dort, écrasé de sommeil, tout de son long sur les genoux de sa mère, dans la détente lasse et heureuse de ce premier âge qui semble se reposer, d'avance, pour toute la vie, — tandis que d'une gigantesque coquille Saint-Jacques recourbée comme un dais au-dessus de ces fronts pensifs ou célestes, pend, en fil à plomb, un œuf pour figurer une perle de grand prix.

Quant à Malatesta, ce n'est pas Notre Dame, c'est son patron, ou plutôt le patron de son patron, l'empereur d'Allemagne, qu'il prie : c'est monseigneur saint Sigismond, roi de Bourgogne, en compagnie non de saints, mais de deux grands lévriers nonchalants, et plutôt que des grâces spirituelles il semble solliciter quelque permission de chasse dans les vastes domaines qu'on voit étendus entre deux pilastres corinthiens, sous les lourdes guirlandes et le blason à cotices échiquetées, ou à dents de scie, des Malatesta, lequel a vaguement le contour de l'écu allemand. Comme ce personnage a bien moins l'air d'un saint dans sa niche ou d'un roi sur son trône que d'un astrologue, avec sa sphère céleste et sa baguette de sorcier, peut-être aussi le consulte-t-il sur son avenir...

L'avenir, nul ne pourra le lui dire, mais les virtualités de son tempérament propre et son coefficient personnel dans sa destinée, il suffit de bien le regarder pour les connaître. Non les mains, — elles sont faites sans doute de pratique, en tout cas, elles n'ont aucune individualité, — mais le profil, découpé à l'emporte-pièce sur le ciel nébuleux, trace avec précision les contours d'une âme humaine, ses limites et ses proportions. Il est, d'ailleurs, identique et superposable à ceux des médailles du même personnage par Pisanello ou Matteo da Pasti. On peut y croire. Grand, élancé, en lame mince, les yeux serrant le nez, qui est presque à l'alignement du front fuyant, les lèvres boudeuses et closes, le regard ironique et cruel, l'orgueil émanant de lui comme une *aura*, le cou long, les épaules tombantes, si l'on nous dit : téméraire, démesuré, intrigant, insatiable, souple, félin, cauteleux, rampant et se lovant en dardant un jet empoisonné, enjoué, charmeur, poète, amoureux, artiste, avec quelque chose de génial qui manque à l'autre et le payant par un déséquilibre constant, violent et tendre, brave et inquiet, capable d'actions et de réactions foudroyantes, les nerfs trop tendus s'abîmant tout d'un coup dans les plaintes et les larmes, esprit actif et frondeur, sans cesse à *cercare cose nuove*, selon le mot d'un contemporain, nul ne s'inscrira en faux, tandis qu'aucun de ces traits ne nous paraîtrait convenir au comte d'Urbino.

Regardons-le maintenant, celui-ci. Pas grand, mais taillé en force, râblé, sanguin, la tête grosse, le cou puissant et court, il n'a pas le front en pente du rêveur, ni le menton

effacé de l'impulsif. Son épaisse mâchoire carrée est la base qui convient à la parfaite coupole de son crâne, — la coupole qui recouvre, qui contient, mais qui borne, — l'œil bien enchâssé sous la haute voûte du sourcil émet sur les choses une clarté tranquille et terne qui ne les transformera pas. Les mains grandes, épaisses, bien dégagées de l'avant-bras par le poignet, aux phalanges médianes très allongées, dénotent l'amateur des belles matières et des formes plastiques, une sensualité tactile très vive et peut-être brutale, qui contredit un peu le témoignage du masque et qu'il faut retenir pourtant, car elle est visible pareillement aux mêmes mains dessinées par un tout autre artiste, Melozzo da Forli ou Juste de Gand, dans le portrait qui est au palais Barberini.

Si l'on nous dit : c'est, là, un homme calme, pondéré, toujours maître de lui, sauf quand l'outrage est à bout portant, d'un sang chaud qui bouillonne vite, mais constamment attentif à se tenir en bride et y parvenant, tenace comme un boule-dogue, patient, droit, pieux, discipliné, respectueux des pouvoirs établis, s'y établissant lui-même aussi, mais par degrés, comme on gravit les marches d'une basilique, sans troubler l'ordre d'une cérémonie, studieux, cherchant dans l'Antiquité des exemples de conduite, d'héroïsme, d'abnégation, et tandis que pour l'autre la culture est une parure, pour lui, c'est un tissu solide qui protège et même une armature qui soutient, — il n'y a pas d'objection à ces hypothèses. Et surtout, on sent bien qu'il est impossible d'interchanger les deux diagnostics. Si ces deux hommes prient réellement, que demandent-ils ? Certainement pas les mêmes choses... Et quand ils se relèveront, que feront-ils? Cela, nous le savons, et c'est une décisive contre-épreuve de ces deux portraits que l'Histoire va nous apporter.

UN DOUBLE DÉFI

Régnait alors, à Pesaro, un autre Malatesta nommé Galeazzo, qui vivait dans des transes continuelles causées par l'ambition de son terrible cousin. Ce qui l'effrayait surtout, c'est la pensée que Sigismondo, par respect pour l'idée de famille, au lieu de lui déclarer la guerre ouvertement, le fît empoisonner, s'assurant ainsi son héritage sans coup férir. Il n'avait guère

d'espoir qu'en Montefeltro, qui se trouvait être son neveu par sa femme ; mais que pouvait Montefeltro contre le poison ? A force d'y songer, son esprit s'égarait en mille phobies et, n'y tenant plus, ou pour mieux dire, tenant à sa peau plus qu'à son sceptre, il s'en alla trouver son neveu à Urbino et lui proposa de lui vendre sa principauté. Il se retirerait ensuite à Florence vivre en riche bourgeois. L'offre était tentante. L'État d'Urbino n'avait pas de débouchés sur la mer. Mais Federigo était pauvre, sa condotta ne lui ayant pas encore rapporté grand chose. Tout au plus pourrait-il acquérir un morceau de cette province, Fossombrone, par exemple, situé plus près d'Urbino, sur le Métaure, prolongement naturel de ses domaines. Mais qui mettre à Pesaro, ville voisine et redoutable ? Pas une Puissance surtout! pas Milan, pas Florence, pas Venise, pas Rome.

En regardant tout autour de lui, pourtant, il s'avisa qu'il y avait là un homme de bonne mine, habile aux armes, mais démuni de tout et qui aurait fort à faire pour devenir un voisin dangereux : Alessandro Sforza, le propre frère de Francesco, le condottière. Ce Sforza se trouvait être l'oncle, par alliance, de Sigismondo, ce qui ne l'empêcherait pas de lui jouer un mauvais tour, s'il le pouvait, et il n'était pas homme à trembler devant le fer ou le poison d'un neveu. Toutefois, s'il n'avait pas de phobies, comme Galeazzo Malatesta, ce vaillant capitaine n'était pas tout à fait en équilibre. Il était éperdument amoureux de la plus séduisante des jeunes princesses d'alors, Costanza Varana, enfant prodige, aussi familière avec Cicéron qu'avec Platon et les Pères de l'Église, célèbre pour avoir plaidé, en latin, à quatorze ans, une cause politique, et douée enfin d'une exquise beauté. De plus, elle se trouvait être la propre petite-fille du seigneur de Pesaro, de ce seigneur si pressé d'abdiquer. Les générations poussaient et se poussaient vite l'une l'autre, dans ce temps-là. Le fait est que le pusillanime Galeazzo Malatesta avait épousé une certaine Battista de Montefeltro, tante de l'actuel comte d'Urbino. De ce mariage, il avait eu une fille qu'il s'était hâté de marier à Gentile Varana seigneur de Camerino, et, par cette fille, une petite-fille, cette Costanza Varana qu'Alessandro Sforza désirait si fort.

Il n'y avait guère de chance que le pauvre garçon l'obtînt, la mère ne voulant pas entendre parler d'un gendre sans sceptre, ni couronne. Mais si le sceptre et la couronne détenus

actuellement par le propre père de cette mère ambitieuse, c'est-à-dire le seigneur de Pesaro, passaient au postulant... Ne l'accepterait-elle pas pour gendre? Pour cela que fallait-il? Vingt mille florins d'or, le prix de Pesaro. Et qui les donnerait? Peut-être bien Francesco Sforza, le frère d'Alessandro, si l'on savait le prendre. Ainsi raisonnait Montefeltro. Il alla, de ce pas, trouver l'amoureux transi, qui crut tomber de surprise, mourir d'anxiété et ressusciter de joie en entendant énoncer, en laissant tenter et en voyant réussir cette opération menée par Federigo en un tournemain. Le 15 janvier 1445, Galeazzo Malatesta vendait Pesaro à Alessandro Sforza pour vingt mille florins et Fossombrone à Federigo pour treize mille, et deux mois après, le 13 mars, le nouveau seigneur de Pesaro épousait la huitième merveille du monde. Il allait la perdre bien vite, avant sa dix-neuvième année, selon le sort commun à ces brillantes éphémères du xve siècle, mais pas si vite pourtant qu'elle n'eût le temps de lui donner une fille, Battista, autre enfant prodige, qui devait un jour épouser Federigo, l'auteur même de ce mariage. L'habile négociateur faisait donc d'une pierre trois coups : il installait un bon voisin à Pesaro, il acquérait Fossombrone et il se procurerait une femme dans l'avenir, quand il viendrait à perdre la sienne.

Il en faisait même quatre : il exaspérait Sigismondo. Celui-ci, informé dès la stipulation de la double vente, « rugit comme un lion famélique, » dit un de ses historiens, et le 21 février, Federigo vit arriver ce cartel :

« Magnifique seigneur, Votre Seigneurie sait les différends qui existent depuis un bout de temps entre nous, et si elle en jugeait sainement, elle comprendrait très bien que la faute en est à elle et non à moi. La patience n'est pas mon fort et il ne paraît pas que vous soyez disposé à vous amender. Au contraire, chaque jour vous augmentez vos torts. Récemment, vous avez écrit des calomnies sur moi, en cour de Rome et fait mal parler de moi. Je suis décidé à ne pas le supporter, et, au contraire, à montrer d'homme à homme que je suis plus vaillant homme que vous, qui êtes, de plus, un méchant et avez mal agi en m'outrageant. C'est pourquoi, je vous mande mon chancelier Giovanni da Sassoferrato avec pleins pouvoirs de vous appeler en duel, ce que déjà par votre lettre vous avez accepté et quoique le dit Ser Giovanni ait la procuration pour

le défi public, j'ai voulu vous écrire cette lettre pour plus de sûreté, vous priant de vouloir bien accepter et, si vous acceptez, comme je suis certain que vous le ferez, étant le vaillant homme que vous devez et dites être, qu'il vous plaise me mander un de vos familiers, un homme compétent au courant de vos intentions quant aux conditions de temps et de lieu du combat afin qu'on aboutisse... Ensemble avec lui, je saurai fixer un lieu de rencontre tel que nous en demeurions d'accord Et celui que vous m'enverrez, je veux qu'il vienne en sécurité avec quatre chevaux, et cette lettre lui servira d'entier et valable sauf-conduit pour sa venue, son séjour et son retour, en toute liberté. Et en cas que vous vous dérobiez, ce que je ne crois pas, je vous assure ici que je procéderai contre vous selon l'habitude en ces sortes de choses et plus ou moins, selon mon plaisir. *Rimini, die XXI feb. 1445. Sigismundus Pandolfus de Malatestis.* »

Ce beau défi n'eut pas les suites qu'il méritait. Montefeltro ayant proposé que la rencontre eût lieu sous les murs de Pesaro, ses historiens disent que Malatesta n'y vint pas, les historiens de Malatesta disent que c'est Montefeltro qu'on attendit en vain, et peut-être bien qu'ils n'y vinrent ni l'un ni l'autre. Leur réputation de bravoure et même de témérité était trop bien établie pour se trouver diminuée ou accrue par leur carence ou leur présence en ce lieu. Au reste, Sforza, qui venait de se tailler dans les États du Pape une principauté avec la marche d'Ancône, depuis Sinigaglia jusqu'au Tronto, y compris Fermo, avait besoin de bons capitaines pour la défendre. Les employant tous les deux dans son armée, il faisait des efforts désespérés pour les empêcher de se nuire. C'était deux excellents condottières et il tenait autant à Sigismondo, — qui de plus était son gendre, — qu'à Federigo.

En quoi, il se montrait bien naïf. Sigismondo ne lui en voulait pas moins qu'à Federigo de la vente de Pesaro. Il cachait soigneusement sa rancune, ne se sentant pas de force à se venger tout seul, mais, pour l'assouvir, il allait chercher le beau-père de son beau-père, le duc de Milan, Filippo Maria Visconti, et lui persuadait sans trop de peine de l'aider à tirer vengeance de Sforza. Le duc Visconti n'aimait point son gendre, qui était son rival en attendant qu'il devînt son héritier, ayant épousé sa seule enfant, sa fille naturelle Bianca

Maria. Il écouta donc volontiers le gendre de son gendre et épousa sa double querelle contre Sforza et Montefeltro. Puis tous deux, ils s'en allèrent solliciter le concours du roi de Naples. Alfonso V d'Aragon était, de son côté, fort inquiet des progrès de Sforza à Teramo et dans les Abruzzes. Il convint donc avec eux de faire échec à l'ambitieux condottière. Enfin, le pape Eugène IV ne se consolait pas de la mainmise de Sforza sur la marche d'Ancône, ni que l'on eût vendu Pesaro et Fossombrone sans son assentiment, ces deux villes étant feudataires du Saint-Siège. Il en rendit responsable Federigo, négociateur de toute cette affaire, l'excommunia et, pour mieux le vexer, nomma Sigismondo capitaine général de l'Église. En même temps, les populations de la marche d'Ancône se révoltaient contre leur nouveau maître. L'orage grossissait. Sforza se voyait assailli à la fois par son beau-père et par son gendre, par le roi de Naples et par le Pape, à peu près toute l'Italie, sauf Florence et Venise. Mais Florence et Venise étaient lentes à se mouvoir, comme d'ordinaire les républiques. Il était bien parvenu à tirer quelque argent de Cosme de Médicis, le Père de la Patrie. Il pouvait aussi compter sur son frère Alessandro, le nouveau seigneur de Pesaro. Mais sa meilleure défense était encore Federigo. Aussi s'en alla-t-il lui-même à Urbino lui remettre solennellement le bâton de capitaine général de ses armées. C'était le 15 juillet 1446. Federigo avait vingt-quatre ans.

Alors le Pape fit une nouvelle tentative d'intimidation. Il représenta au jeune chef qu'il était fou de s'allier à ces Sforza abandonnés de tous, destinés à succomber, lui défendit de donner asile dans Gubbio à leur famille, enfin, lui rappelant qu'il était feudataire du Saint-Siège, comme comte d'Urbino, lui intima l'ordre de dénoncer sa condotta sforzesque. Ce faisant, il oubliait totalement qu'il l'avait lui-même autorisé par un bref en bonne et due forme à prendre du service chez tel qu'il voudrait. Le prudent Federigo, étant ainsi en règle avec son suzerain et sa conscience, produisit la licence accordée et s'excusa, si l'honneur ne lui permettait pas d'abandonner son chef dans la mauvaise fortune, pas plus qu'il n'avait jadis, dans de semblables conjonctures, abandonné Piccinino.

Federigo jouait gros jeu, car c'est sur lui que devait nécessairement s'abattre l'orage, puisque Malatesta s'en mêlait. Tandis qu'il demeurait à son poste, à la tête des troupes de

Sforza, il fut attaqué par l'armée pontificale d'un côté et par les Pérousiens, de l'autre, menés par Fortebraccio, à l'assaut de Gubbio. Mais de tous les côtés, les Feltriens, fidèles à leur jeune comte, résistèrent. Ceci donna le temps, aux Vénitiens d'une part, de venir au secours de Crémone, que le duc Visconti voulait prendre, et aux Florentins, d'autre part, de faire leur jonction avec Sforza. Muni de ces renforts, celui-ci avança sur l'armée pontificale qui le menaçait. Dès que l'armée pontificale vit qu'il avançait, elle recula et se rembûcha dans la partie montagneuse des Romagnes. Elle s'arrêta entre Urbino et Rimini, auprès de Tavoleto, au nord de la Foglia. Sforza l'y suivit, vint camper à quatre kilomètres au Sud, près de Montecalvo, forteresse de l'État d'Urbino, et lui offrit la bataille. Mais tous les hérauts et trompettes qu'il dépêcha pour la défier revinrent bredouilles. En même temps, Federigo, retrouvant Sigismondo devant lui, voici le défi, qu'à son tour il lui envoya :

« A vous seigneur Sigismondo, moi Federigo, comte de Montefeltro, je dis que vous savez et je pourrai le prouver que vous m'avez provoqué le premier afin d'avoir à faire à moi, vous engageant à trouver un champ clos qui ne fût suspect ni à l'une ni à l'autre des parties, que des mois et des années ont passé sans que vous l'ayez trouvé, que par contre cependant, moi je vous en ai trouvé un, qui vous a convenu tant que vous ne saviez pas si je pourrais l'obtenir et qui, une fois obtenu, ne vous a plus convenu : c'était Mantoue... Pour mettre fin à vos manigances, j'ai prié son Excellence le comte (Sforza) et il m'a concédé cette grâce de me rencontrer avec vous dans un lieu tel que si vous le refusez, ce sera un signe manifeste que vous boudez devant la nappe mise, car chacun jugera que le jeu serait plus avantageux pour vous que pour moi. Vous êtes prié, au nom de Dieu, de venir demain matin à mi-chemin du dit terrain et près des dites forteresses, tranchées barrières et fossés qui sont entre Tavoleto et Conte Cavaliere, devant tous les escadrons de l'armée du Pape, du Roi et du Duc, et moi devant tous les escadrons du Comte, et ainsi, avec un grand avantage de votre côté quant à la position et aux troupes, vous vous acquitterez de votre dette. Je vous avise que si vous ne venez pas, ce vous sera grande honte. Vous n'aurez pas d'excuses légitimes qui vous permettent d'ergoter et vous couvrir et ainsi vous rendrez manifeste qu'aucune simulation ne peut

être de longue durée, que vous vous êtes dérobé sous un masque jusqu'ici et cette fois, ne venant pas, il sera clair que vous manquez de cœur. J'ai décidé ainsi de mettre fin à notre querelle, soit en montrant celui de nous qui pourra le mieux faire, soit en découvrant vos artifices et machinations et qu'il n'y a jamais eu de votre part intention de combattre, sinon de la langue par des feintes et des simulations. »

Cet appel du pied n'eut pas plus de suites que le précédent. Sigismondo répondit que lorsque deux armées sont face à face, ce n'est pas un duel qu'il faut, mais une bataille. Toutefois, il ne crut point devoir accepter non plus la bataille. Il y avait une colline entre les deux armées et environ quatre kilomètres de terrain : on les laissa solitaires. Sforza sortit bien de son camp avec quelques escouades, vint défier les pontificaux, battit même un des leurs, Danese da Siena, qui avait eu l'imprudence de sortir aussi avec de l'infanterie, mais malgré ses allées et ses venues provocantes, les cris poussés, les bannières agitées au nez du camp ecclésiastique, rien ne décida celui-ci à engager une action générale. Et l'hiver approchant, chacun s'en retourna chez soi.

MALATESTA REX PRODITORUM

Ce n'était là encore que les premières passes du duel Montefeltro-Malatesta. Celui-ci s'était ménagé des intelligences dans Fossombrone, il y fomenta une révolution, se fit ouvrir les portes de la ville et s'empara même de la citadelle, mais la *Rocca*, fidèle, tint bon. Sitôt prévenu, Federigo accourut d'Urbino où il était, et en trois jours il eut reconnu les positions, rassemblé des troupes, mis en fuite les soldats de Malatesta et repris la ville, grâce à la garnison enfermée dans la Rocca. L'opération la plus dure était celle qui devait suivre. Fossombrone ayant été pris d'assaut, bien que cette ville fît partie de ses États, il était obligé de laisser ses soldats la mettre à sac. C'était leur droit. Tout au plus pouvait-il espérer sauver « l'honnêteté des dames réfugiées dans les églises et autres lieux honnêtes. » Il permit le sac pendant deux jours, au moins dans les maisons et les biens des rebelles. Mais il les laissa fuir pour sauver leur vie et pardonna même à leur chef. Ceci fait, il se disposait à aller punir Malatesta en saccageant

le territoire de Rimini, lorsque les ambassadeurs de Venise et de Florence s'en vinrent à Urbino le prier de n'en rien faire. Il était pénétré de respect pour les deux républiques. Elles invoquaient les intérêts de la paix en Italie. Il céda.

Cependant, tout avait changé en Italie : le 11 mars 1447, la ligue contre Sforza avait été dissoute et la paix signée. Ensuite, le pape Eugène IV était mort ; mort aussi le duc Visconti après s'être réconcilié avec son gendre Sforza et sa disparition avait déchaîné les ambitions de tous les États et des princes qui visaient Milan. Sforza était le prétendant le plus légitime, mais Milan lui avait fermé ses portes et proclamé une sorte de République, dite République Ambrosienne. Le roi de Naples profitait de ce désarroi pour menacer la Toscane, à la grande indignation de Florence. Les Florentins, en peine de se défendre, jetèrent les yeux sur le comte d'Urbino, sa condotta avec Sforza étant expirée, et lui offrirent un bon prix. Il accepta d'autant plus volontiers que le nouveau pape Nicolas V, en levant l'excommunication dont Eugène IV l'avait frappé, lui confirmait tous ses pouvoirs sur le Montefeltro. Il pouvait donc espérer en l'appui de Rome contre son ennemi. Les Florentins lui envoyèrent de l'argent. Huit jours après, il attaquait l'armée napolitaine, la repoussait du côté de Volterra, reprenait les villes qu'elle avait conquises en Toscane et s'acquérait des droits à la reconnaissance de ses nouveaux patrons.

Mais tandis qu'il travaille ainsi à défendre les États du voisin, il apprend que le sien est, de nouveau, menacé. Les populations du pays de Fossombrone, où Sigismondo a conservé des partisans, tournent peu à peu aux Malatesta : Montalto, San Biagio, Casaspassa, Bellaguardo, Sant' Ippolito et d'autres. Leur maître est loin, Sigismondo est sur place, il est aidé par un Malatesta de Fossombrone, il joue habilement des craintes que ces populations conservent d'être châtiées de leur première révolte, enfin il jouit du prestige que lui donne la condotta d'une armée napolitaine. Et il est vrai que Malatesta est à la solde du roi de Naples, mais le roi de Naples étant en guerre avec Florence, c'est en Toscane qu'il devrait être à se battre contre Federigo, et non pas dans les Marches. Seulement, le subtil condottière ayant empoché l'argent de son patron, soit trente mille ducats à valoir sur ses services futurs, trouve plus expédient de s'en servir pour arrondir son domaine que de

remplir les devoirs de sa charge. Il écrit au Roi que son offensive contre l'État d'Urbino est une diversion. Ce faisant, il va détourner contre lui la fureur de Federigo et ainsi, les Florentins, privés de leur capitaine, succomberont. Alfonso d'Aragon en croit son condottière et attend les effets de cette diversion. Mais la diversion ne produit aucun effet. Federigo, qui a signé un engagement envers les Florentins, reste fidèle à sa *ferma*, tout bouillant qu'il soit d'apprendre le nouveau péril qui menace les siens. Non seulement il ne bouge pas de son poste, mais il annonce qu'il n'enverra ni un homme, ni un cheval, et il continue de tenir l'armée napolitaine en échec.

A ce coup, le roi de Naples perd patience. Furieux, il enjoint à son condottière de venir s'occuper de ses affaires au lieu des siennes propres. Mais Malatesta ne revient pas. Estimant qu'il a tiré de la caisse aragonaise tout ce qu'il peut pour le moment, il médite d'aller frapper à la florentine, qu'il sait pleine. Il offre donc aux ennemis de son maître de passer à leur service avec les quelques troupes que l'argent du Roi lui a permis de lever, s'étant avisé, leur dit-il, que les Aragons sont des étrangers à la nation italienne et en quelque sorte des « barbares. » Les Florentins ne s'étonnent pas outre mesure de cette volte-face; ils l'examinent et l'acceptent. Toutefois, que dira leur capitaine général en se voyant imposer tout à coup, comme frère d'armes, son ennemi mortel et obligé de partager avec lui le commandement ? Il faut le sonder... Les commissaires aux armées, ces astucieux et soupçonneux surveillants que la Seigneurie entretenait auprès de son condottière, Gino Capponi et Bernardo de' Medici, s'en chargèrent. On imagine aisément, quand on a vu au *Carmine* de Florence les têtes peintes par Masaccio, ce que devaient être ces figures de diplomates florentins, fines, dures et secrètes comme une serrure de fer ciselé du xve siècle. Mais le Montefeltrien n'est pas moins fermé quand il le faut. Dans cette négociation, son calme est imperturbable et sa réponse glaciale. La République sait ce qu'elle fait. Les mérites et les démérites de Malatesta lui sont connus. Il vient de trahir Alfonso d'Aragon, il en trahira d'autres. Les traités, les trèves, les serments pour lui ne comptent pas. La Seigneurie a dans sa main de quoi le punir, car si ce drôle vient à elle, c'est qu'il a peur du roi de Naples, peur pour ses États, et qu'il est à bout. Mais ceci dit pour sou-

lager sa conscience, lui, Federigo, accepte, tant que dure sa condotta, les décisions de la République et s'y conformera.

Ce qui résulta de cette étrange collaboration entre les deux ennemis fut imprévu. Comme ils étaient occupés tous les deux à secourir Piombino, que le roi de Naples assiégeait par terre et par mer, il arriva qu'un jour, se promenant ensemble dans la campagne avec une nombreuse suite de gentilshommes, Sigismondo poussa son cheval près de Federigo, et se penchant à son oreille, lui demanda un entretien particulier. Fort surpris, mais confiant dans sa bonne dague pour n'être pas assassiné, Federigo accepta. Cette démarche était d'autant plus insolite que, dans les conseils de guerre, où il fallait bien qu'ils opinassent tous deux, l'autre ne cessait de le contredire et de le contrecarrer. Alors, le seigneur de Rimini se mit à lui conter la plus étrange histoire. On voit parfois sur les murs et les *cassoni* peints à cette époque, de ces seigneurs cheminant deux par deux en grand équipage à travers les prairies émaillées de fleurs, et l'on se demande ce qu'ils se disent. Nous le saurons au moins pour ceux-là.

Malatesta commença par déplorer amèrement la perte de Pesaro. Quoi! sans égard pour l'ancienneté des relations de voisinage et des alliances de leurs deux familles, Federigo avait travaillé à donner cette principauté à Alessandro Sforza, un homme de rien, un parvenu, et encore point parvenu par lui-même, par son frère! Que Federigo ait pris Fossombrone, cela lui avait fait gros cœur, à lui, Malatesta, mais enfin, l'injure était moindre; les Montefeltro étaient dignes de régner, tandis que les Sforza! Encore, si Federigo avait à ce prix acquis la reconnaissance du nouveau seigneur! Mais il s'en fallait bien. En ce moment même, Alessandro était en train de machiner l'invasion et la ruine d'Urbino!... A ces mots, Federigo indigné coupa rudement : il n'allait pas écouter les insinuations de son interlocuteur, qu'il savait son ennemi, bien que son voisin et parent, contre un homme de bien, dont il avait fait la fortune parce qu'il l'estimait tel, et jamais il ne croirait à quelque perfidie de sa part, s'il ne la voyait de ses yeux et s'il ne la touchait de ses mains. « Vous l'allez voir, riposta Sigismondo, et il tira de son giron un papier écrit, signé avec le *sigillo* et lui demanda s'il en reconnaissait l'écriture. — Sans doute, dit l'autre. — Lisez donc, si vous en croyez mieux vos yeux que ma

parole. » Et, à sa grandissante stupeur, sous le regard ironique de son rival, Federigo déroula le texte d'un traité secret conclu entre Alessandro Sforza et Sigismondo, convenant d'attaquer Urbino et de se partager entre eux tout ce qu'ils pourraient en conquérir. Il croyait rêver : il relut à plusieurs reprises et flaira : c'était bien de la propre main du signataire. Comme il haussait les épaules et se taisait : — « Croyez-vous, Federigo, reprit Malatesta, que si j'étais l'ennemi toujours prêt à nuire que vous croyez, j'irais vous réveler ce secret? Donc, si vous trouvez cette amitié en moi, que vous imaginiez un ennemi et cette perfidie en lui, que vous imaginiez votre ami, votre devoir n'est-il pas de me recevoir dans votre amitié et de l'en chasser? et puisque le proverbe dit : « Qui sait faire le mal, sait aussi le défaire, » n'est-ce pas à vous, qui lui avez procuré Pesaro, de manœuvrer pour qu'il le perde et que j'en devienne le maître ? »

Ce qu'il ne disait pas, c'est que le naïf Alessandro n'avait consenti à ce complot que parce que, lui-même, il était allé lui dire que Federigo, se repentant de lui avoir procuré Pesaro, songeait à le lui prendre. Il était parvenu à le persuader de cette noirceur et une fois sa dupe mise au point, il lui avait promis son concours, à condition qu'il y eût alliance entre eux deux. Quelle ne fut pas la surprise des gentilshommes de l'armée florentine, lorsqu'ils virent revenir les deux princes de ce long a-parté avec des mines réconciliées. Ils ne pouvaient se douter que le prudent comte d'Urbino venait d'être engeigné par l'éloquent Malatesta. C'était fait cependant. Il allait même consentir avec lui une entente, aux termes de laquelle ils s'engageaient à reprendre ensemble Pesaro pour le compte de Malatesta, pas avant pourtant que Malatesta eût consigné, entre les mains de tiers de bonne foi, les forteresses qu'il avait récemment enlevées à Federigo. Peu après, ils se séparèrent. Venise, qui était toujours en guerre avec Milan, demanda aux Florentins de lui céder Federigo. Expérience faite, les gens de la Seigneurie préférèrent lui donner Sigismondo avec un petit renfort de trois mille hommes et garder le comte d'Urbino qui restait seul ainsi à la tête de son armée. Le voilà donc débarrassé de la présence de son rival. Sur ces entrefaites, Milan, après trois ans de demi-république, finissait par ouvrir ses portes à Sforza. C'était en février 1450. Le grand Condottière touchait enfin au but visé par tous les capitaines d'aventures à

cette époque : il devenait duc d'un des plus puissants États de la péninsule et fondait une dynastie. Muni ainsi du sceptre, il devait déposer le bâton et, ne trouvant pas de plus digne, c'est à Federigo qu'il l'offrit.

Celui-ci venait d'essuyer une assez grave disgrâce. Pour fêter l'arrivée au trône de son patron, il avait cru devoir donner un grand tournoi à Urbino et se mesurer lui-même avec un des meilleurs champions de cette époque, un gentilhomme feltrien nommé Guidagnolo de Ranieri. Celui-ci n'en avait guère envie. Il venait d'être vainqueur dans une *giostra* solennelle à Florence et voulait s'en tenir là. Peut-être aussi que de funestes pressentiments l'agitaient. Federigo l'exigea. Ranieri se résigna donc à rompre une lance avec son souverain et malheureusement cette expression consacrée ne fut pas une hyperbole. La lance de Ranieri se rompit en effet et un éclat, passant par la « vue » du comte d'Urbino, lui brisa la base du nez et lui arracha l'œil droit. On le crut mort. A peine revenu de son évanouissement, il témoigna d'une telle jovialité qu'il rendit du cœur à tout le monde, même à son adversaire, lequel restait tout pantois de cette catastrophe. Cela fit grand bruit. Des condoléances vinrent de tous les princes italiens, y compris un bref du Pape, pour lui offrir des consolations, dont il déclara n'avoir nul besoin. Mais comme il n'avait pas eu jusque-là, du moins autant que nous le sachions, la précaution de se faire peindre, nous n'avons pas de lui, dont nous avons tant d'images, un seul portrait de face, les peintres ayant, longtemps avant Joubert, regardé leurs clients borgnes comme le philosophe nous dit qu'il faut regarder un ami affligé de la même disgrâce : — de profil.

Entre temps, Malatesta pensant bien avoir neutralisé Federigo par le pacte conclu à Piombino, tentait un coup de main sur Pesaro, d'où Alessandro Sforza était absent. Mais il avait négligé de remplir les clauses stipulées dans le pacte, c'est-à-dire de consigner entre les mains de tiers de bonne foi les forteresses prises à Federigo. Celui-ci, soupçonnant quelque nouvelle friponnerie, accourait aussitôt de Gubbio, l'avertissait qu'il allait défendre la ville, envoyait devant deux escadrons, levait des troupes nouvelles et partait d'Urbino avec son lieutenant Napoleone Orsini et sa compagnie d'hommes d'armes pour parer au péril. Malatesta se retira dès lors en Romagne, et

Venise intervint par voie diplomatique pour arrêter le nouveau conflit près de surgir entre les deux condottières. Il s'en suivit des explications, au cours desquelles on finit par tirer au clair l'histoire de la convention secrète de Pesaro. Alessandro Sforza demeura tout penaud de son extrême crédulité en Malatesta, d'autant que son frère, le nouveau duc de Milan, le rabroua fort. Et pour dédommager un peu Federigo des soupçons injurieux et injustes qu'on avait eus sur lui, on lui offrit le commandement de l'armée milanaise avec une condotta de quatre ans, un an ferme et trois ans ensuite, au gré des parties. On y ajouta encore cette clause que, pendant cette condotta, le duc de Milan ne pourrait employer Sigismondo, ni permettre que ses alliés florentins l'employassent, tant que le différend avec Federigo ne serait pas réglé.

A ce moment, et une fois de plus, le jeu des alliances change ses partenaires. Venise et Florence, jusque-là unies, se séparent. Florence trouve que l'on voit bien souvent depuis quelque temps le Lion de Saint-Marc rôder aux confins de la Toscane, cela ne lui dit rien qui vaille. Elle redoute maintenant ce danger plus que les autres et contre le Lion, elle appelle la couleuvre ou *biscione* de Milan, que Sforza a héritée des Visconti. Venise, à son tour, se sentant menacée par l'alliance de Florence et de Milan, va jusqu'à l'autre bout de l'Italie chercher le contrepoids chez les Aragon de Naples. Et comme il lui faut de bons capitaines, elle prend à son service Malatesta. La lutte, si lutte il y a, va donc être conduite par Montefeltro, capitaine général de Milan et de Florence, contre Malatesta, condottière des Vénitiens alliés au roi de Naples. Jusque-là, rien que de normal. Mais le prudent Sforza, qui ne veut pas combattre les troupes de Malatesta qu'il sait bonnes, cherche à le détacher du service de Venise, et il y arrive de la façon la plus simple, en le payant plus cher. Federigo va donc voir revenir à ses côtés, dans son propre camp, cet ennemi invétéré, plus redoutable encore quand il se dit son ami et dont il n'a jamais pu se dépêtrer. Cette fois, le dégoût l'emporte sur la discipline et il refuse. Sforza invoque la condotta. Federigo répond par les termes de l'avenant à cette condotta, lequel la déclare nulle dans le cas où Malatesta serait employé. Sforza finit par reconnaître que son condottière a raison et lui rend sa parole. Alors, dûment dégagé de toute obligation, et

comme il faut bien qu'il travaille de son métier, Federigo se tourne vers le roi de Naples que, l'instant d'avant, il allait combattre, et lui offre son épée.

Alfonso, après des expériences multiples et malheureuses, avait bien juré qu'il n'emploierait plus jamais un Italien comme condottière, sauf s'il lui faisait donner sérieuse caution. Mais comment se passer de condottière? Autant vaut, pour un propriétaire processif, ou entouré de voisins qui le sont, se passer d'avoué... Un roi ne peut être son propre avoué. Et puis, que signifie cet ostracisme des Italiens? Les étrangers valent-ils mieux? Et d'ailleurs, depuis ce John Hawkwood commémoré par Paolo Ucello sur un mur de Sainte-Marie des Fleurs, a-t-on vu un étranger réussir comme condottière? Le doge Foscari, intervenant en faveur de Federigo, finit par persuader le souverain récalcitrant. Alfonso, non seulement l'accepte comme capitaine général, mais repousse toute caution, déclare se contenter de sa parole « simple et nue » et met sous ses ordres son propre fils Ferrando, duc de Calabre, avec huit mille cavaliers et quatre mille fantassins par une *ferma* du 14 décembre 1451.

A la nouvelle de ce nouveau succès de son rival, Sigismondo éclate. Il ne lui envoie pas de cartel, cette fois, mais comme il est maintenant l'allié des Florentins et qu'il a su capter la bonne grâce des Médicis, c'est à eux qu'il s'adresse pour se venger. Le plus marquant alors de cette famille, après Cosme, le Père de la patrie, est son second fils Giovanni, celui dont le buste, en guerrier romain, par Mino da Fiesole, se voit au Bargello : forte et longue ganache, yeux exorbités, belle laideur, que les prestiges de l'art transforment en caractères de volonté. C'est à lui que, de son château de Gradara, il écrit : « Je vous écris cette lettre par un moyen sûr, par laquelle je veux avoir votre avis parce que, continuellement je trouve que vous m'avez dit la vérité sur toutes choses et ne m'avez trompé en rien. J'ai sollicité l'illustrissime duc de Milan, comme vous le verrez par la lettre ci-incluse, qu'il veuille bien me donner aide et faveur pour donner une bastonnade à S. Messer Federigo et lui faire avouer ses torts, trahisons et tromperies. Laquelle bastonnade il me suffira d'avoir un peu d'aide pour la lui administrer de telle sorte que, d'ici à peu de temps, on ne saura que faire de lui et j'abaisserai cet orgueil qui le remplit... *Grandarie, die 24 decembris 1451. Sigismundus Pandulfus de Malatestis.* »

Nul ne prit garde à ces menaces et Montefeltro n'en conduisit pas moins l'armée aragonaise en Toscane dans le val d'Esa, où il emporta d'assaut Foiano, puis dans le val de Chianti où il assiégea Castellina et dans la campagne qu'il saccagea jusqu'à deux lieues de Florence. La bastonnade risquait fort de tomber sur les épaules des Florentins, lorsque, heureusement pour eux, égarée dans les Maremmes, toute l'armée prit les fièvres. Federigo lui-même tomba malade et fut transporté à Sienne, confié aux soins de ses amis de la Seigneurie. Malgré cet échec, le Roi, l'année suivante, lui renouvela sa condotta et l'on méditait, à Naples, de nouvelles entreprises, lorsqu'un glas funèbre retentit dans toute l'Europe, apporté par le vent d'Est. L'Empire d'Orient n'était plus : Mahomet II venait d'entrer à Constantinople... La Méditerranée étant alors le carrefour du monde civisé, la menace était proche : c'est comme si l'on avait, déjà, entendu les coups des Ottomans retentir aux portes de Rome.

Il appartenait au Souverain Pontife de rappeler au sentiment de la solidarité religieuse, à défaut de la nationale, tous les membres de ce qu'on appelait la République chrétienne. Il n'y manqua pas. Le nouveau pape, Nicolas V, mit tout en œuvre pour obtenir une trêve et après un an d'efforts, le 13 avril 1454, il y réussissait. Venise, Florence et Milan signaient le traité, dit de Lodi, auquel le Roi de Naples, après quelques hésitations, finissait par adhérer; puis, après une autre année de négociations, on faisait un pas de plus : une ligue générale et défensive était conclue pour vingt-cinq ans, à Naples, entre les potentats d'Italie. C'était la paix universelle, l'univers tenant alors, pour ces seigneurs, à peu près entre les Alpes et les mers. En étaient exceptés seulement des gens de médiocre importance : Sigismondo Malatesta, seigneur de Rimini, Astorre Manfredi, seigneur d'Imola, et les Gênois, à cause des griefs personnels du roi de Naples, et aussi parce que Federigo lui avait persuadé d'exclure son ennemi. Cette clause portait même que, si ces hors-la-loi venaient à être attaqués par le roi de Naples ou son fils, aucun des États de la Ligue ne pourrait leur porter secours.

Federigo apprit la conclusion de ce traité, comme il préparait une autre campagne contre les Florentins, et trois jours après, il recevait de Naples un convoi escortant la paye de ses troupes et la sienne propre, soit 36 000 ducats d'or, partis avant que le

dernier traité fût signé. Il n'en avait plus besoin, puisque la guerre était finie. Qu'en faire? C'est ce qu'il demanda au Roi qui, pour ne pas être en reste de munificence, le pria de les garder, en considération de ses services et bien qu'auprès d'eux, ce fût une bagatelle. Ce trait émerveilla grandement les contemporains, presque à l'égal de la trêve réalisée.

Mais c'est quand la paix règne entre les grandes puissances et qu'on n'a plus la crainte de les voir intervenir, que les petites se trémoussent tout à leur aise et se gourment à cœur joie. En apprenant son exclusion de la Ligue, Sigismondo entra dans une nouvelle colère et, pour se venger, recommença de soulever les populations du Montefeltro contre leur seigneur. C'est à quoi il consacra les meilleurs jours de l'année 1456. Federigo, de son côté, ayant les mains libres, entra dans le territoire de Rimini et saccagea tout sur son passsage. Il n'était pas assez fort, à lui seul, manquant d'artillerie, pour recouvrer les forteresses et les petites villes que lui avait enlevées Malatesta, mais étant bien capable de ruiner les campagnes, il s'y employait de tout son cœur, lorsque l'autre chercha une médiation. Il se tourna vers le duc Borso d'Este, marquis de Ferrare, et lui demanda la sienne. Borso aimait beaucoup Malatesta veuf de sa demi-sœur Ginevra d'Este, et qu'il trouvait fort séduisant. Il lui envoyait des anguilles de ses réservoirs célèbres de Comacchio, il en recevait des figues mûries dans les vergers de Rimini. Il dépêcha tout de suite un ambassadeur porteur des plus pressantes instances à Federigo. Federigo était sensible aux avances du duc Borso, avec lequel il avait plus d'un point de ressemblance, dans le gouvernement de son petit peuple. Il accepta, et une trêve fut conclue en mars 1457.

Elle ne devait pas être longue. Dès le péril conjuré, Malatesta reprit sous main ses menées pour détacher, une à une, les villes de son voisin. Cette fois, Montefeltro estima qu'il n'en finirait jamais, s'il ne mettait le pied sur ce brandon de discorde. Pour cela, il ne lui suffirait pas de gagner quelque bataille : il fallait prendre des villes fortes, et, pour prendre des villes fortes, il n'avait ni les canons, ni les contingents suffisants. Dans les cas désespérés, ses sujets faisaient sans doute un gros effort : en une seule année, Castel-Durante, qui ne comptait guère que 4000 habitants, lui fournit 400 hommes, arbalétriers ou sapeurs. Mais il ne pouvait, ni ne voulait faire

trop souvent appel à son peuple. Il fallait donc chercher au dehors. Il partit pour visiter toutes les Cours d'Italie, afin de forger, avec leur appui ou leur neutralité, l'arme à détruire Malatesta. La première fut Florence, où il se plaignit de son voisin et recueillit de bonnes paroles vagues, puis Bologne, puis Milan. Là, il fut reçu avec les plus grands honneurs, dès la frontière du duché, par des chambellans de Sforza, un peu plus loin par un des fils naturels du Duc et de nombreux seigneurs, plus loin, entre Lodi et Milan, par le prince héritier Galeazzo-Maria, et enfin à quelques kilomètres de la capitale, par le Duc lui-même, cette savante gradation servant à mesurer les hauteurs où le soldat de fortune, qu'avait été Francesco Sforza, se sentait maintenant juché. Mais quand, privément, Federigo plaida sa cause contre Malatesta, il trouva son vieux chef aussi froid et fermé qu'une serrure. Manifestement, il n'en tirerait rien.

TENTATIVES DE CONCILIATION

Il se disposait donc à rentrer chez lui, lorsqu'il reçut, de Ferrare, c'est-à-dire du duc Borso, une invitation à s'y arrêter avant de regagner Urbino, afin de se rencontrer avec Malatesta, qui s'y trouvait de passage. Ce passage n'était pas un hasard. Sigismondo, apprenant la tournée entreprise par Federigo, dans cette Italie du xve siècle remplie de commérages à l'égal d'un lavoir public, avait aisément compris que ce n'était pas pour son bien. Il était venu de sa personne, à Ferrare, prier les d'Este de s'entremettre, afin de détourner le nouveau péril. Le bon duc Borso, dont le profil convexe de perroquet est familier à tous ceux qui ont vu les fresques de Francesco Cossa, dans la *Schifanoia* de Ferrare, possédait une de ces figures qui rient toujours et, pour en donner une raison plausible, veulent voir tout le monde heureux autour d'elles. La gloire et le profit que les autres cherchaient dans les armes, il avait le talent de se les assurer et de les assurer à son peuple par la paix.

> . . . . . *l'inclito Borso*
> *Che siede in pace, e più trionfo adduce*
> *Di quanti in altrui terre abbino corso,*

a dit l'Arioste en son *Roland furieux* et ce n'est pas une hyperbole. Rien que le nom de son palais, *Schifanoia*, qu'on peut

traduire par : *Au diable les ennuis !* ou *Sans-Souci*, quoiqu'il ne l'ait point baptisé lui-même, le peint assez. Il avait donc entrepris de réconcilier Sigismondo avec Federigo. C'était risqué, mais le bonhomme avait toutes les audaces des pacifistes, — *anima innocente*, disait de lui son frère Ercole. Et Federigo, qui avait toutes les courtoisies des forts, n'avait pas dit non. Il répondait que, de toute façon, il n'aurait jamais passé si près de Ferrare sans l'aller saluer et annonça son arrivée. Borso s'en fut à sa rencontre en grand arroi, avec ses gentilshommes aux riches *zornee*, plissées en tuyaux d'orgue et serrées à la taille, et aux toques éclatantes posées bien droit sur les sourcils comme des fez, caracolant sur leurs chevaux râblés, courtauds, aux queues et aux crinières en brosse, dans le quadrillage d'un harnais large et plat, au milieu des gardes majestueux et des pages espiègles. Il était sans doute escorté, selon sa coutume en ces occasions, par les sept bâtards de la maison d'Este, chacun centre et soleil d'astres moindres, Alberto, Gurone et Rinaldo, bâtards de feu son père, le marquis Niccolo; puis Francesco, bâtard de feu son frère, le marquis Leonello; enfin Niccolo, Scipione et Polidoro, bâtards de son autre frère Meliaduse, et acclamé tout le long des rues par ses sujets qui, selon le mot de Pie II, « l'adoraient presque comme un Dieu. » Un seul figurant manquait à ce cortège : c'était justement le seul qui importait. Sigismondo s'était excusé sur une jambe qu'il disait malade et boudait au fond du palais ducal. Après avoir cheminé environ huit kilomètres, on rencontra le comte d'Urbino et les deux princes s'embrassèrent cordialement. L'excuse de Sigismondo présentée par Borso, qui l'amplifia peut-être un peu, de sa bonne grâce personnelle, fut agréée par Federigo. Puis on revint au palais, où un magnifique appartement voisin de Malatesta lui fut assigné.

Le lendemain matin, le duc fit demander à Federigo s'il ne voulait pas aller avec lui faire visite à Sigismondo, ce qu'il lui présenta comme une des sept œuvres de miséricorde, l'autre étant malade, et un acheminement à la réconciliation souhaitée. Toujours courtois, Federigo répondit qu'il ne pouvait considérer que comme honorable d'honorer quiconque son hôte honorait. Il y fut. Comme ils passaient dans une loggia, proche des appartements du sire de Rimini, à pas comptés et en de plaisants devis, ils virent venir à eux un homme qui boitait

péniblement et s'appuyait sur une canne : c'était lui. Les deux invités du duc Borso se serrèrent la main, par déférence pour leur hôte qui les regardait, épanoui d'aise, mais sans un mot, sans même un salut, sans aucun air de contentement et même avec des signes non équivoques de réciproque dégoût, — ce que ne voyant pas, ou feignant de ne pas voir, Borso, plus confiant et plus allègre que jamais, se mit entre eux deux, leur fit faire deux ou trois tours dans la loggia, en les entretenant avec sa jovialité ordinaire, mais ordinairement plus communicative, puis, l'heure s'avançant, déclara qu'il était temps d'aller dîner, leur rendit leur liberté et chacun réintégra ses appartements particuliers.

Le jour suivant, il les convoqua tous deux au palais de Belfiore. On y voyait alors maintes figures de piété ou de Muses, dues aux meilleurs broyeurs de couleurs du temps, quelques-unes à Angelo da Siena et à ce fameux *Rugierus Brugiensis*, que nous honorons plus fréquemment sous le nom de Roger van der Weyden. Lieu à souhait pour induire les âmes en des pensées de paix. Mais les deux condottières étaient, ce jour-là, imperméables aux effluves et radiations de l'Art le plus persuasif. Chacun vint avec des conseillers et des amis, qu'il avait demandé la permission d'amener, notamment Giacopo dal Borgo, « vicaire » de Sigismondo et Giovanni da Mantova, son secrétaire. A mesure que l'un obtenait licence d'introduire quelque nouveau coadjuteur, l'autre réclamait le même droit d'entrée pour un des siens. Cela finit par faire une foule. Tout ce monde étant assis, Borso donna la parole aux parties, après les avoir dûment exhortées à la douceur. Alors Sigismondo articula tous ses griefs. De peur d'en oublier quelqu'un, il avait un petit papier, dont on vit le bout sortir de son giron. « Voyez, Seigneur, dit Federigo en se tournant vers le duc : il a un mémorandum. Il serait peut-être bon de le laisser se retirer dans une autre pièce avec Giacopo dal Borgo, afin qu'il se remette en mémoire tout ce qu'il a à dire... »

Ce fut long et acrimonieux. Comme les familles des deux adversaires avaient été souvent unies par les liens du mariage, les motifs de discorde pullulaient. Quand il eut fini, Montefeltro répondit point par point, après avoir cérémonieusement remercié le duc de son initiative bénévole. Prenant, çà et là, son adversaire en défaut sur des dates ou des textes, il poussa

un peu avant son avantage. Sur quoi, Malatesta se regimbant, une discussion s'ensuivit, s'échauffa, flamba. Montefeltro continua, rappela le colloque de Piombino et la machination ourdie avec tant d'art avec, puis contre Alessandro Sforza ; enfin abordant les insinuations dont on l'accusait, il les rejeta avec hauteur. Il avait pu dire ceci ou cela, notamment que Sigismondo était bien capable d'empoisonner Alessandro, mais il n'avait rien dit, ou écrit, qui ne fût vrai et il le maintenait. De plus en plus outré, Sigismondo lui fit honte de n'avoir pas accepté ses cartels, à quoi Federigo riposta que la honte était pour celui qui, ayant provoqué, n'était pas venu et étant provoqué, avait fui. C'en était trop. Sigismondo bondit de rage et, la main sur son épée : « Par ma foi, Federigo, je t'étriperai ! » « Et moi, » dit Montefeltro debout avec le même geste, « je t'arracherai la fressure ! »

A ces mots, le duc Borso connut qu'il manquait encore quelque chose à la conciliation rêvée pour être parfaite, et remettant à plus tard la suite de ce laborieux protocole, il se leva, prit Montefeltro par le bras et l'entraîna dans une autre pièce, tandis que d'autres, s'accrochant à Malatesta, tout fumant et trépignant, ayant totalement oublié qu'il ne pouvait tenir sur ses jambes, le reconduisaient chez lui. Tous deux, par la suite, s'en vinrent faire des excuses à leur hôte de s'être laissés aller en sa présence à des transports si peu dignes des humanistes consommés qu'ils se piquaient d'être. Puis ils s'en furent chacun de son côté, laissant le bon duc se consoler de ses déboires diplomatiques en allant voir le long des rivières les hérons au long bec se donner des torticolis pour embrocher ses faucons de chasse, ou bien en écoutant les fariboles de son bouffon Scocola.

Après cette scène, Montefeltro demeura plus résolu que jamais à détruire Malatesta et, poursuivant son tour de l'Italie, à la recherche des alliances nécessaires, s'en vint à Naples solliciter Alfonso d'Aragon. Justement, celui-ci avait une armée dont il ne savait que faire, celle de Giacopo Piccinino, son condottière, campée dans les Abruzzes, privée de tout objectif par la paix de Lodi et occupée à ravager le pays de son maître, faute de pouvoir ravager celui d'un ennemi. Comme le traité de Lodi excluait formellement Malatesta des bénéfices de ses clauses, il y avait, là, un emploi tout trouvé pour dérouiller les épées napolitaines. « Je vais mettre Giacopo sous vos ordres, »

dit le Roi à Federigo. Et pour séduire le dit Giacopo, il fit miroiter à ses yeux qu'il pourrait peut-être bien se tailler un État dans les dépouilles de Malatesta. Ce qu'apprenant, la superbe du seigneur de Rimini tomba tout à coup.

« Hauts et puissants seigneurs, très chers Pères, — écrit alors Montefeltro à ses amis de la Seigneurie de Sienne, — par les présentes, je vous avise que le seigneur Sigismondo a envoyé, par l'entremise de son fils (Roberto), maint message très humble et respectueux au Roi, suppliant Sa Majesté de le recevoir à merci et, malgré que sa mauvaise conduite ne mérite ni faveur ni pitié, de vouloir bien accepter lui-même et ses fils comme les esclaves de Sa Majesté et de daigner faire qu'ils ne soient pas obligés d'aller mendier leur pain. Et le fils sollicita de Sa Majesté la permission pour son père de venir lui-même se jeter à ses pieds, la corde au cou, et publiquement implorer merci, en apportant avec lui autant d'argent qu'il pourra et les bijoux offerts autrefois et, si cela ne suffit pas, que Sa Majesté prenne tout ce qu'elle voudra, lui appartenant, jusqu'à ce qu'elle soit satisfaite. Sa Majesté a répondu que le jeune homme devait rester à Naples, tandis qu'elle allait à Magione, et qu'il ferait rendre réponse par son Conseil. Plusieurs jours passèrent ainsi sans autre incident. Et bien que l'ambassadeur du duc de Modène (Borso d'Este) ait intercédé chaudement, on n'a obtenu nulle autre réponse, ni aucune autre résolution intervenue, les choses restant en suspens. Et je suis informé que le Roi sérénissime est décidé à exiger la somme demandée, qui est de 27 000 ducats du plus haut titre, et de 70 000 pour les frais, et de plus, la restitution de mon domaine, sans restituer rien de ses propres conquêtes. Mais les gens du seigneur Sigismondo déclarent qu'il lui est impossible de donner une telle somme en espèces, quoiqu'il puisse verser 20 000, en comptant les bijoux, et 60 000 par annuités, de telle sorte que je ne vois pas comment la chose pourra être arrangée. D'Urbino, le 2 mai 1458, Federigo, comte de Montefeltro, Urbino et Durante, capitaine général du sérénissime Roi d'Aragon. » — Ainsi, le 2 mai, Malatesta semblait perdu.

Le 1er juillet, il était sauvé. Le roi de Naples Alfonso V venait de mourir, laissant une succession disputée à un héritier détesté et le 8 août suivant, le pape Calixte III le suivait dans la tombe. Malatesta tout regaillardi, s'adresse alors directement à

Piccinino. Il lui fait entendre qu'au lieu de se battre contre lui et d'envahir ses domaines pour s'en faire seigneur, il pourrait tout aussi bien devenir comte d'Urbino lui-même, ce qui lui serait plus profitable que d'aider Montefeltro à recouvrer ses villes perdues. Giacopo Piccinino, qui rêve, comme tous les grands condottières, « de faire son nid » quelque part aux dépens du voisin, mais sans avoir une préférence marquée pour tel ou tel voisinage, abandonne l'idée de déposséder Malatesta, et comme, en ce moment, le trône pontifical est vacant, il en profite pour s'aller nicher dans les États de l'Église. Il arrive avec ses troupes à Pérouse, s'empare d'Assise par trahison et par force de Nocera et de Gualdo.

Montefeltro, ainsi abandonné à ses propres forces, se trouve sans troupes, bien empêché d'écraser Malatesta, qui est désormais soutenu par plusieurs alliés. Ses affaires semblent fort compromises, lorsqu'il reçoit la nouvelle qu'il y a un nouveau Pape. C'est son ami Enea Silvio Piccolomini qui est élu, un Siennois, donc un ennemi de Malatesta. En même temps, le nouveau roi de Naples, Ferrando Ier, le prie de reprendre le bâton de capitaine général. Et, sous la pression de plus en plus énergique du nouveau Pontife, le même Ferrando enjoint à Piccinino de quitter les États de l'Église, de restituer au Saint-Siège ce qu'il y a pris et de revenir se mettre aux ordres de Federigo. C'est dur. Il finit pourtant par se faire obéir et les deux condottières, à nouveau réunis, s'en vont dans le Montefeltro enlever à Malatesta les forteresses de Macerata, Penna di Billi et Sant'Agata. Mais ce n'était, là, que les derniers coups d'une force appelée désormais à d'autres soins, le Roi ayant besoin de ses troupes pour se protéger lui-même. Et cette fois encore, le duel Montefeltro-Malatesta devait être suspendu.

Il devait l'être d'autant plus que le nouveau pape Pie II rêvait de paix universelle. Ou plutôt il rêvait d'une guerre pour laquelle il lui fallait la paix, une expédition européenne dirigée contre l'ennemi commun, le Turc, et qui devait unir en un faisceau toutes les forces chrétiennes : la dernière croisade. Pour cela, il convoquait un Congrès européen à Mantoue. Les visiteurs de la *Libreria* de Sienne, où Pinturicchio a conté la vie du grand Pontife, ont tous vu le nouveau Pierre l'Ermite comptant sur ses doigts les raisons de partir en guerre, en touchant son pouce gauche de son index droit pour montrer

qu'il va énoncer la première, devant les barbes pointues des savants Grecs réfugiés et la clepsydre destinée à mesurer le débit des orateurs. Parmi tous les grands intérêts à concilier et les feux à éteindre, l'affaire Rimini-Urbino était peu de chose, mais c'était quelque chose. Le Pontife en était préoccupé. A son passage à Pérouse, il avait reçu la visite de Federigo, avec ses offres de service. A son passage à Florence, il avait donné audience à Sigismondo, qui le suppliait de le remettre dans les bonnes grâces du roi de Naples et de le réconcilier avec Montefeltro. Il les convoqua tous deux à Mantoue pour trancher le différend par un arbitrage. Malatesta vint en personne et plaida sa cause. Montefeltro, fatigué des voltes continuelles de son antagoniste, s'abstint. Il l'emporta pourtant et l'autre fut condamné à une forte amende et à la remise de quelques forteresses en gage. Ce n'est pas ce que Malatesta escomptait et il protesta avec hauteur, rappelant qu'il n'avait pas été vaincu, et était prêt à toutes les extrémités plutôt que se soumettre. Il tombait mal. Le Pontife, que sa médaille par Guazzalotti nous montre, le sourcil surbaissé, les lèvres poussées en avant par une moue perpétuelle, au sortir de ses bajoues, était peut-être pacifique, mais non patient, ni intimidable, et lui répondit d'une bonne encre :

« Tenez-vous tranquille. Si Nous nous occupons de tout cela, ce n'est pas pour vous, mais pour votre maison. Nous avons pitié de vos sujets, non de vous, dont la conduite n'en mérite aucune. En vain, vous défendriez-vous par une multitude de paroles, toute votre vie parle contre vous et votre seule défense est dans la conduite de vos ancêtres, qui ont bien mérité de l'Église romaine. C'est pour cela que Nous cherchons à concilier vos ennemis et si vous vous refusez à ce qui est juste et équitable, Nous vous laisserons dans le pétrin où Nous vous avons trouvé. Et Nous ne serions pas surpris, quand la divine miséricorde permet que les pauvres soient affligés pendant un temps, que vous en arriviez à expier votre crime par une mort tragique ou un exil misérable et miteux. »

Épouvanté par cette perspective, Sigismondo se soumit, mais alors c'est Federigo qui ne voulut rien entendre et qui s'attira, de son côté, cette semonce : « Bien-aimé fils, je vous salue. Voyant que, depuis quelque temps, des conflits ont régné entre Nos vicaires, entre vous et notre bien-aimé fils le noble Messer

Sigismondo Malatesta, de Rimini, causant des meurtres, des incendies, des pillages et semblables calamités, et que de pires menacent, si elles ne sont prévenues à temps. Nous avons estimé opportun de vous faire connaître notre désir qu'un arrangement à l'amiable intervienne entre vous plutôt que de recourir à Notre autorité suprême pour l'imposer... Mais comme vous exigez des conditions très dures et ne donnez à votre ambassadeur aucun pouvoir de les modifier, vous réduisez Notre rôle à celui de simple intermédiaire ; il Nous est impossible d'arriver à un compromis, car plutôt que d'accepter une contrainte si rigoureuse, Sigismondo est prêt à courir les chances de la guerre et à s'exposer à tous ses périls. Vous méprisez la paix qui vous est offerte, quelque sûre, quelque durable, quelque honorable et avantageuse qu'elle puisse être. Vous êtes victorieux et Sigismondo vous reconnaît pour tel ; étant vaincu, il est prêt à se soumettre à mes conditions et si vous consentez à mon arbitrage, la chose est faite... Donné à Mantoue le 21 juin de Notre première année. » C'est-à-dire l'an 1458.

D'après ces conditions, les deux adversaires se restituaient mutuellement ce qu'ils s'étaient pris pendant la guerre, mais la Pergola et Pietrarobbia étaient remises par Malatesta à Montefeltro pour l'indemniser des dommages subis. De plus, Malatesta s'obligeait à payer au roi de Naples, Ferrando Ier, 60000 ducats d'amende et à remettre aux mains d'une tierce puissance, en gage, Sinigaglia et tout le vicariat de Mondavio, pour répondre du paiement de sa dette, — cet argent ou, à défaut de l'argent, ces deux provinces devant servir à payer Giacopo Piccinino des services rendus à l'ancien et au nouveau roi de Naples et à Montefeltro. On débattit longuement entre les mains de qui serait constitué le gage, c'est-à-dire Sinigaglia et Mondavio, car, sans le dire, chacun pensait bien que les 60 000 ducats ne seraient jamais versés et ainsi que qui tiendrait le gage le garderait. Enfin, on le remit entre les mains du Pape, le moins suspect de tous les potentats présents. Il l'était, toutefois, aux yeux de Piccinino, peu tranquille au souvenir de son incursion dans les États de l'Église, en Ombrie, et qui se crut dès lors frustré de tous ses espoirs. Montefeltro, au contraire, calmé par son succès et à demi rassuré par les engagements solennels de Malatesta, put souffler un peu.

Il en profita pour se remarier. Car il était veuf depuis

deux ans. La mort de sa femme n'avait pas fait grand bruit, non plus que sa vie : on ne sait rien de Gentile Brancaleoni, que sa précoce obésité. Elle lui avait apporté en dot le fief de Mercatello, mais point d'enfants. Il y avait remédié de son mieux, en s'assurant une lignée de trois fils et d'une fille, enfants naturels qu'il avait fait légitimer par un bref pontifical, mais déjà deux de ses fils étaient morts, après avoir donné les plus brillantes espérances : « de nouveaux Marcellus, » disait-on ; le troisième devait suivre ses traces de guerre et figurer à Fornoue, sous la bannière de Saint Marc, contre les Français. Pour l'instant, il lui fallait une épouse revêtue des honneurs et des charges de la souveraineté, qui attendît officiellement son retour durant ses absences, et pleurât publiquement sa mort, s'il ne revenait pas. Au reste, tout le monde était conjuré, selon la coutume, pour remarier ce veuf, borgne, âgé de trente-neuf ans, ce qui paraissait un âge avancé, à cette époque, mais rude capitaine destiné à grandir en dignités, en richesses, en territoires et à tenir une Cour. Le Pape, le roi d'Aragon, le duc de Milan l'objurguaient.

Ce dernier avait justement à sa Cour, une petite personne accomplie, point trop jolie, si nous en jugeons par son portrait peint plus tard par Piero della Francesca et son buste par Laurana, mais déjà bonne à marier, car elle avait treize ans, et dont il s'était chargé, la mère étant morte et le père toujours par monts et par vaux à guerroyer. C'était sa nièce, Battista Sforza, fille de son frère Alessandro, le seigneur de Pesaro, celui-là même dont Montefeltro avait fait le mariage. Tout le monde jugea qu'elle était due au marieur, en récompense, ou en « prime, » dit un vieil historien, du bel établissement procuré à son père. Les âges parurent assortis, la différence n'étant que de vingt-six ans, et tout de fort bon augure. Le 2 octobre 1459, la dispense papale arrivait ; en novembre, les accordailles avaient lieu à Pesaro et, le 10 février suivant, le mariage à Urbino. Le nouvel époux consacrait quatre jours à sa nouvelle épouse et, le 14 février, il repartait pour la guerre. Elle ne devait pas le revoir de sitôt.

Pourtant, ce n'était pas immédiatement au combat qu'il allait. Pie II, poursuivant toujours son rêve de paix, profitait de ces circonstances pour l'induire à une nouvelle entrevue et une réconciliation publiques et solennelles avec Malatesta. Le duc

de Milan, Sforza, y poussant de son côté, avec les plus vives instances, Federigo se résigna. C'était la quatrième tentative de ce genre. Au jour fixé, les deux rivaux, accompagnés de gentilshommes qui faisaient assaut de luxe et de belle humeur, se rencontrèrent, en plein paysage romagnol, aux confins de Montelevecchie et de Mondaino, sur une petite éminence près d'un monastère franciscain. Quelque influence bienfaisante émanait-elle du sanctuaire dédié à l'apôtre de la paix céleste ? On se fit grand accueil, on se serra la main, on se donna tous les signes de cordialité possible, — « autant du moins qu'il s'agit de l'extrinsèque, » dit un vieil historien, en racontant cette fête. « Il ne manquait pas pourtant, ajoute-t-il, de personnes judicieuses qui, tenant de la bouche de leur père ou de leur aïeul comment avait tourné jadis la réconciliation survenue entre Carlo Malatesta, l'oncle de Sigismondo, et Antonio de Montefeltro, le grand père de Federigo, presque au même endroit, et connaissant la nature de Sigismondo, affirmaient que, de son côté au moins, cette paix n'était nullement sincère, ni voulue. » Mais il y a des pessimistes partout et, ce jour-là, les pacifiques rayonnaient.

LA BATAILLE DU CESANO

Ils ne rayonnèrent pas longtemps. L'entreprise de Naples avait recommencé et les deux partis étrangers à l'Italie, Anjou et Aragon, fourbissaient leurs armes. Les grands barons du royaume de Naples, fort mécontents de leur nouveau roi Ferrando Ier, fils naturel d'Alfonso d'Aragon, se figurèrent qu'ils aimaient mieux le prétendant français, Jean d'Anjou, le fils du bon roi René, déjà maître de Gênes, et l'appelèrent. Il s'ensuivit une longue bagarre qui mit aux prises tous les États de la Péninsule. Dans le chassé-croisé qui modifia les alliances antérieures, Piccinino passa aux Angevins. Montefeltro, capitaine-général du Roi de Naples et du Pape, se trouva donc seul à lutter, contre les Français, les Gênois et les Barons Napolitains, coalition très supérieure en nombre et en armement aux forces mises à sa disposition. A peine put-il résister et il fallut toute son énergie, notamment à San Fabbiano, le 22 juillet 1460, pour éviter un désastre.

Pour comble d'infortune, l'argent n'arrivait plus de Rome

et de mauvaises nouvelles arrivaient d'Urbino : Malatesta machinait quelque agression nouvelle. On était au mois de septembre : la condotta du comte d'Urbino avec l'Église expirait. Il se disposait à la dénoncer, indigné de la lésinerie du Pape ou des grivèleries de ses ministres, lorsque le cardinal Forteguerra parut, avec deux mille ducats en espèces et autant en pièces de drap de laine pour distribuer aux soldats, durant l'hiver, le suppliant, au nom de Pie II lui-même, de renouveler son engagement. Il finit par y consentir, un peu réconforté aussi par l'arrivée d'un envoyé du duc de Milan, Corio, qui apportait 25 000 ducats et il disposa tout pour une campagne contre Piccinino. Mais Piccinino s'en allait. Ayant appris qu'il n'y avait plus de troupes à Rome, le Pape toujours absent, et les barons, les Savelli, les Colonna plus enragés que jamais, — c'était peut-être là, qu'il se taillerait un royaume, qui sait? — il laissa Anjou se débrouiller tout seul, passa dans les Abruzzes, puis dans la Sabine, jusqu'à Tivoli, pendant que Savello entrait dans le Latium, pillait les villes et les villages et incendiait ceux qui ne pouvaient payer rançon. Du haut de leurs sept collines, les Romains voyaient des colonnes de fumée monter dans le ciel et s'avancer : c'était les villages qui flambaient de plus en plus proches, étapes de l'invasion. Ils crièrent au secours.

De Sienne, où il était occupé à canoniser sa compatriote Catherine, Pie II pressa Montefeltro d'accourir. Mais Montefeltro était loin, dans les Marches, retenu par les Angevins. On a toujours cru que si Piccinino avait alors eu l'audace des Barbares avant lui et plus tard de Bourbon, Rome était à lui avec tous ses trésors. Il ne l'eut pas. Tandis qu'il s'attardait à brûler des bicoques, Montefeltro survint. Au lieu de diviser son armée pour en laisser une partie dans les Marches et venir avec le reste au secours du Saint-Siège, comme on le lui conseillait, il avait tout pris avec lui, et, par Ascoli et les terribles défilés des monts de la Sibylle, il débouchait dans la Sabine. Un petit renfort envoyé par le duc de Milan arriva sur ces entrefaites. L'armée pontificale devenant menaçante, Piccinino s'enferma dans une forteresse au sommet d'une montagne, pour voir ce qui se passerait.

Il ne se passa rien. L'hiver approchant, les troupes de l'une et l'autre armée prirent leurs quartiers, dans diverses positions fortifiées, le plus possible à l'abri du froid. Piccinino descendit

de sa montagne pour passer la mauvaise saison à Ortona a mare, et Montefeltro, avec Alessandro Sforza, rejoignit le Pape à Rome désormais sauvée. Là, il apprit que, durant son absence, Sigismondo avait profité de l'occasion pour reprendre Mondavio. Cette dernière violation des traités ne l'étonna sans doute pas beaucoup, mais Pie II perdit patience. Désespérant cette fois de ramener la brebis égarée et décidément enragée, il résolut de la livrer aux loups. Pour cela, il convoqua un Consistoire, où fut déféré le sire de Rimini et condamné à perdre son vicariat, qui devait faire retour à la Chambre apostolique, et ses biens allodiaux, c'est-à-dire qu'il était privé de tout, puis il l'excommunia solennellement et le déclara anathème. C'était à la Noël 1460.

Montefeltro ne se pressa pas d'exécuter la sentence. Il se contenta de prescrire à son lieutenant de Gubbio quelques mesures de sécurité contre une nouvelle incursion de l'ennemi et reprit ses opérations de police dans les environs de Rome, s'empara de Faro, de Cantalupo, de Montorio, de Palombara, de Tivoli, pour le Pape, puis sur les ordres du Pape, il alla au secours du roi de Naples, assiégea dans leurs repaires les hauts barons rebelles, partisans de la maison d'Anjou. La belle saison de 1461 fut entièrement consacrée à cette besogne épineuse. Aquila, clef des Abruzzes, Albi, Castelluccio, le pays marécageux de Celano étaient des lieux presque inexpugnables. Il commença par enlever les moissons, ruiner la campagne, puis, par la soif, il fit capituler Albi, par la peur Aquila, et, après des manœuvres savantes contre les armées de secours, Castelluccio, déployant des ressources d'art et d'ingéniosité qui émerveillèrent partisans et adversaires à un égal degré. C'est alors qu'en plein Consistoire, Pie II déclara qu'« avec son seul œil, son capitaine voyait mieux que les ennemis avec tous les leurs, » mot qui devint proverbial, et dans un bref, daté du 1er octobre 1461, il lui dit : « Continue comme tu as commencé et de jour en jour rends-nous, Nous et Sa Majesté royale, plus obligés envers toi et de toute ta force cherche à accroître ta gloire... » Il continua et amena le duc de Sora à une soumission complète au roi de Naples.

Mais pendant ce temps, ses bonnes villes à lui étaient toujours perdues et la sentence contre Malatesta toujours inexécutée. Non seulement celui-ci s'était emparé de Mondavio, mais

s'étant rallié au parti des Angevins, et disposant des troupes de Piccinino, du moins de celles qui étaient dans la Marche, il avait entièrement battu l'armée pontificale à Nidastore, sur le Cesano, le 2 juillet 1461. Pie II exaspéré résolut d'en finir.

Un procès au criminel fut institué. Devant le Sacré Collège, le fiscal de l'Église, faisant office de ministère public, requit, contre Sigismondo de Pandolfo de Malatesta pour « rapine, incendie, carnage, viol, adultère, inceste, homicide, parjure, faux-monnayage, sacrilège, trahison, lèse-majesté et hérésie. »

On croyait avoir tout dit : point du tout. Le comte d'Urbino et Alessandro Sforza vinrent se plaindre qu'on eût oublié le plus gros. Et c'était vrai, en ce sens qu'un crime, qui eût dépassé de beaucoup tous ceux-là par ses conséquences, s'il eût abouti, avait été médité, selon eux, par l'accusé. Quelque temps auparavant, un émissaire de Malatesta au grand Turc, arrêté à Candie par les autorités vénitiennes, aurait été trouvé porteur d'un projet d'invasion de l'Italie par les armées ottomanes : Sigismondo s'offrait à Mahomet II avec ses ports, et sa principauté, pour préparer la conquête de l'Occident et la ruine du Christianisme. Tout cela pour conserver, à l'abri du Croissant, ses domaines et se venger de ses ennemis. Aux yeux de Pie II, dont la grande pensée était la Croisade, aux yeux de la chrétienté tout entière, ce crime, s'il était prouvé, méritait la mort. On y ajouta encore celui d'hérésie pour faire bonne mesure et afin que le supplice fût plus ignominieux. On accusa le rebelle de ne pas croire à l'immortalité de l'âme et même d'être retourné au paganisme, sorte de Julien l'Apostat, hypocrite et sans grandeur.

A la vérité, il avait bien bâti, ou plutôt restauré une magnifique basilique à Rimini, San Francesco, et déployé pour la décorer toutes les ressources de l'art de son temps, sans regarder à la dépense, *nobile templum*, dit Pie II lui-même mais avec quel art, inspiré par quoi et tendant à quel culte? Qu'ont à faire avec les mystères ou les fastes de notre sainte religion, cette Diane jouant au cerceau avec son croissant sur un char au-dessus d'une corbeille débordante de raisins, qui gonfle sa panse de vannerie, sous les guirlandes dont la ceignent de petits Amours? Ou encore cette Vénus, qui joue des castagnettes avec des coquilles Saint-Jacques, charriée par des cygnes parmi des ondulations épaisses des vagues roulantes

sous une chute de colombes? Parmi les cinq cents devises ou écussons, les cent bas-reliefs, les trois tombeaux, les vingt statues dont il a couvert cette église de San Francesco, pas un symbole chrétien, pas une croix, pas une prière! Partout, le profil ou le chiffre de sa maîtresse, Isotta de Rimini, déification d'un double adultère, puis des Mercures, des Saturnes, des Jupiters, Éole, ou les signes du zodiaque, le tout gravitant autour de l'astre principal, animateur et régulateur de cette féerie mythologique, devenu Dieu lui-même, et au pli de la robe d'une *Vertu*, pour qu'on ne s'y trompe pas, cette inscription : *Jupiter*, *Apollo*, *Ariminæus*... De tout ce qui nous enchante aujourd'hui, quand un rayon favorable vient réchauffer à l'égal de vieux ivoires ces marbres d'Agostino di Duccio, de Simone Ferucci, des élèves de Donatello, on fit un crime au prince poète qui les avait dictés. « Il a, dit Pie II, rempli l'église d'Arimini de telles œuvres païennes qu'elle semble moins une église chrétienne qu'un temple d'infidèles adorateurs du démon. » Le rapporteur, qui était le cardinal de Saint-Pierre aux Liens, conclut à la culpabilité sur tous les points. Le 27 avril 1462, la sentence fut prononcée et elle portait que Sigismondo subirait la peine des hérétiques : brûlé vif.

Comme on ne le tenait pas, on se contenta d'ordonner qu'il serait seulement brûlé en effigie, en attendant mieux. Et pour ne pas se laisser dépasser en recherche et en délicatesse esthétiques par ce mécréant, comme aussi pour frapper davantage les imaginations et divertir le peuple romain, on appela pour façonner son effigie, ou *fantoccio*, un des meilleurs artistes qu'on eût sous la main, Paulo Mariani, dit Paolo Romano. On lui en commanda même trois exemplaires : l'un pour le perron de Saint-Pierre, l'autre pour le Capitole, le dernier pour le Campo de'Fiori, lieu privilégié des exécutions, afin que tous les quartiers de la villa eussent leur part du divertissement. Paolo Romano fit merveille, si l'on en croit les contemporains. Dans ce *fantoccio*, on retrouvait la ressemblance, le geste et le costume du condamné, y compris son pourpoint de brocart d'argent et sa barrette rouge, à ce point, dit Pie II, « qu'on eût cru la personne de Sigismondo, plutôt que son image, » — suprême éloge qu'on fît, en ce temps-là, d'une œuvre d'art. Il fallait la sacrifier pourtant. Elle n'était faite qu'*ad comburendum*. On la jucha donc sur une énorme

pyramide de bûches édifiée devant Saint-Pierre de Rome, au bas des degrés de l'ancienne basilique, on la lia à un poteau, les bras attachés derrière le dos, et on lui mit à la bouche une banderole qui se déroulait avec ces mots : « *Je suis Sigismondo Malatesta, fils de Pandolfo, roi des traîtres, ennemi de Dieu et des hommes, condamné au feu par sentence du Sacré Collège.* » En un instant, au milieu de la foule ravie, une haute flamme consuma le chef-d'œuvre.

Cette exécution d'un adversaire aussi intraitable que Malatesta ne suffisait pas à l'abattre, mais elle y servait. Désapprouvée par les esprits délicats, entre autres par Montefeltro lui-même qui ne cacha pas son dégoût à cette *festa de maschere*, elle n'en produisit pas moins son effet. C'était une arme redoutable entre les mains du Saint-Siège qu'une condamnation solennelle pour hérésie, même une simple excommunication. Elle énervait le moral des populations, détachait les moines et le clergé, brisait les serments et ainsi donnait un prétexte honorable et même glorieux aux gens prêts à trahir. Inefficace contre un conquérant prompt et servi par la fortune, elle usait, peu à peu, des forces tendues par une lutte perpétuelle. Rien de moins juste que l'image « les foudres de l'Église, » parce que précisément, c'est la rapidité qui leur faisait le plus défaut, mais à la longue et au loin elles agissaient sûrement.

Que faisait cependant l'homme brûlé en effigie ? Trois mois avaient passé depuis l'exécution et il se portait toujours fort bien. Campé aux bouches du Métaure, il préparait avec les Angevins une expédition contre le royaume de Naples. L'honneur du Pontife, comme celui de Montefeltro, exigeait que le châtiment du rebelle ne fût plus différé et que, si l'on ne pouvait encore le brûler, au moins on ne fût pas incendié par lui. Pie II pressa Montefeltro de lui barrer le chemin. Mais Malatesta se trouvant à la tête d'une force assez importante, grâce à l'argent et aux hommes du parti angevin, jugeait bien sot de ne pas s'en servir pour faire, d'abord, ses affaires : celles du prétendant français viendraient ensuite. Il persuada au représentant de ses alliés de différer leur marche sur Naples et de mettre le siège devant Sinigaglia, qu'il avait fort à cœur de recouvrer. L'autre y consentit.

Sinigaglia était donc en péril. Napoleone Orsini, envoyé au-devant de l'armée pontificale pour surveiller les mouvements

de l'ennemi, mais trop faible pour intervenir, ne pouvait que rester en observation à Montealboddo, forteresse proche de la ville et de la mer, en attendant Montefeltro. Celui-ci accourait à marches forcées. Mais arrivé sur le Chienti, du côté de Macerata, ayant encore à faire quarante-cinq kilomètres au moins pour se trouver sous les murs de la ville assiégée, il reçut, dans la première veille de la nuit, un message l'informant que la garnison était déjà entrée en pourparlers avec l'assiégeant et que, s'il n'était pas là, dès le lendemain, il trouverait Sinigaglia aux mains de l'ennemi. « J'y serai demain soir, » répondit-il et sur-le-champ il dépêcha un *caporale* de sa cavalerie feltrienne, un certain Corso, à Napoleone Orsini pour l'en aviser et que la garnison fût avisée de tenir. Malheureusement, ce Corso, qui était parti à franc étrier, avec deux jeunes fourrageurs, sans armes pour être plus légers, et à travers champs, tomba dans une embuscade. Il fut conduit à Malatesta et sommé de dire ce qu'il faisait. Intimidé sans doute par l'appareil qui entourait le terrible condottière, il lui avoua que le comte d'Urbino approchait. Malatesta haussa les épaules : l'autre était loin, il le savait par ses espions. Corso répéta que son maître serait là, dès le lendemain à l'aube, ou au plus tard à trois heures. Malatesta se fâcha de cette insistance à le mystifier : on ne franchit pas, en un jour, surtout avec de l'artillerie et des bagages, la distance qui sépare le Chienti de Sinigaglia. Et pour apprendre à son prisonnier le respect qu'on doit à un grand chef qui vous interroge, il le fit jeter dans un cachot.

Pourtant, ayant réfléchi, à tout hasard, il pressa la reddition de la ville et par mille menaces et promesses, en terrifiant les bourgeois et en les amadouant tour à tour, il obtint que la capitulation serait signée dans la nuit. Il était temps. Le lendemain, au lever du jour, il fallut se rendre à l'évidence. Montefeltro était là avec son armée le long de la Misa. Mais de quel côté? Des deux côtés. A peine arrivé, après une marche forcée et exténuante de quarante-cinq kilomètres, il s'était saisi du seul gué du fleuve à deux kilomètres en amont de la ville et, à cheval sur les deux rives, afin de manœuvrer rapidement son adversaire, quelque parti qu'il prît, ses sapeurs étaient en train de tailler un passage dans un bois masquant la plaine, et de combler les chaussées sur les marais. Ses avant-postes, pour

être au contact, s'étaient approchés jusqu'à une portée d'arquebuse. Malatesta, ainsi bloqué contre la ville, se voyait obligé de s'y enfermer ou de se battre.

On a dit depuis, — car ces minuscules actions militaires ont fait l'objet de gloses savantes, comme s'il s'agissait de véritables guerres nationales, — que si, au lieu de se replier, ce jour-là, Malatesta avait fondu avec ses troupes fraîches sur les gens de Montefeltro harassés de leur longue marche, il en aurait eu facilement raison. On dit de ces choses après : en fait, il est très rare qu'une troupe bien installée dans ses défenses, passe instantanément à l'offensive. Il faut pour cela plus qu'un changement de dispositif, un changement brusque de mentalité, qui est une des formes du génie. Or ici, le génie est hors de cause.

Le génie de la guerre du moins. Malatesta possédait celui de l'intrigue. Dans ce péril extrême, il se souvint du malheureux qu'il avait fait mettre aux fers pour l'avoir prévenu de ce qui arrivait. Il pensa que peut-être il pourrait en tirer parti et le manda devant lui. Corso, plus mort que vif, comparut, croyant déjà sentir son cou s'allonger et ses pieds danser dans le vide. Pour un homme comme Malatesta, la vie d'un prisonnier où il pressentait un espion, ne devait pas peser lourd. Mais tout au contraire de ce que le pauvre Corso devait attendre, le visage du traître était souriant et amène, ses gestes protecteurs, sa langue melliflue. Après avoir copieusement loué les mérites militaires de son captif, il lui offrit, tout à trac, de le prendre à son service, avec mille promesses de récompenses. Le pauvre Corso n'en croyait pas ses oreilles : pourtant il eut encore assez de sens pour décliner la politesse, disant qu'il ne pouvait accepter sans se déshonorer et que, s'il le fallait, il préférait demeurer toute sa vie prisonnier que trahir son vieux et bien-aimé maître. Car tel était l'attachement que savait inspirer aux siens le bon Montefeltro. « Et je te loue, lui répondit, à sa grande surprise, Malatesta, de cette détermination, et pour te donner une preuve de mon estime et de ma bienveillance, je t'accorde ta liberté sur-le-champ et je te rends à ton maître. Va donc vers lui et dis-lui que je ne suis pas l'ennemi qu'il croit. Dis-lui que nous avons combattu pendant tant d'années qu'il serait maintenant temps de mettre de côté les haines, et avec les haines, les armes ; que si j'ai repris Sinigaglia, c'est à bon droit, parce que j'en fus injustement dépos-

sédé. Lui, il cherche à accroître la puissance du Pape, lequel a besoin en ce moment de son épée et se déclare son ami ; mais qu'il se souvienne bien que les faveurs qu'accorde le Pape n'ont pas d'autre objet que son intérêt et que, quand il le pourra, sans plus songer aux services passés, il ne manquera pas de lui nuire, comme le font toujours les Papes lorsqu'à la passion de dominer, ils joignent la force, car c'est la coutume de tous les grands. Que Federigo ne repousse donc pas mon amitié en considérant que, ennemis nous nous dévorerions l'un l'autre, mais unis, nous ne craindrions plus personne. »

Cette scène avait lieu dans une pièce retirée au plus haut étage d'une maison d'où l'on découvrait toute la campagne, bois et rivières, qui s'étend au couchant de Sinigaglia. Malatesta s'approcha de la fenêtre : sous le soleil d'août les tentes et les pavillons des deux camps apparaissaient dans le cadre du chambranle, distincts comme une miniature de quelque artiste flamand, au fond d'une paisible *Annonciation* ou d'un *Triomphe de Marie*. Se retournant vers Corso avec un profond soupir, quoiqu'il conservât un visage riant, il lui dit : « Toi qui es un vieux soldat rompu aux choses de la guerre, as-tu jamais vu deux armées ennemies si près l'une de l'autre ? » Et sans attendre sa réponse, il le congédia.

Corso, tout embabouiné par ces belles manières, ne se le fit pas dire deux fois et vint rendre cette conversation à son chef, en plaidant avec chaleur la cause de l'ennemi. Montefeltro l'écouta non sans beaucoup d'attention. Mais moins naïf que son *caporale*, il en tira cette conclusion : si Malatesta parlait d'accommodement, c'est qu'il avait peur ; c'était justement le moment de l'attaquer. Se tournant donc vers ses officiers présents, il répondit, de façon qu'on l'entendît bien : « Les bonnes intentions de Sigismondo que tu me rapportes et le désir qu'il manifeste de vouloir être mon ami me plaisent, mais il se trompe en voulant traiter avec moi, comme si la guerre était entre nous deux. Il sait pourtant bien que je ne suis pas ici comme comte d'Urbino, mais comme capitaine-général du Pape, à la grandeur et au service de qui je dois d'abord pourvoir. Nous en sommes arrivés à ce point qu'il faut que les choses finissent, mais non peut-être de la façon et avec la satisfaction qu'il paraît désirer. » Après quoi, il donna les ordres nécessaires pour que l'ennemi ne pût s'échapper.

L'autre y songeait en effet. Son armée était numériquement plus forte que celle de Montefeltro, et il pouvait en juger sans quitter sa fenêtre, mais elle était moins homogène et mal en main. De l'autre côté, outre les troupes pontificales, qui ne servaient pas à grand chose, sinon à impressionner le petit peuple, toujours dévoué à l'Église, il y avait les montagnards feltriens, rudes vétérans de Federigo, qui venaient encore de prouver leur vigueur en fournissant une traite que nul n'eût cru possible. Maîtres des deux rives de la Misa, ils fermaient entièrement toute issue du côté du midi et gênaient tout ravitaillement sur les autres. Même les fontaines et les abreuvoirs étaient sous leur feu. La vie, dans ces conditions, devenait intenable. Sinigaglia, pensait Malatesta, n'avait pas besoin de lui pour soutenir un siège. Elle était abondamment pourvue de tous les moyens de défense. Le plus sage était donc de se retirer. Il disposa tout pour le départ, sans toutefois l'annoncer, ni en donner l'heure. Puis, la nuit venue, il leva le camp en tapinois et tournant le dos au royaume de Naples et à Piccinino qu'il était venu secourir, il allongea le pas sur la route de Fano, pensant bien s'en tirer, les grègues nettes.

Mais Montefeltro veillait. Dès le premier branle de l'ennemi, prévenu par ses grands gardes, il revêtit le peu d'armes qu'il dépouillait pour dormir, monta à cheval, rassembla ses capitaines et, en quelques mots, leur montra l'occasion unique, le moment venu, la victoire certaine. L'ennemi sorti de ses défenses, empêtré de bagages, allait passer un fleuve, le Cesano, et ainsi offrir un flanc vulnérable, mais il fallait aller vite. Il n'y avait debout et armé à cette heure tardive que l'escouade des étapes chargée de la garde du camp et une compagnie d'arbalétriers à cheval. Il les prit et partit sans attendre le reste de ses troupes qui, une fois en ordre, devait suivre à toute allure, sous le commandement de Napoleone Orsini. Il était près de minuit. La lune brillait, la lune d'août qui répand sa splendeur laiteuse sur les champs endormis. Après avoir fait six kilomètres environ, on aperçut les croupes et les dos de l'arrière-garde ennemie : la clarté nocturne argentait les cuirasses et ces belles armures des chevaux où un témoin du défilé aurait pu lire, à chaque homme d'armes qui passait, la devise d'Isotta de Rimini entrelacée avec celle de son royal amant, — et allumait le bout des lances. L'armée de Malatesta était arrivée au Cesano étale

et peu profond à cet endroit et commençait de passer le gué. Elle était forte de trente escadrons et en bon état, n'ayant fait depuis longtemps aucune marche. Les lieutenants de Montefeltro hésitaient. N'était-il pas bien imprudent d'attaquer avec une poignée d'hommes, en plein pays ennemi, quand on ne savait à quel moment paraîtrait le gros de l'armée, que chacun, se retournant sur sa selle, ne voyait nullement venir? Même quand le reste de la cavalerie feltrienne aurait rejoint, on serait encore en bien petit nombre. Il y aurait ensuite les troupes pontificales, mais comme devait le dire un historien urbinate du XVIe siècle, « les troupes pontificales apportaient plutôt le secours de leur prestige que celui de leurs bras et de leurs coups. »

Montefeltro répondit en souriant, et sans ralentir le pas de son cheval, par une harangue appropriée aux circonstances. Un souvenir historique lui servit. Où se trouvait-on en ce moment? Presque au même lieu et à la même heure, où seize siècles et demi auparavant, aux temps héroïques de Rome, Claudius Néron avait poursuivi Asdrubal et défait son armée d'éléphants. Les ossements gigantesques encore épars dans cette région, et qui avaient peut-être bien donné aux premiers Malatesta l'idée de leurs armoiries, venaient de ce désastre. Eh bien! cette nuit, l'éléphant, symbole et enseigne, allait être terrassé comme jadis le monstre vivant, pourvu qu'on fondît dessus comme l'aigle, — l'Aigle des Montefeltro. Un instant de retard et l'on perdait tout le bénéfice de la surprise. Là-dessus, ayant dépêché quelqu'un à Napoleone, pour presser sa venue, et s'étant assuré que l'avant-garde ennemie était bien déjà de l'autre côté du fleuve, donc l'armée coupée en deux, il fit faire grand vacarme de tambours et de trompettes, dont il s'était abondamment pourvu en cette prévision et au cri de guerre des Feltriens, mille fois répété pour faire croire à plus de monde, il tomba sur Malatesta.

Celui-ci, brusquement tiré de sa quiétude, crut avoir toute une armée dans le dos. Mais peu à peu, il se remit. Lui et son lieutenant Savello, voyant bien qu'ils n'avaient à faire qu'à une poignée de fourrageurs, faisaient tête, lorsque Napoleone parut et un second assaut des Feltriens jeta les Malatestiens dans l'eau. Il leur était d'autant plus difficile de tenir qu'en cet endroit, la rive du Cesano s'en allait en pente douce et qu'ils devaient combattre de bas en haut. Ils finirent

donc par rompre sans beaucoup d'ordre à travers le gué peu profond à cette époque de l'année. Une fois sur l'autre rive, tenant le haut bout, le terrain, au contraire, leur devenait favorable et leur eût donné quelque avantage, si Montefeltro n'avait redoublé ses attaques pour ne pas leur laisser le temps de se reconnaître, les poussant jusqu'à la plaine dénommée Piano della Marotta, qui s'étend du fleuve à la mer. Là, encore, toute la force malatestienne étant rassemblée, l'avant-garde revenue en ligne, c'est-à-dire trente escadrons contre les douze de Montefeltro, il semblait qu'elle pût regagner l'avantage. Mais trop tard. L'élan offensif était du côté des Feltriens. Malgré une vive résistance, la cavalerie de Rimini commença bientôt de tournoyer sur elle-même, de rompre, puis, franchement, tourna le dos. Malatesta, son fils Roberto et son lieutenant Savello firent des efforts désespérés pour sauver l'ordre de bataille ou au moins l'honneur des armes, puis, voyant qu'ils ne pouvaient retenir leurs hommes, ils prirent le parti de les suivre et même, comme il convient à des chefs, de les précéder. Ils fournirent une traite de seize à dix-sept kilomètres, ce qui était beau sous une armure complète à cette époque, et ne s'arrêtèrent qu'à Fano. Roberto Malatesta n'alla pas plus loin que Mondolfo, où il put se mettre à l'abri avec quelques-uns de ses gens. Tous n'eurent pas cette chance. Cinq cents cavaliers et cent cinquante fantassins furent faits prisonniers, dont deux cents hommes d'armes et quelques gentilshommes, parmi lesquels un Pic de la Mirandole et Lodovico de' Facioli, plus quelques bagages du seigneur de Rimini. Quand les premières lueurs de l'aube glissèrent sur l'Adriatique, le combat était fini et le prestige des Malatesta ruiné. Comme devait l'écrire plus tard le poète Sanzio, le père de Raphaël, « *l'Aigle avait rongé le cœur du grand Éléphant.* »

ROBERT DE LA SIZERANNE.

(A suivre.)

LE RIRE DE MOLIÈRE[1]

On ne peut connaître les choses honnêtes et sérieuses, si l'on ne connaît les malhonnêtes et les risibles; et pour acquérir de la prudence et de la sagesse, il faut connaître les contraires.

PLATON.

Je n'avais rien de mieux à faire que d'attaquer, par des peintures ridicules, les vices de mon siècle.

MOLIÈRE.

I

« *Juro!* » Le mot claqua comme un coup de mousquet.

Et, pendant que naissait et se communiquait
De place en place un rire ailé, la vaste salle
Voyait se dérouler la farce colossale
Où tournaient et ballaient des docteurs long vêtus,
Où des étains luisaient, sinistrement pointus,
Où tintait un latin lourd et macaronique,
Le faux latin boiteux qui raille et fait la nique.

Une seconde fois, le mot claqua : « *Juro!* »
Et, comme un espadon qui jaillit du fourreau,
Le bras droit du jureur s'allongea, si comique,
Si brusque, accompagné d'une telle mimique,
Que le rire s'enfla, pareil au vent de mai,
Lorsqu'il se joue aux flots d'un rivage embaumé :
Et c'étaient des rubans lumineux, des dentelles,
Des velours chatoyants, paillon, que tu constelles,
D'autres rubans, des points de Venise flambants,
Des perruques, des fleurs, encore des rubans,

(1) Ce poème, couronné par l'Académie française, a été lu dans la séance du 6 décembre.

Des brocarts plus massifs et des plumes plus vagues
Qui s'agitaient, tumultueux, comme des vagues.

Un troisième « *Juro!* » bondit. Mais, cette fois,
Un accent inconnu frissonna dans la voix,
Un accent surhumain, d'une force émouvante,
Où la gaîté semblait côtoyer l'épouvante :
On eût dit que la voix râlait et suffoquait,
Et le mot s'éteignit comme dans un hoquet.
L'assistance en délire, ivre de lourde joie,
Crépita comme un feu renaissant qui rougeoie.
Des bravos, des appels, des lazzis, des bons mots,
Des sifflements de fifre et des cris d'animaux,
Des propos arrondis d'aisance cavalière
Se heurtaient en tous sens :
« Quel acteur, ce Molière!
— Et quel auteur! On voit que Plaute l'a nourri!
— Comme il a toujours l'air de pleurer quand il rit!
— Lui seul a résolu cet étonnant problème
De paraître à la fois si joyeux et si blême! »

II

Le silence. La nuit. L'abandon. Un flambeau
Si triste, qu'il a l'air d'éclairer un tombeau,
Clignote faiblement près d'un lit bas, dans l'ombre.
Molière est là, couché.
Baron murmure, sombre :
« J'enrage d'être ainsi gourmandant et grondant,
Mais je répéterai que ce fut imprudent,
O maître, de jouer ce soir, étant malade. »

Molière s'efforça de sourire : « Oui, Pylade;
Mais cinquante ouvriers ont eu du pain — ce soir.
Peut-on lorsqu'un devoir appelle aller s'asseoir?
Va, je sais. Je connais la parole étourdie :
Molière, « un amuseur!... » Ma chère Comédie,
Tu vaux mieux, car j'ai mis dans ton babil moqueur,
Toujours, tous les élans palpitants de mon cœur! »

Molière s'accouda sur son lit, lent et grave,
Et, levant son beau front douloureux où se grave
La grande majesté d'un cruel souvenir,
Solennel, il semblait contempler l'avenir.
Ainsi parfois, à l'heure où le soleil décline,
Un voyageur, pensif, du haut d'une colline,
Regarde, longuement, s'éteindre devant lui
La plaine où, parmi l'herbe, un dernier rayon luit,
Le hameau qui s'endort, les routes et les sentes
Où bientôt ramperont les ombres grandissantes...

Molière veut parler. Il parle. Il parle bas.
Mais cette voix, Baron ne la reconnaît pas.
On dirait qu'elle vient d'une rive éloignée,
De quelque région de ténèbres baignée,
On dirait une voix errante dans le vent,
Une voix de mystère entendue en rêvant :

« De ce qui touche l'homme, — ainsi disait Térence, —
Je n'envisageais rien avec indifférence.
J'aimais l'humanité d'un amour infini.
J'aurais voulu, partout, que ma main aplanît
Les chemins malaisés où la misère humaine
Sans repos, à travers les âges, se promène...
Je voulais alléger les désolants fardeaux
Qui blanchissent les fronts et qui courbent les dos :
Le dol, la lâcheté, le vice, le mensonge.
Avec eux, et par eux, le bonheur n'est qu'un songe.
Je voulais attaquer les travers, les défauts,
Ce qui rend l'homme bas, ce qui rend l'homme faux,
L'égoïsme mesquin, la fourberie immonde,
Tous les déréglements de la cour et du monde!
Je voulais les montrer si clairement hideux,
Que chacun, désormais, se fût écarté d'eux,
Que chacun les eût fuis d'une ardeur sans égale,
Comme s'ils apportaient la vermine ou la gale...
Les courtisans courbés vers les soleils levants,
Les faux amis, les faux dévots, les faux savants,
Lâches qu'il faut traquer, fripons qu'il faut proscrire,
Voilà les ennemis. Voici l'arme : le rire.

« Ah ! le rire !.. Baron, as-tu vu dans les champs
Un brave chien gardant avec des soins touchants
Son troupeau de moutons qui flotte et s'éparpille ?
Il le tient sous ses yeux, le pétrit, le houspille.
Il court à droite. Il court à gauche. Il court partout.
Il doit tout dominer. Il sent tout. Il voit tout.
Qu'un agneau, poursuivant un papillon, gambade,
Un léger aboiement, joyeux comme une aubade,
L'avertit aussitôt qu'il faut garder son rang.
Qu'une brebis s'écarte, ou qu'un bélier, errant,
S'attarde trop longtemps à ronger quelque arbuste,
La réprimande part, plus brusque et plus robuste,
Car plus il vient de haut, plus l'exemple est suivi,
Même chez les moutons ! Le vaillant chien sévit,
Infatigable. Il pointe. Il bondit. Il aboie.
Quand il le faut, il mord, et son œil brun flamboie.
Un clos de vigne : alerte ! Un ravin : casse-cou !
Et le troupeau s'en va, sans hâte, sans à-coup,
Parce que tout fléchit devant cette merveille :
Un devoir obstiné qui corrige et qui veille.
Baron, tel est le rire. Il égratigne. Il mord.
Il fait naître un regret, une larme, un remord.
On le craint : les plus grands ont peur du ridicule.
Et par lui, combattant tout le Mal qui recule,
Faisant tête aux méchants, faisant face au danger,
Le poète comique est un chien de berger ! »

La voix vibre d'orgueil et frémit de tendresse.
Sur ses profonds coussins, Molière se redresse :

« Rire d'autrui, c'est bien. Rire de soi, c'est mieux.
Nos pieds ont à fouler de durs cailloux. Nos cieux
N'ont pas toujours pour nous un azur débonnaire ;
Et souvent sur nos toits vient gronder le tonnerre.
Je le sais. Mais je ris, et j'engourdis mon mal.
... L'homme gémit parfois comme un simple animal :
Son cœur, qui le fait grand, le fait si vulnérable,
Et la douleur y creuse un sillon si durable !
Je t'ai souvent maudit, amour qui me berçais,
Car on n'aime jamais sans souffrir, — ... je le sais.

Je le sais. Mais je ris. Je veux rire. Je brave.
Tu vois, le rire est sain. Tu vois, le rire est brave.
... Mes membres épuisés tremblent sur ces coussins ;
Et si j'ai tant de fois raillé les médecins,
C'est que je sais combien leurs formules sont vaines,
Quand nous sentons la nuit se glisser dans nos veines.
Je le sais. Mais toujours je veux rire. Je ris.
Je ris et je fais rire. Avec moi, les maris,
Les épouses, les fils, les pères ou les mères,
Les types éternels, les passants éphémères,
Les beaux marquis glissant au miroir des parquets,
Les marchands, les bourgeois, les manants, les laquais,
Les pédants trop niais, les femmes trop savantes,
Les valets complaisants, les subtiles suivantes,
Qu'ils portent cheveux drus ou perruques de cour,
Qu'elles portent manteau de soie ou jupon court,
Tous les êtres humains, — et c'est toute l'affaire ! —
Comprendront, en riant, CE QU'IL NE FAUT PAS FAIRE.
J'ai voulu les servir. J'ai travaillé pour eux.
En les rendant meilleurs, je les rends plus heureux.
S'ils ont ri, j'ai vu juste, et ma cause est gagnée.
S'ils ont ri, si leur âme est de rire imprégnée,
S'ils ont ri, si leur front s'illumine un instant,
Je puis fermer les yeux et m'endormir content. »

Comme le dernier son d'une cloche fêlée,
La voix, la noble voix, tout à coup, s'est voilée.
Et Baron affolé laisse échapper ce cri :

« Mais, Molière, tu meurs !
— Qu'importe, s'ils ont ri ! »

EDMOND PORCHER.

DES COLLÈGES FRANÇAIS

DANS LE

CATACLYSME DU JAPON

A la première annonce du désastre qui venait de ravager le Japon central, un magnifique élan de sympathie généreuse porta la France entière, si éprouvée elle-même, au secours de cette immense infortune. Le peuple japonais n'est pas ingrat, et ce geste qui l'a profondément touché, n'aura pas peu contribué à renforcer l'admiration et l'affection qu'il a vouées à notre chère patrie.

C'est surtout par les missionnaires qu'elle leur envoie que les Japonais connaissent la France. Prêtres des missions étrangères de Paris, trappistes, marianistes, dames du Sacré-Cœur, dames de Saint-Maur, sœurs de Saint-Paul de Chartres, franciscaines missionnaires de Marie, sœurs de Chauffailles et sœurs de la Charité de Nevers, travaillent de concert à l'évangélisation de l'Empire du Soleil Levant, et la France profite largement de leur labeur apostolique.

Plusieurs de ces établissements missionnaires ont été gravement compromis par le cataclysme du 1er septembre. Les Missions étrangères de Paris ont éprouvé des pertes matérielles considérables, puisqu'une seule des quatre paroisses catholiques de Tokyo est absolument intacte; mais elles déplorent surtout la mort tragique des PP. de Noailles et Lebarbey. Les dames de Saint-Maur ont été cruellement éprouvées par la perte de huit religieuses européennes dont quatre françaises, deux japonaises, six enfants européennes et douze petites japonaises,

qui ont péri d'une mort effroyable sous les ruines de leur établissement.

Les Marianistes n'ont aucune perte d'homme à déplorer ; la plupart se trouvaient en vacances à Yamakita, localité située à une centaine de kilomètres de Yokohama, à l'entrée d'une profonde vallée qui s'ouvre dans la région des montagnes. Mais dans ce lieu de repos même, ils furent vivement alertés. La maison de campagne, disloquée par les secousses du sol, fut écrasée sous les éboulements de terre et de rocher.

Voici une lettre écrite de Tokyo par M. l'abbé Heck, directeur du Collège de *l'Étoile du Matin*, au lendemain même du désastre.

« Hier, 1er septembre, à midi, une très forte secousse de tremblement de terre s'est fait sentir ; notre grande maison d'habitation et d'administration a été ébranlée de haut en bas : plâtre et briques tombaient de tous côtés ; tout craquait ; on pouvait à peine se tenir sur les jambes.

« Lorsque cette première secousse cessa, nous descendîmes en toute hâte dans la cour ; une deuxième secousse, aussi terrible, puis une troisième se firent sentir successivement : le sol se contournait et se crevassait ; les arbres et les maisons s'agitaient.

« Beaucoup d'autres secousses se sont fait sentir depuis hier à midi. Des incendies terribles se sont déclarés de tous côtés, et comme le vent soufflait avec violence, des milliers de maisons, petites et grandes, ont été réduites en cendres.

« A l'École secondaire, nous avons été très menacés : nous avons travaillé jour et nuit pour empêcher les flammes voisines de pénétrer chez nous : mais pas d'eau, les châteaux d'eau étaient brisés ! »

Par un vrai miracle, le Lycée, quoique très endommagé par les secousses sismiques, est resté debout. Mais un changement qui survint brusquement dans la direction du vent et qui sauva le Lycée a causé la ruine des autres bâtiments.

« Depuis le 1er septembre à midi jusqu'au 10 septembre, à la même heure, l'Observatoire de Tokyo a enregistré 1 166 secousses ! Jusqu'au 10 septembre, le nombre des morts écrasés et brûlés, comptés officiellement, était de 65 286. Dans le seul quartier de Honjo, on en a compté 63 418 ; plus de 30 000 per-

sonnes qui s'étaient réfugiées dans un immense hangar militaire, ont péri par le feu. Des quantités de corps ont été brûlés dans l'eau, les flammes faisant rage sur les deux rives et les atteignant malgré tout. »

Une dernière lettre du directeur de *l'Étoile du Matin*, datée du 22 septembre, achève de dépeindre la catastrophe :

« Environ un million de personnes ont quitté Tokyo. On y compte environ 100 000 morts, tués ou brûlés. Il y a eu 334 614 maisons détruites par les tremblements de terre ou les incendies... Parmi les établissements officiels de Tokyo, 118 écoles primaires sur 196 ont été détruites; 13 lycées, 6 universités et plusieurs écoles spéciales. Un très grand nombre d'enfants ont été tués ou brûlés dans les écoles primaires. C'était le jour de la rentrée : la première secousse, la plus terrible, s'est produite une minute avant midi, heure du départ des enfants !... »

A Yokohama, le désastre fut plus terrible encore : les doigts de la main suffiraient pour compter le nombre de maisons restées debout en ville. Seules quelques maisons japonaises à Nakamura, dans la banlieue Ouest, sont restées intactes.

« Toute la ville de Yokohama est détruite de fond en comble, nous écrit un de nos « rescapés ; » plus une maison debout : le tremblement de terre et le feu ont nettoyé la place. De toutes nos constructions en bois il ne reste que des cendres; le nouveau bâtiment en ciment armé, qui devait servir à la rentrée pour les salles de classes, a tenu bon, sauf le toit et l'étage supérieur que l'insuffisance de nos ressources nous avait condamnés à faire en bois.

« Nous nous trouvions au second étage du bâtiment principal en bois quand se produisit le premier choc. Affolés, nous quittons la salle commune, ne sachant où nous réfugier...

« Aussitôt dehors, nous courons chez les Dames de Saint-Maur, nos voisines, dont tous les bâtiments gisaient à terre. De dessous ces décombres partaient des gémissements et des appels... Nous réussîmes à dégager deux religieuses et une petite fille. Nous entendions les cris désespérés des autres sœurs ensevelies plus profondément; mais nous n'avions d'autres outils que nos mains pour déplacer de grosses poutres, des amas de pierres et de briques. Chassées de tous côtés par le vent, accourent les flammes de l'incendie ; l'embrasement

général de Yokohama gagne notre quartier ; impossible de délivrer les malheureuses victimes... Le cœur déchiré, nous sommes forcés de les abandonner à leur triste sort, pour échapper, à demi asphyxiés par la fumée noire qui couvre le ciel, aux flammes menaçantes. »

Les flammes ont tout dévoré : bâtiments, linge, vêtements, bibliothèques, laboratoire, mobilier domestique, mobilier scolaire. Le coffre-fort, comme tous ceux qui furent découverts dans la suite et soumis à la vérification des autorités, bien qu'il eût résisté extérieurement aux chocs et aux flammes, ne contenait plus que des monceaux de papiers noircis et calcinés.

« Le dimanche matin, après avoir installé les religieuses blessées confiées à la garde d'une sœur japonaise sous un abri de fortune, nous gagnâmes avec les Dames de Saint-Maur, le bord de la mer, où nous eûmes le bonheur inespéré de rencontrer M. Paul Claudel, ambassadeur, et une partie de l'ambassade de France. Après trois heures d'attente, nous fûmes embarqués : nous étions sauvés... »

***

« Je ne suis pas découragé, pas plus que mes confrères... » C'est par cette parole d'énergie et de confiance que le Supérieur des Marianistes conclut le récit impressionnant du désastre. Les actes ont suivi les paroles : le 1er octobre, *l'Étoile du matin* ouvrait ses classes aux quatre cinquièmes de ses élèves. Quant au directeur du collège de Yokohama, après bien des démarches, il a trouvé à Kobé un local provisoire.

Cette énergie et cette confiance ne sont pas sans mérite, si l'on songe dans quel état de dépression nerveuse se trouvent ceux qui ont vécu ces heures tragiques ; si l'on veut bien considérer en outre que cette catastrophe est un désastre financier qui menace de compromettre les résultats de quelque trente années d'inlassables efforts. Il faudra 800 000 yens, six millions, au cours actuel du change, pour remettre en état les établissements de Tokyo et de Yokohama.

C'est en 1887, en effet, que, sur les invitations pressantes de Mgr Osouf, le premier archevêque de Tokyo, cinq Marianistes, deux prêtres et trois laïcs, sous la direction de M. l'abbé Heinrich, actuellement vice-provincial, se rendirent au Japon. Après maintes tentatives infructueuses, ils réussirent enfin

à louer un local bien modeste, que M. Sienkiewicz, ministre de France, qualifiait de *vénérable masure*. Ils y installèrent leur nouvelle école, dont le nom gracieux et transparent avait une saveur bien japonaise : l'école de *l'Étoile du Matin*, en japonais : *Gyosei-gakko*.

La première rentrée compta 8 élèves, qui passèrent bientôt à 28 pour les classes du jour et à 48 pour les cours du soir. Ce petit noyau grossit peu à peu, très lentement, et en 1891, les cent élèves n'arrivaient plus à se caser dans la vénérable masure qui fut délaissée pour un local plus spacieux.

Cependant, les Marianistes se préoccupaient d'une seconde fondation, celle de Nagasaki : les difficultés éprouvées à Tokyo s'y renouvelèrent, et ce ne fut qu'au prix de multiples négociations qu'enfin, le 19 mars 1892, on obtint la permission d'ouvrir l'école de *l'Étoile de la Mer*, le *Kaisei-gakko*, qui s'élève, à l'heure actuelle, sur une éminence dominant toute la ville.

Quelques années plus tard, en 1898, on ouvrait, à Osaka, une École de commerce, *l'Étoile brillante*, le *Meisei-gakko*, qui sembla vouloir justifier son nom par la rapidité vraiment déconcertante de son succès : en moins de dix ans, elle atteignait le beau chiffre de cinq cents élèves.

Entre temps, les Marianistes prenaient de plus en plus d'expérience et se rendaient mieux compte des besoins et des exigences du milieu dans lequel ils se trouvaient. En 1900, ils ouvrent à Yokohama l'école Saint-Joseph, réservée aux étrangers, tandis que les Japonais peupleront les Lycées de Tokyo et de Nagasaki, et l'École de commerce d'Osaka. Grâce à cette mesure nécessaire, ils bénéficient des privilèges, depuis longtemps sollicités, du *Ninka* et du *Ninteï*.

Ces privilèges consistent, le premier dans l'assimilation des diplômes délivrés par un établissement libre aux diplômes correspondants de l'État, au point de vue de l'admission des détenteurs de ces diplômes dans les Écoles supérieures, les Universités ou certaines carrières administratives; le second, dans la faculté conférée à un établissement libre d'obtenir pour ses élèves les mêmes sursis d'appel sous les drapeaux que ceux qui peuvent être accordés dans des conditions analogues, aux élèves de l'État d'ordre correspondant,

En 1900, le lycée de *l'Étoile du matin* obtient la reconnais-

sance officielle de l'État avec les privilèges du Ninka et du Ninteï, privilèges qui devaient être étendus au *Meisei-gakko* d'Osaka en 1902 et au *Kaisei-gakko* de Nagasaki en 1904. Dès lors, c'est une ère nouvelle qui s'ouvre pour les Marianistes au Japon ; ils voient le Gouvernement faire appel à eux pour des chaires de français, de latin et d'anglais à l'Université impériale de Tokyo, à l'école des Nobles, et aux écoles militaires de Tokyo et d'Omura ; dans leurs établissements affluent les fils de la haute société japonaise, ceux qui, demain, seront les chefs de la finance, de l'industrie et du commerce : des parlementaires, des ministres même leur confient l'éducation de leurs enfants. Lorsque, en 1907, les constructions, qui remplaçaient, depuis 1890, la vénérable masure, furent devenues manifestement insuffisantes pour abriter une population scolaire sans cesse croissante, trois ministres d'État, leurs Excellences le marquis Saïonji, président du Conseil des ministres, l'amiral baron Saïto, ministre de la Marine, et M. Hara, ministre de l'Intérieur, n'hésitèrent pas à prendre spontanément l'initiative d'une souscription, afin de demander au grand public japonais les 200 000 yens (environ 500 000 francs au pair) nécessaires pour l'érection d'un nouveau collège.

Avec l'obtention de ces précieux privilèges, coïncide donc pour les établissements des Marianistes un brusque mouvement en avant. Prenons un exemple typique, celui de *l'Étoile du Matin* de Tokyo. Elle s'ouvre en 1888 avec huit élèves, atteint la centaine en 1892, et se maintient entre cent et deux cents jusqu'en 1901. A cette date enfin, les privilèges sont obtenus et, malgré la création de Yokohama, qui éloigne toute la population européenne, c'est une marche ascendante qui se traduit d'année en année par les chiffres suivants : 150, 220, 280, 332, 445, 573, 711.

Si les privilèges du Ninteï et du Ninka constituaient un sérieux avantage pour les établissements des Marianistes, cela n'allait pas toutefois, sans imposer certaines conditions, que d'aucuns pourront trouver assez onéreuses. L'obtention des deux privilèges susdits équivalait pour ces établissements à une reconnaissance officielle par le Gouvernement; mais cette reconnaissance était subordonnée à l'adoption des programmes de l'État, à l'inspection des classes, à l'acceptation des professeurs par l'État, à la tenue à jour de volumineuses écritures,

enfin à la neutralité religieuse. Dans les écoles de l'État, cette neutralité est entendue dans le sens de l'exclusion de toute religion positive, y compris le shintoïsme et le boudhisme ; en revanche, on s'efforce d'inculquer profondément une sorte de morale qui rappellerait la morale chrétienne, si l'idée fondamentale de Dieu n'y était remplacée par le culte de l'Empereur et de la Patrie. Ces conditions seraient dures si le Gouvernement les accompagnait de malveillance. Mais tel n'est pas le cas : au contraire, les professeurs présentés sont toujours acceptés, l'inspection est bienveillante, la neutralité religieuse laisse une grande latitude au cours de morale, et elle autorise formellement les cours de religion positive en dehors des heures régulières de classe.

***

Que l'influence de nos missionnaires tourne nécessairement au profit de la France, le Gouvernement s'est plu à le reconnaître, par les encouragements que n'ont cessé de leur prodiguer tous ses représentants diplomatiques qui se sont succédé depuis trente ans à Tokyo.

Lors de son triomphal voyage au Japon, en 1922, le maréchal Joffre constatait, non sans émotion, que si la situation commerciale de la France n'est pas très forte dans ce pays, du moins, elle occupe une situation intellectuelle et morale très belle. Très satisfait des services que lui avait rendus l'interprète japonais attaché à sa personne : « Où avez-vous donc appris le français? lui demanda le Maréchal. Avez-vous été en France? — Non, Monsieur le Maréchal, c'est à *l'Étoile du Matin* que j'ai appris votre belle langue. — Mon ami, vous faites honneur à votre École! » Et le Maréchal le décora lui-même de la Légion d'honneur.

Qu'il nous soit permis, enfin, de rappeler ici le témoignage rendu à l'influence française qu'exercent nos œuvres du Japon, par deux députés français, à la séance de la Chambre du 12 décembre 1922. M. Noblemaire, rapporteur du budget des Affaires étrangères, avait cru devoir proposer une diminution de crédits sur la somme affectée aux œuvres françaises d'Extrême-Orient. M. Outrey réclama le maintien intégral de ces crédits; M. Duval-Arnould l'appuya énergiquement en mettant en cause nos œuvres du Japon. « J'ai particulièrement

suivi depuis longtemps le développement si remarquable de ces établissements. La raison que je tiens à dire est que je m'honore d'avoir été l'élève de ces mêmes Marianistes. J'ai pu mesurer dès lors la valeur patriotique de leur enseignement. Ce patriotisme, ils l'ont transporté là-bas, et c'est pourquoi j'ai suivi avec une attention profondément sympathique l'effort qu'ils ont fait au Japon; je ne serai démenti par personne dans cette enceinte, je ne serai démenti ni par M. Noblemaire, ni par M. le Président du Conseil, si j'affirme que cet effort a été entre tous persévérant, désintéressé, efficace. Il y a peu de mois, je recueillais avec une vive émotion, sur les lèvres d'un jeune officier supérieur de la marine japonaise (1), venu en France, membre de la mission du traité de paix, le double témoignage de sa reconnaissance pour ses maîtres marianistes et de son amour pour la France. »

De son côté, M. Outrey, remerciant M. Duval-Arnould de son intervention et du témoignage qu'il venait de rendre à l'œuvre des Marianistes au Japon, ajouta : « J'ai été deux fois au Japon, j'ai visité le magnifique collège de *l'Étoile du Matin*, qui est un des grands collèges de Tokyo où les enfants des grands commerçants, des gros industriels et des hommes politiques du Japon reçoivent un enseignement français. C'est, messieurs, le collège Stanislas de Paris transporté en quelque sorte à Tokyo. L'œuvre des Marianistes au Japon fait le plus grand honneur à la France en Extrême-Orient » (2).

Non, ces bons ouvriers de la pensée chrétienne et française ne sont pas découragés : ils comptent sur la Providence pour les aider à refaire l'œuvre de tant d'années, compromise en un instant. Ils n'épargneront ni leurs peines ni leurs travaux pour poursuivre une tâche qui importe tant à l'influence française dans le Japon et dans tout l'Extrême-Orient.

PIERRE LEBON.

(1) M. le contre-amiral E. Yamamoto.
(2) Journal officiel, 13 décembre 1922.

REVUE SCIENTIFIQUE

LE SALON DE LA SCIENCE

Les gens qui se plaisent à proclamer à tout propos la « faillite de la science » feront bien d'aller passer quelques heures au Grand Palais, à cette exposition de physique et de T. S. F. qui vient d'y être organisée à l'occasion du cinquantenaire de la Société française de Physique, et qui n'aura pas encore fermé ses portes lorsque paraîtront ces lignes.

Ils y trouveront d'amples sujets de méditation et d'admiration, et des raisons positives, des raisons en quelque sorte matérielles et solides comme le métal et le verre, de reviser leurs opinions.

Car enfin, on peut à la rigueur discuter les grands systèmes théoriques qui servent de cadres mouvants aux progrès des découvertes scientifiques; on peut discuter la théorie de l'évolution, les systèmes cosmogoniques, la conception pastorienne des maladies, le déterminisme physiologique de Claude Bernard, la relativité einsteinienne, la conception électronique de la matière, la théorie des quanta,... que sais-je encore. On a le droit de discuter tout cela, et je dirai même qu'on en a le devoir, si on veut que la connaissance progresse. Car ce qui fait l'incomparable et originale puissance de la science, c'est tout justement qu'elle est un perpétuel devenir, c'est que ce qui l'immobiliserait la tuerait du même coup, c'est qu'elle prétend toujours aller plus loin et que, pour vouloir aller plus loin, la première condition est de ne jamais croire qu'on est parvenu à la perfection, qu'on a saisi l'absolu, au delà duquel on ne pourrait aspirer qu'à descendre. Il y a, au fond, beaucoup d'orgueilleuse ambition dans l'apparente modestie qui proclame son éternelle imper-

fection, c'est-à-dire sa perfectibilité indéfinie. Ce juste orgueil pour qui le mieux est, non pas l'ennemi du bien, mais sa conséquence, la science en est certes pénétrée, et elle a bien raison.

On a, dis-je, le droit et le devoir de discuter les théories scientifiques et leurs synthèses spéculatives continuellement sujettes à revision. Ces synthèses ne sont pas autre chose que des cadres commodes, des étagères où l'on classe les faits. Elles sont un peu pareilles à ces architectures de carton-pâte, qui servent dans les expositions universelles, à exposer des trésors. Celui qui proclame la faillite de la science, parce que ses théories changent, est un peu comme celui qui dénierait toute valeur aux trésors exposés dans ces monuments éphémères d'exposition, sous prétexte que ceux-ci s'écrouleront après quelques mois. Les hommes qui, comme Hœckel, ont naïvement cru que les théories scientifiques nous permettaient dès maintenant d'aller au fond des « énigmes de l'univers, » ont commis en sens inverse, une erreur analogue. Les théories scientifiques sont des récipients où l'on place et classe les phénomènes, et d'autant meilleurs que ceux-ci y sont mieux disposés dans un petit espace et dans un ordre harmonieux. Les plus utiles sont celles qui, comme la relativité einsteinienne, permettent de prévoir des faits nouveaux. Celles-là sont toujours des récipients, mais où la place des objets connus est marquée d'avance, et aussi celle d'objets nouveaux qu'il ne reste plus au savant qu'à chercher et trouver autour de lui.

Que le fond des choses échappe aux théories scientifiques, c'est ce dont nul ne doute plus aujourd'hui. Mais, si c'est là une faillite, il faut convenir qu'aucune des disciplines humaines n'y échappe, puisqu'il n'en est aucune qui n'emploie, fût-ce dans son langage, les notions relatives au monde extérieur, que la science seule nous permet de préciser, et que la logique, dieu du monde intérieur, coordonne. Et, lorsque tel philosophe illustre se propose de démontrer la fragilité de la raison, c'est encore et pourtant par des raisonnements qu'il s'y efforce : hommage involontaire et magnifique à ce qu'il humilie, à ce qui seul lui donne l'art précieux de persuader.

Je sais bien que lorsqu'on proclamait naguère la faillite de la science, on entendait aussi, enregistrer son impuissance à régenter la morale humaine. Les engins meurtriers de la dernière guerre, et tous les procédés étonnants qu'elle emprunta aux laboratoires, ont donné un regain à cette manière de voir. Boutroux a élo-

quemment stigmatisé la « barbarie savante. » C'est que, — cela a été montré maintes fois, mais on ne saurait trop le redire, — la science et la morale sont des variables indépendantes. Celle-là n'est ni morale, ni immorale ; nous montrant l'univers à l'indicatif, elle ne saurait en aucun cas nous parler à l'impératif, c'est-à-dire fonder une morale.

De ce que la musique ne peut pas non plus servir de base à une morale, conclura-t-on aussi à la faillite de la musique ? La morale, qui semble émaner des replis les plus profonds de notre conscience, et peut-être de notre subconscient, paraît indépendante de tous les systèmes physiques, comme de tous les systèmes métaphysiques. C'est sans doute bien ainsi, car autrement, et pour si peu qu'elle règne ici-bas, nous serions exposés à la voir changer, comme ces systèmes eux-mêmes, et se répartir parcimonieusement, selon leur éphémère succès, dans le temps et dans l'espace.

D'ailleurs, et pour en revenir à la dernière guerre, il est une sorte de légende, une opinion toute faite, qui s'est répandue, sans qu'on l'ait jamais bien discutée, et dont les conversations mondaines ont fait un semblant de truisme : c'est que la dernière guerre n'a été si meurtrière qu'à cause du perfectionnement des engins utilisés. Or, je prétends que c'est là une erreur absolue. Si on fait le pourcentage du nombre des tués, par rapport au nombre des combattants, et par rapport au nombre des journées pendant lesquelles ils ont combattu, on trouve que ce pourcentage est moins élevé que celui de la plupart des guerres antérieures, et surtout des guerres du passé. Autrement dit, si, du temps qu'on se battait avec des arcs et des flèches, on avait combattu aussi longtemps, et, si on avait mis en ligne un aussi grand nombre de combattants, les vies humaines sacrifiées eussent été au moins aussi nombreuses. Elles eussent été même certainement plus nombreuses, car, — et ici la science intervient, — les traitements modernes des plaies de guerre n'eussent pas permis de sauver un aussi grand nombre de blessés, et les vaccinations n'eussent pas mis tant d'hommes à l'abri des grandes épidémies, typhoïde et autres. La preuve de tout cela, c'est que sur le front oriental et dans les armées russes, notamment, — là où les méthodes et les engins scientifiques étaient beaucoup moins employés, — les pertes ont été, en fonction du nombre des combattants et du nombre des journées de combat, beaucoup plus fortes que sur le front des civilisés d'Occident.

Bref, et contrairement à une opinion qui tend à s'enraciner, il en

est, au regard de la science, des pertes à la guerre, comme de la morale : ce sont des variables indépendants. Cela provient évidemment de ce fait observé par tous les grands capitaines, à commencer par Napoléon : que la défaite à la guerre, — c'est-à-dire la victoire, si l'on est de l'autre côté de la barricade, — se déclenche lorsque les pertes atteignent un certain pourcentage, généralement à peu près constant. Cela provient aussi de ce que, à tous les perfectionnements dans la portée et la virulence des engins, correspondent aussitôt des progrès équivalents dans les moyens de protection et de défense contre eux.

***

Tout ceci paraît nous éloigner beaucoup de l'exposition de physique et de T. S. F. Il n'en est rien et nous allons voir le fil de ces remarques théoriques nous ramener tout naturellement aux éclatantes réalités que le Grand Palais abrite pour l'heure sous ses immenses verrières.

Les personnes qui parlent avec dédain de la science parce qu'elle ne nous a guère rendu meilleurs et parce qu'elle ne nous a pas donné le mot du problème des destinées, ces personnes, si elles vont au Grand Palais, y verront des choses qui, elles, sont directement à l'actif de la science et qui répondent à son objet. Car enfin, qu'on se place au point de vue de la connaissance spéculative ou au point de vue pragmatique de l'utilité, il y a là, visibles et palpables, les preuves éclatantes que la science a tenu, et au delà, tout ce que nos ancêtres les plus hardis eussent pu en attendre. Qui ose parler de faillite, lorsqu'il regarde une ampoule à rayon X ? Car enfin, un rayon X est un fait, un phénomène réel, une manière d'être de la nature dans certaines conditions et que nos aïeux ne connaissaient pas. Lequel des contes de fées du vieux temps a su hausser son imagination, qui, pourtant n'était bornée par rien, jusqu'à quelque chose d'aussi merveilleux? Ce rayon X permet d'observer les objets enfermés dans des récipients opaques ; il permet de voir tout le squelette des êtres vivants et d'étudier la marche de leurs organes cachés ; il permet aussi, dans beaucoup de cas, de détruire les tumeurs et d'arrêter leur développement malin. Or des phénomènes nouveaux comme celui-là, des faits naguère inconnus, aujourd'hui visibles à tous et utiles à tous, la science peut en étaler des centaines. Et cela suffit à répondre non seulement à tous les syndics un peu trop pressés de sa faillite, mais à ceux qui ne veulent voir en elle

qu'un nominalisme, une coordination purement verbale des choses. Aucune classification, aucun artifice verbal n'eût jamais pu faire jaillir un rayon X. L'expérience, sous ses deux formes, — observation, expérimentation, — le pouvait seule, et, en admettant qu'elle y eût une part, la théorie n'y pouvait contribuer qu'au même titre que les autres conditions expérimentales de la production du phénomène. La théorie scientifique n'est avant tout, si paradoxal que cela puisse sembler, qu'une des circonstances efficientes de l'expérimentation.

L'expérience, le phénomène expérimental, le fait considéré d'une part pour sa nouveauté, d'autre part pour son utilité, le secret positif arraché à la nature et qui ensuite permet de mieux dominer celle-ci, voilà le grand moteur, le centre, le moyen et le but de la science. A cet égard, on pourra juger, au Grand Palais, si elle a ou non failli aux espoirs mis en elle.

Je parle ici sans cesse de la science alors qu'il s'agit seulement d'une exposition de physique. Mais il n'est guère aujourd'hui de branche de la science qui ne se rattache à la physique : la mécanique (surtout depuis les découvertes récentes relatives à la masse électromagnétique), la chimie, la physiologie et toutes les sciences naturelles sont toutes aujourd'hui des filiales de la physique. Celle-ci est donc bien digne de son nom grec qui implique l'étude de toute la nature. Et ce n'est pas sans raison que les Anglais appellent la physique « philosophie naturelle, » que leur principal journal de physique est le *Philosophical magazine* et que chez eux les docteurs ès-sciences physiques portent le titre de docteurs en philosophie.

C'est donc la science tout entière, et toutes les industries qui l'appliquent, qu'on aurait pu légitimement faire figurer à l'exposition du Grand Palais. Mais la superficie de Paris entier n'y eût pas suffi. Telle qu'elle est, limitée étroitement à la physique pure et directement appliquée, cette exposition est un monde, un abrégé étonnant de ce qui a donné à notre temps sa physionomie. Il faudrait des mois pour en savourer tous les trésors. Il faudrait des volumes pour les décrire.

Tout ce que je pourrai donc tenter ici sera d'en esquisser la physionomie d'un trait schématique et rapide, comme font les projecteurs marins dont le faisceau traverse un instant l'immense horizon, et s'y pose juste assez pour en laisser deviner, dans un éclair, la mouvante et vivace harmonie.

*
* *

Une fois franchi le portail que flanquent les colonnades extérieures éclatantes et livides, sous la lumière des arcs à vapeur de mercure, on est tout d'abord ébloui par l'éclairage du gigantesque hall. En physicien et en physiologiste qui sait que le maximum de notre sensibilité visuelle est dans la couleur jaune du spectre, l'auteur de cette décoration lumineuse a donné une tonalité dorée à la plupart des lampes électriques qui, harmonieusement assemblées, forment un dais éblouissant au-dessus de l'immense vaisseau. Les lampes sont pour la plupart assemblées en forme de motifs triangulaires dont la pointe s'érige vers le zénith vitré du Palais, et qui rappellent, par leur forme élégante, les pendentifs qu'on voit, sur les anciennes gravures, aux tiares pontificales. C'est du plus agréable effet.

Aussitôt entré, on se trouve dans la précieuse exposition rétrospective qui, dès l'abord, vous attire et vous retient et qu'on a eu raison de placer là, dans un sentiment de respect et de gratitude, comme pour rappeler au visiteur que tout ce qu'il va voir n'est que le fruit des découvertes du passé.

Voici la « table d'Ampère. » le meuble authentique vétuste et si simple avec ses planches mal équarries, avec lequel ce grand homme fit en 1822 ses célèbres expériences et ses découvertes relatives à l'électrodynamique, à l'action réciproque des courants électriques. Ce meuble vénérable, je défie un homme de science digne de ce nom de le regarder sans émotion; ce tréteau modeste est le tremplin d'où toute l'industrie électrique moderne a pris son élan fulgurant.

Voici la bobine de Masson (1842) qui ouvrit la voie à celle de Ruhmkorff. Voici la première magnéto, la machine de Pixii, construite sous la direction d'Ampère lui-même. Voici, datant aussi du début du XIXe siècle, la première lentille à échelons de Fresnel, aïeule et modèle de tous les phares modernes. L'assemblage polygonal de ses dioptres superposés est fixé dans un cadre de bois rudimentaire, œuvre de Fresnel lui-même. C'est l'Observatoire qui a distrait de ses collections et prêté pour la circonstance cette pièce précieuse. Voici le violon de Savart et sa célèbre roue dentée. Voici le premier exemplaire du galvanomètre de d'Arsonval, de cet instrument si ingénieusement imaginé et qui fonctionne aujourd'hui dans le monde entier. Voici le miroir tournant avec lequel Foucault, physicien à l'Observatoire et rédacteur scientifique au *Journal des Débats*, réussit

à saisir dans son fol essor, à emprisonner la vitesse de la lumière.

Voici maintenant d'autres reliques, un peu moins anciennes, non moins évocatrices. Voici l'exemplaire authentique du premier « couple » de Planté (1860), qui constitua le premier accumulateur électrique et dont nos accus modernes ne diffèrent guère que par la forme, car pour ce qui est de la composition métallique, Planté obtint du premier coup ce qu'on n'a, malgré bien des tentatives, jamais perfectionné depuis.

Voici le quartz piézo-électrique de Curie (1898), avec lequel on change le poids des corps en électricité. Voici, tout menu avec son tube de verre que flanquent deux petites électrodes ternies, le premier radioconducteur de Branly. Voici le premier détecteur électrolytique de Ferrié. Voici l'alternateur Bethenod qui a montré la voie à l'emploi des alternateurs électriques pour l'émission des ondes hertziennes.

Tous ces appareils historiques offrent ceci de commun qu'ils sont fabriqués, si j'ose dire, de « bric et de broc. » Les grandes découvertes expérimentales ont rarement été faites avec des moyens matériels puissants, ou du moins ceux-ci n'y ont joué qu'un rôle secondaire. Assurément, pour voir ce que devient la matière dans un champ magnétique mille fois plus intense que ceux dont on dispose aujourd'hui, il faudrait un électro-aimant mille fois plus fort que ceux que l'on possède, c'est-à-dire très cher. Mais l'expérience, — source unique de la vérité, — prouve que la plupart des grandes découvertes ont été faites avec des moyens matériels assez médiocres. Voyez Pasteur, voyez Claude Bernard, Curie, et tant d'autres. Cela ne veut pas dire que les instruments ne soient pas utiles ni même nécessaires. Cela veut dire seulement, que le plus utile et le plus nécessaire des instruments, est et reste le cerveau. C'est ce dont ne se sont peut-être pas suffisamment avisé les hommes qui, dans une intention d'ailleurs excellente, se sont mis en tête, par divers moyens, — dont les matchs de boxe ne sont point exclus, — de recueillir des sommes d'argent pour les laboratoires. C'est très bien de vouloir doter ceux-ci d'installations brillantes. Il serait mieux d'y attirer les cerveaux bien doués, d'y donner les moyens de vivre à ceux, — trop rares, — qu'on y rencontre déjà, de ne pas les obliger, pour pouvoir vivre, à disperser leurs efforts dans des besognes extérieures à la recherche scientifique. Surtout, il serait utile de leur fournir les moyens de cette recherche, lorsque ces moyens existent déjà, — avant que leurs jeunes cerveaux aient passé l'âge où on

découvre. Il faudrait, en un mot, que la sclérose cérébrale leur vienne après les moyens d'action, et non pas en même temps que ceux-ci, et alors qu'ils devront rester inutilisés, faute de l'instrument fondamental : le cerveau inventif. Nos installations ne sont pas inférieures à celles de Claude Bernard et d'Ampère. Pourtant nous n'avons pas aujourd'hui de Claude Bernard ni d'Ampère. Cela suffit à prouver que la crise des laboratoires n'est pas seulement ce qu'une conception trop simpliste imagine.

Telles sont quelques-unes des réflexions que nous suggèrent les reliques modestes et vénérables de la rétrospective exposition de physique.

***

Et maintenant, après ce salut aux ancêtres, aux grands ancêtres de la révolution apportée par la science dans nos mœurs, entrons dans le vif de l'exposition. Aussi bien, nous y aurons des guides avertis, comme le savant technicien qu'est M. de Valbreuze, comme le prince Maurice de Broglie, explorateur heureux des rayons X, ce qui est bien la plus élégante façon d'être prince.

Voici d'abord, dominant toute la scène, des charpentes métalliques dont les pylônes nous montrent ce qu'est une ligne de transport électrique à très haute tension. Ici l'énergie électrique, muette et docile, vient livrer sa puissante souplesse, docile et vaincue, à des transformateurs géants, élevant vers le zénith du hall leurs isolateurs aux volutes de verre et qui transmutent à volonté les volts en ampères. Tout autour ronronne le peuple des appareils de distribution et de mesure électrique, les lourds accumulateurs aux panses acides gonflées de foudre, les câbles au cuivre tressé qui la canalisent, les rhéostats, les compteurs si nets sous leur robe d'acajou poli, bordée d'ébonite ténébreuse et que rehaussent les boutons moletés, pareils à des corolles jaunes avec leur laiton éclatant.

Voici, dévorant les hectowatts par dizaines de milliers, le four électrique roi de l'électro-chimie et où l'on fait sous nos yeux du carbure de calcium. Voici des moteurs par dizaines qui vrombissent parmi l'aigrelette sonnerie des avertisseurs. Voici, pareils à de gigantesques tubes à pâte dentifrice, les récipients hermétiques où dorment l'acide sulfureux ou les autres gaz liquéfiés.

Voici maintenant un stand dont il est pratiquement impossible d'approcher, tant la foule y est dense. Un speaker la tient tout entière suspendue à ses lèvres et plus encore à ses gestes. C'est qu'il

manie un tube où l'oxygène et l'azote liquéfiés se prêtent entre ses mains aux plus étonnantes expériences.

Elle est bien curieuse à étudier, cette foule qui se presse au Salon de la Science. Combien elle diffère de celles qu'on rencontre à tous nos salons de sculpture et de peinture, voire de littérature ! Beaucoup de jeunes candidats ou élèves évidemment de nos facultés et grandes écoles, beaucoup d'hommes avec ce visage sérieux et passionné des techniciens, des ingénieurs, des rats de laboratoire. Parmi tout cela, des figures enfantines de polytechniciens, chez qui le bicorne, on n'a jamais su pourquoi, est orthogonal à son orientation napoléonienne. Quelques femmes, très peu, au visage grave de sévriennes. J'ai pourtant vu là une midinette. Elle faisait patiemment la queue aux abords d'un stand très connu où un des maîtres de l'optique montrait au spectromètre les raies lumineuses de la vapeur de mercure. Quand son tour fut venu de mettre son œil à la bonnette de l'oculaire, elle regarda vivement, et sans vouloir paraître trop déçue, cette petite raie verticale de lumière verte. Elle accueillit sans sourciller la révélation qui lui fut faite que cette raie avait pour longueur d'onde 546 millièmes de *mu*. Je vis bien à son air qu'elle avait envie de demander, — pour avoir l'air de s'intéresser, — dans quelle armoire on mettait la longueur d'onde après la séance de démonstration. Pourtant cette question que je lisais sur le petit visage charmant ne fut point proférée.

Derrière la midinette, le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences en personne attendait avec une patience toute démocratique son tour de voir la petite raie verte du mercure. C'est que les grands savants ont ceci de commun avec les grands ignorants d'être perpétuellement étonnés par tout ce qu'ils voient, de ne jamais sentir disparaître en eux cette sorte de virginité de la pensée qui renouvelle sans fin le plaisir de l'étrange spectacle de l'univers.

J'ai d'ailleurs calomnié tout à l'heure les femmes, en disant qu'il n'y en avait guère au Salon de la Science. J'en ai rencontré au contraire beaucoup au Salon de thé attenant à l'exposition et aussi dans la petite salle d'attente où, victimes dociles du devoir conjugal ou du filial, elles attendaient, résignées, le retour de celui qui divaguait à cette heure parmi les étranges architectures de verre et de métal de toutes ces machines diaboliques.

C'est un fait, un fait certain que les femmes sont en général moins attirées que nous par les choses de la science. On a dit que c'est parce qu'elles sont moins que l'homme propres à l'abstraction, que les

systèmes et les doctrines scientifiques ne les émeuvent pas. Mais ici il ne s'agit pas d'abstraction et ces appareils et ces expériences sont tout à fait positifs et tangibles. Je crois que si, en général et toutes les exceptions convenables étant faites, la femme est moins sensible que son partenaire masculin, non seulement à l'abstraction, mais aussi à la technique et à l'expérience scientifiques, c'est que son affectivité ne trouve pas, là non plus, de quoi s'alimenter. Une symphonie, un paysage, une statue, ou même le modèle d'une statue peuvent plaire à notre sensibilité ou à notre sensualité d'une manière pure, en quelque sorte, et sans aucune intervention rationnelle. Cela plaît parce que cela plaît, et voilà tout. Au contraire, un tube à trois électrodes, une de ces lampes merveilleuses, plus merveilleuses que celle d'Aladin, ne plaît pas par elle-même. Elle ne plaît que lorsqu'elle nous apporte la musique sans fil, et alors elle n'est plus que l'agent de liaison de nos sens au plaisir, et c'est celui-ci, seul, qui continue à charmer la pure sensibilité, à l'exclusion du mécanisme porteur. Ou bien cette lampe merveilleuse ne plaît et n'étonne que parce que nous nous souvenons que le gnome magique qui lui donne sa puissance est l'électron invisible et présent dans ses flancs vitreux, l'électron constituant essentiel de tout l'univers et qui pourtant ne pèse que la milliardième partie du milliardième du milliardième d'un gramme. Bref le plaisir que procure la science, même dans sa partie purement instrumentale et expérimentale, comporte une part de raisonnement, de déduction, de mémoire imaginative. A qui est surtout sensibilité pure, ces accessoires de la volupté sont bien encombrants. Et c'est, après tout, bien ainsi, car le monde serait fort monotone et encore plus ennuyeux qu'il n'est, si tous les êtres humains étaient des physiciens, s'il n'y avait pas, pour notre charme et notre délicieux désespoir, des êtres qui parfois défient et dédaignent tout ce qui est raisonnement.

*
* *

Mais voici que la foule qui nous presse nous entraîne maintenant vers les singulières machines où la chaleur sert à fabriquer du froid où les calories se transmutent en « frigories. » Voici à côté, et faisant contraste, la soudure autogène.

Voici les appareils télégraphiques, voici le prodigieux Baudot qui marche sous nos yeux, voici les téléphones, les phonographes, ces accumulateurs acoustiques, les appareils tographiques, les cinémas, ces accumulateurs optiques. Voici d'ailleurs toute l'optique, depuis

l'ultra microscope jusqu'à la puissante lunette méridienne qui, flanquée de ses douze microscopes micrométriques, lève dans le plan où sa destinée est rivée, une gueule béante de canon pacifique. Voici les télémètres aux grands bras horizontaux. Voici les instruments géodésiques sur leurs trépieds de bois.

Voici surtout l'armée innombrable des appareils qu'a fait surgir la T. S. F., dominatrice de cette exposition. Voici les lampes thermioniques, les radiogoniomètres, qui repèrent au loin ce qui est silencieux et invisible, les cadres octogones ou hexagones, cellules géométriques de cette ruche sans-filiste dont les abeilles aujourd'hui sont millions. Voici les haut parleurs, qui attendent encore l'inventeur qui les dépouillera de leur affreux nasillement.

Voici l'industrie du verre et de la silice, voici la métallurgie, avec ses fins procédés d'analyse et de mensuration, voici la métallographie. Voici les rayons X, qui s'élancent du ventre ballonné et vide de leurs ampoules génératrices, les rayons X, ces regards pour qui il n'est point d'œillères. Voici les substances radioactives, ces flammes qui n'ont point besoin d'être rallumées.

Voici le côté belliqueux de ce prodigieux salon : l'artillerie, le tank radiotélégraphique, les cartes merveilleuses, les projecteurs marins aux réflecteurs éblouissants.

Voici maintenant, vers le fond médian du grand hall, les curieuses expériences de démonstration qui sans cesse, sous les yeux du visiteur ébahi, font passer quelques-uns des miracles de la technique moderne. La Direction des Inventions, la Société de physique, et le corps enseignant de nos grandes écoles et de nos lycées, ont fait là un effort merveilleux, et qui charme non moins qu'il instruit. Entre vingt autres, aussi curieuses, nous avons remarqué là la singulière expérience, où, sous l'influence d'un champ électrique rotatif, un œuf d'aluminium se dresse soudain debout sur sa pointe, et se met à tourner vertigineusement. Il n'y a pas bien longtemps on eût brûlé, pour sorcellerie, celui qui eût réalisé cela.

Non loin de là, les belles photographies astrales obtenues à l'Observatoire de Meudon nous montrent, saisies sur le vif, et momifiées sur la gélatine, toutes les convulsions de l'atmosphère solaire.

Mais ce que j'ai surtout admiré dans ce coin pédagogique, ce sont les appareils de démonstration fabriqués par les élèves-maîtres de l'École normale d'institutrices de la Seine, en vue de l'enseignement de la physique dans les écoles primaires. Il y a là des instruments

merveilleusement ingénieux, combinés avec des bouts de carton, de ficelle, de bougie, des vieilles boîtes à cigare,... que sais-je encore, et qui révèlent un effort touchant, méritoire et parfaitement réussi.

Au total, il se dégage de cette accumulation d'appareils, que vivifient les expériences réalisées sous les yeux du visiteur, une impression intense et un peu vertigineuse. Impression où il y a de l'étonnement, et une sorte de poésie singulière. Car, en définitive, c'est par tout cela, et par tout cela seulement que nous sommes supérieurs à ceux qui ont vécu avant nous et qui sont morts sans avoir vu cela. C'est cela, c'est cela seulement qui étonnerait un Alexandre, un César, un Louis XIV, s'ils revenaient parmi nous. Car, pour tout ce qui n'est pas cela, nous n'avons guère bougé depuis le temps de ces grands disparus. Comme le disait le vieux Kant, alors qu'égrotant et las, on le traînait, aux premiers beaux jours, près de sa fenêtre : « c'est toujours le même printemps. » Chose plus grave encore, c'est toujours le même hiver.

Ne craignons donc point d'admirer, de révérer même les seules choses qui font qu'il vaut mieux pour nous être nés plus tard que nos aïeux, parce qu'ils ne les ont pas connues : les choses de la science et les choses qui émanent de la science. Car vivre c'est communier avec le vaste univers. La physique multiplie et multipliera sans fin, par d'invisibles antennes, nos médiocres contacts avec la nature. Si jamais nous devenons des surhommes, ce qui n'est pas sûr, c'est à elle que nous le devrons.

CHARLES NORDMANN.

MAURICE BARRÈS

Maurice Barrès après Pierre Loti! — L'année 1923 aura été cruelle aux Lettres françaises. En quelques mois, nous aurons perdu deux des plus beaux génies d'écrivains qui aient paru dans la dernière partie du XIXe siècle et au début du XXe. Encore, pour Loti, avions-nous la consolation que sa tâche était finie, au lieu que nous attendions encore tant de Barrès! Ses notes sur le Levant, parues ici même, et qui contiennent peut-être ses plus belles pages, attestent quelle réserve de créations intellectuelles il portait en lui. L'émouvante préface qu'il composait au mois d'août 1922 pour les Mémoires de son grand père disait : « Je désirerais, avant de mourir, donner une idée de toutes les images qui m'ont le plus occupé. » Et il avait un si fort sentiment de la richesse de ses projets, qu'il appréhendait, avec une prescience singulière, et qui aujourd'hui prend un caractère tragique, de n'en avoir pas le loisir.

Il se décrivait, faisant à Charmes, son village d'origine, le tour de promenade qui était celui de son père et de son grand père, suivant la rivière comme eux, comme eux écoutant le ramage des oiseaux et l'appel séculaire des cloches de l'église. Puis, arrivé au cimetière, il lisait sur la pierre de leur tombe, la date de leur départ, leur âge, et pensait au mot que notre étrange et charmant ami Jules Soury nous disait en nous montrant les murs du cimetière de Montparnasse : « Comme on sera bien là! » Barrès ajoutait : « Ce profond repos ne sourit pleinement qu'à ceux qui ont rempli toute leur tâche et exécuté leur programme. Or, je commence à me sentir un peu pressé par le temps. » De lui aussi nous devons dire le mélancolique *Pendent opera interrupta* de Virgile que l'on a inscrit en épigraphe aux *Pensées* de notre Pascal.

Telle quelle, l'œuvre interrompue est trop considérable pour

qu'une note hâtive, écrite sous l'impression de la désolante et inattendue nouvelle de cette mort, puisse même la résumer. Qu'elle est variée, cette œuvre, dans la profonde unité de son développement! Il y a un Barrès romancier et combien original, et, dans ce domaine aussi, combien varié! Dans les trois volumes qu'il a intitulés le *Culte du Moi*, n'a-t-il pas repris et transformé le roman idéologique, abandonné depuis Voltaire? Mais où l'auteur de *Candide* ne mettait que de l'esprit, l'auteur du *Jardin de Bérénice* a voulu et su mettre du pathétique. Pareillement, il a repris le roman de mœurs tel que Stendhal l'avait compris quand il inscrivait en sous-titre à son *Rouge et noir* : *Chronique de 1830*, et il l'a transformé en faisant de ses *Déracinés*, de l'*Appel au soldat*, de *Leurs figures* un chapitre d'histoire contemporaine, d'un coloris et d'un relief à la Saint-Simon, et voici que, reprenant un autre type de récit, le roman romanesque, il composait, — c'était hier, — le *Jardin sur l'Oronte*, après avoir, dans l'intervalle, donné dans *Colette Baudoche* et dans *la Colline inspirée*, deux types renouvelés, eux aussi, et bien originaux, du roman régionaliste.

A côté du Barrès romancier, nous trouvons, si nous regardons le catalogue de ses livres, le Barrès voyageur. Qui ne connaît ces merveilles de sensibilité divinatrice *Du sang, de la volupté et de la mort*, — *Amori et dolori sacrum*, — *le Voyage de Sparte*, — *Greco ou le secret de Tolède*, enfin cette *Enquête aux pays du Levant* dont je parlais tout à l'heure? Et il y eut aussi le Barrès pamphlétaire, en dépouillant ce terme de tout sens péjoratif, le Barrès partisan, des *Scènes et doctrines du nationalisme*, et surtout de cet extraordinaire *Dans le cloaque*, la plus saisissante eau-forte qu'ait gravée cet implacable observateur des bassesses politiciennes, qui ne les haïssait tant que par amour pour la France et par appréhension des dangers qu'elles représentaient pour le pays.

C'est ce patriotisme passionné qui fit de Barrès, pendant ces quatre années de la terrible épreuve, un des meilleurs artisans de la résistance morale de la nation. Les dix volumes, où il a réuni ses articles quasi quotidiens de *l'Écho de Paris*, lui étaient particulièrement chers. Cette *Chronique de la Grande Guerre*, comme il les avait appelés, reste le témoignage d'un dévouement à la chose publique, dont j'aime à rapprocher celui de notre noble confrère Albert de Mun. Sur l'Image Mortuaire de celui-ci, les siens ont eu la pieuse pensée de rapporter ses derniers mots : « La veille de sa mort, étant épuisé, mais debout, refusant tout repos, il nous disait : *Je donne ma*

vie comme je peux. » Cette martiale déclaration du patriote auquel son âge et sa santé interdisent le service de l'épée et qui veut servir pourtant, se consumer, s'user à servir, on pourrait l'inscrire en exergue à cette *Chronique de la Grande Guerre*, et, devant cette fin si brusque, on ne peut s'empêcher de penser qu'elle est due beaucoup à l'usure de ce travail sans relâche, accompli parmi les angoisses publiques et privées. Il semble d'ailleurs, à voir l'immense vague d'émotion soulevée par cette mort, que tous les Français le sentent, et qu'ils comprennent quelle dette ils ont envers cet homme, aussi grand citoyen que grand artiste. En décrétant que Maurice Barrès aurait des obsèques nationales, le Gouvernement a répondu à l'universel désir. Pour les amis de sa jeunesse, et qui, l'ayant vu partir pour la vie avec de si beaux dons, n'ont pas cessé de le suivre, dans son ascension vers la gloire, d'un cœur attendri, ce suprême hommage de tout un peuple à ce héros littéraire serait un adoucissement, s'il ne prouvait pas quelle puissance de rayonnement gardait Barrès, et comment ne pas se dire qu'il viendra peut-être des heures où il manquera trop ? Mais ses livres restent, dont l'influence n'est pas épuisée, mais son exemple, qu'il faut montrer aux écrivains qui commencent, en leur disant : « Regardez-le, comprenez-le. Apprenez de lui que la plus haute intellectualité peut, qu'elle doit s'associer à l'action, et que le vrai moyen de cultiver notre personne, c'est de l'enraciner dans la tradition nationale, c'est de nourrir notre âme de l'âme de ceux qui nous ont précédés sur la terre héréditaire, de les continuer, de les prolonger. Cet admirable artiste est allé rejoindre ses pères. Traitez-le comme lui-même les a traités, avec cette vénération active qui associe le passé au présent, pieusement, ardemment, et que chacun de vous reprenne sa devise, si belle, si saine, si profonde : « *Notre terre et nos morts !* »

PAUL BOURGET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le roi Alphonse XIII, accompagné de la reine et du général Primo de Rivera, président du Directoire espagnol, est allé en Italie, escorté d'une escadre cuirassée, faire visite au pape Pie XI et au roi Victor-Emmanuel. La flotte italienne, commandée par le duc de Gênes, s'est portée au-devant de la division espagnole, et les deux forces navales ont mouillé en rade de La Spezia le 18 novembre. De là, les souverains espagnols se sont rendus à Rome où les attendaient le roi et la reine d'Italie. Après quelques instants de repos au Quirinal, ils ont gagné l'ambassade d'Espagne auprès du Saint-Siège, place d'Espagne: c'est là que le prince Massimo est venu les chercher, avec les équipages aux armes et livrées pontificales, pour les conduire au Vatican où le Pape leur réservait le plus paternel accueil. De là les souverains espagnols sont revenus s'installer au Quirinal où ils ont été les hôtes du roi et de la reine d'Italie. Les échanges officiels de congratulations royales ont été empreints d'une « amitié accentuée. » Mais la curiosité sympathique de la foule était moins attirée par la personnalité des princes que par celle de leurs chefs de Gouvernement, M. Mussolini et le général Primo de Rivera, qui l'un et l'autre, l'Espagnol suivant l'exemple de l'Italien, ont créé un type nouveau de dictature, fondé sur le besoin d'ordre et de travail et appuyé sur une force armée. La presse de la Péninsule, la presse fasciste en particulier, a célébré avec enthousiasme l'heureuse rencontre des deux chefs d'État et s'en promet les plus heureux résultats. Les fascistes sont fiers d'avoir créé une forme inédite de Gouvernement et de la voir imitée par une autre grande nation latine; ils en ont pris texte pour appuyer sur le thème de la fraternité latine, d'une fraternité latine limitée aux deux péninsules méditerranéennes. Et comme il n'est de bonne fraternité que contre un tiers, de nombreux journaux italiens ont lancé quelques flèches à l'adresse de la France.

L'Italie se plaint d'être emprisonnée dans la Méditerranée; elle soupçonne la France de vouloir dominer dans le bassin occidental comme l'Angleterre dans le bassin oriental; elle souhaite que l'Espagne tienne solidement les côtes septentrionales du Maroc, y compris Tanger. Le professeur Perez Bueno, de l'Université de Madrid, a expliqué au *Resto del Carlino* qu'avec l'armement moderne, Gibraltar, dominé de toutes parts, n'est plus redoutable; la clef du détroit c'est Tanger et la côte du Rif que l'Espagne n'abandonnera pas. L'Italie et l'Espagne n'ont-elles pas les mêmes intérêts dans l'Afrique du Nord où, à en croire quelques journaux, la France cherche à dénationaliser les Espagnols qui s'établissent au Maroc et les Italiens qui s'installent en Tunisie! Le professeur Silva, dans le *Corriere della Sera*, rappelle l'accord secret de 1887, par lequel l'Espagne promettait de ne négocier avec la France aucun accord qui pût léser les intérêts italiens. Un regard sur la carte suffit à donner l'idée de l'importance d'une alliance maritime qui unirait les bases navales de la côte espagnole, les Baléares, la Sicile, la Sardaigne, l'Italie. La France devrait sans doute s'alarmer d'un tel accord, si elle pouvait supposer à ses voisines autre chose que des intentions amicales. A Washington, elle a accepté, à l'instigation de l'Angleterre, le principe de l'égalité navale de la France et de l'Italie; mais si aux forces de l'Italie s'ajoutent celles de l'Espagne, l'équilibre est rompu à notre détriment. Si l'on se souvient de l'influence que l'Angleterre, dominatrice des mers, exerce à Madrid et à Rome, n'est-il pas permis de se demander si les fraternisations italo-espagnoles ne sont pas vues à Londres d'un œil particulièrement favorable et ne font pas partie du plan d'encerclement de la France qui hante l'esprit de lord Curzon. L'Angleterre a un intérêt majeur à tenir ouverte et libre la route maritime de Suez, des Indes et de la Mer-Noire; les arrangements navals franco-anglais, conclus à une époque où l'Italie était membre de la Triplice et alliée de l'Autriche, associaient les deux marines pour la liberté de la Méditerranée. Sommes-nous à la veille de voir se développer une autre combinaison? Il existe dans certains milieux italiens, qui ont déjà oublié l'attitude amicale de la France dans l'affaire de Corfou et les colères de leur presse contre lord Curzon, un plan d'entente économique et politique avec l'Angleterre. Le journal fasciste *Resto del Carlino* nous avertit que « Tanger a fait oublier Corfou, » ce qui, à la vérité, est une trouvaille! C'est la presse fasciste qui fait à chaque instant parade de la force italienne, de la natalité, de l'esprit belliqueux

de la jeunesse italienne ; c'est M. Mussolini qui dit que « l'unité italienne n'est pas achevée, » et qui se prépare à escamoter Fiume ; mais il est entendu que c'est la France qui est « impérialiste, » « militariste, » etc., et que c'est M. Poincaré qui inquiète l'Europe.

Nous devions signaler ces manifestations un peu exubérantes d'une partie de l'opinion italienne, mais nous nous garderons d'en exagérer la portée. Elles sont pour nous un avertissement de ne pas négliger notre marine, qui assure nos communications avec l'Afrique du Nord, et de hâter les travaux du Transsaharien. Le fascisme a besoin de galvaniser fréquemment le sentiment national ; il était donc naturel que sa presse tirât d'utiles développements de la visite du roi d'Espagne et attribuât à la vertu du discours de M. Mussolini l'accord que l'Europe doit à l'esprit de modération et à la volonté d'entente de M. Poincaré. Il arrive parfois à M. Mussolini de parler un peu vite, mais ses actes valent mieux que ses paroles et son légitime désir de développer la prospérité de l'Italie ne trouve en France que des sympathies. Quant à la Méditerranée, elle est une route, un couloir ouvert à toutes les marines, non la propriété réservée d'une seule Puissance ou d'un groupe de Puissances; elle n'est pas faite pour séparer les peuples, mais pour les rapprocher, les porter l'un vers l'autre. Les Français n'ont jamais dit « mare nostrum. » C'est Bismarck qui écrivait à Mazzini en 1866 : « L'Italie et la France ne peuvent s'associer pour leur avantage commun dans la Méditerranée; cette mer est un héritage impossible à diviser entre parents. L'empire de la Méditerranée appartient incontestablement à l'Italie... » C'est M. de Stockmar qui écrivait au prince Albert : « Il ne faut pas oublier que le devoir d'un homme d'État anglais est toujours de rendre l'Italie forte contre la France. » On voit bien quel peut être, dans les rivalités méditerranéennes, l'intérêt allemand, l'intérêt anglais; mais l'intérêt italien, comme l'intérêt espagnol et l'intérêt français, est tout autre; la Méditerranée n'est pas un « héritage » qu'il s'agit de diviser ; une saine politique méditerranéenne doit unir et pacifier; les accords de 1902 en font foi. Aussi la France ne saurait-elle prendre ombrage des fraternisations latines italo-espagnoles. Le général Primo de Rivera, recevant les journalistes au Quirinal, a pris soin de rassurer l'opinion étrangère : « La consolidation des liens qui unissent l'Espagne à l'Italie développera leurs relations économiques, influera sur l'Amérique latine et atténuera leurs motifs de concurrence dans la

Méditerranée; il ne s'agit que d'une défense pacifique : ni la France ni l'Angleterre n'ont de raison de s'en alarmer. »

Que les « rois catholiques » de la vieille monarchie espagnole aient fait dans la Ville Éternelle, aujourd'hui capitale du royaume d'Italie, visite officielle au prisonnier volontaire du Vatican en même temps qu'au roi d'Italie, c'est un événement d'une haute portée historique. Depuis le 20 septembre 1870, le Pape n'admettait pas qu'un souverain catholique vînt consacrer, par une visite à Rome, la spoliation dont il a été victime; on n'a pas oublié que le voyage du président Loubet fut l'occasion de la rupture entre la France et le Saint-Siège. C'est Benoît XV qui, en 1920, par l'Encyclique *Pacem Dei munus*, a levé l'inderdiction, et c'est le roi des Belges qui, le premier, a fait à Rome la double visite qu'Alphonse XIII vient de renouveler. L'attitude déférente de M. Mussolini à l'égard de la Papauté, l'intention qu'il se laisse volontiers prêter de résoudre enfin la question romaine et d'assurer l'indépendance du Saint-Siège, les sentiments patriotiques de Pie XI à l'égard de l'Italie, ont préparé les voies à une visite où la presse italienne a voulu voir la preuve de la définitive réconciliation des deux pouvoirs. Les journaux ont relevé la pompe de la réception au Vatican, qui renouvelle les temps d'avant 1870. « Le fait, écrivait le *Secolo*, que la nation la plus rigidement catholique envoie enfin son souverain rendre hommage au roi d'Italie, dans Rome capitale, démontre, — s'il en était besoin après la visite du roi Albert, — que la question romaine en tant que revendication territoriale est désormais enterrée pour toujours par la volonté du Vatican lui-même. »

Comme il arrive souvent, la presse italienne dépassait la mesure et, le 28 novembre, l'*Osservatore romano*, dans un éditorial assez sec, remit les choses au point : la réception au Vatican n'a pas eu « la splendeur qu'elle aurait eue en des temps normaux pour le Saint-Siège. » La venue du Roi catholique à Rome avec le consentement du Souverain Pontife ne saurait « signifier, de la part de celui-ci, une renonciation, ne fût-elle que virtuelle et implicite, aux droits imprescriptibles du Siège apostolique, droits qui forment le nœud de la question romaine. » L'organe du Vatican rappelle, en citant les textes, dans quelles conditions et avec quelles réserves Benoît XV a autorisé les souverains catholiques à venir à Rome, et il conclut : « Il n'est pas honnête (c'est le moins qu'on puisse dire), après de si ouvertes et si claires paroles, de profiter de la venue du souverain catholique à Rome pour proclamer la fin de la

question romaine. Il n'est pas généreux (nous ne disons rien de plus), de retourner contre le Saint-Siège les concessions qu'il fit pour le bien de tous les peuples, mais spécialement pour le bien du peuple italien. La blessure ouverte par le 20 septembre 1870 ne se soigne pas avec des compresses chaudes ; elle est et restera ouverte jusqu'à ce qu'on y ait pourvu de manière que le Saint-Siège non seulement jouisse de la liberté et de l'indépendance auxquelles il a droit, mais aussi qu'il soit apparent pour tout le monde, qu'il en jouit réellement. » Nous écrivions ici un jour, presque dans les mêmes termes : « il ne suffit pas que le Saint-Siège soit indépendant, il faut encore qu'il en ait l'air. » La question romaine a évolué, mais elle subsiste. L'Encyclique *Arcano Dei* du 23 septembre 1922 l'affirmait clairement et M. Charles Loiseau, dans un excellent chapitre de son livre *Politique romaine et sentiment français*, vient de montrer en quels termes elle se pose. L'indépendance du Saint-Siège intéresse tous les États catholiques, tous les États où vivent des catholiques. La réconciliation entre les deux pouvoirs qui coexistent dans Rome, si elle n'était pas accompagnée de garanties précises d'ordre international, ne supprimerait pas, loin de là, la question romaine, mais elle poserait, avec une acuité nouvelle, le problème de l'indépendance du Saint-Siège.

Est-ce sous l'empire de semblables préoccupations qu'Alphonse XIII a cru pouvoir, dans le discours qu'il a adressé au pape Pie XI, se permettre d'insister pour qu'une plus grande part soit faite dans le Sacré-Collège et dans le corps des gardes-nobles à l'élément espagnol ? En tout cas, l'allusion à la possibilité de donner à la Curie un caractère plus international parut indiscrète au Vatican ; lorsqu'on y eut pris connaissance du discours que le Roi se proposait de prononcer, de légères retouches furent demandées : mais une copie des paroles royales avait été laissée à Madrid pour être, à l'heure même où elles seraient prononcées, publiée dans les journaux d'Espagne ; toute modification se trouvait, de ce fait, impossible, et l'*Osservatore* inséra les paroles d'Alphonse XIII telles qu'il les avait écrites et telles qu'il les prononça. La revendication des privilèges historiques accordés autrefois aux « Rois catholiques » en Palestine parut aussi, sans doute, inopportune. L'incident est caractéristique ; il a jeté une légère ombre sur l'éclat de la réception des souverains espagnols et sur la satisfaction très légitime que cette visite royale est venue apporter au Vatican.

La crise interalliée dont nous essayions, dans la précédente

chronique, d'expliquer les origines et le mécanisme, s'achève en une détente générale, dont il faut aujourd'hui chercher les raisons.

La principale, c'est la signature, le 23 novembre, de l'accord entre les représentants des grands industriels de la Ruhr et les autorités franco-belges de la mission de contrôle. Lorsque M. Stresemann eut annoncé la cessation de la résistance passive, la résistance, en réalité, continua par d'autres moyens. L'erreur de M. Baldwin et de la presse anglaise, notamment du *Times*, fut de prendre pour un fait accompli ce qui n'était qu'une parole du chancelier allemand, une suprême manœuvre pour attirer M. Poincaré à des négociations prématurées. Le Président du Conseil avait affirmé à diverses reprises qu'il serait prêt à entrer en négociations, tant avec les Allemands qu'avec les Alliés, dès que la résistance aurait effectivement cessé. Avec la mise en vigueur des accords de Dusseldorf, ce jour est arrivé.

Les conventions avec les grands consortiums représentant cent cinquante mines, Stinnes, Thyssen, Stumm, etc., sont valables jusqu'au 15 avril 1924 : c'est donc une expérience qui va être tentée ; puisse-t-elle, du côté allemand, l'être en toute bonne foi. Les mines paieront, au titre de l'impôt sur les charbons, pour la période du 1er juin au 1er novembre, 15 millions de dollars (217 millions de francs); elles paieront à l'avenir 10 francs par tonne vendue ; elles livreront gratuitement 18 pour 100 de leur production nette; les stocks constitués dans la Ruhr restent la propriété des autorités alliées ; le régime des licences d'exportation reste en vigueur, etc. La signature d'un tel accord marque la fin de la seconde bataille de la Ruhr. Les industriels acceptent aujourd'hui le régime qu'ils avaient rejeté en janvier ; mais de quelles ruines eux, le Gouvernement du Reich et ses mauvais conseilleurs, ne sont-ils pas responsables? La Ruhr va reprendre sa vie et son activité. Ne nous dissimulons pas cependant que la remise en marche de ce formidable mécanisme de précision sera délicate : le problème des transports, celui des crédits, celui de la durée du travail sont particulièrement importants. Une nouvelle convention signée à Mayence le 3 décembre aura pour effet d'adapter les horaires des services du pays non occupé avec ceux de la régie franco-belge, qui garde l'organisation des transports en Rhénanie et dans la Ruhr. Les Anglais, pour la zone de Cologne, consentent de leur côté à une adaptation des services.

Le 5 décembre, les journaux français publiaient un communiqué du quai d'Orsay qui marque une date capitale dans l'histoire de la bataille de la Ruhr. Il annonce d'abord que, sur la proposition du

général Degoutte, « certaines mesures administratives et certaines mesures de grâce en faveur de personnes expulsées et condamnées » vont être prises ; puis il continue : « Le général Degoutte estime que la résistance passive aura effectivement cessé lorsque, d'une part, le travail aura effectivement repris dans les mines et les usines et lorsque, d'autre part, les conventions avec le Reich pour l'exploitation du réseau ferré de Rhénanie et de la Ruhr auront été ratifiées par le Gouvernement de Berlin et seront entrées en application. Le jour fixé pour cette entrée en application est, d'après la convention signée hier à Mayence, le 10 décembre. Le regroupement des forces militaires, en vue de diminuer le contact avec les populations, a déjà commencé et se poursuit progressivement. » Comme le remarque très justement M. Henry de Jouvenel dans *le Matin*, « ces quelques lignes constituent à la fois un bulletin de victoire et une proposition de paix. » Elles font justice des calomnies et des insinuations perfides que la propagande allemande et une partie importante de la presse anglaise n'ont cessé de répandre sur la politique française et sur les intentions de M. Poincaré. Il n'y a plus de raison pour le Gouvernement britannique de continuer à bouder une politique qui a prouvé son efficacité.

Les initiateurs du mouvement d'indépendance rhénane sont en désaccord violent. M. de Metzen s'est retiré. M. Dorten et M. Matthes ont constitué chacun un gouvernement dont l'autorité est très discutée. Ici encore, la preuve est faite de la loyauté, scrupuleuse jusqu'à l'excès, du Gouvernement français. Le caractère violent qu'a pris l'action des séparatistes a éloigné de leurs personnes, mais non des idées qu'ils ont eu le mérite de représenter les premiers, une partie de l'opinion rhénane ; leur effort a eu pour effet de poser la question et d'éveiller les aspirations autonomistes ; leur rôle n'est pas fini, il consistera dans l'avenir à prendre garde que l'autonomie qui s'organise ne soit pas un trompe-l'œil. Mais il était évident qu'un État rhénan indépendant ou autonome, fédéral ou unitaire, ne pouvait en aucun cas être établi sans le concours des grandes forces politiques et sociales de la région : l'épiscopat et le clergé catholique, le Centre comme organisation politique, les syndicats chrétiens. La démarche par laquelle M. Adenauer, bourgmestre de Cologne, a fait connaître à la Haute-Commission qu'il était prêt à constituer un Directoire rhénan montre que, même parmi les hommes les plus attachés à l'unité allemande, la séparation d'avec la Prusse s'impose comme une nécessité et un bienfait. Deux groupements

d'industriels, l'un dans le Palatinat, l'autre dans la région de Wiesbaden, ont obtenu de la Haute-Commission l'autorisation d'émettre des monnaies locales. Une banque d'émission rhénane est en voie de création, avec le concours de banquiers rhénans et de la banque franco-belge. 50 pour 100 du capital serait allemand, 40 pour 100 français ou belge, 10 pour 100 à d'autres États choisis par la France et la Belgique. Dans l'immense désarroi monétaire et financier de l'Allemagne, la création en Rhénanie d'une monnaie stable et saine, avec couverture en devises étrangères, aura une importance politique considérable; elle est le plus sûr acheminement vers la création d'un État rhénan autonome. Sur ce terrain encore, la politique française parvient à ses fins, et ce n'est ni au détriment du Reich, ni au détriment de l'Angleterre ou des autres alliés.

La Commission des réparations continue l'examen des mesures à prendre pour la création des deux comités proposés par M. Barthou; l'un serait chargé de rechercher les moyens d'équilibrer le budget allemand et les mesures propres à stabiliser la monnaie; l'autre partirait à la chasse des capitaux allemands passés à l'étranger et découvrirait les moyens de les faire rentrer. Des places, parmi les experts, seraient réservées aux Américains. Jusqu'à présent le délégué britannique, sir John Bradbury, n'a pas élevé d'objections à la méthode de travail proposée par ses collègues; le scepticisme ironique avec lequel il avait accueilli les premières ouvertures du Président a fait place à un évident désir de ne pas provoquer, du moins pour le moment, de débats irritants. C'est ainsi que le délégué britannique n'a pas jusqu'ici soulevé la question de l'imputation des frais d'occupation de la Ruhr sur les sommes qui seront payées par les propriétaires de mines en vertu de l'accord de Dusseldorf, car elle implique celle de la légitimité de l'occupation de la Ruhr. Si le *Foreign Office* s'apercevait enfin qu'en contestant tardivement que l'occupation de la Ruhr soit conforme au traité, il a commis non seulement un acte inamical, mais une maladresse qui n'a profité qu'à l'Allemagne, un grand pas serait fait vers l'accord définitif.

La campagne électorale en Angleterre s'est terminée le 6 décembre; elle a été très agitée et, en plusieurs endroits, on signale des violences inaccoutumées; la question du libre-échange semble avoir lassé assez vite l'attention des électeurs et, dans les meetings et les réunions, on a beaucoup parlé de la politique européenne et notamment des relations avec la France. La politique qui aboutit à de graves dissentiments entre les Alliés déplaît à la masse des électeurs

britanniques. L'Angleterre avait promis à la France un pacte d'alliance et de garantie, en échange de sa renonciation à ses revendications sur le Rhin ; ce pacte, elle ne le lui a pas donné, elle reste donc sa débitrice ; les garanties qu'elle n'a pas reçues, la France est en droit de les prendre : ainsi raisonne l'Anglais gentleman. Dans un meeting, un électeur a posé à M. Baldwin une question caractéristique : « Pouvez-vous, sans nous faire de ces promesses insensées à la Lloyd George, nous assurer que vous ferez tout ce qui sera en votre pouvoir pour aider la France à faire payer l'Allemagne? » A quoi M. Baldwin répliqua : « Ma réponse est affirmative. Je crois avoir réussi à restaurer une entente avec la France; mais je dois ajouter, ce que j'ai déjà déclaré auparavant, que je suis avant tout proanglais. » De son côté, lord Derby a fait à Londres, le 4, un discours optimiste. « Je n'ai jamais pensé que l'action des Français était illégale; j'ai simplement cru qu'ils ne s'assureraient pas leurs réparations par ces moyens. Ils ont pourtant, je dois le confesser, obtenu un réel succès : c'est de prouver à l'Allemagne qu'elle était battue et qu'elle devait payer. Le présent nous offre des perspectives rassurantes. L'entente au sujet des réparations peut et doit être réalisée. Elle sera réalisée. » L'incident le plus significatif de la campagne, c'est la volte-face savamment préparée du *Daily Mail* et de toute la presse que contrôlent lord Rothermere et lord Beaverbrook ; trois jours avant le scrutin, ils ont engagé les électeurs à voter pour les libéraux, sous le prétexte que « les Affaires étrangères, et particulièrement la question des relations franco-anglaises, seront mieux placées entre les mains de lord Grey et de M. Asquith que dans celles de lord Curzon et de M. Baldwin. » La campagne des deux grands trusts de presse qui ont toujours cherché plutôt à suivre l'opinion qu'à la conduire, est surtout dirigée contre lord Curzon. Les résultats, à l'heure où nous mettons sous presse, ne sont pas entièrement connus; on donne : conservateurs 254, travaillistes 192, libéraux 149. La défaite du Gouvernemt conservateur est certaine; travaillistes et libéraux gagnent beaucoup de sièges et encore plus de voix, aucun parti n'a la majorité absolue et l'ère des coalitions va se rouvrir. Amenés au pouvoir, il y a un an, par le suffrage populaire pour une politique d'entente avec la France, les conservateurs succombent aujourd'hui pour avoir suivi les directions de lord Curzon. Le protectionnisme est condamné par le pays.

Au chancelier Stresemann renversé par une coalition des communistes, des social-démocrates, des nationalistes et des catholiques

bavarois, c'est-à-dire l'extrême gauche et l'extrême droite du Reichstag, le président Ebert a eu quelque peine à trouver un successeur ; il s'est adressé successivement et sans succès à M. de Kardoff, à M. Albert, à M. Stegerwald, pour aboutir finalement à confier le lourd fardeau du Gouvernement au président du Centre, M. Marx. Le Centre catholique, dans le désarroi des partis et des programmes, est le seul groupe qui soit resté compact et qui ait gardé le sentiment des nécessités gouvernementales. M. Stegerwald, du Centre lui aussi, a échoué parce qu'il exigeait la dissolution du Reichstag dont M. Ebert, qui appréhende une déroute de ses amis socialistes, ne veut pas ; M. Marx s'est montré plus accommodant ; il a constitué un ministère où M. Stresemann reste aux Affaires étrangères, le docteur Luther aux Finances, et qui n'est en définitive qu'un replâtrage ; le Centre abandonne la collaboration avec les socialistes, pratiquée depuis l'armistice, pour se rapprocher des partis bourgeois modérés : signe des temps. M. Marx a obtenu du Reichstag le vote des pleins pouvoirs qu'il demandait ; mais le maître de la situation reste le général von Seeckt. Après le mark, le rentenmark va s'effondrant. La situation monétaire et financière paraît sans remède tant que le Gouvernement ne pratiquera pas une meilleure politique. Les dépenses, dans la première décade de novembre, ont atteint 57 quintillions 901 quatrillions ; il est amusant d'écrire en chiffres un pareil nombre : 57 901 000 000 000 000 000 ! Voilà bien les chiffres astronomiques ! La onze-centième partie seulement est couverte par des recettes.

Ainsi, au moment où la situation désespérée de l'Allemagne oblige son Gouvernement, quel qu'il soit, à une entente avec la France, les circonstances resserrent l'accord des Alliés entre eux. Rien ne s'oppose plus à une négociation générale. La bataille de la Ruhr, — qui n'a été une bataille que par la volonté de l'Allemagne et les encouragements de l'Angleterre, — se termine, après un an, par la victoire de la France et de la Belgique et le succès de la politique de M. Poincaré.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

DIX-HUITIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er Novembre

Pages.

SOUVENIRS. — II (1869-1871), par M. le COMTE D'HAUSSONVILLE, de l'Académie fançaise 5

UNE ENQUÊTE AUX PAYS DU LEVANT. — *LE CÉNOTAPHE D'ALEXANDRE (Fin)*; par M. MAURICE BARRÈS, de l'Académie française 30

LES DERNIERS JOURS DU GRAND-DUC MICHEL. — I. *L'ABDICATION*, par Mme LA PRINCESSE OLGA POUTIATINE 56

CHEZ LES LATINS D'AMÉRIQUE : *ARGENTINE ET URUGUAY*. — I. Par Mgr BAUDRILLART, de l'Académie française 79

UN FILS AU FRONT, dernière partie, par Mme EDITH WHARTON 112

LAMENNAIS ET J.-B. DE SAINT-VICTOR, par M. LOUIS BARTHOU, de l'Académie française 162

LETTRES A SAINT-VICTOR. — I. Par F. DE LAMENNAIS 169

LA QUESTION DES NAVIRES DE SURFACE, par M. RENÉ LA BRUYÈRE 201

LES ACADÉMIES DE PROVINCE, par M. C.-M. SAVARIT 213

REVUE LITTÉRAIRE. — *UN BOURGEOIS DE LOUIS-PHILIPPE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER 218

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 230

Livraison du 15 Novembre

COEUR PENSIF NE SAIT OÙ IL VA, première partie, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française 241

LA " RÉVOLUTION " ESPAGNOLE, par M. LOUIS BERTRAND 274

LES DERNIERS JOURS DU GRAND-DUC MICHEL. — II. *LA MYSTÉRIEUSE DISPARITION*, par Mme LA PRINCESSE OLGA POUTIATINE 290

LES INFLUENCES ARABES DANS L'ART ROMAN, par M. ÉMILE MALE, de l'Institut . . 311

CHEZ LES LATINS D'AMÉRIQUE : *ARGENTINE ET URUGUAY*. — II. Par Mgr BAUDRILLART, de l'Académie française 344

SUR L'ENSEIGNEMENT DE LA PHYSIOLOGIE, par M. CHARLES RICHET, de l'Académie des Sciences 365

Pages.
LETTRES A SAINT-VICTOR. — II. Par F. DE LAMENNAIS 395
DANS LA SARRE, par M. le contre-amiral DEGOUY. 430
REVUE SCIENTIFIQUE. — *A PROPOS DU CONGRÈS CHRONOMÉTRIQUE*, par M. CHARLES NORDMANN. 454
REVUE DRAMATIQUE : *JEAN DE LA FONTAINE*. — *LA GARDIENNE*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française 466
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . 470

Livraison du 1er Décembre

CŒUR PENSIF NE SAIT OÙ IL VA, deuxième partie, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française. 481
SOUVENIRS DE MA VIE POLITIQUE. *LETTRES A UN AMI* (1914-1917). — I. Par ALEXANDRE RIBOT. 517
LES MASQUES ET LES VISAGES. — LE VERTUEUX CONDOTTIÈRE. — I. Par M. R. DE LA SIZERANNE. 554
L'ORGANISATION DE LA NATION POUR LE TEMPS DE GUERRE, par M. LE GÉNÉRAL SERRIGNY. 583
DIPLÔMÉ! — Comédie en un acte, par M. LUIGI PIRANDELLO. 602
CHEZ LES LATINS D'AMÉRIQUE : *ARGENTINE ET URUGUAY*. — III. Par Mgr BAUDRILLART, de l'Académie française. 619
LA PREMIÈRE TRAGÉDIE DE BALZAC : *CROMWELL*; par M. MARCEL BOUTERON. . 649
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — EN ÉCOUTANT *VIVE MATHUSALEM!* Par M. LOUIS GILLET. 674
REVUE LITTÉRAIRE. — *LE ROMAN D'UNE APPRENTIE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. . 686
REVUE MUSICALE. — *LE JARDIN DU PARADIS*. — *SAINTE ODILE*. — *LA GRIFFE*, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 698
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . . 709

Livraison du 15 Décembre

CŒUR PENSIF NE SAIT OÙ IL VA, troisième partie, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française 721
NAPOLÉON III ET LE PRINCE NAPOLÉON, par M. ERNEST D'HAUTERIVE. 763
CORRESPONDANCE INÉDITE. — I. *D'ARENENBERG AUX TUILERIES*, par NAPOLÉON III et le PRINCE NAPOLÉON. 768
LA MIRLITANTOUILLE. — *ÉPISODES DE LA CHOUANNERIE BRETONNE*. — I. *BOISHARDY*, par M. G. LENOTRE. 797
LE CONTE DU TRIOLET, par M. RENÉ BAZIN, de l'Académie française 826
SOUVENIRS DE MA VIE POLITIQUE. *LETTRES A UN AMI* (1914-1917). — II. Par ALEXANDRE RIBOT. 855
LES MASQUES ET LES VISAGES. — LE VERTUEUX CONDOTTIÈRE. — II. Par M. R. DE LA SIZERANNE. 880
POÉSIES. — *LE RIRE DE MOLIÈRE*, par M. EDMOND PORCHER. 921
DES COLLÈGES FRANÇAIS DANS LE CATACLYSME DU JAPON, par M. PIERRE LEBON. . 926
REVUE SCIENTIFIQUE. — *AU SALON DE LA SCIENCE*, par M. CHARLES NORDMANN. 934
MAURICE BARRÈS, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française. 946
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 949

Paris. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 57104.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2394